

U d/of Ottawa



39003023187759





Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa





BIOGRAPHIE NATIONALE

UNION DES SAUVES

LES SAUVES, DES SAUVES ET DES SAUVES

DE BELGIQUE

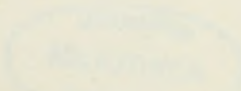
BIOGRAPHIE NATIONALE.



UNION DES SAUVES

LES SAUVES, DES SAUVES ET DES SAUVES

DE BELGIQUE



BIBLIOTHEQUE NATIONALE

AOÛT 9 1973

BIOGRAPHIE NATIONALE

PUBLIÉE PAR

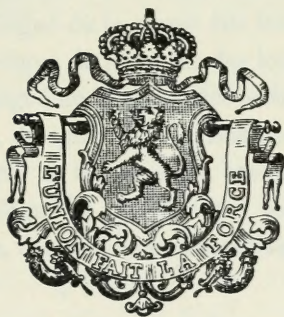
L'ACADÉMIE ROYALE

DES SCIENCES, DES LETTRES ET DES BEAUX-ARTS

DE BELGIQUE.

TOME DIX-SEPTIÈME.

PERAXYLE — POMREUX.



BRUXELLES,

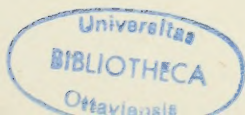
BRUYLANT-CHRISTOPHE & C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS,

SUCCESSEUR

ÉMILE BRUYLANT,

RUE DE LA RÉGENCE, 67.

1903.



BIOGRAPHIE NATIONALE

PAR

L'ACADEMIE ROYALE

DES SCIENCES, DES LETTRES ET DES BEAUX-ARTS

DE BELGIQUE

TOME DIX-SEPTIEME

ANASTASIS - VANDERBEEK



CT

1163

.A2

1866

v. 17

LISTE DES MEMBRES

DE LA COMMISSION ACADÉMIQUE CHARGÉE DE LA PUBLICATION
DE LA BIOGRAPHIE NATIONALE.

(DÉCEMBRE 1903).

- MM^{rs} G. Dewalque**, délégué de la classe des sciences, *président*.
H. Hymans, délégué de la classe des beaux-arts, *vice-président*.
Ferd. Vander Haeghen, délégué de la classe des lettres, *secrétaire*.
A. Lancaster, délégué de la classe des sciences.
C. Le Paige, délégué de la classe des sciences.
Edm. Marchal, délégué de la classe des sciences.
G. Vander Mensbrugghe, délégué de la classe des sciences.
St. Bormans, délégué de la classe des lettres.
E. Gossart, délégué de la classe des lettres.
H. Pirenne, délégué de la classe des lettres.
J. Stecher, délégué de la classe des lettres.
F.-A. Gevaert, délégué de la classe des beaux-arts.
J. Robie, délégué de la classe des beaux-arts.
M. Rooses, délégué de la classe des beaux-arts.
Fl. van Duyse, délégué de la classe des beaux-arts.

Secrétaire adjoint : **Paul Bergmans**, docteur en philosophie et lettres.

LISTE DES COLLABORATEURS

DU DIX-SEPTIÈME VOLUME DE LA BIOGRAPHIE NATIONALE.

(Les noms précédés d'un astérisque sont ceux des collaborateurs décédés.)

Alvin (Frédéric), conservateur à la Bibliothèque royale, à Bruxelles.

Petersheim (H. de). — Peuplus. — Pierre de Bruges. — Pieters (Jacq.). — Pinet. — Pingret.
— Pirlot. — Platea de Senzeille (J. de). — Platel (J.). — Plum.

Arenbergh (Émile van), juge de paix, à Ixelles.

Perdu (G.). — Péters (J.-J.). — Petri (J.). — Pierre de la Mère de Dieu. — Pires. —
Pollenter. — Polyander.

Beeckman (Ed.), avocat, à Bruxelles.

Pillaert.

Bergmans (Charles), professeur honoraire, à Gand.

Piellain. — Pietersz (J.-B.). — Pinarol. — Pioch. — Pithois. — Plateau (J.-A.-F.).

Bergmans (Paul), sous-bibliothécaire de l'Université, à Gand.

Perre (M. Vanden). — Perret (Cl.). — Peteghem (van). — Pfeiffer. — Phaliesen (A. Vander).
— Philippe, abbé de l'Aumône. — Philips. — Pierets. — Pierre de Lille. — Pierre (J.).
— Pieters (Ch.-J.). — Pieters (F.). — Pietersz (A.). — Pietrobono. — Pijart. — Pinnell.
— Piron (C.-F.-A.). — Plancken (C. Vander).

Bernaert (général Frédéric), à Bruxelles.

Pieters (J.-P.). — Poirson. — Polis.

Bethune (baron Jean), gouverneur de la Flandre occidentale, à Bruges.

Plouy (Ph. de).

Bethune (baron Joseph), bibliothécaire de la ville, à Courtrai.

Persyn (J.). — Persyn (R.). — Pevernage (André), écrivain. — Pluckx. — Pollet (Jean). —
Pollet (R.).

LISTE DES COLLABORATEURS

Bigwood (Georges), avocat, à Bruxelles.

Piro (H. de).

Blyau (Albert), candidat en philosophie et lettres, à Gand.

Perneel.

Boddaert (Richard), membre de l'Académie royale de médecine, à Gand.

Poelman (G.-A.-C.).

Borchgrave (baron **Émile de**), membre de l'Académie royale, à Vienne.

Perret (E.). — Philippe IV d'Espagne. — Philippe V d'Espagne. — Philippe I^{er} de Namur.
— Philippe II de Namur. — Philippe III de Namur. — Philippe de Saint-Pol. — Pierre de
Gand, écrivain. — Pierre de Gand, missionnaire. — Pirquet. — Plaines (G. de). —
Plaines (T. de). — Poel (A.-E. Vanden).

Bormans (Stanislas), membre de l'Académie royale, à Liège.

Polain (M.-L.).

Brants (Victor), membre de l'Académie royale, à Louvain.

Perez (A.). — Pieraerts.

Caloen de Basseghem (P. **Vincent-M. van**), dominicain, à Gand.

Petyt (J.). — Poelman (P.-F.).

Caster (chanoine **G. van**), à Malines.

Pierre de Malines.

Chauvin (Victor), professeur à l'Université, à Liège.

Plumyoen.

Chestret de Haneffe (baron **de**), membre de l'Académie royale, à Liège.

Perreau. — Polit.

Closson (Ernest), conservateur adjoint au Conservatoire royal de musique,
à Bruxelles.

Perrot. — Pirson (E.-A.). — Pirson (V.). — Plasschaert. — Pletinckx.

Coninckx (Henri), professeur à l'Académie des beaux-arts, à Malines.

Pluys.

* **Crépin (F.)**, membre de l'Académie royale, à Bruxelles.

Piré (L.-A.-H. J.). — Poederle (E.-J.-C.-G.-H. d'Olmen, baron de).

Cuvelier (Joseph), sous-chef de section aux Archives générales du royaume, à
Bruxelles.

Plante.

Deffernez (D^r Edmond), membre de l'Académie royale de médecine, à Charleroi.

Petit (Louis-A.-J.). — Petit (Louis-J.). — Picquet (U.-J.). — Piré (J.-F.-A.).

Defrecheux (Joseph), sous-bibliothécaire de l'Université, à Liège.

Peurette. — Pinsar.

LISTE DES COLLABORATEURS

Delehay (R. P. **Hippolyte**), bollandiste, à Bruxelles.

Périer (J.). — Pien (J.).

***Delescluse (Alphonse)**, chargé de cours à l'Université, à Liège.

Petrodensis. — Pfortzheim (Ph.-C. de). — Pierre de Saint-Trond. — Pirard. — Placentius.

Dessart (J.-B.), membre de l'Académie royale de médecine, à Bruxelles.

Pétry.

Devillers (Léopold), archiviste honoraire de l'État, à Mons.

Périn (Camille-F.-A.). — Périn (Ch.-H.). — Pernet. — Pescher. — Petit (Louis). — Petit (Louis-M.-J.). — Petit (Philippe). — Petit (Pierre). — Philippe de Harvengt. — Philippine de Luxembourg. — Picqueri. — Picquet (Ch.-Ad.). — Piérard. — Piérart. — Pilavaine. — Pomreux du Sarl (E. de).

Dewalque (Gustave), membre de l'Académie royale, à Liège.

Peters-Vaust. — Pfeffer. — Phillips (Ch.-V.-J.). — Pollet (C.-A.-P.).

Diegerick (Alphonse), archiviste de l'État, à Gand.

Petit (Jean-Fr.). — Pironon.

Discaillies (Ernest), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.

Pirmez (Eudore).

Donnet (Fernand), administrateur de l'Académie des beaux-arts, à Anvers.

Perre (G. Vande). — Phalèse (H.). — Polites. — Pompe (G.). — Pompe (J.-B.-E.). — Pompe (P.-M.).

Doutrepont (Georges), professeur à l'Université, à Louvain.

Pestinien (J. de).

***Doyen (chanoine F.-D.)**, curé-doyen, à Wellin.

Perès. — Périn (J.-F.). — Perre (P. vanden). — Petit (Jean-V.). — Pignewart. — Piret. — Pirson (F.-G.). — Pisani de la Gaude.

Duyse (Florimond van), membre de l'Académie royale, à Gand.

Pevernage (André), compositeur. — Pipelare. — Platel (N.-J.). — Plouvier.

Even (Éd. van), membre de l'Académie royale, à Louvain.

Phalèse (A.). — Phalèse (P.).

Goemans (Léon), professeur à l'Athénée royal, à Louvain.

Perclaes. — Peremans. — Petyt (E.-B.). — Piémont. — Planquaert.

Gossart (Ernest), membre de l'Académie royale, à La Hulpe.

Perrenot (Fr.). — Perrenot (Th.). — Philippe II, roi d'Espagne. — Piccolomini.

Haeghen (Victor Vander), archiviste de la ville, à Gand.

Pieters (P.). — Pisson. — Plumion. — Poleyt.

LISTE DES COLLABORATEURS

Heins (Maurice), docteur en droit, à Gand.

Piers de Raveschoot.

Helbig (Jules), archéologue, à Liège.

Peril. — Pesser. — Pietkin. — Pirotte (O.). — Plumier (E.). — Poele (F. Vande).

Henry (Louis), membre de l'Académie royale, à Louvain.

Petithan.

Huisman (Michel), chargé de cours à l'Université, à Bruxelles.

Pollet (F.). — Pollet (Jacques).

Hulin (Georges), professeur à l'Université, à Gand.

Piqué.

Hymans (Henri), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.

Perez (Henri). — Perhoner. — Perlau. — Perre (Chr. Vanden). — Perre (Jean Vanden), peintre. — Perre (N. Vanden). — Perret (P.). — Petri (P. de). — Peyp. — Picard (J.-B.). — Piéron. — Pieters (Jean). — Pilsen. — Pinchart. — Pintemony. — Piron (Ch.-F.-P.-A.). — Pitau (J.). — Pitau (N.). — Plas (P. Vander). — Plattenberg (M. van). — Poelman (P.). — Poindre (J. de). — Pol de Limbourg.

Jacques (Dr Victor), professeur à l'Université, à Bruxelles.

Perdu (B.). — Planchon. — Poirier.

Jordens (E.), avocat, à Bruxelles.

Piza (Pedro-F. de). — Piza (Pierre-Fr.).

Kurth (Godefroid), membre de l'Académie royal, à Liège.

Pierre l'Ermite.

Leclère (Constant), professeur à l'Athénée royal, à Huy.

Pinchare.

Leclère (Léon), professeur à l'Université, à Bruxelles.

Pergameni.

Le Court (Jules de), premier président de la cour d'appel, à Bruxelles.

Plaisant.

Linden (Hermann Vander), chargé de cours à l'Université, à Liège.

Philippe de Bourgogne, évêque d'Utrecht. — Philippe de Maldeghem (fin x^e siècle). — Philippe de Maldeghem (deuxième moitié x^e siècle). — Philippe, comte de Vianden (1252-1272). — Philippe, comte de Vianden (1306-1317). — Pierre de Herenthals. — Pierre de Lévis-Mirepoix.

Lonchay (Henri), professeur à l'Université, à Bruxelles.

Philippe (J.-B. Stercq, en religion le père). — Plenevaux.

Lyon (Clément), homme de lettres, à Charleroi.

Pestiaux. — Petit (Jean-Th.). — Petit (M.-C.-S.). — Pirmez (C.-T.). — Pirmez (Ed.). — Pirmez (J.). — Pirmez (L.). — Pirmez (S.).

LISTE DES COLLABORATEURS

Maeterlinck (Louis), conservateur du Musée de peinture, à Gand,

Pierre d'Audenarde. — Pinnoy. — Plaetsen (Jean-C. Vander). — Plaetsen (Julien-B. Vander).

Marchal (chevalier **Edmond**), secrétaire perpétuel de l'Académie royale, à Bruxelles.

Perre (Jean Vanden), graveur. — Petit. — Picavet. — Picq. — Pierre d'Aspere. — Pipels. — Plumier (P.-D.). — Poelaert (D.-V.). — Poelaert (J.).

Matthieu (Ernest), avocat, à Enghien.

Persin. — Petit (S.). — Philipkin. — Philippe (R.). — Philippron. — Piérard (A.-Ed.). — Plétain (A.-H.-G.). — Plétain (J.-B.). — Plon (J.-J.). — Plon, imprimeurs. — Pluchart. — Pochet. — Pollio. — Polman.

Monchamp (Mgr **Georges**), membre de l'Académie royale, à Liège.

Philippi (G.). — Piazza. — Pisani (O.). — Playoul. — Plemp. — Poelarius.

Ortrov (Fernand van), professeur à l'Université, à Gand.

Pieters (Josse). — Plancius. — Plouich (V. de).

Pirenne (Henri), membre de l'Académie royale, à Gand.

Perpète (Saint). — Peyt. — Pharailde (Sainte). — Philippe d'Alsace. — Philippe de Bourgogne, dit le Hardi. — Philippe de Bourgogne, dit le Bon. — Philippe de Flandre. — Philippe Mus. — Piat (Saint). — Plectrude.

Piters (Armand), professeur à l'Athénée royal, à Gand.

Pierquin. — Pirotte (A.-A.-V.). — Plotte (G.-J.-L.). — Polain (P.-A.). — Pollet (E.).

***Rahlenbeek (Charles)**, homme de lettres, à Bruxelles.

Perez (M.). — Philippe (Jean). — Philippi (Fr.). — Pierre d'Aspelt. — Pocquet.

Renterghem (Arthur van), professeur au collège communal, à Virton.

Philippe d'Axel. — Philippe de Boulaere. — Pierre de Colmieux. — Pippinck. — Pomerio (H. de).

Ridder (Alfred de), chef de bureau au ministère des affaires étrangères, à Bruxelles.

Philippe d'Autriche. — Philippe III d'Espagne. — Philippine de Flandre. — Philippine de Hainaut. — Piétin. — Polet.

Roersch (Alphonse), chargé de cours à l'Université, à Gand.

Periander. — Philenus. — Philicinus. — Pighius. — Pileus. — Pirouël. — Pirouille. — Plateanus. — Plateau (L.). — Poele (R. Vande).

Rooses (Max), membre de l'Académie royale, à Anvers.

Plantin. — Poelman (Th.). — Poirters.

Schrevel (chanoine **A.-C. de**), secrétaire de l'Évêché, à Bruges.

Pierre des Dunes. — Pintalour.

Smedt (R. P. Charles de), bollandiste, à Bruxelles.

Plechelm (Saint).

LISTE DES COLLABORATEURS

Soil (E.-J.), juge, à Tournai.

Peterinck. — Philippart. — Pierre de Forest. — Plateau (A.). — Pléon. — Poissonnier. — Pollinchove (Ch.-J. de). — Pollinchove (G. de). — Pollinchove (J.-M. de).

Stecher (Jean), membre de l'Académie royale, à Liège.

Picard (Ab.-Ad.).

Tandel (Émile), commissaire d'arrondissement, à Arlon.

Pierre (Aug.-J.). — Pierret.

Thier (Charles de), président honoraire de la cour d'appel, à Liège.

Piercot.

Tierenteyn (Louis), docteur en droit, à Gand.

Périer (F.). — Petipas. — Petit (Ch.-J. B.-D.). — Philippe (P.). — Piespordius. — Piet (B. Vander). — Piet (L. Vander). — Pinaut. — Podesta.

Vanderkindere (Léon), membre de l'Académie royale, à Uccle.

Picard (Fr.-D.).

Vannérus (Jules), conservateur adjoint des archives de l'État à Anvers, à Cureghem.

Philippi (H.).

Spilbeeck (R. P. Fr. Waltman van), à Tongerlo.

Piëra.

***Wauwermans** (lieutenant général), à Bruxelles.

Piron (F.-P.-J.).

Willems (Léonard), avocat, à Gand.

Perdaens. — Perduyn. — Peri. — Perre (Jean Vande), écrivain. — Perye. — Peys. — Phillips (Th.). — Pickard. — Pien (I.). — Piens. — Pierre van Iersele. — Pierre le Peintre. — Pierre de Wervicq. — Pierssene. — Piquot. — Placker. — Plancke (J. Vander). — Pleke. — Poele (P. Vanden). — Pomeranus.

Wilmotte (Maurice), membre de l'Académie royale, à Liège.

Pierre de Douai. — Pierre de Gand. — Pirmez (F.). — Pirmez (O.).



P (suite).

PERAXYLE (*Arnould DE LENS*, dit). Voir *Arnould DE LENS*.

PERCE (*Jean*). Voir *PERYE* (*Jean*).

PERCELLIS (*Jean*). Voir *PORCELLIS* (*Jean*).

PERCLAES (*Nicolas*), écrivain flamand, vécut au XVII^e siècle. Il fut membre de la chambre de rhétorique *Het Boeck*, à Bruxelles. On ne connaît de lui que l'ouvrage : *Hollandsche Holli-podrida tot eene toemate*, etc., et qui porte pour suscription la devise de Perclaes : *Naer dit een beter*. Cette œuvre a été imprimée à la suite du *Bericht op de vragen aan de Amstersdamsche Academie ofte Narrenschool, ingestelt bij een Lit van de Brabantsche kamer genaemt 't Le-liken onder de doornen* de l'année 1630.

Léon Goemans.

Vander Aa, *Biographisch woordenboek*.

PERDAENS (*Corneille*), écrivain ecclésiastique sur lequel nous n'avons guère de renseignements. Il passa son baccalauréat en théologie et devint vicaire (*onder pastoor*) de la collégiale Saint-Martin, à Alost. Il fit paraître en 1639, chez Lucas van Meerbeeck, à Bruxelles, une histoire de sainte Barbe, en flamand. Le titre de l'ouvrage est : *Gheestelijcke*

wapenen teghen de doot. Het leven en de mirakelen vande Heylighe Maghet ende Martelersse Barbara, besondere patroonersse tegen peste, etc. Le livre est dédié à Jacques Beeckmans, curé et doyen de la collégiale Saint-Martin, à Alost, et seigneur de Regelsbrugge; à Ferdinand Vanden Driesschen, chantre de la collégiale, et à Pierre Vanden Regere, chanoine de la collégiale. A la page 247, l'auteur a eu soin de citer toutes ses sources. L'œuvre de Perdaens a été reproduite presque en entier, avec quelques modifications et quelques compléments, en 1685, par un anonyme qui signe A. F. V. U., et qui nous indique lui-même sa source : *getrocken uyt den Boeck van d'Heer en M^r Cornelius Perdaens*. Il existe de ce remaniement une édition de 1738 (à Termonde, chez Jacques Ducaju) et une autre, de 1770, à Alost (chez d'Herdt).

Léonard Willems.

Fr. de Potter, *Geschiedenis van Aalst*. — Jan Broeckeaert, *Dendermondsche drukpers*, n^o 28.

PERDU (*Benoît*) ou *Benedictus PERDUCIUS*, médecin, théologien, né à Gravelines en 1615 ou en 1616, mort à Tournai, le 5 juillet 1694. On ignore où il fit ses études, mais on le trouve inscrit au tableau du Collège des médecins de Tournai à la date du 26 novembre 1647. Vingt-huit ans plus tard,

il reçut le titre de médecin pensionnaire de la ville (20 mars 1675); il exerça encore son art pendant près de vingt ans. Il a écrit une brochure pour prouver que l'on peut sans inconvénient saigner la veine saphène : *Statera sanguinis, sive disceptatio de saphenæ sectione in febribus, tum in viris, tum in prægnantibus*. Tournai, veuve Adrien Quinqué, 1668; in-8°, 86 p. Les pages 79 à 86 ont pour titre : *Corollarium de pestis modernæ (hodiernæ) remedio*. Cette partie était d'actualité, car c'est en 1668 qu'éclata à Tournai une terrible peste. Quelques années plus tard, Perdu fit paraître un opuscule de théologie mystique, intitulé : *Le paranymphe eucharistique, traité de la communion fréquente et de celle de chaque jour... tiré de divers auteurs*. Valenciennes, J. Boucher, 1679; pet. in-4°. Trois ans avant sa mort, il donna encore, sous le voile de l'anonyme, un *Petit traité des motifs pour honorer le Saint-Esprit* (Tournai, J. Coulon, 1691; pet. in-8°), écrit spécialement pour la confrérie du Saint-Esprit dont il faisait partie.

Son fils, Philippe-François, né à Tournai, pratiqua également la médecine dans cette ville. Il fut inscrit au Collège des médecins le 1^{er} février 1663 et hérita de la charge de son père le 13 juillet 1694. Il mourut le 11 octobre 1702.

Dr Victor Jacques.

Paquot, *Mémoires*, t. V. — Desmazières, *Bibliographie tournaisienne*. — *Annales de la Société scientifique de Bruxelles*, t. XX, 1895-1896, 2^e partie, p. 156-166.

PERDU (Corneille) ou PERDUCIUS, écrivain ecclésiastique, né le 25 novembre 1594, à Bergues-Saint-Winoc, mort à Valenciennes le 6 décembre 1671. Entré dans la compagnie de Jésus le 5 novembre 1612, il enseigna les humanités et la philosophie pendant plusieurs années à Douai. On a de lui : 1. *Acheminement de l'âme à son créateur par les gracieux sentiers d'une sainte confiance et espérance de son salut en la bonté et miséricorde de Dieu*. Douai, 1635; pet. in-12. Id., Tournai, Adrien Quinqué, 1642; in-8°, 941 p. — 2. *Le secret d'une bonne mort*. Mons, Waudret fils, 1642; pet. in-8°, 469 p. — 3. *Considérations dévot*

sur la grâce de la vocation à l'état religieux et au célibat. Mons, Ernest La Bruyère, 1647; in-12. — 4. *Quelques dévotés considérations pour nous embraser du saint amour de Dieu et nous porter à la pratique des vertus*. Valenciennes, Jean Boucher, 1651; pet. in-12, 64 p. — 5. *Quelques avis salutaires pour faciliter l'entrée à l'oraison et en tirer profit au temps même des aridités et désolations*. Valenciennes, Jean Boucher, 1651; in-12, 187 p. — 6. *La règle ou le bon usage du deuil qu'on doit tenir à la mort des proches et des bons amis*, etc. Valenciennes, Jean Boucher, 1655; in-8°, 500 p. — 7. *Les entretiens et les douceurs du saint amour en suite et en vertu d'une attentive considération des bienfaits reçus de la main de Dieu*, etc. Valenciennes, Jean Boucher, 1656; in-8°, 667 p.

Émile van Arenbergh.

Sotwell, *Bibl. script. Soc. Jesu*. — Paquot, *Mémoires*, t. XV, p. 184. — De Backer, *Bibl. des écriv. de la Comp. de Jésus*, t. II, p. 1837. — Sommervogel, *Bibl. de la Comp. de Jésus*, t. VI, col. 488.

PERDUYN (Ghislain), écrivain religieux, né le 13 octobre 1630, à Middelbourg (Zélande), mort à Bruxelles, le 17 août 1708. Il entra dans l'ordre des Jésuites le 22 décembre 1650, et passa quelques années dans l'enseignement; il devint recteur à Ruremonde en 1671, puis quitta l'enseignement pour prendre la direction de la congrégation flamande à Anvers. Il ne commença à publier des travaux que sur le tard. La quatrième édition de ses *Godvruchtige Oeffeningen* : 1. *Van het daghelycks onderzoek*; 2. *Van eene maendelycke Recollectie*, etc., est de 1676 (à Anvers, chez Jacques Woons). Il est probable que c'est une édition antérieure de 1670 que nous trouvons citée sous le titre de : *Libellus examinis in singulos hebdomadæ dies*. L'auteur revisa cet ouvrage et en donna une nouvelle édition sous le titre : *Godvruchtige maniere van te doen het dagelycks onderzoek op de vernaemste weldaden Gods ende eene wekelycke Recollectie*, etc. Bruxelles, François Poppens, 1698. En 1678, Perduyn fit paraître son *Recollectie ofte Vertreck van dry daghen of*

de *Parabel ofte Ghelyckenisse van den vijgheboom* (Amsterdam, veuve Van Metelen). Une seconde édition parut à Bruxelles, chez François Foppens, en 1698.

En 1681, Perduyn publia celle de ses œuvres qui eut le plus de succès : *Gheestelycke Oeffeninghen Behelsende niet alleenlyck meditatie van de Exercitien van onzen H. Vader Ignatius; maer daer en boven syne onderwijsinghe*, etc. (Bruges, Pierre Van Pée). Il en parut une seconde édition à Bruxelles, chez Fr. Foppens, 1693. En 1697, Perduyn composa un résumé de cet ouvrage, qu'il fit illustrer de gravures de Harrewijn, de H. Cause et de Beterham. En voici le titre : *Verbeeldingen van de vernaemste meditatie der achtdaegsche exercitien van den H. Ignatius. Met den aenwijs der Waerheden ende beslytselen*, etc. (Bruges, Josse Vander Meulen; autre éd., à la même date à Anvers, Georges Willemsen). Il parut de cet ouvrage une traduction latine, avec les mêmes gravures : *Præcipuæ meditationes exercitiorum S. P. Ignatii de Loyola imaginibus expressæ uno cum veritatibus et conclusionibus inde erutis*, etc. (Anvers, veuve Georges Willemsen, 1698). Puis une traduction française, également avec les gravures : *Les méditations solides et propres à toucher les cœurs, tirées du livre des exercices de Saint-Ignace de Loyola, avec les images qui en représentent les sujets* (Liège, Franc. Bronkart, 1698). Citons encore de Perduyn son commentaire sur la règle de saint Benoît : *LXXII instrumenten den goede werken van den H. Benedictus aengewesen in synen regel cap. 4*, etc. (Bruxelles, Fr. Foppens, 1697). Les annotations sur le *Credo* : *Godvruchtige bemerkingen op de twaelf artiklen des geloofs* (Anvers, veuve Flor. Willemsen, 1700). Il en parut une édition française : *Le symbole des apôtres avec des explications...* (Bruxelles, Foppens, 1703). Enfin, les annotations sur le *Pater* et sur l'*Ave Maria* : *Godvruchtige bemerkkingen op het gebed des Heeren* (deux éditions à Bruxelles, chez Foppens, 1705 et 1707) et *Godvruchtige bemerkkingen op de engelsche Groetenisse* (deux

éditions à Bruxelles, chez Foppens, 1706 et 1707).

Nous renvoyons le lecteur qui désirerait connaître les titres complets des ouvrages cités ci-dessus, ainsi que l'énoncé de quelques autres œuvres de moindre importance, à la *Bibliographie de la Compagnie de Jésus*.

Léonard Willems.

Paquot, *voce* Gislain Parduyn (*sic*). — Somervogel, *Bibl. Comp. Jésus*, t. VI, p. 489.

PEREMANS (*Catherine*), dont le nom se trouve également orthographié Perremans et Peyremans, écrivain flamande, née à Hingene, près du village de Bornhem (province d'Anvers), aux environs de 1631, et morte à Malines, le 9 juillet 1707 (le 7 juillet 1706, selon Snellaert dans l'*Eendragt* de 1852, n° 20). Elle entra au Grand Béguinage de Malines le 24 octobre 1651, et s'y appliqua tout à la fois à la musique et à la poésie. Elle y remplit jusqu'à sa mort les fonctions d'organiste de l'église. C'était, selon son biographe, une âme contemplative qui passait de longues heures dans la prière et la méditation. Sa sœur Anna, également béguine à Malines, et son frère, prêtre de l'Oratoire, moururent avant elle et lui léguaient une grande fortune qu'elle consacra en partie à l'érection d'une école pour enfants pauvres. Nous avons d'elle quelques poésies imprimées dans l'ouvrage : *Leven van de H. Begga* (Anvers 1712) et intitulées : *Cransken van de H. Engelen*. On y remarque surtout la pièce : *Rymgebed tot den H. Engel bewaerder*.

Léon Goemans.

Eendragt, 1852, 1854. — Frederiks en Vanden Branden, *Biographisch woordenboek*.

* **PERÈS** (*Gilles-Emmanuel*), préfet du département de Sambre-et-Meuse, né à Agen, Lot-et-Garonne (France), le 22 mai 1752, décédé en juillet 1833, à Boulogne, près Saint-Gaudens (Haute-Garonne). Député à la Convention nationale, il ne voulut pas voter la mort de Louis XVI, mais il demanda comme législateur que le roi fût détenu et banni à la paix. Dans les derniers jours de

1794, il prit la parole pour défendre un groupe de cultivateurs des départements du Nord que les Jacobins avaient fait arrêter, sous prétexte qu'ils favorisaient les ennemis du dehors. Le 9 brumaire an iv (31 octobre 1795), le Comité de salut public l'envoya en Belgique, en compagnie de Portiez de l'Oise et de Roberjot, avec le titre de commissaire du gouvernement et tous les pouvoirs attribués jadis aux représentants du peuple en mission près des armées et des départements. C'est lui qui transmit à la Convention les vœux de réunion à la France formés par les Belges. Comme législateur, Perès s'occupa beaucoup de la Belgique. Il y fit supprimer les ordres monastiques et vendre les biens appartenant aux communautés religieuses. Élu membre du Conseil des Cinq-Cents, il continua à professer des opinions modérées. Il engagea le Conseil à dédommager les parents des condamnés, en les autorisant à acquérir des biens nationaux avec les bons qu'on leur avait remis sur la vente de leurs biens. La Convention n'osait livrer à la justice grand nombre de citoyens détenus pour opinion politique, lesquels étaient presque tous des agents de la terreur, contre qui il existait des plaintes nombreuses. Perès prit leur cause en mains et combattit l'un de ses collègues, du même nom que lui, qui s'opposait à l'amnistie en leur faveur. Nommé, en janvier 1797, secrétaire du Conseil, il s'attacha, devant le Corps législatif, à l'organisation de la bienfaisance, et demanda qu'on s'occupât des hôpitaux, qu'une loi injuste avait dépouillés de leurs biens. Par la suite, il parla en révolutionnaire violent contre les royalistes et, au mois d'août 1797, contre les prêtres déportés, auxquels on avait permis de rentrer dans le pays et que l'on dépeignait comme les ennemis de la République. Il appuya de toutes ses forces le Directoire, dans la journée du 18 fructidor an v (4 septembre 1797), lors du coup d'Etat organisé contre les directeurs Barthélemy et Carnot, ainsi que contre les membres des deux Conseils qu'on accusait de pencher vers le rétablissement de la monarchie, et qui

tous furent condamnés à la déportation. Le 29 pluviôse an vi (17 février 1798), il communiqua au Conseil une adresse de quelques révolutionnaires de Toulouse contre la cour de Rome. Un peu plus tard, il s'éleva vivement contre les insurgés royalistes, dirigés par le comte de Paulo, et qui s'étaient soulevés au nom de Louis XVIII. Ayant cessé de faire partie du Conseil des Cinq-Cents au mois de mai 1798 (floréal an vi), Perès fut élu membre du Conseil des Anciens, dont il devint successivement secrétaire et président. Plusieurs fois dans sa carrière législative il avait eu l'occasion de célébrer la valeur des armées républicaines, notamment les exploits du général Bonaparte, en Italie et en Egypte. Après le coup d'Etat du 18 brumaire an viii (9 novembre 1799), qui fut suivi de la nomination de Bonaparte comme premier consul, et auquel Perès concourut de tout son pouvoir, celui-ci fut nommé préfet de Sambre-et-Meuse. Arrivé à Namur en cette qualité, un de ses premiers soins fut de compléter l'organisation administrative et judiciaire du département. A cet effet, il attira de France un certain nombre d'hommes auxquels il confia les fonctions les plus élevées de la magistrature et de l'administration publique. Dans les premiers jours de thermidor an xi (juillet 1803), Bonaparte vint visiter Namur. Perès prit toutes les dispositions nécessaires pour que les habitants fissent au premier Consul une réception aussi digne que possible. A l'audience solennelle qui eut lieu le lendemain, il réunit la garde d'honneur, les autorités civiles et militaires. Dans le discours qu'il adressa au premier Consul, parlant de la restauration de la religion, l'ex-représentant du peuple s'exprima ainsi : « Oui, citoyen premier Consul, la gloire dont vous avez couvert la République; la prospérité que vous lui réservez dans les combinaisons de votre sollicitude pour elle; la croix que vous avez replantée aux sommets des temples voués à une religion antique et vénérée; l'ordre, la règle et la justice que vous avez substitués

« partout au chaos, à l'arbitraire et une
 « immoralité dévorante, tous ces actes
 « de prudence, de sagesse et de gran-
 « deur ont, dans les nouveaux départe-
 « ments, fermé toutes les plaies, effacé
 « tous les souvenirs, calmé tous les re-
 « grets, semé les germes de toutes les
 « espérances, et il n'est point de Belge
 « en ce moment dont la voix ne reten-
 « tisse aussi haut que celle des Français
 « originaires dans le concert d'applau-
 « dissements et de bénédictions qui
 « s'élève au-dessus de votre suprême
 « magistrature ». Quelque temps après,
 Perès fut élu candidat au Sénat conser-
 vateur; plus tard il devint baron de
 l'Empire et officier de la Légion d'hon-
 neur. Pendant le cours de son adminis-
 tration, qui dura autant que le départe-
 ment (1799-1814), les habitants n'eurent
 généralement qu'à se louer de lui. Il
 montra toutefois quelque hostilité à
 l'égard du clergé namurois, surtout
 dans les premières années, à propos de
 l'adhésion exigée par lui aux *articles*
organiques ajoutés par Bonaparte au
 Concordat conclu entre le premier Con-
 sul et le pape Pie VII (1801), articles
 condamnés par le Saint-Siège.

A la suite de l'invasion des alliés en
 1814, qui sépara la Belgique de la
 France, Perès perdit son emploi de pré-
 fet; il se retira dans son pays, où il
 vécut paisiblement, et mourut à l'âge de
 quatre-vingt-deux ans.

On a de lui quelques écrits et des dis-
 cours qu'il prononça dans sa carrière
 préfectorale, savoir : 1. *Discours prononcé dans le Temple de la Loi, à Namur, le 25 messidor an VIII* (14 juillet 1800), *à l'occasion des fêtes du 14 Juillet et de la Concorde*. Namur, J.-F. Stapleaux; in-8°, 11 p. — 2. *Discours prononcé le 25 messidor an VIII, sur la grande place de Namur, à l'occasion de la colonne départementale dont la première pierre allait être posée*. Namur, M.-J. Legros; in-8°, 12 p. — 3. *Discours prononcé dans le Temple de la Loi, à Namur, le 1^{er} vendémiaire an IX*, Namur, M.-J. Legros; in-8°, 22 p. — 4. *Discours prononcé lors de l'ouverture de l'Ecole centrale solennellement faite à Namur le 2 vendémiaire*

an IX, en présence des autorités civiles et militaires. Namur, J.-F. Stapleaux; in-8°, 6 p. — 5. *Discours prononcé, à Namur, le 23 messidor an IX, à l'occasion des fêtes du 14 Juillet et de la Paix*. Namur, J.-F. Stapleaux; in-8°, 25 p. — 6. *Statistique du département de Sambre-et-Meuse, rédigée sous les yeux du citoyen Perès, préfet, par le citoyen Jar-drinet*. Paris, impr. des Sourds-Muets, an X. — 7. *Le préfet du département de Sambre-et-Meuse aux présidents des tribunaux de première instance, du tribunal criminel, aux commissaires du gouvernement près de ces tribunaux, aux directeurs du jury, aux substituts-magistrats de sûreté près les tribunaux de première instance et aux juges de paix du département*. S. l. n. d.; in-8°, 8 p. (Cette circulaire est relative aux frais d'exploits des huissiers, aux indemnités dues aux greffiers de tribunaux pour copie de pièces de procédure et expéditions ou extraits de jugements, et aux frais de justice). — 8. *Discours prononcé le 25 messidor an X, sur la grande place, à Namur, en présence des autorités civiles et militaires, à l'occasion de la remise du guidon pour la compagnie du département (de Sambre-et-Meuse), qu'il était chargé par le gouvernement de faire à l'officier supérieur de cette arme, résidant à Namur*. Namur, J.-F. Stapleaux; in-8°, 3 p. — 9. *Discours prononcé à l'occasion de la distribution des prix aux élèves de l'Ecole centrale et des primes d'encouragement aux élèves du cours d'accouchement, faite le 29 thermidor an X*. Namur, J.-F. Stapleaux; in-8°, 6 p. — 10. *Annuaire de statistique du département de Sambre-et-Meuse pour l'an XII de la République, rédigé par ordre du Préfet*... Namur, J.-J. Martin; in-12, 200 p. — *Idem* pour l'année suivante. — *Ibid.*; in-12, 199 p. — 11. *Discours prononcé le 14 fructidor an XII, jour de la distribution des prix à l'Ecole secondaire de la ville de Namur*. Namur, J.-F. Stapleaux; in-8°, 15 p., suivi d'un second discours, par le même, prononcé le 1^{er} germinal an XII, jour de l'ouverture solennelle de l'Ecole secondaire de la ville de Namur. — 12. *Département de Sambre-et-Meuse, canton de Namur-Nord*.

Tableau des conscrits de l'an 1807. Sont compris dans cette classe, les individus nés pendant le courant de l'an 1787. S. l.; in-fol., 2 ff. — 13. *Recueil des arrêtés et circulaires de la Préfecture du département de Sambre-et-Meuse, imprimés avec numéro, depuis le 4 germinal an VIII (25 mars 1800) jusqu'au 1^{er} janvier 1810 exclusivement.* Namur, J.-F. Stapleaux; in-8°, 3 vol. — 14. *Discours prononcé à la maison commune de Namur, le 3 juin 1811, jour consacré à des réjouissances publiques à l'occasion de la naissance de Sa Majesté le Roi de Rome...* Namur, J.-F. Stapleaux; in-8°, 4 p. — 15. *Discours aux gardes d'honneur, après la revue du départ pour la ville de Metz, qui a été faite à Namur, sur la place Saint-Aubain, le 18 juillet 1814.* — 16. 18 janvier 1815. Lettre d'adieu de Perès aux habitants du département de Sambre-et-Meuse, à l'occasion de sa démission, pour cause de santé, de ses fonctions de préfet.

F.-D. Doyen.

Michaud, *Biographie universelle*. — *Annales de la Société archéologique de Namur*, t. V, p. 111; t. IX, p. 171, 182; t. XIII, p. 112; t. XIV, p. 69. — Doyen, *Bibliographie namuroise*, t. II, *passim*.

* **PEREZ** (Antoine), juriconsulte, né à Alfaro (Navarre), en 1583, mort à Louvain, en 1672. Il vint à douze ans aux Pays-Bas, à la suite des archiducs Albert et Isabelle. Il y eut divers personnages plus ou moins célèbres du nom de Perez; Paquot les énumère sans que nous soyons renseigné sur leur parenté possible avec celui-ci. En 1614, d'après Valère André, en 1616, d'après Paquot, il prit à Louvain le grade de docteur en droit. En 1619, il succède à Zoesius comme *professor regius* d'Institutes (chaire de collation royale datant de Philippe II); en 1628, il passe à une autre chaire de droit où il remplace Masius. Perez publia divers ouvrages de droit; s'ils ne sont pas très nombreux, ils ont eu de la notoriété. Les *Erotemata institutionum imperialium* sont un exposé des éléments du droit. L'auteur indique nettement qu'il écrit pour tout le monde et non seulement pour les savants et les

initiés, comme la plupart de ses devanciers. Il ne se borne pas cependant à une sèche analyse de textes, il y mêle des *rationes* puisées dans les principes du droit romain. Ce manuel eut plusieurs éditions. D'un tout autre caractère est le *Jus publicum, quo arcana et jura principis exponuntur*. Cet ouvrage, édité en 1657, est rempli de règles théoriques et pratiques sur la conduite des princes, mélange de droit public, de droit des gens et de conseils, suivant la coutume des traités de ce genre dès le moyen âge. Il est dédié à don Juan d'Autriche. Il n'entre pas dans le plan de cette notice d'analyser le livre lui-même, mais il prend rang dans l'histoire du droit public, bien moins riche, on le sait, que celle du droit privé. La valeur de Perez avait été reconnue publiquement, par le titre de conseiller qui lui fut octroyé par Philippe IV d'Espagne et par l'empereur Ferdinand II. En 1666, il célébra son jubilé doctoral; dès l'année suivante, il devint aveugle. Il paraît avoir observé les pratiques pieuses avec diligence, car en 1662 les Annales de la Sodalité de Louvain mentionnent la célébration de son jubilé de membre de cette congrégation de la sainte Vierge.

V. Brants.

Valère André, *Fasti academici*. — Paquot, *Mémoires littéraires*. — Britz, *Ancien droit belge*.

PEREZ (Henri), peintre, né à Anvers vers 1635, mort dans la même ville en 1671. Le nom espagnol Perez, porté également par la femme du bourgmestre Rockox, n'est point rare dans les annales artistiques anversoises. Dans les listes de la corporation de Saint-Luc, il se transforme en *Peris*. Notre peintre se maria à Anvers en 1659. Sa femme, Catherine Vermeulen, appartenait fort probablement à la famille de l'excellent graveur du même nom. Henri Perez fut, en 1662-1663, doyen de la gilde de Saint-Luc, nommé par le magistrat. M^{re} F.-J. Vanden Branden le qualifie de peintre de paysages, se fondant sur deux toiles décorant la chapelle du Marché aux Souliers, à Anvers, œuvres où les figures ne tiennent qu'une place accessoire dans des

campagnes semées de ruines. Il y eut toutefois deux peintres du nom d'Henri Perez, celui qui nous occupe et son fils, admis à la gilde de Saint-Luc en 1684-1685. Nous soupçonnons ce dernier d'être l'auteur des paysages semi-religieux mentionnés par l'historien de l'école de peinture anversoise. Si, personnellement, nous ne connaissons aucune œuvre du pinceau du maître qui fait l'objet de la présente notice, nous en pouvons désigner une, et non des moindres : le portrait de l'évêque d'Anvers, Ambroise Capello, effigie très imposante, reproduite en gravure, dès l'année 1664, par Nicolas Pitau (voir ce nom). Le personnage est représenté assis, coiffé du chapeau avec lequel il aimait à se faire peindre, par allusion à sa dignité comme à son nom ; le chapeau figure, en effet, dans ses armoiries parlantes. Chose bizarre, ce portrait, dont il existe un premier état avant le nom du personnage, porte pour signature *H. Perez Brant* pinxit ; au deuxième état, la signature n'est plus que : *H. Perez*, sans plus. Nous ne sommes pas en mesure de donner l'explication de cette particularité et ne savons non plus où se conserve aujourd'hui ce portrait d'Ambroise Capello, si tant est qu'il ait subsisté.

Henri Hymans.

F.-J. Vanden Branden, *Geschiedenis der antwerpsche schilderschool*.

PEREZ (*Marc*), armateur et homme politique, né à Anvers en 1527, mort à Bâle (Suisse) en 1572. Il était fils de Louis Perez et de Louise de Segura, l'un et l'autre originaire d'Espagne et accueillis d'abord en Zélande, puis à Anvers comme « nouveaux chrétiens », ce qui signifiait qu'ils étaient des juifs convertis. Ceux qu'on qualifiait ainsi ne retournaient pas d'habitude à la foi de leurs pères : en France, nous les voyons s'allier aux Huguenots ; en Belgique, aux Gueux, et parfois marcher à leur tête. Ce fut le cas pour Marc Perez, que la fortune avait favorisé au point qu'on le disait plusieurs fois millionnaire. L'ardeur de son attachement à la foi réformée avait fait de lui, à la veille de

l'explosion de 1566, un président du consistoire d'Anvers. C'était un poste d'honneur qui réclamait autant de prudence que d'énergie. Il s'en montra digne. Un livret qu'il signe : *Marcus Perez et consors* et qu'il publia sous le titre de : *Recueil des choses advenues en Anvers touchant le fait de la religion en l'an 1566*, est rédigé avec tant de modération et un si grand respect de la vérité, que Marguerite de Parme, gouvernante des Pays-Bas, écrivit aux magistrats d'Anvers qu'ils pouvaient sans crainte le prendre pour guide. Un pareil témoignage est, croyons-nous, unique dans son genre, et, par cela seul, il mérite d'être cité. Comme on savait à la cour de Bruxelles que Marc Perez voyait intimement sir Thomas Gresham, agent du gouvernement anglais, et qu'il correspondait avec les ministres de la reine Elisabeth et d'autres hauts personnages, tant de France que d'Allemagne, on le surveillait de près. On intercepta quelques lettres, mais on apprit trop tard qu'il expédiait régulièrement en Espagne des livres prohibés, que son beau-frère Martin Lopez et un autre Espagnol, Cassiodore de Reina, ancien moine augustin de Séville, traduisaient à ses frais la Bible en castillan. Cette Bible, imprimée à Bâle, est connue sous le nom de « Bible à l'ours », à cause de la vignette du titre ; elle portait un sous-titre hébreu qui trompa tout un temps les douaniers espagnols qui la laissèrent passer. C'est à Bâle, où il s'était réfugié avec sa femme et les siens, que Marc Perez apprit l'arrêt du Conseil des troubles, aux Pays-Bas, le condamnant à un bannissement perpétuel, avec confiscation de tous biens, meubles et immeubles. Que lui importait ! Il perdait beaucoup, mais il n'avait pas quitté Anvers les mains vides, de sorte qu'il continua à être le père et le protecteur des émigrés espagnols et des ouvriers flamands et wallons à la recherche d'un refuge. Ce fut pour ces derniers qu'il ouvrit à Bâle des ateliers de rubannerie de soie, qui prospérèrent de telle sorte que de nos jours cette industrie occupe quarante mille personnes et vend pour quarante

millions de marchandises. Les dernières années de sa vie furent attristées par les mauvais procédés à son égard des pasteurs luthériens de la ville. Ils redoutaient le commerce des réformés, et l'un d'eux, Jean Füglin, mal informé ou dénaturant sciemment les faits, alla jusqu'à dire, dans un mémoire remis au Sénat bâlois, qu'il fallait repousser les Flamands parce qu'ils étaient pour la plupart des fanatiques, et que leurs livres peu orthodoxes avaient soulevé de grandes querelles à Francfort, à Brème et à Strasbourg. La paix ne se fit qu'après la Saint-Barthélemy, qui amena à Bâle une foule de huguenots français; mais Perez était déjà mort alors.

Ch. Rahlenbeek.

Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français (Paris, 1863), t. XII, p. 265. — Ch. Rahlenbeek, *L'inquisition et la Réforme en Belgique* (Bruxelles, 1857), p. 91, 102, 131. — Schickler, *Les églises du Refuge en Angleterre* (Paris, 1892), 1^{er} vol., p. 146. — A. Bernus, *Un laïque du XVII^e siècle*. Marc Perez (Lausanne, 1895; in-8°). — P. Bezon, *Marcos Perez* (Buenos-Ayres, 1895; in-32).

PERGAMENI (François), né à Luxembourg, le 10 novembre 1807, mort à Saint-Josse-ten-Noode, le 25 janvier 1883. Sa famille paternelle était d'origine hongroise; son bisaïeul avait été officier d'artillerie dans les armées de Marie-Thérèse; son père s'était établi à Luxembourg où il s'était marié. Après avoir fait de brillantes études à l'université de Louvain, François Pergameni opta pour la Belgique après la révolution de 1830, et il entra, peu de temps après, comme professeur d'histoire, de géographie et de langue allemande, à l'institut Gaggia, à Bruxelles. En 1834, il publia chez Hayez : *La terre, aperçu géographique servant d'introduction à un cours complet de géographie comparée*. Dans ce court sommaire est déjà mise en application toute la méthode de la géographie comparée. Il fut ensuite secrétaire intime du baron d'Arnim, ministre plénipotentiaire de Prusse près de Louis-Philippe. De cette époque de sa vie datent ses rapports avec les grands savants allemands Alexandre de Humboldt et Léopold de Buch, et sa traduction (dans les *Bulletins*

de la Société de géographie de France, 1847) du *Voyage* de Lepsius dans la presqu'île du Sinaï.

Rentré en Belgique après la révolution de 1848, qui mit fin à la mission remplie en France par le baron d'Arnim, il publia, à Bruxelles, chez l'éditeur Parent, un *Atlas de géographie* (1854) et un *Manuel de géographie comparée* (1855). On peut considérer cet atlas et ce manuel comme les premiers ouvrages géographiques, de valeur scientifique et pédagogique sérieuse, qui aient été composés en Belgique. François Pergameni se consacra depuis lors au journalisme. En 1856, il entra au *Nord* qui venait d'être fondé à Bruxelles; il en devint bientôt rédacteur en chef, et occupa ce poste jusqu'en 1863. De 1863 à 1882, il a fait partie de la rédaction de l'*Indépendance belge*. Il a aussi collaboré à l'*Office de publicité* de 1863 à 1866.

L. Leclère.

Renseignements communiqués par la famille. — *Indépendance belge* du 27 janvier 1883.

PERHONER (Ferdinand), peintre, travaillait en 1681 et 1682 à la cour de Victor Amédée, comte de Savoie, à Turin. Désigné comme « Fernando Fiam-mingo » dans les états de dépense, il toucha, le 30 août 1681, une somme de 439 livres en paiement des portraits du duc et de la duchesse « fatti a totale nostra saddisfazione ». L'année suivante, au mois de juillet, une nouvelle somme de 175 livres lui fut comptée pour d'autres effigies princières. On n'a, jusqu'à ce jour, retrouvé à Turin aucune œuvre précisément déterminée de cet artiste dont le nom exact était peut-être Pehorne. Un Hans Pehorne figure, en effet, en 1600, sur les listes de la gilde anversoise de Saint-Luc.

Henri Hymans.

Sources personnelles.

PERI (François), écrivain ecclésiastique qui mourut à Nivelles en 1793. Il entra dans l'ordre des Frères mineurs et devint successivement gardien, définitif, commissaire près de la curie romaine, enfin archiviste de la province des Pays-Bas. Il fit paraître, en 1765,

une explication de la règle du Tiers-Ordre, avec l'office de la sainte Vierge et les prières ordinaires. Le titre de l'ouvrage est : *Regel van het Derde Orden genoemt van Penitentie ingesteld door den Seraphienschen Vader Franciscus, bevestigd door den Paus Nicolaus IV.* Il fut imprimé à Malines, pour compte de J. Norbert Vinck, imprimeur-éditeur à Anvers, en deux volumes, et comprend trois parties : 1^o l'origine et l'histoire du Tiers-Ordre ; 2^o la règle du Tiers-Ordre et le commentaire sur celle-ci ; 3^o les prières de la sainte Vierge. Cette œuvre eut un succès considérable. Elle fut réimprimée à Malines en 1839, chez Hanicq, puis en 1843.

Léonard Willems.

Servais Dirks, *Bibliographie des Frères mineurs*, p. 402.

PERIANDER (*Gilles*), poète latin, né à Bruxelles vers 1543, décédé en Allemagne peu après 1568 (?). D'après Paquot, son nom serait la traduction latine du frison Omma ; d'après Hoeufft, du flamand Voorman ou Voerman ; la conjecture de Paquot nous paraît au moins hasardée et nous serions plus porté à croire qu'il faut retrouver en Periander une forme latinisée des patronymiques flamands Herman (*Hermans*) ou Voortman.

Periander fréquenta tout d'abord à Vilvorde l'école d'Antoine Sylvius, philologue distingué, né à Dunkerque. Puis il partit pour Louvain où il fut, pendant six mois, l'élève de Laurent Dacholius. Tout jeune encore, il se sentit porté vers la poésie et, bien que sa vocation fût vivement combattue par ses parents, il s'y consacra bientôt tout entier. Ses deux maîtres et ses amis Carrion, Brouchaut et d'Oulterman lui prodiguèrent d'ailleurs les conseils et les encouragements. En 1564, les troubles des Pays-Bas le forcèrent à s'expatrier ; il partit pour l'Allemagne, et, durant trois années, y erra de ville en ville. A Bâle, il fut accueilli avec beaucoup de bienveillance par l'imprimeur Oporinus (*Herbst*) ; puis il séjourna en Brisgau et se fixa enfin à Francfort, où il trouva de généreux protecteurs. Il dut arriver en cette ville

vers 1567. Il y publia tout d'abord une version poétique latine, en deux livres, de cent et deux épisodes de la vie de Tiel Uilenspiegel. Il écrivit cette œuvre si rapidement qu'il lui arriva de composer jusqu'à six cents vers en un jour : le tout fut terminé en six semaines et dédié à Christophe Schober, gentilhomme d'Ingolstadt : *Noctuae speculum. Omnes res memorabiles, variasque et admirabiles, Tyli Saxonici machinationes complectens, planè novo more nunc primum ex idiomate Germanico latinitati donatum, adiectis insuper elegantissimis iconibus veras omnium historiarum species ad vivum adumbrantibus, antehac nunquam visis aut editis.* Francfort-s/M., S. Feyrabendt et S. Huter pour G. Corvinus, 1567 ; in-8°, 211 pages.

Peu après, Periander fit paraître, en la même ville, chez Pierre Fabricius pour S. Feyrabendt, un recueil de pièces encomiastiques consacrées à cinq cents des plus célèbres savants de l'Allemagne par les poètes les plus distingués de l'époque. Chaque éloge est accompagné d'un ou de plusieurs distiques de l'auteur. Celui-ci annonce dans sa préface son intention d'écrire des ouvrages analogues sur les sommités scientifiques de France, d'Italie, d'Espagne, d'Angleterre et d'Ecosse, mais ce projet ne fut jamais, semble-t-il, mis à exécution : *Germania Agidii Periandri, in qua doctissimorum virorum elogia, et judicia continentur, ex diversissimorum nostri temporis poetarum monumentis accurate congesta. Quibus addita sunt in singulos authores et viros doctos eiusdem iudicia et encomia. Haec est quasi specimen futuri operis. Ad cl. v. Conradum Weis, patricium Francofordianum, Mecoenatem suum.* 1567 ; in-8°, 842-44 pages. On trouve des extraits de ce volume dans les *Delitiae poetarum belgicorum* (Francfort, 1614, III, 800).

Enfin en 1567 encore, Periander réunit en trois livres les productions poétiques les plus remarquables des auteurs contemporains : *Horti tres amoris amoenissimi, praestantissimorum poetarum nostri seculi flosculis et plantis odoriferis consiti.* Le premier livre est consacré aux poètes latins, le second aux alle-

mands, le troisième aux français (1567; 3 vol. in-8°).

L'année suivante, Periander se transporta à Mayence où il fut, semble-t-il, appelé et doté par le chapitre. Il y fit paraître : *Nobilitas moguntinae diocesis, metropolitanae ecclesiae capitularis, uno libello complexa, quantum fieri potuit, accurato carmine elegiaco, veros heroes, eorumque laudes complectens. Accessit libellus de ea nobilitate canonicorum, quae capitularis, ad nob. v. D. Wolfg. de Worms dictum a Dalberg, eccl. metrop. scholasticum*. Mayence, G. Behem, 1568; in-8°, 96 pages avec 44 planches. Réimprimé dans G. C. Johanni, *Scriptor. rer. mogunt.* 1722-1727, t. III. Cet ouvrage est le dernier que nous connaissons de cet auteur. Il est probable qu'il mourut après sa publication, dans sa vingt-sixième année.

Peerlkamp a émis sur ses vers le jugement suivant : *Nihil a se differunt, nisi quod unum pejus sit altero*. A défaut de qualités transcendantes, qu'il nous soit permis d'admirer chez ce poète décédé prématurément beaucoup de verve et une étonnante facilité. Tous les ouvrages de Periander sont, depuis longtemps, d'une rareté extraordinaire.

Alphonse Roersch.

Les ouvrages de Periander. — Gesler-Simler, *Bibliotheca*, p. 9. — Valère André, p. 48. — Sweertius, p. 108. — Foppens, p. 32. — Paquot, t. VII. — Jöcher, *Allg. Gelehrten Lex. et Fortsetzung zu Jöcher*. — Freytag, *Apparatus litterarius*, t. III, p. 453-464 (important). — Peerlkamp, *Vita Belgarum*, p. 69. — Hoeufft, *Parnassus*, p. 75. — Vander Aa, t. XV, p. 178. — Michaud, *Biographie*, v. Periander.

PÉRIER (Frédéric), historien, né à Termonde, le 5 pluviôse an XIII (25 janvier 1805), mort en cette ville, le 19 mai 1873. Agé de quinze ans à peine, il entra (17 juin 1819) dans les bureaux de l'administration communale de sa ville natale, sous la conduite de son père Baudouin, ancien secrétaire de la ville de Gand sous la République française (1798) et alors secrétaire communal à Termonde. Il parcourut assez rapidement les grades inférieurs, devint chef de bureau en 1838, et fut nommé, par le conseil, aux fonctions de secrétaire com-

munal le 27 août 1859. Lors des fêtes de l'académie des Beaux-Arts de Termonde, dont il était secrétaire, il retraça en quelques pages l'histoire de cette utile institution. Il travailla activement à l'érection d'un établissement du gaz en cette ville, fit partie du conseil d'administration et contribua activement au succès de l'entreprise. Secrétaire de la commission administrative des prisons pendant plus d'un demi-siècle, Périer était en outre membre de l'administration du Mont-de-Piété. Malgré ses multiples occupations, il s'adonna aussi à la culture des lettres, et il collabora au *Courrier de la Dendre*. Il a publié les opuscules suivants : 1. *Historique de l'académie des Beaux-Arts de Termonde*. Termonde, F. Ducaju, 1850; in-8°, 30 p. (extr. de : *Ville de Termonde 1850. Fêtes jubilaires*). — 2. *Antoine-Evarard de Espinosa*, XII^e évêque d'Anvers, par un membre du comité du Cercle archéologique de Termonde. Termonde, Deschep-Philips, 1870; in-8°, 18 p., portr. et 1 pl. (extr. des *Annales du Cercle archéologique de la ville et de l'ancien pays de Termonde*, 2^e série, t. II. Traduit en flamand par son fils Odilon Périer).

L. Tierenteyn.

Rapport sur la ville de Termonde pendant l'exercice 1872-1873, p. 9 et annexe 1. — *Bibliographie nationale*, t. III, p. 407. — Odilon Périer, Liévin Bauwens, p. 6.

PÉRIER (Jean), hagiographe, né à Courtrai, le 29 août 1711, de Jean Périer et de Marguerite Vander Straete, mort à Anvers, le 23 juin 1762. Il fit ses études au collège de la Compagnie de Jésus, dans sa ville natale, et entra au noviciat de l'ordre, à Malines, le 15 octobre 1732. Après qu'il eût terminé les études réglementaires de littérature et de philosophie à Hal et à Anvers, on l'appliqua, durant six années, à l'enseignement des lettres au collège d'Anvers. De là il passa à Louvain pour y suivre les cours de théologie, et fut ordonné prêtre le 24 septembre 1746. L'année suivante, en remplacement du P. Vande Velde (Veldius), destiné aux missions d'Amérique, l'œuvre bollandienne reçut comme collaborateur

le P. Périer, qui devait lui consacrer quinze années de sa vie. Sept volumes de la collection des *Acta Sanctorum* ont été publiés avec le concours de ce savant, dont l'érudition égalait la modestie : les six derniers de septembre et le premier d'octobre, qui parut après sa mort. Nous laissons aux bibliographes le soin de dresser la liste complète des commentaires signés de son nom, en nous contentant de signaler, parmi ses travaux les plus remarquables, les Actes de saint Maternus, de sainte Notburge, de saint Thomas de Villeneuve et de saint Bavon. C'est lui aussi qui écrivit une courte biographie de son collègue le P. Pien, en tête du tome III de septembre des *Acta Sanctorum*.

Hipp. Delehaye S. J.

C. Byaeus, *Elogium reverendi patris Joannis Perieri hagiographi Societatis Jesu, τοῦ μακαρίτου*, dans *Acta Sanctorum* octobris, t. I. — De Backer-Sommervogel, *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*, t. VI. — On conserve au collège Notre-Dame d'Anvers un portrait du P. Périer, attribué à Balthasar Beschey.

PERIL (*Robert*), graveur, était, il y a un demi-siècle, un artiste entièrement inconnu. Il est probablement né à Liège, dans le dernier quart du x^e siècle. Le savant qui s'est attaché à le faire connaître, par des études très approfondies, croit qu'il a été inscrit au *Liggeren* de la gilde de Saint-Luc, à Anvers, sous le nom de Robert de Liège, *Robbrecht van Luyck*, qui en 1519 était élève de *Bastiaen Masselyn*, reçu la même année comme maître à Saint-Luc. Ce dernier était sculpteur ornementiste de façades (*me'selrynyder*). On n'a sur Peril aucun renseignement antérieur à cette date. S'il est venu de Liège s'établir à Anvers, il est probable qu'il a quitté très jeune sa ville natale. Il a débuté sans doute par la sculpture décorative. Après s'être perfectionné dans le dessin, il s'est adonné à la gravure, tout en entreprenant le commerce des cartes à jouer. Afin d'exercer cet état, il fut obligé d'entrer dans la corporation des merciers. L'on trouve, en effet, son nom inscrit dans les comptes de cette gilde à l'année 1522. Il y figure en qualité de cartier, *quaert-spelmakere*. Cette profession ne lui ap-

porta pas la fortune. Il épousa cependant une jeune fille du nom de Guillemette Bessin, mais le jeune ménage ne prospéra point ; les documents qui se rapportent à l'artiste le montrent en proie à la gêne et poursuivi par les créanciers.

En 1530, Robert Peril fut chargé d'un travail considérable, par Marguerite d'Autriche, gouvernante des Pays-Bas. Conformément à la requête adressée à cette princesse, il put graver et publier deux planches qu'il intitula : *La coronacion de Charles-Quint, empereur, avec Triomphe d'icelle*. C'est grâce à cette seconde planche que le nom de Robert Peril a été transmis à la postérité. Voici à quelle occasion l'artiste avait conçu le projet d'exécuter ces deux gravures. Le couronnement de l'empereur Charles-Quint par le pape Clément VII, qui s'accomplit à Bologne, fut un événement historique d'une très grande portée et qui naturellement attira l'attention de l'Europe tout entière. Cette cérémonie fut célébrée avec un éclat extraordinaire le 22 février 1530, et le surlendemain, 24 février, jour anniversaire de la naissance de l'empereur, eut lieu le second acte de la solennité. Il fut inauguré par une procession, cortège triomphal d'une magnificence inoubliable, et où figuraient le pape et l'empereur. Le cortège partit de l'église Saint-Etienne pour se rendre à celle de Saint-Dominique.

Ce sont les deux actes de cette fête historique qui tentèrent le burin de Robert Peril. Afin de traiter son travail après les études nécessaires, et l'aborder dans les conditions qui pouvaient le mieux en assurer le succès ; voulant répondre aussi à la confiance de la tante de Charles V, l'artiste se rendit à Bologne. On voit par la gravure qui est parvenue jusqu'à nous qu'il tint pour ainsi dire à acter sa présence à la cérémonie, en se représentant lui-même comme spectateur du défilé de la procession. Peril dessina donc à Bologne, sinon les deux compositions commandées, au moins toutes les études indispensables. Ces travaux préliminaires terminés, il retourna à Anvers.

Il ne semble guère avoir reçu d'a-

comptes ou de paiements anticipatifs sur cette œuvre de longue haleine. En rentrant au foyer, il trouva sa famille en proie à la misère. Le propriétaire de la maison qu'elle habitait, Arnold de Vis-senaken, réclamait l'arriéré considérable du loyer qui lui était dû, et signifiait à l'artiste de déguerpir. Peril, obligé par autorité de justice de se conformer à cette injonction, vendit même une partie de son mobilier pour se libérer. Enfin, cette situation s'était empirée au mois de mai 1533, à tel point que l'artiste ne possédait plus rien : tout son mobilier et celui de sa famille, y compris ses literies, étaient vendus ou mis en gage. Sa détresse était extrême lorsqu'elle parvint à la connaissance d'un négociant nommé Adrien de Vogelere, homme bien-faisant et charitable, qui n'ignorait pas le mérite très réel du graveur. Ayant résolu de le secourir, il le pourvut non seulement du mobilier dont il avait besoin, mais il lui procura encore l'outillage nécessaire à l'exercice de sa profession de fabricant de cartes et d'imprimeur. Seulement, afin de mettre Peril à l'abri d'une nouvelle saisie, le mobilier ne lui fut livré qu'à titre de prêt remboursable à une époque indéterminée. L'acte qui donne une forme authentique à la générosité d'Adrien de Vogelere, passé devant les échevins d'Anvers, porte la date du 13 mai 1533. Tout le détail des objets concédés à l'artiste y est repris soigneusement. Robert Peril, débarrassé ainsi des soucis de la misère, se remit courageusement au travail.

Il avait composé un dessin où était représentée la dynastie impériale. Sous le titre de la *Généalogie de l'Empereur et de la Reine*, Peril avait gravé les portraits des membres de la famille de l'empereur accompagnés d'un texte qui, en plusieurs langues, donnait en abrégé l'histoire de l'illustre maison. Il obtint le privilège de le faire imprimer et de le vendre dans tous les pays qui se trouvaient sous la domination de Charles V, pendant le terme de trois ans. A l'octroi de ce privilège, daté du 5 juin 1536, l'empereur joignit une subvention de 50 livres.

Les œuvres de Robert Peril ont eu

la malheureuse destinée de disparaître presque complètement; ainsi celle que nous venons de citer et qui a été : *Imprimée en Anvers par Robert Peril, au mois de fevrier lan de grace 1536, stil romain, soubz la conduite et correction de maistre Rolland Boucher, docteur en théologie*, ne nous est connue que par de rares exemplaires. Il en est de même de la gravure sur bois du *Triomphe de Bologne*. Ce travail considérable est composé de deux bandes superposées d'une planche imprimée sur vingt-quatre feuilles de parchemin collées ensemble, formant une estampe de 4 mètres 84 centimètres de longueur sur une hauteur de 50 centimètres. Le cortège s'y déploie en deux lignes superposées sur une étendue de 9 mètres 68 centimètres, les figures ayant une hauteur qui varie de 11 à 12 centimètres. Ce qui fait de cette vaste planche un document vraiment historique, c'est que l'artiste s'est attaché, avec une conscience scrupuleuse, à reproduire les personnages à la place qu'ils occupaient dans le cortège, chacun selon son rang et sa dignité, revêtu de son costume officiel. Pour les soldats et les figures d'ordre inférieur, la même exactitude a été apportée à représenter les uniformes, les armes et les armures, et à caractériser les nationalités. Les groupes sont expliqués par des légendes en latin et en français renfermées dans des cartouches. Le texte débute par quelques lignes qui expliquent le sujet de la gravure en ces termes :

*Nobles lecteurs qui voyez ceste hystoyre
Faicte en Anvers dassez fresse memoire,
Voyez ichy comment l'empereur Charles
Puysant monarcq de quoy le monde parle
Ceste couronne en triomphe a Boulongne
Comme il appert en ceste oeuvre suyvante.*

A l'extrémité droite de la gravure, l'artiste s'est représenté à mi-corps. Il est vu de face, encadré, pour ainsi dire, dans une ouverture pratiquée à l'un des côtés de l'arc de triomphe de Bologne. Sur la face de cette sorte de tribune, on lit ces mots : *Vostre. Hvmble Servitevr, Robert. Peril.* Puis, plus bas, le millésime 1530.

Le seul exemplaire connu de cette précieuse estampe est colorié à la main.

Il a été acquis pour le musée d'Anvers, en 1862, par l'avocat Serrure, de Gand, au prix de 1,800 francs.

Si, comme il faut le croire d'après le texte des *Liggeren*, Robert Peril est né à Liège, il ne paraît avoir laissé aucune trace de son existence dans sa ville natale. Aucun auteur liégeois ne fait mention ni de son nom ni de ses travaux ; l'œuvre considérable que nous venons de décrire lui assure cependant une place distinguée parmi les dessinateurs du XVII^e siècle. On ignore la date de la mort de Robert Peril, et l'on doit tout ce que l'on connaît de son existence aux recherches consciencieuses autant que sagaces du chevalier Léon de Burbure, dont nous ne faisons, pour ainsi dire, que transcrire la savante étude.

J. Helbig.

Robert Peril, graveur du XVII^e siècle : sa vie et ses ouvrages, par le chevalier Léon de Burbure (*Bulletin de l'Académie royale des sciences, etc. de Belgique*, 38^e année, 2^e série, t. XXVII (1869), p. 322. — Un article de P.-J. Goetghebuer, paru dans le *Messager des sciences historiques*, année 1864, s'occupe de la gravure de Robert Peril, mais ne donne pas de renseignements sur l'artiste.

PÉRIN (*Camille - Firmin - Antoine*), avocat, philanthrope, né à Ath, le 28 octobre 1823, mort à Louvain, le 23 février 1853. Après de brillantes études au collège communal de Mons, il remporta le prix de composition latine, au concours général entre tous les établissements d'instruction moyenne du pays, en 1841; il fit son droit à l'université de Louvain. Rentré à Mons, en 1847, il fut reçu avocat au barreau de cette ville et partagea dès lors ses rares loisirs entre l'étude et la pratique des œuvres charitables.

Camille Périn s'était attaché avec ardeur à rechercher l'influence de la civilisation chrétienne dans le monde. En 1842, il offrit à la Société littéraire de l'université des *Etudes sur Reboul et Turquetty considérés comme poètes catholiques*. (*Choix de mémoires*, t. III.) Vers 1844, il prit la plus grande part à la fondation de la Société de Saint-Vincent de Paul parmi les étudiants. A son arrivée à Mons, il s'occupa de l'institution d'une conférence de la même société;

ce ne fut que vers la fin de l'année 1849 qu'il parvint à réaliser ce projet. En 1851, il publia son rapport sur les travaux accomplis (Mons, Manceaux-Hoyois; in-8°). A la même époque, avec l'aide de quelques personnes charitables, il fonda la Société de Saint-François Regis, ayant pour objet spécial de faciliter le mariage des gens qui vivent en concubinage.

Camille Périn avait su, dès le début de sa carrière, comme avocat, se créer une position honorable. En 1852, il fut chargé de la défense de l'évêché de Tournai contre l'administration des domaines de l'État, au sujet de la maison dite l'Evêché, située à Mons, en face de l'église de Sainte-Waudru, là où s'élève aujourd'hui une école communale. Il mit au jour un mémoire important : *De la propriété de la maison épiscopale de Mons* (Mons, Manceaux-Hoyois, 1852; in-8°). Sa plaidoirie lui valut les éloges des juriconsultes les plus distingués. La perte de cette cause lui porta un coup fatal. Sa santé en fut ébranlée. Dans l'espoir de la rétablir, il se rendit à Louvain, auprès de son frère Charles, professeur à l'université; mais rien ne put arrêter les progrès de la maladie dont il souffrait, et il fut enlevé prématurément à sa famille et à ses nombreux amis.

Léop. Devillers.

Revue catholique, IV^e série, 1^{er} vol. (Louvain, 1852-1853), p. 60; 2^e vol. (1853-1854), p. 57. — Picard et Larcier, *Bibliographie du droit belge*, p. 392. — Discours prononcé à Ghlin, au moment de l'inhumation par l'avocat Le Tellier (inséré dans l'*Echo de Mons*, du 28 février 1853). — Ch. Rousselle, *Biographie montoise du XIX^e siècle*, p. 490.

PÉRIN (*Charles-Henri*), avocat, littérateur, né à Mons le 10 mai 1807 (1), décédé à Liège le 6 décembre 1849. Après avoir achevé ses études de droit, il se fit inscrire au tableau des avocats du barreau de Liège et ne tarda pas à s'y faire remarquer. Comme critique d'art, il avait acquis un certain renom. Il collaborait à plusieurs journaux et revues. Ses autres publications sont :

(1) Il était fils de François-Joseph Périn, receveur de l'enregistrement des actes judiciaires à Mons, puis inspecteur de l'enregistrement à Liège, et de Marie-Anne Périn, son épouse.

1. *Exposition bisannuelle* (de Liège) de 1840. *Promenade d'un profane au Salon d'exposition*. Liège, 1840; in-8° de 19 p. — 2. *Exposition bisannuelle de Liège. Visite au Salon de 1842*. Liège, 1842; in-12, 40 p. — 3. *Critique littéraire. Les fleurs éphémères de M. Ch. Morren*. Liège, 1843; in-8°, 23 p. — 4. *Exposition bisannuelle de Liège. Visite au Salon de 1847*. Liège, 1847; in-12, 57 p.

Léop. Devillers.

Ulysse Capitaine, *Rech. hist. et bibliogr. sur les journaux liégeois* (Liège, 1850), p. 202, 204, 208 et 223. L'auteur le dit, par erreur, né à Liège, et écrit Perrin, au lieu de Périn. — *Bibliographie nationale*, t. III, p. 108. — Ch. Rousselle, *Biographie montoise du XIX^e siècle*, p. 191. — Picard et Larcier, *Bibliographie du Droit belge*, p. 592.

PERIN (Jean-François), savant théologien, né en 1702, à Namur, y décédé, le 24 mai 1783. Perin professa d'abord la théologie au séminaire de cette ville; il devint ensuite vicaire général du diocèse, puis, en novembre 1760, archidiacre du Brabant wallon, et, le 4 août 1765, archidiacre du comté de Namur. Il a laissé des traités de théologie qui sont estimés : 1. *Tractatus de actibus humanis in Seminario Episcopali Namurcensi dictatus*. Louvain, J.-P.-G. Michel, 1774; in-8°, 410 p. — 2. *Tractatus de peccatis in Seminario Episcopali Namurcensi dictatus*. Louvain, J.-P.-G. Michel, 1774; in-8°, 294 p. — 3. *Tractatus de legibus in Seminario Episcopali Namurcensi dictatus*. Louvain, J.-P.-G. Michel, 1774; in-8°. Supprimé par décret du conseil provincial de Namur, en date du 3 octobre 1774, cet ouvrage fut, après la mort de son auteur, deux fois réimprimé, sous un titre un peu différent, à Liège, chez Bassompierre, la première fois en fin caractère, in-8°, VIII-192 p.; la seconde fois, en gros caractère, in-8°, 228 p. — 4. *Tractatus de virtutibus in genere et signanter de fide, spe et charitate in specie ad usum quorumcumque S. Theologiæ studiosorum, breviter, dilucide et succincte ad modum digestus*. Louvain, J.-P.-G. Michel, 1775; 2 vol. in-8° de 286-260 p.; 2^e édition, chez le même; in-8°, 2 vol. de 231-296 p. Ce traité, comme les suivants, étant destinés aux

jeunes étudiants en théologie, sont rédigés sous forme claire et concise. — 5. *Tractatus selectus de matrimonio*. Louvain, J.-P.-G. Michel, 1776; in-8°, 198 p. — 6. *Tractatus de sacramentis in genere...* Louvain, J.-P.-G. Michel, 1776; in-8°, 127 p. — 7. *Tractatus de sacramento penitentiae...* Louvain, J.-P.-G. Michel, 1776; in-8°, 232 p. — 8. *Tractatus de sacramento baptismi...* Louvain, J.-P.-G. Michel, 1777; in-8°, 100 p. — 9. *Tractatus de sacramento confirmationis...* Louvain, Michel, 1777; in-8°, 148 p. — 10. *Tractatus de sacramento eucharistiæ...* Louvain, J.-P.-G. Michel, 1777; in-8°, 286 p. — 11. *Tractatus de sacramento extremæ unctionis et ordinis. Appendix de censuris, de casibus reservatis, de indulgentiis et merito*. Louvain, J.-P.-G. Michel, 1777; in-8°, 196 p. — 12. *Tractatus de virtutibus cardinalibus ad usum confessoriorum, pastorumque animarum et quorumque S. Theol. studiosorum*. Louvain, J.-P.-G. Michel, 1778; 3 vol. in-8°, 344, 349, 259 p. — 13. *Tractatus de Deo uno et trino*. Louvain, J.-P.-G. Michel, 1791; in-8°, 230 p. — Dans son testament, Perin dit : « Je laisse à la bibliothèque du « Séminaire (de Namur), avec la *Somme* « de saint Thomas, plusieurs manuscrits « de théologie, notamment ceux qui contiennent des recueils d'objections ou « d'arguments qui ont été proposés dans « les disputes publiques lorsque j'étais « à Louvain, et que j'ai réduits ensuite « par écrit avec leurs solutions pour « autant que néanmoins je pouvais m'en « souvenir. J'ai fait relier ces manuscrits afin que ce qui pourrait s'y trouver d'utile ne se perdît pas. Il y a « 6 vol. in-4° et un vol. in-folio ».

F.-D. Doyen.

Gaillot, *Histoire de la ville et de la province de Namur*, t. IV, p. 356. — N.-J. Aigret, *Histoire de l'église et du chapitre de Saint-Aubain, à Namur*, p. 447-448. — Doyen, *Bibliographie namuroise*, nos 893, 894, 895, 900, 907, 908, 909, 914, 915, 916, 917, 924, 1153.

PERIS (Henri). Voir PEREZ (Henri).

PERISONE, musicien. Voir DELARUE (Pierre).

PERLAU (Joseph), peintre, né à Bruxelles, le 12 juillet 1809. Deux œuvres de son pinceau figurèrent au Salon de 1836, avec assez d'éclat pour valoir à leur auteur une médaille de bronze. Alvin, dans le *Compte rendu* illustré de cette exposition, vante la « grandeur de » style, la richesse de composition « de ces paysages, et illustre son texte de la reproduction de l'un d'eux. » M^r Perlau », ajoute le critique de 1836, « s'est fait promptement remarquer. » Ses premiers coups d'essai valent « presque des coups de maître ; il faut « que l'avenir lui appartienne, aussi « brillant que le présent le promet. » Et pour cela, que lui faut-il ? Travail « et persévérance ». Précisément, cette dernière vertu semble avoir manqué à Perlau. Après 1839, où parurent à l'exposition trois nouveaux paysages de lui, appartenant à M^r Van Becelaere, grand collectionneur bruxellois d'alors, il disparaît sans laisser de traces, comme artiste. Aussi croyons nous pouvoir l'identifier avec Perlau, Joseph-Charles-Norbert, employé, dont le décès, à l'âge de cinquante-six ans, est consigné à l'état civil de Bruxelles le 16 janvier 1860.

Henri Hymans.

Catalogues des expositions. — Alvin, *Compte rendu*. — Archives de l'état civil de Bruxelles.

PERNEEL (Jean), avocat, historien, né à Beernem (Flandre occidentale) en 1796, et décédé à Bruges, le 6 octobre 1857. Perneel obtint le grade de docteur en droit, le 3 janvier 1824, avec une thèse *De jurejurando* (Gand, Houdin ; in-4°, 31 p.). En collaboration avec J.-O. Delepierre, il publia une *Histoire du règne de Charles le Bon, précédée d'un résumé de l'histoire des Flandres depuis les temps les plus reculés, et suivie d'un appendice de ce qui s'est passé depuis la mort de ce prince jusqu'à la paix de Melun* (Bruxelles, 1831 ; in-8°, LXXXIX, 214 et cxxij p.). Cette histoire du règne de Charles le Bon n'est, en réalité, que la traduction de la relation du meurtre de Charles le Bon par Galbert de Bruges (*De multro, traditione et occisione gloriosi*

Karoli comitis Flandriarum), qui, à ce que croyaient les auteurs, n'avait jamais été traduite du latin (p. II). Il en existait pourtant déjà une traduction, beaucoup plus exacte, publiée par Guizot dans la *Collection des mémoires relatifs à l'histoire de France* (Paris, Brière, 1825, p. 231-433). Citant l'ouvrage de Delepierre et Perneel dans la préface à son excellente édition du récit de Galbert, M^r H. Pirenne estime (p. XXIII) que leur « traduction, qui « fourmille de contre-sens, trahit une « connaissance tout à fait insuffisante de « la langue latine du moyen âge ». Les traducteurs ne citent pas le texte latin dont ils se sont servis ; mais il est permis d'induire d'un mot de leur introduction (p. II), qu'ils ont travaillé d'après le texte des Bollandistes (G. Henschen et D. Papenbroch, *Acta sanctorum*, Mars I, Anvers, 1668 ; in-folio, p. 179-219). Ils n'ont ajouté que peu de notes au récit de Galbert, ayant jugé « superflu de le « commenter » (p. LXXXIX) ; mais ils l'ont intercalé dans un résumé des principaux événements historiques en Flandre depuis l'occupation romaine jusqu'en 1225. En 1846, Perneel publia les *Episodes du règne de Philippe le Bon, duc de Bourgogne* (Bruges, A. Bogaert, 1846 ; in-8°, 81 p. et table, 2 pl.) ; ils sont précédés d'une introduction où l'auteur déclare que « ce sont des épisodes de la vie du « Téméraire et de sa fille » qu'il offre au public, alors que le titre et le contenu démentent cette déclaration. Ceci nous paraîtrait à coup sûr étrange, si la phrase par laquelle se termine cet opuscule n'impliquait pas une suite qui, semble-t-il, n'a jamais vu le jour. Tel qu'il est, l'ouvrage comprend trois chapitres, dont le premier est consacré en majeure partie à la révolte de Bruges (1437-1438) ; le second, à la révolte des Gantois (1451-1452), et le troisième, à quelques faits marquants des dernières années du règne de Philippe le Bon. C'est un récit assez banal, sans aucune indication de sources et où il n'est pas question de critique historique : œuvre de vulgarisation sans bien grand mérite. Sur le titre des *Episodes*, Perneel rappelle qu'il est l'auteur

d'un *Mémoire historique, couronné par l'Académie des belles-lettres de Bruxelles*, en 1828; il s'agit d'un « mémoire relatif » aux communes de Flandre, auquel a été « décernée la médaille d'argent » par l'Académie des sciences et belles-lettres de Bruxelles, dans sa séance du 7 mai 1829. C'est tout ce que nous en apprend le *Journal des séances* (5 janvier 1828-27 mai 1829, t. V (1829), p. xxii) de l'Académie, qui ne l'inséra pas dans ses *Mémoires*. Perneel écrivit encore : *Une page détachée de l'histoire de Flandre* (1301 à 1328) ou *l'Epoque héroïque de Bruges* : *Guillaume de Juliers, Philippe de Thiette, Jean de Namur, Jean Borluut, le sire d'Arkel, Guillaume van Saeftingen, Breydel, De Koninck, Zannekin* (Bruges, A. Bogaert, 1850; in-8°, CLXXII, 205 et v p., ill.). Le *Messageur des sciences historiques* (1850), p. 531, rendant compte de cet ouvrage, disait à juste titre que « l'auteur aurait pu s'appuyer, plus longuement qu'il ne l'a fait, sur le réveil des communes flamandes, et qu'il n'aurait pas dû se contenter, pour décrire l'époque héroïque du peuple flamand, d'une fastidieuse nomenclature de batailles et de faits d'armes, comme il l'a fait, mais qu'il aurait rendu son œuvre bien plus attrayante en nous montrant la puissante et sage organisation de nos villes ». Cette fois-ci, l'auteur nous fait connaître les sources où il a puisé, mais il n'apporte, comme le dit le *Messageur*, « aucune donnée nouvelle sur l'état de la Flandre durant cette glorieuse période, laquelle se trouve bien plus complètement esquissée dans Meyer, Warnkœnig, Moke et Kervyn de Lettenhove ». On peut ajouter, quant au style, que la profusion avec laquelle l'auteur emploie le présent historique, rend la lecture de cet ouvrage particulièrement fatigante. La faiblesse de ces œuvres ne peut cependant pas nous faire oublier que l'auteur a été un de ceux qui, après 1830, ont essayé d'intéresser le peuple belge à son histoire nationale.

Alb. Blyau.

H. Pirenne, *Histoire du meurtre de Charles le Bon, comte de Flandre* (1127-1128), par Galbert de Bruges, ... avec une introduction et des notes

(Paris, A. Picard, 1891). — *Messageur des sciences historiques de Belgique* (1850), p. 531; compte rendu signé B.

PERPÈTE (*Saint*) ou PERPETUUS, évêque de Tongres-Maestricht (?). Le nom de ce personnage se rencontre pour la première fois dans les *Gesta episcoporum Tungrensium* de Hériger, rédigés à la fin du x^e siècle. A les en croire, Perpète aurait succédé à Saint-Gondulphe comme vingt-troisième évêque de Tongres-Maestricht. La date de son entrée en fonctions est fournie, un peu plus tard, par les *Annales Leodienses*, qui la placent en 598. Mais cette date se trouve en contradiction avec des données chronologiques bien établies. Nous savons en effet que Betulfus, évêque de Tongres, que l'on doit identifier avec Gondulphe, prédécesseur immédiat de Perpète, assista en 614 au concile de Paris. Dès lors, l'avènement de notre personnage au siège épiscopal serait postérieur à 614. On a douté d'ailleurs que saint Perpète ait le droit de figurer parmi les évêques de Tongres-Maestricht, et l'on peut invoquer, pour justifier ce scepticisme, l'époque très tardive des renseignements que nous possédons à son sujet, ainsi que le grand nombre de noms apocryphes portés sur les catalogues épiscopaux de l'église de Liège. Toutefois, en l'absence de preuves certaines, la prudence s'impose, et, jusqu'à plus ample informé, rien n'oblige à refuser à saint Perpète la qualité que lui reconnaît la tradition.

Les seuls détails authentiques que nous possédons sur saint Perpète ne remontent qu'au xiii^e siècle, et ne nous apprennent rien sur son origine ou son activité. Gilles d'Orval, qui nous les a transmis, doit les avoir recueillis à Dinant où les reliques du saint étaient conservées depuis toujours et où elles se trouvent encore aujourd'hui. Il rapporte que saint Perpète, après avoir été enterré dans cette ville en l'église de Saint-Vincent, fut transféré plus tard dans celle de Sainte-Marie. Sa mort serait arrivée le 4 novembre. Il faut nous résigner à n'en pas savoir davantage et rejeter les fables de nos écrivains

postérieurs nous ont laissées. Il suffit, pour en montrer la valeur, de mentionner qu'elles nous représentent saint Perpète comme fils d'un comte d'Ostierne(?).

Après le sac de Dinant, en 1466, Charles le Téméraire donna la chässe renfermant les ossements du saint à l'église de Bouvignes, et le reliquaire contenant la tête de Perpète au seigneur de Vere. Réclamés tous deux par les Dinantais dès la reconstruction de leur ville, la chässe fut solennellement restituée en 1477, après un procès porté devant le parlement de Malines; le reliquaire ne fit retour qu'en 1496. Un intéressant tableau du xve siècle, aujourd'hui conservé au musée de Chantilly, rappelle le souvenir de la translation de la chässe de Dinant à Bouvignes (n° 106).

H. Pirenne.

Acta Sanctorum des Bollandistes, novembre, t. III, p. 294 et suiv. — Rettberg, *Kirchengeschichte Deutschlands*, t. I, p. 553. — St. Bormans, *Cartulaire de Dinant*, t. II.

PERRE (*Chrétien VANDEN*), peintre, sans doute originaire de Bruxelles, où il travaillait dans la seconde moitié du xvie siècle. Cet artiste, dont aucune œuvre n'a pu être jusqu'ici identifiée, que passe sous silence Guichardin, lequel pourtant fut à même de le connaître, et dont Van Mander ne fait pas mention, ne fut pas des moindres. En effet, du temps même du grand Moro, il était le peintre en titre du duc d'Albe. Pinchart a publié trois lettres du lieutenant de Philippe II, recommandant chaleureusement Vanden Perre pour la place de « clerc des revendeurs », à Anvers, en remplacement de Goosen Houtappel. La première de ces missives est datée du 26 mai 1571; elle est adressée aux bourgmestres et échevins d'Anvers à l'appui de la requête de Vanden Perre. La deuxième, du 1er septembre et la troisième, du 26 juillet 1572, insistent auprès de Frédéric Perrenot, seigneur de Champagny, en faveur de celui que le duc d'Albe désigne comme son peintre, et font part du « singulier plaisir » que lui fera éprouver la réussite de ses démarches. Sans doute elles furent cou-

ronnées de succès; car, en l'année 1580, Chrétien Vanden Perre, désigné comme « de Bruxelles », se faisait inscrire à la gilde des peintres anversoïis.

Henri Hymans.

Alex. Pinchart, *Archives des arts, des lettres et des sciences*, t. I, p. 51. — Rombouts et van Lérius, *Les Liggeren et autres archives de la gilde de St-Luc*.

PERRE (*Gautier* ou *Wauter VANDE*), né à Anvers en 1574, mort dans la même ville en 1652. Il était fils de Pierre Vanden Perre et petit-fils de Gautier Vanden Perre et d'Anna De Ridder. Il se destina à la médecine et étudia, sans doute, la chirurgie dans sa ville natale, sous la direction du chirurgien David van Mandere. Membre de la corporation des chirurgiens-barbiers, il en devint plus tard doyen. Il fut également nommé chirurgien juré de la ville d'Anvers, et nous le trouvons remplissant ces fonctions depuis 1612 jusqu'à l'époque de sa mort. Pendant une de ces apparitions terribles de la peste, qui fit à cette époque tant de ravages dans les Pays-Bas, le chirurgien Vanden Perre publia un ouvrage spécial, concernant cet effroyable fléau. En voici le titre exact : *Pestboeck, ofte remedien teghen pestilentielle corte se ende omde contagieuse sieckte te ghenesen met haer symptomata, ende geexperimenterde recepten, mitsgaders voor de pocakens ende maeselen der jonghe kinderen. Byeenvergadert uyt diversche autheuren ende in 't licht ghebrocht door M. Wouter Vande Perre ghesworen chirurgyn der stadt Antwerpen. Antwerpen by Hendrick Aertsens, inde Cammerstraat in de Witte Leeu*, 1633; in-8°, 112 p. Ce traité, divisé en trente et un chapitres, est dédié au magistrat de la ville. Après une description détaillée de la maladie et l'indication des remèdes les plus efficaces, l'auteur indique les précautions à prendre pour combattre l'invasion du fléau. Il s'occupe ensuite de la variole et de la rougeole, et termine en s'adressant spécialement aux campagnards, en indiquant les mesures préventives et les remèdes à employer spécialement par les habitants des campagnes.

Wauter Vander Perre, qui avait eu plusieurs frères et sœurs, parmi lesquels le peintre Pierre Vande Perre, qui s'établit à Madrid, épousa en 1599 Elisabeth van Heyst, fille de Charles van Heyst. Il atteignit une vieillesse avancée et mourut à Anvers le 16 avril 1652; il fut enterré avec sa femme dans un caveau de la cathédrale d'Anvers, devant l'autel de Saints Cosme et Damien; cet autel situé contre le dernier pilier, à droite de la grande nef, avait été élevé par la corporation des chirurgiens-barbiers.

Fernand Donnet.

C. Broeckx, *Galerie médicale anversoise. — Inscriptions funéraires et monumentales de la province d'Anvers.* — C. Broeckx, *Histoire du Collegium medicum antverpiense.* — Ozanam, *Histoire médicale générale et particulière des maladies épidémiques.* — H. Haeser, *Bibliotheca epidemiographica sive catalogus librorum de historia morborum epidemicorum tam generale quam speciale conscriptorum.* — Dr Th. Thierfelder, *Additamenta ad Henrici Haeseri bibliothecam epidemiographicam.* — Archives communales d'Anvers, Schepen brieven, 1621 V. — 1630 III. — 1635 V. — 1643 V.

PERRE (Jean VANDEN), graveur de médailles, de sceaux et de monnaies, florissait aux Pays-Bas de 1515 à 1551. Il était fils de Jean-Baptiste et d'Anne le Wat; son grand-père Sébastien vivait au temps de Jeanne, héritière du duché de Brabant, comme fille unique de Jean III, et son époux Wenceslas I, duc de Luxembourg, mort en 1383.

Jean Vanden Perre habitait Bruxelles. Lors de la mort, en 1515, de Liévin van Laethem, orfèvre et varlet de chambre de Philippe le Beau et de son fils, plus tard Charles-Quint, il lui succéda en ces qualités, auprès de ce dernier prince.

L'éminent graveur fut l'objet de faveurs toutes particulières. Par lettres patentes du 10 octobre 1545, il obtint la succession de Jean Noirot, qui avait d'abord été orfèvre et essayeur de la monnaie à Bruges, selon sa commission datée du 1^{er} décembre 1523, et d'essayeur particulier et tailleur des monnaies de Flandre, qu'il exerçait déjà en février 1517, et qui, ensuite, fut appelé, par lettres patentes du 12 avril 1535, aux fonctions de conseiller et de

maître général ordinaire des monnaies des Pays-Bas à Bruxelles.

Il semblerait, selon le document généalogique qui a permis à Pinchart, dans ses *Recherches sur la vie et les travaux des graveurs de médailles, de sceaux et de monnaies des Pays-Bas*, d'après des renseignements inédits (t. I, 1858, p. 441), de parler des ancêtres de Jean Vanden Perre, que celui-ci aurait été anobli par Charles-Quint; mais, comme le remarque Pinchart, il doit y avoir eu confusion entre cet artiste et Gaspar Vanden Perre, secrétaire du conseil de Brabant, dont les lettres patentes sont datées de Bruxelles, le 3 juillet 1556 (voir Registre n° 143 de la Chambre des comptes f° xcij, r°, aux Archives du royaume). Selon les registres n° F, 199, 224 et 354, de la Chambre des comptes, aux Archives du département du Nord à Lille, Vanden Perre aurait livré, en 1517, en 1522 et en 1541, pour le service de la Cour ou Maison de Charles-Quint, de nombreuses pièces d'orfèvrerie et d'émaillure. Il fut chargé, en 1520 et en 1546 (selon le même registre n° F, 226 de Lille et n° 1927 f° cix r°, de la Chambre des comptes aux Archives du royaume), de la confection des colliers pour les chevaliers de l'Ordre de la Toison d'or, admis aux chapitres des années précitées 1520 et 1546. On cite aussi la somme, énorme pour le temps, de 24,938 livres qu'il reçut pour confection, en 1544, de vaisselle richement émaillée aux armes impériales et d'autres ornements (Registre n° F, 357, des Archives du département du Nord, à Lille).

Jean Vanden Perre a produit un certain nombre de sceaux d'un haut mérite artistique.

Les voici par ordre de dates d'exécution :

1516, 18 janvier (1515. v. st.). Sceau du conseil de Frise qui résidait à Leeuwarden. Coût 70 livres de 40 gros de Flandre la livre. Il représentait Charles-Quint à cheval, armé de toutes pièces et entouré d'écussons « d'aucuns » des païs et meismement de Frise ».

1516. Sceau et contre-sceau de la

chancellerie de l'archiduc (Charles). Celui-ci est représenté sur un trône de style Renaissance, tenant l'épée d'une main et le glaive de l'autre. Quatorze écussons remplissent le champ sur lequel se trouve la légende :

Ŝ · CAROL · D · G : HISPATŖV ·
Z · VT' · SICILIE · REG' : ARC · AVS ·
TRIE · DUC · BVRG' · BRABÂ · CO ·
MIT · FLÂN · THIR.

Au contre-sceau est un grand écusson couronné supporté par un aigle et un lion, avec cette inscription :

CONTRA · SIGILLVM · CAROLI ·
HISPANIARVM · REGIS.

Ils avaient été gravés d'après les modèles de Jean Vander Wyck, dit Van Batele, peintre d'armoiries en renom, à Malines.

1519, août. Matrices du jeton des finances, coût 127 livres, 8 sols; et deux sceaux d'argent, « l'ung armorié des armes de l'empire et du roy (Charles), et l'autre pour madame Katherine (d'Aragon), sœur du dit seigneur roy ».

1521. Sceau et contre-sceau pour les contrats passés à Tournai, récemment enclavé dans les Pays-Bas.

1522. Sceaux et contre-sceaux dessinés par le peintre Jean de Bruxelles et dont l'exécution fut confiée par Charles-Quint à Jean Vanden Perre; ces sceaux et contre-sceaux devaient porter dans leur légende le titre d'empereur dont Charles venait d'être revêtu. Ils ne furent livrés par l'artiste que postérieurement à 1526. Pendant cet intervalle, on continua d'employer dans les chancelleries de Castille, d'Aragon, de Naples, de Sicile et des pays de par deçà, les anciens sceaux et contre-sceaux dont le même Jean de Bruxelles avait aussi façonné les modèles.

Voici, selon Pinchart, l'énumération des sceaux et contre-sceaux que Jean Vanden Perre tailla à cette époque, selon le document qui constate qu'il en est l'auteur : Un sceau avec contre-sceau pour l'Espagne; le grand sceau impérial avec son contre-sceau; plu-

sieurs sceaux dont deux « fermans ensemble », pour le royaume de Naples; un grand sceau impérial représentant un aigle; un autre grand sceau où l'on voyait Charles-Quint assis, avec contre-sceau et divers autres petits sceaux, contre-sceaux et cachets qui ne sont pas spécifiés. Ces indications, ajoute Pinchart, sont bien peu détaillées pour reconnaître, parmi tous les sceaux appendus aux actes émanant de Charles-Quint, ceux qui ont été gravés par Vanden Perre; néanmoins, nous croyons pouvoir, en toute certitude, lui attribuer ceux qui ont été publiés par Vredius (*Sigilla Comit. Fl.* édit. 1639, pages 182 et 189). Le premier représente l'empereur assis sur un trône et accosté de deux écussons couronnés qui couvrent le haut des deux colonnes; il porte cette légende et n'a pour contre-sceau que le double aigle impérial :

CAROLUS · ROMANOR · ÎPERATOR · REX · HISPA · VTRIVSQ · CIL · ARCH · AV · DVX · BVRG.

Sur le second, on voit le double aigle avec un écusson sur la poitrine et cette inscription en cercle avec une fleur de lys entre chaque mot :

CAROLUS ✧ RO ✧ IMPERATOR ✧
AVG ✧ HISPANIAR ✧ VTRI ✧ SICILIE ✧
HIER ✧ ZC ✧ REX ✧ ARCHIDVC ✧ A/S.

Jean Vanden Perre grava encore, en 1544, pour les chancelleries impériales, le grand sceau et le petit-sceau de la Gueldre qui venait d'être annexée à l'Empire depuis l'année précédente; il reçut à cet effet 100 livres de Flandre; les sceau et contre-sceau du conseil de Namur, dont un enlumineur de Bruxelles avait fait le dessin. Vredius décrit ainsi le sceau de Gueldre : l'empereur y est représenté à cheval, armé de toutes pièces; au-dessus de lui sont rangés en demi-cercle, son écusson ainsi que les douze petits écussons des diverses provinces des Pays-Bas; on y lit : D. GELDRIE sur le terrain, et cette légende autour du sceau :

S : CAROLI : V : ROMA : IMPERA :
HISPAN : REG : DVC : BRAB : ET :
GELDRIE : CO : FLA : E : ZUTPH :

Dans la relation de son voyage aux Pays-Bas en 1520 et en 1521, Albert Dürer parle d'un Jean, orfèvre de Bruxelles (Jan Goldschmidt von Prüssel), dont, dit-il, il traça le portrait au charbon, ainsi que celui de sa femme et pour qui il fit un dessin pour son sceau. Cet orfèvre de Bruxelles, assure Pinchart, n'est autre que Jean Vanden Perre. Albert Dürer devait le tenir en haute estime car il lui donna une collection complète de ses gravures en remerciement du don qu'il en avait reçu d'une bague, de quelques pierreries, entre autres une hyacinthe et une agate sur laquelle était gravée une Lucrèce, etc. (*Reliquien von Albrecht Dürer*, p. 133. Nuremberg, 1828.)

Pinchart cite parmi les seigneurs pour qui Vanden Perre travailla également, le comte de Roggendorff et le duc d'Aerschot; il grava pour celui-ci un sceau en 1537.

Edm. Marchal.

Recherches sur la vie et les travaux des graveurs de médailles, de sceaux et de monnaies des Pays-Bas, d'après des documents inédits, par Alexandre Pinchart, tome I (Bruxelles, A. Decq, 1838).

PERRE (Jean VANDEN), fils de Nicolas, qui suit, né vers 1567 (à Bruxelles?), florissait à Leipzig dans les premières années du XVII^e siècle. Connu comme peintre dès l'année 1597, il fut, selon toute vraisemblance, l'élève de son père, dont il suivit le genre. Il se créa une véritable vogue comme portraitiste. L'on cite, parmi ses modèles, des princes électeurs, des patriciens, des notabilités académiques et autres. Mais ces images, indistinctement, ne purent être peintes d'après nature car, dans le nombre, plusieurs reproduisent les traits de personnages décédés au temps de l'artiste : Luther, Mélancthon, Maurice de Saxe, etc. Quantité de ces peintures existent encore, notamment dans la salle consistoriale de l'église de Saint-Paulin. On rencontre dans les églises de Leipzig, et particulièrement à Saint-Jean, divers tableaux votifs de Vanden Perre, décorant les sépultures de familles patriciennes. Outre les portraits, ces pages parfois développées, et dont le coloris rappelle l'origine

flamande de leur auteur, représentent des allégories relatives à la mort et à la rédemption. Quelques-unes sont signées et datées. On relève la date de 1602 sur l'une d'elles; de 1615 sur une autre; de 1617 sur une troisième, représentant la *Résurrection de Lazare*. La réputation de Vanden Perre semble avoir été purement locale.

Henri Hymans.

G.-W. Geyser, *Geschichte der Malerei in Leipzig*. — A. Seubert, *Lexikon*.

PERRE (Jean VANDE), écrivain ecclésiastique du XVIII^e siècle. Il naquit à Audenarde, fut curé de Oost-Eecloo de 1711 à 1714, puis de Bassevelde de 1714 à 1729. Ce fut pendant qu'il occupait la cure de Bassevelde qu'il fit paraître quelques réflexions sur les cas réservés, en réponse à l'examen que le père Aug. van Vyve avait fait de cette question. Le titre de l'ouvrage est : *Reflexiones ad tractatum de casibus reservatis Rev. Ad. Augustin van Vyve S. T. L. Diocesis Brugensis archyepresbyteri*. Gand, de Goesin, 1726. Il en parut une seconde édition, notablement augmentée, en 1727, également chez de Goesin.

Léonard Willems.

De Potter, *Geschiedenis der gemeenten van Oost-Vland., Eecloo-Bassevelde*, p. 27; *Oost-Eecloo*, p. 17. — F. Vander Haeghen, *Bibliographie gantoise*, t. III, p. 167; t. VI, p. 151.

PERRE (Michel VANDEN), juriconsulte, né à Bruxelles vers 1583, mort à Louvain, le 5 ou 6 mai 1658. Appartenant à une famille patricienne, il était fils d'Henri et de Jeanne Wesenbeeck, nièce du célèbre juriconsulte anversois Mathieu Wesenbeeck. Il fit ses études de droit à l'université de Louvain, où il devint docteur le 1^{er} décembre 1613. Il y fut ensuite nommé professeur de droit canon en 1621 et professeur de droit civil en 1645; il remplit aussi les fonctions d'assesseur au conseil du conservateur des privilèges de l'université. Paquot, qui nous donne ces détails, ajoute que Michel Vanden Perre est l'auteur d'une biographie de son grand-oncle maternel, *Vita Matthæi Wesenbecii*, publiée en tête de l'édition du *De jure feudorum* de Guillaume Haneton, donnée

à Louvain, en 1647, par Valère André, ainsi qu'en tête de l'édition des commentaires d'André Wesenbeeck sur les pandectes, parue à Cologne en 1650.

De son mariage avec sa parente Marie Vanden Perre, Michel eut sept enfants : Michel, doyen de Saint-Rombaut, à Malines, mort le 28 septembre 1686; Marie, qui épousa Maximilien de Brias, gouverneur de Douai; Pierre, évêque de Namur (voir plus loin); Justine, Catherine, Françoise et Barthélemy, abbé de Moulins, mort en 1695.

Paul Bergmans.

Paquet, *Mémoires pour servir à l'histoire littéraire des Pays-Bas*, t. XI (Louvain, 1768), p. 354-355.

PERRE (Nicolas VANDEN), peintre, père de Jean et contemporain de Chrétien, avec lequel, toutefois, indépendamment de la différence des prénoms, il serait impossible de le confondre. Loin de jouir, comme ce dernier, des bonnes grâces du duc d'Albe, il dut, au contraire, s'expatrier pour le fait de religion. A Leipzig, lieu de son refuge, sa présence, avec femme et enfant, est signalée en 1570-1571. Il mourut dans ladite ville, après s'être, comme portraitiste, créé un véritable renom. Aucune œuvre déterminée de son pinceau n'est parvenue jusqu'à nous.

Henri Hymans.

G.-W. Geyser, *Geschichte der Malerei in Leipzig* (Leipzig, 1858).

PERRE (Pierre VANDEN), X^e évêque de Namur, né à Louvain, le 10 mai 1619, décédé à Namur, le 7 septembre 1695. Il était chanoine du chapitre d'Anvers et vicaire général de ce diocèse, lorsqu'il fut nommé à l'évêché de Saint-Omer, par Charles II, roi d'Espagne. Cette ville étant tombée au pouvoir de Louis XIV, ce monarque fit choix d'un autre titulaire. Au mois d'avril 1680, Vanden Perre fut nommé évêque de Namur. Le 19 novembre suivant, il prit possession de son siège. Il fut sacré à Bruxelles, par l'archevêque de Malines, de Berghes, assisté des évêques d'Anvers et de Bruges, et, le 27 du même mois, il arriva à Na-

mur. Les actes épiscopaux de Mgr Vanden Perre sont peu nombreux. Par son ordonnance synodale du 2 avril 1681, le prélat rappelle à tous les pasteurs l'obligation de concourir à l'entretien du séminaire par une taxe annuelle; ordonne que les sous-diacres soient désormais attachés à une église pour y remplir les fonctions de leur ordre aux offices des dimanches et des fêtes; abolit les abus qui se commettaient à l'occasion de la fête des Innocents, par le choix d'un pape qu'en ce jour les chapelains de la ville faisaient entre eux, et défendit, sous peine ecclésiastique, de donner l'eau bénite autrement que par aspersion. En 1683, il fixa le rang que les corps ecclésiastiques devaient tenir dans les processions. Au mois de juillet de la même année, il défendit que les dimanches et les fêtes le marché public fût tenu en la ville et franchise de Wavre pendant le temps de la moisson. Le prélat ne montra pas moins de sollicitude pour l'instruction religieuse de ses diocésains. Dans une congrégation synodale, dite des SS. *Huiles*, il insiste avec force sur l'obligation des pasteurs d'instruire le peuple personnellement, même sous peine de suspense. Jamais il n'autorisa l'érection d'une chapelle qu'à la condition que les « pourvus » fissent le catéchisme et les instructions religieuses. C'est ainsi que notamment, le 19 novembre 1689, il autorisa la construction, à Bois-de-Villers, d'une chapelle en l'honneur de saint Roch, destinée, quand elle serait construite, à devenir une église paroissiale, ce qui n'eut lieu que dix ans après. Les dernières années de l'épiscopat de Mgr Vanden Perre furent troublées par les guerres entre la France, d'une part, l'Espagne, l'Autriche et l'Angleterre, d'autre part. La ville et le château de Namur furent pris par Louis XIV en personne, le 30 juin 1692, et repris par les alliés, le 3 août 1695. Après la défaite de Louis XIV, les Français durent évacuer la ville de Namur. Mgr Vanden Perre alla faire sa visite d'adieu au maréchal de Boufflers, le 7 septembre 1695, vers dix heures du matin; de retour à l'évêché, le

prélat fut frappé de mort subite, à l'âge de 76 ans.

F.-D. Doyen.

Galliot, *Histoire de la ville et province de Namur*, t. III, p. 177. — Aigret, *Histoire de l'église et du chapitre de St-Aubain*, p. 403 et suiv. — *Annales de la Société archéologique de Namur*, t. II, p. 318, 322; t. IX, p. 140 et suiv.

PERREAU (*Antoine-Charles-François-Théodore*), archéologue et numismate, né à Maestricht, le 22 mai 1807, mort à Tongres, le 7 décembre 1868. Son père Jean-François Perreau, officier français en garnison à Maestricht, y épousa Mlle Marie de Lenarts, d'une ancienne famille du pays, dont il eut deux fils : Louis, plus tard bourgmestre de Tongres, et Antoine, le sujet de cette notice. Après avoir fait ses études dans sa ville natale et obtenu le diplôme de candidat-notaire, le jeune Perreau se maria, le 4 octobre 1837, avec sa parente Mlle Elise de Lenarts. L'année suivante, il fut nommé agent de la Société Générale, caissière de l'Etat belge, à Fauquemont, pendant le blocus de Maestricht. L'agence ayant été transférée à Tongres après le traité de 1839, il opta pour la nationalité belge et se fixa définitivement en cette ville. Nommé ensuite agent de la Banque Nationale, lors de son institution, en 1850, il occupa ce poste jusqu'à sa mort.

Une biographie de Perreau ne peut être bien longue. Il était de ces hommes modestes qui, aussitôt les devoirs de leur charge accomplis, ne vivent que pour leur famille et pour leurs chères études. On vante sa haute loyauté, sa bonté parfaite, sa grande indépendance de caractère. Antiquaire passionné, il fut un des premiers à prendre part au mouvement qui dirigea tant de bons esprits vers la culture des sciences auxiliaires de l'histoire. La qualité même d'historien ne lui serait pas contestée, si sa critique était plus sévère et si, au lieu de vivre confiné dans une petite ville de province, il avait pu utiliser les ressources de nos grandes bibliothèques. Il suppléait autant que possible à ce défaut en achetant des livres,

dont il était un dénicheur infatigable, et en se formant un cabinet de médailles. La Société belge de numismatique l'admit parmi ses membres dès l'année de sa création (1842), et l'Académie d'archéologie de Belgique le comptait au nombre de ses correspondants. Ses recherches sur l'histoire et les antiquités des pays aujourd'hui compris dans les provinces de Limbourg et de Liège, le mirent en rapport avec la plupart des savants qui honorèrent la Belgique dans le domaine de l'archéologie. Schayes, entre autres, se l'attacha par ses éminentes qualités : une mission que cet homme distingué remplit à Tongres en 1849, permit à Perreau de l'apprécier et fut le point de départ de relations amicales non interrompues. Peu d'années après, une association qui prit le nom de *Société scientifique et littéraire du Limbourg*, s'établit à Tongres. Perreau en fut d'abord l'un des fondateurs, puis, de 1859 jusqu'à sa mort, le président. Il était aussi membre correspondant de la Commission royale des monuments pour le Limbourg, depuis l'établissement des Comités provinciaux, en 1861.

C'est dans les écrits périodiques qu'il faut chercher toutes les productions de Perreau. En 1836, la *Revue belge* (t. III) accueillit ses *Recherches historiques sur les sires de Fauquemont*, essai d'une plume inexpérimentée que la publication des savants travaux d'Ernst devait bientôt faire oublier.

Sa collaboration à la *Revue belge de numismatique* enrichit les vingt-trois premiers volumes de ce recueil (1842-1867) d'une série d'articles sur l'histoire et la numismatique des seigneurs de Herstal, des comtes de Looz, des princes abbés de Stavelot, des seigneurs de Fauquemont, etc. Le même recueil lui doit encore des *Recherches sur la ville de Maestricht et sur ses monnaies*, travail important où il a le mérite de revendiquer, le premier, pour l'antique *Trajectum superius* ou *ad Mosam* les monnaies mérovingiennes attribuées constamment à Utrecht (*Trajectum inferius* ou *ad Rhenum*), et où l'époque brabançonne est traitée à l'aide de documents puisés

aux archives du royaume ; une étude sur le *Péron liégeois*, emblème auquel il assigne une origine païenne, en y voyant un simulacre de *Peroun*, le dieu slave du tonnerre ; des *Recherches sur les corporations des métiers de la ville de Maestricht et sur leurs méreaux*, mémoire intéressant basé en grande partie sur les archives locales, et qui fut suivi d'un *Essai de monographie des méreaux des corporations de métiers des Pays-Bas* ; enfin, pour ne pas tout citer, un *Catalogue des monnaies de la principauté et évêché de Liège*, préparation à un grand ouvrage dont le manuscrit, paraît-il, a été égaré.

Dans les *Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique*, Perreau publia, de 1844 à 1854, plusieurs travaux estimés. Nommons d'abord ses *Recherches sur l'église cathédrale de Notre-Dame à Tongres*, qu'il refondit dans *Tongres et ses monuments*. Ce dernier ouvrage eut une seconde édition qui parut à Tongres en 1849 ; in-8°. L'auteur y déclare qu'il a pris à tâche de baser ses récits « sur les documents les plus incontestables », et cependant il en est encore à croire à l'existence d'Ogier, comte de Looz, dont Villenfagne avait depuis longtemps fait bonne justice. Mieux servi par les archives locales, il nous a laissé, sur les monuments et sur les institutions de la ville, des notices intéressantes. Mentionnons ensuite les articles intitulés : *Promenades archéologiques dans la province de Limbourg* ; *Recherches historiques sur la seigneurie de St-Pierre* ; *L'avouerie de Maestricht* ; *Recherches historiques sur le chapitre impérial de Saint-Servais, à Maestricht*, mémoire étendu, que l'indication des sources aurait heureusement complété ; *Recherches sur les Templiers belges*.

Dès que le *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg* fut ouvert aux travailleurs, Perreau lui réserva naturellement une bonne part de ses écrits. Depuis son étude sur *L'atelier monétaire de Saint-Trond* (t. I, 1852), jusqu'à son *Essai de vocabulaire de la numismatique belge et néerlandaise* (t. VIII, 1867), travail resté inachevé,

il inséra dans ce recueil quantité d'autres articles parmi lesquels il convient de citer : *Recherches sur les tumuli* ; *Les Tungri ou Tongrois* ; *Recherches sur l'organisation municipale de la ville de Tongres*, en partie d'après les archives communales ; *Biographie limbourgeoise*, Mathieu Kessels ; *Recherches historiques sur les prévôts du chapitre de St-Lambert à Liège* ; *Les sires de Pietersheim*, monographie contenant des détails curieux et inédits sur des seigneurs de la maison de Mérode ; *Médailles et jetons historiques de la ville de Maestricht*.

Baron de Chestret de Hareffe.

Nécrologie, dans *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. IX. — *Catalogue des médailles et monnaies formant le cabinet de feu M. A. Perreau* (Bruxelles, 1869). — Renseignements particuliers.

PERREMANS (Catherine). Voir PERREMANS.

PERRENOT DE GRANVELLE (Antoine). Voir GRANVELLE.

* **PERRENOT (Frédéric)**, seigneur de Champagny, baron de Renaix, homme de guerre et diplomate, cinquième fils de Nicolas Perrenot de Granvelle, premier ministre de Charles-Quint, né à Barcelone, le 3 avril 1536, mort à Dôle en 1600. Ses études à l'université de Padoue n'étaient pas terminées quand, en 1550, à la mort de son père, il alla à Augsbourg offrir ses services au prince Philippe, qui le gratifia d'un brevet de cornette et d'une pension de 900 livres sur les greffes de Dôle. Il alla faire ses premières armes en Italie sous le duc d'Albe, passa ensuite au service de l'empereur. Ayant rejoint l'armée des Pays-Bas, il assista au combat de Renty (1554), avec le grade de capitaine de cavalerie. Son frère Jérôme mourut à cette époque d'un coup de feu reçu devant Montreuil et lui laissa la terre de Champagny, en Franche-Comté, dont Frédéric prit le nom. Après avoir servi dans la campagne contre le roi de France, il suivit Philippe II en Espagne (1559), revint dans les Pays-Bas, où il resta jusqu'au moment où le cardinal, son frère, quitta

ces provinces pour aller en Bourgogne. En 1565, d'après ce qu'il rapporte dans un de ses mémoires, Marguerite de Parme l'employa, à Bruxelles, comme intermédiaire entre elle et son frère, « parce » qu'elle n'osoit communiquer franchement avec ledit sr cardinal pour la » jalousie qu'avoient conçue ceux qu'on » appelloit les seigneurs; elle traitoit par » luy les affaires du roy à leur desceu, » hantant tous les jours, par le commandement de ladite duchesse, le » palais ».

Evita-t-il de séjourner alors dans les Pays-Bas plus longtemps que ses missions ne l'exigeaient, par suite du peu d'attrait qu'il y trouvait? A diverses reprises il semble le faire entendre; il est certain, en tout cas, que ce qu'il rapporte de son existence à cette époque contredit formellement l'affirmation de plusieurs de ses biographes, qu'il aurait été mêlé au Compromis des nobles. En 1567, étant en Bourgogne, il suit le duc d'Albe, mais revient bientôt dans sa famille, voyant, dit-il, la jalousie du duc et de la duchesse. Peu après, il prend part aux opérations dans les provinces du Nord et accompagne don Fadrique de Tolède à Groningue. Envoyé à Besançon par le duc d'Albe, qui lui confie la garde de cette ville, il le tient au courant des menées de Coligny et des calvinistes de Genève en Bourgogne. C'est vraisemblablement pour récompenser ses services à ce moment que le duc le nomma chevalier d'honneur au parlement de Dôle, avec la promesse de solliciter pour lui le gouvernement de cette ville. Le décès de son frère Thomas fit changer ces dispositions, au grand regret de Champagny, désireux de ne pas quitter la Bourgogne. Le 16 avril 1571, à la demande du cardinal de Granvelle et sur l'avis favorable du duc d'Albe, Philippe II l'appela au gouvernement de la ville d'Anvers, qu'il destinait à Chantonay, mort au mois de février précédent (v. la notice ci-après). « Quoique jeune », écrivait le duc au roi (23 mars), « il est » vertueux, actif, homme de bien; il » possède plusieurs langues; il s'acquittera fort bien de tout ce dont on le

» chargera, particulièrement de ce qui » concerne la religion ».

Champagny se rendit à son nouveau poste au mois de juillet, à regret, remarque-t-il, « à cause des divisions » intervenues entre les ministres, voire » entre les Espagnols mêmes, sachant » de plus le fait du dixième et du vingtième denier très mal établi par le » duc ». Mais ce qui eût dû surtout lui inspirer des appréhensions, c'étaient les relations qu'il allait avoir à entretenir avec les chefs de l'armée et qui devaient empoisonner son existence. Pendant l'administration du duc d'Albe pourtant, il put remplir ses fonctions sans trop d'ennuis, bien qu'il détestât les Espagnols. Nous trouvons cette antipathie exprimée pour la première fois d'une manière bien caractérisée dans un mémoire qu'il remit, en 1573, au duc de Medina Celi, venu pour succéder au duc d'Albe et qui repartait en Espagne (6 octobre). Le tableau que Champagny y trace de la situation est la condamnation du système de la terreur appliqué depuis six années; tout catholique et fidèle sujet du roi qu'il est, il s'indigne de l'arrogance des Espagnols, de leur tyrannie, réclame l'exclusion des étrangers de tous les emplois et le rétablissement des anciens privilèges. Un an après, la mutinerie des soldats espagnols confirmait les craintes que lui faisait exprimer ce régime arbitraire. On a vanté, avec raison, l'activité et le courage qu'il déploya quand il vit la garnison de la citadelle faire cause commune avec les mutinés et se répandre dans la ville au mois d'avril 1574. Mais son énergie devait rester inefficace en présence de la faiblesse ou plutôt de la connivence tacite de Requesens, qui lui ordonna d'éviter toute rencontre et finit même par lui enjoindre de quitter la ville (27 avril).

Tandis que le grand commandeur traitait avec les mutinés, Champagny se rendait à Utrecht, avec son beau-frère, le comte de La Roche, gouverneur de la Hollande, pour y négocier, au sujet de la pacification, avec Marnix de Sainte-Aldegonde, alors prisonnier des Espagnols. Marnix, autorisé à aller conférer

avec le prince d'Orange et les Etats de Hollande à Rotterdam, fut chargé de réclamer en leur nom la sortie des Espagnols et la convocation des Etats généraux ; sur ces deux points, de même que sur celui de la religion, on reconnut bientôt que l'entente était impossible. Champagny trouvait qu'en matière religieuse on aurait pu néanmoins faire aux insurgés certaines concessions, pourvu qu'ils s'abstinsent de tout acte extérieur ; il aurait voulu qu'on dissimulât vis-à-vis d'eux, comme on dissimulait avec les Anglais, les Osterlins, les Allemands, sauf à tâcher de les convertir au moyen de bons prédicateurs et curés. Bien que cette manière de voir fût celle d'un grand nombre de catholiques qui n'étaient pourtant pas partisans de la liberté de conscience, Requesens fut scandalisé en entendant le gouverneur d'Anvers manifester un pareil esprit de tolérance à son retour d'Utrecht. Leur mésintelligence finit par aller si loin que le grand commandeur demanda l'éloignement de Champagny et que celui-ci, de son côté, pria le roi de lui accorder son congé ; les affaires, écrivait-il le 20 août 1574, étaient réduites au point qu'il valait mieux pour lui de se retirer, « sans nous exposer inutilement plus » avant, avec peu de satisfaction de « ceux qui nous commandent et nul » fruit pour le public, ni au service de « Votre Majesté, ni à l'acquit de nos » consciences ».

Le 9 janvier 1575, nouvelles plaintes du grand commandeur au roi : Champagny blâme tout ce qui se fait ; la haine qu'il a conçue pour les Espagnols est terrible ; il ne s'entend ni avec Sancho d'Avila, châtelain d'Anvers, ni avec les chefs des gens de guerre qui occupent la ville. Afin de s'en débarrasser au moins momentanément, Requesens le chargea de porter en Espagne, avec Rassenghien, l'avis de la junte qui, au mois de novembre précédent, avait été convoquée pour délibérer sur les résultats des négociations avec les insurgés ; mais Champagny refusa, objectant qu'à Madrid il ne pourrait que déplaire en parlant librement de la tolérance reli-

gieuse, du renvoi des Espagnols et de la convocation des Etats généraux.

L'année suivante, il accepta d'aller à Londres négocier avec Elisabeth, afin d'obtenir qu'elle ne secourût pas le prince d'Orange. Dès la première audience, le 5 février, la reine fit nettement entendre qu'elle ne s'allierait pas avec Philippe II aux dépens de la liberté des Pays-Bas. Au fond, il ne déplaisait pas à l'envoyé de Requesens de l'entendre déclarer que ces pays devaient être gouvernés par les naturels et tenir contre les Espagnols des propos très aigres, que l'ambassadeur semble trouver un malin plaisir à rapporter, ce qui faisait dire à Roda et à ses amis qu'il diffamait leur nation. Champagny espérait tirer bon parti de son ambassade, quand la mort du grand commandeur, le 5 mars 1576, vint mettre fin à sa mission.

Après avoir fait son rapport au Conseil d'Etat, il se disposait à retourner à Anvers quand surgit entre lui et le comte Annibal d'Altaemps, qui commandait un régiment allemand dans cette ville, un différend qui prit bientôt un caractère des plus aigus. Le comte avait reçu pendant l'absence de Champagny la garde de la ville et ne prétendait y renoncer que sur un ordre exprès du roi. Le Conseil d'Etat prit fait et cause pour Champagny ; mais comme il ne pouvait licencier le régiment, à qui on devait un fort arriéré, il décida de laisser provisoirement les choses en l'état et engagea Champagny à prendre patience, ce qu'il prit pour une injure. Il finit cependant par rentrer à Anvers au mois de juillet, après qu'on eût contenté une partie des compagnies du comte d'Altaemps, qui furent ainsi congédiées.

Les deux années qui suivent forment l'époque la plus troublée de son existence. En contact journalier avec les chefs de l'armée espagnole, maîtres de la citadelle, avec le fameux Roda, qui a la prétention de représenter à lui seul le gouvernement légal, qui encourage l'indiscipline des gens de guerre, tient avec eux des conciliabules, correspond avec le roi, à sa confiance, Champagny se plaint de ne plus compter, de n'être plus

qu'un objet de mépris dans son gouvernement; il s'irrite de la mollesse du Conseil d'Etat : « Si les Etats et le « peuple de Bruxelles, lui écrit-il, le « 13 octobre 1576, sont de si difficile « persuasion en choses raisonnables, je « ne sais ce que nous devons espérer, où « nous devons recourir... Plus avant « nous allons, nous nous trouvons sans « port en une si grande tempête ». La tempête ne tarda pas à éclater. Le 4 novembre, les Espagnols de la citadelle, unis aux mutinés d'Alost, se ruent sur la ville et va se réfugier, avec le marquis d'Havré, près du prince d'Orange, à Middelbourg. Son hôtel fut mis au pillage : il estime à 60,000 écus d'or la perte qu'il éprouva dans la furie d'Anvers.

Peu de temps auparavant, ses services rendus à la cause commune lui avaient valu d'être naturalisé Brabançon. C'est ainsi, et non par intrigue et sans droit, comme on le prétendit plus tard, qu'il siégea aux Etats généraux; c'est également grâce à cette nouvelle qualité qu'il fut un des promoteurs de l'union de Bruxelles, fit partie de la députation envoyée à don Juan au mois de décembre et contribua aux arrangements qui aboutirent, le 12 février 1577, à l'Edit perpétuel. Dans ces négociations, Champagny avait qualifié durement la conduite des Espagnols; son insistance à réclamer le châtement de leurs excès avait irrité don Juan et provoqué entre eux une altercation des plus aigres, dont on trouve l'écho dans ce passage d'une lettre du prince au roi : « Il y eut là-dessus tant « de propos échangés, Champagny se « montra si impertinent que Votre Ma- « jesté doit me tenir compte de ma patience. J'avoue que je ne pus être assez « maître de moi pour ne pas changer de « couleur. Je répétais que Votre Majesté « leur rendra justice et les favorisera. « Vous surtout, Champagny, ajoutai-je,

« et toute votre maison avez reçu assez « de preuves de ses bonnes dispositions ». Malgré leur antipathie, ils ne se brouillèrent pas ouvertement. Le 24 juillet 1578, quand don Juan rompit avec les Etats, Marnix chercha à entraîner Champagny dans le mouvement révolutionnaire. « Le premier qui avertit à Bruxelles la retraite au château de Namur « de don Juan et les circonstances, écrit « celui-ci, fut Aldegonde, qui bien tard « me vint trouver le mesme soir avec un « des principaux, pensant persuader que « ce qui convenoit aux Pays-Bas estoit « se cantonner, et fut jusques au jour « disputant cest axiome, auquel il doutoit « bien que je contrediroy plus que nul « autre, comme je fis sur ce qu'il dit que « la tyrannie espagnole, advouée du roy, « avoit delivré tous les sujets du serment « qu'ils lui avoient de fidelité ... Sur « cela, je dis que cette alégation pouvoit « estre l'opinion de ceux qui avant qu'il « y eût des Espagnols au pays s'estoient « rebellés, mais que je ne croyois jamais « que les catholiques imputassent leur « roy, quand bien ils se plaindroient du « gouvernement passé, qu'il en eût approuvé les désordres ... Sil (Marnix) « partit mal content. Aussi ne desista-t-il de sa poincte, que je rabatis encore « une fois par mes lettres plus ample-ment dois Bruxelles aux estats qui « avoient suivi le prince d'Orange en « Anvers, ce qu'avançat possible ma « prison ».

C'est donc avec raison que Champagny, accusé par don Juan d'être de ceux qui l'avaient forcé de se retirer à Namur, protestait énergiquement dans une lettre du 23 décembre 1577, qui se termine par cette sortie violente : « Ces « pays sont dans le plus grand danger si « Votre Majesté n'y remédie par le rappel du sr don Juan, dont le peuple se « méfie tellement qu'il se tourne vers « l'archiduc Mathias, ne trouve bon que « ce qui est fait par le prince d'Orange « et n'attend son salut que de lui. « Quoique les bons fassent tout ce qu'ils « peuvent et verseroient la dernière « goutte de leur sang pour la religion, « il n'y a personne qui ne soit décidé à

« ne pas tolérer les oppressions passées
« et ceux qui les peuvent favoriser ».

Brouillé avec don Juan, il n'en persista pas moins à réclamer le respect de la pacification de Gand, de la religion catholique, de l'autorité du roi, refusa de donner son approbation, sans la ratification des provinces, à l'élection du prince d'Orange en qualité de ruwaert de Brabant, protesta contre la conduite des chefs de la révolution à Gand. Son attitude le rend suspect au prince et au comité des Dix-Huit, qui dirige le parti populaire à Bruxelles. Les « bons bourgeois de Bruxelles » — c'est le nom que se donne le comité — exigent son exclusion de l'assemblée des Etats et du Conseil d'Etat; dans un factum à l'appui, ils le représentent sous les plus noires couleurs, le chargent d'une quantité de méfaits qu'il n'a pas commis. Champagney est écarté du Conseil en même temps que le président Sasbout; on lui enlève le régiment des gens de pied dont, en vertu d'une patente des Etats, il avait été nommé colonel à la suite de la détention de Gaspard de Robles, seigneur de Billy, et à la tête duquel il avait combattu à Gembloux, le 31 janvier 1578. Ce qui acheva de le perdre, c'est une requête qu'il présenta au collège communal, avec d'autres personnages notables, à l'effet de « donner ordre sur le fait des prêches, dont tout le monde se trouvoit altéré ». On l'accusa de préparer un coup de main. Le 17 août 1578, sa maison fut mise à sac. Lui-même nous raconte ainsi l'événement dans un de ses mémoires : « Les sectaires assaillirent mon logis par tumulte populaire et par la faittardise d'aucuns principaux catholiques, qui faillirent de cueur et à moy leur parole, auxquels j'avoy acquis tel avantage à Bruxelles (voire en la garnison allemande) que, s'ils eussent eu quelque valeur, nous y estions les maistres; mais abandonnant la ville en cest enfract, il me fallut sauver de ceste furie... m'estant estropié à sauter des murailles, de maison à autre. » On promit 300 florins à qui le livrerait; lui-même vint se présenter aux échevins le 18.

Des délégués de la commune de Gand, alors à Bruxelles, le réclamèrent, sous prétexte de le confronter avec les seigneurs et les ecclésiastiques détenus au Princenhof, et le magistrat le livra, bien qu'il invoquât sa qualité de citoyen et prétendit qu'on le traitait contre les privilèges du Brabant. « Et ainsi », dit l'auteur des *Mémoires sur les troubles*, « mené prisonnier vers Gand de quelques soldats dudit Bruxelles, trouvèrent en chemin quelques soldats dudit Gand qui le vindrent recevoir... Et y estant entré, le peuple illecq se prit à crier en thiois : Daer is de lands veraeder! Disant aucuns d'eux qu'ils le vouloient avoir mort et laver leurs mains en son sang... Le sieur de Ryhove fit tout devoir de les apaiser, si que la fureur cessa... Il fut constitué prisonnier au chastelet de Gand sans avoir reçu aucun mal d'aucuns gens hors que de quelque peu de fange que aucuns d'entre icelluy peuple ruèrent après lui, étant mené dans un chariot par la ville vers ledit chastelet ».

Arrivé à Gand, le 19 août, il fut détenu d'abord dans l'hôtel de Ryhove (v. *Biographie nationale*, vo Kethulle (La)), puis transféré à la Cour du Prince. Il y était depuis cinq mois quand un acte de la commune, fait sous la garantie du prince d'Orange (19 janvier 1579), autorisa le transfert à Termonde des personnages détenus avec lui, pour être de là dirigés vers le pays de Clèves, où ils devaient rester, comme en terre neutre, jusqu'à ce que leur procès eût été terminé; mais Ryhove, gouverneur de la ville, les y retint, et le procès n'eut pas de suite.

Dans plusieurs de ses mémoires, Champagney note les impressions qu'il avait conservées de son emprisonnement, et les sentiments d'angoisse qu'il avait éprouvés plus d'une fois à l'idée du dernier supplice qui l'attendait. Un jour, à Termonde, Ryhove avait envoyé son lieutenant avec ordre de l'exécuter; mais cet officier se demanda si un ordre de Ryhove suffisait pour mettre un homme à mort, et ce scrupule sauva le condamné.

Un autre jour, il resta plus de deux heures avec les évêques d'Ypres et de Bruges au pied de l'arbre auquel ils devaient être pendus. Un avis que Ryhove attendait de Gand ne vint pas. Un autre moment d'anxiété fut celui où, le 16 juin 1579, pendant la nuit, il s'échappa de sa prison avec d'autres prisonniers, fut repris à Nevele et ramené à Gand, le 17.

On croirait à peine qu'au milieu de toutes ces misères, de toutes ces trances, il ait trouvé des moyens de satisfaire son invincible besoin d'agitation, d'intriguer, de se mêler aux événements politiques. Plus tard, il s'en faisait gloire : « En prison, écrivait-il, quelque hasard que je courus, si ne laissasse d'y procurer tout ce que je pouvoy pour avancer le service de Sa Majesté et pour ramener ses rebelles à son obéissance si avant qu'ayant persuadé Embise, nous esbranlames Bruges, et eut suivi toute la Flandre si Embise ne se fût perdu si mal à propos qu'il fit ». C'est pendant cette campagne menée avec Hembyze qu'il aurait rédigé un factum des plus violents, dirigé alors contre le prince d'Orange et ses partisans, sous ce titre : *Advis d'un bon bourgeois de la ville de Gand qui resent amèrement des calamités de sa ville, du conté de Flandres et en fin de tous les Pais bas...*, écrit le 15 mars 1582, imprimé, sans indication de lieu, en 1583. On y accuse les patriotes de traiter plus barbarement les Pays-Bas que ne l'ont fait les Espagnols, de vouloir établir la tyrannie du prince d'Orange, que l'auteur traitait d'hypocrite, athée, Machiavel, mari de deux femmes ensemble, qui a professé quatre religions différentes, dont l'art est de nourrir des dissensions et des jalousies, couard, ambitieux, cupide, ennemi de la Flandre, comme l'ont été tous les comtes de Nassau. Suivant une lettre de Morillon, du mois de juillet 1582, il aurait été reconnu l'auteur de ce pamphlet et chargé de fers aux bras et aux jambes.

La réconciliation de Gand (17 septembre 1584), à laquelle il avait activement travaillé, vint enfin mettre un

terme à sa longue détention : il fut échangé contre Gilles Borluut, prisonnier des Malcontents. En récompense de ses services, Alexandre Farnèse lui confia le commandement de la citadelle, où il plaça une garnison wallonne. Au mois de septembre de l'année suivante, il lui rendit le gouvernement de la ville d'Anvers. Il voulait reconstruire la citadelle, mais avec l'assentiment du magistrat, qui fut obtenu, grâce à la « rhétorique » du gouverneur.

En 1588, Champagney prit part aux conférences de Bourbourg entre les envoyés d'Elisabeth et ceux de Philippe, conférences où les deux parties montrèrent peu de sincérité. Les conférences ne prirent fin qu'au moment où l'Armada se dirigeait vers la Manche. Van Meteren raconte que Champagney ne cacha pas l'irritation que lui causait la duplicité des Espagnols. Un autre motif de mécontentement, bien autrement grave, c'est la décision qu'avait prise Alexandre Farnèse, au commencement de 1586, de le décharger du gouvernement de la ville d'Anvers. Il exhale sa rancune en critiquant, avec la plus grande vivacité, l'administration du duc de Parme; dans un discours sur les affaires des Pays-Bas, écrit en 1590, il l'accuse de gouverner sans justice et sans ordre : « il laisse dévorer ces Etats au gré des étrangers et absorber la substance du pays sans profit pour le roi; les nullités, en crédit près de lui, rongent jusqu'à la moelle les villes rentrées sous l'obéissance; l'ennemi parcourt et pille tous les territoires comme il lui plaît; tous indistinctement, prélats, nobles et vains, non seulement murmurent contre lui, mais jettent les hauts cris ».

Moins endurant que ses prédécesseurs, Farnèse prit le parti de couper court à ces récriminations d'un « personnage plus disposé à introduire l'altération et la confusion dans les affaires qu'à y établir le calme et le bon ordre ». Le 14 octobre 1592, il le mit en demeure de quitter Bruxelles dans les huit jours, de se retirer en sa maison de Bourgogne et de n'en bouger sans autorisation du roi ou du gouverneur général. Cette injonc-

tion plongeait Champagney dans une véritable stupeur. Il courut au couvent des capucins, supplia le supérieur de le recevoir dans son ordre; on lui objecta son âge et l'état de sa santé. Il se tourna vers les Pères de l'observance de Saint-François; ici, également, on fit des difficultés; on lui conseilla de se présenter à la maison de Louvain; mais c'est précisément ce qu'il ne voulait pas: son but était de gagner du temps pour faire rapporter l'ordre de Farnèse. Ses instances n'aboutissant pas, il dut s'exécuter (octobre 1592). Quelques semaines après son départ, le prince de Parme mourait. Champagney espéra rentrer en faveur; il écrivit en Espagne, dans les Pays-Bas, multipliant les notes, les mémoires justificatifs, les appels aux personnages influents sur la bonne volonté desquels il croyait pouvoir encore compter; mais en vain. En attendant, il s'était établi à Dôle. Chevalier d'honneur au parlement de cette ville, il entreprit de réformer les abus qui s'étaient introduits dans l'administration des domaines royaux et finit par se brouiller avec la Chambre des comptes, le Conseil des finances, presque tous ceux que ses fonctions mettaient en rapport avec lui.

Dans les notes qui accompagnent son analyse des mémoires et lettres de Granvelle, dom Anselme Berthod fait remarquer que Champagney n'avait pas la souplesse, la prudence qui distinguaient ses frères, le cardinal et M. de Chantonay: il était trop vif, trop fougueux, voulait l'emporter sur ses égaux, souvent même sur ses supérieurs. « Il faut avouer », ajoute-t-il, « qu'il voyait souvent très bien les choses et qu'en bon politique il devinait presque les événements; mais la passion et la vivacité avec lesquelles il s'exprimait ôtaient tout mérite aux représentations qu'il faisait sans cesse ». Ces réflexions sont justes. On pourrait ajouter que le malheur de Champagney a été de se trouver en contact avec une nation qui lui était antipathique. Il le sentait. « Je confesse », écrit-il, « que j'allais à mon regret au Pays-Bas, sachant quel y est

« le gouvernement général et que je m'y trouveroy empesché quand je m'y seroy employé de mon mieux, pour ce que je ne scavoys ni ne vouloy flatter ». S'il détestait les Espagnols, ceux-ci lui rendaient la haine qu'il ressentait pour eux. « Dieu rendrait un grand service », écrivait, le 22 mars 1577, Escovedo au roi, « en enlevant Champagney de ce monde. Si je vais par là, je tâcherai de l'expédier sans qu'on s'en aperçoive ». Et don Juan, dont Escovedo était le confident, exprimait quelque temps après (21 juin), dans une lettre au roi, l'avis que ce serait faire chose utile que « d'ôter la vie à Champagney et à d'autres qui favorisent ses mauvais desseins ». On comprend que le cardinal, son frère, plus prudent, ait fini par l'abandonner à son sort. Il s'est fait et à nous », écrivait-il au prieur de Belle-Fontaine, le 3 mars 1577, « du mal beau coup pour estre tant de son opinion, et sont les choses en termes qu'il est dangereux de se mêler de ses affaires ».

En 1860, de Robaulx de Soumoy a publié un choix de ses écrits, en un volume, qui contient: A. *Recueils d'Arétophile*, réimpression du volume, publié à Lyon en 1578, dans lequel l'auteur justifie sa conduite comme gouverneur d'Anvers en 1574 et 1576. — B. *Mémoires divers: Discours sur l'état des Pays-Bas et son redressement*, donné au duc de Medina Celi lorsqu'il partit des Pays-Bas vers Espagne, 1572. — 2. *Discours sur les affaires des Pays-Bas*, 1589. — 3. *Discours sur ses affaires particulières*, 1591. — C. *Lettres* (23) du seigneur de Champagney au grand commandeur de Castille et au Conseil d'Etat pendant sa mission en Angleterre, 18 janvier-23 mars 1576. Cette publication est bien loin de comprendre ce que l'on possède d'écrits intéressants de Champagney. Ses lettres et mémoires, qui se trouvent à Besançon, ne forment pas moins de six volumes, dont il existe une analyse à la Bibliothèque royale de Bruxelles.

ERN. GOSSART.

Mémoires de Frédéric Perrenot, sieur de Champagney, 1573-1590, avec notice et annotations par A.-L.-P. de Robaulx de Soumoy (Bruxelles,

1860. Collection de mémoires relatifs à l'histoire de Belgique, publication n° 6). — (Dom Prosper Levesque), *Mémoires pour servir à l'histoire du cardinal de Granvelle*, t. I. — *Correspondance de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas*, publiée par Gachard, t. II-V. — *Correspondance du cardinal de Granvelle*, publiée par Ch. Piot, t. VII-XII. — Groen van Prinsterer, *Archives de la maison d'Orange-Nassau*, t. V-VI. — Kervyn de Lettenhove, *Relations politiques des Pays-Bas et de l'Angleterre*, t. VIII. — *Nueva coleccion de documentos ineditos*, t. II, p. 304-307. — Gachard, *Actes des états généraux des Pays-Bas*, 1576-1585. — Kervyn de Volkaersbeke et Diegerick, *Documents historiques inédits concernant les troubles des Pays-Bas*, 1577-1584. — *Bijdragen tot de oudheidkunde en geschiedenis, verzameld door H.-Q. Janssen en J.-H. Van Dale*, vijfde deel. — *Correspondance de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas*, 1577-1596, copies de Simancas. Archives générales du royaume, cartulaires et manuscrits, nos 187 bis. — *Analyse des six volumes des mémoires de Champagney à Besançon*, par dom Berthod, avec des notes et des remarques du même. Bibliothèque royale de Bruxelles, manuscrit n° 16094-16095, f°s 262-282. — *Lettres originales de Marguerite de Parme avec des lettres de M. Perrenot de Champagney*, 1592-1597. *Ibid.*, nos 16084-16086. — *Correspondance de Champagney*, 1589-1596. *Ibid.*, nos 12962-12970. — Dom Anselme Berthod, *Analyse des mémoires et lettres de Granvelle*. *Ibid.*, n° 16407.

PERRENOT DE GRANVELLE (*Nicolas*). Voir GRANVELLE.

* **PERRENOT** (*Thomas*), comte de Cantecroix, seigneur de Chantonay, diplomate, né, le 4 juin 1521, à Besançon, mort au mois de février 1571, dans la même ville et pas à Anvers, comme l'écrivent Levesque et Weiss; deuxième fils de Nicolas Granvelle. Il épousa, le 13 septembre 1549, Hélène de Brederode, fille de Renaud et sœur du fameux Henri. Ce mariage coïncidant avec les fêtes organisées pour la réception du prince Philippe, fils de Charles-Quint, à Anvers, fut célébré avec un éclat extraordinaire : non seulement la reine Marie de Hongrie, gouvernante des Pays-Bas, dont Hélène était dame d'honneur, y assista, mais l'autre sœur de l'empereur, Éléonore, reine douairière de France, et Philippe l'honorèrent de leur présence. Un tournoi eut lieu sur le passage du cortège nuptial, à l'endroit où s'élevait un des nombreux échafauds dressés sur tous les points de la ville, celui des monnayeurs : deux groupes de douze chevaliers, après avoir ferraillé d'estoc et de taille, furent atta-

qués par cinquante arquebusiers espagnols, qui prirent les vingt-quatre champions entre deux feux et les obligèrent à quitter la place, laissant, dit Calvete de Estrella, les reines, le prince et leur suite enchantés de leur habile audace comme de la bravoure des chevaliers.

D'abord attaché à la maison de Charles-Quint en qualité de gentilhomme de bouche, gouverneur (*ayo*) et chambellan de l'archiduc Maximilien, puis majordome de la maison de Philippe, Thomas Perrenot, après avoir été chargé de diverses missions temporaires, fut ambassadeur ordinaire du roi d'Espagne en France et en Allemagne, capitaine et juge royal à Besançon et *par-dessus* (directeur) de la saline de Salins.

La politique internationale de Philippe II a eu, pendant tout son règne, un caractère agressif et intransigeant : outre qu'ils avaient à maintenir les droits d'une puissance qui jouait le rôle d'Etat prépondérant, les représentants du roi d'Espagne étaient les ministres du champion attitré du catholicisme en Europe ; de là, leur intervention dans les questions intérieures les plus délicates, des démêlés, des conflits continuels. Il en fut ainsi pour Chantonay, pendant tout le temps qu'il résida en France. Quand Catherine de Médicis, qui gouvernait pour son fils mineur, marqua l'intention de composer avec les huguenots, Philippe II ne se borna pas à lui faire des représentations, mais soutint et excita les catholiques exaltés. Comme Charles IX et sa mère se plaignaient des mauvais offices de son ambassadeur, qui intriguait et prenait vis-à-vis d'eux des airs de commandement, le roi leur fit savoir que Chantonay était invité à se conduire plus discrètement (décembre 1561) ; il reconnaissait que lui et son frère « avoient le naturel » un peu revêche et que, pour cette cause, « il sembloit qu'ils voulsissent escorcher » alors qu'ils eussent intention de gratifier. Cela n'empêcha pas Philippe de le charger d'adresser peu de temps après une remontrance sévère à la reine à l'occasion de la publication de l'édit

de Saint-Germain, qui accordait le libre exercice de la religion aux calvinistes hors de l'enceinte des villes (janvier 1562).

En transmettant à Catherine les représentations de son maître, Chantonay lui écrivait, le 22 avril 1562 : « Pour être chrétien et serviteur du maître à qui je suis, je n'ai pu, en cette occasion, « délaissier de lui (à la reine) déclarer ce « que dessus ». La reine et son fils protestaient, soutenaient qu'ils avaient le droit d'être maîtres chez eux, faisaient tenir des propos désagréables au sujet de Chantonay, à qui on disait qu'ils avaient « rivé ses clous ». Dans un entretien avec lui, le 2 janvier 1564, ils lui déclaraient « avoir tant connu de « ses mauvais offices qu'il leur était devenu désagréable et encore plus suspect », qu'ils avaient perdu patience et réclamé son rappel. Philippe, en effet, venait de reconnaître que les offices de l'ambassadeur auraient pu être meilleurs et avait nommé à sa place don Francès de Alava (décembre 1563).

Chantonay partit détesté de tout le monde en France, du roi, de la reine, des huguenots et même des Guise, « tant mal voulu », écrivait sa femme le 20 novembre 1563, dans une lettre au cardinal de Granvelle, « qu'il est à « craindre qu'on ne lui fasse quelque « jour un mauvais tour ».

Étant à Bruxelles au commencement du mois de mars 1564, il accompagna en Bourgogne le cardinal, invité à cette époque à s'éloigner des Pays-Bas, puis il se rendit en Espagne. Bien que désigné, dès le 18 novembre 1563, pour aller représenter le roi près de l'empereur, il n'arriva à Vienne que le 25 mars 1565. Ici, Chantonay se trouvait dans un milieu sympathique : depuis sa jeunesse, il était en relations avec Maximilien, devenu récemment empereur ; il était versé dans la langue allemande et connu des hommes d'État avec lesquels il allait être appelé à traiter. L'empereur fit au nouvel ambassadeur un accueil très cordial ; mais il était à craindre que cette bonne entente ne fût bientôt troublée, ici

comme en France, par la question religieuse. Sans avoir rompu ouvertement avec le catholicisme, Maximilien professait des opinions luthériennes, favorisait les protestants, en avait dans son entourage et même à son service ; on le savait partisan décidé de la communion sous les deux espèces. Quand Chantonay arriva à Vienne, l'empereur était en instance afin d'obtenir du pape le mariage des prêtres dans ses États. Le cardinal Delfino, légat, appuyait ses vues ; Chantonay, d'accord avec le roi, le fit rappeler et s'entendit avec le nonce pour empêcher l'empereur d'arriver à ses fins. Le rôle joué alors par l'ambassadeur indisposa Maximilien, qui se plaignit à Philippe. Le 6 mars, 1569, celui-ci écrivit à Chantonay : « Je crois bien que cela « doit provenir des mauvais offices de ses « flatteurs, à qui il donne plus de crédit « qu'il ne convient, et aussi de ce que « vous, avec le zèle que vous avez pour « mon service, devez avoir dit d'eux ; « toutefois, il m'a paru bon de vous en « avertir pour que vous voyiez avec qui « vous parlez, qui vous fréquentez, à qui « vous vous fiez. Tâchez de faire avec « prudence ce qui convient, pour que « l'empereur n'ait pas occasion de se « plaindre de vous ». Il n'est pas douteux que l'occasion se serait représentée si, cette année même, Chantonay, dont la santé était fortement ébranlée, n'avait demandé son congé, qui lui fut accordé le 12 janvier 1570. Dans une lettre qu'il lui écrivit à cette date, Philippe annonçait la prochaine arrivée de son successeur, le comte de Monteagudo.

En quittant l'Autriche, Chantonay alla à Prague représenter Philippe II (mai 1570), aux fiançailles de la princesse Anne, fille de Maximilien, que le roi allait épouser ; de là, il se rendit à Spire et prit part aux travaux de la diète avec les députés du Cercle de Bourgogne. A la fin du mois de décembre, il se mit en route pour Besançon, comptant passer ensuite dans les Pays-Bas où Philippe II lui destinait la charge de gouverneur d'Anvers, quand, au mois de février 1571, peu de jours après son arrivée dans sa ville natale, il

mourut des suites de la fatigue du voyage, de la goutte et d'un rhumatisme violent.

Son fils, François Perrenot, dont il est question dans la correspondance du cardinal de Granvelle, mourut jeune, après une vie licencieuse. Il avait été pourvu d'une riche commanderie en Espagne, fit ses preuves pour y entrer, mais il se montra assez mal dans le noviciat. Dom Berthod, à qui nous empruntons ces détails, ajoute qu'étant parti furtivement contre l'ordre de ses supérieurs, il perdit ainsi tous les avantages qu'il pouvait retirer de ce bénéfice. Son inconduite toucha vivement le cardinal.

On trouve à la Bibliothèque de Besançon onze volumes de lettres et mémoires de Chantonay, écrits pendant le temps de ses ambassades en France et en Allemagne.

ERN. GOSSART.

Dom Prosper Levesque, *Mémoires pour servir à l'histoire du cardinal de Granvelle*, t. I. — Gollut, *Mémoires de la république séquanais*. — Weiss, *Papiers d'état du cardinal de Granvelle*. — *Correspondance du cardinal de Granvelle*, publiée par E. Pouillet, t. I. — *Lettres de Catherine de Médicis*, publiées par H. de La Ferrière, t. I et II. — *Mémoires de Condé* (Londres, 1743), t. II. — Gachard, *Correspondance de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas*, t. I et II. — Id., *La Bibliothèque nationale à Paris*, t. II. — Groen van Prinsterer, *Archives de la maison d'Orange-Nassau*, t. I. — *Colección de documentos ineditos*, t. CI, CIII, CX. — *Venetianische Depeschen vom Kaiserhofe*, t. II, III. — *Analyse des mémoires et lettres du cardinal de Granvelle*, qui se trouvent à Besançon, faite par dom Anselme Berthod. Bibliothèque royale de Bruxelles, manuscrit n° 46407. — *Lettres écrites à la duchesse de Parme par son ambassadeur en France*, 1559-1560. Archives générales du royaume à Bruxelles, cartulaires et manuscrits, n° 489. — *Recueil des correspondances de Marguerite de Parme avec l'ambassadeur du roy d'Espagne en France*, années 1560 à 1563. *Ibid.*, même fonds, n° 491.

PERRET (Clément), calligraphe bruxellois de la seconde moitié du XVII^e siècle. Nous n'avons d'autres renseignements sur lui que ceux qu'il nous fournit lui-même dans ses deux recueils de modèles de calligraphie, intitulés : 1. *Exercitatio alphabetica nova et utilissima, variis expressaliquis et characteribus : raris ornamentis, umbris, et recessibus, picturæ architecturæque speciosa : nusquam ante hac edita. Clementi Perreti Bruxelani, nondum 18 annum egressi, industria.*

Anno 1569. Anvers, Chr. Plantin, 1569; pet. in-fol. obl., 35 pll., dont la dernière contient le privilège concédé à Plantin, le 13 février 1569 (Bruxelles, bibl. royale; Anvers, musée Plantin, etc.). — 2. *Eximia peritiæ alphabetum, complura graphica exemplaria continens, totidemque diversarum literarum characteres, septem diversis linguis expressos...* Clemens Perret Brabantius scribebat, ætatis suæ XX. Anno 1571. S. l. n. n.; pet. in-fol. obl., 35 ff. (Berlin, bibl. du Kunstgewerbe Museum). Ces titres nous apprennent que Clément Perret était Bruxellois, qu'il n'avait pas plus de 18 ans en 1569 et qu'il en avait 20 en 1571; il était donc né en 1551. A partir de la publication de son second recueil, on perd toute trace de lui, ce qui permet de supposer qu'il doit être mort jeune. Il était vraisemblablement apparenté à Etienne Perret et à Pierre Perret, dont les notices suivent; c'est notamment au premier que Plantin remet les sommes provenant de la vente des modèles de Clément Perret. Il est assez probable aussi qu'il était maître d'école, mais rien ne nous autorise à admettre l'assertion de Nagler concernant son séjour à Paris, de 1560 à 1570.

Ce manque de renseignements est d'autant plus regrettable que les œuvres de Perret sont du plus haut mérite, et qu'elles se classent en toute première ligne parmi les nombreux recueils de modèles d'écriture publiés pendant la seconde moitié du XVII^e siècle, et au commencement du XVIII^e siècle. Leur valeur calligraphique se rehausse, en effet, d'un grand intérêt artistique, grâce aux cartouches décoratifs dont Perret a entouré ses exemples, du moins dans l'*Exercitatio alphabetica*. Ces compartiments richement ornés révèlent une imagination féconde servie par une main habile; les agencements sont des plus élégants, et les jeux d'ombre et de lumière fort remarquables. Les cuirs découpés et enroulés sont agrémentés de guirlandes et de grotesques du plus heureux effet. Leur composition appartient bien à Perret, car celui-ci a

pris soin de spécifier, sur le titre de l'*Exercitatio*, qu'il est l'auteur non seulement des exemples d'écriture, mais aussi des cartouches, et il insiste même sur les ornements, les creux et les ombres. Nous ignorons cependant s'il les a gravés lui-même : les modèles calligraphiques ont été reproduits par le burin de Corneille de Hooghe, car les planches 1 et 34 portent la signature : *Cornelius de Hooghe sculptor literarum* ; il s'ensuivrait, *a contrario*, que Perret a gravé les cartouches. Il faut cependant noter que, sur la première feuille, figure un monogramme ATA, que nous n'avons pu réussir à identifier.

Quoi qu'il en soit, l'œuvre a une grande importance, et elle n'a pas été suffisamment appréciée jusqu'à présent. Il convient de rendre désormais à Clément Perret la place qu'il mérite d'occuper dans la glorieuse pléiade de ce qu'on appelle la Renaissance flamande, non à la suite, mais à côté de Vredeman le Frison, de Marc Gheeraerts et de Jean Doetecum.

Paul Bergmans.

Les œuvres de Cl. Perret. — Fr. Sweertius, *Athenae belgicae* (Anvers, 1628), p. 179. — Chr.-G. Jöcher, *Allgemeines Gelehrten Lexicon*, t. III (Leipzig, 1751), col. 1401-2. — G.-K. Nagler, *die Monogrammisten*, t. II (München, 1860), p. 208. — D. Guilhard, *les Maîtres ornementistes* (Paris, 1880), p. 487. — J.-W. Bradley, *a Dictionary of miniaturists*, t. III (Londres, 1889), p. 56. — *Katalog der Ornamentisch-Sammlung des Kunstgewerbe Museums* (Berlin), t. I (Leipzig, 1894), p. 363. — Archives du musée Plantin-Moretus, à Anvers ; extraits communiqués par M^r Max Rooses.

PERRET (*Etienne*), homme politique et littérateur du XVII^e siècle. Wagenaar et autres l'appellent Paret, par erreur, pensons-nous. Un autographe de notre collection porte la signature « Estienne » Perret ». Né à Anvers, il quitta cette ville pour se fixer à Rotterdam pendant le gouvernement de Leycester, dont il devint un des plus fidèles adhérents. Il se lia avec le triumvirat Prouinck, Daniel de Borchgrave et Reingout et particulièrement avec ce dernier. Il fut son principal agent financier et se livra à des opérations qui paraissent n'avoir pas toujours été saines. Un jour, à Rotterdam, il invec-tiva publiquement, à table, les Etats

de Hollande. Francken, pensionnaire de Gouda, et ami de Barneveld, était présent. Il entendit Perret dire, entre autres, que tous les membres des Etats n'étaient que des farceurs (*lorredraaiers*), mais que le pays avait un chef qui saurait les forcer à rendre leurs comptes. Francken rapporta ces énonciations aux Etats de Hollande. Perret fut arrêté (16 août 1586) ; on découvrit dans ses papiers la preuve des tripotages des Reingoudistes ; il parut même en ressortir que Leycester n'était pas sans en avoir connaissance et qu'il cherchait à mettre les finances du pays sous son autorité exclusive. Les Etats de Hollande envoyèrent aussitôt un monitoire pressant au Conseil d'Etat d'Utrecht, afin de se saisir de Reingout, l'homme que les papiers de Perret avaient le plus sérieusement compromis. Il se sauva au camp de Leycester (septembre 1586).

Perret fut détenu jusqu'à l'année suivante à la *Voorpoort*, à La Haye. Pendant sa détention, il écrivit à Hotman, un des secrétaires de Leycester, pour le prier d'intervenir en sa faveur auprès du gouverneur général dont il désirait pouvoir être reçu « afin de l'avertir en « secret de choses qui concernent en « tout l'assurance de sa réputation et « personne et ses entreprises de guerre » (26 juillet 1587, « des prisons de « La Haye »). Il fut relaxé peu après par la cour sous la promesse que, s'il en était requis dans la quinzaine, il comparaitrait à nouveau devant les juges. Deux ans plus tard, il fut condamné par la cour à confesser publiquement qu'il éprouvait un sincère repentir d'avoir parlé contre les Etats. Il est permis de penser qu'il vécut depuis lors en bons termes avec le pouvoir. Il renonça à la politique et s'occupa de poésie.

En 1578, il publia l'ouvrage suivant : *XXV fables des animaux, vray myroir exemplaire par lequel toute personne raisonnable pourra voir la conformité et vraye similitude de la personne ignorante aux animaux et bestes brutes*. Anvers, Chr. Plantin, 1578 ; in-fol.

L'ouvrage était en réalité la traduction partielle, en vers français, d'un

recueil de fables flamandes, imitées d'Esopé, que l'auteur, Edouard de Dene, membre de la Société de rhétorique de Bruges, avait publié à Bruxelles en 1567, avec de superbes planches à l'eau-forte gravées par Marc Gheeraerts. Les vers de Perret, comme l'a fait spirituellement remarquer Walkenaer, sont écrits dans un français beaucoup plus flamand que français; mais elles n'en semblent pas moins avoir eu autant de vogue que l'original. Ainsi que l'a dit le *Mis de Queux de Saint-Hilaire*, l'ouvrage de Perret contient, non pas vingt-cinq fables, mais bien vingt-quatre, plus quelques vers de l'auteur au lecteur, servant de préface et tenant lieu d'une fable. Ces fables, écrites d'un style un peu barbare, avec force inversions et rejets, sont la traduction exacte de vingt-quatre fables choisies dans le recueil de De Dene et leur mérite littéraire est encore au-dessous de celui de l'original flamand; mais ce qu'il y a de plus curieux dans cet ouvrage, c'est que les gravures de Marc Gheeraerts, du livre de De Dene, ont été copiées presque servilement, quoique agrandies de plus du double, dans celui d'Estienne Perret, avec cette particularité à remarquer qu'elles sont copiées à l'envers, c'est-à-dire que le copiste a reproduit sur la planche les gravures de Gheeraerts telles qu'il les avait devant les yeux, sans songer que, gravées elles-mêmes, ces planches donneraient des épreuves renversées.

La moralité de la fable « De l'unique » Oiseau Phénix » peut donner une idée du *faire* de l'auteur :

Mortifions la chair caduque et périssable,
Par l'esprit du grand Dieu, qui a mis vie en nous
Et vivons par amour ensemblement très tous,
Christ nous redifiera en Phénix perdurable.

On cite des éditions de Dordrecht, Jean Berwaut, 1612, et de Delft, Adrien Gerards, 1618. En 1630, un peintre hollandais, Adrien Vande Venne, traduisit en flamand la traduction française qu'Estienne Perret avait faite des fables flamandes de De Dene et la publia sous ce titre : *Woudt van de wonderlicke sinne-fabulen der dieren, kunstich met levendighe ende aerdighe groote schoone*

Beelden nyt-ghedruckt. Rotterdam, Is. van Waesberghe, 1630; in-fol. Il donne de chaque planche l'explication en seize lignes, l'affabulation en huit lignes et termine par un texte de la Bible rimé en quatre vers. Cette traduction reparut en 1632 et 1633.

Baron Emile de Borchgrave.

Les historiens de la révolution des Pays-Bas au xvie siècle. — Vander Aa. — Frederiks et Vanden Branden, *Biogr. woordenboek. — Annales comitè flam. de France*, 1864, p. 169. — *Daniel de Borchgrave, procureur général au conseil de Flandre* (Gand et La Haye, 1899).

PERRET (Pierre), graveur, né à Audenarde, selon Basan; en 1549, selon Immerzeel. Double erreur, attendu que P. Perret vit le jour à Anvers en 1555. Il mourut à Madrid vers 1637. Ces points établis, nous constatons qu'à la réserve des indications fournies par l'œuvre du très intéressant artiste, les éléments d'information sur sa carrière sont des plus rares. Seuls, les auteurs espagnols nous renseignent quelque peu; c'est à eux que nous avons recours pour reconstituer, dans la mesure du possible, la vie du personnage. Probablement fils de Jean, cartier anversoïse, inscrit à la gilde de Saint-Luc en 1546, Pierre Perret franchit de bonne heure les Alpes pour devenir, à Rome, disciple du fameux graveur hollandais Corneille Cort. Au décès de celui-ci, arrivé en 1578, le jeune Anversoïse maniait le burin avec une remarquable dextérité; quelques-unes de ses planches, datées de 1579, en fournissent la preuve. Sans pouvoir en désigner d'antérieures, nous inclinons à ranger dans son œuvre certaines vues de monuments de Rome : le Panthéon, le Colysée, d'une surprenante précision, éditées par le même Van Schoel dont le nom apparaît sur des planches revêtues de la signature de Perret, également datées de la ville Eternelle. A quel moment prit fin le séjour du graveur en Italie? Nous ne saurions le préciser. Des estampes de 1580, 1581 et 1582 : le *Groupe du Laocoon*, l'*Antinoüs* du Vatican, l'*Allégorie de la Peinture*, d'après Jean Speckaert, virent le jour à Rome. Il en est d'autres, datées de 1579, notamment *Le Christ et*

la femme adultère, d'après Pierre Breughel le vieux, où figure l'adresse de l'éditeur anversoïse Pierre de Jode. On voit que les deux circonstances sont difficiles à concilier. Rentré au pays, Perret, nous dit Cean Bermudez, y fut au service du « Prince de Bavière » et de « l'Electeur de Cologne ». Ces deux personnages se confondent en la personne d'Ernest de Bavière, prince-évêque de Liège en 1581; électeur de Cologne en 1583, prélat que servit Otto Venius, dont plusieurs dessins ont été reproduits par notre graveur. A Anvers, Perret, dès avant l'année 1583, s'appliqua à la gravure d'une série de planches, très détaillées, d'élévations et de plans des diverses parties de l'Escorial. D'une exécution remarquable, ces belles estampes eurent pour point de départ les dessins mêmes de l'architecte Juan de Herrera, lequel, on peut le croire, les avait envoyés à Anvers par ordre de Philippe II pour y être reproduits. Pour élucider le travail de Perret, Herrera fit paraître, en 1589, un opuscule intitulé : *Sumario y breve declaracion de los diseños y estampas en la Fabrica de San Lorenzo el Real de l'Escorial. Sacado a Luz por Juan de Herrera, architecto general de Su Majestad y aposentador de su Real Palacio*. Madrid, 1589. Ce livre figure parmi les curiosités bibliographiques espagnoles. Extrêmement satisfait du travail, le roi, par une ordonnance du 22 décembre 1595, enjoignit au duc de Parme de faire, sans retard, passer à son service le graveur Perret, qu'au surplus il avait appris à connaître par d'autres travaux, notamment un portrait de sa sœur Doña Maria, impératrice douairière, retirée au couvent de las Descalzes Reales. L'effigie de la veuve de Maximilien II, morceau de grande rareté, appartenant au cabinet de Madrid, porte la date de 1585. La vue d'ensemble du monastère de l'Escorial fut rééditée en 1591 par Abraham Ortelius. Michel Vander Haeghen, un Flamand au service de Philippe II, composa un long poème latin explicatif. L'estampe a toutefois beaucoup perdu; des retouches en ont dénaturé le grand

style et le bel effet. En 1590 et 1591, Perret grava, toujours à Anvers, une suite de pièces : *Historia infantiae Christi*, d'après les dessins de Witdouck. Le talent de l'artiste s'y montre sous un jour beaucoup moins avantageux que dans les vues de l'Escorial, et très influencé encore par les théories de Corneille Cort. De Witdouck, l'auteur des compositions, nous ne savons rien. Porté sur la liste des maîtres de la gilde de Saint-Luc en 1594, en même temps que son ami Otto Venius, Perret n'allait point tarder à se mettre en route pour l'Espagne. Cean Bermudez désigne comme sa première planche gravée à Madrid, le portrait d'Ignace de Loyola, dans un ovale entouré de scènes de la vie du fondateur de la Compagnie de Jésus, estampe de toute rareté. Nous ne savons à quelle source en fut puisé le modèle. On ne doit pas la confondre avec l'image d'un autre jésuite, représenté de face, le front ceint de lauriers, dans un encadrement de style renaissance, avec les mots : *Agit in lucem veritatem tempus*. De forme rectangulaire, cette gravure porte la date de 1619, qu'il est permis d'envisager comme contemporaine de sa production. Ces portraits et d'autres encore, gravés en Espagne par Perret, sont tous extrêmement rares, et ne se rencontrent que dans les collections espagnoles. Sur un portrait de saint Romuald, *Verdadero retrato de S. Romualdo, vivo cxx*, daté de 1597, le nom de Perret est suivi du titre : *sculptor Regis*. De la même année date le précieux portrait de Juan de Herrera, dont un exemplaire est exposé dans la bibliothèque de l'Escorial. L'année de la production de cette estampe est celle même de la mort de l'illustre architecte. Cean Bermudez décrit longuement une allégorie, de la composition d'Otto Venius, gravée par Pierre Perret et par laquelle les deux artistes avaient voulu illustrer la carrière de leur ami Herrera. Cérès, Bacchus, Vénus et Cupidon se liguent pour attaquer le jeune homme, défendu par Minerve. La dédicace de P. Perret est faite à Herrera lui-même, très adonné au plaisir dans sa jeunesse. Une longue épître en vers

latins l'accompagne. Elle est de la plume d'Otto Venius, humaniste distingué. La composition d'Otto Venius, en peinture, appartient au musée de Cologne. D'autres gravures sont issues de la collaboration des deux artistes flamands. A citer, entre autres, l'allégorie intitulée : *Speculum Philippi II Hisp. et Ind. Regi consecr.* C'est un miroir, richement encadré, où apparaît Minerve, environnée de génies portant les attributs des vertus cardinales. Perret fournit en Espagne une longue et brillante carrière. Successivement au service de Philippe III et de Philippe IV, il fut très probablement en rapport avec Rubens, durant le séjour de celui-ci à Madrid, en 1630, et put assister à l'éclosion de plus d'un chef-d'œuvre de Velasquez. Un délicieux portrait, que décrit Cean Bermudez, représente un homme en buste, portant moustache et barbe; dans un cartel, ce distique :

*Conceptus tanti spirans genitoris imago
Æternum mentis præcinit ore suo,*

suivi de la dédicace : *Don Jo de Jauregui amico.*

Il s'agit du père de Juan de Jauregui y Aguilar, le peintre-poète, chevalier de Calatrava (1570-1640), l'ami de Lope de Vega. De ce dernier, Perret nous a laissé une très précieuse image, datée de 1625, dont l'épreuve, peut-être unique, appartient au cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale, à Madrid.

Bien d'autres productions du maître seraient à mentionner; bornons-nous à renvoyer les curieux au Dictionnaire de Cean Bermudez, où sont décrites les principales.

On doit à Perret les frontispices de nombreux ouvrages espagnols. Il en est un, *Origen y dignidad de la Caza*, de Juan Mateos, où le titre représente le buste, non du comte-duc d'Olivarez, comme l'observe M^r Justi, rectifiant Bermudez, mais Mateos lui-même. On y voit, en outre, ce maître des vèneries de Philippe IV, à cheval, et une chasse d'après Francisco Collantes. La série des portraits des rois de Portugal, mentionnée par divers auteurs, vit le jour en 1606.

Perret fut-il marié et laissa-t-il des

enfants? Sur ces points nous ne sommes pas renseigné. Fut-il parent, et à quel degré, des deux autres Perret, ses contemporains, mentionnés ci-dessus : Clément, qui publia en 1569 une très intéressante série de modèles d'écriture, et Etienne, l'auteur de la série des *Fables des Animaux*, parue en 1578? Nous l'ignorons. La date de sa mort est celle donnée par Cean Bermudez.

Henri Hymans.

Verachter et Terbruggen, *Histoire de la gravure d'Anvers*. — Jean Augustin Cean Bermudez, *Diccionario historico de los mas ilustres profesores de las Bellas artes* (Madrid, 1800).

* **PERROT** (Henri-Edouard), publiciste, né à Bordeaux, le 26 septembre 1808, mort à Paris, le 29 novembre 1873. Il avait débuté dans le commerce, à Bordeaux d'abord, puis à Paris, où il arriva en 1828. Tout en travaillant, il penchait déjà vers certaines préoccupations d'intérêt général, s'occupait d'économie politique, de sociologie, etc. Venu pour la première fois à Bruxelles à l'époque de la Révolution, il s'y établit définitivement en 1831, et fonda un cabinet de lecture bientôt achalandé. On y venait lire les feuilles françaises, et ainsi l'officine de Perrot devint en peu de temps le rendez-vous d'un groupe de politiciens dont les controverses mûrissaient son propre jugement et stimulaient son esprit d'initiative. C'est à cette époque qu'il inaugura chez nous la publicité financière par un bulletin spécial, rédigé d'après des renseignements qu'il allait lui-même quérir. Il était en outre correspondant de quelques journaux français, le *Journal des Débats*, le *Temps*, le *National*, la *Quotidienne*, et collaborait à plusieurs feuilles locales, le *Mémorial*, le *Moniteur*, l'*Union*, l'*Emancipation* et le *Courrier*. Nommé sténographe au Sénat, sa vocation de journaliste le décida bientôt après à entrer à l'*Indépendant*, alors rédigé par Faure. En 1843, il rachète à celui-ci son journal, devenu l'*Indépendance belge*. Sous cette direction nouvelle, l'*Indépendance* entra dans une ère de prospérité toujours croissante, devint l'organe libéral autorisé et universellement répandu que l'on

sait. De rédacteur passé directeur, Perrot cessa d'écrire dans son journal, mais il le remplissait tout de sa personnalité volontaire et énergique. Après treize ans d'un labeur incessant, il vendit la propriété de l'*Indépendance* à une société d'actionnaires (1856). Mais le repos lui pesa presque aussitôt; par un virement singulier, c'est dans l'agriculture qu'il chercha un aliment nouveau à son activité. Il alla s'établir dans une vaste propriété, l'Ormoy, qu'il avait acquise dans le département du Cher, aux confins de la Sologne, sur le territoire de la commune de Saint-Laurent. Son intelligence et ses facultés d'assimilation lui assurèrent le succès dans cette entreprise toute nouvelle pour lui. Sous sa direction et grâce à ses travaux de toute sorte, l'Ormoy devint en peu de temps un domaine splendide, qui lui valut à plusieurs reprises les premières distinctions aux comices agricoles du pays. Perrot fut nommé, le 30 mars 1864, maire de la commune de Saint-Laurent, dont son administration éclairée et novatrice assura la prospérité; son titre lui fut confirmé plus tard par le gouvernement de la Défense nationale.

Sa compétence d'économiste l'avait fait charger par le gouvernement belge de nombreuses missions. C'est ainsi qu'il fut membre de la commission centrale de statistique (1841-1866) et de la commission chargée de reviser la valeur moyenne des marchandises échangées entre la Belgique et l'étranger (1848), délégué au Congrès de bienfaisance de Francfort (1857), membre de la commission belge à l'Exposition universelle de Paris (1867); il faisait partie de la Société de statistique de Marseille et de la Société d'économie politique de Rouen. Il fut successivement créé officier de la Branche d'Ernestine de Saxe (1857), de l'Ordre des Saint-Maurice et Lazare (Italie, 1859) et chevalier de l'Ordre de Léopold (1865).

Perrot était une intelligence remarquable, caractérisée par une hauteur de vue et une perspicacité peu communes. C'est ainsi qu'il fut l'un des rares et des plus ardents défenseurs de l'exploitation

des chemins de fer par l'Etat, dont il prévit le succès en dépit des apparences premières et contre l'opinion défavorable de la foule. Sans avoir la diversité extrême de Jobard, il s'intéressait à une foule de questions et d'entreprises de différente nature. On lui dut notamment la création, à Bruxelles, d'une boulangerie économique et diverses sociétés d'utilité publique : charbonnages, chemins de fer, etc., le comptèrent parmi leurs administrateurs. Très épris de liberté et d'indépendance, chacun de ses écrits est imprégné des idées directrices d'émancipation commerciale et de libre-échange.

Dans le domaine spécial du journalisme, Perrot donna à la presse belge une impulsion considérable. Outre son innovation de la publicité financière, il introduisit chez nous l'usage des éditions multiples, renouvelées plusieurs fois par jour, suivant les dernières nouvelles; il imagina aussi le « bulletin politique » publié en première colonne et adopté par la plupart de nos journaux, ainsi que les « correspondances particulières », créées par lui à l'occasion de la révolution de février à Paris, et qui se généralisèrent dans le monde entier. Voici la liste de ses diverses publications : *Mémoire sur l'industrie cotonnière* (1834); *Observations sommaires sur la réponse des fabricants de Gand* (anonyme); *De l'industrie et du commerce en Belgique, et en particulier de l'industrie cotonnière* (1835); *Du caissier général de l'Etat, de ses avantages et de la nécessité de sa conservation* (1836, anonyme); *Mémoire sur le syndicat d'amortissement* (1838, rédigé pour le gouvernement, non publié); *Mémoire sur la situation commerciale de la Belgique* (1840, non publié); *De la liberté de l'Escaut, envisagée dans ses rapports avec l'agriculture, l'industrie et le commerce* (1839, anonyme); *Revue de l'exposition des produits de l'industrie nationale en 1841* (anonyme, publié à propos de notre seconde exposition industrielle); *Quelques mots sur la question des sucres* (1843); *Des chemins de fer belges* (1844); en collaboration : *Exposé de la situation administrative du royaume* (1841-1850);

De l'état de l'industrie en Belgique. Collaboration à la *Revue nationale* (1839) et aux *Bulletins de la commission de statistique*.

Ernest Closson.

N. Considérant, *Notice sur la vie et les écrits de Edouard Perrot* (Bruxelles, 1875).

PERSIN (Paul), professeur de dessin, fils de Simon et de Marie-Anne Demoulin, né à Gembloux, le 29 mars 1791, et mort à Pagny, département de Seine-et-Marne, en 1872. Son père, qui était pharmacien, l'avait envoyé faire ses études au collège communal de Nivelles; il y révéla des dispositions artistiques et obtint d'aller suivre quelque temps les cours au conservatoire des arts et métiers de Paris. Rentré dans son pays, il s'était d'abord fixé à Ixelles. Son mariage avec Jeanne Clément, de Nivelles, le 27 novembre 1823, l'amena à venir résider en cette dernière ville. Persin s'y consacra à l'enseignement du dessin dans les maisons d'éducation et chez les particuliers. En octobre 1833, avec le concours de Pierre Devillers, professeur de mathématiques, il ouvrit à Nivelles même une école industrielle où il donnait un cours de dessin industriel et d'architecture et qui compta une quarantaine d'élèves. On a écrit que Paul Persin fut le fondateur de la première école industrielle de Nivelles; cette assertion est inexacte; c'est à Ph. Samain que revient l'honneur d'avoir ouvert, dès 1818, une académie de dessin dans la cité brabançonne. Des circonstances malheureuses amenèrent la fermeture prématurée de l'établissement. Après le décès, en 1836, de son épouse atteinte de démence, Persin enleva une fille d'une remarquable beauté, Thérèse Allard, à laquelle il donnait des leçons au pensionnat des religieuses conceptionnistes, et l'emmena à Paris où il l'épousa.

Pour subsister, Persin avait besoin de travailler; il se lança d'abord dans des affaires industrielles et s'occupa d'une briqueterie; mais le succès ne répondit pas à ses espérances. Il reprit ses crayons qui répondaient mieux à sa vocation artistique; la carrière de l'en-

seignement lui restait ouverte; elle lui procura des moyens honorables d'existence pour son ménage et des satisfactions élevées. Il fut admis à donner des leçons pratiques de dessin dans les écoles municipales de Paris et obtint en outre la position d'archiviste des plans et dessins à la gare de l'Est. En 1843, il établit à Battignoles une école gratuite municipale de dessin pour adultes et la dirigea pendant quatorze ans; il était en même temps professeur de dessin et de perspective à l'école municipale de dessin industriel du troisième arrondissement. Il abandonna Paris, en 1863, pour aller fonder à Pagny (Seine-et-Marne) une école de dessin pour adultes; elle fut reconnue en 1866 comme établissement municipal et autorisée, le 19 décembre suivant, par le Conseil départemental de l'instruction publique.

Pendant son séjour à Paris, Persin publia, à l'usage de ses élèves, divers manuels qui furent l'objet de récompenses de la part de la Société pour l'instruction élémentaire de Paris. Nous ne connaissons que les trois traités suivants et nous ne pouvons affirmer qu'il n'en ait pas fait imprimer d'autres. 1. *Dessin linéaire à vue ou à main levée*, publié en 1852. — 2. *Cours élémentaire de dessin*, comprenant une seconde partie intitulée : *Dessin linéaire exact ou géométrique*, Paris, Dezobry, E. Magdeleine et Cie, 1857. — 3. *Exposé de géométrie élémentaire servant d'introduction aux exercices graphiques de dessin linéaire exact*, imprimé en 1858, ouvrage reconnu substantiel par la Société pour l'instruction élémentaire. Le cours de dessin était estimé et comprenait de nombreux modèles. La méthode d'enseignement de ce professeur était pratique et justement appréciée. Le 15 août 1870, le gouvernement français le nomma officier d'Académie en récompense de sa longue et féconde carrière dans l'enseignement.

Pendant son séjour en Belgique, Paul Persin s'était quelque peu adonné à la peinture. M^r Alphonse Hanon de Louvet, président de la Société archéologique de Nivelles, possède de lui trois

paysages au lavis, l'un est daté de 1839; on y trouve de la délicatesse de touche et une agréable légèreté de main. On doit à notre artiste nombre de modèles d'exercices préparatoires pour le dessin admis dans les écoles municipales de Paris.

THERESA PERSIN, qui mourut après 1883, était élève de son mari et s'occupa aussi de dessin et de peinture. Mr Hanon de Louvet conserve d'elle une Rose au lavis, signée : « Theresa Persin, » juin 1840 »; des fleurs sur albâtre et sur porcelaine. C'était le genre qu'elle cultivait spécialement, non sans art.

Ernest Matthieu.

Vandermaelen, *Dictionnaire des hommes de lettres, des savans et des artistes de la Belgique* (Bruxelles, 1837). — Edm. Jamart, *Notice sur l'Académie de dessin et sur l'Ecole industrielle réunies, précédée d'un aperçu sur le passé artistique de Nivelles*, 1888, p. 41. — Renseignements particuliers fournis par MM. A. Hanon de Louvet et Louis Gheude, avocat-avoué à Nivelles.

PERSYN (Jean), maître-maçon de la ville de Courtrai, *Mr metser deser stede*, ainsi que le portait l'épithaphe jadis conservée dans l'église Saint-Martin, sa paroisse. Le lieu et la date de sa naissance ne nous sont pas connus, mais il est probable qu'il vit le jour vers 1530-1540 à Courtrai, où il décéda le 26 février 1616; il avait épousé Marie Coelenbier, morte le 28 juin 1584, puis Elisabeth de Keysere, qui lui survécut jusqu'au 29 novembre 1619. De concert avec Jean Labaut, Persyn fait, en 1574, une description des travaux que comporterait la construction des aqueducs et rigoles devenus nécessaires par suite du repavement du marché de Courtrai. Quelques années plus tard, il figure aux comptes de l'église Saint-Martin pour menus travaux de maçonnerie exécutés en 1582. Lorsque les religieuses de l'abbaye de Groeninghe transportent, par suite des troubles religieux, leur maison dans l'enceinte de la ville, Persyn entreprend la maçonnerie de la nouvelle église, dont la première pierre fut posée le 15 mars 1593; il fit don d'une des verrières de cet édifice, en souvenir sans doute de sa fille Marie, religieuse de ce monastère.

A la fin du xvi^e siècle, on décide la construction d'un beffroi, qui devait couronner la tour de l'église Saint-Martin à Courtrai. Jean Persyn et Olivier Vanden Dycke déposent, le 15 janvier 1601, leur rapport critique au sujet d'un plan, celui de François Heylinck, d'Anvers probablement, qui prévoyait une flèche en bois; ils ne se contentent pas d'estimer le coût des travaux et de faire des épures, mais ils proposent d'importantes modifications, telle la hauteur de l'étage inférieur qu'il eût fallu, à leur avis, faire en pierre. Le même jour, Persyn fait rapport au sujet d'un autre projet de beffroi, celui présenté par Josse Gil et Jacques Robillard, sans doute; ce plan, qui tendait à construire la flèche en pierre, ne fut point agréé; la flèche fut faite en bois et disparut, on le sait, dans l'incendie de 1862. En 1602, le magistrat de Menin charge Persyn de dresser un projet pour l'achèvement du beffroi communal et la réparation du soubassement de celui-ci. Il présenta son travail dans le cours de l'année même, mais l'exécution de ce plan, légèrement modifié, ne fut confiée que huit ans après à un meninois, Pierre Perneel « le tout en suylte des » concepts et conditions stipulez par Jehan Persyn m^{re} machon de Courtray ».

La reprise du moulin communal, le *Coninck muellene*, est faite par Persyn, pour compte des échevins, en 1606. Enfin Persyn dresse, et c'est sa principale œuvre, les plans de l'église des pères jésuites de Courtrai, entreprise en 1607 et consacrée en 1611 sous le vocable de saint Michel. Il est à présumer, malgré l'absence de données à ce sujet, qu'il fut l'architecte de la chapelle Sainte-Madeleine, élevée au cimetière des lépreux, en 1607; peut-être construisit-il également la première église des capucins, au quartier d'*Overbeke* (vers 1610) et celle des récollets relevée après l'incendie de 1603.

Malgré l'obscurité dont son nom demeura entouré, Jean Persyn était architecte de talent; il avait conservé les traditions de l'art ogival à une époque où elles étaient presque complè-

tement abandonnées et c'est dans ce style qu'il édifia l'église Saint-Michel.

Baron Joseph Bethune.

Archives de la ville de Courtrai, de l'église Saint-Martin et des PP. Jésuites dans cette ville. — Mussely, *Inventaire des arch. de la ville de Courtrai*, n° 531. — Vande Putte, *Chron. et cart. de l'abbaye de Groeninghe*, p. LI et LVI. — De Potter, *Geschiedenis der stad Kortryk*, t. III, p. 86 et 374; t. IV, p. 339. — Rembry-Barth, *Histoire de Menin*, t. II, p. 325, etc.

PERSYN (*Robert*), fils du précédent, était, comme celui-ci, maître-maçon de la ville de Courtrai au XVII^e siècle; en autorisant sa veuve à continuer cette fonction, le magistrat le qualifie de *Meester werckman metser deser stede*. La date de sa naissance nous est inconnue; elle doit être antérieure à 1578, époque où remontent les registres baptismaux de l'église paroissiale de Courtrai; il décéda en cette ville le 12 novembre 1646 et fut inhumé à Saint-Martin, à côté de ses deux épouses, Elisabeth Beert, qu'il avait épousée en 1609 et qui décéda le 4 février 1622, et Barbe Pollet, mariée en 1622 et morte le 10 décembre 1649. Outre sa lame funéraire, une statue de la sainte Vierge, qu'il avait donnée et qui était placée dans la nef de son église paroissiale, perpétuait jadis le souvenir de Persyn.

Le principal ouvrage de Robert Persyn est l'achèvement de l'Hôtel de ville de Courtrai; il comprenait la construction, dans le style de la partie ancienne, du prolongement qui forme l'angle du marché et de la rue de la Lys. Le projet qu'il soumettait fut agréé par le magistrat le 28 juin 1616, au prix de 6.300 florins plus 4 doubles ducats pour sa femme; mais les modifications imposées l'année suivante firent monter la dépense à 9.100 florins. Nous voyons aussi au compte de la ville, pour l'année 1615-1616, que Persyn reçoit 24 livres parisis, *in recompense van diversche concepten*; cet énoncé ne permet point de dire, comme Mr Fr. de Potter, qu'il s'agit, ici encore, des plans de la maison scabinale. Par contrat du 25 janvier 1617, il s'engage à exécuter les travaux importants de réfection qu'exige le *Coninck muellene*; il prend, du reste, le

moulin à bail ainsi que le droit de pêche dans une partie des fossés communaux. Peu après, en 1618, il reçoit 2.734 livres parisis, pour la construction d'un pont (*de achter bruegghe*), au château de Courtrai; il entreprend, en outre, à la même époque, un mur de quai le long de la rivière pour le prix de 3.000 florins.

Ces divers travaux ne suffisaient point, semble-t-il, à l'activité de Persyn. En cette même année 1618, il offre au magistrat de construire sept maisons, dont une hôtellerie, sur un terrain qu'on lui céderait au nouveau marché au bois. Sa proposition fut agréée, et la mise en possession de ce fond eut lieu en 1619.

En dehors des ouvrages faits par Persyn pour compte de la ville et dont nous ne pouvons allonger la liste, nous le voyons déplacer et renouveler, en 1625, l'autel de la chapelle Sainte-Catherine, à la collégiale Notre-Dame de Courtrai.

Baron Joseph Bethune.

Archives de la ville de Courtrai. — Fr. de Potter, *Geschiedenis der stad Kortrijk*, t. IV, p. 339.

PERUET (*Simon-Joseph*) ou PERUEZ, orfèvre, né à Mons, le 16 novembre 1712, de Jean-François et d'Eléonore Favart, et mort en cette ville, le 29 mars 1791. Il fut reçu à la maîtrise au corps des orfèvres de Mons, le 28 avril 1750, après avoir fait son chef-d'œuvre consistant en « un saucier, lequel a été artistement travaillé et » élaboré ». On connaît de lui : une médaille d'or, gravée en 1777, qui représente, d'un côté, les armes de la ville de Mons, et, de l'autre, saint Michel; une médaille d'or, offerte par la même ville à François de Sécus, lors de sa réception comme *Primus* de l'université de Louvain (1778); des médailles qui furent délivrées par les Etats de Hainaut et par la ville de Mons aux élèves de l'Académie des Beaux-Arts de cette ville qui avaient obtenu les premières places aux concours de 1782.

Peruet a produit un grand nombre de pièces d'orfèvrerie, dont plusieurs ont figuré à l'exposition d'objets d'art et de curiosités qui a eu lieu à Mons en

1885. Ces pièces témoignent du talent de l'artiste.

Léopold Devillers.

Registres des baptêmes et des décès de la paroisse de Saint-Germain, à Mons. — Archives de la corporation des orfèvres de Mons. — Devillers, *Le passé artistique de Mons*.

PERYE (Jean), poète latin du XVII^e siècle, mort à Luxembourg en 1636. Nous ignorons la date de sa naissance, mais savons qu'il est né à Liège; le seul ouvrage qu'il ait écrit porte en effet *récollet Liégeois* (auctore F. Joanne Perye *recollecto Legio*). *L'Ortus et Progressus Flandriæ* F. F. Min. Recoll. (p. 41 du ms.) nous dit en outre qu'il entra fort jeune dans l'ordre des Frères mineurs Récollets. Il devint définitif de sa province; puis ensuite gardien du couvent de Luxembourg. Il n'eut pas le temps de terminer son triennat, car la peste ayant éclaté, le gardien succomba en peu de jours. Vingt-deux de ses frères furent également victimes de leur dévouement apostolique. Au moment où la mort surprit Perye, il venait précisément de terminer une œuvre fort curieuse: un drame théologique en vers latins, intitulé: *Hæresis retrograda seu reductio omnium modernarum hæresum ad veteres, a Patribus et conciliis damnatas*. Il faut croire qu'il avait même fait graver le titre, puisque celui-ci porte la date de 1636. (Exemplaire de la bibliothèque de Luxembourg.) Il avait aussi soumis son *Hæresis retrograda* à l'un de ses supérieurs, le frère mineur Bonaventure Soblet, qui lui donna un *imprimatur* daté de Namur, 21 mai 1636. Mais l'impression du drame fut suspendue par le décès de l'auteur, et ce ne fut qu'environ vingt-cinq ans après que l'on songea à éditer son œuvre. Outre le titre qu'avait fait graver Perye, on en fit un autre, représentant la *facilis descensus Averni*, dont parle l'auteur page 131, et des exemplaires furent mis dans le commerce avec ce nouveau titre (ex. de la bibliothèque de Gand). Nous voyons sur cette dernière gravure, *ambitio, hypocrisis, avaritia*, etc., s'apprêtant à descendre en enfer, précédées qu'elles sont d'un diable encapuchonné portant un

écusson où s'étaient ces mots: d'un côté, *Reformatio circumquerens quem devoret*; de l'autre, *libertas*. Nous ne connaissons ni la date, ni le lieu d'impression, ni l'imprimeur de cet ouvrage qui est fort rare. Il est à présumer que c'est une impression liégeoise de la fin de 1659 ou de 1660, car les *approbationes, imprimatur*, etc., sont tous datés de Liège: les uns du 20 avril 1659, les autres du 30 mai 1659 ou du 11 juin 1659.

L'œuvre de Perye est divisée en 4 actes. Ce n'est un drame que par la forme; c'est plutôt une série de discussions théologiques et de monologues d'hérétiques célèbres, pièces qui ne sont aucunement rattachées entre elles. Acte I, scène 1, l'*Hérésie*, seule en scène, se plaint de son peu de succès. Scène 2, elle discute avec Bellarmin, docteur de l'Eglise. Scène 3, entre en scène le *dæmon seu genius Lutheri cum quo modium ipse salis comedit, ut fatetur in libello de missa angulari*. Puis le 1^{er} acte se clôture par un chœur d'apostatats, *chorus ministrorum*. L'acte II a 8 scènes; outre le *genius Lutheri*, nous y voyons successivement paraître Simon le Mage, Marcion, Origène, Arrius et d'autres encore. L'acte III n'a pas moins de 13 scènes. Nous y voyons entre autres (scène 10), l'*Ecriture Sainte (scriptura sacra)* venant se plaindre qu'elle a été tronquée par Luther (*a Luthero truncata, biblia lacera proferens*). L'acte IV ne contient que quelques vers, divisés en deux scènes; nous y lisons la conclusion de l'auteur: c'est que le *Temps* se chargera de tuer l'hérésie. Et, en effet, scène 2, *Tempus nuncium agens* vient nous faire le récit de la mort de l'hérésie.

L'ouvrage se termine par un choix d'épithames composées par Perye, et que l'on pourrait graver sur le tombeau d'Heresis.

Le but que s'est proposé notre poète est suffisamment indiqué par le titre de son drame: il entend démontrer que toutes les hérésies de son temps ne sont autre chose que la répétition d'anciens errements, condamnés il y a des siècles

par les saints conciles. Le religieux anonyme qui a écrit la *Praefatio* en 1659 insiste également sur la portée du drame. Il nous donne quelques exemples d'hérésies qui se sont renouvelées, parle des *Quackers* anglais et de leur promoteur James Nayle. Puis il continue : *Praeter quos in Anglia, quidem Perellus, pseudo-reformatorum in Francia minister, inveterato Sacrae Scripturae scrutinio deficiens, non tamen inde quam ex proprio Cerbero, potius quam cerebro seu spiritu privato et phanatico, a pluribus annis conceperat, sed tandem 1655 in Batavia edidit secumque in Belgium catholicum contulit librum quendam anonymum DE PRAEADAMITIS eorumque fabulosis genealogiis plurimis ante Adamum seculis.*

Le *pseudo-reformatorum minister*, dont le nom a été estropié ici, n'est autre qu'Isaac La Peyrère, qui publia effectivement en 1655, chez Louis et Daniel Elzevier, sous le voile de l'anonymat, un livre intitulé : *Præadimitæ. Sive exercitatio super versibus duodecimo, decimotertio... epistolæ S. Pauli ad Romanos* (Alph. Willems, *Annales typographiques des Elzeviers*, n° 1188). Il y soutint cette thèse hardie qu'il y avait eu des hommes avant Adam. Les théologiens ne laissèrent point passer cet écrit sans y répondre : il fut l'origine de nombreux traités de controverse.

Pour terminer, signalons que Servais Dirks, dans son excellente bibliographie des frères mineurs, appelle notre auteur *Perce* (p. 176) : nous ne savons si cette faute est à imputer au bibliographe ou au manuscrit de l'*Ortus*, qu'il a eu sous les yeux. On voit du reste clairement que S. Dirks n'a jamais eu l'œuvre de Perye en mains.

Léonard Willems.

PESCHER (François), écrivain ecclésiastique, né à Mons, le 9 janvier 1647. Après avoir terminé ses études, François Pescher entra dans le clergé séculier. Il devint curé de Solre-le-Château, puis doyen de la chrétienté de Maubeuge, et prit une part importante aux revendications des curés pour obtenir des grands décimateurs une augmentation de la

portion congrue. Il s'intitulait, en 1689, « député de la généralité des pasteurs » sous le parlement de Tournay ». Ses justes réclamations furent entendues à Lille, à Paris et à Tournai.

François Pescher a publié : *La juste defence de la portion canonique et de la nécessité de son augmentation, ou la voix du salaire pastoral ouïe à Lille, à Paris et à Tournay. A Lille, convainquante les objections et obstination des grands décimateurs. A Paris, respondante à leur factum coloré, dressé principalement contre les pasteurs du diocèse de Cambrai. A Tournay, demandante une taxe provisionnelle à Messieurs du Parlement, à qui la cause fut renvoyée par Sa Majesté. A Mons, chez la veuve Siméon de la Roche, 1685. In-4° de 61 p., 3 p. non chiffrées et 48 p. L'ouvrage est dédié à M. Dughé de Bagnols, conseiller du Roi et intendant de Flandre. A la fin est un factum pour les curés du district d'Avesnes et Maubeuge contre les grands décimateurs. Une seconde édition a paru sous le titre : *La juste defence de la portion canonique ou la voix du salaire pastoral, par M. Pescher, Montois, doyen de Maubeuge, etc. Mons, Ernest de la Roche, 1689; pet. in-8°, 716 p. et 7 ff. non chiffrés. Certains exemplaires portent un titre refait avec le millésime 1690.**

La date de la mort de François Pescher est inconnue.

Léopold Devillers.

De Boussu, *Histoire de Mons*, p. 430. — Mathieu, *Biographie montoise*, p. 240. — Hip. Rouselle, *Bibliographie montoise*, nos 433 et 446.

PESSER, famille de peintres.

Il a existé, à Liège, une famille du nom de Pesser qui, au cours de plusieurs générations, a produit des peintres. Les renseignements que l'on a sur leur compte sont peu abondants. Abry nous apprend que parmi les élèves de Lambert Lombard, comme Pierre Dufour, Jean Ramey, Dominique Lampson et d'autres, se trouvait Pierre Pesser, et d'après le texte un peu ambigu de cet auteur, on pourrait croire que Lombard aurait envoyé ces élèves à Rome. Le chanoine Hamal, dans les notes manuscrites qu'il a laissées, cite N. Pesser

au nombre des disciples de Lombard.

On trouve, en ce qui regarde les Pesser d'une génération antérieure, dans les registres du chapitre de Saint-Martin, à Liège, que cette église ayant reçu d'Anvers la *Magna tabula altaris*, il est fait, le 3 juillet 1482, un paiement à Jean Peskair *pro pictura tabulae ejusdem altaris*, et pour *mundatione ejusdem*. Le 18 juin 1484, il est fait au même peintre un paiement *pro mundatione tabulae nove existentis in choro*.

En 1541, on trouve les notes suivantes : « payé par l'église Saint-Martin » en ile, à Franceu, fils Peter Pessers, « pondeur, pour avoir mis en or et » couleurs dessus la bulle des pardons « octroyés par feu de noble mémoire » Reginaldus Cardinal Legat à Latere, « plusieurs angles portant un ciboire » avec les armoiries d'iceluy Cardinal et « celles de notre feu prince, 3 florins, » 16 aidans.

« Payé à Francheu, pondeur, pour » avoir doreit les rosettes de chandeliers » de la compagnie et pondu les verges » et gaillardeaux en assure et couleurs » et en comprises étoffes, 9 florins ».

Pour épuiser les informations sur les peintres de cette famille, qui nous ont été conservées par les documents publics, il convient de rappeler qu'il existe aux archives de l'Etat, à Liège, deux actes relatifs à François Pesser, peintre : acte du 25 mai 1568, entre Ailid, fille de Franchoy Pessers, peintre, et Johan de Vault, voirier (acte d'intérêt privé).

De la même date : acte entre François Pessers, peintre, et Ailid Pessers, sa fille, et de feu Marie de Hautstoul.

Il existe encore dans l'une des chapelles (celle de N.-D. de Saint-Remi) de l'ancienne église abbatiale de Saint-Jacques, à Liège, une peinture murale, en assez bon état de conservation, représentant la *Résurrection*. Cette composition, dont les figures sont à peu près de grandeur naturelle, couvre tout le fond de ce petit sanctuaire, au-dessus du retable d'autel qui y a été placé, à une date assez récente.

Au centre de la composition, dans la région supérieure, on voit le Christ sor-

tant du sépulcre, s'élevant au ciel entouré d'une gloire et tenant la bannière de la résurrection à la main. Les soldats, gardiens du tombeau, saisis d'effroi, s'enfuient, cherchant à se protéger contre l'apparition triomphante dont ils se croient menacés. Au-dessus des gardiens, dont plusieurs sont encore endormis, on voit à l'arrière-plan un fond de paysage assez accidenté, dont les collines, la végétation et les accidents de terrain rappellent le caractère des bords de la Meuse.

Quoique les couleurs aient notablement noirci, on retrouve dans cette peinture, d'une manière assez sensible, l'influence italienne, telle que Lombard l'avait fait prévaloir dans son école. L'ordonnance de la composition est bonne et l'artiste a su rendre son sujet avec clarté et une certaine ampleur. L'inscription qui se trouve en dessous de la peinture nous renseigne d'une façon précise sur l'année où elle a été exécutée, sur le donateur et sur le peintre; voici ce texte :

Ille qui, clausus lapide custoditur a milite, Beato clarus lumine surgit a funere. Anno 1598 me depingi curavit. R. D. Martinus Fanchon (huius) Monasterii abbas per Dionisium Pesser.

Faut-il identifier ce Denis Pesser avec le Pierre Pesser mis par Abry au nombre des élèves de Lombard? Je penche pour l'affirmative. Peut-être l'artiste avait-il plusieurs noms de baptême; peut-être aussi, comme il y a eu antérieurement au moins un Pierre Pesser, Abry a-t-il commis une erreur. Remarquons d'ailleurs que Hamal, en parlant du Pesser élève de Lombard, a mis la lettre N. comme initiale du prénom.

J. Helbig.

Je dois à l'obligeance de Mgr Schoolmeesters, vicaire général et ancien curé-doyen de Saint-Jacques, à Liège, la communication des notes inédites relatives aux travaux des peintres du nom de Pesser, à l'église Saint-Martin.

PESTIAUX (*Victorien - Joachim*), homme de guerre, né à Philippeville, le 23 décembre 1770, mort à Marchienne-au-Pont, le 25 février 1853. Son père François-Joseph fut, sous Louis XV et Louis XVI, avocat au parlement, notaire royal (1758-1794), greffier des villes et

prévôté de Philippeville, Mariembourg et dépendances et ancien échevin du magistrat (1763); il s'était marié deux fois : de sa première femme, Marie-Anne-Marguerite Delpire, il n'eut pas d'enfants; de la seconde, Catherine-Françoise-Jacques du Traigneaux, fille de François-Jacques, dit du Traigneaux (du nom d'une ferme des environs formant fief), et de Jeanne-Françoise Bastin, de Marchienne-au-Pont, il eut dix enfants, dont Joachim Pestiaux était le septième. Elevé au milieu des soldats, dans une petite ville forte de la frontière, son enfance s'écoula au bruit joyeux des fanfares et des chansons belliqueuses, sous le charme des récits d'actions héroïques que les vieux se plaisaient à conter. Il avait dix-neuf ans lorsqu'éclata la révolution française. Il prit bientôt du service sous le gouvernement autrichien, en entrant comme enseigne au régiment de Ligne, le 12 juillet 1790; il ne tarda pas, brave et courageux comme il l'était, à se distinguer. Pestiaux tenait garnison à Audenarde, lorsque, le 1^{er} décembre 1791, il fut nommé sous-lieutenant; l'avancement n'était guère rapide à cette époque, car il ne fut promu au grade de premier lieutenant que sept ans après (1^{er} décembre 1798); c'est dans ces grades cependant qu'il avait pris part aux campagnes de 1790, 1792, 1793 et jusqu'à celle de 1797. La principale de ses campagnes fut celle de 1799 qui eut lieu aussi contre la République française. Les hostilités se portèrent dans le Tyrol, où Masséna se trouvait à la tête de son armée. A l'affaire de Tauffers, le 25 mars, « le bataillon principal du régiment de Ligne, c'est-à-dire le bataillon belge », dit le général Guillaume, « s'avança résolument à l'attaque; impatients de combattre et de prouver, une fois de plus, leur courage, ces braves soldats ne veulent pas même faire un petit détour pour aller passer le pont du Vallacola; ils traversent ce ruisseau rapide, en entrant dans l'eau jusqu'à la ceinture, se jettent sur les républicains français, les mettent en fuite et s'emparent de trois canons. Tout le bataillon, mais surtout le major prince

de Ligne, ainsi que les deux lieutenants, Joachim Pestiaux et Antoine-J. de Wautier, obtinrent de grands éloges dans le rapport sur cette affaire; les deux derniers avaient contribué efficacement à la prise des canons ». Le feld-maréchal-lieutenant comte de Bellegarde dit, dans le témoignage qu'il donna au lieutenant Pestiaux : « Le lieutenant Pestiaux se distingua, en outre, par la présence d'esprit et le courage avec lesquels il dirigea contre l'ennemi deux canons qu'on lui avait pris et en les servant lui-même sous le feu le plus vif de la mousqueterie; il tira avec tant de succès plusieurs coups à mitraille, que l'ennemi ne put parvenir à se reformer et fut contraint d'accélérer sa retraite. Le fait d'armes glorieux de cet officier, accompli de sa propre inspiration et par pur zèle, prévint de nouvelles tentatives de la part de l'ennemi et décida la victoire de cette journée ». Cette action d'éclat méritait sa récompense; celle-ci toutefois ne se fit pas attendre moins d'un an.

Cependant notre brillant officier continue cette campagne de 1799 contre la France; au commencement de mai, il est dans l'Engadine, sous les ordres du général Haddick, un des lieutenants du comte de Bellegarde, qui commande six bataillons wallons, au nombre desquels se trouvent ceux de Clerfayt, de Beaulieu, de Wurtenberg et de Ligne, ainsi que deux compagnies des chasseurs Le Loup.

Le 19 juin, le brave Pestiaux prenait part, avec son bataillon de Ligne, à la célèbre bataille de la Trebbia. Au mois de juillet, nous entrons dans la seconde période de la campagne de 1799, où le régiment de Ligne continue à se signaler. Pestiaux servait dans le bataillon des grenadiers.

Dix ans de guerre, dix ans de grade d'officier et il n'était pas encore capitaine ! Et cependant quel admirable témoignage de sa bravoure lui avait donné le feld-maréchal comte de Bellegarde !

Fin avril 1800 commence une nouvelle campagne où il se signale de nouveau par sa brillante conduite. Enfin le

gouvernement le récompense en octroyant, le 18 août 1801, aux lieutenants Pestiaux et de Montfleur, la croix de chevalier de l'Ordre militaire de Marie-Thérèse. Pestiaux avait alors 29 ans. Cette haute récompense visait surtout sa conduite au combat de Tauffers.

A la même date du 18 août 1801, Joachim Pestiaux fut aussi nommé capitaine-lieutenant au régiment de Ligne, et, le 13 février 1809, capitaine en premier. Enfin, le 15 avril 1811, l'empereur lui accorda le grade de major, après avoir, pendant plus de treize ans, rempli les fonctions de capitaine. Il était alors âgé de quarante et un ans. Il avait pris part, en qualité de capitaine, aux campagnes de 1799 à 1800, de 1805 et de 1809. Il allait entrer définitivement dans une ère de paix qui, jusqu'à sa mort, ne devait plus être troublée que par la révolution belge de 1830.

Nous ne savons la part qu'il fut appelé à prendre dans les événements qui, des plaines de Fleurus à celles de Waterloo, constituèrent la partie la plus sanglante du drame napoléonien. Toujours est-il qu'il avait alors quitté le service de l'Autriche, car, en 1814, Joachim Pestiaux avait été admis, avec le grade de major, dans l'armée des Pays-Bas.

Il fut investi, le 12 mai 1816, du commandement de la place de Charleroi où il sut se faire respecter. En 1817, il fut promu au grade de lieutenant-colonel. Il resta en fonctions jusqu'en 1828, date à laquelle il passa au commandement de la place de Liège, où il commandait lors des événements de 1830. Après la révolution, il entra dans l'armée belge et fut promu au grade de lieutenant-colonel, fonctions qu'il occupait lorsqu'il sollicita et obtint sa mise à la retraite. Il alla passer le reste de ses jours à Marchienne.

Le major Pestiaux, de retour au pays, ne tarda pas à se marier; il avait quarante-trois ans lorsqu'il épousa, à Marchienne-au-Pont, le 18 février 1813, sa cousine sous-germaine, Alexandrine-Catherine-Gertrude-Louise Bastin, issue d'une des plus honorables familles scabinales de cette petite ville, où elle était née le 12 décembre 1771; elle était fille

de François-Gustave Bastin et de Pétronille-Alexandrine Larbalestrier. Il en eut trois enfants: deux fils, morts jeunes, et une fille, Alexandrine-Joséphine-Marie-Ghislaine Pestiaux, née à Marchienne le 27 décembre 1814, qui épousa en cette ville M^r Julien-Charles van Bellighem de Branteghem, alors magistrat au tribunal de Charleroi, plus tard pensionné comme conseiller à la cour d'appel à Bruxelles, où il était né, le 1^{er} janvier 1800, de Jacques-Louis et de Hyacinthe-Alexandrine Cossée. Madame Joachim Pestiaux mourut à Marchienne, le 11 décembre 1842.

Le 25 février 1853, le colonel en retraite chevalier de Pestiaux — c'est ainsi qu'il signait dans les dernières années de sa vie les actes officiels — la suivit dans la tombe; il était âgé de 83 ans. Marchienne fit au vaillant officier des funérailles solennelles.

Fait digne de remarque: son frère cadet, Amour-Augustin Pestiaux, né à Philippeville le 2 juin 1773, était entré, dès l'âge de vingt ans, au service de la République française, tandis que son aîné s'illustrait par sa bravoure dans l'armée autrichienne; le 15 juin 1793, Augustin passa dans l'administration des hôpitaux militaires. Leur frère aîné, François-M.-Vital, avait succédé à son père dans son étude notariale; il y resta jusqu'au 25 septembre 1798; le 15 novembre suivant, il passa au 11^e régiment de chasseurs à cheval, et prit part aux campagnes de 1799, 1800 et 1801 à l'armée du Rhin. Congédié le 22 mai 1803, il rentre au service en 1804, ayant été nommé, le 14 avril, sous-lieutenant au 112^e régiment d'infanterie; le 29 février 1807, il est promu lieutenant; il assiste aux campagnes d'Espagne de 1808 et de 1809; le 8 décembre 1808, il reçoit, à Espinavecla, un coup de feu au ventre qui le force à prendre sa retraite, le 24 mars 1809. Augustin Pestiaux se retira alors en sa ville natale où il mourut le 24 juin 1833, âgé de soixante ans.

Clément Lyon.

Lieut.-gén. baron Guillaume, *Histoire des régiments nationaux des Pays-Bas au service d'Autriche* (Bruxelles, 1877), p. 305-306 et note. —

Annuaire de l'armée belge. — Gén.-major F. Bernaert, *Fastes militaires des Belges au service de la France (1789-1815)* (Bruxelles, 1898), p. 491. — *Etat civil de Philippeville et de Marchienne.* — Archives familiales de M^r Joseph de Dorlodot, de Floreffe, petit-fils de feu le sénateur Sylvain Pirmez-Bastin.

PESTINIEN (*Jean DE*), ou, suivant une orthographe moins sûre, **DE PRESTINIEN**, valet de chambre, enlumineur et relieur de Philippe le Bon, qui n'est connu que par les comptes de la cour de Bourgogne. Son nom y apparaît, une première fois, en 1441, à propos de travaux d'enluminure et de reliure qu'il a exécutés dans des livres de Philippe le Bon et de son fils le comte de Charolais, puis, l'année suivante, « pour certains ouvrages de son mestier ». En 1444, il est signalé comme recevant des gages réguliers après avoir « longuement servi » à la cour sans en toucher, et pareille indication se retrouve dans les comptes de 1446.

Georges Doutrepont.

Laborde, *Les Ducs de Bourgogne*, t. I, p. 384, 388. — A. Kirchhoff, *Die Handschriftenhändler des Mittelalters*, 1853, p. 481. — Pinchart, *Archives des arts, sciences et lettres*, 1^{re} série, t. III, p. 99-100. — *Inventaire des Archives du Nord*, t. IV, p. 463. — Siret, *Dict. des peintres*, p. 473. — Bradley, *a Dictionary of miniaturists, illuminators, calligraphers and copyists*, 1889, t. III, p. 98-99.

PETEGHEM (*Adrien VAN*). Voir PEGHEM.

PETEGHEM (VAN), famille flamande de facteurs d'orgues du XVIII^e et du XIX^e siècle.

Le chef de cette famille, PIERRE VAN PETEGHEM, naquit à Wetteren (Flandre orientale), le 24 janvier 1708, et mourut à Gand, le 4 juin 1787. Il était fils d'un brasseur. Encore enfant, il eut l'occasion de suivre les travaux du facteur d'orgues anversois Guillaume Davids, chargé de placer un nouvel instrument à Wetteren. Pierre accompagna Davids et, après avoir travaillé quelque temps dans ses ateliers, il passa dans ceux du facteur bruxellois Jean-Baptiste Forceville ou Forcivil. Après la mort de ce dernier, il continua à travailler pour sa veuve; c'est sous sa direction que furent construites les orgues de Saint-Paul, à Anvers, de Sainte-

Gudule, à Bruxelles, de Beveren et de Cruybeke.

En 1733, Pierre van Peteghem alla s'établir pour son compte à Gand, où il se maria et ouvrit une maison dont l'importance devint rapidement considérable; continuée par ses descendants, elle approvisionna, pendant un siècle et demi, les églises de la Flandre; ses produits, d'une exécution très consciencieuse, se distinguaient par la puissance de leur harmonie, trop perçante même parfois. Van Peteghem s'occupait aussi de la réparation et de l'entretien des instruments anciens.

Il serait trop long de reproduire ici la nomenclature des orgues construites ou restaurées par Pierre van Peteghem, et que Ed. Grégoir a dressée d'après les livres de la maison. Nous nous contenterons de citer, parmi les principaux instruments qui lui sont dus, celui de Deynze (1740), d'Alost (1753-1759), très important et dont le critique anglais Burney, qui visita les Pays-Bas en 1772, fait l'éloge, de Wondelgem (1762), de l'abbaye de Baudeloo, à Gand (1763), vendu en 1819 par la ville à l'église protestante de Vlaardingen (Hollande méridionale), de Meerendré (1768), de Marcq, près d'Enghien (1772), de Seveneecken (1773), de Middelbourg en Flandre (1774), de l'église Saint-Nicolas à Valenciennes (1775, détruit en 1789), de l'abbaye d'Affligem (1775); ce grand instrument à trois claviers, de 40 registres, fut placé à Notre-Dame de Tournai, après la suppression du monastère; plus tard, il fut transféré au séminaire de Bonne-Espérance; il avait coûté 30,000 francs.

Pierre van Peteghem associa successivement à ses travaux ses deux fils : GILLES-FRANÇOIS, mort vers le début du XIX^e siècle, et LAMBERT-BENOÎT, dit Lambert le Vieux, décédé à Gand, le 5 septembre 1807. L'acte d'association avec ce dernier, sous la raison sociale *Lambert van Peteghem et père*, date de 1776; l'acte de liquidation, à la suite de la mort de Pierre van Peteghem, du 2 juillet 1787. Parmi les travaux les

plus considérables de cette période, on peut mentionner l'orgue de Zele (1780), de Saint-Pierre à Renaix, de Haringhen, d'Alveringhem, de l'abbaye d'Eversham, etc.

GILLES-FRANÇOIS VAN PETEGHEM, que nous voyons commencer à travailler dès 1764, fut notamment chargé en 1777, par l'archevêque Jean-Henri comte de Frankenberg, de construire un grand orgue pour la collégiale de Saint-Rombaut à Malines; l'instrument, à trois claviers, de 41 registres, 4 accessoires et pédale, et qui ne comportait pas moins de 2,595 tuyaux, fut placé en 1782, et le prélat en fut si satisfait qu'il paya au facteur, en guise de gratification, les frais d'un voyage en Hollande, à l'effet d'y visiter les principales orgues. Gilles passe pour s'être surtout distingué dans la confection des jeux d'anches. Son fils PIERRE-FRANÇOIS, né à Gand, le 1^{er} août 1764, et y décédé, le 3 mars 1844, travailla avec son père jusqu'à son mariage, survenu en 1797; il abandonna alors la facture d'orgues pour se livrer au commerce.

Ce furent les trois fils de LAMBERT-BENOÎT qui continuèrent la maison : PIERRE-CHARLES LE VIEUX, né à Gand, le 3 avril 1776; LAMBERT-CORNEILLE, né à Gand, le 23 septembre 1779, et PIERRE-CHARLES LE JEUNE, né à Gand, le 15 janvier 1792. Les deux premiers semblent avoir été associés et moururent tous deux, célibataires, à Waerschoot. Ils livrèrent, notamment, l'orgue de Heestert (1823), de l'église Saint-Nicolas à Saint-Nicolas (1824; refait en 1878 par Geurts-Maris d'Anvers), d'Erwetegem (1828), et celui de l'église Saint-Nicolas à Gand (1838), remplacé en 1856 par un instrument du facteur parisien Caillaillé-Coll.

PIERRE-CHARLES VAN PETEGHEM plaça, de 1823 à 1858, près de cent orgues, dont les plus importantes furent celles de Saint-Martin à Ypres, de Bailleul, de Notre-Dame Saint-Pierre à Gand (1846); ce dernier instrument, d'ailleurs

restauré déjà à maintes reprises, subsiste encore aujourd'hui. Comme les autres membres de la famille, Pierre-Charles exécuta aussi de nombreuses restaurations. Il mourut à Gand, le 24 juillet 1863, ayant cédé ses affaires, en 1858, à son fils Maximilien.

MAXIMILIEN VAN PETEGHEM, né à Gand, le 11 décembre 1822, commença en 1836 son apprentissage dans les ateliers de son père et travailla d'abord suivant les anciennes traditions qui s'étaient perpétuées dans la famille. En 1849, il ouvrit à Lille une succursale, transportée en 1857 à Saint-Omer, mais le succès ne répondit pas à son attente. Ayant repris la maison-mère de Gand, en 1858, il la développa considérablement, et, s'efforçant de tenir compte des perfectionnements apportés à la fabrication des orgues, il modifia notablement ses procédés de facture. En 1860, Maximilien construisit le grand orgue à trois claviers de l'église Notre-Dame à Termonde; en 1865, celui de Melle, qui a été remplacé depuis par un autre instrument. Mais des maisons importantes s'étaient créées en Belgique sur ces entre-faites, outillées de telle façon qu'elles pouvaient faire aux anciens ateliers une concurrence mortelle. Sentant l'inutilité de la lutte, Van Peteghem renonça à son industrie en 1868. Peu de temps après, il mourut à Gand, le 4 janvier 1870, âgé seulement de quarante-sept ans.

Paul Bergmans.

Renseignements particuliers. — F.-J. Fétis, *Biographie universelle des musiciens*, 2^e édit., t. VIII (Paris, 1865), p. 308 (notice rédigée d'après des renseignements fournis par X. van Elewyck). — Fr. de Potter et J. Broeckaert, *Geschiedenis van de gemeenten der provincie Oost-vlaanderen*, passim. — Ed. Grégoir, *Histoire de la facture et des facteurs d'orgue* (Anvers, 1865), p. 192-203 (d'après les livres de la maison Van Peteghem). — P. Bergmans, *Variétés musicologiques*, 2^e série (Gand, 1901), p. 83-86.

PETER (Jacques). Voir PIETERS.

PETER (Jean). Voir PIETERS.

* **PETERINCK** (François-Joseph), porcelainier, né à Lille, le 4 octobre 1719, décédé à Tournai, le 25 novembre

1799. Peterinck, né à Lille et sujet français, embrassa d'abord la carrière des armes et servit dans le corps du génie. C'est en cette qualité qu'on le trouve, en 1746, à Menin, dont il démolit les fortifications ; en 1747, il fit divers travaux aux fortifications de Tournai, ville alors française, pour le compte du gouvernement ; puis il habita Ath où il se livra au commerce et, enfin, il vint se fixer à Tournai où il reprit la manufacture de faïences fondée par Carpentier, l'année précédente.

C'était en 1751 (la ville avait passé sous la domination autrichienne depuis deux ans), et, à partir de ce moment, pendant près d'un demi-siècle, Peterinck appliqua toute son activité, tout son esprit inventif et supérieurement doué, à la création et à l'augmentation constante d'une des plus célèbres fabriques de porcelaines de l'Europe, dont les produits rivalisent avec ceux de Sèvres et de Saxe et sont aujourd'hui disputés à des prix énormes par les musées et les collectionneurs.

La manufacture de porcelaines pâte tendre de Tournai prit vite un très grand développement ; objet d'un octroi de l'impératrice Marie-Thérèse, en date du 3 avril 1751, qui lui accordait pour trente ans le monopole de la fabrication aux Pays-Bas, elle fut établie à l'extrémité du quai des Salines et compta, dès les premières années de son existence, des ouvriers d'une grande notoriété, tel Claude Borne, qui avait travaillé auparavant dans les faïenceries de Nevers et de Rouen.

Peterinck, en effet, avait conservé, à côté de la fabrication nouvelle, l'ancienne manufacture de faïences dont l'importance, sinon la célébrité, fut plus grande encore que celle des ateliers de porcelaines. Il obtint pour ses usines le titre de manufacture impériale et royale, en même temps que de larges subsides et des exemptions d'impôt de l'administration communale, et des avances de fonds du gouvernement. Pour se procurer plus de ressources, Peterinck fut encore obligé de chercher des associés, mais ceux-ci furent pour lui la

cause de nombreux déboires pendant tout le cours de son existence et, par leurs prétentions, menacèrent plus d'une fois l'existence même de la fabrique.

En 1760, le produit des ventes dépassa cinquante mille florins, tandis que le nombre des ouvriers atteignait la centaine. En 1763, on vendit pour quatre-vingt mille florins, dans lesquels la porcelaine n'entraîna que pour vingt-six mille florins, le reste étant produit par les faïences fines et communes. En 1775, la vente atteignit cent septante-cinq mille florins et, en 1780, la fabrique comptait plus de quatre cents ouvriers. Elle ne cessa d'augmenter le chiffre de sa production et celui de ses ouvriers jusqu'à la fin du siècle, époque où elle commença à décliner.

La manufacture de Peterinck, très brillante sous le rapport de la qualité et de la valeur des produits, fut toujours, au point de vue financier, une fort mauvaise affaire, malgré les quelques périodes de grande prospérité qu'elle traversa. Elle ne se soutint que grâce aux subsides que lui accordèrent généreusement la ville et le gouvernement. Peterinck, de son côté, n'hésita pas à sacrifier, en plusieurs occurrences, ses intérêts pécuniaires et même sa fortune personnelle. Il travaillait plus en artiste qu'en homme d'affaires, plus sensible à l'honneur qu'aux profits. Il en fut d'ailleurs récompensé par l'anoblissement que lui conféra Marie-Thérèse, en 1769, et il adopta pour armoiries, ainsi que pour marque de fabrique, deux épées croisées, cantonnées de quatre croisettes.

En 1763, Peterinck érigea, sur les terrains qu'il occupait depuis 1751, les nouveaux bâtiments de la manufacture, tels qu'on les a connus au commencement de ce siècle et tels qu'ils ont été reproduits dans la *Belgique industrielle*, et en ce moment son industrie prit un nouvel essor. Il était d'ailleurs secondé par des peintres et des sculpteurs habiles : Gillis, Leereux, Willems, Delmotte, Barbieux, Lefebvre, Duvivier, de la Mussellerie, Mayer, etc. On créa même une académie de dessin à Tournai, en vue spécialement de procurer de bons

peintres à la manufacture. Après avoir travaillé, d'abord, dans le goût des usines de Saxe, Peterinck changea sa manière de faire, vers 1780, et adopta alors le genre de la célèbre manufacture de Sèvres. Les produits de sa fabrication sont d'une perfection absolue, tant en ce qui concerne la pâte même de la porcelaine et les décors riches et variés de la vaisselle de table, que les groupes, les statuettes et les vases en biscuit et en blanc émaillé. Parmi ces derniers, il est des pièces d'une haute valeur artistique et qui n'ont été surpassées par aucunes fabriques rivales de la sienne. Demmin rapporte, dans son *Guide de l'amateur de porcelaines et de faïences*, que Mayer, un des meilleurs peintres de l'usine, fut chargé, en 1787, de décorer un service destiné au duc d'Orléans (Philippe Egalité), *preuve éclatante de la réputation de la fabrique et de l'artiste*, dit un mémoire du temps, ensuite d'un pari tenu par le duc contre Louis XVI, que Tournai ferait mieux que Sèvres; et, en effet, les pièces des deux usines rivales ayant été comparées, ce fut Tournai qui remporta la palme. Quelques pièces de ce service qui en comptait 1603 (!) et coûta soixante mille cent quarante-huit livres, font l'ornement des collections céramiques. Quant au service lui-même, il fut, du moins en partie, livré au duc d'Orléans : mais il paraît qu'il ne fut pas payé, ce qui ne contribua pas peu au mauvais état des finances de l'établissement.

Peterinck ne borna pas son activité à la direction de la puissante industrie qu'il avait créée. On le voit diriger les travaux de pavage, des constructions de maisons, des installations d'aqueducs, à Tournai. En 1774, il est appelé à Bruxelles pour procéder à la démolition du palais des ducs de Brabant qu'il fera sauter, comme il a fait sauter les fortifications de Menin; en 1782 et les années suivantes, il démolit certaines parties de la citadelle de Tournai; il reprend l'établissement de routes pavées et la construction de maisons. Il obtient même un octroi pour la recherche et l'exploitation de la houille dans le Tournais

et une partie de la Flandre. Peterinck fut professeur de dessin à l'Académie des Beaux-Arts qu'il avait contribué, pour une part, à créer; en 1795, il fut nommé conseiller général pour Tournai. Marié d'abord, en 1743, à Anne-Catherine Deswattines, d'Ath, une vaillante femme qui l'aida courageusement dans la direction de la manufacture, et devenu veuf en 1795, il épousa, le 30 décembre 1796, Marie-Jeanne Frisoy dont il eut encore trois enfants. Il mourut le 5 frimaire an VIII (25 novembre 1799) âgé de 80 ans, et ayant dirigé jusqu'au dernier jour la grande manufacture de porcelaines et de faïences qu'il avait fondée.

E.-J. Soil.

E.-J. Soil, *Recherches sur les anciennes porcelaines de Tournai*. — Le même, *Potiers et faïenciers tournaisiens*.

PETERNEEFS (P.) ou NEEFS. Voir NEEFS (*Pierre*).

PETERS (Bonaventure). Voir PEE-TERS.

PETERS (François-Luc). Voir PEE-TERS.

PETERS-VAUST (Gilles-Pascal-Napoléon), pharmacien, professeur, né à Glons, le 17 mai 1804, mort à Liège subitement, le 15 décembre 1867. Il était fils de Jean Peters et d'Anne-Marie Tilkin.

Après avoir achevé ses humanités sous la direction de son frère aîné, l'abbé Peters, maître intelligent et instruit, il entra à l'université de Liège et fut reçu pharmacien, avec la plus grande distinction, par la commission médicale de la province, le 15 août 1826. L'année suivante, il prit part au concours ouvert pour la chaire de pharmacie instituée à Liège et il fut nommé, par arrêté royal du 4 décembre 1827, professeur à l'hôpital de Bavière. Il y enseigna jusqu'en 1835, tout en exerçant les fonctions de pharmacien en chef des hospices civils de Liège. A la réorganisation de l'enseignement supérieur, en 1835, il fut nommé agrégé à la

faculté de médecine de l'Université; le 7 décembre 1854, il fut nommé professeur extraordinaire et, le 16 mars 1861, professeur ordinaire. Pendant toute sa carrière académique, il fut chargé de l'enseignement de la pharmacie théorique et pratique, y compris la toxicologie. Grâce à ses soins, l'enseignement pratique de cette partie prit un développement remarquable, et les résultats de son enseignement, attestés par la statistique des jurys combinés, furent des plus brillants.

Peters fut nommé membre de la Commission médicale provinciale, le 31 décembre 1837; il en fit partie jusqu'à sa mort et présida ce corps en 1863, 1864 et 1865. Il fut nommé membre honoraire de l'Académie royale de médecine de Belgique en 1862. Absorbé par son enseignement pratique et la direction d'une des premières pharmacies de Liège, Peters-Vaust n'a pas écrit. En collaboration avec Chandelon et Davreux, il prit part à un rapport de la Commission médicale de la province sur les usines à cuivre de Biache et de Jemeppe. Ce rapport a été publié dans les *Annales des travaux publics de Belgique*, t. XVI.

Peters avait épousé M^{lle} Marie-Jeanne - Ferdinande - Joséphine - Louise Vaust, dont il eut deux fils et une fille.

G. Dewalque.

A. Le Roy, *Liber memorialis. L'Université de Liège depuis sa fondation.* — Renseignements particuliers.

PÉTERS (Jean-Jacques), grammairien, né à Glons, le 10 novembre 1802, décédé à Liège, le 17 mars 1867. Il a publié les ouvrages suivants : 1. *Grammaire latine sur un plan entièrement nouveau.* Liège, Jeunehomme, 1836; in-8°. — 2. *Grammaire française sur un plan entièrement nouveau et d'après les principes contenus dans la dernière édition de l'Académie, publié en 1835.* Liège, Jeunehomme, 1836; in-8°. — 3. *Nouvelle grammaire française.* Liège, J. G. Lardinois, 1855; in-18. — 4. *Grammaire du premier âge.* Liège, J. G. Lardinois, 1853; in-18. — 5. *Cours théorique et pratique de langue française.* Liège, J. G. Lardinois, 1857; in-12. — 6. *Lettre à*

M. P. Larousse, auteur de la Lexicologie des écoles. Liège, Grandmont, 1860; in-8°. — 7. *Cours théorique et pratique de langue française. Grammaire complète.* Liège, Spée-Zélis, 1864; in-12.

Émile Van Arenbergh.

Bibliographie nationale. — De Theux, *Bibliographie liégeoise.*

PETERS (Martin). Voir PEETERS.

PETERSHEIM (Henri DE) ou de PIETERSHEIM, écolâtre de Saint-Servais à Maestricht et chanoine de Saint-Lambert à Liège, né dans la seconde moitié du XIII^e siècle, mort vers 1330, était fils de Henri, seigneur de Pietersheim (près de Maestricht), qui mourut le 13 avril 1296, et frère de Guillaume, également chanoine de Saint-Lambert. C'est à tort, croyons-nous, qu'on lui attribue l'invention d'une machine de guerre, appelée *chat*, qui correspondait au *pluteus*, à la *vinea* et au *musculus* des Romains. Tout au plus a-t-il apporté quelque perfectionnement à cet engin, déjà cité dans les textes du XIII^e siècle. C'était une galerie couverte et montée sur roues qu'on traînait aux approches d'une place forte pour en saper les murs et protéger l'attaque. Les Liégeois s'en servirent au siège de Bouvignes, en 1321, et notre chanoine qui accompagnait l'évêque Adolphe de la Marck dans cette expédition, fut chargé d'en diriger la manœuvre. Il parvint, dit-on, à l'aide de sa machine, à faire tomber un pan de muraille considérable, ce qui inquiéta beaucoup les assiégés. Mais, s'il était doué d'un esprit inventif, il devait avoir aussi un caractère remuant et indiscipliné. En 1322, il encourut, paraît-il, la colère de l'évêque pour un fait grave qui devait être puni canoniquement et que les chartes, nous dit M^r de Theux, ne spécifient pas. Plus tard, il commit une nouvelle faute. Le seigneur de Pietersheim, son neveu, voulant se venger d'Adolphe de la Marck qui avait confisqué les seigneuries de Geneffe et de Waremmé, s'était emparé du receveur de l'évêque, l'avait emmené dans son château et fait mourir. Henri se

rendit complice de ce crime. Arrêté à l'église de Saint-Servais de Maestricht, il fut bientôt jugé, condamné à la *charte perpétuelle* et mis en prison au château de Moha, où il mourut peu de temps après.

Fréd. Alvin

Chronique de Jean d'Outremeuse. — Croonen-dael, *Chronique du pays et comté de Namur*, publ. par le comte de Limminghe, t. II, p. 525. — Borgnet, *Cartulaire de Bouvignes*, préface, xxxix. — De Theux, *Le chapitre de Saint-Lambert à Liège*, t. II, p. 31. — Piron, *Algemeene levensbeschrijving*. — De Becdelièvre, *Biographie liégeoise*.

PETIPAS (*Hippolyte*), seigneur de Gamant, savant jurisconsulte, né à Lille, jouissait au commencement du XVII^e siècle d'une grande renommée dans sa ville natale. Il était issu d'une famille noble et ancienne qui comptait, parmi ses membres, Jean, conseiller de Philippe le Bon, en 1462, et secrétaire de Philippe le Hardi, ainsi que Hippolyte, grand-père du jurisconsulte, qui, vers 1560, se distinguait comme poète latin, mais dont les pièces de vers n'ont jamais été imprimées.

Louis Tierenteyn.

Paquot, *Mémoires*, t. II. — Buzelinus, *Gallo-Flandria*, p. 45-46.

PETIT (*Charles-Jean-Baptiste-Désiré*), jurisconsulte, né à Nivelles, le 27 mars 1828, mort à Bruxelles, le 2 novembre 1851. Après avoir fait d'excellentes études classiques, Petit entra à l'Université libre de Bruxelles dont il devint un des plus brillants élèves. Il obtint, avec la plus grande distinction, le grade de candidat en droit, prit part au concours universitaire de 1850-1851 et fut proclamé, le 19 juillet 1853, premier en droit moderne. La mort brisa cette carrière pleine d'avenir : trois mois à peine s'étaient écoulés depuis son succès universitaire quand Petit s'éteignit à Bruxelles, le 2 novembre 1851. Son remarquable mémoire juridique a été publié en 1851 sous le titre de : *Essai d'un traité de la réserve. Cours universitaire 1850-1851. Droit moderne. Mémoire couronné*. Bruxelles, Th. Lesigne, 1853; in-8°, 256 p. (Ex-

trait des *Annales des Universités de Belgique*).

Louis Tierenteyn.

Moniteur, 19 juillet 1851, p. 1868. — *Bibliographie nationale*, t. III, p. 114. — Picard et Larcier, *Bibliographie du droit belge*, p. 593.

PETIT (*Jean-François*), dont le lieu de naissance n'a pu être découvert, fut admis, le 9 septembre 1816, comme membre de la Société de rhétorique d'Ypres dite « de Getrauwe Herten ». Il publia, la même année, chez J.-B. Smaelen-Moerman, imprimeur yprois, un ouvrage assez bizarre et d'une orthographe fort fantaisiste, intitulé : *Nouvel essai sur l'oisellerie calqué sur les températures analogues à celle extraordinaire de 1816. Par Jn Fois Petit, membre honoraire de la Société de rhétorique à Ypres. Ou histoire naturelle des oiseaux, ou bien suite de topographies descriptives des passages périodiques des oiseaux le long des divers fleuves et rivières, depuis les Vosges jusques en Flandres et au delà*. Ypres, J. B. Smaelen-Moerman; in-8°, 11 ff. préliminaires, 93 p. de texte et 29 ff. pour le dictionnaire avicéptologique et la table. Cet ouvrage est précédé d'une épître dédicatoire à M^r Lefebvre, fondateur du collège d'Esquermes qui paraît avoir fourni à cet « oiseleur par goût », comme il s'intitule, de nombreuses occasions de se livrer à sa passion pour l'oisellerie.

Alphonse Diegerick.

Archives communales et bibliothèque publique d'Ypres.

PETIT (*Jean-François LE*). Voir LE PETIT.

PETIT (*Jean-Théodore*), avocat, publiciste, né à Mettet (canton de Fosses), le 3 août 1760, mort à Walcourt, le 1^{er} janvier 1837. Fils de François Petit, seigneur de Pontauray, et de Marie-Claire-Françoise Moureau, il appartenait à une des familles les plus anciennes du quartier de l'Entre-Sambre-et-Meuse, dont les descendants portent encore aujourd'hui : *d'azur à trois lionceaux d'or, à la queue fourchue, armés, lampassés et couronnés de gueules*. DEVISE : *de Henry le lion est hardy*, car leur nom origi-

nel était Henry, de Henry; c'est Jacques-Nicolas de Henry, seigneur de Thozée, bourgmestre de Mettet en 1605, qui fut le premier distingué des autres Henry par ces qualificatifs : dit Petit ou Pety (1).

Jean-Théodore Petit était le cadet d'une famille de neuf enfants; un de ses frères fut officier au service d'Espagne; un autre, chanoine régulier de l'ordre des Prémontrés, proviseur de l'abbaye de Leffe-lez-Dinant; un autre, entré dans le même ordre à l'abbaye de la Val-Dieu, au diocèse de Reims, fut curé de Louette-Saint-Pierre et doyen du canton de Gedinne, à Bièvre; un autre enfin, licencié en théologie de l'université de Louvain, se fit religieux bernardin à l'abbaye d'Aulne, devint prieur de Robermont lez-Liège, et mourut à l'abbaye des Trappistes du Gard, près d'Amiens. Jean-Théodore fut lui-même, dans sa jeunesse, destiné à l'église. C'est ainsi que, le 4 novembre 1784, sa mère lui constitua une rente de 100 florins de Brabant, par-devant les échevins de la cour de Mettet et de Thozée, pour supplément de titre presbytéral, et qu'il alla prendre ses licences en philosophie, le 21 août 1791, à l'université de Louvain; mais, dans la prévision que ses frères ne laisseraient pas de postérité, elle le retira du séminaire de Namur, qu'il fréquentait depuis deux ans, et l'envoya étudier le droit à la faculté de Reims. Il y conquist le diplôme de licencié ès-lois.

Rentré dans sa patrie, il fut nommé avocat à la Cour spirituelle de Liège, procureur de l'Officialité, par lettres patentes du prince-évêque de Liège, en date du 29 mars 1787. Plus tard, il fut député par la ville de Dinant auprès du Tribunal des seigneurs XXII, à Liège. Sur ces entrefaites éclata la révolution française; elle eut son contre-coup à Liège, par la journée du 18 août 1789, qui mit les patriotes en face du prince-évêque. Jean-Théodore Petit tint à rester fidèle aux traditions de l'ancien régime;

(1) Cette dernière forme deviendra désormais au XIX^e siècle, le nom patronymique des siens (Jugements du tribunal de Dinant des 29 novembre 1856 et 3 mars 1864).

les Français, commandés par le général Dumouriez, s'étant emparés de Liège en 1792, l'opposition que fit Petit aux idées républicaines lui valut toutes sortes de persécutions. Il craignit si peu les représailles du pouvoir qu'il rédigea et fit signifier au préfet de Sambre-et-Meuse, le 20 vendémiaire an XI, une protestation énergique de huit prêtres contre la loi qui les obligeait à prêter le serment constitutionnel. Le mouvement protestataire dont Jean-Théodore Petit avait pris l'initiative ne tarda pas à s'étendre dans tout le pays.

Poursuivi de ce chef, il fut conduit à Paris et enfermé à la prison du Temple, d'où il ne sortit, après plusieurs mois, que grâce à de puissantes protections. Rentré dans ses foyers, de 1801 à 1803, il exerça les fonctions de notaire à Walcourt, puis il vécut désormais dans une paisible retraite et ne remplit plus que des fonctions gratuites, telles que celles de juge de paix suppléant du canton de Walcourt, que lui conféra un arrêté du roi Guillaume I^{er}, du 20 mars 1825.

Lorsque Louis XVIII, en 1814, succéda à Napoléon, il fut une des premières victimes du régime républicain qui reçurent la décoration de l'Ordre du Lys; ce fut le duc d'Angoulême qui la lui conféra par brevet du 17 septembre 1814, « pour reconnaître sa conduite « courageuse qui avait mis ses jours en « danger pendant la révolution ».

Jean-Théodore Petit a laissé en manuscrits quelques travaux sur la jurisprudence et l'histoire dans le pays de Liège, entre autres : *Histoire du tribunal des Vingt-Deux; Modus procedendi coram Domino Officiali Leodiensi*, et des notices, parmi lesquelles une *Note sur une villa carlovingienne découverte à Gothem, près de Loos*, (Liège, 1854; in-8^o de 9 pages. Extrait du *Bulletin de la Société scientifique du Limbourg, t. II*).

Jean-Théodore Petit avait épousé, avec dispenses, le 13 juillet 1795, sa parente Philippine-Joséphine-Alexandrine de La Maignière, dernière de sa branche, fille de Joseph-Diendoné de La Maignière, chirurgien major au service d'Autriche, et de Marie-Rose Lambert, sa seconde

femme, petite fille de Bernard, gentil-homme béarnais, et de Marie-Lambertine Biotz. Il en eut trois enfants, nés respectivement en 1796, 1797 et 1800, dont un fils, Théodore-Augustin-Joseph Petit, né à Walcourt, le 28 août 1796, qui fut successivement avocat à Dinant, juge au tribunal de première instance de Neufchâteau, puis de Liège (1830-1833), vice-président du tribunal de première instance de Namur (1833-1836), conseiller à la cour d'appel de Liège (1836-1862), vice-président de chambre (du 21 juillet 1862 jusque vers 1866), chevalier de l'Ordre de Léopold (30 juillet 1850), officier (5 janvier 1861), etc. Admis à la retraite avec le titre de président honoraire de la cour d'appel de Liège, il mourut en cette ville. Il avait aussi été vice-président du conseil provincial de Namur. Il avait épousé, à Namur, le 14 juin 1825, Marie-Julie Gofflot, issue d'une famille d'origine française, dont il laissa notamment deux fils : l'aîné, Théodore-Jules-Joseph Pety de Thozée, fut député de Marche, puis consul général de Belgique; le cadet, Léon-Théodore-Marie Pety de Thozée, avocat à la cour d'appel de Liège, fut gouverneur de la province de Namur avant de l'être de celle de Liège.

Enfin, Jean-Théodore Petit avait une sœur aînée, Marie-Claire, née le 30 septembre 1746, qui avait épousé, le 7 mai 1770, Gérard-Joseph Noel, propriétaire à Waulsort, où il mourut, le 24 avril 1804, laissant un fils, Paul-Godefroid-Joseph Noel (voir ce nom), né à Waulsort, le 11 avril 1789, qui fut peintre de genre et mourut le 27 novembre 1822, à l'aurore d'une carrière qui paraissait devoir être brillante.

Clément Lyon.

Bibl. nat., t. III, p. 121. — *Annuaire de la Noblesse belge*, t. XIX (1865), *généal. de la famille de Henry*, p. 136 à 180. — Chevalier Cam. de Borman, *Les avocats de la Cour spirituelle de Liège* (extrait du *Bull. de l'Institut arch. liégeois*, 1889, t. XXI). — *Bulletin de la Société scientifique du Limbourg*, t. II. — Reg. sacramentaires : état civil de Mettet; état civil de Walcourt. — Tarlier, *Table alphab. des notaires en Belgique*. — Archives familiales de M^r Ch. Pety de Thozée, avocat, ancien commissaire d'arrondissement à Charleroi. — Bouillet, *Dict. d'histoire et de géographie* (Bruxelles, 1834), t. III, p. 771.

PETIT (*Jean-Vincent*), jésuite, né à Gray, vers 1568, décédé à Cambrai, le 4 juin 1637. Il fut recteur des collèges des Jésuites de Namur et de Tournai. Il se distingua par son talent pour la prédication. On a de lui : *Index seu loci communes in Opus Petri Ribadeneræ de Vitis sanctorum*. Cologne, Kinkius, 1635; in-fol.

F.-D. Doyen.

Sotwel, *Bibl. des écrivains de la Compagnie de Jésus*, p. 310-311. — Alegambe, même ouvrage, p. 277-278. — Paquot, *Notes ms.* à la Bibliothèque royale de Bruxelles. — Doyen, *Bibliographie namuroise*, n° 183.

PETIT (*Louis*), philanthrope, né à Mons, le 24 décembre 1632, d'André Petit et de Catherine Demoulin, y décédé le 31 juillet 1711. Dès sa tendre jeunesse, Louis Petit manifesta un goût prononcé pour l'étude et son aversion pour le commerce de son père, qui était « marchand de bière » à la Grille d'or, en la rue de Notre-Dame. Après avoir terminé ses humanités au collège de Houdain, il alla faire sa philosophie au collège du Lys à l'université de Louvain, dont François Petit, son cousin, était régent. Reçu licencié en droit, il revint dans sa ville natale. Grâce à la protection dont l'honorait le duc d'Arenberg, il fut nommé, en 1668, greffier du grand bailliage de Hainaut, charge qu'il exerça jusqu'à la réunion du conseil ordinaire et de la cour souveraine, en 1702.

La vie de Louis Petit s'est passée sans éclat. Son mariage avec Marie-Isabelle Polart, dont il n'eut pas d'enfant, paraît l'avoir mis dans l'aisance. Il devint possesseur des fiefs et seigneuries de Bourbecq, Colroy, Fonciers, La Couturelle, Moncornet à Papignies, Onnezies, Rocq à Montignies lez-Lens, etc. Sa femme étant morte le 26 juillet 1693, il obtint des chanoinesses de Sainte-Waudru l'autorisation de la faire inhumer dans leur collégiale, au pied de la chapelle des Trépassés.

A partir de cette époque, Louis Petit s'occupa tout particulièrement d'œuvres de charité. Ami des pauvres, il était heureux de les soulager dans leurs misères. L'éducation chrétienne de la jeunesse le préoccupait vivement. Sentant

sa fin prochaine, il fit son testament. Cet acte, daté du 21 juillet 1711, nous dévoile ses aspirations pieuses.

Louis Petit institue pour ses héritiers universels les pauvres de Mons et notamment les « honnestes ménages », et si certains de ses parents deviennent indigents, il veut qu'ils soient préférés aux autres nécessiteux. Il affecte à l'école dominicale un revenu de six mille livres pour servir à des distributions en argent, en vêtements, en livres, images et autres objets de dévotion. Il fonde deux bourses de philosophie au collège du Lys, à Louvain. Il établit un « canuaire » de messes avec distribution d'aumônes en la chapelle des Trépassés de l'église de Sainte-Waudru, et donne à cette chapelle une table d'autel en marbre blanc et noir. Enfin, il fait de nombreux legs en faveur de plusieurs couvents de Mons, de la Grande-Aumône des pauvres, de la maison des orphelins, de Michel Petit, chanoine de Leuze, d'Agnès et de Catherine Descamps, du prêtre Petit demeurant à Bruxelles, de Jeanne Petit et de la demoiselle Galopin. Toutes ces dispositions furent exécutées. L'administration de ses fondations était organisée dès 1713. Les exécuteurs testamentaires firent placer sur la tombe de Louis Petit et de Marie-Isabelle Polart, une grande pierre dont l'épithaphe est encore lisible. Ils élevèrent dans la chapelle des Trépassés un bel autel en marbre, qui a été conservé.

Léopold Devillers.

De Boussu, *Histoire de Mons*, p. 436 et 362. — Le même, *Histoire de l'institution de l'école dominicale de Mons*, p. 40. — Archives de l'Etat et de la ville, du bureau de bienfaisance et des hospices, à Mons.

PETIT (Louis-Alphonse-Joseph), historien, né à Péruwelz, le 14 octobre 1813, mort à Baudour et enterré à Péruwelz, le 19 février 1887. Il fut ordonné prêtre le 22 septembre 1838 et attaché d'abord au séminaire de Bonne-Espérance, comme professeur; l'autorité diocésaine le nomma successivement vicaire de la paroisse de Saint-Jean, à Tournai, en 1842, curé d'Hertaing en 1846, de Ladeuze en 1851 et de Baudour en 1856. C'était

un prêtre humble et modeste, d'une activité remarquable et qui sut allier les devoirs de son ministère avec son goût pour l'étude et en particulier pour l'histoire.

En 1853, parut, chez la veuve H. Cassterman, à Tournay, sa première publication contenant l'*Histoire de Notre-Dame de Bon-Secours et des principaux miracles obtenus par son intercession*, suivie de quelques exercices de piété propres à sanctifier le jour du pèlerinage. Ce volume de 200 pages fut réédité en 1875 et en 1883. Petit publia ensuite, en 1861, à Boussu, chez l'imprimeur L. Bailly, des recherches historiques sur le village de Baudour. La même année, chez la veuve Capart, à Boussu, il fit paraître une petite histoire de la chapelle et du pèlerinage de Notre-Dame de Pitié à Baudour, suivie de quelques exercices de piété. C'est de cette époque que datent et s'affirment surtout ses tendances et ses qualités d'historien. En 1863, il collabore aux *Annales du Cercle archéologique de Mons*, où il publie une étude de 31 pages sur la maison hospitalière d'Hautrages. En 1865, il collige en un volume une série de notices, très documentées, sur des édifices religieux du Hainaut, toutes extraites des tomes VI, VII, VIII, XI, XV des *Annales du Cercle archéologique de Mons*, tandis que, dans le *Bulletin* du même cercle, il attire l'attention, par une autre série de publications, sur des localités du Hainaut. La notice historique sur Belœil et celle sur le village et la procession de Wasmès, ainsi que sa notice sur le village de Ghlin, furent également publiées dans les *Annales du Cercle archéologique de Mons*. En 1871, il collabora aux *Mémoires et publications de la Société des sciences, lettres et arts du Hainaut*, par une histoire civile et religieuse de la ville de Péruwelz; c'est dans cette même publication que parut, en 1872, son histoire civile et religieuse de la ville de Saint-Ghislain. Ces deux monographies intéressantes sont encore aujourd'hui consultées. Il donne encore dans les *Annales du Cercle archéologique de Mons*, une communication concernant

la chapelle et l'ancien hôpital d'Hautrage appelés communément « l'hôpital » (t. XI); une histoire civile et religieuse des communes du canton de Péruwelz (Hainaut) (t. XII), ainsi qu'une histoire civile et religieuse des communes du canton de Quevaucamps (t. XVI) et de la ville de Lenze. Petit collabora aussi aux *Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique* (2^e série, t. I : *Ville Pommerœul; Pommerœul; Bourbant*); le tome VI de cette publication contient son histoire de la ville de Chièvres (1880). Il faut citer encore une note sur l'église de Cordes et une autre intitulée : *Une découverte à Chièvres*.

Petit est aussi l'auteur d'un mémoire de sociologie ayant pour titre : *Des conséquences funestes de l'ivrognerie pour l'individu qui s'y livre comme pour la société, et des moyens préventifs et répressifs les plus propres à extirper ce vice ou tout au moins à en arrêter l'extension*. Ce mémoire, qui classe Petit parmi les promoteurs du mouvement antialcoolique, obtint la mention honorable au concours de la Société des sciences, des arts et des lettres du Hainaut, et fut imprimé en 1872, à Mons, chez Dequesne-Masquillier.

A ces connaissances variées, L. Petit joignait, à un haut degré, le sentiment du beau. Il aurait voulu rendre à l'église de Baudour sa primitive splendeur ogivale, quand la maladie vint le clouer sur son lit; cependant, il eut la force de se lever un jour, pour monter en chaire et faire ses adieux à ses paroissiens.

D^r Edmond Deffernez.

Bibliographie nationale, t. III, p. 445.

PETIT (Louis-Joseph), docteur en médecine, né à Courtrai, le 17 prairial an x (6 juin 1802), décédé à Watou, le 24 janvier 1866. Il était médecin-chirurgien-accoucheur de l'école de Bruges, ayant suivi pendant deux ans, de 1824 à 1826, les cours cliniques de l'Université de Paris; membre correspondant de la Société médico-chirurgicale de Bruges, bourgmestre de la commune de Watou pendant vingt-deux ans. Il a exercé avec succès les différentes branches de

l'art de guérir à Watou et dans les environs pendant trente-neuf ans.

Il était le fils de Louis-Claude Petit, médecin militaire diplômé, en 1802, de l'école de médecine de Paris, frère du docteur Joseph-Edmond Petit, résidant à Moorslede, et père du docteur Edmond Petit qui, après avoir exercé la médecine pendant vingt-neuf ans à Watou, s'est retiré de la pratique.

Louis Petit a écrit de nombreux articles de jurisprudence médicale publiés dans les *Annales de la Société médico-chirurgicale de Bruges* et dans les *Annales de la Société médicale de Willebroeck*.

Nous avons de lui : 1^o *Traité de jurisprudence médicale, tendant à organiser les différentes branches de l'art de guérir, accompagné de la réfutation des erreurs et injustices contenues dans le projet de loi des praticiens de Bruxelles par MM. Lepoutre et Petit, praticiens de campagne, le premier à Poperinghe, l'autre à Watou, membres du comité de la Flandre occidentale, constitué à Ypres. Ouvrage contenant un grand nombre d'observations neuves concernant le charlatanisme, la pratique et la philosophie médicale et un aperçu du traitement à l'eau froide (système Priesnitz)*. Lille, 1841. Un premier chapitre de l'exposé des motifs traite de la police médicale, exercée par deux espèces de chambres médicales : les chambres provinciales et les chambres de district, et de leurs attributions respectives. Un second chapitre règle les différentes branches de l'art de guérir. Le projet pose en principe qu'il faudra être docteur en médecine, pour être admis à l'exercice de n'importe quelle branche de l'art de guérir; être, en outre, docteur dans chacune des branches spéciales qu'on voudra pratiquer simultanément avec la médecine interne. Dans ce chapitre, une belle page est consacrée aux remèdes secrets. Les auteurs ont voulu briser dans les mains du charlatanisme, les armes à l'aide desquelles il se fraye insolemment le chemin de la fortune, en même temps qu'il porte atteinte à la noblesse de l'art, et qu'il foule aux pieds les droits incontes-

tables de l'humanité souffrante. Le troisième chapitre s'occupe de l'amélioration du sort des praticiens et des malades pauvres. Le projet est clôturé par un tarif des honoraires, les listes des médicaments et des instruments obligatoires et quelques dispositions transitoires indispensables.

2^o *Observations sur le projet de loi de la commission médicale, nommée à l'effet de présenter un rapport sur les moyens de régulariser, en Belgique, l'exercice de la médecine, de la chirurgie et de la pharmacie.* Anvers, 1841. La législation médicale fut à tous les âges sujette à de vives critiques. Vers 1840, comme maintenant, on la trouvait défectueuse, et alors, comme maintenant, on nomma une commission à l'effet de présenter un rapport sur les moyens de régulariser l'exercice de l'art médical. Le projet élaboré par cette commission divisait la famille médicale en trois branches : docteurs - médecins, docteurs - chirurgiens, docteurs-pharmaciens, avec des attributions nettement circonscrites. Ce morcellement des fonctions médicales, basé sur un principe faux : la division de l'art en médecine externe et médecine interne, aurait le droit de mécontenter tout le monde. Le projet de la commission frappait d'ilotisme la classe la plus intéressante du monde médical : celle des officiers de santé et des médecins de campagne. On limitait *hic et nunc* les fonctions de l'officier de santé au traitement des maladies chirurgicales dans les cas simples et ordinaires. Ils étaient réduits « à saigner et « à raser ». Ils n'étaient pas même représentés dans la commission. Petit se fit l'interprète de leurs vives récriminations et, chirurgien de campagne lui-même, écrivit sa brochure, plaidoyer aussi intéressant qu'intéressé. Après avoir fait remarquer que la commission pouvait s'employer plus utilement à combattre le charlatanisme, — une plaie vive du corps médical, — le docteur Petit expose ses arguments en style clair, méthodique et plein de verve. Il prouve que la loi du 12 mars 1818 ayant déterminé les droits du chirurgien de campagne, celui-ci ne

peut avoir démerité par l'étude et par la pratique. C'est la ruine matérielle et morale ; c'est le reflux vers la campagne des médecins et des pharmaciens qui languissent en ville ; c'est un appât pour attirer au temple d'Epidaure une foule de jeunes gens que leurs capacités ou leur fortune destinaient à embrasser un autre état. A tous points de vue, le projet de la commission est malheureux : il ne fera que jeter la discorde et le déshonneur parmi les membres du corps médical. Le travail de L.-J. Petit est loin d'être sans mérite. Encore, pour l'apprécier à sa juste valeur, faut-il le mettre au point : écrit en 1841, par un modeste médecin de campagne, confiné dans sa thébaïde, n'ayant ni les facilités de communication, ni les facilités de la presse de nos jours, il dénote un caractère et témoigne d'un pur esprit d'initiative.

A un double titre, en ces temps d'indifférence, le docteur Petit peut être signalé comme exemple à la génération médicale actuelle. Il se consacra aux études médicales avec un zèle qui, à la longue, porta préjudice à ses intérêts matériels. Il écrivit beaucoup, mais sa vaillante plume ne l'enrichit guère. Son épouse prit ses écrits en grippe, et, à son décès, satisfaisant enfin une vengeance longuement contenue, les jeta au feu. Sans ce crime de lèse-mémoire, le docteur Petit occuperait peut-être une place glorieuse parmi les célébrités médicales du pays.

Dr Edmond Deffernez.

PETIT (*Louis-Marie-Joseph*), humaniste, né à Mons, le 1^{er} février 1786, décédé à Ixelles, le 5 novembre 1861. Nommé régent d'humanités au collège de Nivelles, le 3 septembre 1813, et professeur de rhétorique au même établissement, le 15 mars 1817, il fut appelé, le 28 avril 1832, au collège communal de Mons, pour y remplir les fonctions de professeur de poésie, et fut promu, en 1834, à celles de professeur de rhétorique. Il devint préfet des études de l'athénée royal de Bruxelles, en 1850.

Louis Petit était le type accompli du professeur et du lettré ; il jouissait d'une

haute considération. Depuis longtemps, il avait pris place parmi les notabilités littéraires de la Belgique. Dès 1819, on citait ses fables avec éloge. L'*Annuaire de la littérature et des beaux-arts* et divers journaux de l'époque de 1830 contiennent plusieurs de ses poésies. En 1833, il fut l'un des fondateurs de la Société des sciences, des arts et des lettres du Hainaut, et en devint le secrétaire général.

Dans une circonstance mémorable, Louis Petit fut l'objet de touchantes manifestations. Son fils aîné, Charles, qui avait suivi son cours au collège de Mons, venait d'être proclamé premier de rhétorique au concours général de l'enseignement moyen, en 1845. Lors de la solennité de la remise des récompenses aux lauréats du concours, le 26 septembre, le savant professeur reçut des mains du Roi la croix de chevalier de l'Ordre de Léopold. Dans cette séance, il fut donné lecture d'un rapport à Sa Majesté, dans lequel le ministre de l'intérieur rappelait la belle carrière de Louis Petit, en disant qu'il s'était constamment distingué par son zèle, par son goût et par la solidité de ses connaissances littéraires, et qu'il n'avait cessé de donner à ses collègues, comme à ses élèves, un exemple vivant de toutes les qualités morales qui doivent distinguer le vrai professeur. Une cérémonie imposante eut ensuite lieu à Mons, le 15 octobre, et toute la ville y prit part. Des arcs de triomphe s'élevaient sur le parcours du cortège, qui se rendit du collège à l'hôtel de ville. Après une réception touchante, l'administration communale décerna une récompense spéciale au père et au fils. Hélas ! la mort prématurée de cet enfant chéri devait assombrir les dernières années de Louis Petit. Son second fils, Emile Petit, récemment décédé, fut conseiller à la cour d'appel de Bruxelles.

Les œuvres en vers de Louis Petit n'ont pas été recueillies ; quelques-uns des discours qu'il a prononcés aux distributions des prix de l'ancien collège de Mons et de l'athénée royal de Bruxelles, ont été imprimés. Lors de la réorganisation de l'enseignement moyen,

il a publié un opuscule qui a pour titre : *Quelques mots d'explications*. Bruxelles, A. Decq, 1850 ; in-8°.

Léop. Devillers.

Paridaens, *Mons sous les rapports historiques, statistiques, etc.* (1819), p. 205. — *Moniteur belge*, des 27-28 septembre 1845, p. 2315. — *Une fête de famille à Mons* (*Gazette de Mons*, du 18 octobre 1845). — *Bibliographie nationale*, t. III, p. 113-114. — Ch. Rousselle, *Biographie montoise du XIX^e siècle*, p. 192.

PETIT (1) (*Marie-Caroline-Sylvie*), écrivain religieux, née à Neufchâteau (province de Luxembourg), le 23 mai 1830, morte dans sa cellule du couvent de Berlaymont, à Bruxelles, le 17 septembre 1882. Fille de Théodore-Augustin-Joseph Petit, plus tard président honoraire de la cour d'appel de Liège, et de Marie-Julie Gofflot, elle entra au couvent de Berlaymont, à Bruxelles, le 4 juillet 1851, en qualité de dame chanoinesse régulière de l'ordre de Saint-Augustin, et y fit sa profession religieuse, le 31 août 1853. Deux ans plus tard, sa santé fut fortement ébranlée par l'émotion douloureuse que lui causa la mort inopinée, survenue le même jour, de sa mère et de sa sœur cadette. Confinée dans sa cellule par de cruelles infirmités, elle conserva toute la vivacité de son esprit et jamais son énergie ne faiblit. Elle fut secrétaire de la Prévôté et de la communauté, jusqu'à la veille de sa mort ; elle s'occupa beaucoup aussi de la correspondance de la maison. Longtemps préfète de l'*Association de Sainte-Cécile*, elle rendit des services importants à cette œuvre pieuse, érigée, en 1864, au couvent de Berlaymont.

Lorsqu'après douze années d'épreuves, elle recouvra la santé (13 mai 1867), des précautions sévères lui furent imposées et, pour qu'elle s'y conformât, sans enfreindre ses obligations de travail et de charité, ses supérieures lui ordonnèrent de se rendre utile en cultivant les dons

(1) Plus tard, un jugement du tribunal de 1^{re} instance de Dinant du 29 novembre 1886, reconnu à tous les membres de sa famille le droit d'ajouter à leur nom patronymique, celui du fief de Thozée, que leurs ancêtres avaient longtemps possédé ; son nom fut donc rectifié comme suit : Pety de Thozée.

de l'esprit qu'elle tenait de la nature.

Pendant sa longue maladie, elle avait consacré ses loisirs forcés à rassembler les souvenirs de la vie de la Vierge et de son culte dans tout l'univers. Elle recueillit des notes et réunit avec goût et patience les monuments de la dévotion à la Vierge. Elle s'occupa d'abord de former un *Recueil des vierges miraculeuses de tous les pays, notices accompagnées d'images de la sainte Vierge, d'après les pieux monuments où elle est vénérée*. Ce n'était au début qu'un album, mais les notices qu'elle y consigna lui donnèrent la valeur d'un livre intéressant, écrit avec une élégante simplicité. Cédant à des conseils, de l'esquisse primitive elle fit un ouvrage développé qui fut imprimé sous ce titre : *Les fêtes de Marie et les temps de l'année qui sont spécialement consacrés à la sainte Vierge. Recueil de considérations sur les principaux traits de sa vie et de son culte*. Bruxelles, H. Goemaere; Arlon, E.-J. Moressée, 1870; in-12, de x et 507 p. Il en a été tiré onze exemplaires en format in-4°. Dix années plus tard, elle publia : *Vie de la Reine de tous les saints, étude pratique de la Vierge considérée dans sa prédestination et les mystères de sa vie, dans ses privilèges, ses prérogatives, ses grandeurs, ses vertus et ses gloires*. Tournai, ve H. Casterman, 1880; gr. in-18, de 528 p.

Elle a laissé en outre en manuscrit un grand nombre de travaux, les uns achevés, d'autres seulement ébauchés :

I. *Notre-Dame du Sacré-Cœur*; in-8°. Juillet 1868. II. *L'écrin des dévôts à Marie*. Manuel de piété; in-18, de 646 p., d'une écriture serrée. III. *Petit manuel de la dévotion à la Sainte Trinité*. Recueil de prières. IV. *La précieuse floraison des deux mois consacrés à Marie*. V. *Vierges miraculeuses et pèlerinages*. VI. *Les épanouissements glorieux du culte de Marie. Traits édifiants*. VII. *Mariana. Bibliographie de la Sainte-Vierge*. VIII. *Notice sur la vie et la mort d'Adèle Pety de Thozée*; in-8°, de 70 p. (1880). IX. *Histoire de la vie et de la mort d'une mère chrétienne*, 1881, in-4°, de 70 pages. Enfin, un *Manuel de piété*; in-18, de 646 p., d'une écriture serrée.

En même temps, Madame Pety de Thozée a formé des collections conservées au couvent de Berlaymont. Sa bibliothèque était une petite Mariana. Elle disposa avec goût, dans cinq grands registres, les images, les estampes, les dessins se rapportant au sujet qui fut sa constante préoccupation. Elle rédigeait des notes intéressantes dans ces riches albums intitulés : *Recueil des Vierges miraculeuses. Les Vierges des grands maîtres de l'art chrétien. Litanies de la Sainte Vierge. Mélanges et sujets divers*. Elle collectionnait aussi les médailles, les jetons, les monnaies et les sceaux qui portaient l'image de la Vierge ou rappelaient son histoire et les nombreux pèlerinages établis dans les localités où elle est spécialement vénérée. A côté de médailles frappées pour les pèlerins, — les plus nombreuses dans cette collection, — on voit quelques pièces rares et d'un beau travail. Elle se proposait d'en publier le catalogue annoté, sous le titre : *Histoire de la Sainte Vierge par les médailles*, en rattachant à la description de ces petits monuments les œuvres les plus importantes de la littérature et de l'art qui retracent les traits de la Vierge, ainsi que les honneurs qui lui sont rendus.

(Clément Lyon.

Bibliographie nationale (1830-1880), t. III, p. 123.
— Renseignements particuliers.

PETIT (Philippe), historien, hagiographe, né à Bouchain, le 3 juillet 1598, de Jean Petit et de Marie Riche, et mort à Douai, le 6 décembre 1671, et non le 14 avril 1661, comme l'a dit Paquot. Son parrain fut Paul de Carondelet, chevalier, seigneur de Maulde, gouverneur de Bouchain. A peine âgé de dix ans, Philippe Petit fut reçu comme novice au couvent des Dominicains de Douai; il y fit profession en 1614 et fut ordonné prêtre en 1621. Il alla continuer ses études à Paris, en 1623, mais ne put y rester à cause de la peste qui sévissait en cette ville. Il habita pendant trois ans Verdun, puis Bouchain. A son retour au couvent de Douai, en 1628, le provincial l'en nomma sous-prieur. En 1629, il fut élu aux fonctions de prieur

et les conserva pendant longtemps, de même que celles de président du collège de Saint-Thomas, à Douai. Il eut, en outre, le titre de prédicateur général et celui de Présenté au doctorat.

Ses ouvrages sont : 1. *Abrégé de la vie du B. Albert le Grand, évêque de Ratisbonne*. Douai, Barth. Bardou, 1635; in-12. — 2. Le même ouvrage, augmenté des *Sermons faits à Douay en la solennité de l'octave de sa béatification*. Bruxelles, God. Schoovaerts, 1637; in-12. Douai, Barth. Bardou, 1637; in-12. Dédié à Jean du Jonequoy, abbé de Marchiennes. — 3. *Les vies et actions des vénérables, sœur Jeanne de Sainte-Catherine et sœur Dominique de la Croix, professes du monastère de Sainte-Catherine de Sienne à Douay*. Douai, Jean de Fampoux, 1649; in-12. Cet ouvrage a eu cinq autres éditions. — 4. *Fondation du couvent de la Sainte-Croix, du collège de Saint-Thomas d'Aquin, du monastère de Sainte-Catherine de Sienne, en la ville de Douay*. Douai, veuve Marc Wyon, 1653; in-4°. — 5. *Abrégé de la vie et des actions mémorables de R. P. Saint Dominique de Gusman, fondateur de l'ordre des FF. Prêcheurs*. Douai, veuve Marc Wyon, 1655; in-12. — 6. *Histoire de la ville de Bouchain, capitale du comté d'Ostrevant, fondée l'an 691 par Pepin de Herstal IV, prince et duc de Brabant*. Douai, veuve Marc Wyon, 1659; in-12. On conservait de lui, au couvent de Douai, deux manuscrits : 1. *De l'Ange Gardien*. — 2. *Abrégé de toutes les vies des saints et des bienheureux de l'ordre des FF. Prescheurs*.

Le style de l'auteur est généralement peu correct et dur. Cela vient, comme l'a fait remarquer Paquot, de ce qu'ayant négligé la lecture des bons écrivains français de son temps, il s'est souvent servi de vieux termes et de phrases que le bon goût a proscrits.

Léopold Devillers.

Paquot, *Mémoires pour servir à l'histoire littéraire des Pays-Bas*, édit. in-4°, t. V, p. 169. — Autobiographie de Philippe Petit, dans la nouvelle édition de l'*Histoire de Bouchain* (Douai, 1864; in-8°), p. 322 et suiv. — H.-R. Duthilleul, *Bibliographie douaisienne* (Douai, 1842), p. 208, 227 et 228.

PETIT (Pierre), jurisconsulte, né à Mons, le 25 septembre 1648, y décédé le 22 août 1716. Après avoir terminé ses études, Pierre Petit fut reçu en qualité d'avocat à la cour souveraine de Hainaut. Nommé, par lettres patentes du 23 avril 1671, conseiller de cette cour en remplacement de Philippe de Trahegnies, il prêta serment le 4 mai suivant. Le 28 juillet 1685, les fonctions d'avocat du Roi lui furent confiées, et, par lettres patentes du 12 décembre 1689, il fut promu au rang de premier conseiller.

Pierre Petit a laissé en manuscrit : *Commentaire sur la charte générale du pays et comté de Hainaut*, en quatre volumes in-fol., et *Recueil des préjugés de la cour souveraine, de 1671 à 1693*, en deux volumes aussi in-fol. Des copies de ces recueils se trouvent dans diverses bibliothèques et notamment à la bibliothèque publique de Mons. Merlin, dans son *Répertoire*, cite le *Commentaire* de Petit comme étant le meilleur qui ait été écrit sur les chartes du Hainaut. Au siècle dernier, il s'était agi de le mettre sous presse; quatre pages seulement furent imprimées dans le format in-folio.

Léopold Devillers.

Ad. Mathieu, *Biographie montoise*, p. 241. — Jules De Le Court, *Introduction générale aux Coutumes du Hainaut*, p. CLXVIII-CLXIX. — Archives de l'Etat, à Mons (états de Hainaut).

PETIT (Sébastien) ou PETYT, écrivain polémiste, né à Enghien, le 31 mars 1631, de Jean et de Marie de Causenere, décédé à Bruxelles, le 2 août 1706. Il avait été baptisé sous le prénom de Nicolas, ainsi qu'il résulte des registres de l'état civil d'Enghien, et lors de son entrée dans l'ordre des Carmes de l'ancienne observance en 1652, il prit le nom de Sébastien de Saint-Paul, sous lequel il est connu. Pendant plusieurs années, l'enseignement de la philosophie et de la théologie dans les couvents du Carmel lui fut confié; des charges importantes lui furent successivement conférées, notamment la dignité de prieur de la maison d'Anvers en 1667; de Bruxelles en 1684 et en 1694; d'assistant et de définiteur; trois fois il fut élu

provincial de Flandre en 1681, en 1690 et en 1700. Le P. Sébastien était très versé dans l'histoire ecclésiastique et prit une part notable à la fameuse dispute qui s'éleva entre les Bollandistes et les Carmes; ces religieux faisaient remonter l'origine de leur ordre jusqu'au prophète Elie; les Bollandistes contestaient cette opinion. Dans quatre écrits publiés de 1683 à 1694, le P. Sébastien s'attaqua directement au P. Papebroch et s'attira des ripostes de ce Bollandiste et de son confrère le P. Conrad Janninck. La controverse prit un ton très vif et Cosme de Villiers convient que l'écrivain enghiennois y montra beaucoup d'aigreur et s'attacha trop à défendre des assertions rejetées par la critique.

Ses ouvrages imprimés sont tous des écrits de polémique religieuse; ce sont: 1. *Rationes contra Archiepiscopum Mechliniensem et dominum Officiale super causa prohibitionis certarum Thesium Mechliniæ a capitulo provinciali disputandarum*. Cologne, 1678; in-4°. Il s'agissait de thèses dont la défense avait été interdite aux Carmes. — 2. *Libellus supplex sanctissimo domino Innocentio XI pro origine et antiquitate ordinis carmelitarum, variisque illius historiis, a S. congregatione rituum iterato recognitis et approbatis, nec non SS. Pontificum bullis, adversus P. Daniele Papebrochium Soc. Jesu, eas ut commenta et imposturas explodentem*. Francfort-sur-Mein, 1683; in-4° de 176 p., plus 12 feuillets d'index et 12 feuillets de liminaires. L'approbation est du 9 octobre 1683. Une réimpression fut faite dans les Etats de Venise, mais supprimée par ordre de la République. — 3. *Exhibitio errorum quos P. Daniel Papebrochius Soc. J. suis in notis ad Acta Sanctorum commisit contra Christi Domini paupertatem, ætatem, etc.* Cologne, 1693; in-4° de 650 p., précédées de 34 feuillets d'approbations et index non chiffrés. L'ouvrage est dédié au pape Innocent XI. — 4. *Motivum Juris pro libro cui titulus: Exhibitio errorum quos... ætatem, etc., prout in Præfatione et signanter pro Baptismo Constantini magni a S. Silvestro Romæ collato, quem cum donatione Constantini Ecclesiæ*

facta aliisque S. Silvestri actis explodit P. Daniel Papebrochius S. J. tamquam fabulam et mendacia. Anvers, 1693; in-4° de 36 p. — 5. *Appendix ad Motivum Juris pro libro a 10 Doctoribus Lovaniensibus approbato cui titulus: Exhibitio errorum... ætatem, etc.* Anvers, 1694; in-4° de 43 p.

Le P. Janninck opposa au *Libellus* et aux trois écrits suivants quatre réponses insérées en tête du tome I des *Acta Sanctorum* du mois de juin.

Cosme de Villiers mentionne un catalogue manuscrit des ouvrages de Sébastien de Saint-Paul.

Ernest Matthieu.

Cosme de Villiers, *Bibliotheca Carmelitana*, t. II, p. 719-722. — Paquot, *Mémoires*, éd. in-8°, t. I, p. 466. — E. Matthieu, *Histoire de la ville d'Enghien*, p. 728. — *Carmelus Bruxellensis*, bibliothèque royale de Bruxelles, ms. 16579. — Acte de l'état civil aux archives communales d'Enghien. — Sommervogel, *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*, t. I, v° Bollandus, col. 1658-1660, indique les publications du P. Sébastien et les écrits qui lui furent opposés.

PETIT, sculpteurs, à Cambrai, au commencement du XVII^e siècle.

Trois artistes de ce nom figurent dans les actes capitulaires, les comptes de la cathédrale et les comptes de la ville de Cambrai.

PETIT (Anthoine) est chargé, le 27 juin 1602, par Messieurs du chapitre de Notre-Dame, de faire neuf figures représentant la *Passion*, pour l'horloge de l'église, et de réparer les anciennes. Dix florins lui furent alloués pour le premier travail, un ducat d'Espagne pour le second (Actes capitulaires cités par Durieux, *Les artistes cambrésiens*, dans les *Mémoires de la Société d'Emulation de Cambrai*, 1873).

Selon Jules Houdoy (*La cathédrale de Cambrai*), Anthoine Petit reçut, en 1602, 27 livres, 10 sous, pour avoir fait neuf figures nouvelles à la *Passion*, et 20 livres pour changer quelques membres si comme bras ou mains, aux vieilles figures de l'horloge de la cathédrale de Cambrai.

Comme on le voit, ces deux auteurs diffèrent quelque peu au point de vue des sommes payées à Antoine Petit pour ce travail.

Selon le même Houdoy, il fut payé à *Luc PETIT* 4 livres pour avoir sculpté six croix de « buisset » (buis) et deux chandeliers pour le grand autel de l'église des Récollets à Cambrai. (Comptes de 1604-1605.)

Selon Durieux, en 1604-1605 un autre Petit, nommé cette fois *Louis*, taille six croix de buis et deux chandeliers pour le grand autel des Récollets, 4 livres. (Comptes de la ville).

De nouveau ces deux auteurs ne sont pas tout à fait d'accord sur les prénoms de cet artiste pour autant qu'il s'agisse d'un seul et même artiste.

Ce Petit portait-il le prénom de Louis ou celui de Luc ou tous les deux? Même doute à ce sujet. Il se pourrait cependant que ce soit Luc dont il s'agit, car Houdoy nous fait savoir qu'un artiste, appelé « maître Luc, le sculpteur, tailla, en 1622, les ornements de la frise et les armes de l'archevêque Guillaume de Berghes, qui ornaient la nouvelle sacristie de la cathédrale Notre-Dame à Cambrai ».

Enfin un *Jacques PETIT* reçut, en 1621, 6 livres pour avoir refait certaines parties brisées aux épitaphes de la cathédrale de Cambrai. « Jacobo Petit sculptori ad reficiendas diversas partes fractas in epitaphiis ».

Tels sont les seuls renseignements qui existent sur ces artistes. Je n'en ai pas trouvé d'autres.

Selon A. De Bove (*Recherches historiques sur les communes du canton de Boussu*), il a existé à Valenciennes, à la fin du *xvii^e* siècle, un sculpteur de haut mérite du nom de Luc Petit (?). Cet artiste serait, selon lui, l'auteur du beau tombeau de Jean I, comte de Boussu, général de bataille, grand et premier écuyer et capitaine de la garde de Charles-Quint, et de sa femme Anne de Bourgogne, que la chapelle des anciens seigneurs de Boussu, attenante à l'église de Boussu, renferme en face de l'autel. Deux colonnes en marbre, de style corinthien, supportent les statues des époux, placés en face l'un de l'autre et tenant chacun l'écu de ses armes. Une arcade joint ces colonnes et surmonte un sarcophage en

porphyre. Les nobles défunts sont représentés sur ce sarcophage avec leurs quatre enfants. Jean de Boussu est armé de toutes pièces, sauf de son casque qui est à ses pieds; sa femme est dans l'attitude de la prière; son fils aîné est agenouillé en arrière et semble pleurer. Sur le sarcophage se trouve une statue en stuc, représentant un homme couché et expirant. On attribue ces statues à Jean Goujon. M^r De Bove (*Bull. Soc. arch. de Tournai*, t. XXIII), pense qu'on pourrait dire, avec plus de raison, qu'elles sont l'œuvre de Luc Petit, sculpteur à Valenciennes, l'auteur du tombeau même.

Edmond Marchal.

PETITHAN (*François*), général, né à Juzaine (Luxembourg), le 21 mars 1788, mort à Bruxelles, le 9 août 1857. La Révolution appauvrit son père et sa mère qui durent émigrer et confier le soin d'élever leur fils à des parents habitant Durbuy. François Petithan reçut pour toute instruction celle que put lui donner un vieux prêtre appelé Devillers. Il s'employait à des travaux agricoles lorsque la conscription le frappa. Incorporé au 26^e régiment de ligne, le 29 août 1807, il prit part aux campagnes de 1807 et 1808 en Prusse, de 1809 à 1813 en Espagne et en Portugal, de 1813 en Saxe et de 1814 en France. Les principales batailles auxquelles il assista furent celles de Rodrigo, Alméida, Salamanque, Torres-Vedras, Onoro, Lützen, Bautzen, Dresde, Leipzig, Hanau. Il termina sa carrière au service de la France en coopérant à la défense de Mayence. Nommé caporal le 1^{er} juillet 1808, sergent le 21 juin 1811, sergent-major le 15 septembre 1812, il recevait les épaulettes de sous-lieutenant le 9 novembre 1813. Ces débuts dans la carrière militaire, très lents pour l'époque, étaient loin de faire présager la haute situation qu'il occuperait plus tard.

Mis en non-activité le 21 août 1814 à la suite de l'abdication de Napoléon, il fut licencié le 27 mai 1815, mais pour entrer immédiatement au service de la Hollande en qualité de sous-lieu-

tenant de la première division d'infanterie. C'est en cette qualité qu'il fit la campagne de 1815 en Belgique contre Napoléon.

De 1815 à 1830, deux dates seulement marquent dans sa vie : le 17 juillet 1815, le roi des Pays-Bas le nomme lieutenant et, le 16 août 1829, l'élève au grade de capitaine.

Dès qu'éclatent en Belgique les mouvements insurrectionnels, Petithan offre au cabinet de La Haye sa démission. Elle est acceptée le 19 novembre 1830. Déjà, le 1^{er} du même mois, il était entré au service du gouvernement provisoire et avait été nommé par le général Goethals capitaine au 1^{er} régiment de ligne, fonctions dans laquelle le gouvernement provisoire le confirmait quelques jours après. Dès ce moment, il devait gravir rapidement les divers degrés de la hiérarchie militaire. Le 12 décembre 1830, il recevait le titre de major et se voyait chargé de l'organisation et du commandement du 10^e bataillon de tirailleurs luxembourgeois. A ses origines, cette troupe n'était qu'une réunion d'hommes, sans autre but arrêté que le désir de courir les aventures.

On conçoit les difficultés que rencontre Petithan pour unifier et plier à la discipline militaire des soldats de ce genre. Il y parvint grâce à son énergie, son tact et son audace. Les affaires du Limbourg auxquelles prirent part les tirailleurs luxembourgeois, notamment celles de Kermpt, Curange, Hasselt et Cortessem, témoignent des résultats obtenus par le major Petithan. Incorporé au 12^e de ligne, le 17 septembre 1831, il eut à pourvoir à la défense de la rive gauche de l'Escaut. Il dut, dans ces fonctions, déjouer les tentatives de l'armée hollandaise, protéger les digues, défendre les habitants contre les déprédations incessantes de l'ennemi, raffermir et développer le sentiment national chez les populations. Relevé de sa charge, lorsque l'armée française vint mettre le siège devant Anvers, Petithan fut détaché à l'état major général de cette place jusqu'à la fin des opérations militaires. Un arrêté royal le nomma lieutenant-

colonel le 7 janvier 1833, en même temps qu'une disposition ministérielle le désignait pour commander le 2^e régiment de chasseurs à pied. Pendant deux ans, il tint garnison dans l'importante forteresse de Venloo. En 1837, il était appelé en qualité de colonel à la tête du 2^e régiment de ligne. Les événements de 1839 le firent détacher à la frontière où il resta jusqu'à la signature du traité du 19 avril.

Six ans plus tard, le 20 juillet 1845, le roi nommait Petithan général major et lui confiait le commandement militaire de la province de Brabant. Il ne devait pas occuper longtemps ces fonctions. En 1848, le gouvernement était amené à mettre à la retraite, par mesure d'économie, un certain nombre d'officiers généraux et Petithan se trouvait parmi ceux que frappait cette politique.

Un arrêté royal du 22 décembre 1856 lui conféra le titre de lieutenant général honoraire.

Peu après sa mise à la pension, le gouvernement l'appela à succéder au général Nypels comme commandant supérieur de la garde civique de Bruxelles.

Cette nouvelle phase de la carrière de Petithan est, sinon la plus brillante, du moins celle où il sut montrer le plus de qualités. Il y avait des difficultés réelles pour un soldat à aborder un tel commandement. Petithan les écarta et il se montra à la hauteur des difficultés qui surgissaient. Pénétrant l'essence constitutionnelle de l'institution à la tête de laquelle le roi le plaçait, distinguant avec habileté la différence qui la séparait de l'armée, il devina bientôt le genre d'autorité qu'il devait exercer et il réussit à la faire accepter par les soldats citoyens. Son caractère le portait à la modération et à la conciliation, ces deux vertus si nécessaires à qui se trouve mêlé à la vie constitutionnelle de la nation. Ces qualités le rendirent l'arbitre suprême des conflits auxquels donnaient naissance les susceptibilités parfois trop grandes de ses subordonnés. La garde civique de Bruxelles ne le conserva pas longtemps à sa tête. Petithan mourut dans la capitale le 9 août 1857.

Petithan avait été successivement nommé chevalier, officier et commandeur de l'Ordre de Léopold; il était, en outre, décoré de la Croix de fer et de l'ordre de la Légion d'honneur.

Louis Henry.

Annuaire militaire. 1837. — Ch. Petithan, *Biographie du lieutenant général Petithan*. — Archives du ministère de la guerre à Bruxelles. — Archives du ministère de la guerre à Paris. — Souvenirs de contemporains.

PETRA (*Herman DE*). Voir HERMAN.

PETRI (*Barthélemy*). Voir PEETERS (*Barthélemy*).

PETRI (*Charles*). Voir PEETERS (*Charles*).

PETRI (*Hermannus*). Voir PEETERS (*Armand*).

PETRI (*Jean*), écrivain ecclésiastique, né à Luxembourg, en août 1597, mort à Hildesheim, le 14 novembre 1665. Entré dans la Compagnie de Jésus le 24 mars 1617, il enseigna la grammaire, la philosophie, les mathématiques, la théologie morale; il se consacra, en outre, à la prédication et fut recteur de Paderborn. Il a publié : *Scita peripatetica selecta ex Universa Philosophia quas in celebri et catholica ad Paderam Universitate pro suprema Philosophiæ laurea emerenda ad disceptationem solennem eruditus D. Assuerus Bucholtz Paderbornensis A.A. LL. et Philosophiæ Baccalaureus proponebat. Anno 1633. Mense Junio die...* Paderborn, Christ. Dödinck, 1633, 40, ff. 12 (præsides P. Joanno Petri). — *Litteræ circulares de morte P. Wilhelmi Wiltheim*. Luxembourg, 26 mars 1636; t. XXX, p. 283-5, des *Publications de la Section historique de l'Institut du Luxembourg* (1876).

Émile Van Arenbergh.

De Backer, *Bibl. des écrivains de la Compagnie de Jésus*, t. II, p. 1918. — Sommervogel, *Bibl. de la Compagnie de Jésus*, t. VI, p. 631.

PETRI (*Martin*). Voir PEETERS (*Martin*).

PETRI (*Pietro DE*), peintre, né à Bruges vers 1550, d'un père italien; mort à Mehrisch-Trübau (Moravie), en 1611. Les annales brugeoises ne le mentionnent pas. Les auteurs allemands assurent que, s'étant formé dans son pays natal, peut-être sous son père, il prit rang parmi les maîtres distingués de son temps. Au cours d'un voyage d'étude, il s'arrêta à Brünn et y trouva faveur. Les circonstances l'amènèrent, par la suite, à se fixer à Mehrisch-Trübau, dont Ladislas Wehlen von Zierotin avait fait un centre intellectuel vivace. Dans cette nouvelle et définitive résidence, Petri compta parmi les citoyens notables. Trois fois il y fut investi des plus hautes fonctions municipales. On cite, parmi ses œuvres conservées, un *Crucifement* et les portraits de Jean de Boscowitz et de Ladislas Welhen. Un inventaire des peintures délaissées par Petri, nommé aussi Peter « Maler », a paru dans l'*Archiv de Hormayr*, en 1823. Il n'est pas à notre connaissance que le maître soit représenté dans aucune galerie publique.

Henry Hymans.

Nagler, *Künstler Lexikon*, t. XI, p. 184.

PETRIMANNUS (*Martin*). Voir PEETERMANS.

PETRODENSIS (*Daniel*) est un de ces personnages dont l'histoire a conservé le nom en même temps que le souvenir de leurs dignités, sans nous permettre cependant de reconstituer leur personnalité. Il fut prieur des Carmes-en-île à Liège, suffragant d'Adolphe de la Marck et évêque d'Arta. Daniel possède déjà cette triple qualité quand, en 1313, il consacre quatre autels à Grave et quand, le 20 octobre 1314, il change la fête anniversaire de la dédicace de l'église du Béguinage de Diest. Ainsi entrevu au début du règne d'Adolphe de La Marck, il rentre aussitôt dans les ténèbres. Mathias de Lewis, Jean de Hocsem, la chronique de 1402, n'ont même pas conservé son nom et le cartulaire de Saint-Lambert ne contient pas un seul acte dont il ait été le

témoin. Seule, son épitaphe nous apprend la date de sa mort, 26 janvier 1338.

DANIEL IPSE FUI, DOMUS HUIUS QUI MONACHATUM
PRIMITUS OBTINUI, PARITER QUOQUE PONTIFICATUM
HINC ARTHANENSEM; SED QUID MIHI NUNC VALUERE
IN NECIS HAEC ENSEM NAM CUNCTA MODO CECIDERE.
HIC CLAUSTRUM STRAVIT; MIHI HINC PROSUNT MELIORA.
LECTOR, UT INDE GRAVI PÆNA CAREAM, PRECOR, ORA.
POST PAULUM JANO MORIOR, DUM CRASTINAT.
ANNO M. C TER, X TRINA SEPTEM SIMUL I QUOQUE.

Le corps fut placé postérieurement au pied du grand autel dans un tombeau de marbre, orné de plaques de bronze. L'épitaphe elle-même n'était pas gravée sur le monument; faite sur parchemin elle avait été placée à une époque inconnue dans un cadre accroché au mur de l'église et orné d'une miniature représentant le défunt portant la mitre et la crosse. Tout cela était perdu quand le P. Bouille publia le premier volume de son *Histoire de Liège*. Se fiant à des tables chronologiques placées alors dans le cloître des carmes, il fit de Daniel le premier suffragant de Henri de Gueldre et son erreur trouva crédit. Quelques années après, mis en présence de l'épitaphe retrouvé, Bouille en interpréta mal la date et, commettant une nouvelle erreur, crut pouvoir faire du prieur des carmes le suffragant de Henri de Leyen.

Quant à la tradition qui attribue à Daniel la construction du cloître : *ab eo stratum esse fertur*, dit la *Bibliotheca carmelitana*, peut-être n'est-elle due qu'à une mauvaise traduction du *claustrum stravit* de l'épitaphe. Enfin, à l'époque où écrivait C. de Villiers, les Carmes étaient encore en possession de rentes que leur aurait laissées leur ancien prieur.

A. Delescluse.

C. de Villiers, *Bibliotheca carmelitana*, t. I, p. 373. — Ernst, *Tableau des suffragans*, p. 106. — Raymaekers, *Het kerkelyk Diest*, p. 437. — Schultjes, *Geschiedenis van het bisdom s'Hertogenbosch*, t. III, p. 784.

PETROMANNUS (*Martin*). Voir PEE-
TERMANS.

PETRUS. Voir PIERRE.

PÉTRY (*Pierre-Antoine-Joseph*), médecin vétérinaire, né à Liège, le 19 mai 1803, décédé à Esneux, le 2 février

1883. Il fit d'abord ses humanités au collège communal de sa ville natale et fut reçu médecin vétérinaire à l'école d'Utrecht, en 1824, après d'excellentes études, qui lui valurent le diplôme de première classe. Il s'établit aussitôt à Momalle, où il remplit pendant deux ans les fonctions de médecin vétérinaire du gouvernement; puis il retourna se fixer à Liège, où il ouvrit, en 1830, un cours de médecine vétérinaire, qui prit fin en 1832, en même temps que s'ouvrait à Bruxelles l'école libre de médecine vétérinaire, subsidiée, ensuite adoptée par le gouvernement et qui devint l'école actuelle de médecine vétérinaire de l'Etat.

La fermeture de l'institut vétérinaire primordial de Liège n'arrêta point le zèle qui animait toujours le jeune praticien pour l'enseignement et l'avancement des sciences médicales, dont il était l'un des adeptes les plus distingués. En effet, nous le voyons, en 1835, accepter la chaire la plus importante d'une seconde école vétérinaire libre, qui venait de s'ouvrir dans la même ville, avec le concours du professeur Lombard et des docteurs Desaiwe et Dewilde.

Trois ans plus tard, Pétry est nommé vétérinaire militaire, mais il quitte bientôt l'armée pour se consacrer définitivement à l'exercice professionnel civil, au cours duquel il ne cessa de rendre de signalés services, contribuant à la conservation et à l'amélioration de notre cheptel national. Professeur, il s'est fait remarquer comme anatomiste; l'université de Liège possède encore aujourd'hui plusieurs de ses préparations très prisées d'anatomie comparée.

Pétry fut affilié à diverses sociétés savantes et nommé, en 1841, en raison de ses travaux et de ses publications, membre titulaire de l'Académie royale de médecine, qui l'admit à l'honorariat, lorsque l'âge et les infirmités lui eurent commandé le repos.

Parmi ses titres à la reconnaissance publique, figure principalement celui d'avoir été le premier, en Belgique, à constater le cowpox spontané sur des vaches indigènes. Cette constatation, faite à Esneux et aux environs, a donné

lieu à d'intéressants débats à l'Académie en 1868. Il y a été démontré, grâce au praticien d'Esneux, que les occasions de renouveler le vaccin, puisé à sa source naturelle, sont plus fréquentes qu'on ne le supposait alors, les vaches indigènes atteintes de cowpox étant moins rares qu'on ne l'avait généralement admis.

L'œuvre de Pétry est considérable; il a publié les travaux dont les titres sont exposés ci-après : 1. *Conseils aux cultivateurs ou des moyens de mettre le bétail à l'abri des atteintes de la pneumonie épizootique*. Liège, 1841; in-8°. — 2. *Notice sur l'éruption des dents caduques de l'espèce bovine* (*Bulletin de l'Académie royale de médecine de Belgique*, tome Ier, année 1842, p. 743 et suivantes). — 3. Avec la collaboration de F. Gérard : *Du typhus charbonneux connu sous le nom de charbon, peste froide, feu Saint-Antoine, régnant particulièrement dans l'arrondissement de Verviers*. S. l., n. n., n. d.; in-8°. — 4. *Considérations sur la pourriture des bêtes à laine*. Liège, 1846; in-8°. — 5. *Notice sur les émanations des fours à zinc, considérées sous le rapport de leur influence sur la santé de l'homme, du bétail et des plantes* (Extrait de la *Revue médicale, pharmaceutique et hippiatrice*, publiée par le Dr Ch. Detienne, fils, à Liège, n° 8, 1847). — 6. *Mémoire sur l'ophtalmie lunatique du cheval, considérée au point de vue de l'économie rurale* (*Annales du Conseil de la province de Liège*, t. III, p. 1 à 22). — 7. *Conseils du vétérinaire ou des soins propres à maintenir en santé les animaux de la ferme, des secours à leur porter dans les cas de maladies subites et dangereuses, des moyens de les guérir de plaies, blessures, etc., suivis d'instructions sur les vices rédhibitoires et de considérations sur l'amélioration de la race chevaline en Belgique*. Liège, 1854; in-8°. Les pages de ce livre consacrées à l'hygiène, et plus spécialement à l'alimentation, et celles réservées à l'élevage du cheval, renferment d'excellentes prescriptions. Elles ont rendu de grands services aux cultivateurs qui ont su s'en pénétrer. C'est un des principaux titres de Pétry à la reconnaissance de ses contemporains. — 8. En collaboration avec

M. Remy : *Note sur l'épidémie aphteuse de 1861-1862* (*Annales du Conseil de salubrité publique de la province de Liège*, t. V, p. 137 à 156, 1863). — 9. *Rapport sur un mémoire de M. Remy, intitulé : Un mot sur le typhus dans le pays de Herve* (*Ibid.*, t. V, p. 46 à 66, 1863). — 10. *Réponse à la critique de M. Verheyen relative au rapport de M. Pétry sur le mémoire de M. Warsage, concernant le typhus du bétail dans la province de Liège* (*Ibid.*, t. VI, n° 18). — 11. *Observation relative à des calculs intestinaux du cheval* (*Bulletin de l'Académie royale de médecine de Belgique*, t. II, 2^e série, p. 693). — 12. *Rapport de la commission chargée d'examiner les mémoires du concours relatif à la pleuropneumonie épizootique* (*Ibid.*, t. X, 1850, p. 3 à 14 et 24). — 13. *Communication sur le cowpox spontané à Esneux* (*Ibid.*, 1868, t. II, 3^e série, p. 482 et suiv. et 904 et suiv.). — 14. *Communication sur la stomatite aphteuse du bétail et son influence sur le lait* (*Ibid.*, 1883, t. IV, p. 18 et suiv.). — 15. *Rapport de la commission chargée d'examiner le travail de M. Warsage, intitulé : Le charbon chez les animaux et ses causes dans la province de Liège* (*Ibid.*, 1883, t. IV, 2^e série). — 16. *Rapport de la commission chargée d'examiner les mémoires envoyés au concours relatif au typhus contagieux épizootique* (*Ibid.*, t. IV, 3^e série, p. 225 et suiv.). — 17. *Note relative à la peste bovine* (*Ibid.*, t. VI, 3^e série, p. 687). — 18. *Considérations sur le typhus bovin et charbonneux* (*Ibid.*, t. VI, 3^e série, p. 687 et suiv.). — 19. *Rapport sur la communication de M. Foelen, relative au chromate de potasse employé en médecine vétérinaire* (*Ibid.*, t. IX, 2^e série, p. 395 et suiv.).

En somme, Pétry a rempli une belle et longue carrière, pendant laquelle il s'est toujours efforcé de se rendre utile à son pays; son nom mérite de passer à la postérité comme celui d'un bienfaiteur de l'agriculture, d'un pionnier de la science vétérinaire et de l'un des hommes qui ont le mieux honoré leur profession. Il était membre de l'Académie royale de médecine de Belgique, chevalier de

l'Ordre de Léopold et de la couronne de chêne, décoré de la croix civique de première classe.

J.-B. Dessart.

PETY DE THOLÉE (Jean-Théodore). Voir PETIT (Jean-Théodore).

PETY DE THOLÉE (Marie-Caroline-Sylvie). Voir PETIT (Marie-Caroline-Sylvie).

PETYT (Edmond-Bernard), écrivain flamand et instituteur, né à Bruges, le 2 juin 1821, mort à Gand, le 17 octobre 1868. Il est l'auteur de deux vaudevilles, d'une ode à Mgr Malou, évêque de Bruges, et d'un ouvrage d'enseignement.

Voici les titres de ces œuvres : 1. *Be-trouwen en liefde, of een gevolg der on-venteling van* 1830. *Tooneel- en blyspel met zang, in één bedryf*. Gand, veuve Gysdaele et fils, 1847; in-16, 78 p. — 2. *Wydingslied van zyne doorluchtige hoogwaerdigheid den heer J.-B. Malou, xixen bisschop van Brugge*. Bruges, L.-B. Herreboudt, 1849; in-12, 12 p. — 3. *Cours préparatoire français-flamand, 1^{er} cours*. Gand, veuve Vander Schelden et fils; 1853; in-18, 48 p. — 4. *Het huis in het woud, kluchtspel in één bedryf*, 2^e édit. Gand, Vander Poorten, 1877; in-32, 23 p.

Léon Goemans.

Bibliographie nationale, t. III. — Frederiks en Vanden Branden, *Biographisch woordenboek*.

PETYT (Jacques), lithographe, né à Bruges, le 30 août 1822, mort dans cette ville, le 12 décembre 1871. Fils de ses œuvres, il résolut dès son jeune âge de devenir artiste. Sans fortune personnelle qui lui permit de faire des études régulières, il ne dut le succès qu'à son application persévérante à étudier par lui-même les chefs-d'œuvre des maîtres. Petyt, dès 1844, établit en sa ville natale un atelier de lithographie. Il réussit si bien qu'il put à peine, dès les premiers jours, satisfaire aux nombreuses commandes. Sans dédaigner l'art gothique, qui commençait seulement à reflourir, il ne se préoccupait que de servir ses

clients en travaillant, avec un goût délicat, dans tous les genres. Ce fut en 1860 que quelques hommes de mérite et de talent, déplorant le mauvais goût des images pieuses, résolurent de ressusciter l'art chrétien dans l'iconographie. Ils créèrent à Bruges le *Heilige Beeldekensgilde*, pour la production et la diffusion d'images pieuses. Jacques Petyt, dont certaines œuvres avaient déjà fait apprécier le talent, fut choisi comme éditeur de la gilde. Cette circonstance lui fournit l'occasion d'étudier plus à fond l'art gothique, pour lequel il ne tarda pas à se passionner. Il fit paraître une remarquable série d'images gothiques et bientôt sa réputation fut faite dans le pays ainsi qu'à l'étranger. La France, la Hollande, l'Allemagne, l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique lui firent d'importantes commandes. On sait l'extension que le baron Béthune donna, en notre pays, à l'art gothique; bien des fois il travailla de concert avec Petyt; les dessins de celui-ci se faisaient remarquer particulièrement par le fini, la délicatesse des moindres détails.

Outre de nombreuses gravures publiées dans les *Annales de la Société d'Emulation* de Bruges, Petyt compte parmi ses œuvres les plus remarquables : les gravures coloriées et les blasons de l'Armorial de Bruges; les plans et vues des *Oude huizen van Brugge*, d'après les dessins de l'architecte Charles Verschelde; les reproductions lithographiques de la *Chdsse de sainte Ursule*, conservée à l'hôpital Saint-Jean, à Bruges (œuvre de Hans Memline); une série de charmantes miniatures concernant une fancy fair tenue à Liège, imprimées en couleur d'après les dessins de M^r Jules Helbig. Nombreux sont les diplômes de sociétés et congrégations, dessins architecturaux, programmes illustrés, etc., dus au crayon de Jacques Petyt, qui fut professeur de dessin à l'Académie royale des Beaux-Arts, à Bruges. Il avait épousé Marie Lem.

P. Vincent-M. van Caloen.

Annales de la Société d'émulation (Bruges), 1871, p. 303. — *Gedenckboek der nyverheid tentoonstelling van West-Vlaenderen, te Brugge* (Bruges, Edw. Gaillard, 1881), p. 437-440. — *Rond den Herd* (Bruges, 1872).

PETYT (Sébastien). Voir PETIT.

PEUPLUS (Ambroise), écrivain ecclésiastique de l'ordre des Frères mineurs. On ignore le lieu et la date de sa naissance, mais on sait qu'il appartenait au couvent de Namur où il mourut en 1658, après avoir été lecteur de théologie et plusieurs fois gardien et définiteur de la province de Flandre.

Le R. P. Peuplus a publié : 1. *Breviarium universæ philosophiæ Scoto-Augustinæ in quatuor partes distinctum, rationale, transnaturalem et moralem cum brevi reductione lectionum ad theologiam*. Liège, Jean Tournay, 1648; in-4°. — 2. *Breviarium practicæ theologiæ ad usum Confessariorum præsertim regularium juxta privilegia eisdem a S. Pontificibus concessa*. Liège, Jean Tournay, 1653. (Réimprimé en 1658). — 3. *Morientium in Domino jus seu libertas sepulture catholicæ sacræ scripturæ testimoniis illustrata, summorum pontificum decretis sancita, principum edictis et placitis obfirmata contra calumnias hæreticorum*. Liège, H. Tournay, 1655; in-4°. — 4. *Arx Fidei, ex operibus majoribus patris M. Hauzeur*.

Fréd. Alvin.

Dirks, *Histoire littéraire et bibliographique des Frères Mineurs de l'observance de saint François*, p. 206. — De Theux, *Bibliographie liégeoise*. — Doyen, *Bibliographie namuroise*.

PEURETTE (Pierre-Joseph), publiciste, né à Liège, le 16 août 1799, décédé en cette ville, le 31 décembre 1879. Il était fils de Gaspar, marchand-brasseur, et de Marie-Anne-Pétronille Chaveaux. C'est par erreur que certains biographes citent les lettres L. S. M. comme étant les initiales de ses prénoms. Il vécut à Liège et à Bruxelles, et, dans ces deux villes, où il était très connu, on l'appelait ordinairement « l'abbé Peurette ». Lui-même, du reste, dans les titres de ses ouvrages, s'attribue cette qualification jusque vers 1840. A la vérité, il avait entrepris, en vue du sacerdoce, des études qu'il poussa jusqu'au diaconat inclusivement. Dès le mois de novembre 1830, il fit paraître en livraisons, chez Rongier, à Liège, des opuscules intitulés :

Mélanges politiques, scientifiques et littéraires de L'Avenir. Cette publication, dont il n'a donné que quatre fascicules, constitue le premier essai de réimpression, en Belgique, des principaux articles du journal *L'Avenir*, fondé à Paris, le 17 octobre précédent, par de Lamennais, avec le concours des abbés Gerbet, Lacordaire, Rohrbacher, etc. Plus tard, notre diacre coopéra à la création du journal *Le Siècle*, dont il fut un des rédacteurs et, en même temps, l'éditeur, sous la firme : *Peurette, F. et sœur, imprimeurs-libraires, rue de la Putterie, n° 4, Bruxelles*. Cette feuille parut du 27 mars au 15 juin 1832; elle comptait parmi ses principaux collaborateurs les abbés Désiré De Haerne et David Verbeke, anciens membres du Congrès national, et l'abbé Gerbet. On sait que, dans la suite, le *Siècle* changea de titre par deux fois. Peurette ne vit point ces métamorphoses sans une grande amertume. Voici comment il s'en explique incidemment : « Un journal que j'avais » établi sous le nom de *Siècle*, que des » étrangers ont défiguré sous le nom » d'*Union* et tué sous celui de *Conservateur*... » (Peurette, *Aux peuples de l'Allemagne, de l'Italie*, etc. Bruxelles, François, 1838, page 26.) Il resta cependant éditeur et collaborateur de l'*Union* jusqu'en 1834. Il fonda, en outre, le *Remorqueur*, feuille dont le but spécial était de relater les faits intéressants qui se rattachent aux chemins de fer. Elle parut à Bruxelles du 24 juillet 1836 au 19 février 1837.

Peurette a publié un abrégé d'une œuvre de saint Alphonse de Liguori dont voici le titre : *Excerpta ex libro cui titulus : Homo apostolicus instructus in sua vocatione ad audiendas confessiones, auctore B. Alphonso Maria de Liguori; seu sensa ejusdem*. Nova editio. Liège, H. Rongier, 1832. Les *Mélanges politiques* et les *Excerpta* ont été imprimés sans qu'il soit fait mention du nom de Peurette comme éditeur.

De 1826 à 1838, il fit différents voyages en France, en Angleterre, en Allemagne, en Hollande et en Italie. Il séjourna pendant deux ans et demi dans

cette dernière contrée. A la suite de longs démêlés avec ses supérieurs ecclésiastiques, et non point, comme il a été dit, pour avoir participé à la révolution belge, il fut incarcéré à Milan et à Rome, au château Saint-Ange.

Dans des lettres adressées à *L'Eclairreur*, Peurette expose les incidents de son emprisonnement, ainsi que les motifs qui, d'après lui, l'auraient provoqué. Un résumé de cette correspondance se retrouve dans un de ses ouvrages : *De la fausseté des principes émis par M. Van Bommel*, etc. (Bruxelles, J. Demat, 1841), pages 258 à 262. Il avait été élève des Jésuites; plus tard, sujet à la manie des persécutions, croyant surtout avoir à se plaindre de la Compagnie de Jésus, il porta aux membres de cet ordre une implacable haine. On comprendra quel fut désormais son état d'âme, en consultant Kersten, *Journal historique et littéraire*, t. VIII, 1841, page 312, et surtout en lisant l'article aussi exact que peu flatteur que lui consacre Jules Delecourt (*Essai d'un dictionnaire des ouvrages anonymes*. Bruxelles, F. Heussner, 1863, pages 300 et 309). Différents factums de Peurette sont signés des pseudonymes : *L'abbé P****, *Pierre-Le Rouge* et *Personne*. La bibliothèque de l'université de Liège (fonds Ulysse Capitaine, n° 6576) possède un portrait-charge de Peurette; il est très ressemblant et a été édité à l'occasion d'une sortie carnavalesque en 1863. Dans la dernière moitié de sa vie, Peurette avait perdu la tête et se livrait à des excentricités publiques qui le rendirent ridicule.

Joseph Defrecheux.

De Becdelièvre, *Biographie liégeoise* (Liège, Jeunehomme, 1837), t. II, p. 830 et 831. — Vander Maelen, *Dict. des hommes de lettres*, etc. (Bruxelles, 1837), p. 148. — André Warzée, *Essai hist. et critique sur les journaux belges* (Gand, Hebbelynck, 1845), p. 102 et 103. — Ulysse Capitaine, *Recherches historiques sur les journaux liégeois* (Liège, J. Desoer, 1850), p. 146, 147 et 189. — *Bulletin du bibliophile belge*, t. XXI (Bruxelles, F. Heussner, 1863), p. 292, 293 et 301. — *Le Rasoir*, journal satirique (Liège, Daxhelet), n° 51, 13 août 1871, avec portrait charge par Victor Lemaitre. — De Theux, *Bibliographie liégeoise*, 2^e édit. (Bruges, Desclée, 1885). — *Bibliographie nationale* (Bruxelles, Weissenbruch, 1897), t. III, p. 123 et 124.

PEVERNAGE (*André*), compositeur de musique, né, d'après l'opinion commune, à Courtrai en 1543. Il est mort à Anvers, le 30 juillet 1591. Le nom d'*Andreas Cortracensis* figurant au titre des *Cantiones sacræ*, œuvre publiée à Anvers en 1602, ne laisserait aucun doute au sujet de la naissance de ce musicien.

Sweertius l'appelle « Flander Cortracensis, vir ad modestiam factus et totus candidus ». Cet auteur reproduit un impromptu de Jean Bochius, pièce reproduite également par Paquot, intitulée *Ad Andream Pevernagæ artis musicæ coryphæum*.

Cependant, d'après un extrait des registres aux actes capitulaires de Saint-Sauveur de Bruges, en date du 21 janvier 1563, publié par Edm. Vander Straeten dans les *Annales de la Société d'Emulation* de la même ville (année 1870), Pevernage serait né à Harlebeke. Cet extrait porte : *Venerabiles domini decanus et capitulum receperunt Andream Pevernage de Harlebeca, clericum Tornacensis diocesis, in magistrum cantus et choralium ecclesie collegiate sanctis salvatoris*. Pevernage n'aurait occupé l'emploi de maître de chant à St-Sauveur que durant quelques mois. En effet, d'après un autre extrait des mêmes registres, également publiés par Vander Straeten, le chapitre de Saint-Sauveur s'occupait, dès le 25 septembre 1563, de trouver un successeur à Pevernage.

Pevernage reçut ses premières leçons de musique dans la maîtrise de la collégiale de Courtrai, où il était enfant de chœur. Ainsi que le prouvent les vers écrits par Rogier Braye (*Poëmatum sacrorum libri septem*. Courtrai, 1627, p. 540) pour les prémices de Pierre Willins à l'église de Sainte-Marie, notre musicien remplissait, en 1573, les fonctions de maître de chant de cette même collégiale :

*Nam phonascus erat tunc Pevernage, suavi
Qui cantu mulsit solis utramque domum.
Pevernage perennis ovet, qui protulit ore
Fatidico : Domine hic meus, inquit, erit.*

Nous savons, par deux épithalames de François Hæmus : *In nuptias Andree*

Pevernage apud Cortracenses Symphonasci et Maria Maeges viduæ, que le 17 juillet 1574 le maître exerçait encore ses fonctions à Courtrai.

Le chanoine F. Vande Putte rapporte que, dans une lettre écrite au mois de juillet 1575 à l'abbé Van Loo, Hæmus lui envoie des paroles à mettre en musique par Pevernage en l'honneur de Marguerite d'Autriche, duchesse de Parme, au service de laquelle était employé, comme maître de chapelle, le neveu de Hæmus. Le chanoine Vande Putte nous fait également connaître qu'Antoine Sanderus, dans l'ouvrage intitulé : *De Scriptoribus Flandriæ*, publié à Anvers chez Van Tongeren en 1624, consacre une courte notice biographique à Pevernage, de laquelle il résulte entre autres que ce dernier eut un fils, « André », prêtre, jésuite très érudit et très savant, résidant à Gand, et un autre fils, « Antoine », qui mourut à Ypres en 1577.

En 1585, Pevernage devint maître du chant à la cathédrale d'Anvers. On conçoit aisément que celle-ci ait cherché à s'attacher un musicien de haute valeur. Il passa dans ces fonctions les dernières années de sa vie. Il publia à Anvers des motets, une anthologie musicale, des chansons spirituelles et profanes. Ses œuvres posthumes — il mourut à l'âge de quarante-huit ans — comprennent des messes, des chants sacrés, des chansons spirituelles et profanes.

Dans sa demeure il organisa des concerts hebdomadaires, dans lesquels il fit entendre les plus belles œuvres des compositeurs italiens, français et belges. L'on rapporte que ce fut pour l'inauguration de ces séances musicales qu'il composa l'hymne à sept voix : *O virgo generosa*, dédiée à sainte Cécile. Cette composition se rattache en ligne directe à la manière palestrinienne et l'idéale beauté dont elle est empreinte ne peut s'expliquer, suivant Ambros, que par une connaissance approfondie des œuvres du plus grand compositeur de l'église catholique.

Le magistrat d'Anvers sut reconnaître

les mérites de Pevernage, notamment lors de la publication du quatrième livre de ses chansons à six, sept et huit voix. C'est pour cet ouvrage que fut mandatée une ordonnance de cinquante florins adressée le 1^{er} février 1591 par le magistrat au trésorier de la ville. Cette pièce est conservée aux archives communales.

Pevernage mourut à Anvers, le 30 juillet 1591, ainsi qu'il est établi par un document authentique des actes du chapitre de Notre-Dame. Il fut enterré dans la cathédrale. L'épithaphe ornant son tombeau a été reproduite par Sweertius, d'après ce dernier par Foppens, et publiée ensuite par Paquot. Il résulte de cette inscription que le grand artiste eut la douleur de perdre sa fille le lendemain du jour où la ville d'Anvers applaudissait au talent du maître en subsidiant ses œuvres. Cette épithaphe contient une transposition de chiffres, en ce sens qu'au lieu de M. D. LXXXIX il convient de lire : M. D. LXXXI :

M. ANDRÉE PEVERNAGIO
MUSICO EXCELLENTI
HUIUS ECCLESIE PHONASCO
ET MARIE FILIE,
MARIA HAECHT VIDUA ET FF. M. POSS.
OBIERUNT HIC XXX JULII, ÆTAT. XLVIII.
ILLA II FEBR. ÆTAT. XII. M.D.LXXXI.

Nous avons mentionné les épithalames de Hæmus en l'honneur de Pevernage et de Marie Maeges. Des documents également conservés aux archives d'Anvers donnent à la femme du maître le nom de Maria Maeght.

L'on connaît de Pevernage les œuvres ci-après indiquées :

Cantiones sacræ seu Motettæ sex, septem et octo vocum. Antverpiæ, ex officina Christ. Plantini, 1578. — Harmonia celeste di diversi eccellentissimi musici a IIII. V. VI. VII. et VIII. voci, nuovamente raccolta per Andrea Pevernage et data in luce. Nelle quale si contiene una scielta di migliore madrigali che hoggidi si cantino. In Anversa, appresso Pietro Phalesio et Giovanni Bellerio, 1583. D'autres éditions de cette anthologie parurent à Anvers en 1589, 1593, 1605, 1614. — Chansons

d'André Pevernage, maistre de la chapelle de l'église cathédrale d'Anvers. Livre premier, contenant chansons spirituelles à cinq parties. *A Anvers, de l'imprimerie de Christofle Plantin, 1539.* — Le Livre deuxième et le Livre troisième, tous deux « contenant chansons spirituelles », parurent chez Plantin, en 1590. — Livre quatriesme des chansons d'André Pevernage, maistre de la chapelle de l'église cathédrale d'Anvers, à six, sept et huit parties. *A Anvers, de l'imprimerie de Christofle Plantin, 1591.* — *Missæ quinque, sex et septem vocum. Antverpiæ apud Petrum Phalesium, 1595.* La seconde édition de cet ouvrage, parue chez Phalèse en 1602 sous le titre de *Missæ V, VI et VII vocum auctore M. Andrea Pevernagio Cathedralis Ecclesiæ B. Mariæ Virginis, Antverpiæ quondam Phonasco*, contient deux messes à cinq voix, trois à une et une à sept voix. — Les *Actes capitulaires* de Saint-Martin, à Ypres, mentionnent, à la date du 3 juin 1589, un recueil de messes d'André Pevernage, dites de la Sainte-Croix, ayant servi à la célébration d'une messe fondée à l'autel de la Sainte-Croix par Jean Snick, doyen. — *Cantiones sacræ ad præcipua ecclesiæ festa et dies dominicas anni directæ, suavisima harmonia sex, septem et octo vocibus compositæ, et tam viva voce, quam omnis generis instrumentis cantatu commodissimæ, auctore Andrea Cortracensi, Mariannæ ædis Antverpiensis musici chori præfecto. Antverpiæ, apud Petrum Phalesium, 1602.* Fétis rapporte qu'une contrefaçon de cet ouvrage parut la même année à Francfort-sur-le-Mein, à l'imprimerie de Wolfgang Rechter, aux dépens de Nicolas Stein. — *Laudes Vespertinæ Mariæ. Hymni Venerabilis Sacramenti, Hymni sive Cantiones Natalitiæ 4, 5 et 6 vocum, auctore Andrea Pevernage. Antverpiæ, apud Petrum Phalesium, 1604.*

Un recueil *Laudes Vespertinæ... A præstantissimis auctoribus M. Andrea Pevernagio, aliisque compositæ. Cum basso continuo ad org. Antverpiæ, apud Petrum Phalesium, 1629*, contient entre autres vingt-six cantiques de Noël, dont

douze avec paroles flamandes, d'André Pevernage.

Chansons d'André Pevernage, tant spirituelles que prophanes, à cinq parties. Nouvellement recueillies et réduites en un livre. En Anvers, de l'imprimerie de Pierre Phalèse, 1606, contient cinquante-neuf chansons.

Les recueils suivants renferment également des compositions de Pevernage :

Joanellus Pietro. *Novi thesauri musici liber primus (secundus, tertius, quartus, quintus) quo selectissime planæque novæ, nec unquam in lucem editæ cantiones sacræ (quas vulgo moteta vocant) continentur octo, septem, sex, quinque ac quatuor vocum, a præstantissimis ac hujus ætatis præcipuis symphoniacis compositæ... Venetiis, apud Antonium Gardanum, 1568.* La deuxième, la troisième et la quatrième partie contiennent des compositions de Pevernage. Dans la troisième partie figure l'hymne à sainte Cécile : *O virgo generosa*. Cette composition a été reproduite au tome VIII, p. 40, de la *Collectio operum musicorum batavorum sæculi XVI*, de Fr. Commer. — *Bicinia, sive cantiones suavisimæ duarum vocum tam divinæ musices tyronibus, quam ejusdem artis peritioribus magno usui futuræ nec non et quibusvis instrumentis accommodæ : ex præclaris hujus ætatis authoribus collectæ. Antverpiæ, excudebat Petrus Phalesius sibi et Joanni Bellerio, 1590.* — Deuxième édition 1609. — *Musica divina di XIX. autori illustri, a IIII. V. VI. et VII voci, nuovamente raccolta da Pietro Phalesio, et data in luce. Nella quale si contengono i più eccellenti madrigali che hoggi si cantino. In Anversa. Appresso Pietro Phalesio et Giovanni Bellerio, 1591.* Cet ouvrage contient une seule chanson de Pevernage, non comprise aux éditions antérieures de 1583 et 1588. D'autres éditions portent la date de 1595, 1614, 1623 et 1634.

Melodia Olympica di diversi eccellentissimi musici a IIII. V. VI. et VII voci, nuovamente raccolta da Pietro Philippi Inglese, et data in luce. Nella quale si contengono i più eccellenti Madrigali che

hoggidi si cantino. In Anversa. Appresso Pietro Phalesio et Giovanni Bellerio. 1591. Des éditions postérieures parurent en 1594, 1611.

Novum pratum musicum longe amœnissimum, cuius spatiosissimo, eoque jucundissimo ambitu (præter varii generis Axiomata, seu Phantasias) comprehenduntur... Antverpiæ, excudebat Petrus Phalesius sibi et Joanni Bellerio, 1592.

Le Rossignol musical des chansons de diverses et excellens auteurs de nostre temps a quatre, cinq et six parties. Nouvellement recueilli et mises en lumière. En Anvers. De l'imprimerie de Pierre Phalese libraire juré 1597. Il existe de cet ouvrage une édition de 1598.

Cinquante Pseaumes de David, avec la musique à cinq parties... par divers excellens musiciens de notre temps. De l'imprimerie de Jerosme Commelin, 1597. Contient le Ps. XXXIII : « Resveillez vous chacun fidèle » (texte de Marot), composition de Pevernage.

Amorum Filii Dei decades duæ : Das ist : Zwanzig liebliche und gantz anmutige, lateinische und deutsche Neue Jhars, oder Weyhenachten Gesenglein, zu Lob und Ehren dem Newgebornen Christkindlein Iesu, zum theil unter etliche fröhliche Madrigalia und Baletti... zu fünf stimmen..., inn öffentlichen druck publiciret von Ioannem Lindemann. Erfurt, 1594. Contient des compositions de Pevernage. Il a paru de cet ouvrage une édition en 1596, une autre en 1598 (voir Eitner, *Monatshefte*, t. X (1877), p. 73 sv.).

Florilegium selectissimarum cantionum præstantissimorum ætatis nostræ autorum, 4. 5. 6. 7. et 8. vorum, in illustri Gymnasio Portensi, ante et post cibum sumtum... collectum et editum studio ac labore M. Erhardi Bodenschatz... Lipsiæ excudebat Abraham Lamberg, 1603. Ce recueil contient une composition : *Cor mundum crea in me Deus* de Pevernage, mais ne portant le nom de ce dernier que dans la deuxième édition du même ouvrage parue en 1618 (Eitner, *Bibliographie der Musik-Sammelwerke*, 1877, p. 780). — *Florilegium sacrarum cantionum quinque vorum. Pro diebus*

Dominicis et Festis totius anni, e celeberrimis nostri temporis musicis, quorum nomina habentur in Indice. Antverpiæ, ex typographia Petri Phalesii ad insigne Davidis Regis, 1609.

M^r Léonard Willems rapporte, qu'au témoignage de Jean de Maes (1581), Pevernage mit en musique des vers du *Boek der liefden* de J.-B. Vander Noot, ouvrage dont on ne connaît pas d'exemplaire. M^r Willems signale également une ode française de Vander Noot, mise en musique par Pevernage et figurant au *Livre quatriesme des chansons*, dont il s'agit ci-dessus.

Enfin, dans le recueil intitulé *Trésor musical*, Robert van Maldeghem n'a pas publié moins de soixante-sept compositions de Pevernage, quelques-unes écrites sur paroles latines ou italiennes, la plupart sur texte français, à cinq voix, et du domaine de la chanson profane. Seule l'œuvre intitulée *Triumphus Chori Angelici de pace hominibus per incarnationem Verbi divini facta*, est écrite à neuf voix, symbolisant les neuf chœurs des anges. Avant d'avoir paru dans le *Trésor musical*, cette dernière œuvre avait été publiée dans la *Cæcilia* de Oberhoffen, Luxembourg, 2^e année, 1863, n^o 7 (voir R. Eitner, *Verzeichniss neuer Ausgaben alter Musikwerke*, Berlin, 1871, p. 199), d'après une gravure de J. Sadeleer, datée de 1583, composition dans laquelle neuf anges tiennent chacun une partie du *Triumphus chori, etc.* Une autre gravure de J. Sadeleer, datée de 1588, représentant un sujet de l'Apocalypse, contient, dans la forme de petits livres ouverts disposés aux deux coins supérieurs, une œuvre de Pevernage écrite à quatre parties, sur le texte : *Dignus es, Domine, accipere librum, etc.*

C'est l'honneur de Van Maldeghem d'avoir, en les publiant en partition, mis en lumière une partie des compositions éparses du maître, une des gloires de l'ancienne école belge. Fran. Witt a fait ressortir combien Pevernage avait su se pénétrer des textes par lui mis en musique, et combien aussi les œuvres du grand musicien sont

empreintes de sentiment et respirent la vie.

Florimond van Duyse.

Fr. Hæmus, *Poemata* (Anvers, 1578), p. 239. — Rogerius Braye, *Poematum sacrorum libri septem* (Courtrai, 1626), p. 539. — Sweertius, *Athenæ belgicae* (1628), p. 125. — Foppens, *Bibliotheca belgica*, t. I, p. 56. — Paquot, *Mémoires*, t. IX, p. 334. — Edm. Vander Straeten, *Annales de la Société d'Emulation* (Bruges, 1870), p. 150. — F. Van de Putte, *mémoires annales*, 1876-77, p. 80 et suiv. — R.-J. van Maldeghem, *Trésor musical*, années 1865-1872. — Fr. Witt, *Monatshefte für Musikgeschichte*, t. VI (1874), p. 74 et suiv. — Edm. Vander Straeten, *La musique aux Pays-Bas*, t. I (1867), p. 127 et suiv.; t. II (1872), p. 243; t. III (1875), p. 5. — Fétis, *Biographie*, t. VII (1875), p. 17. — Alph. Goovaerts, *Histoire et bibliographie de la typographie musicale dans les Pays-Bas* (1880). — G. Grove, *Dictionary* (1880), t. II, p. 697. — R. Eitner, *Bibliographie der Musik-Sammelwerke* (1877), p. 780. — L. Willems, *Biographie de J.-B. Vander Noot*, dans la *Biographie nationale*, t. XV (1899), p. 866 et suiv.

PEVERNAGE (*André*), écrivain ecclésiastique, né à Courtrai, le 4 février 1578, décédé à Gand, le 27 octobre 1626. Sa famille était originaire d'Anvers. Il entra au noviciat de la Compagnie de Jésus le 19 mai 1596 et fut appliqué pendant huit ans à la prédication. A l'occasion d'un de ses sermons, il eut une polémique épistolaire avec un ministre protestant, Jean Lydius, qui rendit la controverse publique dans l'opuscule : *Velitatio epistolica Joannis Lydii, ministri in ecclesia Veteraquinensi, cum Andrea Pevernagio, qui se dicit Societatis Jesu Sacerdotem Gandavi*. Leyde, A. Cloucq, 1610. A la page 9 de son écrit, Lydius donne lui-même le motif de cette attaque véhémement. C'était, — dit-il, après une charge violente contre les jésuites — c'était le jour où l'on célèbre dans votre église la fête des saints Pierre et Paul; moi-même je vous entendis, dans l'église Saint-Nicolas de Gand, prêcher sur le Saint-Sacrement de l'autel et attaquer avec virulence notre cène : *mirifice in nostro (sacramento) stomachantem*. Entretemps, Pevernage avait répondu à son contradicteur par une lettre, que nous trouvons aux pages 29-34 de l'opuscule et qui porte comme en-tête : *Honorato et erudito Magistro Johanni Lydio, Verbi apud suos Ministro, gandavi*

e Collegio nostro 7 Septembris 1609 (1).

Le père Pevernage devint plus tard recteur de la maison de Gand; il remplit cette fonction de 1617 à 1621, et assista, en cette qualité, à la consécration par l'archevêque Boonen, en 1621, de la nouvelle église des jésuites. Le zèle du père Pevernage pour la religion lui valut les éloges de Sanderus, qui lui dédia une de ses épîtres poétiques (*Opuscula minora*, p. 466-468). Il se manifestait surtout dans la propagation du culte de la Sainte Vierge, et dans la défense de son Immaculée Conception. L'on sait de quelles discussions cette question, non encore définie alors par l'église romaine, était l'objet au commencement du XVII^e siècle; les jésuites, notamment, prenaient une part ardente dans la lutte en faveur de la doctrine que Pie IX proclama comme dogme en 1854. Pevernage entra énergiquement en lice et, dans ce but, publia sous le titre de *Libellus de Immaculata B. Virginis Mariæ conceptione*, un opuscule qu'il répandit, en dépit de l'opposition faite par certains de ses contradicteurs. Il institua aussi et propagea dans la ville de Gand, les *Stations de la Vierge* et les processions publiques en l'honneur de la Mère de Dieu. Il écrivit, enfin, une : *Tragi-Comædia : Baldwinus imperator Constantinopolitanus, Baudewyn Graeff van Vlaenderen ende Henegauwe*, jouée au Collège des jésuites à Courtrai en 1621 et imprimée à Ypres; la dédicace mise sur l'exemplaire conservé à la bibliothèque de Gand révèle l'auteur de cette plaquette anonyme.

Baron Joseph Bethune.

Sommervogel, *Bibl. de la Compagnie de Jésus*, t. VI, p. 640. — De Backer, *Bibl. des écrivains de la Compagnie de Jésus*, 6^e série, p. 439 de la 1^{re} édit.; t. II, col. 1920, de la seconde. — Ribadineira, *Bibl. scriptorum soc. Jesu*, édit. d'Algambe, p. 29. — Ziegelbauer, *Opus parthenicum de cultu Immaculatae Conceptionis Beatae Mariæ*, p. 172. — Goethals-Vercurysse, *Aenteekeningen der jaerboeken der stad Cortrijk*, ms. de la bibl. Goethals à Courtrai, vol. 39, p. 373 et vol. 40, p. 152. — *Dies anniversarii eorum ... qui ... mortui sunt in Flandro Belgica provincia* S. J., ms. (ibid.).

(1) C'est assurément cette lettre que visent Sotwel et De Backer lorsqu'ils citent, parmi les œuvres du P. Pevernage, une *Epistola contraversa contra quendam hæreseos Ministrum*.

PEYP (*Corneille*), PYP, PYPE, peintre néerlandais, peut-être parent du Courtraisien Pierre Pype, beau-frère de Van Mander. A cet auteur est due l'unique mention qui soit faite de Corneille. Elle nous le montre fixé à Naples et y recevant pour élève (ce dut être aux environs de 1560), Arnold Mytens (voir ce nom), lequel, à la mort de son maître, devint l'époux de la veuve de Peyp. Les sources italiennes, de même que celles de notre pays, sont muettes sur ce Flamand dont le nom aura, sans doute, passé sous une forme méconnaissable dans les annales de l'art transalpin. Nous ne connaissons aucune œuvre de Peyp.

Henri Hymans.

C. van Mander, *Het schilderboek*, article Mytens.

PEYREMAN (*Catherine*). Voir PEREMANS.

PEYS (*Adrien*), auteur dramatique du XVII^e siècle, sur lequel nous n'avons pas le moindre détail biographique. Paquot en fait un écrivain *flamand*, né vers 1630 ou 1635. Peys est-il bien né en Flandre? La première de ses œuvres fut effectivement imprimée à Anvers. Par contre, toutes les pièces postérieures sont indistinctement imprimées en Hollande et furent jouées sur des scènes hollandaises. On pourrait donc conjecturer que, né dans les provinces belges, notre auteur aura émigré chez nos voisins septentrionaux, où l'art dramatique était plus en honneur que chez nous.

L'œuvre presque entière de Peys se compose de traductions ou d'imitations libres. Ses pièces originales sont rares. Citons : *De hatelijke liefde van den Gotschen Noran en Julia, treurspel door Vertooningen* (c'est-à-dire pantomines), *door A. Peys*. Anvers, M. Verhulst, sans date. Paquot cite une édition de 1661, chez le même, mais nous croyons qu'il y a confusion. C'est, nous l'avons dit, l'unique œuvre de Peys imprimée en Belgique. *De Nachtspookende Joffer, blijspel, gerijmt door A. Peys, vertoont op d'Amsterdamsche Schouwburg* (Amsterdam, Jacq. Lescailje, 1670), paraît éga-

lement être une œuvre originale, ainsi que de *Liefde van Jupiter en Semele, treurspel* (Amsterdam, Otto Baren Smient, 1699).

Peys a surtout rendu service à ses contemporains en leur faisant connaître quelques chefs-d'œuvre du théâtre français contemporain. En 1670 parut de lui une traduction de Molière : *Amphitryon, bly eynde spel, in 't fransch door Mollière* (sic) *ende in 't nederlandsch vertaelt* (door A. Peys). L'*Amphitryon* de Molière est de 1668. On voit que la traduction est presque contemporaine. En 1679, le poète hollandais D. Buysero fit paraître une nouvelle traduction libre, sous le titre : *Amphitruo*.

Citons ensuite : *De getrouwen harders en harderinnenspel, getrocken uyt d'Italiensche Pastor Fido van den ridder F.-B. Guarini, vertoont op d'Amsterdamsche Schouwburg*. Amsterdam, Jacq. Lescailje, 1671. Comme le titre l'indique, c'est une traduction libre de l'italien. — *Scapijn, blyspel, vertoont op de Amsterdamsche Schouwburg*. Amsterdam, hér. Jacq. Lescailje, 1680. C'est une traduction en vers des *Fourberies de Scapin* (1671). Une seconde édition parut chez le même en 1696; une troisième en 1727 chez les héritiers J. Lescailje et D. Rank. — *Het gedwongen huwelyk of Mariage forcé, kluchtspel van Mollière door A. P.* Amsterdam, 1680. La pièce de Molière est de 1664; une seconde édition de la traduction parut en 1682. — *De gemaecte rouw, klucht uyt het Frans door A. Peys*. Amsterdam, 1680, est une traduction de la comédie *Le deuil* de N. Le Breton, sieur de Hauteroche. Seconde édition de la traduction, Amsterdam, veuve G. de Groot, 1682; troisième édition, Amsterdam, veuve Michel de Groot et Gysbrecht, sans date; cette œuvre fut réimprimée en Belgique, à Termonde, chez Ducaju. — *L'Advocat sans Etude. D'Advocaet sonder Study. Door Monsr Mollière, vertaelt door A. P.* Amsterdam, Michel de Groot, 1681. Quoi qu'en dise Peys, cette pièce n'est pas de Molière. Nous n'avons pu en retrouver l'original français. — En 1681 parut le *Korte inhoud van de toveryen*

van Armida of het belegerde Jerusalem (Amsterdam, 1681), résumé d'une pièce qui parut plus tard sous le titre : *De toveryen van Armida of het belegerde Jerusalem, treurspel, door A. Peys*. Amsterdam, veuve G. de Groot, 1695. Cette œuvre, inspirée du Tasse, paraît avoir eu un succès considérable : il en parut successivement des réimpressions en 1700 (veuve de Groot); en 1708 (chez la même); en 1732 (Amsterdam, David Ruarus); en 1780. L'auteur y donna une suite : *Reinout in 't Betoverd Hof; zijnde het gevolg van Armida. Met konst en vlieg werken, Verscheiden Sieraden en Balletten*. Amsterdam, hér. J. Lescaillie, 1697; 2^e édit., 1747, chez D. Duim. D'après cette dernière édition, réimpression gantoise chez J.-F. Kimpe, sans date. — *De maeltijt van den Pederroosgeest, of de gestrafte vrygeest, treurspel*. Amsterdam, 1699. C'est une traduction du *Don Juan ou le Festin de Pierre* de Molière (1665).

On range également parmi les œuvres de A. Peys une traduction du *Bourgeois gentilhomme* : *Gentilhomme Bourgeois ofte burgerlycken edelman, kluchtspel, door Mr Molière ende in 't Nederduytsch vertaelt, door N. N. Vertoont op de Haegsche Schouwburg*. La Haye, chez Lévy van Dyck, sans date. Après la mort de Peys, on publia encore de lui : *De vrouw rechter en party van haar man; blyspel*. Amsterdam, Isaac Duim, 1746. C'est une traduction de *La femme juge et partie* (1669) de Antoine Montfleury. Seconde édition, 1781, chez Helders. Il est peu probable que Peys soit l'auteur de la traduction hollandaise du *Wenceslas* de Rotrou et de quelques autres pièces, qu'on lui attribue sans motif aucun.

Léonard Willems.

Paquet, *Mémoires pour servir à l'histoire littéraire des Pays-Bas*, t. XII, p. 229. — *Belgisch Museum*, 1845, p. 300; *Id.*, 1845, p. 348 et 360 (articles de Snellaert).

PEYT (Jacques ou Coppin), ou PEIT, capitaine (*hoofman*) de la chàtellenie de Bergues-Saint-Winnoc pendant la grande révolte de la Flandre maritime contre Louis de Nevers (1323-1328). On ne sait

ni quand ni où il naquit, et l'on ignore également à quelle date il fut revêtu par le peuple des fonctions de *hoofman*. Ce n'est qu'après la paix d'Arques (19 avril 1326) qu'il apparaît dans l'histoire. Il se signala parmi les adversaires les plus déclarés de ce traité, rompu quelques semaines après sa conclusion. Son rôle fut d'ailleurs aussi court que violent. Toutes les sources s'accordent à le dépeindre comme un furieux révolutionnaire, ennemi irréconciliable de la noblesse et du clergé. A en croire le *Chronicon comitum Flandrensium*, il aurait obligé les partisans du comte tombés entre ses mains, à se massacrer mutuellement sous les yeux du peuple. La même chronique déclare qu'il ne mettait jamais les pieds dans une église et qu'il souhaitait de voir le dernier prêtre suspendu à la potence. Pendant l'année 1326 il exerça, dans la chàtellenie de Bergues, une véritable dictature et jouit d'un ascendant extraordinaire. Il parcourait les villages à la tête de bandes d'hommes armés, traquait les partisans de la paix d'Arques, confisquait leurs biens, obligeait les curés à ne pas tenir compte de l'interdit jeté sur la contrée. Il fut tué par les gens de Furnes, à Hontschoote dans des circonstances inconnues, mais en tout cas avant 1328, et les Brugeois ordonnèrent une enquête à ce sujet. Après la bataille de Cassel et l'écrasement de la révolte, l'évêque de Téroouanne ordonna d'exhumer son cadavre et le fit livrer aux flammes.

H. Pirenne.

Chronicon comitum Flandrensium (*Corpus chronicorum Flandriæ*, t. I, p. 202). — P. Frédéricq, *Corpus documentorum inquisitionis neerlandicæ*, t. I, p. 181 et suiv. — H. Pirenne, *Le soulèvement de la Flandre maritime de 1323-1328*. — A. Bonvarlet, *Bulletin du Comité flamand de France*, t. II, p. 282. — N. de Pauw, *Bulletin de la Commission royale d'histoire*, 5^e série, t. IX, p. 686.

PFEFFER (Simon-Frédéric-Xavier), médecin, né à Huy, le 8 février 1729, mort à Louvain, le 27 novembre 1772. Peu favorisé de la fortune, il alla étudier la médecine à l'université de Louvain, qu'il quitta après avoir obtenu le grade de licencié. Il vint s'établir à Liège et se dévoua au traitement des pauvres.

Entraîné à prendre la défense de la veuve Debor, accusée d'avoir pendu son mari, de complicité avec son gendre, il eut le bonheur de réussir après vingt mois d'efforts et de dégoûts; mais cette affaire lui suscita des ennemis, et il se retira à Louvain, où le professeur Jacquilart lui donna une honorable hospitalité. Il y mourut quatre ans après, à la suite d'une méprise qui lui fit administrer de l'arsenic au lieu d'un purgatif.

Les manuscrits de Pfeiffer sur l'affaire Debor étant venus entre les mains de P.-J. Destriveaux et de Nic. Ansiaux, professeurs de l'université de Liège, ils s'empressèrent de les publier, en faisant ressortir combien sa conduite avait été digne d'éloges. Ce travail parut à Liège, en 1821, au profit de la fille de l'accusée, alors dans une profonde misère. Il est intitulé : *Question de médecine légale. Précis des mémoires du docteur Pfeiffer, écrits pour la défense de deux individus accusés d'avoir commis un homicide volontaire par étranglement et suspension; suivi d'un plan de médecine légale; par P.-J. Destriveaux et N. Ansiaux, professeurs à l'université de Liège.* Liège, Haleng, 1821; in-8° de 67 pages. U. Capitaine donne encore les titres de trois thèses, chacune en une page in-folio.

G. Dewalque.

U. Capitaine, *Étude biographique sur les médecins liégeois* ... (Bull. Institut archéologique liégeois, t. III, p. 477).

PFEIFFER (François-Joseph), peintre décorateur, lithographe et graveur, né à Liège, le 5 octobre 1778, mort à Terborg (Gueldre), le 4 août 1835. Il était fils de François-Joseph, né à Aix-la-Chapelle en 1741 et mort à Bruxelles en 1807, qui vécut longtemps à Amsterdam et y peignit et grava un grand nombre de portraits, parfois attribués à son fils. Elève de son père, François-Joseph Pfeiffer le Jeune s'établit à Amsterdam en 1797 et y devint le peintre décorateur du théâtre. Il se fit apprécier dans ce genre, tant au point de vue de l'invention que de l'art de la perspective. Huit de ses principaux décors, dessinés par lui-même sur pierre, furent publiés après sa mort, en 1845,

par J. Tjasink, à Amsterdam, avec un portrait de Pfeiffer, accompagné de quelques vers de J. van Lennep, et une notice biographique par G. van Enst Koning. Mentionnons encore, dans cet ordre d'idées, un *Théâtre optique*, qui paraît avoir joui d'une certaine célébrité et fut exhibé dans plusieurs villes, de même qu'un *Cosmorama*.

François-Joseph Pfeiffer peignit beaucoup de petits paysages agréables que l'on rencontre dans les collections particulières hollandaises, de même que ses dessins à la plume, et il grava aussi, à l'aquatinta, un certain nombre de compositions, que mentionne Kramm. On lui doit encore deux cahiers de lithographies, dont l'un contient douze études avec figures, et l'autre quinze paysages. Il signait : *F.-J. Pfeiffer Jr.*

Outre le portrait cité plus haut, il existe un portrait de cet artiste, daté de juillet 1815, dans le recueil de gravures de J.-E. Marcus, d'après un dessin exécuté d'après nature par J.-W. Caspari. Pfeiffer était membre de l'Académie royale des Beaux-Arts d'Amsterdam.

Paul Bergmans.

Immerzeel, *De levens en werken der Hollandse en Vlaamsche kunstschilders*. t. II (Amsterdam, 1843), p. 302. — *Nederlandsch kunstblad* t. I (1844), n° 51. — Chr. Kramm, *De levens en werken der Hollandsche en Vlaamsche kunstschilders*, t. IV (Amsterdam, 1860), p. 4274-4275. — A.-J. Vander Aa, *Biographisch woordenboek der Nederlanden*, t. XV (Haarlem, 1872), p. 255-256. — Ad. Siret, *Dictionnaire historique et raisonné des peintres*, 3^e éd., t. II (Bruxelles, 1883), p. 149. — Ch. Le Blanc (*Manuel de l'amateur d'estampes*, t. III, p. 186), attribue à Fr.-J. Pfeiffer le Jeune des travaux de son père. — Renseignements communiqués par M^r E.-W. Moes, sous-directeur du Cabinet des estampes, à Amsterdam.

PFORTZHEIM (Philippe-Charles DE), homme de guerre, né à Colpach, en 1736, mort le 1^{er} mars 1793. Issu d'une famille allemande établie dans le Luxembourg depuis plusieurs siècles, il entra de bonne heure au service de l'Autriche, participa aux campagnes de la guerre de Sept ans et de la Révolution, conquit la plupart de ses grades sur les champs de bataille et resta jusqu'à la fin fidèle à la dynastie des Habsbourg. Pendant toute sa carrière, il se signala par l'audace victorieuse de ses attaques. En 1757, à

Kollin, il fut nommé enseigne à la suite d'un coup d'éclat. Nous le retrouvons, en 1758, à Hochkirchen; en 1759, devant Fribourg et à Maxen; il est alors premier lieutenant. Après la paix d'Hulertsbourg, il devint capitaine des dragons et en 1771 major. En 1773, Marie-Thérèse lui confère le titre de baron. Retiré dans le Luxembourg, Pfortzheim siège aux Etats de la province comme député de la noblesse. Quand la Révolution brabançonne éclate, il se fait le défenseur de la cause autrichienne, réorganise le régiment de Latour et devient colonel en 1790. A Vonèche, à Beauraing, à Anseremme, il lutte contre les troupes belges. Après le rétablissement du régime autrichien, Pfortzheim prit une part brillante à la défense du pays contre la première invasion française et fut tué, devant Huningue, le 1^{er} mars 1793.

A. Delescluse.

Neyen, *Biographie luxembourgeoise*, p. 49.

PHALÈSE (Arnould) ou VANDER PHALISEN, peintre louvaniste du x^{ve} siècle, fils de Jean et d'Agnès Laps. Son père exerçait le métier de brasseur à l'usine appelée *de Meynaert*, située Montagne du Collège, motif pour lequel on le nommait *Aert in den Meynaert*.

En 1468, Charles le Téméraire, sur le point d'épouser Marguerite de York, ordonna de décorer d'une manière splendide son palais de Bruges, « pour y tenir la feste de son toison d'or et la solennité de ses noepses ». Il chargea Armand Regnault de « se rendre à cheval à Gand, à Audenarde et en autres bonnes villes pour faire venir tous les meilleurs ouvriers du pays tant peintres comme autres ». Arnould Vander Phalisen y fut également appelé. Il y travailla, avec dix autres concitoyens, pendant six jours, à raison de dix sols par jour. Il est qualifié de *peintre de figures* ou *pictor ymaginum* dans un acte des échevins de Louvain du 23 décembre 1476. Arnould Vander Phalisen épousa Catherine Rombauts, sœur du peintre sur verre de ce nom. Pendant la même année 1476, il devint propriétaire d'une

maison située rue Sainte-Barbe. L'administration communale le chargea, en 1494, de fournir le modèle d'une médaille commémorative dont elle confia l'exécution à l'orfèvre Josse Pauwels. Le 13 août 1497, il fut appelé, à la prière de maître Jean van Houthem, chancelier de Brabant, au poste de directeur de l'*Omgang* de Louvain, poste qui lui avait été promis dès 1493, lors du décès de Gilles Stuerbout. Il remplaça dans cette charge Rombaut van Berlaer. Mais sa nomination ayant été faite à la minorité des membres du conseil, fut annulée le 16 septembre 1500 et Van Berlaer rétabli dans ses fonctions. Arnould Vander Phalisen vécut longtemps en mésintelligence avec l'administration urbaine. Ses appointements pour l'année 1500 ne lui furent payés qu'en 1503. Il était, en 1510, mayeur de la chapelle de Sainte-Barbe, au Wering et l'un des administrateurs de la confrérie de saint Luc, de Louvain. Arnould Vander Phalisen mourut à Louvain, en 1515. Il laissa trois filles : Catherine, Claire et Elisabeth. Les deux dernières étaient mineures à la mort de leur père. Le 11 juillet 1515, le conseil communal leur accorda l'autorisation de vendre la maison de leurs parents située rue Sainte-Barbe.

Ed. Van Even.

Archives de la ville de Louvain. — Ed. van Even, *L'ancienne école de peinture de Louvain*, p. 84, 220.

PHALÈSE (Hubert) ou PHALESIUS, écrivain ecclésiastique dont l'origine n'est pas bien connue. Foppens le dit natif d'Anvers, ce qui est une erreur. D'après d'autres auteurs, il aurait vu le jour à Louvain, et serait le fils aîné de Pierre Phalèse le vieux ou Vander Phaliesen, imprimeur, qui mourut en 1573 ou 1574. Cette filiation ne paraît pas davantage exacte, car dans plusieurs passages de sa chronique d'Afflighem, il affirme qu'il est né à Bruxelles et confirme encore une fois ce renseignement dans l'acte de sa seconde profession, qu'il signa en 1627. Du reste, il est à remarquer qu'il ne peut être assimilé à Hubert Phalèse, fils aîné de l'imprimeur Pierre Phalèse, car il reçut au baptême le prénom de Pierre,

et ce n'est qu'à partir de la seconde profession dont nous venons de parler qu'il adopta le nouveau prénom d'Hubert.

Dès son jeune âge, il manifesta une prédilection marquée pour les études théologiques, ce qui l'engagea à embrasser la vie religieuse. Il choisit l'ordre de Saint-Benoît, et prononça ses vœux monastiques à l'abbaye d'Affligem. Il remplit successivement les fonctions de curé de Saarligen, près de Grammont, de sous-prieur à Affligem, de prieur du couvent et de curé de l'église de Bornhem, puis encore une fois de sous-prieur d'Affligem, charge qu'il conserva jusqu'à sa mort. En 1627, il s'unit à Benoît de Haeften, prévôt d'Affligem, et à Michel de la Porte, prieur de Wavre, pour préconiser la réforme de la vie monastique de leur ordre. D'accord avec neuf religieux de leurs couvents, ils adoptèrent la règle primitive de saint Benoît, telle qu'elle était présentée par la congrégation lorraine des saints Vitan et Hidulphe. Réunis dans ce but, ils firent une année de noviciat, puis prononcèrent une nouvelle profession religieuse solennelle entre les mains de Jacques Boonen, archevêque de Malines. Ce fut l'origine de la réforme qu'adoptèrent plusieurs monastères bénédictins des Pays-Bas.

Phalèse publia un ouvrage de concordance biblique qui eut un incontestable succès. Il porte pour titre : *Sacrorum biblicorum vulgatæ editionis concordantiæ, ad recognitionem jussu Sixti V Pont. Max. Bibliis adhibitam recensitæ atque emendatæ. Primum a Francisco Luca theologo et decano Audomaropolitano; nunc demo variis locis expurgatæ ac locupletæ cura et studio V. D. Huberti Phalesii, cœnobii Affligemensis ordinis S. Benedicti subprioris*. Ce traité fut imprimé à Anvers, à l'imprimerie plantinienne, après la mort de l'auteur, en 1642. Une seconde édition fut éditée en 1684, à Cologne.

Hubert Phalèse mourut en 1638, le jour de la fête de l'Assomption. Il avait surtout travaillé à propager le culte de la Sainte Vierge, et des auteurs contemporains, entr'autres Beda Regans, assurent qu'il mourut en odeur de sainteté.

Il délaissa plusieurs manuscrits qui n'ont pas été imprimés, notamment une chronique ou histoire du monastère d'Affligem, depuis l'année 1083 jusqu'au 15 août 1637, et un traité qu'il avait intitulé : *Septimana Virginea, zona parthenia exornata, hebdomada annorum a Magdalena mystica decursa*.

Fernand Donnet.

Dom Bernard, *Geschiedenis der benedictynen abdy van Affligem*. — Foppens, *Bibliotheca belgica*. — Alfons Goovaert, *De muziekdrukkers Phalesius en Bellerus*. — Le Roy, *Le grand théâtre sacré de Brabant*. — Sanderus, *Chorographia sacra Brabantiae*.

PHALÈSE (Pierre), éditeur de musique, né à Louvain vers 1510, d'Augustin Vander Phalisen, brasseur, et de Marguerite van Poddeghem. Dans les actes des archives le nom de cette famille s'écrit *Vander Phaliezen*, *Vander Phalisen* et *Vander Phalyzen*, en latin *Phalesius*. Pierre, qui appartenait à la famille du peintre du même nom, est mentionné pour la première fois dans les actes des échevins au 7 juin 1528. Par cette pièce, le futur éditeur, après avoir été émancipé par sa mère veuve, donne procuration pour vendre à maître Corneille van Meldert, docteur en droit et doyen de Saint-Jacques, une part qu'il possédait dans la propriété d'une maison située à la Kleinstrate, actuellement rue Sainte-Barbe.

Phalèse reçut une éducation littéraire. Il écrivait le latin, le français et le flamand. L'artiste épousa une jeune Louvaniste, Anna Hoegaerts, qui appartenait à une honorable famille de cette ville. Son mariage eut lieu avant le 3 juin 1544. Il se fixa à Louvain comme libraire-éditeur. On pense qu'il contracta le goût des livres chez son parent Gilbert Maes, qui imprima à Louvain, en 1527, un opuscule de Nicolas de Boussut, *de plaga Terræ*, et qui est qualifié de facteur d'écrins et typographe dans un acte des échevins de 1544. C'est en sa qualité de libraire qu'il devint, en 1542, suppôt de l'université.

A cette époque, le commerce des livres avait pris à Louvain une extension considérable. La ville universitaire comptait

plusieurs librairies bien approvisionnées. La plus importante était celle de Gaspar Vander Borch, qui formait le point de réunion des beaux esprits et des nouveaux venus parmi les étudiants. Il en est question dans une lettre de Nicolas Cleynaert à Jacques Latomus, datée d'Evora, le 26 mai 1535. Dans cette épître, le grand philologue fait une comparaison entre les rassemblements devant les professeurs de Salamanque et devant le magasin de Vander Borch. C'est une scène d'après nature. « Avez-vous déjà vu à Louvain, dit-il à Latomus, devant la boutique du libraire Gaspar, ces cercles qu'on appelle la chancellerie ces béjaunes? Eh bien! à Salamanque autant de professeurs autant de groupes d'étudiants au milieu desquels les infortunés éprouvent plus de tourments que pendant l'heure même de leur leçon. »

Gaspar Vander Borch, dont nous avons relevé pour la première fois le nom de famille, était déjà établi en 1518. Il vivait encore à la date du 12 août 1538. Phalèse ouvrit sa librairie quand celle de Vander Borch se ferma. Au début il vendait, comme les autres libraires louvanistes, toutes les nouveautés; mais bientôt il s'occupa plus spécialement d'œuvres musicales qu'il faisait imprimer dans les diverses officines de Louvain. La première publication qui porte son nom date de 1546. Elle sort des presses d'un typographe de certain renom, Servais van Zassen. On lit au bas du titre : *Lovanii apud Petrum Phalesium, bibliopalam*; et la dernière page : *Lovanii ex officina Servatii Sasseni, Diestensis*.

Le jeune libraire eut également recours aux presses de Rutger Velpen, Jacques Baten et Martin de Raymaker (*Rotarius*).

Ne mettant en vente que des ouvrages de choix, il ne tarda pas à voir prospérer son commerce. Ce succès le détermina à créer une imprimerie musicale à caractères mobiles. L'octroi royal, pour établir cet atelier, lui fut délivré le 29 janvier 1551. Une des premières productions de la nouvelle officine est de 1552. C'est

un recueil de *chansons* à quatre parties nouvellement composées et mises en musique par maistre Jehan de Lattre. Au bas du titre on lit : *Imprimé à Louvain par Pierre Phalèse, pour luy et Martin Rotaire, l'an MDLII*.

Phalèse se montra constamment homme de savoir et de goût. Tout ce qui sortait de ses presses se faisait remarquer par la netteté et l'élégance des caractères. Il va sans dire que ses laborieuses tentatives pour coopérer au progrès de l'art musical ne tardèrent pas d'être appréciées. En peu de temps, il devint le rival du grand éditeur Tilman Susato, établi à Anvers.

Notre artiste édita, sous forme de petits cahiers oblongs, d'une exécution charmante, une série considérable de morceaux de compositeurs de toutes les écoles de l'époque, sur des paroles latines, italiennes, françaises et flamandes. Ces publications eurent un grand succès, et les exemplaires que le temps n'a point détruits, forment actuellement encore les délices de ceux qui s'intéressent à l'histoire de la musique au XVI^e siècle.

En 1570, Philippe II fit promulguer une ordonnance par laquelle il institua une charge de prototypographe. Le titulaire de cette nouvelle fonction, Christophe Plantin, avait pour mission d'examiner ceux qui voulaient exercer dans les Pays-Bas l'art de l'imprimerie. Le 9 juillet de l'année qu'on vient de lire, « Petrus Phalesius, imprimeur demeurant à Louvain », se présenta devant le grand typographe anversoise pour « être examiné ». Dans le certificat que Plantin lui délivra, il déclare qu'il l'a « trouvé expert en l'art d'imprimer musique, en quoy il s'est seulement exercé, et entend latin, français et flameng ».

Après le décès de Pierre Phalèse, son imprimerie musicale fut continuée pendant quelque temps encore par son fils Corneille, qui édita, à Louvain, en 1574, un recueil de morceaux d'Orlando Lassus.

Pierre Phalèse mourut à Louvain très probablement en 1573. Son fils, Pierre Phalèse, s'établit comme éditeur de mu-

sique à Anvers, où il s'associa avec Jean Bellère, de Liège.

Ed. van Even.

Archives de la ville de Louvain. — Fr. Fétis, *Biographie universelle des musiciens*. — Philippe Rombouts, *Certificats délivrés aux imprimeurs des Pays-Bas par Christophe Plantin*, 1881. — Alphonse Goovaerts, *Histoire et bibliographie de la typographie musicale dans les Pays-Bas*, 1880. — Ed. van Even, *Bulletin de l'Académie royale de Belgique*, 1890, p. 200-213.

PHALIESEN (*Antoine VANDER*), organiste, né à Louvain, mort dans cette ville, le 17 mars 1487. Il était fils naturel de Jean Vander Phaliesen, curé de Saint-Pierre, qui créa, en 1434, une rente en sa faveur. Antoine s'adonna à l'étude de la musique et devint organiste de l'église Saint-Pierre; en 1461, il touchait de ce chef huit *peeters* de traitement; il recevait de plus des indemnités pour certains services extraordinaires, notamment de la confrérie du Saint-Sacrement. En 1483, on lui paye 33 florins du Rhin pour la restauration des trompettes de l'orgue de l'abbaye de Parc. C'est tout ce que l'on connaît, grâce aux recherches de M^r Ed. van Even, de la carrière musicale de ce parent, de la main gauche, du fameux imprimeur de musique de Louvain. Mais si ce dernier devait rendre célèbre le nom de Phalèse, Antoine Vander Phaliesen ne s'était pas acquis une réputation moindre, comme bouffon populaire, sous celui de *Paep Thoen* ou *Thuenis* (prêtre Antoine). Dans son colloque du Banquet des histoires (*Convivium fabulosum*), Erasme nous a conservé deux farces assez piquantes de maître Antoine; il nous dit que celui-ci faisait la joie de Philippe le Bon et il le porte sur lui le jugement suivant : *hujus viri servuntur multa vel jucunde dicta, vel jocose facta, sed pleraque sordidiora*. Des deux traits qu'Erasme rapporte, l'un est, en effet, assez difficile à conter en termes honnêtes. Jean de Brustheim se fit l'écho de ses contemporains quand, en notant la mort d'Antoine, il ajoute : *cujus joci mirandi fuerunt*. Molanus, également, lui consacre quelques lignes et nous apprend qu'il conserva jusqu'à son lit de mort le goût des plaisanteries : à ce qu'on raconte, nous dit l'annaliste de

Louvain, il choisit sa sépulture sous une gouttière pour ne point avoir soif après son décès, et il ordonna de placer son cadavre debout dans la fosse, afin qu'à la demande : « Où git maître Antoine? » on fût obligé de répondre : « Nulle part ». Emule de Tiel Uilenspiegel, notre héros se vit attribuer les plaisanteries d'autres bouffons; et c'est ainsi que J. de Grieck, au XVII^e siècle, donna son nom à un bouffon attitré de Charles-Quint.

Paul Bergmans.

D. Erasmus, *Familiarium colloquiorum opus* (Bâle, 1533), p. 402-403. — Jean de Brustheim, *Catalogus et acta episcoporum leodiensium*, dans la *Chronique rimée de Philippe Mouskes*, publiée par de Reiffenberg, t. I (Bruxelles, 1836), p. 581. — J. Molanus, *Historie Lovaniensium libri XVI*, éd. P.-F.-X. de Ram, t. II (Bruxelles, 1864), p. 745 et 815. — *Messenger des sciences historiques de Belgique*, 1858, p. 321-326 (art. de Ed. van Even). — [J. de Grieck,] *les Actions héroïques et plaisantes de l'empereur Charles V* (Cologne, 1683), p. 72-74.

PHARAILDE (*Sainte*) PHARAILDIS

Les annales de Saint-Bavon de Gand rapportent qu'en l'année 754, l'abbé Agilfrid, le futur évêque de Liège, rapporta de Lotharingie au monastère le corps de sainte Pharailde, « vierge consacrée au Seigneur ». Ce maigre renseignement, qui nous apprend du moins que Pharailde était vénérée comme sainte en Lotharingie avant le milieu du VIII^e siècle, est tout ce que nous pouvons affirmer de certain sur son compte. Lorsque l'abbé Othelbold (voy. ce nom) de Saint-Bavon (1019-1034) envoya à la comtesse de Flandre Otgiva une liste des saints dont le monastère conservait les reliques, il se borna à dire de sainte Pharailde qu'elle reposait depuis une haute antiquité dans le couvent. Ce silence est d'autant plus significatif qu'Othelbold ne manque pas d'indiquer à sa correspondante ce qu'il sait sur les autres saints honorés à Saint-Bavon. On peut en conclure que les deux biographies de sainte Pharailde que nous possédons n'existaient pas encore vers 1030. Ces deux biographies, dont la plus ancienne peut remonter à la fin du XI^e siècle, ne présentent aucune valeur. A les en croire,

Pharaïlde aurait été la fille d'un roi Thierry, se serait distinguée de bonne heure par sa piété, aurait conservé la continence dans le mariage et serait morte enfin pleine de jours et de bonnes œuvres. Il n'y a dans tout cela ni un détail précis, ni une preuve quelconque d'authenticité. C'est le type usuel des légendes hagiographiques relatives à une foule de saints de l'époque mérovingienne dont on ne connaissait guère que les noms. L'indigence de connaissances précises relatives à la sainte apparaît mieux encore dans l'œuvre de son second biographe qui, employant un procédé commode et d'application assez fréquente au moyen âge, emprunte à la vie de sainte Gudule des extraits qu'il applique à sainte Pharaïlde. Il faut renoncer à découvrir, au fond de pareilles sources, la moindre parcelle d'histoire. Nous savons en revanche, avec certitude, que les ossements de sainte Pharaïlde furent emportés à Laon au ix^e siècle par les moines de Saint-Bavon fuyant à l'approche des Normands; qu'ils furent ramenés à Gand en 939 et déposés en partie dans la chapelle castrale qui devint plus tard l'église collégiale de Sainte-Pharaïlde, et en partie au monastère de Saint-Bavon.

H. Pirenne.

Acta Sanctorum des Bollandistes, Janvier, t. I, p. 470-472. — Hautcœur, *Actes de sainte Pharaïlde* (Lille, 1882). — Lettre de l'abbé Othelbold à la comtesse Otgiva, *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere Deutsche Geschichtskunde*, t. VIII, p. 370.

PHILENUS (*Henri*), poète latin du xvi^e siècle, vécut, selon toute probabilité, à Gand. On a de lui une pièce fort bien tournée sur la reconstruction de l'église du polder dit « den audemans » poldere », par Gérard Cuelsbroeck, abbé du Mont-Blandin. Le monument primitif ayant été englouti par les flots, la nouvelle église fut édifiée en 1552. On doit au même auteur trois élégies sur la mort de l'abbé Cuelsbroeck, en 1555. Tous ces poèmes sont conservés dans Syger de Vischere, *Catalogus abbatum monasterii Blandiniensis* (ms. de la bibliothèque de l'université de Gand, G. 7294).

Deux des élégies ont été imprimées par Sanderus dans sa *Flandria Illustrata*, éd. 1735, I, 289.

Alphonse Roersch.

Ouvrages cités.

PHILICINUS (*Pierre*), ou CAMPSON, prosateur et poète latin, né vers 1515, à Feuchies, mort à Binche vers 1568. Au nom que portait sa famille, il substitua celui de Philicinus ou des Fougères, s'inspirant sans doute de l'étymologie du nom de son village natal : Feuchies, à une lieue d'Arras. On lui donne également l'épithète d'*atrebas*. En 1543, il était maître d'école à Binche. Il publia, cette année, à Anvers, chez Gilles Coppens de Diest, pour Math. Crom, un poème en 4 ff. in-4^o, intitulé : *De clade Hannonia et Binchio obsessio à Delphino et duce Aureliano regis Gallorum filiis carmen tumultuarium*... Pièce excessivement rare, réimprimée avec traduction et notes, par Ch. Ruelens, dans : *Le siège et les fêtes de Binche*, Mons, 1878.

Vers cette époque, il dut s'enfuir et se réfugier à Ham-sur-Heure (Hainaut) et non à Ham-en-Picardie, comme l'a dit H. Holstein. Cet événement lui permit de s'adonner à la littérature avec plus de liberté qu'à Binche où il était accablé de besogne. Il y mit la dernière main à une tragédie en cinq actes, à laquelle il travaillait depuis longtemps avec son ami, le frère Liévin van Brecht d'Anvers : la *Magdalena evangelica*. La pièce, datée de Ham, janvier 1544, et dédiée à Guill. Caulier, abbé de Lobbes et de Saint-Gérard-de-Brogne, parut à Anvers, chez J. Steelsius, en 1544 et 1546, et eut le plus grand succès. L'auteur y décrit, avec beaucoup de couleur et une émotion communicative, la rencontre de Marie Magdeleine, Marie Salomé et Marie Jacobi et l'apparition du divin maître (44 ff. in-8^o).

En 1544, aussi, Philicinus donna chez le même imprimeur un dialogue en prose destiné à ses élèves : *Dialogus de Isaaci immolatione ad puerilem captum accomodatus*; in-8^o, 18 ff. Dédié au même abbé. Enfin, dès la même année, il avait terminé une autre tragédie bi-

blique en cinq actes, *Esther*, qui vit le jour dix-huit ans plus tard. Anvers, J. Steelsius, 1563; in-8o, 75 pages. Dédiée à Gérard d'Haméricourt, évêque de Saint-Omer, de Binche, novembre 1562.

Par la suite, Philicinus fut nommé chanoine de Binche et il se rendit, en 1565, au synode provincial de Cambrai en qualité de procureur ou député de son chapitre. A sa mort, il était doyen de Binche et fut enterré en l'église paroissiale. Ses ouvrages contiennent de lui quelques courts poèmes en vers, grecs et latins. Il composa, en outre, l'épithaphe du vénérable Louis de Blois, abbé de Liessies, son ami intime, décédé le 7 janvier 1566; on trouvera également dans l'édition complète des œuvres de cet illustre écrivain, par le père Froius, plusieurs stances de Philicinus.

Alphonse Roersch.

Ouvrages cités. — Sweertius, *Athenæ belgica*, p. 631. — Valere André, *Bibl. belgica*, p. 756. — Foppens, *Bibl. belgica*, p. 1002. — Paquot, *Mémoires*, éd. in-fol., t. II, p. 285. — Peerikamp, 1822, p. 72. — F. Vander Haeghen, *Bibliotheca belgica*. — Goedeke, *Grundriss*, t. II, P. 137. — *Allg. Deutsche Biographie*, art. de Hugo Holstein.

PHILIPKIN (*Emile*), peintre, né à Lebbecke, le 26 mai 1811. Elève de Navez, il appartient à l'école belge plutôt qu'à l'école flamande, dans laquelle le classe Siret. Il avait été nommé, le 17 décembre 1843, professeur de dessin à l'école normale de Nivelles, et conserva cette fonction jusqu'en 1854. Cet artiste a peint en 1862, pour les Dames du Sacré Cœur à Marseille, plusieurs grands tableaux qui décorent le chœur de leur chapelle. On a de lui des portraits à l'huile et au pastel. Philipkin était meilleur dessinateur que coloriste. Nous ignorons la date de son décès.

Ernest Matthieu.

A. Siret, *Dictionnaire des peintres*, 3e édition. — E. Jamart, *Notice sur l'Académie de dessin et l'Ecole industrielle réunis précédée d'un aperçu sur le passé artistique de Nivelles* (Nivelles, 1885), p. 33.

PHILIPPART (*Amé*), médecin, né à Fontenoy, le 28 février 1814, décédé à Tournai, le 2 novembre 1892. Philippart étudia à l'athénée de Tournai, puis

à l'école de médecine de cette ville (fondée en 1821 et qui fut supprimée en 1844) et termina ses études à la faculté de médecine de Gand. A dix-neuf ans, il était docteur en médecine, chirurgie et accouchements. Il se perfectionna encore dans son art par un séjour qu'il fit à Paris et vint enfin se fixer à Tournai où s'écoula toute son existence. En même temps que praticien distingué, Philippart fut un érudit et de nombreux mémoires dus à sa plume furent accueillis dans les revues médicales les plus réputées. Etudiant sans cesse, il n'ignora aucun des progrès que fit l'art de guérir, et il fut, en toutes circonstances, l'un des premiers à les appliquer. Sa bibliothèque médicale avait une importance exceptionnelle et il la possédait tout entière grâce à un système ingénieux de notes classées avec une méthode remarquable. Lors d'une terrible épidémie de choléra en 1849, le docteur Philippart, qui avait, le premier, signalé l'apparition du fléau, se dévoua d'une façon toute particulière; il en fut encore ainsi lorsque le même mal fit une nouvelle apparition, en 1854, à Tournai. Une médaille d'or que lui décerna la ville et, bien des années plus tard, la croix civique de première classe et la croix de chevalier de l'ordre de Léopold, furent la récompense bien méritée d'un dévouement infatigable mis au service d'une science éprouvée.

Amé Philippart enseigna, pendant quarante-sept ans, l'anatomie artistique à l'académie de peinture de Tournai; outre les mémoires destinés à l'académie royale de médecine et aux sociétés médicales du pays et de l'étranger, au nombre d'une trentaine, il écrivit une notice très documentée sur les principaux médecins de Tournai, qui a paru en 1885 dans les *Bulletins de la Société historique et littéraire de Tournai*.

Voici la liste de ses principales publications; la plupart ont paru dans le *Bulletin médical belge* ou dans le *Bulletin de l'Académie de médecine de Belgique* :
1. *Leçons d'anatomie de formes appliquées à la peinture et à la sculpture*. Tournai,

1834; in-12. — 2. *Observation d'hémorrhagie utérine* (Bulletin médical belge). — 3. *Observation d'hémorrhagie nasale abondante* (id.). — 4. *Observation sur un cas rare de dystocie hémorrhagique*. — 5. *Mémoire sur l'état des sciences médicales en Belgique depuis Vésale jusqu'à la suppression de l'université de Louvain en 1796*. (Société de médecine de Gand, 1836; inédit). — 6. *Réflexions sur la distribution des remèdes secrets en Belgique*. — 7. *Modification du procédé de M. Roux pour la staphyloporaphie*. — 8. *Observation sur un polype du col de la matrice*. — 9. *Observation sur un monstre anencéphale*. — 10. *Accouchement à l'âge de 54 ans*. — 11. *Note sur l'emploi du baume de copahu dans la bronchite chronique*. — 12. *Histoire d'une fille née sans yeux*. — 13. *Observation sur les positions occipito-postérieures d'un fongus cancéreux des parties génitales externes*. — 14. *Note sur l'épidémie de variole qui a régné à Tournai en 1837 et 1838*. — 15. *Considérations sur le faux germe*. — 16. *Discours sur l'application de la science de l'homme aux arts du dessin*. — 17. *Lettre sur l'exercice cumulatif des trois branches de l'art de guérir en Belgique*. — 18. *Note sur le traitement de la teigne*. — 19. *Observation de guérison spontanée d'un kyste de l'ovaire*. — 20. *Réflexions sur les études pratiques de médecine*. — 21. *Un cas de cancer du sein suivi du développement monstrueux de la main correspondante*. — 22. *Observation sur un cas de diathèse lymphogène*. — 23. *Sommaire du traitement du choléra asiatique*. Tournai, 1854; in-12. — 24. *Des émissions sanguines dans le traitement des maladies aiguës*. — 25. *Observation sur un cas remarquable de choléra*. — 26. *Notice sur les médecins qui ont exercé leur art à Tournai et qui se sont distingués par leurs écrits depuis l'an 1200 jusqu'à ce jour*. Tournai, 1885.

E.-J. Soil.

PHILIPPE D'ALSACE, comte de Flandre, naquit de Thierry d'Alsace et de Sibylle d'Anjou, sa seconde femme, entre 1136 et 1140, selon toute vraisemblance. Son frère aîné, Baudouin, étant mort entre 1145 et 1150, il se vit

dès lors appelé à hériter un jour du comté de Flandre. De sa jeunesse nous ne savons presque rien. Il semble avoir reçu une éducation soignée, car plusieurs contemporains vantent son goût pour les lettres, et on le voit plus tard en rapports épistolaires avec le célèbre abbé de Bonne-Espérance, Philippe de Harvengt. Son père l'associa de bonne heure au gouvernement du comté. A partir de 1151, il apparaît déjà parfois comme consentant dans des chartes émanées de Thierry, et depuis 1157, le nombre des actes où il est cité devient considérable.

Cette année 1157 forme le point de départ de la carrière militaire de Philippe. Profitant du départ de Thierry pour la Terre Sainte, le comte de Hollande, Florent III, vassal de la Flandre comme possesseur des îles zélandaises, avait cherché, semble-t-il, à secouer une suzeraineté gênante. Un nouveau tonlieu établi par lui à Geervliet avait soulevé les plaintes des marchands flamands. Philippe, aussi soucieux que son père des intérêts du commerce, avait pris en main la cause de ses sujets. Une guerre, sur laquelle nos renseignements sont malheureusement très incomplets, avait éclaté. Sous la conduite de Philippe, elle se termina par la défaite de Florent. Nous sommes moins documentés encore relativement à une querelle au cours de laquelle Philippe livra aux flammes l'église Saint-Augustin de Térouanne (avant 1163). C'est peu de temps après, et en tout cas à partir de 1165, date du quatrième départ de Thierry d'Alsace pour la Terre Sainte, qu'il porta, conjointement avec son père, le titre de comte de Flandre.

Philippe était déjà à cette époque un personnage très considérable. Marié en 1159 à Elisabeth, fille de Raoul I^{er}, comte de Vermandois, la mort de son beau-père lui avait fait recueillir, en 1164, ce beau territoire avec ses annexes : le Valois et l'Amiénois. Lorsque, au décès de Thierry, le 17 janvier 1168, la Flandre fut venue s'ajouter à cette succession déjà riche, Philippe se trouva le prince le plus puissant de tous les Pays-Bas.

Par la Flandre, il possède la vaste région mi-flamande mi-wallonne qui s'étend de l'Escaut à la Canche. Le Vermandois fait pénétrer son influence au cœur de la Picardie, jusqu'aux villes épiscopales de Noyon et de Senlis, à deux journées de marche de Paris. A l'ouest, les évêques de Tournai et de Cambrai subissent depuis longtemps déjà le protectorat flamand, et le comte de Hainaut, Baudouin V, devient en 1169, par son mariage avec Marguerite d'Alsace, le beau-frère de Philippe. A l'est, le comté de Saint-Pol, celui de Guines et surtout celui de Boulogne, dont le possesseur Mathieu, frère de Philippe, a épousé l'héritière, relèvent féodalement de la Flandre et gravitent dans son orbite. Au nord enfin, la Zélande est soumise, elle aussi, à la suzeraineté flamande.

C'est précisément par une éclatante victoire de ce côté que s'ouvre le règne de Philippe d'Alsace. Quelque temps auparavant, en effet, Florent III, voulant venger son échec de 1157, avait repris les armes. Mais la fortune, une fois de plus, se prononça contre lui. Battu et fait prisonnier, il fut retenu à Bruges pendant deux ans, et la cour des pairs de Flandre prononça la confiscation des îles zélandaises. Aussitôt après son avènement, Philippe remit le captif en liberté et lui rendit son fief. Mais ce ne fut qu'après l'avoir contraint à accepter un traité fort humiliant. Florent dut reconnaître la suzeraineté flamande sur la Zélande, supprimer les péages qu'il avait établis dans ce pays et s'engager à n'y élever aucune forteresse. Dans la suite, Philippe n'eut plus à tirer l'épée contre son voisin du nord. C'est vers le sud que l'orientation de sa politique l'entraîna désormais.

Depuis que Louis VI l'avait investi de la Flandre, en 1128, Thierry d'Alsace n'avait cessé de se conduire en fidèle vassal de la couronne de France, et Philippe, pendant toute la première partie de son règne, persista dans la même attitude. En 1173, lorsque la guerre éclata entre Louis VII et Henri II d'Angleterre, il envahit la Normandie

par le nord, tandis que les troupes royales attaquaient ce pays par l'est, et l'année suivante il coopéra, avec tous les contingents féodaux du royaume, au siège de Rouen. Rien d'étonnant dès lors si son influence à la cour fit de rapides progrès. Dès avant 1177, Louis VII négociait par son entremise le mariage du jeune Philippe-Auguste avec Ida de Boulogne, fille du comte Mathieu, frère de Philippe, décédé en 1173.

C'est la même année que Philippe, suivant encore en ceci l'exemple de son père, partit pour la Terre Sainte, après avoir fait de larges donations à une quantité d'églises. Cette expédition dura peu d'ailleurs et ne contribua point à relever le prestige du prince flamand. Des difficultés surgirent entre lui et le roi de Jérusalem. A en croire Guillaume de Tyr, il aurait fait preuve d'un orgueil insupportable dans ses rapports avec les barons de Syrie qui ne durent guère regretter son départ. Il passa sans doute par Constantinople, soit en allant en Judée, soit en quittant ce pays. Il dut y nouer des relations assez intimes avec l'empereur Alexis Comnène car, en 1179, il s'entremet auprès de lui, à la prière du roi de France, pour négocier l'union d'Agnès, fille de Louis VII, avec le successeur du Porphyrogénète.

Ce détail prouve que ses rapports avec la couronne continuaient à être excellents. Nous le voyons d'ailleurs, la même année, accompagner le roi dans son voyage en Angleterre et recevoir bientôt une preuve plus éclatante encore de sa faveur. C'est à lui, en effet, que Louis VII, malade et devenu incapable de régner, abandonna peu après (septembre 1179?), non point la tutelle, comme on l'a cru souvent à tort, mais du moins l'éducation du jeune Philippe-Auguste, dont le comte fut depuis lors le premier conseiller. Lorsque, quelques semaines plus tard (novembre 1179), le prince royal fut, sur l'ordre de son père, couronné à Reims, c'est à Philippe d'Alsace qu'échut le double honneur de porter l'épée devant lui et de servir à sa table en qualité de porte-mets (*dapifer*).

La haute situation que venait d'obte-

nir le comte de Flandre le brouilla tout de suite avec la maison de Champagne, qui avait jusqu'alors partagé avec lui la première place dans les conseils de la couronne.

Philippe s'était efforcé jadis de se concilier l'amitié de cette puissante dynastie, et un mariage avait été projeté, dès 1171, entre le jeune Henri de Troyes et Isabelle, fille de Baudouin de Hainaut et de Marguerite d'Alsace, sœur du prince flamand. Mais cette union, bien que confirmée encore par serment au commencement de l'année 1179, ne répondait plus à l'ambition croissante du comte. Il crut qu'en donnant sa nièce Isabelle pour épouse à Philippe-Auguste, il le soumettrait définitivement à son influence, et, à la fin de 1179, il obtint de lui la promesse solennelle de prendre pour femme la jeune princesse. Il se résigna d'ailleurs à un sacrifice considérable pour arriver à ses fins. Toute la région située au sud du Neuf-fossé, de la Lys et de la Scarpe fut constituée en dot à Isabelle, avec cette restriction toutefois qu'elle ferait retour à la maison de Flandre au cas où la future reine ne laisserait pas d'héritiers mâles. C'était sacrifier l'avenir du comté de Flandre à des rêves de grandeur qui ne devaient pas se réaliser. Philippe s'en aperçut trop tard. La seule excuse que l'on puisse donner de sa conduite, c'est que, étant lui-même sans enfants et sans espoir d'en avoir jamais, vu la stérilité de sa femme, il se préoccupait médiocrement d'un héritage destiné à passer, après sa mort, à sa sœur Marguerite, et ne s'inspirait, dans sa politique, que de son intérêt personnel. Il crut sans doute avoir remporté un triomphe considérable lorsque, le 28 avril 1180, fut célébré à Arrrouaise le mariage de Philippe-Auguste et d'Isabelle.

En réalité, cette union qui fut si dure à la pauvre princesse, sacrifiée à l'ambition de son oncle (voy. Elisabeth de Hainaut), ne devait tourner qu'à l'avantage de la France. La contrée où s'élevaient Arras, Saint-Omer et Bapaume, et dont dépendait la mouvance féodale des comtés de Boulogne, de Saint-Pol et de

Guines passa, comme on sait, à la couronne après la mort de Philippe d'Alsace. Elle forma depuis lors le comté d'Artois et cessa jusqu'au jour où le harsard des successions la ramena, à la fin du ^{xiv}^e siècle, sous le sceptre de Louis de Male, de partager les destinées des Pays-Bas.

C'est vers l'époque du mariage d'Isabelle (1179-1181) que Philippe d'Alsace employa deux autres de ses nièces, filles de son frère Mathieu, comte de Boulogne, à lui ménager d'utiles alliances. Il fit épouser à la première, Ida, le comte de Gueldre, Gérard III, et à la seconde, Mathilde, Henri Ier de Brabant, auquel il donna en fief le comté de Boulogne.

En faisant s'accomplir ces deux mariages, il violait sans scrupules la parole donnée par lui au roi d'Angleterre, en 1177, de ne point disposer sans son consentement de la main des héritières du Boulonnais, qui, tout à la fois voisin des possessions normandes et des possessions insulaires des Plantagenêts, présentait pour eux une importance majeure. Le mécontentement de Henri II dut être très vif et le porta à écouter favorablement les propositions d'alliance de la maison de Champagne. De plus en plus exaspérée contre la puissance croissante du comte de Flandre, celle-ci, en effet, poussait ouvertement à la guerre étrangère dans l'espoir de se débarrasser de son rival. La reine Adèle, mère de Philippe-Auguste, soutenait le parti des mécontents, tandis que Louis VII, impotent et dépouillé de toute énergie, abandonnait la direction des affaires à l'orgueilleux conseiller qu'il avait donné à son fils.

Philippe d'Alsace semblait donc être devenu le maître du royaume. Mais il comptait sans le hâtif génie politique du jeune prince qu'il se flattait de dominer. Philippe-Auguste le joua, comme Louis XI devait jouer plus tard Charles le Téméraire. A partir du moment où son mariage avec Isabelle de Hainaut lui a assuré la possession future de l'Artois, il se détache de Philippe. Dès le mois de juin 1180, il négocie avec Henri II et se réconcilie avec lui dans l'entrevue de

Gisors. Débarrassé désormais de toute crainte de guerre avec l'Angleterre, il devient le maître de sa conduite. Quelques mois après, le 19 septembre, la mort de son père le fait monter sur le trône et lui permet d'entreprendre la réalisation du programme politique qui fera de la France, en quelques années, la première monarchie de l'Occident.

Le premier point de ce programme comprenait, comme on sait, la soumission de la haute féodalité à la couronne et l'établissement dans le royaume d'institutions monarchiques analogues à celles que les Plantagenêts avaient organisées dans leurs Etats. Les grands vassaux ne s'y trompèrent pas et virent clairement le péril qui les menaçait. L'entrevue de Gisors avait été, aussi bien pour le parti champenois que pour le parti flamand, une véritable journée des dupes. Oubliant leurs dissentiments, ils ne tardèrent pas à se rapprocher l'un de l'autre. Le 14 mai 1184, on décidait le mariage du jeune Baudouin de Hainaut — le futur empereur de Constantinople — neveu de Philippe d'Alsace, avec Marie de Champagne.

On comprend sans peine l'exaspération où la conduite du roi avait jeté le comte de Flandre. Précipité du pouvoir par un souverain qu'il prétendait conduire à sa guise, il ne souffrait pas seulement d'une disgrâce insupportable à son caractère hautain, il ressentait plus vivement encore le dépit d'avoir été joué, et la rage s'emparait de lui à l'idée qu'il ne s'était dépouillé de quelques-unes de ses plus belles villes que pour fortifier un suzerain qui, désormais, affectait à son égard les allures d'un maître, bien plus, d'un ennemi. Car, ulcéré sans doute par la subordination dans laquelle il avait vécu jadis vis-à-vis du comte, le roi lui témoignait maintenant une hostilité déclarée. Entre ces deux hommes, également ambitieux et altiers, la rupture fut complète et définitive. Philippe-Auguste ne rougit point de venger sur sa femme les injures qu'il reprochait au comte. Il ne lui ménagea ni les humiliations ni les cruautés, et il songea même un instant à la répudier. Acharné à la perte de la maison

d'Alsace, il se serait écrié un jour : « Ou la France s'emparera de la Flandre ou elle sera conquise par elle ! »

Philippe d'Alsace accepta sans balancer le duel qui lui était offert. Il conçut le projet d'écraser la France sous le choc de l'Allemagne. Vassal de Frédéric Barberousse comme possesseur de la Flandre impériale, il le supplia de venir à son aide, offrant de lui faire hommage pour tous ses fiefs et d'étendre ainsi les frontières de l'Empire jusqu'à la mer de Bretagne. Mais Frédéric ne se laissa point émouvoir par ces appels passionnés. Force fut donc à Philippe de se contenter de ses alliés champenois pour attaquer son suzerain. Disposant des ressources de la Flandre et du Vermandois, ainsi que des excellentes troupes féodales du Hainaut, que son beau-frère, le comte Baudouin V, mit fidèlement à sa disposition, il se croyait d'ailleurs sûr de vaincre. Il prit hardiment l'offensive pendant l'automne de 1181. Il se vantait publiquement de s'emparer de Paris et d'y planter son étendard sur le pont de la cité. Il ravagea sans pitié la Picardie, brûla Noyon le 27 novembre et mit le siège devant Senlis. Cependant le roi marchait à sa rencontre avec une armée. Mais arrivés en présence l'un de l'autre, les adversaires reculèrent au moment du duel suprême. Une trêve fut conclue peu avant la Noël.

La mort de la comtesse de Flandre quelques mois après (26 mars 1182) empêcha sans doute Philippe d'Alsace de reprendre les armes aussitôt qu'il l'aurait voulu. L'héritière d'Elisabeth, sa sœur Eléonore, réclama tout de suite le Vermandois, et Philippe-Auguste ne manqua pas de soutenir énergiquement ses droits. Fermement résolu à ne point se dessaisir de l'héritage de sa femme, le comte se résigna à un accommodement. La paix qui fut conclue au mois d'avril 1182 lui permit de conserver en engageant et comme garantie des sommes qu'il y avait dépensées, le Vermandois et le Valois, sur lesquels il reconnut d'ailleurs n'avoir aucun droit de propriété. Le roi, de son côté, se réserva la faculté de dégager ces terres en remboursant le

comte. Enfin, pour prix de ces concessions, celui-ci ratifiait la dot jadis constituée par lui à sa nièce Isabelle.

Un tel compromis ne constituait évidemment qu'une solution provisoire et un apaisement bien précaire. Philippe profita du répit qu'il lui laissait pour se rapprocher du roi d'Angleterre, dont les fils avaient combattu sous la bannière de Philippe-Auguste dans la dernière guerre. Il résolut, en outre, de conclure un nouveau mariage. Il souhaitait ardemment un fils et, grâce aux bons offices des Plantagenêts, il se fiança, dans la seconde moitié de l'année 1183, à la princesse Mathilde, fille du roi Alphonse I^{er} de Portugal. Quelques mois plus tard (mars 1184), Philippe-Auguste, réconcilié avec les Champenois, lui infligeait un nouvel affront, en se séparant publiquement de la reine. Ce fut le signal de la reprise des hostilités.

De nouvelles démarches en Allemagne avaient assuré à Philippe d'Alsace, sinon l'appui de l'empereur, au moins celui de son fils, le roi des Romains Henri VI, et du puissant archevêque de Cologne, Philippe de Heinsberg. La guerre fut toutefois très courte et n'aboutit à aucun résultat. Le roi d'Angleterre s'interposa entre les belligérants et leur fit conclure une nouvelle trêve, en mai 1184.

S'il faut en croire le chroniqueur Gislebert de Mons, Philippe-Auguste aurait profité des négociations entamées avec son rival pour détacher de lui, avec autant d'adresse que de perfidie, le loyal Baudouin V de Hainaut. Il aurait, en effet, nommé ce prince parmi les alliés qu'il voulait voir compris dans la trêve, le perdant ainsi irrémédiablement dans l'esprit de son beau-frère. On peut se demander si ce récit de l'officieux Gislebert ne contient pas quelque exagération. Au courant des projets matrimoniaux de Philippe, Baudouin V, menacé de voir sa femme, Marguerite d'Alsace, frustrée de la succession de la Flandre si Mathilde donnait un enfant à son futur époux, en avait conçu un vif dépit. Rien n'est plus naturel que d'admettre qu'il se soit dès lors rapproché du roi ; et si celui-ci employa la ruse pour

le faire entrer décidément dans son camp, il ne fit que hâter de peu sans doute un événement inévitable. Il faut ajouter que, de son côté, Isabelle suppliait son père d'abandonner la cause flamande, espérant, à ce prix, rentrer en grâce auprès de son mari. En tout cas, à peine Philippe eut-il appris le changement d'attitude de Baudouin, il devint son mortel ennemi et acheva, par sa conduite, de le pousser dans les bras de son rival. Selon toute vraisemblance, le comte de Hainaut eût voulu, entre son beau-frère et son gendre, conserver une prudente neutralité. Il ne le put. Le refus de Philippe d'Alsace de l'assister contre le duc de Brabant qui venait de lui déclarer la guerre, le força à se rejeter du côté de la France. Le mariage de Philippe (août 1184) lui suscita d'ailleurs un nouveau grief. Le comte constitua, en effet, à sa femme un domaine si considérable qu'il réduisait largement la succession éventuelle de Marguerite de Hainaut. En même temps que Baudouin, Philippe-Auguste se voyait frustré par son ennemi, celui-ci, au mépris de la paix de 1182, ayant assigné en dot à Mathilde la ville de Saint-Omer, comprise dans les territoires réservés à la reine Isabelle.

Cette attitude agressive se comprend facilement. En effet, les relations de Philippe d'Alsace avec Henri VI et l'archevêque de Cologne s'étaient encore resserrées dans les derniers temps. Il combinait ouvertement avec eux contre la France une grande attaque, dans laquelle on s'efforçait de faire entrer l'Angleterre. Dès l'automne de 1184, les préparatifs étaient achevés. Une armée allemande, conduite par l'archevêque, se mettait en marche vers le sud-ouest. Dans sa colère contre Baudouin V, Philippe la dirigea, grossie au passage de troupes brabançonnnes, vers le comté de Hainaut. Il semblait que ce territoire fût incapable, à lui seul, de résister à la coalition des trois plus puissants princes des Pays-Bas. Mais l'habile tactique adoptée par Baudouin le sauva. Il évita avec soin d'affronter une bataille rangée, renferma ses troupes dans les châteaux-forts du pays, et laissa

l'ennemi s'épuiser dans une contrée vide de moissons — on était en automne — et que la disette l'obligea bientôt à abandonner piteusement. Dégoûtés sans doute par cette inglorieuse campagne, Philippe de Heinsberg et Henri de Brabant rentrèrent dans leurs foyers.

Pendant que Philippe d'Alsace entreprenait une nouvelle expédition contre le Hainaut, Philippe-Auguste, qui avait laissé Baudouin se défendre seul, prenait enfin l'offensive et pénétrait en Flandre. Incapable de résister sans alliés à l'agression de son suzerain, Philippe appela vainement, une fois de plus, Frédéric Barberousse à la rescousse. Interrompues par une trêve au mois de décembre 1184, les hostilités reprirent l'année suivante et aboutirent enfin, au mois de juin 1185, à une paix désavantageuse pour le comte, qui céda au roi la plus grande partie du Vermandois ainsi que la ville d'Amiens. Philippe ne se résigna pas tout de suite à sa défaite. Il faillit bientôt entraîner en France le roi des Romains Henri VI, et il fallut que Frédéric Barberousse intervint pour contraindre son fils à renoncer à la guerre.

Depuis lors, le comte de Flandre accepta le fait accompli. Il vieillissait ; sa nouvelle union, comme la précédente, était stérile, et il s'accoutumait à l'idée qu'après lui ses Etats passeraient à sa sœur de Hainaut. Sa haine même contre Philippe-Auguste dut s'amortir. En 1186, il accompagna le roi dans son expédition contre le duc de Bourgogne, et quand, l'année suivante, la guerre éclata entre la France et l'Angleterre, il embrassa le parti de son suzerain. Cette guerre fut, on le sait, interrompue par la mort de Henri II et par la troisième croisade. Philippe se croisa comme Philippe-Auguste et Richard Cœur de Lion. Il fit route par l'Italie où il assista au couronnement impérial de Henri VI à Rome (14 avril 1191). Quelque temps après, il abordait en Syrie où il mourut au siège de Saint-Jean d'Acre, le 1^{er} juillet 1191. Enterré tout d'abord dans l'église de Saint-Nicolas, sous les murs de la ville, son corps fut plus tard, par les soins de

la comtesse Mathilde, ramené en Occident et inhumé dans l'abbaye de Clervaux.

L'intérêt du règne de Philippe d'Alsace ne consiste pas tout entier dans les intrigues politiques et dans les guerres que l'on vient de résumer. Fils d'un prince qui s'était emparé du pouvoir avec l'aide des bourgeoisies, le comte témoigna constamment aux villes flamandes une sincère bienveillance. Il distribua libéralement des chartes de privilèges à Saint-Omer (1168), à Ypres (1171-1174), à Gand (1178), à Arras (1180), à Orchies (1188) et à Audenarde (1190). Le commerce, qui depuis la fin du x^e siècle faisait, dans le bassin de l'Escaut, des progrès rapides, fut l'objet de toute sa sollicitude. On a déjà vu que la guerre qu'il soutint, en 1157, contre le comte de Hollande, fut provoquée par les plaintes des marchands flamands fréquentant la Zélande. En 1173, il obtint de Frédéric Barberousse la création de quatre foires pour les négociants flamands, deux à Aix-la-Chapelle et deux à Duisbourg, ainsi que le droit, pour ses sujets, de pouvoir librement naviguer sur le Rhin. C'est lui enfin qui fonda la ville et le port de Damme et entreprit d'importants travaux d'endiguement dans les environs de Bruges.

Il introduisit dans le gouvernement de la Flandre d'importantes innovations. Sous lui, les baillis, fonctionnaires amovibles et révocables, se substituèrent aux vieux justiciers héréditaires de l'époque féodale, et, tout en augmentant les pouvoirs du prince dont ils étaient les instruments, dotèrent le pays d'une justice plus sévère et d'une meilleure administration. On doit dater également de son époque l'institution d'une chancellerie comtale.

Malgré les nombreuses guerres qui l'ont signalé, le règne de Philippe fut donc, à tout prendre, bienfaisant pour la Flandre. Ses Etats passèrent à juste titre, aux yeux des contemporains, pour l'une des contrées les plus prospères de la chrétienté, de même qu'il eut lui-même la réputation d'être l'un des princes les plus riches et les plus puissants de son

temps. Sans doute, la cession de l'Artois à Isabelle de Hainaut fut une lourde faute politique, et le comte ne l'eût certainement point commise s'il avait eu un héritier direct ou s'il avait pu seulement espérer de conserver ses Etats à la maison d'Alsace. Convaincu que son mariage avec Elisabeth de Vermandois resterait stérile, il avait, en 1173, après la mort de son frère Mathieu, comte de Boulogne, qui ne laissait que deux filles, forcé son autre frère, Pierre, évêque-élu de Cambrai, à renoncer à l'Eglise pour épouser la comtesse de Nevers. Mais l'héritier mâle qu'il espérait si ardemment pour continuer sa race lui fut refusé. Pierre mourut peu après, père d'une seule fille.

Ainsi que de la plupart des princes du moyen âge, il est bien difficile de se faire une idée exacte du caractère de Philippe d'Alsace. La piété dont il fit preuve non seulement en partant deux fois pour la Terre Sainte, mais encore en fondant les chapitres d'Aire et de Crespy-en-Valois, était trop généralement répandue à son époque pour que l'on puisse la considérer comme une marque bien nette de personnalité. En revanche, le comte semble avoir été doté d'un tempérament violent et brutal. Une curieuse anecdote nous rapporte comment il dispersa un jour, à coups de bâton, les moines de Saint-Vaast qui lui contestaient la possession d'une relique. Cette nature emportée, peu choquante d'ailleurs dans un homme du XII^e siècle, ne l'empêcha point de témoigner un goût très vif pour la littérature. Philippe fut une manière de Mécène féodal. Sa cour formait un centre de lettrés et les épaisses murailles de ses châteaux abritèrent toutes les élégances et toutes les « gentilleses » de l'époque. Sa femme, Elisabeth de Vermandois, fut célèbre pour ses « jugements d'amour ». De son côté, il se plaisait à réunir des manuscrits qu'il prêtait libéralement aux poètes de son entourage. Ce n'était pas seulement de Flandre, mais aussi des diverses parties de la France du Nord que les écrivains venaient chercher auprès de lui une existence confor-

table et honorée. Il fut le protecteur du plus grand poète français de son temps, Chrétien de Troyes, ainsi que de Gautier d'Epinal et de l'auteur anonyme du *Proverbe au Vilain*.

H. Pirenne.

Flandria Generosa, Mon. Germ. Hist. Script., t. IX. — Gislebert, *Chronicon Hanoniense*, Ibid., t. XXI. — Guimann, *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Vaast d'Arras*, éd. Van Drival (Arras, 1875). — Kervyn de Lettenhove, *Histoire de Flandre*, t. I (Bruxelles, 1847). — Warnkoenig-Gheldof, *Histoire de la Flandre*, t. I (Bruxelles, 1835). — J.-J. De Smet, *Mémoire sur Philippe d'Alsace* (Bruxelles, 1848). — Th. Toeche, *Kaiser Heinrich VI* (Leipzig, 1867). — L. Vanderkindere, *Histoire de la formation des principautés belges au moyen âge*, t. I (Bruxelles, 1899). — H. Pirenne, *Histoire de Belgique*, t. I (2^e édit., 1902), et tout spécialement A. Cartellieri, *Philipp II August König von Frankreich*, t. I (Leipzig, 1899-1900).

PHILIPPE D'ANJOU. Voir PHILIPPE V D'ESPAGNE.

PHILIPPE D'ARTEVELDE. Voir ARTEVELDE.

PHILIPPE, ABBÉ DE L'AUMONE, écrivain ecclésiastique du XII^e siècle, né à Fosses, selon Ch. de Visch. On a longtemps confondu cet abbé cistercien avec Philippe de Harvengt, abbé de Bonne-Espérance, de l'ordre de Prémontré, qui vivait à la même époque. Dans l'ordre même de Cîteaux, on rencontre au XII^e siècle deux Philippe, dont l'un a été archevêque de Tarente, dans la Pouille, et l'autre archidiacre de Liège. Dom Brial a démontré que ce dernier était l'abbé de l'Aumône, auteur de divers écrits.

Archidiacre de Liège, Philippe accompagna en 1146 saint Bernard, lorsque celui-ci alla prêcher la croisade en Allemagne. Etant entré dans les ordres à Clairvaux, il fut mis à la tête de cette abbaye par saint Bernard, et remplissait ces fonctions à la mort de ce dernier (1153). Peu après, il devint abbé de l'Aumône; il est cité en cette qualité dès 1156. En 1163 ou 1164, il fut envoyé en Angleterre par le pape Alexandre III, à l'effet de mettre fin au différend qui s'était élevé entre le roi Henri II et l'archevêque de Canterbury, au sujet des prérogatives royales. A la suite, semble-t-il, de difficultés avec

ses religieux, il résigna, en 1171, la charge d'abbé de l'Aumône, et se retira non loin de Reims, où il vécut encore quelques années.

On lui doit une relation des miracles de saint Bernard, une vie de saint Amand, une vie de saint Ciryce et sainte Julitte, et une quarantaine de lettres.

Dans la première de ces œuvres, qui forme la première partie de la relation occupant le sixième livre de la *Vita sancti Bernardi* (*Acta sanct. Bolland.*, Augusti, t. IV, p. 331-337, ancienne et nouvelle édition), Philippe rend compte des miracles dont il a été témoin lors du voyage d'Allemagne, de Francfort à Constance et de Constance à Spire. Il semble avoir pris part aussi à la rédaction de la deuxième partie de la relation des miracles de saint Bernard, consacrée à ceux qui s'accomplirent au retour, de Spire à Liège. La *Vita sancti Amandi* (Migne, *Patrologia latina*, t. CCIII, col. 1133-1176 [sous le nom de Philippe de Harvengt]; *Acta sanctorum Bolland.*, Februarii, t. I, p. 857-872; nouvelle édition, p. 867-882), fut écrite à la demande de l'abbé Hugues de Saint-Amand et dédiée à l'abbé Jean, successeur de Hugues; le nom de l'abbé de l'Aumône est indiqué dans le prologue; on a fait suivre cette vie de diverses relations dues à des moines d'Elnon. La *Passio sancti Ciryaci et sanctæ Julittæ* (Migne, *Patrologia latina*, t. CCIII, p. 1299-1312 [sous le nom de Philippe de Harvengt]; *Acta sanctorum Bolland.*, Junii, t. III, p. 34-35; nouvelle édition, t. IV, p. 28-30) est un remaniement de l'œuvre d'Huchald, moine d'Elnon.

Les lettres de Philippe de l'Aumône, au nombre d'une quarantaine, sont écrites d'un style élégant et nous fournissent des renseignements intéressants sur l'auteur et ses missions ainsi que sur différents points d'histoire ecclésiastique. Elles ont été publiées dans la *Bibliotheca scriptorum ordinis cisterciensis* de Charles de Visch (Cologne, 1656, p. 336-352, 25 lettres) et dans la *Bibliotheca patrum cisterciensium* de Tissier (Paris, 1666; t. III, p. 238-252, 40 lettres).

J.-A. Giles a publié encore, sous le nom de Philippe de l'Aumône, une *Sequentia de sancto Thoma Cantuariensi*.

Paul Bergmans.

Ouvr. cités de Ch. de Visch et Tissier. — *Histoire littéraire de la France*, t. XIV (Paris, 1817), p. 166-178 (notice de Dom Brial). — J.-A. Giles, *Anecdota Bedæ, Lanfranci, etc.* (Londres, 1854), p. 167. — Migne, *Patrologia latina*, t. CCIII (Paris, 1835). — *Acta sanctorum Bolland.*, passim. — *Revue bénédictine* (Maredsous), 1892, p. 251-252 (notice de Dom Berlière). — *Bibliotheca hagiographica latina*, t. I (Bruxelles, 1898-1899), p. 85, 183, 272, 372.

PHILIPPE D'AUTRICHE, dit LE BEAU, né à Bruges, le 22 juin 1478, mort à Burgos, le 25 septembre 1506. Il fut baptisé à l'église Saint-Donat (Donatien), au milieu de fêtes somptueuses. L'archiduc Maximilien se trouvait en campagne contre les Français au moment où Marie de Bourgogne donnait le jour à son fils. Mais bientôt une trêve ayant été conclue, l'archiduc se rendit à Bruges où les relevailles de la duchesse se célébrèrent au milieu de joutes, tournois, banquets, danses et carrousels. Après la naissance de Marguerite d'Autriche, les habitants de Gand demandèrent que leur ville devint la résidence des deux enfants. Les archiducs refusèrent d'abord, mais ils finirent par consentir à ce que les jeunes princes passassent successivement quatre mois dans chacune des diverses provinces qui composaient les Pays-Bas. On conduisit Philippe et Marguerite d'abord à Gand. Mais lorsque les quatre mois fixés furent écoulés, les Gantois refusèrent de laisser partir les enfants, prétendant qu'ils avaient le droit et le privilège d'élever leurs princes dans leurs murs. Probablement voulaient-ils les faire servir comme otages au cas où les hostilités eussent éclaté entre eux et Maximilien qu'ils n'aimaient guère.

Marie de Bourgogne mourut le 27 mars 1482.

Le jeune prince Philippe était son héritier direct. Maximilien se contenta de réclamer la tutelle de ses enfants et la régence. Les Etats de Flandre, réunis à Gand, lui reconnurent le droit de *bail* et de *maimbourg*, en subordonnant toutefois leur acquiescement à cette condition que la Flandre « seroit gouvernée sous le

« nom de monseigneur Philippe, parl'avis
 « de ceux de son sang et de son conseil
 « estant et ordonnez lez lui ». Forcé fut
 à l'archiduc de subir ces exigences. Il ne
 se sentait pas assez fort pour entamer
 une lutte ouverte contre les Flamands.
 Ceux-ci voulaient avant tout, en ce mo-
 ment, conclure la paix avec la France.
 Les hostilités qui pesaient sur eux depuis
 tant d'années, les avaient lassés. Maxi-
 milien s'inclina devant leurs désirs et
 nomma des délégués chargés d'aller dis-
 cuter à Arras les conditions d'un accom-
 modement.

Les négociations aboutirent au traité
 du 23 décembre 1482, qui maintenait la
 suzeraineté de la France sur la Flandre
 et stipulait le mariage du dauphin avec
 Marguerite d'Autriche, à laquelle on
 donnait en dot les comtés d'Artois, de
 Bourgogne, les seigneuries de Mâcon,
 d'Auxerre, de Salins, de Bar-sur-Seine
 et de Noyers, déjà en possession de
 Louis XI. D'autre part, par ce même
 traité, le roi renonçait à ses prétentions
 sur les châtellenies de Lille, Douai et
 Orchies. Pour l'histoire de la régence de
 Maximilien, voir cet article, t. XIV,
 col. 123 et suiv.

Quelques mois après la paix de Senlis
 (23 mai 1493), Philippe devint ma-
 jeur. Il se fit inaugurer comme duc de
 Brabant, à Louvain, le 9 septembre
 1494; à Anvers, le 5 octobre, comme
 marquis du Saint-Empire; et à Gand, le
 26 décembre, comme comte de Flandre.

Sa première œuvre politique fut le
 retrait des concessions exorbitantes faites
 par Marie de Bourgogne. Il prit pour
 base de sa joyeuse entrée en Brabant
 celle qu'avait jurée Philippe le Bon avec
 les additions que ce prince y avait ap-
 portées. En Hollande, il supprima éga-
 lement le privilège des Etats de par deçà
 de 1477. Ces mesures ne provoquèrent
 pas de révolte dans le pays. D'une part,
 la lassitude et la misère dont on souf-
 frait; de l'autre, l'affection très réelle
 qu'on portait au prince, et l'espoir que
 l'on mettait dans un souverain né et
 élevé dans le pays, fils d'une mère vive-
 ment regrettée, firent accepter des me-
 sures qui, en d'autres temps, auraient

provoqué de vives protestations, sinon
 une révolte sanglante.

L'inauguration de Philippe dans les
 diverses provinces de sa domination fut
 suivie bientôt de son mariage. Cette
 union était avant tout une union poli-
 tique. Les ambitions conquérantes de
 Charles VIII en Italie avaient effrayé
 Maximilien, ainsi que Ferdinand et Isa-
 belle qui régnaient dans les Espagnes.
 Ils décidèrent un double mariage entre
 leurs enfants : Philippe devait épouser
 l'infante Jeanne, tandis que don Juan
 était uni à Marguerite, la fiancée délaï-
 sée du roi de France. Le bâtard de Bour-
 gogne fut envoyé en ambassade vers les
 rois catholiques. Il épousa à Valladolid,
 au nom de l'archiduc, la jeune princesse
 de Castille.

Une flotte espagnole conduisit Jeanne
 à Middelbourg. Au moment où la prin-
 cesse débarqua en Zélande, Philippe se
 trouvait à Landeck, dans le Tyrol. Il
 s'empessa de rejoindre sa fiancée qui,
 après avoir passé quelques jours à An-
 vers, s'était arrêtée à Lierre. Le mariage
 fut béni dans cette dernière ville, le
 18 octobre 1496, par l'évêque de
 Cambrai, Henri de Berghes. Bruxelles
 donna des fêtes brillantes pour célébrer
 cette union. A peine étaient-elles ter-
 minées que l'archiduc conduisit sa sœur
 Marguerite à Middelbourg où elle devait
 s'embarquer pour se rendre en Espagne.

Deux ans après, le 30 novembre 1498,
 Jeanne mit au monde, à Bruxelles, son
 premier enfant : c'était une fille, Eléo-
 nore, destinée à devenir plus tard reine
 de France.

Quelques mois auparavant, le 7 avril
 1498, était mort le roi Charles VIII. Il
 n'avait pas d'héritiers directs, et le trône
 fut recueilli par son cousin le duc d'Or-
 léans, qui prit le nom de Louis XII. Des
 négociations furent immédiatement en-
 tamées entre ce monarque et l'archiduc,
 afin de maintenir la paix qui depuis 1493
 régnait entre leurs Etats. Le 2 août
 1498, le traité de Paris ratifia celui de
 Senlis. Une clause spéciale fut consacrée
 à la Bourgogne. Philippe le Beau s'en-
 gagea à ne faire aucun effort « par voie
 « de fait ni de justice », pendant sa vie

ni celle de Louis XII, pour rentrer en possession du duché.

Une telle promesse ne fut pas accueillie aux Pays-Bas avec une faveur unanime. Maximilien chercha à détourner son fils de l'observation des obligations qu'il avait contractées. Il lui conseilla de reprendre par la force des armes, si besoin était, l'héritage injustement enlevé à sa mère. La ville de Bruxelles seconda les vues de l'empereur : choisie par Louis XII pour garantir les engagements de l'archiduc, elle tergiversa beaucoup avant de s'exécuter et n'obéit qu'après plusieurs injonctions. Les Etats généraux consultés voulurent d'abord en référer à leurs commettants ; réunis de nouveau à Bruxelles en 1499, ils délibérèrent pendant longtemps et finirent par prier l'archiduc d'exécuter le traité, lui représentant que le pays ne possédait pas les ressources nécessaires pour recommencer la guerre.

Philippe le Beau tint loyalement sa promesse : en aucune occasion il ne réclama la Bourgogne. Les relations des Pays-Bas avec la France furent plus paisibles pendant son règne qu'elles ne l'avaient été depuis Philippe le Hardi. Deux fois l'archiduc traversa les Etats de Louis XII et y fut reçu avec les plus grands honneurs. Avant d'entreprendre ses expéditions d'Italie, le roi de France restitua les places d'Artois gardées par Charles VIII.

Des historiens prétendent que la reprise de la Bourgogne fut la pensée constante du règne de Philippe le Beau et qu'elle forma la base de toutes ses négociations avec la France. On n'en trouve trace, toutefois, que dans le traité de Blois (1504) dont nous aurons à parler plus loin.

Le 24 février de l'année 1500, l'archiduchesse Jeanne mit au monde à Gand un fils, qui reçut le nom de Charles en mémoire de son grand-père, Charles le Téméraire, et le titre de duc de Luxembourg. Les chroniqueurs nous ont laissé de brillantes descriptions des fêtes somptueuses qui accompagnèrent le baptême du petit prince.

Quelques mois s'étaient à peine écoulés

qu'on s'occupait déjà de marier l'enfant. Henri VII, fuyant la peste qui sévissait en Angleterre, était allé s'établir à Calais. Philippe le Beau profita de ce séjour du monarque britannique sur le continent pour rendre plus étroites des relations qui s'étaient très relâchées pendant la régence de Maximilien. Il eut avec Henri VII, le 9 juin 1500, une entrevue à l'église Saint-Pierre, située aux portes de Calais.

L'historien Rapin Thoyras affirme que les deux princes décidèrent le mariage du duc d'York, second fils du roi, avec Marguerite d'Autriche, et celui du duc de Luxembourg avec Marie, seconde fille de Henri. D'autres projets matrimoniaux firent bientôt abandonner ceux-ci, si tant est qu'ils aient été réels. Mais des rapports cordiaux n'en furent pas moins établis entre les Iles Britanniques et nos provinces et ne devaient pas souffrir de la rupture de ces précoces fiançailles.

Peu de temps après, Philippe le Beau envoyait vers Louis XII et Anne de Bretagne des députés chargés de proposer un mariage entre le jeune duc de Luxembourg et Claude de France. Ces propositions furent favorablement accueillies et un traité, conclu à Lyon le 10 août 1501, stipula les conditions du mariage. Dans le cas où le roi et la reine de France auraient eu des enfants mâles, la jeune princesse devait recevoir une dot en argent ; dans le cas contraire, elle devait hériter du duché de Bretagne ainsi que du duché de Milan et l'aîné de ses enfants prendrait le nom et les armes de Bretagne.

D'après Jean d'Auton, l'historien de Louis XII, le traité de Lyon combla les vœux du monarque et de la reine, « pensant par ce moyen avoir paix durable avec le roi des Romains, père de l'archiduc, et le roi d'Espagne, père de l'archiduchesse ».

Mais pour que le traité produisît plus d'effet, il fallait qu'il fût ratifié par l'empereur Maximilien. Celui-ci était suzerain du duché de Milan ; en 1495, il en avait investi Ludovic Sforza, dont Louis XII venait de renverser le gouvernement. Il fallait amener Maximilien à

accepter le fait accompli. Le roi de France envoya vers lui le cardinal d'Amboise et, le 13 octobre 1501, le traité de Trente confirma celui de Lyon. L'espoir de voir un jour son petit-fils régner dans Milan parut faire accepter à l'empereur l'idée d'y laisser s'établir momentanément les Français. Toutefois, il n'accorda pas immédiatement l'investiture demandée; il la promit en la différant jusqu'à la prochaine diète de Francfort. L'empereur n'exécuta pas sa promesse. Sans opposer de refus formel aux instances du roi de France, il tergiversa jusqu'en 1504, époque à laquelle deux traités furent signés à Blois entre Louis XII, Maximilien et Philippe le Beau.

Pendant que les négociations se poursuivaient, d'autres soucis attiraient ailleurs l'attention de l'archiduc.

L'année même de son mariage avec Marguerite d'Autriche, don Juan, fils des rois catholiques, était mort à l'âge de seize ans. A son défaut, sa sœur aînée Isabelle, reine de Portugal, était appelée à succéder aux royaumes de Castille et d'Aragon. Elle mourut elle-même en 1498 et son seul enfant, don Michel, descendit dans la tombe deux ans après. L'archiduchesse Jeanne, par ces morts multipliées, devenait la plus proche héritière des couronnes espagnoles. Philippe se prépara à partir immédiatement pour la Péninsule. Après avoir parcouru, en 1500, le Hainaut, la Flandre et le Luxembourg, il réunit à Bruxelles, au mois de janvier 1501, les Etats généraux qui lui accordèrent un aide de 100,000 livres pour couvrir les frais du voyage; ils y ajoutèrent un don gratuit de 25,000 écus, en reconnaissance des efforts faits par l'archiduc pour ramener la paix entre l'empereur et la France. Les sommes nécessaires pour le voyage furent complétées par des emprunts contractés sur le domaine.

Une nouvelle grossesse de Jeanne, qui mit au monde à Bruxelles, le 27 juillet 1502, la princesse Isabelle, retarda le départ jusqu'au mois de novembre de cette année. A cette date, les archiducs acceptèrent l'offre que leur faisait Louis XII, et, malgré la résistance de

plusieurs de leurs conseillers, se dirigèrent vers l'Espagne en traversant la France. Avant de quitter Bruxelles, Philippe avait confié la lieutenance générale du pays au comte Englebert de Nassau, auquel se trouvait adjoint un conseil où siégeaient Thomas de Plaines, chancelier de Bourgogne, Jean de Horne, évêque de Liège, ainsi que les sires de Zevenbergen, Beersel et de Chièvres. Malines fut choisie comme résidence pour les enfants des archiducs.

Dans toutes les villes françaises que Philippe et Jeanne traversèrent, ils furent reçus avec les plus grands honneurs. A Paris, l'archiduc siégea au parlement comme premier pair de France. Les deux princes passèrent cinq jours à Blois, où Louis XII et Anne de Bretagne leur offrirent de somptueuses fêtes. Au milieu des divertissements, le roi et l'archiduc s'occupèrent de régler avec précision différents points prévus par le traité du 13 octobre 1501, que Maximilien tardait à exécuter. Parmi les articles supplémentaires auxquels l'archiduc consentit comme mandataire de l'empereur et qui se rapportaient pour la plupart aux affaires d'Italie, s'en trouvait un qui prévoyait un mariage entre le dauphin et une fille de l'archiduc. Le roi devait, dans le terme de six ans, choisir pour son fils une épouse parmi les enfants de Philippe. Celui-ci pouvait, dans le même terme, marier successivement chacune de ses filles, mais en avertissant d'abord le roi, qui avait la faculté de toujours réclamer la préférence. Le 12 décembre, Louis XII et Philippe jurèrent solennellement l'exécution du traité de Trente.

Lorsqu'ils eurent quitté Blois, les archiducs se dirigèrent lentement vers les Pyrénées qu'ils atteignirent seulement à la fin de janvier. Ils retrouvèrent en Espagne les fêtes somptueuses qui les avaient accueillies en France. Fontarabie, Victoria, Burgos, Valladolid, Ségovie, Madrid, Tolède rivalisèrent de zèle.

Le 22 mai 1502, les Etats de Castille prêtèrent serment à l'archiduchesse en qualité de princesse héritière des royaumes de Castille et de Léon. Ils

prêtèrent également serment à Philippe comme mari de Jeanne et jurèrent de les reconnaître tous deux comme rois et seigneurs après la mort d'Isabelle.

La même cérémonie eut lieu à Saragosse, le 27 octobre 1502, pour ce qui concernait le royaume d'Aragon.

L'archiduc ne put prolonger longtemps son séjour en Espagne. Les affaires des Flandres devaient, au bout de peu de temps, le rappeler dans ces contrées.

Malgré l'empressement que les Etats généraux avaient mis à voter les subsides nécessaires au voyage des princes, leur absence était impopulaire aux Pays-Bas. Pendant les premiers mois, tout fut calme cependant. D'importantes négociations étaient ouvertes avec l'Angleterre : elles aboutirent, le 19 juin 1502, à la confirmation et au renouvellement des traités de commerce existants. Cette convention, connue sous le nom de *grand traité de l'entrecours*, autorisait notamment les habitants des deux pays à trafiquer en toute liberté, donnait permission aux sujets des Pays-Bas de pêcher sur les côtes d'Angleterre et interdisait la confiscation des navires naufragés sur les côtes, quand même il n'y resterait en vie ni un homme, ni une femme, ni un enfant, ni un chien, ni un chat ou un coq. Le 14 août suivant, les commissaires, chargés des pouvoirs des deux souverains, signaient à Westminster un traité de paix et de mutuelle amitié.

Mais divers événements vinrent bientôt troubler la situation. On se défiait de la politique française, de graves désordres agitaient la Frise, la Gueldre prit une attitude hostile, on crut à l'interruption du commerce dans les mers du Nord, des craintes de famine se produisirent et amenèrent le gouvernement à interdire l'exportation des blés, une terrible tempête amena l'inondation d'une partie de la Flandre maritime. L'absence du prince se prolongeant, accentua les malaises qui, peu à peu, s'appesantissaient sur le pays. Les Etats menacèrent de ne pas payer les derniers termes des aides qu'ils avaient votés pour le voyage. Le comte de Nassau se hâta d'avertir Philippe le Beau de la situation.

L'archiduc quitta l'Espagne le 22 décembre 1502; de longs mois devaient s'écouler encore avant qu'il ne revît ses domaines héréditaires. Il laissait en Espagne Jeanne qui, le 10 mars 1503, mettait au monde, à Alcalá de Henares, son fils Ferdinand. Elle rejoignit son mari aux Pays-Bas peu après qu'il y fût rentré lui-même. Philippe reprit la route de la France, mais, contrairement à ce qu'il avait fait lors de son premier voyage, il exigea des otages pour la sûreté de sa personne. Chargé par Ferdinand le Catholique, alors en guerre avec Louis XII dans le royaume de Naples, d'amener la cessation des hostilités, il arriva le 22 mars à Lyon, où le roi de France et Anne de Bretagne le rejoignirent quelques jours plus tard. Les souverains arrivèrent aisément à conclure un accord touchant le royaume de Naples. Louis XII et Ferdinand avaient conquis cet Etat par un effort commun. On convint, le 5 avril 1503, que le partage arrêté à l'origine serait exécuté, mais que les deux rois abandonneraient tous leurs droits à Charles de Luxembourg et à Claude de France, à raison du mariage projeté pour eux. La garde et l'administration du royaume devaient toutefois rester entre les mains du roi de France et du roi d'Aragon jusqu'à ce que les deux jeunes princes fussent devenus nubiles. Quant à la capitaneat qui restait en litige, on convint de la remettre entre les mains de Philippe le Beau et d'un autre grand personnage, chargés de la gouverner chacun tour à tour au nom des fiancés; ceux-ci devaient prendre immédiatement les titres de roi et de reine de Naples.

Ferdinand le Catholique ne montra pas dans l'exécution de ce traité plus de loyauté que n'en avait montré Maximilien à l'égard de celui de Trente. Il refusa de ratifier les engagements pris par son gendre. La guerre continua et, au bout de peu de temps, les Français se trouvèrent entièrement chassés du royaume de Naples.

L'archiduc éprouva un mécontentement profond au sujet du rôle que le roi d'Aragon lui avait fait jouer vis-à-vis de

Louis XII. Irrité de la conduite peu loyale de son beau-père, qui pouvait faire suspecter sa propre loyauté, il communiqua, s'il faut en croire l'historien Varillas, ses instructions publiques et secrètes au roi de France.

Philippe s'était rendu à Blois avec Louis XII, après une visite faite à Marguerite d'Autriche à Bourg au mois d'avril. Il tomba gravement malade dans la première de ces villes. Le mal dont il souffrit ne fut pas sans donner lieu à quelques soupçons d'empoisonnement. Dès qu'il fut suffisamment rétabli, il alla séjourner à Bourg, afin d'achever sa convalescence près de sa sœur. De là, traversant la Franche-Comté et la Suisse, il se dirigea vers Inspruck où il retrouva l'empereur.

Pendant le voyage de son fils en France, Maximilien, toujours à court d'argent, s'était rendu dans les Pays-Bas, afin d'y solliciter des Etats généraux un don gratuit de 100,000 florins d'or à la croix, comme récompense des services qu'il avait rendus à l'archiduc pendant sa minorité. Cette demande, pas plus que celle d'un matériel d'artillerie destiné à la place de Battembourg, n'obtint de succès. Maximilien, très blessé de son échec, mais voyant qu'il ne pourrait rien obtenir, abandonna les Pays-Bas.

L'archiduc quitta Inspruck le 6 octobre, après avoir reçu de son père « grands dons et grosses pièces d'artillerie ». Le 8 novembre, il arrivait à Louvain, d'où il se rendait le lendemain à Malines pour y retrouver ses enfants et donner audience aux Etats généraux. Ceux-ci lui votèrent immédiatement un nouveau subside de 100,000 florins d'or à la croix, qui lui étaient nécessaires pour couvrir les frais de son retour. De grandes fêtes accueillirent sa rentrée dans le pays; à Bruxelles notamment il fut reçu somptueusement et harangué par Erasme auquel il fit don de cinquante pièces d'or.

Les premiers mois du retour de Philippe furent marqués par des mesures d'ordre intérieur. C'est ainsi que, par une ordonnance du 22 janvier 1504, il

fixa définitivement à Malines le siège du grand Conseil devenu ambulatoire depuis 1477. Mais les événements extérieurs dominant à cette époque par leur importance les événements intérieurs. De nouvelles négociations s'engagèrent bientôt avec la France.

Le 31 mars 1504, l'Espagne avait conclu avec cette puissance une trêve au sujet du royaume de Naples. Louis XII avait espéré que cette suspension d'armes constituerait le préliminaire d'une paix et amènerait la ratification du traité de Lyon. Mais à ce moment les souverains catholiques modifièrent leur politique. On affirme que l'aversion conçue par le roi d'Aragon contre Philippe le Beau, depuis le voyage de ce dernier en Espagne, à raison surtout de la légèreté de ses mœurs, amena ce changement.

Ferdinand et Isabelle firent savoir à Louis XII que, pour mettre leur conscience en paix, ils renonçaient à laisser le royaume de Naples au duc de Luxembourg et qu'ils étaient prêts à le restituer à l'ancien roi Frédéric III, à condition que le duc de Calabre, son fils, s'unirait en mariage à Jeanne d'Aragon, nièce de Ferdinand. Philippe le Beau fut averti de ces négociations par le cardinal d'Amboise. L'irritation qu'il en ressentit le porta à se rapprocher de la France et à contracter avec elle une alliance dans laquelle il entraîna Maximilien.

Le 22 septembre 1504, deux traités furent signés à Blois entre les trois princes. Un troisième fut conclu entre le pape, le roi de France et l'empereur. Il s'agissait de reprendre aux Vénitiens ce qu'ils avaient enlevé aux diverses parties contractantes.

Par le premier traité, Philippe, Maximilien et Louis XII convenaient d'une alliance si étroite, qu'elle leur donna, suivant les termes mêmes de l'accord, une seule âme en trois corps. Pour sceller cette alliance, on stipula de nouveau, dans le second traité, le mariage de Claude de France avec Charles de Luxembourg. Toutes les clauses étaient à l'avantage du jeune fiancé; ni son père, ni son grand-père n'auraient pu en souhaiter de plus belles. Si Louis XII

venait à mourir sans héritiers mâles, le duché de Bourgogne, les comtés d'Auxonne, de Mâcon, d'Auxerre et de Bar-sur-Seine, les duchés de Milan et de Gênes, les comtés d'Asti et de Blois devaient revenir au duc de Luxembourg. Les gouverneurs de ces domaines étaient tenus de jurer l'observation du traité, et les ducs de Clèves, de Dunois et de Vendôme, qui possédaient des biens situés dans les domaines de l'archiduc, devaient donner leurs scellés pour la remise de la Bourgogne. Si, par la faute du roi ou de la reine, le mariage ne se consommait pas, les duchés de Bourgogne, de Milan et le comté d'Asti resteraient au duc de Luxembourg. Au contraire, si l'empereur ou l'archiduc mettaient obstacle à l'accomplissement des conventions matrimoniales, Maximilien s'engageait à abdiquer tous les droits qu'il pouvait avoir au duché de Milan et aux autres domaines possédés par Louis XII sur les terres de l'empire. De son côté, Philippe le Beau renoncera à toutes ses prétentions sur le duché de Bourgogne, les comtés de Mâcon et d'Auxerre, la seigneurie de Bar-sur-Seine et donnerait à madame Claude, au roi et à la reine, les comtés d'Artois, de Charolais et les seigneuries de Noyers et de Châtel-Chinon. L'empereur promit d'accorder, dans les trois mois, moyennant la somme de 200,000 francs, l'investiture du duché de Milan à Louis XII pour lui et ses descendants mâles; à défaut de ces derniers, pour Claude de France et le duc de Luxembourg, son époux; et, dans le cas où ceux-ci mourraient sans enfants, pour les héritiers mâles du roi. Ces traités furent ratifiés à Haguenau par Maximilien et Philippe le Beau, le 4 avril 1505. Le 6 du même mois, le cardinal d'Amboise prêta, au nom de Louis XII, le serment de foi et l'hommage pour le duché de Milan, dont le roi des Romains accorda l'investiture le lendemain. Pour expliquer ces conventions dont les clauses semblaient si contraires aux intérêts de la France, on a représenté que la reine avait profité de l'affaiblissement physique et moral dans lequel une grave maladie

avait plongé Louis XII. Anne ne pouvait, dit-on, admettre la perspective de la réunion de la Bretagne à la couronne. De plus, très austère dans sa conduite, elle éprouvait une aversion profonde pour l'héritier présomptif du trône, le duc d'Angoulême, dont la mère avait des mœurs très suspectes. Elle voulait à tout prix empêcher le mariage de sa fille Claude avec celui qui, sous le nom de François Ier, devait se montrer si fidèle aux exemples maternels. Le traité avait été signé, pour la France, par le cardinal d'Amboise, qui s'était bien promis, prétend-on, de faire protester les Etats contre toute clause attentatoire à l'intégrité du royaume. « Triste subterfuge, écrit Le Glay, qui nous réduirait, comme le dit Voltaire, à imputer au bon roi Louis XII l'imbécillité ou la fraude ».

Quoi qu'il en soit, dès que le traité fût connu en France, un grand mécontentement s'y manifesta de toutes parts. Le roi, tourmenté par sa conscience et averti par la clameur publique, revint promptement sur ce qu'il avait fait. Dans un testament écrit à la hâte, il ordonna que Claude fût fiancée à François d'Angoulême et il fit jurer aux principaux capitaines de ses gardes de s'opposer jusqu'à la mort à ce que jamais sa fille quittât la France. Revenu à la santé, Louis XII renouvela ce testament et obligea la reine à s'engager par serment à l'observer. Anne ne se crut pas vaincue cependant. Le roi, craignant de nouvelles obsessions et ne se sentant pas assez fort contre sa propre faiblesse, voulut s'enlever lui-même tout moyen de reculer. D'après les conseils du cardinal d'Amboise, du chancelier de Rochefort et du sire de la Trémouille, il convoqua à Tours le Parlement et les Etats généraux. En leur présence et en la présence de la reine, il fit procéder aux fiançailles de François d'Angoulême, âgé de douze ans, et de Claude de France, de cinq ans plus jeune que son futur époux. Cela se passa au mois de mai 1506.

Avant même la ratification des traités de Blois par Maximilien et Philippe, les relations s'étaient déjà refroidies

entre les Pays-Bas et la France. L'attitude de celle-ci pendant la guerre que l'archiduc soutint contre Charles de Gueldre permit de concevoir contre elle des soupçons de malveillance.

Une trêve conclue en 1499 avait suspendu la guerre entreprise en 1491 par Charles de Gueldre pour reconquérir ses états héréditaires. Le duc eût infailliblement succombé dans cette lutte, sous la coalition de l'empereur Maximilien, des ducs de Bavière, de Clèves, de Juliers et du comte de Buren, si l'appui du roi Louis XII ne l'eût sauvé.

Philippe le Beau profita, en 1504, du bon état momentané de ses relations avec la France pour recommencer la campagne. Saisissant un prétexte, il rompit les relations commerciales entre les Pays-Bas et la Gueldre. Une coalition, composée de presque tous les alliés de la guerre précédente, se forma de nouveau. La Gueldre envahie, la plupart de ses places fortes tombèrent au pouvoir des assaillants. Charles tenta de se rendre en France pour y implorer l'aide de Louis XII. Mais Philippe, qui soupçonnait déjà celui-ci de vouloir rompre les traités de Blois, parvint à barrer la route. En même temps, il prenait toutes les dispositions nécessaires pour s'opposer à un envahissement, que certains signes lui faisaient redouter, des troupes françaises dans les Pays-Bas.

Au mois de mars 1505, laissant ses troupes se former pour continuer la guerre contre le duc Charles, Philippe se rendit à Haguenau afin de s'y concerter avec Maximilien. Il y trouva le cardinal d'Amboise qui, en exécution des traités de Blois, y reçut, au nom de Louis XII, l'investiture du duché de Milan. Philippe y recevait en même temps, pour lui et le duc de Luxembourg, celle du duché de Gueldre et du comté de Zutphen. A son retour, quise fit par le Luxembourg, le comté de Namur et le Brabant, il se rendit immédiatement à Bois-le-Duc, afin d'imprimer une impulsion plus grande aux hostilités qui avaient déjà recommencé. A la tête d'une belle armée, il franchit le Wahal et le Rhin, s'empara d'Arnhem, Harderwyk, Elburg, Does-

burg, Hattem, etc. Ses lieutenants remportaient d'égales victoires et bientôt Charles de Gueldre se trouvait contraint de se soumettre.

Une trêve de deux ans fut convenue et le prince vaincu s'engagea à accompagner « par honneur » Philippe dans le nouveau voyage qu'il allait entreprendre en Espagne. Les conditions imposées au vaincu ne furent pas très dures. Philippe eût sans doute tiré de plus grands profits de sa victoire s'il n'avait craint de prolonger la guerre en poussant son ennemi à bout et de compliquer la lutte en provoquant l'intervention toujours redoutée de la France. La paix était absolument nécessaire à l'archiduc pour lui permettre de se rendre en Espagne où l'appelait le décès de la reine Isabelle, survenu le 26 novembre 1504.

Ce fut également le désir de maintenir la paix pendant son absence qui fit montrer à Philippe le Beau une grande condescendance dans les démêlés qui survinrent avec la France. Dès que Louis XII eût pris la résolution de ne pas exécuter les traités de Blois, il suscita à l'archiduc de multiples difficultés. Les premières surgirent à propos de mauvais traitements que subit un sergent royal chargé d'exploits de justice en Flandre. L'archiduc, ou plutôt le roi de Castille, car il avait pris ce titre, envoya vers le roi de France un ambassadeur avec mission d'aplanir le différend en lui offrant toute satisfaction. Louis XII répondit à ces offres en réclamant la régle sur les évêchés de Flandre, quoique pendant cent onze ans les rois de France n'eussent plus exercé ce droit, ainsi que l'hommage pour le pays de Waes, la seigneurie de Rupelmonde et le comté d'Ostrevant. Philippe, décidé avant tout à ne pas rompre avec la France, céda au sujet de la régle sur l'évêché de Tournai. Un délai de six mois lui fut accordé pour faire décider, par le parlement de Paris, les questions de suzeraineté.

Officiellement Louis XII n'avait pas renoncé alors aux fiançailles du duc de Luxembourg avec Claude de France. Mais lorsque les délégués de Philippe se trouvaient encore en France

pour les négociations dont nous venons de parler, le monarque signait à Blois, le 12 octobre 1505, un traité qui donnait en mariage sa nièce Germaine de Foix à Ferdinand d'Aragon et assignait comme dot à la jeune princesse la portion du royaume de Naples, promise antérieurement à l'archiduc Charles et à Claude de France. Le même traité stipulait, entre les deux rois, une alliance dirigée contre leurs ennemis indistinctement. Cette coalition visait directement Philippe le Beau. Ferdinand d'Aragon était à ce moment complètement brouillé avec son gendre. Il avait obtenu de la reine Isabelle un testament qui le nommait seul régent de Castille, en cas d'absence ou d'incapacité de Jeanne, jusqu'à la majorité de Charles de Luxembourg. A la mort de la reine, il s'était mis en possession du gouvernement. Mais la noblesse de Castille, qui ne l'aimait point, s'était opposée à ses entreprises, menaçant même d'en appeler aux armes. Ferdinand avait cherché alors à se rapprocher de Louis XII, et y avait réussi, comme nous venons de le voir.

Le traité de Blois n'était pas resté ignoré de Philippe. Il avait cherché immédiatement à parer au coup qu'on lui portait et avait sollicité l'alliance de la maison de Navarre, sur laquelle la maison de Foix avait des vues. En même temps, conseillé par don Manuel, noble espagnol brouillé avec le roi d'Aragon, il envoyait dans la péninsule don André del Burgo, habile agent diplomatique de Maximilien, et Adolphe de Bourgogne, seigneur de Beveren. Il les chargea d'inviter Ferdinand à abandonner le gouvernement de la Castille, affirmant qu'il saurait veiller seul aux intérêts de sa femme. Cette mise en demeure signifiée au roi d'Aragon et le refus qu'il y opposa auraient certainement provoqué une rupture entre les deux souverains, si la médiation du cardinal Ximénès, acceptée par l'un et l'autre, n'était intervenue à propos pour maintenir la paix. En vertu d'une convention conclue à Salamanque, l'autorité fut exercée désormais en Castille au nom de Jeanne, de Philippe et de Ferdinand et les revenus de la cou-

ronne partagés entre le roi de Castille et celui d'Aragon.

Mais Ferdinand ne devait pas pour cela suspendre ses menées contre son gendre. Dès qu'il avait appris l'intention de Philippe de se rendre en Espagne, il lui avait envoyé, sous un prétexte quelconque, don Juan de Fonseca, évêque de Cordoue, afin de l'en dissuader. Ce prélat ayant vu ses conseils sans effet, avait essayé d'amener Jeanne à confier, à l'insu de son mari, le gouvernement de la Castille à Ferdinand aussi longtemps que ce prince vivrait. Des pleins pouvoirs furent signés, mais Philippe, averti de ce qui se passait, put s'en saisir et les empêcher d'être transmis en Espagne.

Battu de ce côté, Ferdinand fit, affirme Al. Henne, intervenir Louis XII pour détourner Philippe de ses projets. Le roi de France envoya dans ce but au roi de Castille son maître d'hôtel, le seigneur de Gamache, chargé de lui offrir sa médiation et lui communiquer en même temps le traité de Blois. Philippe ne fit aucune réponse à ce message. Louis XII lui ayant envoyé dans le même but son secrétaire Michel de Butout, le roi de Castille chargea celui-ci de remercier le monarque de ses offres, qu'il déclina d'ailleurs, aucun différend n'existant en ce moment, disait-il, entre le roi d'Aragon et lui; mais en même temps il promettait que, s'il surgissait quelque difficulté, il accepterait la médiation du roi de France. Pour ce qui concernait le voyage d'Espagne, il ne croyait pas pouvoir le différer davantage.

Depuis le jour où il avait appris la mort d'Isabelle, Philippe avait fait ses préparatifs de départ. Dès le mois d'avril 1505, il avait obtenu des Etats généraux, assemblés à Anvers, un subside de 400,000 philippus d'or destinés en partie à la guerre de Gueldre, en partie à son voyage. De plus, afin d'augmenter ses ressources, il avait aliéné des droits et des propriétés du domaine. La nécessité de terminer la guerre de Gueldre et la grossesse de Jeanne, qui accoucha à Bruxelles, le 15 septembre 1505, de la princesse Marie, retardèrent le départ. Mais lorsque les Etats généraux, réunis

entre les Pays-Bas et la France. L'attitude de celle-ci pendant la guerre que l'archiduc soutint contre Charles de Gueldre permit de concevoir contre elle des soupçons de malveillance.

Une trêve conclue en 1499 avait suspendu la guerre entreprise en 1491 par Charles de Gueldre pour reconquérir ses états héréditaires. Le duc eût infailliblement succombé dans cette lutte, sous la coalition de l'empereur Maximilien, des ducs de Bavière, de Clèves, de Juliers et du comte de Buren, si l'appui du roi Louis XII ne l'eût sauvé.

Philippe le Beau profita, en 1504, du bon état momentané de ses relations avec la France pour recommencer la campagne. Saisissant un prétexte, il rompit les relations commerciales entre les Pays-Bas et la Gueldre. Une coalition, composée de presque tous les alliés de la guerre précédente, se forma de nouveau. La Gueldre envahie, la plupart de ses places fortes tombèrent au pouvoir des assaillants. Charles tenta de se rendre en France pour y implorer l'aide de Louis XII. Mais Philippe, qui soupçonnait déjà celui-ci de vouloir rompre les traités de Blois, parvint à barrer la route. En même temps, il prenait toutes les dispositions nécessaires pour s'opposer à un envahissement, que certains signes lui faisaient redouter, des troupes françaises dans les Pays-Bas.

Au mois de mars 1505, laissant ses troupes se former pour continuer la guerre contre le duc Charles, Philippe se rendit à Haguenau afin de s'y concerter avec Maximilien. Il y trouva le cardinal d'Amboise qui, en exécution des traités de Blois, y reçut, au nom de Louis XII, l'investiture du duché de Milan. Philippe y recevait en même temps, pour lui et le duc de Luxembourg, celle du duché de Gueldre et du comté de Zutphen. A son retour, qu'il fit par le Luxembourg, le comté de Namur et le Brabant, il se rendit immédiatement à Bois-le-Duc, afin d'imprimer une impulsion plus grande aux hostilités qui avaient déjà recommencé. A la tête d'une belle armée, il franchit le Wahal et le Rhin, s'empara d'Arnheim, Harderwyk, Elburg, Does-

burg, Hattem, etc. Ses lieutenants remportaient d'égales victoires et bientôt Charles de Gueldre se trouvait contraint de se soumettre.

Une trêve de deux ans fut convenue et le prince vaincu s'engagea à accompagner « par honneur » Philippe dans le nouveau voyage qu'il allait entreprendre en Espagne. Les conditions imposées au vaincu ne furent pas très dures. Philippe eût sans doute tiré de plus grands profits de sa victoire s'il n'avait craint de prolonger la guerre en poussant son ennemi à bout et de compliquer la lutte en provoquant l'intervention toujours redoutée de la France. La paix était absolument nécessaire à l'archiduc pour lui permettre de se rendre en Espagne où l'appelait le décès de la reine Isabelle, survenu le 26 novembre 1504.

Ce fut également le désir de maintenir la paix pendant son absence qui fit montrer à Philippe le Beau une grande condescendance dans les démêlés qui survinrent avec la France. Dès que Louis XII eût pris la résolution de ne pas exécuter les traités de Blois, il suscita à l'archiduc de multiples difficultés. Les premières surgirent à propos de mauvais traitements que subit un sergent royal chargé d'exploits de justice en Flandre. L'archiduc, ou plutôt le roi de Castille, car il avait pris ce titre, envoya vers le roi de France un ambassadeur avec mission d'aplanir le différend en lui offrant toute satisfaction. Louis XII répondit à ces offres en réclamant la régale sur les évêchés de Flandre, quoique pendant cent onze ans les rois de France n'eussent plus exercé ce droit, ainsi que l'hommage pour le pays de Waes, la seigneurie de Rupelmonde et le comté d'Ostrevant. Philippe, décidé avant tout à ne pas rompre avec la France, céda au sujet de la régale sur l'évêché de Tournai. Un délai de six mois lui fut accordé pour faire décider, par le parlement de Paris, les questions de suzeraineté.

Officiellement Louis XII n'avait pas renoncé alors aux fiançailles du duc de Luxembourg avec Claude de France. Mais lorsque les délégués de Philippe se trouvaient encore en France

pour les négociations dont nous venons de parler, le monarque signait à Blois, le 12 octobre 1505, un traité qui donnait en mariage sa nièce Germaine de Foix à Ferdinand d'Aragon et assignait comme dot à la jeune princesse la portion du royaume de Naples, promise antérieurement à l'archiduc Charles et à Claude de France. Le même traité stipulait, entre les deux rois, une alliance dirigée contre leurs ennemis indistinctement. Cette coalition visait directement Philippe le Beau. Ferdinand d'Aragon était à ce moment complètement brouillé avec son gendre. Il avait obtenu de la reine Isabelle un testament qui le nommait seul régent de Castille, en cas d'absence ou d'incapacité de Jeanne, jusqu'à la majorité de Charles de Luxembourg. A la mort de la reine, il s'était mis en possession du gouvernement. Mais la noblesse de Castille, qui ne l'aimait point, s'était opposée à ses entreprises, menaçant même d'en appeler aux armes. Ferdinand avait cherché alors à se rapprocher de Louis XII, et y avait réussi, comme nous venons de le voir.

Le traité de Blois n'était pas resté ignoré de Philippe. Il avait cherché immédiatement à parer au coup qu'on lui portait et avait sollicité l'alliance de la maison de Navarre, sur laquelle la maison de Foix avait des vues. En même temps, conseillé par don Manuel, noble espagnol brouillé avec le roi d'Aragon, il envoyait dans la péninsule don André del Burgo, habile agent diplomatique de Maximilien, et Adolphe de Bourgogne, seigneur de Beveren. Il les chargea d'inviter Ferdinand à abandonner le gouvernement de la Castille, affirmant qu'il saurait veiller seul aux intérêts de sa femme. Cette mise en demeure signifiée au roi d'Aragon et le refus qu'il y opposa auraient certainement provoqué une rupture entre les deux souverains, si la médiation du cardinal Ximénès, acceptée par l'un et l'autre, n'était intervenue à propos pour maintenir la paix. En vertu d'une convention conclue à Salamanque, l'autorité fut exercée désormais en Castille au nom de Jeanne, de Philippe et de Ferdinand et les revenus de la cou-

ronne partagés entre le roi de Castille et celui d'Aragon.

Mais Ferdinand ne devait pas pour cela suspendre ses menées contre son gendre. Dès qu'il avait appris l'intention de Philippe de se rendre en Espagne, il lui avait envoyé, sous un prétexte quelconque, don Juan de Fonseca, évêque de Cordoue, afin de l'en dissuader. Ce prélat ayant vu ses conseils sans effet, avait essayé d'amener Jeanne à confier, à l'insu de son mari, le gouvernement de la Castille à Ferdinand aussi longtemps que ce prince vivrait. Des pleins pouvoirs furent signés, mais Philippe, averti de ce qui se passait, put s'en saisir et les empêcher d'être transmis en Espagne.

Battu de ce côté, Ferdinand fit, affirme Al. Henne, intervenir Louis XII pour détourner Philippe de ses projets. Le roi de France envoya dans ce but au roi de Castille son maître d'hôtel, le seigneur de Gamache, chargé de lui offrir sa médiation et lui communiquer en même temps le traité de Blois. Philippe ne fit aucune réponse à ce message. Louis XII lui ayant envoyé dans le même but son secrétaire Michel de Butout, le roi de Castille chargea celui-ci de remercier le monarque de ses offres, qu'il déclinait d'ailleurs, aucun différend n'existant en ce moment, disait-il, entre le roi d'Aragon et lui; mais en même temps il promettait que, s'il surgissait quelque difficulté, il accepterait la médiation du roi de France. Pour ce qui concernait le voyage d'Espagne, il ne croyait pas pouvoir le différer davantage.

Depuis le jour où il avait appris la mort d'Isabelle, Philippe avait fait ses préparatifs de départ. Dès le mois d'avril 1505, il avait obtenu des Etats généraux, assemblés à Anvers, un subside de 400,000 philippus d'or destinés en partie à la guerre de Gueldre, en partie à son voyage. De plus, afin d'augmenter ses ressources, il avait aliéné des droits et des propriétés du domaine. La nécessité de terminer la guerre de Gueldre et la grossesse de Jeanne, qui accoucha à Bruxelles, le 15 septembre 1505, de la princesse Marie, retardèrent le départ. Mais lorsque les Etats généraux, réunis

à Malines, eurent accordé la continuation des aides pour quatre ans, Philippe et Jeanne se dirigèrent, le 17 novembre, vers Middelbourg.

Au moment de mettre à voile, deux incidents vinrent assombrir l'horizon politique. Vers le milieu de décembre mourut Jean de Horne, évêque de Liège. Philippe tenta de faire élire au trône épiscopal Jacques de Croy, évêque de Cambrai. Il espérait ainsi se concilier la principauté qui, surtout depuis les massacres de Charles le Téméraire, avait toujours été un auxiliaire précieux pour la Gueldre et pour la France. Mais ni la persuasion, ni les présents ne purent gagner le chapitre, dont la majorité se rallia à Erard de la Marck, frère du seigneur de Sedan, irréconciliable ennemi de la maison d'Autriche. D'autre part, Charles de Gueldre qui, par la trêve du 27 juillet, s'était engagé à suivre Philippe dans son voyage en Espagne, s'échappa dès qu'il eût reçu le subside qu'on lui remit dans ce but et rentra dans ses domaines. La paix se trouvait donc menacée à la fois du côté de l'est et du côté du nord.

Philippe ne renonça néanmoins pas à son départ. Le 26 décembre il chargea Guillaume de Croy du gouvernement en son absence et lui conféra le titre de « lieutenant général de tous ses pays ». Un conseil, où furent appelés à siéger le grand chancelier, Nicolas de Ruttere, évêque d'Arras, le prince de Chimay, les seigneurs de Fiennes et de Sempy, devait seconder le seigneur de Chièvres dans la direction des affaires. En même temps, Philippe chargea le seigneur de Beersel et la douairière de Ravenstein du soin des enfants qui restaient aux Pays-Bas et qui furent envoyés à Malines.

Une flotte, composée de quarante-trois navires selon les uns, et de cinquante selon les autres, chargée d'une suite nombreuse, devait accompagner les souverains en Castille. Les débuts du voyage furent pénibles. A peine la flotte eut-elle quitté l'Escaut qu'une violente tempête la contraignit à regagner Flessingue. Deux jours après, l'on remit à voile,

mais à peine les navires se trouvaient-ils en vue des côtes de la Bretagne qu'un calme plat les immobilisa sur la mer. Pendant qu'ils étaient ainsi arrêtés, un incendie, qu'on eut grande peine à éteindre, embrasa le navire de Philippe et de Jeanne. Enfin, une nouvelle tempête dispersa la flotte et obligea les souverains à chercher un refuge dans le port de Hampton.

Prévenu de l'arrivée des monarques de Castille, Henri VII, roi d'Angleterre, les fit inviter à venir le visiter. Il se rendit au-devant d'eux et les conduisit à Windsor et à Londres où des fêtes brillantes leur furent offertes. Au cours des trois mois que Philippe séjourna en Angleterre, il conclut, le 9 février 1506, avec Henri VII, un traité d'« amitié, « union, ligue, confédération et paix, « sur terre et sur mer ». C'était une réponse à l'alliance intervenue entre Louis XII et Ferdinand d'Aragon. Un autre traité, de la même date que le premier, fiançait le duc de Luxembourg à Marie, fille cadette de Henri VII. Philippe s'engageait, en outre, à faire tous ses efforts pour déterminer sa sœur Marguerite, devenue veuve de Philibert de Savoie, à épouser le roi d'Angleterre. Les deux princes jetèrent également les bases d'un traité de commerce, qui fut signé à Westminster, le 15 mai, trois semaines après que le roi de Castille eût quitté l'Angleterre. Philippe eut la faiblesse de livrer à Henri VII son adversaire, le duc de Suffolk, dit Rose Blanche, qu'il tenait prisonnier à Namur et qu'Henri VIII, à son avènement, s'empressa de faire mettre à mort.

Philippe et Jeanne s'embarquèrent, le 23 avril 1506, à Falmouth et, trois jours après, arrivèrent sans encombre à la Corogne. De là le roi de Castille s'empressa de donner avis de son arrivée au Conseil des Pays-Bas. Il avait à peine débarqué que Ferdinand lui notifia la défense d'aller plus avant sans avoir préalablement conclu un accord avec lui, sinon, déclara-t-il, ce sera la guerre avec toutes ses conséquences. En même temps, il rassemblait des troupes et de l'artillerie. Philippe répondit avec énergie, mais

en se déclarant prêt à conclure un accord. Ximénès intervint encore une fois. Il parvint à ménager entre les deux princes une entrevue qui aboutit à un accommodement. Le 27 juin 1506, les deux souverains conclurent, à Villafafila, un traité d'amitié et d'alliance, auquel le même jour ils ajoutèrent des articles additionnels, dans lesquels ils déclaraient que la reine Jeanne ne pouvait et ne voulait s'occuper du gouvernement de ses États et décidaient que si elle voulait le faire ou si elle voulait déléguer qui que ce fût pour gouverner à sa place, ils l'en empêcheraient. Ces décisions prises à l'égard de la reine de Castille étaient justifiées par la démence qui, lentement, avait envahi son esprit et était devenue à peu près complète.

Le traité auquel Ferdinand avait souscrit lui enlevait tous les droits auxquels il prétendait sur la Castille. Aussi ne laissa-t-il pas s'exécuter les décisions prises sans protester. Dans un acte secret, signé également le 27 juin, il assure que, se fiant à la parole donnée, il était allé vers Philippe et que celui-ci l'avait entouré d'une puissante armée. Ce fut, affirme-t-il encore, pour échapper à un plus grand péril qu'il consentit à signer la convention qui les dépouillait, lui et sa fille, des droits qu'ils avaient à gouverner la Castille. Il protesta en conséquence contre les articles qu'on lui avait imposés, ainsi que contre la séquestration dans laquelle Philippe tenait sa femme. De leur côté, les Cortès, réunis à Valladolid, refusèrent de reconnaître l'incapacité de Jeanne et s'empressèrent de lui prêter serment comme à leur dame naturelle. Mais ils prêtèrent le même hommage à Philippe et au prince Charles, son fils aîné. De plus, ils ne s'opposèrent pas à ce que le roi assumât la direction du gouvernement.

Pendant que Philippe se trouvait aux prises avec Ferdinand d'Aragon, d'autres difficultés lui venaient de la France et de la Gueldre. Au mois de mai 1506, Louis XII avait rompu les traités qui l'unissaient au roi de Castille en fiançant, au mépris des engagements pris antérieurement, Claude de France à

François d'Angoulême. Il fit notifier ces fiançailles au seigneur de Chièvres, qui envoya la lettre au roi Philippe. Louis XII se déclarait toutefois décidé à maintenir son alliance avec les Pays-Bas. Le roi de Castille ne comptait plus depuis longtemps sur le mariage projeté pour le duc de Luxembourg. L'engagement d'unir le petit prince à Marie d'Angleterre en est la preuve. On s'aperçut bientôt qu'il ne fallait pas compter beaucoup plus sur les promesses d'alliance de Louis XII. Peu de temps après le départ de Philippe, Charles de Gueldre avait pris les armes et la guerre avait recommencé âpre, acharnée, dévastatrice, menée habilement par le sire de Chièvres, qui se montra grand homme d'Etat dans une situation particulièrement difficile pour les Pays-Bas, épuisés d'hommes et d'argent.

Louis XII avait toujours été favorable à Charles de Gueldre; il s'empressa de lui envoyer des hommes et de l'argent, tout en protestant « qu'il n'entendait rien contrevenir aux trêves qu'il avait avec Philippe le Beau pour les pays appartenant à ce prince; qu'il les laisseroit en paix, mais qu'il croyoit qu'il n'avait rien en Gueldre ».

Philippe le Beau fut informé à peu près en même temps des fiançailles de Claude de France et des menées déloyales de Louis XII. Il fit, le 20 juillet, à l'ambassadeur français qui lui notifiait le premier point, une réponse évasive et, quatre jours après, adressa au cardinal d'Amboise une protestation énergique contre la politique pratiquée en Gueldre par la France. Le cardinal répondit que, tout en désirant le maintien de l'alliance avec le roi de Castille, Louis XII ne pouvait tolérer la destruction de ses alliés. Cette réponse était d'autant moins rassurante pour les Pays-Bas que le roi de France promettait ouvertement de nouveaux secours au duc de Gueldre. La crainte de voir les Anglais prendre le parti du roi de Castille empêcha Louis XII de continuer l'envoi des troupes en Gueldre, sans qu'il manifestât toutefois des dispositions plus pacifiques. La situation demeurait pleine de dangers

lorsque Philippe le Beau, tombé tout à coup malade, après un somptueux festin que lui avait offert don Juan Manuel, mourut à Burgos le 25 septembre 1506.

L'ambassadeur vénitien Quirini, qui fut chargé d'une mission aux Pays-Bas pendant le règne de Philippe le Beau, a laissé de ce prince le portrait que voici :

« Il était beau de corps, vigoureux et bien portant, apte à jouter, adroit aux exercices du cheval, soigneux et vigilant à la guerre, et supportant facilement toute espèce de fatigues. Il était naturellement bon, magnifique, libéral, affable, bienveillant et si familier avec tout le monde qu'il oubliait parfois le décorum royal. Il aimait la justice et s'appliquait à la faire observer. Il était religieux et n'avait qu'une parole quand il promettait. Il était doué enfin d'une rare intelligence, apprenant avec facilité les choses les plus ardues ; mais il n'était ni prompt dans les réponses, ni absolu dans l'exécution ; toujours il se rapportait à l'avis de son Conseil, dans lequel il avait une grande confiance, étant naturellement enclin à se laisser persuader par les personnes qu'il aimait ». Ses mœurs étaient dissolues, et ce sont elles qui lui attirant l'animadversion de Ferdinand et d'Isabelle, irrités de voir leur fille délaissée, causèrent en grande partie les embarras qu'il rencontra en Espagne. Digne héritier des fastueux ducs de Bourgogne, il avait le goût de la magnificence. Les fêtes dont les Pays-Bas furent le théâtre sous son règne comptent parmi les plus brillantes dont les chroniqueurs nous aient laissé le tableau. S'il faut en croire les relations des ambassadeurs vénitiens, il ne dépensait annuellement pas moins de 360,000 ducats pour sa cour.

A diverses reprises, il tint avec éclat des chapitres de la Toison d'or. Quant à sa politique étrangère, elle semble avoir été conforme aux intérêts des Pays-Bas. Ceux-ci, épuisés par les longues luttes de la minorité, aspiraient à la paix. A cette époque, la France seule pouvait la troubler. Philippe le Beau chercha toujours à maintenir avec

elle les rapports les plus cordiaux, alors même que la politique peu loyale de Louis XII lui donnait de justes sujets de mécontentement. Il est vrai que les circonstances ne permettaient guère au roi de Castille d'appuyer ses plaintes par la force des armes. Sous son règne, les Pays-Bas ne jouirent pas d'une grande prospérité matérielle, mais on ne peut lui en attribuer la responsabilité. Il avait hérité de la situation créée par la sanglante tutelle de Maximilien. Au point de vue politique intérieur, il continua l'œuvre monarchique qu'avaient commencée les ducs de Bourgogne et que devait achever Charles-Quint.

Alfred De Ridder.

Kervyn de Lettenhove, *Histoire de Flandre*. — Namèche, *Histoire nationale*. — Henne, *Le règne de Charles-Quint en Belgique*. — Le Glay, *Négociations diplomatiques entre la France et l'Autriche*. — *Calendar of State Papers*. — Maquereau, *Chroniques de la maison de Bourgogne*. — Mémoires d'Olivier de la Marche. — Chronique de Padilla. — Lettres de Louis XII. — Alberi, *Le relazioni degli ambasciatori veneti*. — Höfler, *Das diplomatische Journal des Andrea del Burgo*. — Höfler, *Depeschen des Venetianischen Botschafters bei Erzsag Philipp von Burgund*. — Godefroy, *Mémoires de Commines*.

PHILIPPE D'AXEL, noble flamand, fut chargé, le 14 juin 1324, du gouvernement de la Flandre par le comte Louis de Nevers, qui partait pour ses domaines en France. En cette qualité, il figure dans quelques chartes, entre autres dans la charte scellant un accord entre Gand et Ypres contre les habitants du Franc et de Bruges. Mais il ne semble pas avoir joué un grand rôle dans les troubles qui agitaient alors la Flandre.

A. van Renterghem.

De Smet, *Corpus chron. Flandriae*, t. I, p. 187. — Wauters, *Table chron. des chartes*, t. VIII et IX.

PHILIPPE LE BEAU. Voir **PHILIPPE D'AUTRICHE**, dit **LE BEAU**.

PHILIPPE LE BON. Voir **PHILIPPE DE BOURGOGNE**, dit **LE BON**.

PHILIPPE DE BOULAERE, seigneur d'Asperen, fils de Philippe de Harnes et d'Aleyde de Boulaere, connétable de Flandre vers 1231. Avant d'obtenir

cette dignité, qu'il hérita probablement de Michel de Boulaere, il avait fait partie du groupe des seigneurs flamands qui, en 1215, soutinrent le roi d'Angleterre, Jean sans Terre, contre ses sujets révoltés.

C'est avec la qualité de connétable qu'on le voit nommé dans différentes chartes.

A. van Renterghem.

Wauters, *Table chron. des chartes*, t. IV. — *Corpus chron. Flandrie*, t. II. — De Potter en Broeckaert, *Geschiedenis van de gemeenten van Oost-Vlaanderen*, 5^e série, t. VI. — Kervyn de Lettenhove, *Histoire de Flandre*, t. I, p. 229 (édit. de 1874).

PHILIPPE DE BOURGOGNE, dit LE HARDI, duc de Bourgogne, comte de Flandre, etc., quatrième fils du roi de France, Jean II, et de Bonne de Luxembourg, sœur du roi de Bohême, Jean l'Aveugle, naquit à Pontoise, le 15 janvier 1342. Il n'avait que quatorze ans lorsqu'il prit part à la désastreuse bataille de Poitiers (1356). C'est au courage dont il fit preuve ce jour-là qu'il doit son surnom de *hardi*. Bien que blessé, il combattit jusqu'au dernier moment aux côtés de son père, et, fait prisonnier avec lui, il partagea sa captivité en Angleterre. Sept ans plus tard, le 6 septembre 1363, Jean II rappelait encore sa belle conduite, dans le diplôme par lequel il lui céda le duché de Bourgogne, qu'il venait de recueillir comme plus proche héritier mâle de Philippe de Rouvre, en qui s'éteignit, le 21 novembre 1361, l'antique dynastie féodale établie dans ce pays depuis le x^e siècle. A cette date, d'ailleurs, Philippe se trouvait déjà depuis trois ans (octobre 1360) titulaire du duché de Touraine. Ce fut sans doute le désir hautement exprimé par les Bourguignons de n'être point simplement réunis au domaine royal et de conserver sous un prince particulier leur autonomie territoriale, qui porta Jean II à leur donner son fils cadet pour suzerain. Celui-ci échangea sans difficulté la Touraine contre la Bourgogne. Également étranger à l'une et à l'autre de ces contrées, il n'avait aucun motif pour préférer celle-ci à celle-là, à condition que leurs reve-

nus fussent équivalents. Il n'est pas probable qu'il ait compris dès lors combien la position excentrique de la Bourgogne, rattachée au reste du royaume par un lien très lâche, et proche voisine de l'Empire, devait faciliter plus tard la réalisation de ses ambitieux desseins. Il lui suffisait pour le moment de recevoir un apanage qui lui assignait un rang égal à celui de ses frères, Louis, duc d'Anjou depuis 1356, et Jean, duc de Berry depuis 1360, et qui ne laissait subsister au-dessus de lui que le roi et son fils aîné le dauphin, le futur Charles V. La situation de Philippe était même en un point plus solidement établie que celle de Louis et de Jean.

Tandis, en effet, que la succession à leurs apanages était, pour ces deux princes, restreinte à leurs hoirs mâles, les patentes investissant Philippe de son duché ne contenaient aucune clause de ce genre. Pour donner satisfaction à ses futurs sujets, elles le substituaient pleinement dans les droits de l'ancienne dynastie, faisant de ce fils de France un véritable souverain territorial, aussi indépendant de la couronne que continuaient de l'être à cette époque les deux derniers princes féodaux encore subsistant dans le royaume : le duc de Bretagne et le comte de Flandre.

Pendant quelque temps, Philippe put espérer réunir au duché de Bourgogne la Franche-Comté, que son prédécesseur, Philippe de Rouvre, avait possédée conjointement avec celui-ci.

Jean II, en effet, s'était empressé, après la mort de Philippe de Rouvre, de faire demander à l'empereur Charles IV, suzerain de la Franche-Comté, réunie à l'Allemagne depuis le xiii^e siècle, l'investiture de ce territoire pour son fils. Il l'avait obtenue sans difficulté au mois de janvier 1362. Mais si l'empereur ne crut pas devoir empêcher un prince français de s'établir dans l'Empire, les Francs-Comtois protestèrent énergiquement contre le suzerain qu'on leur donnait sans les avoir consultés. Le privilège de masculinité n'existant pas dans le comté de Bourgogne, ce n'était point à Jean II, mais à Marguerite de France,

veuve du comte de Flandre, Louis de Nevers, et grand-tante de Philippe de Rouvre, que revenait à leurs yeux la succession du pays. Le comte de Montbéliard se mit à la tête des mécontents et tint victorieusement campagne contre les Français, qui furent battus à Brignais, au sud de Lyon (6 avril 1362). La mort de Jean II et l'avènement de Charles V (8 avril 1364) mirent fin aux hostilités. Le nouveau roi, sans se soucier des droits de l'empereur, reconnut Marguerite comme héritière de la Franche-Comté et se fit céder par son frère les lettres d'investiture qu'il avait obtenues de Charles IV. La facilité avec laquelle Philippe abandonna ses prétentions s'explique, sans doute, par de puissantes raisons politiques. Selon toute apparence, la comtesse dut promettre dès lors de s'employer à lui faire épouser sa petite-fille, Marguerite de Flandre, unique héritière du comte Louis de Male, et appelée ainsi à recueillir un jour la succession des comtés de Flandre, d'Artois et de Bourgogne.

En cédant à sa rivale, le duc ne renonçait donc à un avantage momentané que dans l'espoir d'en recueillir plus tard un autre bien autrement considérable. Il dut d'autant plus facilement se laisser convaincre, que son intérêt personnel coïncidait, dans cette affaire, avec l'intérêt du royaume.

Au moment, en effet, où Marguerite et Philippe se disputaient la Franche-Comté, Louis de Male négociait le mariage de sa fille avec Edmond, comte de Cambridge, fils du roi d'Angleterre. Depuis le commencement de la guerre avec la France, Edouard III n'avait cessé de rechercher l'alliance du comte de Flandre. S'il avait échoué auprès de Louis de Nevers, inébranlablement fidèle aux Valois, ses avances avaient été favorablement accueillies par Louis de Male, et, dès 1351, on avait négocié l'union de Marguerite avec un prince anglais. Le roi Jean avait su détourner le péril auquel une telle union eût exposé le royaume, menacé d'une coalition anglo-flamande sur sa frontière septen-

trionale. Grâce à ses bons offices, un autre mariage, plus avantageux encore, avait été proposé à Louis de Male pour son héritière. En 1356, elle avait épousé le jeune Philippe de Rouvre, duc et comte de Bourgogne et comte d'Artois. Ce mariage présageait pour l'avenir la réunion de deux des plus puissants fiefs du royaume sous une même dynastie féodale. On a vu que la mort de Philippe de Rouvre, en 1361, détruisait cet espoir et fit passer la Bourgogne aux mains d'un fils de France. Louis de Male revint alors à ses premiers projets. Destiné lui-même à hériter un jour des comtés d'Artois et de Bourgogne, qui venaient d'être recueillis par sa mère, Marguerite de France, héritière de Philippe de Rouvre, l'octroi du duché de Bourgogne à Philippe le Hardi et plus encore les tentatives de celui-ci sur la Franche-Comté, l'avaient brouillé avec la couronne. Il se montra disposé à accueillir favorablement les nouvelles avances d'Edouard III. Commencées en 1362, les négociations aboutirent au mois d'octobre 1364. Edouard abandonnait en fief à son fils Edmond, en considération de son prochain mariage avec Marguerite, les comtés de Ponthieu et de Guines, lui cédait ses prétentions sur le Hainaut, la Hollande et la Zélande, enfin promettait à Louis de Male de l'aider à s'emparer du Brabant. Il semblait que la maison de Flandre, appuyée sur l'Angleterre, allait marcher à la conquête des Pays-Bas et réunir leurs différentes provinces en un seul Etat.

Charles V, qui venait de monter sur le trône, résolut d'empêcher à tout prix la réalisation d'un traité qui eût donné à Louis de Male une puissance qu'aucun de ses prédécesseurs, pas même Philippe d'Alsace, n'avait possédée. Pendant qu'il obtenait du pape le refus des dispenses nécessaires au mariage, il s'assurait, comme on l'a vu, la bienveillance de la comtesse mère, Marguerite, en lui faisant céder la Franche-Comté par Philippe le Hardi. Sollicité par sa mère de renoncer au mariage anglais et de donner sa fille au nouveau duc de Bourgogne, Louis de Male hésita long-

temps. Ce n'est qu'en 1369 qu'il se laissa entraîner, moyennant le retour à la Flandre de Lille, de Douai et d'Orchies. Mais en restituant à son vassal les conquêtes de Philippe le Bel, Charles V n'entendait point en déponiller définitivement la couronne. Il fit prendre à son frère l'engagement de lui restituer les territoires cédés lorsqu'il serait entré en possession de l'héritage de sa fiancée (7 septembre 1368). De son côté, d'ailleurs, Louis, au courant des menées du roi, exigeait de sa fille la promesse de ne jamais les aliéner et d'empêcher de tout son pouvoir son futur mari de les abandonner jamais (27 mars 1369). S'étant ainsi garanties l'une contre l'autre, les parties acceptèrent enfin le contrat, le 25 avril 1369. Le mariage fut pompeusement célébré à Gand, le 19 juin suivant. La veille même, Philippe, annulant la parole qu'il avait jadis donnée à son frère, déclarait solennellement qu'il ne disjoindrait jamais de la Flandre les terres restituées par la France.

Si le mariage de Marguerite avec Philippe de Bourgogne eut pour conséquence immédiate la restauration de l'ancienne puissance territoriale des comtes de Flandre, il dut apparaître, d'autre part, comme un succès considérable pour la diplomatie de Charles V. Le roi s'applaudit d'avoir assuré, à un membre de sa maison, la succession de la grande principauté septentrionale qui, depuis Philippe-Auguste, avait causé tant de soucis à la couronne. Il crut sans doute avoir résolu enfin la question flamande, et les concessions qu'il fit à Louis de Male ne lui semblèrent pas payer trop cher un si beau résultat. Il ne pouvait prévoir qu'en introduisant dans les Pays-Bas une branche cadette de la maison de Valois, il la détachait du tronc de la dynastie, et que, transplantée dans ces régions, elle y prendrait racine et y donnerait naissance à une maison nouvelle qui, oubliant ses origines, servirait non point à rattacher la Belgique à la France, mais au contraire à l'en arracher. Destinée à recueillir, grâce à son mariage, les comtés de Flandre et d'Artois avec la

Franche-Comté, Philippe le Hardi devait disposer un jour d'une puissance qui lui permettrait de secouer facilement l'autorité de la couronne.

Du reste, ces conséquences du mariage de 1369 étaient encore lointaines. Du vivant de Louis de Male, Philippe ne put escompter que des espérances et sa situation dans le royaume resta ce qu'elle était auparavant. Pendant le règne de Charles V, il remplit fidèlement son devoir de « prince des fleurs de lys ». En 1364, il prend part, en Normandie, aux opérations militaires entreprises sur l'ordre de Charles V contre les partisans du roi de Navarre, Charles le Mauvais. Puis, lorsque, à la rupture du traité de Brétigny, la guerre se déchaîne de nouveau, il court, en 1369, au sortir des fêtes de son mariage, combattre le duc de Lancastre en Normandie. On le voit, en 1372, guerroyer contre les Anglais avec Du Guesclin, les chasser en 1373 du Poitou et de la Saintonge. En 1375, il fait partie de l'ambassade envoyée à Bruges pour conclure avec eux une nouvelle trêve.

C'est quatre ans après cette date qu'il fut amené, pour la première fois, à s'occuper des affaires de Flandre.

Au mois de juin 1379, les Gantois s'étaient révoltés contre Louis de Male et, en quelques semaines, avaient soumis tout le comté à leur influence. Pris au dépourvu, Louis n'avait pu tenir tête à ses villes soulevées. Les quelques chevaliers allemands qu'il avait pris à sa solde et un corps de nobles bourguignons que lui avait envoyé son gendre, ne suffisaient pas à résister aux multitudes de combattants mis sur pied par les grandes communes. Tandis qu'il se réfugiait à Lille, ses troupes, renfermées dans Audenarde, y étaient assiégées par les Gantois et leurs partisans. Dans ce pressant péril, il implora la médiation de Philippe le Hardi, qui s'empressa d'accourir. Il entama avec les Gantois des négociations, qui, habilement conduites, aboutirent, le 1^{er} décembre 1379, à une paix qui proclamait l'amnistie pour les révoltés et ratifiait tous les privilèges du pays. Cette paix, du

reste, acceptée sans franchise par les deux parties, fut bientôt violée. Les hostilités reprirent dès l'année suivante. La défection de Bruges, où le parti des tisserands, favorable aux Gantois, fut battu, permit cette fois au comte de reprendre l'avantage. Successivement Ypres, Courtrai tombèrent en son pouvoir. À son tour, il vint assiéger Gand. Cependant, au moment où il se croyait sûr de la victoire, la fortune l'abandonna brusquement. À la veille du jour où la famine allait les forcer à capituler, les Gantois tentèrent héroïquement un dernier effort. Conduits par Philippe van Artevelde, ils marchèrent sur Bruges et s'en emparèrent après une courte bataille, tandis que le comte fuyait seul, à la faveur de la nuit, sur la route de Lille. Ce triomphe inespéré releva subitement la cause populaire. De nouveau, la Flandre entière se mit en insurrection, et, comme jadis Louis de Nevers, Louis de Male se vit réduit à recourir à l'appui de son suzerain, le roi de France.

Peut-être ne l'eût-il point obtenu, si Charles V s'était encore trouvé sur le trône. Car, depuis 1369, la conduite du comte avait fourni à la couronne de puissants motifs de mécontentement. Au lieu de se rapprocher de la France, il avait continué d'entretenir les rapports les plus cordiaux avec l'Angleterre, et il n'avait pas tardé à passer, non seulement à la cour, mais dans tout le royaume, pour un ennemi déclaré des Valois. Personne ne le plaignit dans son malheur, qui parut le juste châtement d'une odieuse ingratitude. Le fin politique qu'était Charles V n'eût point manqué d'en profiter pour arracher à ce désobéissant vassal d'importantes concessions, peut-être la restitution des territoires cédés lors du mariage de Marguerite. Mais le « sage roi » n'était plus. Un enfant, Charles VI, lui avait succédé en 1380, et cet enfant, confié à la tutelle de ses oncles et du duc de Bourbon, régnait mais ne gouvernait pas.

Des oncles de Charles VI, d'ailleurs, un seul exerçait sur lui une réelle influence, et c'était Philippe le Hardi. Le duc d'Anjou, tout à ses projets de con-

quêtes en Italie, se désintéressait des affaires de France; le duc de Bourbon n'ambitionnait point le premier rôle à la cour. Seul, le duc de Bourgogne exerçait véritablement la régence. Quelques jours avant de mourir, Charles V lui avait laissé le gouvernement de toutes les forteresses et de tous les gens d'armes du royaume, et, depuis ce moment, aucun rival ne lui avait disputé la direction du jeune roi. Il disposait donc des ressources de la France et il ne pouvait manquer, attentif à ses propres intérêts, de les mettre à la disposition de son beau-père. La prolongation de la guerre en Flandre ne menaçait point seulement, en effet, de ruiner ce territoire, le plus riche de tous ceux qui devaient un jour lui revenir; elle paraissait aussi devoir y introduire les Anglais, que les Gantois appelaient à la rescousse. Cette considération eût suffi déjà à décider Charles VI à une expédition en Flandre. Mais le duc en fit valoir bien d'autres. Il remontra à son neveu que les Gantois étaient Urbanistes et refusaient d'obéir au pape d'Avignon soutenu par la France; il fit valoir que Rouen et Paris, entraînés par l'exemple des Flamands, s'agitaient et cherchaient à faire éclater dans le royaume une révolution populaire. La cause de l'Eglise et celle de l'ordre social étaient donc intéressées au châtement des rebelles, et il fallait agir vite si l'on voulait éviter une épouvantable catastrophe. Il n'en fallait pas tant pour entraîner l'assentiment de Charles VI. Au mois d'octobre 1382, une puissante armée française, commandée nominale-ment par le roi, réellement par le duc, se mit en marche vers le nord. Il serait sans doute injuste de prétendre qu'elle n'allait combattre que pour le duc de Bourgogne. Rien ne permet de croire que Philippe ne fût pas sincère en justifiant l'expédition au nom de l'intérêt du royaume. Il est certain, toutefois, qu'il songeait davantage encore à ses propres affaires et qu'il saisit avec joie l'occasion de rejeter sur son neveu les frais d'une campagne coûteuse et de détourner de lui-même le reproche d'avoir tiré les armes contre ses futurs sujets.

On sait comment, le 27 novembre, les Gantois furent taillés en pièces par l'armée française auprès de West-Roosebeke. Ce désastre pourtant ne mit pas fin à la guerre. Sans doute, il provoqua la soumission immédiate du Franc de Bruges, de Bruges et d'Ypres, mais Gand possédait encore assez d'hommes et de ressources pour continuer la lutte et la défaite, loin de l'abattre, surexcita son énergie. Le roi d'Angleterre, qui n'avait rien fait pour l'héroïque cité, comprenait la faute qu'il venait de commettre en voyant la Flandre livrée au roi de France. En 1383, il laissait l'évêque de Norwich débarquer à Calais, et, sous prétexte de ramener les Flamands dans l'obéissance du pape Urbain VI, joindre ses troupes aux milices gantoises et entreprendre le siège d'Ypres. La résistance de la ville donna le temps à Philippe le Hardi de faire échouer cette expédition. Il s'empresse de ramener vers la Flandre le roi et une nouvelle armée. L'évêque n'attendit pas le choc, abandonna le blocus d'Ypres et se rembarqua. Gand, une fois de plus, était seul. Grandiose dans son obstination, il résiste encore et Louis de Male meurt (30 janvier 1384) sans l'avoir vu se soumettre. Mais cette mort appelle Marguerite et Philippe le Hardi au gouvernement de la Flandre. Le duc a décidé d'en finir avec une guerre ruineuse. Sous prétexte de préparer l'invasion de l'Angleterre, il fait rassembler une flotte française à L'Ecluse, et, pour la troisième fois, entraîne dans le comté son neveu et ses troupes. Du reste, il ne veut qu'en imposer aux Gantois par cet appareil guerrier. Trop avisé pour recourir aux armes, maintenant qu'il est devenu leur prince, il parlemente avec eux, affiche à leur égard les allures les plus bienveillantes, proteste qu'il leur laissera tenir Urbain VI pour vrai pape, leur garantit en termes presque modernes la liberté de conscience, et va enfin, pour les amadouer, jusqu'à imposer à la chancellerie française l'emploi du flamand dans les lettres qu'elle leur expédie. Il arrive enfin à son but. Le 18 décembre 1385, une paix définitive

est conclue à Tournai. Moyennant la ratification solennelle de tous ses privilégiés, Gand prête serment au nouveau comte, et la soumission de l'indomptable cité fait passer définitivement le comté de Flandre sous le pouvoir de la maison de Bourgogne et l'installe à demeure dans les Pays-Bas.

L'héritage de sa femme a fait dès lors de Philippe le Hardi le prince le plus puissant de France. Ses domaines comprennent deux parties distinctes : d'une part, la Bourgogne, la Franche-Comté, les comtés de Nevers et de Rethel, et, depuis 1390, le comté de Charolais, acheté à Jean d'Armagnac ; d'autre part, la Flandre et l'Artois. En prenant possession de ces deux groupes de territoires, Philippe cessait d'être uniquement un grand vassal de la couronne. Par la Franche-Comté d'un côté, par la Flandre impériale de l'autre, il s'introduisait dans l'Empire, et c'est de ce côté qu'il allait désormais diriger sa politique.

Déjà en 1377 il avait été question du mariage de l'une de ses filles avec le duc d'Autriche, Léopold IV, voisin des domaines bourguignons par ses terres d'Alsace et de Tyrol. Longtemps retardée, cette union s'accomplit en 1393, l'année même où une autre fille de Philippe, Marie, épousait Amédée de Savoie, lui aussi vassal de l'empereur. Si ces mariages n'eurent aucune conséquence immédiate, ils devaient plus tard, sous Philippe le Bon et Charles le Téméraire, faciliter l'expansion de la puissance bourguignonne dans les vallées du haut Rhin et du Rhône. Philippe le Hardi ne fit de ce côté que préparer l'avenir. En revanche, il dirigea ses efforts vers le Nord et y remporta en quelques années des succès surprenants. À partir de 1384, les Pays-Bas occupent dans ses desseins une place incomparablement plus grande que la Bourgogne.

Au moment où la maison de Bourgogne se substituait en Flandre à la vieille maison de Dampierre, deux autres dynasties, comme elle d'origine étrangère, s'étaient déjà introduites dans les Pays-Bas. En 1345, les possessions des

d'Avesnes, c'est-à-dire le Hainaut, la Hollande et la Zélande, avaient passé à la maison de Bavière, tandis qu'à la mort de Jean III (1355), le Brabant avait reçu pour prince Wenceslas de Luxembourg, mari de Jeanne, fille aînée du duc. Ce partage des Pays-Bas entre trois dynasties de sang royal, puissamment apparentées, les unes en Allemagne, la troisième en France, devait amener tôt ou tard leur annexion complète à l'une d'entre elles. Philippe le comprit, et ne manqua pas de mettre en œuvre toutes les ressources de son habileté politique pour supplanter ses rivaux.

Le représentant de la maison de Bavière en Belgique était alors le duc Albert, régent depuis 1358 des comtés de Hainaut et de Hollande, au nom de son frère Guillaume, devenu fou. Le roi d'Angleterre cherchait précisément à l'attirer dans son camp. Il négociait le mariage de Guillaume, fils et héritier présomptif d'Albert, avec la fille du duc de Lancastre. Ce mariage, en implantant de nouveau dans les Pays-Bas l'influence anglaise, eût opposé un obstacle redoutable aux progrès de la maison de Bourgogne. Pour l'empêcher, Philippe résolut d'agir avec Albert comme Charles V avait agi jadis avec Louis de Male, c'est-à-dire de l'entraîner vers la France par l'appât d'avantages plus considérables que ceux que pouvait lui fournir l'alliance anglaise. Il lui offrit de faire épouser par le roi Charles VI une princesse bavaoise, en même temps qu'il lui proposait une alliance intime avec sa propre maison. Ce plan réussit complètement. Le 12 avril 1385, la fille d'Albert, Marguerite, devint la femme du fils aîné de Philippe, Jean sans Peur, alors comte de Nevers, en même temps que Guillaume de Bavière épousait Marguerite de Bourgogne, fille de Philippe. Quelques mois plus tard, le 18 juillet, Isabelle de Bavière devenait reine de France. Dès lors, tout péril était écarté du côté d'Albert, transformé en intime allié et en proche parent des Valois.

Pendant qu'il se gardait ainsi du côté du Hainaut et de la Hollande, Philippe poursuivait en Brabant une opé-

ration plus profitable encore. En 1357, l'empereur Charles IV, frère du duc Wenceslas, mari de la duchesse Jeanne, avait su obtenir de cette princesse la promesse de reconnaître comme son héritier le chef de la maison de Luxembourg, pour le cas où elle viendrait à mourir sans enfants. Cette promesse semblait sur le point de se réaliser. Le mariage de Jeanne et de Wenceslas était, en effet, resté stérile, lorsque ce dernier mourut le 8 décembre 1383.

Philippe se mit dès lors en devoir de frustrer la maison de Luxembourg de la succession du Brabant et de l'obtenir pour lui-même. Sa femme, Marguerite, était la nièce de Jeanne, et il profita de cette parenté pour s'introduire dans les bonnes grâces de la duchesse et pour s'emparer de sa confiance. En 1384, il se fit céder par elle l'administration monétaire du Brabant, et ce fait suffit à prouver l'influence qu'il avait acquise dès lors sur l'esprit de la vieille princesse.

Les événements vinrent bientôt en aide à ses projets. Peu de temps après la mort de Wenceslas, des incidents de frontière avaient mis aux prises le Brabant et la Gueldre (voy. Jeanne de Brabant). Après une série de revers, Jeanne avait imploré l'arbitrage du roi de France, tandis que le duc Guillaume de Gueldre prêtait serment à Richard II d'Angleterre et envoyait une lettre de défi à Charles « qui se dit roi de France » (10 juillet 1387). Philippe de Bourgogne n'hésita pas à se poser en défenseur de la majesté royale offensée et à exiger un châtiment exemplaire de l'insolent. Il triompha des répugnances qu'une expédition lointaine et coûteuse contre un petit prince sans importance, inspirait à bon nombre des conseillers de la couronne. Il démontra que l'humiliation du duc serait un coup droit porté à l'Angleterre, fonderait dans le nord des Pays-Bas et étendrait à l'Allemagne même le prestige de la France. Ce qu'il se gardait de dire, c'est qu'il escomptait la reconnaissance de Jeanne, et que, probablement, un traité secret annulant la promesse faite jadis à l'empereur, lui ga-

rantissait dès lors l'héritage du Brabant. Il l'emporta donc et l'expédition fut résolue. Pour épargner le Brabant, Philippe dirigea les troupes royales par les routes difficiles de l'Ardenne et de l'Eifel. Les opérations se bornèrent à une pénible promenade militaire. Après avoir reçu de courtes excuses de Guillaume et lui avoir fait signer la paix avec la duchesse, Charles VI ramena son armée en France.

Cette équipée n'augmenta en rien la gloire de la couronne, mais elle acheva de soumettre Jeanne à l'ascendant de Philippe. Le service qu'elle venait de recevoir lui apparaissait d'autant plus éclatant que le roi des Romains, Wenceslas de Luxembourg, n'avait rien fait pour elle. Elle se décida sans peine à déchirer publiquement le traité qu'elle avait conclu avec Charles IV. Elle laissa le duc revendiquer ouvertement, au nom de sa femme, la succession future du Brabant et proposer aux Etats du pays, moyennant la restitution de Malines et d'Anvers, jadis annexés à la Flandre par Louis de Male, de le reconnaître comme l'héritier légitime du duché. Cette violation flagrante des droits accordés à son père ne laissa pas que de soulever l'indignation de Wenceslas. Mais sa situation en Allemagne était trop ébranlée pour qu'il pût songer à résister efficacement. Il se borna à des protestations stériles, et, de son côté, engagea les Etats à se déclarer en sa faveur. Entre les deux prétendants, ceux-ci gardèrent tout d'abord la neutralité, refusant de se prononcer avant la mort de la duchesse. Philippe alors brusqua le dénouement. Le 28 septembre 1390, Jeanne, considérant que « par » raison et droit de nature « sa nièce devait succéder au duché de Brabant, désirant d'ailleurs éviter les discordes qui pourraient éclater à sa mort, et attendu enfin que Philippe présentait plus de garanties pour gouverner ses Etats » en paix et en tranquillité « que » tout « autre prince ou seigneur ou dame » quelconque », lui céda sa terre en nue propriété, ne s'en réservant que « l'usu-fruit et l'exercice de la seigneurie ».

Les Brabançons acceptèrent sans résistance la décision de la duchesse. Toutefois, s'ils consentaient à passer sous le pouvoir de la maison de Bourgogne, ils n'entendaient pas lui sacrifier leur autonomie et ils désiraient avoir un prince particulier. En 1393, Philippe et Marguerite désignèrent comme tel leur second fils Antoine qui, en 1396, vint s'installer auprès de sa grand'tante pour s'initier aux mœurs et aux institutions de ses futurs sujets.

C'est au moment où Philippe le Hardi venait, par l'acquisition du Brabant, de rendre possible l'annexion future de tous les Pays-Bas à la maison de Bourgogne, qu'il vit se dresser contre lui un adversaire décidé à s'opposer désormais à tous ses projets. Jusqu'alors, le duc avait dominé seul, on l'a vu, dans les conseils de la couronne. Mais le frère du roi, Louis d'Orléans, parvenu à l'âge d'homme, revendiquait désormais sa place ; et lorsque, à partir de 1392, Charles VI, soumis à des accès de démence de plus en plus fréquents, fut devenu incapable de régner seul, la lutte éclata entre les deux princes rivaux, qui prétendaient chacun disposer à son gré des forces et des revenus du royaume.

Décidé à arrêter les progrès de la puissance bourguignonne, le duc d'Orléans résolut de s'opposer à elle dans ces régions néerlandaises où elle s'était si rapidement développée. En 1392, il acheta les domaines de la maison de Blois et cherchait à se mettre en possession des nombreuses terres qu'elle possédait en Hainaut. Philippe le Hardi réussit à faire échouer cette première tentative. C'est quelques années plus tard seulement que la partie devait sérieusement s'engager.

L'acquisition du Brabant par Philippe le Hardi l'avait naturellement brouillé avec le roi des Romains. Ce fut, pour le duc d'Orléans, une raison de rechercher l'alliance de celui-ci, alliance d'autant plus précieuse que Wenceslas, possédant le Luxembourg, pouvait lui ouvrir facilement l'accès des Pays-Bas. Cette politique réussit. Dès 1398, le sénéchal du

Luxembourg, Huart d'Autel, prêtait serment à Louis, qui s'occupa activement dès lors de se créer des partisans dans cette région. La même année, il s'alliait au duc de Clèves, et enfin, en 1401, entra en rapports intimes avec Guillaume de Gueldre.

La déposition de l'incapable Wenceslas, en 1400, tourna à l'avantage de la Bourgogne. Philippe le Hardi se rapprocha tout de suite du nouveau roi, Robert de la Pfalz, tandis que le duc d'Orléans restait le partisan du monarque déchu. La politique étrangère de la France, dirigée par eux en des directions contraires, cessa complètement de s'inspirer des intérêts du royaume pour ne servir que ceux des factions qui se le disputaient. Pour abattre son adversaire, Philippe fit cause commune avec le nouveau roi d'Allemagne, contre le duc Jean Galéas de Milan, dont Louis d'Orléans avait épousé la fille. A Paris, le roi passait tour à tour sous le joug de son frère et sous celui de son oncle, ne recouvrant de loin en loin la raison que pour constater le pillage de ses finances et l'anarchie croissante dans l'Etat.

Dès la fin de l'année 1401, les deux ducs avaient failli en venir aux prises, et leur réconciliation, au mois de janvier 1402, n'avait été qu'une comédie. Un peu plus tard, le 18 avril 1402, le duc d'Orléans ayant reçu la direction générale des aides, il avait fallu, au mépris de tous les principes de gouvernement, accorder la même dignité à Philippe, sous peine de déclencher la guerre civile. Quelque temps après cet incident, les deux princes se trouvaient de nouveau en conflit dans le Nord. Le 18 août 1402, Louis d'Orléans rachetait à Jean de Moravie l'engagère du Luxembourg, s'installant ainsi dans les Pays-Bas, aux flancs de son rival. Le duc de Bourgogne répondit à ce succès de son ennemi en faisant consentir le roi aux fiançailles du dauphin avec Marguerite, fille de Jean sans Peur, et à celles de Philippe, son troisième fils, avec Michelle de France. Mais il ne suffisait pas de se maintenir en France. Les affaires des Pays-Bas continuaient de l'occuper, et,

au commencement de l'année 1404, il partait pour Bruxelles et obtenait de la duchesse Jeanne l'abandon du gouvernement du Brabant à son fils Antoine. Ce fut là sa dernière démarche politique. Atteint par une maladie contagieuse qui régnait alors, il se fit transporter en litière au célèbre sanctuaire de N.-D. de Hal. C'est là qu'il mourut inopinément, le 27 avril, âgé de 63 ans.

L'admirable statue que nous a laissée de lui le grand sculpteur Claus Sluter, lui donne une physionomie à la fois énergique et madrée, où l'on peut démêler son double caractère d'homme de guerre et de diplomate. De ce double caractère, comme on a pu le voir par cette rapide esquisse biographique, c'est le second qui, avec les années, a de plus en plus dominé dans Philippe le Hardi. Depuis la campagne de Gueldre, qui fut à peine une expédition militaire, il n'a plus tiré l'épée, et l'on ne reconnaît plus le bouillant combattant de Poitiers dans l'habile homme qui, par une série d'adroites négociations, subordonne la maison de Bavière à celle de Bourgogne et finit par faire tomber le Brabant dans ses filets. Conscient de sa supériorité politique, le duc préféra toujours les délicats instruments de la diplomatie aux procédés brutaux et dangereux de la guerre. Entre lui et son arrière-petit-fils, Charles le Téméraire, le contraste est aussi éclatant qu'il est possible. Il ne combattit en somme de bon cœur que contre les Anglais, qu'en vrai Valois il semble avoir haï de toutes ses forces. Pour le reste, il chercha, quand il le put, à éviter d'inutiles effusions de sang. Sans doute, l'expédition française qui aboutit à la bataille de Roosebeke, fut son œuvre, mais rien ne prouve qu'il ait désiré ces sanglants combats pendant lequel il ne joua qu'un rôle très effacé, et sa conduite postérieure en Flandre montre qu'il chercha toujours depuis lors à éviter une nouvelle rencontre. A tout prendre, il fut pacifique, non sans doute par manque de courage, mais par prudence, et c'est le surnom d'habile, non celui de hardi, qui répondrait le mieux à sa vraie nature. Froissart, d'ailleurs, ce naïf connaisseur

d'hommes, ne s'y est pas trompé. Il a très bien vu en lui ce qu'il était réellement, un prince « sage, froid et imagé » natif, et qui, sur ses besognes, véoit « au loin ».

Il serait excessif de reprocher trop durement à un diplomate, fût-il du *xiv^e* siècle, de n'avoir pas fait preuve en toute occasion d'une impeccable loyauté. Il est sûr que Philippe ne craignit pas de violer une parole donnée. Lors des négociations qui aboutirent à son mariage avec Marguerite de Flandre, il trompa sans scrupule le roi de France. On ne peut douter, en effet, qu'en lui promettant de restituer à la couronne Lille, Douai et Orchies après la mort de Louis de Male, il ne fût bien décidé à les garder.

Comme homme privé, Philippe le Hardi apparaît supérieur à la moyenne des grands seigneurs de son temps. Il fut sincèrement pieux, travailleur, charitable et chaste. On ne lui connaît aucune maîtresse ni aucun bâtard, chose bien rare en un temps où les naissances illégitimes foisonnaient dans tous les rangs de la société. Bien différent de son fils Jean sans Peur, il eut, comme ses frères, le goût passionné du luxe et des arts. On sait qu'il s'entoura d'une foule de peintres et de miniaturistes belges. Il protégea Broederlam, et c'est aux travaux qu'il fit entreprendre à la chartreuse de Champmol, près de Dijon, que l'on doit le chef-d'œuvre de Claus Sluter.

Son règne dans les Pays-Bas ne prépara pas seulement la réunion future de toutes leurs provinces sous le sceptre bourguignon; c'est de lui encore que datent les premières institutions qui y firent connaître les bienfaits d'une administration exacte et d'une justice impartiale. A vrai dire, l'heure était venue, à la fin du *xiv^e* siècle, de remplacer l'organisation politique du moyen âge par une organisation plus parfaite et mieux en harmonie avec la complexité croissante des besoins sociaux. Déjà Louis de Male l'avait tenté en établissant en Flandre une cour centrale de justice, sous le nom d'*audience du comte*, en créant un procureur général et des

maîtres des comptes. Philippe ne fit donc que s'avancer plus loin dans une voie déjà ouverte, lorsqu'il institua à Lille, en 1386, le Conseil de Flandre, qui se scinda plus tard en une cour de justice et en une chambre des comptes. Sans doute, les grandes communes protestèrent tout d'abord contre des innovations qui restreignaient leur autonomie et soumettaient leurs échevinages au contrôle du gouvernement central. Mais les petites villes et les campagnes, heureuses de posséder désormais un recours contre les puissantes cités de Gand, de Bruges et d'Ypres qui depuis si longtemps les maintenaient en tutelle, se prononcèrent en faveur de la politique princière et assurèrent son succès. Le gouvernement de Philippe fut d'ailleurs bienfaisant pour la Flandre. Au sortir de la terrible guerre civile qui avait dévasté le comté de 1379 à 1385, il y ramena l'ordre et la paix. Les ruines causées par les troubles furent réparées; grâce aux efforts du duc, les Hanséates qui avaient quitté Bruges vinrent s'y réinstaller à la fin de l'année 1392. Peu à peu on s'accoutuma au régime bourguignon. Les Flamands finirent même, habilement circonvenus, par abandonner le pape de Rome pour celui d'Avignon, supprimant ainsi le dernier obstacle qui les séparait encore de leur nouveau seigneur.

Si, depuis 1384, Philippe le Hardi orienta sa politique vers les Pays-Bas et s'il y assura, comme on l'a vu, l'avenir de sa maison, il ne cessa point pourtant de rester avant tout un prince français. C'est seulement sous ses descendants que la dynastie bourguignonne devait s'acclimater dans la Belgique et rompre avec les Valois. Si vaste qu'ait été son intelligence, le duc n'a pu prévoir qu'il jetait les fondements d'un Etat nouveau destiné à entrer plus tard en lutte avec sa propre patrie, et que son petit-fils quitterait un jour Paris pour venir s'établir en souverain à Bruxelles. Sa politique n'a eu pour but que de s'assurer le premier rang en France, et c'est en Flandre et en Brabant qu'il prétendit vaincre le duc d'Orléans et conquérir

l'hégémonie dans le royaume. Résidant presque continuellement aux bords de la Seine ou dans ses terres de Bourgogne, il n'apparut dans le Nord que lorsqu'il y fut attiré par les soins de la guerre ou de la diplomatie. Il resta un étranger pour les habitants de ces régions dont il ne connaissait ni les mœurs, ni la langue, ni le caractère, et son long règne n'y a laissé aucune trace dans les souvenirs populaires.

De son mariage avec Marguerite de Flandre, Philippe eut neuf enfants, cinq garçons et quatre filles. Ce furent : Jean sans Peur, né le 28 mai 1371, comte de Nevers par cession de ses parents depuis 1384, puis duc de Bourgogne à la mort de son père, et comte de Flandre, d'Artois et de Bourgogne après le décès de sa mère (16 mars 1405), époux de Marguerite de Bavière depuis 1385 ; Charles, né en mars 1372 et mort le 13 juillet 1373 ; Louis, né en mai 1377 et mort le 10 janvier suivant ; Antoine, né en 1384, comte de Réthel en 1392 par cession de ses parents, puis duc de Brabant en 1404, époux de Jeanne de Saint-Pol depuis 1402 ; Philippe, né en octobre 1389, comte de Nevers et de Réthel depuis 1404, par cession de ses frères, époux en 1409 d'Isabelle, fille d'Enguerrand VII, sire de Coucy, puis après la mort de celle-ci, en 1413, de Bonne d'Artois, fille de Philippe, comte d'Eu ; Marguerite, née en octobre 1374, mariée en 1385 à Guillaume de Bavière ; Catherine, née en 1378, mariée en 1393 à Léopold d'Autriche ; Bonne, née en 1379, morte en 1399, et enfin Marie, née en août 1380, mariée en 1393 à Amédée VIII, comte de Savoie.

H. Pirenne.

Chronique du religieux de Saint-Denis, éd. L. Bellaguet (Paris, 1839-52). — *Chroniques de Froissart*, éd. Kervyn de Lettenhove (Bruxelles, 1867-77). — Enguerrand de Monstrelet, *Chronique*, éd. L. Douët d'Arcq (Paris, 1857-62). — Juvenal des Ursins, *Histoire de Charles VI*, éd. T. Godefroy (Paris, 1614). — U. Plancher, *Histoire générale et particulière de Bourgogne* (Dijon, 1739-84). — L. Gollut, *Les mémoires historiques de la république séquanoise* (Dôle, 1592 ; Arbois, 1846). — de Barante, *Histoire des ducs de Bourgogne de la maison de Valois* (Paris, 1824-26 ; éd. Cachard, Bruxelles, 1838). — P. Fredericq, *Essai sur le rôle politique et social des ducs de Bourgogne dans les Pays-Bas* (Gand, 1875). — A. Leroux,

Nouvelles recherches critiques sur les relations politiques de la France avec l'Allemagne de 1378 à 1461 (Paris, 1892). — Th. Lindner, *Geschichte des Deutschen Reiches unter König Wenzel* (Brunswick, 1875-80). — E. Werunsky, *Geschichte Kaiser Karls IV und seiner Zeit* (Innsbruck, 1882-92). — H. Pirenne, *Histoire de Belgique*, t. II (Bruxelles, 1902). — E. Petit, *Itinéraires de Philippe le Hardi et de Jean sans Peur ducs de Bourgogne* (Paris, 1888). — J.-J. Vernier, *Philippe le Hardi duc de Bourgogne. Son mariage avec Marguerite de Flandre en 1369* (Bulletin de la Commission historique du département du Nord, 1900). — E. Jarry, *La vie politique de Louis de France duc d'Orléans* (Paris, 1889).

PHILIPPE DE BOURGOGNE, dit LE BON ou L'ASSEURÉ, duc de Bourgogne, de Brabant, de Limbourg et de Luxembourg, comte de Flandre, d'Artois, de Hainaut, de Hollande, de Zélande, de Namur, etc., premier enfant et fils unique de Jean sans Peur et de Marguerite de Bavière, naquit à Dijon, le 30 juin 1396. Sa jeunesse s'écoula tantôt en Bourgogne, tantôt au Louvre ou à l'hôtel d'Artois, résidence de sa famille à Paris, mais surtout en Flandre, où son père lui fit faire des séjours longs et nombreux pour l'initier aux mœurs de ce pays, qui formait dès lors la base de la puissance bourguignonne. Il reçut l'éducation qui convenait à un prince appelé à régner — comme les Habsbourg à l'autre bout de l'Europe — sur des populations de langues différentes. Il apprit le flamand et l'allemand, et s'exerça à parler le latin, langue diplomatique de l'époque, mais d'ailleurs sans grand succès. Vigoureux de corps, il excella bientôt dans tous les exercices militaires, et son intelligence très éveillée lui fit acquérir rapidement la dignité d'allures et la politesse raffinée qui convenaient à son rang. Il passa auprès de ses contemporains pour un modèle d'élégance et de courtoisie, encore qu'aux yeux d'un moderne, les raffinements que l'on admira en lui semblent parfois d'une bizarrerie outrancière et d'une recherche qui n'exclut pas la grossièreté. Mais, pour les hommes du xve siècle, la distinction consistait surtout dans la pompe et le décor, et l'on sait suffisamment que Philippe, aussi amoureux du faste que son grand-père, éblouit l'Europe de l'éclat de son luxe.

Bien différent d'ailleurs de son fils Charles le Téméraire, il ne chercha pas à s'isoler comme lui dans une splendeur majestueuse et froide. Il aimait le bruit, le mouvement, la parade extérieure et exubérante, et savait s'intéresser autant aux divertissements populaires qu'aux cérémonies de cour. C'est sans doute pendant ses premiers séjours au château de Gand qu'il contracta ce goût pour les grosses farces flamandes qu'il conserva toute sa vie. Avec cela, d'ailleurs, très laborieux et appliqué « à ses besognes », il fit rapidement son apprentissage politique. Il n'était âgé que de dix-sept ans lorsque Jean sans Peur, fréquemment appelé en France par les querelles politiques dans lesquelles il joua un si grand rôle, le trouva suffisamment préparé pour exercer, pendant ses absences, le gouvernement en Flandre et en Artois. Il fut chargé de cette importante mission de 1412 à 1415, sauf quelques interruptions, et de la fin de 1417 à la mort de son père. Il eut l'occasion de donner dès lors des preuves de son habileté. C'est lui qui, au commencement de l'année 1419, termina par son arbitrage les différends survenus entre Jacqueline de Bavière d'une part, son mari Jean IV de Brabant et son oncle Jean de Bavière de l'autre.

Quelques mois plus tard, Jean sans Peur périssait assassiné sur le pont de Montereau (10 septembre 1419) et Philippe, qui n'avait encore porté jusqu'alors que le titre de comte de Charolais, devenait inopinément duc et comte de Bourgogne et comte de Flandre et d'Artois. La nouvelle de l'attentat lui parvint à Gand, et Chastelain nous a vivement dépeint les transports de douleur et de rage auxquels il s'abandonna dans le premier moment. Mais après les effrayantes convulsions auxquelles le jeta son tempérament colérique et sanguin, il ne songea plus qu'à la vengeance. Il résolut d'écraser le dauphin, qu'il accusait publiquement du meurtre, de le déshériter du royaume, de l'humilier devant cette maison de Bourgogne dont il se montrait depuis si longtemps l'adversaire acharné. Il pouvait compter en France

sur le puissant parti qui avait soutenu son père, sur la reine Isabeau de Bavière, que Jean sans Peur avait attachée à sa cause, sur la bourgeoisie parisienne ardemment « bourguignonne » depuis longtemps déjà. Le pauvre Charles VI, définitivement sombré dans la folie, n'était plus qu'un instrument inconscient aux mains de la reine et de sa faction. Dès la fin de septembre, on lui avait fait envoyer au jeune duc d'humbles excuses, avec la promesse de lui conserver dans le royaume « tel estat et prérogative comme feu monseigneur son père » avait en son vivant ». Ainsi, le roi prenait parti pour Philippe contre son propre fils, et l'on comprend l'accueil qui fut fait aux offres de réconciliation que celui-ci envoya à Gand aussitôt après le meurtre de Montereau.

Philippe affecte de considérer désormais le dauphin comme l'ennemi déclaré du royaume; en face de lui, il ne craint point de se poser en défenseur et en protecteur de la couronne. Il donne presque, à la guerre qu'il va entreprendre contre l'héritier du trône de France, les dehors d'une guerre nationale. Dès le 1^{er} octobre, il fait savoir à Charles VI et à Isabeau de Bavière qu'il « a ordonné » de mettre sus promptement huit cents « hommes d'armes et mille hommes de » trait de bonne estoffe, pour eux employer au bien du roy et du royaume, « en attendant qu'il se mette sus en sa » personne en plus grand nombre et « puissance ». En même temps, il convoque à Malines, comme chef de sa maison, sa tante la comtesse de Hainaut, son cousin le duc de Brabant, son oncle Jean, duc de Bavière, son beau-frère le duc de Clèves, le comte de Namur et « aucuns autres ses prochains et amis ». C'est dans ce conseil de famille qu'il révéla son projet bien arrêté de s'allier aux Anglais et de reconnaître leur roi, Henri V, dès qu'il aurait épousé la fille de Charles VI, Catherine de France, comme héritier de celui-ci. Les négociations s'effectuèrent promptement. Les bases de l'alliance furent jetées, le 18 octobre, à Arras; un traité formel fut conclu le 2 décembre suivant. Quelques mois

plus tard, à Troyes, le 21 mai 1420, Charles VI, en présence du duc de Bourgogne et du roi d'Angleterre, déclarait Charles, « soy disant daulphin de « Viennois », déchu du trône et déshérité, et promettait sa succession à Henri V. Le pauvre roi tombait désormais sous la tutelle de « son fils » de Bourgogne et de « son fils » d'Angleterre. En même temps qu'il donnait sa fille au second, il ratifiait pour toujours au premier la possession de Lille, de Douai et d'Orchies (6 avril), et lui cédait les villes de Péronne, de Roye et de Montdidier (6 mai).

Les années suivantes furent toutes consacrées à la guerre contre le dauphin qui, appuyé sur les provinces du centre et du midi de la France, cherchait à tenir tête à la coalition anglo-bourguignonne. Conduites soit par le duc lui-même, soit par son meilleur capitaine, Jean de Luxembourg, les troupes de Philippe remportèrent presque toujours l'avantage. Au mois de juin 1420, elles s'emparaient de Villeneuve-le-Roi et de Moret, et assiégeaient Melun. L'année suivante, elles enlevaient Château-Thierry, défendaient victorieusement Chartres contre l'adversaire, remportaient, le 30 août, la victoire de Mons-en-Vimeu et se faisaient ouvrir les portes de Saint-Riquier (30 novembre). En 1422, tandis que Jean de Luxembourg continuait à conserver l'avantage dans le Ponthieu et le Vimeu, Philippe, de la Bourgogne qu'il venait de visiter pour la première fois depuis la mort de son père, menaçait les places-fortes dauphinoises des vallées du Rhône et de la Loire. Il venait d'arriver à Paris lorsque son allié, Henri V, y rendit le dernier soupir. Cette mort, suivie à peu d'intervalle de celle de Charles VI (21 octobre) modifiait gravement la situation de la coalition anglo-bourguignonne. Tandis que le dauphin, Charles VII, prenait à Bourges le titre de roi de France, c'était un prince âgé de quelques mois, Henri VI, fils de Henri V et de Catherine de France, que les confédérés reconnaissaient de leur côté comme héritier de la couronne et faisaient procla-

mer à Saint-Denis, le jour même des funérailles de Charles VI. Les Anglais offrirent tout d'abord à Philippe d'exercer la régence en France au nom de cet enfant. Mais il refusa obstinément de s'en charger et la laissa prendre par le duc de Bedford, oncle du jeune souverain.

Ce refus nous permet d'apprécier quelle était dès lors sa politique à l'égard du royaume et de Charles VII. Si le duc ne consentit point à se charger d'un pouvoir que son grand-père, Philippe le Hardi, ou son père, Jean sans Peur, se fussent empressés d'accepter, c'est qu'il a décidément renoncé au but poursuivi par eux avec tant d'acharnement. Sous lui, la maison de Bourgogne inaugure des voies nouvelles. Jusque-là, elle a cherché obstinément à jouer le premier rôle dans le royaume; désormais elle va se développer en dehors de lui. Les deux prédécesseurs immédiats de Philippe le Bon apparaissent encore comme des « princes des fleurs de lys », mêlés à toutes les intrigues, à toutes les luttes de partis qui ont pour enjeu le gouvernement de la France. Pour lui, il a beau se glorifier de descendre des Valois, il est clair qu'il a rompu avec eux. Il ne se considère plus comme le premier grand vassal de la couronne. Il affecte de plus en plus, à son égard, les allures d'un souverain indépendant. On ne parle plus désormais de la guerre des Bourguignons et des Armagnacs, mais de la guerre des Bourguignons et des Français. Ce n'est plus comme sous Jean sans Peur la guerre civile que la maison de Bourgogne déchaîne dans le royaume, c'est la guerre étrangère. Et si la rupture définitive entre la France et la Bourgogne a été provoquée par le meurtre de Montereau, ce serait pourtant se tromper gravement que de l'expliquer par ce seul événement. Il est clair, en effet, que depuis progrès dans les Pays-Bas, la maison de Bourgogne se trouvait fatalement entraînée à un conflit avec la nation d'où elle était sortie. Il en fut d'elle, au xve siècle, comme il en avait été auparavant, au xie, du duc de Normandie après la conquête de l'Angleterre. Elle était devenue trop puis-

sante pour continuer d'accepter la suzeraineté de la couronne. D'ailleurs, à mesure qu'elle recueillait la succession des princes belges, elle se voyait obligée d'adopter une politique qui répondit aux besoins et aux aspirations de ses nouveaux sujets. On comprend sans peine que Philippe le Bon ait passé et passe encore aux yeux des historiens français pour un simple rebelle; mais, de ce côté-ci de la frontière, où il est impossible de l'apprécier autrement qu'en souverain des Pays-Bas, sa lutte contre Charles VII doit être envisagée comme provoquée non seulement par le désir de venger le meurtre de Jean sans Peur, mais aussi par la volonté bien arrêtée de rompre les liens qui rattachaient encore à la couronne le jeune Etat qui se fondait dans les bassins de la Meuse et de l'Escaut. C'est sur ses domaines du Nord que se concentre toute l'attention du duc. S'il prend énergiquement part à la guerre, il en abandonne la direction générale aux Anglais, et ses armées ne s'écartent jamais beaucoup, soit des frontières de la Bourgogne, soit de celles des Pays-Bas. On a déjà vu qu'en 1420 il s'est fait céder les villes de la Somme qui couvrent ses domaines vers le Sud, et, après la mort de sa femme, Michelle de France (8 juillet 1422), son mariage avec sa tante Bonne d'Artois, veuve de Philippe de Nevers (30 novembre 1424), s'explique encore par des préoccupations purement dynastiques. Il ne voit évidemment dans la prolongation de la guerre qu'un moyen de paralyser la France et de réaliser sans peine de nouveaux agrandissements dans les Pays-Bas. En 1421, il achète la succession du comte Jean III de Namur; en 1423, il se fait donner le Tournaisis par Henri VI, et il guette déjà l'annexion prochaine du Brabant, du Hainaut, de la Hollande et de la Zélande.

Le mariage de Jacqueline de Bavière, héritière du Hainaut, de la Hollande et de la Zélande, avec Jean IV de Brabant, avait établi entre ces divers territoires une sorte d'union personnelle. Mais les deux époux, mal assortis l'un à l'autre et poursuivant chacun d'ailleurs

une politique différente, n'avaient pas tardé à se prendre en haine. En 1422, Jacqueline s'était secrètement enfuie de Bruxelles et avait passé en Angleterre où, au mois d'octobre ou de novembre, sans attendre que le pape eût statué sur la demande en annulation de son mariage qu'elle avait introduite par-devant lui, elle épousait Humphroi de Glocester, frère du duc de Bedford. Cette union, permettant à Glocester de revendiquer dans les Pays-Bas l'héritage de sa femme, bouleversait tous les projets du duc de Bourgogne. Il n'entendait souffrir aucun rival dans cette contrée, et Bedford comprit tout de suite qu'une intervention anglaise en Hainaut et en Hollande le rapprocherait aussitôt de la France et compromettrait irrémédiablement toutes les conquêtes faites dans ce pays. Il s'employa donc à détourner son frère d'une attaque contre le duc, et il y parvint pendant deux ans. En même temps, pour attester d'une manière éclatante l'amitié qui l'unissait à Philippe, il épousait la sœur de celui-ci, Anne de Bourgogne, quelques mois après le mariage de Glocester et de Jacqueline (1). Philippe, de son côté, ne restait pas inactif. Il obtint du pape la condamnation de l'union contractée par Jacqueline, et il réussit à se faire reconnaître par Jean de Bavière, oncle de cette princesse, et détenteur depuis 1419 d'une partie de ses pays, comme son héritier. Ces habiles mesures ruinaient les projets de Glocester. Celui-ci pourtant, se refusant à écouter plus longtemps les sages conseils de son frère, se décida à tenter la fortune au mois d'octobre 1424. De Calais il gagna le Hainaut à la tête de 6000 archers et s'y fit prêter serment en qualité de comte. Aussitôt Philippe intervient. Il défie Glocester en combat singulier en même temps qu'il envoie Jean de Luxembourg chasser l'ennemi du Hainaut. Pendant que Glocester part pour l'Angleterre rassem-

(1) Sur le prétendu complot de Bedford contre Philippe, voy. du Fresne de Beaumont, *Histoire de Charles VII*, t. II, p. 378 et 638. Ce ne fut qu'une machination inventée par le duc de Bretagne pour détacher le prince bourguignon de la cause anglaise.

bler de nouvelles troupes, Jacqueline, assiégée dans Mons, se rend à son cousin de Bourgogne, qui lui assigne Gand pour résidence. Quelques semaines après, déguisée en page, elle parvenait à gagner la Hollande, où le parti des *Hoecks* se soulevait aussitôt en sa faveur. Philippe ne pouvait manquer de l'y poursuivre. Fort des droits que lui a conférés Jean de Bavière, mort quelques mois auparavant (6 janvier 1425), il conduit lui-même en Hollande l'élite de ses troupes. Abandonnant complètement la guerre contre la France, il se consacre tout entier, pendant les années 1426, 1427 et 1428, à la conquête des régions du Nord. L'alliance de Jacqueline avec les *Hoecks* lui assure la coopération du parti des *Kabeljauws*, auquel appartiennent presque toutes les villes du pays. L'évêque d'Utrecht, le duc de Gueldre prennent fait et cause pour lui. La lutte d'ailleurs fut acharnée de part et d'autre, et le duc y paya largement de sa personne. A la bataille de Brouwershaven (19 janvier 1426), il saute tout armé dans la mer et entraîne ses troupes à l'assaut des digues à travers une plage inondée.

L'éclatant triomphe qu'il remporte, vengé l'échec subi à Alfen par ses troupes, le 21 octobre précédent, lui vaut la soumission de la Zélande et lui permet bientôt de s'emparer de Zierickzee. Gloucester, découragé par les progrès de son ennemi, abandonne la malheureuse Jacqueline et épouse sa maîtresse, Eléonore Cobham. Jacqueline compte vainement sur l'aide de l'Allemagne. Elle a beau orner ses bannières de l'aigle à deux têtes : l'empereur Sigismond, retenu par la guerre des Hussites, se borne à déclarer la Hollande dévolue à l'Empire, mais ne marche pas contre Philippe. Cependant celui-ci multiplie ses efforts. Ses meilleurs généraux, L'Isle Adam, Roland d'Utterkerke, l'aident à conquérir le Kennemerland. Lui-même, pendant l'hiver de 1427, bloque Zevenbergen par mer et s'en empare enfin le 14 avril. En septembre, les *Hoecks* perdent la bataille navale de Wieringen. Puis Philippe, tantôt à bord de sa flotte, tantôt à la tête

de ses troupes, parcourt la Zélande, se montre à Delft, à Leyde, à Harlem, à Amsterdam, à Narden et ne rentre à Bruges que le 18 février 1428. Désormais la cause de Jacqueline est perdue. Lorsque, au mois de juin 1428, le duc débarque à Delft, elle ne demande plus qu'à traiter. Le 3 juillet suivant, elle reconnaît son heureux adversaire comme *Ruwaert* et héritier des pays de Hainaut, de Hollande, de Zélande et de Frise. Le Hainaut, d'ailleurs, n'avait pas attendu si longtemps pour accepter le duc comme seigneur. Par l'organe de ses Etats, il l'avait adopté comme *bail* du pays dès le 1er juillet 1427. Dès lors, les magnifiques possessions de la maison de Bavière dans les Pays-Bas sont assurées à Philippe. Jacqueline, il est vrai, conservait ses titres et l'apparence du pouvoir, mais elle avait dû promettre de ne pas se remarier, et le gouverneur bourguignon installé à ses côtés en Hollande, Frans van Borssele, ne lui laissait aucune indépendance. Elle ne renonçait point pourtant à tout espoir de revanche. Eprise de Borssele, elle le détacha peu à peu de son maître et l'épousa secrètement à La Haye pendant l'été de 1432. Mais cette dernière tentative ne pouvait qu'échouer lamentablement. Dès le mois d'octobre, Philippe arrive en Hollande, fait arrêter Borssele au sortir d'un banquet. Jacqueline, forcée de choisir entre la décapitation de son mari et l'abandon de ses terres, se résigna à ce dernier sacrifice. Elle céda décidément ses trois comtés au duc, le 12 avril 1433, et se retira au château de Teylingen, près de Leyde, où elle s'éteignit obscurément, rongée par la phthisie, le 9 octobre 1436.

Deux ans après le traité de Delft, le Brabant entra à son tour au nombre des seigneuries de Philippe. A la mort du duc Jean IV, le 17 avril 1427, son frère Philippe, comte de Saint-Pol, lui avait succédé. Il semble, pour des raisons encore mal connues, avoir voulu échapper à l'influence que Philippe le Bon, comme chef de la maison de Bourgogne, prétendait exercer sur lui. Il préparait une alliance avec la France lorsqu'il mourut subitement, après un règne

de trois ans, le 4 août 1430, sans laisser de descendants. Aussitôt deux compétiteurs réclamèrent sa succession : la duchesse Marguerite de Bavière, comme sœur du duc Antoine, père du prince décédé, et Philippe le Bon, en qualité de plus proche parent mâle de celui-ci. Les Etats du duché eurent à décider entre les prétendants. A l'unanimité, ils se prononcèrent pour Philippe qui, le 5 octobre, faisait sa joyeuse entrée à Louvain et ajoutait à la liste déjà si longue de ses titres, ceux de duc de Lotharingie, de Brabant et de Limbourg et de marquis du Saint-Empire.

Depuis sa victoire sur Jacqueline de Bavière, en 1428, Philippe, qui pendant deux ans s'était désintéressé de la guerre de France pour se consacrer tout entier à ses expéditions dans le Nord, avait repris énergiquement la lutte contre Charles VII avec ses alliés anglais. Revenu à Paris, le 30 septembre 1429, à la tête de ses gens d'armes, il accepta, le 13 octobre, non seulement le gouvernement de la place, mais une lieutenance générale dans tout le nord du royaume. Dès le printemps suivant (1430), il convoquait à la fois ses troupes bourguignonnes et ses troupes du Nord et commençait les hostilités, le 20 avril, par le siège de Gournay-sur-Aronde, d'où il marcha sur Choisy, puis sur Compiègne (20 mai). C'est sous les murs de cette place que, quatre jours plus tard, ses soldats s'emparèrent de Jeanne d'Arc, comme le duc s'empessa de l'écrire le soir même à ses « chers et bien amez les eschevins et « conseil » de sa ville de Gand. D'ailleurs, rappelé en Belgique par l'attitude menaçante des Liégeois et par l'ouverture de la succession brabançonne, il ne put s'emparer de la ville. Il chercha, vers le mois de novembre, à se dédommager de cet échec en guerroyant dans le Vermandois. L'année 1431 fut, en revanche, marquée pour lui par un éclatant succès. Le duc de Lorraine, Charles le Hardi, étant mort le 25 janvier 1431, son héritage devait passer à son gendre René, duc d'Anjou, beau-frère du roi Charles VII. Philippe, menacé par là d'avoir un ennemi de plus

sur sa frontière, s'empessa de soutenir le compétiteur de René, Antoine de Vaudemont, neveu du feu duc. Il lui envoya, sous le commandement de son maréchal, le sire de Toulangeon, une armée composée de mercenaires picards et bourguignons. Elle rencontra l'ennemi, le 2 juillet, à Bulgnéville, et, malgré les renforts qu'il avait reçus du roi, lui fit subir une défaite complète. René, tombé aux mains du vainqueur, fut retenu par lui en captivité et ne recouvra sa liberté qu'en 1437, moyennant la cession des terres qu'il possédait en Flandre, c'est-à-dire des seigneuries de Cassel et de Nieppe.

C'est peu après cette éclatante victoire que Philippe commença à écouter les propositions de paix que le roi de France, secondé par le pape, lui avait faites déjà à plusieurs reprises. Depuis quelque temps il se refroidissait visiblement à l'égard de ses alliés anglais qui, embarrassés par les difficultés intérieures avec lesquelles leur gouvernement était aux prises, ne poussaient plus énergiquement la guerre. Il se plaignait avec amertume d'être « très fort et très ex- » pressément grevé « par les dépenses que lui imposaient la levée continuelle de troupes et la garde de ses villes et de ses forteresses. Dès le 4 novembre 1430, il allait jusqu'à prédire la chute de la domination anglaise en France, si l'on ne montrait pas plus d'énergie dans la lutte et plus d'activité à assurer les ressources financières. La mort de sa sœur, femme de Bedford, survenue en 1432, avait encore contribué à relâcher des liens qui s'affaiblissaient de jour en jour. Les considérations économiques contribuaient pour leur part à faire réfléchir le duc. Ses pays de Flandre, de Brabant et de Hollande commençaient à souffrir cruellement de la concurrence de la draperie anglaise. Ils réclamaient contre elle des mesures protectionnistes, et il avait fallu prohiber, en 1428, l'entrée des draps et des fils d'Angleterre dans les Etats bourguignons. D'ailleurs, à quoi pouvait servir désormais la continuation de la guerre contre la France? Depuis qu'il se trouvait maître du Brabant, du Na-

murois, du Hainaut, de la Hollande, de la Zélande et de la Frise, Philippe se sentait assez puissant pour n'avoir plus rien à craindre de Charles VII. Le gouvernement de ses vastes Etats réclamait toute son attention et il ne pouvait, sans de graves inconvénients, prolonger plus longtemps les hostilités. De plus, les superbes possessions qu'il venait d'acquérir sur la rive droite de l'Escaut, c'est-à-dire dans des territoires mouvants de l'Empire, l'obligeaient maintenant à orienter sa politique du côté de l'Allemagne, et, partant, à se dégager du côté de la France.

L'empereur Sigismond, en effet, inquiet par les progrès ininterrompus de la puissance bourguignonne, prenait, à son égard, une attitude de plus en plus hostile. Déjà en 1425, après la mort de Jean de Bavière, il avait revendiqué le comté de Hollande comme dévolu à l'Empire, et mis au ban les villes hollandaises qui s'étaient ralliées à Philippe. Plus tard, lors de l'ouverture de la succession du Brabant, il avait encore, et avec le même insuccès, protesté contre la conduite des Etats reconnaissant le prince bourguignon pour héritier du duc défunt. D'autre part, la conduite de Philippe qui, au concile de Bâle, soutenait de tout son pouvoir la cause du pape, et la prétention qu'il affichait hautement de faire assigner à ses ambassadeurs la première place après ceux des rois, achevaient de pousser Sigismond à une rupture. Au mois de juin 1434, il concluait avec le roi de France une alliance contre Philippe, et, dans le courant de l'hiver, lui envoyait une déclaration de guerre et le mettait au ban de l'Empire. Tout cela, il est vrai, n'effraya point le duc outre mesure. Il savait que, depuis longtemps, l'Empire n'exerçait plus sur les Pays-Bas qu'une suzeraineté purement nominale, et que ni les Hennuyers, ni les Hollandais, ni les Brabançons, qui venaient de le reconnaître pour leur prince, ne l'abandonneraient pour obéir aux ordres d'un souverain étranger. Il n'ignorait pas d'ailleurs que Sigismond ne possédait ni ressources financières ni armée et ne pouvait compter sur le con-

cours des princes allemands, hostiles à tout agrandissement de l'autorité monarchique. Il se sentait si sûr de n'avoir rien à craindre que, le 14 juillet 1434, il faisait publier contre Sigismond un manifeste insolent.

Philippe était toutefois trop fin politique pour ne pas sentir tout ce que sa position avait d'anormal. Vassal à la fois du roi de France et de l'empereur, il se trouvait en guerre avec l'un et l'autre, si bien que l'Etat qu'il venait de constituer entre les deux grandes nations de l'Occident demeurait sans titre légal. Il est vrai qu'il affectait de considérer son allié, Henri VI, comme le souverain légitime de la France. Mais cette attitude n'avait jamais été sincère; il ne l'avait adoptée qu'en vertu de considérations politiques, et à mesure qu'entre lui et les Anglais croissaient les motifs de dissentiment, il devenait de plus en plus difficile d'y persister. L'idée de conclure avec la France une paix définitive se présenta dès lors avec force à l'esprit du duc. La paix seule pouvait lui permettre d'assurer définitivement son pouvoir dans les Pays-Bas. Charles VII ne manquerait pas, en effet, de consentir à toutes les exigences de son adversaire et l'on pouvait espérer que l'empereur, privé du secours de la France, se montrerait conciliant et, de son côté, accorderait au duc l'investiture de ses pays lotharingiens. Peut-être celui-ci entrevoyait-il déjà, après la cessation des hostilités, la possibilité de s'élever au rang de roi et de donner ainsi, à la situation qu'il avait su acquérir en Europe, une consécration suprême. Il espérait d'ailleurs amener les Anglais eux-mêmes à se réconcilier avec la France et aboutir à la pacification générale de l'Occident pour le plus grand profit de sa maison et de ses sujets.

Les négociations avec Charles VII s'ouvrirent dès le commencement de l'année 1435. Le pape et les pères du concile de Bâle s'employèrent activement pour leur succès. Mais il fallut renoncer bientôt à l'espoir d'une entente générale. Sigismond ne voulait point consentir à une paix qui eût humilié, devant un vas-

sal désobéissant, la majesté impériale dont il rêvait l'impossible restauration, et quant au roi d'Angleterre, pouvait-il se résigner, sur les instances du duc de Bourgogne, à terminer une guerre qui durait depuis un siècle et à abandonner ce titre de roi de France que Philippe lui-même lui avait solennellement reconnu ? Ces obstacles n'arrêtaient point le duc. Il se sentait de force à braver à la fois l'empereur et le roi d'Angleterre dès qu'il se serait réconcilié avec la France. Il se fit délier par le pape du serment qu'il avait prêté jadis à Henri V, et, quatre jours après la rupture, par les ambassadeurs anglais, des conférences ouvertes à Arras, le 10 septembre, anniversaire du meurtre de Jean sans Peur, il déclara accepter la paix. Charles VII ne discuta que pour la forme et la lui laissa dicter. Le traité définitif, signé le 21 septembre 1435, fut pour la Bourgogne une éclatante victoire. Le roi désavouait le meurtre de Jean sans Peur, promettait de châtier les coupables qui lui seraient signalés par le duc, de bâtir une chartreuse à Montereau et d'élever une croix de pierre, en signe d'expiation, sur le pont où s'était déroulé le drame de 1419. Il se dépouillait d'une foule de revenus en Bourgogne, cédait les comtés d'Artois et de Boulogne, la seigneurie de Mortagne, clef du Tournaisis, et, avec faculté de rachat pour 400,000 écus d'or, toutes les terres appartenant à la couronne sur les deux rives de la Somme. Il exemptait le duc de l'hommage féodal, s'obligeait à le défendre éventuellement contre l'Angleterre, renonçait à son alliance avec l'empereur, et enfin, allant jusqu'à se laisser imposer la clause la plus humiliante des traités que Philippe le Bel avait jadis arrachés au comte de Flandre, il permettait que ses propres vassaux prissent les armes contre lui, sur les ordres du duc, s'il n'observait pas exactement les clauses du traité.

Philippe avait voulu assister personnellement à la promulgation d'une paix si glorieuse et si profitable. Entouré des princes de sa famille, de ses conseillers, chevaliers et écuyers, il avait pris place dans le chœur de l'église Saint-Vaast, à

Arras, et c'est là que, après une messe solennelle dite par le cardinal de Chypre, le texte du traité fut lu publiquement et salué par les acclamations enthousiastes de l'assistance. Le doyen de Paris vint ensuite s'agenouiller devant le duc et fit amende honorable, au nom du roi, pour le meurtre de Jean sans Peur. Philippe, se levant alors, jura devant le Saint-Sacrement « d'entretenir fidèlement bonne paix et union avec le roi, son souverain seigneur et avec les siens ». Une bénédiction solennelle et un *Te Deum* terminèrent la cérémonie. On se sépara aux cris de : Noël ! Noël ! Le duc de Bourgogne sortit de l'église au bras du duc de Bourbon. Des larmes coulaient de tous les yeux. Le soir, des feux de joie furent allumés sur plusieurs points.

Philippe dut être profondément heureux de sa réconciliation avec Charles VII. Bien que devenu étranger à la France depuis les progrès de sa famille dans les Pays-Bas, il ne pouvait oublier qu'il descendait de la maison royale et qu'il portait les fleurs de lys dans ses armes. Il lui avait certainement été très pénible de passer pour un traître aux yeux de tous les pairs du royaume et d'être contraint, par les nécessités de la politique, de taxer Charles VII d'usurpateur d'un trône dont il le considérait certainement au fond, comme l'héritier légitime. Valois lui-même, sa rupture avec le chef des Valois l'avait placé dans une situation fautive qu'il n'avait jamais pu considérer comme définitive. Pendant les premiers temps qui suivirent la conclusion de la paix, il se sentit certainement redevenir Français. Dès le 30 septembre, il se laissa arracher, par les ambassadeurs de Charles VII, une importante concession : il s'engagea, au cas où le roi d'Angleterre déclarerait avant le 1^{er} janvier 1436 renoncer à la couronne de France, à rendre au roi les villes de la Somme sans aucune indemnité.

Mais le roi d'Angleterre était bien loin de songer à abandonner ses prétentions. A la nouvelle de la paix d'Arras, une exaspération violente s'était emparée des Anglais. Le peuple de Londres massacra

les marchands de Flandre, de Hainaut et de Picardie qui résidaient dans la cité. La cour ne daigna pas répondre à l'ambassade envoyée par Philippe pour lui notifier la conclusion du traité. Bien plus, en vertu de son titre de roi de France, Henri VI confisqua la Flandre et la donna en fief au duc de Gloucester. Il écrivait en même temps aux Flamands et aux Hollandais pour leur rappeler l'amitié qui avait existé jadis entre eux et ses ancêtres et les engager à abandonner le duc. Mais les sollicitations du roi d'Angleterre ne rencontrèrent pas un meilleur accueil que celui qui avait accueilli un peu auparavant les protestations de l'empereur. Les Pays-Bas appréciaient les bienfaits de l'union territoriale, et ils n'étaient point disposés à abandonner le prince qui les leur avait procurés, pour épouser les querelles du roi d'Angleterre. Les Flamands d'ailleurs, de plus en plus menacés dans leur industrie par les progrès croissants de la draperie insulaire, ne répugnaient plus, comme jadis, à la perspective d'une guerre avec leurs voisins de l'Ouest. Ils se déclarèrent prêts à seconder le duc. Au mois de juin 1436, pendant que la flotte hollandaise tenait la mer, les milices de Gand, de Bruges et d'Ypres vinrent, sous la conduite de Philippe, assiéger cette ville de Calais dont elles avaient jadis aidé Edouard III à s'emparer. Le siège d'ailleurs traîna en longueur; les bourgeois ne tardèrent point à s'en dégoûter et le duc dut se résigner à leur laisser reprendre bientôt le chemin de la Flandre. Ils n'y rentrèrent que pour provoquer des mouvements insurrectionnels qui, rapidement apaisés à Gand, revêtirent en revanche à Bruges, pendant quelque temps, un caractère d'extrême gravité.

La prise d'armes de 1436 avait, en effet, donné aux artisans, dépouillés depuis la fin du règne de Louis de Male de l'influence exclusive qu'ils avaient exercée auparavant sur le gouvernement de la ville, l'espoir de restaurer le régime disparu. Ils avaient refusé de déposer leurs bannières et de reprendre le travail avant le retour aux « bons usages » qui

devaient faire d'eux les maîtres de la commune. Ils exigeaient en même temps que le Franc de Bruges et la ville de L'Ecluse qui, pendant les règnes précédents, avaient secoué la sujétion de Bruges, rentrassent sous son pouvoir. Des troubles avaient éclaté. L'écoutète du duc avait été mis à mort, et, pendant plusieurs mois, la grande commune se donna une administration révolutionnaire. Occupé de résister aux Anglais qui, sous le commandement du duc de Gloucester, infestaient les côtes de Flandre, Philippe ne put songer tout d'abord à comprimer cette révolte. Les Brugeois, sans d'ailleurs faire cause commune avec l'étranger, s'enhardirent. Le 22 mai 1437, ils assaillirent des troupes que le duc conduisait vers la Hollande, en passant par la ville, et il s'en fallut de peu que le prince ne pût dans la mêlée. L'insurrection des Brugeois toutefois ne se généralisa point. C'est qu'elle ne s'inspirait au fond que de ce particularisme municipal qui, si puissant au moyen âge, allait s'affaissant à mesure que les rapports sociaux se compliquaient davantage et rendaient indispensable l'existence d'un gouvernement central élevé au-dessus des groupes locaux et des intérêts particuliers. Ne cherchant qu'à assurer sa prépondérance sur les petites villes voisines, sur les villages du Franc et surtout sur le port de L'Ecluse dont le trafic profitait à toute la Flandre, Bruges ne parvint, en dehors de ses murs, à rallier personne à sa cause. Elle ne trouva dans les autres « membres de » Flandre » que des adversaires. Gand, Ypres et le plat-pays prirent contre elle le parti du prince, qui correspondait ici à l'intérêt général. Ils traquèrent ses *haghepoorters* (bourgeois forains) et bloquèrent le Zwyn. Bruges dut enfin renoncer à une lutte stérile et accepter, le 4 mars 1438, une sentence qui la ramenait au degré d'autonomie compatible avec le maintien de l'Etat et le *bien commun*. Le duc anéantit ses prétentions sur le Franc et sur L'Ecluse, cassa le privilège qui interdisait l'exercice de toute industrie dans un rayon d'une lieue autour de la ville, abolit la cou-

tume des *waepeninghe* et du *lediggang* et entoura de certaines garanties l'octroi du droit de bourgeoisie aux personnes non domiciliées dans la commune. Pour la première fois, il parlait en maître à une grande ville. Les Brugeois, nu-pieds et nu-têtes, furent contraints de s'agenouiller devant lui et de lui crier merci.

Au moment où Philippe affirmait ainsi sa puissance à l'intérieur de ses Etats, il venait de remporter à l'extérieur de nouveaux succès. L'empereur Sigismond avait choisi pour agir contre lui le moment où la guerre avec l'Angleterre, compliquée de la rébellion de Bruges, semblait devoir absorber toutes les forces du duc. Le 27 juillet 1437, il chargeait le landgrave Louis de Hesse (1) de s'emparer au nom de l'Empire des pays de Brabant, de Hollande, de Zélande, de Hainaut, du marquisat d'Anvers, de la seigneurie de Frise et du Limbourg, injustement occupés par le duc de Bourgogne. Les Brabançons ne répondirent au manifeste qui leur fut envoyé qu'en se déclarant prêts à combattre pour Philippe, « leur seigneur légitime ». L'entrée du landgrave dans le Limbourg, à la tête de quatre cents lances, fit courir la population aux armes. La petite armée fut taillée en pièces et refoulée en désordre dans Aix-la-Chapelle. Philippe n'eut pas même besoin de marcher vers la frontière. Découragé par le lamentable échec de sa tentative, le landgrave ne chercha point à la recommencer, et la mort de Sigismond, arrivée le 9 décembre 1437, mit fin aux tentatives de l'Empire pour chasser des Pays-Bas, malgré eux, la maison de Bourgogne.

En même temps s'apaisaient les dissentiments du duc avec Henri VI. Le premier moment de dépit passé, le roi d'Angleterre comprit qu'il n'avait rien à attendre de la prolongation des hostilités. Absorbé par la guerre contre la France, il ne pouvait songer à effectuer un débarquement dans les Pays-Bas. Les pillages de Gloucester sur la côte de Flandre n'avaient amené aucun

résultat. En revanche, le commerce anglais souffrait cruellement de l'interruption du transit et de l'insécurité de la navigation sur une mer couverte de pirates. Les plaintes, d'ailleurs, n'étaient pas moindres de ce côté-ci de la Manche. Les villes maritimes de la Hollande surtout, gravement atteintes par l'immobilisation de leurs vaisseaux, réclamaient vivement la paix et se montraient décidées à traiter seules avec Henri VI. Le duc ne demandait qu'à leur donner satisfaction. Dès l'année 1438, il chargea sa femme, la duchesse Isabelle, dont le père, Edouard, roi de Portugal, entretenait les relations les plus intimes avec la maison de Lancastre, de faire à Londres les premières ouvertures. Pour lui, il resta étranger en apparence aux pourparlers qui, entrepris de part et d'autre avec un égal désir de s'entendre, mirent fin aux hostilités, puis aboutirent, au mois d'octobre 1439, à un traité d'entrecours conclu pour trois ans, mais qui, constamment renouvelé depuis lors, fut en réalité une paix définitive.

C'est peu de temps après que Philippe fit entrer le duché de Luxembourg au nombre de ses domaines. Depuis longtemps déjà, la maison de Bourgogne visait à l'acquisition de ce territoire, qui couvrait les Pays-Bas du côté de l'Est. En 1409, Antoine de Bourgogne avait épousé Elisabeth de Goerlitz, à qui le roi Wenceslas avait cédé le duché en engagement. Mais la mort d'Antoine, en 1415, avait ruiné les espérances fondées sur cette union. Pourtant, les difficultés qui n'avaient pas tardé à éclater entre Elisabeth et les Luxembourgeois fournirent, quelques années plus tard, à Philippe le Bon l'occasion de regagner le terrain perdu. Il offrit sa médiation et ses secours à la duchesse, et, malgré les efforts de l'empereur Sigismond, s'empara bientôt de sa confiance. En 1435, immédiatement après la paix d'Arras, il lui acheta ses droits sur le Luxembourg, le comté de Chiny et l'avouerie d'Alsace. Le successeur de Sigismond, Albert d'Autriche, chercha vainement à le supplanter. S'il réussit un moment à amener Elisabeth à promettre sa succession à

(1) Louis de Hesse, en qualité de descendant de l'ancienne maison ducale de Brabant, prétendait à l'héritage du duché.

Guillaume de Saxe, l'or bourguignon provoqua bientôt chez elle un revirement décisif. Le 4 octobre 1441, elle vendait de nouveau ses droits à Philippe et le reconnaissait l'année suivante comme *mambourg* de ses pays. Découragé et abandonné par le nouveau roi des Romains, Frédéric d'Autriche, qui cherchait à se concilier l'amitié de la Bourgogne, le duc de Saxe finit lui aussi par se laisser acheter. Philippe se mit aussitôt en possession du duché. Après une courte campagne, il s'empara par escalade de la ville de Luxembourg (novembre 1443) et y laissa son bâtard Corneil comme gouverneur.

Ladislav de Hongrie, Georges Podiébrad et Casimir de Pologne firent encore valoir pendant plusieurs années des droits héréditaires plus ou moins douteux à la possession du duché. Aucun d'entre eux ne songea toutefois à entreprendre une guerre contre Philippe. En 1459, Ladislav vendit ses prétentions à Charles VII; mais la domination bourguignonne était dès lors trop bien affermie dans le Luxembourg pour qu'il fût possible de la renverser. Trois ans plus tard, en 1462, Louis XI céda définitivement à Philippe les prétentions stériles acquises par son père.

Maître du Luxembourg comme il l'était déjà du Namurois, du Hainaut, du Brabant, du Limbourg, Philippe menaçait de tous côtés le pays de Liège qui seul, dans les Pays-Bas méridionaux, échappait encore à son pouvoir. Il était impossible qu'il ne cherchât point tôt ou tard à s'en rendre maître. Mais tandis que la maison de Bourgogne n'avait rencontré aucun obstacle sérieux dans les autres parties de la Belgique, elle devait se heurter ici à une résistance acharnée, à une véritable opposition nationale. Les Liégeois n'avaient pas oublié la défaite que Jean sans Peur leur avait infligée, en 1408, dans la plaine d'Othée et qui avait eu pour conséquence la restauration d'un prince détesté, Jean de Bavière, et la confiscation de toutes leurs franchises. La haine qu'ils témoignaient à Jean sans Peur s'était, après sa mort, reportée sur son fils. Dès son

avènement, ils l'avaient traité en ennemi. Des contestations de frontières dans le Namurois et les entreprises de Dinant contre sa voisine bourguignonne Bouvignes, avaient amené une rupture ouverte. En 1430, pendant que le duc était occupé au siège de Compiègne, les Liégeois avaient forcé leur évêque, Jean de Heinsberg, à lui envoyer des lettres de défi, et ils avaient aussitôt envahi le comté de Namur. Les hostilités avaient commencé depuis quelques semaines lorsque l'on apprit la mort inopinée du duc de Brabant, Philippe de Saint-Pol. Nul n'ignorait que le duc de Bourgogne allait succéder à son cousin, et sa puissance devenait trop redoutable pour ne pas faire réfléchir les Liégeois sur le danger d'une guerre entreprise à la légère et sans préparation suffisante. Ils se prêtèrent à la conclusion d'une trêve qui se transforma l'année suivante en une paix définitive (15 décembre 1431). Elle fut pleine d'humiliations pour eux. L'évêque dut s'agenouiller devant le duc et lui demander pardon, et il fallut payer une amende de 100,000 nobles et raser la tour de Montorgueil, élevée par les Dinantais en face de Bouvignes. Pendant les années suivantes, les Liégeois, incapables de reprendre seuls la lutte contre leur trop puissant voisin, ne tentèrent plus rien de son côté. Mais leur défiance et leur rancune à son égard ne désarmaient pas. En 1452, lorsque le duc chercha à faire entrer son neveu, Louis de Bourbon, dans le chapitre de Saint-Lambert, une émeute éclata, et la candidature du jeune prince fut écartée par les chanoines. Philippe ne s'obstina point. Il ajourna provisoirement la réalisation des projets qu'il méditait et qu'il venait de dévoiler.

Il ne pouvait d'ailleurs songer à entreprendre en ce moment une guerre contre le pays de Liège. Depuis l'année précédente, en effet, il se trouvait en conflit avec la plus puissante et la plus énergique de ses grandes villes.

La révolte de Gand contre Philippe le Bon forme l'épisode le plus saillant de cette lutte entre le particularisme médiéval et l'Etat moderne que l'on a déjà

pu constater dans les troubles de Bruges en 1437. A diverses reprises, la remuante patrie des Artevelde avait eu maille à partir avec le duc, lorsque, en 1451, la tentative faite par celui-ci d'établir la gabelle en Flandre, donna le signal d'une rupture définitive. La situation s'empira rapidement. Le duc retira son bailli de la ville qui, en revanche, se donna des capitaines, envoya des garnisons dans le pays de Waes et dans la plupart des châteaux de ses environs, et fit prendre les armes aux paysans de ses *ommelanden*. Mais, de même que Bruges était restée isolée en 1437, de même Gand ne parvint pas à rallier les autres membres de Flandre à sa cause. Il eut beau les supplier de soutenir ses efforts contre le prince, tous s'excusèrent et se bornèrent à lui offrir leur médiation. Toutefois, la grande commune possédait assez de ressources pour supporter pendant longtemps le poids de la guerre. Imprenable de vive force, grâce aux inondations qu'elle pouvait tendre autour de ses murailles en barrant les cours de l'Escaut et de la Lys, elle possédait encore une population assez nombreuse pour tenir au loin la campagne et rendre un blocus complet fort difficile. Elle enrôla d'ailleurs sous ses bannières de nombreux paysans, tous ses bourgeois forains, et se procura même à prix d'argent le concours de mercenaires anglais. Elle comptait d'ailleurs sur l'appui du roi de France dont les rapports avec le duc devenaient plus tendus d'année en année, et, à la grande fureur de ce dernier, elle le supplia d'intervenir dans le conflit en qualité de suzerain. D'autre part, la révolte des Gantois favorisa çà et là les tentatives des ennemis de la Bourgogne. Le fils du roi de Sicile, le duc de Calabre, menaça pendant quelque temps la Bourgogne, Thionville se souleva, les Liégeois s'agitèrent et manifestèrent hautement leurs sympathies pour la cause gantoise. L'année 1452 se passa en pillages et en escarmouches, coupés de trêves, sans que le succès se prononçât pour l'un ou l'autre parti. Le duc perdit dans ces combats son bâtard Corneil, qu'il chérissait tendrement, et

l'un de ses meilleurs capitaines, Jacques de Lalaing. Il résolut enfin d'en finir. Après avoir rassemblé une armée, composée de mercenaires picards et bourguignons, il marcha lui-même contre ses sujets rebelles, les rencontra dans les prairies de Gavre et les tailla en pièces (23 juillet 1453). Les Gantois ne cherchèrent pas à prolonger plus longtemps la lutte. Ils vinrent crier merci au duc « en langage françois », et acceptèrent sa sentence qui les privait de toute autorité sur le plat-pays et les faisait descendre du rang de seigneurie municipale à celui de simple ville. Ainsi se termina le dernier conflit du duc avec les communes flamandes. Dans les autres territoires de ses Etats, les grandes villes ne prirent jamais les armes contre lui et, si l'on excepte un différend assez grave avec Anvers, à propos de l'établissement d'un tonlieu sur l'Escaut, elles entretenirent en général avec lui des relations paisibles.

L'avènement de Frédéric d'Autriche au trône d'Allemagne, en 1440, avait modifié du tout au tout les rapports de Philippe avec l'Empire. Absorbé par ses intérêts dynastiques, Frédéric eut soin d'éviter un conflit avec la Bourgogne et se garda de renouveler les prétentions de Sigismond sur les Pays-Bas. S'il évita de donner au duc l'investiture de ses fiefs impériaux, le laissant ainsi, vis-à-vis de l'Empire, dans une situation mal définie et qui permettait de le considérer, suivant les cas, soit comme un souverain indépendant, soit comme un usurpateur, il adopta pourtant à son égard une attitude bienveillante. Il admit aux fêtes de son couronnement des ambassadeurs bourguignons et, en 1442, il alla visiter Philippe à Besançon. Il le laissa s'emparer du Luxembourg, s'immiscer dans les affaires de l'évêché de Liège, de l'archevêché de Cologne, du duché de Clèves. Enhardi par cette apparente faiblesse, le duc forma bientôt le projet d'arracher à l'empereur la consécration suprême de la situation qu'il avait acquise en Europe. Il ambitionna une couronne royale. Ses domaines ne cou-

vraient-ils pas la plus grande partie de l'ancien royaume de Lotharingie, et, à cinq cents ans d'intervalle, n'apparaissait-il pas comme le successeur de Lothaire II et de Zwentibold? De longues négociations s'ouvrirent en 1447 par l'intermédiaire d'Albert d'Autriche, frère de l'empereur. Mais Frédéric parvint à éluder les exigences du duc. Il consentit seulement à ériger le Brabant en royaume. Philippe rompit dès lors les pourparlers. De nouvelles ouvertures, en 1463, n'eurent pas un meilleur succès. Le duc fut forcé de se contenter d'être souverain en fait et de léguer ses prétentions à la couronne à Charles le Téméraire.

Un autre projet qu'il forma vers la même époque recut du moins un commencement d'exécution. Depuis le concile de Bâle, où il avait pris énergiquement parti pour le pape, il entretenait avec Rome les relations les plus cordiales. Lorsque, le péril turc s'aggravant de jour en jour, Nicolas V conçut l'idée d'une nouvelle croisade, c'est à Philippe qu'il s'adressa avec le plus de confiance. Les exhortations pontificales le trouvèrent tout disposé à agir. Bien qu'il fût animé d'un zèle très sincère pour la cause de l'Eglise, on ne peut douter qu'il ne vît surtout dans la croisade l'occasion de se placer au premier rang parmi les princes européens. Dès 1453, il faisait de grands préparatifs, et l'année suivante, il prit fastueusement la croix au milieu des fêtes splendides du vœu du faisan. Quelques mois plus tard, il partait pour Ratisbonne dans le but de conférer avec l'empereur sur l'organisation de l'expédition, et son voyage à travers l'Allemagne ne fut qu'une suite d'ovations et de réceptions solennelles. Frédéric jugea prudent de ne pas courir les chances d'une entrevue où Philippe allait paraître paré d'un prestige si éclatant, et il manqua au rendez-vous. Cette conduite prouvait clairement combien l'idée d'une croisade européenne, sous la direction du duc de Bourgogne, avait peu de chances de réussir. Philippe pourtant n'en abandonna jamais l'idée et, s'il ne partit point, c'est que les soucis de la

politique le retinrent dans les Pays-Bas. Il envoya d'ailleurs, en 1464, dans la Méditerranée, une flotte sous le commandement de son bâtard Antoine. Mais la mort du pape Pie II rompit l'expédition.

Si Philippe fut certainement sincère dans ses projets de croisade, les considérations politiques ne manquèrent point de renforcer encore l'ardeur de son zèle. Sa qualité de défenseur de la foi, lui assurait l'appui du pape et il ne manqua pas d'y recourir en toutes occasions. C'est grâce à la bienveillance qu'on lui témoignait à Rome qu'il put soumettre peu à peu à son influence les évêchés des Pays-Bas. En 1437, le chef de son conseil, Jean Chevrot, était devenu évêque de Tournai; deux de ses bâtards, Jean et David, avaient occupé respectivement, en 1440 et en 1451, les sièges de Cambrai et de Térouanne. Restait à faire subir le même sort aux deux diocèses les plus importants : Liège et Utrecht. L'occasion s'en offrit en 1455, à la mort de l'évêque d'Utrecht, Rodolphe de Diepholt (mars 1455). Le crédit de Philippe, croisé depuis l'année précédente, était alors à son apogée à la cour pontificale. Il sut en profiter habilement. Tandis qu'il obtenait de Calixte III le diocèse d'Utrecht pour son bâtard David, il arrachait à l'évêque de Liège, Jean de Heinsberg, une renonciation formelle à son siège et proposait au pape, pour le remplacer, son neveu Louis de Bourbon. Malgré leur fureur, les Liégeois, pris à l'improviste, acceptèrent tout d'abord leur nouveau prince. Mais il fallut introduire David à Utrecht par la force des armes. Les chanoines avaient élu, en effet, Ghisbrecht de Bréderode, qui était soutenu par un parti nombreux ennemi de la Bourgogne. La campagne de Philippe dans l'évêché d'Utrecht se borna d'ailleurs à une démonstration militaire. La capitale ouvrit ses portes devant la nombreuse armée qu'amenait le duc et accepta sa réunion au reste des Pays-Bas (1456). Philippe profita de sa présence dans le Nord pour soumettre à son influence la Gueldre, dont le duc Arnold, bien qu'ayant épousé Catherine de Clèves, nièce de Philippe, cher-

chait à soulever contre lui les Frisons. Il assiégea Deventer, dont il s'empara le 27 septembre, et conclut une étroite alliance avec Adolphe, fils d'Arnold, auquel il fit obtenir le titre de *Ruvoert*; il le nomma plus tard chevalier de la Toison d'Or, l'unit en 1463 à Catherine de Bourbon, et l'aida à renverser son père et à se faire céder par lui le duché (19 décembre 1465).

C'est pendant cette campagne que le dauphin, le futur Louis XI, à la suite de graves dissentiments avec son père, s'enfuit de France et vint se réfugier dans les Etats de son cousin de Bourgogne. Cette démarche du jeune prince se comprend aisément. La réconciliation scellée entre Charles VII et Philippe le Bon par la paix d'Arras, en effet, n'avait pas duré. Si trois ans plus tard, en 1438, Charles le Téméraire avait épousé Catherine de France, depuis lors les deux cours avaient vu grandir entre elles une hostilité de plus en plus marquée. Philippe, à vrai dire, satisfait des avantages obtenus par le traité de 1435, aurait certainement désiré le maintien d'une entente cordiale avec la couronne. Mais le roi n'oubliait pas l'humiliation qui lui avait été infligée et prétendait, après avoir traité avec le duc d'égal à égal, le réduire de nouveau au rang de vassal. Dès 1441, la duchesse Isabelle avait dû aller porter devant lui les griefs de son époux, et l'accueil qu'elle avait reçu ne lui avait laissé aucun doute sur les dispositions de Charles VII. Celui-ci, toutefois, n'osa pas attaquer de face son adversaire. Il résolut de lui susciter des obstacles du côté de l'Empire. Il soutient contre lui le duc de Lorraine, René d'Anjou, fait entrer en 1445, dans une ligue du Rhin dirigée contre la Bourgogne, l'archevêque de Trèves, l'archevêque de Cologne et le duc de Saxe; il achète, en 1459, les prétentions de Ladislas de Hongrie sur le Luxembourg. En même temps, il saisit toutes les occasions de conflits que peut faire surgir l'interprétation de la paix d'Arras. Il va jusqu'à prétendre interdire à Philippe de s'intituler « duc par la grâce de Dieu ». La fuite de Louis XI et l'accueil empressé

qu'il reçut à Bruxelles aggravèrent encore la situation. Dès 1457, le roi excite les Liégeois contre Louis de Bourbon et contre le duc et leur envoie comme gardien, en 1460, le bailli de Vermandois. Cette mesure équivalait presque à une déclaration de guerre, et l'on était sur le point de prendre les armes de part et d'autre quand la mort du roi (22 juillet 1461) fit monter sur le trône l'hôte et le protégé de Philippe le Bon, dans la personne de Louis XI.

L'avènement de Louis n'apporta d'ailleurs au duc qu'une cruelle désillusion. Après avoir assisté à Reims au sacre du roi, où il déploya une pompe étourdissante, Philippe remarqua bientôt que son ancien protégé l'écartait de son conseil et cessait de lui témoigner la moindre confiance. Il apprenait que les Liégeois, ses ennemis, venaient d'envoyer à Paris une ambassade, qui avait été reçue en audience privée, et, quelques jours plus tard, le roi prétendait l'obliger à déclarer la guerre à l'Angleterre. Il s'aperçut alors qu'il avait été joué et il quitta Paris plein de dépit et de rancune. Cependant Louis XI était trop habile pour le pousser à bout. Il comprit bientôt qu'il n'obtiendrait rien par la violence et il recourut à ces moyens détournés qui furent toujours son arme favorite. Il gagna par ses largesses la confiance des seigneurs de Croy, conseillers favoris de Philippe, qui, habilement circonvenu par eux, finit par consentir au rachat des villes de la Somme cédées par le traité d'Arras. Il n'en fallut pas davantage pour faire éclater entre le duc et son fils Charles, comte de Charolais, une brouille qui se préparait depuis longtemps déjà. Charles se retira en Hollande d'où il accusa publiquement les Croy de pactiser, dans l'intérêt de la France, contre la maison de Bourgogne. Cependant Philippe ne voyait pas le péril dont le menaçaient les menées du roi. À la suite d'une grave maladie qui avait affaibli son intelligence, il était tombé complètement sous l'ascendant des Croy. Il ne songeait plus qu'à organiser une nouvelle croisade et laissait le champ libre à Louis XI. Celui-ci ne manqua pas de l'entourer d'un réseau

d'intrigues. Il poussait les Liégeois à la guerre, provoquait une rupture entre le comte de Nevers et la maison de Bourgogne, laissait enfin le seigneur de Rubempré, neveu des Croy, tenter d'enlever le comte de Charolais, toujours réfugié en Hollande. Charles profita de cet attentat pour faire appel à l'opinion publique. Par l'intermédiaire des Etats généraux, que Philippe venait de convoquer, il parvint à se réconcilier avec son père et à lui dessiller les yeux. Les Croy furent chassés de la cour, le vieux duc se ressaisit, et, après avoir fait reconnaître Charles par les Etats comme son successeur, il lui octroya, le 27 avril 1465, le titre de lieutenant général.

Son règne personnel finit en réalité à cette date. « Fort caducque et envié de sa personne », il abandonna depuis lors à son fils les soins du gouvernement. Il le laissa conduire la guerre du Bien Public, humilier le roi au traité de Conflans (5 octobre 1465) et tirer vengeance des Liégeois qui, soutenus par Louis XI et abandonnés par lui au moment décisif, venaient de déclarer la guerre à la Bourgogne. Il suivit en litière l'armée qui, au mois d'août 1466, s'empara de Dinant et livra aux flammes la malheureuse ville. Moins d'un an après, le 15 juin 1467, entre neuf et dix heures du soir, il mourut d'une attaque d'apoplexie dans son hôtel de Bruges, à l'âge de soixante-douze ans. Son corps fut conservé dans l'église de Saint-Donatien jusqu'en 1474, où Charles le Téméraire le fit transporter à Dijon et inhumer dans la chartreuse de Champmol, à côté de ceux de ses ancêtres.

La carrière de Philippe le Bon fut certainement l'une des plus étonnantes que fournisse l'histoire du xve siècle. Grâce à un extraordinaire concours de circonstances, il fonda en quelques années, sur la frontière franco-allemande, un Etat nouveau que la Belgique et la Hollande moderne représentent encore aujourd'hui sur la carte de l'Europe. C'est à bon droit que Juste Lipse lui a décerné le titre de *Conditor Belgii*, et il n'est point, dans l'histoire nationale, de règne plus important que le sien. Si le

bonheur favorisa toutes ses entreprises, on ne peut méconnaître que ses qualités personnelles furent l'instrument principal de sa grandeur. Il peut passer à bon droit comme l'un des plus clairs génies politiques de son temps. Il prit d'ailleurs au sérieux son rôle de souverain, et si, comme tous les princes de l'époque, sa politique poursuivait surtout des intérêts dynastiques, il ne négligea pas ses devoirs envers ses sujets. A l'âge de soixante ans, il déclarait à Chastelain « qu'il ne désiroit point les longs jours, sinon en tant que nature le pouvoit entretenir estre utile à quelconque bien et donner fruit à son peuple ». Sous son gouvernement, et malgré la décadence irrémédiable de l'industrie drapière qui avait formé jusqu'alors une de leurs principales ressources, les Pays-Bas parvinrent à un degré incroyable de richesse et de bien-être. On sait, de plus, qu'en véritable précurseur de la Renaissance, Philippe se montra amateur passionné de luxe et d'art, et que Jean van Eyck occupa à sa cour une situation analogue à celle qu'Albert et Isabelle devaient faire plus tard à Rubens. La pompe qu'il aimait à déployer ne dépassa point d'ailleurs ses ressources. Quoiqu'« il taillât peu ses sujets », il disposa, grâce à une excellente gestion financière, de revenus supérieurs à ceux de la plupart de ses contemporains, et il laissa à son fils un trésor qui, en meubles seulement, fut évalué à deux millions d'or.

Chastelain nous a laissé de lui un vivant portrait. Il était « moyennement haut homme, droit comme un jonc, fort d'eschine et de bras et de bonne croisure; il avoit plus en os qu'en charnure, veines grosses et pleines de sang brun de couleur, nez non aquilin mais long, plein front et ample, chevelure entre blond et noir, coulice et unie, et avoit gros sourcils et hous-sus et dont les crins se dressaient comme cornes en son ire; portoit bouche en juste compas, lèvres grosses et colorées, les yeux vairs, de fière inspection telle fois, mais coustumiè-rement aimables ». Après avoir lon-

guement énuméré toutes ses vertus, le sage historiographe lui reproche pourtant son goût du plaisir et son amour des femmes. Les nombreux bâtards qu'on lui connaît, et qui n'étonnèrent point d'ailleurs outre mesure une époque habituée à l'extrême licence des mœurs, prouvent suffisamment combien ce reproche est justifié. Du reste, aucune de ses maîtresses, Catherine Scaers, Jeanne de Presle, Catherine de Tiesferies, Isabelle de la Vigne, ne lui fit oublier ses devoirs de prince et n'exerça la moindre influence sur sa politique.

Philippe le Bon fut marié trois fois : avec Michelle de France (juin 1409), avec Bonne d'Artois (30 novembre 1424), et enfin avec Isabelle de Portugal (7 janvier 1430), en l'honneur de laquelle il institua l'ordre de la Toison d'Or. Ses deux premières unions furent stériles. De la troisième, il eut trois garçons : Antoine et Josse, qui ne véquirent que quelques jours, et Charles, son unique héritier, qui naquit en 1433. Parmi ses nombreux enfants naturels, citons Corneil, né de Catherine Scaers, et qui, en sa qualité d'ainé, reçut le titre de Bâtard de Bourgogne. Le duc et la duchesse Isabelle l'aimaient beaucoup et il semble avoir été doué d'heureux dons naturels. Philippe lui confia le gouvernement du Luxembourg après la conquête de ce duché. Il mourut, comme on l'a vu plus haut, pendant la guerre contre les Gantois, au combat de Rupelmonde, et fut enterré dans le chœur de l'église Sainte-Gudule, à Bruxelles, à côté des enfants légitimes de Philippe. Le titre de bâtard de Bourgogne passa à son frère Antoine, fils de Jeanne de Presle, qui commanda la flotte envoyée par le duc en 1464 dans la Méditerranée, et fut chevalier de la Toison d'Or, seigneur de Beveren et de La Roche. David, fils de Collette de Bosquiel, obtint successivement les évêchés de Têrouanne et d'Utrecht. Raphaël fut abbé de Saint-Bavon; Jean, fils d'Agnès de Croy, prévôt de Notre-Dame de Bruges et de Saint-Omer. Baudouin, fils de Catherine de Tiesferies, accompagna son frère Antoine

dans son expédition contre les infidèles, mais rompit plus tard avec la maison de Bourgogne et chercha même, en 1470, à faire assassiner Charles le Téméraire. Le plus jeune enfin, Philippe, fils de Marguerite Post ou Vander Post, monta en 1517 sur le siège épiscopal d'Utrecht. Parmi les filles naturelles du duc, deux seulement ne se marièrent pas : Marion qui entra en religion, et Marguerite qui vécut à la cour. Toutes les autres conclurent de brillantes unions : Marie épousa Pierre de Beaufremont, comte de Charni; Anne, Adrien de Borselen, puis Adolphe de Clèves, seigneur de Ravenstein; Yolande, Jean d'Ailly, seigneur de Picquigny; Cornélie, Adrien de Toulangeon, seigneur de Mornai; Catherine, Humbert de Lureuil; Madeleine, le seigneur de l'Ange, et enfin Philippotte, le seigneur de Rochebaron.

H. Pirenne.

Kervyn de Lettenhove, *Chroniques relatives à l'histoire de Belgique sous la domination des ducs de Bourgogne* (Bruxelles, 1870-76). — Monstrelet, *Chronique*, éd. Douet d'Arcq (Paris, 1857-62). — Le Fevre de Saint-Remy, *Chronique*, éd. Morand (Paris, 1876-81). — Mathieu d'Escouchy, *Chronique*, éd. du Fresnoy de Beaucourt (Paris, 1863). — Georges Chastellain, *Œuvres*, éd. Kervyn de Lettenhove (Bruxelles, 1863-66). — Jacques du Clercq, *Mémoires*, éd. de Reiffenberg (Bruxelles, 1823). — Olivier de La Marche, *Mémoires*, éd. N. Beaune et J. d'Arbaumont (Paris, 1884-88). — Philippe de Commines, *Mémoires*, éd. Dupont (Paris, 1840-47). — Gachard, *Voyages des souverains des Pays-Bas*, t. I (Bruxelles, 1876). — U. Plancher, *Histoire générale et particulière de Bourgogne* (Dijon, 1739-81). — de Barante, *Histoire des ducs de Bourgogne de la maison de Valois* (Paris, 1824-26), éd. Gachard (Bruxelles, 1838). — P. Fredericq, *Essai sur le rôle politique et social des ducs de Bourgogne dans les Pays-Bas* (Gand, 1875). — A. Leroux, *Nouvelles recherches critiques sur les relations politiques de la France avec l'Allemagne de 1378 à 1461* (Paris, 1892). — F. von Löher, *Kaiser Sigmund und Herzog Philipp von Burgund* (Munich, 1866). — Le même, *Jakobus von Bayern und ihre Zeit* (Nördlingen, 1869). — P.-J. Blok, *Geschiedenis van het Nederlandsche volk*, t. II (Groningue, 1893). — H. Pirenne, *Histoire de Belgique*, t. II.

PHILIPPE DE BOURGOGNE, évêque d'Utrecht, né à Bruxelles en 1464, mort à Duurstede, le 7 avril 1524. Il était fils naturel de Philippe le Bon et de Marguerite Post, de Bruxelles. Jusqu'à l'âge de douze ans, il fut élevé par sa mère qui lui fit donner une bonne instruction : il apprit le latin très bien « pour cette époque », suivant l'expres-

sion de l'humaniste Gérard Geldenhauer, qui écrivit sa biographie. Philippe fut admis à la cour par Marie de Bourgogne et, pendant plusieurs années, il semble avoir fait partie de la suite de Maximilien. Celui-ci le sacra chevalier lors de son couronnement comme roi des Romains, à Aix-la-Chapelle (6 avril 1486).

Après avoir fait ses premières armes en qualité de commandant à Gravelines et à Courtrai, il intervint dans la lutte des communes flamandes contre Maximilien. Il se rangea du côté du chef des mécontents, Philippe de Clèves, qui, s'étant porté d'abord garant pour l'exécution du traité de Bruges, arraché à Maximilien au Craenenburg, s'était tourné contre son maître après la violation de ce traité par celui-ci (1488). Après le rétablissement de la paix intérieure, Philippe se garda de réapparaître à la cour de Maximilien. Il se rendit auprès de son frère naturel, David de Bourgogne, évêque d'Utrecht, dont il devint le coadjuteur. A la mort de ce prélat, en 1496, il brigua sa succession; il se maintint même pendant un certain temps au château de Duurstede pour faire échec à son compétiteur Frédéric de Bade, mais il finit par abandonner momentanément ses prétentions lorsqu'il eut obtenu certains avantages pécuniaires.

Enrichi par l'héritage que lui avait laissé l'évêque David, il revint alors à Bruxelles, où il fut bien accueilli à la cour de Philippe le Beau. Il obtint les fonctions d'« amiral de la mer », après la mort de cet autre Philippe de Bourgogne avec lequel on l'a parfois confondu (celui-ci était issu d'Antoine de Bourgogne, fils naturel de Philippe le Bon; il devint conseiller et chambellan de Maximilien et de Philippe le Beau, amiral de la mer et gouverneur de l'Artois et de la Flandre; il épousa Anne van Borsselen, héritière de ces fameux « amiraux de la mer » de Veere. Il mourut le 4 juillet 1498). Le futur évêque d'Utrecht fut élevé aussi à la dignité de « grand maistre d'hostel » et reçut quelque temps après le collier de la Toison d'Or (1501). C'est vers cette

époque sans doute qu'il devint seigneur de Sommeldijk, Blaton et Crubeke. En 1501, il accompagna Philippe le Beau en Espagne en qualité d'amiral de la mer.

Un nouvel héritage lui échut : Anne de Bourgogne, sa sœur naturelle, femme d'Adolphe de Clèves, mourut en 1504 en lui laissant la moitié de tous ses biens. Il semble avoir voulu abandonner dès lors la vie de cour pour aller goûter la tranquillité et l'indépendance dans l'un de ses châteaux, par exemple celui de Souburg en Zélande, où il aimait à s'entourer d'artistes et de littérateurs. Mais il dut bientôt renoncer à ses projets de retraite. Philippe le Beau lui confia le gouvernement de la Gueldre (1506) avec la mission d'aller combattre Charles d'Egmont. Avec une petite armée réunie à la hâte, Philippe de Bourgogne ravagea la Weluwe et investit Wageningen. La guerre fut interrompue par suite de la mort de Philippe le Beau (25 septembre 1506). Elle fut reprise cependant l'année suivante : le château de Wachtendonck tomba au pouvoir de Philippe de Bourgogne, mais la mauvaise qualité de ses troupes l'empêcha de poursuivre ses succès. Au cours des années suivantes, on le retrouve encore mêlé à cette guerre interminable contre le duc de Gueldre : il participe, en 1511, au siège de Venloo, que l'on dut finalement abandonner.

Il entreprit alors son fameux voyage d'Italie, qu'il faut placer probablement en 1512. Chargé d'une mission auprès du pape Jules II, il fut accueilli avec faveur par le Souverain Pontife qui fut émerveillé, paraît-il, de ses connaissances artistiques. Son voyage de Rome lui permit d'admirer, en compagnie du peintre Jean Gossaert, un des artistes de sa suite, les trésors d'art qui y étaient réunis, mais lui révéla, d'autre part, s'il faut en croire son biographe, Gérard Geldenhauer, des détails peu édifiants sur les mœurs de la cour romaine.

Pendant l'année 1514, nous le revoyons remplir les fonctions d'amiral, comme commandant de la flotte qui conduisit Isabelle, seconde des filles de Philippe le Beau, auprès de son fiancé,

Christian II, roi de Danemark. Revenu dans les Pays-Bas, Philippe alla se reposer à son château de Souburg, dont ses architectes, sculpteurs et peintres firent un séjour délicieux. Il dut cependant l'abandonner bientôt.

Lors de la retraite de Frédéric de Bade en 1517, les intérêts de la politique bourguignonne l'appelèrent au siège épiscopal d'Utrecht. Le pape, qui avait déjà, en 1515, autorisé par une bulle Philippe à remplir toutes les fonctions ecclésiastiques, confirma le choix moyennant 12,000 ducats. Inauguré à Utrecht dès le 19 mai 1517, Philippe ne fut définitivement installé dans son diocèse qu'au commencement de l'année suivante.

Il se proposait de réaliser un grand nombre de réformes dans son diocèse, entre autres la suppression de l'autonomie des prévôts et des doyens, la réorganisation de la bienfaisance, la répression des abus introduits par les ordres mendiants, etc. Mais il se rebuta aux premières difficultés d'application et il renonça presque entièrement à son programme. Désireux de profiter des ressources dont il disposait, il alla s'installer au château de Duurstede, où il vécut en humaniste et plus ou moins en épicien. Geldenhauer, qui fut son « lecteur » et plus tard son biographe, donne des détails typiques sur son genre de vie.

Ce fut sous l'épiscopat de Philippe que les hérésies luthériennes se répandirent peu à peu dans le diocèse d'Utrecht. Cet évêque ne fut pas, quoi qu'on en ait dit, favorable à la doctrine de Luther. Ses idées sur la Réforme semblent avoir concordé plus ou moins avec celles d'Erasme, avec lequel il fut souvent en rapport. Si, d'une part, il était hostile aux ordres mendiants en général, il favorisait, d'autre part, les efforts des Frères de la Vie commune, pour répandre l'instruction et la culture des lettres.

Les dernières années de son gouvernement ne furent réellement troublées que par une guerre qu'il eut à soutenir contre le fameux duc de Gueldre. Celui-ci intervint dans un différend, survenu

en 1521, entre les villes de Kampen et de Zwolle, à propos du tonlieu sur l'Yssel : il soutint cette dernière ville avec succès, envahit l'Overysse et infligea aux troupes de l'évêque envoyées au secours de Kampen plusieurs échecs. Ce ne fut qu'en 1523 que, à la suite des avantages remportés par les armées bourguignonnes en Frise, la ville de Zwolle se réconcilia avec l'évêque et que les bandes gueldroises furent chassées de l'Overysse.

Le 7 avril 1524, Philippe de Bourgogne mourut inopinément, à son château de Duurstede. Il fut enterré à Wijk, dans l'église de Saint-Jean-Baptiste, à gauche de son frère David.

Herman Vander Linden.

Gerardus Noviomagus (= Gerard Geldenhauer), *Vita Philippi a Burgundia*, publié sous les auspices de Marguerite d'Autriche (Strasbourg, 1529). Réédité dans Matthæus, *Veteris ævi Analecta*, t. I, p. 218-353, et mieux dans J. Prinsen, *Collectanea van Gerardus Geldenhauer Noviomagus*, p. 223. — J. Prinsen, *Gerardus Geldenhauer Noviomagus* (La Haye, 1898). — Heda, *De episcopis Ultrajectinis*, éd. A. Buchelius. — Vanden Bergh, *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, p. 55, 279, 280, 283, 290. — Le Glay, *Correspondance de Maximilien et de Marguerite d'Autriche*. Paris, 1839, t. I, p. 327. — Henne, *Histoire de Charles-Quint*. — Fr. de Reiffenberg, *Histoire de la Toison d'Or*, p. 302, 338. — Erasme, *Opera omnia*, t. III, col. 273. — Gachard, *Voyages des souverains des Pays-Bas*, t. I, p. 478, 126. — Van Hattem, *Beschrijving van Zwolle*, t. II, p. 109, 110, 116, 287. — Van Mieris, *Beschrijving der bisschoppelijke munt en zegelen van Utrecht*, p. 286-289. — Le portrait de Philippe de Bourgogne se trouve au Rijksmuseum a Amsterdam (n.º 403).

PHILIPPE DE BRABANT. Voir PHILIPPE DE SAINT-POL, duc de Brabant.

PHILIPPE DE CLAIRVAUX. Voir PHILIPPE, abbé de l'Aumône.

PHILIPPE DE CLÈVES. Voir CLÈVES.

PHILIPPE DE COMMINES. Voir COMMINES.

PHILIPPE DE CRÈVECOEUR. Voir CRÈVECOEUR.

PHILIPPE DE CROY. Voir CROY.

PHILIPPE II, roi d'ESPAGNE, né, le 21 mai 1527, à Valladolid, de Charles-Quint et d'Isabelle de Portugal, mort,

le 13 septembre 1598, à l'Escorial. Quoique appelé à régner sur des peuples tout différents par leur civilisation, il reçut une éducation exclusivement espagnole : son gouverneur fut le grand commandeur de Castille; son premier maître, un théologien de l'université de Salamanque; c'est à des Espagnols que l'on confia le soin de diriger sa conscience; on lui apprit le castillan, le latin, l'italien et le français, mais il ne parla guère que les deux premières langues; lui-même avouait avoir toujours été rebelle à l'usage du français. Quand, en 1543, Charles-Quint partant pour l'Italie lui conféra l'administration des royaumes d'Espagne, il lui recommanda d'employer particulièrement le duc d'Albe, comme il l'avait employé lui-même, dans les affaires d'Etat et de guerre (Instructions de Palamos, 4^e et 6 mai). L'éducation politique de Philippe devait être complétée par Charles-Quint lui-même pendant le premier séjour que son fils fit dans les Pays-Bas.

A cette époque déjà, l'empereur songeait à lui léguer la totalité de ses Etats, avec la mission de continuer la lourde tâche qui avait occupé tout son règne. Au mois d'octobre 1548, il proposait aux Etats généraux, réunis à Bruxelles, de recevoir Philippe et de lui prêter serment : c'était une pratique nouvelle que l'empereur voulait introduire en faisant reconnaître l'héritier du souverain avant la mort de celui-ci; après quelques difficultés, les Etats finirent cependant par donner leur assentiment à la proposition. Le 1^{er} avril 1549, Philippe faisait son entrée à Bruxelles. Le premier pensionnaire de la ville lui souhaita la bienvenue. Le prince n'étant pas familiarisé avec le français, Granvelle, qui devait lui servir d'interprète pendant une partie de son séjour, répondit en son nom. D'autres orateurs vinrent lui exprimer les sentiments de dévouement de ses futurs sujets. Le 2 avril, les Etats de Brabant lui votèrent un don de 100.000 florins. Le 2 juin, Philippe allait recevoir solennellement, dans l'église de Sainte-Gudule, un estoc richement monté et un chapeau à l'al-

banaise que lui envoyait le pape Paul III. Après la messe, célébrée par l'évêque de Fano, nonce apostolique, il fut donné lecture d'un bref exhortant le prince à se servir de l'arme qui lui était envoyée pour l'accroissement de la foi catholique et la défense du Saint-Siège. Le 5 juillet, Philippe était inauguré à Louvain comme duc de Brabant, le 17, à Gand, comme comte de Flandre, puis successivement dans les principales villes des provinces méridionales. Son inauguration à Anvers, à Malines et dans les provinces du Nord eut lieu pendant les mois de septembre et octobre. Ce premier séjour de Philippe dans les Pays-Bas contraste avec son règne, qui forme l'époque la plus lamentable de l'histoire de Belgique. Dans l'intention de Charles-Quint, il devait être l'occasion d'un déploiement de luxe qui rappellerait celui de l'ancienne cour de Bourgogne, et, pour rehausser l'éclat des fêtes, l'empereur voulut même accompagner son fils dans les provinces méridionales. Aussi partout on rivalisa de magnificence; on éleva des arcs de triomphe, des échafauds sur lesquels des groupes richement vêtus représentaient des scènes allégoriques; on organisa des cortèges, des banquets, des joutes, des réjouissances de tout genre, dont Calvete de Estrella et Corneille Graphæus nous ont laissé de pompeuses descriptions. Le 31 mai 1550, Philippe quittait Bruxelles pour retourner en Espagne par l'Allemagne et l'Italie.

Cinq ans plus tard, étant en Angleterre, où il avait épousé Marie Tudor, il revenait à Bruxelles (8 septembre 1555), appelé par son père, qui avait pris la résolution de lui céder ses Etats pour se retirer à Yuste. Dans la grande salle du palais, en présence des représentants des provinces, des membres des trois conseils collatéraux, des grands dignitaires et des principaux seigneurs, Charles-Quint renonçait en sa faveur à la souveraineté des Pays-Bas. Le 26, Philippe prêtait serment entre les mains des députés des diverses provinces; ceux-ci, à leur tour, lui promettaient fidélité. L'abdication des royaumes d'Es-

pagne et de Sicile ne devait avoir lieu que le 16 janvier suivant. L'ambassadeur vénitien Badoer rapporte que dans l'entourage de Philippe on blâmait la lenteur de Charles-Quint à se démettre de ces derniers États. Tandis que les uns attribuaient le retard à une indisposition, d'autres y trouvaient un indice de l'hésitation qu'éprouvait l'empereur, à qui son fils paraissait maintenant peu apte à gouverner. « Après avoir « cru le roi d'Angleterre capable de « porter un si lourd fardeau, écrit Badoer, il le voit prendre plaisir à se « masquer fréquemment, plus qu'il ne « convient en ces temps troublés, et ses « intimes serviteurs non seulement ne « pas s'appliquer à l'étude et à l'exécution d'affaires sérieuses, mais être « cause que leur maître s'adonne aux « amusements ». Le 6 janvier 1556, le même ambassadeur écrivait : « J'ap- « prends aujourd'hui d'une personne de « qualité de la cour de l'empereur que « Sa Majesté souffre plus de colère que « de la goutte ; que, pendant les derniers « jours, le roi d'Angleterre n'a osé lui « demander d'expédier aucune affaire, « à cause de l'humeur sombre de son « père ». On trouvait, du reste, alors généralement que Philippe promettait peu ; on le comparait à Charles-Quint, et cette comparaison lui était désavantageuse. Dans une lettre à son ambassadeur à Constantinople, Henri II avouait que, tout « maladif, impotent et décré- « pit » qu'il fût, l'empereur pouvait encore agir beaucoup par ses conseils dans la direction des affaires que les Français avaient à démêler avec son fils, « lequel est fort adonné à ses plaisirs, « voluptés et délices et peu expérimenté « en grandes choses, avec des ministres « de même..., duquel on pourra tou- « jours avoir meilleur marché en toutes « choses... pour ce qu'il n'est pas grand « entrepreneur ni fort bon guerroyeur ».

Grâce à la trêve de Vaucelles, conclue avec la France le 5 février 1556, Philippe inaugura pourtant son gouvernement sous des auspices favorables. Ses espérances furent bientôt trompées : sur les excitations du Napolitain Paul IV,

pour qui l'empereur et son fils n'étaient que les oppresseurs de sa patrie, Henri II reprit la guerre. En se voyant ainsi menacé, Philippe aurait voulu que l'empereur restât, qu'il l'aidât au moins de ses conseils, que Marie de Hongrie conservât ses fonctions de gouvernante ; l'un et l'autre refusèrent. Marie représenta à son neveu que les affaires des Pays-Bas et d'Italie étaient « plus le manger de « ceux qui entrent à régner que de ceux « qui ont le tout habandonné ; et crain- « drois, ajoutait-elle, que ceux qui « donnent de tels conseils regardent « plus à leurs particuliers que à l'hon- « neur, réputation et devoir de leur « Majesté ». Attaqué à la fois en Italie et au midi des Pays-Bas, Philippe tint tête à ses adversaires. Tandis que le duc d'Albe forçait le pape à demander la paix, le connétable de Montmorency était battu, le 10 août 1557, près de Saint-Quentin, par Emmanuel-Philibert de Savoie ; la place elle-même capitulait le 27. Philippe, arrivé au camp le 12 avec sa cour, pour prendre le commandement de l'armée, n'osa pas marcher sur Paris, comme on le lui conseillait : il se borna à la prise de quelques places et retourna à Bruxelles. Les succès des Espagnols en Italie et la victoire de Saint-Quentin ne terminèrent pas la lutte entre les deux rois ; mais l'épuisement était tel de part et d'autre qu'on aspirait au repos. La victoire remportée le 13 juillet 1558, par le comte de Hornes, à Gravelines, décida enfin Henri II à prêter l'oreille à des propositions de paix. Les négociations furent ouvertes à Cercamp, le 15 octobre ; le 17, une suspension d'armes était proclamée ; le 3 avril 1559, le traité de Cateau-Cambrésis affermissait la prépondérance en Europe du fils de Charles-Quint et lui permettait de retourner en Espagne, où le rappelaient ses goûts et les vœux de ses compatriotes. Il ne lui restait plus qu'à assurer la marche du nouveau gouvernement dans les Pays-Bas.

A son avènement, la question intérieure la plus importante à résoudre avait été celle des finances, pour laquelle

il avait dû solliciter le concours des Etats généraux : il s'agissait de solder ce qui restait dû aux gens de guerre, d'assurer l'entretien des forteresses, d'en construire de nouvelles. Au mois de mars 1556, le roi avait proposé à cette fin la levée du centième denier de la plus grande partie des biens immeubles et du cinquantième de la valeur des biens meubles. Ce moyen avait rencontré une très vive opposition. Le 21 janvier 1558, les Etats avaient fini par offrir au roi, et celui-ci avait accepté, un subside de 800,000 livres d'Artois pendant neuf années et 1,200,000 florins en une fois. De nouvelles ressources étant nécessaires, la plupart des Etats avaient voté un subside en argent, au lieu de la levée du centième et du cinquantième denier, proposée encore le 19 août de cette année, à Arras. En même temps qu'il réglait la question financière, Philippe II s'occupait d'un autre point important : le choix du gouverneur général. Dans une séance des Etats, réunis à Gand, le 7 août 1559, il fit annoncer qu'il avait désigné Marguerite d'Autriche, duchesse de Parme, sa sœur ; il la chargeait « de faire tout devoir et offices qui pourraient servir pour maintenir les choses de par deçà en l'union catholique et faire diligemment exécuter les édits faits par feu Sa Majesté Impériale et renouvelés par Sa Majesté Royale pour l'extirpation des erreurs ». Cette intention annoncée par le roi d'appliquer « diligemment » les édits de son père relatifs à la répression de l'hérésie, ne donna lieu à aucune observation. Sur un autre objet, il lui fut présentée une remontrance énergique, qu'on peut considérer comme la première manifestation ouverte du mécontentement qui existait déjà alors chez les Flamands contre une nation à laquelle les rattachait le seul intérêt dynastique. Philippe voulait laisser dans les Pays-Bas quatorze enseignes d'infanterie espagnole, comprenant de trois à quatre mille hommes, qui devaient servir à y maintenir son autorité. Dans la séance du 8 août, les Etats réclamèrent pour les nationaux la garde des frontières et des forts, que le

roi réservait aux soldats espagnols, et exigèrent l'éloignement de ceux-ci. Philippe se vit obligé, non sans regret, de leur promettre qu'il en serait ainsi.

Le 25 août 1559, il mettait à la voile à Flessingue et quittait, pour n'y plus revenir, ces provinces belges où son séjour n'avait fait que mettre en relief le manque de sympathie entre lui et ses sujets. On le trouvait froid, taciturne, hautain. Il affectait de ne pas parler le français et se servait d'intermédiaires même pour les allocutions qu'il avait à adresser aux Etats. On se plaignait de ce qu'il faisait diriger les affaires presque exclusivement par des étrangers. Il aimait qu'on lui montrât du respect et tenait à une plus grande distance que son père les personnages, même de rang élevé, avec lesquels il était appelé à entretenir des relations. Les Espagnols s'accommodaient de cette réserve ; les Flamands en étaient froissés. Charles-Quint et Marie de Hongrie lui avaient fait des représentations à ce sujet, et il avait cherché, dit-on, à en tenir compte ; mais l'empreinte espagnole était trop fortement marquée en lui pour qu'il voulût ou qu'il pût l'effacer. « Il était tenu seulement pour Espagnol », écrit Cabrera lui-même, son historien officiel, « il parlait la langue espagnole, il tenait en sa grâce et à son service des domestiques et des conseillers espagnols ; dans l'administration des affaires, il employait spécialement les ducs d'Albe et de Feria et Ruy Gomez de Silva, prince d'Eboli, ce qui blessait les Flamands et entretenait leur ressentiment. Par là se perdirent leur affection et leur respect ». Déjà au moment de l'abdication, Badoer remarquait que la lamentation était générale : il semblait que ces provinces perdaient, avec l'empereur, la sécurité et le bien-être dont elles avaient joui. Ces appréhensions, le règne de Philippe II ne devait que trop les confirmer.

Malgré la promesse faite de rappeler à bref délai les soldats espagnols, l'année 1560 se passa, et les quatorze enseignes n'étaient pas parties. L'irritation produite par ce retard calculé devint si

vive que Granvelle lui-même conseilla de les rappeler; elles prirent la mer le 10 janvier 1561, au grand déplaisir du roi, qui perdait par là un moyen non pas seulement de tenir les Pays-Bas en bride, mais d'intervenir dans les querelles religieuses en France. N'ayant plus à sa disposition ce moyen d'action, il ordonna d'envoyer contre les Huguenots 2,000 hommes des bandes d'ordonnance. Le conseil d'Etat s'y opposa et lui fit observer que les bandes d'ordonnance étant entretenues par les provinces, il fallait le consentement des provinces pour les faire sortir du pays, et il accorda 50,000 écus, au lieu du secours en hommes qui lui était demandé. Cette affaire n'était pas réglée qu'une autre non moins grave occupa le roi. Les lettres patentes qui instituaient Marguerite de Parme gouvernante lui attribuaient une autorité très étendue; mais cette autorité était considérablement limitée par une instruction secrète et par la recommandation de suivre les avis de Granvelle, dont le roi appréciait particulièrement l'expérience, le zèle pour la religion et le dévouement à ses intérêts. Avec Berlaymont et Viglius, Philippe l'avait désigné pour former ce que l'on appelait la Consulte, qui devait traiter les principales affaires. Un pareil dédain témoigné pour le conseil d'Etat explique la campagne que les seigneurs organisèrent bientôt contre Granvelle; le roi leur promit (15 octobre 1561) que les affaires se traiteraient comme ils le désiraient, mais cette promesse ne devait pas être tenue. A cette cause de mécontentement s'en joignirent d'autres, comme l'érection des nouveaux évêchés, négociée sans l'intervention du conseil, du clergé, d'aucun des intéressés, l'intention attribuée à Philippe d'établir l'inquisition espagnole dans les Pays-Bas. Le baron de Montigny, envoyé par le conseil d'Etat (7 mai 1562) pour éclairer le roi sur la situation, reçut de celui-ci les déclarations les plus rassurantes : il n'avait nullement le projet d'introduire dans les Pays-Bas une nouvelle forme d'inquisition; l'érection des nouveaux évêchés avait été entreprise uniquement

dans l'intérêt de l'éducation du peuple, et Granvelle, malgré le bruit contraire, y avait été étranger; il protestait contre les imputations qui représentaient le cardinal comme voulant, par ses accusations secrètes, rendre la noblesse odieuse à ses yeux; enfin il annonçait l'intention de se rendre prochainement dans les Pays-Bas, afin de mieux s'enquérir des besoins de ses sujets et de donner satisfaction à leurs vœux. Cette réponse du roi ne calma pas l'irritation : les seigneurs se liguèrent contre Granvelle et réclamèrent son éloignement. Bien qu'il lui répugnât de prendre une mesure si contraire, disait-il, à son service, le roi, cédant aux représentations que Marguerite elle-même lui faisait faire par son secrétaire Armenteros, invita, le 22 janvier 1564, Granvelle à s'éloigner « pour quelques jours ». Il ne devait plus reparaitre dans les Pays-Bas. Cette concession, tout importante qu'elle fût, ne désarma pas l'opposition. La lutte, au contraire, allait devenir plus ardente : elle était portée sur le terrain religieux.

Dès le début de son règne, Philippe avait cru entraver les progrès du protestantisme par la création des nouveaux évêchés, mesure justifiable, mais accueillie défavorablement parce qu'elle était imposée dans une forme qui indiquait une méconnaissance complète des privilèges du pays. Il en avait été de même de la fondation de l'université de Douai, créée pour retenir dans les Pays-Bas les jeunes gens qui ne pouvaient fréquenter l'université flamande de Louvain : malgré les protestations des abbayes voisines de Douai, dont les revenus devaient être appliqués à la nouvelle création, et de l'université de Louvain, qui, soutenue par les Etats de Brabant, prétendait posséder le monopole de l'enseignement supérieur, la nouvelle université avait été ouverte le 5 octobre 1562. L'ordre de publier les décisions du Concile de Trente (40 juillet 1564) donna lieu à de non moins vives remontrances, faites, encore une fois, au nom des privilèges des provinces et des villes. Le roi exigea que la réception se fit sans conditions ni réserves, et elle eut lieu ainsi le

11 juillet 1565. Mais les mesures qui devaient provoquer le plus de résistance furent celles que l'on employa dans la répression de l'hérésie. Il est bien vrai que Philippe II ne fit qu'appliquer les édits de son père; mais si la lettre était la même, l'esprit qui animait les exécuteurs et les agents de l'inquisition était bien différent. La lutte maintenant était ouvertement déclarée entre le fanatisme espagnol et la large tolérance qui caractérisait en général les Belges de cette époque. La situation, d'ailleurs, était bien changée depuis Charles-Quint : le nombre des adhérents aux doctrines nouvelles s'était considérablement accru; les conseils de justice inclinaient plutôt à la modération, et Philippe réclamait l'exécution des édits dans toute leur rigueur; aussi les conflits entre les inquisiteurs et les magistrats, défenseurs des privilèges, étaient constants. La situation devint si grave qu'au mois de janvier 1565, le comte d'Egmont fut chargé d'aller en entretenir le roi.

Ce voyage d'Egmont n'était pas dans les vœux de Philippe II : il ne voyait pas, disait-il, quel fruit il pouvait produire. N'ayant pas été prévenu assez tôt pour l'empêcher, il annonça à Marguerite de Parme qu'il traiterait le comte avec toutes les prévenances possibles qu'il lui témoignerait sa satisfaction, qu'il reconnaîtrait les services rendus par les seigneurs en général. Arrivé à Madrid au commencement du mois de mars, Egmont se vit, en effet, l'objet de toutes sortes d'attentions. On le savait vaniteux : les flatteries et les faveurs lui furent prodiguées. Il s'extasia sur la réception qui lui était faite, et, en partant, il déclarait, le 9 avril, au roi qu'il était l'homme le plus heureux du monde. A son retour à Bruxelles, le 30, il exprimait sa satisfaction sans réserves. Pourquoi, à la réception d'une dépêche du 13 mai prescrivant l'observation des édits et l'exécution des anabaptistes même repentants, Egmont, furieux, se plaignit-il d'avoir été trompé? Peut-on croire que le roi lui aurait fait, au sujet des édits, des promesses verbales en contradiction avec cette dépêche, comme

il le soutint et ses amis avec lui? « Nous avons demandé à Sa Majesté », écrivait quelques mois plus tard le prince d'Orange, « qu'elle adoucît la rigueur des ordonnances au sujet de ceux qui professent une autre doctrine que celle qu'enseigne la cour de Rome, et Sa Majesté avait laissé concevoir un bon espoir ». Mais ces promesses *verbales* du roi, qu'on trouve mentionnées vaguement, ne pouvaient avoir grande signification au regard des instructions *écrites*, dont le conseil d'Etat avait entendu la lecture, le 5 mai, sans d'ailleurs qu'elles soulevassent des protestations. Philippe y déclarait qu'il préférerait perdre cent mille vies, s'il les avait, que de consentir à ce qu'il fût fait aucun changement aux édits. Strada rapporte qu'avant de faire cette déclaration, le roi avait recueilli l'avis de théologiens éminents de ses Etats; que certains d'entre eux ayant émis l'opinion que, pour éviter les conséquences d'une rébellion et dans l'intérêt même de l'Eglise universelle, le roi pouvait accorder la liberté de culte sans charger sa conscience, Philippe se serait prosterné devant un crucifix en s'écriant : « Je t'en prie, grand Dieu, souverain de tous les hommes, fais moi la grâce de persévérer dans la résolution que j'ai prise de ne consentir jamais à être le maître de ceux qui te refusent pour leur seigneur ». Il paraît impossible que le roi ait pu, dans ses entretiens avec Egmont, promettre une concession en contradiction avec sa volonté si formellement exprimée de toutes manières, et on s'explique sa surprise quand, à la fin du mois de juin, il apprit qu'on lui reprochait de manquer à sa parole. Ne doit-on pas admettre plutôt que le comte d'Egmont s'était laissé aveugler par les caresses qu'on lui avait prodiguées en Espagne? En tout cas, aucun document connu ne permet d'accuser le roi de duplicité en cette circonstance, comme on le fit alors et comme beaucoup d'historiens l'ont fait dans la suite.

S'il y eut, ainsi qu'il est permis de le croire, un malentendu, Philippe II allait le dissiper par les fameuses dépêches, datées du bois de Ségovie, 17 et 20 octobre

1565. Les seigneurs se plaignaient de l'inquisition : le roi leur répondit qu'il ne faisait qu'appliquer les édits de son père, mais il exigea qu'ils fussent observés dans toute leur rigueur; en conséquence, il ordonna à la gouvernante de favoriser, honorer et animer les inquisiteurs. Or, ce qui surtout causait le mécontentement, c'étaient les pratiques de ces agents, qui violaient les privilèges et les constitutions des provinces et des villes, appréhendaient sans connaissance suffisante de cause, comme cela se passait à Bruges, par exemple, où le magistrat protestait et invitait Philippe à faire respecter les droits de la commune, « selon que Votre Majesté a juré et les » nobles ancêtres de Votre Majesté ont » toujours inviolablement entretenu, in- » terdisant ces moyens défendus d'inqui- » sition »; c'était la répugnance qu'excitaient partout leur fanatisme, leur système d'espionnage et de dénonciations. On répandait le bruit que ces ordres du roi étaient un acheminement à l'établissement de l'inquisition d'Espagne dans les Pays-Bas; le roi assurait qu'il n'avait jamais eu cette intention; les gouverneurs n'en protestaient pas moins : ils ne voulaient pas, disaient-ils, concourir à l'exécution par le feu de cinquante à soixante mille personnes (la duchesse au roi, 9 janvier 1566). Les représentations des uns, les protestations des autres échouèrent contre l'obstination du roi. L'indignation générale se manifesta par la confédération des nobles, l'engagement que les confédérés prirent, par le Compromis, de résister à l'inquisition, la présentation de la Requête (5 avril 1566), réclamant l'abolition des placards et la convocation des Etats généraux. En attendant le retour du marquis de Berghes et de Montigny, chargés d'aller exposer au roi les vœux du pays, un projet de « modération » était adopté, qui adoucissait la rigueur des édits, tout en interdisant l'exercice d'une religion autre que la religion catholique.

Montigny, arrivé le premier, fut reçu avec une bienveillance apparente, comme Berghes après lui, bien que le roi fût instruit par ses correspondants des sen-

timents peu sympathiques exprimés par les deux seigneurs à son égard. Il poussa la hardiesse jusqu'à conseiller l'abolition de l'inquisition. Philippe, qui tenait, selon son habitude, à traîner les choses en longueur, lui cacha ses véritables intentions, feignit de réfléchir, l'emmena de Madrid à l'Escorial, de l'Escorial au bois de Ségovie. Ici, il réunit, du 26 au 29 juillet, pour délibérer sur la réponse, les membres du conseil d'Etat et trois ministres belges, Hopperus, Tisnacq, qu'Hopperus allait remplacer dans la charge de garde des sceaux des Pays-Bas, Courtewille, secrétaire d'Etat. Suivant Hopperus, cette assemblée se prononça pour le maintien des ordonnances et des placards, avec certains changements, s'il était nécessaire; elle jugea qu'il serait contraire à l'autorité du roi et de l'Eglise de supprimer l'inquisition, de consentir à la modération des placards telle qu'elle était demandée et d'accorder un pardon général, également sollicité; toutefois, « Sa Majesté, pour s'accom- » moder au temps, pourrait octroyer le » pardon avec exception des prêcheurs, » ministres et principaux et ôter l'inqui- » sition extraordinaire du pape ». Alors le roi se prononça : il consentait à ce que l'inquisition apostolique cessât; il n'était pas opposé à la modération des placards, mais il désirait que le gouvernement des Pays-Bas lui soumit à cet égard un nouveau projet; il autorisait Marguerite de Parme à accorder grâce et pardon à tous ceux qui avaient contrevenu aux édits relatifs à la religion; en outre, il annonçait son arrivée au printemps de 1567 au plus tard (le roi à la duchesse, 31 juillet 1566). En même temps, il écrivait (1^{er} août) aux principaux seigneurs en exprimant sa confiance en eux; dans une lettre autographe et secrète à sa sœur, il interdisait la réunion des Etats généraux. Bien que Montigny trouvât insuffisantes les concessions contenues dans la lettre du 31 juillet, elles paraissent extrêmement larges après toutes les protestations faites jusque-là par Philippe II. L'étonnement cesse quand, à la date du 9 août, on rencontre dans la correspondance du roi un acte

par lequel il déclare, en présence d'un notaire, Pedro de Hoyos, de deux théologiens, Francisco de Menchaca et Martin de Velasco, et du duc d'Albe, qu'en autorisant la duchesse à accorder le pardon aux fauteurs des troubles, il n'a pas agi librement, qu'il l'a fait seulement pour éviter de plus grands maux, qu'il ne se considère pas comme lié par cet engagement et se réserve de punir les coupables. Trois jours après, dans une lettre confidentielle, il chargeait son ambassadeur à Rome, Louis de Requesens, d'exposer au pape ses intentions, absolument contraires aux engagements qu'il avait pris, et il ajoutait : « Vous pouvez assurer Sa Sainteté qu'avant de souffrir la moindre chose qui porte préjudice à la religion et au service de Dieu, je perdrai tous mes États et perdrais même cent vies, si je les avais, car je ne pense ni ne veux être seigneur d'hérétiques. Vous l'assurerez aussi que je tâcherai d'arranger les choses de la religion aux Pays-Bas, si c'est possible, sans recourir à la force, parce que ce moyen entraînerait la totale destruction du pays, mais que je suis déterminé à l'employer cependant si je ne puis d'autre manière régler tout comme je le désire, et, en ce cas, je veux moi-même être l'exécuteur de mes intentions sans que le péril que je puis courir ni la ruine de ces provinces ni celle des autres États qui me restent puissent m'empêcher d'accomplir ce qu'un prince chrétien et craignant Dieu est tenu de faire pour son service, le maintien de la foi catholique, l'autorité et l'honneur du Saint-Siège ».

Mais toute cette duplicité allait bientôt n'avoir plus de raison. On apprenait avec indignation en Espagne l'agitation croissante entretenue par les confédérés, les progrès de la Réforme, les prêches, de plus en plus nombreux, tenus en public sans que la gouvernante pût ou osât s'y opposer. Puis se produisirent, dans la première quinzaine du mois d'août, le saccageement des églises et des monastères et les excès qui effrayèrent Marguerite de Parme et la contraignirent

à traiter avec les confédérés. Dans le moment même où elle signait l'accord du 24 août, le roi annonçait qu'il refusait toute concession, ordonnait à Marguerite de se préparer à la résistance et désapprouvait les autorisations accordées aux réformés de tenir des assemblées publiques (lettres du roi, 24, 29 et 30 août). A peine ces ordres étaient-ils partis que Philippe II recevait avis des derniers excès, par des lettres du 17 et du 18 août. Le 8 septembre, un second courrier apporta des rapports complétant les premiers ; puis arriva la nouvelle des concessions faites par la duchesse. La situation réclamait des mesures urgentes ; c'est pourtant le 29 octobre seulement que, revenu du bois de Ségovie à Madrid, le roi assembla le conseil pour en délibérer. Tandis que Ruy Gomez osait encore recommander la modération, et, avec le cardinal Espinosa, pressait le roi de se rendre dans les Pays-Bas, le comte de Chinchon se prononçait pour une répression sévère, le duc d'Albe demandait qu'on étouffât l'hérésie dans le sang. Berghes et Montigny, consternés, remettaient, le 15 novembre, au roi un mémoire exposant la nécessité d'éviter l'emploi de la force et proposant l'envoi de Ruy Gomez, particulièrement estimé, disaient-ils, dans les Pays-Bas, où on le réputait exempt de toute passion. Pie V, que la lenteur du roi inquiétait, le pressait de hâter son voyage tant de fois annoncé. L'évêque d'Ascoli, envoyé en mission extraordinaire (il arriva le 1^{er} novembre), semble avoir été reçu assez froidement ; du moins Philippe se plaignit au pape, par l'entremise de son ambassadeur à Rome, de cette démarche qui pouvait donner de lui une mauvaise opinion par toute la chrétienté ». Ce qui lui déplut surtout, c'est que, par ordre du pape, le légat l'exhortait à ne pas employer la force et à se servir plutôt des moyens de persuasion, à cause des maux que la guerre entraînerait à sa suite. Philippe rejeta ce conseil. Il aimait mieux, déclarait-il, s'exposer aux hasards de la guerre, avec tous les maux et tous les inconvénients qui en pouvaient résulter, que de faire la moindre con-

cession contraire à la foi catholique et à l'autorité du Saint-Siège (le roi à son ambassadeur, 26 novembre 1566). Pie V néanmoins redoubla d'instances : le 15 janvier 1567, il exhorte, il prie, il supplie le roi de se rendre au moins en Italie pour y délibérer sur son voyage en Flandre. Ces objurgations étaient inutiles : le système de la terreur devait prévaloir, et c'est au duc d'Albe lui-même que Philippe avait résolu de confier l'application du programme qu'il préparait en conséquence.

Le duc d'Albe recevait le titre de capitaine général, chargé d'assurer la tranquillité en attendant l'arrivée de Philippe II, qui devait se mettre en route au mois de février 1567, pour venir soumettre le pays, non par la force, assurait-il, mais « avec toute humanité, douceur et voye de grâce, évitant toute aigreur » (lettres à Marguerite, 17 et 27 novembre, 30 décembre). Dans la commission du duc du 31 janvier 1567, remplaçant celle du 1^{er} décembre précédent, le roi recommandait de traiter ses vassaux « avec bénignité ». Cette instruction, destinée à être rendue publique, n'exprimait pas son intention véritable. Cabrera, vraisemblablement bien informé, dit que le roi, en prenant congé du duc à Aranjuez, lui ordonna « de couper les têtes (des chefs) de la « conspiration », information confirmée par le duc d'Albe lui-même, dans un exposé qu'il faisait plus tard de son programme. Les ordres qu'il avait reçus du roi avant son départ comprenaient les points suivants : arrêter et châtier exemplairement les principaux du pays qui avaient pris part aux troubles ; punir les plus coupables parmi les gens du peuple ; rechercher les moyens de procurer des ressources au trésor ; inspecter les imprimeries et les librairies ; créer des écoles ; publier et faire observer les placards ; régler l'affaire des évêchés ; punir les villes ; déterminer l'emploi de leurs revenus ; accorder un pardon général, mais, avant de le publier, tâcher de tirer de quelques personnes, à titre de composition, une bonne somme d'argent ; rétablir l'inquisition (le duc d'Albe

au roi, 9 juin 1568). Pour le reste, une lettre autographe de Philippe II (7 août 1567), en partie chiffrée, nous révèle ses projets tels qu'ils étaient arrêtés au moment où le duc d'Albe arrivait dans les Pays-Bas. Il reconnaît que son voyage, souvent annoncé comme imminent, ne pourra pass'effectuer avant l'année 1568 ; « il m'a paru, ajoute-t-il, que si je partais « aussi vite que le voudraient la saison « et la mer, vous n'auriez pas le temps « d'arranger l'affaire du châtement, qu'on « a toujours été d'avis d'exécuter avant « mon arrivée. Si, en retardant un peu, « l'on parvenait à inspirer assez de confiance au prince d'Orange pour le faire « venir, ce qui, je pense, n'arrivera pas, « il serait important qu'on pût faire de « lui ce qu'il mérite ; mais je m'en remets « à vous... : étant sur les lieux, vous « jugerez s'il est nécessaire de se hâter « ou de temporiser en ce qui touche ce « point du châtement, dont tant de « choses dépendent ». Philippe manifeste ensuite l'intention d'envoyer son frère don Juan d'Autriche dans les Pays-Bas, avec ordre de suivre en tout les conseils du duc pour se former au gouvernement des provinces, réservé à ce prince après le voyage du roi. On voit par là, et par la correspondance qui suivit, que le duc d'Albe procéda en tout, même dans le procès et l'exécution des comtes d'Egmont et de Hornes, d'accord avec son maître.

L'arrestation de ces seigneurs et les autres qui suivirent immédiatement l'arrivée du lieutenant de Philippe II, celle de Montigny, conduit le 30 septembre à l'Alcazar de Ségovie, l'institution du conseil des troubles, qui devait remplacer les conseils de justice ordinaires, l'érection de la citadelle d'Anvers annoncent le régime de la terreur. Egmont et Hornes, chevaliers de la Toison d'Or, demandent à être jugés par leurs pairs. Le duc répond qu'il est autorisé à ne pas tenir compte de leur requête. Il écrit au roi : « Les affaires d'Etat sont « différentes des lois qu'ils ont ici », et le roi lui envoie, le 28 décembre 1567, plus de trois mois après l'arrestation des deux comtes, une cédula, portant la date

du 15 avril précédent, qui l'autorise à ne pas avoir égard aux statuts de l'ordre.

Le départ de Marguerite de Parme permit à Philippe II d'accorder (18 octobre) au duc d'Albe, avec le titre de gouverneur général, l'autorité suffisante pour exécuter intégralement son programme. Sur le conseil de Granvelle, le roi fait amener en Espagne le fils du prince d'Orange, Philippe-Guillaume, comte de Buren, qui étudiait à l'université de Louvain. Les nombreux procès dont le conseil des troubles était saisi marchant trop lentement à son gré, il presse le duc d'Albe d'abrèger les formalités (3 mars 1568). Le duc s'excuse (3 avril) : il est obligé de suivre les voies ordinaires pour la justification même de son maître. Enfin, le 9 juin, il peut lui annoncer les premières exécutions : Egmont et Hornes, condamnés le 4, ont été mis à mort le lendemain. Dans cette même lettre, le duc rappelle qu'il était arrivé avec la résolution, approuvée par le roi, « de prendre les hommes principaux suspects pour leur infliger un « châtiment exemplaire », et le roi lui répond (27 juin, 18 juillet) par une approbation complète; il loue sa grande prudence et la circonspection qu'il a employée, et il l'en remercie.

L'effroi répandu dans le pays par les exécutions du mois de juin semblait favoriser enfin l'exécution du voyage du roi, dont les préparatifs excitaient à ce moment l'attention de toute l'Europe. Les Cortès, le pape, l'empereur, les princes d'Italie en avaient reçu l'avis officiel; don Carlos se disposait à suivre son père; le 9 juillet, don Diego de Mendoza, « tenu pour Neptune en la « mer », arrivait de la Floride pour conduire la flotte; la garde-robe du roi était emballée; au mois d'août, la chapelle et la garde du souverain étaient prêtes à partir. Au mois de septembre, les navires étaient licenciés, on annonçait que le voyage était remis au printemps : il ne devait pas avoir lieu. On a prétendu que toute cette démonstration n'était qu'une comédie; Strada le soutient; même dans l'entourage de Philippe II, beaucoup doutaient de la

réalisation du projet. « Ces beaux sem-
blants, écrivait Fourquevaux, ont été,
à mon avis, pour favoriser le passage
du duc d'Albe et tenir Madame de
Parme en bonne espérance que le roi
irait en personne sur les lieux, afin
qu'elle ne s'offensât pas ». Le même
ambassadeur écrivait à ce propos, dès le
8 mai 1568 déjà, à Catherine de Médicis :
« Ce roi tient ses entreprises secrètes,
lequel comptoit, n'a pas quatre jours,
à lad. Dame Roïne (son épouse) qu'on
povoit assez deviner qu'il n'iroit point
en Flandres ces deux années passées,
puisqu'il en faisoit si grandz ostenta-
tions et semblantz; car il faict profes-
sion de remedier à ses affaires sans
mener grand bruit nys'en venter avant
le coup, estant d'opinion que les
grandz princes qui dient ouvertement
qu'ilz feront quelque chose concernant
leur service, que c'est en intention de
ne la faire point, car aussi seroit grand
miracle qu'elle eust bon succès. Il
disoit ceci à propos du chastiment
qu'il a donné à ses rebelles de Flandres
sans qu'il se soit venté que le duc
d'Alve y allast pour telle fin; car, s'il
l'eust faict, il n'en seroit venu à bout
si facilement ». Il est certain que,
dans cette circonstance, il a agi avec une
dissimulation tellement déconcertante
qu'aujourd'hui encore on se demande si
réellement son intention a jamais été
d'effectuer le voyage. La lettre du 7 août
1567, que nous analysons plus haut, ne
permet pas d'affirmer que cette intention
il ne l'a jamais eue; mais on y voit qu'il
subordonnait l'exécution du projet au
« châtiment exemplaire » des chefs de
la résistance, et, malgré toute l'habileté
du duc d'Albe, il ne fut qu'imparfai-
tement satisfait à cette condition : le
prince d'Orange, la principale, on peut
dire la seule tête de l'opposition, ne
s'était pas laissé prendre, et on peut
admettre que ce fut là une des causes de
l'abandon du projet. L'arrestation de
don Carlos, sa mort, le 24 juillet 1568,
la campagne du Taciturne (juin-novembre), la mort d'Elisabeth de Valois,
femme de Philippe, le 4 octobre, en
furent probablement d'autres.

Peut-être Philippe II fut-il arrêté aussi par les dispositions hostiles manifestées à ce moment à son égard en Allemagne. Les cruautés du duc d'Albe avaient irrité les électeurs et les princes de l'empire; son arrogance leur faisait craindre qu'il ne s'attaquât à eux. Ils décidèrent donc de réclamer, par l'intermédiaire de l'empereur, un adoucissement au régime introduit dans les Pays-Bas et le rappel des troupes espagnoles. Philippe, qui savait Maximilien dévoué au fond à ses intérêts, répondit à leurs remontrances (20 janvier 1569) par une vigoureuse défense de sa politique : il déclara que son principal souci était de maintenir dans les Pays-Bas la foi catholique, et il contesta aux princes de l'empire le droit de le critiquer. On le blâmait d'avoir employé des moyens rigoureux : il répondit que la mission de justicier qu'il tenait de Dieu sur la terre, sa réputation, la sécurité, la conservation et le repos de ses États ne lui permettaient pas d'agir autrement qu'il l'avait fait, légitimement d'ailleurs. On lui reprochait l'exécution des comtes d'Esmond et de Hornes : ils étaient indignes de pitié pour s'être rendus coupables du crime de lèse-majesté et n'avoir pas tenu leur serment. On disait qu'il violait les privilèges, les usages et les coutumes du pays : il n'avait introduit aucune nouveauté. On désapprouvait la nomination du duc d'Albe en qualité de capitaine général et gouverneur : c'était l'homme qui méritait le plus la confiance du roi pour sa grande expérience, sa prudence, ses sentiments religieux, son intégrité, et il se félicitait de ce que ce choix eût eu les meilleurs résultats. Quant au prince d'Orange, dont la cause paraissait avoir été le motif principal de cette démarche, il ne voyait en lui qu'un séditieux, digne de tous les châtimens; et il concluait en déclarant qu'il avait agi comme l'exigeaient le service de Dieu, son autorité royale et la conservation de ses États. L'archiduc Charles, chargé d'aller appuyer les représentations des princes allemands, après avoir répliqué pour la forme, proposa à Philippe II, alors veuf,

la main de sa sœur aînée et partit gratifié d'un cadeau de 100,000 ducats : les Pays-Bas étaient sacrifiés, comme ils le furent pendant des siècles, aux intérêts de la famille de Habsbourg.

L'ordre rétabli, la grave question était d'alléger l'Espagne des frais énormes qu'entraînait pour elle la possession des Pays-Bas, par l'établissement d'un impôt permanent. De là le projet d'application du système des *alcavalas* tel qu'il était pratiqué en Castille et qui consistait dans la perception de dix pour cent sur le produit de la vente des biens meubles et des marchandises et vingt sur les héritages et la vente des immeubles. En outre, le prélèvement du centième sur la fortune de chaque habitant devait permettre de payer les dépenses arriérées. Les États, dont le vote était nécessaire, consentirent à la perception du centième, mais rejetèrent le dixième et le vingtième : de commun accord, ces deux impôts furent remplacés par une contribution de deux millions d'écus pour chacune des deux années qui suivraient (août 1569-1571). Ce moyen transactionnel et provisoire adopté, toutes les mesures réactionnaires comprises dans le programme du duc d'Albe furent appliquées, et on put annoncer enfin celle que Philippe considérait comme le couronnement du nouvel état de choses, la publication du pardon général, qui eut lieu à Anvers, le 16 juillet 1570, mais avec des restrictions telles, des exceptions si nombreuses que cet acte devait rester sans effet.

Le roi avait donné son approbation au système financier du duc d'Albe; c'est avec son approbation que fut ordonnée, le 31 juillet 1571, à l'expiration des deux années, la levée du dixième et du vingtième denier. Bien que le duc prétendit avoir obtenu l'assentiment des États, la répugnance se manifesta plus générale et plus vive que précédemment; la levée du dixième denier surtout rencontra une opposition redoutable dans toutes les classes de la société. Des évêques n'hésitèrent pas à écrire au roi (24 mars 1572) qu'ils trouvaient la résistance à ses ordres justifiée; les États

des principales provinces lui envoyèrent des députés chargés de se faire l'écho du mécontentement général. Philippe comprit qu'il fallait céder : sans abolir les nouveaux impôts, il consentit au maintien de la contribution de 2,000,000.

Cette concession lui était imposée par la situation, qui devenait menaçante depuis la prise de la Brielle, le 1^{er} avril, par les gueux, et celle de Mons, le 24 mai, par Louis de Nassau, aidé des huguenots et même du roi de France. Charles IX, en effet, songeait à profiter des troubles des Pays-Bas pour ébranler la puissance de l'Espagne. « Toutes mes fantaisies sont bandées pour m'opposer à la grandeur des Espagnols, écrivait-il à son ambassadeur à Constantinople, le 11 mai 1572, et délibère m'y conduire le plus dextrement qu'il me sera possible ». Il était en train d'équiper une flotte importante en intention de tenir le roi catholique en cervelle et donner hardiesse à ces gueux des Pays-Bas de se remuer et entreprendre ainsi qu'ils ont fait, ayant déjà pris toute la Zélande et bien esbranlé la Hollande, de manière que les affaires qu'auront par delà les Espagnols seront telles que je crois que cela les divertira d'autres entreprises. Heureusement pour Philippe II, Catherine de Médicis, craignant les conséquences d'une guerre qui pouvait donner trop d'importance aux huguenots, un moment maîtres de l'esprit de son fils, arrêta celui-ci dans la voie où il s'engageait : la Saint-Barthélemy, puis la défaite du prince d'Orange, venu au secours de son frère, vinrent ruiner les espérances des insurgés.

Mais, tandis que les provinces méridionales des Pays-Bas étaient entièrement remplacées sous le joug espagnol, les cruautés exercées dans le Nord ne faisaient qu'exciter la résistance, au point de décourager le duc d'Albe lui-même. Le farouche lieutenant de Philippe II sollicitait depuis longtemps son congé ; le 20 octobre 1573, le roi lui écrivit enfin qu'il avait désigné pour lui succéder le grand commandeur de Castille, Requesens. On a cherché le motif

du départ du duc d'Albe dans un désaccord avec le roi ; on a même parlé de disgrâce ; on a dit qu'il se retirait désavoué par son maître. Ces assertions sont inexactes : il était malade, usé par les fatigues et par les rigueurs du climat, déçu par la résistance et les difficultés de toute nature qu'il rencontrait. Les mesures qui ont le plus contribué à exaspérer les populations contre lui ont été prises avec l'approbation du roi, même la levée du dixième denier, bien que plus tard, en 1580, Philippe ait déclaré, dans le ban contre le prince d'Orange, qu'il ne l'avait commandé ni entendait être établi sinon du bon gré et volonté de ses sujets. De retour à Madrid, au mois de mars 1574, le duc eut plusieurs longs entretiens avec son maître, et l'ambassadeur de France, Saint-Gouard, écrivit à ce propos : « L'on dit que le roi fera démonstration d'être très malcontent de lui et d'avoir désagréable tout ce qu'il a fait en Flandre, et tiens-je de haut lieu que cela se fait pour contenter les Flamands et leur donner par tels deportemens à entendre que ce n'a été de la volonte du roi que le duc les ait mal traités. Quoi qu'il en soit d'ailleurs, quand il quitta les Pays-Bas, le 18 décembre 1573, après six années d'un régime tyrannique, les provinces méridionales étaient ruinées, celles du Nord en insurrection ; le désordre et l'indiscipline s'étaient introduits dans l'armée, la caisse de l'Etat était vide, et l'arrière s'élevait à plus de 7,000,000 d'or.

De toutes parts, des avis parvenaient au roi sur l'urgente nécessité d'un changement dans le système du gouvernement. Mais les appels à la douceur devaient rester sans effet. L'impératrice, sœur de Philippe II, dans une lettre touchante, suppliait en vain son frère d'épargner ses sujets des Pays-Bas, au nom de la mémoire de leur père, qui, écrivait-elle, les aimait tant et faisait tant pour eux. Au comte de Monteagudo, ambassadeur près de l'empereur, qui lui prédisait la ruine totale des Pays-Bas (18 avril 1573), Philippe déclarait qu'il préférait les perdre que de faire la moind-

dre concession en matière religieuse. Tel fut encore, au fond, le sens des instructions données, au mois d'octobre, à Requesens. Le roi l'autorisa bien à proclamer un pardon plus général que le précédent, mais ce pardon, publié le 6 juin 1574, et dont étaient exceptées deux cent quatre-vingt-douze personnes, ne ramena pas à l'obéissance une seule ville révoltée. Les autres mesures soi-disant pacificatrices, comme la suppression définitive de l'impôt du dixième denier et l'abolition du conseil des troubles, ne furent pas plus efficaces. Les Etats, réunis le 7 janvier 1574, avec l'autorisation du roi, pour porter remède à la situation financière, réclamaient des réformes radicales, le rétablissement des anciens privilèges, l'adoucissement des placards, et ajournaient indéfiniment le vote qui leur était demandé. En même temps, la soumission des provinces du Nord devenait de plus en plus difficile. Au moment de quitter les Pays-Bas, le duc d'Albe avait suggéré l'idée de détruire par le feu les endroits de la Hollande que les troupes royales ne pourraient occuper. Requesens allait plus loin : il proposait de recourir en même temps à la submersion. Le roi hésitait à traiter ainsi ses propres domaines ; il finit pourtant par autoriser (22 octobre 1574) l'emploi des deux moyens, en exprimant sa préférence pour l'incendie, l'inondation ayant plus d'inconvénients et un caractère plus marqué de cruauté. Il autorisa en même temps le grand commandeur (9 août 1574) à traiter avec le prince d'Orange, mais en laissant croire qu'il était étranger aux négociations et qu'il les ignorait. Après divers pourparlers engagés dans le courant de cette année, des conférences eurent lieu à Breda (mai-juillet 1575), qui échouèrent par suite du manque de confiance de part et d'autre et de l'impossibilité de s'entendre sur le point de la religion. Ce qui est curieux, c'est que Philippe, croyant toujours à la possibilité d'obtenir la soumission du prince d'Orange, songeait à l'employer, avec les forces dont il disposait, à la conquête de l'Angleterre, projet chimérique, ainsi que le

grand commandeur n'eut pas de peine à l'établir (12 et 28 juin 1574). Comme le roi, le prince d'Orange aspirait à la paix ; mais, de même que le roi subordonnait tout arrangement à la condition préalable que le maintien de la religion catholique et l'autorité du souverain seraient assurés, de même le prince réclamaient des garanties « tant au regard de » la liberté que pour le fait de la cons- » cience ». L'entente était impossible : les négociations plusieurs fois reprises dans les années suivantes devaient en fournir la preuve.

La mort inopinée de Requesens, le 5 mars 1576, ouvre l'ère de l'anarchie. En face du conseil d'Etat, qui administre en attendant l'arrivée du nouveau gouverneur, Geronimo de Roda, confident de Philippe, retiré à Anvers avec les chefs de l'armée espagnole, se proclame le seul représentant du roi et applaudit aux excès de la soldatesque. Pendant ce temps, on délibérait en Espagne, on préparait les instructions de don Juan d'Autriche. Hopperus rendait compte journellement au roi des délibérations. Nous possédons ses notes, avec les apostilles de Philippe II. Le 5 octobre, ce ministre insiste sur la nécessité de prendre une résolution sans plus tarder ; le roi écrit : « Je ne cesse de penser à » tout moment à cette affaire, qui me » cause tant de souci. Plaise à Dieu de » m'éclairer sur ce qui convient le mieux » à son service ». Le 8, Hopperus devient plus pressant ; il demande que l'on hâte le départ de don Juan ; le roi répond : « J'espère que ce sera bien vite, » quoique pas aussi vite que vous dites : » cela n'a pas été possible ». Le 13, les instructions du nouveau gouverneur sont enfin prêtes ; Philippe l'annonce, mais il ajoute : « il ne reste plus qu'à fixer » ses appointements ».

Don Juan n'était pas désireux d'échanger sa charge de capitaine général de la mer contre celle de gouverneur des Pays-Bas ; mais le roi tenait à l'y faire aller et, pour l'allécher, lui avait laissé caresser l'idée de conquérir l'Angleterre. Don Juan avait accepté, séduit par la perspective d'une entreprise glorieuse,

dont la conséquence devait être son mariage avec Marie Stuart. Quant au rétablissement de l'ordre dans les Pays-Bas et à la mission de rendre à ces provinces leurs privilèges et leur ancienne prospérité, si même il s'en était soucié, ce prince ambitieux, violent, fanatique, manquait des qualités nécessaires à une pareille tâche. Dans les instructions dont il était porteur, le roi reconnaissait l'utilité de recourir à un autre moyen que la force pour pacifier les provinces; les concessions qu'il annonçait l'intention de faire étaient des plus larges, sauf, comme toujours, la réserve au sujet de la religion catholique et de l'autorité du souverain, points sur lesquels il n'admettait pas de transaction; il allait jusqu'à consentir au départ des soldats espagnols, voulait l'oubli complet du passé, une pacification durable; il invitait son frère à gouverner en conséquence, le chargeait de réorganiser les conseils collatéraux, de traiter les affaires avec eux, de rétablir les bandes d'ordonnance et les garnisons ordinaires, d'administrer enfin comme du temps de l'empereur; il exprimait même l'espoir que ses vassaux de Hollande et de Zélande, " plutôt séduits et trompés " qu'agissant par méchanceté, rentreraient dans le droit chemin; enfin, il recommandait à son frère de témoigner assez de confiance aux indigènes pour leur faire croire " qu'il se remettait " entre leurs mains ".

Ces instructions furent d'abord observées, bien que d'assez mauvaise grâce. Après des discussions très vives et même parfois violentes avec les députés des États, don Juan signait, le 12 février 1577, l'édit perpétuel de Marche-en-Famenne, par lequel il souscrivait, au nom du roi, à la Pacification de Gand, du 8 novembre 1576 : les soldats espagnols quitteraient le pays; les Allemands, quand l'arriéré de leur solde aurait été payé; les États généraux seraient assemblés; le comte de Buren serait mis en liberté dès que le prince d'Orange, son père, aurait satisfait aux conditions arrêtées par les États; les privilèges des provinces seraient respec-

tés; le maintien de la religion catholique et de l'autorité du roi était garanti. Le 6 avril, le roi ratifiait l'édit, sur l'assurance, donnée par les chefs du clergé belge eux-mêmes, qu'il ne s'y trouvait rien de contraire au service de Dieu ni au sien. Mais la méfiance et les arrière-pensées subsistaient de part et d'autre : don Juan n'avait transigé qu'à contre-cœur et demandait à quitter un pays qu'il détestait; les négociations engagées à Gertruidenberg avec le prince d'Orange échouaient; au mois de juillet, don Juan rompait avec les États et se retirait au château de Namur. Le roi, plus vacillant que jamais, après avoir désapprouvé la retraite de son frère et lui avoir ordonné de reprendre les négociations, finit par consentir au retour des troupes espagnoles, mais laissa don Juan sans ressources et sans instructions pendant plusieurs mois.

Au commencement de 1578 enfin, le baron de Selles était chargé d'aller faire connaître ses intentions par des dépêches dont il était porteur et par des instructions verbales : les négociations avec les États devaient être appuyées par les armes; la soumission obtenue, les provinces seraient ramenées à la condition où elles étaient du temps de Charles-Quint; don Juan serait remplacé par un prince de la maison d'Autriche. Philippe s'adressa à l'archiduc Ferdinand, qu'il voulait opposer à Mathias, créé gouverneur général par les États; mais ce prince refusa de se charger d'une aussi lourde tâche. La victoire remportée, le 31 janvier 1578, par don Juan sur l'armée des provinces allait d'ailleurs être l'occasion d'un nouveau revirement dans la politique de Philippe II. Enhardi par ce succès, don Juan exprime l'avis qu'il faut mettre le couteau sur la gorge aux insurgés; le roi le félicite, lui exprime son affection, l'assure de sa confiance, l'encourage (17 mars, 29 avril); mais, au moment où ces flatteries et ces encouragements lui parviennent, don Juan apprend que son secrétaire, son ami et confident, Escovedo, envoyé en Espagne pour entretenir le roi de la situation et de ses projets, a été assas-

siné à Madrid. Escovedo favorisait ses vues ambitieuses, et c'est Antonio Perez qui, avec l'assentiment du roi, jaloux de cet ascendant, avait soudoyé les assassins. Le succès des troupes des Etats à Rymenam, le 1^{er} août, fut l'occasion d'un nouveau changement dans le programme de Philippe : don Juan reçut l'ordre de reprendre les négociations. Les Etats exigeaient le départ de ce prince et de l'armée espagnole ; dans le même temps, leurs députés signaient à Mons (20 août) la convention par laquelle ils se plaçaient sous la protection du duc d'Anjou. Le frère de Philippe II subissait toutes les humiliations : insulté par les Etats, abandonné du roi, sans ressources pour payer ses gens, il avait pris ses quartiers à Bouges, d'où, malade, consumé par la fièvre, il écrivait, le 20 septembre, à Philippe : « Je reste perplexe, confus, » désirant, plus que la vie, une résolution que j'ai tant de fois réclamée de » Votre Majesté ». Il est peiné à l'extrême de cette disgrâce et de l'abandon dans lequel le laisse un frère qu'il a servi avec affection et fidélité. Dans l'original de cette lettre, on trouve souligné le passage où il demande à être informé des intentions du roi ; celui-ci a écrit en marge : « Ce qui est souligné, » je ne le lui dirai pas ».

Les instructions d'Alexandre Farnèse, successeur de don Juan, mort le 1^{er} octobre, furent les mêmes que celles qui avaient été données à celui-ci deux années auparavant. Mais la situation était bien changée depuis 1576 : trois provinces à peine obéissaient encore au roi ; le reste du pays reconnaissait pour gouverneur général l'archiduc Mathias et s'était placé sous la protection du duc d'Anjou, frère du roi de France ; le prince d'Orange dirigeait en fait la résistance. Plus souple, plus habile que don Juan, Farnèse tira adroitement parti des divisions qui existaient entre les Wallons et les Gantois, dont les violences indisposaient de plus en plus les catholiques. Un mois après son entrée en fonctions, il pouvait annoncer au roi que les pourparlers avec les premiers

avaient déjà donné des résultats notables ; il faisait tout le possible pour attirer ce qu'il pouvait de catholiques « par promesses, promotions à honneurs » et à états et autres voies ». Il avait commencé par gagner le sieur de la Motte, gouverneur de Gravelines, qui, avec le prieur de Saint-Vaast, lui servait d'intermédiaire près des Etats de Hainaut et d'Artois. Le roi approuva les offres faites à ces deux personnages et écrivit au premier pour l'encourager. Les Wallons, toutefois, n'entendaient pas se soumettre sans exiger des garanties contre le retour des violences passées : ils réclamaient l'observation de la Pacification de Gand, c'est-à-dire le départ des soldats espagnols et le gouvernement du pays par les naturels, s'engageant à maintenir la religion catholique et à obéir au roi. Philippe II, qui avait ratifié la Pacification, aurait voulu maintenant s'y soustraire. Alexandre Farnèse n'en voyait pas le moyen, mais il insinua (25 janvier 1579) qu'on pourrait, par voie d'interprétation, la corriger et en « assainir » les articles gênants. C'est dans cet esprit qu'il signa, le 17 mai 1579, l'accord préliminaire avec les provinces wallonnes : celles-ci étaient replacées sous l'autorité du roi ; la Pacification de Gand et l'édit perpétuel étaient confirmés, la religion catholique seule reconnue dans les provinces réconciliées ; les privilèges des provinces seraient respectés ; celles-ci seraient gouvernées par un prince légitime de sang royal ; les troupes espagnoles partiraient immédiatement. Le 12 septembre, le roi ratifia ce traité.

Tout en négociant avec les provinces wallonnes, Philippe II entretenait encore l'espoir de ramener celles du Nord à l'obéissance. Dès l'année 1578, il avait prêté l'oreille à des propositions de médiation que lui faisait l'empereur Rodolphe II, et désigné le duc de Terranova pour le représenter au congrès qui allait se réunir à Cologne à cette fin. L'instruction générale remise à Terranova, le 30 août 1578, lui enjoignait de refuser son approbation aux articles de la Pacification de Gand qui accordaient

l'éloignement des troupes étrangères (art. 2), la réunion des États généraux pour régler la situation religieuse en Hollande et en Zélande (art. 3), la suspension des placards (art. 5), le maintien du titre d'amiral général de la mer et de lieutenant du roi en Hollande au prince d'Orange (art. 6). Il devait, en outre, exiger l'abandon de la disposition de l'édit perpétuel portant que les soldats renvoyés du pays ne pourraient y revenir si le roi n'y avait pas de guerre étrangère et, en général, si la nécessité de leur retour n'était pas reconnue par les États eux-mêmes, disposition que le roi trouvait contraire à son autorité. Dans une instruction secrète du 8 septembre, il autorisait des concessions, s'il y avait lieu, sur l'application des placards; il exigeait le départ du prince d'Orange sans conditions, mais il admettait la cession de ses états et de ses biens à son fils, le comte de Buren, toujours retenu en Espagne. Après l'Union d'Utrecht, on ne pouvait sérieusement s'attendre au succès des conférences ouvertes à Cologne (7 mai-13 novembre 1579) sur de pareilles bases; elles échouèrent, en effet. Le 8 novembre, le roi reconnaissait lui-même qu'il n'y avait plus lieu de compter sur une pacification générale.

A ce moment expirait le délai au bout duquel il devait pourvoir au remplacement d'Alexandre Farnèse; mais on attendait toujours le départ des troupes espagnoles (elles ne quittèrent les Pays-Bas qu'au mois de mars 1580), et le successeur du prince n'était pas encore désigné. Philippe reprit alors un projet qu'il avait conçu sous l'administration de don Juan, celui de rappeler dans les Pays-Bas Marguerite de Parme, qu'il aurait fait assister du cardinal de Granvelle, projet absurde et qui suffirait à donner une idée de son peu de sens politique: c'était étrangement s'illusionner, en effet, que de croire possible le rétablissement d'un gouvernement d'où était sortie la révolution. Aussi Granvelle n'avait pas hésité à déclarer, dès les premières ouvertures, que, pour ce qui le regardait, une pareille combinaison serait plutôt nuisible qu'utile, et il avait

refusé d'accompagner la sœur de Philippe, craignant, écrivait-il, le 27 octobre 1577, que son retour « eust plus « empesché que aydé, selon que les « choses sont ». Abandonnés au mois de novembre 1577, les pourparlers furent repris avec Marguerite au mois d'octobre 1579, et, sans consulter son fils, cette princesse se mit en route pour les Pays-Bas au mois de mars 1580 (sa commission de gouvernante porte la date du 8 du même mois). D'après le plan conçu par Philippe, Marguerite devait être chargée de l'administration civile, tandis qu'Alexandre Farnèse aurait dirigé les affaires militaires; mais il rencontra une résistance invincible dans ce dernier. A la nouvelle de l'arrivée de sa mère, Farnèse ne cacha pas l'irritation qu'il éprouvait d'un procédé aussi humiliant et demanda son congé immédiat. De son côté, Marguerite, reléguée à Namur, comprit la fausseté de sa situation et, à son tour, reconnut (29 août 1580) que sa présence dans les Pays-Bas ne profiterait pas au roi. Longtemps celui-ci s'obstina: Marguerite lui exposait les difficultés insurmontables qu'elle rencontrait, le préjudice qui résultait de la division des pouvoirs, du refus de son fils de garder le commandement de l'armée; il essayait de les convaincre, exprimait son étonnement de cette mésintelligence. Ce n'est que le 31 décembre 1581 que, cédant aux représentations de l'un et de l'autre, il envoya enfin à Farnèse le décret qui le nommait gouverneur et capitaine général. Il n'est plus dès lors question de son remplacement, dans la correspondance entre Philippe et les États réconciliés.

Sur un autre point important, le roi parvint à éluder ses obligations: l'éloignement des troupes espagnoles. Telle était l'habileté du prince de Parme qu'il amena les provinces obéissantes à en solliciter elles-mêmes le retour. Au mois de février 1582, une ambassade, conduite par dom Jean Sarrazin, abbé de Saint-Vaast, fut envoyée à cet effet à Madrid; au mois de juillet, les premiers soldats étrangers rentraient dans les Pays-Bas; avant la fin de l'année, le gouverneur

général disposait de plus de cinquante mille hommes, avec lesquels il soumettait successivement toutes les villes des provinces méridionales. Après la capitulation d'Anvers, le 17 août 1585, Ostende était la seule ville qui résistât encore au Midi. Au Nord, le roi voyant ses tentatives de rapprochement échouer contre l'invincible ténacité du prince d'Orange, avait lancé l'édit de proscription, signé le 15 mars 1580. L'assassinat de Guillaume le Taciturne par Balthasar Gérard, le 10 juillet 1584, fut un crime inutile, dont la responsabilité pèse sur la mémoire de Granvelle, qui l'inspira, de Philippe II, qui mit à prix la tête du prince d'Orange, d'Alexandre Farnèse, qui, après avoir soutenu l'inopportunité du ban, se fit résolument le complice des assassins disposés à le mettre à exécution.

Non seulement Philippe II ne tira pas profit de l'assassinat, mais on le voit à ce moment concevoir des projets ambitieux qui le forcent à se contenter d'une position plutôt défensive vis-à-vis des Provinces-Unies. Il voulut d'abord frapper contre l'Angleterre le grand coup, dont il était préoccupé depuis longtemps, qui devait assurer la domination exclusive de l'Espagne sur mer, affermir sa suprématie en Europe et faire rentrer les provinces du Nord sous son obéissance. C'est sur les Pays-Bas que l'expédition devait s'appuyer, et c'est Alexandre Farnèse (devenu duc de Parme en 1586) que Philippe désignait pour commander l'armée d'invasion. Mais le roi commit la faute de ne pas s'assurer préalablement la possession d'un bon port de refuge au Nord de ces provinces; il en commit une autre en s'imaginant qu'il serait possible de transporter sur des bateaux plats une armée de 27.000 fantassins et 1.000 chevaux : les lourds navires espagnols ne leur facilitèrent pas le passage au moment (8-9 août) où ces hommes furent embarqués, et eux-mêmes furent impuissants à lutter contre les vaisseaux anglais, plus légers et conduits par de plus habiles marins. L'entreprise se termina par un immense désastre. Cet

insuccès, dû à l'aveuglement du roi et à l'incapacité du duc de Medina Sidonia, qui commandait la flotte, on en fit retomber la cause sur le prince de Parme, du moins dans le conseil de Philippe II, car le roi ne voulut pas sembler partager l'irritation de ses compatriotes, aux yeux desquels le gouverneur général des Pays-Bas avait le grand tort de ne pas approuver toutes leurs idées et, pis encore, d'être un étranger.

L'échec de l'expédition contre l'Angleterre ne détourna pas Philippe de la voie où le poussait sa prétention de régenter l'Europe. Après l'assassinat de Henri III, au mois de septembre 1589, il résolut d'intervenir ouvertement dans les affaires de France, qui devinrent dès lors sa préoccupation principale. Encore une fois, c'est sur les Pays-Bas qu'il devait s'appuyer, et c'est son neveu qui devait être l'instrument de ses projets. Farnèse méditait précisément un grand coup pour reprendre la Hollande et la Zélande quand Philippe lui ordonna d'aller porter secours aux catholiques de la Ligue contre Henri de Navarre. Le prince de Parme délivra Paris (1590); mais, à son retour, il trouva les Pays-Bas dans la plus lamentable situation : non seulement l'armée avait été affaiblie par cette campagne de France, mais une partie des troupes restées dans les Pays-Bas s'étaient mutinées. Le 17 février 1591, Farnèse écrit que partout c'est la désorganisation, la désobéissance, la ruine; il se lamente, il se plaint de l'insouciance du roi. Celui-ci s'étonne d'entendre parler de mécontentement; tout ce qu'il fait en France, assure-t-il (4 octobre 1591), a pour objet le bien, le repos et la tranquillité des Pays-Bas, et il ordonne à son neveu d'abandonner de nouveau le gouvernement des provinces à Mansfeld pour aller secourir la Ligue. Farnèse entreprit donc sa deuxième campagne de France (1591-1592), dans laquelle il s'illustra en forçant Henri de Navarre à lever le siège de Rouen, succès qui n'empêcha pas les malveillants de s'acharner à le perdre : on lui reprochait, comme au temps de l'expédition contre l'An-

gleterre, de ne pas se soumettre docilement aux ordres qui lui venaient de Madrid, d'accorder plus de confiance à ses compatriotes italiens qu'aux Espagnols, de mettre moins de chaleur qu'on ne l'aurait voulu dans la défense des intérêts du roi en France. Philippe II, qui l'avait jusque-là défendu contre les attaques de ses envieux, finit par épouser leurs rancunes : la destitution de Farnèse fut décidée et le comte de Fuentes désigné (4 juin 1592) pour lui succéder. Toutefois, afin d'éviter un trop grand scandale, le roi décida d'appeler le prince en Espagne sous prétexte de s'éclairer sur la situation; c'était dans le cas seulement où il refuserait de se rendre à cette invitation que Fuentes devait lui notifier sa disgrâce. Philippe II cependant dissimulait et continuait à l'assurer de sa confiance et de son estime. Sans connaître les machinations dont il était l'objet, Farnèse n'ignorait pas qu'on cherchait à le perdre dans l'esprit du roi; il protestait de l'honnêteté de ses intentions, et Philippe lui écrivait, le 11 septembre 1592 : « Soyez tranquille : j'ai assez de » preuves et espère en avoir chaque » jour davantage de votre concours et » de vos bons services dans l'affaire qui » m'importe le plus ». Le 17 octobre, en réponse à de nouvelles plaintes, il reconnaissait que la conduite du prince démentait les imputations dont il était l'objet, et il ajoutait : « J'ai pris infini- » ment de part à la peine que vous dites » en avoir éprouvée; toutefois, il con- » vient de n'y plus penser puisque vous » connaissez l'opinion et la grande » satisfaction que j'ai de vous ». Quand Fuentes, envoyé sous prétexte de rétablir la discipline militaire, arriva à Bruxelles, Farnèse, en route pour une troisième expédition en France, s'arrêtait, malade, à Arras, où abattu par les souffrances morales et physiques, il mourait, le 3 décembre 1592, sans avoir connu la mesure humiliante prise par son oncle contre lui. La nouvelle de son décès fut reçue froidement par le roi; en chargeant le comte de Mansfeld d'administrer les Pays-Bas jusqu'à l'arri-

vée du nouveau gouverneur général, il exprimait l'espoir que cet « accident » n'aurait pas de conséquences graves.

Farnèse mort, Philippe II prit des mesures pour assurer le rétablissement de l'influence espagnole dans le conseil de son successeur, l'archiduc Ernest : le comte de Fuentes devint son principal conseiller; Estevan de Ibarra, secrétaire de Philippe II, fut chargé de veiller à ce que l'archiduc gouvernât « selon la volonté du roi ». Toutefois, les affaires de France restaient la principale préoccupation du moment. Le comte de Fuentes, chargé de commander la troisième expédition, se plaignait de manquer d'argent pour payer les soldats mutinés. Sa tâche était rendue plus difficile encore par l'incapacité absolue du gouverneur général, qui ne savait rien, était incapable de rien faire, mal entouré, maladif. Quand l'archiduc mourut, le 20 février 1595, Henri de Navarre, devenu roi de France, venait de déclarer la guerre à l'Espagne (30 janvier), et les provinces fidèles étaient menacées d'une invasion.

Philippe désigna pour lui succéder un autre de ses neveux, l'archiduc Albert, qui avait été élevé en Espagne. Tout en reconnaissant la nécessité d'une action militaire énergique, il lui recommandait d'entretenir des négociations avec les Provinces-Unies, feignant de conserver toujours l'espoir d'arriver à une pacification générale. Quand l'archiduc arriva à Bruxelles, le 11 février 1596, il amenait le comte de Buren, dont les États avaient toujours réclamé la mise en liberté : le roi comptait trouver en lui un adversaire sérieux à opposer à Maurice de Nassau, mais cet espoir fut déçu. Le président Richardot, chargé alors des pourparlers, ne réussit pas mieux que les négociateurs précédents.

Après le désastre de l'Armada, Philippe II avait annoncé que ses entreprises en France devaient assurer le rétablissement de son autorité dans toute l'étendue des Pays-Bas; en concluant, le 2 mai 1598, la paix avec Henri IV, à Vervins, il reconnaissait

lui-même l'insuccès de ses projets. Quatre jours après, le 6 mai, il signait l'acte qui transférait les Pays-Bas à sa fille Isabelle, destinée à l'archiduc Albert, « pour voir si par telle voie on saurait réduire les provinces rebelles dévoyées et distraites de son obéissance par quelque raisonnable traité et appointement », espoir que les conditions posées par le roi devaient rendre irréalisable : la cession s'étendait aux dix-sept provinces, les successeurs de Philippe dans les Pays-Bas ne pouvaient permettre l'exercice d'une religion autre que la religion catholique, deux clauses qui entraînaient la guerre avec les Provinces-Unies. Si les archiducs n'avaient pas d'enfants, les Pays-Bas faisaient retour à l'Espagne ; or, dans l'entourage de Philippe II, on disait, et Cabrera, familier de la maison du roi, répète, qu'on était persuadé que les archiducs n'auraient pas de postérité. Dans une convention secrète, le roi se réservait, ainsi qu'à ses successeurs, le droit d'entretenir des garnisons dans certaines forteresses du pays ; des troupes étaient mises à la disposition des archiducs pour assurer la conservation de leurs Etats, c'est-à-dire que l'Espagne entendait réserver son ancienne autorité sur les provinces, si bien que le « règne » des archiducs ne devait pas constituer d'interruption dans l'histoire de la domination étrangère en Belgique. Malgré toutes ces réserves, beaucoup d'espagnols virent en Espagne un acte qui, s'il n'avait pas grande portée en ce moment, pouvait, dans un temps plus ou moins rapproché, priver cette puissance de son principal point d'appui en Europe. Dans les provinces obéissantes, la cession fut accueillie avec une sorte d'appréhension ; le pays, exténué, ne pouvait, disait-on, se suffire à lui-même (on ignorait les clauses secrètes) ; il comptait sur l'appui de l'Espagne et implorait la protection d'un prince dont le règne, qui finissait, avait été pour les Pays-Bas une ère d'oppression et de décadence.

Dans ses rapports avec les provinces belges, Philippe II n'apparaît pas sous

un aspect favorable. On l'a représenté comme un despote, et il l'est en effet : il subordonne, il sacrifie tout à l'idée qui domine et règle sa politique dans les Pays-Bas comme en Europe ; il se proclame le champion du catholicisme, et ce rôle, il le remplit avec une ténacité, une inflexibilité absolues. La mission qu'il s'attribue explique, sans les justifier toujours, ses moyens de gouvernement, son mépris des privilèges, des lois, des conventions, des considérations humaines. De là aussi sa duplicité : fréquemment ses lettres en français, destinées à passer sous les yeux des ministres belges, expriment des vues toutes différentes de celles qu'il expose dans ses dépêches en espagnol. Ses gouverneurs généraux, même don Juan, son frère, Alexandre Farnèse, son neveu, ont été victimes de cette politique à double face. On l'a quelquefois peint comme un souverain sanguinaire. Il n'était pourtant pas cruel naturellement : les relations et les mémoires de personnages, parmi lesquels des Flamands, qui vécurent dans sa familiarité ou à son service, vantent, au contraire, sa bienveillance, son affabilité ; les lettres qu'il adressa à ses filles pendant son long séjour en Portugal révèlent en lui un père affectueux, plein d'attentions, de prévenances. Mais le souverain chez Philippe II était inaccessible à ces sentiments, et les Belges, plus que ses autres sujets, en ont fait la dure expérience, parce que, tandis qu'il était fanatique et jaloux de son autorité royale à l'excès, eux étaient éminemment tolérants et attachés à leurs libertés.

Ern. Gossart.

Correspondance de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas. Archives générales du royaume. Cartulaires et manuscrits 187^a. Les documents des années 1558 à juillet 1577 de ce recueil ont été analysés et en partie traduits dans le suivant. — Gachard, *Correspondance de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas.* — Id., *Analecetes historiques.* — Id., *Collection de documents inédits.* — Id., *Correspondance de Marguerite d'Autriche, duchesse de Parme, avec Philippe II.* — De Reiffenberg, *Correspondance de Marguerite d'Autriche avec Philippe II.* — *Coleccion de documentos inéditos para la historia de España.* — *Nueva coleccion de documentos inéditos para la historia de España.* — Weiss, *Papiers d'état du cardinal de Granvelle.* — Pouliet et Piot, *Correspondance du cardinal de Granvelle.* — Groen

van Prinsterer, *Archives ou Correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau*. — Hopperus et Viglius, *Mémoires*. — Duquesa de Berwick y de Alba, *Documentos escogidos del Archivo de la casa de Alba*. — Gachard, *Correspondance de Guillaume le Taciturne*. — *Dépêches de M. de Fourquevaux, 1565-1572*, publiées par M. Douais. — Kervyn de Lettenhove, *Relations politiques des Pays-Bas et de l'Angleterre sous le règne de Philippe II*. — Döllinger, *Beitrag zur politischen, kirchlichen und Cultur-Geschichte der sechs letzten Jahrhunderte*, t. I. — Gachard, *La Bibliothèque nationale à Paris*. — *Calendars of State Papers*. — Calvete de Estrella, *Le très heureux Voyage fait par don Philippe*, traduit par J. Petit. — Gachard, *Relations des ambassadeurs vénitiens sur Charles-Quint et Philippe II*. — Id., *Don Carlos et Philippe II*, 2^e éd. — Renon de France, *Histoire des causes de la désunion... des Pays-Bas*. — E. Gossart, *Charles-Quint et Philippe II*. — Id., *Quelle part de responsabilité doit-on attribuer à Philippe II dans l'exécution des comtes d'Egmont et de Hornes?* — Porreño, *Historia del serenissimo señor don Juan de Austria*. — Stirling Maxwell, *Don John of Austria*. — Fea, *Alessandro Farnese*. — Froude, *History of England*. — Herrera, *Historia general del mundo*. — Lafuente, *Historia general de España*. — Cabrera de Cordoba, *Filipe segundo*. — Fernandez Montaña, *Nueva Luz sobre Felipe II*. — Id., *Mas Luz sobre Felipe II*. — Forneron, *Histoire de Philippe II*. — Motley, *The Rise of the Dutch Republic*. — Strada, *De bello Belgico*. — Juste, *Les Pays-Bas sous Philippe II*. — Prescott, *History of the reign of Philip II*. — Kervyn de Lettenhove, *Les Huguenots et les Gueux*.

PHILIPPE III D'ESPAGNE, né à Madrid en 1578, y décédé le 31 mars 1621. Il était fils du roi Philippe II et d'Anne d'Autriche, troisième femme de ce monarque. D'un caractère affable et ouvert, intelligent, clément, charitable, d'une grande piété et d'une régularité de mœurs exemplaire, ce fut un honnête homme; mais il manqua des qualités qui font les bons rois, notamment de l'esprit de décision. En vain Philippe II essayait-il de fortifier chez lui la volonté dès l'âge le plus tendre; en vain, pour l'initier au gouvernement, le nomma-t-il président du conseil d'Etat, où se traitaient les affaires les plus importantes, il ne parvint jamais à donner de la fermeté à cet esprit éteint et sans ressort. Ce fut un roi en peinture, selon l'expression du satirique Villamediana. Quelques jours avant sa mort, Philippe II disait au marquis de Castel Rodrigo : « Dieu » qui m'a donné tant d'Etats, m'a refusé » un fils capable de les gouverner ». Les faits et la postérité ont ratifié ce jugement paternel.

Dès qu'il fût proclamé roi (13 septembre 1598), Philippe III s'empressa de confier la direction des affaires à son écuyer, don Francisco Gomez de Sandoval y Royas, devenu peu après duc de Lerme. Cet homme d'Etat ne possédait point les talents nécessaires pour remplir le rôle important que lui assignait la faveur royale. Lui-même se laissa gouverner par un favori, don Rodrigue Calderon, duc d'Oliva (voir ce nom). Courtois, affable, généreux, doué de séduction, il n'avait ni talent, ni instruction, ni fermeté, ni désintéressement, ni jugement. Il fut un des grands ouvriers de la décadence espagnole.

Philippe II avait, avant de mourir, fiancé son fils à la princesse Marguerite d'Autriche, que l'archiduc Albert amena à Vinaroz, le 28 mars 1599. Le mariage royal fut célébré pompeusement à Valence, le 18 avril suivant, en même temps que celui d'Albert avec l'infante Isabelle.

La mauvaise administration du duc de Lerme créa rapidement à Philippe III des embarras nombreux. Les plus graves provinrent de la maladroite gérance des finances qui, dilapidées par le favori, ne suffisaient plus aux charges très grandes du gouvernement. Bien que Philippe II eût confié la souveraineté des Pays-Bas aux archiducs Albert et Isabelle, Philippe III ne se désintéressait pas du gouvernement de ces contrées. Pendant tout leur règne, mais surtout pendant les premières années, les archiducs reçurent leurs inspirations du cabinet de Madrid. La correspondance de l'archiduc Albert avec le duc de Lerme est là pour l'attester. De plus, une large part fut faite dans les conseils à l'élément espagnol. Mais s'il entendait conserver de l'influence sur le gouvernement des Pays-Bas catholiques, le roi ne pouvait d'autre part les laisser soutenir, avec leurs seules ressources, la guerre contre les Provinces-Unies. Il dut leur envoyer des secours en hommes et en argent. A la demande des archiducs, il s'engagea à leur payer 25,000 ducats par mois. La défaite de Nieuport, le siège d'Ostende, qui dura plus de trois ans, pesèrent lour-

dement sur les finances de l'Espagne.

Deux malheureuses expéditions contre l'Angleterre contribuèrent également à augmenter le désordre du Trésor.

La mort d'Elisabeth et l'avènement de Jacques Ier, animé de bonnes dispositions envers l'Espagne, amenèrent toutefois à bref délai, entre les deux royaumes, la conclusion d'un traité de paix, signé à Londres en 1604. Ce traité, dans lequel nos provinces se trouvaient comprises et qui stipulait, entre autres conditions, l'abandon par les deux parties de toute ligue et confédération conclue contre l'une au préjudice de l'autre, devait influer promptement sur les affaires des Pays-Bas. Elle privait, en effet, les Provinces-Unies des secours que leur avait fournis jusque-là la Grande-Bretagne. La lutte continua néanmoins pendant plusieurs années encore, imposant à Philippe III d'immenses dépenses en argent, en hommes et en navires. Malgré l'heureuse issue du siège d'Ostende, malgré les succès remportés par Spinola, la lassitude produisit, aussi bien du côté de l'Espagne et des Pays-Bas catholiques que du côté des Provinces-Unies, un intense désir de mettre fin à la guerre.

Une trêve de huit mois fut conclue, en mai 1607, entre les archiducs et les Etats. Ratifiée bientôt par Philippe III, elle reconnaissait l'indépendance des provinces du Nord et devait permettre de conclure une paix définitive. Cette trêve fut prolongée à diverses reprises : les négociations traînaient en longueur, compliquées encore par l'intervention de la France qui, tenant la Hollande sous une espèce de protectorat et prétendant s'en servir comme d'une arme contre la maison d'Autriche, n'entendait pas que la paix se conclût sans son intervention.

Deux questions surtout rendaient l'accord difficile. D'une part, l'Espagne aurait voulu interdire aux Néerlandais le commerce des Indes orientales; d'autre part, elle désirait obtenir le libre exercice de leur culte pour les catholiques habitant les Provinces-Unies.

On ne parvint pas à conclure une paix

définitive. Sous l'influence de Henri IV, l'Espagne, les archiducs et les Etats signèrent à Anvers, le 11 janvier 1609, une trêve de douze ans garantie par la France et par l'Angleterre. Les Hollandais obtinrent l'autorisation de commercer avec les Indes orientales, mais se refusèrent à admettre chez eux la tolérance religieuse. Toutefois, quelques mesures partielles et l'attitude moins intransigeante des magistrats améliorèrent la situation des catholiques.

La paix de Londres et la trêve d'Anvers procurèrent au règne de Philippe III une assez longue tranquillité extérieure.

Il restait toutefois encore à l'Espagne des ennemis à combattre. Mais ceux-là n'étaient pas pour elle une cause de danger immédiat, comme l'avait été la France jusqu'à la paix de Vervins, et tout récemment encore l'Angleterre et les Provinces-Unies.

Les barbaresques depuis longtemps infestaient la Méditerranée. Pour les combattre, Philippe III dirigea contre eux plusieurs expéditions dont quelques-unes furent glorieuses, mais sans réel profit pour l'Espagne. On soupçonnait les barbares d'avoir des rapports secrets avec les Morisques de l'Espagne, descendants des anciens Maures, et qui s'étaient montrés rebelles à l'assimilation sociale et religieuse avec les autres populations de la péninsule. On accusait, en outre, ces Morisques d'être en relations avec les Français et les Anglais. Ces accusations, quoique visiblement exagérées, ne paraissent toutefois pas avoir été sans fondements. Mais elles ne peuvent justifier l'expulsion en masse dont, sur l'instigation de l'archevêque de Valence, Ribeira, et malgré les protestations de divers prélats, de plusieurs autorités publiques, d'une grande partie de la noblesse, Philippe III et le duc de Lerme frappèrent les Morisques espagnols. Cette mesure, dont l'exécution ne fut pas sans provoquer de lamentables excès et de sanglantes révoltes, priva l'Espagne d'une population que l'on évalue à cinq ou six cent mille hommes, gens sobres, laborieux, agriculteurs habiles, artisans industrieux.

Elle eut des conséquences économiques déplorables, comme en eut plus tard pour la France la révocation de l'édit de Nantes.

La paix conclue entre l'Espagne et la France manquait de solidité. Les deux puissances, surtout depuis l'avènement de Henri IV, se jalousaient profondément et se surveillaient avec une attention extrême. Le roi de France se préparait à entreprendre contre l'Espagne une guerre qui, dans son esprit, devait transformer le système politique de l'Europe et dont les premiers coups devaient être portés aux Pays-Bas, lorsque le poignard de Ravallac coupa court à ses projets. La reine Marie de Médicis était favorable à l'Espagne. Elle accueillit avec satisfaction les propositions matrimoniales que lui fit faire Philippe III. Le prince des Asturies fut fiancé à Isabelle de Bourbon, fille aînée de Henri IV, et Louis XIII à l'infante Anne d'Autriche, fille aînée du souverain espagnol.

Ce mariage, qui délivrait l'Espagne de toute crainte de desseins hostiles de la part de la France, permit à Philippe III de poursuivre une campagne heureuse en Italie contre le duc Charles-Emmanuel de Savoie, qui avait envahi le duché de Montferrat, de soutenir les catholiques révoltés de la Valteline et d'envoyer en Bohême des troupes qui, unies aux armées impériales, remportèrent la sanglante victoire de Prague (novembre 1620).

Pendant que ces événements s'accomplissaient, une révolution de palais avait renversé le duc de Lerme. Secondé par Alliago, confesseur du roi, par une partie de la noblesse, le duc d'Uceda, fils du favori, parvint à supplanter son père. Le duc d'Uceda continua le système de favoritisme et de gaspillage inauguré par le duc de Lerme. L'Espagne ne profita en aucune manière du changement de ministre.

Telle était la pauvreté, la dépopulation, le malaise général qui affligeait l'Espagne, que, au mois de juin 1618, le roi ordonna au conseil de Castille de lui exposer loyalement les raisons de ces misères et les moyens à employer pour y

remédier. Le conseil répondit par le célèbre Consulte du 1^{er} février 1619.

Mais un voyage que Philippe III fit à cette époque en Portugal, et les fêtes brillantes qui lui furent offertes dans ce pays, détournèrent son attention des avis formulés par le conseil de Castille. Lorsqu'il rentra en Espagne, son esprit fut absorbé par les guerres d'Allemagne et d'Italie, les victoires remportées par les armées espagnoles en Bohême, l'occupation et la défense de la Valteline, ainsi que par les intrigues qui agitaient sa cour.

A la fin du mois de février, en l'année 1621, le roi tomba gravement malade et mourut, le 31 mars, âgé de quarante-trois ans, après un règne de vingt-deux ans et demi.

Alfred de Ridder.

Ranke, *L'Espagne sous Charles-Quint, Philippe II et Philippe III*. — Darest, *Histoire de France*. — Les négociations du président Jeamin. — Lefuente, *Historia general de España*.

PHILIPPE IV D'ESPAGNE, souverain des Pays-Bas, né le 8 avril 1605, mort en 1665 ; il était fils de Philippe III. La mort de son père fut suivie de près de celle de l'archiduc Albert, prince souverain des Pays-Bas. L'archiduchesse Isabelle, sa veuve, consentit à descendre du rang de souveraine à celui de gouvernante générale, au nom de son neveu Philippe IV. La trêve de douze ans expirait le 9 avril 1621. Isabelle s'efforça de la prolonger ou d'obtenir une paix définitive ; elle ne se voit accorder qu'une prolongation de quelques mois. Les hostilités reprennent sans déclaration de guerre. Spinola emporte Juliers (22 janvier 1622) que les Hollandais avaient surpris pendant la guerre pour la succession du duché ; mais il échoue devant Berg-op-Zoom dont il est obligé de lever le siège. Malgré la déclaration de guerre de Jacques I^{er} à Philippe IV, Spinola réussit à maintenir l'honneur des armes espagnoles. Il fait réparer de grandes pertes essayées sur mer ; Breda lui ouvre ses portes après une défense d'un an (1625).

Le prince Maurice de Nassau ne fut point témoin du triomphe de son rival ;

il était mort pendant le siège (23 avril). Son frère Frédéric-Henri lui succède. Il arrête les succès de Spinola par la prise d'Oedenseel et de Groll (1628). Les troupes entrèrent encore dans Santvliet et dans Bois-le-duc (14 septembre 1629). Philippe IV, mécontent de Spinola, rappelle le grand capitaine qui va mourir en Italie (1630). Son successeur, le marquis de Santa-Cruz, ne put empêcher l'ennemi de prendre Venloo et Ruremonde (1631). Maestricht capitula le 22 août 1632. Cet échec augmenta le découragement général. On essaya de conférences à Maestricht et à La Haye, dans le but de renouveler la trêve. Les commissaires hollandais firent à leurs collègues hispano-belges des avances tendant à jeter les bases d'une république fédérative qui comprendrait les Pays-Bas du Nord et du Sud. Les délégués du gouvernement de Bruxelles les avaient accueillies sans trop de répugnance. Isabelle avait conservé, sa vie durant, le rang, les honneurs et prééminences dont elle jouissait. Les conférences, interrompues par le décès de l'Infante, qui mourut à Bruxelles, le 1^{er} décembre 1633, à l'âge de 67 ans, ne furent pas reprises.

Philippe IV remplaça sa tante Isabelle par son frère cadet, l'infant Ferdinand. Ce prince avait été élevé pour l'Eglise; il avait même reçu le titre de cardinal; mais on lui connaissait des talents militaires dont il avait donné des preuves en Allemagne. Richelieu avait uni la France et les Provinces-Unies pour la conquête et le partage éventuel de nos provinces. L'armée française pénétra dans le Luxembourg et opéra sa jonction avec les troupes de Frédéric-Henri (29 mai 1635). Les alliés s'avancèrent dans le Brabant et enlevèrent Aerschot et Diest, puis ils mirent le siège devant Tirlemont qui fut emporté d'assaut le 6 juin. Ils échouèrent devant Louvain et les généraux de Philippe IV, les poursuivant dans leur retraite, leur infligèrent de grandes pertes. Pendant quatre ans, il y eut des alternatives de succès et de revers. L'amiral Tromp détruisit la

flotte espagnole devant les Dunes. Arras fut pris par les Français (1640). Le cardinal-infant en conçut un tel chagrin qu'il mourut à Bruxelles, le 9 novembre 1641, après huit ans de gouvernement.

Don Francisco de Mello, son successeur, remporta une victoire sanglante sur les Français à Honnecourt (26 mai 1642); mais Condé l'écrasa à Rocroi. Philippe IV, mécontent de Mello, comme il l'avait été de Spinola, le remplaça par Piccolomini dans le commandement de l'armée (1644) et donna le gouvernement civil au marquis de Castel-Rodrigo. Piccolomini, après avoir remporté quelques avantages en Artois, essuya des désastres en Flandre, pendant le Sas de Gand et Hulst, que garda Frédéric-Henri, Gravelines, Courtrai, Bergues et Dunkerque, dont se rendirent maîtres les Français. Philippe IV, qui semblait ne tenir compte ni de l'état d'épuisement du pays, ni de la supériorité des forces des adversaires, substitua à Piccolomini et Castel-Rodrigo l'archiduc Léopold-Guillaume, fils de l'empereur Ferdinand V (1647). Mais l'espoir qu'il avait fondé sur le concours des armes de l'Europe s'étant évanoui, il comprit qu'il ne pouvait plus rien contre l'indépendance des États-Unis et renonça à prolonger une lutte qui durait depuis quatre-vingts ans. La paix fut signée à Munster. Espagnols et Hollandais se réconciliaient au détriment de la Belgique. Le port d'Anvers était fermé; le commerce passait d'Anvers à Rotterdam.

Tranquille du côté du Nord, l'archiduc Léopold reprit, au nom de Philippe IV, la guerre contre la France. Malgré quelques succès importants, les Hispano-Belges, successivement commandés par l'archiduc lui-même, par don Juan, fils naturel de Philippe IV, et par le prince de Condé, échouèrent devant Dunkerque et n'eurent plus, dès lors, que des revers, marqués par la perte de cette ville et celle de Gravelines, d'Audenarde, de Menin et d'Ypres. La Flandre fut ravagée. Philippe IV demanda la paix. Elle fut signée sur la

Bidasoa, dans les Pyrénées (7 novembre 1659), par don Louis de Haro et Mazarin. Elle fut désastreuse pour la Belgique, qui perdit presque tout l'Artois et plusieurs villes frontières du Hainaut et de la Flandre, du Namurois et du Luxembourg.

Les gouverneurs généraux des Pays-Bas avaient, à maintes reprises, invoqué les secours de l'Empire germanique en faveur de nos provinces. Il serait trop long de rappeler toutes leurs démarches. L'infant Ferdinand envoya à la Diète de Ratisbonne de 1641 deux délégués fort méritants, Pierre Weyns, président de Luxembourg, et Antoine Brun, procureur général au parlement de Bourgogne. Ils défendaient chaleureusement les intérêts belges, discutant les questions de paix et de guerre, la contribution du cercle de Bourgogne dans les dépenses de l'Empire et de la Chambre impériale, le chiffre du contingent à fournir pour l'armée fédérale, les abus causés par l'interprétation trop large donnée à la Bulle d'or de Brabant, etc. Pendant les négociations pour le traité de Munster, l'ambassadeur de France, comte de Servien, fit de grands efforts pour faire exclure les Pays-Bas (cercle de Bourgogne) de la paix qui allait se conclure. Il réussit à moitié. Les Pays-Bas continuèrent à faire partie de l'Empire; mais des clauses restrictives les livraient sans défense aux arrière-pensées de conquête de la cour de Versailles (art. 3). Weyns fut chargé de protester contre ces stipulations. Le conseiller de Malines (1652-1654), François Broquart, notre assesseur près la Chambre impériale, et notre savant jurisconsulte Stockmans défendirent les droits de nos provinces avec autant d'énergie que leurs devanciers. Nul n'a mieux que Broquart démêlé la cause de l'inertie de l'Empire vis-à-vis de la Belgique : c'est qu'il y avait « une faction française » qui favorisait les vues de Louis XIV. Stockmans obtint que la première place dans l'armée fédérale serait réservée aux troupes des Pays-Bas qui seraient secourues contre toute agression.

Le règne de Philippe IV, aussi malheureux pour la Belgique que pour l'Espagne, vit, comme par une merveilleuse compensation, les sciences et les lettres briller parmi nous d'un vif éclat. Van Helmont, dans la médecine, Simon Stevin dans les mathématiques, illustrèrent le pays, non moins que les grands noms de Rubens, Van Dyck, Jordaens, les deux Teniers, De Crayer, François Snyders, les deux Duquesnoy, etc.

Philippe IV mourut en 1665. Ce prince, qui, n'étant fait ni pour la politique, ni pour la guerre, avait affaire à des adversaires tels que Louis XIV, Richelieu et Mazarin, n'était pas dépourvu de qualités d'un autre ordre. Il aimait et protégeait les arts et les lettres. On dit qu'il composa lui-même des pièces de théâtre. Il avait Rubens en toute particulière considération. Il l'appela à Madrid, l'accrédita comme son ambassadeur extraordinaire auprès de Charles Ier et le nomma membre de son conseil privé. Il épousa : 1^o Elisabeth de France, fille de Henri IV, dont naquit Marie-Thérèse, qui épousa Louis XIV ; 2^o Marie-Anne d'Autriche, dont il eut Charles II, qui lui succéda.

Baron Emile de Borchgrave

Gonzalo de Cespedes, *Historia de don Felipe IV rey de las Españas* (Barcelone, 1634). — Canovas del Castillo, *Histoire de la décadence de l'Espagne de l'avènement de Philippe IV jusqu'à la mort de Charles VI*. — E. de Borchgrave, *Histoire des rapports de droit public entre les provinces belges et l'empire d'Allemagne, etc.*, p. 265-290.

PHILIPPE V D'ESPAGNE, duc d'Anjou, roi d'Espagne, souverain des Pays-Bas. C'est en cette dernière qualité seulement que nous avons à l'envisager. Né en 1683, il mourut en 1746. Il était le second fils du dauphin de France, fils de Marie-Thérèse, fille puînée du premier lit de Philippe III et sœur de Charles II. Il n'avait que dix-sept ans lorsque le testament de Charles II, inspiré par son premier ministre, le cardinal Porto-Carrero, gagné par la France, le désigna pour recueillir la succession du dernier descendant mâle de Charles-Quint. Cette

disposition annulait les traités de partage conclus entre la France, l'Angleterre et les Provinces-Unies (mars 1700) et déclarant héritier présomptif de l'Espagne, des Indes et des Pays-Bas l'archiduc Charles, fils cadet de l'empereur Léopold. Louis XIV l'accepta pour son petit-fils après quelques hésitations. Il prit possession des provinces belges au nom du duc d'Anjou, devenu Philippe V, et en chassa les garnisons que la Hollande y entretenait en vertu d'une convention passée avec Charles II. Le 7 novembre 1700, quelques jours après la mort de ce dernier, Louis et Philippe s'étaient assuré, par un traité secret, le concours de l'Electeur Maximilien-Emmanuel de Bavière, investi par Charles II, dont il avait épousé la nièce, du gouvernement général des Pays-Bas (1692) et lui en avaient promis la cession. Déférant à l'invitation de l'Electeur, les Etats généraux reconurent sans difficulté le jeune souverain.

A la nouvelle de la mort de Charles II, le représentant de la Belgique (Cercle de Bourgogne) près la Diète germanique, Henri de La Neuveforge, avait résigné ses fonctions. Il les reprit après la reconnaissance de Philippe V. Toutefois, l'empereur lui fit intimer l'ordre de se retirer de la Diète et de quitter Ratisbonne (3 août 1701); il enjoignit le même jour au magistrat de la ville d'expulser l'envoyé, s'il ne la quittait dans le délai de trois fois vingt-quatre heures. Il adressa le même ordre au maréchal de l'Empire et à la Diète. L'intervention de Maximilien-Emmanuel n'eut pas de résultat. La Neuveforge fut le dernier député de la Belgique à la Diète. Le Cercle de Bourgogne y fut représenté jusqu'à la fin du XVIII^e siècle par l'envoyé d'Autriche. Toutefois, Maximilien-Emmanuel fit de nombreuses démarches auprès du corps germanique afin de le déterminer à intervenir dans les affaires des Pays-Bas et à déclarer que le Cercle de Bourgogne continuait à faire partie de l'Empire.

L'Angleterre et la Hollande demandent à occuper onze forteresses, en Belgique, « à titre de places de sûreté », contre

les entreprises de la France. Louis XIV refuse et la grande alliance est signée entre l'empereur Léopold, le roi Guillaume III et les Provinces-Unies, dans le but d'empêcher que la France et l'Espagne soient soumises au même sceptre. Marlborough commande les forces alliées dans les Pays-Bas.

Philippe V refusait à Maximilien-Emmanuel, malgré son entente avec la France, la pleine et entière autorité dans les Pays-Bas. Ses ministres avaient imaginé de réserver ces provinces éloignées comme un objet d'échange avec la France, à qui on réclamait la Navarre française et le Roussillon. Quant aux préparatifs de guerre, ils s'étaient bornés à remercier Louis XIV de s'être chargé de la défense des Pays-Bas. L'incapacité et l'incurie du gouvernement de Madrid se manifestaient sur tous les terrains. Louis XIV se vit forcé d'entrer dans les détails du gouvernement de l'Espagne *et des Etats qui en dépendaient*. Le conseil de Flandre contrariait les ordres que le ministère français, conformément à la convention qui avait confié à Louis XIV l'administration des Pays-Bas, adressait directement au gouverneur général *ad interim*, le marquis de Bedmar (1701). Le roi signifia à Porto-Carrero que ce dernier ne devait plus de comptes qu'au gouvernement de l'Espagne et que le conseil de Flandre « ne pourroit plus » changer les dispositions jugées par « lui propres au rétablissement des » affaires ».

Philippe V est sans argent, sans troupes, sans flotte; il ne compte que sur les vaisseaux et les régiments français. Louis XIV envoie le maréchal de Boufflers avec une armée aux Pays-Bas et non sans les arrière-pensées qu'il a caressées pendant tout son règne. Son ministre des affaires étrangères, Torcy, propose à l'ambassadeur de France à Madrid, le comte de Marchin — fils d'un Liégeois passé au service français — d'obliger l'Espagne à reconnaître les services de la France en lui cédant les Pays-Bas. Marchin fut deux mois sans oser communiquer à Philippe V le désir de son aïeul et il accumula les arguments

pour démontrer les difficultés d'une telle cession.

De même qu'il dictait ses ordres en Espagne, Louis XIV entend être le maître dans les Pays-Bas. Il s'était plaint de l'indépendance du conseil de Flandre; il obtint de son petit-fils le droit de gouverner les Belges à son gré : « Nous ordonnons », dit Philippe V, « à notre lieutenant-gouverneur et capitaine général, à notre commandant général en son absence, à notre conseil du Roy, à tous nos conseils et tribunaux, « états des provinces, magistrats des « villes, tous autres officiers et à tous « nos sujets desdits pays, d'obéir et « d'exécuter, mander que soit exécuté « et obéi tout ce que mondit Seigneur « grand-père le Roi Très-Christien « posera et ordonnera dans toutes les « affaires de guerre, de justice, police et « finances, en la même forme et avec « la même exactitude comme si nous « l'avions nous-même disposé et ordonné, « sans aucune exception, ni réserve ».

L'Electeur Maximilien - Emmanuel fait alors à l'empereur offre de neutralité pour lui et pour son frère, l'Electeur de Cologne (1702), et promet de faire cause commune avec le reste de l'Empire si Léopold lui rembourse les dépenses énormes que les guerres de Hongrie et son gouvernement des Pays-Bas lui ont causés. Il n'essuie que des refus et les alliés de l'empereur commencent les hostilités contre la France par l'invasion de l'Electorat de Cologne. L'Electeur s'allie plus étroitement avec Louis XIV et celui-ci, fondé de pouvoirs de Philippe V, lui transporte (7 novembre 1702) la Gueldre et le Limbourg en toute propriété, avec le titre de gouverneur héréditaire des Pays-Bas; il ne laisse d'autre rôle au roi d'Espagne que celui de copier la lettre qu'il convient d'adresser à l'Electeur. Philippe V expédie une patente de vicaire-général à son frère le duc de Bourgogne, qui doit commander les troupes en Flandre. Louis XIV retire de sa propre autorité cette patente, qui désoblige l'Electeur de Bavière, et promet à ce dernier que tant qu'il sera gouverneur des Pays-Bas,

« il n'en sera plus enlevé de pareille ». Il permet à Philippe V de laisser le marquis de Bedmar aux Pays-Bas; mais il demande à son petit-fils de nouveaux sacrifices. Il exige que les places de Luxembourg, Mons, Namur, Charleroi et Nieuport soient remises à l'Electeur en exécution des traités antérieurs et en compensation des pertes que lui a fait subir l'alliance française. On sait que l'empereur avait confisqué son duché et l'avait mis lui-même au ban de l'Empire. Louis XIV alla jusqu'à menacer de joindre ses troupes à celles des ennemis s'il n'expédiait pas les ordres nécessaires. Philippe V s'y refusa. Le roi modifia alors ses propositions. Les Pays-Bas seraient cédés à l'Electeur de Bavière, non seulement deux provinces, mais toutes, à l'exception de Luxembourg, Namur, Mons et Charleroi, qui devaient être cédées à la France avec tout leur territoire. L'habile princesse des Ursins, la *camerera major* de la reine, se chargea d'en parler à Philippe V et cette fois le jeune roi consentit.

Pendant trois ans (1702-1705), la campagne fut surtout menée en Italie et en Allemagne. Namur fut bombardé (1704). Après le désastre de Hochtätt, où la moitié de l'armée bavaroise fut détruite, l'Electeur dut se réfugier en France, abandonnant tous ses Etats, et le collège électoral de l'Empire ratifia la proscription prononcée contre Maximilien-Emmanuel et son frère (27 novembre 1705).

Les défaites françaises en Allemagne et en Brabant amenèrent, en cette dernière année, des pourparlers officieux entre Louis XIV et les Provinces-Unies. Celles-ci reconnaîtraient Philippe V moyennant la cession de quelques places fortes et surtout de privilèges commerciaux. Marlborough en avait vent et s'en montrait mécontent; mais Heinsius passait outre. Le conseil des affaires étrangères de Madrid avait été saisi de trois solutions dans lesquelles les Pays-Bas devaient être compris; ils seraient donnés soit à un prince autrichien, soit au second fils de l'Electeur de Bavière, soit, avec le Milanais, à un prince quelconque.

Louis XIV ne rejeta pas à première vue ces conditions de paix; il proposa seulement certaines modifications, par exemple le partage des Pays-Bas entre la France et la Hollande ou la cession des Pays-Bas au duc de Lorraine, la Lorraine étant donnée à la France. Le rapprochement des Anglais et des Hollandais à la suite de leurs succès dans la péninsule changèrent les dispositions du roi. La défaite de Ramillies (1706), la prise de Madrid et le désastre de Turin rendirent Louis encore plus traitable. Il proposa aux alliés d'envoyer des plénipotentiaires entre Mons et Bruxelles, afin d'épargner les lenteurs que les difficultés préliminaires ont toujours apportées aux négociations des grands traités. Les alliés rejetèrent ce projet de conférence. Le 5 juin 1706, l'assemblée générale des Etats des Pays-Bas reconnut solennellement Charles III, fils de l'empereur Léopold, qui avait pris le titre de roi d'Espagne, « pour souverain Seigneur et duc de Brabant » et, le lendemain, les Etats de Flandre suivaient cet exemple.

L'année 1708 fut marquée pour Louis XIV par des échecs politiques et militaires. Telle l'expédition du prétendant Stuart, Jacques III; telle surtout la campagne de Flandre faite par les plus belles troupes que Louis XIV eût levées depuis 1701, dirigée par deux grands généraux, Vendôme et Berwick, et qui n'eut d'autres résultats que la défaite d'Audenarde, la prise de Lille, l'invasion de la France. Louis abandonna l'Espagne à ses propres forces. 1709 ne lui est pas moins funeste. Il perd les batailles de Tournai, de Malplaquet et de Mons. Ses plénipotentiaires se rencontrent à La Haye avec ceux des alliés. Par l'accord du 28 mai, la France s'engageait, entre autres, à évacuer les Pays-Bas espagnols et plusieurs villes des Pays-Bas français qui formeraient barrière aux Hollandais. Le roi joindrait ses troupes à celles des alliés pour détrôner Philippe V. Louis refuse de souscrire à la dernière condition et la Diète de Ratisbonne fait des reproches aux négociateurs de ce qu'ils avaient accordé

des conditions trop avantageuses à la France. Par le traité de La Haye du 29 octobre, entre l'Angleterre et les Provinces-Unies, celles-ci garantissent le trône britannique à la succession protestante et la cour de Londres s'engage à procurer à la Hollande une barrière suffisante contre la France.

Philippe V avait, un peu tardivement, senti naître en lui le courage et la dignité. Dégagé des lisières françaises, il essaie d'agir par lui-même. Il charge son surintendant général des finances aux Pays-Bas, le comte Jean de Brouchove de Bergeyck, d'une négociation secrète et séparée avec les Hollandais; mais son mandataire n'est guère écouté à La Haye. C'était au moment où se réunissaient, à Gertruydenberg, Torcy et Heinsius, Marlborough et le prince Eugène, encore une fois sans résultat, bien que Louis XIV eût offert de l'argent pour aider l'Europe à renverser son petit-fils. Le triumvirat exigeait qu'il se chargeât seul de cette besogne. La France fait alors un effort énergique, renoue avec l'Espagne et regagne en partie le terrain perdu. L'année 1710 finit autrement qu'elle n'avait commencé. Louis reprend alors les négociations concernant les Pays-Bas. Il veut céder à l'Electeur de Bavière les quatre places que l'Espagne avait conservées dans les Pays-Bas.

Philippe V, de son côté, essaie d'un arrangement différent. Il se met en tête de céder les Pays-Bas au prince Eugène en toute souveraineté. Le prince en aurait fait la demande. Cette demande était-elle sérieuse? Le prince, sage, éclairé, instruit de l'état des affaires et des secrets desseins des puissances dont la ligue était composée, pouvait-il croire que le seul consentement du roi catholique eût suffi pour devenir souverain des Pays-Bas? Torcy ne pensa point que la lettre prétendument écrite par le prince Eugène fût de lui. On crut à une ruse et l'on reprit les négociations avec l'Electeur de Bavière. Le 3 juillet 1711, le traité qui mettait l'Electeur en possession des Pays-Bas était signé par le roi de France; le 20, celui-ci demandait à Philippe V d'expédier au plus tôt les

actes nécessaires pour relever de leur serment les habitants de ces provinces ; mais il fallut attendre jusqu'au 27 janvier suivant les dernières ratifications de l'Espagne. Bergeyck se montra résolument opposé à l'arrangement ; mais en vain.

Deux circonstances favorisèrent tout à coup Louis XIV. Le ministère anglais vint à changer et la nouvelle administration se détacha de la ligue. L'empereur Joseph I^{er} mourut laissant pour héritier son frère l'archiduc Charles, roi d'Espagne sous le nom de Charles III. L'Empire allait devenir trop puissant. Les puissances inclinèrent à la paix. Louis XIV négocia habilement avec les Puissances-Unies et aboutit au traité d'Utrecht, dont les clauses sont connues (11 avril 1713). Philippe V gardait la péninsule et les colonies ; mais les Pays-Bas espagnols, Naples et le Milanais étaient réservés à l'empereur Charles VI. Ce dernier n'avait pas signé le traité d'Utrecht. Il prétendait, entre autres conditions, recouvrer tous les territoires qui avaient appartenu aux rois d'Espagne en Italie et tous les Pays-Bas espagnols, tels qu'ils étaient en 1700, sous la réserve du droit de garnison stipulé par les Provinces-Unies. Louis XIV rejeta ces propositions. Il prétendit tout à coup que la souveraineté des Pays-Bas fût donnée à la princesse des Ursins. Il lui fallut renoncer à cette fantaisie. La convention de Rastadt (6 mars 1714) consacra enfin la paix entre Charles VI et Louis XIV. Il ne fut point question, dans cet arrangement converti en paix solennelle à Bade (7 septembre), de Philippe V, qui ne signa sa paix avec l'empereur que le 30 avril 1725, à Vienne. Mais dès le traité d'Utrecht, il avait cessé d'être le souverain de la Belgique et son règne, qui se prolongea jusqu'en 1746, appartient à l'histoire d'Espagne. Les douze années pendant lesquelles il gouverna les Pays-Bas, par l'intermédiaire de son grand-père, furent désastreuses.

Baron Émile de Borchgrave

Kausner, *Geschichte des Prinzen Eugen von Savoyen* 1839). — A. von Harneth, *idem*, 3 vol. — Zschokke, *Batiersche Geschichten*, t. III,

livre V. — Mignet, *Négociations relatives à la succession d'Espagne sous Louis XIV.* — Albert Baudrillart, *Philippe V et la cour de France*, t. I. — E. de Borchgrave, *Histoire des rapports entre la Belgique et l'empire d'Allemagne*, p. 325-336.

PHILIPPE DE FLANDRE, comte de Thiette (Teate,auj. Chieti, dans les Abruzzes) et de Lorette (près d'Ancône), cinquième fils de Gui de Dampierre, comte de Flandre, et de sa première femme Mathilde ou Mahaut, dame de Béthune et de Termonde, avouée d'Arras, naquit au plus tôt en 1251. Comme son frère Jean, qui fut successivement évêque de Metz et de Liège, ses parents l'avaient destiné à l'état ecclésiastique, dans l'espoir de lui procurer plus tard quelque diocèse. Il étudiait à Paris lorsqu'il y rencontra Charles d'Anjou, roi de Sicile, qui l'attacha à sa personne et l'emmena combattre avec lui en Italie. C'est là qu'il épousa, à une date inconnue, mais en tout cas avant 1285, Mathilde, fille de Robert de Courtenay, comtesse de Thiette et de Lorette.

La biographie de Philippe avant l'époque de la rupture entre Philippe le Bel et Gui de Dampierre est fort mal connue. On sait qu'en 1288 il était prisonnier de Jacques d'Aragon, roi de Sicile, ennemi du pape et des Anjou, qui le remit en liberté moyennant rançon. Sa femme ayant des droits sur le comté de Bigorre, il avait entamé, pour les faire valoir, un long procès qui, commencé avant 1285, durait encore en 1305. Le pape Nicolas IV, pour lequel il avait combattu dans le royaume de Naples contre Jacques d'Aragon, intercédâ pour lui à cette occasion, en 1289, auprès du roi d'Angleterre dont relevait le comté de Bigorre. — Peut-être le Philippe de Flandre, qui assigna, en 1294, le seigneur de Trois-Châteaux devant le parlement de Paris, est-il identique à notre personnage.

Les guerres de Flandre devaient bientôt tirer Philippe de l'obscurité où il reste enveloppé pour nous pendant les premiers temps de sa carrière. Lorsque Gui de Dampierre chercha à intéresser Boniface VIII à sa cause, il eut recours aux bons offices du comte de Thiette, qui vint

s'installer à Rome dès le commencement de l'année 1298, et multiplia les démarches auprès du pape et des cardinaux. C'est là que le rejoignirent, au mois d'avril, son frère aîné, Robert de Béthune, et les autres ambassadeurs de Gui. Il ne cessa de les assister dans leurs négociations, qui se prolongèrent vainement jusqu'à la fin du mois de juin.

Philippe resta en Italie pendant la première phase de la lutte entre son père et le roi de France. Le 27 juin 1299, il partait de Rome pour aller batailler contre les Siciliens, ennemis du pape, espérant gagner ainsi la faveur de Boniface VIII et l'intéresser au sort de Gui. L'insuccès de l'expédition et la paix de Caltaboletta que le pape fut contraint d'accepter, lui permirent de quitter la péninsule. Il partit pour la Flandre où il n'arriva que plusieurs mois après la bataille de Courtrai, en mai 1303, accompagné de sa femme. Après Robert de Béthune, retenu prisonnier par Philippe le Bel, et Jean, évêque de Liège, il était alors l'aîné des fils de Gui de Dampierre, et ses frères cadets, Jean de Namur et Gui, qui depuis deux ans dirigeaient la guerre contre le roi, n'hésitèrent pas à lui céder la première place. Il se borna d'ailleurs à agir de concert avec eux et se contenta du titre d'administrateur de Flandre (*houderende de amministratie van Vlaenderen*). Son premier soin fut de resserrer l'alliance qui s'était nouée sur les champs de bataille entre les artisans triomphants et la dynastie comtale. Il prodigua aux « Clauwaerts » les preuves de sa bienveillance et céda à tous leurs désirs. Il ratifia à Bruges l'établissement des cent hommes auxquels le peuple avait confié l'administration municipale, octroya à la ville la grande charte du 4 novembre 1304, réunit la mairie de Syssele à son échevinage. A Ypres, il laissa les foulons et les tisserands s'emparer du gouvernement, piller les biens des patriciens et massacrer les échevins « Léliaerts ». Il associa les cinq villes de Flandre à tous les actes de sa politique, et décida, sur leur demande, que si un débat s'élevait à l'avenir entre le prince et l'une d'elles,

les quatre autres trancheraient souverainement le conflit. En même temps, pour s'attacher plus encore la faveur populaire, il pria le pape de détacher la Flandre des sièges épiscopaux de Tournai et de Térouanne, et de l'ériger en un diocèse indépendant.

De telles concessions ne pouvaient manquer d'assurer à Philippe et à ses frères le concours enthousiaste de la démocratie urbaine triomphante. En 1303, les gens de métiers, par milliers, suivirent leurs princes dans l'Artois, et l'armée française n'osa risquer la lutte. Philippe les conduisit ensuite au siège de Tournai. Il guerroya la même année en Hainaut et en Zélande contre Jean d'Avesnes, l'ennemi mortel de sa famille et l'allié de Philippe le Bel. Enfin, en 1304, il fut l'un des chefs des héroïques combattants de Mons-en-Puelle. Les négociations dont devait sortir la paix d'Athis mirent fin à son rôle. En 1305, lorsque Robert de Béthune sortit de prison, il abandonna l'administration de la Flandre (en mai?) et il reprit, en 1306, ayant vaillamment accompli son devoir, le chemin de l'Italie. C'est peu après l'année 1305 qu'il dut épouser en secondes noces Perrenelle de Milly, fille de Geofroy, sénéchal du royaume de Naples. Il mourut en 1308, au mois de novembre, et fut enterré à Naples.

H. Pirenne.

Vredius, *Genealogia comitum Flandrie* (Bruges, 1642). — A. Du Chesne, *Histoire généalogique de la maison de Béthune* (Paris, 1639). — Kervyn de Lettenhove, *Histoire de Flandre*, t. II (Bruxelles, 1847). — F. Funck-Brentano, *Philippe le Bel en Flandre* (Paris, 1897). — Kervyn de Lettenhove, *Etudes sur l'histoire du XIII^e siècle* (Bruxelles, 1853; Mém. Acad.). — Wauters, *Table chronologique*, t. VI, VIII.

PHILIPPE DE GAND. Voir PHILIPPE MUS.

PHILIPPE DE HARVENGT, écrivain ecclésiastique, né à Harvengt (Hainaut), au commencement du XII^e siècle, de parents peu fortunés, mort le 11 avril 1183. Dès son enfance, Philippe témoigna un goût prononcé pour l'étude et donna des marques de la vocation religieuse qu'il devait bientôt embrasser. Il fut présenté à l'évêque diocésain et admis à fréquen-

ter l'école épiscopale où il acquit des connaissances solides. Ses écrits donnent des preuves nombreuses qu'il possédait à fond et qu'il employait à propos l'écriture sainte; ils font voir aussi qu'il avait étudié les meilleurs auteurs latins : Sénèque, Plaute, Perse, Térence, Salluste, de même que Cicéron, Ovide, Virgile et Horace. Philippe entra, vers 1130, dans l'ordre de Prémontré, et fut l'un des premiers religieux de l'abbaye de Notre-Dame de Bonne-Espérance, au territoire de Vellereille-le-Brayeux. Il en fut nommé prieur, sous la prélatrice de l'abbé Odon. Des difficultés survenues avec saint Bernard au sujet d'un religieux de Bonne-Espérance, nommé Robert, qui avait passé à l'ordre de Cîteaux, suscitèrent contre Philippe une odieuse persécution. Il dut abandonner son monastère et se réfugier dans une autre maison de l'ordre. Cependant, l'on finit par reconnaître la fausseté des accusations qui avaient été portées contre lui, et il fut réintégré dans ses fonctions. Vers 1152, il rentra à Bonne-Espérance avec les religieux qui l'avaient suivi dans l'exil. A partir de là, l'abbaye retrouva la paix et ses membres se livrèrent avec une nouvelle ardeur à leurs travaux. En 1157, Odon ayant abdicé la dignité abbatiale, celle-ci fut dévolue à Philippe. Dès ce moment, Bonne-Espérance reçut des libéralités considérables et atteignit un haut degré de splendeur. Philippe déploya une rare habileté dans les affaires spirituelles et temporelles de son monastère. Son grand savoir, son éloquence et son génie étaient à la hauteur de son zèle et de son dévouement. Dans ses actes, comme dans ses écrits, il fut le modèle de l'abbé. Son activité embrassait non seulement la direction de l'abbaye et de son annexe, Riveroelle (voy. t. XVI, p. 67-68), mais des relations suivies avec des personnages de distinction. Ces relations valurent à Bonne-Espérance de puissants protecteurs, qui la comblèrent de donations importantes. Philippe en profita pour donner un nouvel essor à l'agriculture et faire de son monastère un centre de civilisation et un asile

pour les pauvres. Ses largesses envers ceux-ci le firent appeler Philippe l'Aumônier. Il consacrait à la culture des sciences, des arts et des lettres une partie notable des ressources dont il disposait.

Durant l'avent de 1182, Philippe abdiqua la dignité d'abbé de Bonne-Espérance en faveur de Godescalc, abbé de Bucilly. Il mourut le 11 avril de l'année suivante. Le lieu de sa sépulture est inconnu.

Les œuvres de Philippe de Harvengt comprennent : ses lettres, dans lesquelles il traite les plus hautes questions de théologie : la création, le péché originel, la Trinité, l'Incarnation ; ses commentaires sur le cantique des cantiques ; ses traités ascétiques sur les vertus et les vies des saints. Dom Ursmer Berlière, qui en a fait une étude approfondie, dit ceci : « Pour un abbé du « moyen âge, Philippe a laissé assez « d'écrits, la plupart d'exégèse ou d'ha- « giographie, ces deux grands thèmes de « la production littéraire du XII^e siècle. « Bien que son nom ne puisse être « placé sur le même rang que ceux de « saint Bernard et des illustres religieux « qui faisaient alors la gloire du monas- « tère de Saint-Victor de Paris, Phi- « lippe occupe cependant une place « distinguée parmi les auteurs de son « temps ». En 1620, Nicolas Chamart, abbé de Bonne-Espérance, publia les œuvres de Philippe, sous ce titre : *Reverendi in Christo patris ac D. Philippi de Harveng, ab Eleemosyna, secundi abbatis monasterii Bonæ-Spei, ordinis præmonstratensis, opera omnia, quæ saltem inveniri potuerunt : ante annos quadringentos composita ac manuscripta, pluries à multis desiderata, nunc tandem in lucem primum edita*. Douai, ve L. Kellam, 1620 ; in-fol. de 805 pages, plus 4 ff. limin. et 27 ff. de tables. L'archiduc Albert accepta la dédicace de ce volume, qui fut réédité l'année suivante. Douai, B. Bellère, 1621 ; in-fol. de 805 pages, plus 4 ff. limin. et 27 ff. de tables. Les œuvres de Philippe ont été reproduites, d'après cette seconde édition, dans la *Patrologie latine* de Migne,

tome CCIII. Ces éditions contiennent certaines pièces qui n'ont pas été composées par Philippe de Bonne-Espérance, ainsi que l'a suffisamment prouvé Dom Berlière : telles sont notamment la vie de saint Amand et celle de sainte Waudru.

Leopold Devillers.

Phil. Brasseur, *Sydera illustrium Hannoniae scriptorum*, p. 13, 46 et 107. — Maghe, *Chronicon Bonae Spei*, p. 91-94. — *Histoire littéraire de France*, t. XIV, p. 268-295. — C.-L. Declèves, *Notre-Dame de Bonne-Espérance*, p. 57-79. — Dom Ursmer Berlière, *Philippe de Harvengt, abbé de Bonne-Espérance*, dans la *Revue bénédictine*, 1892, p. 24-31, 69-77, 130-136, 193-206, 244-253; 1893, p. 375-376. — Le même, *Monasticon belge*, t. I, p. 394-396, 406, 427.

PHILIPPE A LA LÈVRE. Voir PHILIPPE II DE NAMUR.

PHILIPPE DE LIÈGE, archidiacre. Voir PHILIPPE, ABBÉ DE L'AUMÔNE.

PHILIPPE DE MALDEGHEM, homme de guerre de la fin du XIII^e et du commencement du XIV^e siècle. Il est le premier de ce nom dans cette famille qui remonte sans doute au XIII^e siècle. Dès 1205, il remplit les fonctions de châtelain ou écoute, c'est-à-dire d'officier du comte de Flandre, placé à la tête d'une de ces circonscriptions à la fois judiciaires et militaires appelées châtellenies. Il jouit en Flandre d'une situation très élevée : en 1207, nous le voyons épouser Marie de Hainaut, fille de Guillaume de Flandre, seigneur de Château-Thierry, oncle de Baudouin de Constantinople. Il servit fidèlement la cause de Jeanne de Constantinople et de Ferrand de Portugal dans leur guerre contre Philippe-Auguste. D'accord avec les barons de Flandre, il organisa la résistance contre le roi et il prit part à la bataille de Bouvines (1214). Il y fut fait prisonnier et amené à Paris avec son seigneur et un grand nombre de ses compagnons d'armes, mais il réussit à s'échapper de sa prison avec deux autres chevaliers. Revenu en Flandre, il semble avoir voulu se rendre aussi indépendant que possible de l'autorité comtale, à la faveur de la situation troublée du pays, infesté de brigands. Il porta, en tout cas, atteinte à la juridiction du prince,

car, en 1221, la comtesse Jeanne le força à reconnaître ses droits de justice à elle, entre autres celui de nommer les échevins.

Au sujet de ce personnage s'est formée une légende, qui rappelle ses luttes contre les brigands dans les forêts avoisinant son manoir de Maldegheem.

Herman Vander Linden.

Lalaing (comtesse de), *Maldegheem la Loyale*, p. 102, 262, 359. — Warnkönig, *Flandrische Staats- und Rechtsgeschichte*, t. II, p. 92 (Warnkönig-Gheldolf, *Histoire de Flandre*, t. IV, p. 224). — *Chronique de Philippe Mouskes*, vers 22753 à 22760. — *Annales de la Société d'Emulation de Bruges*, 1^{re} série, t. II, p. 424; t. III, p. 357.

PHILIPPE DE MALDEGHEM, homme de guerre et diplomate, né dans la deuxième moitié du XIII^e siècle et mort après 1314. Il était le troisième de ce nom dans la famille des seigneurs de Maldegheem et probablement l'arrière-petit-fils de celui dont la notice précède. Son père s'appelait également Philippe; sa mère, Elisabeth, appartenait à une famille d'Ypres, bien connue, celle de Belle.

Philippe se distingua par son dévouement à la cause de Gui de Dampierre lors de la guerre de Philippe le Bel en Flandre. A la tête des bourgeois d'Ypres, il défendit vaillamment cette ville contre Charles de Valois, après la bataille de Furnes (août 1297). Celui-ci fut obligé de lever le siège d'Ypres après avoir subi des pertes considérables; il ne put qu'incendier les faubourgs en se retirant.

Après une conclusion de trêves en 1299, Philippe contribua à réprimer les pillages commis par les Brugeois dans les campagnes et surtout sur les grand'routes au détriment des marchands d'Ypres. Il fut chargé d'une mission de confiance par le comte et la ville de Bruges. Le comte, au nom des villes qui suivaient son parti, et la ville de Bruges, au nom des villes qui tenaient le parti du roi de France, le chargèrent de veiller, en même temps que Jean de Bouchavesne, à la restitution des biens pillés.

A l'expiration des trêves, au commencement de 1300, il se retrancha

dans ses terres de Maldeghem avec environ un millier d'hommes venus en grande partie du pays de Waes. Il ne put résister cependant aux troupes du roi et des *leliaerts* de Bruges, qui le firent prisonnier, après lui avoir tué son propre fils et avoir massacré ou pris quatre cents de ses hommes (17 janvier 1300). Sa « villa champêtre » de Maldeghem fut incendiée par ses ennemis qui le menèrent à Paris, où il fut enfermé au Châtelet. Ses terres furent données par Charles de Valois à un chevalier français, Robert de Montigny (1^{er} février).

A l'avènement de Robert de Béthune, Philippe rentra en possession de ses biens et il devint bientôt un des principaux conseillers du nouveau comte : il fut désigné avec deux autres personnages pour administrer la Flandre en l'absence de Robert, lorsque celui-ci se rendit à Paris, en février 1309, pour traiter avec le roi au sujet de l'exécution de la paix d'Athis. Lors de la ratification de ce traité au mois de juillet de la même année, le seigneur de Maldeghem fut obligé, comme les autres membres du conseil du comte, de prêter un serment par lequel il adhérerait aux stipulations confirmant pour la plupart celles de la paix d'Athis.

Herman Vander Linden.

Annales Gandenses (éd. Funck-Brentano), p. 14, 96. — *Chronique artésienne* (éd. Funck-Brentano), p. 31, 32. — Lodewyc van Velthem, *Spiegel Historiae*, livre IV, chap. VII. — De Potter et Broeckaert, *Geschiedenis der gemeenten van Oost-Vlaanderen*, t. VIII, Maldeghem, p. 69. — Lalaing (comtesse de), *Maldeghem la Loyale*, p. 108 et suiv., 397, 399, 400, 402. — F. Funck-Brentano, *Philippe le Bel en Flandre*, p. 316-317, 335, 546, 556.

PHILIPPE DE MONTE. Voir MONTE.

PHILIPPE MOUSKET. Voir MOUSKET.

PHILIPPE MUS ou **MUSCHE** (*Musius*), évêque de Tournai, de 1274 à 1283. Originaire de Gand, il remplissait, avant son élection, les fonctions de chancelier du chapitre cathédral de Tournai, où les Flamands étaient fort nombreux à cette époque. Le chroniqueur Gilles Le Muisit vante son érudition

et son zèle. On ne connaît d'ailleurs de lui que des actes d'administration ecclésiastique sans importance particulière et sur lesquels il est inutile d'insister. Pendant longtemps, il a été confondu avec le chroniqueur Philippe Mousket (voy. Mousket), mort une trentaine d'années avant l'élévation de notre personnage au siège épiscopal de Tournai.

H. Pirenne.

Gallia Christiana, t. III. — Gilles Le Muisit, *Chronicon* (*Corpus Chron. Flandr.*, t. II). — B. du Mortier, *Sur Philippe Mousket auteur du poème roman des rois de France* (*Bulletin de la Comm. royale d'histoire*, t. IX).

PHILIPPE I^{er} DE NAMUR, dit LE NOBLE, comte et marquis de Namur, décédé en 1212 ; fils de Baudouin V, comte de Hainaut et de Marguerite d'Alsace. Avec Henri l'Aveugle s'était éteinte la première race des comtes de Namur. Sa succession s'était partagée entre sa fille Ermesinde, qui conserva le comté de Luxembourg, et son neveu Baudouin de Hainaut qui fut reconnu héritier du comté de Namur et de ceux de La Roche et de Durbuy, avec le titre de marquis du Saint-Empire qui lui fut conféré par Frédéric Barberousse et son fils Henri, roi des Romains.

Baudouin V mourut avant son oncle ; mais, sentant sa fin prochaine, il avait donné son comté de Hainaut à son fils aîné (Baudouin VI en Flandre, depuis empereur de Constantinople) et, du consentement de ce dernier, il assigna, comme part de sa succession, à Philippe, son second fils, le marquisat de Namur, « à charge de le tenir après sa mort en fief-lige du comte de Hainaut, son frère, des domaines duquel il serait considéré comme partie indépendante et qui devait lui-même le relever de l'empereur ». C'est ainsi que la maison de Hainaut succéda à la maison d'Ardenne dans le marquisat de Namur. L'avènement de Philippe de Hainaut, dit le Noble, créait une servitude nouvelle et apportait certaines modifications à l'ordre de choses jusqu'alors établi. Les comtes de Namur de la pre-

mière race ne relevèrent leur comté que des empereurs d'Allemagne et ne reconnurent qu'eux pour suzerains ; ils leur prêtèrent foi et hommage et leur furent assujettis selon les règles de la vassalité ordinaire. Cette cérémonie de l'investiture était moins un acte de servitude qu'un acte solennel d'inauguration et un engagement réciproque de service, puisque, en effet, le vassal jurait de servir, pendant un temps limité, envers et contre tous, son suzerain qui, de son côté, le prenait sous sa protection et défense particulière. Moins puissants que les comtes de Flandre et les ducs de Brabant, les comtes de Namur marchaient cependant de pair avec eux comme princes et grands feudataires de l'Empire et ils jouissaient des mêmes privilèges.

Mais la condition imposée à Philippe et, après lui, à ses successeurs, de relever la terre de Namur du Hainaut dont elle était fief, sans en former une partie intégrante, changea les relations sociales et multiplia les liens féodaux. Les marquis de Namur devinrent vassaux des comtes de Hainaut et ils durent leur rendre hommage comme à leur suzerain. Ceux-ci, immédiatement après, en faisaient relief, en leur propre nom, aux empereurs d'Allemagne. Le marquisat de Namur était donc tout à la fois fief et arrière-fief de l'Empire, avec cette différence qu'à la vassalité ordinaire et régulière, qui exigeait assistance au conseil et secours à la guerre (*fiducia, justitia, servitium*) fut substituée la vassalité-lige, alors généralement en usage ; toutefois, quant à l'administration intérieure, les marquis de Namur étaient entièrement indépendants du Hainaut.

Philippe le Noble donna au comté-marquisat de Namur les armes du comté de Flandre, écu d'or au lion de sable, armé et lampassé de gueules ; mais en sa qualité de puîné, il le chargea d'un bâton péri en bande. Il eut tout d'abord à défendre son comté contre un puissant adversaire. Baudouin V, à l'issue de son démêlé avec Henri l'Aveugle, avait consenti à ce que le Luxembourg restât à

Ermesinde, la fille de ce dernier ; mais l'Empereur Henri VI ne ratifia point cet arrangement. A la mort du vieux comte de Namur, il avait déclaré le Luxembourg fief vacant par défaut d'hoir mâle et l'avait adjugé à son frère Othon de Bourgogne. Le mari d'Ermesinde, Thibaut de Bar, hardi et entreprenant, ne désespéra pas de rentrer en possession des deux comtés. Il parvint à s'entendre avec Othon dont il obtint le désistement moyennant une somme d'argent. Avec le nouveau comte de Namur, il n'avait d'autres chances que l'appel aux armes. Après des succès balancés par des revers, Philippe entra en négociations avec le comte de Luxembourg. Une paix définitive fut conclue entre eux, le 26 août 1199, en l'église de Saint-Médard, près de Dinant. Philippe cédait à Thibaut les comtés de La Roche et Durbuy, ainsi que la partie du comté de Namur située sur la rive droite de la Meuse jusqu'à la forêt d'Arche, c'est-à-dire depuis Revin jusqu'à Lustin. Les eaux de la Meuse seraient communes jusqu'à la même limite. Par un acte passé en l'église d'Hastières, en novembre 1200, Ermesinde ratifia l'arrangement conclu par son mari et jura de l'observer fidèlement.

Philippe ayant porté secours à son frère aîné dans la guerre contre la France, tomba dans une embuscade à Lens, en Artois, et fut fait prisonnier. A l'intervention de sa belle-sœur, Marie de Champagne, nièce de Philippe-Auguste, il recouvra la liberté. Ayant épousé la fille du roi de France, il livra ses nièces, Jeanne et Marguerite, filles de Baudouin de Constantinople, à l'astucieuse avidité de Philippe-Auguste. Les Flamands et les Hennuyers furent indignés à ce point de cet acte d'égoïsme et de faiblesse qu'ils contraignirent Philippe à renoncer à l'administration des deux comtés. Lui-même semble en avoir eu du remords jusqu'à son dernier jour.

Dans l'administration intérieure de son comté, Philippe se signala par des actes de justice et de bonté. Peu énergique, mais pacifique et religieux, promoteur du développement social, il

mérita la reconnaissance de ses sujets. Il ratifia, en qualité de suzerain, les libertés de la petite ville de Walcourt (1196) et proclama, mais seulement en faveur de ses vassaux nobles (*milités*), l'abolition du droit de mainmorte ou meilleur catel. Il fut choisi plus d'une fois comme arbitre par des princes voisins. C'est ainsi qu'en 1203, il rétablit l'union entre l'évêque de Liège, le duc de Brabant et le comte de Looz, qui étaient sur le point d'en venir aux mains dans la plaine de Waremmes. Trois ans plus tard, il termina les longs démêlés qui avaient surgi entre Louis de Looz et Guillaume de Hollande, frère du comte Thierry, dont le premier avait épousé la fille. Il ne négligea rien pour réparer les pertes qu'avaient essuyées le comté et ses propres domaines par suite du traité de Dinant. Il fit diverses acquisitions dans cet ordre d'idées. Les institutions ecclésiastiques du comté furent redevables de nombreux bienfaits à Philippe le Noble. En sa qualité d'abbé séculier et d'avoué du chapitre d'Andenne, il maintint ce corps en possession du privilège de ne recevoir au nombre de ses membres que des dames de noble origine. Il succomba à une maladie de langueur, que précipita une violente dysenterie, au château de Blaton, entre Ath et Condé. Il se fit transporter à Valenciennes, où il expira le 9 octobre 1212. Il fut inhumé dans la grande nef de Saint-Aubain. Sa veuve, Marie de France, se remaria plus tard au duc de Brabant, Henri le Guerroyeur.

Baron Emile de Borchgrave.

De Marne, *Histoire du comté de Namur*. — De St-Genois, *Monuments, etc.* — E. de Borchgrave, *Les Comtes de Namur* (dans les *Ardennes illustrées*, t. 1, Paris, 1869).

PHILIPPE II DE NAMUR, dit A LA LÈVRE, comte et marquis de Namur. Mort en 1226. Il était fils de Pierre de Courtenay et d'Yolande de Hainaut-Flandre; son père avait succédé dans le comté de Namur à son beau-frère Philippe Ier le Noble et devint peu après empereur de Constantinople. Il est surnommé commu-

nément à la Lèvre; Grammaye pense qu'il faudrait lire *a dolabra*, à la Hache. Philippe était à peine depuis quelques mois en possession du comté lorsqu'il reçut la nouvelle de la mort de l'Empereur, son père, et, bientôt après, de celle de l'Impératrice. Dédaignant le trône de Constantinople, il préféra la tranquille jouissance de son marquisat et céda ses droits à son frère Robert, qui accepta le sceptre et la couronne de Constantin. Philippe hérita de la guerre que Waleran de Limbourg, second mari d'Ermesinde, avait déclarée au souverain namurois; mais il parvint à la faire cesser après son avènement en décidant son adversaire à accepter l'arbitrage de l'archevêque de Cologne. Ce dernier, après avoir examiné les prétentions réciproques, rétablit les choses où elles étaient en 1199 (voy. art. Philippe Ier). Une paix définitive fut conclue à Dinant en mars 1222. Philippe à la Lèvre fit partie de l'expédition que Louis VII mena contre les Albigeois. Il se distingua devant Avignon qui ne se rendit qu'après une longue résistance. La durée du siège fut fatale à l'armée royale; les chaleurs occasionnèrent une épidémie qui décima les rangs des chevaliers. Philippe en fut atteint et alla mourir près de Saint-Flour, en Auvergne. Il fut inhumé à l'abbaye de Vaucelles, à deux lieues de Cambray (1226).

Baron Emile de Borchgrave.

De St-Genois, *Monuments, etc.* — Raynaldus, *Annales*. — De Marne, *Histoire du comté de Namur*. — E. de Borchgrave, *Les Comtes de Namur* (dans les *Ardennes illustrées*, t. 1, Paris, 1869).

PHILIPPE III DE NAMUR, comte et marquis de Namur, fils de Jean Ier et de Marie d'Artois, mort en 1337. Il succéda en mars 1336 à son frère Guy. Son règne fut éphémère et stérile. Possédé comme ce dernier de la manie des voyages et des aventures, il était, au moment de son avènement, à la cour de la reine de Suède (sa sœur Blanche qui avait épousé Magnus II), selon les uns, guerroyant en Prusse, suivant les autres. A peine inauguré, il fit voile vers l'Orient avec le comte de Vianden, son beau-frère.

Débarqué dans l'île de Chypre avec les jeunes gens de sa suite, il s'y livra à de tels excès que les habitants de Famagouste finirent par le massacrer, lui et ses compagnons, au mois de septembre 1337. Son beau-frère, le comte de Vianden, et lui reçurent la sépulture en l'église des Cordeliers de Famagouste où on a lu longtemps cette épitaphe : *Domicellus Philippus de Namur, comes regni, cum triginta consanguineis obstructus, sepulturam apud sanctum Franciscum majorem consecutus est anno MCCCXXXVII*. Il est resté de Philippe III de Namur une charte datée de la veille de la saint Jean-Baptiste 1336, par laquelle il érige une chapelle dans l'église de Saint-Aubain en exécution des dernières volontés du comte de Guy, son frère et prédécesseur.

Baron Emile de Borchgrave.

Chron. Zantvliet, p. 248. — Namèche, *Hist. nat.*, t. III, p. 349. — De Marne, *Histoire du comté de Namur*. — E. de Borchgrave, *les Comtes de Namur* (dans les *Ardennes illustrées*, t. I, Paris, 1869).

PHILIPPE DE SAINT-POL, duc de Brabant, mort en 1430, fils d'Antoine de Bourgogne et de Jeanne de Saint-Pol, petit-fils de Philippe le Hardi. Dans les démêlés qu'eut son frère, le duc Jean IV, avec sa femme et son peuple, les Etats offrirent à Philippe la régence du duché. Le jeune prince répondit à cet appel. Une réunion des nobles et des villes fut convoquée à Vilvorde et le duc fut invité à s'y rendre. Jean IV se déroba à la sommation et alla négocier avec des seigneurs d'Outre-Meuse. L'assemblée de Vilvorde considéra la fuite du duc comme un abandon du pouvoir et confia le gouvernement au comte de Saint-Pol, avec le titre de *Ruward*. Le 2 octobre 1420, le prince fit son entrée à Bruxelles avec la duchesse Jacqueline et les Etats; la guerre contre Jean de Bavière, l'ennemi du duché, fut résolue. L'expédition, entreprise au commencement de l'hiver, eut pour résultat la prise de Heusden. Le 25 novembre, au palais de Caudenberg, et le 26, à la maison échevinale, quinze prélats, cinquante-huit nobles et les représentants de vingt-six villes

approuvaient l'élévation du comte de Saint-Pol à la dignité de *Ruward* et se donnaient la dénomination des trois Etats, de *drye Staten*, de Brabant. Le 29 du même mois, Philippe fit publier qu'il avait pris le gouvernement et le conservait à la réquisition des Etats et pendant l'absence de son frère.

Quoique le sentiment du pays fût unanime, Jean IV comptait un certain nombre de partisans à Bruxelles parmi les lignages. Il résolut de revenir à Bruxelles et sa tentative fut appuyée par quelques magistrats et des seigneurs. Il parvint à rentrer dans la capitale, non sans rencontrer de grands obstacles, et se rendit au palais de Caudenberg. Philippe de Saint-Pol s'y trouvait. Il reçut son frère avec froideur et se retira (23 janvier 1421).

Le lendemain, Jean IV s'étant rendu à la maison échevinale, déclara qu'il n'était venu que pour rétablir la concorde et la paix et demanda aux magistrats de joindre leurs efforts aux siens pour y parvenir. Le comte de Saint-Pol était parti le même jour et s'était dirigé sur Louvain. Le mécontentement populaire ne s'apaisa pas de sitôt. L'amman Jean Cluting était soupçonné de vouloir soulever le peuple au cri de : *à bas les péages et les accises*. Le peuple demanda qu'on lui livrât le sire de Heinsberg, que ses discours avaient rendu particulièrement odieux. Le comte de Saint-Pol revint avec des représentants de la noblesse et des députés de Louvain et d'Anvers. Il y eut de sanglantes collisions. L'ancien amman Cluting et autres payèrent de leur tête leur dévouement à Jean IV. Des patriciens et des bourgeois furent condamnés par sentence du *Ruward* à des peines diverses. Les condamnations furent publiées, le 9 février, avec le cérémonial accoutumé; elles portèrent un coup mortel aux lignages. Les métiers étaient triomphants. Le 11 février, le comte de Saint-Pol leur concéda, dans une ordonnance mémorable, et avec l'assentiment général, une série de privilèges et de droits politiques que l'on a appelés fort justement « la grande charte » bruxelloise. Ils formèrent

depuis lors neuf groupes ou *nations* (*negen natien*), placés sous l'invocation des saints les plus vénérés à Bruxelles. Ces concessions si importantes ramenèrent pour un instant le calme; mais l'arrestation du prévôt de Caudenberg ayant fait découvrir dans ses papiers l'acte d'union des partisans du duc : c'en fut assez pour réveiller la colère populaire. Il fallut, pour la calmer, de nouvelles expiations. Everard t'Serclaes et d'autres partisans du duc furent décapités.

Il importait de mettre un terme à ces sanglantes exécutions. Jean IV le comprit et, le 15 juillet, il approuva solennellement les privilèges accordés aux nations par Philippe de Saint-Pol, ratifia les sentences prononcées contre ses conseillers et ses partisans et défendit d'inquiéter qui que ce fût à ce sujet.

Pour compléter le rétablissement de l'ordre et de la légalité, les Etats réunis à Louvain décrétèrent, le 12 mai 1422, un ensemble de mesures connues sous le nom de *nouveau règlement* et relatives, pour la majeure partie, à l'aliénation des domaines ainsi qu'à la nomination et à la gestion des officiers ducaux.

Le triste règne de Jean IV s'honore pourtant d'une création doublement remarquable au point de vue du développement intellectuel et du développement de la nationalité belge : l'érection de l'université de Louvain (1425). L'histoire ne dit pas la part qu'y aurait eue Philippe de Saint-Pol. Tandis que Jean IV revenait avec son frère d'une assemblée des Etats tenue à Lierre, il tomba malade et mourut, le 12 avril 1427, à peine âgé de vingt-quatre ans.

Philippe de Saint-Pol était de retour d'un voyage à Rome, entrepris dans un but de dévotion et avec l'intention de visiter Jérusalem. Le pape l'avait dissuadé de ce dernier projet. Jean IV n'ayant pas laissé de postérité, Philippe recueillit sa succession. Il était aimé dans le Brabant et son avènement fut accueilli avec bonheur. Dans sa *Joyeuse entrée*, il confirma les concessions faites par ses prédécesseurs et en formula de nouvelles. Quelques agitations signalèrent encore le nouveau règne. Les

vices avaient atteint l'apogée de leur puissance. Dans un grave dissentiment entre Bruxelles et Lierre, l'autorité ducale dut fléchir devant la volonté de la première cité.

Le duc se proposait de contracter mariage avec la belle-sœur du roi de France Charles VII, Yolande, fille de Louis II, duc d'Anjou, comte de Provence et roi de Sicile. Une mission, composée de soixante notables, fut chargée d'aller faire demander solennellement la main de la jeune princesse. Partie de Nivelles le 12 juillet 1430, elle se dirigeait vers la Touraine lorsqu'elle reçut la nouvelle que le duc était tombé dangereusement malade au château de Louvain. Le mal était sans remède. Philippe de Saint-Pol expira le 4 août. Un ulcère de l'estomac avait causé sa mort. Il fut inhumé, de même que sa mère et son frère, à Tervueren, dans une tombe creusée à l'intérieur du chœur de l'église paroissiale, et sur laquelle les archiducs firent placer, en 1616, une inscription. L'héritage du Brabant était de nouveau vacant. Plusieurs prétendants se présentèrent pour recueillir cette riche succession. A la suite de deux mois de délibérations, les Etats déclarèrent à l'unanimité que Philippe, duc de Bourgogne, était leur prince légitime.

Baron Emile de Borchgrave.

Van Dynter, *Chron. des ducs de Brabant*. — Divaens, *Rerum brabantiarum libri XIX*. — Butkens, *Trophées de Brabant*. — Al. Henne et Alph. Wauters, *Histoire de la ville de Bruxelles*.

PHILIPPE DE THIETTE. Voir PHILIPPE DE FLANDRE, comte de Thiette.

PHILIPPE UTENBROEKE. Voir UTENBROEKE (*Philippe*).

PHILIPPE, comte DE VIANDEN, régna de 1252 à 1272. Il était le fils puîné de Henri Ier, qui lui abandonna le gouvernement du comté lors de son départ pour la croisade en 1252. Il fit la guerre aux bourgeois de Metz et entreprit le siège de leur ville. Mais le comte Henri II, de Luxembourg, allié des Messins, s'empara du château de Vianden et commit toutes sortes de déprédations.

Philippe revint dans son comté et, après avoir cerné son propre château, conclut un arrangement avec son adversaire, en renonçant à toute réclamation à charge de celui-ci pour les dommages faits pendant le siège (1257).

Quelques années après, Philippe eut à lutter contre un prétendant à la couronne de Vianden en la personne de son neveu, Henri, fils de son frère aîné Frédéric. Il fut attaqué et enfermé dans son château de Schoenecken et ce ne fut que grâce à l'intervention du comte de Luxembourg qu'il put en sortir. Son frère Henri, évêque d'Utrecht, n'obtint cette intervention que moyennant des conditions onéreuses : désormais Philippe devait tenir Vianden en fief du comte de Luxembourg (juillet-août 1264); en outre, il avait à rembourser les frais de l'expédition entreprise à son secours. Enfin, il fut obligé de céder à son neveu le château et la terre de Schoenecken ainsi que l'avouerie de l'abbaye de Prüm, qui devinrent aussi des fiefs de la maison de Luxembourg.

Il épousa avant 1267 Marie de Perwez, héritière de cette terre et plus tard de celles de Grimbergen, Ninove, Hoboken, Rumpst, Eeckeren, Hingene, etc., qui furent rattachées aux possessions de la maison de Vianden, après la mort sans postérité des trois frères de Marie, Guillaume, Gérard et Godefroid. Les enfants issus de ce mariage sont : Henri, qui mourut sans postérité avant 1280; Godefroid, qui succéda à son père dans le comté de Vianden; Philippe de Vianden, seigneur de Rumpst, et Marguerite.

Peu de temps avant son avènement, Philippe avait contribué à une fondation en faveur du couvent des frères de la Trinité, à Vianden (1252); il créa dans la suite (1250-1256) une commanderie des Chevaliers du Temple, à Roth, près de Vianden. Enfin, vers la fin de son règne, il fit une dotation au monastère du Val-Notre-Dame (Marienthal), près de Luxembourg, où sa mère avait pris le voile.

Herman Vander Linden.

Neyen, *Histoire de la ville de Vianden et de ses comtes*, p. 100-121; preuves, p. XVIII, XXII, XXIV, XXVI. — Bertholet, *Histoire du duché de*

Luxembourg, t. V, preuves, p. XXXVI, LIX, LXV. — *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique*, 1^{re} série, t. XIII, p. 149; t. XVI, p. 98.

PHILIPPE, comte DE VIANDEN, deuxième du nom, régna de 1306 environ à 1317. Son père, Godefroid, le laissa, vers 1306, en possession du comté de Vianden, tandis que lui-même se retirait dans ses domaines brabançons. Le principal acte du règne de Philippe est la donation de la charte de libertés aux bourgeois de Vianden en 1308. Il leur accorda des privilèges analogues à ceux que possédaient les bourgeois de Trèves; il stipula en outre que, en cas de violation de ces privilèges de sa part, les bourgeois de Vianden pouvaient lui refuser aide et secours. Du vivant de son père, il contribua à doter de revenus différents monastères, entre autres celui de Floreffe. Lui-même fit, en 1315, une donation aux Trinitaires de Vianden. Il avait épousé Alix ou Adélaïde d'Aremberg. Il mourut sans postérité mâle entre 1315 et 1317.

Herman Vander Linden.

Neyen, *Histoire de la ville de Vianden et de ses comtes*, p. 133-145; preuves, p. XXXII. — Bertholet, *Histoire du Luxembourg*, t. V, p. 333. — *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, 1^{re} série, t. X, p. 298.

PHILIPPE (Jean), révolutionnaire, né à Hesdin, fut l'un des nombreux moines défrôqués qui, dès avant 1560, prêchèrent l'Évangile selon Calvin dans le Hainaut, le Vermandois, le Laonnois et les confins de la Picardie. Il avait pris sa résidence au village de Tupigny en Vermandois. C'était, nous dit Arthur Dinaux, un très hardi et pétulant personnage. Un jour qu'il était allé prêcher à Valenciennes — c'était le 13 juillet 1566 — des archers, qui n'osaient probablement pas s'en prendre à lui, enlevèrent son cheval qu'il avait laissé dans une auberge des faubourgs. Dès qu'il en eût la nouvelle, il mena si grand bruit et fit de telles menaces, que les échevins lui firent rendre sa monture. Son audace le tira souvent des plus mauvais pas; au Cateau, elle ne lui servit de rien. Le 26 août 1566, il y arrive tout plein d'un beau zèle pour la

foi nouvelle qui vient de passer des paroles aux actes et se met partout à briser les images ; il laisse faire quatre inconnus, qui se sont présentés à lui comme experts en iconoclastie, et bientôt dans les églises de la petite ville tout est rompu, lacéré ou brûlé. Là-dessus, Jean Philippe monte en chaire à Saint-Martin et glorifie ces actes de sauvagerie. Cela lui coûta cher ; Maximilien de Berghes, évêque de Cambrai, ayant demandé à la cour de Bruxelles des juges et des soldats, on lui envoya, l'année suivante, le comte Pierre-Ernest de Mansfeld, bien accompagné. Le 24 mars 1567, ce général somma la ville du Cateau, qui se rend le jour même. Le lendemain, on procéda contre toutes les personnes suspectes. La plus cruelle sentence, exécutée à l'heure même, atteignit Jean Philippe, auquel on coupa le poing droit avant de le pendre. Son interrogatoire n'a pas été conservé, et c'est dommage, car il eût été curieux de savoir s'il avait été régulièrement installé comme pasteur par le synode wallon des Pays-Bas, et s'il avait vu un ordre ou un document quelconque entre les mains des quatre inconnus auxquels il permit de profaner et de saccager les églises du Cateau.

Ch. Rahlenbeck.

Archives de Lille, ms no 202. — Arch. gén. de Belgique. Audience, liasses de 1566. — D'Oultreman, *Histoire de la ville et comté de Valenciennes*, p. 202. — *Bulletin, etc., du protestantisme français*, t. III et VIII. — A. Dinaux, *Archives du nord de la France*, t. II, p. 435.

PHILIPPE (Jean-Baptiste STERCQ, en religion, le père) né à Bruxelles en 1584 et mort à Madrid en 1637. Il entra dans l'ordre des Capucins en 1605 et remplit pendant trois ans, de 1623 à 1625, les fonctions de gardien du couvent de Bruxelles. Remarqué pour son activité et son intelligence par le père Hyacinthe de Casale, le prédicateur de l'infante Isabelle, il devint bientôt l'homme de confiance de la princesse, qui le consulta sur toutes les affaires politiques et militaires importantes. En 1629, il fut envoyé en Bavière avec un autre capucin, le père Alexandre, pour conclure avec Tilly et les Impériaux une

ligue dont les forces devaient attaquer les Provinces-Unies par la Frise et la vallée du Rhin. En 1631, il fut chargé d'une mission en Espagne. Cette fois son séjour dans la péninsule ne fut pas de longue durée, car la même année notre capucin était de retour en Belgique et préparait une expédition contre la Zélande. Il s'était concerté avec un gentilhomme zélandais, traître à sa patrie, le sieur de Wieskerke. Le comte Jean de Nassau, chargé du commandement, reçut avant de partir la visite de l'infante et de la reine mère de France ; celle-ci, ainsi que le nonce du pape, donna à l'escadre la bénédiction. L'expédition échoua. Le 13 septembre 1631, les Espagnols étaient complètement défaits dans le Slaak, étroit bras de mer au nord de l'île de Tholen. Le désastre fut terrible. Un grand nombre de soldats, y compris Wieskerke, furent noyés ; plus de quatre mille faits prisonniers ; le comte de Nassau échappa à grande peine.

Cet échec ne diminua pas le crédit du père Philippe. Olivares, le premier ministre de Philippe IV, qui l'avait en haute estime lui exprima ses condoléances par l'intermédiaire du marquis d'Aytona, le principal conseiller d'Isabelle. Notre capucin prit sa revanche sur un autre terrain. S'il était un général médiocre, il avait des talents de diplomate que la cour de Bruxelles utilisait chaque fois qu'elle avait une affaire délicate à régler. On pouvait compter sur la discrétion du père Philippe. Quand, en 1633, le gouvernement espagnol voulut se mettre en rapport avec le peintre Gerbier, qui offrait, moyennant finances, de révéler les détails de la conspiration de la noblesse belge de l'année précédente, ce fut à notre moine qu'il songea. C'est lui, paraît-il, qui remit au délateur les 20,000 écus qu'il réclamait, et qui recueillit de sa bouche les preuves de la conspiration. Gerbier s'était décidé à parler vers le 23 novembre 1633. Peu de temps après, Philippe partait pour l'Espagne ; il avait pris la mer à Dunckerque ; il débarqua à Santander et arriva à Madrid le 23 décembre. Le 27,

les faits, tels que Gerbier les avait exposés, furent communiqués au conseil d'Etat. C'est du moins ce que nous apprend l'historien Henrard, d'après un document provenant des archives de Simancas. La correspondance que le père Philippe échangea à cette époque avec le président du conseil privé, Pierre Roose, telle qu'elle nous a été conservée, ne contient aucune allusion aux révélations de Gerbier ou à l'impression qu'elles auraient produite à Madrid. Peut-être l'affaire avait-elle été conduite à l'insu de Roose ou sans sa participation. Par contre, cette correspondance nous montre la confiance que le chef-président avait dans le père Philippe. C'est le père Philippe qui doit réclamer d'Olivarès les réformes civiles et militaires que Roose jugeait indispensables pour la bonne marche des affaires ; c'est le père Philippe qui doit travailler auprès du puissant ministre pour faire conférer à Roose le gouvernement des Pays-Bas jusqu'à l'arrivée du cardinal infant, le successeur d'Isabelle ; c'est le père Philippe, enfin, qui doit faire avorter ce projet de trêve avec les Hollandais, mis en avant par les Etats généraux de Bruxelles et qui déplaisait à Roose, parce que l'ambitieux président savait qu'à Madrid on voulait la continuation des hostilités et qu'en condamnant le projet de trêve il se créerait des titres à la reconnaissance du favori de Philippe IV. Le père Philippe était en ce moment à Madrid l'agent, pour ne pas dire l'espion, de Roose, et c'est comme tel que le regardait le duc d'Aerschot, arrivé presque au même moment en Espagne pour présenter le vœu des Etats généraux en faveur de la paix. Les intrigues du capucin n'avaient pas échappé au duc qui y fait allusion dans une lettre à son ami le baron d'Hoboken, trouvant avec raison que les Etats généraux devaient protester contre l'envoi de cet agent secret, au besoin réclamer son rappel du général de l'ordre.

Le père Philippe, qui avait avec Olivarès de fréquents entretiens, séjourna en Espagne beaucoup plus longtemps qu'il ne l'aurait voulu. La cour de Ma-

drid ne se décidait que très difficilement ; et ce n'est que dans le courant du mois de mars 1635 que le confident de Roose retourna aux Pays-Bas. Avant cela, le roi avait signé la dissolution des Etats généraux sans conclure de trêve avec les Hollandais, et le duc d'Aerschot avait été arrêté à Madrid sous prétexte qu'il avait eu connaissance des projets criminels des nobles compromis dans la conspiration de 1632. Nous ne savons pas la part que le père Philippe avait eue à cet acte de rigueur qui devait provoquer un si grand émoi aux Pays-Bas. En tout cas, ainsi qu'il nous l'apprend, il passait à Madrid pour en avoir été, ainsi que Roose, le promoteur. Le père Philippe n'était-il pas au courant de tous les détails du complot ? Ce capucin devait être en possession de documents bien importants puisque, pendant qu'il était à Madrid, le roi ordonnait au marquis d'Aytona de faire défendre par le père provincial qu'on pénétrât dans sa cellule à Bruxelles, afin que les papiers qui s'y trouvaient fussent bien gardés.

Le père Philippe retourna en Espagne l'année suivante, en 1636. Il arriva à Madrid dans le courant de novembre, comme nous l'apprend une lettre du secrétaire Dellafaille au cosmographe Van Langren. Ce fut son dernier voyage. Il mourut quelques mois après. Dans une de ses dernières lettres, datée du 25 juin 1637, et qui devait être mise sous les yeux du roi ou de ses ministres, il développe tout un plan d'opérations contre les Hollandais, et, pour mieux en assurer la réussite, il offrit d'aller l'expliquer lui-même au cardinal infant, à Bruxelles. Il promettait d'agir avec la même discrétion que par le passé et invoquait, à cette occasion, les nombreux voyages qu'il avait faits en Hollande pour recueillir des informations (*para informarse*) et ses quatre séjours en Espagne.

Les archives du royaume possèdent un grand nombre de lettres du père Philippe au président Roose, écrites de Madrid, pour la plupart, de 1633 à 1635. Presque toutes sont en espagnol. A Bruxelles, notre capucin signait : *le père Philippe*. A Madrid, où il reprenait ses

habits civils, il signe *Jean-Baptiste Stercq*. Toujours il parle de lui à la troisième personne, se désignant sous son nom de religion, celui sous lequel il était le plus connu. Si ces lettres ne satisfont pas toujours notre curiosité, parce qu'elles sont incomplètement déchiffrées et parce que certains personnages sont désignés par des mots conventionnels dont nous n'avons plus la clef, elles nous aident à démêler l'histoire secrète de cette époque, particulièrement les intrigues du président Roose à Madrid, et elles nous rendent compte de l'activité de ce capucin, resté presque inconnu jusqu'ici, et que l'on peut appeler l'Eminence grise de la cour de Bruxelles.

H. Lonchay.

Archives des Capucins de Bruxelles, *Commentarium sive chronographia sacra monasterii Fratrum capucinatorum bruxellensis*. — Archives du royaume, *Secrétairerie d'Etat espagnole*, reg. 27 et 29. — Ibidem, *Cartulaires et manuscrits*, nos 488, 484, 509. — Bibliothèque royale, ms 42839, 46147-48, 49837-38. — Gachard, *Actes des Etats généraux de 1632*, passim. — P. Henrard, *Marie de Medicis dans les Pays-Bas* (Bruxelles, 1876). — A. Waddington, *La république des Provinces Unies, la France et les Pays-Bas espagnols de 1630 à 1650*, t. I (Paris, 1893).

PHILIPPE (Paul), homme de lettres, né à Spa en 1828 et décédé à Verviers, le 27 septembre 1874. D'abord employé, puis sous-chef de bureau au secrétariat et archiviste de la ville de Verviers, il consacra ses heures de loisir à la littérature et produisit diverses œuvres, non dépourvues de mérite. Réunies par la main pieuse d'un de ses amis, elles parurent, après la mort de Paul Philippe, sous le titre de : *Œuvres posthumes de Philippe Paul, publiées avec avant-propos par L. A. (Laurent Auguste)*. Verviers, Vinche ; in-16°, 258 p.

L. Tierencteyn.

Exposé sur la situation de la ville de Verviers par le collège des bourgmestre et échevins, 1874. — *Bibliographie nationale*, t. III.

PHILIPPE (Robert), écrivain ecclésiastique, né à Cambrai, le 25 avril 1665, mort à Lille, le 12 avril 1743. Il était entré, le 28 août 1683, dans la Compagnie de Jésus, au noviciat de Tournai, et enseigna quelques années la grammaire et la rhétorique dans les

collèges de l'ordre. Ses supérieurs l'envoyèrent étudier la théologie un an à Douai, puis trois ans à Paris. De retour à Tournai, en 1699, il se consacra à la prédication avec succès durant sept années et attirait, par son éloquence et la solidité de son enseignement, un auditoire nombreux autour de sa chaire. Il prononça, le 21 juin 1707, dans l'église du collège de Tournai, l'oraison funèbre de l'évêque Louis de Coëtlogon. Appelé à donner le cours de théologie et d'écriture sainte au séminaire épiscopal, il enseigna, pendant onze années, ces matières avec tant de science que sa réputation s'étendit dans tout le pays. François de Beauveau, qui avait remplacé de Coëtlogon sur le siège de Tournai, nomma, en 1708, le P. Philippe président de son séminaire, en lui adjoignant deux autres religieux du même ordre. En confiant aux jésuites la mission importante de former les jeunes ecclésiastiques, l'évêque avait spécialement en vue d'écarter de l'enseignement théologique toute trace de jansénisme. L'entrée du P. Philippe au séminaire, comme professeur et comme président, n'avait pas tardé à susciter des remontrances de la part du chapitre et de curés du diocèse. Les jansénistes, adversaires des jésuites, ne ménagèrent ni discours violents, ni pamphlets diffamatoires afin d'amener l'autorité épiscopale à leur retirer la direction du séminaire. Le P. Philippe jugea même nécessaire de répondre directement aux reproches formulés contre son enseignement par un ancien curé du diocèse dans une lettre publique à l'évêque, datée du 17 février 1710. Sa réfutation fut imprimée sous le titre : *Plainte du P. Philippe, de la Cie de Jésus, supérieur du séminaire de Mgr l'Evêque de Tournay, à l'auteur de la lettre par laquelle on dénonce à Mgr l'Evêque de Tournay la doctrine que les Jésuites enseignent dans son séminaire*. S. l., 1710 ; petit in-4° 50 p. et 1 feuillet.

Mandé à Bruxelles par l'archevêque de Malines, le P. Philippe discuta les écrits et les lettres d'Arnold Quesnel et d'autres écrivains du même genre, et, à

l'invitation de Fénelon, il les censura. Sous le voile de l'anonyme, il publia une *Denunciatio theologiae Juveniance*, tout à fait péremptoire et dont la lecture amena plusieurs évêques de France à condamner ces erreurs. Il prit à cœur de défendre l'Eglise catholique et son ordre dans d'autres écrits. Deux de ses oraisons funèbres, l'une du roi d'Espagne, Charles II, prononcée à Luxembourg, en 1701, l'autre de l'évêque de Tournai mentionnée plus haut, furent imprimées.

Le P. Philippe abandonna, en 1715, les fonctions de président du séminaire. Il remplit, de 1719 à 1722, la charge de recteur du collège de Tournai; de 1722 à 1725, de recteur du collège de Lille et fut, de 1725 à 1732, provincial de Belgique. Pendant cette dernière période, il se rendit à Rome, à la congrégation générale de son ordre.

Un contemporain, le P. Hudsabault, dans une lettre du 12 avril 1743, nous a laissé ce portrait du P. Philippe :
 « Cet homme possédait les plus beaux
 « talents pour l'exercice de tant de ministères. Une pénétration très prompte
 « d'intelligence pour comprendre les
 « sciences et très apte à les expliquer
 « élégamment. Un jugement subtil, une
 « mémoire sûre, capable d'érudition
 « variée et tenace; une prudence dans
 « les affaires éprouvée longtemps dans
 « les embarras et les tracés du temps;
 « d'autres qualités remarquables encore
 « qui ont leur source dans la volonté,
 « par exemple : une grandeur d'âme
 « supérieure aux circonstances les plus
 « ardues et les plus contraires, une
 « propension naturelle et généreuse à
 « rendre service, un amour infatigable
 « de l'étude et du travail, une manière
 « d'agir droite et étrangère à toute dissimulation ». Tel fut l'homme que trois évêques de Tournai, le cardinal-archevêque de Malines et Fénelon honorèrent de leur estime et prirent comme conseiller.

Ernest Matthieu.

Sommervogel, *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*, t. VI, col. 679-681. — E. Soil, *Les maisons de la Compagnie de Jésus à Tournai* (Bruges, Desclée, 1889), p. 184-187.

PHILIPPI (*François*), pasteur protestant originaire d'Anvers. Il succède, en 1560, à Perrucel de la Rivière comme ministre de l'église wallonne ou française de Francfort-sur-le-Mein. Cette église était clandestine; elle fut dissoute par autorité de justice peu de temps après, et ceux de ses membres qui refusèrent de se ranger dans le camp luthérien, se virent obligés de quitter la ville. Philippi était naturellement dans ce cas. Il demanda un délai, faisant valoir qu'on était au cœur de l'hiver, que sa femme était enceinte et qu'il avait de petits enfants; on ne voulut rien entendre. Il partit donc de Francfort et gagna tant bien que mal Aix-la-Chapelle. Ici, il groupa autour de lui des ouvriers flamands et wallons qui avaient fui devant une très rigoureuse et sanglante répression de l'hérésie. Il y était encore en 1568 quand le prince d'Orange se décida à marcher contre le duc d'Albe et rendit au prince tous les services en son pouvoir. On ne sait rien de plus sur son compte. MM. Haag se sont trompés en supposant que notre Philippi pourrait bien être le curé de Saint-Pierre-le-Vieux, à Strasbourg, Pierre Philippi, déposé entre 1520 comme suspect de luthéranisme; or, son prénom s'y oppose aussi bien que la foi qu'il professe et la chronologie.

C'est à notre personnage surtout que Calvin adresse, le 27 octobre 1562, sa lettre destinée à : « Aux églises dissipées de Francfort » dans laquelle il rappelle à ses disciples que « nourrir l'insolence des adversaires c'est « faire injure à Christ ». François Philippi se le tient pour dit et, coup sur coup, il publie deux pamphlets qui, s'ils ne font pas triompher sa cause, sont cependant remarquables de logique et d'énergie. Le premier, un in-8° de 186 pages chif., porte pour titre : *La défense des églises étrangères de Francfort en Allemagne*. 1562, s. l. n. n. Le second, qu'on croit être sorti des presses d'Oporin, le célèbre imprimeur bâlois, est une : *Apologie pour les ministres de la Pa-*

role, etc.; in-12° de 223 pages, 1562. s. n. n. l.

Ch. Rahlenbeek

Haag, *la France protestante*, 1re éd., t. VIII, p. 225. — Kirchner, *Geschichte der Stadt Frankfurt a/M.*, t. II, p. 425. — *Troisième Jubilé séculaire de fondation, etc.* (Francfort, 1834), p. 49 et 52. — Ms. de la bibliothèque d'Aix-la-Chapelle. — Archives prov. de Liège, rôles de la rébellion de 1568-69. — Bibliothèque de Francfort s/M.

PHILIPPI (Guillaume), philosophe et médecin, né à Hal vers l'an 1600, mort à Louvain, le 20 mai 1665. Philippi appartenait à une famille honorable : son testament porte qu'il possédait « de heerlykheyt van Loter binnen » de stadt Halle ». Vers l'âge de quinze ans, il s'en vint à Louvain faire sa philosophie au collège du Lis; deux ans après, le 30 octobre 1617, lors du grand concours entre les quatre pédagogies, il fut proclamé troisième sur cent soixante-sept concurrents. Il semble qu'il prit ensuite un grade en théologie. En 1620, une des deux chaires secondaires du collège où il avait fait ses études philosophiques lui fut confiée. Tout en vaquant aux devoirs de sa charge, le jeune professeur trouva encore du temps pour étudier le droit civil et le droit canonique et prendre la licence en cette faculté. Bientôt il obtint, en vertu des privilèges de la faculté des Arts, un canonicat de la cathédrale de Bruges; son installation eut lieu le 24 janvier 1622. L'abbé Paquot dit qu'à propos de ce bénéfice il eut à soutenir un procès et qu'il le gagna devant le grand conseil de Malines le 30 septembre 1627; toutefois, il résigna son canonicat en faveur de François de Jonghe, son compétiteur. Philippi, qui n'était pas encore satisfait de ses deux ou trois diplômes, voulut leur joindre, en 1629, celui de licencié en médecine. Il aborda donc l'étude de l'art salutaire sans interrompre ses fonctions professorales. Un autre amour que celui de la science le porta sans doute à se ménager l'accès d'une carrière plus lucrative : nous voyons l'ex-chanoine — qui n'avait pas reçu les ordres majeurs — épouser une demoiselle Elizabeth Luyckx. Cette union lui amena un second procès. Son entrée en ménage avait eu

lieu sans que ses collègues du Lis en eussent été informés, et ceux-ci, l'ayant apprise par occasion, le poursuivirent devant le conseil de Brabant, prétendant que son mariage était incompatible avec la chaire de philosophie. Les juges décidèrent, le 30 septembre 1630, que désormais les professeurs de philosophie qui se marieraient seraient privés de leur chaire; que, toutefois, le défendeur serait maintenu dans la sienne. Dès qu'il se crût assez avancé dans ses études médicales, Philippi se rendit à l'université de Douai y subir l'examen de licencié. Plempius, le grand adversaire du cartésianisme dans notre pays, quittant en 1634 la chaire royale des Institutions, notre licencié la postula et l'obtint. Mais le 23 janvier 1635, lorsqu'il présenta ses lettres de nomination, les membres de la Faculté de médecine refusèrent de le recevoir dans leur corps, parce qu'il n'était pas gradué de l'université de Louvain. Après des discussions, on l'admit à commencer ses cours le 13 février, à condition qu'il se ferait agréger à la Faculté louverniste. Parmi ses élèves en philosophie, Philippi compta, en 1640 et 1641, le célèbre cartésien anversoïse, Arnold Geulinx, qui fut aussi son collègue à la pédagogie du Lis, de 1646 à 1658. Gérard van Gutschoven, encore un grand cartésien, étudia la médecine sous lui et l'ent, en 1635, pour examinateur et, plus tard, pendant de longues années, pour collègue. En 1660, il résigna sa chaire de philosophie, mais conserva celle de médecine, et mourut cinq ans après, le 20 mai 1665. Il fut enterré à Louvain, en l'église Saint-Michel.

Philippi a publié quatre ouvrages :

1. *Logica compendiosa tam philosophiam docentibus quem discentibus utilis*. Louvain, 1658; in-12°, 207 pages. Cette logique est fort sèche et fort subtile, et je n'y ai presque rien relevé de neuf. —
2. *Medulla logica*. Louvain, 1661; in-4°, 445 p. —
3. *Medulla metaphysica*. Louvain, 1663; in-4°, 300 p. —
4. *Medulla physica*. Louvain, 1664; in-4°, 336 p. L'abbé Paquot apprécie très défavorablement ces volumes; il les

trouve très peu *moellux* et très peu intéressants et il ajoute : *Omnia haec scripta Aristotelem referentia, adventante Cartesio, famam suam hauri diu tueri potuerunt*. Les quelques écrivains qui en ont parlé n'ont fait que répéter de confiance le jugement de Paquot. Mais il est de toute évidence que le grand biographe n'a vu que quelques pages de ces *Medulla*. En les lisant d'un bout à l'autre, j'ai constaté, à ma grande surprise, que l'auteur était un cartésien, et parfois même un cartésien avancé. Non pas qu'il nomme Descartes, mais il suit presque toujours ses sentiments, et même souvent il traduit ou transcrit des passages entiers de ses ouvrages. Sans doute, tout cela est joint aux subtilités scolastiques qui ont exclusivement frappé l'abbé Paquot, mais il n'en demeure pas moins vrai que les moelles de Philippi constituent le manuel de philosophie cartésienne le plus ancien en date de tous ceux qui ont jamais été publiés en pays catholiques. J'en ai fait l'analyse critique, d'une façon approfondie, dans mon *Histoire du cartésianisme en Belgique*.

Comme on pouvait s'y attendre, Philippi a montré mieux encore ses sentiments cartésiens dans les thèses imprimées qu'il faisait soutenir à ses élèves à la fin de l'année scolaire. L'internonce Jérôme de Vecchi fit censurer des thèses de ce genre en 1662. Voici celles qu'ont qualifiées les théologiens de l'université : « Ne peut-on pas, à bon droit, traiter de moutons ceux qui ont écrit sur la médecine ou sur la philosophie, par exemple, ceux qui l'ont fait de nos jours (si l'on excepte le seul René Descartes), puisque, comme des moutons, ils se sont suivis les uns les autres. — Par une certaine modification du mouvement, du repos, de la situation, de la figure, de la grandeur des petites parties de la matière, on explique parfaitement, clairement et distinctement les vertus de tous les médicaments, et pareillement les actions du corps; n'est-ce donc pas à juste titre que nous rejetons les qualités secondes comme des inutilités et des fictions poétiques,

« ce qu'elles sont en effet. — L'existence de l'âme ou de notre esprit est plus certaine et plus évidente que celle de notre corps. — Les arguments qu'on apporte pour prouver l'existence d'une âme dans les animaux, hormis ceux tirés de l'Écriture Sainte, ne sont ni convaincants, ni même probables. — Notre âme, à proprement parler, n'est pas dans le pied; elle n'est même pas dans la tête; mieux que cela, elle n'est dans aucune partie du corps. — Les animaux vivent (si toutefois ils vivent) plus sagement que les hommes. — Rien de nouveau sous le ciel, hormis l'âme raisonnable. — L'autorité dans les sciences naturelles peut et doit être dite le pont aux âmes. — La mortalité de l'homme dépend de son ignorance ». Ce sont bien là des manifestations de tendances cartésiennes très nettes. Philippi atténue plus ou moins certaines d'entre elles dans ses publications de 1663 et de 1664. Il n'en demeure pas moins cartésien quant au fond de ses pensées. Cet écrivain est assurément digne d'occuper une place à part dans notre histoire littéraire. Il faut reconnaître cependant qu'il n'est pas un disciple original, mais un écho du maître, malgré certaines atténuations inspirées par les enseignements de la théologie catholique, et surtout malgré sa doctrine occasionnaliste plus franche que celle de Descartes, et presque aussi franche que celle de Geulinx, son élève et collègue.

Georges Monchamp.

Les préfaces et les éloges versifiés des ouvrages de Philippi. — Paquot, *Mémoires pour servir à l'histoire littéraire des Pays-Bas* (Louvain, 1765), t. VI, p. 212-215. — Monchamp, *Histoire du cartésianisme en Belgique* (Bruxelles, 1886), *passim*. — Reusens, *Analectes*, t. XX (Louvain, 1886), p. 376-380.

PHILIPPI (Henri), chronologiste, naquit le 30 mars 1575 à Presseux, paroisse de Saint-Pierre-Chevigny, terre de Saint-Hubert, actuellement dans le Luxembourg belge. Le lieu de sa naissance n'avait pu être, jusqu'à présent, déterminé d'une façon précise, mais la qualification de *Prescensis*, que rapporte Sommervogel, probablement d'après la

lettre-circulaire annonçant la mort de Philippi, — en la faisant suivre d'un point d'interrogation, il est vrai, — ne peut laisser aucun doute à cet égard. Si dans les titres de deux de ses ouvrages il s'intitule lui-même *Gallo-Belga, S. Hubertensis*, il faut attribuer le dernier qualificatif à cette circonstance que Presseux faisait partie de la terre de Saint-Hubert; Philippi aura préféré se rattacher à la localité rendue célèbre par son ancienne abbaye, alors que l'appellation de *Prescensis* ne devait avoir aucune signification pour les Autrichiens, au milieu desquels il vivait. Ne nous étonnons donc pas de voir Ph. Alegambe, qui a cependant publié sa *Bibliotheca scriptorum Societatis Jesu* en 1643, sept ans seulement après la mort de notre chronologiste, écrire que celui-ci était *natione Belga, patria Arduennas, ex S. Huberto*, assertion reproduite par Moreri, dans son *Dictionnaire historique*. D'autre part, le manuscrit luxembourgeois *Viri illustres*, de la fin du XVII^e siècle, renseigne notre jésuite comme natif des environs de Jamoigne, localité sise dans le Luxembourg également, non loin de Presseux; Neyen le fait naître à ou près de Jamoigne et Neumann à Jamoigne même. Enfin, Auguste De Backer et Sommervogel, se rapprochant davantage de la vérité, le disaient né dans les environs de Saint-Hubert.

A l'âge de vingt-deux ans, il entra dans la Compagnie de Jésus, où il fut admis le 26 août 1597, dans la province d'Autriche; les anciens biographes nous apprennent qu'il avait pris le grade de docteur en théologie et qu'il enseigna la grammaire, les humanités et la rhétorique, les mathématiques et, pendant cinq ans, la philosophie, la théologie et l'écriture sainte, dans les universités de Gratz, de Vienne et de Prague; il fut également prévôt de la maison professe de Vienne et, pendant quatre ans, instructeur de la troisième année. Ces renseignements sont confirmés par les données que nous fournissent les titres de ses livres: en février 1621, il était professeur d'écriture sainte à l'université

de Prague; en juillet 1624, professeur de physiologie et de mathématiques à la cour de l'archiduc Ferdinand-Ernest d'Autriche, et de 1633 à 1635 il est cité comme ancien professeur d'écriture sainte à l'université de Vienne.

S'il fut amené, au cours de sa carrière de professeur, à s'occuper de sciences diverses, il ne s'adonna cependant spécialement qu'à une seule, la chronologie ecclésiastique, à laquelle il consacra un certain nombre de publications.

Le 25 février 1621 il soumet au prévôt provincial de la Société de Jésus, en Autriche, un premier ouvrage, *Introductio chronologica*, où il traitait, comme il le disait lui-même dans son sous-titre, du comput ecclésiastique adapté à la chronologie. Ayant obtenu l'imprimatur, il dédia son travail à l'archiduc Charles d'Autriche, évêque de Breslau et de Brescia, grand maître de l'Ordre Teutonique; dans sa dédicace, datée du collège de Klagenfurt, le 7 août 1621, jour anniversaire de la naissance de l'archiduc, il rappelle que celui-ci s'est intéressé aux mathématiques au collège de Prague et a protégé le gymnase de Glatz (Silésie).

En 1624, il fit paraître à Cologne sa *Generalis synopsis sacrorum temporum*, donnant la chronologie depuis la création du monde jusqu'à Constantin le Grand et adaptée pour l'intelligence de l'écriture sainte. Il avait obtenu la permission d'imprimer ce volume le 3 février 1624 et, par lettre datée du Collège de Jésus, à Vienne, le 25 mars 1624, il l'avait dédié à Ferdinand-Ernest, archiduc d'Autriche, fils et héritier de l'empereur Ferdinand II; il nous y apprend que l'archiduc, auquel il avait montré quelquefois son travail, l'avait lu avec plaisir et non sans fruit, ce qui l'avait engagé à le publier sous l'égide du nom de ce prince, auquel d'ailleurs « il devait » tant.

Quatre ans plus tard, il achevait ses *Quaestiones chronologicae de annis Domini, Julianis et Nabonassari et aera mundi judaica apte in'er se componendis*, où il traitait des différents systèmes de chronologie et de leur concordance et qu'il

fut autorisé à imprimer, le 10 août 1628; il ne le publia cependant qu'en 1630, en même temps que ses *Quaestiones chronologicae de annis nati et passi Salvatoris*, qu'il avait terminées dans l'intervalle et pour lesquelles on lui avait accordé l'*imprimatur* le 6 avril 1630. C'est encore à l'archiduc Ferdinand, devenu depuis roi de Bohême et de Hongrie, qu'il dédia ces deux œuvres.

En 1634 il fit paraître, mais sans son nom, des *Tabulae annorum expansorum pro chronologia ecclesiastica*; la même année, au mois de mai, il terminait un *Manuale chronologicum veteris testamenti*, qu'il ne fit cependant imprimer que l'année suivante. C'est également de 1635 que date la première édition de son *Tractatus de Olympiadicis*.

Philippi allait encore mettre au jour plusieurs travaux terminés depuis quelques années, lorsque sa mort, arrivée le 30 novembre 1636, vint arrêter le cours de ses publications, en même temps qu'elle laissait inachevés différents traités de chronologie destinés à compléter la série de ses œuvres.

Au commencement de 1632 déjà, il avait écrit un *Chronologiae veteris testamenti accuratum examen*, dédié à la maison d'Autriche; nous l'y voyons, dans un avis au lecteur, exprimer l'espoir de pouvoir achever toute la chronologie sacrée en trois livres : le premier consacré au Pentateuque; le second aux livres de Josué, des Juges, de Ruth, des quatre Rois, des deux Paralipomènes, d'Esdra et de Nehemia, et le troisième aux livres de Tobie, de Judith, d'Esther et des Prophètes, en terminant par les deux livres des Machabées.

Accomplissant ce programme, il écrivit successivement des *Notae et quaestiones chronologicae in pentateuchum Moysis*, qu'il fait approuver le 4 juin 1632 et qu'il dédie à Ferdinand III, le 1^{er} janvier 1633; des *Notae et quaestiones chronologicae in libros Josue, Judicum, Ruth, Regum, Paralipomenon, Esdrae, Nehemiae*, dédiées au même, le 27 mars 1633, et approuvées le 2 juillet suivant; des *Notae et quaestiones chronologicae in libros Tobiae, Judith, Esther, nec non Prophetas*

maiores et minores, dédiées le 6 janvier 1635 à l'archiduc Léopold; et, enfin, des *Notae et quaestiones chronologicae in duos libros Machabæorum*.

La publication de ces œuvres ayant été retardée par la guerre, pendant laquelle il suivit son protecteur le roi de Hongrie et de Bohême, Philippi vit son dessein prévenu par la mort : ce fut son ami et éditeur Jean Kinckius, de Cologne, qui se chargea de les publier, ce qu'il fit déjà quelques mois après la mort du jésuite, en mars et en avril 1637.

Les différents ouvrages consacrés par Philippi à la chronologie, s'ils ne sont plus employés aujourd'hui, n'en témoignent pas moins d'un travail considérable et d'une méthode rigoureuse et devaient avoir, à l'époque où ils ont paru, une très grande utilité.

Comme on l'a vu plus haut, Philippi dédia plusieurs de ses ouvrages à la maison d'Autriche et à différents de ses membres, spécialement à l'archiduc Ferdinand-Ernest, devenu dans la suite roi de Hongrie et de Bohême sous le nom de Ferdinand III : c'est qu'en effet il s'attacha tout particulièrement à la fortune de ce dernier prince, dont il fut le précepteur et dont il devint le confesseur en 1635.

Ferdinand-Ernest avait reçu des Jésuites une forte instruction religieuse et scientifique et garda toute sa vie un goût prononcé pour les études. Son biographe, Stieve, nous rapporte qu'il avait acquis beaucoup de connaissances, surtout en philosophie, et qu'il s'occupa dans la suite de mathématiques, d'astronomie, de chimie et de sciences naturelles, prenant plaisir à fréquenter les savants et à les attacher à sa cour.

L'influence de l'enseignement de Philippi avait donc dû être grande sur le jeune prince, étant donnés les goûts de de celui-ci, et il est probable que ce n'est pas par simple flatterie de précepteur ou naïve vanité d'auteur que notre jésuite rappelle dans la dédicace de sa *Generalis synopsis*, publiée en 1624, que Ferdinand-Ernest, alors âgé de seize ans, avait pris intérêt au travail et en avait retiré

du fruit. Il est très possible même que l'archiduc ait lui-même traité devant son professeur quelque question de chronologie, comme le comte de Falkenstein le faisait en juillet 1624, dans l'auditoire de philosophie de Ferdinand-Ernest, ou encore quelque question de physique, comme devait le faire son frère, l'archiduc Léopold-Guillaume, en 1631.

Quoi qu'il en soit, l'ancien précepteur sut toujours garder une réelle influence sur son élève d'autrefois et, en février 1635, ce dernier le prit pour confesseur en remplacement du capucin espagnol Quiroga; ce fut, pense Stieve, sur la recommandation du jésuite luxembourgeois, Guillaume de Lamormaini, confesseur de l'empereur Ferdinand II, père du roi de Hongrie, heureux, sans doute, d'obliger un compatriote dont il avait su apprécier les mérites. Ce n'était donc passeulement Ferdinand III qui priait Philippi, et le fait suivant vient nous prouver en quelle estime notre jésuite était tenu par les princes de la maison d'Autriche : l'empereur Ferdinand II ayant, en 1629, ordonné que les biens ecclésiastiques dont les protestants s'étaient emparés fussent rendus aux églises dépouillées, une vive polémique s'éleva quand il s'agit d'exécuter cette ordonnance et Ferdinand dut avoir recours aux avis et aux lumières de ses conseillers pour défendre sa manière de voir : c'est ainsi que nous voyons le Père Guillaume de Lamormaini, un P. Lucas et notre Père Philippi trancher une question de droit relative à la restitution des biens d'un convent des environs de Magdebourg (1).

Les conseils du nouveau confesseur furent bien souvent écartés par Fer-

dinand III, même dans le domaine politique, quoi qu'en ait dit un contemporain (1), car Stieve n'est pas éloigné de croire que ce fut à son instigation que le roi s'occupa moins activement de la guerre dès 1635.

Philippi ne quitta désormais plus Ferdinand III et c'est près de lui qu'il mourut, à l'âge de soixante et un ans, le 30 novembre 1636, à Ratisbonne, où se trouvait réunie la diète qui devait, un mois après, choisir son protecteur comme roi des Romains.

Voici la bibliographie des œuvres de Philippi : 1. *Introductio chronologica, sive opusculum de computo ecclesiastico ad chronologiam accommodato*. Cologne, J. Kinckius, 1621; in-4°, 72 p., sans la dédicace et le calendrier, 2 planches. 2^e édit., mêmes lieu et éditeur, 1637. — 2. *Generalis synopsis sacrorum temporum, continens seriem annorum ab orbe condito ad Constantini Magni imperium, sacrarum literarum intelligentiae accommodata*. Cologne, J. Kinckius, 1624; in-4°, 75 p., plus 135 p. de *Tabulae synopsis chronologicae*. — 3. *Quaestiones chronologicae de annis Domini, Julianis et Nabonassari : et aera mundi judaica apte inter se componendis*. Cologne, J. Kinckius, 1630; in-4°, 154 p., sans les liminaires et les tables. — 4. *Quaestiones chronologicae de annis nati et passi Salvatoris*. Cologne, J. Kinckius, 1630; in-4°, 108 p.; 2^e édit., Cologne, 1653; in-4°. — 5. *Tabulae annorum expansorum pro chronologia ecclesiastica*. Vienne, 1634 (v. n° 7). (Publié sans nom d'auteur.) — 6. *Manuale chronologicum veteris testamenti*. Anvers, J. Meursius, 1635; in-8°, 293 p., sans les liminaires et la table. — 7. *Tractatus de Olympiadibus*. Vienne, 1635; 2^e édition, Cologne, J. Kinckius, 1637; in-4°, 29 p.; avec *Tabulae annorum expansorum, secundis curis elaboratae*, 92 p. — 8. *Chronologiae*

(1) Leur avis motivé est publié dans l'*Astrum inextinctum* du bénédictin Rom. Hay (en 1636), sous le titre : *Consilium Bergense Trion Patrum Societatis Jesu, quod Sac. Cæs. M. jure teneatur monasterium Bergense prope Magdeburgum Ordini (et non Ordinibus), comme l'imprime Sommervogel) S. Benedicti et Bursfeldensi congregationi restituere*. Le factum est signé : « P. Philippus » Henri PPlus. P. Lucas. Guilielmus Lamormaini ». Cette qualification de prévôt montre que ce P. Philippus Henrici ne peut être que le P. Henri Philippi, prévôt de la maison professe de Vienne : c'est d'ailleurs ainsi que l'a compris Sommervogel.

(1) Alegambe trace de Philippi le portrait suivant : *Palatinis eo maxime nomine carus et admirabilis, quod nihil illi de aula moribus aut facis adhaeresceret. Tanti Principis quo utebatur benevolentissimo gratiam nunquam nisi ad pias causas, idque etiam parcissime invocavit. Suis intentus lucubrationibus, quid fortis ageretur nihil pensi habebat*.

veteris testamenti accuratum examen. Cologne, J. Kinckius (1637); in-4°, 17 p. — 9. *Notae et quaestiones chronologicae in pentateuchum Moysis*, Cologne, J. Kinckius, 1637; in-4°, 258 p., sans la dédicace. — 10. *Notae et quaestiones chronologicae, in libros Josue, Judicum, Ruth, Regum, Paralipomenon, Esdrae, Nehemiae*. Cologne, J. Kinckius, 1637; in-4°, 268 p., sans la dédicace et la table. — 11. *Notae et quaestiones chronologicae in libros Tobiae, Judith, Esther, nec non Prophetas majores et minores*. Cologne, J. Kinckius, 1637; in-4°, 263 p., sans la dédicace et la table. Il est à remarquer qu'Alegambe renseigne des *Notae et quaestiones chronologicae in Prophetas majores et minores*, publiées à Anvers, chez J. Meursius, en 1636, et non reprises par Sommervogel, *verbo* Philippi. — 12. *Notae et quaestiones chronologicae in duos libros Machabaeorum*. S. l., 76 p.; in-4°.

Outre les ouvrages dont les titres précèdent, A. De Backer et Sommervogel renseignent encore les thèses suivantes, discutées sous la direction du Père Philippi : a. *Propositiones chronologicae de sex aetatibus mundi*, présentées en juillet 1624 par Jean-François Thrauthson, comte de Falkenstein. Vienne, M. Formica, 1624; in-4°. — b. *Baronis Ladislai Forgacz. Theses animasticae de sensibus*. Vienne, 1624; in-4°, 10 ff. — c. *Exercitatio Physica in qua... Leopoldus Guilielmus, Archidux Austriae... defendet Vitam humanam nullo vel hominum vel angelorum subsidio aeternare posse*. Vienne, G. Gelbhaar, 1631; in-fol., 42 p.

J. Vannérus.

Ph. Alegambe, *Bibliotheca scriptorum societatis Jesu* (1643), p. 476. — L'anonyme luxembourgeois, *Viri illustres*, t. I, n° 75. — Bertholet, *Histoire du duché de Luxembourg* (1743), t. VIII, p. 494. — Morel, *Dictionnaire historique* (1759), p. 288. — Neyen, *Histoire de la baronnie de Jamoigne*, dans le t. X (p. 79, 1834) des *Publicat. de la Société archéol. de Luxembourg*. — J. Neumann, *Notices biographiques sur les auteurs luxembourgeois*, dans le t. XV (p. 330, 1839) du *Bulletin du bibliophile belge*. — Neyen, *Biographie luxembourgeoise*. — Aug. de Backer, *Bibliothèque des écrivains de la Compagnie de Jésus*, t. II (1872), col. 1937-1939. — *Allgemeine Deutsche Biographie*, t. VI (1877), *verbo* Ferdinand III. — C. Sommervogel, *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*, *Bibliographie*, t. IV (1893), et t. VI (1895).

PHILIPPI (*Pierre*). Voir PHILIPS.

PHILIPPINE DE FLANDRE naquit vers 1279 ou 1280 et mourut en mai 1306. Elle était fille du comte de Flandre, Guy de Dampierre, et d'Isabeau de Luxembourg. Peu de temps après sa naissance, il fut question de la marier avec le prince Edouard, fils aîné de Edouard I^{er}, roi d'Angleterre. Mais les négociations entamées alors n'aboutirent pas et ne furent reprises qu'en 1293. L'Angleterre se préparait à cette date à la guerre contre la France; elle cherchait des alliés sur le continent et espérait profiter des dissensions profondes qui divisaient le comte Guy et son suzerain Philippe le Bel. Les projets matrimoniaux, dont Philippine était l'objet, ne pouvaient plus avoir l'assentiment de ce dernier, bien qu'il les eût approuvés lorsqu'il en avait été question une première fois. Il craignait que ce mariage n'entraînât la Flandre dans l'alliance anglaise. Aussi les négociations furent-elles conduites secrètement. Edouard I^{er} envoya en Flandre Guillaume, comte de Pembroke, et Antoine Beck, évêque de Durham, pour arrêter les conditions du mariage. Guy choisit d'abord comme plénipotentiaires Rasse de Gavre et Jean de Piquigui, vidame d'Amiens, puis Roger de Ghisteltes, Jacques de Aqua, professeur ès lois, et Jean de Menin. Les conférences eurent lieu à Lierre, dans les Etats du duc Jean de Brabant, dont Guy de Dampierre désirait obtenir l'approbation et le patronage. Par le traité conclu dans cette ville, le 31 août 1294, le comte de Flandre s'engageait à payer à sa fille une dot de 200,000 livres tournois et le roi d'Angleterre assignait à Philippine, comme douaire, le comté de Ponthieu ou des terres de même valeur en Angleterre. La jeunesse des fiancés empêcha de célébrer immédiatement le mariage: on remit l'accomplissement de cette cérémonie au moment où le prince Edouard et Philippine auraient atteint l'âge nubile.

Le traité de Lierre ne liait pas politiquement le comte de Flandre au roi

d'Angleterre. Guy entendait alors encore observé la neutralité entre les belligérants. Mais Philippe le Bel, instruit bientôt de ce qui s'était passé, n'en fut pas moins profondément irrité. Par suite du mariage projeté, le comté de Flandre, successeur par les femmes, aurait pu tomber quelque jour au pouvoir du roi d'Angleterre, ce qui constituerait un grave danger pour la puissance des souverains français. Aussi le monarque se hâta-t-il de mander à sa cour Guy de Dampierre, sous prétexte « d'avoir conseil à Paris, avec les autres » barons, de l'état du royaume ».

Arrivé en France, le comte de Flandre notifia officiellement à son suzerain les fiançailles de Philippine, en rappelant qu'elles avaient eu autrefois l'approbation royale et affirmant que, nonobstant ce lien qui l'unissait au roi d'Angleterre, il entendait accomplir fidèlement les devoirs que sa vassalité lui imposait. Mais cette assurance ne satisfait nullement Philippe le Bel. Il fit emprisonner Guy, ainsi que deux de ses fils qui l'avaient accompagné, et leur rendit la liberté seulement lorsque le comte eut consenti à ce que Philippine fût élevée à Paris. Guy dut accéder à cette prétention. Des officiers du roi, envoyés en Flandre, amenèrent au Louvre la jeune princesse. Le roi, dont elle était la filleule, la fit élever avec ses propres enfants, laissant le soin de son éducation aux personnes qui l'avaient entourée à la cour de Flandre, lui assignant un service composé de quatre chapelains, de plusieurs gouvernantes ou demoiselles d'honneur et de quatorze domestiques. Déjà, au *xiv^e* siècle, on affirmait que Philippine subit au Louvre une cruelle détention et qu'elle mourut victime de la haine que la reine de France, Jeanne de Navarre, portait à Guy et à sa famille. Des historiens contemporains ont admis et reproduit ces affirmations, dans lesquelles la critique reconnaît une légende.

Philippine ne quitta plus la France. En 1298, ses frères firent, mais en vain, appel à l'intervention du pape Boniface VIII pour obtenir qu'elle leur

fût rendue. Elle demeura captive, même lorsque le traité d'Athis sur Orge eut rétabli la paix entre la France et la Flandre, et mourut en mai 1306. Sa mort provoqua contre la famille royale de France des accusations d'empoisonnement qui sont sans fondements.

Alfred De Ridder.

Pirenne, *Histoire de Belgique*, t. I. — Kervyn de Lettenhove, *Histoire de Flandre*, t. II. — Funck-Brentano, *Philippe le Bel en Flandre*. — Varenbergh, *Histoire des relations diplomatiques entre le comté de Flandre et l'Angleterre au moyen-âge*.

PHILIPPINE DE HAINAUT naquit vers 1304 et mourut en 1369. Elle était la seconde fille du comte de Hainaut, Guillaume I^{er} d'Avesnes, dit le Bon, et de Jeanne de Valois, nièce du roi de France, Philippe le Bel. En 1326, Isabelle de France, sœur de Jeanne et femme d'Edouard II, roi d'Angleterre, accompagnée de son fils Edouard, vint demander au comte de Hainaut des secours contre son mari avec lequel elle se trouvait brouillée. « Adonc », raconte Froissart, « avoit le comte Guillaume quatre filles, Marguerite, Philippe, Jeanne et Isabelle, de quoi le jeune Edouard, qui fut puis roi d'Angleterre, s'adonna le plus et s'inclinoit de regard et d'amour sur Philippe que sur les autres; et aussi la jeune fille le connaissait le plus, et lui tenait plus grand'compagnie que nulles de ses sœurs ». La reine Isabelle signa un contrat de mariage entre son fils et Philippine et obtint un secours de 2.000 hommes d'armes, commandés par Jean de Beaumont, frère du comte Guillaume. Les chevaliers hennuyers aidèrent Isabelle à détrôner son mari et à faire proclamer roi d'Angleterre le jeune Edouard. En 1328, la reine envoya sur le continent une ambassade composée de Roger Northborough, évêque de Lichfield et de Coventry, de deux chevaliers bannerets et de deux clercs, pour chercher Philippine. La nécessité d'obtenir des dispenses du pape — les deux fiancés étant cousins germains — retarda quelque peu le départ de la jeune princesse. Lorsque le Souverain Pontife eut donné les facultés nécessaires, le ma-

riage se fit par procuration à Valenciennes. Conduite par son oncle Jean de Beaumont, Philippine débarqua à Douvres, et de là se rendit à Londres où des fêtes somptueuses, qui ne durèrent pas moins de trois semaines, accompagnèrent son mariage et son couronnement.

Lorsque la guerre de Cent ans éclata, Philippine, dès le début des hostilités, rejoignit son mari en Brabant. Elle séjourna longtemps, au milieu d'une cour brillante, à Louvain et à Anvers. Dans cette dernière ville, elle accoucha d'un fils au mois de décembre 1333. Edouard III contracta, en 1339, alliance avec les communes flamandes et retourna en Angleterre pendant l'année 1340, pour y assister au parlement qu'il avait convoqué à Westminster. Mais il avait fait à ses alliés la promesse d'un prompt retour et, pour garantir sa parole, leur avait laissé en otages des chevaliers anglais. De plus, la reine alla s'établir à Gand, à l'abbaye de Saint-Pierre, où « souvent étoit », raconte Froissart, « visité et conforté d'Artevelle, des seigneurs, des dames et des damoiselles » de Gand ». C'est à l'abbaye de Saint-Pierre que Philippine de Hainaut mit au monde un fils connu dans l'histoire sous le nom de duc de Lancastre. Catherine de Coster, femme de Jacques d'Artevelde, étant devenue, vers la même époque, également mère d'un fils, la reine d'Angleterre, assure-t-on, fut marraine de l'enfant, qui reçut le prénom de Philippe. Philippine se trouvait encore à Gand lorsqu'elle apprit que Edouard III, revenant en Flandre, avait anéanti devant l'Ecluse, le 22 juin 1340, une importante flotte française. Elle s'empressa d'aller le rejoindre et le féliciter de sa victoire. Plus tard, la reine suivit en France son mari, lorsque le monarque entreprit l'expédition qui devait aboutir à la bataille de Crécy (26 août 1346), et, au mois d'octobre suivant, l'accompagna en Flandre, visitant avec lui Ypres, Gand et Ath. Pendant qu'Edouard III entreprenait le siège de Calais, les Ecossais, encouragés par le roi de France, envahirent l'An-

gleterre. A l'appel de la reine Philippine, qui se trouvait alors à York, une armée anglaise se concentra rapidement. Les belligérants se rencontrèrent à Neville's Cross, les Ecossais furent complètement défaits et leur roi David Bruce tomba entre les mains des Anglais. La reine l'emmena avec elle à Londres, où elle le fit enfermer à la Tour. Sitôt après, certaine que son royaume ne serait plus troublé par des invasions écossaises, elle alla trouver son mari sur le continent. On l'y vit aux côtés d'Edouard III au jour où le comte de Flandre, Louis de Male, contraint par les communes flamandes, arriva, le 14 mars 1347, à l'abbaye de Saint-Winoc, près de Bergues, pour y demander au roi d'Angleterre la main de sa fille Isabelle. Vers la même époque, la reine se rendit avec Edouard III au siège de Calais. Il fallut une année entière aux troupes anglaises pour s'emparer de la place. La ville dut se rendre après une vigoureuse résistance et ses habitants n'obtinrent la vie sauve qu'en mettant six d'entre eux à la merci du roi. Si l'on en croit le récit de Jean le Bel, le monarque aurait ordonné de décapiter les victimes qui se présentèrent devant lui et parmi lesquelles se trouvait Eustache de Saint-Pierre. Les bourgeois de Calais n'auraient dû la vie qu'aux pressantes instances de la reine Philippine.

L'exactitude des faits rapportés par le chroniqueur a été contestée. Bréqui-gny, se basant sur des documents découverts en Angleterre, affirme que le roi Edouard III accorda des faveurs compromettantes aux bourgeois de Calais et surtout à Eustache de Saint-Pierre. De l'avis des derniers historiens de la guerre de Cent ans, les faits sont obscurs.

Les trêves, qui suivirent bientôt la prise de Calais, ramenèrent Philippine de Hainaut en Angleterre. L'histoire ne fait plus guère mention d'elle, d'une manière spéciale, à dater de ce moment. Elle mourut à Windsor, en 1369, à l'âge de soixante-cinq ans, et fut enterrée à Westminster. Elle avait donné le jour à sept fils ainsi qu'à cinq filles. Trois de ses fils et une fille lui survécurent.

Froissart fait un vif éloge de « la bonne dame roine d'Angleterre, qui tant de biens avoit faits en son vivant et réconforté tant de chevaliers, de dames et de damoiselles, et si largement donné et départi le sien à toutes gens, et qui si naturellement avoit toujours aimé ceux et celles de la nation de Hainaut, le pays dont elle fut née ».

Alfred De Ridder.

Froissart, *Chroniques*. — Jean le Bel, *Chroniques*. — Vinchant, *Annales de la province et comté de Hainaut*. — Kervyn de Lettenhove, *Histoire de Flandre*. — Varenbergh, *Histoire des relations diplomatiques entre le comté de Flandre et l'Angleterre au moyen-âge*. — Richard Green, *Histoire du peuple anglais*.

PHILIPPINE DE LUXEMBOURG, fille aînée de Henri II, comte de Luxembourg, et de Marguerite de Bar, fut mariée à Jean d'Avesnes, damoiseau de Hainaut, qui devint, en 1280, comte de Hainaut, de Hollande, de Zélande et seigneur de Frise. Cette princesse ne prit qu'une faible part aux affaires politiques de ces pays, du vivant de son mari. On la voit cependant intervenir dans plusieurs actes.

Par lettres datées de juillet 1289, le comte Jean régla l'administration du douaire de la comtesse, sa femme. Le 2 février 1290, celle-ci reconnut que Gui, comte de Flandre, s'était porté caution du paiement de 1,900 livres de Flandre, qui devaient être comptées à Roger Bigod, comte de Norfolk, maréchal d'Angleterre, à l'occasion de son mariage avec Adèle, sa fille. Le 15 octobre 1292, elle mit son sceau à une chartre par laquelle Jean d'Avesnes promit d'indemniser le duc de Brabant et son frère Godefroid, seigneur d'Aerschot et de Vierson, des dépenses à résulter de l'occupation du château du Quesnoy.

La comtesse Philippine se trouvait avec son mari et ses enfants à Maubeuge, lors de la rébellion de cette ville, qui donna lieu à la sentence du 22 décembre 1293. Elle prit part, d'après Vinchant, à la fondation des Chartreux à Marlis, près de Valenciennes. En mars 1295, elle confirma à l'abbaye de Bonne-Espérance une donation que lui avait faite

Jean d'Avesnes. Le 15 mars 1302, le pape Boniface VIII accorda au comte et à la comtesse le privilège de ne pouvoir être excommuniés, eux et leurs domaines, sans une permission expresse du Saint-Siège.

Le 18 mars 1303, Jean d'Avesnes et sa femme firent leur testament. Par cet acte, ils instituèrent, pour le salut de leurs âmes et de celles de leurs ancêtres, cinq chapellenies, la première à Binche, la deuxième au Quesnoy, la troisième à Bouchain, la quatrième à Valenciennes et la cinquième à Renaut-Folie ou au château de Mons. Une rente viagère de 3,000 livres de blancs fut assignée à la comtesse sur la forêt de Mormal.

Le 20 septembre de la même année, la comtesse Philippine régla avec les délégués du roi de France, en la ville de Valenciennes, les conditions du mariage projeté entre son fils Guillaume et Jeanne, fille aînée de Charles, comte de Valois, et nièce du roi de France, Philippe le Bel. Elle prit l'engagement de faire exécuter ces conditions par son mari et par son fils. Toutefois, le mariage n'eut lieu qu'en mai 1305.

En 1304, à l'époque des Pâques, la comtesse Philippine se rendit à la cour de France et obtint du roi des lettres en faveur du Hainaut. Le 3 septembre suivant, elle donna son consentement à l'accord fait entre Jean d'Avesnes et le comte de Luxembourg, au sujet des terres de La Roche, de Durbuy et de Poilvache.

Quelques jours avant la mort de Jean d'Avesnes, ce prince et la comtesse Philippine ajoutèrent certaines dispositions à leur testament. Ils déclarèrent notamment que les acquêts par eux faits dans le Hainaut et ailleurs durant leur mariage devaient appartenir au dernier vivant des époux. Puis ils mandèrent à leur fils Guillaume de donner son gracieux assentiment à cet acte et à leur testament et à en garantir l'exécution : ce qu'il s'empressa de faire.

Au décès de son mari, arrivé le 11 septembre 1304, la comtesse Philippine, après avoir recommandé son âme aux prières de l'ordre de Prémontré, prit

les rênes du gouvernement du Hainaut, au nom de son fils Guillaume. Le 20 janvier 1305, celui-ci promit de maintenir tout ce que sa mère ferait pour l'accomplissement de la paix avec le comte de Luxembourg. Dans une réponse qu'elle écrivit à l'évêque de Strasbourg, qui lui avait adressé des lettres de condoléance, la comtesse lui fit remarquer que le comte son fils avait atteint sa majorité et qu'il administrerait librement ses terres et ses comtés. Mais tout porte à croire que le gouvernement de la Hollande et de la Zélande exigeait alors la présence du comte Guillaume en ces pays. Par lettres du 29 septembre 1305, ce prince donna à sa mère des pouvoirs très étendus dans le Hainaut, vu l'impossibilité où il se trouvait de séjourner dans ce comté. Le lendemain, il confirma de nouveau les dispositions testamentaires de ses père et mère, et les assignations accordées à celle-ci.

La comtesse Philippine manifesta, en plusieurs circonstances, ses sentiments religieux. Le pape Clément V lui permit de visiter librement les monastères de l'ordre de Cîteaux et des personnes recluses, ainsi que les couvents des Frères-Prêcheurs et des Frères-Mineurs, même accompagnée de ses filles et d'une suite de dames honnêtes. Elle fit entrer dans son conseil maître Jean, chambellan et vicaire général de l'évêque de Cambrai. Elle y retint aussi Baudouin du Caisnoy, doyen de Soignies.

Lors du couronnement de Henri de Luxembourg, roi des Romains, à Aix-la-Chapelle, qui eut lieu le 6 janvier 1309, la comtesse Philippine se transporta à Cologne pour intéresser ce prince à la cause du comte de Hainaut contre l'évêque de Liège, au sujet de la terre et seigneurie de Mirwart. N'ayant rien pu obtenir de lui, elle revint en Hainaut et excita son fils à lever une forte armée et à assiéger la ville de Thuin. C'est ce que fit le comte Guillaume, qui finit cependant par se soumettre à un arbitrage.

En février 1309, la comtesse Philippine prit avec son fils l'obligation de payer annuellement, pendant cinq ans,

300 livres de petits tournois à Gilles, seigneur de Berlaimont, chevalier, pour l'indemniser des dommages que le comte Jean lui avait causés en faisant brûler son château. Ils firent, le 20 septembre suivant, une convention avec l'évêque de Liège, concernant la ville de Thuin et le château de Mirwart. Par des lettres datées de Pontoise le 25 septembre 1310, ils reconnurent devoir à Jean Nevelon, orfèvre à Paris, la somme de 1,050 livres tournois pour une couronne d'or destinée à la comtesse Jeanne. Le 27 du même mois, ils s'accordèrent ensemble pour le paiement des frais que leur avait occasionnés le siège de Thuin. A la même époque, il fut fait un relevé des dépenses supportées par la comtesse Philippine pour l'entretien de l'armée qui avait campé à Trimpont, près de Papignies, pendant la guerre avec la Flandre, à cause des terres dites de débat.

Le 13 novembre suivant, la comtesse Philippine, voulant récompenser Mathieu le Keut de ses bons services, lui fit don de deux pièces de terre. Le 13 février 1311, elle promit d'obtenir du comte Guillaume le pardon de Sohier d'Enghien, chevalier, châtelain de Mons et seigneur d'Havré, moyennant le paiement d'une somme de 6,000 livres tournois. Sohier d'Enghien s'était rendu coupable de plusieurs actes de rébellion contre l'autorité du prince du pays.

La comtesse Philippine mourut peu de temps après. Elle fut, selon son désir, inhumée à Valenciennes, en l'église des Frères-Mineurs, auprès du corps de son mari. Leur tombe s'élevait au milieu du chœur; elle était en marbre noir, surmontée de deux statues couchées, en pierre blanche, et décorée de nombreux écus armoriés. On y lisait cette épitaphe, à la suite de celle du comte : *CHY GIST PHELIPPE LE SENÉE, — QUI JADIS FU EXTRAICTE ET NÉE — DE LUZEMBOURG, COMME ON RECORDE, — D'AGE FU BIEN ENDOCTRINÉE. — A DIEU SERVIR ABANDONNÉE — DE CŒUR ET DE CORPS SANS DISCORDE, — GRAND JOYE FU DE LA CONCORDE, — MOURANT AINSY QUE DIEU L'ACCORDE, — MIL TROIS CENS ET UNZE ANNÉE. — DE L'AME AIT DIEU*

MISÉRICORDE, — GRAND BIEN SERA S'ACCE S'ACCORDE, — CAR MIEUX NE PEULT ESTRE ASCEURÉE.

Les pieux époux avaient fondé en l'église des Frères-Mineurs, deux obits qui se célébraient au mois d'octobre.

Léopold Devillers.

Trésorerie des chartes des comtes de Hainaut, aux Archives de l'Etat, à Mons. — Vinchant, *Annales de la province et comté de Hainaut*, édition des Bibliophiles, t. III, p. 48 et 88. — Simon Le Boucq, *Guerre de Jean d'Avesnes contre la ville de Valenciennes* (publié par A. Lacroix). — Le même, *Histoire ecclésiastique de la ville et comté de Valenciennes*, p. 113. — De Boussu, *Histoire de Mons*, p. 83-86. — Wauters, *Table chronologique des chartes et diplômes imprimés concernant l'histoire de la Belgique*. — Le même, *Le Hainaut pendant la guerre du comte Jean d'Avesnes contre la ville de Valenciennes*. — *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 4^e série, t. II.

PHILIPPRON (*Charles-Henri*), poète, né à Binche, le 13 novembre 1765 (1), décédé à Havré, le 20 mars 1822, était fils de Nicolas-François et de Marie-Françoise Dargeant. Son père, originaire d'Ath, avait été choisi, le 5 juillet 1742, comme maître de l'école dominicale de Binche qui, à cette époque, formait en réalité une véritable école primaire ; lors de son décès, Charles-Henri sollicita la place vacante, mais, à la suite du concours qui fut organisé, le 17 août 1793, entre lui et deux autres postulants, les jurés et le curé lui préférèrent Constantin Toubeau. Après cet insuccès, Philippron quitta sa ville natale pour s'établir à Havré. Lors de la formation des administrations républicaines, on le choisit comme agent municipal de la commune d'Havré-Ghislage, et dans la suite on le nomma maire d'Havré. Dans ces fonctions, il rendit de grands services à ses administrés et à la famille de Croy-Solre. Mais il ne tarda guère à se trouver en butte à la calomnie et il fut contraint de s'ex-patrier pour se soustraire aux pour-

suites judiciaires de créanciers implacables. Philippron, fils d'un modeste maître d'école, n'était pas riche ; il vécut et mourut pauvre ; la totalité des petites dettes qu'on réclamait si impérieusement n'atteignait pas 3,000 francs. Pendant quelques années il séjourna à Luxembourg, en Hollande et en Allemagne, trouvant péniblement des moyens d'existence tantôt comme ouvrier menuisier, tantôt en donnant des leçons de mathématiques ou de langue française. De retour à Havré, il y ouvrit une école d'après la méthode d'enseignement mutuel, mais il ne tarda pas à l'abandonner. Compromis dans une affaire d'acquisition clandestine de biens nationaux séquestrés, le parquet le fit arrêter en Hollande, en 1811, et le fit écrouer à la maison d'arrêt, au château de Mons. Après trois mois de détention préventive, il fut mis en liberté, sans que l'autorité judiciaire eût établi le fondement de l'action dirigée contre lui. Il habita ensuite quelques années à Mons, puis alla finir ses jours à Havré. Philippron avait épousé en premières noces, à Binche, Augustine Dessart, et en secondes noces, à Boussoit, Amélie Castiau.

La plus ancienne publication de Philippron est un *Discours pour la fête du premier vendémiaire an VIII dédié aux citoyens Lenglé, président, et Botte, commissaire du canton du Rœulx* ; in-4^o de 15 p., sans lieu, mais imprimé à Mons, sans doute chez Lelong, en 1799. C'est une harangue dans le style emphatique mis en vogue par les républicains français et remplie de réminiscences de la Rome des Brutus. On y trouve ce sixain qui donnera un spécimen de la versification de l'auteur :

L'Univers est changé par la Philosophie ;
L'administration, du feu de son génie
Saura bientôt remplir sa noble carrière ;
Mais pour y parvenir, point de timidité,
Craignez l'emportement, dit notre Commissaire ;
Et moi, prenez Thémis, pour toute vérité.

Les œuvres poétiques de Philippron sont : 1. *Une adresse aux enfants d'Havré*. — 2. *La maison méphitique, ou les malheureux dans la Maison d'arrêt de Mons*. Poème en trois chants. Mons,

(1) Les écrivains qui se sont occupés de ce poète le font naître en 1759 ; son acte de naissance permet de rectifier cette erreur : « Le 14 de novembre 1765 a été baptisé Charles-Henry Philippron, né le jour précédant à neuf heures du soir, fils de Nicolas-François et de Marie-Françoise d'Argeant, son épouse légitime, de cette paroisse. Fut parrain : Jean-Henry Otto, marraine : Marie-Caroline Philippron, tous de cette paroisse. (s) J. F. Foubert, past. Binchiensis ».

veuve Tahon; in-8°, 27 p. — 3. *Ode sur la prise de Paris, dédiée à Sa Majesté Alexandre Paulowitz, Grand Empereur de toutes les Russies*. Mons, v° Tahon; in-8°, 4 p. — 4. *Le petit homme rouge, le petit homme vert, le petit homme blanc, ou la destinée de Bonaparte*. Poème en trois chants. Par un Paysan. Mons, Capront; in-12, 12 p. — 5. Un recueil de plusieurs pièces de vers, dont quelques-unes sont adressées à des membres de la famille du duc de Croy, à l'occasion de leur entrée à Havré ou à l'occasion de mariages. Il est resté manuscrit. Les publications de Philippron sont presque introuvables; R. Chalon en possédait plusieurs. M^r Félix Hachez a donné une analyse du poème : *La maison méphitique*. « Cette pièce, écrit-il, est de nulle valeur littéraire. L'auteur est un versificateur peu relevé qui a plus de zèle que de talent poétique. Son style est encore inférieur à son imagination ». On peut souscrire à cette appréciation et classer notre poète parmi les médiocrités littéraires qui doivent d'échapper à l'oubli pour avoir vécu à une époque où le culte des belles-lettres était descendu à un niveau bien inférieur. On signale, en outre, les écrits suivants de Philippron qui n'ont pas été imprimés : 1. Une apologie de sa conduite et de son administration comme maire d'Havré, contenant un acte d'accusation dont il avait été l'objet et ses réponses justificatives. Adressée au préfet du département de Jemappes. — 2. Un mémoire adressé au Procureur Impérial lors de son emprisonnement à Mons. — 3. Statut ou ordre de congrégation en l'honneur du grand Yeova. — 4. Grammaire française jusqu'à la quatrième conjugaison, à l'usage des écoles de Charles-H. Philippron, suivie d'un traité d'arithmétique et d'algèbre, 1807. Manuscrit in-4° contenant 47 pages non cotées et où le traité manque. — 5. Traité d'arithmétique, 1819; ms. in-4°, 42 pages non cotées.

Ernest Matthieu.

Etat civil et archives communales de Binche. — A. Mathieu, *Biographie montoise*. — Th. Lejeune, *Histoire de la ville de Binche*. — H. Rouselle, *Bibliographie montoise*. — F. Hachez, *Les*

prisons de Mons sous le régime français (Annales du Cercle archéologique de Mons, t. XXV).

PHILIPPUS. Voir PHILIPPE.

* **PHILIPS** (Pierre) ou PHILIPPI, compositeur de musique et organiste, né en Angleterre entre 1560 et 1570, mort dans la première moitié du XVII^e siècle. Né de parents catholiques, il vint dans les Pays-Bas, où l'on dit qu'il fut d'abord organiste de Béthune : c'est là probablement une confusion résultant du titre de chanoine de Béthune qu'il porta en 1623 et en 1625. La première trace certaine de son arrivée dans notre pays est la dédicace de son recueil : *Melodia olympica* (1591), datée d'Anvers, le 1^{er} décembre 1590. Selon Fétis, il fit en 1595 un voyage en Italie et passa plusieurs mois à Rome. Il était, en tout cas, revenu à Anvers en janvier 1596, et dès 1598 il était organiste de la cour de Bruxelles. Il remplit assez longtemps ces fonctions au service des archiducs Albert et Isabelle, sans que nous puissions préciser la date de sa nomination ni de sa retraite. En 1611, il fut appelé à Malines, avec plusieurs de ses collègues de la chapelle archiducal, à l'effet d'examiner les nouvelles orgues placées dans l'église Saint-Rombaut; à cette occasion, il se fit entendre au service solennel du jour de la procession de Pâques. La même année, il prêle son concours au service funèbre de l'archiduchesse Marie d'Autriche, célébré à Bruxelles, les 12 et 13 décembre 1611 et reçoit de ce chef dix aunes de drap. En 1621, il prend part à la pompe funèbre de l'archiduc Albert, et Jacques Franckaert l'a représenté en cette circonstance à la tête du groupe des chapelains de la cour. A la fin de décembre 1624, il approuve la restauration des orgues de la chapelle de la cour, effectuée par Mathieu Langhedul. Le titre de la seconde édition de ses *Cantiones sacrae* à cinq voix nous montre qu'il était encore organiste de la cour en 1634, puisque rien n'y indique que l'auteur soit décédé; mais c'est vers cette époque que l'on peut placer la fin de sa carrière, car cette édition est la

dernière en date de ses publications. Le 9 mars 1610, il avait été nommé chanoine de la collégiale Saint-Vincent à Soignies; le 5 janvier 1621, il permuta cette prébende avec Jérôme Vandenberghe, qui lui donna en échange une chapelle perpétuelle fondée en l'église Saint-Germain, à Tirlemont, sous l'invocation de Marie-Madeleine.

Il est assez étonnant que l'on ne possède pas plus de renseignements sur ce compositeur qui fut au premier rang des musiciens belges de la fin du XVI^e et du commencement du XVII^e siècle, comme le prouvent les éditions multiples de ses ouvrages et les nombreuses publications collectives où l'on rencontre de ses productions. Un tableau de Jean Breughel, au Musée du Prado, à Madrid, nous montre, sur un clavecin ouvert, un cahier de madrigaux de Philips. Ses œuvres sont intéressantes dans l'histoire de notre évolution musicale; il serait fort désirable que l'on en publiât un choix, car celui-ci nous donnerait un élément notable pour l'appréciation du goût musical sous le règne des archiducs.

Voici l'énumération des ouvrages de Pierre Philips parus isolément : 1. *Melodia olympica di diversi excellentissimi musici a IIII, V, VI et VIII voci novamentamente raccolta da Pietro Philippi Inglesi et data in luce*. Anvers, P. Phalèse et J. Bellère, 1591; in-4°. Parmi les soixante-six madrigaux rassemblés par Philips, quatre sont dus à sa plume : *Amor che voi*, à 6 voix; *Amor se i bei rubini*, à 4 voix, avec une 2^e partie commençant par ces mots : *Perche non poss'*; *Ditemi o diva mia*, à 8 voix, en dialogue; *Voi rolete ch'io muoia*. Le recueil est dédié à Giulio Balbani (Anvers, 1^{er} décembre 1590), et précède d'une pièce de vers de J. Ghesdalius. Une deuxième édition parut chez les mêmes éditeurs en 1594 (c'est celle que le catalogue de la bibliothèque Fétis renseigne comme parue en 1504), et une troisième chez P. Phalèse, en 1611.

2. *Il primo libro de madrigali a sei voci*. Anvers, P. Phalèse, 1596; in-4°. Ce recueil, dédié à Alessandro di Giunta (Anvers, 8 janvier 1596), non par Pha-

lèse, comme le dit A. Goovaerts, mais par Philips, est, comme les volumes suivants, entièrement dû à celui-ci; il comprend vingt et un madrigaux. Une nouvelle édition de ce premier livre parut chez P. Phalèse, en 1604. — *Il secondo libro de madrigali a sei voci*, dédié aux archiducs Albert et Isabelle, vit le jour chez P. Phalèse et J. Bellère, en 1603; des exemplaires portent la date de 1604; une nouvelle édition fut publiée en 1615.

3. *Madrigali a otto voci*. Anvers, P. Phalèse et J. Bellère, 1598; in-4°. Recueil de vingt et un madrigaux, dédié à sir William Stanley, colonel au service de l'Espagne (Anvers, 24 septembre 1598). Il existe des exemplaires portant la date de 1599. Réimprimé en 1615 chez P. Phalèse.

4. *Cantiones sacrae pro praecipuis festis totius anni et communi sanctorum quinis vocibus*. Anvers, P. Phalèse, 1612; in-4°. Recueil de 69 compositions, dédié à Notre-Dame de Montaigu. Nouvelle édition chez P. Phalèse, en 1634.

5. *Cantiones sacrae octonis vocibus*. Anvers, P. Phalèse, 1613; in-4°. Recueil de trente motets, offert à saint Pierre, patron du compositeur, dans une dédicace qui nous montre que celui-ci savait également manier le vers latin. Nouvelle édition chez P. Phalèse, en 1625.

6. *Gemmulae sacrae binis et ternis vocibus cum basso continuo ad organum*. Anvers, P. Phalèse, 1613; in-4°. Dédié à Pierre de Campis, chapelain et chantre des archiducs. Trente et un motets à deux voix et huit à trois. Deuxième édition chez P. Phalèse, en 1621.

7. *Les rossignols spirituels liguez en duo, dont les meilleurs accords nommément le bas relèvent du seigneur Pierre Philippes*. Valenciennes, J. Vervliet, 1616; in-12. Recueil de chansons pieuses à deux voix, quelques-unes à quatre, dédié par l'imprimeur à Charles de Par, abbé de Saint-Amand. Philips a adapté aux textes, dus au P. jésuite Guillaume Marci, des mélodies connues qu'il a harmonisées. Réédité en 1621 et en 1631.

8. *Delitiae sacrae binis et ternis vocibus cum basso continuo ad organum. Editio altera*. Anvers, P. Phalèse, 1622; in-4°.

Vingt et un motets à deux voix, et sept à trois. Nous ignorons la date de l'apparition de la première édition.

9. *Litania Beatae Mariae Virginis in ecclesia Loretana cani solitæ*, IV, V, VI, VIII et IX vocibus cum basso continuo ad organum. Anvers, P. Phalèse, 1623; in 4°. Comprend douze litanies.

10. *Paradisus sacris cantionibus consitus, una duabus et tribus vocis decantandis, cum basso generali ad organum*. Anvers, P. Phalèse, 1628; in-4°. Quinze motets à une voix, quatre-vingt-quatre à deux et dix-sept à trois voix. Deuxième édition chez P. Phalèse, en 1633.

Voici, maintenant, par ordre chronologique, l'indication des recueils auxquels a collaboré Pierre Philips :

1. *Madrigali a otti voci di diversi eccellenti et famosi autori*. Anvers, P. Phalèse, 1596; réimprimé en 1597. Un madrigal en deux parties, à huit voix : *Perche non debbo del mio*; 2^e partie : *Dolce mio foco*.

2. *Paradiso musicale di madrigali et canzoni a cinque voci di diversi eccellentissimi autori*. Anvers, P. Phalèse 1596. Un madrigal en deux parties : *Nov' herbe e vaghe fiori*; 2^e partie : *Poi disse lampeggiando*.

3. THOMAS MORLEY. *Madrigals to five voys selected (sic) out of the best approved italian authors* Londres, Th. Este, 1598. Deux madrigaux.

4. *Ghirlanda di madrigali a sei voce di diversi eccellentissimi autori de nostri tempi*. Anvers, P. Phalèse, 1601. Un madrigal : *O che dolce morire*.

5. *Nervi d'Orfeo di eccellentiss. autori a cinque et sei voci*. Leyde, H.-L. de Haestens, 1605. Deux madrigaux à six voix : n° 70 : *Questa mercè ch' amore*; n° 75 : *O che dolce morire*.

6. MICHEL HERRERIUS. *Hortulus musicalis*. Munich, 1606-1609. Livre II (1609), n° 27 : *Vni in hortum*, à 6 voix; n° 31 : *Magi ab Oriente*, à 6 voix; livre III, n° 30 : *Vulnera manuum quae sunt*, à 8 voix.

7. ZACH. FÜLLSACK et CHR. HILDEBRAND. *Ausserlesener Padvanen und Galliarden*. Hambourg, 1607-1609. Une

danse, pour cinq instruments, dans la première partie.

8. ABR. SCHADÆUS. *Promptuarium musicum*. Strasbourg, 1611-1617. Pars IV, n° 17 : *Factus cibus viatorum (Ecce panis angelorum)*, à 8 voix; n° 18 : *O quam suavis est Domine*, à 8 voix.

9. SALOMON DE CAUS. *Les raisons des forces mouvantes*. Francfort, J. Norton, 1615. Contient (livre I) un madrigal d'Alessandro Striggio, arrangé pour orgue par Philips, et que Edm. Vander Straeten a réédité dans sa *Musique aux Pays-Bas avant le XIX^e siècle* (t. VI, p. 506). On sait que Salomon de Caus fut ingénieur des archiducs Albert et Isabelle de 1605 à 1610; c'est donc à la cour de Bruxelles qu'il fit la connaissance de Pierre Philips. De Caus fut remplacé en 1612 par Gerard Philippi, qui avait été son aide, et qui est peut-être un parent de notre compositeur.

10. THOMAS SIMPSON. *Tafel Consort allerhand lustiger Lieder von 4 Instrumenten und General Bass*. Hambourg, 1621. Plusieurs pièces.

11. JEAN DONFRID. *Promptuarium musicum*. Strasbourg, 1622. Deux motets à deux voix, avec basse continue : 1^{re} partie, n° 107 : *Videntes stellam Magi*; n° 108 : *Confirma hoc Deus*.

12. *Amoenitatum musicalium hortulus* (recueil de danses). S. l., 1622. Une pièce.

13. *Laudes vespertinae B. Mariae Virginis*. Anvers, P. Phalèse, 1629. Contient des noëls de Philips.

14. Suivant la *National biography*, un motet de Philips : *O pastor aeternæ*, a été reproduit dans le recueil de Jewell, publication que je ne connais pas.

15. Dans sa *General history of the science and practice of music* (1776), J. Hawkins a réédité le madrigal *Voi volete*.

Récemment, en 1890, W. Barclay a publié le madrigal de Philips : *Amor che voi*.

MANUSCRITS. A Londres, le British Museum possède plusieurs compositions manuscrites de Pierre Philips, et le Royal College of Music, des pièces pour luth. A Cambridge, au Fitz William Museum, dans le manuscrit connu sous

le nom de *Queen Elizabeth's Virginal book*, se rencontrent une vingtaine de compositions de Philips, parmi lesquelles une fugue; Burney (*History of music*, t. III, p. 86) déclare que c'est la première fugue régulière sur un sujet qu'il ait rencontrée.

Paul Bergmans.

Ph. Brasseur, *Sydera illustrium Harmonice scriptorum* (Mons, 1637), p. 130. — C.-F. Becker, *die Tonwerke der XVI. und XVII. Jahrhunderts*, 2^e éd. (Leipzig, 1835), passim. — Fr.-J. Fétis, *Biographie universelle des musiciens*, 2^e éd., t. VII (Paris, 1864), p. 38-39. — E. Vander Straeten, *La musique aux Pays-Bas avant le XIX^e siècle* (Bruxelles, 1867-1888), passim et spécialement t. VI, p. 306-311. — R. Eitner, *Bibliographie der Musik Sammelwerke der XVI. und XVII. Jahrhunderts* (Berlin, 1877), p. 781-782. — A. Goovaerts, *Histoire et bibliographie de la typographie musicale dans les Pays-Bas* (Anvers, 1880; extrait des *Mémoires in-8^o de l'Académie royale de Belgique*, t. XXIX), passim. — G. Grove, *A dictionary of music and musicians*, t. II (Londres, 1880), p. 705. — E. Vogel, *Bibliothek der gedruckten weltlichen Vocabulistik Italiens* (Berlin, 1892), t. II, p. 78-79. — *Gazette des Beaux-Arts*, 1894, t. I, p. 188-190 (notice de H. Hymans). — S. Lee, *Dictionary of national biography*, t. XLV (Londres, 1896), p. 180. — H. Riemann, *Dictionnaire de musique*, trad. G. Humbert (Paris, 1892), p. 615. — Th. Baker, *A biographical dictionary of musicians* (New-York, 1900), p. 450. — A. Demeuldre, *Le chapitre de Saint-Vincent à Soignies, ses dignitaires et ses chanoines* (*Annales du cercle archéologique du canton de Soignies*, t. III, 1902), p. 317-318. — P. Bergmans, *L'organiste des archiducs Albert et Isabelle : Péter Philips (Pietro Philippi)*, dans le *Bulletin de l'Académie royale d'archéologie de Belgique*, 1902.

PHILLIPS (*Charles-Victor-Joseph*), chirurgien, né à Liège, le 30 avril 1811, décédé à Paris, le 19 décembre 1870. Il était fils de Jacques-Charles-Isaac Phillips, industriel, et de Marie-Anne-Marguerite-Charlotte Jacquet. Ch. Phillips fit ses études à Liège et montra de bonne heure d'heureuses dispositions et un grand esprit d'initiative. On lui attribue l'*Exaltation*, comédie en un acte et en prose, pour les théâtres de société. Liège, Latour, 1826; in-18. Ne sachant sur quoi cette opinion était fondée, nous mettions en doute son exactitude, car l'auteur n'aurait eu que quinze ans; après avoir lu cette bluette, nous avons changé d'avis : le personnage principal s'appelle Charles et est âgé de quinze ans. Ch. Phillips obtint le grade de docteur à l'université de Liège, le 18 mai 1833; il fréquenta ensuite les hôpitaux

de Paris, en 1833, en 1834 et en 1835; il se rendit aussi à Berlin et suivit particulièrement les cours de Dieffenbach, dont il se fit l'apôtre en France.

Après la réorganisation de notre enseignement supérieur, en 1835, la faculté de médecine de l'université de Liège ne comptait que six professeurs et deux lecteurs (il y a aujourd'hui quinze professeurs et quatre chargés de cours). Il s'établit alors, à côté de la faculté officielle, une école libre et gratuite, comme l'était d'ailleurs la faculté, comprenant plusieurs cours. Cédant aux instances de quelques amis, Ch. Phillips y fit un cours d'anatomie chirurgicale et de médecine opératoire. C'est pour ses élèves qu'il écrivit son ouvrage : *Amputations dans la contiguité des membres* (1838), et dessina les seize planches in-4^o qui l'accompagnent. Vu l'insuffisance des ouvrages de cette époque sur les rapports et les directions des surfaces articulaires, l'auteur chercha à faire un traité d'anatomie opératoire plutôt qu'une description des opérations; l'atlas est encore consulté aujourd'hui. L'auteur est grand partisan de la réunion immédiate dans tous les cas; seulement, lors des amputations dans la contiguité, il laisse une mèche de charpie au bas de la plaie. Il rejette la bande roulée et la remplace par le mouchoir de Mayor. Il dédie son ouvrage à son illustre maître, Dieffenbach.

Quelque chose d'analogue à cette faculté libre de médecine s'établit pour la médecine vétérinaire. En février 1839, Ch. Phillips adressa, à l'Académie des sciences et belles-lettres de Bruxelles, une *Note*, avec planche coloriée, sur les *muscles de l'avant-bras du cheval* (*Bull.*, t. VI); il y décrit un muscle nouveau, qu'il appela petit cubitoprépalangien. Le mois suivant, il présenta au même corps savant un grand mémoire, avec quarante planches coloriées, sur l'anatomie du cheval; il désirait avoir l'avis de l'Académie avant de le livrer à l'impression. Ce travail fut l'objet d'un rapport très favorable; néanmoins il ne fut pas imprimé, probablement à cause du prix élevé que l'impression de qua-

rante planches enluminées aurait exigé à cette époque. Or, le rapport nous apprend que « ces planches ont toutes été dessinées et coloriées par l'auteur, d'après des préparations qui ont servi à ses leçons sur la matière ; son talent sous ce rapport nous était déjà connu ». Phillips a donc enseigné l'anatomie du cheval ; où ? Après bien des recherches infructueuses, nous avons découvert, dans l'*Almanach administratif de la province de Liège* pour 1836, l'existence d'une école vétérinaire dans cette ville et le programme des cours pour l'année scolaire 1835-1836. Cette école comptait six professeurs, dont trois médecins, un pharmacien et deux médecins vétérinaires du gouvernement ; Ch. Phillips y enseignait l'anatomie de l'homme et des animaux domestiques. En 1839, il est indiqué comme enseignant l'anatomie générale et descriptive, ainsi que la physiologie. Il est probable que cette école fut supprimée vers cette époque, lorsque le gouvernement créa l'Ecole vétérinaire de Cureghem, en 1840 (1).

En 1840, il se rendit à Saint-Petersbourg où, grâce à l'obligeance des professeurs Arendt, Bougalsky, Salomon et Ruhl, il fit plusieurs opérations de ténatomie sous-cutanée, notamment pour la guérison du strabisme. Il en revint avec la décoration de l'Ordre impérial de Saint-Stanislas. Il trouva également un accueil favorable à Paris, bien qu'il eût été amené plusieurs fois à réclamer la priorité pour Stromeyer, Dieffenbach et autres chirurgiens allemands ; ainsi, Lisfranc lui offrit de démontrer quelques opérations dans son amphithéâtre de l'hôpital de la Pitié, en présence de ses nombreux élèves. C'est à cette époque qu'il publia son traité *De la ténatomie sous-cutanée* (Paris, 1841), qui eut l'honneur rare d'être traduit en allemand.

(1) Depuis que nous avons écrit ces lignes, M^r le professeur A. Degive, directeur de l'Ecole de médecine vétérinaire, a bien voulu nous signaler une note du professeur Thirnesse, *Découverte d'un nouveau muscle dans le cheval* (Bull. Acad. de méd. de Belgique, octobre 1862, et *Journal vétérinaire et agricole*, p. 109 à 113) « à côté du muscle dont M. le docteur Phillips, ancien professeur à l'Ecole vétérinaire de Liège, a présenté, en 1839, la description ».

C'est aussi à cette époque, croyons-nous, qu'il se fixa à Paris. Il s'installa rue de la Victoire, dans le quartier riche et mondain de la Chaussée d'Antin. Il y fit des cours libres à l'Ecole de médecine pratique. Il s'attacha surtout à la ténatomie sous-cutanée et aux maladies des voies urinaires, s'acquittant dans cette branche un renom universel et arriva au premier rang des spécialistes parisiens. En 1859, il publia son *Traité des maladies des voies urinaires*. La première partie de cet ouvrage est consacrée aux maladies de l'urèthre, à l'éruption de l'urétrite aiguë ; la deuxième, aux maladies de la prostate et de la vessie ; la troisième, à l'affection calculuse, à la lithotritie et à l'extraction, sans opération sanglante, des corps étrangers introduits dans l'appareil urinaire. En traitant ce sujet, qui avait amené d'ardentes polémiques parmi les chirurgiens de Paris, il se préoccupa de laisser à chacun ce qui lui revient, tout en insistant, naturellement, sur les résultats de sa pratique, déjà longue, et de ses treize années d'enseignement. Il insista sur la dilatation du canal de l'urèthre et l'emploi des diverses sondes et bougies.

Ch. Phillips fut nommé membre honoraire de l'Académie royale de médecine de Belgique ; il était chevalier de l'Ordre de Léopold et de l'Aigle rouge de Prusse et officier de la Légion d'honneur. Il fut emporté par une endocardite consécutive à un rhumatisme articulaire aigu. La bibliothèque de l'université de Liège possède de lui, avec sa signature, un beau portrait de Bocquin, imprimé à Paris, chez Lemercier, d'après un portrait de Couture, lequel se trouve aujourd'hui chez Mme Phillips-Orban, nièce de notre personnage. Il était fort répandu dans le monde des artistes et des gens de lettres, et en recevait beaucoup dans sa maison de campagne, à Enghien.

Le cadre de cette notice ne nous permet pas de le suivre dans ses nombreuses publications, notamment dans la série des articles qu'il publia, après 1840, dans le *Bulletin médical belge*, dans les *Annales de la Société de médecine de Gand* et celles

de la *Société des sciences naturelles et médicales de Bruxelles*, dans le *Bulletin de thérapeutique* de Paris, dans la *Revue nationale* et dans les *Archives de la médecine belge*. Nous nous bornons à ajouter, d'après C. Broeckx, les publications suivantes à celles qui sont mentionnées dans la *Bibliographie nationale*, t. III, p. 196 :

1. *Désarticulation du premier métatarsien*. Observation communiquée par J. Dechange. (*Bulletin médical belge*, 1837; in-8°.) — 2. *Désarticulation du quatrième métatarsien*. Observation communiquée par Ch. Dechange. (*Ibid.*, 1837.) — 3. *Ablation d'un testicule cancéreux*. (*Ibid.*, 1837.) — 4. *Relation de deux opérations d'autoplastie (blépharoplastie et rhinoplastie) pratiquées par M. Dieffenbach à l'hôpital de la Pitié, à Paris*. — Observation de suture des intestins pratiquées par M. Amussat. (*Annales de médecine physiologique*, septembre 1834; *Encyclographie des sciences médicales*, t. XXVIII.)

— 5. *Observations*. (Restauration d'une paupière supérieure. Résection du calcanéum et de l'astragale; réunion immédiate; traitement par l'eau froide.) (*Annales de la Société de médecine de Gand*, 1838.) — 6. *Mémoire sur la restauration des lèvres*. (*Bulletin médical belge et Annales de la Société des sciences naturelles et médicales de Bruxelles*, 1838.) — 7. *Observations chirurgicales* : 1° rhinoplastie ; 2° restauration d'une paupière inférieure ; 3° uroplastie ; lambeau emprunté au scrotum. (*Annales de la Société de médecine de Gand*, 1839.)

— 8. *Esquisse physiologique des transplantations cutanées*. (*Société encyclographique et Bulletin médical belge*, 1839.)

— 9. *Orthopédie sous-cutanée*. (*Archives de la médecine belge*, Brux., 1840.)

— 10. *Staphyloraphie*. Leçon recueillie par M. Dechange. (*Bulletin médical belge*, Brux., 1837.) — 11. *Rétrécissements du canal de l'urèthre. Catarrhe vésical. Calcul enchâtonné. Rétention d'urine. Guérison*. (*Société encyclographique et Bulletin médical belge*, Brux., 1839.) — 12. *Du strabisme*, Paris, Baillière, 1840; in-8°.

G. Dewalque.

Les ouvrages de Ch. Phillips. — C. Broeckx, *Coup-d'œil sur les institutions médicales belges*

(Bruxelles, 1861). — *Almanachs de la province de Liège*, années 1836 à 1840. — *Bibliographie nationale*, t. III.

* **PHILLIPS** (Thomas), écrivain ecclésiastique, né le 5 juillet 1708, à Ickford (Buckinghamshire), mort à Liège en 1774. Son père s'était converti au catholicisme romain et l'avait envoyé étudier au collège des Jésuites à Saint-Omer. Thomas se décida à entrer dans l'ordre des Jésuites ; il fit son noviciat à Watten, le 7 septembre 1726, puis sa théologie au collège anglais de Liège, auquel il fit don de toute sa fortune, en 1731. Il sollicita alors la permission de donner un cours classique à Saint-Omer. Sa requête fut rejetée et son supérieur lui fit des observations parce qu'il était contraire à la règle des Jésuites de solliciter un poste quelconque. Phillips, froissé, sortit de l'ordre de Jésus. Cela se passait en 1733. La même année, il se rendit à Rome pour habiter dans la *mission anglaise* ; il y obtint sa nomination, comme chanoine de Tongres, le 1^{er} septembre 1739. Il retourna alors en Angleterre, y passa plusieurs années, puis revint à Liège, et fut réadmis dans l'ordre des Jésuites, le 16 juin 1768. Comme nous l'avons dit, il mourut à Liège six années plus tard, en 1774. Phillips a beaucoup écrit. L'un de ses livres est resté célèbre. Il est intitulé : *History of the life of cardinal Pole* (*Biographie du cardinal Pole*). Oxford, 1764 ; 2 volumes. Il en existe plusieurs éditions. Ce travail, qui était en même temps une apologie du catholicisme romain, suscita de graves controverses en Angleterre de la part des écrivains protestants.

Il serait superflu de donner ici la liste fort longue des écrits anglais de Phillips. Ceux que la chose intéresse la trouveront dans le *Dictionary of national biography*.

Léonard Willems.

Dictionary of national Biography, t. XLV, p. 215. — *Sommervogel, Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*, t. VI, col. 684.

PHOLIEN (Saint). Voir FOLIEN.

PIAT (Saint), PIATUS ou PIATON, confesseur et martyr dans le Tournaisis, ne nous est connu que par des rensei-

guements de très basse époque et auxquels on ne peut guère ajouter foi. A en croire ses « actes » anonymes, rédigés au plus tôt au x^e siècle, il serait né à Bénévent, aurait été sacré prêtre par saint Denys et aurait évangélisé le pays de Tournai. Arrêté pendant la persécution de Dioclétien, il aurait subi le martyre le 1^{er} octobre (en 287?) et aurait été enterré à Seclin. Des traditions postérieures ont ajouté du merveilleux à ces données un peu simples. On raconta que saint Piat ayant été décapité à Tournai, ramassa sa tête et la porta jusqu'au lieu de sa sépulture. Tout ce que l'on peut affirmer avec certitude, c'est que Piat jouissait, dès l'époque mérovingienne, de la réputation de martyr. Au vii^e siècle, son tombeau fut découvert par saint Eloi, qui l'ouvrit et y trouva le corps du saint percé de grands clous. Lors des invasions normandes, le corps de Piat fut transporté à Saint-Omer, puis à Chartres. Depuis lors, l'église de Chartres et celle de Tournai se sont disputé l'honneur de posséder les reliques du martyr, la première prétendant les avoir conservées sans interruption, la seconde affirmant que le corps de Piat avait été ramené en Belgique après le départ définitif des Normands.

H. Pirenne.

Acta Sanctorum Boll. Oct. t. I, p. 7 à 22. — *Analecta Bollandiana*, t. I, p. 649. — Pour les traditions fabuleuses relatives à saint Piat, voir Cousin, *Histoire de Tournai*, t. I, p. 83 et suiv. — L'opuscule de Hérisson, *Notice historique sur St Piat* (Chartres et Paris, 1816), n'a pour but que de prouver l'existence des reliques du saint à Chartres, depuis le ix^e siècle jusqu'au xix^e.

* **PIAZZA** (Jules), diplomate ecclésiastique, né à Forlì, en 1663, et mort en 1726, à Faenza, où il était évêque. Piazza appartient à l'histoire de Belgique par ses nonciatures de Bruxelles (1690-1696) et de Cologne (1703-1706). Durant son séjour à Bruxelles, ce prélat — il était alors abbé de Saint-Georges — déploya beaucoup de zèle contre les agissements des théologiens à tendances jansénistes et contre les prétentions du Conseil de Brabant en matières ecclésiastiques. En 1691, il est intervenu à plusieurs reprises dans les deux procès

du professeur de l'université de Louvain, Martin van Velden, copernicien et cartésien. Après avoir été nonce en Suisse, l'abbé de Saint-Georges, devenu archevêque de Rhodes, fut promu à la nonciature de Cologne; il arriva en cette ville le 15 juin 1703 et la quitta pour la nonciature de Varsovie à la fin d'octobre 1706. Ce fut sous sa présidence et par sa médiation qu'une convention fut enfin conclue entre le chapitre (Etat primaire) et le clergé secondaire de Liège au sujet des impôts (janvier 1706); mais il ne parvint pas plus que son prédécesseur Spada à terminer le conflit avec l'Etat noble et l'Etat-tiers concernant ces mêmes impôts.

Rappelé de Varsovie à Rome, il y fut nommé secrétaire du chiffre et des mémoriaux. Il devint nonce à Vienne en 1709; cardinal en 1712; légat de Ferrare en 1714. En le nommant à cette légation au consistoire secret du 28 mai 1714, Clément XI lui rendit un témoignage des plus honorables : *De cujus fide, prudentia, probataque diu in tot, tandisque, et sane gravissimis laudabiliter ab eo gestis muneribus integritate plurimum in domino confidimus*. Ce même pontife dit encore de lui, au consistoire secret du 10 janvier 1718 : *Eum laude pari justitiæ ac prudentiæ ubivis floruisse*. Il assista aux conclaves d'Innocent XIII et de Benoît XIII; dans ce dernier, il eut lui-même un grand nombre de voix.

Georges Monchamp.

G. J. ab Eggs, *Supplementum novum purpureæ doctræ* (Augsbourg, 1729), p. 630-633. — *Mémoires historiques du cardinal Pacca*, traduits par l'abbé Sionnet (Paris, 1844), p. 177-178. — G. Moroni, *Dizionario di erudizione storico-ecclesiastica* (Venise, 1851, t. LII, p. 276-277. — J. Daris, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège pendant la xvii^e siècle*, t. II (Liège, 1877), p. 334. — Du même, *Notices*, t. XIII (Liège, 1887), p. 368. — G. Monchamp, *Galilée et la Belgique* (St-Trond, 1892), *passim* (on trouve dans ce volume plusieurs pièces inédites de cet internonce, extraites des archives de Bruxelles et de Rome). — A. Cauchie, *De la création d'une école belge à Rome* (Tournai, 1896), p. 30.

PICARD (Abraham-Adolphe), magistrat et littérateur, né à Liège, le 28 décembre 1819, y décédé le 4 janvier 1879. Ses parents, originaires de Metz, profes-

saient le culte israélite. C'étaient, dit le professeur Le Roy qui les a bien connus, des marchands de drap modestes, mais des plus honnêtes. Peu d'années après la naissance de ce dernier enfant, ils quittèrent Outre-Meuse, « passèrent le Pont » (des Arches) pour s'établir « en Gérardrie », dans la maison que venait de quitter le *Courrier de la Meuse* pour devenir le *Journal de Bruxelles*.

« Par la dignité simple de leur vie, « par leur affection mutuelle, par leurs « vertus domestiques, ces juifs se firent « respecter plus que bien des chrétiens », remarque le professeur - biographe. « Notre Adolphe n'eut jamais autour de « lui que de bons exemples, et l'on peut « dire que le milieu où s'écoula son adolescence ne contribua pas moins que « ses bons instincts à son développement « normal ». Au Collège, alors communal, il se lia avec son futur biographe, épris comme lui de littérature. « Il fallut « lait que Picard possédât de bien rares « qualités pour plaire comme il plaisait « à tout le monde, malgré son extérieur « peu avenant et la négligence provinciale de sa toilette ». Toute sa vie il fut un distrait aimable et spirituel qu'on attirait dans les meilleures sociétés, comme une sorte de La Fontaine. Car, une fois amicalement installé, c'était un causeur étincelant et un ironiste sans fiel. De bonne heure, il avait beaucoup lu et surtout beaucoup retenu. Cela se voyait à ses réparties éclectiques et jusqu'en ses moindres bluettes en prose comme en vers. Plus d'une figure dans la *Revue de Liège*, créée pour la jeune littérature.

On a inséré dans le second volume de ses *Œuvres* quelques rapports et quelques notices sur des poètes liégeois, qui révélèrent un grand sagacité, une fine pénétration de critique. Dès le collège, il s'était fait un style personnel et souple à force de traduire en vers des poètes anglais et surtout allemands. « Sa mémoire littéraire était incroyable et il « la conserva jusqu'à son dernier jour ».

Après avoir obtenu son diplôme de docteur en droit, le 24 avril 1840, il entra en stage chez le savant avocat

Dereux, qui lui conseilla de s'appliquer au droit romain et, pour s'y fortifier, de donner aux étudiants des répétitions sur les Institutes et les Pandectes. Sans être grand batailleur, il prit alors une part active à la polémique menée par le *Journal de Liège*. S'il dirigea quelque temps *La Tribune*, avant que cette feuille eût arboré le drapeau rouge, ce fut pour obliger son ami Weustenraad. En même temps, il imitait assez heureusement Béranger en ses chansons politiques. Mais ces délassements plutôt littéraires ne l'arrêtaient pas dans des études plus sérieuses sous les auspices de son docte patron. Aussi fut-il, dès le 25 août 1846, délégué par le gouvernement pour remplir la charge d'auditeur militaire dans la province de Liège. Le 11 mai 1849, on le nomma substitut du procureur du roi à Verviers. Ce ne fut pas sans peine que le ministre Frère-Orban, qui avait connu Picard chez l'avocat Dereux, put obtenir cette promotion du consentement unanime de ses collègues du cabinet. Les préjugés antisémitiques s'élèvent encore parfois contre les principes bien clairs et bien fermes de la Constitution belge.

Pendant son séjour à Verviers, Picard eut l'occasion de faire rentrer dans les caisses du gouvernement prussien une somme assez considérable détournée par un employé infidèle. Le magistrat belge reçut en récompense la croix de l'Aigle rouge. L'Ordre de Léopold ne lui fut décerné qu'assez longtemps après sa nomination à Liège. Vice-président du tribunal en 1861, où il était juge depuis le 15 mai 1858, il devint conseiller de la cour d'appel en 1867, et dix ans après, président de chambre. « Dans les diverses fonctions qu'il a occupées et « auxquelles il n'avait été appelé que « par son intelligence et son travail », a dit le premier président Parez sur sa tombe, « Picard s'est toujours distingué « par son zèle, par la rectitude de son « jugement et par un profond amour de « la justice. Les nombreux arrêts sortis « de sa plume sont l'œuvre d'un juriste « consulte consommé et sont un témoignage des connaissances étendues et « de la facilité de rédaction de leur au-

« teur qui, en se vouant à la science du droit, avait toujours conservé l'amour des études littéraires. Esclave du devoir, il avait continué à remplir ses fonctions alors que la maladie l'accablait; puisant dans son courage les forces qui déjà l'avaient abandonné, il est resté sur son siège jusqu'au dernier jour, alors que quelques heures seulement le séparaient de la mort ». M. Ernst, procureur général, en son discours de rentrée de 1879, confirme et précise cette appréciation professionnelle.

Piquant contraste ! Ce juge impeccable était, à l'occasion, le plus gai des chansonniers. On le vit bien quand, à la Société civile et militaire de la place Saint-Lambert, à Liège, à son apogée en 1855, se constitua le fameux groupe des *Moineaux*. Les *Moineaux vengés* et le *Vrai moineau* consacrèrent la popularité du cordial magistrat. Elle alla bientôt aux nues lors de la fondation de la Société liégeoise de Littérature wallonne (27 décembre 1856). Déjà en 1842, avec Baillieux, Dejardin et Ulysse Capitaine, il s'était intéressé à la résurrection du vieux patois de Liège, le plus curieux de la Belgique, malgré ou peut-être à cause de ses germanismes. Mais il ne s'agissait pas d'un *mouvement wallon*. Comme l'a dit Picard en son discours du 24 juin 1859, prononcé au nom du Bureau wallon, « personne n'a conçu l'absurde projet de substituer à une langue littéraire admirable de clarté, de précision et d'élégance, les ressources problématiques d'un patois, les balbutiements d'un dialecte à peine formé. Non, personne ne veut abaisser le niveau des intelligences, ni s'opposer à l'invasion bienfaisante et civilisatrice de la littérature française. Qu'on le sache bien, nos aspirations sont tout autres. Initier peu à peu le peuple aux idées littéraires, mettre à sa portée des œuvres moins grossières que celles qui seules arrivaient jusqu'à lui, s'il était abandonné à lui-même; lui inspirer le désir de s'élever jusqu'à une autre littérature, voilà où tendent d'abord nos efforts ». Allusion élo-

quente à ce vœu des statuts fondamentaux de la Société de chasser des refrains populaires certains « chants honteux, « dégoût de la mémoire ». Mais pour tuer, il fallait remplacer.

Avec Théophile Fuss, fils du professeur allemand et futur conseiller à la cour de cassation, et avec d'autres jeunes amis, Picard composa des *pasqueies* (pasquilles), entre autres : *Le chemin de fer* (1842), *La tour Saint-Pholien* (1842), *La Comète* (1843). Aux banquets de la Société de Littérature wallonne, qui étaient alors comme une institution régionale, l'infatigable improvisateur, aidé de son ami Leroy, fit triompher les pot-pourris et les grandes revues satiriques. C'étaient de grandes *pasqueies* où l'on wallonisait et satirisait les choses du jour et de la ville sur des airs vieux ou nouveaux, que fournissait amplement l'inépuisable mémoire musicale du magistrat rimeur. Tout Liège faisait écho à ces plaisanteries si locales et si peu méchantes, échappées à la verve combinée, fusionnée d'un magistrat et d'un professeur, amis d'enfance et d'études. On les appelait les frères siamois de Liège, *Alcide Pryor*, un seul anagramme des deux noms, Picard et Le Roy. Le premier, sous le nom si liégeois de *Baiwir* (Bava-rois), pose en politicien infaillible, apte à toutes les fonctions par science infuse; l'autre, c'est *Crahay* (charbon), l'admirateur naïf de son indéfectible camarade. En ces dialogues ébouriffants, on faisait, chaque année, la revue des événements qui avaient piqué la curiosité publique. Le conseiller Lamaye, wallonisant très original, se fit l'interprète de cette popularité en insérant, dans un des douze *Annuaire wallons*, les deux portraits des deux types en vers monorimes.

Mais au plus fort de cette période wallonisante, Picard ne cessait de composer de jolis vers bien français, inspirés tantôt par l'amitié, tantôt par le patriotisme. L'édition, soignée par le professeur Joseph Delbœuf, est un modèle de classement littéraire. C'est bien *con amore*, une contribution d'amitié.

Picard, dont la santé fut rapidement ébranlée, était l'hôte recherché des prin-

cipales villégiatures du pays. Il acceptait de préférence l'hospitalité offerte au château de Bras sur la Lienne, par M. de Bronckart, le mécène des écoles liégeoises.

A son enterrement selon le rite israélite, après le discours présidentiel dont il a été fait mention plus haut, le professeur Le Roy put à peine énoncer les derniers adieux de l'amitié : « C'est avec » une douloureuse stupeur que les amis » ont appris la fatale nouvelle. La veille » encore Picard siégeait à la cour. On » peut dire de lui comme de l'empereur » romain : Il est mort debout ! Un cœur » d'or et une conscience, voilà en deux » mots son éloge ». L'auteur de cette notice se rappelle surtout combien Picard était de bon conseil dans les affaires les plus délicates et où la casuistique peut faire gauchir les âmes les plus droites.

J. Stecher.

Alphonse Le Roy, *Notice sur Picard* (*Annuaire wallon de 1880*). — Adolphe Picard, *Œuvres françaises et wallonnes*, éditées par J. Delboef (Liège, 1882); 2 vol. in-42. — *Bulletins de la Société liégeoise de littérature wallonne* (passim). — Ernst, *Audience solennelle de la Cour de Liège* (15 octobre 1879).

PICARD (*François-David*), juriconsulte, né à Paris, le 10 février 1803, d'un père luxembourgeois et d'une mère bruxelloise, mort à Louvain, le 2 février 1869. Il fit ses études de droit à Louvain, où, il fut diplômé le 17 juillet 1828. Inscrit au tableau de l'ordre des avocats, à Bruxelles, le 2 novembre 1833, il exerça la profession d'avoué au tribunal de première instance de 1842 à 1843 et fut réinscrit au barreau le 24 octobre 1844. L'université libre de Bruxelles se l'était attaché dès l'époque de sa fondation, en 1834; il y donna, seul ou en partage avec MM. Oulif et Namur, le cours de droit civil élémentaire et l'introduction historique au droit civil de 1834-1835 à 1852-1853; de plus, la procédure civile de 1835-1836 à 1840-1841 et la science du notariat de 1838-1839 à 1852-1853.

Picard mourut à Louvain, le 2 février 1869, laissant plusieurs enfants. L'un de ses fils, M^r Edmond Picard, l'avocat-

homme de lettres, aujourd'hui sénateur, a tracé le portrait de son père dans son livre *Mon oncle le juriconsulte*.

L. Vanderkindere.

L. Vanderkindere, *L'Université de Bruxelles notice historique*, p. 186.

PICARD (*Jean-Baptiste*), fonctionnaire et homme de lettres, né à Saint-Léger (Luxembourg), en 1764, mort à Bruxelles, le 18 mai 1843. Ce que produisit comme administrateur ce chaleureux ami des arts, nous l'ignorons. « Maître des comptes de S. M. », sous le régime hollandais, il mourut pensionné de l'Etat, en qualité de fonctionnaire à la cour des comptes. Lettré de bon aloi, à le juger par ses écrits, il consacra ses loisirs à la confection d'une histoire de l'art dans les Pays-Bas, fruit de recherches patientes et où se révèle une connaissance étendue de la matière. En 1811, nous le trouvons parmi les membres fondateurs de la Société des Beaux-Arts de Bruxelles, dont il devient, sous la présidence du duc d'Ursel, le secrétaire, pour le rester jusqu'en 1824. Mêlé de près au mouvement d'une époque peu étudiée de notre histoire artistique, il fut à même de donner une grande précision aux notes qu'il entreprit de lui consacrer et lui vouta un chapitre intéressant du vaste *Essai historique et critique sur l'école flamande considérée dans les arts du dessin*. Ce travail, daté de 1827, est resté manuscrit.

En plus de huit cents pages d'écriture serrée, l'auteur résume l'histoire des diverses branches de l'art aux Pays-Bas, remonte à leur origine, expose leur développement à travers les siècles, donne le relief voulu à leurs principaux adeptes. A cette partie rétrospective s'ajoute le chapitre dont il vient d'être fait mention et que l'auteur intitule : *De l'école actuelle des Pays-Bas*. Par lui, nous sommes renseignés sur les débuts de quantité d'artistes arrivés à la célébrité, édifiés sur l'importance relative de beaucoup d'autres maintenant tombés dans l'oubli.

Les peines que s'est données l'auteur pour être exactement informé ressortent du chapitre final où il remercie les nom-

breuses personnes qui lui sont venues en aide et dont plusieurs sont des autorités. Il ne se contente pas d'ailleurs d'enregistrer l'opinion d'autrui; il veut voir et juger par lui-même. « Dans nos recherches provinciales, dit-il, plusieurs d'entre eux (artistes ou amateurs), ont eu la générosité de nous accompagner partout où il y avait un monument digne d'attention. » De certains passages semble même résulter qu'il a poussé jusqu'en Angleterre ses investigations.

En dehors de ce volume, appartenant à la Bibliothèque royale, le même dépôt possède de Picard un second manuscrit, lequel n'est d'ailleurs qu'un extrait du précédent : *Des peintres belges de scènes prises dans la vie privée*, hommage à mesdemoiselles les baronnes de Barbier, 1827; in-8° de 121 pages où figurent de nombreux portraits à la plume, dessinés d'après Houbraken et autres, par l'auteur lui-même. Nous ne sachions pas qu'aucune œuvre de Picard ait été imprimée.

Henri Hymans.

P. de Haulleville, *l'Ancienne Société des beaux-arts de Bruxelles*, dans *l'Art moderne*, 1893, n°s 44-43; notes dues à l'obligeance de M^r Edmond Picard, sénateur. — Recherches personnelles.

PICARDUS (Guillaume de Tournai, dit). Voir GUILLAUME de Tournai, dominicain.

PICARDUS (Michel). Voir MICHEL de Furnes.

PICAVET (J.-J.), orfèvre anversois du XVIII^e siècle. Il est connu par deux bas-reliefs en cuivre doré : Neriël faisant tomber la manne dans le désert, et l'Ange apparaissant au prophète Elie, arrangés en 1712 pour le tabernacle de l'autel de la chapelle Saint-Sauveur de l'église Notre-Dame, ayant pour sujet l'Arche d'alliance. Il cisela (1717-1720) les motifs ouvragés du beau tabernacle qui orne l'autel du chœur de la cathédrale Saint-Bavon, à Gand, tabernacle sur la porte duquel figure le Christ ressuscité apparaissant aux disciples d'Emmaüs.

Edmond Marchal.

Kervyn de Volkaersbeke, *les Eglises de Gand*.

* **PICCOLOMINI** (Octave, d'Aragon, duc d'Amalfi, homme de guerre, fils de Silvio Piccolomini, chambellan du grand-duc de Toscane, né à Florence, le 11 novembre 1599, mort le 10 août 1655, à Vienne. Il appartenait à une ancienne famille qui a produit un grand nombre d'illustrations, entre autres Pie II (Æneas Silvius Piccolomini). Tout jeune, il embrassa la carrière des armes; à peine âgé de dix-sept ans, il entra au service du roi d'Espagne dans le Milanais; il alla ensuite en Bohême avec le grade de capitaine de cavalerie dans le régiment que le grand-duc Cosme II envoyait à Mathias (1618). En Allemagne, en Hongrie, en Italie, il se distingue si bien que Wallenstein l'attache à sa garde du corps, lui accorde sa confiance et finit même par chercher à l'entraîner dans sa conspiration contre l'empereur; mais Piccolomini dévoile le complot et n'hésite pas à préparer le meurtre de celui dont il avait été le confident. Devenu peu après feld-maréchal, il contribue à la victoire de Nordlingen, remportée, le 6 septembre 1634, par les Impériaux et les Espagnols sur les Suédois.

A partir de l'année suivante, où commence la période française de la guerre de trente ans, les Pays-Bas deviennent le théâtre de l'activité de Piccolomini. Au moment où les Français et les Hollandais coalisés viennent assiéger Louvain, le 25 juin, et menacent Bruxelles, il amène d'Allemagne au cardinal-infant Ferdinand, frère de Philippe IV, gouverneur général, un corps de troupes de plus de 15,000 hommes et force ainsi les alliés à se retirer. Il marche ensuite sur Diest, qu'il reprend le 11 juillet, et s'empare, le 28, du fort de Schenck, position importante à la séparation du Rhin et du Wahal. En 1636, il commande un des deux corps qui vont joindre, au commencement de juillet, le cardinal-infant devant la Capelle, qui est prise le 7. Sa présence à Mons, dans l'été de 1637, paralyse de ce côté l'exécution du plan d'invasion de La Valette, qui est obligé d'évacuer Maubeuge, où il comptait se fortifier. En 1638, il est envoyé, avec le prince Thomas de Savoie, au

secours de Saint-Omer, que le maréchal de Châtillon pressait depuis six semaines, et délivre cette place au commencement du mois d'août. Moins heureux au Catelet, il ne put empêcher les Français de s'en emparer au mois de septembre.

Un succès considérable, le plus éclatant qu'il ait obtenu dans les Pays-Bas, c'est la défaite infligée, le 7 juin 1639, sous les murs de Thionville, au maréchal de Feuquières. Dans le rapport envoyé au cardinal-infant, il évalue le nombre des morts à plus de 6,000, celui des prisonniers à plus de 2,000. Feuquières, blessé d'une mousquetade au bras, dont il devait mourir quelques jours après, figurait au nombre de ces derniers. Deux heures de combat acharné avaient suffi à assurer cette victoire (*Memorial histórico español*, t. XV, p. 277-278). Thionville délivré, Piccolomini songea à envahir la Champagne. Pour s'en assurer l'entrée, il chargea le général Beck d'attaquer Mouzon, sur la Meuse, tandis que lui-même allait se joindre au cardinal-infant, qui voulait secourir Hesdin, assiégé par La Meilleraie; mais quand il arriva, la place venait de capituler, le 29 juin. Au mois d'octobre, il quittait les Pays-Bas avec son armée : l'empereur le rappelait en Allemagne pour l'employer à arrêter les progrès du Suédois Baner et de Guébriant. En 1642, il était battu par Torstenson, à Leipzig, où il commandait sous les ordres de l'archiduc Léopold.

C'est à ce moment que Philippe IV, qui réclamait de nouveau ses services, l'appelle en Espagne, où il arrive en octobre 1643, et où il est l'objet de toutes sortes d'attentions. Francisco de Melo venait de perdre la bataille de Rocroi, et le roi avait résolu de le remplacer par le marquis de Castel-Rodrigo, mais seulement à titre de gouverneur civil : le gouvernement des armes était réservé à Piccolomini. Quand celui-ci arriva en Flandre, au commencement du mois de mai 1644, les Français projetaient une vive attaque sur la Flandre maritime. Quatre corps d'armée réunis devant Gravelines empêchèrent Piccolomini de jeter dans la place un secours suffisant : le gouverneur, après une belle défense,

dut capituler, le 28 juillet. La situation du nouveau « gouverneur des armes » était très difficile : il avait à tenir tête à la fois aux Français et aux Hollandais avec des forces inférieures; il avait à refaire l'armée, principalement l'infanterie, très affaiblie depuis le désastre de Rocroi, à ravitailler et renforcer les forteresses, à visiter celles qu'il voyait le plus menacées. Aussi fut-il dans l'impossibilité de tenter cette année aucune action sérieuse. Grâce à une habile diversion, Gaston d'Orléans, qui avait la direction des opérations en Flandre, passant la Colme, au commencement de la campagne de 1645, prit, le 10 juillet, Mardijk, avant que Piccolomini pût y jeter du secours. Une grande partie de la Flandre tomba aux mains des Français; le Brabant même était menacé, et, pour comble de disgrâce, Piccolomini voyait faiblir les chefs qui opéraient sous ses ordres : la place de Bourbourg, quoique bien garnie, se rendait après sept jours de siège seulement (9 août). Cette perte l'affecta tellement que, lorsque la nouvelle lui en parvint, il resta, d'après Vincart, tout un jour sans parler à personne. Au mois de juillet 1646, l'armée française, forte de 35,000 hommes, était devant Courtrai, une des clefs de la Flandre orientale. Piccolomini, avec le duc de Lorraine, Beck et Lamboy, n'avait à lui opposer que 25,000 combattants; il était d'avis cependant de profiter de la surprise causée à l'ennemi par une marche rapide qu'il venait d'exécuter; les autres généraux, dit Cheruel, n'osant livrer bataille, se bornèrent à établir leur camp près de celui du duc d'Orléans, et Courtrai se rendit sous leurs yeux, le 29 juin. A cet échec vint bientôt s'en ajouter un autre : le duc d'Enghien, chargé d'attaquer Dunkerque, pendant que l'amiral hollandais Tromp bloquait le port, parvint à empêcher Piccolomini d'y faire parvenir du renfort : la place capitula le 11 octobre.

Depuis son retour dans les Pays-Bas, Piccolomini avait vu ses opérations ralenties par la mésintelligence qui n'avait pas tardé à se produire entre lui et le marquis de Castel-Rodrigo, humilié de

voir son rôle réduit à celui de simple gouverneur civil. L'arrivée de l'archiduc Léopold, nommé en remplacement de ce dernier, avec le titre de gouverneur et capitaine-général, mit fin au manque d'unité dans le commandement. Philippe IV reconnaissait les inconvénients du partage de l'autorité, qui favorisait la rivalité entre les généraux ; mais le choix de l'archiduc Léopold ne remédia pas au mal : les Espagnols étaient vexés d'être commandés par un prince autrichien, et, ce qui ne les indisposait pas moins, par un chef lié avec Piccolomini, un autre étranger. Il n'est pas étonnant que celui-ci, dégoûté de servir dans de pareilles conditions la cause de l'Espagne, ait fini par retourner définitivement en Allemagne, en 1648.

Désigné pour remplir les fonctions de premier plénipotentiaire au convent de Nuremberg, où se régla l'exécution du traité de Westphalie, il prit part aux délibérations de cette assemblée pendant les années 1649 et 1650. Les services qu'il avait rendus à la maison d'Autriche lui valurent d'être élevé, à cette époque, au rang de prince de l'empire. De son côté, le roi d'Espagne lui avait accordé la Toison d'Or, la grandesse et le titre de duc d'Amalfi, que ses ancêtres avaient déjà porté.

Le nom d'Octave Piccolomini remplit toute la période de la guerre de trente ans et l'histoire militaire des Pays-Bas de 1635 à 1639 et de 1644 à 1647. Le rôle qu'il joua alors le met au rang des premiers capitaines de cette époque fertile en grands généraux. On s'accorde à vanter sa valeur et sa grande activité. Vincart, qui se trouva avec lui dans nos provinces, admire son extraordinaire endurance en campagne : pendant les opérations de l'année 1645, il fut des jours entiers sans boire ni manger et passa quelquefois trois, quatre nuits sans dormir, ne se reposant qu'un moment sur sa selle. On l'a qualifié de « soudard », de « condottiere ». Un historien français fait de lui un chef « de ces terribles » bandes de pillards, housards, croates, « talpaches, qui acquièrent pendant la » guerre de trente ans un renom formi-

« dable ». Il était mieux et plus que cela ; mais, comme le remarque Gualdo Priorato, il eut le désavantage d'être destiné « plus à réparer les fautes des » autres qu'à conduire des armées selon « ses vues ». Dans les Pays-Bas, ses rapports peu sympathiques avec les Espagnols, qui lui portaient envie, entravèrent souvent l'exécution de ses plans. Quand, en 1644, il y revint avec sa patente de « gouverneur des armes », un de ceux qui lui firent le plus d'opposition, le comte de Fuensaldaña, gouverneur et capitaine-général du Cambrésis, reçut de Philippe IV une lettre qui lui enjoignait (20 décembre) de se soumettre aux ordres de son chef : « Sa » valeur et son expérience », lui écrivait le roi, « justifient la confiance que j'ai » en lui ; il a, en effet, toujours montré, » au service de l'empereur et au mien, » un zèle particulier pour l'exaltation » de notre maison. Ceux qui servent » sous ses ordres lui doivent obéissance » et respect.... Je vous charge donc » d'exécuter ses commandements, et je » désire être informé de votre ponctualité » à les suivre ». La jalousie néanmoins persista : « Amalfi et Caracena ne firent » jamais bon ménage », écrivait Castel-Rodrigo au roi, le 20 janvier 1647.

Ce manque de cordialité et les froissements qui en résultèrent contrastent avec la réputation toute particulière de courtoisie que Piccolomini acquit près des généraux français avec lesquels il se trouva en contact pendant son séjour dans les Pays-Bas. Richelieu lui proposant, le 21 juin 1639, un échange de prisonniers, constate que cette réputation est parvenue jusqu'à lui. Pendant le siège du Catelet, en 1638, Piccolomini désira faire la connaissance du colonel Gassion ; il eut avec lui une entrevue, qui fut marquée par toutes sortes de civilités, et dont la suite « ne fut pas » moins honnête », ainsi que nous l'apprend le *Recueil des Gazettes*, où on lit : « Le sixiesme (de septembre), le général » Piccolomini, qui a souvent donné en » cette guerre d'autres preuves de galanterie, renvoya audit colonel Gassion » les sieurs de Neys, Ravanel et de Roux,

« officiers, n'aguères faits prisonniers
 « par ses coureurs, lesquels il fit hono-
 « rablement reconduire jusqu'à nostre
 « camp dans son carosse, mené par trois
 « cochers et autant de laquais habillés à
 « neuf de ses livrées, qui est le bleu,
 « son bouffon et son Trompette, vestus
 « de velours aussi bleu couvert de pas-
 « semens d'argent ». Chavagnac, fait
 prisonnier à Consenvoye, sur les bords
 de la Meuse, ayant été maltraité par
 Beck, Piccolomini lui en exprima ses
 vifs regrets et obligea même Beck à lui
 faire des excuses : c'est du moins ce que
 Chavagnac raconte dans ses mémoires.
 On trouve rapportés dans les écrits et les
 correspondances du temps d'autres traits
 qui témoignent du soin que Piccolomini
 prenait à entretenir la réputation de
 courtoisie qu'il avait acquise chez ses
 adversaires.

Cette notice serait incomplète si nous
 ne mentionnions ici un volume publié,
 en 1646, à Anvers, chez la veuve Jean
 Cnobbaert, un bel in-4° de 382 pages,
 portant le titre : *La vida i hechos de*
Estevanillo Gonzalez, hombre de buen
humor, compuesto (sic) por el mesmo, dedicada
á el Excellentissimo señor Octavio Picco-
lomini de Aragon, Duque de Amalfi. Cet
 Estevanille Gonzalez, au sujet duquel
 nous n'avons pas trouvé de renseigne-
 ments autres que ceux qu'il nous donne
 lui-même, après avoir parcouru une
 grande partie de l'Europe, vint habiter
 les Pays-Bas en 1636, servit, en qualité
 de bouffon, le cardinal-infant, puis Pic-
 colomini, qu'il employa également comme
 courrier. Dans la littérature espagnole,
 le livre d'Estevanille est rangé parmi les
 romans picaresques; malgré son carac-
 tère plaisant, ce n'est pourtant pas une
 œuvre de pure imagination; pour ne
 parler que des événements militaires
 auxquels il a assisté, on constate que ce
 que l'auteur dit est presque toujours
 d'accord avec les relations contempo-
 raines. On y trouve une quantité de
 détails familiers sur Piccolomini, sur
 les personnages en rapport avec lui
 et, en général, sur les mœurs de
 l'époque. Estevanille est évidemment le
 bouffon dont il est question dans l'ex-

trait de la *Gazette* que nous donnons
 plus haut.

Ernest Gossart.

W. Herbst, *Encyklopädie der neueren Ge-*
schichte, t. VIII. — *Oesterreichische National-*
Encyklopädie, t. IV. — Gualdo Priorato, *Vite di*
personaggi militari e politici. — Khevenhiller,
Annales Ferdinande, t. XII. — Levassor, *Histoire*
de Louis XIII, t. V. — Kraft, *Histoire générale*
de l'auguste maison d'Autriche, t. III. —
Mémoires de Frédéric-Henri, prince d'Orange. —
 Comelyn, *Histoire de Frédéric-Henri*. — H. Lon-
 chay, *La rivalité de la France et de l'Espagne*
dans les Pays-Bas. — A. Waddington, *La Répu-*
blique des Provinces-Unies, la France et les
Pays-Bas espagnols de 1630 à 1630. — Duc d'Au-
 male, *Histoire des princes de Condé*, t. III et IV.
 — *Recueil des Gazettes*. — Vincart, *Relations*
militaires (Voir à ce sujet la *Relation de la cam-*
pagne de Flandre de 1649, publiée par E. La-
 meere, introduction). — Avenel, *Correspondance*
de Richelieu, t. IV. — Cheruel, *Lettres de Maza-*
rin, t. I et II. — *Cartas de D. Manuel de Moura,*
marques de Castel Rodrigo, 1644, dans *Coleccion*
de documentos inéditos, t. LIX. — *Lettres con-*
tenantes les particularitez du voyage d'Allemagne
en Italie, de la en Espagne, et puis en Flandres
de Son Excellence Monseigneur Octave Piccolo-
mini (Anvers, 1644). — A. von Weyhe-Eimke,
Octavio Piccolomini als Herzog von Amalfi. —
 E. Gossart, *Estevanille Gonzalez*. — Archives
 générales du royaume, Secrétairerie d'Etat espa-
 gnole, registres 353-360 : *Correspondance du*
Cardinal-Infant Ferdinand avec le comte Picco-
lomini, duc d'Amalfi, 22 avril 1636 au 14 dé-
 cembre 1641.

PICKARD (Jean), écrivain ecclésiast-
 que, né à Luxembourg, probablement
 vers 1270. Il entra dans l'ordre des
 Dominicains, au couvent de sa ville
 natale. En 1308, après avoir passé son
 baccalauréat à l'université de Paris, il
 devint provincial de la province teuto-
 nique. C'est ce que l'on peut inférer
 d'une des décisions du chapitre de Pa-
 doue en 1308 : *Ponimus vicarios in pro-*
vincias infrascriptas, quousque provinciales
in eisdem provinciis electi et conformati
fuertunt et presentes, in provincia Teuto-
nica fr. Joannem de Lucembere, baccalau-
reatum Parisiensem. En 1310, Pickard
 obtint de quitter son poste, en Alle-
 magne, pour se rendre à Paris, afin d'y
 passer son examen de théologie. Cela
 résulte d'une des décisions du chapitre
 de Plaisance (1310) : *Absolvimus priorem*
provinciale Teutonia quia mittimus eum
Parisiis ad recipiendum magisterium in
Theologiam (Acta capituli Placentini). Le
 3 novembre de la même année, Pickard
 obtint son grade. A partir de ce moment,
 nous ignorons ce que devint notre au-

seur. Quétif et Echard (*Scriptores ordinis prædicat.*, 1719) ont supposé qu'il accompagna Henri VII, empereur d'Allemagne, dans son expédition d'Italie : ils ont voulu l'identifier avec un *magister Johannes de Lucidomonte*, qui joua un rôle assez important dans l'entourage de l'empereur. C'est là une pure hypothèse qui attend encore sa démonstration : *Lucidomonte* semble plutôt remonter à une forme *Lichtemberg* qu'à *Luxembourg*.

Paquot (*Mémoires*, t. IX), qui accepte l'hypothèse de l'identité de Joh. de *Lucidomonte* et de Joh. de *Lucemberc*, en arrive à conclure que ce n'est point Luxembourg qui est la ville natale de Jean Pickard, mais qu'il doit être soit de *Lichtemberg* en Bavière, soit de *Lichtemberg* près de Maestricht, soit de *Lichtemberg* dans le Brunswick. En ce qui me concerne, je ne crois pas que les deux personnages n'en fassent qu'un.

Quelques mots sur le rôle de ce *Johannes*.

Tandis que Henri VII était à Pise, des lettres de Rome vinrent l'inquiéter. L'empereur avait l'intention de se *faire sacrer* à Rome et il apprenait que Jean, frère de Robert, roi de Sicile, fermait et fortifiait tous les passages qui pouvaient l'y conduire. Sur-le-champ, Henri envoya quatre ambassadeurs aux rebelles, et, parmi eux, *magister Johannes de Lucidomonte*. Tandis que Jean de Naples ajournait, pour achever ses préparatifs militaires, les explications que l'empereur lui avaient demandées, *magister Johannes* se détacha de l'ambassade et se rendit à Naples pour hâter l'accomplissement d'un mariage projeté entre la fille de l'empereur et le fils du roi Robert. Mais toutes ses négociations échouèrent. L'empereur entra à Rome autant par surprise que par force. *Magister Johannes* vint l'y trouver et lui dire que Robert différerait encore le mariage, espérant le faire plus tard à des conditions plus avantageuses pour son fils et pour lui-même. (Voir, sur tous ces points, Boehmer, *Font. rer. Germanic.*, t. I, p. 107, 108, 112.)

Henri VII mourut, on le sait, le

24 août 1313. Que devint *Johannes de Lucidomonte* après sa mort ? On l'ignore. D'anciens écrivains de l'ordre des Dominicains (Bandellus, etc.), qui ne parlent pas du séjour de Jean Pickard en Italie, ont fait de notre auteur un évêque de *Ratisbonne*. Mais Echard et Foppens ont déjà fait observer que les documents semblent contredire cette assertion ; en effet, la *Hierarchia catholica* de Eubel ne mentionne pas ce nom dans la liste des évêques.

En résumé, nous ne savons rien de certain sur les dernières années de la vie de Pickard.

Les écrivains de l'ordre lui attribuent diverses œuvres : 1. *Sermones quadragesimales*. — 2. *Sermones dominicales*. — 3. *Sermones de sanctis per annum*. D'après Turrecremata, l'un de ces sermons était fort remarquable ; il traitait de *la nativité de la vierge*, et commençait par ces mots : *Fons parvus crevit in fluvium*. Le P. Antoine de Siennes attribue également à Pickard une *Summa Theologiæ*. B. Hauréau, dans la *France littéraire*, t. XXVIII, a déjà remarqué qu'aucune de ces œuvres n'a été imprimée et que l'on n'en a pas trouvé les manuscrits. L'œuvre de Pickard paraît donc entièrement perdue.

Léonard Willems.

Foppens, *Bibl. belgica* (1739), t. II, p. 711. — Paquot, *Mémoires* (1767), t. IX, p. 231-233. — Quétif et Echard, *Scriptores ordinis prædicatorum* (1719), t. I, p. 522. — Neuman, dans le *Bulletin du bibliophile belge*, t. XV, p. 232. — Calmet, *Bibl. lorraine* (1751), p. 743-746. — B. Hauréau, *Hist. lit. de France*, t. XXVIII (1881), p. 317-317. — Jocher, *Allgem. Gelehrter Lexicon*. — Rudinszky, *Univ. Paris* (1876), p. 441.

PICQ (Géry) (1), sculpteur, florissait à Gand au XVII^e siècle. Il fut élève de Jacques Cox, l'éminent statuaire qui prit une part si grande dans l'ornemen-

(1) Son acte de naissance n'a pas été retrouvé à Gand. Il y épousa, en premières noces, Adrienne Mathys alias Andries, Andrien, le 20 mai 1640, et en secondes noces, Marguerite de Latre, le 31 octobre 1683. Gery Picq, qui eut plusieurs enfants de son premier mariage, fut enterré par les frères Alexiens, en 1691. Le jour n'est pas indiqué au registre. Par acte du 24 juillet 1692, ses petits-fils renoncèrent à sa succession, dont l'actif était inférieur au passif. Archives de Gand : registres paroissiaux, registres des Alexiens, états de biens. — Note de Mr V. Vander Haeghen, archiviste de la ville de Gand.

tation de l'église Notre-Dame de Saint-Pierre, en cette ville, dont la première pierre fut posée en 1629. Picq acheta la franchise du métier des peintres et sculpteurs en 1644, et fut juré de la corporation en 1667.

Juste Billet, chroniqueur gantois, raconte que le 19 juin 1663 il fut, chez l'« habile sculpteur » Picq, en vertu de ses devoirs de maître de police urbaine afin d'y examiner la nouvelle statue, de bois doré, de l'empereur Charles-Quint. « Je la trouvai belle, bien taillée et exécutée d'après un excellent modèle. Plus tard, maître Picq m'avoua qu'il l'avait travaillée d'après la gravure d'un portrait que le Titien avait peint à l'huile. Cette statue, faite d'une pièce de bois de chêne, de neuf pieds de long, le plus pur et le meilleur qu'on ait pu trouver, durera plus longtemps que celle taillée par Robert Colyns de Nole, laquelle était en deux ou trois fragments assemblés. D'après l'opinion commune, l'œuvre de Géry Picq existera encore dans cent ans, surtout si l'on a soin de la bien peindre avant de la dorer ». Lors de la joyeuse entrée des archiducs Albert et Isabelle à Gand, les 28-30 juillet 1600, le magistrat de la ville avait commandé à Robert Colyns de Nole, le renommé sculpteur anversois, une statue en bois destinée à être placée sur la colonne en pierre (renouvelée en marbre en 1775), qui subsista jusqu'à la fin du XVIII^e siècle au milieu de la place du Vendredi. Cette statue représentait Charles-Quint en costume impérial avec la couronne, le glaive et le globe traditionnels. En 1601, on résolut de la remplacer par une statue en pierre. Nous ne savons si celle-ci fut exécutée, et nous devons nous en rapporter à Billet; comme on l'a vu, le chroniqueur nous apprend que le bois fut employé pour la nouvelle statue, qui subsista jusqu'en septembre 1707, date où elle fut abattue par un ouragan, lequel brisa en même temps la partie supérieure de la colonne. La statue ne fut qu'endommagée : Helderberg, sculpteur en titre de la ville de Gand de 1683 à 1693, la restaura dans l'église Saint-Jac-

ques où elle avait été déposée. Remise en place lors de l'inauguration comme comte de Flandre de l'empereur Charles VI, représenté par le marquis de Prié, son gouverneur général aux Pays-Bas, elle y resta jusqu'en novembre 1792; elle fut, alors, détruite par les Sans-Culottes gantois, lors de la première invasion française, après la bataille de Jemmapes. Le modèle, de petite dimension, subsiste encore au musée archéologique de Gand.

Géry Picq avait été appelé, par contrat du 7 septembre 1682, à faire le modèle du tabernacle de l'église Saint-Nicolas à Gand, que le sculpteur Jacques Pieters, de la même ville, exécuta l'année suivante. Ce tabernacle est en forme de temple à quatre colonnes torses. Dieu le Père, au milieu d'un groupe d'anges et de chérubins, plane au-dessus du dôme qui surmonte le fronton. Les statues de la Foi et de l'Espérance figurent aux côtés de la porte dorée et travaillée à jour, qui donne accès aux vases sacrés. Deux petits anges sont en adoration devant le Saint-Sacrement figuré au fronton. Tout ce travail est d'une exécution correcte et gracieuse. Une barrière ou balustrade en marbre blanc, délicatement fouillée, protège cette belle œuvre : elle est divisée en trois parties rappelant des sujets de l'Ancien et du Nouveau Testament. Les armoiries du chanoine Josse Gheraerds, protonotaire apostolique, apparemment le donateur de l'œuvre, ornent le compartiment du milieu. Deux années après, en 1685, le sculpteur Jean Vanden Steen, de Malines, termina ce tabernacle. L'année suivante, 1686, la fabrique de l'église désigna le sculpteur anversois Pierre Verbruggen le vieux et Arnould Guilielmus, auxquels le magistrat de la ville adjoignit le sculpteur Trupeles, de Bruxelles, pour se prononcer sur cette œuvre.

L'église Saint-Nicolas à Gand renferme une chaire que l'on attribue à notre sculpteur. Cette œuvre, artistement travaillée, date de 1670, époque où Géry Picq jouissait, dans la ville, d'une grande réputation, comme le prouve

l'acte passé, le 4 février 1669, entre la fabrique de l'église et l'entrepreneur Norbert Sauvage. Les quatre faces sont revêtues de médaillons représentant les Docteurs de l'Eglise. Des figures d'enfants, représentant les quatre Eléments, en occupent les coins. L'abat-voix est soutenu par deux anges. La chaire proprement dite est posée sur un motif ornemental terminé à sa partie supérieure par les emblèmes des quatre Evangélistes. Ce n'est que depuis 1845 qu'elle est munie d'un escalier à deux rampes fait par le sculpteur Bogaert. Picq fit encore à Gand un travail assez curieux pour l'une des six grandes cloches du beffroi : il consiste dans la représentation de la Pucelle de Gand, dans son enclos palissadé, le lion tenant l'écu armorié de la ville. Il sculpta, en 1674, pour l'église primaire d'Ostende, les statues du Christ, de saint René et de saint Jacques.

Edmond Marchal.

Kervyn de Volkaersbeke, *les Eglises de Gand*. — E. de Busscher,

PICQUÉ (Charles), peintre de portraits et d'histoire, né à Deynze, le 20 juin 1799, décédé à Bruxelles, le 21 mars 1869. Elève de Paelinck à Gand, et de l'académie de Bruxelles, où il remporta en 1823 le grand prix de peinture, Charles Picqué se rendit en Italie et y passa plusieurs années. Revenu dans sa ville natale, il envoya aux expositions de Gand et de Bruxelles des tableaux d'histoire, entre autres : *Une réunion de membres du Gouvernement provisoire de Belgique* (Gand, 1832); *La fuite en Egypte* (Bruxelles, 1833); *Saint Roch guérissant les pestiférés* (Bruxelles, 1836). Nous trouvons au musée de Gand une de ses premières œuvres : *Hébé*, qui avait remporté le prix au concours de 1826. Dans la même ville, l'église cathédrale de Saint-Bavon possède son *Saint Roch secouru par un ange*. Mais bientôt Charles Picqué abandonna la peinture d'histoire pour se consacrer presque exclusivement au portrait, genre qui lui valut de nombreuses commandes; ses portraits jouissaient, en effet, d'une

grande réputation de ressemblance. Suivant en quelque sorte les traditions des portraitistes ambulants du XVIII^e siècle, il était rarement dans son atelier, sans cesse appelé dans les diverses villes et les châteaux des deux Flandres, et jusqu'en Angleterre où il fit de fréquents voyages. La plupart des familles gantoises ont conservé des portraits de sa main. Citons ceux de M^r *Bogaert*, chez M^r Ferdinand vander Haeghen (réplique à l'hospice d'Exaerde), de M^r *Jean Blommaert*, chez M^r Hulin, etc. Son propre portrait est conservé à l'académie de Gand. Une de ses dernières œuvres est le portrait de l'architecte Minard, conservé à la bibliothèque de la ville et de l'université de Gand.

Comme dessinateur-lithographe, Ch. Picqué a laissé notamment les portraits des membres du gouvernement provisoire, qu'il avait représentés dans le tableau cité plus haut. Celui-ci est conservé aujourd'hui à l'Hôtel de ville de Bruxelles; une répétition se trouve au musée de cette ville, où notre artiste passa les dernières années de sa vie.

Georges Hulin.

Moniteur, 1869, 24 mars, p. 1051. — Vander Maelen, *Dictionnaire des hommes de lettres*. — A.-P. Sunaert, *Catalogue descriptif du musée de la ville de Gand* (Gand, 1870). — Catalogues d'expositions.

PICQUERI (François), théologien, né à Mons en 1623, mort en cette ville, le 4 décembre 1705. Etant entré dans la congrégation de l'Oratoire à Louvain, en 1643, il enseigna la théologie pendant de nombreuses années tant en cette ville qu'en France et dans le Hainaut. Il alla rejoindre son frère Louis à la maison de Mons, qu'ils gratifièrent d'un revenu de 2,000 livres. C'étaient des prêtres très estimés. François devint prévôt des maisons wallonnes de sa congrégation. Il eut beaucoup à souffrir durant la lutte qui s'engagea contre celle-ci pendant les années 1690 et suivantes. Soupçonné de jansénisme avec d'autres Pères, il eut à se défendre contre de graves accusations et fit sa soumission, le 11 octobre 1690, devant Zacharie Maes, curé de Sainte-Elisabeth

et doyen de chrétienté, à Mons. Une sentence de l'archevêque de Cambrai, Jacques-Théodore de Brias, en date du 12 novembre 1692, déclara trois libelles publiés contre les Oratoriens « scandaleux, diffamatoires, injurieux.... à la piété et à la religion des prêtres de l'Oratoire de Mons ». Un nécrologe de la congrégation dit que François Picqueri fut un personnage pieux et savant.

Léopold Devillers.

Ch. Rousselle, *Notice sur la congrégation de l'Oratoire de Mons*, dans *Annales du Cercle archéologique de Mons*, t. X, p. 330. — F. Hachez, *François Picqueri, de Mons*, dans les *Annales précitées*, t. XX, p. 185.

PICQUET (*Charles-Adolphe*), avocat, homme politique, né à Mons le 21 juin 1798, mort en cette ville, le 5 mai 1864. Après avoir achevé ses humanités au collège communal de Mons, il alla suivre les cours de l'université de Liège où il obtint le diplôme de docteur en droit, le 21 juillet 1818. Sa thèse a été imprimée sous ce titre : *Dissertatio inauguralis juridica de liberis naturalibus et ex nefando coitu natis*. Liège, Collard, 1818; in-4°, 35 p. De retour dans sa ville natale, il fut admis au stage dans le cabinet de Jean-François Dolez. Cet avocat distingué prédit à Charles Picquet une carrière brillante. Et, en effet, ses débuts furent éclatants, et lui attirèrent de bonne heure cette renommée qui ne fit que s'accroître et qu'il conserva jusqu'à son dernier jour. Jurisconsulte profond, travailleur infatigable, doué du talent de la parole, il réunissait en lui toutes les qualités de l'avocat. Sa réputation devait l'élever dans la sphère de la politique. Il fut élu pour le district de Mons, le 5 novembre 1830, membre suppléant du Congrès national de Belgique, et appelé à remplacer Pacifique Goffint, membre effectif démissionnaire, le 31 mai 1831. A partir de cette époque, il prit part aux discussions de cette assemblée. Nommé rapporteur de la commission qui fut chargée de présenter au Régent, après l'inauguration de Léopold I^{er}, le décret portant que Surlet de Chokier avait bien mérité de la patrie, il rendit compte de la démarche

faite par cette commission dans la séance du Congrès du 22 juillet 1831. Dans sa courte carrière parlementaire, Charles Picquet donna des preuves de son indépendance et de son dévouement patriotique. Le barreau de Mons voulut lui en témoigner sa haute satisfaction. Les suffrages de ses confrères l'appelèrent au conseil de discipline du barreau de Mons, lors de sa réorganisation en 1831, et à plusieurs reprises il remplit les fonctions de bâtonnier. En 1839, il se démit de celles d'auditeur militaire qui lui avaient été conférées par arrêté royal. Appelé par ses concitoyens au conseil communal de Mons, le 29 octobre 1840, il fit partie de cette assemblée jusqu'en 1857. Le 6 juin 1839, le roi, pour le récompenser des services qu'il avait rendus au pays, le nomma chevalier de l'Ordre de Léopold, et par arrêté du 22 septembre 1856, il fut promu au grade d'officier du même ordre.

Son fils, Charles-Aubert-Joseph, né à Mons, le 24 octobre 1826, y décédé, le 11 décembre 1885, montra aussi un grand talent comme avocat. Helléniste des plus distingué, il consacrait ses loisirs à l'étude des mathématiques supérieures et à celle des langues et des littératures étrangères.

Léop. Devillers

Huytens, *Discussions du Congrès national de Belgique, 1830-1831*. — *L'Indépendant*, du 4 mars au 30 juin 1831. — *Le Constitutionnel de Mons*, des 6 et 10 mai 1864. — Discours prononcé par François Dolez, bâtonnier de l'ordre des avocats, aux funérailles de Charles-Adolphe Picquet. — *Annales du Cercle archéologique de Mons*, t. XX, p. XXXII-XXXIV.

PICQUET (*Ulbalde-Joseph*), géomètre, né à Rumes, le 23 septembre 1814, décédé à Froimont, le 27 juillet 1880. C'était un cartographe remarquable, dont on possède : 1. *Plan géométrique de Tournai, dressé d'après les opérations cadastrales, à l'échelle de 1 à 2,500. Avec un indicateur des rues et des édifices, par section*. Lithographié à l'établissement géographique de Ph. Vandermaelen et publié à Tournai par F. Simonot, en 1838. Larg. 1^m13, haut. 0^m745. Une seconde édition de ce plan, à la même échelle, donne le système complet des fortifica-

tions. Tournai, F. Simonot; 2 feuilles. — 2. *Carte topographique de l'arrondissement judiciaire de Tournai, dédiée à M. Dumon-Dumortier, président du Sénat et bourgmestre de Tournai*. 1852; 16 feuilles. Cette carte fait partie de la grande carte topographique de la Belgique, à l'échelle de 1 à 20,000, publiée par Ph. Vandermaelen. — 3. *Plan géométrique de la ville de Tournai, dressé à l'échelle de 1 à 5,000 mètres. Avec une légende*. Tournai, mademoiselle C. Duprez, 1854. Larg. 0m59, haut. 0m424.

D^r Edmond Deffernez.

Bulletins de la Société historique et littéraire de Tournai, t. VI, p. 187-188. — *Bibliographie nationale*, t. III, p. 129-130.

PICTOR (*Petrus*). Voir PIERRE LE PEINTRE.

PIEDRO (*Pierre de Kempeneer*, dit). Voir CAMPANA.

PIELTAIN (*Dieudonné-Paschal*), violoniste et compositeur, né à Liège, le 4 mars 1754, mort dans la même ville, le 10 décembre 1833. Il s'adonna de bonne heure à l'étude de la musique et particulièrement à celle de la technique du violon; il fut un des meilleurs élèves du célèbre violoniste Jarnowic, connu sous le nom de Giornovich (1745-1804), pendant le séjour de ce maître à Paris (de 1770 à 1779). Après avoir joué pendant six années consécutives à Paris, aux concerts spirituels fondés par Philidor en 1724, Pieltain se rendit à Londres où il avait été engagé comme premier violon pour les concerts organisés par lord Abingdon (1740-1799) et auxquels on donna le nom de celui-ci. L'artiste belge occupa cette position pendant une dizaine d'années, après lesquelles il commença, comme violoniste-virtuose, de nombreuses tournées artistiques qui lui acquirent de la renommée en Allemagne, en Pologne, en Russie, etc.

Dieudonné Pieltain passa les dernières années de sa vie dans sa ville natale, au sein de sa famille, consacrant ses loisirs à la culture de l'art. Il com-

posa un très grand nombre d'œuvres pour son instrument: il fit graver treize concertos de violon, six sonates, douze quatuors, six duos et douze petits airs pour le violon; il laissa en manuscrit trente concertos, vingt-cinq airs variés pour deux violons, six sonates pour violon et violoncelle, cent soixante-sept quatuors et cinquante études pour le violon. Il légua ses manuscrits à l'un de ses élèves, le père Rouma, comme on l'appelait familièrement (son fils vit encore), qui eut l'honneur d'être le maître de Hubert Léonard, le chef bien connu d'une école renommée du violon.

C. Bergmans

Bedelièvre, *Biographie liégeoise*. — Fétis, *Biographie des musiciens*. — Renseignements personnels.

PIÉMONT (*Jean-François*), écrivain flamand, né à Termonde, le 12 novembre 1818, et y décédé, le 30 avril 1883. Il fit à l'université de Louvain des études qu'il n'acheva pas et prit service dans l'armée où il devint sous-officier au régiment des chasseurs. Après avoir quitté l'armée, il ouvrit dans sa ville natale une école qui n'eut pas de succès. En 1857, il commença une imprimerie et devint éditeur d'un journal: *Het Ros Beyard*, qui se distingua par le ton violent de sa polémique et dut bientôt cesser de paraître. D'échec en échec, Piémont tomba dans la misère matérielle et morale. Colporteur de papier et de plumes, il mourut dans le plus profond dénûment. Il laisse plusieurs romans, d'ailleurs sans valeur littéraire, dont voici les titres: 1. *Ernest Stevenaert of de ontaerde zoon*. Bruxelles, C.-J.-A. Greuse, 1863; in-8°, 237 p. — 2. *Johan Tack of de misleide Vlaming*. Malines, E.-F. Van Velsen, 1863; in-12, 230 p. — 3. *Het Vlamsch soldatenleven*. Ibid., id., 1865; in-16, xv-161 p. — 4. *De Beeldsnijder, avondverhaal uit het begin der xve eeuw*. Termonde, Auguste Grootjans, 1865; in-4°. — 5. *De Cholera-Ziekte Verhaal*. Bruxelles, J.-H. De Hou, 1867; in-16, 52 p.

Léon Goemans.

Frederiks et Vanden Branden, *Biographisch woordenboek*. — Fr. de Potter, *Vlaamsche bibliographie*.

PIEN (Ignace), théologien belge de la première moitié du XVIII^e siècle, né à Gand, le 27 octobre 1684, mort à Rome, le 25 juin 1763. Il entra dans l'ordre des Jésuites le 1^{er} octobre 1698, professa la philosophie à Anvers, l'écriture sainte et la théologie à Louvain. Dès 1731, il était établi à Rome comme écrivain et ensuite comme censeur des livres. Pien écrivit de nombreux ouvrages de polémique religieuse, sous le nom de Petrus Malleus, du nom latinisé de sa mère, qui s'appelait *D'Hamere*. Il prit parti contre les jansénistes lors de la querelle suscitée par la bulle *Unigenitus*. Ce fut à propos de cette polémique qu'il écrivit : *Petri Mallei, presbyteri Antverpiensis dialogus primus, quo ostenditur Constitutionem Unigenitus a tota Christi Ecclesia acceptatam*, etc. Anvers, Jacques van Gaesbeek, s. d.; l'*approbatur* est du 1^{er} juillet 1719. Le *Dialogus secundus*, qui parut postérieurement, a un *approbatur* du 31 octobre 1719. Le *Dialogus tertius* est de 1722; l'*approbatur* est du 28 mars 1722. Il y eut de cette œuvre de nombreuses éditions, dont on peut voir le détail dans Sommervogel (*Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*). Les ouvrages que Pien a voulu réfuter dans ses dialogues sont : 1^o *Le faux schisme des Appellans*; 2^o *Dissertatio qua examinatur in Constitutionem Unigenitus acceptaverit Ecclesia*. (Delphis, apud Henricum Rhenanum 1719, cum approbationi.) Cette dissertation est une œuvre anonyme du théologien Jean Opstraet, qui avait refusé de signer la bulle *Unigenitus*. (V. sur Opstraet *Biographie nationale*, article de M^r Monchamps, et *Analecta*, t. XXI, de M^r le chanoine Reusens).

Concernant la bulle *Unigenitus*, Pien écrivit encore : *Petri Mallei, presbyteri Antverpiensis, Pastor Bonus seu defensio ecclesiæ Mechliniensis... pars prima qua ostenditur Constitutionem Unigenitus esse regulam fidei quinque ob causas...* (*approbatur*, Louvain, 9 mars 1726). *Pars secunda qua ostenditur non ecclesiam Mechliniensem, sed rejicientes constitutionem Unigenitus esse schismaticos* (*approbatur*, 1^{er} juillet 1726).

Pien traduisit en latin un traité de

l'évêque d'Angers, intitulé : *Lettre de Monseigneur l'Evesque d'Angers, par laquelle il répond à deux libelles Quesnelites, dont l'un a pour titre : Inscription en faux du P. Quesnel; l'autre : Nouvelles fourberies jésuitiques*. Louvain, G. Stryckevant. La traduction est intitulée : *Epistola Illustrissimi ac reverendissimi Episcopi Andegavensis qua confutantur duo libelli Quenelliani... latine reddita*. Louvain, G. Stryckevant.

Citons encore de Pien : 1. *Bellarminus de Romanis Pontificis infallibilitate, a cavillis et calumniis patroni Protestantium Lovanii, damnatorum operum Lovanii et Dupin... Lutheranorum et Calvinistarum armis pugnantis* (*approbatur*, 5 mai 1723). — 2. *Petri Mallei Responsa ad interrogata* (Louvain, 1723), polémique avec le P. Dujardin, provincial de l'ordre des Dominicains, qui combattait la bulle *Unigenitus*. — 3. *Petri Mallei responsa antiqua ad nova interrogata*, polémique avec D. Damen, S. T. et D. Quareux, S. T. Louvain, J.-B. Schellekens; *approbatur*, 16 juin 1622. — 4. *Petri Mallei Epistola Responsoria ad epistolam Petri Hollen, pastoris Ultrajectensis*. Louvain, J.-B. Schellekens; *approbatur*, 16 février 1724.

Outre ces œuvres personnelles de Pien, il existe aussi un certain nombre de dissertations, publiées par des élèves du théologien *preside I. Pien*, sur les sujets les plus divers de la théologie : elles sont citées en détail dans l'ouvrage de Sommervogel.

Léonard Willems.

Sommervogel, *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*, t. VI, col. 727.

PIEN (Jean) ou PINIUS, hagiographe, né à Gand, le 14 décembre 1671, de Jean Pien, avocat au conseil des Flandres, et de Marie-Thérèse d'Hamere, mort à Anvers, le 19 mai 1749. Après avoir terminé ses études au collège de la Compagnie de Jésus, à Gand, il entre au noviciat de Malines, le 30 septembre 1696, étudie la philosophie et les belles-lettres à Anvers et à Hal; puis il est envoyé en qualité de professeur à Bruxelles et de là au collège d'Anvers; il

étudie la théologie à Louvain et reçoit la prêtrise le 20 septembre 1710. L'œuvre bollandienne réclamait en ce moment des recrues valides. Papebroch, le vénérable « senior » des bollandistes, ne pouvait plus aider ses confrères que des lumières de son expérience, et tout le poids de l'œuvre reposait sur trois hommes, Du Sollier, Baert et Janning, dont les deux derniers prenaient de l'âge et sentaient leurs forces décliner. On leur adjoignit en 1713 le P. Pien, qui par ses aptitudes et en particulier par sa connaissance approfondie du grec était tout désigné pour cette tâche. Sa part de collaboration est répartie sur quatorze volumes des *Acta Sanctorum* : les sept volumes de juillet, les six d'août et le premier de septembre. Presque tous les articles d'hagiographie grecque lui furent réservés. Mais il ne se confina point dans cette spécialité. C'est à lui que nous devons les amples commentaires sur les actes de saint Bernard et sur ceux de saint Ignace. Ces derniers eurent le privilège d'exciter la mauvaise humeur de Laderchi, qui se trouvait d'ailleurs fréquemment en désaccord avec les bollandistes. Le voyage littéraire du P. Pien en Espagne (septembre 1721-juin 1722) lui fournit, avec d'autres matériaux, les éléments de son grand travail sur le rite Mozarabe et sur les antiques liturgies de la Péninsule en général. Une importante dissertation sur les Diaconesses (tome II de septembre) et la biographie du P. Papebroch complètent la série des travaux de cet érudit laborieux et sagace.

Hipp. Delehay S. J.

J. Perierus, *Elogium reverendi patri Joannis Pii hagiographi societatis Jesu του μακρυτου*, dans *Acta Sanctorum*, Septembris, t. III. — De Backer-Sommervogel, *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*, t. VI.

PIEN (*Liévin*). Voir **PYN**.

PIENS (*Félix-Martin*), poète flamand de la fin du XVIII^e siècle. Nous n'avons aucun détail biographique sur lui et savons seulement par ses écrits qu'il vécut à Bruxelles. Il fit imprimer chez J.-L. Jorez, en 1774, sa première œuvre. Elle est intitulée : *Ophaaling der pligt,*

elk in zijn ampts bediening, gemaakt en in rijme gestelt door een suygeling van Pegasus Fontijn. (Sans date, mais les *approbatur* sont datés des 22 et 24 juin 1774). Le poème est dédié au marquis du Chasteler : l'auteur y engage un chacun, longuement et avec de nombreux textes bibliques à l'appui, à faire son devoir; il s'adressa d'abord aux rois (*Vorst en Heere*), puis aux juges (*heeren regters*), aux avocats et juristes (*advocaaten en regts-geleerde*), aux notaires (*heeren notarissen*), aux soldats (*den soldaat en krijtsman*). Dans l'avertissement final *ad lectorem*, le poète nous avertit :

Gij hebt mijn eerste werk ontfangen in uw handen

Ce long poème moral en alexandrins est fait à l'imitation de Cats, qui y est du reste cité page 40. Chez le même imprimeur parurent successivement : 1. *Het treurig aanwijs van menig ongelijk Houwelijk, in dese droeve eeuw. Hier afgeschets om ieder aan te toonen de pligt en zijn verbond, in dit heijlig sacrament*. Sans date, mais *approbatur* des 18 janvier et 10 mars 1775. Poème moral sur le mariage. — 2. *Invallende gedagten op den handel ende wandel, die den Sterveling kunnen voorvallen ende daar in vallende ofte medebesmet wesende sy hem zouden mogen dienen om die hertstochten te verzaaken*. Sans date, mais *approbatur* des 1^{er} décembre 1775 et 5 janvier 1776. Long poème moral de pas loin de quatre mille alexandrins divisés en neuf parties. Enfin, *D'aenstouwing van mijn pen, die heeft mij aengeport aen menig misverstand, of onberede bryn, te toonen den sterveling zijn ongelijk? Die een onwettig kind, derft bastaert laeken*. (Sans date, mais deux *approbatur* des 15 et 16 avril 1777). Dans ce long poème, Piens engage ses lecteurs à ne jamais reprocher à un bâtarde sa naissance illégitime : l'auteur nous fait l'éloge d'une série de grands hommes qui n'étaient que des bâtards.

Il serait difficile de citer, dans ces quatre œuvres qui se suivent à une année près, un seul passage où l'auteur ait su s'élever au-dessus de la médiocrité. Cats,

que l'auteur imite visiblement (il lui reprend des hémistiches entiers), connaissait à fond sa langue et en possédait toutes les ressources. On ne saurait en dire autant de Piens. Ce dernier a été jusqu'à recopier l'orthographe de son devancier; il écrit notamment encore *ende* pour *en*, et *aa* pour *ae*, qui était seul en usage à cette époque dans les Flandres.

Léonard Willems.

Frederiks et Vanden Branden, *Biographisch woordenboek*.

PIËRA (Grégoire), abbé de Tongerlo, né à Malines, le 20 novembre 1645, décédé à Tongerlo, le 17 septembre 1723. Piëra, d'origine espagnole par son grand-père, était le fils du médecin de l'hôpital royal à Malines. Après avoir reçu une éducation soignée, il embrassa la vie monastique à l'abbaye de Tongerlo, et y émit les vœux de religion en 1671. Il étudia avec grand succès la philosophie à Louvain, la théologie à Rome; des contemporains parlent avec estime de ses talents littéraires et de ses connaissances de diverses langues. Rentré au monastère, il remplit successivement les fonctions de cellérier et de proviseur. Après la mort du prélat Crils, décédé le 1^{er} janvier 1695, Grégoire Piëra, un des trois candidats, élus et proposés par la communauté au choix définitif du gouvernement, l'emporta sur ses deux compétiteurs. Administrateur habile, supérieur zélé pour la discipline monastique, amateur et protecteur des lettres et des arts, tel fut l'abbé Piëra pendant les vingt-huit années que dura son gouvernement. La bibliothèque de l'abbaye venait de recevoir un ameublement neuf, artistement sculpté par Jean de Vrée, de Termonde; le soin que prit le prélat pour l'enrichir de trésors littéraires par l'acquisition de livres de choix, eût suffi, au dire de Foppens, pour lui mériter des éloges éternels. La guerre de la succession, qui se termina par la paix d'Utrecht, en 1713, fut désastreuse pour l'abbaye; ses propriétés furent ravagées par les armées, tandis que les belligérants ne cessèrent d'exiger de

nouvelles prestations en numéraire et en nature. Dès que les temps plus paisibles le permirent, Piëra s'empessa de refaire les finances du monastère et reprit les travaux d'embellissement de l'église abbatiale commencés au début de son administration. L'artiste Jean-Erasme Quellin avait été chargé, en 1700, de peindre, pour l'ornementation du chœur, huit grands tableaux, dont quatre devaient représenter des scènes de la *Vie de Notre Seigneur*, quatre des épisodes de la *Vie de saint Norbert*; de fait, il n'en exécuta que deux; les six autres furent peints par les artistes bruxellois R. van Orley et Janssens. Le maître-autel, que les auteurs du *Voyage littéraire de deux religieux bénédictins* jugeaient « d'un très bon goût et d'une magnificence achevée », fut l'œuvre du sculpteur anversois Henri-François Verbruggen, qui y travailla de 1698 à 1701 et de 1710 à 1713. En 1710 mourut l'abbé de Saint-Michel, à Anvers, J.-Chryst. Teniers; l'état politique du pays empêcha la nomination d'un successeur; en conséquence, le prélat Piëra, en sa qualité de vicaire du général de l'ordre, fut obligé de prendre la direction supérieure de ce monastère, qu'il cumula durant environ sept ans avec celle de sa propre abbaye. Les *Actes et Décrets* du chapitre provincial de l'ordre, célébré à Tongerlo, en 1718, qui furent édités à Anvers, en 1719, et une *Lettre circulaire*, adressée aux curés de l'ordre, éditée d'abord à Louvain, et puis à Gand, témoignent en faveur du soin jaloux de l'abbé Piëra pour l'observation de la discipline religieuse.

Fr. Waltman van Spilbeeck.

Van Spilbeeck, *De abdij van Tongerlo*, p. 512 et suiv.; *De voormalige abdijkerk van Tongerlo en hare kunstschaten*, p. 89 et suiv. — Foppens, *Hist. episcop. Sylvaeduc.*, p. 493. — Sanderus, *Chorographia sacra Brab.*, I.

PIERAERTS (Constant-F.-J.), recteur de l'université catholique de Louvain, né à Anvers, le 28 mars 1835, décédé à Louvain, le 30 janvier 1887. Les premières années de sa vie ecclésiastique furent occupées à l'enseignement des lettres latines; il devint pro-

fesseur de rhétorique, puis directeur du collège Saint-Rombaut, à Malines. Ses qualités oratoires s'y manifestèrent et lui valurent une réputation distinguée. Il s'occupait avec goût et dévouement de la direction de la jeunesse. En 1872, il fut appelé à l'université de Louvain, comme professeur de littérature latine et d'apologétique religieuse pour les étudiants des cours laïques. Il y eut grand succès. En même temps, sa plume élégante donnait au public, des volumes de biographie et de voyages où les sentiments délicats et l'art du lettré se mêlaient aux réflexions religieuses du maître de la jeunesse. Ces mêmes caractères se retrouvent dans une série de petits discours prononcés chaque année aux distributions de prix du collège de la Sainte-Trinité, à Louvain. En 1881, Pieraerts vit tout à coup grandir le champ de son action. Il fut appelé au rectorat magnifique de l'université catholique. A la fois simple et fin, affable et ferme, il sut se concilier les bonnes grâces du corps universitaire. Il eut un rectorat brillant, signalé par les fêtes du cinquantenaire de l'université et par des institutions nouvelles et importantes. Conscient de l'importance de sa tâche, actif, dévoué, il veut le progrès scientifique. Les discours qu'il prononce chaque année, à l'ouverture des cours, sont l'affirmation haute, en une éloquence ferme, de son programme. Et de fait les institutions grandissent sous sa régence : les laboratoires se complètent; les cours pratiques se développent dans les facultés de philosophie et de droit; le cours de droit social est fondé, ainsi que celui de pratique notariale. Son discours rectoral de 1885-1886 est un long chant de triomphe sur la vitalité de l'enseignement libre. Mgr Pieraerts eut une régence heureuse, féconde et honorée. Malheureusement elle fut courte et, en 1887, il était enlevé aux sincères regrets de l'université.

Parmi ses écrits, citons ses discours rectoraux publiés chaque année dans l'*Annuaire* de l'université catholique de Louvain; ses allocutions aux distributions des prix, indiqués plus haut et

publiés en brochure à Louvain, Ch. Peeters: la *Vie du chanoine Van Crombrugge*. — *Annecy, Ars et Paray le Monial*. — *Lourdes, la Sainte-Baume et la Salette*. — *Normandie et Bretagne*, etc., etc.

V Brants.

Notices et discours, oraison funèbre par Mgr Cartuyvels dans l'*Annuaire de l'université catholique de Louvain*, 1888. — *Le Liber Memorialis de l'université (1834-1884)*. Fêtes jubilaires et *Bibliographie académique* (Louvain, Peeters, 1887).

PIÉRARD (*Aristide-Edmond*), aumônier militaire, littérateur et historien, né à Charleroi, le 15 novembre 1819, décédé à Anvers, le 17 février 1883. Son existence fut mouvementée. Après avoir étudié la théologie au séminaire de Tournai, il fut ordonné prêtre en 1843 et envoyé d'abord comme professeur au collège de la Tombe, à Kain. Quelques années plus tard, il revint dans sa ville natale où il remplit les fonctions de chapelain à l'hôpital civil et au couvent des Carmélites. Cette vie tranquille et monotone, qu'il prit souci cependant d'égayer par la culture de la poésie et par des investigations historiques, finit par lasser son caractère enthousiaste; le besoin d'activité, de mouvement, si pas d'aventures, le poussa en 1858 à s'engager dans les missions. Prêtre généreux et dévoué, il partit pour le Canada et se fixa au milieu des populations indiennes qu'il évangélisa. La guerre de sécession éclate; l'abbé Piérard se fait admettre dans l'armée fédérale en qualité d'aumônier ayant rang de capitaine. Son zèle intrépide, sa charité envers les blessés le signalent à l'attention des chefs; son nom est porté à l'ordre du jour de l'armée et il reçoit la décoration instituée spécialement pour récompenser les actions d'éclat. La guerre terminée, Piérard ne quitta pas l'Amérique et devint le coadjuteur du P. Curran, curé de Saint-André à New-York.

Rappelé en Belgique pour fermer les yeux à son vieux père, mort le 27 mai 1863, à Charleroi, l'abbé Piérard repartit deux mois plus tard pour l'Amérique. Une armée française avait été envoyée au Mexique; le 18 mai, elle emportait Puebla et bientôt après l'archiduc Maxi-

milien d'Autriche était proclamé empereur. Piérard n'hésite pas à offrir ses services aux soldats européens. Il devait y retrouver des compatriotes dans la légion belge qui s'était formée pour suivre le nouvel empereur. Débarqué à Vera-Cruz le 6 octobre, Aristide Piérard était nommé, le 6 novembre, aumônier à titre temporaire d'un corps de troupes franco-mexicaines; un mois à peine s'était écoulé qu'une terrible épidémie de vomito-négro éclatait à Tampico et réclamait de l'aumônier un courageux dévouement et une intrépide abnégation; sa belle conduite lui valait l'admiration de tout le corps expéditionnaire. Le 20 mars 1864, Piérard recevait sa nomination d'aumônier de l'hôpital militaire et de la garnison de Cordova. Le 6 novembre 1864, le maréchal Bazaine le nommait aumônier à Orizaba, au pied des monts Borrego; Piérard assistait au siège d'Oajaca. Une maladie grave le tint pendant six semaines dans l'inaction à Mexico. A peine rétabli, il reprenait dès le 24 juillet 1865 l'exercice de son ministère à Quérétaro. Le 2 octobre suivant, il était attaché comme aumônier à la première division française, à San Luiz de Potosi. Les devoirs de cette fonction ne l'absorbaient pas complètement; il se fit un plaisir de prêter son concours à ses compatriotes de la légion belge et accepta de l'évêque de Monterey la charge d'examinateur synodal du diocèse. L'empereur Maximilien le nomma, le 11 avril 1866, chevalier de l'Ordre de la Guadeloupe et le promut, le 28 décembre de la même année, au grade d'officier.

Le retrait des troupes françaises amena son rapatriement en Belgique où il débarqua le 9 mai 1867, peu de semaines avant la fin lamentable de cette malheureuse expédition. Piérard séjourna quelques années dans son pays et publia ses souvenirs sur le Mexique.

Une épidémie régnait en 1870 à Glasgow en Ecosse; Piérard partit le 24 juillet pour se dévouer au soulagement des personnes atteintes de la contagion. Dès l'année suivante, il était revenu en Belgique où il fut d'abord

chapelain de la marquise de la Croix de Sayve à Clabecq, puis en juillet 1876 coadjuteur du curé de Mont-Saint-Guibert.

Le titre de chanoine de Bethléem et de Saint-Maurice qu'il obtint ensuite ne le fixa pas. Il repartit pour l'Amérique et s'établit à Rochester, dans l'Etat de New-York, puis devint curé de la paroisse de Sainte-Victoire. En 1881, il était au Canada, dans les neiges d'Arthalaska. Il n'y resta pas longtemps et passa à Anvers, avec le titre d'aumônier de l'église du Sacré-Cœur, à Berchem, les deux dernières années d'une vie nomade et aventureuse. Il fut frappé de mort subite.

Aristide Piérard n'oublia pas sa ville natale ni les malades qu'il avait aimé à assister pendant les premières années de sa vie sacerdotale; par testament, il légua à l'hôpital de Charleroi un capital de 25,000 francs.

C'est pendant son séjour à Charleroi surtout qu'Aristide Piérard jouit de loisirs suffisants pour mettre au jour ses principales publications. En voici la liste : 1. *Le livre du peuple. Enrichi de deux vignettes de S. A. la princesse Léopoldine de Croy-Solre*. Charleroi, Dambresse-Steigner, 1851; in-12 de 189 p. — 2. *Recherches historiques sur le village de Charnoy, berceau de Charleroi*. Charleroi, Deghistelle, 1855; in-8°. Cet opuscule fut inséré dans l'ouvrage suivant. — 3. *Le pays de Charleroi au point de vue historique, industriel et commercial, depuis les temps les plus reculés*. Charleroi, Deghistelle, 1855; in-8°, xix-151 p. C'est son principal ouvrage historique; l'auteur a pris soin de rechercher les annales de cette ville, créée en 1666 comme forteresse stratégique et devenant de nos jours un important centre industriel. Il s'y révèle historien scrupuleux, mais son livre est d'une lecture aride par suite de la reproduction dans le texte d'actes anciens. Dans nombre d'exemplaires, les pages 80 à 108 ont été remplacées par des poésies; cette substitution avait été imposée à l'auteur par le ministre de la guerre qui n'autorisa pas la publication des renseigne-

ments sur la forteresse carolingienne recueillis par Piérard. — 4. *Une excursion sur le boulevard de l'Entre-deux-Villes à Charleroi*. Charleroi, 1855; in-8°. C'est une causerie sur les transformations de cette ville. — 5. *L'âge d'or de la Belgique*. Charleroi, Deghistelle, 1855; in-8° de 8 p.; poème d'une composition terne, sans grand mérite. — 6. *Cinq années de missions au Texas et dans l'Amérique du Nord avant mon séjour au Mexique*. — 7. *Souvenirs du Mexique*. Bruxelles, H. Goemaere, 1867; in-12, 238 p. Ces deux derniers ouvrages sont le journal de l'auteur pendant ses séjours sur le nouveau continent. — 8. *Triomphe de la fraternité ou appel à l'Amérique en faveur de l'infortuné Mexique*. Bruxelles, V. Devaux et Cie, 1870; in-16, 24 p. — 9. *Voyage au palais du bonheur*. Bruxelles, Devaux, 1871; in-12, 50 p. — 10. *Le respect*. Bruxelles, Jamin et Coosemans, 1872; in-8°, 15 p. — 11. *Célébration du 10^e anniversaire du retour des soldats belges mexicains dans la patrie, le 11 mars 1877*. Bruxelles, A. Delbar, 1877; in-12, 15 p. — 12. *Hommage à N.-D. du Rempart, à Charleroi, à l'occasion du deuxième jubilé séculaire de la bénédiction de cette chapelle*. 1882.

Pendant son séjour au Mexique, Piérard adressa à la Société scientifique de Mexico un *Mémoire sur l'aqueduc de Quérétaro* et une notice intitulée : *Procession indienne à Quérétaro, le 20 avril 1680, à l'occasion de la dédicace du temple de N.-D. de Guadalupe*. Il a écrit un travail sur les mines du Mexique. Nous ne savons si ces œuvres ont été imprimées.

Ernest Matthieu.

C. Pyon, *Education populaire de Charleroi*, 8 mars 1883. — *Bibliographie nationale*, t. III.

PIÉRARD ou **PIERROT**, sculpteur, qui florissait à Tournai dans la seconde moitié du XVII^e siècle, est cité au nombre des élèves d'Arnould Quellin le jeune. Il fit, pour la cathédrale de Tournai, trois statues en marbre qui furent placées à l'autel de la chapelle de Notre-Dame-Flamande. La principale de ces statues, représentant Notre-Dame des Sept-Douleurs, était surtout remarquable

par l'expression de douleur imprimée à ses traits. Piérard est l'auteur du magnifique groupe, en marbre blanc, représentant l'*Ensevelissement du Christ*, qui ornait, dans la même cathédrale, le tombeau du chanoine Baudouin de Saladin, mort en 1698. Ce morceau, d'une exécution délicate, a été conservé dans le pourtour du chœur. On ne connaît ni la date de la naissance, ni celle du décès de notre artiste; d'après Philippe Baert, il serait mort à Tournai.

Leop. Devillers.

Ph. Baert, *Mémoire sur les sculpteurs et architectes des Pays-Bas*, dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 1^{re} série, t. XV, p. 136. — J. Le Maître d'Anstaing, *Recherches sur l'église cathédrale de Tournai*, t. I, p. 249. — Le chevalier Edmond Marchal, *Mémoire sur la sculpture aux Pays-Bas pendant les XVII^e et XVIII^e siècles* (Bruxelles, 1877), p. 127 et 168. — Le même, *La sculpture et les chefs-d'œuvre de l'orfèvrerie belges* (Bruxelles, 1895), p. 408 et 551.

PIÉRART (Adolphe), poète, imprimeur, né à Mons, le 19 novembre 1793, y décédé, le 27 novembre 1850. Après avoir fait ses humanités au collège communal de Mons, Adolphe Piérart ouvrit, en cette ville, dès 1824, une imprimerie d'une certaine importance. Il ne s'occupa d'abord que d'ouvrages de ville, mais il acquit bientôt une clientèle sérieuse. Les livres qui sont sortis de ses presses se font remarquer tant par l'exécution typographique que par la correction du texte. Sa première production fut une épitre en vers d'Adolphe Mathieu, ayant pour titre : *A mon ami L.-A. B.* (Lucien-Adolphe Brouta), 1825; in-8°. Il imprima, du 21 décembre 1826 au 31 mars 1827, le journal intitulé : *Le Dragon*. Ce journal, qui paraissait trois fois par semaine, avait alors pour directeur Valentin Vander Elst; il était plus littéraire que politique. Piérart fonda ensuite *L'Echo du Hainaut* dont il prit la direction, en s'adjoignant quelques collaborateurs. Dans son prospectus, en tête du numéro du 1^{er} avril 1827, il annonça que son but était de remplacer *Le Dragon* par une feuille écrite avec indépendance et modération, sinon avec talent. *L'Echo du Hainaut* ne vécut guère; il cessa de paraître le 27 septembre suivant. Le 27 décembre

1836, Piérart publia le premier numéro de *L'Eveil, journal du Hainaut*, qui paraissait les mardis, jeudis et samedis. Il fit connaître que son unique objet était le maintien de l'ordre et le bien-être de ses concitoyens. Ami des institutions du pays, favorable au progrès dans ses tendances utiles, il voulait satisfaire au plus vif besoin de l'époque, la publicité, mais une publicité honnête et loyale. *L'Eveil* fut, en effet, rédigé d'après ces principes. Organe de l'opinion libérale, il était généralement très modéré; il s'occupait spécialement des intérêts de l'industrie, de la littérature et des beaux-arts. Adolphe Mathieu étant devenu propriétaire-rédacteur de ce journal, celui-ci prit pour titre : *Le Modérateur*, à partir du 10 mars 1838. Piérart en fut l'éditeur. En opposition avec les *Annales du Hainaut*, que publiait le professeur Germain Raingo, *Le Modérateur* ne tarda pas à devenir un journal de critique, toujours à la disposition de son propriétaire et destiné à répandre sans relâche les productions de sa plume féconde. Piérart collaborait à la rédaction de cette feuille dont sa veuve continua l'impression. Cette dame, née Jeanne-Lucie-Charlotte Hogne, sut maintenir jusqu'à sa mort, arrivée le 9 novembre 1868, la bonne renommée de l'établissement fondé par son mari.

Piérart consacrait ses loisirs au culte des Muses, mais la plupart de ses poésies n'ont pas vu le jour. On ne connaît de lui qu'un charmant recueil, qui est intitulé : *Le baiser, poème*. Mons, chez Piérart, imprimeur, 1826; in-8° de 30 pages, tiré à un nombre fort restreint d'exemplaires portant presque tous un *ex dono* de l'auteur. A la suite du poème, qui occupe 24 pages, sont quelques pièces fugitives.

Léop. Devillers.

Hipp. Rousselle, *Bibliographie montoise*, p. 745-729. — Devillers, *Supplément à la Bibliographie montoise*, p. 461-464. — *Bulletin du bibliophile belge*, t. XV, p. 423.

PIERAZON, PIERCHON ou PIERRE, musicien. Voir DELARUE (*Pierre*).

PIERCOT (*Guillaume-Ferdinand-Joseph*), bourgmestre de Liège (1842 à 1852, 1862 à 1867, 1870 à 1877), ministre de l'intérieur (1852 à 1855,) né à Bruxelles, le 12 septembre 1797, décédé à Liège, le 9 décembre 1877. Il commença en 1816 ses études à l'école de droit de Bruxelles et les continua à l'université de Liège, qui venait d'être fondée par le gouvernement des Pays-Bas (1817). Reçu docteur en droit en 1820, il prêtait serment comme avocat devant la Cour supérieure de justice de Liège. Il avait choisi comme sujet de thèse d'examen : *De jure puniendi*. Piercot avait résolu de se fixer à Liège. Il entra comme stagiaire dans l'étude très célèbre et très fréquentée à cette époque de Me Teste, avocat français, exilé en Belgique, sous la Restauration. Quoique doué d'une rare facilité de parole et d'une grande aptitude pour les luttes du barreau, Piercot ne tarda pas à solliciter les fonctions plutôt modestes d'avoué près la Cour de Liège, qui était tout à la fois à cette époque Cour d'appel et Cour de cassation. Son intelligence, son zèle, son intégrité lui conquirent bientôt une place des plus honorables dans le corps des avoués. Sa carrière politique date de 1834. Le 15 janvier de cette année, il était nommé échevin suppléant; puis, après la promulgation de la loi communale, conseiller communal, le 14 juillet 1836. Le 26 août, il était appelé à remplir, sous le nouveau régime, les fonctions d'échevin, et, le 30 décembre 1842, il remplaçait comme bourgmestre Louis Jamme, magistrat très populaire, qui occupait ces fonctions depuis 1830.

Les questions relatives à l'enseignement public préoccupaient vivement à cette époque les administrations communales. La Constitution avait proclamé la liberté d'enseignement, en laissant à la loi la mission d'organiser l'enseignement donné aux frais de l'État. Le clergé catholique en profita pour fonder partout des collèges et des écoles; d'autre part, beaucoup de communes avaient également créé des établissements d'instruction secondaire. De là, une concu-

rence qui provoqua de fréquents conflits entre les administrations communales et l'épiscopat; les communes libérales tenaient beaucoup à conserver la direction exclusive de leurs écoles, tandis que l'épiscopat cherchait à obtenir, au point de vue de l'enseignement moral et religieux, des garanties que ces communes jugeaient peu compatibles avec l'indépendance du pouvoir communal.

Ces luttes furent particulièrement vives à Liège où un conseil communal, unanimement libéral, se trouvait en présence d'un prélat éminent, Mgr Van Bommel, qui jouissait d'une grande autorité dans l'épiscopat belge. Bien avant la loi de 1850 sur l'enseignement moyen, la ville de Liège possédait un collège organisé par la commune. A l'origine, un prêtre délégué par l'évêque y donnait l'instruction religieuse; en 1833, ce prêtre donna sa démission. Quelques années après, des démarches furent faites par l'administration communale auprès du chef du diocèse pour obtenir la nomination d'un nouveau professeur de religion. Ces démarches restèrent sans résultat. Quelles étaient les raisons de ce refus? L'évêque les fit connaître dans une brochure à laquelle le conseil communal résolut de répondre. Il chargea de cette réponse une commission dont faisaient partie Piercot et Frère-Orban. Ce rapport, approuvé à l'unanimité par le conseil, le 27 mars 1841, fut imprimé sous ce titre : *Rapport fait au conseil communal de Liège, sur les imputations dirigées contre cette autorité, dans la brochure que Mgr Van Bommel vient de publier*, etc.

En 1846, Piercot fut délégué au Congrès libéral, par la fraction modérée du parti libéral liégeois. Il prit plusieurs fois la parole dans cette assemblée et fut l'un des auteurs du programme politique adopté par le Congrès. C'est lui qui se chargea d'en exposer les motifs.

L'année suivante, le ministère Rogier-Frère-Orban arrivait au pouvoir. L'un de ses premiers actes fut la présentation d'un projet de loi sur l'enseignement moyen. Ce projet fut vivement attaqué par l'épiscopat. D'après l'article 8 de

cette loi, les ministres des cultes sont invités à donner ou à surveiller l'enseignement religieux dans les établissements soumis au régime de la loi. Des négociations s'ouvrirent entre le gouvernement et l'épiscopat au sujet de l'application de cet article. Ces négociations échouèrent.

Au mois d'octobre 1851 avait lieu la rentrée des classes dans les établissements soumis au régime de la loi de 1850. A cette occasion, le clergé avait l'habitude, depuis longtemps, de chanter à Liège une messe du Saint-Esprit. Cette année, l'évêque refusa. Piercot, dans le discours qu'il prononça le jour de la rentrée des classes, prit vivement l'évêque à partie; il lui reprocha d'agir par esprit de concurrence et de favoriser les établissements religieux au détriment des collèges laïques.

Ce discours, publié en brochure, reproduit et commenté par toute la presse, eut un grand retentissement. Mgr Van Bommel y répondit par une : *Lettre de l'évêque de Liège à M. Piercot, bourgmestre de la ville de Liège*, lettre qui donna lieu (novembre 1851) à une : *Réponse du bourgmestre de Liège à la lettre de M. Van Bommel, évêque de Liège*.

Ces incidents politiques appelèrent l'attention sur le nom de Piercot. L'année suivante, le ministère Rogier ayant donné sa démission, le roi chargea Henri de Brouckere de former un nouveau cabinet. H. de Brouckere offrit le portefeuille de l'intérieur à Piercot, qui l'accepta. Ce ministère fut définitivement constitué le 12 novembre 1852.

Piercot allait rencontrer de nouveau, comme ministre de l'intérieur, cette question de l'instruction religieuse dans l'enseignement public, qui l'avait longtemps préoccupé comme bourgmestre. Le précédent cabinet avait échoué dans ses négociations avec l'archevêque de Malines, pour l'application de l'article 8, et l'on resta convaincu de part et d'autre qu'il n'était pas possible de formuler une règle générale applicable à tout le pays. C'est alors que Piercot rouvrit les négociations avec l'archevêque de Malines et proposa de substituer à

une convention générale des conventions particulières pour chaque établissement entre le clergé et les communes, chacun restant libre d'en apprécier l'opportunité.

L'administration communale — et libérale — d'Anvers avait fait une de ces conventions avec le clergé. De là, le nom de *Convention d'Anvers* qui fut donné à cet arrangement. Le gouvernement approuva cette convention et engagea les communes à accepter cette solution transactionnelle. L'épiscopat y mettait de son côté une double condition, à savoir : la nomination d'un membre du clergé dans le conseil de perfectionnement et dans les bureaux administratifs de chaque athénée ou école moyenne. Cette question donna lieu à la Chambre des représentants à des débats passionnés. Vigoureusement attaquée par Verhaegen et Frère-Orban, la Convention d'Anvers fut non moins vigoureusement défendue par le Ministre de l'intérieur, Piercot. Un ordre du jour, « approuvant la marche suivie et les explications données par le gouvernement », fut adopté par 80 voix contre 7.

Le ministère dont Piercot faisait partie se retira le 30 mars 1855. Piercot, qui avait donné sa démission de conseiller communal, s'occupa d'affaires industrielles et resta pendant dix ans étranger à la politique. Depuis longtemps déjà, il était l'un des administrateurs de la Société Cockerill.

En 1862, à la suite de divers incidents, le collège échevinal de Liège avait donné sa démission ; il était difficile d'en reconstituer un nouveau, la plupart des conseillers refusant d'y entrer. Des élections communales devaient avoir lieu le 12 novembre. On fit appel à l'expérience et au dévouement de Piercot pour mettre fin à la crise. Élu conseiller communal, il était appelé aux fonctions de bourgmestre le 4 décembre suivant. Avec lui, l'ordre rentra à l'Hôtel de ville.

Sauf trois années d'interruption (1867 à 1870), Piercot resta bourgmestre jusqu'à sa mort (1877). Ces quinze années furent une période de transformation, d'embellissement et d'assainissement

pour la ville de Liège : de grands travaux d'utilité publique furent exécutés ; la ville fut pourvue d'une distribution d'eau potable, d'un vaste réseau d'égouts. Les terrains de l'île dite du Commerce, qui devaient devenir plus tard le centre d'un nouveau quartier, furent achetés au gouvernement. Grâce à ces travaux, la mortalité diminua à Liège dans une forte proportion. Piercot s'intéressait, avec autant d'activité que d'intelligence, à tous les services de l'édilité communale. Il était vraiment l'âme de l'administration, toujours le premier à donner l'exemple du dévouement, soit dans les terribles inondations qui ravagèrent plusieurs fois la ville de Liège, soit dans les maladies épidémiques qui frappèrent la population. Taille élevée, figure énergique, cœur excellent, parole chaude et convaincue, caractère d'une loyauté et d'une intégrité à toute épreuve, Piercot exerçait un grand prestige sur ses collègues du conseil communal, de même qu'il jouissait des sympathies, de la confiance et du respect de ses administrés. Esprit tolérant et conciliant, il était le bourgmestre de tous les Liégeois à quelque parti qu'ils appartenissent, toujours ferme néanmoins et ne reculant jamais devant les actes qu'il considérait comme l'accomplissement d'un devoir. Il en donna une nouvelle preuve dans la dernière période de son administration à propos d'un conflit qui surgit entre lui et le chef du diocèse au sujet des processions.

On sait que les bourgmestres sont chargés de la police municipale par diverses lois de 1789 et 1790, qui leur donnent les pouvoirs les plus étendus en cas de désordre et d'événements calamiteux, tels que épidémies, etc. Ces pouvoirs vont-ils jusqu'à permettre à un bourgmestre d'interdire une procession catholique, sous l'empire d'une Constitution qui proclame la liberté des cultes et celle de leur exercice public ?

En 1866, le choléra sévissait à Liège avec une extrême violence. Une procession devait avoir lieu dans une paroisse du quartier d'Outre-Meuse, cruellement atteinte par l'épidémie. Les autorités

médicales signalèrent au bourgmestre le danger de ces réunions nombreuses. Piercot n'hésita pas; il prit un arrêté interdisant la procession. Le clergé se borna à protester contre le droit que s'attribuait, à tort, d'après lui, le chef de l'autorité locale. L'affaire en resta là.

Neuf ans plus tard, en 1875, année jubilaire pour les catholiques, des indulgences étaient accordées, selon l'usage, aux fidèles qui visitaient en procession un certain nombre d'églises de la ville. Les premières processions jubilaires passèrent à peu près inaperçues; mais le 6 mai les fidèles se réunirent en beaucoup plus grand nombre et parcoururent les rues en chantant des cantiques qui furent considérés comme hostiles à une nation voisine et amie. Des bandes de jeunes gens, étudiants et bourgeois, placés sur le parcours du cortège, firent entendre d'abord un concert de sifflets; des sifflets, on en vint aux coups, en plusieurs endroits. La soirée fut tumultueuse et la tranquillité publique gravement compromise. Le lendemain, 7 mai, Piercot, après en avoir conféré avec plusieurs membres du conseil communal, prit un arrêté interdisant *provisoirement* les processions jubilaires dans la ville de Liège.

Le 8 mai, Mgr de Montpellier, évêque de Liège, adressait la lettre suivante à Messieurs les curés des paroisses d'Outre-Meuse :

« Monsieur le curé,

« Par un arrêté, daté du 7 de ce mois, « Monsieur le bourgmestre vient d'interdire les processions jubilaires des paroisses d'Outre-Meuse. Dès aujourd'hui, j'ai déposé à Sa Majesté le Roi, gardien des lois et des droits religieux de ses sujets catholiques, cet arrêté de l'autorité communale comme étant porté en violation de la Constitution et au mépris des garanties consacrées par celle-ci en faveur du libre exercice des cultes hors de l'enceinte aussi bien que dans l'intérieur du temple. Je ne doute point que l'autorité tutélaire du Roi ne déclare illégal, nul et abusif l'arrêté susdit et ne le casse. Néanmoins, cet arrêté doit être obéi jusqu'à ce que Sa Majesté en ait prononcé

l'annulation; en conséquence, vous voudrez bien informer vos paroissiens, Monsieur le curé, que les processions jubilaires des paroisses d'Outre-Meuse sont différées jusqu'à ce que l'autorité royale se soit prononcée sur notre cause

« Donné à Liège, le 8 mai 1875.

« † THÉODORE, évêque de Liège.

« Par mandement,

« J. ZOMERS, chanoine secrétaire. »

A cette époque, le ministère était catholique; il avait à sa tête Malou et s'appuyait sur une forte majorité catholique. Malgré les protestations de l'évêque de Liège, l'arrêté d'interdiction ne fut pas annulé.

Les processions jubilaires avaient cessé depuis plusieurs mois, lorsque, le 17 novembre, dans la soirée, le bourgmestre apprit, par un rapport de police, qu'une nouvelle procession devait avoir lieu le lendemain matin. C'est de la cathédrale qu'elle devait sortir, ayant à sa tête Mgr de Montpellier, évêque titulaire; Mgr Doutreloux, évêque de Gorrum, son coadjuteur; le chapitre de la cathédrale, ainsi que tous les prêtres et fidèles qui désiraient se joindre à eux. Piercot prit aussitôt un nouvel arrêté d'interdiction, le fit afficher et chargea M^r Demany, commissaire de police en chef, de son exécution. Le 18 novembre, au matin, M^r Demany, ceint de son écharpe, se trouvait, avec une escouade de police, devant la porte principale de l'église, lorsque se présenta le doyen du chapitre suivi des évêques et de tout le clergé. M^r Demany les invita à rentrer dans l'église. Mgr de Montpellier, s'avancant au-devant du commissaire, fit entendre une énergique protestation, au nom de la Constitution et de la liberté des cultes et déclara ne céder qu'à la force. Le commissaire se borna à donner lecture de l'arrêté de Piercot; les évêques et le clergé rentrèrent dans la cathédrale. Cette scène mémorable a été très exactement reproduite dans un tableau de M^r Delpérée, qui fait partie du musée de Liège.

Dans les explications qu'il donnait au conseil communal le 8 mai précédent,

Piercot disait : « Depuis quarante années de fonctions communales, j'ai rencontré un grand nombre d'émotions populaires; j'ai traversé des crises, des épreuves et je me suis toujours inspiré, dans ma longue carrière, de la nécessité de faire prévaloir le maintien de l'ordre public; j'ai toujours été fidèle à cette maxime : l'ordre partout, l'ordre avant tout ».

N'ayant pas trouvé, auprès du gouvernement, l'appui sur lequel il comptait pour faire annuler les arrêtés de Piercot, fort, d'autre part, de l'opinion exprimée en sa faveur par les professeurs de droit public des quatre universités du royaume, Mgr de Montpellier résolut de faire appel aux tribunaux. Le 26 janvier 1876, il assigna Piercot et Demany devant le tribunal civil de Liège, en paiement d'une somme de 20,000 francs, à titre de dommages-intérêts, pour avoir « par des actes illégaux et anticonstitutionnels, en violation de l'article 14 de la Constitution, empêché l'exercice et interrompu les cérémonies du culte ».

Cette affaire, portée devant toutes les juridictions, donna lieu à de longs débats; la cour d'appel de Liège repoussa l'action de l'évêque. Celui-ci se pourvut en cassation et la cour suprême rejeta le pourvoi en déclarant « qu'on ne pouvait considérer comme inconstitutionnelle l'ordonnance d'un bourgmestre qui interdit provisoirement un acte de l'exercice public d'un culte, en se fondant sur l'état des esprits et les nécessités de l'ordre public ». Cet arrêt, rendu le 23 janvier 1879, mit fin au procès.

Ces incidents, connus sous le nom de « l'affaire des processions », furent très commentés dans la presse de tous les partis. Le parti libéral y trouva l'occasion d'une grande manifestation en l'honneur de Piercot et des principes qu'il avait défendus. Un banquet par souscription fut offert au bourgmestre de Liège, dans la grande salle de la Renommée, le 18 décembre 1875. Plus de 1,500 personnes y assistaient. On y remarquait toutes les notabilités du parti

libéral, les bourgmestres des grandes villes, des délégués de toutes les Associations libérales du pays. Frère-Orban porta le toast à Piercot, qui, « en refrain », disait-il, l'arrogance sacerdotale, a maintenu les droits imprescriptibles du pouvoir civil qui sont consacrés par la Constitution et qui sont la garantie de l'ordre public ».

Le 8 décembre 1877, quoiqu'il se sentit indisposé, Piercot se rendit à l'Hôtel de ville pour y présider une séance du conseil communal. Au sortir de la séance et à peine rentré chez lui, il fut frappé d'une congestion pulmonaire qui l'emporta pendant la nuit (9 décembre). Le conseil communal, en reconnaissance des services que Piercot avait rendus à la ville de Liège, décida que ses funérailles seraient célébrées aux frais de la ville. Elles eurent lieu en grande pompe, au milieu d'un immense concours de population, le 12 décembre 1877.

Piercot était grand officier de l'Ordre de Léopold, grand cordon de l'Ordre du Christ de Portugal, etc.

Charles de Thier.

Bulletin communal de Liège: — Annales parlementaires. — Journaux de Liège.

PIERETS (*Pierre-André-Joseph*), médecin, né à Malines, le 1^{er} décembre 1756, mort dans cette ville, le 26 février 1838. Après avoir obtenu la licence en médecine à l'université de Louvain, il se fixa dans sa ville natale, où il pratiqua son art avec un dévouement éclairé, notamment lors de l'épidémie de dysenterie en 1781; il contribua aussi à l'introduction de la vaccine à Malines. Nommé official municipal en 1795, puis administrateur des hospices en 1797, il joua, sous la domination française, un rôle politique assez important qui lui fit renoncer à la médecine. Désigné, le 13 avril 1799, comme représentant du peuple et membre du conseil des anciens, il fut nommé, le 2 juillet de la même année, administrateur du département des Deux-Nèthes. Adjoint au maire de Malines, le 25 avril 1800, il devint maire le 18 mars 1808. Sous le gouver-

nement des Pays-Bas, il fut encore rappelé au sein du conseil de régence, en 1824. Il avait été créé chevalier de la Légion d'honneur en 1810. Sa thèse : *De hæmoptysi* (Louvain, 1781; in-4°), fut réimprimée en 1795 (*Ibid.*; in-8°).

Paul Bergmans.

G. van Doorslaer, *Aperçu historique sur la médecine et les médecins à Malines avant le XIX^e siècle* (Malines, 1900), p. 124-126 (avec portrait, et p. 174).

PIÉRON (*Gustave-Louis-Marie*), peintre, né à Anvers en 1824, mort dans la même ville en 1864. D'une famille notable — son père était agent de la Banque Nationale — il reçut une éducation conforme à sa situation sociale et ne se voua aux arts qu'aux environs de la vingtième année. Ses progrès furent d'ailleurs rapides. Elève, à l'académie d'Anvers, du cours de paysage, professé par Jacob Jacobs, et où il eut pour condisciples Lamorinière, Rosseels, Jos. van Luppen, il remporta, coup sur coup, de 1847 à 1849, les prix d'excellence, et s'en fut ensuite à Paris et en Allemagne chercher un complément d'éducation. Envisagé jusqu'alors comme d'ordre secondaire, le genre préféré du jeune Anversois entraînait dans sa phase la plus brillante avec les maîtres de l'école de Barbizon : les Daubigny, les Français, les Cabat, les Troyon, les Rousseau. A leur contact, Gustave Piéron ne devait point tarder à acquérir les qualités de style qui le destinaient à occuper une place au premier rang des paysagistes belges. Ses débuts, au Salon de 1854, où figurèrent de lui une *Matinée d'automne dans la forêt de Fontainebleau* et un *Souvenir de Fontainebleau*, firent sensation. Présentés avec goût, d'ample facture et d'un remarquable éclat de coloris, ses motifs échappaient à la banalité. Mentionné honorablement à l'Exposition universelle de Paris en 1855, pour un *Souvenir de Flandre*, il se fit remarquer à la plupart des Salons belges et étrangers. A l'Exposition universelle de Londres, en 1862, où l'école belge mit en ligne ses principaux maîtres, il produisit une toile appartenant au duc de Brabant, *Vue des environs d'An-*

vers. Il avait, l'année précédente, en exécution d'une commande de l'Etat, fait figurer au Salon une œuvre de sujet similaire. Piéron est représenté au musée de sa ville natale par deux peintures : *Ferme à Merxem* et *La Mare*; au musée de l'Etat par un paysage daté de 1857. Jusqu'en 1863, on vit de ses œuvres aux expositions belges. Les dernières, toutefois, accusent un alourdissement de la main où se trahit la maladie cruelle qui, après l'avoir frappé d'inertie, devait le mener prématurément au tombeau. Il mourut, à Anvers, le 15 janvier 1864.

Henri Hymans.

PIERQUIN (*Claude-Charles*), dit PIERQUIN DE GEMBOUX, médecin, littérateur, archéologue, inspecteur de l'université de France, né à Bruxelles, le 8 germinal an VI (23 mars 1798), mort à Paris, le 11 septembre 1863. Il ajouta à son nom de famille, dit l'*Encyclopédie* de Larousse, celui du village — lisez de la ville — où sa mère était née. Sa mère, Jeanne-Joséphine Baux, est, en effet, originaire de Gembloux; mais l'amplification du nom patronymique remonte plus haut. Le titre de DE GEMBOUX était déjà porté par son grand-père, général de brigade à l'armée du Nord, tué au combat de Lannoy lez-Lille; par son père, d'abord avocat à Nancy, puis aide-de-camp à l'armée du Nord, plus tard, intendant militaire; enfin par son oncle, aumônier du roi, chanoine de Saint-Denis et protonotaire apostolique.

Pierquin étudia à Pau, sous la direction de l'abbé Eliçagaray, qui se distingua par ses exagérations ultramontaines, à l'époque de la Restauration. Quand Napoléon, évadé de l'île d'Elbe, rentra en France, Pierquin partit comme volontaire; à Montpellier, il aida à réprimer l'insurrection du Midi et à paralyser les tentatives faites par les insurgés pour s'emparer de la citadelle. Sa conduite attira l'attention du général Forestier, qui le nomma provisoirement membre de la Légion d'honneur. Mais le retour des Bourbons le rendit à la vie civile;

il embrassa la carrière de l'enseignement et fut admis au collège de Valence comme maître d'études d'abord, puis en qualité de régent. En 1817, le ministre le destitua, à la suite d'une condamnation qu'il avait encourue pour avoir écrit une chanson bonapartiste, *la Télémaque*. A partir de ce moment, il se livra avec ardeur aux études médicales; quatre ans plus tard, il était reçu docteur à Montpellier et il entra comme médecin à l'hospice de la Charité de cette ville.

Il n'y resta pas longtemps. Désireux de se livrer aux travaux de cabinet, il résigna ces fonctions et alla s'établir à Paris, où, perfectionnant son éducation historique et archéologique, il ne tarda pas à se faire remarquer par de nombreuses publications. En 1830, Pierquin combattit encore pour la cause de la liberté. Dès les premiers coups de feu, il servit tour à tour comme soldat, comme officier, comme médecin, et quand il eut aidé à mettre sur le trône un roi que sa vieille amie, Madame de Genlis, lui avait appris à aimer, il sollicita sa réintégration sur les cadres de l'université et fut appelé, en décembre 1830, aux fonctions d'inspecteur de l'université de Grenoble. Animé d'un profond esprit d'investigation et de philanthropie, il demanda et obtint, l'année suivante, un congé pour venir étudier en Belgique les ravages du choléra, et, rentré à Grenoble, il aida souvent de ses conseils les médecins du lazaret.

Cependant il n'avait jamais abandonné ses études d'archéologie et de numismatique; déjà même il jouissait d'une certaine notoriété, grâce aux fouilles qu'il avait entreprises. Son ambition était d'aller étudier les ruines de Carthage; mais il n'obtint pas l'autorisation qu'il sollicitait. Il s'intéressait en même temps aux idiomes populaires de la France et, à une époque où les patois étaient tombés dans le plus profond mépris, cet universitaire n'hésitait pas à écrire qu'un des moyens de rendre les études classiques plus attrayantes, ce serait de faire tourner à leur profit la connaissance du dialecte maternel, au lieu de le proscrire. « La science étymologique »,

écrivait-il encore, « n'acquerra jamais « toute l'étendue de certitude nécessaire, si on ne la fait précéder, non « pas de la connaissance de la langue « d'oïl écrite, mais de celle des patois ». De Grenoble, il passa à Besançon, puis, en 1838, à Bourges, toujours investi des fonctions d'inspecteur. Il prit sa retraite en 1849.

Travailleur consciencieux et infatigable, Pierquin a publié un grand nombre de volumes, de brochures et d'articles de journaux, s'occupant tour à tour des questions les plus diverses. L'énumération de ses œuvres serait trop longue. Nous renverrons le lecteur désireux de la connaître dans son intégrité à la *Biographie* renseignée parmi les sources de cet article. Il nous suffira de parler ici de ceux qu'il a publiés en Belgique, ou dont le sujet intéresse spécialement notre pays. Signalons d'abord un recueil de vers, paru à Bruxelles (Tarlier, 1828), sous le nom de *Poésies nouvelles*. L'auteur craint, nous confie-t-il dans sa préface, que la critique ne lui soit défavorable; nous aurions, semble-t-il, mauvaise grâce à faire trop vivement ressortir ce que pareille observation dénote tout à la fois de clairvoyance et de modestie. Parmi ces *élégies*, ces *ballades*, ces *romances* « inoffensives » — le mot est encore de lui, — il en est une, *La patrie*, dans laquelle l'auteur soupire ses regrets du lieu natal :

Près de la Dyle en courroux que je sois transporté,
Que je la chante encor sur ma lyre plaintive;
Rendez-moi ma patrie avec sa liberté
Et je ne quitte plus sa rive.

Cette courte citation nous dispense d'insister sur le tour vieillot et fané de ces *Poésies nouvelles*. Mais ce qui ressort également de cette confidence, c'est que Gembloux tenait une large place dans les souvenirs du poète. Cependant son *Histoire des patois* (Paris, Techener, 1841) n'indique pas qu'il ait cultivé avec un soin jaloux le parler namurois; au contraire, les dialectes du centre et du midi de la France lui semblent bien plus familiers. Au reste, malgré les nombreuses erreurs que la philologie moderne pourrait y relever, ce volume est d'une

lecture intéressante. A l'exemple de Malherbe, qui reconnaît l'autorité des crocheteurs du Port au foin, Pierquin voudrait prendre aux patois, et non au latin ou au grec, les mots nouveaux dont la nécessité s'impose. « Soyez sûr », dit-il, « qu'en naissant, votre mot sera français » et entendu par tout le monde, puisqu'il « avait déjà une valeur idéologique dans « l'une de nos langues » (page 166). Ce travail philologique, le plus curieux parmi les dix-sept qu'énumère la *Biographie* citée plus bas, attire plus encore l'attention des grammairiens depuis que tant d'écrivains ont renversé la barrière élevée jadis entre la langue littéraire et l'idiome courant.

Les brochures de Pierquin concernant la médecine pratique, l'anatomie, la chirurgie, l'hygiène, la thérapeutique et la médecine légale sont au nombre de plus de cent. Nous n'en citerons qu'une, intitulée : *Considérations sur l'état de la police médicale dans le royaume des Pays-Bas*; elle parut d'abord dans le *Journal des progrès et des institutions médicales*, en 1829; elle est signée Pierquin tout court. Il a également laissé de nombreux travaux d'histoire, d'archéologie, de numismatique, de pédagogie; il a collaboré à des dictionnaires biographiques, à des annuaires, à des ouvrages de statistique. La *Revue belge* (1843) a publié ses *Pensées et maximes*. A trois reprises, il tenta de donner un journal littéraire au midi de la France. La première fois, en 1820, il fit paraître à Montpellier *Le Conciliateur du Midi*, journal littéraire, commercial et agricole, qui ne compta que cinq numéros; en 1823, il fonda le *Journal philodotographique* (un numéro) et le *Journal polymathique* (trois numéros).

A. PETERS.

Quérard, *La France littéraire* (1835). — *Dictionnaire des lettres, des savants et des artistes de la Belgique* (1837). — Larousse, *Encyclopédie du XIX^e siècle*. — *Biographie de M. Pierquin de Gembloux*, sans autre titre; à la 16^e et dernière page : Imp. Baudouin, rue Mignon, 2.

PIERRE D'ASPELT, célèbre homme d'Etat et d'église, né vers 1250, à Aspelt, village du Luxembourg de langue allemande, mort à Mayence, le 5 ou le

6 juin 1320, étant archevêque-électeur et archichancelier du Saint-Empire romain. Il était d'origine si humble qu'on ignore son vrai nom de famille, si toutefois il en avait un. Ses proches étaient nombreux; ils résidaient à Luxembourg, à Trèves, dans les villages d'Aspelt, de Mulbach et de Taubenfeld, sans compter ceux qui, à son exemple, avaient recherché au loin les honneurs et les dignités ecclésiastiques. Presque tous sont renseignés dans son testament. Ce document, qui porte la date de 1319, est décisif; il permet de ne point tenir compte plus longtemps du texte de l'épithaphe latine de la cathédrale de Mayence, qui qualifie notre personnage de trévirien. Il ne l'était qu'au point de vue ecclésiastique, son village natal dépendant du diocèse de Trèves. Si le d^r Neyen, auteur d'une *Biographie luxembourgeoise* dont la dernière édition porte la date de 1876, avait lu la notice de Jules Heinemann sur Pierre d'Aspelt considéré comme prince de l'église et comme homme d'Etat, publiée un an auparavant, il se serait épargné la peine de rapporter des contes à dormir debout.

Jamais notre futur archevêque, étant tout jeune garçon, n'a chanté aux portes des chaumières pour avoir de quoi manger; jamais il n'a été le médecin ordinaire du comte Henri de Luxembourg; jamais il n'a prétendu reconnaître le caractère et la gravité d'une maladie en entendant tousser ses patients; enfin jamais, dans un voyage à Rome, il n'a eu l'occasion de guérir le pape d'une fistule à l'anus déclarée incurable, ce qui lui aurait valu la prévôté de la cathédrale de Trèves. Pierre d'Aspelt débuta au service de l'église en étant vicaire à Riol sur la Kyll et curé à Birtingen; il fut ensuite écolâtre de Saint-Siméon, à Trèves, jusqu'au jour où l'amour de la science le poussa invinciblement à l'université de Paris. Là il étudia avec grand zèle la philosophie et la médecine, fit parler de lui et se prépara à jouer un jour dans le monde un rôle en vue. On ne sait trop jusqu'ici comment l'empereur Rodolphe de Habs

bourg fut amené, en 1286, à l'appeler auprès de lui en qualité de médecin ordinaire et de chapelain. Il faut croire que quelques-unes de ses cures, à Luxembourg ou à Trèves, avaient été assez remarquables pour porter au loin sa renommée. La médecine cependant l'intéresse moins que la chasse aux bénéfices; il réussit à Spire, à Bingen, à Mayence, mais il échoue à Trèves à cause de son origine plébéienne. Cet insuccès lui est si sensible qu'il le transforme en question de principe et le soumet comme tel au Saint-Siège. Le pape lui donne raison, et, comme malgré cela le chapitre métropolitain s'obstine à ne point modifier son attitude, il le met en interdit. Cette victoire coûte cher à notre personnage. Non seulement la prévôté de Trèves lui échappe définitivement, mais sa trop longue absence, — car il a été jusqu'à Rome pour défendre sa cause, — lui a fait perdre la position en vue qu'il occupait à la cour impériale. Il s'en plaint, et l'empereur lui propose en échange d'aller auprès de son gendre, Wenceslas II, roi de Bohême, en qualité de protonotaire de sa chancellerie. Il voit là une mission nouvelle propre à son génie, un but politique très essentiel à atteindre, et il accepte. Le jeune souverain tchèque est bientôt à tel point enchanté de lui qu'il le gratifie coup sur coup de canonicats à Prague, à Wysserad et à Breslau. Malgré sa récente déconvenue de Trèves, Pierre d'Aspelt est d'autant mieux à son aise pour accepter ces lucratives sinécures, qu'avant son départ de Rome Nicolas IV l'a autorisé à occuper des bénéfices ecclésiastiques sans être tenu à résidence et même à cumuler au besoin. Il n'est en Bohême que depuis sept ans quand, en 1296, il est appelé à remplir la charge de chancelier, et presque à la même heure le duc Albert d'Autriche, heureux d'avoir pu, grâce à lui, se réconcilier avec son beau-frère Wenceslas II, lui fait avoir le siège épiscopal de Bâle. La reconnaissance pousse Aspelt à servir deux maîtres à la fois. L'un d'eux, le duc Albert, est élu roi de Germanie, et l'autre reçoit l'offre de deux couronnes, celle de Pologne et celle de

Hongrie. Il accepte la première et passe la seconde à son fils. Le pape excommunie le roi de Bohême pour s'être dispensé de prendre son avis, et Albert d'Autriche, comme roi de Germanie, le met au ban de l'Empire.

Notre personnage est atterré, son chef-d'œuvre tourne contre lui, et, après avoir lutté jusqu'en 1304 sans grand succès contre sa mauvaise chance, il donne sa démission de chancelier de Bohême et court se réfugier dans son diocèse de Bâle. Là il joue encore un rôle considérable. Il pose les bases d'une politique nouvelle en ce qui concerne la Bohême. Ce pays devient, grâce à lui, l'allié de Philippe le Bel, roi de France, contre le pape Boniface VIII. Albert d'Autriche s'en inquiète; il fait surveiller Aspelt de si près, qu'un jour ses agents l'enlèvent, le dépouillent de ses papiers et le retiennent prisonnier jusqu'à l'entier paiement d'une grosse somme d'argent. Quand il est libre enfin, en mai 1305, il n'arrive à Prague que pour assister aux derniers moments de son souverain et ami qui le laisse en présence d'un héritier qui ne lui ressemble guère. Le premier soin de Wenceslas III est de retirer sa confiance à Aspelt et d'éloigner de ses Etats tous les fonctionnaires d'origine étrangère. On pourrait croire que la vie politique de notre personnage s'arrête ici; c'est, au contraire, à partir de ce moment qu'elle jette son plus vif éclat. Le comte de Luxembourg, qui destine à l'église le plus jeune de ses frères, a recours à Pierre d'Aspelt et le charge d'aller demander, pour Baudouin de Luxembourg, au pape Clément V, le siège de Mayence qui était vacant. Le pape trouve la charge trop importante et le candidat trop jeune pour la remplir; ils s'étonne qu'un évêque, qui a fait preuve de si hautes capacités comme chancelier de Bohême, ne vienne point lui parler en son nom. Les explications qu'Aspelt donne à ce sujet ne sont pas admises; et c'est lui que le pape nomme archevêque de Mayence, le 10 novembre 1306. Le comte de Luxembourg croit naturellement qu'il a été trahi par son ambassadeur, et, à son

retour, il l'accable des reproches les plus vifs. Aspelt se justifie sans peine. Comme archevêque de Mayence, il est de droit archichancelier de l'Empire, et, par là, en mesure d'aider puissamment ses amis à réaliser leurs rêves ambitieux. Il en fait son affaire; Baudouin deviendra avant peu prince électeur de Trèves, et à eux deux, s'aidant de tous ceux qui ont intérêt à combattre la France en marche vers la monarchie universelle et les Habsbourg qui visent à rendre à leur profit la couronne d'Allemagne héréditaire, ils finiront par asseoir le comte Henri de Luxembourg sur le trône impérial. Voilà pourquoi, à la nouvelle de la mort de Didier de Nassau, archevêque de Trèves, le comte de Luxembourg rejoint son frère à Paris; il le conduit à Poitiers où le pape le fait ordonner prêtre, et, dès le lendemain, en présence de toute la cour et d'une députation du chapitre de Trèves, le sacre métropolitain. Quelques semaines plus tard, les deux princes luxembourgeois ne sont pas encore rentrés chez eux, qu'un message d'Aspelt leur apprend la fin tragique de l'empereur Albert et les invite à prendre sans plus tarder possession du siège de Trèves. Ces événements, se précipitant comme à souhait, ont donné lieu à bien des soupçons. On a prétendu que Pierre d'Aspelt avait trempé dans l'assassinat d'Albert d'Autriche; mais il nous semble que cette accusation doit tomber devant ce fait que l'empereur est frappé par son propre neveu, dont il détient l'héritage et à qui il refuse la couronne de Bohême. Notre personnage est merveilleusement servi par les circonstances, voilà tout ce qu'il est permis d'affirmer. C'est à ce moment-là, à la veille d'une réunion des électeurs princiers de l'Empire, qu'il déploie toutes les ressources de son génie. Ses mesures sont si bien prises que les démarches des envoyés d'Autriche, de Bavière et de France sont vaines, et que Henri de Carinthie, l'un des électeurs laïques, en sa qualité de roi de Bohême, déclare s'abstenir du vote. L'électeur de Cologne, quoiqu'il soit pensionnaire de Philippe le Bel, qui met en avant la candidature

de son frère Charles de Valois, finit par se ranger du parti du comte de Luxembourg, et, dès lors, l'élection impériale devant se faire à Rense, sous les auspices d'Aspelt, s'annonce comme une simple formalité. Il n'y a, en effet, la Bohême ne comptant pas, qu'à gagner une seule voix laïque pour avoir la majorité. Pierre d'Aspelt, qui ne fait jamais les choses à demi, s'en charge; il se met en route et rentre bientôt après avoir acheté deux voix : celle du duc de Saxe et celle du margrave de Brandebourg. Est-ce là tout simplement le dévouement d'un Luxembourgeois pour ses princes? Non, ce serait trop rare et trop beau. L'électeur de Mayence agit en prêtre soucieux avant tout de l'omnipotence de l'église; c'est un parvenu dépourvu de scrupules, c'est un enfant de son siècle très âpre au gain, qui a quitté la médecine pour la théologie, parce que celle-ci, quand on est un fin diplomate par dessus le marché, conduit plus sûrement à la fortune et aux honneurs. Disons encore, pour être juste envers lui, qu'il ne met pas ses services à un trop haut prix, et que Henri de Luxembourg eût bien fait de suivre en toute rencontre ses conseils. Il n'eût point rencontré dans ce cas, en Italie, une fin prématurée, et n'eût point légué à son fils unique, dont il n'a pas tardé à faire, avec l'aide de Pierre d'Aspelt, un roi de Bohême, d'inextricables embarras. Mais c'eût été trop demander à un représentant de nos vieilles races féodales, qui avaient toutes dans le sang et dans l'esprit les mêmes folies chevaleresques et les mêmes ambitions considérées. Jean de Luxembourg, comme roi de Bohême, poussa à l'excès ces défauts et fit souvent le désespoir de l'électeur de Mayence, qui l'aimait et aurait fait volontiers de lui un roi de Germanie, si cela avait été possible. Mais le malheur éloigne aussi sûrement que le succès attire et rapproche, et l'on ne saurait s'étonner de voir l'électeur de Cologne et quelques autres, quoique grassement payés pour la servir, lâcher la maison de Luxembourg. Notre archevêque de Mayence, si grande que soit son autorité, ne parvient pas à les ramener; il

ne s'occupe plus dès lors qu'à garantir la Bohême d'un coup de main, et dans ce but il soutient, contre les Habsbourg-Autriche, les prétentions à l'empire des Wittelsbach-Bavière, qui sont moins dangereux. Il y réussit, et ce résultat n'est pas son moindre chef-d'œuvre. Ce qui le prouve, c'est que les princes luxembourgeois, en s'effaçant momentanément, n'en conservent pas moins une voix électorale sur sept, le concours des sièges de Trèves et de Mayence, et, outre leur comté d'origine et quelques provinces de l'Allemagne orientale comme point d'appui et de résistance, le royaume de Bohême qui, par sa civilisation plus avancée, domine le monde slave d'alors et leur permettra de revenir à la charge et d'assurer à trois des leurs successivement la couronne impériale. Pierre d'Aspelt ne vit pas assez pour voir ces grands résultats de sa politique comme archichancelier du Saint-Empire. A Mayence comme à Bâle, il est vénéré à bon droit. Il s'y est distingué par sa bonne administration, par son soin particulier à veiller aux bonnes mœurs de son clergé et au bien-être de ses sujets. On peut l'accuser d'avarice, mais non de cupidité. Il ne croyait pas à l'hérésie et aux pratiques infamantes des Templiers, et il ne put se résoudre, malgré les ordres du Saint-Siège et les décisions d'un concile, à punir et à dépouiller ceux qui vivaient dans ses Etats.

Un orgueil immense déparait toutefois ses bonnes qualités. En 1314, il fut sur le point de se brouiller à tout jamais avec le cardinal de Trèves, son disciple bien-aimé, à propos du couronnement de Louis de Bavière à Aix-la-Chapelle, auquel il prétendait avoir seul le droit de procéder. A ce propos, il ne recula point devant un mensonge pour avoir le dernier mot. C'est là, en somme, le plus gros reproche qu'on ait à lui faire. Le bas-relief qui orne son tombeau dans la cathédrale de Mayence confirme, en ce qui le concerne, notre sentiment. C'est à la fois une œuvre d'art remarquable et un document historique à ne pas laisser de côté. Il symbolise, avec une incontestable vérité, l'état social au

xiv^e siècle, en nous montrant deux empereurs et un roi comme de petits garçons aux côtés d'un prêtre crossé et mitré. Pierre d'Aspelt étend une main sur la tête de Louis de Bavière, l'autre sur celle de Henri de Luxembourg, auprès de qui se tient son fils Jean de Bohême, dont les descendants profitèrent longtemps du lustre et de l'influence donnés à leur race par le génie d'un prêtre, dont la crosse se jouait des sceptres et des couronnes.

Si Pierre d'Aspelt est bien oublié dans son étroite patrie, il convient de dire que tout récemment, le 18 mai 1897, on a inauguré à Trèves, devant la gare, la statue de l'électeur Baudouin de Luxembourg, et que, sur le socle du monument, le médaillon de Pierre d'Aspelt fait pendant à celui de Dante.

Ch. Rahlenbeck.

Dominicus, Baldwin von Luxemburg (Coblence, 1862). — *Didascalia* (Francfort, 1830), nos 88 et 89. — Dr Neyer, *Biographie luxembourgeoise* (Luxembourg, 1876), t. II, p. 52-57. — Dr J. Heide-mann, *Peter von Aspelt als Kirchenfürst und Staatsmann* (Berlin, 1875). — *Frankfurter Zeitung* du 20 mai 1897.

PIERRE D'ASPERE, sculpteur, vivait à Audenarde au x^e siècle. Il n'est connu que par des ornements des deux portails de l'ancien hôpital Notre-Dame, à Audenarde, qu'il sculpta en 1465. Cet hôpital, qui remontait au xi^e siècle, fut reconstruit au milieu du x^e siècle.

Edmond Marchal.

Edm. Marchal, *la Sculpture et les chef-d'œuvres de l'orfèvrerie belges*.

PIERRE D'AUDENARDE, peintre du x^e siècle. Cet artiste se trouve mentionné plusieurs fois dans les archives de l'hôpital de Notre-Dame, à Audenarde. Suivant Edmond Vander Straeten, « Pierre et Henri, peintres, décorent » les statues et blasons, ainsi que l'intérieur du puits et exécutent plusieurs autres embellissements tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'hôpital, entre « 1462 et 1479 ». On sait que les puits, à cette époque, servaient de prétexte à nos artistes pour élever des édifices, dont celui de la Chartreuse de Dijon, sculpté par notre compatriote

Sluter, peut être considéré comme le plus bel exemple. Sans egaler celui de Dijon, le puits de l'hôpital d'Audenarde était considéré comme un des plus beaux de nos provinces. Il fut construit, en 1443, par Jean van der Berghe (Ruysbroeck), l'architecte de l'Hôtel de ville de Bruxelles. On avait donné pour mission à l'artiste d'animer l'édicule par la présence de personnages les plus divers. Outre les blasons et autres ornements, on y remarquait : l'image de la Vierge, celle des trois rois, de saint Georges, de trois comtes de Flandre avec leurs épouses, et enfin de Tristan et d'Ysolde. Ce monument, comme nous l'apprend Edmond Vander Straeten dans son *Episode de l'histoire de la sculpture en Flandre*, reçut de nombreuses mutilations pendant le siège d'Audenarde par les Gantois, car le jardin où se trouvait ce puits devint le centre de l'attaque des assiégeants. En 1452, c'est-à-dire cinq ans après le siège, le sculpteur Jean-Thomas Dominique refit six des statues complètement perdues et en répara plusieurs autres. C'est probablement après cette réfection presque complète que notre peintre fut appelé à compléter par la peinture l'aspect décoratif de ce puits si intéressant.

Dans les années 1465-1466, Pierre, le peintre, décora deux bannières. « Betaelt Pieteren de scildere voor beide » vanen up den doremtre te stofferen. » xliij sch. par. ».

De nouvelles recherches faites par l'archiviste actuel de la ville d'Audenarde, à l'occasion de cette biographie, n'ont fourni aucun renseignement complémentaire au sujet de Pierre d'Audenarde.

L. Maeterlinck.

Annales de l'Académie d'archéologie d'Anvers, 1852, p. 374 ; 1854, p. 234 (communication de E. Vander Straeten). — *Bulletin des commissions royales d'art et d'archéologie*, 1852 : *Episode de l'histoire de la sculpture en Flandre*, par Ed. Vander Straeten. — *Annales de la Société d'archéologie de Bruxelles*, t. VIII (1894), p. 401. — *Etude sur la sculpture brabançonne au moyen âge*, par Joseph Destree. — Archives de l'hôpital de Notre-Dame à Audenarde.

PIERRE D'AUSSAIS ou D'AUXY, évêque de Tournai. Voir AUSSAIS (*Pierre* D').

PIERRE DE BEERVELDE. Voir BEERVELDE (*Pierre* VAN).

PIERRE LE BORGNE, poète. Voir LE BORGNE (*Pierre*).

PIERRE DE BRUGES, potier d'étain, fondeur, probablement né à Bruges, ainsi que son nom l'indique, au commencement du xiv^e siècle. Ce personnage, qui ne nous est connu que par un extrait d'un registre des archives de Tournai, passe pour avoir fabriqué le premier canon dans les Pays-Bas, en 1346. Cet engin de guerre, appelé *conoille* dans la langue de l'époque, devait être en fonte, car Pierre de Bruges, en sa qualité de potier d'étain, n'aurait pu en exécuter d'autres sans enfreindre les privilèges de son métier qui ne lui accordaient pas la « franchise du mar-teau », c'est-à-dire le droit de forger le métal. Invité, par le conseil de la ville de Tournai, à faire l'essai de son engin, il le transporta hors la porte Morel, y mit un projectile du poids de deux livres environ et dirigea son orifice contre une maison et un mur. Le ravage causé par le projectile fut tel, dit-on, qu'après avoir traversé les deux obstacles, il vint, sans qu'on pût l'apercevoir, tomber à l'intérieur de la ville, devant le monastère de Saint-Brice, où il tua un homme.

Fréd. Alvin

Annales de la Société d'Emulation de Bruges, 1843, p. 388. — *Patria belgica*, 3^e partie, p. 234.

PIERRE DE BRUGES, humaniste. Voir PONTANUS (*Pierre*).

PIERRE DE BRUXELLES. Voir CROCKAERT (*Pierre*).

PIERRE DE CAMBRAI. Voir PIERRE DE LÉVIS, évêque de Cambrai.

* **PIERRE DE COLMIEUX** ou PETRUS A COLLE MEDIO, légat et chapelain du pape, prévôt de Saint-Omer, archevêque de Rouen, puis cardinal et évêque de Saint-Alban, était originaire, à ce qu'il paraît, d'un petit village de la Campagne, en Italie. Quelques-uns le croient originaire de la Champagne. Il était déjà, au commencement du xiii^e siècle,

chapelain des papes Honorius III et Grégoire IX. Il fut d'abord écolâtre à Cambrai, puis chanoine de l'évêché de Térouanne. Envoyé comme légat du pape contre les Albigeois, il se signala par ses discussions théologiques. Il refusa l'évêché de Toulouse, qui lui fut offert au commencement de 1232. Ses collègues du chapitre de Térouanne l'élurent alors à l'unanimité comme évêque. Il refusa encore, mais il accepta la prévôté de Saint-Omer qu'on lui offrit ensuite. En 1236, il fut élu archevêque de Rouen, siège qu'il n'accepta que sur les vives instances du pape Grégoire IX. Enfin, en 1244, il reçut le chapeau de cardinal et devint évêque de Saint-Alban. Il mourut le 25 mai 1253.

Tout en obtenant les hautes dignités ecclésiastiques, Pierre de Colmieux resta prévôt de Saint-Omer. C'est sous ce titre qu'on le voit nommé dans les chartes concernant notre pays. En Flandre, comme d'ailleurs dans toute la France, il était très renommé pour sa science et son impartialité. A chaque instant, il fut choisi comme arbitre au sujet de litiges entre monastères, villes et séculiers. On voit par les chartes qu'il était mêlé à toutes les affaires qui concernaient la Flandre et l'Artois. Ainsi n'étant pas encore évêque de Rouen, il fut chargé par le pape Honorius III, de concert avec l'évêque de Soissons et un archidiacre de Langres, de l'enquête au sujet du mariage de Marguerite de Constantinople. Mais il semble n'avoir joué aucun rôle saillant dans cette grosse affaire.

A. van Renterghem.

Gallia christiana, t. XI, p. 63. — Malbrancq, *De Morinis et Morinorum rebus*, t. III, pars II, p. 477 et suiv. — Gams, *Series episcoporum*, p. XXII et 614. — Duvivier, *la Querelle des d'Avesnes et des Dampierre*, t. II, p. 42. — Wauters, *Table chronologique*, t. IV et VII, *passim*.

PIERRE DE DIEST ou DIESTHEMIUS. Voir DORLANDUS (*Pierre*).

PIERRE DE DOUAI, poète du XIII^e siècle, plus exactement PERROT DE DOUAI. C'est le nom sous lequel nous est connu, dans l'histoire littéraire, l'auteur d'une poésie inédite, conservée

dans trois manuscrits de Paris, et dont voici, d'après l'un d'eux (*Arsenal*, 5198, fol. 353), le dernier couplet :

Chancon, tu iras
A la plus vaillant
Qui soit en Arras,
Ne tresques a Gand,
Et si li di sans targier
C'on doit l'omme tenir chier
C'on trueve ami fin et vrai;
Ce dit Perros de Doai.
Ades servirai amors,
He amors, très douce amors.
Comment me partirai-je de vos ?

Les variantes des deux autres manuscrits (Bibliothèque nationale, f. fr. 845 et nouv. acq. 1050) sont insignifiantes et confirment l'espèce de signature que renferme ce couplet. Cela n'a pas empêché certains érudits de se méprendre sur le nom du personnage, qu'ils nomment tantôt Pierre de Douai, tantôt Pierre de Doré. Le plus ingénieux de ces érudits est, sans conteste, A. Dinaux, qui, dans ses *Trouvères et ménestrels du Tournaisis*, p. 338-340, a fabriqué de toutes pièces une biographie à ce Perrot. A l'entendre, il ne serait autre qu'un chevalier de Douai, qui « prit la croix à Bruges, en l'an 1200, à la suite de Bauduin, comte de Flandre » et de Hainaut, depuis empereur de Constantinople. Mais rien ne justifie cette identification, car l'unique chanson de Perrot (et non de Pierre) de Douai est une chanson d'amour peu originale de thème et de ton, mais agréablement trousseée, dans laquelle, suivant les formules de l'époque, il exprime son désespoir d'amant jaloux et rebuté, et aussi son inaltérable dévouement aux caprices de sa dame. La mention d'Arras nous prouve que celle-ci habitait la capitale française de l'ancien comté de Flandre; la mention de Gand n'a rien de surprenant, surtout au XIII^e siècle, c'est-à-dire à une époque où les relations entre les villes du Nord et du Sud de la Flandre étaient si fréquentes, tant au point de vue littéraire et artistique qu'au point de vue commercial.

M. Wilmotte.

A. Dinaux, *Op. cit.*, p. 338-40. — *Histoire littéraire de la France*, t. XXIII, p. 682-683. — G. Raynaud, *Bibliographie des chansonniers français*, no 459 (Quant je voi esté).

PIERRE DES DUNES, VII^e ou VIII^e abbé des Dunes, depuis l'affiliation de l'abbaye à l'ordre de Cîteaux, né à Armentières dans la première moitié du XI^e siècle, décédé en 1215. Wautier, IV^e abbé, résigna ses fonctions en faveur de Hacket de Bruges et les reprit à la mort de ce dernier, en 1185, pour les résigner de nouveau, en 1189, en faveur de Elie de Coxyde. Les auteurs qui comptent les deux gouvernements de Wautier regardent Elie comme VII^e et Pierre comme VIII^e abbé; d'après ceux qui négligent la seconde administration de Wautier, Pierre est le VII^e abbé.

Pierre succéda à Elie de Coxyde le 7 septembre 1203, et reçut la bénédiction abbatiale des mains de Lambert II, évêque de Térouanne. Sous Elie (1189-1203), les bâtiments construits à la hâte et de façon très primitive par le bienheureux Foulques, en 1129, menaçaient ruine; d'autre part, le nombre des frères convers, appliqués à divers métiers, s'était accru considérablement (ils étaient cent vingt-cinq). L'abbé se vit obligé d'élever un nouveau monastère, plus grand et plus solide. Profitant du privilège que Richard Cœur-de-Lion, roi d'Angleterre, lui avait accordé d'exporter librement de son royaume les matériaux dont l'abbaye des Dunes aurait besoin, il fit venir de la Grande-Bretagne la pierre et le bois nécessaires. Mais il ne put que jeter les fondements des constructions projetées. Pierre continua avec ardeur l'œuvre commencée par son prédécesseur. Il acheva les locaux conventuels, exigés pour le service de la communauté religieuse : réfectoire, dortoir, salle du chapitre, etc.; aménagea des ateliers pour les frères convers, bâtit les granges et un nouveau cloître. Ce qui lui valut surtout le titre d'habile architecte que lui décernent les historiens, c'est la magnifique maison d'eau ou machine hydraulique dont, à grands frais, il dota l'abbaye et qui distribuait de l'eau potable, par des tuyaux en plomb, dans toutes les dépendances du monastère. Vers la fin de sa vie, il jeta les fondements de l'église monumentale de Notre-Dame des Dunes, que ses

successeurs mirent soixante ans à achever. On trouve la description de ces nombreux édifices à vastes dimensions dans l'introduction aux *Cronica et cartularium monasterii de Dunis*, par F. van de Putte.

Pierre obtint pour l'abbaye des Dunes des privilèges importants d'Othon, empereur d'Allemagne (1209); d'Othon, évêque élu d'Utrecht (1213); de Guillaume, comte de Hollande (1213), et de Ferrand, comte de Flandre et de Hainaut (1213). En 1205, il conclut avec Gérard, prévôt du chapitre de Sainte-Walburge de Furnes, un accord touchant les dîmes de la ferme de Hem, propriété de l'abbaye des Dunes. Le 10 novembre 1213, à la demande du prévôt de Saint-Pierre de Loo, les abbés Pierre, des Dunes, Conrad, de Clairvaux, Robert, de Vaucelles, Daniel, de Ter Doest et Pierre, de Signy, confirmèrent la sentence arbitrale du 11 août 1189, réglant un différend entre l'abbaye de Clairmarais et la prévôté de Loo, relatif aux dîmes perçues par les chanoines de Saint-Pierre sur des terres arables situées dans leur province et données aux religieux de Clairmarais par Guillaume d'Ypres. Le 12 décembre de la même année, Pierre, abbé des Dunes, signe à Middelbourg, ensemble avec Daniel, de Ter Doest, une charte par laquelle Guillaume, comte de Hollande, déclare affranchir de tout tribut cent mesures de terre, situées à Oostcapelle, et qui appartenaient à l'église de Notre-Dame de Reynsburg. Nous trouvons, dans le cartulaire de l'abbaye de Loo, un chirographe, de 1213, donné par Pierre, abbé des Dunes et Henri, abbé de Furnes, touchant l'arbitrage qu'ils ont prononcé de concert avec Gérard, amman, et Nicolas, écoute de Loo, dans un différend survenu entre l'église de Saint-Pierre, d'une part, et Lippin, fils de Beate, et ses frères, d'autre part, au sujet de la possession de quelques terres. Enfin, le cartulaire de la prévôté de Saint-Martin d'Ypres nous renseigne que, le 14 avril 1214, Pierre, abbé des Dunes, et Henri, abbé de Saint-Nicolas de Furnes, en vertu d'une commission du cardinal

Robert, légat apostolique, prononcèrent que les échevins d'Ypres n'avaient aucun droit de lever des tailles sur l'église de Saint-Martin, pour couvrir les frais de la fortification de la ville, et qu'ils devaient lui restituer les revenus saisis.

Outre son habileté dans l'art de bâtir, les historiens de l'ordre relèvent la piété et la science de l'abbé Pierre. D'après les archives du séminaire de Bruges, Pierre mourut le 23 novembre 1215, tandis que les auteurs de la *Gallia Christiana* assignent à son décès la date du 29 avril de la même année. Il portait *de gueules, à la croix pleine de vair, au chef d'argent, à la croix de Lorraine ou patriarchale de gueules.*

A.-C. De Schrevel.

Vande Putte et Vande Castele, *Cronica et cartularium monasterii de Dunis*, t. I, p. 8, 37, 332. — Feys et Nélis, *Les cartulaires de la prévôté de Saint-Martin à Ypres*, t. II, p. 60. — Van Hollebeke, *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Pierre de Loo*, p. XXXV, 29-32. — Wauters, *Table chronologique de diplômes imprimés*, t. III, p. 396. — De Visch, *Compendium chronologicum exordii et processus abbacie clarissimæ Beate Mariæ de Dunis*, p. 50, 51. — *Gallia christiana*, t. V, p. 287. — Archives du séminaire de Bruges : De Visch, *Vuria curiosa*, t. IV, p. 484-487. — Vander Cruyce, *Oorsprong der diverse abdijen*, t. I, p. 127 ; fonds Dunes, boîte 6, nos 273 et 277.

* **PIERRE L'ERMITE** a une histoire authentique et une histoire légendaire. Cette dernière est extraordinairement riche et touffue ; elle a été l'objet d'une double végétation poétique qui, à plusieurs siècles de distance, a repris sa figure pour la transformer au point de la rendre presque méconnaissable. Dès le XII^e siècle, l'imagination populaire avait idéalisé son rôle, et avait fait de lui le vrai père de la première croisade, et du pape Urbain II, son instrument ou son disciple. Au XVII^e siècle, l'érudition s'en mêla à son tour, et elle forgea au héros toute une histoire antérieure à la croisade, outre un arbre généalogique en règle qui lui donnait des ascendants et surtout des descendants. Toutes ces rêveries, qui ont trouvé leur expression la plus complète dans le livre du P. d'Oultreman (*La vie du vénérable Pierre l'Ermite*, Valenciennes, 1632 ; réédité à Paris en 1645), sont aujourd'hui élimi-

nées de l'histoire ; il n'y a pas lieu, dans une notice des proportions de celle-ci, de s'en occuper autrement, et il suffira de dire qu'elles ont été passées au crible et ramenées à leur juste valeur dans le livre ci-dessous cité de Hagenmeyer, auquel on peut ajouter, si l'on veut être complet, la réfutation des prétentions saugrenues d'une famille Lhermite, par M^r F. Donnet (*Pierre l'Ermite et la famille Lhermite d'Anvers*, Anvers, 1893). On fera abstraction, dans cette notice, de la vie légendaire du personnage et on se bornera à raconter sa vie authentique.

Pierre l'Ermite naquit en Picardie, au pays d'Amiens. C'est ce qu'attestent, dès le XII^e siècle, Guibert de Mogent et Albert d'Aix, et après eux la *Chanson d'Antioche* et Guillaume de Tyr, sans qu'il soit possible d'aller plus loin et d'admettre, avec Foulques d'Anjou et Orderic Vital, qu'il serait né à Acheux ; selon toute vraisemblance, le texte de ces deux auteurs doit porter *Ambianensis* au lieu d'*Acheriensis*. Il ne vaut pas la peine de réfuter les écrivains belges qui ont imaginé de le faire naître au pays de Huy ; ils ont d'ailleurs été démentis d'avance, à Huy même, dès le XIII^e siècle, par un écrivain du lieu, maître Godin, qui, s'adressant à la mémoire de Pierre, lui dit : *Nasceris Ambianis, Petre!* Il était de naissance obscure ; l'épithète d'*ermite*, jointe à son nom dans les sources les plus anciennes, est le seul renseignement authentique que nous possédions sur la première partie de son existence, et il faut reléguer au rang des fables tout ce qu'on croit savoir de plus. Avant la première croisade, il avait, comme tant d'autres de ses contemporains, fait un pèlerinage en Terre-Sainte, et, d'assez bonne heure, la légende prétendit qu'il y avait eu une vision dans laquelle Jésus-Christ lui ordonnait d'aller de sa part trouver le pape Urbain II pour qu'il prêchât la croisade. Ce qui résulte du témoignage des sources les plus dignes de foi et des paroles d'Urbain II à Clermont-Ferrand, c'est que la croisade fut une œuvre spontanée des papes ; pour Pierre l'Ermite, il en fut un des

prédicateurs, non le seul, mais le plus populaire et le plus enthousiaste. Telle est la vérité historique qui, exposée pour la première fois par von Sybel et définitivement démontrée par Hagenmeyer, jette un jour tout nouveau et sur l'histoire de la première croisade et sur la part qui y revient à la papauté. Cette part est la première. Loin d'être l'instigateur ou le précurseur d'Urbain II, Pierre l'Ermite n'est que son instrument, et son rôle historique ne commence, en réalité, qu'après le concile de Clermont, en 1096. En dépit du témoignage peu sûr de Guillaume de Tyr, il n'est pas même prouvé (bien que la chose soit vraisemblable d'ailleurs) que Pierre l'Ermite ait paru au concile de Clermont, loin qu'il y ait pris la parole. Par contre, aussitôt après cette réunion, il parcourut, en prédicateur, la France du Nord et les provinces de l'ancien royaume de Lotharingie, excitant partout l'enthousiasme du populaire par son éloquence enflammée. Petit de taille, le teint bruni, avec sa large barbe et son aspect ascétique, l'ermite était vêtu d'une robe de moine et avait les pieds nus; sa vie était austère; il s'abstenait de viande et de vin; il chevauchait sur un âne qui partageait les honneurs dont on entourait son maître, et dont les fanatiques admirateurs de Pierre arrachaient les poils pour les garder comme des reliques. Le 12 avril 1096, samedi de Pâques, il entra à Cologne à la tête de 15,000 hommes qu'il avait recueillis en route, et qui formaient le noyau de l'armée avec laquelle il allait entrer en campagne. C'était, pour la plus grande partie, un ramassis de pauvres gens, ignorants et crédules, entièrement subjugués par son éloquence, et qui, avec une confiance sans bornes, le suivirent dans la voie où il les entraînait. Sans armes, sans équipement, sans discipline, ils formaient une cohue amorphe au sein de laquelle bouillonnaient les sentiments les plus divers, depuis un zèle religieux, ardent et exalté à l'excès, jusqu'aux grossières convoitises de l'aventurier qui rêve de pillage et de massacre. Pierre eut le tort de se faire le

chef de cette foule, qu'il eût fallu encadrer dans une armée régulière, et de la conduire, à son insu il est vrai, au désastre et à la mort. Grossie démesurément pendant les huit jours que Pierre séjourna à Cologne, cette multitude n'eut pas même assez de cohésion pour rester groupée tout entière autour de l'homme qui l'avait réunie : les plus impatients prirent les devants pendant les premiers jours d'avril, sous la conduite de Gautier Sans Avoir, et se firent tailler en pièces, dans les environs de Belgrade, par les populations qu'irritaient leurs excès. Pierre s'ébranla enfin le 19 avril 1096. Remontant les vallées du Rhin et du Neckar, les pèlerins traversèrent ensuite l'Allemagne méridionale, recrutant sur leur passage une multitude de compagnons de route qu'exaltait la sainteté de la cause ou qu'attirait l'appât des aventures. Au dire d'Albert d'Aix, seule source qui nous fasse connaître l'itinéraire de l'armée, on s'achemina en assez bon ordre à travers la Hongrie; mais, arrivés à Semlin, aux environs de Belgrade, les croisés, irrités à la vue de certains trophées qui rappelaient le massacre des troupes de Gautier Sans Avoir par les indigènes, s'emparèrent de la ville et massacrèrent un grand nombre d'habitants. Ils continuèrent ensuite leur itinéraire à travers la Bulgarie. Pierre n'avait pas laissé de traiter avec le prince Nichita; mais l'indiscipline d'une partie de ses troupes rendit vaines toutes ses avances et détermina à deux reprises des rencontres sanglantes, au cours desquelles la plus grande partie de l'armée des pèlerins fut taillée en pièces, pendant que les femmes et les enfants, avec les bagages, tombaient au pouvoir de l'ennemi. Il fallut, au milieu de souffrances et de privations sans nombre, ralliant en chemin les fuyards, continuer sa route jusqu'à Constantinople, où l'on arriva le 30 juillet. Cette grande ville était déjà encombrée d'une multitude de croisés, dont les uns représentaient les débris de l'armée de Gautier Sans Avoir, tandis que les autres affluaient graduellement des divers pays de l'Europe.

L'empereur Alexis ne garda que quelques jours des hôtes aussi gênants, et, dès le 5 août, il leur fit passer le Bosphore. Les croisés dressèrent leur camp dans un endroit qu'Anne Comnène appelle Helenopolis et les sources occidentales Civetot, et qu'on identifie généralement avec Hersell, près de Nicomédie.

Quel était au juste le plan de Pierre? Autant qu'il est possible de s'en rendre compte aujourd'hui, il voulait s'établir solidement en Asie mineure, dans une position assez rapprochée du Bosphore pour rester en communication avec Constantinople, et attendre l'arrivée du reste de la croisade pour se joindre à elle. Mais il avait compté sans l'indiscipline de son armée, qui se fatigua bientôt d'attendre, et qui profita d'un voyage de Pierre à Constantinople pour se répandre dans les environs, pillant et saccageant. Une partie d'entre eux, après s'être emparée du château de Xerigordon, à quatre journées de marche, y fut assiégée par les Turcs et massacrée par eux après s'être rendue; le gros de l'armée, en voulant aller les venger, fut enveloppé et exterminé par les Turcs dans les défilés du Drakon; le camp même de Civetot fut pris par l'ennemi, qui massacra ou emmena en captivité toute la population sans armes (21 octobre 1096); quelques milliers d'hommes tout au plus échappèrent et parvinrent à se réfugier à Constantinople. Pierre l'Ermite lui-même déclara à l'empereur Alexis que ce désastre était une punition dont Dieu châtiât leurs excès, et tout nous prouve qu'il s'est employé sérieusement à les empêcher; mais s'est-il rendu compte de la raison première de tous ces insuccès, à savoir le manque d'organisation de son expédition tumultueuse et sa propre inaptitude au rôle de chef d'armée?

Nous retrouvons Pierre l'Ermite dans l'armée régulière de la croisade, et à diverses reprises il y joua un certain rôle, comme on le verra. Quelle était sa situation parmi les croisés? Selon toute apparence, il gardait le commandement de quelques milliers d'hommes, débris

de son ancienne armée, qui se seront de nouveau réunis autour de lui. Il sera même devenu, par ses qualités d'orateur populaire et de tribun enthousiaste, l'oracle de toute la multitude de truands et de ribauds qui accompagnait l'armée, et qui, sans être d'une grande utilité militaire, s'acquittait d'un certain nombre de besognes subalternes. Cette armée de la canaille, s'il est permis de l'appeler ainsi, avait à la vérité son chef à elle, que la *Chanson d'Antioche* appelle, en langue d'argot sans doute, le roi Tafur; mais, selon toute apparence, Pierre restait son principal inspirateur, son conseil, son prophète. Une défaillance lamentable, encore que bien facile à expliquer, fut sur le point de mettre brusquement fin à la carrière de Pierre : en janvier 1098, pendant l'épouvantable disette qui éprouva les croisés au siège d'Antioche, il fut un de ceux à qui le cœur manqua, et qui se débâtèrent par la fuite aux souffrances de la faim. Tancred courut après les fuyards et parvint à les ramener au camp, où la disparition de Pierre eût démoralisé une grande partie de l'armée. L'Ermite, au surplus, répara glorieusement sa faiblesse passagère en se chargeant, quelques mois après (28 juin 1098), de porter à Kerbogha, qui s'avancait pour secourir Antioche, la sommation de se retirer. Le message resta naturellement infructueux, mais il releva le prestige de Pierre, et nous le voyons s'affirmer plusieurs fois au cours de la croisade. C'est, sans doute, son influence sur les petits qui détermina ceux-ci, après la victoire sur Kerbogha, à intervenir avec énergie pour que l'on continuât la marche en avant. C'est lui qui, le 8 juillet 1099, pendant la procession qui avait lieu autour de la ville de Jérusalem, harangua l'armée des croisés du haut de la Montagne des Oliviers. Enfin, lorsqu'après la prise de la ville les chrétiens durent courir à Ascalon pour refouler les Egyptiens, ce fut lui encore qui fut chargé de rester à Jérusalem pour y veiller à la continuité du service religieux.

Voilà ce que les sources contemporaines nous disent de Pierre l'Ermite, après quoi elles le perdent de vue. Nous savons, par d'autres documents, qu'après la croisade, en 1101, il revint en Europe, dans un vaisseau qui portait le comte Conon de Montaigu, son fils Lambert de Clermont et plusieurs riches personnages de la vallée de la Meuse. Sur mer, ils essuyèrent une terrible tempête et firent vœu d'édifier une église s'ils échappaient. Revenus au pays, ils confièrent l'exécution de leur vœu à Pierre, et lui donnèrent un terrain situé au nord de Huy, sur la rive droite de la Meuse, pour y édifier un prieuré de chanoines réguliers de Saint-Augustin, qui prit le nom de Neufmoustier, c'est-à-dire nouvelle église. Pierre y acheva, dans le repos et le silence, l'orageuse carrière du croisé; il y mourut, le 8 juillet 1115, anniversaire du jour de sa prédication sur le Mont des Oliviers, et, conformément à son désir, il fut enterré hors du monastère, sous la gouttière. Les chanoines de Neufmoustier paraissent l'avoir oublié pendant les premières générations; mais lorsque, au commencement du XIII^e siècle, Jacques de Vitry publia son *Histoire de la Terre Sainte*, et enflamma par son éloquence le pays de Liège, qu'il parcourait en prédicateur d'une nouvelle croisade, alors on se souvint de Pierre l'Ermite. Ce fut un chanoine de Neufmoustier, du nom de Maurice, qui parvint à décider ses confrères à l'exhumation du patron de la maison. Cette solennité eut lieu le 16 octobre 1242, cent vingt-sept ans après la mort de Pierre. Ses restes, qu'on retrouva presque intacts, furent transportés dans la crypte de l'église, où on leur érigea un monument; et à partir de cette date, son souvenir resta en grand honneur à Neufmoustier, où on le vénéra comme un saint. En réalité, tour à tour glorifié et rabaisé outre mesure, Pierre l'Ermite représente bien la moyenne des hommes de son temps, avec l'éloquence et l'enthousiasme à un degré supérieur; l'intérêt qu'il inspire vient de là, et aussi de la place considérable qu'il a prise dans l'un des plus

grands mouvements qui aient remué l'humanité.

G. Kurth.

Les principaux chroniqueurs de la première croisade, en particulier les *Gesta Francorum*, Guibert de Nogent, Raymond d'Aguilers, Anne Comnène et autres, après lesquels vient Albert d'Aix et, beaucoup plus tard, Guillaume de Tyr. — G. Kurth, *Documents historiques sur l'abbaye de Neufmoustier* (*Bull. de la Comm. roy. d'histoire*, Ve série, t. II, 1892). — Von Sybel, *Geschichte des ersten Kreuzzugs* (1844). — Hagenmeyer, *Petrus der Eremit* (Leipzig, 1879). — G. Kurth, *Pierre l'Ermite* (*Conférences de la Société d'art et d'histoire de Liège*, 1892).

* **PIERRE DE FOREST**, évêque de Tournai, né en 1305 (?) décédé en 1361, n'appartient à l'histoire de Belgique que par sa nomination au siège épiscopal de Tournai. Il y fut appelé en 1350 par le roi de France, Philippe de Valois, et transféré la même année au siège archiepiscopal de Paris. Né à Suze, dans le Maine, il enseigna d'abord le droit à Orléans et au Mans; puis il vint à Paris, fut avocat général du roi et titulaire de quelques bénéfices ecclésiastiques. Membre de cinq chapitres, évêque de Noyon, puis de Tournai, archevêque de Paris, et enfin cardinal-archevêque de Rouen, il fut chargé de nombreuses missions diplomatiques, et remplit en France de hautes fonctions publiques, telle la présidence des Etats généraux. Jeune encore, il quitta le monde et se retira à Avignon, où il mourut de la peste, le 25 juin 1361.

Il fit de grandes libéralités à l'église de Tournai.

E.-J. Soil.

Gallia christiana, t. III. — Le Maistre d'Anstaing, *Recherches sur la cathédrale de Tournai*, t. II.

PIERRE DE GAND ne figure dans l'histoire littéraire qu'à un seul titre. Dans le manuscrit de Berne, coté 389, lui est attribuée une chanson qui débute ainsi : *Ausi com l'unicorne sui*. Cette indication a paru suffisante à A. Scheler, qui republia cette chanson dans son recueil, *Trouvères belges du XII^e au XIV^e siècle*, p. 144. Lui-même, en rappelant les éditions antérieures, constate qu'elle est attribuée au roi de Navarre par les manuscrits F et C (siglés Pa et

Pb²³ dans la *Bibliographie* de Gaston Raynaud). Ces derniers manuscrits appartiennent à deux familles distinctes, ce qui donne à leur attribution une valeur dont la copie de Berne est totalement dépourvue. Il en résulte que la chanson : *Ausi com l'unicorné sui* est du roi de Navarre et qu'il faut, jusqu'à nouvel ordre, rayer le nom de Pierre de Gand de l'histoire littéraire.

M. Wilmolte.

PIERRE DE GAND, PEDRO DE GANTE, écrivain espagnol du ^{xvii}^e siècle. On ne possède de données précises ni sur sa famille ni sur le lieu de sa naissance. D'aucuns pensent qu'il naquit à la Rioja, en Biscaye, de parents originaires de Gand, d'où son nom. Il fut secrétaire du troisième duc de Nagera, Jean-Etienne Manrique de Lara, qu'il accompagna dans ses voyages. Il en écrivit le récit qui fut publié sous le titre de : *Relaciones de Pedro de Gante, secretario del Duque de Nagera*, 1520-1544, par la Société des Bibliophiles espagnols, avec une préface de M^r Pascal Gayangos. Il est probable que Pierre de Gand mourut après 1544 ; le duc, son maître, décéda en 1558. Pierre de Gand écrivit aussi des *Proverbes*.

Baron Emile de Borchgrave.

Ouvrage cité ci-dessus (Madrid, 1873).

PIERRE DE GAND ou DE MURA (le Fr.), missionnaire au Mexique, né vers 1500, mort à Mexico, le 29 juin 1572. Il fut pendant un demi-siècle l'infatigable défenseur des Indiens. Les Espagnols l'ont appelé indifféremment Fray Pedro de Gante et de Mura. Les deux appellations se justifient. Il y avait, en effet, à Gand, une famille de Muer, issue de Philippe, mais né de Maldegheem, fils de Sohier et d'Elisabeth, héritière d'Iseghem (Ideghem?) (1).

(1) Sous Philippe II, les de Muer gantois furent des adversaires déclarés du prince d'Orange et des confédérés. Denis et Laurent de Muer allèrent jusqu'à tremper dans le criminel attentat de Jauregu. L'un d'eux demeurait à Anvers avec ce dernier, chez Anastro. Ils furent exilés (De Jonghe, *Gentsche geschiedenis*, t. II, p. 281). Leur nom de famille se lisait sur une pierre tom-

L'année exacte de sa naissance et ses parents ne nous sont pas connus.

Lorsque Clavijero, si précis d'ordinaire, allègue que Pierre était un fils naturel de Charles-Quint, cette énonciation est le résultat d'une distraction ou d'une erreur de copiste, fray Pedro étant aussi âgé, sinon plus âgé que l'empereur. Mais il a pu être son frère naturel ; on sait combien les fugitives amours de Philippe le Beau excitaient la jalousie de Jeanne la Folle. C'est l'hypothèse qui nous paraît la plus vraisemblable. Nous l'appuyons du témoignage de Pierre de Gand lui-même. L'humble frère lai entretenait avec le puissant empereur une correspondance assez suivie. Dans une de ses lettres, il écrit au monarque : « ... Ce qui me « donne ce courage (de solliciter les « faveurs), c'est le fait d'être si proche « de V. M. et d'être du même pays... ». Dans une autre, il est plus explicite : « ... Puisque V. M. et moi savons les « liens intimes qui nous unissent, si « bien que le même sang coule dans nos « veines, je lui dirai la vérité tout entière pour décharger ma conscience et « pour que V. M. puisse aussi décharger « la sienne ». Lorsque le provincial de la Nouvelle-Espagne, fray Alonso de Escalona, annoncera plus tard à Philippe II la mort du vénérable missionnaire, il lui dira : « ... Il a obtenu de « grandes choses en faveur des Indiens, « parce qu'il avait le grand avantage « d'être si proche parent du père très « chrétien de V. M. ... ». Enfin, détail qui renforce ce qui précède, les bâtards ne pouvant être admis aux dignités ecclésiastiques, à moins de dispense supérieure, on offrit à plusieurs reprises, à Pierre de Gand, de faire les démarches nécessaires pour lui obtenir cette faveur. Il déclina à chaque fois, probablement afin de ne pas dévoiler la faute de son père. Nous admettons, en conséquence, que Pierre de Gand naquit des amours de Philippe le Beau et d'une dame de

bale de l'église de Saint-Michel à Gand : « Lau- « reyns de Muer, le Denys », procureur au conseil de Flandre et secrétaire de la *Vierschaere* de Saint-Bavon (*Inscr. funér. et monum. de la Flandre orient.*, t. II, p. 186).

Muer, femme ou fille gantoise qui aurait mis l'enfant au monde à « Ighem (Ide-ghem), au pays d'Audenarde ». Lui-même écrit à ce sujet (27 juin 1529) : « ... ego autem, Frater Petrus de Mura, natus in civitate Yguen, in provincia Budarda ... (1) ».

L'auteur de la *Monarquia indiana*, Torquemada, qui arriva au Mexique en 1529 et qui dut connaître de près le frère Pierre, le dit natif de la « ciudad » ó villa (en espagnol, villa-village) de « Yguendelaprovinciadiicha Budarda... ». Wadding (*Annales Minorum* ad 1529) dit de son côté : « natus in villa Yguen et educatus Gandavi ». Si Pierre écrit *Budarda* pour Oudarda ou Audeuarde, on lit aussi chez lui *de Reta* pour de Tecto, *Techcucu* pour Teztuco, *Clapion* pour Glapion, *Villenque* pour Villa-Rica; il dit s'appeler de Mura : « Ego Petrus de Mura ... » et signe *de Gant* et *de Gante*, etc. Ces incertitudes d'écriture et de géographie ne doivent pas étonner. Pierre de Gand se plaint, dès 1529, de son manque de mémoire; il a presque perdu l'usage de sa langue maternelle; il demande qu'on traduise en flamand, pour sa famille, la lettre qu'il écrit à ses confrères de Flandre.

Gonzalès Vera opine qu'il reçut une éducation soignée et fit ses études à l'université de Louvain, où il se serait distingué entre tous ses condisciples. Nous n'avons pas rencontré ailleurs la confirmation de ce renseignement. Nous pensons, avec d'autres, qu'il n'avait fait que peu d'études. Ce qui est admis par tous, c'est qu'il prit de fort bonne heure l'habit de Saint-François au couvent de Gand. Il y trouvait plusieurs religieux qui devaient devenir ses associés dans l'œuvre de l'évangélisation mexicaine : un Français, Jean Glapion, né dans le Maine, confesseur de Charles-Quint (un des exécuteurs testamentaires de l'empereur lorsqu'il partit pour l'Espagne,

en 1522, et un de ses arbitres dans le différend qu'il eut avec les prélats belges au sujet de la création de nouveaux évêchés), et trois Flamands : Jean van Dak (ainsi nommé chez Fremaut), appelé par les Français *du Toit*, par les Espagnols *de Tecto*, homme de grand savoir, qui avait professé la théologie pendant quatorze ans à la Sorbonne, gardien de la maison des Récollets de Bruges, avant de l'être de celle de Gand, second confesseur de Charles-Quint; puis Jean d'Aire (Aora, Ayora), orateur estimé, mais déjà fort âgé. Ce dernier appartenait à la Flandre gallicante. Peut-être était-il originaire de la ville dont il portait le nom. On connaît une famille d'Aire à cette époque. En 1506, un Philippe d'Aire était trompette au service de Philippe le Beau (Gachard, *Voyages des souverains des Pays-Bas*, I, 531).

Suivant Pontus Heuterus, Charles-Quint était à Valenciennes, selon G. Vera, il était à Gand (juin 1520) lorsque lui parvint la première nouvelle que Fernand Cortès venait de lui conquérir le Mexique, un empire merveilleux, grand comme cinq ou six fois l'Espagne, doté d'une civilisation étrange, aux origines mystérieuses, organisé politiquement plus ou moins comme l'Europe féodale, ayant une cour et des castes, une législation et des tribunaux, un régime d'impôts et un système de perception régulier, des temples, des palais, des maisons, des marchés (tianquiz), des routes, des canaux, un calendrier, et, par dessus tout, une capitale que Cortès, dans son troisième mémoire à Charles-Quint, appelle la plus belle chose du monde : « que era la cosa la mas hermosa del mundo ». Civilisation malheureusement ternie par des pratiques barbares : la polygamie, l'esclavage, le cannibalisme, les sacrifices humains qui immolaient aux idoles vingt mille victimes par an.

L'avènement d'un nouveau souverain coûtait la vie à quatre-vingt mille malheureux. L'empereur et les prêtres se nourrissaient de chair humaine; malgré la défense de Cortès, le menu de Mon-

(1) Le P. Kieckens, dans sa monographie, conjecture que *Ighem* pourrait être St-Pierre-Ayghem près Gand et *Budarda* = *Bularia*, Boelaere, Boulers, près Grammont. Le P. Dirks, dans une lettre à Mr Ferdinand Vander Haeghen (9 avril 1879) fait de *Budarda* = *Butaria* (basse latinité) = *delimitatio. confinium*.

tezuma comportait, entre autres raffinements, un ragoût de chair d'enfantelets.

A la nouvelle de la conquête, un grand nombre de religieux, espagnols et flamands, demandèrent à passer les mers pour aller évangéliser le vaste et curieux empire; mais deux ans se passèrent avant qu'eût lieu un envoi régulier de missionnaires, les théologiens et les jurisconsultes hésitant, en présence de ce qui s'était passé, à reconnaître la validité des droits que les Espagnols prétendaient avoir acquis sur ces contrées.

En attendant la bulle pontificale nécessaire à l'organisation des affaires ecclésiastiques dans la Nouvelle-Espagne, — c'est le nom que le Mexique avait reçu, — les quatre franciscains du couvent de Gand : Glapion, Van Dak, d'Aire et Pierre de Mura, furent désignés, sur leur demande, pour s'y rendre. Ils prirent passage, à Arnemuiden, le 27 avril 1522 (Pâques closes), sur un des navires appareillés pour conduire l'empereur en Espagne; mais ils ne débarquèrent que le 22 juillet à Santander où Charles-Quint — qui avait relâché le 26 mai en Angleterre et s'y était arrêté jusqu'au 6 juillet — avait abordé lui-même, le 16, en compagnie de Glapion; celui-ci ne devait pas toucher le sol mexicain; il mourut à Valladolid le 15 septembre 1522.

Diverses circonstances, parmi lesquelles sans doute la nécessité de se familiariser quelque peu avec l'espagnol, retardèrent le départ des trois Flamands jusqu'en 1523. Ils s'embarquèrent enfin le 1er mai. La traversée dura quatre mois. Ils prirent terre, le 30 août, à Villa-Rica (*Villenque*, chez Pierre de Gand), qui reçut depuis le nom de Vera-Cruz. Leur premier soin fut d'aller saluer Cortès à Coyohuacan.

Les historiens ne sont pas d'accord sur la région qui aurait été tout d'abord l'aire de leur activité. Dans sa lettre du 27 juin 1529, à ses confrères de Flandre, Pierre de Gand dit que ce fut Tlaxcala; dans celle du 31 octobre 1532, à Charles-Quint, il rappelle qu'il fut envoyé d'abord à Tezcuco. Il est probable qu'ils firent

plus d'un séjour dans chacune des deux localités.

Le pays de Tlaxcala formait une sorte de république fédérative, composée de quatre États gouvernés par des chefs héréditaires (caciques), indépendants de l'empire mexicain et hostiles à Montezuma. Cortès les soumit et ils devinrent ses alliés. La ville de Tlaxcala, à mi-chemin entre la mer et la capitale mexicaine, était une ville magnifique, aux collines couvertes de temples, de palais et de jardins et que Cortès mettait au-dessus de Grenade. Les trois Flamands s'y arrêtèrent en attendant qu'ils fussent autorisés à se fixer dans la capitale que Cortès se mettait en mesure de rebâtir. Ils furent les premiers missionnaires du Mexique. Pierre de Gand revendique cette priorité, dans une lettre à Philippe II du 23 juin 1558, comme il le disait à Charles-Quint dans sa longue épitre du 15 février 1552 : « ... fuimos « los primeros religiosos que en ella « entraron ... ». Les aumôniers amenés par Cortès se sont bornés, semble-t-il, à remplir leurs devoirs officiels.

Les Flamands commencèrent par prêcher par signes et au moyen d'interprètes, ce qui les exposa aux moqueries des indigènes. Mais Pierre de Gand et Van Dak devinrent peu à peu maîtres du nahuatl ou aztèque, la première langue de l'Anahuac, et ils obtinrent alors quelque succès. Une circonstance qui favorisait leur apostolat, c'est que les Tlaxcaltèques étaient les ennemis des Mexicains, qui demeuraient fidèles au culte de leurs dieux. Un grand nombre d'entre eux demandèrent le baptême. Pierre de Gand éleva à Tlaxcala le premier collège chrétien.

Cortès ne tarda pas à diriger Pierre de Gand et ses compagnons sur Tezcuco où il jugeait leur présence utile. Tezcuco était la capitale du royaume de ce nom, sur le lac qui la relie à Mexico, dont elle était distante de sept lieues. Le roi Ixtlilxochitl les reçut. Il mit à leur disposition quelques salles du palais de Nezahualcoyotl, mais en les priant de vivre recueillis dans leur demeure et de ne pas trop se montrer en public, dans

la crainte d'indisposer contre eux les habitants. Pierre de Gand y érigea un oratoire et, ainsi que Van Dak, il s'appliqua à approfondir davantage la langue du pays. Bègue, il parlait l'espagnol avec difficulté; mais il s'exprima bientôt en nahuatl avec une grande aisance.

L'inactivité leur pesait. Ils obtinrent de pouvoir réunir autour d'eux quelques enfants, fils de princes et de chefs résidant alors à Tezcuco; mais ils ne réussirent guère qu'avec ceux de Ixtlilxochitl, les autres nourrissant à l'égard des étrangers une défiance bien naturelle. L'idolâtrie était debout partout et, quoique Cortès eût rigoureusement interdit les sacrifices humains, les rites et cérémonies de l'antique religion continuaient à se pratiquer dans presque tous les temples. Le P. Van Dak se rendait assez fréquemment à Mexico où il cherchait à gagner les membres de la noblesse par la distinction et l'aménité de ses manières.

Pierre de Gand et lui furent les premiers à enseigner aux indigènes les lettres de l'alphabet latin et à leur apprendre à lire et à écrire. Van Dak écrivit à leur usage un petit traité que Pierre de Gand devait développer plus tard : *Primeros rudimentos de la doctrina cristiana en lengua mexicana* et, à l'adresse des Espagnols : *Apologia del bautismo administrado á los gentiles mejicanos con solo el agua y la forma sacramental*.

Les trois franciscains passèrent de cette manière près d'une année dans l'Anahuac, faisant peu de progrès matériels, mais répandant déjà, malgré la retraite où ils vécurent presque constamment, les semences d'une éducation nouvelle parmi les Mexicains et préparant la voie à leurs frères qui n'allaient pas tarder à les suivre. En outre des enfants dont Pierre de Gand s'était occupé durant cette première phase, les princes de la famille de Nezahualpilli avaient fini par s'associer à Ixtlilxochitl, cherchant à profiter comme lui des instructions de ces religieux. Apprenant l'arrivée du provincial, revêtu des pouvoirs d'un vicaire apostolique, le P. Martin de Valence, et de douze franciscains

espagnols, et sur la demande de Pierre de Gand, Ixtlilxochitl avait ordonné à ses intendants de préparer des appartements pour les frères et une grande salle avait été somptueusement décorée pour servir de chapelle. Les cérémonies religieuses qui eurent lieu pendant plusieurs jours furent suivies du baptême des fils de Nezahualpilli, Pierre de Gand ayant déclaré qu'ils étaient suffisamment préparés pour le recevoir. Cortès servit de parrain à Ixtlilxochitl. D'autres princes et princesses reçurent également le baptême.

Le provincial se transporta ensuite à Mexico avec ses compagnons, les nouveaux arrivés et les trois Flamands. Un chapitre, tenu le 2 juillet 1524, régla définitivement l'ordre de la mission. On y discuta aussi l'opportunité des mesures à prendre pour le développement du christianisme. Tandis que les ardents Espagnols s'étonnaient que Van Dak, Jean d'Aire et Pierre de Gand n'eussent pas fait davantage pour détruire la superstition indienne, « voici ce que nous faisons », répondit Van Dak avec douceur, « nous apprenons une théologie de tout point ignorée de Saint-Augustin », appelant *théologie*, ajoute ici Torquemada, *la langue des Indiens*, et donnant à entendre aux nouveaux venus le grand profit que l'on devait tirer de la connaissance de la langue indigène. Les compagnons de Martin de Valence ne tardèrent pas à se convaincre que le seul moyen d'arriver à convertir les masses était de poursuivre l'apostolat de la façon que l'avait conçu et entrepris Pierre de Gand et ses deux compatriotes.

L'œuvre de ces derniers fut interrompue par une expédition fortuite dans le Honduras (Hibueras). Cortès avait chargé Cristobal de Olid, un de ses plus braves officiers, d'aller prendre possession de ce pays. Olid chercha à se rendre indépendant. Cortès marcha contre lui à travers des territoires montueux et marécageux. Le rebelle fut décapité avant l'arrivée du capitaine général. Cortès avait emmené avec lui Quauhtemozin (Guatemozin), successeur de Montezuma, encore souverain de nom du Mexique.

Van Dak et Pierre de Gand avaient été désignés pour faire partie du service de l'aumônerie. Aigri par les difficultés de la marche — une partie de ses hommes et de ses chevaux avaient péri — et soupçonnant toujours quelque trahison, Cortès fit mettre à mort l'infortuné monarque. Pierre de Gand défendit avec une éloquence indignée la cause du prisonnier qui, depuis deux ans, était chrétien; mais la raison d'Etat étouffa la voix de la justice. Quauhtemozin fut exécuté. L'expédition coûta aussi la vie au P. Van Dak. Les privations, les fatigues et la fièvre l'empêchèrent de continuer sa route. Il s'adossa à un arbre et expira (1525).

Revenu à Tezcuco, Pierre de Gand apprit que son vieux compagnon du couvent gantois, le Fr. Jean d'Aire, était mort de vieillesse. Son corps avait été déposé dans une petite chapelle qu'il avait installée dans l'habitation d'un cacique, d'où il fut transporté plus tard au couvent de Saint-Antoine (1525). Pierre fut appelé à s'installer à Mexico (1526) et il ne quitta plus la capitale.

Il y fonde la chapelle et le premier couvent des Franciscains, après avoir érigé l'église et le couvent de San José sur les ruines et avec les restes du fameux *Palais des Oiseaux*, un des édifices les plus vastes et les plus curieux de l'époque, élevé par Montezuma au commencement de son règne. Il bâtit successivement les couvents de San Juan Bautista, de San Pablo, de San Sebastian et de Santa Maria de la Assumcion. Non content de la grande école où l'on apprend aux enfants la lecture, l'écriture, la doctrine chrétienne, la musique et le chant, — lui-même, dit-on, était excellent musicien, il chantait et jouait en perfection de plusieurs instruments, — il établit, derrière l'église de San José, de vastes ateliers pour l'enseignement des travaux mécaniques. L'organisation de collèges pour les nobles aztèques et d'écoles professionnelles pour les enfants du peuple fut une des principales préoccupations de sa vie. Trois ans à peine s'étaient écoulés depuis son arrivée à Mexico, qu'on vit sortir de ces dernières

des tailleurs, des cordonniers, des charpentiers, des forgerons et d'autres artisans, tous en mesure de faire concurrence aux travailleurs venus d'Europe. Bientôt ils surprirent leurs méthodes à un batteur d'or et à un fabricant de cuir doré; d'autres se firent selliers, d'autres fabricants de bure, brodeurs, fondeurs de cloches, etc. Pierre de Gand fonda, en outre, une école spéciale de peinture où furent peintes les premières images et les premières fresques destinées aux églises de tout le pays.

Ceux qui sortirent du grand collège de Mexico, bâti à côté du couvent des Franciscains, mirent à profit leur instruction pour recueillir les monuments historiques du passé et les écrire dans leur langue avec des caractères latins, afin de les sauver d'une destruction presque certaine. Les missionnaires avaient eu soin d'adapter à leurs établissements les mœurs et coutumes du pays, faisant aimer aux élèves en même temps leur patrie et la nouvelle religion. Pierre de Gand établit à Tlaxcala et à Tezcuco des instituts analogues au collège de Santa Cruz de Mexico. Sa tâche fut favorisée par l'analogie qui régnait entre la pédagogie mexicaine antérieure à la conquête et l'éducation introduite par les Franciscains.

A côté de son école pour enfants (aujourd'hui Saint-Jean de Latran), Pierre de Gand s'occupa de l'éducation des jeunes filles. Il avait obtenu de l'impératrice Isabelle des subsides destinés à la fondation de quelques maisons pour les religieuses de Sainte-Claire. Un certain nombre d'entre elles et des dames du Tiers-Ordre se rendirent dans la colonie pour y diriger des écoles qui devinrent bientôt florissantes.

Au bout de cinq ans de séjour au Mexique, Pierre de Gand possédait si bien l'aztèque, qu'il écrivit en cette langue un livre sur la doctrine chrétienne, imprimé en caractères latins, à Anvers, en 1528. Il avait suivi, nous l'avons vu, le plan d'un petit traité, dans la même langue, à l'usage des Indiens, par le P. Van Dak.

La même année, Charles-Quint, ap-

puyé par le chapitre général de l'ordre des Franciscains, supplia le pape Paul III d'accorder la dispense requise, afin que le frère Pierre pût recevoir la prêtrise et ensuite la dignité épiscopale. Mais le moine flamand refusa constamment la faveur qu'on voulait lui imposer. Il prétendit rester et resta frère lai.

L'année suivante, il adressait aux religieux et religieuses de l'ordre aux Pays-Bas, la lettre déjà citée, du 27 juin 1529, publiée successivement en espagnol, en latin et en flamand. Elle contient de nombreux détails sur les habitants, les mœurs, habitudes et religion du pays, sur ses occupations à lui, ses écoles, l'instruction des enfants, etc.

Les historiens s'accordent à reconnaître qu'une certaine intimité régnait entre Charles-Quint et son frère naturel. Le plus explicite à cet égard est Diego Valades qui connut Pierre de Gand de fort près et dit : ... *cuius rei certissimus testis esse possum, utpote qui multas responsiones eius nomine* (de frère Pierre) *conscripterim et epistolas cæsaris plenas benevolentiae et propensionis viderim* (*Rhetorica christiana ad concionandi et orandi usum accommodata, autore P. F. Didaco Valades, Perusiae, 1579*). Ce qui est certain, c'est que l'empereur désigna Pierre de Gand pour lui donner les premiers renseignements sur l'œuvre de l'évangélisation mexicaine. Le Frère le rappelle dans une lettre du 31 octobre 1532, et il ajoute que S. M. l'a même grondé pour s'être soustrait à ce devoir.

La funeste institution de l'*Audience royale*, qui fut la source d'horreurs sans nom, commises sous le couvert de la raison d'Etat et inconnues de la métropole, fournit aux religieux, et en particulier à Pierre de Gand, de nombreux motifs d'intervention. Il eut l'occasion d'en écrire à maintes reprises à l'empereur.

Dans la lettre de 1532, il se borne à exposer brièvement, à Charles-Quint, qu'il enseigne à lire, à écrire, à prêcher et à chanter. « N'étant pas prêtre, j'ai le temps et l'opportunité pour le faire. Mes élèves savent écrire et prêcher et chanter si bien qu'ils pourraient chan-

ter dans la chapelle de V. M. ». Puis, il demande à Charles-Quint des secours pour les malades de son hôpital, des rations de maïs, deux à trois mille boisseaux par an. « Puisqu'ils sont vos sujets, » dit-il, « que V. M. les aime et les tienne pour ses enfants. » (*Cartas de Indias*). La lettre ou plutôt le long mémoire du 15 février 1552 est un tableau saisissant des misères de la population condamnée aux prestations personnelles et des efforts tentés par Pierre et ses compagnons dans le but d'y porter remède. Les plaintes des membres du clergé à l'empereur, dit-il, sont interceptées; les cédules (ordonnances) impériales « dissimulées », c'est-à-dire non exécutées par les gouverneurs et les juges (*Cartas de Indias*). Une lettre du 23 juin 1558, adressée à Philippe II, est un autre plaidoyer éloquent en faveur des Indiens (Vera).

Le moine flamand servait d'interprète aux Mexicains accourant de toutes parts pour raconter les vexations dont ils étaient l'objet de la part de fonctionnaires dont beaucoup étaient des aventuriers cupides et cruels. Mais la protection dont il les entourait aigrit ses relations et celles des évêques auxquels il servait d'intermédiaire avec les membres de l'Audience. Et presque sans profit. En dix ans, un tiers de la population indigène, dévoré par la guerre, les épidémies et les mauvais traitements des vainqueurs, avait disparu du sol de la Nouvelle-Espagne. Telle était cependant la confiance du peuple mexicain dans les religieux que, de 1524 à 1540, les Franciscains seuls administrèrent le baptême à six millions d'indigènes. Pierre de Gand lui-même en baptisa par milliers. On les suppliait de bâtir des couvents, asiles où les Indiens étaient à l'abri de la rapacité des gouvernants. C'est ce qui explique la multiplicité des maisons religieuses et des églises, les unes debout, les autres en ruines, que l'on rencontre dans les provinces du Mexique et de l'Amérique centrale.

Les Indiens cherchaient, en toutes circonstances, à témoigner leur affection

à Pierre de Gand qu'ils appelaient « leur » père ». Ayant passé quelque temps dans la retraite à Tlaxcala, et son retour à Mexico étant annoncé, la population alla à sa rencontre sur le lac de Tezcuco avec une flotte de canots, lui offrant, pour le fêter, un simulacre de combat naval et le reconduisant jusqu'à son couvent au milieu de danses et d'autres démonstrations d'allégresse.

Guzman et Alvarado avaient vécu en hostilité ouverte avec le clergé ; mais les vice-rois Fuenleal, Mendoza et Velasco adoptèrent une politique plus humaine, conseillée par les Franciscains. Pierre de Gand en était un des plus puissants inspireurs et l'on a pu dire avec raison que c'est sur lui que reposait le gouvernement de la capitale et des alentours en ce qui concernait les indigènes. C'est à lui qu'ils recouraient dans leurs tribulations ou pour le règlement de leurs affaires. Telle était son influence que Alonso de Montufar, qui avait succédé, en 1551, à Zumarraga, sur le siège de Mexico, avait accoutumé de dire, parlant de Pierre de Gand : « Ce n'est pas moi » qui suis l'archevêque de Mexico, mais » bien le frère Pierre, le frère lai de » Saint-François ». Maître Gil Gonzales Davila disait, en outre, que « fray Pierre » a été le plus grand ministre de son » temps dans la Nouvelle-Espagne » (*Teatro eclesiastico de las Indias Occidentales*).

S'il refusa à trois reprises d'être archevêque, il n'en laissa pas moins la capitale remplie de ses œuvres. Il bâtit plus de cent églises ou chapelles, « érigées à Dieu », disent les auteurs, « autant de sanctuaires qu'il ruina de » temples consacrés aux fausses divinités de l'idolâtrie ». Connaissant à fond la principale langue des indigènes, et appréciant leurs « peintures » (livres écrits en signes idéographiques coloriés), il comprit, avec plusieurs de ses confrères, qu'il fallait voir dans les manuscrits mexicains autre chose que des livres de magie et des images servant à perpétuer l'idolâtrie. On lui est redevable de la conservation de documents précieux pour l'histoire, les sciences et

les arts mexicains (Brasseur de Bourbourg).

Ses derniers jours furent attristés par des conflits survenus entre les Dominicains, établis depuis peu dans le pays, et les Franciscains. Le clergé séculier n'était pas non plus sans prendre ombrage de la grande popularité de ces derniers, à qui allaient toutes les préférences de la population de Mexico. A l'occasion de deux processions, qui sortirent en même temps, une rixe se produisit, les Indiens voulant forcer le passage de la leur, malgré l'alcade. Pierre de Gand essaya en vain de les calmer. Il y eut des scènes pénibles où le clergé et les Espagnols furent sérieusement menacés. On fut obligé de donner raison aux Mexicains.

Pierre de Gand mourut à Mexico, dans un âge avancé, le 29 juin 1572, et fut enterré, au milieu d'un concours immense d'Indiens accourus avec leurs confréries et leurs bannières, dans l'église de San José, qu'il avait érigée pour eux dans son monastère. Le deuil fut général. Les historiens rapportent des traits touchants de la douleur et de la vénération des Mexicains pour le défunt.

Le P. fray Alonso d'Escalona, alors provincial des Franciscains au Mexique, en annonçant à Philippe II la mort de Pierre de Gand, disait notamment : « ... Nous avons perdu en la personne » de Pierre de Gand un des meilleurs » de nos ouvriers, ... car ses œuvres » sont sans nombre dans ce pays, qui » est rempli de sa renommée ». Quarante ans auparavant, au chapitre général des Franciscains tenu à Toulouse, en 1532, il fut donné lecture d'une lettre de Juan de Zumarraga, premier évêque de Mexico, et franciscain lui-même, dans laquelle le prélat faisait déjà un grand éloge du moine flamand. Pierre de Gand doit être considéré comme une des grandes figures de la conquête espagnole et surtout de l'église mexicaine. Et sa mémoire est pure du reproche que l'on a adressé à un autre bienfaiteur des Mexicains, Barthélemy de las Casas : il n'a pas proposé que l'on amenât des nègres pour les astreindre,

à la place des indigènes, aux travaux forcés.

Les nombreuses lettres adressées par Pierre de Gand à la cour d'Espagne sont ou restées inédites ou perdues. Il est probable qu'il en écrivit d'autres à ses confrères de Belgique. En dehors de celles que nous avons citées, il publia de son vivant : 1. *Epistola ad provincialem Flandriæ de rebus ad christianam in novo orbe pertinentibus*. Antwerpæ, 1528; in-8°. — 2. *Doctrina cristiana en lengua mexicana*. S. l., 1553; in-8° (Archives nationales historiques de Madrid). Ouvrage destiné à l'enseignement des Mexicains au moyen des signes idéographiques aztèques. Imprimé une première fois à Anvers en 1528, suivant le P. Kieckens.

Un monument surmonté de son buste en marbre fut érigé à la mémoire de Pierre de Gand dans l'église de San José. Dans la cage de l'escalier principal du couvent de Saint-François, à côté de la chapelle de N.-D. de la Macana, on voyait autrefois une toile de quatre *varas* (0m848) de hauteur sur cinq à six *varas* de largeur. Elle représentait Fray Pedro debout et causant avec les Indiens. Elle est aujourd'hui au Musée national de Mexico et on y lit, dans la partie inférieure, une longue inscription biographique. Un autre portrait de Pierre de Gand existait dans le même couvent et faisait partie d'une collection représentant les douze fondateurs de la province, publiée au premier tiers du XVIII^e siècle. Elle est également aujourd'hui au Musée national. En 1861, on perça une rue à travers le vieux couvent de Saint-François, la *Calle de Gante*. Ce nom lui fut donné par D. Jose Fernando Ramirez, ancien ministre de l'empereur Maximilien, en souvenir de Pierre de Gand.

Baron Emile de Borchgrave.

Francisco Gonzalez Vera, *De los primeros misioneros en Nueva-España y carta de Fray Pedro de Gante, decedo del Emperador Carlos V*, dans *Revista de España*, t. III, 1868. — P. Servais Birks, *Frère Pierre de Gand, sa vie et ses travaux au Mexique* (dans *Pierre Fardé, voyage, etc.*, 1878). — Kieckens, S. J., *Les anciens missionnaires... Fray Pedro de Gante* (1880). — Brasseur de Bourbourg, *Histoire des nations civil. du Mexique* (1857-1859), t. IV. — Prescott, *History of the conquest of Mexico*, t. III. — Clavijero, *Storia del Messico*, t. I. — *Cartas de Indias*

(Madrid, 1877). — Torquemada, *Monarchia indiana*, lib. XV, cap. 2, et lib. XX, cap. 48 et 49. — Bernal Diaz, *Historia de la Conquista*, etc. — Gonzaga, *Hist. seraph.*, part. III (In Petrum de Mura). — Ben. Fremaut, *Den geestelycken Palmboom* (Gand, J. Danckaert, 1693-1702), p. 493-504 (lettre de Pierre de Gand de 1529). — Am. Ziericxensis, *Chronica compendiosissima* (Anvers, 1533), f. 124-127. — *Voyages, relations et mémoires originaux pour servir à l'histoire de la découverte de l'Amérique* (lettre de frère Pierre de Mura, en date du 27 juin 1529) (Paris, 1837-1838). — Icazbalceta, *Bibliographia mexicana del siglo XVI. Catalogo razonado de libros impresos en Mexico 1537 à 1600, con biografia de autores*. — Icazbalceta, *D. Fr. Juan de Zumarraga, primer obispo de Mexico*. — Rapin, *Hist. generalis ordinis Recollectorum*, Decad. V, p. 1. — Mendieta, *Hist. eccles. indiana*. — *L'établissement du christianisme et les missionnaires flamands au Mexique* (dans *Revue générale*), par Max. Elmer (E. de Borchgrave), 1875. — Renseignements particuliers communiqués par M^r Manuel de Foronda y Aguilera, de Madrid.

PIERRE DE HERENTHALS, prieur de l'abbaye des Prémontrés à Floreffe, théologien et chroniqueur, né le 1^{er} août 1322, probablement à Herenthals, mort à Floreffe, le 12 janvier 1390 ou 1391. On ne sait rien de sa jeunesse, si ce n'est qu'il passa douze années à l'école. Dans une de ses lettres qu'il écrivit dans la dernière partie de sa vie à son ami Jean de Hollande, chanoine régulier de Groenendael, il raconte lui-même qu'il ne fit guère de progrès à l'école et il attribue sa médiocrité, par modestie ou humilité sans doute, à son défaut d'intelligence. En 1342, il se rendit à Avignon pour y prendre sa part des « grâces » générales que le pape Clément VI avait annoncées pour la Pentecôte de cette année. Peu de temps après, il entra à l'abbaye de Floreffe. Il y devint successivement chapelain de l'abbé Thierry de Warnant (1342-1361) et prieur de ce monastère. Son amour de la discipline, sa piété profonde et son zèle pour l'étude lui valurent probablement ces dignités. Il fut, comme le dit Henri d'Opprebais, auteur de la chronique rimée de l'abbaye de Floreffe (1462-1473), « de Floreffe le bon prieur, pour ses nobles œuvres et valeur ». Par son exemple, il contribua à relever le niveau moral de son monastère qui, comme beaucoup d'autres abbayes norbertines, était tombé dans un triste état de dissolution au début du XIV^e siècle.

Les moments de loisir — trop rares à son gré — que lui laissaient ses occupations journalières, il les consacra à l'étude de la théologie et de l'histoire.

Sa principale œuvre théologique est un commentaire des psaumes (*Collectarius super librum psalmorum*, Bibliothèque royale à Bruxelles, ms. 1867), dédié à l'évêque de Liège, Jean d'Arckel, qui fut achevé le 4 janvier 1374. Cet ouvrage fut approuvé par la Faculté de Cologne et édité en cette ville en 1473, par Jean Guldenschaff, sous le titre : *Expositio super librum psalmorum regii prophete per reverendum et religiosum Petrum de Harenthals, priorem floreffiensem premonstratensis ordinis*. Il eut l'honneur de plusieurs rééditions qui parurent sous des titres plus ou moins différents en 1480, 1487, 1494, 1504, 1505, 1555, etc. Certains auteurs attribuent à Pierre de Herenthals des commentaires sur les psaumes pénitentiels et graduels, restés à l'état de manuscrits et conservés longtemps au monastère de Corsendonck. Ce n'étaient peut-être que des extraits de son œuvre principale. Mais il écrivit encore un commentaire des Evangiles (*Collectarius Evangeliorum*) qu'il termina le 3 juillet 1384.

Le chroniqueur Henri d'Opprebais (1462-1473) fait l'éloge des œuvres historiques de Pierre de Herenthals. Cependant la *Chronique des Empereurs et des Papes*, que le prieur de Floreffe acheva en 1385 (la seule copie complète de ce ms. se trouve à la Bibliothèque nationale, à Paris, fonds latin, 4931A), n'est pour ainsi dire qu'une vaste compilation. Toute l'histoire antérieure au milieu du XIII^e siècle est empruntée à la chronique de Martin de Troppau. Pour la suite, Pierre a transcrit des bulles et des diplômes; entre ces pièces il a souvent intercalé de courtes notices, des anecdotes et des vers. Il a extrait de la notice de Bernard Gui sur Jean XXII, la Vie de ce pape. Les détails originaux qu'il fournit dans sa chronique sont très rares : quelques faits concernant la principauté de Liège, un rapport que lui fit un pèlerin de Rome sur le jubilé de 1350, quelques événe-

ments sur la guerre entre la France et l'Angleterre, voilà tout ce qu'on a relevé sous ce rapport. Quoiqu'il en soit, cette chronique de Pierre de Herenthals a été une des principales sources du *Magnum Chronicum Belicum* (— 1468). Elle a servi également à Baluze, qui en a extrait les *Vies des Papes d'Avignon*.

Dans sa laborieuse carrière, Pierre de Herenthals trouva encore le temps de composer les Annales de son monastère; il écrivit le *Catalogus abbatum Floreffiensium* (édit. U. Berlière, *Compte-rendu de la Commission roy. d'hist.*, 5^e série, t. VIII), qui forma la base de toutes les chroniques de l'abbaye de Floreffe. Pour la confection de ce catalogue, Pierre utilisa les chartes du monastère et le cartulaire transcrit en 1292 par Gérard de Cologne, religieux de Heylissem (ms. aux Arch. de l'Etat à Namur), en outre des annotations marginales insérées dans la Bible du réfectoire et publiées sous le nom d'*Annales Floreffenses* (MGH. SS. XVI, 618-631), le nécrologe de l'abbaye, le martyrologe des Norbertines de Wanze, les inscriptions tumulaires des abbés, etc.

Vers la fin de sa vie, il accepta une cure, — on ignore laquelle, — espérant sans doute pouvoir se reposer de ses labeurs, tout en se consacrant au ministère pastoral. Seulement, lorsqu'il se rendit à son église, il apprit que les biens en avaient été confisqués par le seigneur du lieu. Il retourna à Floreffe et se consola facilement de la perte de sa prébende paroissiale, ainsi que l'atteste la lettre qu'il écrivit à cette occasion à son ami Jean de Hollande, chanoine régulier de Groenendael.

Il mourut le 12 janvier 1390 (ou plus probablement 1391).

Herman Vander Linden.

Chronique rimée de l'abbaye de Floreffe (par Henri d'Opprebais) dans de Reiffenberg, *Monuments pour servir à l'histoire des provinces de Namur*, etc., t. VII, p. 147-148. — *Annales Floreffenses* (MGH. SS. XVI). — Hugo, *Annales ordinis Præmonstratensis*, I, col. 402. — Valerius Andreas, *Bibliotheca belgica*, p. 744. — Nécrologe de Floreffe, dans *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique*, t. XIII, p. 48. — Dom U. Berlière, *Pierre de Herenthals*, dans *Annales de la Société archéologique de Namur*, t. XVIII, 1889, p. 325-337 (Cet auteur signale cinq lettres

de Pierre de Herenthals dans le ms. 23, p. 234 à 241, du Musée archéologique de Namur). — Barbier, *Histoire de l'abbaye de Floreffe*, 2^e éd. (Namur, 1892). — Dom U. Berlière, *Catalogus abbatum Floreffiensium* (Compte rendu de la Commission royale d'histoire, 5^e série, t. VIII). — Wattenbach, *Petrus de Herenthals* (*Archiv für oesterreichische Geschichte*, 1870, t. XLII, p. 518). — O. Lorenz, *Deutschlands Geschichtsquellen im Mittelalter* (1886), t. II, p. 41, 48, 52. — Th. Lindner, *Forschungen zur deutschen Geschichte*, t. XII, p. 257-259, 658. — Paquot, *Mémoires pour servir à l'hist. littér. des Pays-Bas*, t. X, p. 230.

PIERRE VAN IERSELE, poète flamand du moyen âge sur lequel nous n'avons aucun détail biographique. Il est l'auteur d'un petit poème, qui nous a été conservé dans un seul manuscrit (ms. Van Hulthem, à Bruxelles), et qui est intitulé : *Wisen raet van vrouwenvertelling*. Cette œuvre a été éditée plusieurs fois. La première édition fut donnée par J.-F. Willems, dans le *Belgisch Museum*, t. III (1839), p. 108-114. Voir aussi Eelcoo Verwijs, *Bloemlezing uit Middeln. dichters*, t. III (1861), et la seconde édition, t. III (1884), p. 23-28, édition plus scientifique, Willems ayant jugé bon de corriger le texte qu'il trouvait trop inconvenant. C'est à tort que Petit (*Middennederl. bibliographie*) attribue à notre auteur le fabliau : *Hoe een Keyzer twee princhen dede versoenen*; cette dernière œuvre est anonyme.

Léonard Willems.

Petit, *Middelnederl. Bibliographie*, voce *Pierre van Iersele*.

PIERRE DE INSULA. Voir **PIERRE DE LILLE**.

PIERRE DE LÉVIS-MIREPOIX, évêque de Cambrai du 29 juillet 1309 au 28 mars 1324, mort probablement à Bayeux, le 21 juillet 1330. Il était le deuxième fils de Gui de Lévis, seigneur de Mirepoix et d'Isabeau de Marly. Il occupa d'abord le siège épiscopal de Maguelonne, pour lequel il fut désigné le 22 janvier 1306. Mais dès 1309 il quitta ce diocèse, dont le chef-lieu offrait un séjour peu agréable par suite des conflits avec le chapitre; il alla prendre possession de l'évêché de Cambrai auquel le pape Clément V l'appela (29 juillet 1309) de préférence au candidat de

Philippe le Bel, Guillaume de Trie, qui obtint toutefois l'évêché de Bayeux.

Dès son avènement, Pierre de Lévis se trouva en présence de graves difficultés. Le roi des Romains, Henri VII, revendiquant les droits de l'Empire, avait confié l'administration du comté de Cambrai à Jean de Flandre, comte de Namur. L'officier de celui-ci avait destitué les administrateurs nommés par le chapitre, qui prétendait exercer le pouvoir pendant la vacance du siège épiscopal. D'autre part, les bourgeois de Cambrai avaient profité de l'occasion pour se soulever en grand nombre contre le chapitre et conquérir leur autonomie. Le chapitre s'était vu forcé de quitter Cambrai et était allé résider à Douai, comminant de là la peine de l'excommunication contre les rebelles. Grâce à l'intervention du pape, Pierre de Lévis obtint d'abord de l'empereur Henri VII l'administration du temporel de son évêché, sous la sauvegarde expresse des droits de Jean de Flandre sur le comté (1^{er} janvier 1310), puis successivement l'administration des fiefs royaux pour six semaines (3 septembre 1310) et enfin l'investiture des droits régaliens (24 septembre suivant). Toutefois Jean de Flandre ne se résigna à abandonner définitivement tous ses droits qu'en 1317 (6 août). Quant au conflit entre la bourgeoisie de Cambrai et le chapitre, Pierre ne put le régler qu'en 1310, en accordant une amnistie. A Thun-l'Evêque sur l'Escaut, il reçut (5 décembre) les membres du magistrat qui durent lui donner l'assurance que les anciennes prérogatives du clergé seraient respectées. Alors l'évêque consentit à faire à Cambrai son entrée solennelle.

Pierre de Lévis se montra extrêmement jaloux de ses droits souverains et se fit le défenseur de l'indépendance absolue du clergé. Les modifications qu'il apporta aux statuts synodaux de son diocèse (1311, 1312, 1317) ne visent pas seulement l'exercice du culte et la discipline ecclésiastique, mais aussi la juridiction et les biens du clergé. Il défendit l'immixtion des seigneurs laïcs dans les ventes ou aliénations de biens

du clergé et renouvela les menaces d'excommunication contre ceux qui portaient atteinte, d'une façon quelconque, aux privilèges de l'église. Il lança même un monitoire contre les seigneurs qui battaient monnaie dans l'étendue de son territoire. Les seigneurs de Crèvecœur et de Walincourt durent s'incliner devant la volonté de l'évêque de maintenir ses droits souverains. Le soin des affaires temporelles semble l'avoir emporté chez Pierre de Lévis sur celui des affaires spirituelles. Ce qui se passe dans son diocèse, en dehors du Cambrésis, lui importe peu : les actes de son administration ecclésiastique sont rares et émanent le plus souvent de ses vicaires généraux ou de ses autres subordonnés, tels par exemple ceux qui concernent l'enquête ordonnée par le pape Jean XXII sur la vie et les mœurs des béguines à Anvers (1320). Lui-même, au contraire, dirige la politique extérieure et intérieure du Cambrésis. En 1312, il conclut une alliance avec le comte Guillaume (I) de Hainaut et (III) de Hollande; le traité qui intervint à cette occasion stipule que les monnaies des deux princes contractants auront cours dans les territoires l'un de l'autre. A l'intérieur, Pierre de Lévis provoqua, par ses exactions et ses mesures autoritaires, le soulèvement le plus grave peut-être dont Cambrai a été le théâtre, soulèvement qui fut comme le délire final de la commune expirante. Le 11 mars 1313, le peuple de Cambrai court aux armes et se précipite, bannières déployées, vers le palais épiscopal; il y pénètre de vive force et tue cinq officiers de l'évêque, puis s'en va profaner la chapelle. Le château de Seilles est occupé par les bourgeois, qui mettent la ville en état de défense contre les soldats de l'évêque. Pierre de Lévis, qui séjourne au Câteau, lance l'interdit sur Cambrai. Quelque temps après, il apprend que cinq patriciens qui s'étaient déclarés en sa faveur ont été exécutés. Il menace alors de faire intervenir les princes voisins avec leurs armées. Enfin, après plus de deux mois, le règlement du conflit entre la bourgeoisie et l'évêque

fut confié de commun accord à Ferry de Pecquigny, seigneur de Paluel (21 mai). Celui-ci rendit sa sentence le 7 septembre suivant; elle est tout en faveur de l'évêque : la ville restera sous la dépendance complète de l'évêque, elle n'aura d'autres magistrats que ceux qu'il désignera, elle n'aura d'autre bannière que celle aux armes de l'évêque, elle acceptera les impositions décrétées et payera les frais de l'entretien du château de Seilles et de sa garnison; tout bourgeois qui faillira encore dans la suite sera condamné à l'exil perpétuel et à la confiscation de tous ses biens; si la commune se soulève encore, elle payera une amende de 1,000 marcs d'or pur. La bourgeoisie de Cambrai était matée; elle dut se résigner à confesser publiquement ses fautes et à reconnaître les droits souverains de l'évêque.

Les dix années que Pierre de Lévis passa encore à Cambrai ne sont marquées par aucun fait important. Le 28 mars 1324, il fut désigné pour le diocèse de Bayeux, délaissé par son ancien compétiteur, Guillaume de Trie, nommé archevêque de Reims. C'est à Bayeux, sans doute, que mourut Pierre de Lévis, le 21 juillet 1330.

Herman Vander Linden.

Gallia christiana, t. III, col. 41 et t. V, *Instrum.*, col. 305. — *Mémoire de M. de Choiseul contre le magistrat de Cambrai*, pièces XXXVII à XL. — A. Le Glay, *Cameracum christianum*, p. 48. — Winkelmann, *Acta imperii inedita seculi XIII. et XIV.*, t. II, p. 231, 240, 243. — Martene et Durand, *Amplissima collectio*, t. VII, col. 1333, 1335, 1341, 1342, 1343. — *Revue belge de numismatique*, 1^{re} série, t. II, p. 22. — P. Frédéricq, *Corpus documentorum inquisitionis neerlandicae*, t. I, p. 173; t. II, p. 81, 83, 85. — *Analectes pour servir à l'hist. ecclési.*, t. IV, p. 430; t. V, p. 286; t. XIV, p. 387; t. XXVIII, p. 442 et 467. — *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Michel d'Anvers* (Arch. gén. du royaume, cartul. et ms. n° 77, fol. 26 et 77). — Dupont, *Histoire ecclésiastique et civile de la ville de Cambray*, 1759-67, 3 vol. — Baluze, *Vite Paparum Avenionensium*, t. II, col. 445. — Du Bouchet, *Histoire généalogique de la maison de Courtenay*, pr. p. 85.

PIERRE DE LILLE, écrivain ecclésiastique, dit le Docteur notable (*Doctor notabilis*), de l'ordre des Frères Mineurs de Saint-François. Aucun des anciens biographes n'indique l'époque à laquelle il vécut; Ulysse Chevalier le place à la

fin du xiv^e siècle. Voici les œuvres qu'on lui attribue : 1. *In lib. 4 sententiarum*. — 2. *Commentarii in Psalmos Davidis*. — 3. *Sermones de Tempore et de sanctis*. Sa devise était : *Altiora ne quæsiveris*.

Il ne faut pas le confondre avec un écrivain de la fin du xve siècle, qui s'appelait Pierre de Lille, mais était natif du Borbonnais et fut anachorète.

Paul Bergmans.

Guill. Gazet, *Tableau sacrez de la Gaule belgique* (Arras, 1610), p. 110. — Fr. Sweertius, *Athenæ belgicae* (Anvers, 1628), p. 622. — Valère André, *Bibliotheca belgica*, 2^e éd. (Louvain, 1643), p. 745. — L. Waddingus, *Scriptores ordinis Minorum* (Rome, 1650), p. 284. — J. Lelong, *Bibliotheca sacra* (Paris, 1723), t. II, p. 910. — J.-Fr. Foppens, *Bibliotheca belgica* (Bruxelles, 1739), 2^e partie, p. 985-986. — J.-A. Fabricius, *Bibliotheca latina mediæ et infimæ ætatis*, 2^e éd. (Padoue, 1754), p. 261. — Ul. Chevalier, *Répertoire des sources historiques du moyen-âge*, Bio-bibliographie (Paris, 1877-86), col. 1823.

PIERRE DE LUXEMBOURG. Voir LUXEMBOURG.

* **PIERRE DE MALINES.** Ce religieux est un des deux frères mineurs amenés d'Italie par Gauthier II Berthoud, en 1231. Il était prêtre, tandis que son compagnon n'était que simple convers. Tous deux avaient vécu à Assise, sous la direction du saint fondateur de l'ordre. Arrivés à Malines, ils édifièrent les habitants par leur piété et leurs vertus. Pierre surtout se fit remarquer par sa grande humilité. Son amour envers le Christ souffrant lui mérita des faveurs célestes, particulièrement pendant la célébration de la messe. Plus d'une fois le peuple fut témoin de guérisons extraordinaires obtenues par son intercession. Après son décès, les pèlerins affluaient en si grand nombre à son tombeau que les exercices religieux des frères en étaient souvent dérangés. C'est alors que le Gardien, encouragé par l'exemple donné par le séraphique François dans une circonstance analogue, enjoignit au mort de cesser ses prodiges, devenus pour les moines une occasion de relâchement. La tombe du frère Pierre fut violée lors de la prise de la ville par les Gueux en 1580. Quelques petits ossements se

conservaient encore au monastère au xvii^e siècle. La mémoire du bienheureux Pierre de Malines se lit dans le *Martyrologe franciscain*, à la date du 21 mars. Raissius la rappelle au 1^{er} juillet.

G. van Caster.

PIERRE DE LA MÈRE DE DIEU, écrivain ecclésiastique, né vers 1635 à Saint-Omer, mort à Douai, le 1^{er} avril 1705. A l'âge de quinze ans, il prit le froc chez les Carmes déchaussés et fut promu aux dignités de son ordre. Il fut plusieurs fois définiteur de la province wallonne et le premier prieur du couvent de Valenciennes, dont l'érection est due non moins à son zèle qu'à la faveur de Louis XIV. On a de lui : 1. *Vie de Sainte-Thérèse*. Douai; in-4°. — 2. *Pratique de Sainte-Thérèse*. Douai; in-12. — 3. *Lettres de Sainte-Thérèse avec les remarques du P. Pierre de l'Annonciation*. Traduit de l'espagnol. Lille, 1698; in-12, 2 vol.

Émile van Arenbergh.

Paquot, *Mém. littér.*, p. 115. — Cosme de Villiers, *Bibl. carmel.*, p. 588.

PIERRE DE NONS, peintre. Voir HENNE (*Pierre*).

PIERRE DE MURA. Voir PIERRE DE GAND.

PIERRE VAN OLMEN. Voir PIERRE DE WERVICQ.

PIERRE LE PEINTRE, PETRUS PICTOR, poète latin qui, selon nous, est du xie ou, tout au moins, du commencement du xii^e siècle. Il est l'auteur d'un poème en hexamètres, intitulé : *De sacramento altaris*. Cette œuvre a été imprimée pour la première fois en 1600, par Jean Busée, parmi les *opera* de Pierre de Blois (p. 600), ce savant ayant confondu notre *Petrus Pictor* avec *Petrus Blesensis*. Il a été également réimprimé dans la seconde édition des œuvres du même Pierre, donnée en 1667 par Gousainville. Beaugendre a republié, en 1708, notre texte d'après un autre manuscrit (fonds Colbert 6327, actuellement 8484), dans les œuvres de Hilde-

bert de Lavardin. Ce second manuscrit ne contient pas le prologue dans lequel Pierre le Peintre se donne comme auteur.

Enfin, en 1814, Guinguené a définitivement restitué le poème à Petrus Pictor dans une savante étude parue dans l'*Histoire littéraire de France*, t. XIII, p. 429 (1814). Il a montré qu'il ne saurait être question de confondre notre poète avec Pierre de Blois; le manuscrit (actuellement à la Bibliothèque nationale, à Paris : il provient de l'abbaye de Corbie, puis a passé à Saint-Germain-des-Prés) dont se sont servis J. Busée et Goussainville porte clairement : *Magistri Petri Pictoris, canonici Sancti Audomari, de Sacramento altaris*. Pierre était donc chanoine de la collégiale de Saint-Omer.

Le poème qu'il composa est long de six cent trente-huit vers dans l'édition de Busée; il est divisé en vingt-six chapitres qui font autant de paragraphes dans l'édition d'Hildebert. En tête de chaque chapitre ou paragraphe se trouve un petit sommaire, qui est l'œuvre du poète lui-même. Les vingt-six chapitres sont précédés d'un prologue de deux cents vers dans lequel, comme nous l'avons dit, Pierre parle de lui-même : *Prologus — Invocat auctor sanctissimam trinitatem Patrem, filium et spiritum sanctum ut de sanctissime Eucharistiæ mysteriis digne scribere possit*.

Le poème est en vers rimés par couplets ou paragraphes.

Le *De sacramento altaris* serait-il la seule œuvre de Pierre le Peintre qui soit parvenue jusqu'à nous? Nous ne le croyons pas. En effet, le *Liber Floridus*, du chanoine Lambert, contient un certain nombre de poèmes latins qui sont l'œuvre d'un certain *Petrus, audomarensis canonicus*. Le nom de *Pictor*, il est vrai, ne se trouve pas dans le *Liber Floridus*, mais il nous semble entièrement impossible que deux *Petrus* différents aient été *canonicus* à Saint-Omer, écrivant tous deux sur des sujets religieux dans le même style, et cela vers la même époque.

Si les deux *Pierre* sont identiques, nous gagnons par là un détail biogra-

pique important : en effet, à deux reprises dans le manuscrit principal du *Liber Floridus* (il est à Gand), le nom du père de notre poète est indiqué *Petrus, Johannis filius*.

Il y a dans le manuscrit gantois du *Liber Floridus* huit poèmes de notre auteur. En voici la liste :

1. Fol. 83 v° : *Hec est fides catholica de essentia divina* (34 vers); en marge : *Petri Johanni filius (sic)*. *Incipit* :

Esse quod est ex se : Deus est per quem datur esse

Ce poème a été imprimé par Beaugendre, dans les œuvres d'Hildebert (col. 1343). Il se trouve également dans un manuscrit de la Mazarine, n° 765. (V. catal. I, p. 363, 364).

2. *De trinitate* (22 vers), précédé de *item* (Petri). *Incipit* :

Orthodoxa fides personas tres probat esse.

3. *Plage Egypti* (4 vers). *Incipit* :

Prima rubens unda; rane tabesque secunda.

Ces vers ont eu un grand succès au moyen âge, car on les retrouve dans de nombreux manuscrits. Ainsi : ms. Bibl. Cambrai, n° 860, p. 14. Cf. catalogue, p. 342 (il y a 7 vers), dans un manuscrit de Conrad d'Eberbach; ms. Bibl. Arsenal, à Paris, n° 937, fol. 113 v° (5 vers). Cf. catal. II, p. 181; ms. Bibl. Mazarine, n° 207 (œuvre de Pierre Lombard, ms. XIII^e s.) (5 vers). Cf. catal. I, p. 76.

4. Fol. 84 r° : *item Petri ; De Natale Domini Versus* (10 vers). *Incipit* :

Gaudeat omnis homo quia nos de sede paterna.

Tous les poèmes précédents ont été passés sous silence par de Saint-Genois (catal. des ms. de la Bibl. de Gand).

5. *Versus Petri : De Denario* (48 vers sur la puissance de l'argent dans ce monde). *Incipit* :

Denarii, salvete me, per vos ego regno

Ce petit poème a été publié par de Saint-Genois, dans le catalogue des manuscrits de Gand, p. 28.

6. Fol. 162 v° : *De Excidio Romani imperii et magnificentia cætonis*. En marge : *Petrus, Johannis filius, Audomarensis*

canonicus. Ce poème est précédé d'un *prologus* qui débute ainsi :

Transit honor temporalis, labat rerum firmitas.

Incipit du poème :

Roma potens quondam, caput orbis, honor regio-
[num.]

7. Fol. 163 r° : *De Egestate et fame et siti Gule* (environ 150 vers). *Incipit* :

Tribus malis agitur vita presens et gravatur.

Petit poème non signalé par de Saint-Genois.

8. Fol. 164 r° : *Incipit libellus Petri : De mulieremala* (poème d'environ 350 vers sur les maux dus à la femme). Dans les manuscrits de Gand, cette œuvre est en grande partie illisible, l'encre s'étant effacée.

Quelle est l'époque à laquelle a vécu notre poète? Guinguené (*Histoire littéraire*) croit que le *De Sacramento altaris* a été composé vers 1170. En effet, nous dit-il, ce poème se retrouve dans l'*Hortulus deliciarum*, manuscrit qui a appartenu à Herradis de Lansperg, abbesse de Hohembourg, qui, en 1181, a bâti le monastère de Truttenhusen. La *Gallia christiana* dit qu'elle fut abbesse en 1178 et qu'elle vivait encore en 1196. « On peut donc conjecturer », nous dit Guinguené, « que Pierre a composé son poème vers 1170, ou peut-être auparavant ». Si Petrus Pictor est l'auteur des poèmes transcrits dans le *Liber Floridus*, il doit avoir écrit bien avant 1170. En effet, la compilation de Lambert paraît être des premières années du xii^e siècle. Lambert, qui a probablement connu Petrus Pictor (il était lui aussi *canonicus audomarensis*), nous parle de la mort de son père en 1077, et les faits historiques qui sont exposés dans le *Liber Floridus* ne vont guère que jusqu'à 1120 environ. Or, si un bon nombre d'œuvres de Pierre le Peintre sont transcrites dans la compilation de Lambert au commencement du xii^e siècle, c'est que Pierre avait déjà sa réputation faite à cette date et vraisemblablement avait déjà composé des vers à la fin du xi^e siècle.

Il est à souhaiter que l'on publie une

édition critique des œuvres de Pierre le Peintre. Nous venons de dire qu'une bonne partie de ses petits poèmes sont encore inédits. Les vers *De Denario* ont été imprimés par de Saint-Genois (*Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque de Gand*, p. 28). L'œuvre principale de notre poète, le *De sacramento altaris*, a été publiée d'après deux manuscrits différents, mais elle est insérée dans des in-folios du xvii^e et du xviii^e siècle qui ne sont pas à la portée de tous.

Léonard Willems.

Hist. lit. de France, t. XIII (1814), p. 429, art. de Guinguené, où toute la bibliographie du sujet est indiquée. — *Nouvelle biogr. génér.* (art. de B. Haureau).

PIERRE DE RIVO. Voir RIVO.

PIERRE DE SAINT-TROND, licencié en théologie et chanoine régulier de Saint-Augustin, devint, en 1652, prieur du couvent de Saint-Martin à Louvain, où il avait exercé auparavant les fonctions de professeur et de sous-prieur. En 1656, il fut appelé à la dignité de général de la congrégation de Windesheim, dans les deux provinces de Germanie. Après avoir occupé ce poste pendant dix-sept ans, il se retira malade à Malines et mourut le 17 septembre 1674. Son corps fut déposé devant le grand autel du couvent de Saint-Martin et l'on grava, sur sa tombe, cette inscription flatteuse : HIC SEPULTUS EST REVERENDUS PATER | PETRUS A SANCTO TRUDONE | HUIUS DOMUS PRIOR | ET CAPITULI WINDESEMENSIS | PER UTRAMQUE GERMANIAM GENERALIS | QUI RARO DOCTRINAE ET HUMILITATIS | EXEMPLO PRAEFUIT SUI | PROFUIT OMNIBUS | OBIT ANNO MDCLXXIV | SEPTEMBRIS XVII, AETATIS LXV | PRIORATUS XXIII GENERALIS XVII.

Pierre de Saint-Trond était prieur de Saint-Martin quand il intervint dans le gros conflit qui existait alors entre les chanoines réguliers et les ermites de Saint-Augustin. Les uns et les autres se prétendaient les premiers ou même les seuls fils spirituels du grand évêque. La dispute remontait au x^e siècle. Déjà en

1484 Sixte IV avait dû imposer silence aux parties dont les discussions perdaient toute sérénité; mais le débat n'avait pas tardé à se rouvrir. Il avait été l'occasion d'une série de longs mémoires, quand les chanoines réguliers déférèrent à la congrégation de l'Index un ouvrage de l'espagnol Marqués, un ermite, qu'ils jugeaient attentatoire à la priorité de leur congrégation. Les plaignants obtinrent, sinon une condamnation, du moins l'autorisation de répondre à Marqués. Gabriel Pennottus se chargea de cette mission en 1630; mais les ermites ne se tinrent pas pour battus. Deux des leurs, le P. Lupus, puis Jean Rivius, prétendirent trouver dans les œuvres de Saint-Augustin la preuve que les chanoines n'étaient que des fils puînés et ingrats. L'accusation ne pouvait rester sans riposte. Pierre Parys, commissaire de la congrégation de Windesheim dans les Pays-Bas, chargea de ce rôle Pierre de Saint-Trond. Celui-ci rédigea un *Examen testamenti S. Augustini*, œuvre assez lourde mais intéressante au point de vue dialectique. L'auteur, sans se départir des règles de la courtoisie, s'attache à réfuter pièce par pièce les assertions de ses adversaires et arrive à cette conclusion que les ermites sont tout au plus des fils adoptifs de saint Augustin. L'ouvrage parut à Louvain en 1654, l'année même où il avait été terminé, comme le prouve le chronogramme suivant placé par l'auteur à la fin de son travail :

AD SANCTI PATRIS NOSTRI GLORIAM.

Pierre de Saint-Trond a rédigé, en outre, un *Catalogue des écrivains illustres de l'ordre des chanoines réguliers* et une *Chronique du couvent de Saint-Martin*, mais ces œuvres n'ont pas vu le jour.

A. Delescluse.

Petrus a Sancto Trudone, *Examen testamenti Sancti Augustini* (Louvain, 1654). — Foppens, *Bibliotheca belgica*.

PIERRE DE WERVICQ ou PIERRE VAN OLMEN, martyr protestant, brûlé à Gand en 1552. Dans le *Liedboekscen van het Offer des Heeren* de 1570 (de même que dans les éditions postérieures), Pierre

est indiqué comme étant l'auteur d'une chanson protestante qui débute par les vers :

*Eene ewige vreucht die niet en vergaet
Comt my altyd te voren.*

Dans le même chansonnier flamand se trouve une chanson sur la mort de Pierre. Elle commence ainsi :

*Groot zijn des Heeren crachten
In den hemel en op aerdt.*

Léonard Willems.

Van Braght, *Het bloedig tooneel of maeltelaers spiegel der doopsesinde* (1685), liv. II, p. 148. — F. Vander Haeghen, *Bibliotheca belgica*, martyrologes protestants, v. Index, voce Olmen. — Wackernagel, p. 195. — *Veelderhande liedekens wt den Ouden en N. Testament* (1582), p. 64 verso.

PIERRE (*Augustin-Joseph*), capitaine d'infanterie, né à Orreux, dépendance de la commune d'Amberloup (Luxembourg), le 22 mai 1806, décédé à Mons, le 19 juillet 1874. Fils de Jean-François Pierre et de Marie-Odile Bozet, cultivateurs, il passa ses premières années à Orreux, petit hameau n'ayant que trois maisons avec une douzaine d'habitants et assistait son père dans la culture de son petit bien. Il n'avait très vraisemblablement qu'une fort modeste instruction primaire. A la révolution, on le retrouve capitaine au bataillon de garde civique mobilisée de Namur, le 13 août 1831; licencié le 16 août 1831, il devient lieutenant pour la durée de la guerre au 4^e régiment de ligne, le 30 août 1832; un arrêté royal du 6 février 1837 le nomme lieutenant pour prendre rang. En 1845, il passe au 12^e régiment de ligne en qualité de capitaine de 2^e classe. Devenu en 1853 capitaine de 1^{re} classe, il est admis, le 8 novembre 1861, à la retraite. Il ne retourne plus dans son hameau natal d'Ardenne et reste à Mons, où il meurt le 19 juillet 1874. Il avait fait contre la Hollande les campagnes de 1831, 1832, 1833 et 1839, et, le 14 mars 1859, il avait été décoré de la croix commémorative. On ne connaît de lui qu'un seul ouvrage : *Cours élémentaire de topographie à l'usage de l'armée belge et des personnes qui s'occupent du levé des plans, précédé des premiers éléments de géométrie, de la projection horizontale et des divers principes applicables aux levés*

des plans et aux opérations topographiques. Bruges, Daveluy, 1854; in-8°, 179 p., 7 planches. Cet ouvrage, devenu rare, montre le travail qui a dû s'opérer dans un esprit primitivement peu cultivé pour en arriver au degré de connaissances qu'il implique.

Émile Tandel.

Bibliographie nationale, t. III. — Archives du département de la guerre. — Tandel, *Histoire des communes luxembourgeoises*, t. IV. — Renseignements recueillis dans l'arrondissement de Bastogne.

PIERRE (*Josse*) ou plutôt PIETERS, en latin JUDOCUS PETRI, imprimeur gantois du commencement du xvi^e siècle, né à Hal. Nous n'avons de lui qu'une édition des *Dictinctiones* du jurisconsulte Lambertus de Ramponibus : *Super ff. veteri*, à la fin de laquelle se lit la suscription suivante : *Opus impressum Gandavi anno Dni MCCCCXIII. XI septembris industria et labore Simonis Cock et Judoci Petri de Hallis ex Brabancia originem sumensium. Cum privilegio illustrissimi archiducis Austrieducis Burgundie Brabancie et cet. Ne quis audeat idipsum imprimere nec alio in loco impressum in Brabancia et aliis patriis Brabancie appendentibus vendere intra triennium. Sub pena confiscationis eorundem librorum et aliis penis in dicto privilegio contentis.* C'est un volume petit in-4° comprenant en tout soixante-trois feuillets, imprimés en caractères gothiques, sur deux colonnes, et un feuillet blanc. Au verso de l'avant-dernier, une gravure sur bois représente la pucelle de Gand avec son lion, dans le jardin symbolique; elle ne diffère que par de petits détails de la gravure interprétant le même sujet, qui orne certaines éditions de Pierre de Keyser. On ne connaît de Josse Pieters et de son associé Simon Cock aucune autre impression exécutée à Gand; ce fait, rapproché des termes du privilège qui se réfère uniquement au Brabant, me fait supposer que Cock et Pieters peuvent avoir été des imprimeurs nomades et que leur séjour à Gand n'a été que momentané.

Paul Bergmans.

F. Vander Haeghen, *Bibliographie gantoise*, t. I (Gand, 1858), p. 20-22. — Nous connaissons

de l'impression signalée ci-dessus des exemplaires à Bruxelles (coll. de Mr Vandenpeereboom), à Gand (bibl. de la ville et de l'université) et à Londres (British Museum).

PIERREPONT (*Hugues DE*). Voir HUGUES DE PIERREPONT.

PIERRET (*Jean-François*), historien. On n'a aucune donnée précise sur la date ou sur le lieu de sa naissance. Neyen, sans apporter d'ailleurs aucune preuve à l'appui de son renseignement, le fait naître en 1648, à Luxembourg probablement, ajoute-t-il. Pas plus que Neumann, je n'ai pu rien découvrir à ce sujet, sauf que de vieilles traditions verbales, et sans plus d'autorité, le faisaient naître à Arlon où il a existé une famille de ce nom. Tout ce qu'on sait, c'est qu'il fut nommé notaire à Luxembourg, le 17 février 1709, et qu'il occupa ces fonctions jusqu'au 21 avril 1737, date de son décès, d'après Neyen, et jusqu'en 1738, d'après Neumann. Du nombre considérable de travaux qu'il a laissés, de leur importance, on doit conclure que sa vie a été presque exclusivement consacrée aux études historiques et à la réunion de matériaux pour l'histoire du Luxembourg, matériaux qui ont été copieusement utilisés par plusieurs écrivains, et surtout par Bertholet.

Voici, d'après Neyen, l'indication de ses manuscrits : 1. *L'essai de l'Histoire du Luxembourg*. — 2. *L'art héraldique du blason*, qui est conservé à la Bibliothèque de Luxembourg, sous le nom d'Antoine Ungeschück, n° 154. Dom Calmet dit avoir vu l'original autographe de cet ouvrage chez le comte Lambert de Marchant d'Ansembourg. — 3. *Journal historique de tout ce qui s'est passé de plus remarquable tant dans les Etats que dans la République des Lettres en Europe et autres lieux considérables du monde, depuis l'avènement de Philippe V, duc d'Anjou, à la couronne d'Espagne, sur la fin de 1700, faisant suite au Dictionnaire de Moreri de 1702*. — 4. *Continuation de l'Histoire universelle depuis 1700 jusqu'en 1705*.

Neumann mentionne les manuscrits

suivants : 1. *Histoire des Comtes et Ducs de Luxembourg, tant de la maison de ce nom que de celle de Bourgogne, d'Autriche, etc., qui ont été souverains, avec une suite chronologique des gouverneurs de la ville et de la province de Luxembourg* (1). — 2. *La suite des Ducs de Luxembourg*. — 3. *Recueil des privilèges accordés par les souverains à la ville et aux bourgeois de Luxembourg, copiés et authentiqués par Pierret, notaire*.

Neumann fait suivre cette nomenclature d'une note qu'il importe de reproduire : « M. Würth-Paquet nous apprend qu'à l'occasion de la composition de l'Histoire de Bertholet, les Etats du pays de Luxembourg achètent un manuscrit du notaire Pierret consistant en huit tomes, pour la somme de 600 florins. Une partie de ce manuscrit se trouve aux archives du gouvernement grand-ducal. (Publ. de la Soc. arch., 1850, VI, p. 67.) La Société archéologique de Luxembourg a été assez heureuse de pouvoir rassembler cinq volumes de l'*Histoire de Luxembourg*. Ce manuscrit, dont plusieurs parties sont inachevées, offre un recueil intéressant de faits, de dates et de descriptions concernant l'histoire et la topographie de l'ancien pays de Luxembourg. Le recueil des privilèges accordés aux confréries et métiers de Luxembourg se trouve en copie à la bibliothèque de Luxembourg, sous le n° 145. Le notaire Herman, de Luxembourg, a fait également (1739-1782) un recueil de ces privilèges d'après les copies authentiques de Pierret. Ce manuscrit de Herman est la propriété de M. Eyschen (aujourd'hui ministre d'Etat, président du gouvernement), qui a eu la bonté de nous le communiquer. Il porte pour titre : *Répertoire ou registre aux privilèges, octrois, règles et statuts des métiers de la ville de Luxembourg*,

(1) Grâce à l'inépuisable obligeance de Mr Ruppert, secrétaire général du gouvernement à Luxembourg, j'ai pu avoir communication de cet important travail que j'ai abondamment utilisé pour l'élaboration de mon *Histoire des communes luxembourgeoises*, en ayant soin naturellement de mentionner la source où je puisais. C'est ce travail que Bertholet a utilisé ou dépouillé.

et contient, outre les statuts, diverses pièces curieuses, telles que sentences, arrêtset autres actes concernant Luxembourg. Dom Calmet attribue aussi à Pierret l'*Art du Blason*. Serait-ce peut-être le manuscrit qui se trouve à la Bibliothèque de Luxembourg, sous le n° 154, et qui est attribué à Unge-schickt? Ce manuscrit est, en effet, écrit de la main de Pierret, de la page 148 à la page 440. La Bibliothèque possède un autre manuscrit très intéressant, écrit de la main de Pierret. C'est le manuscrit n° 136 (3312), 1 vol. in-folio, contenant : 1° *Journel historique...*, faisant suite au *Dictionnaire de Moreri de 1702* ; 2° *Continuation de l'histoire universelle, depuis 1700 jusqu'en 1705*. Ce manuscrit porte la date de 1706 ».

Pierret a été un travailleur infatigable, un chercheur curieux et généralement circonspect ; c'est grâce à lui que la plupart des faits concernant l'histoire du Luxembourg, de ses souverains, de ses seigneuries, a été conservée. Son *Essai de l'histoire de Luxembourg* mériterait d'être remanié, réduit, débarrassé de certaines longueurs sans grande utilité, et publié, cette fois, sous son nom.

Émile Tandel.

Protocoles de J.-Fr. Pierret au greffe du tribunal de Luxembourg. — Würth-Paquet, *Esch-sur-Alzette et sections qui en dépendent*, 3, note 3. — Clasen, *Catalogue de la Bibliothèque de Luxembourg*, 274, 494, etc. — D. Calmet, *Bibliothèque Lorraine*. — Archives du grand-duché de Luxembourg. — *Bulletin du Bibliophile belge*, t. XV, 1859, p. 417-418 (note de J. Neumann). — Neyen, *Bibliogr. luxembourgeoise*, t. II, 1876, p. 57-58.

PIERROT, sculpteur. Voir PIÉRARD.

PIERS DE RAVESCHOOT (*Philippe-Joseph*), bourgmestre de Gand, né dans cette ville, le 4 mars 1781, et mort à La Haye, le 6 décembre 1825 ; il avait épousé, le 5 février 1810, Nathalie de Ghellinck, dont il n'eut pas de postérité. Il était des Piers de Welle, portant de sable à la hamayde d'or. Ayant été nommé adjoint au maire ou échevin, en 1817, il devint bourgmestre, le 28 juillet 1819, quand son prédécesseur, le comte

de Lens, eut été appelé aux fonctions de gouverneur de la Flandre orientale. En sa qualité de chef de la cité gantoise, Philippe Piers de Raveschoot assista, en août 1819, à la pose de la première pierre du Palais de l'université, et présida aux fêtes de l'exposition des produits de l'industrie nationale qui eut lieu à Gand, en l'année 1820. Sous son administration, le conseil communal fut appelé à délibérer sur le projet d'établissement de la nouvelle voie maritime vers Terneuzen et réclama du gouvernement du roi Guillaume une plus grande profondeur que celle qui avait été proposée par les ingénieurs. Enfin, le gouvernement hollandais ayant, en 1825, décidé d'établir à Gand, comme annexe à l'université, une école centrale d'arts et métiers (depuis école industrielle), le bourgmestre Piers fut à la tête de la députation du conseil communal chargée de porter au Roi, à La Haye, les remerciements de la population gantoise pour cette initiative témoignant d'un grand désir de favoriser l'industrie de la capitale des Flandres. C'est au cours de cette mission que Philippe Piers fut atteint du mal qui l'emporta rapidement, à l'âge de quarante-quatre ans. Il fut enterré à La Haye. Il avait été créé chambellan du Roi et chevalier de l'ordre du Lion des Pays-Bas. Il était, de plus, membre des États provinciaux de la Flandre orientale. Son portrait peint est conservé à l'Académie des beaux-arts de Gand (salle de la Commission directrice); une reproduction lithographique en a été publiée dans le *Messenger des sciences* de 1825.

Maurice Heins

Messenger des sciences historiques, 1825, p. 474.
— Prosper Claeys, *Pages d'histoire locale gantoise*. — *Annuaire de la noblesse de Belgique*, 49^e année, 1865, p. 248.

PIERSSENE (Jérémie), en latin PIERSSENÆUS, juriconsulte et homme de lettres, qui a écrit des vers en latin, en français et en flamand. Il est né à Beveren (Waes) vers 1575, et mort au commencement de 1657, probablement à Gand. Son père s'appelait Jacques, sa mère Anna van Goethem. La famille

Pierssene était originaire du métier d'Axel (Flandre zélandaise); elle avait des prétentions à la noblesse. Le frère aîné de Jérémie, Abraham, qui fut échevin de Gand en 1619 et devint plus tard receveur des domaines royaux de l'Ost-Flandre, prend dans des actes, dès 1612 notamment, le titre de « Heer van Zuyd- » dorp, van Beostenbley, enz. » (dans le métier d'Axel). Le roi Philippe IV reconnut officiellement ces prétentions par diplôme du 31 juillet 1630, enregistré à Lille. Jérémie commença ses études de droit à l'université de Louvain; il y suivit aussi assidûment les cours de Juste Lipse. Puis, pendant quelques années, il alla suivre des cours dans diverses universités d'Europe, pour obtenir finalement le titre de docteur en droit à l'université d'Orléans. Nous ne savons si Jérémie était déjà rentré dans son pays natal lorsqu'il publia ses premiers vers, qui parurent en 1595 dans les liminaires de l'édition de Q. Ennius, par Paul Merula. Ils sont signés *Pierssenæus Beverus* (d'après son lieu de naissance). En 1600, nous trouvons notre auteur établi à Gand. D'après Valère André, il y exerçait la profession de *causarum patronus* (avocat) auprès du Conseil de Flandre. Il fit paraître à cette date deux opuscules, qui furent imprimés tous deux chez G. Manilius, à Gand. Le premier est une ode au chevalier d'Assonleville, membre du conseil d'Etat : *Ad Amplissimum nobilissimumque V. D. C. Assonlevillium, equitem ... Pierssenæi Ode*, 1600 (un exemplaire à la bibl. de Tournai); le second, une ode à Albert et Isabelle, lors de leur visite à Gand : *Serenissimo Alberto et Isabellæ ... urbem Gundavum ... introentibus*, 1600 (un exempl. à la bibl. de Gand). Cette dernière œuvre parut sans nom d'auteur. Mais Sanderus (*de Script. Flandr.*) et Valère André sont d'accord pour l'attribuer à Pierssene. Vers cette époque, Pierssene épousa Jossine Ruffelaert, de famille patricienne gantoise; cette union, qui est au plus tard de la fin de 1601 (puisqu'un fils naquit déjà le 23 juillet 1602), fut chantée par le poète latin Maximilien Vrientius (De Vriendt); il dédia même

à Pierssene le IV^m livre de ses *Epigrammata* (1603). Ce livre porte en sous-titre : *Liber qui proprie Hymeneius*. En 1602, Pierssene est établi à Ypres. Il est à présumer qu'il y devint d'abord officier de la cour spirituelle ou chargé de fonctions près du chapitre de la cathédrale. Dès 1603, il est échevin de la châtellenie d'Ypres, puis, vers 1616, il devint conseiller pensionnaire et greffier de la salle et de la châtellenie d'Ypres, fonctions qu'il occupa jusqu'en mai 1626. Malgré ses occupations administratives et judiciaires, Pierssene trouva encore du temps à consacrer à des travaux littéraires. Il composa une élégie sur la mort de Philippe Triest; elle parut dans le *Funus Philippi Triest* (Anvers, Trognæsius, 1602), édité par J.-B. Triest. En 1603, il composa un *Epigramma* en l'honneur du livre de Vrientius cité plus haut (liminaires, p. 5); en 1606, de même, cinquante-deux vers pour la traduction de la *Bibliotheca* de Photius, en latin, par André Schott (Augsbourg, Mangus, 1606, liminaires; reproduits dans *Myribiblion sive bibliotheca*, Genève, Estienne, 1611); lors de la mort de Juste Lipse, il composa une élégie dédiée à Pierre Pantin, Nic. Oudart et Jan. Lernutius, qui parut dans la *Fama posthuma* (Anvers, Moretus, 1607; reproduit, 2^e édit., 1613; 3^e édit., 1629; ainsi que dans *Justi Lipsii opera omnia*, 1613. Lyon, Horace Cardon, t. Ier; 2^e édit., Anvers, Moretus, 1637, t. Ier, p. XII). La prise d'Ostende (22 septembre 1604) lui inspira une série de poèmes latins qui parurent, en 1614, dans Gruterus, *Delitiæ Poetarum Belgarum*, t. III, p. 317, sous le titre de *Ostenda*. En 1614, le poète Ymmeloot, d'Ypres, s'adressa à lui pour obtenir quelques vers flamands pour les liminaires de son *Kort ghedingh tusschen d'oorloghe ende de vrede*; en 1617, notre poète compose une ode en l'honneur de la nomination de Jacob Boonen comme évêque de Gand : *In Nobilissimi et Rev. Jacobi Booni ... Gand, episcopi, feliciter auspicatam consecrationem*. Ypres, F. Bellet, 1617 (un ex. se trouvait dans la coll. Carton). Citons aussi, pour être complet, quelques

vers dans les liminaires de Just. Rycquius, *Parcæ*, 1624, et trois pièces, l'une en hexamètres latins, l'autre en alexandrins flamands, la troisième en alexandrins français dans les liminaires de la *France et la Flandre réformée* (1626) du même Ymmeloot.

La réputation que Pierssene s'acquit comme poète nous est suffisamment attestée par les versificateurs latins contemporains, dont plusieurs lui adressèrent des vers. Justus Rycquius, dans ses *Prælua poetica* (Douai, Boscard, 1606, p. 126), lui dédia quelques distiques où il le compare à Virgile, à Horace, à Lucrèce, et finit par déclarer fort sérieusement qu'il réunit en sa personne le génie de tous ces poètes! Daniel Heinsius lui dédie une élégie dans ses *Poemata* de 1610 (Leyden, J. Maere, *Monobiblos*, élog. VIII, p. 153), Janus Lernutius un *Epigramma* dans l'édition de ses œuvres de 1614 (Leyden, Elzevier, *Initia*, etc., p. 58).

Ce fut également pendant son séjour à Ypres que Pierssene perdit sa première femme; elle lui avait donné deux enfants : un fils, Pierre-Antoine, et une fille, Marie-Gabrielle, née à Ypres, le 27 juin 1604, qui épousa à Gand, le 14 avril 1627, Jacques Lernout, fils d'Octavien, petit-fils de Jean, le poète *Janus Lernutius* (*Biogr. nat.*, t. XI, col. 632). La date du décès de Jossine Ruffelaert ne nous est pas connue; de toute façon, c'est avant 1612, date du second mariage de Pierssene. Notre poète reçut à propos de cette mort deux élégies latines, l'une de Nic. Burgundus (*In obitu uxoris consolatio*), l'autre de Just. Rycquius (l'épouse y est appelée *Iusta Ruffarda*). Quand la première *Consolatio* parut, en 1621, dans les *Poemata* de Burgundus, Pierssene était remarié et avait déjà six enfants de sa seconde femme. La seconde élégie se lit dans *J. Rycquii Parcæ* (1624, p. 14).

En mai 1626, Pierssene fut appelé à Gand comme conseiller fiscal près le Conseil de Flandre, en remplacement de Bossier (arch. de l'Etat, Gand, Conseil de Flandre : *Register van patenten en commissien*, fol. 182 v°). Puis, en mars

1629, il devint conseiller ordinaire auprès du même Conseil (même *Register*, fol. 189 v°, nomination de Michel de Gonsicourt comme fiscal, en remplacement de Pierssene). Il occupa son siège jusqu'en avril 1651, date à laquelle il sollicita sa mise à la retraite à cause de son grand âge, et fut remplacé par son fils Antoine-Ignace-Benoît (*Register*, fol. 218 r°).

L'activité littéraire de Pierssene, durant cette seconde partie de sa vie, se ralentit singulièrement. Nous retrouvons son nom au bas de cinq *Epigrammata* dédiés à Alphonse de la Cueva dans Sanderus, *Elogia cardinalium* (1626, p. 447); en 1627, Nic. Burgundus ayant été appelé à une chaire de droit à l'université d'Inngolstadt (Bavière), Pierssene lui adressa quelques distiques d'adieu en latin (ils parurent dans les liminaires de l'*Historia Belgica* de Burgundus, Anvers, 1629, et dans la réédition de 1633); il composa également deux épigrammes latines et des *quatrains* français pour les liminaires des *Recherches des Antiquités et Noblesse de Flandre*, de Philippe de Lespinoy (1631); un poème pour les liminaires du *Mundi lapis lydius*, par Ant. Burgundus; et enfin sa dernière production, une poésie en distiques latins, pour les liminaires de la *Flandria illustrata* de Sanderus (1641).

Foppens, dans son *Histoire du Conseil de Flandre* (p. 201), nous dit dans sa biographie de Pierssene : « Il a travaillé » au troisième livre des *Placards de Flandre* et à la nouvelle édition des « deux autres volumes qui se fit en son » temps ». Cette affirmation se trouve déjà chez Vander Vynckt (ms. Gand, *Histoire du Conseil de Flandre*), mais c'est là une erreur. La seconde édition du tome II des *Placards* est de 1662, postérieurement à la mort de Pierssene; c'est, du reste, une pure spéculation de librairie d'un imprimeur anversoïse, qui s'est borné à reproduire textuellement la première édition. Quant au tome III des *Placards*, il est de 1685 (Gand, hérit. Van de Kerchove), donc environ trente ans après la mort de Pierssene,

et il n'y est fait mention d'une part quelconque prise par notre auteur à sa rédaction. L'erreur de Foppens et de Vander Vynckt provient de ce que notre poète a composé pour les liminaires de la première édition du tome II (elle est de 1630 et porte à tort la date de 1629 sur le titre) une série de poésies en latin (quarante-six vers), en flamand (trente-six vers) et en français (quatorze vers). Dans ces poésies, il est dit que le tome II est l'œuvre de Jean de Bloys, conseiller, et de Gilles Stalins, ancien conseiller de Flandre, appelé depuis 1628 au Conseil de Malines. Mais le latin, un peu obscur, a pu faire croire, pour qui ne le lit pas attentivement, que Pierssene lui-même a collaboré à cette compilation. Dans les liminaires de la seconde édition du tome I^{er} (Gand, 1639, Anna Vanden Steen) se trouvent aussi deux morceaux en vers latins de Pierssene. Il y est dit que les *notes* et *tables nouvelles* de cette réimpression sont l'œuvre de Jean de Bloys, conseiller.

Pierssene ne jouit pas longtemps du repos qu'il avait obtenu en 1651. Nous ne connaissons point la date exacte de son décès; mais nous avons trouvé aux archives du Conseil de Flandre (arch. de l'Etat, Gand) l'inventaire des papiers du Conseil, trouvés chez le défunt; cet inventaire est daté du 29 avril 1657. On sait du reste qu'il se dressait d'ordinaire immédiatement après la mort des conseillers.

La seconde femme de Pierssene s'appelait Louise Del Hove ou de la Hove; elle lui donna dix enfants, dont neuf nés à Ypres et un né à Gand (voir *Registres* état civil de Gand, 1629, paroisse Saint-Michel-Nord). C'est le sixième enfant de la seconde femme, Antoine-Ignace-Benoît, qui succéda à son père au Conseil.

Plusieurs lettres latines adressées à Pierssene ont été publiées; on peut y trouver quelques détails biographiques d'assez médiocre intérêt. Il y a une lettre de Juste Lipse dans les *Epistolæ J. Lipsii*, t. V (Anvers, Moretus, 1607); une de Rycequius dans les *Primitiæ epistolicae*; deux lettres de Erycius Puteanus, de

mars 1633 et octobre 1640, dans *E. Puteani, Epistolarum apparatus posthumus*. Dans sa lettre de 1633, Puteanus félicite Pierssene de ce qu'il soit resté si poète, alors qu'il occupait une position aussi prosaïque que celle de conseiller : *In illo munere, imò in illo onere tam APOLLINEUM te esse!*

La bibliothèque de Leyde possède une lettre de Pierssene à Juste Lipse, du 28 février 1606.

La bibliothèque royale de Bruxelles conserve une lettre de Pierssene, datée de 1640, et adressée à Olivier Vredius;

Les armoiries de Jérémie Pierssene, telles qu'elles sont dans le ms. Vander Vynckt, sont identiques à celles de Abraham, qui sont reproduites dans Ph. Lespinois, *Recherches... sur la noblesse de Flandre : Coupé de gueules au chevron d'or et d'argent à trois branches de laurier de Sinople, une en pal au milieu et les deux autres en bande et en barre.*

Léonard Willems.

Valère André, *Bibliotheca belgica*, 2^e éd. (1643); cette première biographie de Pierssene a été copiée presque par tous les auteurs qui ont suivi. — Archives de l'Etat à Gand. — Archives communales d'Ypres et de Gand. — Catalogue ms. de la bibliothèque de l'université de Gand. — Renseignements communiqués par M^r A. Roersch sur la correspondance de J. Lipse.

PIERZON, musicien. Voir DELARUE (*Pierre*).

PIESPORDIUS (*Théodore*), historien, généalogiste, issu d'une ancienne famille noble, remplissait dans nos provinces, au commencement du XVII^e siècle, les fonctions de secrétaire des archiducs Albert et Isabelle. Il fit paraître à Bruxelles, en décembre 1616, un curieux atlas généalogique portant comme titre : *Serenissimorum potentissimorumque Principum Habsburgi-Austriacorum Stemma. Origo. Res gestae. Quatuor Schematibus a Pharamundo Francorum Rege ad haec usque tempora deductae. Iconibus, Emblematicis, Insignibus illustratae. Studio ac labore Theoderici Piespordii Serenissimis Belgarum Principibus à Secretis. Sumptibus ejusdem et Theoderici Mercelii Serenissimarum celsitudinum suarum domestici.* Piespordius se montra un protecteur

éclairé des lettres. Le poète Nicolas Burgundus composa en son honneur une élégie (*Poemata*, lib. III, 89), et le célèbre prédicateur dominicain Philippe Wannemaker lui dédia son sermon : *Consolatio in funere nobilissimarum justae Vrientiae*. Louvain, Christ. Flavius, 1614.

Louis Tierenteyn.

L'ouvrage de Th. Piespordius, à la bibl. univ. de Gand.

PIET (*Baudouin VANDER*), ou VANDER PIEDT, un des plus célèbres jurisconsultes des Pays-Bas au XVII^e siècle, né à Gand, le 11 août 1546, mort à Douai, le 19 janvier 1609. Il était fils de Georges Vander Piet et descendait d'une famille patricienne appartenant au barreau. Après avoir fait sa philosophie à la faculté de Louvain et obtenu la quatrième place, il suivit les cours de droit à l'université de Douai nouvellement érigée et fut le premier qui conquist le grade de licencié. Il alla ensuite se fixer à Rome et y donna des leçons comme professeur extraordinaire. Revenu dans sa patrie, il pratiqua au Conseil de Flandre avec un succès tel qu'il fut bientôt appelé au professorat royal à Douai. Il obtint en 1576 le bonnet de docteur, et, en 1589, la première chaire de droit civil. Peu de professeurs jouirent d'une renommée égale à la sienne. Il possédait une éloquence merveilleuse et ses contemporains le comparaient aux plus illustres orateurs de l'antiquité. Son érudition profonde s'appuyait sur un jugement solide. Chose rare, il connaissait à fond non seulement le droit romain et le droit canon, mais aussi les multiples coutumes qui régissaient nos provinces. Son talent était si universellement reconnu qu'à lui seul était attribuée la splendeur de l'université de Douai. La phrase latine : *propter unum Van der Pietium floret Duacum*, était devenue un dicton populaire. Aussi, le grand Conseil de Malines le désigna plusieurs fois pour être de ses membres; mais le célèbre jurisconsulte refusa constamment cet honneur, préférant, disait-il, former des juges que d'être jugé lui-même. Il resta attaché jusqu'à sa mort à la

faculté de Douai et y professa avec éclat pendant trente années. Il mourut en cette ville, le 19 janvier 1609, et fut enterré dans le chœur de l'église de Saint-Aubin. Sur sa tombe, on mit cette épitaphe qui résume sa carrière :

HIC SITUS EST

BALDUINUS VANDER PIET

GANDAVI PATRICIA FAMILIA NATUS, ABSOLUTAE JURISPRUDENTIAE RARITATE INTER AEVI SUI JURECONSS. EXCELLENS. J. U. D. ET PROFESSOR PRIMARIUS ANNIS XXX. IN ACAD. DUACENA. QUI SAEPIUS AD CONCILIUM MACHLINIAE, NOMINATUS, MALUIT JUDICES FORMARE, QUAM JUDEX ESSE. OBIIT, 19 JANUAR. 1609, AET. 63.

D'après Valère André, il laissait des *prælectiones*: *De Fructibus*. — *De Dualbus Reis*. — *De Emptione et Venditione*. — *De Pignoribus et Hypothecis*. — *Un grand nombre d'avis*. — *Responsa juris sive consilia*, que son neveu, également nommé Baudouin, comptait publier. — *Un Tractatus elegantiarum juris quaestionum et un autre De acquirenda vel omittenda possessione*. — On cite encore le *Titulus Pandectarum de Testibus explicatus per B. Van der Piet*.

Plusieurs de ses disciples avaient conservé en manuscrit ses cours de droit, et ceux-ci existaient encore au XVIII^e siècle.

L. Tierenteyn.

Foppens, *Bibl. belgica*, t. I, p. 120. — Vander Aa, *Biogr. woordenboek*, t. XV, p. 288. — Sanderrus, *De Gandavensibus*, p. 91. — Val. Andreas, *Bibl. belgica*, p. 104-102. — Paquot, *Mémoires*, t. XVIII, p. 97. — Piron, *Levensbeschrijving*, p. 302. — Pauwels de Vis, *Diction. biographique*, p. 177. — Delvenne, *Biographie des Pays-Bas*, t. II, p. 241. — Dewez, *Histoire de la Belgique*, t. 7, xlix. — *Travaux de l'université de Lille*, t. IX, mémoire n° 25 (P. Collinet), p. 90-91.

PIET (Liévin VANDER), ou PIEDT, orientaliste, né à Gand, florissant au XVII^e siècle. Issu d'une famille noble, il était l'oncle du célèbre jurisconsulte Baudouin Vander Piet. Après avoir été reçu docteur en sciences théologiques, en droit romain et en droit canon, il devint professeur à Douai et chanoine de l'archevêché de Cambrai. D'une vaste érudition, il connaissait à fond le latin, le grec, l'hébreu, le chaldéen, le sy-

riaque. Il écrivit sur ces langues plusieurs ouvrages qu'il ne fit point imprimer. Le savant médecin Jean Sylvius de Douai fait le plus grand éloge de notre orientaliste dans son *Tractatus de tuenda valetudine studiosorum*, dédié à Philippe II. Vander Piet mourut en cette ville en 1580.

Louis Tierenteyn.

Piron, *Algem. levensbeschr.*, p. 302. — Vander Aa, *Biogr. woordenboek*, t. XV, p. 288. — Paquot, *Mémoires*, t. XVIII, p. 99.

PIETERS (Charles-Joseph), bibliophile et bibliographe, né à Gand, le 24 mai 1782, mort dans cette ville, le 24 décembre 1863. Fils de Joseph-Antoine Pieters, conseiller au Conseil de Flandre, et d'Isabelle Pycke, il fit ses études à Paris, où il contracta le goût des livres. Quand son oncle, le baron Pierre Pycke, eut été nommé, le 17 juillet 1808, maire de Gand, il entra dans les bureaux de l'administration municipale en qualité de chef de la quatrième section (archives, etc.). Sous la régence de J.-J. Vander Haeghen (février 1811-1814), il fut secrétaire de la ville, mais il abandonna ses fonctions, comme tous les employés napoléoniens, à la suite des victoires des alliés à Anvers, au début de l'année 1814. De 1809 à 1821, il fut un des directeurs du Jardin botanique. De 1824 à 1830, il habita La Haye, où il était directeur de la Société de commerce. Après la révolution de 1830, il quitta la Hollande et se rendit en France; il se fixa à Paris, où il demeura sept années, suivant toutes les ventes de livres et formant le noyau de sa collection. Celle-ci était déjà remarquable quand il revint s'établir définitivement dans sa ville natale, en 1837; dans les *Documents pour servir à l'histoire des bibliothèques de Belgique*, A. Voisin fait, en 1840, l'éloge de ce « choix intelligent et sévère de livres » qu'on pourrait appeler une *bibliothèque à la Nodier*. Pieters ne cessa de l'augmenter, et les ressources, dont sa fortune lui permettait de disposer, le mirent à même de profiter de la dispersion des belles bibliothèques de de Solesinne, Nodier, Millot, de Coislin, du

Roure, Bignon, De Bure, Renouard, Van Gobbelschroy, etc. Il finit par rassembler une série vraiment remarquable de beaux et bons livres, en exemplaires de choix, reliés avec luxe, et dont la vente, après son décès, produisit une somme considérable.

On y remarquait, notamment, une collection d'elzeviers en petit format, qui pourrait, au dire du juge le plus compétent en la matière, M^r Alph. Willems, passer « pour une des plus précieuses de l'Europe ». « Le commerce assidu qu'il entretenait avec ces chefs-d'œuvre », ajoute M^r Willems, « avait fait naître en lui le désir de connaître à fond l'histoire de ses typographes de prédilection ». C'est ainsi que le bibliophile devint bibliographe. Il fit paraître d'abord en mars 1843, sous le voile de l'anonyme, et seulement à cinquante exemplaires, une *Analyse des matériaux les plus utiles pour des futures annales de l'imprimerie des Elzevier* (Gand, C. Annoot-Braeckman, 1843; in-8°, VIII-46 p.; 2 tableaux généalogiques et 1 pl. d'armoiries). En 1849, Ch. Annoot imprima un *Tableau généalogique et biographique des trois grandes familles d'imprimeurs-libraires les plus célèbres : les Estienne en France, les Alde en Italie, les Elzevier aux Pays-Bas*; in-folio. Ayant acquis, en 1848, un manuscrit inédit du P. Adry, ancien bibliothécaire de l'Oratoire de Paris : *Catalogue raisonné des petits elzeviers* (1801), Pieters fit de ce travail la base de ses *Annales de l'imprimerie elzevirienne ou Histoire de la famille des Elzevier et de ses éditions* (Gand, C. Annoot-Braeckman, 1851; in-8°, (IV)-LVI-420 p.), dont une seconde édition, revue et augmentée, parut en 1858 (Gand, C. Annoot-Braeckman, 1858; in-8°, LXXII-502 p. et 1 f. d'errata, plus des *additions et corrections*, paginées 503-528, imprimées en 1860). Ces *Annales* furent bien accueillies malgré des lacunes et des erreurs que M^r A. Willems a relevées et qui s'expliquent par l'importance exagérée que Pieters attachait au manuscrit d'Adry, par le fait qu'il n'avait pas fait de recherches dans les bibliothèques,

et qu'il n'avait pas songé à établir d'une façon rigoureuse les signes auxquels se reconnaissent les éditions elzeviriennes, enfin par cette circonstance qu'« entré de bonne heure dans la carrière des affaires, Pieters n'avait pas eu le temps d'acquiescer ou d'entretenir les connaissances spéciales que comporte une étude de bibliographie ancienne ». Le livre de Pieters n'a plus aucune utilité depuis la publication des *Elzevier* de M^r Willems (1880), mais il reste à l'auteur le mérite d'avoir tenté le premier de coordonner les annales des Elzevier. En 1854, Ch. Pieters fit réimprimer à cent exemplaires le *Catalogus librorum officinae Elzevirianae* de 1644, d'après son exemplaire, qui était alors le seul connu (Gand, C. Annoot-Braeckman, 1854; in-12, IV-24 p.). Enfin, on lui doit la description des éditions elzeviriennes de la bibliothèque L. van Gobbelschroy, dans le catalogue de vente de cette collection (Gand, D. Verhulst, 1851; in-8°).

Charles Pieters était chevalier de l'Ordre du Lion des Pays-Bas.

Paul Bergmans.

Etat civil de Gand. — P.-J. Goetghebuer, *Bibliographie gantoise*, ms. à la bibl. de l'univ. de Gand (G. 40952), p. 113-114. — *Catalogue de la bibliothèque de feu Charles Pieters* (Gand, C. Annoot, 1864; in-8°), préface. — *Messager des sciences historiques de Belgique*, 1864, p. 179-180. — A. Willems, *les Elzevier, histoire et annales typographiques* (Bruxelles, 1880), p. XXIII-XXIX. — *Bibliographie nationale*, t. III (Bruxelles, 1897), p. 432.

PIETERS (François), prêtre, poète français et latin, né à Gand, le 17 fructidor an XII (4 septembre 1804), mort dans cette ville, le 17 avril 1861. Fils de parents d'une condition très modeste, il entra dans les ordres et fut professeur de poésie aux collèges d'Audenarde et de Grammont; nommé vicaire d'Eecke le 28 août 1834, il donna sa démission dix mois après, le 22 juin 1835, et revint habiter sa ville natale, où il demeura jusqu'à sa mort. Il a rimé un petit poème sur sainte Philomène, ainsi que quelques pièces de circonstance, qui n'ont aucune valeur au point de vue littéraire.

Voici la liste de ses œuvres : 1. *Poème*.

Sainte-Philomène. Gand, Rousseau, 1840; in-16. — 2. *Élégie sur la mort lamentable de M. Maurice Clermont, de Liège*. Gand, J. Rousseau, 1849; in-8°. — 3. *Élégie sur la mort de Louise-Marie-Thérèse-Charlotte-Isabelle d'Orléans, reine des Belges*. Gand, J. Rousseau-Warrie, 1850; in-8°. — 4. *Carmen nuptiale Brabantiae duci et celsitudini suae imp. regiaeque Mariae-H.-A. Austriacae, dicatum ac consecratum*. Gand, J. Rousseau-Warrie, 1853; in-8°. — 5. *Hommage en vers au duc de Brabant à l'occasion de son dix-huitième anniversaire, le 9 avril 1853*. Gand, J. Rousseau-Warrie, 1853; in-8°. — 6. *Compliment adressé à Mademoiselle Pauline De Corte, faisant sa profession solennelle dans l'ordre des Augustines, à l'hôpital de Tirlemont*. Gand, J. Rousseau, 1853; in-8° et in-fol. — 7. *Panegyris de quartæ partis ævi triumphali anniversario Leopoldi Belgarum Regis ... Accedit cantilena populari gallico sermone in honorem ejusdem principis*. Gand, J. Rousseau, 1856; in-8°.

Paul Bergmans.

Etat civil de Gand. — Renseignements communiqués par Mr l'abbé J. Huysman, secrétaire-archiviste de l'évêché de Gand. — Les œuvres de Fr. Pieters, à la bibliothèque de la ville et de l'université de Gand. — *Bibliographie nationale*, t. III (Bruxelles, 1897), p. 432-433.

PIETERS (Jacques), sculpteur, né à Gand, le 10 octobre 1620. Il est l'auteur du dessin et l'un des exécuteurs du tabernacle adossé au maître-autel de l'église Saint-Nicolas de cette ville. D'après les comptes de l'église, il commença, en 1685, cet ouvrage qui fut achevé, deux ans plus tard, par Jean Vanden Steen, de Malines.

Fréd. Alvin.

Marchal, *La sculpture et les chefs-d'œuvre de l'orfèvrerie belges*.

PIETERS (Jean), peintre, né à Anvers, en 1667, mort à Londres, en 1727. On le trouve renseigné dans divers auteurs comme Nicolas, méprise occasionnée par Descamps, lequel, faute d'être en mesure de donner le nom de baptême de l'artiste, fait suivre son nom patronymique de la lettre N. Elève, à Anvers, de Pierre Ykens, le jeune Anversois

voulut, à peine âgé de dix-huit ans, se fixer à Londres, où plusieurs de ses concitoyens avaient prospéré. La fortune, pourtant, lui fut adverse. Tombé dans un dénuement complet, il eut pour unique ressource de se mettre en service chez l'archevêque d'Adda, envoyé du pape à la cour de Jacques II, situation à laquelle il renonça bientôt. Godefroid Kneller, ayant vu par hasard de ses travaux, l'admit au nombre de ses collaborateurs. Pieters ne tarda pas à les dépasser tous en adresse dans l'accomplissement de leur tâche, laquelle consistait à peindre les ajustements et les accessoires dans les portraits du maître en vogue. Mais, avide d'indépendance et soucieux d'affirmer enfin sa personnalité, Pieters, en 1712, se sépara de Kneller, pour retomber bientôt dans la détresse. Les compétiteurs du peintre de la cour en profitèrent pour se l'attacher et, semble-t-il, à des conditions avantageuses, sa collaboration donnant un sérieux relief à leurs productions. C'est peut-être là le secret de l'uniformité que nous constatons dans les œuvres des portraitistes anglais du temps.

Jacques Pieters, copiste adroit, reproduisit des créations de Rubens avec une surprenante exactitude, si l'on en croit la tradition. Descamps avoue même qu'il contrefit, à l'aide de gravures, plusieurs esquisses du maître. Il se fit une renommée comme restaurateur de tableaux et de dessins, ce qui ne l'empêcha d'ailleurs point de mourir dans la misère, car il était d'habitudes intempérantes. Il fut inhumé dans le cimetière de Saint-Martin-des-Champs, à Londres.

Henri Hymans.

J.-B. Descamps, *La vie des peintres flamands, allemands et hollandais*, t. III, p. 220. — G. Vertue, *Anecdotes of painting in England*, édit. Worrum (1862), p. 399.

PIETERS (Jean-Pierre), homme de guerre, fils de Joseph-Antoine et de dame Isabelle Pycke, né à Gand, le 25 mai 1783, décédé à Louvain, le 29 août 1858. Après avoir été sergent du régiment d'Hohenlohe, au service de l'Autriche, il s'enrôla, le 29 mai 1804, au 112^e régiment de l'armée française, où il monta

rapidement l'échelle des divers grades inférieurs. Il fut nommé : sous-lieutenant, le 16 janvier 1806 ; lieutenant, le 11 mai 1809, et capitaine, le 9 août 1811, en quittant le 112^e régiment pour passer au régiment de Walcheren (devenu 131^e régiment de ligne), où il fut choisi, le 12 septembre suivant, pour aide de camp du général Durutte. Pieters conserva cette fonction jusqu'au 3 octobre 1814, date de sa démission honorable du service de France. Entré dans les rangs de l'armée néerlandaise le 8 du même mois, il y devint major, le 4 avril 1815, et fut pensionné le 1^{er} novembre 1819, se retirant à Louvain où il épousa madame la baronne d'Udekem de Guertechin. En 1830, on lui offrit d'entrer, comme général, dans l'armée belge, mais bien qu'il n'eût pas de raison d'aimer le roi de Hollande, il ne voulut pas, après avoir servi un pays et un souverain, tourner les armes contre eux. Il resta donc dès lors dans la vie privée, à Louvain, jusqu'à sa mort.

Pieters avait pris part aux campagnes de 1803, 1804, 1805, de la Martinique, de Java et de l'île de France ; de 1806 et 1807 en Hongrie ; de 1808 à 1814 en Italie et en Allemagne. Il assista aux batailles de Wagram et de Raab en 1809, participa à la campagne de 1812 en Russie, fut aux affaires de Biolstock ; à celle de Kolitz, en Pologne, à Lutzen et à Bautzen. Blessé à Grossbern, il reçut à la bataille de Leipzig (16, 17 et 18 octobre 1813), des mains de l'empereur, la croix de la Légion d'honneur. A Leipzig, il avait eu ses deux chevaux tués sous lui, lorsqu'on lui amena un cheval blanc qui était sans cavalier ; il l'enfourcha et continua la lutte. Le lendemain on vint réclamer le cheval ; c'était celui de Poniatowski. Pieters avait verbalement été promu chef de bataillon, mais cette nomination ne fut pas suivie par l'envoi d'un brevet.

Général Frédéric Bernaert.

Etats de service de Hollande. — Renseignements fournis par le ministère de la guerre de France. — *Fastes militaires des Belges au service de la France* (1789-1815). — Renseignements de famille dus à la complaisance du lieutenant-colonel de cavalerie Prosper Terlinden, dont la femme était la petite-fille de Pierre Pieters.

PIETERS (*Josse*), imprimeur. Voir **PIERRE** (*Josse*).

PIETERS (*Josse*), vice-amiral de Flandre, inconnu des historiens de la marine, en service dans les escadres espagnoles à l'époque où Dunkerque n'était pas encore à la France. La biographie de ce vaillant a fixé l'attention de l'érudit qui connaît le mieux les choses de la marine dunkerquoise, Mr Emile Mancel, commissaire général de la marine en retraite. Ses recherches n'ont pas abouti, d'après ce qu'il veut bien nous écrire, et force est de recourir à Faulconnier, la meilleure source imprimée qui mentionne Pieters. A part un seul épisode, on ne sait rien de l'existence de Pieters, et l'on ne peut déterminer s'il est fils ou parent de deux Dunkerquois portant même nom : le capitaine Corneille « Pietersen », qui captura plusieurs barques françaises en 1557 (FAULCONNIER, I, p. 56), et Jean « Piteren », qualifié en 1601 d'« écrivain des vaisseaux de guerre armés par le corps de ville ». (Idem, I, p. 111). En 1642, Pieters fit partie de la flotte envoyée de Dunkerque à la recherche des vaisseaux hollandais, placés sous les ordres de l'amiral Tromp. Après une croisière de quelques jours, il se forma plusieurs petites escadres, qui opérèrent chacune pour leur compte. Pieters, avec cinq navires et une barque longue, cingla vers les côtes orientales de l'Espagne. Contraint par suite du mauvais état de la mer d'aller mouiller à Vivaros (lisez Vinaroz, au S. de Tarragone), il fut bientôt surpris et enveloppé par vingt-quatre vaisseaux et huit galères battant pavillon français. Le vice-amiral, qui était des plus intrépides, ne s'effraya point du nombre ; il stimula la bravoure de ses équipages et se prépara à disputer chèrement la victoire à ses adversaires. Vers onze heures du matin, ils commencèrent l'attaque ; leur bateau-amiral, de soixante-six pièces de canon, et trois autres bâtiments tentèrent d'aborder son vaisseau, et d'autres barques dunkerquoises ; fort maltraités, ils durent renoncer à leur projet. Cet échec brisa

l'élandes Français; ils n'en continuèrent pas moins la lutte, mais la résistance qu'ils rencontrèrent fut si acharnée qu'elle dura même lorsque le vice-amiral atteint de trois blessures eût été mis hors de combat. La nuit mit fin à l'engagement; Pieters ordonna à son escadrille de se réfugier dans le port de Denia (S.-E. de Valence), où les autorités lui firent prodiguer les soins que réclamait son état. La bravoure de Pieters lui valut, ainsi qu'à sa famille, les faveurs du roi d'Espagne, Philippe IV. Invité par Sa Majesté Catholique à se rendre à Madrid, après sa guérison, il fut comblé d'honneurs et créé chevalier de Saint-Jacques de Compostelle.

A son fils, HENRI PIETERS, échurent le gouvernement du château de Guerdialle, près de Salerne, la charge de capitaine dit de Marrigerro (?), et les insignes de chevalier de Saint-Jacques. Tué pendant le mouvement révolutionnaire qui éclata à Naples, Henri fut enterré avec la plus grande pompe.

Les trois filles de Josse participèrent aussi à la munificence royale; il leur fut accordé à l'occasion de leur mariage une dot de 15,000 florins, ou une place au Conseil de Flandre, pour leurs futurs maris.

F. van Ortoy.

P. Faulconnier, *Description historique de Dunkerque* (Bruges, 1730), t. I, p. 151, 152. — Reprod. presque textuelle dans *Biographie dunkerquoise* (Dunkerque, Weins, 1827).

PIETERS (*Martin*). Voir PEETERS.

PIETERS (*Pierre*), peintre, de Bruges, alla s'établir en 1590 à Gand, où il mourut, le 4 juillet 1614 (1). Inscrit en même temps que son père, Gérard Pieters, au registre de la bourgeoisie gantoise, le 14 juillet 1590, il épousa dans cette ville Marguerite Halsberg, fille de Jean et d'Anna Van den Bemden, conformément au contrat de mariage passé, le 10 janvier 1597, devant les échevins des Parchons. Une stipulation de cet acte est relative aux

« patrons, papiers et autres choses se rapportant à l'art » pratiqué par le mari, qui existaient lors de la dissolution du mariage. Les comptes de l'abbaye de Saint-Pierre nous apprennent qu'en 1597 il fut chargé de peindre des statues en bois représentant des anges et d'orner de figures les portes de l'autel de Saint-Pierre ainsi que les volets d'un retable de la Sainte Vierge. Avec son père et d'autres artistes, il prit part aux importantes décorations artistiques exécutées à Gand (1599-1600) à l'occasion de l'entrée des archiducs Albert et Isabelle. P. Pieters avait à cette époque, comme apprenti, Philippe Schoofs, lequel fut affranchi dans la corporation en l'année 1601-1602. L'église Saint-Michel ayant fait renouveler une partie du grand autel, Pierre Pieters peignit le *Salvator* qui le surmontait, moyennant une somme de sept livres quatre gros (compte de 1601-1602). Le 30 août 1601, il reçut deux livres de gros pour avoir peint un Christ portant la croix, ainsi que les armoiries de LL. AA. et le blason du Vieux Bourg, le tout destiné à être placé dans le vestibule d'entrée du château des comtes à Gand, conformément à une résolution de la châtellenie du 8 novembre précédent. Le travail le plus important de notre peintre paraît avoir été un tableau historique qui lui fut commandé par le magistrat de Gand, pour être placé dans la chambre échevinale, et qu'un passage du compte communal de 1609-1610, folio 277, nous fait connaître. Mr F. de Potter, le premier, a émis la supposition qu'il pourrait être question là du curieux et intéressant tableau représentant la légende gantoise du fils bourreau de son père, peinture sur toile conservée autrefois à l'Hôtel de ville et actuellement au Musée d'archéologie. Cette attribution, récemment étudiée et défendue par Mr A. van Werveke, est, en effet, très vraisemblable.

Pierre Pieters figure dans la corporation gantoise des peintres comme juré en 1604, 1609 et 1613. Il habitait rue Haut-Port la maison dite *de Belle*, dont

(1) D'après le registre aux états de biens 1620-1621, fol. 109. Un épitaphier de Chr. van Huerne porte que la dalle tumulaire, à St-Bavon, indiquait le décès au 5 juillet 1614.

il était propriétaire. Héritier unique de son père, décédé en 1612, il conclut, le 27 juillet de cette année, un arrangement avec la seconde femme de celui-ci, Anna Reyns, fille de Jean, en vertu duquel cette dernière renonçait en sa faveur à certains avantages que lui assurait son contrat matrimonial, passé devant la loi de Bruges, le 8 mars 1583 (registres pupillaires). Pierre Pieters fut enterré en juillet 1614, dans l'église paroissiale de Saint-Bavon (précédemment Saint-Jean), et sa dalle funéraire se trouvait derrière la chaire. L'acte d'état de biens est daté du 28 août 1615. Il laissait quatre enfants mineurs, dont un fils appelé Antoine. Sa veuve, Marguerite Halsberg (Haelsberch ou Alsbergh), mourut le 10 mai 1620. Un acte d'état de biens général des deux époux, passé le 14 janvier 1621, atteste qu'ils laissaient de la fortune à leurs enfants.

On ne doit pas confondre notre peintre avec son homonyme Pierre Pieters, le sculpteur, que nous trouvons dans la corporation artistique gantoise, comme acheteur de la franchise en 1628, comme juré en 1630, et qui est connu par sa participation à la construction de l'église des Capucins, à Gand, en 1632.

Victor Vander Haeghen.

E. De Busscher, *Peintres de Gand*, t. II. — *Le Beffroi*. Bruges, t. III. — F. de Potter, *Gent*, t. I, p. 221-224; t. VII, p. 415. — Siret, *Dict. des peintres*, 3^e éd. — A. van Werveke, *Bull. de la Soc. d'hist. et d'arch. de Gand*, 1899, p. 242. — *Inventaire archéol. de Gand*, n° 406. — H. van Duyse, *Catal. musée arch.*, 1886, p. 147 (cf. *Messenger des sciences hist.*, 1839). — Archives de la ville : bourgeoisie, comptes, réceptions des princes, registre des peintres, registres aux états de biens et aux actes des Parchons. — Archives de l'Etat : comptes St-Pierre, n° 4930; Vieux Bourg, nos 173 et 174. — Juste Billet, *Politieboek* (ms. de 1663), t. V, p. 138.

PIETERSHOEK (*Guillaume III DE MÉRODE*, seigneur de). Voir MÉRODE.

PIETERSZ (*Adrien*), facteur d'orgues du xv^e siècle. D'après Fétis et Grégoir, il serait né à Bruges dans les premières années du xv^e siècle. Dans sa description de Delft, Thierry van Bleywijck rapporte qu'Adrien Pietersz fit en 1441, dans l'église Neuve, ou Sainte-Ursule, de cette ville, un orgue pour l'autel

Saint-Georges, à la croix de l'église; un premier instrument y avait été construit, en 1429, par maître Johannes, Brabançon d'origine. En 1455, Pietersz fit un autre orgue, qu'il ne réussit pas. Il répara, en 1458, dans l'église Ancienne, ou Saint-Hippolyte, un orgue de Jacques van Bilsteyn. Tombé dans la misère, le facteur mourut à l'hospice des vieillards de Delft, en 1480. Les recherches faites aux archives de Delft n'ont fait découvrir aucun document le concernant.

Paul Bergmans.

Dirck van Bleywijck, *Beschryving der stad Delft* (Delft, 1667), p. 172 et 205. — Ed. Grégoir, *Histoire de l'orgue* (Anvers, 1863), p. 72 et 281. — Fr.-J. Fétis, *Biographie universelle des musiciens*, 2^e éd., t. VII (Paris, 1867), p. 56. — *Bouwsteenen, 2^e jaarboek der Vereeniging voor Noord-Nederlands muziekgeschiedenis*, 1872-1874, p. 3. — Renseignements communiqués par Mr G. Morre, archiviste de la ville de Delft.

PIETERSZ (*Jean-Baptiste*), instituteur, né à Zuid-Schalkwijk (Hollande), le 24 septembre 1798, décédé à Saint-Josse-ten-Noode, le 31 décembre 1871. D'abord instituteur à l'école normale de Haarlem, Pietersz fut mis, par le gouvernement hollandais, à la tête de l'école primaire royale payante que celui-ci établit à Bruxelles, dans l'ancien Hôtel des Finances, et qui devait devenir, en 1850, l'école moyenne communale. A cette école étaient annexés des cours normaux pour la préparation d'instituteurs, dont la direction fut également confiée à Pietersz. Après une carrière de plus de vingt-cinq années, celui-ci fut nommé directeur honoraire de l'école moyenne de Bruxelles. Pédagogue de talent, il écrivit un grand nombre de livres pour l'enseignement dont quelques-uns eurent plusieurs éditions. Il coopéra aussi à la rédaction du dictionnaire français-flamand de Sleetx et Vandeveld, et il collabora à la *Vlaemsche Stem* (1847). On trouvera, dans la *Bibliographie nationale*, la liste complète de ses ouvrages pédagogiques, comprenant des manuels de lecture et d'écriture, d'arithmétique, de grammaire néerlandaise, de géographie, etc. Bornons-nous à relever quelques publications de Pietersz, intéressantes pour

l'histoire de la pédagogie en Belgique, telles que :

1. *De verdienstelijke onderwijzer Welmoed*, ouvrage à l'usage des jeunes instituteurs, Bruxelles, Brest-van Kempen, 1826; in-12, XII-164 p. Traduction française par J.-B.-L. Géraset. Brux., 1827; 2^e édit., Hasselt, P.-F. Milis, 1843; in-8°, 222 p. — 2. *Redevoering over het onderscheid van doel en Strekking van het zoogenaemde gelijktijdig onderwijs* (enseignement simultané) *en onderling onderwijs* (enseignement mutuel), *uitgesproken in het Departement Brussel der maatschappij Tot nut van 't algemeen op den 4^{de} Juny 1828*. Bruxelles, Brest-van Kempen, 1828; in-8°, 73 p. — 3. *Raedgevingen en onderriytingen voor lagere school onderwijzers*. Malines, P.-J. Hannicq, 1838; in-12, 106 p.

J.-B. Pietersz appropria à la Belgique et augmenta de notes et d'une préface un *Cours de pédagogie* à l'usage des écoles normales primaires en France, par A. Rendu fils. Bruxelles, Deprez-Parent, 1847; in-12, xvi-323 p.

Il écrivit encore trois ouvrages de piété à l'usage des enfants : *Uitlegging van de twaelf artikelen des geloofs*, 1842; — *Verklaring van het gebed des Heeren en de Engelsche groetenis*, 1844; — *Het leven van de Heylige Maegd en moeder Gods Maria*, 1845; ainsi qu'une adaptation flamande du Don Quichotte de Cervantès : *Meester Jochem's lotgevallen en reistogt naer Gheel*. Bruxelles, Deprez-Parent, 1854; in-12.

C. Bergmans.

Etat civil de la commune de Saint-Josse-ten-Noode. — *Bibliographie nationale*, t. III. — *Frederiks et Vanden Branden, Bioqr. woordenboek*. — Al. Sluys, *L'instruction publique en Belgique sous le régime hollandais* (Bruxelles, 1901).

PIÉTIN (François), né à Lille à la fin du xv^e ou au commencement du xvi^e siècle, mort à l'abbaye de Phalempin, près de cette ville, le 9 août 1556. Très jeune encore, il fut admis parmi les chanoines réguliers de l'ordre de Saint-Augustin, qui vivaient à Phalempin. Sa piété, la régularité de ses mœurs et ses talents lui firent conférer successivement les charges de céliér, de sous-prieur, de curé de Phalempin et de curé d'Her-

rin. Pendant qu'il remplissait ces dernières fonctions, il tomba gravement malade et se fit ramener à Phalempin pour y mourir. En relations avec les principaux écrivains de son temps, notamment avec Jacques Meyer, avec le célèbre généalogiste Des Tombes, avec Jean de Frelin, etc., il acquit une grande renommée de science, et ses contemporains, aussi bien que les écrivains postérieurs, firent de nombreux emprunts à ses écrits. Piétin est l'auteur d'une chronique intitulée *Chronicon Phanopinense fratris Piétin authoris*. Elle est demeurée manuscrite, malgré l'approbation qui lui fut donnée, le 29 octobre 1607, par Georges Colveneere, licencié en théologie de l'université de Douai et censeur des livres. On la croyait perdue lorsque l'original en fut retrouvé, vers 1842, par Le Glay, archiviste départemental à Lille, dans la famille duquel il se trouve encore. La bibliothèque d'Arras conserve une copie de ce manuscrit, copie exécutée au xvii^e siècle par dom Lepez. Piétin raconte dans cette œuvre, écrite en un latin très pur, l'histoire de l'abbaye depuis son origine jusqu'à la prélature de l'abbé Mondet. La Chronique de Phalempin offre de l'intérêt non seulement pour l'histoire monastique, mais aussi pour l'histoire littéraire. Elle fut continuée plus tard par le chanoine Denis de Saint, l'abbé Florent de Bray et un anonyme. Piétin écrivit également une traduction en langue vulgaire de plusieurs traités de saint Jean Chrysostome et la « Description de la descente des chastellains de Lille aussi avant que j'estime s'y pouvoir trouver ». D'après l'abbé Leuridan, qui a étudié spécialement les travaux de Piétin, « c'est une œuvre purement généalogique, sans critique, sans valeur absolument probante, comme plusieurs fragments de même nature, également inédits, disséminés dans divers manuscrits de la bibliothèque de Lille ». D'après Denys Godefroy, archiviste de la chambre des comptes de Lille, Piétin l'aurait aidé à établir les droits des rois de France sur la Flandre gallicane lorsque ces droits

furent contestés par la maison d'Au-
triche.

Alfred De Ridder.

Archives du nord de la France, nouvelle série, t. II et IV. — Paquot, *Mémoires*, t. II. — Goethals, *Lectures relatives à l'histoire des sciences en Belgique*. — Lebon, *Les historiens de Flandre*. — Vander Haer, *Les châtelains de Lille*. — Buzelin, *Gallo-Flandria*. — Abbé Th. Leuridan, *Notice historique sur l'abbaye de Phalempin* (inédit). — Th. Leuridan, *Les châtelains de Lille*. — *Scriptores insulenses*, manuscrit de la bibliothèque de Lille.

PIETKIN (*Lambert*), chanoine de Saint-Materne et maître de chapelle à la cathédrale de Saint-Lambert, à Liège; né dans cette ville en 1621, et y décédé le 16 septembre 1696. Il s'est acquis dans la communauté une grande réputation comme musicien savant et compositeur distingué. Il a dirigé la chapelle de la cathédrale pendant près de quarante ans, à la satisfaction générale et de manière à s'assurer une grande autorité en tout ce qui concernait l'art musical. Pietkin était très laborieux; il a composé un grand nombre de messes et de motets à quatre, six et huit voix. Il fit imprimer, en 1668, plusieurs de ses œuvres, entre autres une série de motets avec accompagnement de violon. Comme maître de musique, il a formé quelques bons élèves, et, par son testament, il a légué toute sa bibliothèque musicale au chapitre de la cathédrale de Saint-Lambert.

Au nombre des meilleurs élèves de Lambert Pietkin, on cite Henri-Guillaume Hamal, compositeur distingué et chanteur excellent, maître de musique à l'église collégiale de Saint-Trond, et qui, plus tard, fut promu à la sous-maîtrise de la cathédrale de Liège.

Pietkin n'était pas seulement un musicien habile et savant qui, dans le milieu où s'exerçait son activité, fit faire de notables progrès à la musique; c'était encore un esprit cultivé: il savait goûter les arts en général. En 1674, il fit don, à la chapelle des Flamands de la cathédrale de Liège, d'un tableau de Bertholet Flémal, représentant sainte Cécile. C'est dans cette chapelle que se réunissaient, tous les ans, les musiciens liégeois à la fête de sainte Cécile, leur

patronne, pour y célébrer une messe en musique. Le tableau de Flémal fut aliéné peu de temps après la mort de Pietkin: aujourd'hui il n'est plus connu que par des copies dont l'une se trouve encore à l'église de Xhignesse, près de Hamoir, province de Liège. Sous le tableau original, le donateur avait fait placer le chronogramme suivant:

CANTATE ET EXVLTATE IVSTI IN DOMINO.

Le nom de Pietkin apparaît à diverses reprises associé à l'histoire des arts dans la principauté de Liège; il a existé un peintre de ce nom, Laurent Pietkin, que l'on cite au nombre des bons élèves de Lambert Lombard; parmi les amis de Bertholet Flémal se trouvait dom Placet Pietkin, sous-prieur à l'abbaye de Saint-Jacques, qui servit de modèle au peintre pour le Saint-Lambert priant sous la croix, à l'abbaye de Stavelot, tableau qui se trouve actuellement au Musée de Lille.

J. Helbig.

Louis Abry, *Les hommes illustres de la nation liégeoise*. — Notes manuscrites du chanoine Hamal. — Cte de Becdelièvre, *Biographie liégeoise*.

PIETROBONO, musicien bruxellois fixé à Ferrare dans la seconde moitié du xve siècle, et mort dans cette ville en 1497. C'est sous cette forme que son nom est connu; il s'appelait probablement Pierre Boone. Joueur de cithare ou luth des plus habiles, il vécut à la cour des princes de la maison d'Este, à Ferrare, où on le trouve depuis l'année 1452. Son talent de virtuose lui valut une grande réputation: le poète véronais, Battista Guarini, fit son éloge en vers latins, dans une pièce débutant ainsi:

*Non qui diccos struxit testudine muros
Dulcibus æquabit te Bonepetre modis.*

D'autre part, le peintre médailleur vénitien, Jean Boldu, conserva les traits de Pietrobono dans une médaille, datée de 1457, portant en exergue, autour du buste de l'artiste: *Petrus Bonnus Orpheum supans*.

Les archives de Ferrare montrent que notre cithariste devint riche, et qu'il possédait à la fois des maisons en ville

et des terrains dans la campagne suburbaine. Son père, *Baptista de Bruzelis*, vint le rejoindre à Ferrare, où il obtint les droits de bourgeoisie; sa mère était également une Flamande, *Margarita filia quondam Blasii teutonici*. Pietrobono, qualifié de *Bruzellis*, de *Burzellis* ou de *Borzeris*, épousa une Vénitienne, *Antonia filia mag. Marci de Venetiis*. Il mourut en 1497 et ses obsèques furent célébrées le 20 septembre, ainsi que l'atteste le *Libro della Compagnia della morte* de Ferrare.

Paul Bergmans.

L.-N. Citadella, *Notizie amministrative, storiche, artistiche relative à Ferrare* (Ferrare, 1878), t. II, p. 290 et suiv., cité dans R. Serrure, *Bulletin mensuel de numismatique et d'archéologie*, t. III (Bruxelles, 1883-1884), p. 178-179. — Edm. Vander Straeten, *La musique aux Pays-Bas avant le XIX^e siècle*, t. VI (Bruxelles, 1882), p. 110-112.

* **PIGHIIUS** (*Etienne-Winund*), philologue, né à Kampen (Over-Yssel), en 1520, mort à Xanten, le 19 octobre 1604. Son nom de famille était Wynants, mais il y adjoignit le nom de sa mère Pigghe, en souvenir d'un oncle maternel, Albert Pighius, théologien fameux, doyen d'Utrecht, mort en 1542. Celui-ci fit donner à son neveu une excellente éducation et l'envoya suivre les cours de l'université de Louvain. Le jeune Pighius s'y passionna pour l'étude de l'antiquité classique et s'y lia d'étroite amitié avec Antoine Morillon, avec lequel il vécut fraternellement, par la suite, en Italie et à Bruxelles. En 1547, Pighius partit pour la Péninsule. Il y séjourna durant huit années, recherchant avec une ardeur infatigable les vestiges du passé, prenant des croquis et des descriptions des monuments, recueillant les monnaies, copiant les inscriptions antiques. Il était doué d'un remarquable talent de dessinateur et fit passer dans son album, d'un crayon habile, la représentation de tous les objets intéressants qu'il rencontra. Il entra en relations avec nombre de lettrés et de hauts dignitaires réunis à Rome et se révéla à tous comme un archéologue avisé et instruit. Son mérite fut hautement apprécié par le cardinal Mar-

cel Cervinus, qui le prit dans son palais et lui demanda de composer un recueil complet de toutes les inscriptions qu'il avait transcrites. Pighius s'acquitta aussitôt de cette mission et, en 1554, put offrir au prélat un gros volume manuscrit qu'il intitula : *Inscript. antiquar. farrago collecta atque illustrata per St. Pighium, opus inchoatum absolutumque a. 1554 iussu auspiciisque Marcelli Cervini*. L'auteur y rassemblait un nombre considérable de textes épigraphiques. Malheureusement, dans son zèle, il en accueillit souvent de faux. De même que les meilleurs esprits de son époque, d'ailleurs, il fut la dupe du fameux mystificateur Ligorio et conserva, avec la meilleure foi du monde, une quantité d'inscriptions apocryphes. Néanmoins, les services rendus à l'épigraphie latine par Pighius sont immenses et les auteurs du *Corpus inscript. latinarum*, publié par l'Académie de Berlin, ont eu recours fort souvent à ses travaux (voir *C. I. L.*, I, p. 421; II, p. XI; III, p. XXXI; V, p. XXI; VI, p. L; IX et X, p. LVI; XIV, p. XVIII, où l'on trouvera de nombreux renseignements).

Pighius resta fidèle à ce genre d'études durant toute sa vie. La correspondance qu'il entretenait à Bruxelles, à partir de 1557, nous le montre constamment occupé d'inscriptions latines. A Charles Rym, ambassadeur à Constantinople, il demande une copie du *Monumentum ancyranum*, et se déclare prêt à en faire les frais qui seront considérables. En 1558, le célèbre recueil d'inscriptions, formé par Martin de Smedt, devint presque totalement la proie des flammes. Pighius mit obligeamment ses notes à la disposition de son confrère, et de Smedt en profita largement. A deux reprises différentes, celui-ci fit la route de West-wynckel à Bruxelles pour aller consulter les matériaux amassés par Pighius. Il put, de la sorte, réparer en grande partie le désastre, et c'est à cette heureuse circonstance que nous devons la conservation du précieux ouvrage de l'épigraphiste flamand. Enfin, plus tard, Pighius reçut de Rome d'importantes transcriptions de Nicolas Florentius de Haarlem;

elles sont actuellement conservées à la bibliothèque royale de Bruxelles (voir *C. I. L.*, VI, p. LIV).

Th. Mommsen a porté, sur l'ensemble des travaux épigraphiques de Pighius, le jugement suivant : *Pighiani apparatus longe uberrimi quamquam reliquias tantum habemus, eæ utilissimæ sunt, sed tractatu non faciles...*

Par la suite, le recueil de Cervinus fit retour à l'auteur lequel, peu de temps avant sa mort, l'offrit à Gruterus; ainsi que l'atteste la note suivante qui s'y trouve inscrite : *Jani Gruteri ex dono auctoris, cui antidorum misi aureos quatuordecim cum volumine mearum inscriptionum*. Après avoir passé par plusieurs mains, ce précieux répertoire fut acheté, à Paris, par l'helléniste Luzac de Leyde; de là, le nom de *Sylloge Luzaciana* ou *Lugdunensis*, sous lequel il est connu. Enfin, il fut vendu, il y a quelques années, à la bibliothèque royale de Berlin où il se trouve encore (cod. pict. A 61b). Quatre copies en sont connues (Berlin, bibl. roy., pict. A 61 f; Leiden (2), bibl. univ., Ms. Burmann, Q 7 et 8; Bruxelles, bibl. roy., 4347-4350).

En 1554, le cardinal Cervinus ceignit la tiare sous le nom de Marcel II. Il aurait, certes, exercé une grande influence sur la destinée de Pighius, mais il mourut prématurément en mai 1555. Pighius trouva bientôt un autre protecteur non moins éclairé. La même année, il quitta Rome pour se rendre à Bruxelles, où Granvelle, qui aimait à s'entourer de savants et encourageait leurs travaux, le nomma bibliothécaire de sa maison et en fit son secrétaire pour les lettres latines. Pighius passa quatorze années en la demeure de l'évêque d'Arras, et put s'y adonner en toute liberté à ses études de prédilection. Il y élabora tout d'abord une édition de Valère Maxime qui vit le jour chez Plantin en 1567 : *Valerii Maximi dictorum factorumque memorabilium libri IX. Infinitis mendis ex veterum exemplarium fide repurgati atque in meliorem ordinem restituti...*; in-8°, 430 p., 111 p. Elle contient un texte épuré d'après huit à dix manuscrits archétypes, émendé en plus de huit cents

passages et accompagné de plus de treize cents notes. A en croire l'éditeur, il n'aurait usé de la conjecture qu'avec la plus grande circonspection. En réalité, sa critique s'y montre assez aventureuse et ses assertions ne méritent pas une entière confiance : il corrigea le texte à chaque page et de façon assez arbitraire. Néanmoins, l'ouvrage, qui avait été tiré à douze cent cinquante exemplaires et dont l'impression coûta 224 florins 5 s., eut un succès extraordinaire. François Modius, qui découvrit à Bamberg un précieux manuscrit ayant échappé à Pighius et qui, dans deux lettres adressées à l'auteur et à G.-L. de Hutten, en tire d'utiles leçons, célèbre la résurrection de Valère Maxime (*Novantiquæ Lect.*, p. 245 et suiv., et 426 et suiv.). Juste Lipse emploie la même image : *... valetudinem et colorem tibi debet, imo vitam*, dit-il dans sa lettre des nones de septembre 1585. En même temps, l'illustre philologue, alors professeur à Leyde, envoie à Pighius une série d'observations, résultant surtout de la collation de deux anciens manuscrits appartenant aux frères Vander Burch, à Utrecht : Pighius en enrichit la troisième édition de son œuvre (Anvers et Leyde, Plantin, 1585). Celle-ci, ainsi augmentée, eut un nombre d'éditions fort considérable; on en trouvera le relevé et la description complète dans Ferd. vander Haeghen, *Bibliotheca belgica*, verb. *Valerius Maximus*. Elles reproduisent pour la plupart l'épître dédicatoire de l'auteur, datée de Bruxelles, le 13 août 1566, et adressée au jeune prince Charles-Philippe de Croy.

En 1568, Pighius publia, sous le titre de *Themis Dea seu de lege divina* (Anvers, Chr. Plantin), une courte monographie archéologique dans le goût du temps. Se trouvant un jour à Rome, dit-il, à l'époque du nouvel an, il rencontra, après les cérémonies officielles, son ami Morillon en compagnie de l'ambassadeur D. Didacus Hurtado de Mendoza. Ils se rendirent ensemble chez le cardinal Rudolfo Pio de Carpi, lequel, d'après ce qu'ils venaient d'apprendre, avait acquis récemment un précieux terme en marbre

de Paros. Le prélat les reçut en son palais et, après le repas, leur fit voir cette intéressante trouvaille. Une savante discussion s'engagea alors entre les assistants, auxquels s'était joint Antonius Augustinus. Ils reconnurent en l'objet une représentation de Thémis. Tel est le sujet de cet opuscule dédié à Granvelle (149 p. in-8°). Il est suivi d'une seconde dissertation intitulée : *Mythologia eis τὰς ὥρας vel anni partes* (*ibid.*, p. 151-207), et consacrée à l'explication d'un bas-relief trouvé aux environs d'Arras. Le tout a été reproduit par Gronove (*Antiqu. Gr.*, t. IX, p. 1137-1204), avec les illustrations de l'édition originale.

Quelques années après, Pighius partit pour l'étranger en compagnie du prince Charles de Clèves. Ce jeune seigneur, âgé de dix-sept ans, donnait les plus belles espérances, et son père, le duc Guillaume, avait décidé de terminer son éducation en lui faisant voir la cour de Vienne et les principales curiosités de l'Italie. Pighius fut chargé de l'accompagner en qualité de cicerone et de gouverneur. Les voyageurs quittèrent Bensberg, le 19 octobre 1571, avec une brillante escorte et gagnèrent la Péninsule par l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie. Ils avaient parcouru une grande partie de l'Italie et trois ans s'étaient passés, quand ils arrivèrent à Rome; mais le voyage fut brusquement interrompu en cette ville par la mort inattendue du prince Charles, qui y succomba le 7 février 1575. Pighius nous a laissé, dans son *Hercules Prodicus seu principis juventutis vita et peregrinatio* (Anvers, Plantin, 1587, 628 p. in-8°; 2^e édit., Cologne, L. Zetzner, 1609), un journal fort détaillé et extrêmement curieux de ces mois de pérégrinations. Il y prend note de tout : impressions de voyage, visites aux ateliers, description des antiquités rencontrées en cours de route, réceptions brillantes, fêtes et tournois, rapport circonstancié sur les faits et gestes du jeune homme, relation complète de sa maladie; bref, il semble, en composant ce livre, avoir voulu permettre aux parents de son

malheureux élève de revivre avec le défunt les dernières années de son existence. Le récit est entremêlé de digressions historiques et archéologiques savantes, mais passablement indigestes. L'auteur s'y met lui-même en scène, sous le nom de *Corona Pighius, affinis meus*, ce qui a pu et pourrait induire en erreur sur la personne du mentor du prince de Clèves.

Le duc lui témoigna sa reconnaissance en lui donnant une prébende de chanoine en l'église Saint-Victor, à Xanten. Pighius vint résider en cette ville, le 31 août 1575. Il y remplit, en outre successivement, les fonctions d'écolâtre et de commissaire ecclésiastique. En même temps, sans négliger l'étude des monuments anciens que l'on découvrait presque quotidiennement dans la contrée, il se remit avec ardeur aux travaux qu'il avait commencés dès sa jeunesse. Au nombre de ceux-ci, il en était un qu'il avait conçu sur un plan gigantesque et qu'il avait activement poussé sur les exhortations de Granvelle. C'était la publication d'une chronologie détaillée et raisonnée de l'État romain à travers les siècles. Les fastes capitolins que l'on avait mis au jour depuis peu donnaient le catalogue des consuls, censeurs et dictateurs avec leurs maîtres de cavalerie. Pighius résolut d'y adjoindre, pour chaque année, le nom des magistrats ordinaires de Rome et des provinces, avec l'indication des faits marquants, édits, lois, plébiscites, victoires, triomphes et défaites : besogne considérable, qui supposait des lectures immenses jointes à une vaste érudition et à un talent de divination très grand. Le 22 août 1597, l'auteur put offrir au roi Philippe II la première partie de ce « trésor ». L'ouvrage parut en 1599, chez Moretus, en un beau volume in-folio intitulé : *Annales magistratuum. et. provinciar. S. P. Q. R. ab. urbe. condita. incomparabili. labore. ex. auctorum. antiquitatumq. varieis. monimentis. suppleti...* (469 p.). La publication avait été préparée de longue main : les Annales de la maison Plantin nous apprennent que, dès 1563, cinquante-deux

médailles avaient été gravées pour les Fasti de Pighius, par Arnaud Nicolaï; en 1574, Gérard Jansen de Kampen en grava sept (Max Rooses, *Chr. Plantin*, p. 269 et 273).

La mort ne permit pas à l'auteur de voir la fin de son entreprise. Il mourut de la dysenterie, le 19 octobre 1604, dans la quatre-vingt-quatrième année de son âge. André Schott se chargea de la mise en œuvre des matériaux amassés par lui et put, en 1615, donner la suite de ce monumental ouvrage : *Annales Romanorum, qui Commentarii vicem supplent in omnes veteres Romanæ historiæ scriptores. Tomus II postumus operæ et studio Andr. Schotti recensitus, auctus et illustratus. Cum Fastis Capitolinis à Steph. Vin. Pighio suppletis*, etc. (Anvers, veuve J. Moretus; 510 p. in-fol.), et *Tomus III postumus* (ibid., 735 p. in-fol.). Graevius a reproduit, dans ses *Antiqu. Rom.*, t. XI, une partie des *Fasti magistratum* (p. 174-238).

Pighius laissait, en outre, des notes archéologiques fort importantes, illustrées de nombreux dessins. Elles devinrent la propriété de son ami Eberhard von Vollenhofen, échanson du chapitre de Xanten; en 1680, elles passèrent à la bibliothèque royale de Berlin, où elles se trouvent de nos jours et constituent une source de renseignements d'autant plus précieuse que, parmi les deux cent trente-quatre monuments et objets qui y sont décrits, un grand nombre ont disparu : *Reliquiæ Ἐπιγραφῶν καὶ Περιγραφῶν Romanorum quas aliquando collegit Romæ et alibi in Italia Stephanus... Pighius* (libr. pict. A, 61; un vol. in-fol.). Otto Jahn a publié récemment, sur le codex Pighianus, une étude excellente qui nous dispensera d'en dire plus long (*Berichte üb. die Verhandl. der K. Sächs. Gesells. der Wissenschaften zu Leipzig, phil.-hist. classe*, 1868, p. 161-235. Et *ibid.*, 1869, p. 1-38). Depuis, en 1871, M^r Matz découvrit, en la bibliothèque du duc de Saxe-Cobourg, à Gotha, un archétype des *Reliquiæ*. Il a inventorié celui-ci avec le plus grand soin : il contient deux cent quarante-huit numéros et constitue pour

les archéologues un instrument de travail de premier ordre (*Monatsberichte der Kgl. Preuss. Akademie der Wissenschaften*, 1871, p. 445-499).

On conserve à la bibliothèque de Hambourg et à la bibliothèque royale de Bruxelles (ms. 7400; in-4°, 14-350 p.) des copies de la correspondance de Pighius, pour les années 1557-1597. Ces copies, qui semblent concorder, ont été faites sur les originaux existant autrefois à la bibliothèque de Berlin, où ils n'ont pas été retrouvés. Elles renferment la transcription de deux cent quarante-trois lettres adressées notamment à Granvelle, Marc et Guido Lauryn, Plantin, Moretus, Hubert Goltz, Charles de Langhe, Charles Rym, etc., et sont d'un intérêt capital pour l'histoire des lettres au xvi^e siècle. Th. Mommsen en a publié des fragments dans les *Mémoires de l'Académie de Berlin* (*Monatsberichte*, 1866, p. 419-436); F.-L. Hoffmann en a donné l'inventaire et a analysé quelques pièces dans le *Bulletin du bibliophile belge* (t. XII, p. 369. Voir aussi *ibid.*, t. XI, p. 399, et t. XIII, p. 244).

Au premier rang des amis et des correspondants de Pighius figure Juste Lipse, dont les recueils épistolaires renferment plusieurs lettres adressées au secrétaire de Granvelle (*Epistol. quæst.*, 1577, quatre lettres; *Epistol. decades XIX*, 1621; *Cent. I*, 1586; *Cent. ad Germ. et Gallos*, 1602). Bosscha a publié la traduction néerlandaise d'une missive envoyée à l'illustre philologue par Pighius, de Vienne, le 8 septembre 1572 (*Overijss. alman.*, 1840, p. 121). Dans ses *Saturnalia sermonum libri II*, publiés en 1582, et qui contiennent, sous la forme du dialogue, une dissertation sur les gladiateurs romains, Lipse met en scène le chanoine de Xanten. Celui-ci rejoint, en décembre 1577, Douza, Giselin et Lernutius dans la maison de Lipse, à Louvain, et fait aux assistants toute une conférence sur l'origine, le développement et l'organisation des combats de gladiateurs.

Jean Winter, de Xanten, imprima l'éloge funèbre de Pighius en tête du

second volume des *Annales*; il y rend un témoignage éclatant à son caractère et à ses vertus. Toute son existence peut se résumer par cette phrase qu'un de ses admirateurs écrivit sur le titre du manuscrit des *Reliquiæ* de Berlin : *Cogitavi dies antiquos et annos æternos in mente habui* (Ps. 77).

Alphonse Roersch.

Ouvrages cités au cours de cette notice. — Valère André, *Bibl. belgica*, p. 818. — Sweertius, *Ath. belg.*, p. 681. — Foppens, *Bibl. belgica*, p. 1108. — Paquot, *Mémoires*, éd. in-fol., t. I, p. 155. — Vander Aa, *Biogr. woordenboek*, t. XV, p. 313. — *Allgem. Deutsche Biogr.*, t. XXVI, p. 126. — Sources indiquées par ces biographes.

PIGNEWART (*Jean*), poète latin, né à Namur en 1592, décédé à Boneffe, le 5 octobre 1655. Il tirait son nom, paraît-il, du lieu dit Pignewart, par corruption *Pied-Noir*, en wallon *Pi-Noir*, endroit situé un peu plus bas que le Moulin-à-Vent, près de Namur. Il dut naître en cet endroit, où se voient encore les ruines d'un vieux château, et peut-être dans la ville même de Namur. Pignewart entra en religion, en 1609, à Boneffe, abbaye de l'ordre de Cîteaux, au comté de Namur. Il prit l'habit de novice le 22 octobre 1611, fit profession le 3 novembre 1612 et fut ordonné prêtre le 19 mars 1616. Lorsqu'il fut question de donner un successeur à l'abbé Gilles de Beughem, dom Gérard Ulric obtint, il est vrai, la majorité des suffrages, mais il eut un compétiteur sérieux dans la personne du sous-prieur Jean Pignewart. Une douzaine d'années plus tard, lorsqu'il fallut donner un successeur à l'abbé Ulric lui-même, Pignewart, alors prieur, fut encore porté comme candidat à l'abbatiale. Il était bon religieux, dévot, zélé au fait de la spiritualité, humble, patient, paisible, modeste, docte, etc.; c'est le jugement que portaient de lui ses frères en religion; mais il paraît qu'il était assez faible de santé et « pas trop habile dans « la temporalité »; ce qui lui nuisait dans l'esprit de quelques-uns de ses collègues et assura, dans l'un et l'autre cas, l'élection de ses concurrents. A l'éclat des vertus chrétiennes et monastiques, Pignewart joignait des qualités

de l'esprit. Il a laissé des poésies latines, des épigrammes sur les fêtes des saints, des acrostiches, des pièces de circonstance, qui dénotent un talent littéraire remarquable. Voici les titres de ses ouvrages : 1. *Epigrammata, in honorem sanctorum, de quibus secundum usum Cisterciensis Ordinis festivitates per anni gyrum solenniter celebrantur. Autore Ioanne Pignewart Boneffiensis Monasterij in Comitatu Namurcensi monacho*. Louvain, Henry Hastenius, 1624; in-4°, 2 ff. et 49 p. — *Idem*. Nouvelle édition revue, corrigée et augmentée. S. l. n. d. (Namur, Jean van Milst, 1644); in-8°, 35 p. — 2. *Cato Bernardinus, sive sententiæ valde morales, piæ et sacræ, singulis distichis distinctæ... collectæ per Ioannem Pignewart, Boneffiensis Monasterii in Comitatu Namurcensi monachum*. Louvain, Henry Hastenius, 1624; in-4°, 3 ff. et 57 p. Cet ouvrage est une suite du précédent. — 3. *Pii succinctique discursus super præcipuas totius anni festivitates. Authore Ioanne Pignewart, Boneffiensis Cænobii in Comitatu Namurcensi monacho. Quibus accesserunt varia autoris ejusdem Poemata*. Namur, Christian Ouwerx, 1629; pet. in-8°, 272 p. — 4. *Anagrammata aliquot super nomine Immaculatæ Virginis Mariæ cum aliis promiscuis distichis, Authore Fratre Ioanne Pignewart, Boneffiensis Cænobii in Comitatu Namurcensi Priore*. Namur, Jean van Milst, 1638; pet. in-8°, 19 p. — 5. *Pro Xenio (Xenio) dicubat Reverendo suo Prælato Remigio Chavée F. Ioannes Pignewart, Prior Boneffiensis*. Liège, Jean van Milst, s. d. (1642); in-12, 10 ff. Imprimé à la suite : *Adriani Iunii Medici Enigmatum libellus. Olim ad clarissimum virum Arnoldum Rosenbergum Iuris-Consultum : Nunc autem opera F. Ioannis Pignewart, Prior Boneffiensis quasi Phoenix redivivus expertissimum Dominum Gerardum Gordinne Dicitus*. S. d.; in-12, 7 ff. — 6. *Manipulus poeticus, Authore Fratre Ioanne Pignewart, Boneffiensis Cænobii in Comitatu Namurcensi Priore*. Namur, Jean van Milst, 1644; in-8°, 4 ff. et 116 p. Dans l'épître dédicatoire à Ernest, comte d'Isenberg et de Grensaw,

gouverneur de Namur, le poète dit de lui-même : *Est hæc Urbs vestra (Namurcum) natale mihi solum* (1592). *Hæc me Infantem cunis excepit et postea liberalium studiorum incunabula dedit : vidit hæc equitantem in arundine longa, postmodum et vidit carmen gracili avena modulantem.* — 7. *Xeniolum poeticum*. Namur, Jean Godfrin, 1653 ; pet. in-8°, 16 p. Ce sont des épigrammes, la plupart sur des objets de piété, avec quelques chronogrammes pour l'an 1653. — 8. Pignewart a publié aussi l'ouvrage suivant de Denis Coppée, après la mort de son auteur : *Miracle de Notre-Dame de Cambron, arrivé en l'an 1326, le 8 d'avril, représenté en la présente action faite par D. C. (Denis Coppée), à l'honneur de la glorieuse Mère de Dieu*. Namur, Jean van Milst, 1647 ; pet. in-8°, 31 p.

F.-D. Doyen.

Foppens, *Bibliotheca belgica*, t. II, p. 744. — Paquot, *Mémoires pour servir à l'hist. littér. des XVII provinces des Pays-Bas*, t. XI, p. 439. — Doyen, *Bibliographie namuroise*, nos 403, 410, 443, 490, 227, 228, 246, 247, 263, 343. — *Annales de la Société archéol. de Namur*, t. IV, p. 409 et suiv. ; t. VIII, p. 94, 392.

PIJART (Pierre), écrivain ecclésiastique, vivait dans la première moitié du XVII^e siècle. Il fut religieux au couvent des Minimes, à Mons, et son éloge figure, à ce titre, dans les *Sydera illustrium Hannoniæ scriptorum* de Philippe Brasseur. D'autre part, De Boussu le mentionne à la fin de son *Histoire de Mons*, dans la liste des « auteurs natis » de Mons et de quelques autres qui, « à cause d'une très longue habitation » en cette ville, se sont dits de Mons ». Le dépôt des archives de l'État, à Mons, possède de nombreux registres, titres et papiers de l'ancien couvent des Minimes de cette ville ; mais, suivant une obligeante communication de Mr L. Devillers, il ne s'y rencontre aucun document concernant Pierre Pijart. On ne trouve ni la date de sa naissance, ni celle de sa mort dans les registres des baptêmes et des décès des paroisses de Mons ; ces registres remontent, pour les baptêmes, à l'année 1566 ; pour les décès, à 1597. Toutefois, ajoute Mr Devillers, tout

porte à croire que ce religieux pouvait être originaire des environs de Mons ; car ces mêmes registres paroissiaux mentionnent un certain nombre de personnes portant le nom de Piiart, Pijart ou Pigeart.

Brasseur et De Boussu, suivis par Ad. Mathieu dans sa *Biographie montoise*, se bornent à mentionner de Pijart un ouvrage intitulé *la Journée spirituelle* et imprimé à Liège. Nous n'en connaissons pas d'exemplaire. Mais nous pouvons encore citer les œuvres suivantes de Pijart : 2. *Den reghel, leven ende mirakelen van den H. Franciscus de Paula*. Anvers, J. Cnobbaert, 1629 ; in-18 (19^e catalogue J. Kockx, Anvers, 1902, n° 1245). C'est vraisemblablement une traduction d'une vie de saint François de Paule, écrite originairement en français par notre auteur. — 3. *Le voyage évangélique*. Paris, 1639 ; in-8° (Pérennès). — 4. *De singulari Christi Jesu D. N. Salvatoris pulchritudine assertio*. Paris, L. Boulenger, 1651 ; in-12 (Bibl. univ. Gand). Dédié à André Du Saussay, curé de SS. Loup et Gilles, à Paris. Nouvelle édition en 1661, d'après Pérennès. — 5. *Les triomphes et grandeurs de Jésus-Christ au milieu des souffrances de sa mort, représentés sur la solennité des grandes messes qui se chantent dans les églises*. Troyes, N. Oudot, 1653 ; in-12 (Pérennès).

Les trois derniers livres ayant été imprimés en France, il semble que Pijart ait terminé sa carrière dans ce pays ; la dédicace du *De singulari Christi Jesu pulchritudine* est datée du couvent des Minimes de Paris, le 20 septembre 1651.

Paul Bergmans.

Archives de la ville et de l'État, à Mons. — Renseignements communiqués par Mr L. Devillers. — Ph. Brasseur, *Sydera illustrium Hannoniæ scriptorum* (Mons, 1637), p. 86. — De Boussu, *Histoire de Mons* (Mons, 1725), p. 434. — Ad. Mathieu, *Biographie montoise* (Mons, 1848), p. 241. — Fr. Pérennès, *Dictionnaire de bibliographie catholique* (Paris, 1858-1860), t. I, col. 754 ; t. II, col. 734, 763 ; t. IV, col. 480.

PILAVALINE (Jacques), calligraphe et enlumineur, né à Péronne en Vermançois, florissait à Mons en Hainaut, au milieu du XVI^e siècle. Avec Jacques du

Bos ou du Bois, Pilavaine fit, vers 1450, la transcription de divers ouvrages de Jean Wauquelin. On connaît de lui quatre manuscrits qui sont conservés à la bibliothèque royale de Bruxelles. Le premier (n° 9069), intitulé : *Histoires Martiniennes*, comprend deux cent soixante-quatorze feuillets à deux colonnes; il est orné de douze grandes miniatures et de trois petites. Le texte est entouré de ravissantes arabesques. Il y a un très grand nombre de lettrines enluminées. Les sujets des grandes miniatures sont : la Création d'Adam et d'Eve et leur Expulsion du Paradis terrestre (fol. 12 v°); le Passage de la Mer Rouge par les Hébreux et la Défaite des Egyptiens (fol. 25 v°); le Siège de Thèbes (fol. 35); la Prise de Troie et la Mort du roi Priam (fol. 46 v°); le Combat de David contre Goliath (fol. 60); la Fondation de Rome (fol. 78); Judith tranchant la tête à Holopherne (fol. 97); Darius vaincu par Alexandre (fol. 138); la Bataille de Cannes (fol. 162); la Ruine de Numance (fol. 182); les Conquêtes de César (fol. 216); la Bataille de Pharsale, en Thessalie (fol. 252 v°). A la fin de la première colonne du dernier feuillet, on lit : *Expliciunt les Histoires Martiniennes, escriptes par Jacquemart Pilavaine, escriptain et enlumineur, demourant à Mons en Haynault, natif de Peronne en Vermandois*. Le deuxième manuscrit de Pilavaine (n° 9009) contient l'*Arbre des batailles*, par Honoré Bonnet. Celui-ci y est représenté à genoux, offrant son livre à Charles VI, roi de France. Une autre miniature a pour sujet un duel entre chevaliers. Le troisième manuscrit (n° 9010) est le traité de Christine de Pisan : *Les faits d'armes de chevalerie*. Il est enrichi de deux grandes miniatures, encadrées de fleurs et d'ornements, et qui représentent Christine de Pisan. On lit à la fin de l'ouvrage : *Cy fine le livre qui traite des drois d'armes escript par moy Jacquemart Pilavaine*. Le quatrième manuscrit (n° 9331) est un petit in-folio, en parchemin, de 150 feuillets, ayant pour titre : *La vie et conversation de Notre-Seigneur*. Il est exécuté avec soin et

contient quarante-deux miniatures et de nombreuses initiales, rehaussées d'or ou d'azur. A la fin du volume on lit : *Explicit vita Christi, c'est la vie de Jhesu Crist, escripte par moy Iacquemart Pilavaine, demourant à Mons en Haynault et natif de Peronne en Vermandois*. Ces divers manuscrits renferment des annotations signées par Charles de Croy, comte de Chimay, attestant qu'ils ont appartenu à ce haut personnage, dont les armes et la devise : *Moy seul*, se trouvent en plusieurs endroits. Tout porte à croire qu'ils ont été exécutés pour cet illustre seigneur. L'artiste n'a daté aucune de ses œuvres. Celles-ci sont antérieures à 1486, époque où le titre de prince de Chimay fut octroyé à Charles de Croy.

Comme miniaturiste, Pilavaine possède un talent au-dessus du médiocre. Comme tous ses confrères, il connaît peu la perspective, mais plusieurs de ses compositions dénotent une rare intelligence et son coloris est généralement vif.

Léopold Devillers.

Léon Paulet, *Jacmart Pilavaine, miniaturiste du XV^e siècle* (Amiens, 1858; in-8°). — Alexandre Pinchart, *Archives des arts, sciences et lettres*, 1^{re} série, t. II, p. 21; t. III, p. 404. — Le même, *Miniaturistes, enlumineurs et calligraphes employés par Philippe le Bon et Charles le Téméraire, et leurs œuvres* (Bruxelles, 1865; in-8°), p. 16. — *Messenger des sciences historiques*, 1858, p. 352; 1864, p. 421. — *Bulletin des commissions royales d'art et d'archéologie*, 1^{re} année (1865), p. 487.

PILEON. Voir PLÉON.

PILEUS (Louis), poète latin, né à Tournai, vivait au commencement du XVI^e siècle. Il était, en 1512, élève du maître d'école gantois Eloi Houckaert et prit part, en qualité d'acteur, à la représentation du drame de ce dernier, *la Grisellis*, exécutée en la cour de Ghiselles. L'édition de cette pièce qui parut en 1519 à Anvers, chez Michel Hillenius ou Van Hoochstraeten, contient, parmi les productions des élèves de la florissante école de Houckaert, une composition en prose et une pièce de vers de Pileus.

Vir, si ex ungue leonem noscimus, eruditus fuit, dit Sanderus de cet au-

teur : nous ne connaissons de lui aucune autre œuvre.

Alphonse Roersch.

Sanderus, *De scriptoribus Flandriæ*, p. 149. — Lecouvet, *Messenger des sciences histor.*, 1838, p. 27. — F. Vander Haeghen, *Bibliotheca belgica*, art. E. Houckaert.

PILLAERT (*Mathieu*) ou **PILLART**, moine et écrivain ecclésiastique, né à Warneton (Flandre occidentale) vers 1350, mort à l'abbaye de Clairvaux le 5 août 1428. Entré jeune encore dans l'ordre de Cîteaux, Pillaert fut d'abord abbé aux Dunes (près de Bruges), puis successivement à Beaupreau (près d'Angers) et à Sainte-Marie de Mortemer, en Normandie. Il devint ensuite procureur de son ordre près de la curie romaine et obtint le grade de docteur en théologie. En 1415, par ordre du souverain Pontife et sans l'assentiment de ses frères en religion, il fut mis à la tête de l'abbaye de Clairvaux, avec la mission de ramener les moines à la stricte observation de la règle de saint Bernard. Il mourut à Clairvaux, le 5 août 1428. Si l'on en croit la chronique de l'ordre, l'abbé fut l'un des délégués qui représentèrent l'église de France au concile général de Constance.

Le principal ouvrage dû à Pillaert est intitulé : *Speculum exaltationis et depressionis ordinis cisterciensis*. C'est une description des hautes destinées conquises tout d'abord par l'ordre de Cîteaux et auxquelles avait fait place une décadence déplorable, fruit des excès de toute espèce auxquels s'étaient laissés aller les disciples de saint Bernard, oublieux des enseignements de leur maître. Aussi l'œuvre de Pillaert suscita-t-elle de graves inimitiés contre son auteur et lui valut-elle la haine des moines, au point que les auteurs de la *Gallia Christiana* (t. IV, p. 260) qualifient l'abbé de Clairvaux de « fomentateur de guerre civile parmi les siens », et le rendent responsable de tous les désastres éprouvés par l'ordre de Cîteaux, alors que, dans la réalité, il avait tout fait pour sa prospérité. Des exemplaires manuscrits du *Speculum exaltationis, etc.*, furent longtemps conservés

au couvent des Dunes, à celui d'Altenberg (*Vetus mons*), dans le duché de Berg, diocèse de Cologne, et dans diverses autres abbayes de l'ordre de Cîteaux ; l'ouvrage n'a jamais été imprimé.

Pillaert écrivit encore un opuscule sous le titre de : *Redditus omnes a diversibus regibus assignati pro ferendis omnibus et expensis necessariis tempore capituli generalis*. C'est une nomenclature des sommes données à l'ordre de Cîteaux par divers princes, pour l'aider à subvenir aux dépenses nécessitées par la tenue d'un chapitre général. Cet opuscule ne fut pas non plus livré à l'impression.

Ed. Beekman.

Oudinus, *De scriptoribus ecclesiasticis*, t. III, p. 2299. — Fabricius, *Bibliotheca latina*, t. V, p. 298. — Foppens, *Bibliotheca belgica*, t. II, p. 868.

PILSEN (*François*), peintre et graveur, fils de Michel et de Catherine de la Motte ; né à Gand, baptisé à Saint-Sauveur, le 21 août 1700 ; mort dans la même ville en 1784. Il apprit de Robert van Audenaerde (v. ce nom) à manier le burin. Avec un frère, son aîné de deux ans, il parcourut l'Italie en vue d'y exhiber un tableau mécanique de leur confection et fit, de la sorte, à Rome, un séjour assez prolongé. Ce fut probablement alors qu'il apprit à connaître Van Audenaerde, son concitoyen, et l'on peut croire qu'ils regagnèrent la Belgique de compagnie. Audenaerde, fixé à Gand, en 1723, après trente-huit années d'absence, eut le jeune Pilsen pour élève et collaborateur. Très inférieur à son maître, à la fois comme peintre et comme graveur, l'élève contribua, cependant, à la chalcographie gantoise, peu abondante, par un certain nombre de créations d'intérêt local, et décora de ses toiles diverses églises. Ayant obtenu la franchise de la corporation artistique en 1736, il épousa, la même année, Françoise de Rynck, pour convoler en secondes noces, quelques années ensuite, avec Dorothée Bruel (1748), et contracter une troisième union, en 1750, avec Marie van Peper-

seels. La date de sa mort, inexactement rapportée par divers auteurs, est formellement établie par les archives de Gand. François Pilsen mourut en mars 1784, et eut sa sépulture à Saint-Martin d'Akkerghem, église où figure encore une production de son pinceau, *le Christ apparaissant à saint Martin*. A Saint-Jacques, on montre de lui deux autres peintures : *le Mystère de l'Eucharistie* (1752), et *saint Jacques prêchant l'Evangile* (1753). Son portrait, peint par Van Audenaerde, a été gravé par lui-même : *se ipsum sculpsit*.

L'ensemble de l'œuvre de Pilsen accuse plus de pratique que de compréhension de l'effet. La *Nativité*, d'après Andrea Sacchi, et la *Conversion de saint Bavon*, d'après Rubens, ses principales estampes, sont des travaux honnêtes, consciencieux, mais de rang secondaire. *Saint François recevant les stigmates*, encore d'après Rubens, fut gravé quand il avait soixante-dix ans; le portrait de l'évêque Gérard van Eersel, d'après sa propre peinture, deux ans plus tard, en 1772. Ce dernier travail est encore le meilleur que nous connaissions de son burin. Pilsen a gravé, d'après Gaspard de Crayer, le *Martyre de saint Blaise*, tableau qui est au Musée de Gand. On lui doit quelques pièces historiques intéressantes, notamment la *Décoration de l'église de Sainte-Gudule*, à Bruxelles, pour les obsèques de Charles VI d'Autriche, en 1741, et l'*Inauguration de Marie-Thérèse comme comtesse de Flandre*, en 1744, vaste ensemble exécuté d'après un dessin de T'Kindt. Quelques-uns de ses portraits : J.-D.-A. Schockaert, conseiller de Flandre; Goswin de Wynants, id., l'un et l'autre d'après J.-P. Sauvage; Guill. Delvaux, évêque d'Ypres; J. Vanderstricht, chanoine de la cathédrale de Bruges, ont contribué, pour la meilleure part, à sauver son nom de l'oubli. Il était encore, en 1777, l'un des directeurs de l'Académie de Gand.

Henri Hymans.

Piron, *Levensbeschryving der mannen en vrouwen van België*. — Edm. de Busscher, Notice biographique de Rob. van Audenaerde (*Biographie nationale*, t. I). — Kervyn de Volkaersbeke, *Les églises de Gand*. — Notes extraites

des archives de Gand, obligeamment communiquées par M^r l'archiviste Victor Vander Haeghen.

PINAROL (*Jean*), musicien belge, né dans la seconde moitié du x^v^e siècle. De ses compositions, on ne connaît que six motets à quatre voix (1502) dans la collection des motets rassemblés par Ottaviano Petrucci, et un chœur à quatre voix (*Fortuna desperata*) dans les *Canti cento cinquanta* (1503), aussi publiés par Ottaviano Petrucci.

Ch. Bergmans,

Fr. Fétis, *Biogr. univ. des musiciens*. — Viotta, *Lexikon der Toonkunst*. — H. Mendel, *Musik-Convers.-Lexikon*.

PINAUT (*Jeanne*), héroïne de la révolution brabançonne, née à Namur, le 1^{er} mars 1734, fille de Jacques et de Marianne Latrouille. Son père, frappé de cécité, dut vivre de la charité publique et parcourir les rues de la ville, accompagné de sa fille et en mendiant. La petite Jeanne charmait les passants par sa grâce enfantine et par les chansons naïves qu'elle débitait d'une fort jolie voix. Les pamphlets parus sous la révolution l'accusent d'avoir mené une vie de désordres dès l'âge de quinze ans, et vont jusqu'à dire qu'elle se fit pensionnaire d'une maison de prostitution à Bruxelles. Ces libelles grossiers et obscènes ne méritent guère de créance. Mais il est certain que, dans tout l'éclat de sa beauté troublante, d'une taille élevée et majestueuse, elle attira les regards d'un vieux magistrat de Bruxelles, resté veuf avec un fils et une fille. Après l'avoir établie en ville, il ne tarda pas à la prendre chez lui et la présenta à ses enfants comme une orpheline issue d'une grande famille. Rendue enceinte, elle accoucha d'une fille appelée Marianne et se vit obligée de quitter la maison de son riche protecteur. Celui-ci mourut quelque temps après. Son fils s'éprit à son tour de Jeanne, laquelle captiva bientôt le cœur du célèbre avocat Henri Vander Noot, promoteur de la révolution brabançonne. Confidente et conseillère du fougueux tribun, elle eut une influence considérable sur les événements qui se signalèrent dans nos provinces à la fin du x^{viii}^e siècle. Elle fut activement mêlée

à toutes les péripéties de la lutte opiniâtre que Vander Noot soutint contre le régime autrichien.

Femme de goût, ayant une plume vive et spirituelle, — les lettres qu'on possède d'elle en témoignent, — elle rédigeait des manifestes qu'elle distribuait, ainsi que les adresses de Vander Noot, dans les endroits fréquentés de Bruxelles, au risque d'encourir les peines les plus sévères. Deux fois elle fut arrêtée, mais chaque fois, après une longue détention préventive, la justice dut la relâcher, impuissante devant son habileté consommée. Elle se retira à Breda avec le comité révolutionnaire. Lorsque Bruxelles fut délivré de la présence de l'armée autrichienne, Vander Noot revint d'exil avec sa compagne et ses partisans et fut reçu triomphalement aux portes de la ville (16 décembre 1789). Le tribun fit asseoir Jeanne Pinaut à côté de lui dans sa voiture découverte, et, escorté par les membres du comité de Breda et les corps de la milice bourgeoise, il fit son apparition dans la cité pavoisée et en fête, aux acclamations délirantes de la foule. Le clergé reçut le cortège à l'église Sainte-Gudule. Le soir, on représenta au théâtre *la Mort de César*, en l'honneur des auteurs de la révolution qui furent l'objet d'ovations enthousiastes. Insensible aux outrages sanglants dont l'abreuvaient les pamphlets, Jeanne Pinaut exerça une influence prépondérante sur Vander Noot pendant tout le temps qu'il détint le pouvoir suprême dans nos provinces, partageant ses succès et ses peines. Cependant, la discorde ne tarda pas à détruire l'œuvre des patriotes et quand, en 1791, Léopold fut inauguré en Belgique, Jeanne Pinaut se réfugia à Bréda où elle vécut, dans la gêne, du talent de sa fille Marianne, musicienne accomplie. Dès ce moment, sa trace se perd et l'on ignore le lieu et la date de son décès. Notre héroïne s'appelait également Mme de Bellem. Certains historiens ont inféré de là que Pinaut a été mariée, mais ils ne donnent aucune particularité au sujet de son prétendu mari, dont ils ne connaissent pas même les

noms. Il est plus probable que le nom de Bellem fut inventé par le vieux magistrat bruxellois quand il introduisit Jeanne Pinaut dans sa famille. Cette femme célèbre a été exaltée par les uns, traînée dans la fange par les autres. On ne saurait toutefois nier qu'elle n'ait joué un rôle des plus courageux lors des événements de la révolution brabançonne.

Louis Tierenteyn.

Revue trimestrielle. t. LX, p. 354. — Piron, *Levensbeschryving*.

* **PINCHARE** (*Pierre*) naquit à Caen vers 1320. Après avoir été religieux croisier à Huy, il fut élevé à la dignité de prieur du couvent de Caen, fondé en 1357 par Jean de Mandeville, général de l'ordre des Croisiers. Quelques années plus tard, le chapitre général fut unanime pour lui confier, avec le prieuré de Huy, la direction de tout l'ordre, dont il fut le treizième maître général (1363-1382). Les éminentes qualités de Pinchare le désignaient aux suffrages des prieurs, car l'institution périlait faute d'une main ferme pour la diriger.

Prédicateur éloquent et théologien distingué, il était encore auteur mystique. Il nous a laissé un livre où il explique le sens symbolique de l'habit des Croisiers et où il parle des qualités et des devoirs des religieux. Cet ouvrage fut publié par un des successeurs de Pinchare, Guillaume de Vreese, sous le titre de : *Vestis nuptialis, seu ornatus anima devota maxime religiosa ad nuptias agni æternitatis pie anhelantis sub Schemate Religiosis Habitus sacri ordinis salvifica Crucis*. Cologne, Henri Kraft, 1639; in-8°, 432 p.

Voulant rétablir la discipline, affaiblie par la négligence de plusieurs généraux, il rappela à ses frères les décrets du pape Urbain contre les simoniaques et prit des mesures sévères pour enrayer les abus particuliers. C'est ainsi qu'il défendit aux Croisiers d'accepter les dons, ordinairement composés de boissons et de victuailles, qui accompagnaient la réception d'un frère, et qu'il interdit aux églises de son ordre de recevoir des legs. Mais les moines

n'entendaient point ces sages conseils, et, lorsque le général visitait les maisons de son ordre, comme le voulait la règle, les religieux, que leur conduite répréhensible exposait à des peines, abandonnaient leurs couvents et vagabondaient; parfois même, certains d'entre eux quittèrent l'habit monastique. Ecœuré de tant de lâcheté, décidé à réduire cet esprit de révolte, le Père Pinchare eut recours au bras séculier et, en 1372, le roi de France Charles V ordonna l'arrestation des frères rebelles. D'un autre côté, l'archevêque de Londres aida le général à rétablir l'ordre et la discipline dans les monastères d'Angleterre et d'Écosse.

Sous cette direction ferme et vigilante, l'ordre des Croisiers ne tarda pas à recouvrer sa grandeur morale et à prendre une nouvelle extension par la fondation de plusieurs maisons, en France, en Angleterre et en Écosse. Nous mentionnerons spécialement le couvent de Saint-Julien et celui de Sainte-Agathe. La chapelle de Saint-Julien, élevée dans un des faubourgs d'Aix-la-Chapelle à la fin du XII^e siècle, fut donnée, en 1372, aux frères Croisiers par Gertrude, veuve de Gérard de Bongard. C'est vers le même temps que le général des Croisiers reçut de Thierry de Hornes, seigneur de Perwez et tuteur de Jean IV de Cuyck, la chapelle de Sainte-Agathe, sise au hameau de Brakel, près de Cuyck, dans le Brabant et le diocèse de Liège. Tous les actes, au nombre de neuf, qui ont trait à cette donation, furent rédigés entre le 26 avril 1367 et le 25 mars 1379. Ils étaient pour la plupart revêtus du sceau de Pinchare, et ils furent reconnus véritables et authentiques par la cour de Liège, qui les apostilla le 8 juin 1379. Ce luxe de chartes et d'approbations était la suite des attaques dont fut l'objet l'œuvre de relèvement des Croisiers. Des envieux prétendaient que l'ordre n'était pas régulièrement institué ni approuvé par l'autorité apostolique. En réponse à ces calomnies perfides, Pinchare réunit, en 1374, plusieurs prieurs à Cologne, et là, devant

la cour, il fit reconnaître l'authenticité, le sceau et la signature des bulles des papes Innocent IV et Clément V, de Henri, archevêque de Cologne, et de Henri, élu de Liège.

Pinchare sortait à peine de ces difficultés lorsque éclata le grand schisme d'Occident, qui troubla si profondément l'église. Pinchare embrassa résolument le parti d'Urbain VI, pape romain. Tout son ordre ne suivit pas son exemple, car, quand il se rendait en France, où Clément VII était tenu pour Souverain-Pontife, les religieux de ce pays le considéraient comme hérétique. C'est au milieu de ces luttes intestines que s'éteignit le Père Pinchare. Il mourut au couvent de Sainte-Agathe, le 13 juillet 1382, au moment où il venait d'être élevé à la dignité d'évêque de Spire.

Constant Leclère.

Cornelius Rudolphus Hermans, *Annales canonicorum regularium S. Augustini, ordinis S. Crucis*, 3 vol. (Bois-le Duc, P. Stokvis, 1838). Le premier volume est une réunion d'extraits des chroniques et des ouvrages qui se rapportent à l'histoire des Croisiers, tels que : R. P. F. Henricus Russelius (prior succiacensis), *Chronicon Cruciferorum, sive synopsis memorabilium sacri et canonici ordinis sancta Crucis* (Cologne, Henri Kraft, 1635: in-12, 203 p.). — F. Jean de Stochem, *Mariani Scoti chronicon* — Jos. Knippenbergh, *Historia ecclesiae ducis Gelriae* (Bruxelles, 1749; in-4^o, 289 p.). — F. Wilhelmus Wynants, *Nota quadam de canonicis ordinis S. Crucis, anno 1787 scripta*. — Christianus Quix, *Die Pfarre zum H. Kreuz, und die ehemalige Kanonie der Kreuzherren in Aachen* (Aix-la-Chapelle, Math. Urlichs, 1829; in-8^o, 69 p.). — P. Helyot, *Histoire des ordres monastiques, religieux et militaires*, t. II. — P. Hertzworms, *Religio sanctae Crucis*. Les deux autres volumes renferment des documents. — R. P. Ambroise, *Eburonum hunsium sacrum eorumque diva sartensis* (Huy, Ambroise de Warem, 1639; in-8^o, 260 p.). — Gorrisen, *Histoire de la ville et du château de Huy*. — Daris, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège pendant le XIII^e et le XVe siècle*, p. 640. — Fisen, *Flores Ecclesiae leodiensis*, p. 376. — Frère, *Manuel du Bibliographe normand* (Rouen, 1860), t. II, p. 387-388.

PINCHART (*Alexandre-Joseph*), érudit, archéologue et historien, né à Wavre le 23 juillet 1823, mort à Saint-Josse-ten-Noode, le 23 juillet 1884. Issu de famille bourgeoise, — son père était plombier, — il révéla de bonne heure de remarquables facultés d'assimilation et se vit amené, comme par hasard, à les mettre à profit. Ses parents ayant quitté Wavre pour Bruxelles, au

moment où s'ébauchaient ses études, il fit ses humanités au collège des Jésuites de la capitale et suivit, non sans succès, les cours de l'Académie des beaux-arts. Sans prétendre jamais au rôle d'artiste, il puisa dans son amour des arts d'amples occasions d'études et un goût très vif pour les choses du passé. Une part d'influence revient aussi au milieu où s'écoulèrent ses années de jeunesse. Dès sa vingtième année, il explorait les campagnes du Brabant wallon à la recherche d'antiquités gallo-romaines, et les *Bulletins* de l'Académie gardent trace d'une communication faite, en 1843, à la classe des lettres, des dessins de *tumuli* existant à Nil-Saint-Vincent, Saint-Lambert-Libersart et localités voisines. Hôte assidu des Archives du Royaume, tout en allant, il se familiarisait avec les principes de la paléographie et recueillait les matériaux d'une histoire de la ville de Wavre, restée à l'état de projet. M^r E. Marchal, à qui nous empruntons ce dernier détail, assure même qu'avant d'avoir quitté les bancs de l'école, il collaborait aux travaux historiques de F.-V. Goethals, ancien bibliothécaire de la ville. Ses premiers essais littéraires datent de 1845. En cette année, il adressait au *Messager des sciences historiques* un article intitulé : *De la peinture historique en Belgique*. L'auteur qui, bravement, fait suivre sa signature de la mention « élève à l'Académie royale des beaux-arts », passe en revue les créations les plus importantes du moment et conclut à la nécessité d'un enseignement de l'histoire et de l'archéologie dans toutes les académies du royaume. Le romantisme, à ce moment, n'avait pas dit son dernier mot. C'était dans les fastes de la nation que les artistes aimaient à puiser les sujets de leurs toiles principales; l'article de Pinchart n'était donc pas sans portée⁽¹⁾. Nous avons sous les yeux un tiré-à-part de ce travail de jeunesse, offert à Gachard, « en faible

« témoignage de reconnaissance et de « haute considération », le 1^{er} juillet 1845. Ainsi, dès cette époque, l'auteur avait noué des relations avec l'éminent archiviste général et sa nomination, comme attaché au dépôt des archives de l'État, à Mons (1^{er} mars 1846), trouve son explication naturelle. Bien que ce séjour dans la capitale du Hainaut dût être à peine mieux qu'un stage, son influence sur l'avenir du jeune homme fut à la fois décisive et durable. Placé sous la direction d'un des érudits les mieux renseignés sur tout l'ensemble de l'histoire locale, Aug. Lacroix (v. ce nom), et chargé d'opérer le classement des archives judiciaires, le nouvel employé se mit à l'œuvre avec une ardeur de bon augure. Au cours de son travail, le hasard lui permit de connaître quatre volumes manuscrits de notices historiques et archéologiques, se rapportant à des villages de la contrée. Rédigées, en 1654, par un moine de l'abbaye de Saint-Denis-en-Brocqueroye, Gérard Sacré, ces notes formaient un relevé complet des antiquités exhumées à diverses époques dans la zone explorée par le religieux. L'enthousiasme de Pinchart ne connut plus de bornes; pareil aux chercheurs de trésors des légendes, on le vit bientôt en campagne, entraînant à sa suite quelques hommes, passionnés comme lui pour les recherches archéologiques. Du nombre était Désiré Toilliez, jeune ingénieur, dont il devait, quelques années plus tard, rédiger la notice biographique. Il s'agissait d'abord de retrouver les lieux mentionnés par Gérard Sacré, ensuite de les explorer à nouveau. Sans donner les résultats rêvés, l'expédition ne fut pas stérile. Pinchart lui consacra une notice, adressée à l'Académie en 1846, et qui obtint les honneurs de l'impression dans les *Mémoires in-40*, sur le rapport très favorable de Schayes, Cornelissen et Roulez. Tout en collaborant d'une manière suivie au *Messager des sciences*, au *Bulletin du bibliophile*, à la *Revue de numismatique*, Pinchart s'adonnait avec zèle à l'étude des sources de l'histoire du Hainaut. Au bout de peu de mois, il

(1) La question avait d'ailleurs été inscrite par la Société des sciences, des lettres et des arts du Hainaut, au programme de ses concours. Le prix échu à Ad. Lacomblé, plus tard secrétaire communal de Bruxelles.

accomplissait le tour de force de soumettre à la Société des sciences, des lettres et des arts du Hainaut, en vue du concours de 1847-1848, un mémoire approfondi sur la question vaste et complexe de l'*Inféodation du comté de Namur au comté de Hainaut*. Sorti vainqueur de la lutte, le jeune historien, dont le rapporteur se plaisait à louer tout ensemble le savoir, la rectitude de jugement et la correction de style, n'appartenait plus à la province, où, déjà, l'avaient environné de nombreuses et honorables sympathies. Une nomination au grade de second commis aux Archives du royaume (novembre 1847), l'avait rappelé à Bruxelles. Bien que médiocrement en rapport avec la valeur éprouvée du nouveau titulaire, l'emploi allait lui procurer, avec des espérances d'avancement, l'occasion d'études d'une portée générale et, dans un avenir prochain, lui permettre de donner au pays un ensemble de travaux destiné à mettre en lumière plus d'un point intéressant de son histoire. Dans la liste des écrits de Pinchart les plus voisins de sa nomination, deux études nous frappent par leur titre. Elles sont d'importance inégale, mais, par leur portée, occupent une place intéressante dans l'œuvre de leur auteur. La première, insérée dans le *Messager des sciences*, est une *Notice historique sur le Collège Saint-Michel, à Bruzelles*. L'autre, plus étendue, que donna la *Revue de numismatique*, porte pour titre : *Recherches sur l'histoire et les médailles des académies et des écoles de dessin, de peinture, de sculpture, etc., en Belgique*. L'auteur avait entrepris d'y rassembler les informations les plus complètes sur l'origine de l'enseignement des arts dans nos provinces, enseignement dont, on le sait, l'organisation est de beaucoup antérieure au xix^e siècle. On est en droit de se demander s'il n'a pas voulu, à la veille de prendre possession de son nouveau poste, embrasser d'un regard le chemin parcouru et se souvenir, avec gratitude, des deux écoles à l'enseignement desquelles il avait puisé les éléments d'une situation exempte d'éclat, sans doute, mais faite pour soustraire son

avenir aux incertitudes du lendemain. Aux Archives du royaume, qu'il n'allait plus quitter désormais, son application à l'étude ne fit que grandir. Le vaste ensemble des matières qu'il aborda, l'abondance des documents qu'il recueillit et entreprit de vulgariser, vinrent révéler, avec son nom, une connaissance étendue des sources imprimées. Ses contributions à l'histoire de nos provinces et particulièrement à l'histoire des arts, dans ses branches diverses, valurent bientôt au nom de Pinchart la plus honorable notoriété auprès des érudits. Déjà le comte Léon de Laborde le cite avec éloge dans ses *Ducs de Bourgogne* (1849-1852). C'est qu'en effet, grâce à ses travaux, l'hypothèse où s'étaient d'abord complu les historiens de l'art, allait faire place à la rigueur des faits. Non content de tirer de l'oubli les noms de quantité de maîtres dont l'œuvre survivait pour attester la valeur, il s'appliquait à préciser l'origine et le nom, à étudier, à la lueur des faits nouveaux, la vie de nombre d'autres, dont la juste admiration de la postérité double le prix des informations qu'il nous apporte. C'est à lui qu'on doit d'être renseigné d'une manière authentique et précise sur Melchior Broederlam, le peintre de Philippe le Hardi ; de connaître cette phase importante de la vie de Jean van Eyck, son séjour à La Haye, de 1422 à 1424 ; de savoir l'origine tournaïsiennne et le nom vrai (Roger de la Pasture), de Roger Vander Weyden ; de posséder sur Jérôme Bosch des données exactes et d'être à même de différencier ce remarquable artiste d'Alart du Hameel, son interprète par le burin ; de pouvoir suivre dans ses pérégrinations Antonio Moro, le peintre de Philippe II, un des plus grands, sinon le plus éminent des portraitistes du xvi^e siècle ; d'avoir vu se dissiper le mystère qui environnait plus d'un des actes de la vie de Rubens, sans parler de quantité d'autres témoignages du zèle infatigable et de l'intelligence du vaillant investigateur. De même que, Bruxellois d'adoption, il s'était, au grand bénéfice de ses études, familiarisé avec le flamand, il avait tenu à se rendre maître

de l'allemand, de l'italien, de l'espagnol. Nourrissant l'espoir d'être quelque jour, à la faveur d'une mission, en mesure de relever les traces de nos artistes par delà les Alpes et les Pyrénées, il avait, avec une persistance couronnée de succès, et au prix de sérieux sacrifices, rassemblé les matériaux de l'histoire de l'art en Italie et en Espagne, et étudié la topographie artistique de ces contrées. Son rêve ne devait pas se réaliser, et ce fut chose infiniment regrettable, car nul n'était mieux à même de refaire, avec l'aide des sources authentiques, l'histoire de ces maîtres nombreux qui, partis de nos provinces, se confondirent à la longue avec ceux de leur pays d'adoption, sans parler de ceux dont le souvenir s'est totalement perdu dans leur pays d'origine. Combien précieuses déjà, les informations qu'il fut à même de recueillir, pendant ses brèves excursions de vacances, dans les provinces ayant fait partie du duché de Bourgogne, ou au cours d'un voyage d'études entrepris à travers la Lorraine, l'Alsace et les parties limitrophes de la Suisse. Servie par une vaste érudition, sa pénétrante critique devint la source de déterminations de sérieuse importance. Ainsi, au Musée de Nancy, il fut à même de restituer à Rubens une des pages les plus considérables, les plus frappantes de la jeunesse du maître, l'immense toile de la *Transfiguration*, peinte à Mantoue et jusqu'alors attribuée à Déodat del Monte (v. ce nom). Au Musée de Berne, parmi les précieuses épaves de la tente de Charles le Téméraire, il signala la présence de reproductions, en tapisserie, des fameuses peintures de Roger Vander Weyden, dont les originaux périrent dans l'incendie de l'Hôtel de ville de Bruxelles, en 1695. Les trois volumes d'*Archives des arts, sciences et lettres*, parus de 1860 à 1881, et où se trouve réunie, sinon la totalité, du moins la majeure partie de ses communications au *Messenger des sciences*, forment un ensemble d'informations sans prix pour l'histoire intellectuelle de nos provinces. Le simple aperçu des matières suffit à dire l'importance du recueil, outre qu'il donnera la me-

sure de la variété des connaissances de son auteur. Le voici très sommairement : Chroniqueurs, indiciaires, historiens, maîtres d'école des souverains. — Chroniqueurs et écrivains divers. — Tombeaux des souverains et des membres de leurs familles. — Histoire des monuments. — Géographes. — Voyages scientifiques. — Musiciens, fabricants d'instruments, d'orgues, etc. — Architectes. — Sculpteurs et sculptures. — Peintres. — Peintures sur verre et verrières. — Enlumineurs. — Orfèvreries, émaux, ciselures. — Tapisseries et tapisseries de haute lisse. — Gravures sur bois et sur cuivre. — Relieurs et reliures. — Sphragistique. — Horlogerie, etc., etc. Pinchart ne jugeait pas qu'il dût borner son rôle au simple enregistrement des faits et des dates que le hasard portait à sa connaissance. Ce rôle, sans doute, n'eût été ni sans honneur pour lui-même, ni sans avantage pour les autres; pourtant il lui semblait que l'archiviste n'a point à se priver du droit d'utiliser personnellement les matériaux dont le classement lui incombe, pour faire, à l'occasion, œuvre d'historien. Lui-même s'y essaya à plus d'une reprise et moissonna, dans cette voie, quelques-uns de ses plus sérieux succès. Dès l'année 1857, l'Académie avait couronné son *Histoire du Conseil souverain du Hainaut*. Deux ans plus tard, il cueillait de nouvelles palmes avec son *Histoire de la tapisserie de haute lisse*, qu'il ne jugea point devoir livrer à l'impression, nous ignorons pour quel motif; enfin, une troisième fois, en 1870, il fut proclamé lauréat, pour une remarquable *Histoire de la gravure des médailles en Belgique, depuis le XVII^e siècle jusqu'en 1794*. L'intérêt qui s'attache au rôle de Pinchart comme historien ne résulte pas seulement de la valeur intrinsèque de ses productions; le choix des sujets y contribue aussi dans une mesure considérable. *Le commerce des Belges avec les Vénitiens du XIII^e au XVI^e siècle*, 1851; la *Notice historique sur la Chambre légale de Flandre*; le *Journal du voyage d'Albert Dürer dans les Pays-Bas*, et d'autres opuscules en font foi. Ce fut lui qui, pour la première

fois, entreprit d'écrire l'*Histoire des cartes à jouer et de leur fabrication en Belgique, depuis 1379 jusqu'à la fin du XVIII^e siècle*. On sait combien intimement l'origine des cartes à jouer se lie à celle de l'imprimerie et de la gravure. Ce fut Pinchart, encore, qui révéla la *Fabrication des verres de Venise à Anvers et à Bruxelles au XVI^e et au XVII^e siècle*; d'une *Fabrique de porcelaines à Tervueren*; qui, le premier, s'occupa de l'*Histoire de la dinanderie et de la sculpture en métal en Belgique*. Son volume, relatif aux Pays-Bas, de l'*Histoire générale de la tapisserie de haute lisse*, publiée à Paris, en collaboration avec J. Guiffrey et Eug. Müntz, de l'Institut, fait autorité en la matière. Mais nul travail d'ensemble, issu de sa plume, n'égale en importance la remarquable étude des *Historiens de la peinture flamande au XV^e et au XVI^e siècle*, donnée comme complément, en 1865, à l'édition française du livre de Crowe et Cavalcaselle. L'auteur la résume modestement en ces termes : « L'étude que nous avons faite des textes relatifs à l'histoire des arts aux Pays-Bas, qui se rencontrent dans les ouvrages de Cyriaque d'Ancône, Barthélemy Facius, Antoine Filarète, Jean Santi, Jean Lemaire, Albert Dürer et Jean Pélerin, nous a donné l'occasion de passer en revue la biographie de nos grands artistes du XV^e siècle et d'examiner les témoignages qui concernent plusieurs de leurs œuvres. Nous avons commenté et complété les documents relatifs à Hubert et Jean van Eyck, à Roger Vander Weyden, Hughes Vander Goes, Thierri Bouts, Simon Marmion, Jean Memlinc, etc. En soumettant à une sévère critique les assertions des auteurs anciens et les récits fabuleux de certains écrivains modernes, nous avons réduit à néant bien des erreurs et nous croyons avoir rendu un véritable service à la science ». Il ne se trompait point. Si d'autres ont pu, après lui, apporter leur contribution à l'histoire de l'art flamand, son travail ne reste pas moins une source indispensable de référence pour quiconque entre-

prend l'étude des débuts de notre école.

Pinchart eut, au cours de 1876, une assez retentissante controverse avec Alvin, touchant la priorité d'une épreuve des armoiries de Charles le Téméraire, dont il venait de faire la découverte. La question offrait un intérêt spécial, car l'estampe du même sujet, appartenant à la Bibliothèque royale, y occupait, et y occupe toujours, le premier rang parmi les incunables de l'art de la chalcographie en Belgique. La reléguer au second, si pas au dernier, comme prétendait le faire Pinchart, n'était donc pas une petite affaire. La discussion s'envenima, dévia même un peu de son point de départ. Pinchart était manifestement dans l'erreur; la querelle finit par s'apaiser. L'objet du litige entra plus tard au Musée britannique. Les adversaires avaient, l'un et l'autre, cessé de vivre quand le D^r Lehrs, du Cabinet des estampes de Dresde, spécialiste d'une valeur éprouvée, reconnut dans l'estampe de Pinchart une copie, par le maître d'ailleurs fort recherché du XV^e siècle, dite « aux banderoles ». Tout à son travail et fort modeste, — « modeste peut-être » à l'excès, « dit Fétis, dans son *Dictionnaire des musiciens*, — Pinchart ne connut que tardivement les honneurs auxquels eût été en droit de prétendre un homme de sa valeur. Il avait, de bien des années, doublé le cap de la cinquantaine quand l'Académie jugea devoir l'admettre au nombre des correspondants de sa classe des Beaux-Arts, et ce fut à la veille de sa mort, brisé par les infirmités, qu'il vint prendre place parmi les titulaires. Aux Archives du royaume, son avancement fut plus rapide et, chose trop rare pour n'être pas rappelée, ce fut au chef éminent sous lequel, quarante années auparavant, il avait fait ses débuts, qu'il appartint de rappeler ses services et ses titres à la gratitude des travailleurs. « Nul », avons-nous pu dire ailleurs, « ne faisait vainement appel à son concours, et s'il a publié lui-même d'une manière incessante, une part considérable lui appartient dans l'élucidation de nombreux problèmes que d'autres ne sont parvenus

« à résoudre que grâce au concours des » informations tenues de lui ». Aussi, ce nous fut une joie très vive de pouvoir, à la veille de sa mort, lui dédier la traduction du livre de Van Mander « en témoignage d'estime pour ses précieux travaux sur l'histoire de l'art flamand ». Pinchart était depuis 1871 chevalier de l'Ordre de Léopold. Il avait été chargé par l'Etat de la formation et du classement d'une collection de sceaux des anciennes communes, au Musée royal des antiquités. Sa vaste bibliothèque fut vendue à Bruxelles, au mois de mai 1885. Ses nombreux cartons de notes manuscrites appartiennent aujourd'hui à la Bibliothèque royale.

Henri Hymans.

Chev. Edm. Marchal, *Notice sur Alexandre-Joseph Pinchart, membre de l'Académie (Annuaire de l'Académie des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, 1889, avec portrait, p. 201).* — *Bibliographie de Belgique.* — *Catalogue de la bibliothèque délaissée par feu M. Alexandre Pinchart, etc.* Notice par H. Hymans. — Souvenirs personnels.

PINET (Nicolas), dessinateur, peintre, sculpteur et graveur, né à Liège, en 1770, mort à Namur, le 15 juillet 1842. Il apprit à dessiner et à peindre dans sa ville natale, puis il se rendit à Rome pour se perfectionner et s'initier en même temps à la sculpture et à la gravure. De retour dans sa patrie, après un assez long séjour en Italie, il fut appelé à diriger, à Namur, l'école que le gouvernement français venait de créer (1804), sous le titre d'*Académie de dessin et d'architecture civile*. A l'occasion de la réouverture de cette école, le 19 pluviôse an XIII (7 février 1805), le préfet du département de Sambre-et-Meuse, Pérès, adressait une proclamation à ses administrés, dans laquelle, après avoir fait l'éloge de Pinet et indiqué le programme des cours de l'Académie, il engageait les pères de famille à placer leurs fils sous la direction du « professeur éminent ». Cet appel ne semble pas avoir été entendu et les élèves de Pinet restèrent peu nombreux. Notre artiste occupa néanmoins ses fonctions jusqu'en 1832 et vécut dans la retraite à partir de cette époque.

Les quelques peintures qu'il a laissées sont plutôt médiocres. Un de ses tableaux, allégorique et dans lequel figure son portrait, se trouve au Musée de Namur. Mais, s'il paraît avoir eu peu de talent comme peintre, on se plaît à reconnaître que son burin eut de sérieuses qualités. Parmi les œuvres de gravure qu'il produisit, on cite surtout : une *Vénus couchée*, son *portrait*, un *Christ en croix*, une *Madone entourée d'une guirlande de roses*, et le *Triomphe de la liberté ou la Marche du dix-neuvième siècle*. Cette dernière composition, à laquelle il consacra dix années de travail, est imprégnée de pensées philosophiques. Il est aussi, paraît-il, l'auteur d'un traité de dessin et de sculptures peu connues.

Fred. Alvin

Piron, *Levensbeschryvingen.* — Ed. Marchal, *La sculpture et les chefs-d'œuvre de l'orfèvrerie belges* (Bruxelles, 1895), p. 633. — *Annales de la Société archéol. de Namur*, t. III (1853), p. 407, note, et t. XV (1884), p. 42.

PINGRET (Arnould-Joseph), sculpteur et graveur en médailles, né à Bruxelles, en 1798, de parents français, mort à Paris vers 1863. Ayant quitté sa ville natale, dès son jeune âge, pour suivre ses parents qui étaient retournés en France, il fit à Paris ses études de dessin et entra dans l'atelier du baron Bosio, où il apprit à modeler et à sculpter. Egalement porté, par ses goûts, vers la gravure en médailles, il s'initia à la pratique de cet art chez différents maîtres et surtout chez Armand Lenglet, et débuta, au Salon de 1824, par un cadre de médailles, jointes à quelques *Esquisses allégoriques*. On le vit exposer ensuite : la *Séparation d'Héloïse et d'Abeillard* (1838); *Mme Pingret* (buste); l'*Horticulture*, le *Chancelier l'Hospital*, le *Docteur Bourgelot*, *Mlle Rachel* (1848). En tant que médailleur, Pingret, dont le burin fut pourtant des plus estimables, n'a pas beaucoup produit. Il grava un certain nombre de pièces pour la *Galerie métallique des grands hommes français* et pour celle des *Grands hommes étrangers*, une médaille (de 50 millim.) à l'effigie de l'empereur de Russie Nico-

las Ier, une médaille commémorative de l'Expédition de Morée et la médaille de grand module de la Colonisation de l'Algérie, qui lui fut commandée par le ministère d'Etat et qui fut exposée, à Paris, en 1853 et en 1855.

Fréd. Alvin.

Nagler, *Allgemeines Künstler Lexicon*, t. XI. — Bolzenthalt, *Skizzen zur Kunstgeschichte der modernen Medaillen-Arbeit*. — Vapereau, *Dictionnaire des contemporains*, 3e édit. — Mercey, *Histoire de la gravure en médailles en France* (extraite de ses *Etudes sur les beaux-arts*).

PINIUS (Jean). Voir PIEN.

PINNELL (Adam), professeur et orateur ecclésiastique, né à Grevenmacher (Luxembourg), en 1628, mort à Luxembourg, le 23 janvier 1690. Il entra dans la Compagnie de Jésus en 1651 et professa les humanités et la philosophie, notamment à l'université de Paderborn; il fut aussi appliqué à la prédication. On connaît de lui des *Theses philosophicae*, soutenues en 1665 par Hermann Tepen, et une oraison funèbre de l'archevêque de Trèves, Charles-Gaspard von der Leyen, prononcée à Trèves, le 20 juillet 1676 : *Leich-und Trost Predig ... bey der Hoch-Betrubten und Trawrigen Sepultur des Ertz-Bischofflichen Churfürstlichen Leich des ... Herrn Caroli Caspari a Petra, Ertz-Bischoffen zu Trier ...* Trèves, Chr.-Guill. Reulandt, 1676; in-fol., 18 p. avec 3 pll. Le P. Pinnell avait pris comme thème ces mots de l'*Apocalypse* de saint Jean : *Beati mortui qui in Domino moriuntur, opera illorum sequuntur illos*.

Paul Bergmans.

C. Sommervogel, *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*, t. VI (Bruxelles, 1895), col. 821-822.

PINNOY (Joseph), peintre de genre, né à Gand, le 11 février 1808, mort dans cette ville le 30 juillet 1866. Il fut élève de Joseph Geirnaert. Sans être un artiste d'un talent hors ligne, ses œuvres devinrent rapidement populaires. Parmi celles-ci, il faut citer un *Intérieur* avec figures, Bruxelles, 1833; le *Repos d'un jeune paysan*, Malines, 1834; le *Marchand de volailles*, Gand (Société des Amis des Arts), 1834; la *Leçon de lecture*, novembre 1834; l'*Oiseau apprivoisé*, 1836. Le Musée de Gand possède

un de ses tableaux : *le Joueur d'orgue* (H. 0.61, L. 0.76. Toile).

Pinnoy fut aussi lithographe et exécuta avec succès un grand nombre de portraits de célébrités gantoises. Parmi ses lithographies à « sujets », on doit citer celle où un vieux soldat de l'Empire, redevenu paysan, montre sa jambe mutilée à un conscrit en s'écriant : *Voilà comment l'empereur récompense ses braves*. Cette composition se voyait encore, il y a une quarantaine d'années, dans presque tous les intérieurs gantois.

Le *Festin de Lieven Uytzel* eut un succès plus grand encore et l'on en retrouve fréquemment des exemplaires, spécialement dans les anciens cabarets et chez les brasseurs de sa ville natale. L'*Enfant à la poupee* fut lithographié par lui pour l'ancienne Société des Beaux-Arts.

Pinnoy fut nommé, le 4 janvier 1844, professeur adjoint de la classe des principes à l'Académie royale de dessin de Gand, et conserva cette position jusqu'à sa mort.

L. Maeterlinck.

Siret, *Dictionnaire des peintres*. — Catalogues d'expositions. — *Catalogue du Musée de Gand*, par A.-P. Sunaert (Gand, 1870). — Archives de l'Académie royale de dessin de la ville de Gand.

PINSAR (Jacques-Joseph), auteur wallon, né à Liège, le 15 juillet 1783, y décédé, le 3 février 1853, était fils de Robert-Joseph et de Marguerite Lagasse. Il fut, de son métier, graveur sur bois et non sur armes, ainsi qu'il a été dit. Même, il avait une spécialité : il gravait surtout des vignettes et des marques de fabrique pour les marchands et les manufacturiers de tabacs. Comme littérateur, Pinsar a produit une bonne vingtaine de pièces de poésie, dont quelques-unes sont restées inédites. Indépendamment de boutades d'occasion, il s'est essayé dans le genre satirique, chansonnant, tour à tour, le régime hollandais, l'administration communale de Liège et les mœurs de son temps, ou faisant la critique de la chaire de vérité érigée, en 1843, dans l'église cathédrale de Saint-Paul. Sans avoir grande valeur, ces différentes

paskèyes ne sont point cependant dépourvues de tout mérite. Dans ses vers, dont les rimes sont souvent riches, Pinsar montre une certaine facilité et témoigne d'un esprit naturel. Par contre, on trouve trop d'inégalité entre les strophes d'une même composition de cet auteur. En prose, il laisse quelques *Observations sur l'orthographe liégeoise*, un petit *Recueil de locutions et proverbes liégeois* et un récit très court, mais assez curieux, mi-français mi-wallon, sur le *Traité des XXIV articles*. Ces différentes œuvres ont été éditées en plaquettes anonymes ou simplement signées des initiales J. et P. Quelques-unes se trouvent aussi dans *Novell collection di paskèye ligeois* (Liège, F. Oudart, 1845), et dans les *Étrennes liégeoises. Almanach* (Liège, Max Ghilain), années 1843 à 1847. Lors du décès de Charles-Nicolas Simonon, Pinsar a fait paraître, dans le *Journal de Liège* du 27 janvier 1847, des stances wallonnes à la mémoire du poète. Elles sont écrites dans le même rythme que *Li Cōparèye*, le chef-d'œuvre du défunt.

Joseph Defrecheux.

Bulletin de la Société liégeoise de littérature wallonne, t. II, 1859, p. 395 et 396; t. IV, 1861, p. 90 et 95. — Liège, *Histoire, Arts, Lettres, etc.* Liège, J. Daxhelet, 1881 (André Delchef, *Histoire de la littérature wallonne à Liège, 1830-1880*), p. 330 et 348. — *Bibliographie nationale*, t. III, 1897, p. 140.

PINTAFLOUR (Pierre), évêque de Tournai, né en 1502, à Strazele, châtellenie de Cassel, mort à Tournai, le 10 avril 1580. Il était le second fils de Mathias et d'Isabeau Marasse et petit-fils de Mathias Pintaflore, homme d'armes sicilien qui, enrôlé sous les ordres de Jean de Luxembourg au service de Charles le Téméraire, vint se fixer en Flandre après le désastre de Nancy. Après avoir commencé ses études littéraires, probablement chez les Frères de la vie commune à Bergues, il les acheva à la pédagogie du Lis à Louvain, où il avait été envoyé en 1519. Ses humanités terminées sous Pierre de Corte, professeur de rhétorique, il se fit inscrire à la Faculté des arts et obtint le grade de *magister artium* en 1524. Afin de diminuer les charges de ses parents

et de se créer les ressources qui lui permettraient de poursuivre ses études, il accepta de surveiller l'éducation de quelques jeunes gens de grande famille, élèves de l'université. Cotreau, son pagnéyriste, dit à ce propos : « S'il eust voulu suivre les cours et les maisons des grands, y eust esté bien venu et hautement caressé et y eust acquis de grandes richesses, veu qu'il avait esté précepteur d'enfans de grands seigneurs ». Mais Pintafleur préférait se vouer à l'enseignement public. Appelé vers 1533 à une chaire de philosophie au Lis, il prit, selon la coutume reçue, le surnom littéraire de *Thindari*, voulant rappeler ainsi l'origine sicilienne et la dévotion traditionnelle de ses ancêtres à la *Madona di Tyndaro*. Il professa la philosophie pendant sept ans, et eut comme collègues Martin Offermans, Josse Ravesteyn et Wolmar Bernaerts. Ce dernier, son compatriote et ami d'enfance, exerça sur sa formation intellectuelle et sur la direction de sa vie une influence prépondérante. Pintafleur et Bernaerts résolurent de consacrer aux études juridiques le temps que ne réclameraient pas leurs élèves de philosophie, et suivirent les cours de droit civil et de droit canon. Les deux licenciés *in utroque jure* avaient conquis leur grade avec tant de succès qu'en 1538 Bernaerts fut nommé professeur extraordinaire de droit canon, et qu'à la fin de 1539 la Faculté de droit civil offrit à Pintafleur la chaire de professeur extraordinaire de code. A cette chaire était attachée une des prébendes canoniales de Saint-Pierre, dites de la *seconde fondation*. Avant d'occuper sa stalle de chanoine (23 janvier 1540), Pintafleur n'avait plus à entrer dans la cléricature. Depuis quelque temps déjà, il était clerc, puisqu'en 1538, en vertu de *lettres de nomination* de l'université sur le chapitre de Saint-Omer, il avait *accepté*, comme on disait alors, une des deux portions de la cure de Saint-Sépulcre, à Saint-Omer. Ce bénéfice lui fut cependant contesté par Jean Ghérard, et tout fait croire que le professeur de Louvain ne put en prendre possession.

Pintafleur avait cru pouvoir préparer consciencieusement ses leçons sans négliger le soin des affaires litigieuses que ses amis lui confiaient. Mais bientôt il en sentit l'impossibilité, les procès au sujet desquels on le consultait devenant de plus en plus nombreux. Son amour de l'étude et ses relations avec ses collègues de l'*Alma Mater* l'auraient retenu à Louvain, si Charles de Croy, évêque de Tournai, ne s'en était pas emparé. Ce prélat, qui avait connu Pintafleur à l'université, le consulta d'abord sur quelques-uns des multiples procès dans lesquels l'engagement ses immenses richesses. Peu à peu il en fit son conseiller attitré et lui confia la haute direction de tous ses intérêts. Espérant se servir de la grande influence qu'il avait prise sur l'esprit de Charles de Croy, pour gagner cet évêque grand seigneur aux idées de réforme ecclésiastique, Pintafleur fit le sacrifice de sa carrière universitaire, résigna son canonicate, alla se fixer à Bruxelles, et prit place au barreau de cette ville, alors le plus important des Pays-Bas. L'ancien professeur de droit ne tarda pas à conquérir parmi ses nouveaux confrères une haute situation. Mais le succès ne l'éblouit point. S'étant marié, il devint bientôt veuf et songea à quitter le monde. Relâchant petit à petit les liens qui l'attachaient au barreau, il se mit tout entier au service de l'Eglise. C'est ainsi que, grâce à ses grandes relations, il facilita, par des négociations habiles, une entente entre l'évêque de Croy et son clergé pour la représentation du diocèse de Tournai au Concile de Trente. Pressé par Pintafleur d'obtempérer aux ordres du Saint-Siège, Charles de Croy convoqua à Gand une assemblée générale du clergé de Flandre. Cette réunion, à laquelle assista Pintafleur, avait pour objet de dresser le rôle des cotisations et de choisir des théologiens qui se rendraient à Trente comme délégués de l'évêque de Tournai, des abbés, des prélats et des chapitres du pays. Dans sa séance du 9 avril 1545, l'assemblée résolut d'envoyer Pierre Pintafleur à Louvain, pour prier l'université de désigner parmi ses

membres deux théologiens qui assisteraient au Concile. L'ancien professeur obtint d'abord l'acceptation absolue de François Sonnius. Ensuite, sur ses instances, Ruard Tapper, vice-chancelier de l'université, et Pierre de Corte, pléban de Saint-Pierre, lui promirent que Jean Leonardi Hasselius, ou Josse Ravesteyn, remplirait les fonctions de second député de l'évêché de Tournai, si les évêques de Cambrai, de Liège et d'Utrecht renonçaient à leur projet de choisir leurs théologiens parmi les membres de l'université. On sait que, les circonstances n'ayant permis ni à Hasselius, ni à Ravesteyn d'accompagner Charles de Croy à Trente, celui-ci choisit comme second théologien Laurent Pratanus, chanoine de sa cathédrale.

Vers 1550, Pintafleur abandonna complètement le barreau pour revêtir de nouveau l'habit cléricale. Muni de nouvelles *lettres de nomination* de l'université sur Jean de Cauchie, abbé de Saint-André du Coteau, il obtint la cure d'Hérinnes. Exempté de la résidence comme tous les bénéficiers nommés par l'*Alma Mater*, Pintafleur confia le soin de desservir sa cure à un prêtre de mérite, et employa une grande partie de ses revenus à la paroisse même. En 1554, il fit rebâtir le presbytère, et cent ans plus tard, lors de l'incendie de la maison curiale par les Français (1647), on se souvenait encore dans cette localité qu'il avait été « fort homme de bien et » grand aumônier ». Dans l'intervalle, Charles de Croy l'avait nommé chancelier de sa cour spirituelle, *sigillifer curiæ Tornacensis* (avant le 1^{er} juillet 1551). Pintafleur résigna ces fonctions le 13 décembre 1554, et succéda comme official à Michel de Cambry (mort le 8 décembre 1554) dont il avait été le suppléant. Personne mieux que lui ne pouvait, par sa prudence et par sa fermeté comme par l'étendue de ses connaissances juridiques et par la sûreté de son jugement, être à la hauteur de la délicate mission que lui imposait l'officialité. « Tenant » son siège comme un Moïse », dit Coteau, « il rendait à chacun ce qui lui

« appartenait et punissait selon raison
 « et équité les convaincus, ne s'escou-
 « lant et ne se fourvoyant aucunement
 « par corruption, ne donnant pied et ne
 « nourrissant les vices par dissimulation,
 « nonchalance ou dons que présentassent
 « les partis ». Son état de santé le força
 à se démettre de sa charge, le 1^{er} juillet
 1555. Vers la fin de la même année,
 Charles de Croy nomma son fidèle con-
 seiller chanoine de la cathédrale de
 Tournai. Pintaflour se préparait à entrer
 dans les ordres, lorsque la présidence
 du grand conseil de Malines, puis celle
 du conseil du Luxembourg lui furent
 offertes. Il déclina ces offres et reçut la
 prêtrise en 1555 ou dans les premiers
 mois de 1556. Il avait plus de cinquante
 ans. L'ancien official avait donné de si
 hautes preuves d'une fermeté pleine de
 mansuétude, mise au service de la grande
 œuvre de la réformation du clergé, que
 l'évêque Charles de Croy et Gilbert
 d'Oignies, qui sous son nom administrait
 le diocèse, désirèrent vivement lui don-
 ner une situation influente. Ils résolurent
 de le placer à la tête du chapitre. Le
 doyen de Notre-Dame était alors Pierre
 de la Trouillière. En 1557 intervint,
 entre celui-ci et Pintaflour, un contrat
 aux termes duquel ils établissaient les
 bases d'un échange de leurs bénéfices
 respectifs. Philippe II donna son con-
 sentement à cette permutation et délivra,
 le 5 août 1557, en faveur de Pintaflour,
 des lettres de nomination à la dignité
 décanale. Le nouveau doyen du chapitre
 ne faillit pas à la tâche qu'il avait ac-
 ceptée de travailler de tout son pouvoir
 à la réformation du clergé de Tournai.
 Il voulut d'abord prêcher d'exemple.
 Cotreau nous le décrit « redoublant sa
 « diligence aux exercices ecclésiastiques
 « pour montrer le chemin aux autres,
 « déclarant à tous comment ils devoient
 « vivre et incitant ceux qui estoient sous
 « sa charge par avertissement, dili-
 « gence et vertueux exemples à se porter
 « saintement en leur estat et profes-
 « sion ». Pieux, charitable, exemplaire
 en tout, s'il était sévère pour les délin-
 quants, il était en même temps homme
 de paix et savait dissiper les difficultés

qui s'élevaient entre les différents mem-
 bres du chapitre.

Pintaflour fut un des délégués du
 chapitre de Tournai au synode provincial
 de Cambrai, convoqué, pour le 24 juin
 1565, par l'archevêque Maximilien de
 Berghes, dans le but d'y promulguer les
 décrets du concile de Trente et de les
 faire accepter par ses suffragants et par
 les représentants des chapitres. Ces der-
 niers s'étaient réunis, le 22 août 1564,
 à Douai, avec des délégués d'autres cha-
 pitres exempts, à l'effet de se concerter
 sur les mesures à prendre pour conserver
 ceux de leurs privilèges que le concile
 venait d'abolir. Malgré ce fâcheux anté-
 cédent, l'archevêque mit tout en œuvre
 pour obtenir l'adhésion pleine et entière
 des députés des chapitres de sa province.
 Pintaflour joignit ses efforts à ceux du
 métropolitain et entraîna si bien ses
 collègues que les représentants des
 chapitres donnèrent leur adhésion, se
 contentant d'y ajouter cette protestation
 toute platonique : « Que la validité de
 « nos privilèges subsistera par l'autorité
 « du Saint-Siège si, après avoir présenté
 « nos raisons au Souverain-Pontife, il
 « donne quelque interprétation ou mo-
 « dération aux décrets du concile ». Pintaflour venait de rendre à l'Église un
 nouveau service. Il aurait épargné à la
 ville de Tournai l'épouvantable pillage
 de 1566, si les États du Tournaisis
 avaient suivi son conseil. En effet, à
 l'époque du synode provincial de Cam-
 brai, les hérétiques menaçaient de de-
 venir les maîtres à Tournai : on pres-
 sentait le moment où ils auraient recours
 à la violence pour interdire l'exercice
 du culte catholique. Parmi les membres
 des États, il y avait deux partis. Les
 uns comptaient sur la résistance de la
 population pour tenir tête à l'orage ; les
 autres, connaissant sa faiblesse, compre-
 naient que la force armée pouvait seule
 en imposer aux réformés. Les députés
 ecclésiastiques, ayant à leur tête le doyen
 du chapitre, demandèrent qu'après avoir
 fait connaître l'état des choses à Mar-
 guerite de Parme, on la suppliât d'en-
 voyer au plus vite quelques troupes.
 Leurs collègues combattirent cet avis

sous prétexte d'éviter les charges. Cette opinion prévalut, et la sûreté de la ville fut confiée à une milice urbaine. Mais on avait compté sans la connivence d'un certain nombre de bourgeois, secrètement gagnés aux nouveautés religieuses. Le 27 août 1566, l'iconoclastie fit son œuvre et Tournai resta sous la terreur jusqu'au jour où il fut occupé par les soldats de Philippe de Sainte-Aldegonde, seigneur de Noircarmes, le 3 janvier 1567. On s'aperçut trop tard qu'il eût mieux valu suivre les avis de Pintaflour.

Les troubles qui désolèrent alors Tournai et les environs ne permirent pas à Gilbert d'Oignies, successeur de Charles de Croy sur le siège épiscopal de saint Eleuthère, de convoquer, comme il l'aurait désiré, un synode diocésain immédiatement après la clôture du synode provincial de Cambrai. Sacré le 11 octobre 1565, il ne put réunir synodalement son clergé une première fois qu'en 1568. Dans un second synode tenu en 1574, il compléta les statuts de 1568. Sous l'impulsion de son vénérable doyen, le chapitre de Notre-Dame se fit un devoir d'exécuter les ordonnances synodales, mises en harmonie avec les décrets du Concile de Trente; il érigea des écoles dans toutes les paroisses de la ville, et une école dominicale qu'il entretenait à ses frais; il mit les usages, les cérémonies de la cathédrale en rapport avec le nouveau rituel romain.

Le 24 août 1574, Gilbert d'Oignies mourut à Courtrai. Dès le 30, le chapitre nomma vicaires capitulaires, le doyen Pintaflour, et les chanoines Jacques Laurent et Maximilien Manare. « Sur ces entrefaites », dit M^r Vos (*Les dignités et les fonctions de l'ancien chapitre de Notre-Dame de Tournai*, t. I, p. 123), « le chanoine trésorier Jean » de Berlaymont se rendit à Anvers « pour demander l'évêché de Tournai à l'assemblée de la confédération, qui le lui accorda ». Il ajoute que le chapitre, indigné de cette démarche insensée, en fit part à Philippe II, qui bannit pour toujours des Pays-Bas le chanoine trésorier » pour avoir osé demander

« l'évêché vacant de Tournai à l'assemblée des sept provinces confédérées à Anvers ». Nous croyons ce détail inexact, pour la raison que les Etats généraux ne siégèrent à Anvers qu'après le désastre de Gembloux (janvier 1578) et qu'il ne peut être question de la confédération des sept provinces avant l'union d'Utrecht (janvier 1579). Une démarche du chanoine de Berlaymont à Anvers, auprès de l'archiduc Mathias, se comprendrait mieux après le décès de Pintaflour. D'après M^r Cortyl, les chanoines, afin de prévenir toutes les intrigues, s'empressèrent de présenter eux-mêmes un candidat au siège épiscopal. Ils firent à Bruxelles et à Madrid les plus vives instances pour obtenir la nomination de Pintaflour, malgré l'intention manifestée par celui-ci de se soustraire à la charge qu'on voulait lui imposer. Philippe II se rendit au désir du clergé de Tournai, et le chapitre mit tout en œuvre pour décider son doyen à accepter l'épiscopat. Pintaflour s'inclina devant le vœu général. Ayant à cœur de lui voir prendre en main au plus tôt l'administration du diocèse, et sachant que sa charité lui avait fait dépenser tous ses revenus en bonnes œuvres, les chanoines se chargèrent de poursuivre à Rome l'obtention des bulles de confirmation et s'entremirent aux fins de trouver les fonds nécessaires pour payer les droits de provision et d'annate et les frais de consécration et d'intronisation.

Le 15 juin 1575, Pintaflour prit en personne possession du siège épiscopal, et fut sacré, le 31 juillet, dans la collégiale de Notre-Dame de Courtrai, par Martin Rythovius, évêque d'Ypres, assisté de Remi Drieux, évêque de Bruges, et de Ghislain de Vroede, évêque *in partibus* de Sélivrée, tous deux anciens professeurs de Louvain et compatriotes du nouveau pasteur. Le 17 octobre, il fit son entrée solennelle à Tournai.

Pintaflour n'occupa le siège épiscopal que pendant environ cinq ans. A l'exemple de Gilbert d'Oignies, il s'efforça d'établir dans le diocèse de Tournai les règles édictées par le Concile de Trente, pour la formation et la vie des clercs, pour

la collation des bénéfices et pour la résidence ecclésiastique. Si les tristes événements qui traversèrent son court épiscopat l'empêchèrent d'exécuter le projet qu'il avait conçu d'ériger un séminaire, il tint du moins la main à ce que les ordinants fussent sérieusement examinés. Sur les deux cent vingt et une cures que comptait l'évêché de Tournai, quatorze seulement étaient à la nomination de l'évêque; les autres étaient à celle de patrons parfois laïcs. Non content de ne conférer les paroisses dont il avait la nomination directe qu'à des prêtres irréprochables, il faisait examiner sévèrement les clercs présentés par les patrons. Il réagit également contre les abus simoniaques qui souillaient la collation de bénéfices n'emportant pas charge d'âmes. Dans cette œuvre de réformation, il fut surtout soutenu par deux hommes qu'il avait su se choisir comme ses principaux collaborateurs : le vicaire général Maximilien Manare et le chanoine Cotreau. Dans le même but de réformer le clergé, l'évêque entretenait toujours les meilleures relations avec les abbayes et les monastères de son diocèse; il comptait sur le bon exemple des moines qui avaient conservé ou recouvré l'esprit de leur ordre. Au point de vue politique, bien qu'il ne siégeât point aux Etats généraux, son influence fut réelle et efficace. Elle se fit sentir à Tournai, à Lille, à Courtrai et jusque dans les conseils de don Juan d'Autriche. Ce fut au nom de Pintaflour et de Remi Drieux, évêque de Bruges, comme en son nom, que Martin Rythovius, évêque d'Ypres, se rendit à Luxembourg, supplia don Juan d'avoir pitié de notre pauvre pays et d'arranger les affaires le mieux possible pour le conserver à la vraie foi et au roi, et lui donna l'assurance que la Pacification de Gand n'était pas préjudiciable, mais utile à la religion. Le résultat de cette démarche fut l'accord provisoire du 8 décembre 1576. Avec Rythovius, Drieux et Gérard d'Haméricourt, évêque de Saint-Omer, Pintaflour envoya aux Etats généraux une déclaration en faveur du traité du 8 novembre. Il signa également l'attestation collective des évêques belges sur l'état de la

religion dans les Pays-Bas, envoyée au Saint-Siège, à l'effet de justifier les Etats accusés de favoriser les protestants. Au mois d'août 1577, après l'occupation du château de Namur par don Juan, nous voyons Pintaflour, Rythovius et Drieux accourir à Bruxelles pour donner aux Etats leurs conseils touchant les moyens d'éviter la guerre. De nouvelles négociations furent ouvertes avec don Juan, mais n'aboutirent point. Les Etats déclarèrent don Juan déchu de sa charge et ennemi de la patrie; l'archiduc Mathias reçut le titre de gouverneur général. Morillon, vicaire général du cardinal de Granvelle, s'était retiré à Cambrai; les sièges d'Anvers et de Gand étaient vacants; Rythovius et Drieux se trouvaient captifs à Gand; Pintaflour était le seul évêque de la province de Malines qui résidât dans son diocèse, lorsque parut le fameux édit du 22 avril 1578, en vertu duquel les magistrats devaient imposer à tous, tant ecclésiastiques et religieux que séculiers, le serment d'assister Mathias « à la résistance et répulsion de l'ennemy commun don Jehan, » avec ses adhérens ». Le 17 mai, le prince d'Epinoy, gouverneur de Tournai et zélé partisan du prince d'Orange, exigea le serment, sous peine de bannissement, du chapitre, du clergé et des notables de la ville. Après en avoir délibéré avec les chanoines, Pintaflour, afin d'éviter l'exil de tous les ecclésiastiques, crut pouvoir prêter le serment moyennant cette clause restrictive : « N'entendant néanmoins par iceluy » serment contrevenir en rien à la religion catholique, apostolique et romaine, suivant les formes de la Pacification de Gand, ny à l'autorité et obéissance due à sa Majesté suivant » que tant de fois par les Estatz généraux » a esté déclaré et protesté ». Quelques chanoines toutefois, des religieux, les Jésuites entre autres, ne voulurent pas faire le serment, parce qu'ils estimaient sa prestation illicite, nonobstant la clause restrictive. Ils furent aussitôt bannis de Tournai. Quoi qu'il en soit de la licéité de ce serment, Pintaflour put demeurer au poste avec une grande partie du

clergé. Il empêcha ainsi les protestants de faire d'aussi nombreux adeptes qu'en 1566, et maintint le courage des catholiques, en attendant le jour où ceux-ci allaient se joindre aux *Malcontents*.

M^r Cortyl a trouvé aux Archives générales du royaume, à Bruxelles, une lettre adressée le 28 avril 1577 par le Taciturne à Pintaflour. Cette lettre, qui ne figure pas dans les *Archives et Correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau*, par Groen van Prinsterer, offre un grand intérêt. Deux manants de la châtellenie de Lille, Allard Le Maisnier et Antoine Hues, cités, sous l'épiscopat de Gilbert d'Oignies, devant l'officialité de Tournai, sous l'inculpation d'hérésie, avaient été condamnés par contumace. En juillet 1576, Le Maisnier, étant revenu à Tournai, avait été appréhendé sur l'ordre du promoteur, puis relâché sous caution, moyennant la promesse de se représenter à jour dit devant la cour. Une fois libre, il n'avait pas voulu comparaître et ses cautions avaient été mises en cause. A la prière des contumaces, le Taciturne écrivit à l'évêque de Tournai, pour lui demander, en vertu des articles V et X de la Pacification de Gand, de cesser les poursuites exercées tant contre Le Maisnier et Hues que contre leurs cautions. Pintaflour opposa au prince une fin de non-recevoir basée sur les lois en vigueur. Il lui rappelle que, si l'article V du traité de Gand suspend provisoirement l'exécution des anciens placards sur le fait d'hérésie, il laisse entière la juridiction coercitive des évêques, de droit commun, qui en est complètement distincte. Les articles V et X ne permettent pas aux manants de ce pays y ayant demeuré continuellement et y demeurant encore (comme c'est le cas pour les deux inculpés), de vivre autrement qu'en la foi catholique romaine, bien que, selon l'article IV, ceux de Hollande et de Zélande puissent fréquenter nos provinces sans être recherchés pour motif de religion, pourvu « qu'aucun scandale n'y advienne ». L'article X stipule seulement que les bannis et réfugiés « pour cause que dessus soyent restitués » en leur premier estat ». Le conseil

d'Etat et don Juan, auxquels Pintaflour avait communiqué son projet de réponse à Guillaume d'Orange, approuvèrent hautement l'attitude de l'évêque défendant la juridiction épiscopale contre une fausse interprétation de la Pacification de Gand.

La dernière année de l'épiscopat de Pintaflour fut extrêmement pénible. Depuis le traité d'Arras (17 mai 1579), le Tournaisis était l'une des provinces les plus malheureuses des Pays-Bas. Tandis que les Etats de Hainaut, d'Artois, et les villes de Lille, Douai et Orchies avaient signé la réconciliation avec le roi d'Espagne, le prince d'Epinoi, gouverneur de Tournai, y régnait en maître et refusait toute négociation avec Alexandre Farnèse. Les campagnes du Tournaisis étaient dévastées par les troupes royales qui voulaient forcer les habitants à se réconcilier avec Philippe II. La ville de Tournai était pleine de malheureux paysans campés sur les places, dans les rues et même dans les cours de l'évêché, avec ce qu'ils avaient pu sauver du pillage. Pintaflour visitait ses ouailles, les consolait, leur distribuait d'abondantes aumônes. Des prédicants et les réformés les plus compromis, que la réconciliation des provinces wallonnes avait refoulés jusque Tournai, traitaient cette ville en pays conquis et voulaient dominer l'opinion publique par la violence. La grande majorité des habitants, redoutant un siège terrible, demandait la paix à grands cris et priait pour l'obtenir. Le 26 janvier 1580, les Tournaisiens font une procession solennelle et offrent à la Vierge un cierge enroulé de la longueur des remparts de la ville. A l'occasion de cette offrande de la *soignée*, l'archidiacre Cotreau, pendant le service divin, exposa éloquentement les angoisses du peuple, ses craintes et sa soif de paix. Pintaflour espérait que cette manifestation de la volonté populaire avait ébranlé le gouverneur. Malgré sa mauvaise santé et ses infirmités, le vieil évêque, accompagné de Cotreau et des abbés de Saint-Martin et de Saint-Médard, se rendit au château dépeignit au prince le triste

état du diocèse et de la ville et le supplia de revenir au roi, qui lui tendait les bras. Mais d'Epinoy se déroba ; il ne pouvait, dit-il, que plaider la cause de la paix auprès des États généraux, qui seuls avaient autorité pour traiter avec Philippe II. Cet échec et les nouvelles lamentables qu'il recevait chaque jour du Tournaisis augmentèrent l'état de souffrance du vieillard : il mourut le 10 avril 1580. Le 2 mai, jour des obsèques, Cotreau prononça l'oraison funèbre de son ancien maître.

Par testament, Pintaflour stipula que ses biens patrimoniaux seuls iraient à ses héritiers ; tout le reste était destiné à des œuvres pies. Il créa plusieurs bourses pour l'apprentissage d'un métier, et plusieurs bourses d'études pour la philosophie et la théologie, qui subsistent encore aujourd'hui. Parmi les nombreuses libéralités testamentaires de l'évêque, relevons les legs de quarante-huit livres aux pauvres de Saint-Sépulcre à Saint-Omer, et à ceux d'Hérinnes, deux paroisses dont il avait autrefois obtenu les cures ; le legs de trois cents livres à la trésorerie de la cathédrale pour l'achat d'un voile d'autel de damas orné d'une croix de soie blanche, et le legs d'un ornement noir et deux cents livres à la fabrique de la même église. Après l'acquittement des legs, les exécuteurs testamentaires purent donner encore au chapitre, outre la bibliothèque et les ornements pontificaux de l'évêque, une somme de quatre mille florins.

Pintaflour avait demandé, dans son testament, à reposer, si le chapitre y consentait, dans le chœur de sa cathédrale, sous une simple pierre tombale ; mais les chanoines permirent de déposer ses restes dans le magnifique mausolée de Philippe d'Arbois, que les hérétiques avaient profané en août 1566. Ils restaurèrent le monument et y placèrent les statues des deux évêques, représentés à genoux dans des arcades ornées de colonnettes de marbre. On y grava l'épithaphe suivante :

PERCULSO ARBOSII SECTARUM CLADE SEPULCHRO
PETRUS PINTAFLOUR TER QUINTUS PRÆSUL AB ILLO,
VIR BONUS ET VITA PIUS ET SINCERUS IN OMNI,

(VIDISTIS CIVIS LACRYMASQUE IN MORTE DEDISTIS)
UT CINERES TUMULO PARITER SOCIARET EODEM,
ID NOVAT; ET QUINTO SUSCEPTI MUNERIS ANNO
EXHAUSTAM SENIO ET CURA, PASCHALIBUS ALBIS,
CŒLI COLLIS VITAM CLAUSIT; SUCCURE VIATOR.

L'évêque Pintaflour, dit M^r Cortyl, avait pris une devise qui rappelait deux des qualités maîtresses de son noble caractère, la sagesse et la prudence : *Sit mora consiliis*. Son blason, tel que nous le présente son sceau, était : *écartelé : au premier et au quatrième, d'argent, à trois têtes de lion d'or ; au deuxième et au troisième, d'azur, à trois balustres d'or, à l'écusson sur le tout portant une tour, d'où sortent deux crosses, à l'orle de fleur de lys*. Mgr Voisin, dans son travail sur les armoiries des évêques de Tournai, donne à Pintaflour un blason un peu différent : *écartelé, au premier et au quatrième, d'azur, à trois têtes de levriers d'or animées et béantes, au deuxième et au troisième de gueules à trois balustres d'or*.

A.-C. De Schrevel.

E. Cortyl, *Un évêque du XVII^e siècle. Pierre Pintaflour, évêque de Tournai de 1575 à 1580* (Lille, 1893). — Vos, *Les dignités et les fonctions de l'ancien chapitre de Notre-Dame de Tournai* (Bruges, 1898). — A.-C. De Schrevel, *Remi Drieux, évêque de Bruges et les troubles des Pays-Bas*, dans la *Revue d'histoire ecclésiastique*, année 1902. — P. de Ram, *Mémoire sur la part que le clergé de Belgique et spécialement les docteurs de l'université de Louvain ont prise au concile de Trente*. — Cotreau, *Sermon funèbre prononcé à l'église cathédrale de Tournai, le 11 mai 1580* (Paris, 1580). — Molanus, *Historiæ Lovaniensium libri XIV*. — Valère André, *Fasti academici*. — Reusens, *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*.

PINTEMONY, peintre flamand fixé à Séville, dans la seconde moitié du XVI^e siècle. Van Mander le renseigne comme ayant été, quelque temps, le maître du célèbre mariniste Henri Vroom. Les auteurs espagnols le passent sous silence. La physionomie du nom est peu flamande. Van Mander est pourtant formel, quant à l'origine du personnage. Il fait même un jeu de mots sur le sens du nom : peintre de singes, sans nous dire s'il s'agit d'un sobriquet. Nous n'avons rencontré aucune peinture de Pintemony.

Henri Hymans.

C. van Mander, *Schilderboeck*, biographie de Henri Cornelis Vroom.

PIOCH (*Auguste-Bienaimé-Désiré*), mathématicien, né à Zierickzee (Pays-Bas), le 11 octobre 1811, décédé à Ixelles, le 2 février 1846. Professeur à l'institut Gaggia, il fut attaché à l'école militaire, d'abord comme répétiteur, puis, lors de l'organisation définitive de cet établissement en 1838, comme professeur d'un cours d'analyse; il fut aussi secrétaire du conseil de la Caisse des veuves et orphelins des professeurs de l'enseignement supérieur.

Pioch est l'auteur des ouvrages suivants : 1. *Nouvelle méthode d'évaluer les fonctions symétriques élémentaires*, renfermant un nombre quelconque de lettres. Extr. des *Bulletins de l'Académie royale*, 1135, t. II, p. 252-257. Tiré à part. Bruxelles, 1835; in-8°. — 2. *Mémoire sur la résolution des équations*, suivi de notes sur l'évaluation des fonctions symétriques et sur la détermination des tangentes et des plans tangents. Bruxelles, Leroux, 1837; in-8°, 174 p. — 3. *Examen critique des opérations financières de quelques banques qui prêtent par annuités*. Bruxelles, Hayez, 1843; in-4°, 39 p. — 4. *Sur les fonctions arbitraires exprimées par des intégrales doubles*. Extr. des *Mémoires couronnés, etc., de l'Académie royale de Belgique*, t. XV, 2^e partie. Tiré à part. Bruxelles, Hayez, 1843; in-4°, 74 p. — 5. *Observations sur la Caisse des pensions des veuves et orphelins des fonctionnaires et employés de l'État*. Bruxelles, Hayez, 1845; in-8°, 44 p.

C. Bergmans.

Bibliographie nationale, t. III. — Vandermaelen, *Dict. des hommes de lettres, etc.* — *Moniteur belge officiel* (4 février 1846). — Renseignements fournis par M^r Pioch fils, général. — *Etat civil de la commune d'Ixelles*.

PIPELARE (*Mathieu*), compositeur, né à Louvain, vécut à la fin du xv^e et au commencement du xvi^e siècle. On ignore la date et l'endroit de sa mort. Il signait ordinairement ses œuvres du mot : « Pipe » (de Pijpe), signifiant un instrument à vent, désignant plus spécialement la flûte, suivi des notes *la*, *ré*. Vander Straeten rapporte que l'on trouve, en 1493, parmi les chantres de l'église Saint-Donat, à Bruges, un

chanteur du nom de Jean Pipelaere, peut-être un parent de Mathieu. Fétis nous apprend qu'Ornitoparchus (*Musica activa Micrologus*, lib. II, cap. 8) cite Mathieu Pipelare comme une autorité en ce qui touche les *proportions* de l'ancienne notation. Il est également cité dans le *Bellum musicale* de Claude Sebastiani. Dans cet ouvrage, paru en 1563, Sebastiani énumère les maîtres appelés à prendre part à la guerre entre le roi du plain-chant et le roi du chant mesuré, aspirant tous deux à la conquête de la souveraineté de la province de musique. Ce sont Josquin Desprès, Pierre de la Rue, Brumel, Henri Isaac et d'autres, auxquels vient s'adjoindre Pipelare, représentant les musiciens supérieurs, *caterorum principes*, car ils savent chanter, composer et diriger les compositions des autres. Ambros, de son côté, déclare que si Pipelare ne doit pas être considéré comme l'égal de Josquin et de P. de la Rue, on doit cependant reconnaître en lui un maître de valeur (ein guter Meister).

Les publications dont les titres suivent contiennent des œuvres de Pipelare : *Motteti a cinque Libro primo. Impressum Venetiis per Octavianum Petrutium Forsempronensem*, 1505 (Ave Maria); — *Liber quindecim missarum electarum quæ per excellentissimos musicos composita fuerunt. Misse quindecim ... editæ per Andream Antiquum ... Rome impressæ*, 1516 (Missa : *l'homme arme*, à 4 voix, signée Pippelare); — *Opus decem missarum quatuor vocum in gratiam scholarum atque adeo omnium musicæ studiosorum, collectum a Georgio Rhawo... Wittembergensi*, 1541 (comprend une « Missa de Ferial » (Ferialis), à 4 voix); — *Tricinia. Tum veterum tum recentiorum in arte musica symphonistarum, Latina, Germanica, Brabantica et Gallica, Wittembergæ, apud Georgium Rhau*, 1542 (une composition « Sensus carnis mors est », à 3 voix); — *Postremum vespertini officii opus, cuius priores partes, iam antea typis nostris editæ sunt. Magnificat octo modorum seu tonorum numero XXV. Quæ commendationem habebunt, cum ex authoribus, tum ex ipsa*

harmonia. Wittembergæ, apud Georgium Rhaw, 1544 (Magnificat III. toni, à 4 voix); — *Bicinia Gallica, Latina, Germanica, ex præstantissimis musicorum monumentis collecta, et secundum seriem tonorum disposita ... Wittembergæ, apud Georgium Rhaw, 1545* (une composition « *Virga tua et baculus* », à 2 voix).

D'après Fétis, le manuscrit de la Bibliothèque royale de Munich, n° 34, provenant de la chapelle des ducs de Bavière, contient de Pipelare une antienne à 4 voix : *Vita dulcedo*. D'autre part, le manuscrit in-folio n° 215-216, appartenant à la Bibliothèque royale de Bruxelles, comprend également des compositions de Pipelare (motets à la Vierge).

Les archives musicales du Vatican contiennent de ce compositeur une messe : *l'homme armé*, et une autre messe : *Fors seulement*.

Deux autres compositions de Pipelare figurent au ms. n° 125 de la bibliothèque de Cambrai décrit par de Coussemaker; notamment une chanson flamande : *Ik weet eene molenarinne*, ainsi qu'un motet : *O dulcis anima mea*, tous deux à quatre voix. Le ms. dont il s'agit, portant le millésime 1542, a appartenu autrefois à Zeghere de Male, marchand demeurant à Bruges. Enfin, le ms. Basevi, à Florence, décrit par le chevalier de Burbure, contient de notre musicien les chansons à quatre voix : *Fors seulement* et *Een vrolic wesen*.

Van Maldeghem, qui malheureusement n'indique jamais les sources auxquelles il puise, a reproduit dans le *Trésor musical*, 1878, n° 5, p. 7, très probablement d'après le manuscrit de Cambrai, la chanson : *Ik weet een molenarinne*. Le *Trésor musical*, 1865, n° 6, p. 12, contient également de Pipelare la chanson à quatre voix : *Quand vers le soir, auprès de la fontaine*.

Florimond van Duyse.

E. de Coussemaker, *Notice sur les collections musicales de la bibliothèque de Cambrai* (Paris, 1813), p. 121 et suiv. — Fétis, *Biographie des musiciens*, 2^e éd. — R.-J. van Maldeghem, *Trésor musical, musique profane*, années 1865 et 1878. — Eitner, *Bibliographie der Musik-Sammelwerke* (1877), p. 789. — Ambros, *Geschichte der Musik*, t. III (1881), p. 239. — Edm. Vander Straeten, *La musique aux Pays-Bas*, t. VI (1882),

p. 296. — L. de Burbure, *Etude sur un manuscrit du XVII^e siècle*, suivie d'un post-scriptum sur le *Bellum musicale* de Cl. Sebastiani (Mémoires couronnés et autres mémoires publiés par l'Académie royale de Belgique, t. XXXIII (1882), p. 1 et suiv.). — Fr.-X. Haberl, *Bibliographischer und thematischer Musik-katalog des päpstlichen Kapellarchivs im Vatikan zu Rom*, publié dans les *Beilagen zu den Monatsheften für Musik-Geschichte*, 1888.

PIPELS (*Jean*), architecte renommé, du XVII^e siècle. Né à Bois-le-Duc (ancien duché de Brabant), il vivait encore vers 1526. Il construisit, pour la belle église Saint-Jean de cette ville, une tour en bois, qui avait trois cents pieds de hauteur, et qui fut incendiée en 1585.

Edmond Marchal.

J. Immerzeel, *De levens en werken der holl. en vlaamsche kunstschilders*, t. III, p. 340.

PIPPINCK (*Henri*), HENRICUS PIPPINUS, né à Cassel, dans la Flandre, au commencement du XVI^e siècle, mort dans cette ville vers 1580. Il prit l'habit de cordelier de l'étroite Observance dans la province ecclésiastique de la Basse-Germanie. Il fut un prédicateur distingué et ce fut probablement pour cette raison qu'on l'envoya en Angleterre lors du mariage de Philippe II avec Marie Tudor, pour retenir ou ramener les Flamands, qui accompagnaient ce prince, dans la religion catholique. Il gouverna aussi le couvent d'Anvers, et, en 1564, il fut nommé provincial de la Basse-Germanie. Vers ce temps, Pippinck, ainsi que plusieurs de ses confrères, inclina vers les doctrines de Baius. Mais Pie V, par une bulle du 1^{er} octobre 1567, proscrivit ces doctrines. Maximilien Morillon, grand vicaire de Malines, s'occupa avec succès de ramener les Cordeliers aux doctrines catholiques.

Pippinck termina son provincialat dans le courant de l'année 1568. Mais il continua avec succès ses prédications. Ainsi, le 26 septembre 1568, il prêcha à Malines et, au témoignage de Morillon, « toute la ville à un merveilleux contentement du jadis ministre Pépin ». On le consulta aussi pour les affaires politiques, comme il résulte d'une lettre de Morillon à Granvelle, écrite de Bruxelles, le 4 avril 1571, à propos

d'une requête du magistrat de cette ville au sujet du dixième denier. Pippinck ne devait pas être fort partisan de mesures de rigueur, car Morillon le range parmi les « gens irrésoluz ».

Il a laissé plusieurs sermons inédits. Ou a de lui, à la Bibliothèque royale de Bruxelles, ms. n° 3988, trois opuscules réunis sous le titre de *Gheestelyke leeringen*.

Il publia, en 1567, la troisième partie des œuvres poétiques d'Anna Byns, sous le titre : *Een seer soon ende suyver boeck, verclarende die moghentheyte Gods, ende Christus ghenade, over die sondighe menschen. Daer boven die varachtighe oorsake vander plaghen groot die wy voor ooghen sien : met veel scoone vermaninghe, totter duecht, bewijsende dat een oprecht gheloove, met een nieu leven in Christo is, den rechten wech om Godts toorn van ons te keeren, hier pays te vercrighen, ende hiernaemaels het ewich leven, ghemaect met grooter const door die eerwerdige, godvruchtige, catholijcke ende ser vermaerde Maghet Anna Bijns, in den oprechten gheest Christi, seer hooghe verlicht woonende binnen Antwerpen, ende die jonckheyt instruerende in het oprechte catholijck gheloove. Nu eerst in't openbaer gebracht door B. Henrick Pippinck, Minister provinciael, van deser Nederduytslanden*. Anvers, P. van Keerberghen, 1567; in-8°. Une autre édition de cet ouvrage parut en 1611, à Anvers, chez Jér. Verdussen.

En 1566 également, il publia : *Het Bruylocht Cleedt der Liefden Gods, verclarende hoe seer dat een yegelijc Christen mensche van noode is totter salicheyt, ende wat groote wonderlijcke vruchten die Charitate in dye siele der menschen is werckende. Ghemaect by broeder Frans Vervoort, ghecorrigeert ende int licht gebracht by den Eerneerdighen Heere Broeder Hendrick Pippinck, Minister Provinciael van Nederduytslant*. Anvers, P. van Keerberghen, 1566; in-8°. Pippinck dédia cet ouvrage à Marie de Lannoy, marquise de Berg et comtesse de Waelhem, pour la remercier de la protection qu'elle accordait à l'ordre dont il était provincial.

Enfin il publia encore : *Het Smeert des Gheloofs om te beschermende Christen Kercke teghen die vyanden des Waerheys, ghetogen wt die heylige Schrifture, wt die heylige Concilien, ende wt die alderoutste Vaders ende Doctoren der heyliger Kercken. Gemaect in Fransoyse tale van B. Nicolaes Grenier, Religioos van S. Victors, ende overgestelt in Duytsce : nu int licht gebrocht door B. Henrick Pippinck, Minister Provinciael der Nederduytslanden*. Anvers, J. van Ghelen, 1568; in-12.

A. van Renterghem.

Ouvrages cités dans l'article. — Paquot, *Mém. litt.*, t. XV, p. 148. — S. Dirks, *Hist. des frères mineurs*, p. 90. — Vander Aa, *Bibl. woordenb.*, t. IX, p. 99. — M. Baius, *Opera*, éd. G. Gerberonius, pars II, p. 63, 69, 70, 74, 147, 148. — Sanderus, *Chrogr. sacra. Brab.*, t. III, p. 204-205. — Pouillet, *Correspondance de Granvelle*, t. III, p. 434, 469-470, 369; t. IV, p. 163-166.

PIQUOT (Roland), écrivain ecclésiastique, né à Bruxelles vers 1439, mort en 1507. Il entra dans l'ordre des Prémontrés à l'âge de dix-neuf ans et prononça ses vœux à l'abbaye de Diligem en 1458; il remplit les fonctions de sous-prieur et de maître des novices et fut proclamé docteur en droit canon en 1467, à l'université de Louvain. Il devint abbé de l'abbaye de Diligem en 1469, à peine âgé de trente ans, et administra sa communauté avec une habileté et une prudence parfaite à une époque troublée par les guerres et le brigandage. Accablé d'infirmités, il abdiqua spontanément en 1501. Piquot écrivit des *mémoires* sur l'histoire de l'abbaye de Diligem de son temps. Malheureusement ce manuscrit paraît être perdu; il n'a été signalé jusqu'ici nulle part. Voici le renseignement latin qui nous fournit le titre du manuscrit : *Conscripsit libellum accuratissimum de vilit sua, sive de eis, quæ sui regiminis, ac utriusque successoris, quamdiu superfuit ipse, temporibus Diligemi contigerunt. Est diarium ms.*

Léonard Willems.

P. Ambros de Leeuwet, dans Sanderus, *Conobiographia sacra Abbatie Jettensis*, 1re édit., 1639, p. 13-14. — Hugo, *Amal.*, t. I, col. 607. — G. Lienhart, *Spirit. lib. Norbert*, 1771, p. 403. — Léon Goovaerts, *Bibliographie des Prémontrés*, t. II, p. 48.

PIRARD, évêque de Liège, succéda à Walcaud, en 836, et eut pour successeur Hardgard, élu en 840. C'est tout ce qu'Anselme nous apprend de ce personnage, et Gilles d'Orval n'est pas mieux renseigné. Jean d'Outremeuse veut en savoir beaucoup plus que ses prédécesseurs du XI^e et du XIII^e siècle; s'il fallait en croire cet écrivain, Pirard serait fils de Renier de Bar et petit-fils du comte de Namur; il aurait été archidiacre de Hainaut et, à la suite d'une vision, aurait construit, en l'honneur de saint Germain et de saint Caprais, une église desservie par douze moines. Nous donnons ces fantaisies pour ce qu'elles valent, et préférons laisser à jamais blanche la page où devrait être écrite l'histoire de l'évêque Pirard.

A. Delescluse.

Gesta episcoporum leodensium, M. G. H., t. VII et XIV. — J. d'Outremeuse, *Ly Myreur des Histors*, éd. Borgnet, Bormans, t. IV, p. 46, 24, 22.

PIRARD DE LAVAL (Français).
Voir PYRAU.

PIRÉ (Joseph-François-Antoine), instituteur, né à Rumes (Hainaut), le 23 octobre 1778, fils de Joseph-François Piré et de Marie-Thérèse Creners, décédé à Bruxelles, le 8 mars 1857. Licencié ès lettres, Piré devint instituteur à Bruxelles et fut un maître d'école fort distingué pour son époque. Ayant fait ses humanités, il cultivait la muse à ses loisirs et collabora au *Recueil annuel de poésies de la Société de littérature de Bruxelles* (1818 et 1819, 1820, 1822 et 1823), ainsi qu'à l'*Almanach libéral*, Bruxelles, Maubach, 1820. On a de lui : 1. Une *Ode sur la chute de Buonaparte*. S. l. n. d.; in-8°, 7 p. — 2. Les *Étrennes mathématiques*. Recueil d'exercices et de problèmes curieux sur toutes les parties de l'arithmétique, de l'algèbre et de la géométrie, la plupart neufs et inédits. 1^{re} partie. Questions. Bruxelles, Deprez-Parent, 1849; in-8°, 2-64 p. — 3. *Fugitiva carmina variis vitæ temporibus et occasionibus condita et nuper delectu habito, in lucem edita a J.-F. Piré*. Bruxelles, Delvingne et Callewaert, 1853; in-8°, 71 p.

Dans son *Ode sur la chute de Buonaparte*, Piré bafoue, non sans un certain lyrisme, Napoléon au point de vue politique, social, militaire et religieux. Il fait ensuite un brillant éloge de la dynastie des Bourbons en la personne de Louis XVIII. La pièce est originale; elle a certainement du souffle, mais quelques vers sont malheureusement déparés par des locutions peu poétiques. Les *Fugitiva carmina* comptent trois parties. La première renferme des épîtres, des épigrammes, des bons mots et quelques traits d'esprit. La seconde est intitulée : *Synonymiæ*. C'est un recueil de quelques pages, traitant des différences entre les synonymes au moyen d'exemples; morceaux très courts, de deux vers à quatre vers maximum. La troisième : *Plantæ Flores Fructus. Selecta disticha ex Herbario Dni L. P.*, comprend une copieuse série de morceaux, tous de la longueur d'un seul distique. Ils définissent la plante, l'arbre ou la fleur, ou parfois une particularité quelconque. On y voit surgir de temps à autre une belle pensée philosophique, une allusion piquante, une saillie fine.

L'*Almanach libéral* contient un seul morceau de Piré : le *Royaume de l'Ultratie*, satire dirigée contre les *ultra*, dont les éditeurs s'occupent quelque peu dans une courte préface : ... « Adieu « donc, ami lecteur; toutes sortes de « prospérités à vous, à nous, à notre « prochain, dont nous croyons cependant « devoir excepter les capucins, les jésuites, les frères ignorantins, les missionnaires et les *ultra* de toute espèce ».

D^r Edmond Deffernez.

PIRÉ (Louis-Alexandre-Henri-Joseph), botaniste, né à Bruxelles, le 3 mars 1827, mort à Ixelles, le 16 juillet 1887. C'est sous la direction de son père (voir l'article précédent), qui avait été instituteur et qui était devenu directeur d'une institution d'enseignement mutuel, que Louis Piré fit ses études littéraires. Tout jeune encore, il suivit la carrière de son père en entrant dans l'enseignement primaire. Plus tard, il fut appelé à donner des cours dans une

des classes inférieures de l'Athénée, où il devint quelques années après professeur de sciences naturelles chargé du cours de botanique et de zoologie. Pendant ses premières années dans l'enseignement, rien ne pouvait faire soupçonner qu'il deviendrait un jour naturaliste, car, jusqu'en 1851, ses publications furent purement littéraires. Ce sont les suivantes : 1. *Légendes et traditions de la Belgique*. Traduites librement du texte allemand de Marie de Ploennies. Cologne, 1848; in-16. — 2. *Recueil de chants notés*. Nivelles, 1849; in-18 (en collaboration avec T. Braun). — 3. *De Wisselbrief, blyspel in drie bedryven door August Schrader, vertaald door P^{***}*. Bruxelles; in-18. Il ne devait pas continuer à occuper ses loisirs dans cette première direction littéraire. L'exemple de quelques amis l'entraîna vers l'étude de la botanique, pour laquelle il devint passionné. Il fit de nombreuses herborisations aux environs de Bruxelles et sur divers autres points du pays. En 1862, lors de la fondation de la Société royale de botanique de Belgique, ses connaissances botaniques le firent choisir comme secrétaire de la nouvelle association. C'est à partir de cette époque qu'on le voit se livrer avec une grande ardeur aux recherches qu'il a poursuivies jusqu'à sa mort. Pendant son secrétariat, qui prit fin en 1867, il dirigea le Bulletin de la Société avec le plus grand zèle et l'enrichit de notices et de rapports très intéressants, ayant trait à la flore rurale du pays. Après avoir quitté le secrétariat, il ne cessa de collaborer activement au Bulletin de la Société. Parmi les notices et mémoires publiés par Piré dans ce recueil, on doit citer : 1. *Les Sphaignes de la flore de Belgique* (1867). — 2. *Recherches bryologiques* (1868, 1869 et 1871). — 3. *Spicilège de la flore bryologique des environs de Montreux-Clarens* (1882). — 4. *Les muscinées des environs de Spa* (en collaboration avec J. Cardot), 1885. A partir de 1873, la Société royale Linnéenne, dont il était un des membres les plus actifs, publia de lui, dans son Bulletin, des notices sur divers sujets botaniques. En dehors de ces deux

recueils périodiques qu'il a enrichis de ses communications, Piré a publié les ouvrages suivants : 1. *Flore analytique du centre de la Belgique* (en collaboration avec F. Muller). Bruxelles, 1866; in-18. — 2. *Les végétaux inférieurs*. Bruxelles, 1882; in-18. — 3. *Les condiments*. Bruxelles, 1883; in-18. — 4. *Flore bruxelloise*. Bruxelles, 1883; in-18, 2^e éd. (La première édition avait paru dans le Bulletin de la Société Linnéenne en 1873.) — 5. *Les mousses de la Belgique*. Bruxelles, 1870-1871, deux fascicules renfermant cent espèces de mousses desséchées.

Par ses publications, par les nombreuses herborisations qu'il a dirigées, ainsi que par les réunions intimes qui avaient lieu chez lui entre botanistes habitant Bruxelles, Piré a beaucoup aidé aux progrès de la botanique rurale dans notre pays. On doit ajouter que c'est à lui que nous devons le réveil des recherches bryologiques qui, aujourd'hui, sont poursuivies avec tant de succès. En 1883, après sa mise à la retraite comme professeur, Piré prit, aux grands regrets des botanistes bruxellois, la résolution de quitter Bruxelles pour aller se fixer à Spa avec sa famille. Son but était, en se rapprochant des montagnes de l'Ardenne, de pouvoir se livrer plus complètement à l'étude des mousses qui abondent dans notre région montagnaise. Malheureusement, il ne put jouir longtemps de la retraite studieuse qu'il s'était choisie. En 1887, il fut ramené à Bruxelles pour y subir une grave opération, à laquelle il ne tarda pas à succomber.

Fr. Crépin.

Fr. Crépin, *Bulletin de la Société royale de botanique de Belgique*, t. XXIX, 1^{re} partie, p. 716.

PIRES (Jacques), écrivain ecclésiastique, né à Anvers, le 22 janvier 1680, mort à Bruxelles, le 3 janvier 1750. Entré dans la Compagnie de Jésus, il fut admis au noviciat de Malines, le 27 septembre 1698, et occupa des charges importantes dans son ordre. Il fut professeur de théologie à Ypres et à Louvain, préfet du Museum Bellarminum, recteur des collèges de Malines et de Bruxelles. Il a publié, outre plu-

sieurs thèses dont on trouvera l'indication dans la *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*, les deux ouvrages suivants :

1. *Schat der ziele alwaer de mensch geleert word, op wat manier hy door de verstervinge der sonden en quade begeerlykheden kan geraeken tot de volmaeckheyd der Liefde Gods ende syns naestens, en eyndelyk bekomen de saligheyd van syne ziele.* Ypres, P.-J. de Rave, 1727; in-16, 125 p.; Gand, E.-G. Lemaire, 1753; in-12. — 2. *Commentarius in sanctum Jesu Christi Evangelium secundum Matthæum etiam collatum cum Evangelio Marci, Lucæ et Joannis in iis quæ habent communia.* Louvain, Martin Van Overbeke, 1747; in-8°; Malines, P.-J. Hancicq, 1823; in-8°.

Émile van Arenbergh.

Sommervogel, *Bibl. de la Comp. de Jésus*, t. VI, p. 849.

PIRET (*Jean-Joseph*), publiciste, né à Silenrieux, le 18 avril 1758, décédé à Liège, le 11 janvier 1838. Après avoir fait ses humanités au collège des Augustins, à Bouvignes, et son cours de droit à l'université de Douai, il vint pratiquer comme avocat à Liège. Une contestation s'était élevée au sujet d'un riche canonicat de Florennes, auquel un nommé Denisart était appelé, et que lui contestait l'abbé Toussaint, fort de l'appui du bailli Ranscelot, avocat. Deux mémoires furent publiés, en faveur de Denisart, par Piret, qui obtint gain de cause dans toutes les instances, et dans plusieurs procès auxquels cette affaire donna lieu. Ce succès établit la réputation de Piret comme avocat et contribua à sa nomination (2 mars 1787), par le prince de Liège, en qualité d'échevin de la haute cour de justice de l'avouerie de Fléron, ce qui ne l'empêcha pas d'occuper sa place au barreau. A l'avènement de Hoensbroeck à l'évêché de Liège, les jeux de Spa avaient pris une extension tellement dangereuse pour les mœurs publiques que le prince-évêque se vit forcé de restreindre la permission de jouer, en renouvelant, le 16 juin 1785, un ancien édit de 1684 relatif à cet objet. Noël Levos, sans égard à cette

ordonnance de police, érigea une salle plus vaste que les deux qui existaient jusque-là. Sur la défense du Conseil privé (11 juillet 1785), Levos se pourvut aux dicastères de l'Empire, et loua sa salle à Paul Redouté. Le prince l'ayant fait fermer, Redouté porta plainte au tribunal des Vingt-Deux. Le 29 août 1784, ce tribunal, et le 5 décembre suivant, les reviseurs des Vingt-Deux déclarèrent que le mandement de l'évêque était inconstitutionnel, uneloi ne pouvant être portée que des *sens du pays*, c'est-à-dire du consentement des trois Etats. Une simple question de *police* fut ainsi transformée en une question de *droit régalien*, de souveraineté du peuple, de suprématie entre le prince et la nation, et donna naissance à des discussions irritantes qui provoquèrent l'examen des lois fondamentales de la principauté et qui contribuèrent puissamment à amener la révolution liégeoise de la fin du XVIII^e siècle. Appelé à se prononcer sur cette question, le Tiers-Etat jugea nécessaire de recourir aux lumières de Piret. Il émit l'avis que le prince jouissait du pouvoir souverain en matière de police. Ce sentiment fut partagé par l'Etat consultant qui, le 27 mars, rendit, à l'unanimité des vingt-quatre membres, un *récez* (décision) dans ce sens, auquel accéda trois jours après l'Etat primaire, à l'unanimité des voix, moins une, alors que le même jour (30 mars), l'Etat noble se prononçait dans le sens contraire, c'est-à-dire dans le sens de la sentence des Vingt-Deux. Ce conflit donna lieu à une agitation populaire à Liège et à Verviers, excitée encore par la publication d'une douzaine de mémoires répandus à profusion. Piret prit la plume pour soutenir l'avis qu'il avait donné au Tiers-Etat, et publia son mémoire : *De la souveraineté du Prince-Evêque de Liège et de ses Etats*. S. l.; in-4° de VIII-84 p. L'auteur s'efforce de démontrer, par l'histoire et par la doctrine des jurisconsultes, que « le pouvoir législatif, en matière de « police, réside dans l'Eglise de Liège, « c'est-à-dire dans l'évêque et son conseil « privé, mais que le prince ne peut

« changer le corps des lois, ni les paix, « ni les privilèges, sans l'avis de ses « Etats ». La logique de cet écrit est serrée, le raisonnement bien déduit et le style correct. Au système de Piret, l'avocat Lesoinne opposa le mémoire intitulé : *Démonstration de l'observance de la Paix de Fexhe jusqu'à nos jours*; in-4° de 30 p. Une réponse, moins solide, mais qui eut plus de retentissement, fut celle de Bassenge dans ses *Lettres à l'abbé de Paix*, qu'il croyait être l'auteur du mémoire attribué à Piret. Le 6 mai 1787, les commissaires reviseurs intentèrent à Piret une action pour avoir tourné en ridicule leurs fonctions, droits, privilèges et prérogatives qui n'avaient jamais été contestés avant lui. Piret leur répondit par l'écrit suivant : *Lettre de Piret, avocat, à MM. les commissaires de Liège, en réponse au mémoire que ces messieurs lui ont fait insinuer par leur chambellan* (1787, 9 mai); in-8° de 8 p. Le 28 juin 1787, la cour impériale de Wetzlar, devant laquelle Levoz s'était pourvu en appel, déclara incompétent le tribunal des Vingt-Deux et légala la fermeture de la salle de Levoz-Redouté. C'était le triomphe complet du prince-évêque et de ses défenseurs : Wasseige, Warzée et Piret. Quoique cette sentence fût mal accueillie du public, le prince se décida néanmoins à la faire exécuter en faisant fermer *manu militari* la salle de Levoz-Redouté. La noblesse protesta. Redouté, soutenu par l'opinion publique, ne se tint pas pour battu. A la fin de juillet, il adressa une plainte au tribunal des Vingt-Deux, dans le but d'arriver à l'annulation de la sentence de la cour souveraine de Wetzlar. Il manœuvra si bien qu'il se fit accorder, par le parti opposé au prince, un mandement qui l'autorisait à exploiter, en sa faveur, les jeux de Spa contre Robert qui les exploitait, lui, autorisé par le prince. Dans ces conjonctures, Piret publia les trois mémoires suivants : *Exposé des actions nouvelles intentées par Paul Redouté et ses adhérents aux officiers et à la cour de Spa* (août 1787); in-8°, 18 p. — *Suite à l'Exposé...* (août 1787); in-8°, 3 p. —

Autre suite à l'Exposé... (18 septembre 1787); in-8°, 15 p. La publication des deux premiers de ces mémoires valut à leur auteur un procès, qui lui fut intenté par les Vingt-Deux. Piret était accusé « d'avoir eu l'audace de signer « et de distribuer deux mémoires dans « lesquels il y a des passages qui portent « atteinte au tribunal des Vingt-Deux, « qui scandalisent et outragent la nation ». Le troisième mémoire est une réponse à cette accusation, principalement aux diatribes du bourgmestre de Chestret de Hanefte, publiées à la fin du mois d'août. Vers la fin du mois de septembre, le pays de Liège fut inondé de libelles. Piret était le point de mire de toutes ces attaques. Le 16 août 1789, Piret, poursuivi par le peuple, à la fureur duquel il parvint toutefois à se soustraire, fut noyé en effigie dans la Meuse. Le 18 du même mois, le prince Hoensbroeck fut violenté dans son château de Seraing et emmené en triomphe à l'Hôtel de ville à Liège. Le 27, il se déroba par la fuite aux insultes et aux violences du parti démocratique et ne reentra dans ses états que le 13 février 1791. Piret, en récompense du dévouement qu'il avait montré envers le prince, fut, en 1792, nommé conseiller des finances, conseiller intime et avocat de Son Altesse. Il ne jouit de ces honneurs que peu de temps. Le 8 mai 1792, la Convention nationale de France ayant décrété la réunion du pays de Liège à la France, qui toutefois ne fut définitive que le 1^{er} octobre 1795, Piret dut prendre la route de l'exil, à l'exemple d'un grand nombre de ses concitoyens. Arrivé à Brème, en juillet 1794, il dut, pour subvenir aux besoins de son existence, exercer successivement l'industrie de fabricant de chandelles, les fonctions d'instituteur et la profession de commis négociant. Plus tard, en 1801, rentré dans ses foyers, il établit une sucrerie de betteraves, la première, paraît-il, qui fut établie dans le pays de Liège. En 1815, le roi des Pays-Bas le nomma aux doubles fonctions de membre de la commission relative au tarif des droits d'entrée et de sortie et de membre du syndicat d'amortissement. Il fut pen-

sionné par les Etats allemands comme ancien conseiller du prince-évêque de Liège, et, le 20 juin 1817, il fut nommé conseiller à la cour supérieure de Liège, place honorable qu'il occupa avec distinction jusqu'à sa retraite, le 4 octobre 1832.

F.-D. Doyen.

Ouvrages de Piret et ses papiers de famille. — *Journal de Liège* du 17 janvier 1838. — Britz, *Jean-Joseph Piret, publiciste liégeois ou constit politique élevé au sujet des jeux de Spa, à la fin du XVIII^e siècle*, dans la *Revue historique du droit français et étranger*, t. IV (1858), p. 400-417. — Ad. Borgnet, *Hist. de la Révolution liégeoise, passim*. — Doyen, *Bibliographie namuroise*, nos 979, 1027, 1028, 1029.

PIRLOT (*Charles-Louis-Joseph*), professeur, géographe, né à Huy, le 2 pluviôse an XII (21 janvier 1804), décédé à Namur, le 26 avril 1843. Après s'être préparé, par de bonnes études, à entrer dans l'enseignement, il obtint, en 1828, une place de professeur au collège royal d'Ath, ville dans laquelle il vint s'établir et où il se maria. Professeur de quatrième, de 1828 à 1831, de la classe spéciale de français, de 1831 à 1834, il fut également chargé, à partir de ses débuts, du cours d'histoire et de géographie. Appelé, en 1834, à réoccuper sa première chaire, il la conserva jusqu'en octobre 1837, époque à laquelle il crut devoir démissionner pour fonder, à ses frais et sous le patronage du clergé, un pensionnat en concurrence avec l'établissement d'où il sortait, pensionnat qui devait devenir plus tard le collège épiscopal de Liessies. N'ayant rencontré dans son entreprise ni le succès ni les encouragements auxquels il s'attendait, le chagrin s'empara de lui et sa santé s'altéra. Il était atteint du mal qui devait l'emporter quand, le 11 novembre 1842, après la mise à exécution de la loi sur l'enseignement primaire et en manière de compensation, il fut nommé inspecteur à Namur. Aussi n'eut-il pas le temps d'exercer ces fonctions.

On doit à Pirlot quelques ouvrages classiques, anciennement adoptés dans la plupart des maisons d'éducation, et dont voici les titres : 1. *Abrégé méthodique de la géographie universelle, avec des notes sur la géographie ancienne,*

à l'usage des jeunes Belges. Bruxelles, 1830; in-12. Cet ouvrage eut quatre éditions; la dernière porte la date de 1837. — 2. *Tableau géographique et statistique de la Belgique*. Bruxelles, 1833; une feuille. En collaboration avec L.-A.-J. Quetelet. — 3. *Lettres sur l'astronomie ou premiers éléments de cette science mis à la portée des commençans*. Bruxelles, 1834; in-18.

Fréd. Alvin.

Vander Maelen, *Dictionnaire des hommes de lettres*. — *Bibliographie nationale*, t. III. — C.-J. Bertrand, *Catalogue de la bibliothèque de la ville d'Ath*. — Demaret et Fourdin, *Annales du collège d'Ath*. — Collège d'Ath. Notices biographiques sur le corps enseignant depuis 1809 (manuscrit de la Bibl. roy. de Belgique). — Renseignements particuliers.

PIRMEZ (*Coraly-Thérèse*), écrivain, née à Châtelet, le 4 juin 1833, morte à Châtelet, le 14 janvier 1888. Elle vécut dans le célibat, avec sa sœur Phaloe-Rosalie Pirmez. Dès 1864, Victor Pirmez, leur père, alors conseiller communal, avait proposé de construire une église dans le populeux quartier du faubourg de Châtelet. Les deux sœurs s'associèrent pour réaliser ce vœu, et, en 1878-1879, Coraly Pirmez fit bâtir, dans sa propriété, dite *Le Pensionnat*, une église dans le style roman, sur les plans de M^r l'architecte Elie Piérard, de Charleroi, et la fit décorer de sculptures de l'Institut Mayer, de Munich, et de tableaux de M^{lle} Emilie Drion du Champois, de Gosselies, sa nièce. Cette église a été consacrée, le 8 novembre 1880, sous le vocable : *l'Immaculée Conception* et reconnue, par l'autorité civile, comme succursale, par arrêté royal du 11 juin 1885.

Le 13 juillet 1885, M^{lle} Coraly Pirmez fit don, à la fabrique de l'église, du mobilier de celle-ci et d'une maison curiale avec dépendance (*Moniteur* du 23 novembre 1885); elle fit, en outre, don du maître-autel en pierre blanche et d'un magnifique ostensor.

On doit à M^{lle} Coraly Pirmez un volume, intitulé : *Histoires et Légendes*, que la baronne Drion, sa sœur, a fait éditer après sa mort (Bruxelles, Société belge de librairie, 1893; gr. in-8°,

382 p.). C'est un recueil d'histoires édi-
fiantes et de pieuses légendes, écrites
pour les jeunes filles de la petite bour-
geoisie et du peuple qu'elle rassemblait
au patronage de Sainte-Thérèse. Elle
traduisit et appropria également, pour
le délassement des cercles ouvriers cat-
holiques, les œuvres dramatiques qui
paraissaient en Allemagne et en Angle-
terre et qu'elle jugeait propres à favo-
riser la culture morale.

Clément Lyon.

État civil de Châtelet. — Louis Darras, *Hist.
de la ville de Châtelet* (Charleroi, 1898), t. II.

PIRMEZ (Edouard), publiciste, né
à Marchienne-au-Pont, le 14 mars 1826,
mort à Zermatt (Suisse), le 2 juillet 1892.
Sous la direction de son père, latiniste
distingué, il fit ses humanités, puis il
alla suivre les cours de droit à l'univer-
sité catholique de Louvain, où il reçut
le diplôme de docteur le 21 septembre
1847; il se fit aussitôt inscrire au
tableau de l'ordre des avocats du bar-
reau de Charleroi; mais il ne pratiqua
guère et préféra se livrer à des recher-
ches sur l'histoire religieuse de sa contrée
natale. Il possédait, dans ses archives
particulières, une *Chronique manuscrite
du couvent des Religieuses Sépulchrines
de N.-D. de Miséricorde, à Marchienne-
au-Pont, de 1636 à 1713*. Il l'a publiée,
avec une préface, dans les *Analectes pour
servir à l'histoire ecclésiastique de la
Belgique* (Louvain, t. X, p. 362-371).
Il s'occupa aussi d'une notice sur le
collège des Oratoriens, de Thuin, et
sur l'ordre de l'Oratoire, qui parut en
deux articles dans la revue bruxelloise
Le Catholique, en 1868. Bien documen-
tée, cette notice est écrite avec méthode
et clarté. Il fit encore paraître, dans *Le
Catholique*, en 1869, plusieurs études
sur : *l'Église sous le premier empire,
le Gouvernement parlementaire sous la
Restauration, etc.* Il collabora aussi à la
Revue Catholique de Louvain, dont le
tome XXIX (1870) renferme un article
signé de son nom et intitulé : *Les Mé-
moires de M. Beugnot, et à La Belgique*,
revue mensuelle (t. I^{er}, II, V, VI et
VII). Edouard Pirmez a publié, en outre,

dans diverses revues et journaux, des
articles anonymes ou signés d'un pseu-
donyme qui furent remarqués.

Comme son père, il fit partie du
conseil communal de Marchienne, dont
il fut bourgmestre pendant cinq ans,
de 1855 à 1860; il fut aussi, pendant
longtemps, président du conseil de
fabrique de l'église paroissiale et membre
du bureau de bienfaisance de 1855 à
1861.

Clément Lyon.

Pierre-Antoine Masset, *Histoire de Marchienne-
au-Pont* (Malines, 1893), p. 176. — *Education
populaire*, n° du 4^e juillet 1892. — *Analectes
eccl. de Louvain* (t. X, 1873, p. 362-371). — État
civil de Marchienne et de Floreffe. — *Journal
le Catholique*, n°s de janvier 1868, Bruxelles. —
La Revue catholique (Louvain, 1870, t. XXIX). —
La Belgique, revue mensuelle (t. I, II, V, VII,
VIII).

PIRMEZ (Eudore), avocat, membre
de la Chambre des représentants, ministre
de l'Intérieur, ministre d'État, direc-
teur de la Banque nationale, né à Mar-
cinelle, le 14 septembre 1830, et mort à
Saint-Gilles (Bruxelles), le 2 mars 1890.

La famille de Pirmez est une des
plus considérées de l'arrondissement de
Charleroi. Son bisaïeul avait été bourg-
mestre de Châtelaineau en 1744. Son aïeul
(Edouard-Joseph), après de fortes études
de droit à l'université de Louvain, avait
repris, en 1794, à Châtelaineau, une
maison de commerce fondée par un
oncle maternel, N.-J. Lorent. Son père
(Léonard), le troisième des sept fils
d'Edouard-Joseph et de Rosalie Wyart,
fut bourgmestre de Châtelaineau (voir plus
loin). La plupart des aptitudes et des
goûts de son père et de son grand-père
se retrouveront, avec leurs principes de
libéralisme, chez Eudore Pirmez. Son
éducation politique et économique se
ressent aussi très heureusement de ses
fréquentes relations avec l'aîné de ses
oncles, Jean Pirmez, autre esprit modéré
et distingué, fort versé dans les ques-
tions monétaires, et qui, après avoir
siégé au Congrès national, fut à la
Chambre des représentants, de 1831
à 1856, l'un des défenseurs les plus
convaincus de la liberté commerciale.

Eudore Pirmez fit ses études huma-
nitaires chez les Pères Jésuites de

Namur, du mois d'avril 1839 au mois d'août 1846. Quoique de complexion assez délicate, il remporta de grands succès dans toutes les branches, grâce à sa vive intelligence non moins qu'à un labeur acharné que son père s'efforça de modérer souvent.

C'est à Namur qu'il se prépara, de 1846 à 1847, à l'examen de candidat en philosophie et lettres. Quant aux études juridiques (1847 à 1850), il les fit sans passer par aucune Faculté de droit, s'aidant des manuels ou des cahiers des examinateurs du Jury central, et recourant tous les jours aux conseils et aux lumières de son père, qui revivait ainsi en quelque sorte les années de sa jeunesse estudiantine. Avec l'étude du droit, Pirmez avait mené de front celle des lettres, des sciences et des arts. Aussi, quoi qu'il fût bien jeune lorsqu'il entra au barreau (il prêta le serment d'avocat à vingt ans), il attira l'attention sur lui dès le premier jour et il fut appelé à plaider des affaires d'une importance réelle. Ses confrères reconnurent vite sa valeur juridique et sa compétence en matière commerciale et industrielle : elles s'affirmèrent notamment dans un procès (fabrication de la soude) au cours duquel il fut amené, par un enchaînement curieux de circonstances, à faire des recherches spéciales où il devait, a-t-on dit, trouver la « source » principale de sa fortune. Assurément il était armé de toutes pièces quand, après six ans de barreau, accomplissant les vœux de sa famille, particulièrement ceux de son oncle Jean, et satisfaisant d'ailleurs les désirs personnels d'une ambition légitime, il songea à aborder la vie politique.

Ses traditions de famille, comme ses plus intimes aspirations, rangeaient Eudore Pirmez dans le libéralisme.

Albert Nyssens, le biographe sympathique et parfaitement documenté d'Eudore Pirmez, rappelle que celui des oncles d'Eudore qui fut quelque peu son éducateur politique, comme nous le disions tout à l'heure, Jean Pirmez, avait voté, au commencement de 1856, dans une des sections de la Chambre, contre

le projet de loi sur la charité, que Frère-Orban proposa d'appeler du nom qui lui est resté : loi des couvents. Il dit également que le père d'Eudore lui-même avait fait contre cette loi une pièce de vers (ne serait-ce pas la chanson : *Vite à la porte, Dime et Mainmorte!* que chantaient les électeurs carolorégiens en 1857?). Eudore Pirmez n'a jamais assurément pensé à aller soutenir au Parlement un ministère qui avait pareille loi dans son programme. M^r Woeste estime cependant (*Revue générale* de 1890, p. 451) que « Pirmez était fourvoyé dans » le parti libéral et, pour tout dire en « un mot, était mal parti au début de » sa carrière ». A l'appui de son opinion, il invoque une légende : « On assure », dit-il, « que Pirmez aurait figuré volontiers sur la liste conservatrice en juin » 1856; mais celle-ci venait de se com- » pléter au moment où ses intentions » furent connues. Ne sachant se résigner » à l'attente, il se porta seul, n'étant ni » l'allié des catholiques qui n'avaient » pu l'accepter, ni celui du candidat » libéral qui était M^r Charles Lebeau ». Oui, Pirmez se porta seul, mais contre un des candidats catholiques, M^r Wau- telet, et avec l'intention bien arrêtée, les journaux du temps le constatent, de ne pas voter un projet de loi auquel il était aussi hostile que son père et son oncle Jean. Il n'obtint que 942 voix; M^r Wau- telet en réunit 1,440. Au mois de décembre 1857, la Chambre des représentants ayant été dissoute, Pirmez, candidat de l'Association libérale de l'arrondissement de Charleroi, fut élu par 1,564 suffrages (le candidat le plus favorisé de la liste catholique, M^r De- champs, n'en obtint que 955). M^r Woeste reconnaît d'ailleurs, dans le même article de la *Revue générale*, que « ce fut la loi » sur la charité qui le décida à donner » ce coup d'aviron dans les eaux libé- » rales; il n'aimait pas les fondations, » il en avait peur, il y resta toujours » contraire.... Ses vues manquaient un » peu de largeur et d'horizon : redou- » tait-il un abus, le principe disparaîs- » sait : la nécessité de prévenir l'abus » devait tout faire plier devant elle ».

Nous croyons pouvoir affirmer que cette appréciation des vues de Pirmez est contredite par les faits : la suite de cette notice le prouvera. M^r Woeste va jusqu'à dire que « ce mandat libéral fut » pour Pirmez la tunique de Nessus... « Comment, dans la force de l'âge et du » talent, s'exposer, en se séparant de la » gauche, à être condamné à une retraite » prématurée » ! Sans doute, Pirmez se sépara parfois de ses amis, mais jamais il n'abandonna le libéralisme.

Au début de la session 1857-1858, la Chambre avait été saisie d'une pétition d'habitants de la Flandre occidentale, demandant que le cours légal fût donné à la monnaie d'or française. Le 26 février 1858, Pirmez, qui avait choisi cette question pour ses débuts, donna si bien sa mesure qu'il obtint les applaudissements unanimes des vieux parlementaires, qui l'appelèrent incontinent à faire partie d'une commission chargée d'étudier les questions monétaires et dont il fut le rapporteur. Alors, comme plus tard, comme toujours, il se plaça sur le terrain de la liberté économique. Sa bonne volonté et son activité égalant sa science, aussi sûre que variée, on lui confiera très fréquemment les fonctions de rapporteur de sections centrales dès son entrée au Parlement (monnaie d'appoint, concessions de péages, codes, etc., etc.). La rédaction surtout de profonds et judicieux rapports (1) sur le projet de nouveau code pénal, ses discours sur le budget de la justice au cours des années 1859, 1860 et 1861, son esprit d'initiative et son amour des réformes faisaient déjà présager un ministre. La croix de l'Ordre de Léopold récompensa, en juin 1861, le travail et le dévouement du jeune législateur qui, tout en défendant avec la même conscience les intérêts généraux du pays et les intérêts particuliers de son arrondissement, tout en répondant à l'attente du libéralisme, avait su faire preuve d'indépendance vis-à-vis de ses amis (1857 : validation des pouvoirs d'un député d'Ath; 1859 : annulation des élections de Louvain).

(1) Cf. Nypels, *Législation criminelle de la Belgique* (Nyssens, p. 274).

Soumis à réélection en 1859, il avait passé en tête de la liste libérale : il eut le même honneur jusqu'en 1870.

Au cours de son troisième mandat, s'il joue dans les discussions d'ordre judiciaire et économique un rôle non moins important que pendant ses quatre premières années parlementaires, on le voit aborder plus fréquemment les questions politiques. Il y apporte un esprit réel de modération et des tendances conciliatrices (décembre 1861 : démêlés du ministre de la guerre Chazal et du lieutenant-colonel Hayez; janvier 1862 : conflit entre la magistrature et le département de la guerre à la Fonderie de canons de Liège; juillet 1862 : constitutionnalité du décret de prairial sur les cimetières; mars 1862 et mai 1863 : indemnités aux Anversois dont les propriétés sont frappées de servitude). D'ailleurs, la modération de son attitude et le calme de sa parole n'excluaient pas la fermeté de ses principes anticléricaux. On le vit bien lorsque vint en discussion, au mois d'avril et au mois de mai 1863, le projet de loi sur les fondations au profit de l'enseignement public (*les bourses d'études*). Déjà, le 7 mai de cette année, pendant la discussion du budget des cultes, Pirmez avait manifesté, pour la mainmorte et la création des personnes civiles, une « horreur » déjà visible dans certaine étude inédite sur *le droit de fonder*, antérieure à son entrée au Parlement, et qui a été retrouvée dans ses papiers par Nyssens. Pirmez estimait que la faculté de fonder est en réalité une atteinte à la liberté, parce qu'elle permet à un homme d'imposer sa volonté à toutes les générations qui seront soumises à son caprice. Le ministre de la justice, J.-B.-V. Tesch, avait nié le droit de faire des fondations en faveur des missions interdites par la législation de 1809 et MM. Van Overloop et Thibaut considéraient pareille doctrine comme attentatoire à la liberté des cultes. Pirmez était intervenu dans le débat pour contester énergiquement que le droit de fondation eût quelque chose de commun avec cette liberté. S'inspirant du principe que « les fondations sont

• des établissements publics qui, par leur durée, sortent des droits de la « volonté privée », il fut, en mai 1863, du nombre des légistes de la gauche qui ne voulurent à aucun prix conclure de la liberté religieuse au droit de faire des fondations et qui refusèrent le caractère de droits acquis aux stipulations établies par les fondateurs de bourses. Il vota la substitution de commissions provinciales aux administrateurs spéciaux. Il proposa en même temps, et fit admettre à une forte majorité, un amendement qui laissait aux boursiers la faculté de fréquenter un établissement public ou privé du pays à leur choix, sans que cette faculté pût être restreinte par l'acte de fondation.

L'inflexibilité de Pirmez dans la défense du dogme libéral ne l'empêcha pas de voter autrement que ses amis quelques mois après, lorsqu'ils estimèrent que le scrutin, qui avait éliminé à Bruges, le 9 juin 1863, un de leurs chefs, l'éminent Paul Devaux, était vicié par la fraude et la corruption. Une enquête faite par la magistrature brugeoise à la demande d'un certain nombre d'électeurs et produite devant la Chambre au début de la session 1863-1864, donna lieu à des interprétations naturellement fort diverses. Pirmez fut d'avis qu'il n'y avait pas de preuves suffisantes de fraude et de corruption : il acquitta les accusés de Bruges comme il avait, cinq ans auparavant, acquitté les accusés de Louvain. « Faire ce qu'on croit bon et juste », dit-il, « est un devoir envers soi-même et un devoir envers ses amis ».

Les électeurs de Bruges, convoqués à nouveau en janvier 1864, non seulement s'obstinèrent à fermer le Parlement à Paul Devaux, mais enlevèrent à deux autres libéraux le mandat qu'ils leur avaient conféré en juin 1863. La majorité ministérielle, déjà considérablement diminuée par les élections d'Anvers (affaire des *servitudes militaires*) et de Bastogne, se trouva du coup réduite à deux ou trois voix. Le cabinet Rogier-Frère-Tesch-Vanden Peereboom-Vander Stichelen-Chazal donna sa démis-

sion le 14 janvier. Rogier écrivit au Roi qu'en présence d'une opposition formée d'éléments divers, mais systématiquement et passionnément unis pour combattre le cabinet en toute question, soit politique, soit administrative, la force nécessaire lui manquait pour continuer de gérer efficacement et dignement les affaires du pays... Sans doute, si la majorité libérale, par suite de circonstances locales — les fortifications d'Anvers — s'était notablement affaiblie à la Chambre des représentants, elle s'était accrue au Sénat dans une égale proportion et à aucune autre époque cette opinion n'y avait réuni un aussi grand nombre d'adhérents... Au Roi de voir s'il jugeait à propos de faire usage de sa prérogative constitutionnelle en dissolvant la Chambre...

Les difficultés étaient grandes. Aucun des membres de la majorité parlementaire ne pouvait accepter de former un cabinet, et Pirmez, à qui Léopold I^{er} s'adressa après le refus d'Henri de Brouckère, Pirmez moins que personne. Il exposa au Roi, qui prisait assez ses talents et son caractère pour lui offrir le ministère malgré sa jeunesse (il n'avait que trente-quatre ans), qu'il était « l'un des hommes les plus impossibles de la Chambre ». Comme il s'était séparé de ses amis dans quelques circonstances, notamment dans le vote récent sur l'élection de Bruges, on verrait dans son entrée au ministère le résultat d'un calcul qui affaiblirait sa position morale. Quand, au mois de mars, un débat s'engagea à la Chambre des représentants sur la crise ministérielle, il s'exprima en ces termes : « J'ai fait partie de la majorité qui a soutenu le cabinet démissionnaire; je n'avais ainsi, à sa chute, ni le droit à la récompense, ni le devoir de subir les charges de la victoire... Quelque opinion que je cherche à me faire de moi-même, je suis bien obligé de reconnaître que si moi, l'un des plus jeunes membres de cette assemblée, j'ai été désigné comme pouvant remplir une des positions les plus éminentes du pays, je le dois sur tout au vote que je rappelle... Je paraî-

« trais récolter les fruits d'une prudence trop prévoyante; j'amoincherais ma considération personnelle de tout ce que je pourrais gagner en réputation d'habileté; et celle-ci m'enlèverait précisément ce qu'il faut pour gouverner, l'autorité morale que n'a jamais l'adresse, mais toujours la droiture... » Et il ajoutait que si l'on peut, que si l'on doit même s'isoler de son parti, en résistant à des entraînements qui sont d'autant plus forts que leurs mobiles sont plus élevés et plus purs, « ces actes d'isolement ne peuvent jamais être faits dans l'espoir d'un avantage personnel...; il ne faut pas même que leur résultat fasse déteindre un soupçon sur les motifs qui les ont dictés... ». Cette loyale et fière attitude de Pirmez envers ses amis, ce respect de lui-même et de sa conscience, nous les reverrons en 1879.

Nous n'avons pas à retracer ici l'histoire de la longue crise ministérielle, qui aboutit enfin, le 16 juillet 1864, à la dissolution de la Chambre. Si le ministère n'avait pas demandé la dissolution simultanée du Sénat, c'est parce qu'il ne pouvait supposer que quatre de ses amis auraient, l'année suivante, dans la question des bourses d'études, pris une attitude qui faillit empêcher le vote de la loi. Il sortit raffermi de l'élection du 11 août 1864 : douze voix de majorité lui étaient acquises à la Chambre.

Pirmez, que près de 2,000 votants sur 3,500 renvoyèrent au Parlement, prit texte de l'énormité des dépenses électorales qui se firent alors dans son arrondissement, pour insister sur la nécessité d'inscrire l'interdiction des dîners dans le projet de loi destiné à réprimer les fraudes électorales, en même temps d'ailleurs qu'il réclama une indemnité en faveur de ceux qui devaient se déplacer pour prendre part au vote.

Pour faire triompher sa proposition, il invoqua le principe d'égalité que l'indemnité établirait entre les habitants des villes et ceux des campagnes. Cet argument, qui a perdu sa valeur depuis que les élections législatives ne se font plus au chef-lieu de l'arrondisse-

ment, Pirmez l'invoquait également pour réclamer le fractionnement des arrondissements qui nommaient un nombre considérable de députés et de sénateurs. Il n'admettait pas qu'un arrondissement eût douze, quinze ou dix-huit mandataires, alors que d'autres n'avaient droit qu'à un ou à deux députés. Ses préférences n'allaient pas toutefois à une grande division des circonscriptions : il répugnait à un morcellement excessif des collèges, « qui n'aurait d'autres conséquences que d'abaisser la législation et les corps électoraux en soumettant les élus et les électeurs à une dépendance réciproque, funeste à la liberté et à la dignité des uns et des autres ».

Un même respect du principe de l'égalité électorale inspire le discours qu'il prononça, au début de la session suivante (16 novembre 1864), sur les dispositions de la loi successorale. Il eût été heureux que l'on trouvât le moyen de soumettre toujours à l'impôt les valeurs mobilières qui, sauf dans les cas d'inventaire et de liquidation, ou lorsqu'il y avait des mineurs en cause, échappaient au fisc. Il n'aurait pas été éloigné de proposer le serment tel qu'il était appliqué en Amérique et en Angleterre. Mais il ne semble pas que la Chambre fût grand partisan de cette réforme, pas plus que de celle qu'il préconisa, en matière de détention préventive, quinze jours plus tard (1^{er} décembre).

Déjà en 1863, il avait soutenu que, la détention préventive étant une peine, il fallait en tenir compte au condamné. On devait, à son sentiment, et l'on pouvait, sans inconvénient réel, la supprimer dans le plus grand nombre des cas où elle était mise à exécution et de toute manière il était juste qu'elle fût imputée sur la peine. Il avait sur cet objet conçu tout un plan de réformes qui ne fut réalisé qu'en 1873. Il ne réussit (débat de mai 1867 sur le code pénal) qu'à faire admettre, par 44 voix contre 28, un amendement aux termes duquel « toute détention subie avant que la condamnation soit devenue

« irrévocable par suite de l'infraction » qui donne lieu à cette condamnation, « sera imputée sur la durée des peines » emportant privation de la liberté ». Il est possible qu'il eût obtenu gain de cause plus tôt et d'une façon plus complète, s'il avait accepté le portefeuille de la Justice qui lui fut offert à la veille de l'ouverture de la session de 1865-1866.

Pour remplacer J.-B.-V. Tesch qui, malgré de vives instances, se retirait du cabinet, Rogier avait tout d'abord songé à Pirmez. Il ne faut voir apparemment, dans le refus de Pirmez, qu'une aversion profonde pour les tracasseries ministérielles, une répugnance dont ses amis politiques ne devaient avoir raison que deux ans après. Certes, ce n'était point un désir anticipé de repos qui inspira cette résolution, car de 1865 à 1867 il donna de nouvelles et nombreuses preuves d'activité. On en peut juger par la lecture des *Annales* et *Documents parlementaires*. Nous renvoyons à ses rapports ou à ses discours sur les objets suivants : Revision du code de commerce (9 février 1866); les coalitions (avril-mai 1866); exécution de la loi sur les bourses d'études : les administrations spéciales des fondations (4 et 11 mai 1866); les brevets d'invention (décembre 1866); la revision du code pénal (novembre et décembre 1866, janvier, février, mars et mai 1867, 12 décembre 1868); l'abolition de l'article 1781 du code civil (23 et 24 janvier, 1er, 5 et 6 février 1867); la mise à la retraite (1) des magistrats inamovibles (22 mai 1867); les frais de protêt (29 novembre 1867); la réforme électorale (22 mars 1866, 19 février, 9, 11 et 12 avril 1867); le budget de la guerre (4 et 20 décembre 1866); le transport à prix réduit des ouvriers et des élèves sur le chemin de fer (26 novembre 1867).

Plus que jamais, la discussion des problèmes juridiques, économiques et sociaux semble plaire davantage à Pirmez que celle des questions politiques : elle

lui valait d'ailleurs, elle lui valut toujours ses plus brillants succès parlementaires. Si, par exemple, comme le dit Mr Goblet (*Cinquante ans de liberté* : la vie politique), on a pu donner avec raison le nom de *Code pénal belge* au travail législatif qui fut promulgué le 15 octobre 1867, parce que, plus philosophique dans ses principes et plus humain dans son application que le code de 1810, il répond, malgré quelques imperfections de détail, aux progrès réalisés dans la science du droit comme dans l'état de nos mœurs, il faut reconnaître la part considérable que Pirmez a prise à ce travail. On peut toutefois s'étonner que cet esprit si large et si compréhensif, qu'aucune réforme, si hardie qu'elle fût, paraissait ne devoir faire reculer, ait été partisan du maintien de la peine de mort. On a reproché à Pirmez d'être aussi en contradiction avec ses théories économiques, quand il voulut faire du repos hebdomadaire une obligation.

Il n'est pas aisé, en effet, de s'expliquer pareille dérogation aux principes de liberté et d'égalité dont il réclamait précisément la stricte observance pendant la discussion de la loi électorale (mars 1866). Très préoccupé de l'injustice d'un système électoral engendrant fatalement la prédominance de quelques grandes villes qui, par le nombre de leurs mandataires, faisaient déjà et feraient de plus en plus la loi à tout le pays, il rappelait l'agitation d'Anvers, et demandait qu'on avisât au moyen d'empêcher que le gouvernement fût amené à subir la loi d'une députation plutôt que d'agir selon les vœux du pays. Dans l'intérêt de la justice et afin que les électeurs des petits arrondissements ne fussent pas victimes de l'inégalité, il penchait, comme il l'avait déjà fait en 1865, pour le fractionnement des grands arrondissements. C'est, pensons-nous, pendant la séance du 21 mars qu'un remarquable discours du député de Furnes, J. De Smedt, attira son attention toute particulière sur les graves irrégularités du régime qui constituait la majorité parlementaire. Le futur

(1) Il faisait remarquer que si les Constituants ont conféré le privilège de l'inamovibilité à la magistrature assise, c'est uniquement pour garantir son indépendance vis-à-vis des autres pouvoirs.

président de l'Association réformatrice pour l'adoption de la représentation proportionnelle établissait, en effet, d'une façon irréfutable, que la minorité du corps électoral votant pouvait élire la majorité numérique de la Chambre; que des minorités importantes étaient nécessairement exclues de toute représentation et que, pour corriger ces vices de la loi électorale, on ferait bien d'introduire dans la loi le système de la représentation des minorités, tel qu'il avait été développé en Angleterre par Hare... Nous y songerons, semble s'être dit Pirméz. Et nous verrons qu'il y avait songé mûrement lorsque, la question de la réforme électorale se reproduisant en 1870 et en 1878, « il blâmera les inconvénients et les injustices du système majoritaire », non moins vivement que « les égarements et les folies du suffrage universel qui causerait la ruine du libéralisme ». (Voir plus loin.)

L'année 1868 devait amener un grand changement dans la vie de Pirméz. Il entra, le 2 janvier, au ministère de l'Intérieur, en remplacement d'Alphonse Vandenpeereboom, dont la retraite, comme celle de Rogier, eut pour cause principale un dissentiment avec leurs collègues Frère, Bara et Vander Stichelen, au sujet de l'interprétation de la loi de 1842 sur l'enseignement primaire.

Pirméz écrit à son ami, Frison, le 29 décembre 1867 : « Mes vœux pour l'apaisement de la crise ministérielle ne sont pas exaucés et le fardeau des affaires politiques va peser en partie sur moi ». Il résulte de cette lettre et des explications fournies à la Chambre sur la crise ministérielle (janvier 1868), que Pirméz faisait tout à la fois œuvre de modération, de dévouement à son parti et de sacrifice à ses goûts et à ses convenances personnelles en acceptant le portefeuille de l'Intérieur. Il n'admettait pas que l'on dût, au point de vue de l'enseignement religieux, appliquer aux écoles d'adultes les dispositions de cette loi de 1842, dont cependant il restera partisan, alors même que tous ses amis politiques l'abandonneront en 1879 :

« Je ne veux pas », dit-il à la Chambre en janvier 1868, « donner à la loi de 1842 une extension qu'elle ne comporte pas, mais je l'exécuterai franchement et loyalement. A tous ceux qui en sont partisans comme moi, je dirai : Maintenez-la dans son esprit, dans les parties où elle se justifie, mais n'essayez pas d'aller au delà : une corde trop raide est exposée à se rompre ». Lors de la discussion de son budget, il parle dans le même sens : « Il faut que l'école, organisée d'après la loi de 1842, nous donne un enseignement primaire laïque, séparé de l'enseignement religieux partout où il y a des consciences qui réclament cette séparation complète et absolue ». D'ailleurs, si l'enseignement primaire laïque a naturellement ses préférences, s'il est décidé à ne pas faillir aux devoirs que lui imposent les droits de l'autorité civile et ceux de la liberté, il tâchera d'être juste partout et toujours; il ne recourra jamais à des représailles dont un mot trop célèbre : « Chacun son tour », prononcé peu de temps auparavant au conseil communal d'Alost, tendait à justifier l'usage (25 janvier 1868). Nous ne croyons pas que les adversaires de Pirméz aient eu l'occasion de lui reprocher de n'avoir pas, sous ce rapport, conformé ses actes à ses principes.

Si la carrière ministérielle de Pirméz ne fut pas très longue (deux ans et demi), elle fut au moins bien remplie. Comme on pouvait s'y attendre, il manifesta une profonde antipathie pour la routine en quelque endroit qu'il la rencontrât, et il la combattit au risque parfois de mécontenter ses meilleurs amis politiques. Ainsi, dès le premier jour (2 mai 1868), il déclare qu'il supprime du budget « le fonds et les règlements concernant l'amélioration des races bovine et chevaline » (cf. 4 et 5 février 1869) et il se prononce nettement contre l'institution d'un « fonds général d'agriculture destiné à indemniser les propriétaires de bétail en cas de perte par suite de maladie ou d'accidents ». Les vrais principes économiques lui

paraissent condamner ce système forcé d'assurances par l'Etat au moyen de l'impôt : il faut abandonner l'établissement de ce fonds à l'initiative individuelle. Il ne veut pas plus de la contrainte : il se prononce contre l'instruction obligatoire (mars 1868), comme il défend la liberté du travail des femmes et des enfants dans l'industrie — plus tard il admettra une restriction — et la liberté de l'ouvrier en matière de livret (janvier-avril 1869). Son esprit novateur se donne carrière dans le règlement des affaires administratives aussi bien que des affaires industrielles, et particulièrement dans la solution des problèmes pédagogiques. La première année, tous ses soins seront donnés à l'organisation de l'enseignement laïque pour filles et du demi-temps dans les écoles primaires. Pendant la seconde année, c'est dans la discussion des programmes de l'enseignement moyen que l'innovateur, l'ami des réformes donnera surtout sa mesure.

Ce fut un débat vraiment curieux que celui qui s'engagea, en février 1869, à la Chambre des représentants, sur l'enseignement des athénées et des collèges. Pirmez avait soumis au conseil de perfectionnement, dans sa session d'octobre 1868, certains projets dont s'étaient vivement émus les professeurs et les amis des lettres anciennes. Estimant que le ministre chargé de l'instruction publique ne doit pas se borner à célébrer les bienfaits des études classiques et leur heureuse influence sur l'intelligence et sur le cœur, à « faire » un discours de temps en temps sur « ce point qui comporte parfaitement » la phrase, à larder ce discours de « quelques vers d'Horace ou de Virgile », il avait pris une part sérieuse aux discussions du conseil de perfectionnement : on en peut juger par les observations qu'il soumit à ses membres dans la séance du 29 octobre (voir *Rapport triennal sur l'enseignement moyen*, 1867-1869, p. 224-226). Quoique le conseil n'eût point partagé ses vues, Pirmez était resté convaincu notamment que l'insuffisance des résultats obtenus dans l'étude des deux langues mortes devait

être attribuée aux programmes et aux méthodes. Il expose sa conviction à la Chambre. Renoncer à apprendre à écrire en latin, mais faire mieux connaître la littérature latine : voilà la première partie de la thèse qu'il défend. Il soutient qu'avec les thèmes d'imitation, les narrations latines, les discours latins, les vers latins et les explications développées à l'excès, on n'arrivera jamais à pouvoir faire apprécier les grands écrivains de Rome. Ce qu'il faut, selon lui, c'est la lecture et la traduction. Quant à l'étude du grec, il n'est pas loin de la trouver stérile, puisque — l'exagération ici est moindre — « la plupart » des élèves en savent si peu que rien « en sortant des classes et n'ouvrent » plus un livre de grec après leur sortie « de rhétorique ». Quoi qu'en pense Nyssens, Pirmez, si grand admirateur qu'il fût du grec et du génie grec et tout en admettant que l'étude des formes de la langue d'Homère et de Thucydide est une excellente gymnastique intellectuelle, n'aurait guère hésité, s'il avait été soutenu, à la remplacer « par une » gymnastique qui constituerait le même « exercice intellectuel et qui produirait » des fruits ». Cette gymnastique, moins « stérile » que la première, il l'aurait demandée aux langues vivantes, dont l'importance eût été considérablement augmentée, non moins d'ailleurs que celle de l'histoire, de la géographie, des sciences naturelles et même des sciences économiques et sociales. Sur ce terrain difficile, il tint tête à ses contradicteurs, Schollaert, De Haerne et Rogier, avec autant d'humour et d'esprit que le jour où il défendit, en l'appelant « le mariage » de Cérès et d'Apollon », la fusion de la direction générale de l'agriculture et de l'industrie et de la direction générale des beaux-arts, lettres et sciences, où Louis Hymans voyait, lui, « la réunion » des carottes sous une même direction » (mai 1872); ou, lorsque, à propos de l'interprétation du décret du 24 messidor an XII, dont la constitutionnalité était contestée, il le qualifiait de « code de » politesse obligatoire » (29 janvier 1868); ou encore, lorsqu'il répondait

au député qui estimait qu'il faudrait reculer de dix ans l'époque à partir de laquelle on ferait figurer les contemporains dans la *Biographie nationale* : « La commission devrait aussi examiner si le terme de dix ans n'est pas trop court. Mais quel que soit le terme qu'on adopte, il sera toujours désagréable d'être mort quelques jours avant l'expiration du délai fixé. A cet inconvénient, il n'y a rien à faire ».

La question du grec, sur laquelle il revint en 1873, Pirmez l'étudia même dans la presse. Voici à quel propos. Rogier, philhellène intraitable lui, estimait que ce serait un malheur et une honte pour le pays si l'enseignement classique venait à s'abaisser et à être considéré comme une perte de temps et un luxe inutile, si l'on se contentait d'aller étudier la belle et grande histoire grecque dans les théâtres où l'on bafouait les héros d'Homère en attendant qu'on s'y livrât à des attaques bien autrement redoutables contre d'autres personnages. Le 11 février, Rogier feignit de n'être que le porte-parole d'un ancien professeur, « un de ces pédants, si l'on veut, qui aiment leurs auteurs, qui les savourent, qui se passionnent pour les beautés des auteurs qu'ils expliquent et cherchent à faire passer leur enthousiasme dans le cœur de leurs jeunes élèves ». Ce professeur l'avait, disait-il, prié de donner lecture à la Chambre d'une lettre relative à l'utilité pratique du grec. La langue qu'on disait morte, mais elle était très vivante, on la parlait beaucoup, surtout à la Chambre, et la lettre de son prétendu correspondant, M^r *Philalète*, faisait un tableau complet, et surtout bourré de grec, de la Chambre et de ses travaux. — Trois jours après, sous la signature d'une dame nommée *Hélène*, paraissait dans l'organe ministériel, *l'Écho du Parlement*, une lettre piquante où Pirmez, avec autant d'originalité que de science, s'ingéniait à prouver que, pour bien savoir le français, il n'est pas absolument nécessaire d'avoir fait des *études classiques*, et que la lettre de *Philalète* ne contenait pas d'arguments

vraiment décisifs en faveur du grec.

Très occupés, les derniers mois de Pirmez au pouvoir ! C'est qu'indépendamment des objets qui étaient dans ses attributions de ministre de l'Intérieur (affaires provinciales et communales, instruction, milice, propriété littéraire, arts, hygiène, loi sur la chasse), il examina de très près les questions de droit commercial, des lettres de change, des sociétés. Il y était d'une compétence absolue et qui s'affirma plus brillamment encore dans la suite (sessions de 1873, 1884, 1885, 1888).

Dans la session de 1869-1870, à la veille du renouvellement de la Chambre, le ministère préparait un projet de loi sur la milice, qui n'arriva pas à la discussion. Mais, lors du dépôt du budget de la guerre, on apprit par Pirmez que le tirage au sort et le remplacement seraient maintenus. (Pirmez ne se rallia, comme beaucoup de ses amis, au service personnel que plus tard, sous l'empire des événements de 1886). Aux députés qui proposaient le volontariat, il répondait : « Une armée de volontaires au moyen d'une prime d'argent par un contrat, par un marché !... Je voudrais bien qu'on me dit quelle différence il y a entre celui qui s'engage, pour une somme d'argent, à remplacer quelqu'un et celui qui, pour une somme d'argent, s'engage à servir un certain terme. Le gouvernement établit un bureau de remplacement. Je vais à ce bureau, on me donne 1,000 francs : je suis un mercenaire, un misérable. Mais quand le système des volontaires fonctionnera, vous aurez le même bureau. Je m'y engage pour la même somme et dans les mêmes conditions : je serai alors volontaire et honorable ! » A deux sénateurs catholiques qui déclaraient qu'ils voteraient contre le budget de la guerre parce qu'ils considéraient comme un déni de justice le refus d'exempter les élèves en théologie des établissements réguliers, il faisait observer qu'il n'y avait pas de meilleur moyen de pourvoir au recrutement du clergé séculier que de lui réserver les dispenses qu'on voudrait étendre aux novices des

ordres religieux (19 février 1870).

L'élection du 11 juin 1870 fut pour le parti libéral un désastre, d'ailleurs inattendu si l'on s'en rapporte aux appréciations des journaux des deux camps. Il perdit six sièges de représentants à Gand, trois à Verviers, deux à Charleroi et un à Soignies. Pirmez fut réélu, mais avec moins de voix que précédemment, quoiqu'il pût se rendre cette justice (cf. son discours du 1^{er} mai à l'Association libérale de Charleroi) « qu'il avait consacré toute sa force, « toute son intelligence aux intérêts du « pays et de ses commettants et qu'il « leur avait donné son travail du jour, « souvent celui de ses veilles ». Le ministère libéral fit place au ministère catholique d'Anethan-Malou (2 juillet 1870). La dissolution du Parlement, un mois plus tard, augmenta encore la majorité ministérielle. De tous les candidats de l'Association libérale de Charleroi, Pirmez fut le seul élu. Beaucoup de catholiques ne trouvaient rien de *persécuteur* dans son libéralisme : leur confiance était acquise à ce « partisan « résolu de la liberté et de la tolérance » qui, tout en s'engageant à combattre aussi vaillamment que les autres libéraux pour l'indépendance du pouvoir civil, affirmait qu'il ne se laisserait pas plus inspirer dans l'avenir que dans le passé par des sentiments d'hostilité aux idées et aux principes religieux.

Quand Pirmez — sa lettre à son ami Frison du 29 décembre 1867 en fait foi — s'était associé aux destinées du cabinet Frère-Bara, il était loin de désirer une longue carrière ministérielle. Les hautes fonctions dont il sentait plus que personne les inconvénients, les difficultés et les périls, apportaient « trop de peines » et de troubles « dans son intérieur si calme, dans la vie si tranquille et si heureuse que lui faisait une compagne vraiment digne de lui, pour qu'il soit permis de douter de la sincérité de ces phrases : « ... Ce changement me pèse « et m'effraye. — J'accepte parce qu'il « faut... On veut de moi quand même ; « on croit, j'imagine, qu'on ne peut « avoir cette aversion du lustre et de

« l'éclat des fonctions ministérielles...
« Pour toi, tu sais que ce que je te
« dis est le fond de ma pensée. On
« entre d'ordinaire au ministère avec
« l'espoir d'une longue vie politique :
« j'aspire à la mort ». Pirmez ne souffrit donc pas le moins du monde de devoir rentrer dans le rang trois ans après.

Au début de cette période de sa vie parlementaire (1870-1878) où, pour la première fois, il était dans l'opposition, Pirmez eut à défendre sa conduite ministérielle ou à relever, à charge du ministère nouveau, des actes qui lui semblaient en désaccord, soit avec des décisions précédentes, soit même avec des engagements qui faisaient loi (décembre 1870 ; février, mars et mai 1871). Il le fit avec son habileté ordinaire. Maintes fois, quand un conflit éclatait entre lui et son successeur immédiat, Kervyn de Lettenhove, qui était meilleur historien qu'administrateur, et orateur académique plus que *débater*, Pirmez mettait les rieurs de son côté. L'organisation de l'enseignement moyen pour les filles, que son départ du ministère avait ajournée, lui tenait fort à cœur et il ne cessa pas d'engager Kervyn, puis Delpour, successeur de Kervyn en 1871, à y donner tous leurs soins. Il ne prétendait pas que la femme dût faire les mêmes études que l'homme, mais il voulait développer ses facultés de manière qu'elle fût l'égale de l'homme (25 mars 1871). Sans vouloir établir un monopole pour l'Etat — il ne voulait de monopole pour personne — il préconisait un enseignement moyen pour les filles. Contre M^r Schollaert qui redoutait de voir donner aux jeunes filles une éducation autre que celle de leurs mères, il invoquait adroitement l'opinion de Mgr Dupanloup, qui niait que l'éducation qu'elles recevaient généralement les préparât suffisamment à leurs grands devoirs. Par les études préparatoires qu'il avait faites au ministère et par la ténacité avec laquelle il défendit sa thèse dans l'opposition, Pirmez contribua puissamment à faire entrer dans nos lois une institution qui fait le plus grand honneur au parti libéral.

Travailleur infatigable, il ne décline jamais la charge de rapporteur pour les projets où sa compétence commerciale, économique et juridique est universellement reconnue. En même temps, il apporte toujours la même énergie dans la revendication des droits de l'Etat en matière d'enseignement et dans la défense de la liberté individuelle (décembre 1871; janvier, février et mars 1872), ainsi que dans la lutte contre la mainmorte (20 avril 1872). Il ne saisit pas avec moins d'habileté l'occasion de faire ressortir les contradictions du parti clérical en matière de recrutement et de dépenses militaires. Quand De Theux et Malou reconstituèrent le cabinet clérical, le 7 décembre 1871, le Roi ayant redemandé leurs portefeuilles à J. d'Anethan et à ses collègues, Pirmez démontra que le programme militaire de la droite était, en 1871, tout autre que celui par lequel le corps électoral avait été séduit aux élections de 1870. Le 16 décembre, il rappelle à Malou que, deux ans auparavant, la droite votait contre le budget de la guerre, présenté par le cabinet libéral, à cause de son refus d'étendre au clergé régulier les exemptions ecclésiastiques : « Déclarez donc, » Mr Malou, que cette affaire n'avait » rien de sérieux, que c'était une » mise en scène destinée à entraîner » les électeurs, tendant à faire croire » à une persécution et à appeler sur des » martyrs imaginaires l'intérêt que les » victimes attirent toujours... Déclarez » aussi que le parti catholique n'a plus » dans son programme la réduction des » dépenses militaires ». Des divergences essentielles se produisirent entre le ministre de la guerre : le général Guillaume et ses collègues, quand le moment vint (novembre 1872) de faire connaître au Parlement les projets du cabinet pour le contingent et l'organisation de l'armée. Le général Guillaume, n'ayant pu faire triompher le système du service personnel, donna sa démission. Le jour même où De Theux annonça que cette démission était acceptée (10 décembre), Pirmez prétendit, sur un ton assez vif,

qu'il fallait en rendre responsables les écrivains militaires, généraux ou non, qui déclaraient qu'il n'y avait pas de général dans l'armée belge qui voulût prendre la responsabilité de la commander telle qu'elle était constituée. Pris rudement à partie dans la *Belgique militaire* et dans des articles de journaux politiques écrits visiblement par des officiers, Pirmez ne s'émut pas. Le 20 décembre, il revint à la charge, après avoir revendiqué fermement ses droits de député. On n'exécutait pas bien la loi, d'après lui, parce que l'on tenait à supprimer le remplacement : chez beaucoup d'officiers supérieurs, chez quelques-uns si l'on voulait, c'était une idée fixe. Pirmez précisait aussi clairement que possible la portée du système que le cabinet libéral était résolu à proposer en 1870 : il n'était pas vrai que ses collègues et lui auraient voulu que ceux qui avaient le moyen de se faire remplacer pussent se soustraire à tous les dangers de la défense du pays. « Tout » individu voulant se faire remplacer » aurait dû, avant le tirage, se faire » inscrire et par ce fait, soit qu'il » tombât, soit qu'il ne tombât pas au » sort, il faisait partie de la *réserve* ou » garde civile mobile; il était ainsi » astreint à aller au camp pendant un » certain temps, à acquérir l'instruction » militaire et à marcher en temps de » guerre dans ce corps qui devait consti- » tuer une armée de 30,000 hommes ». Quand le ministère avait été renversé en juin 1870, ce projet était prêt. Pirmez reconnaissait que certains abus empêchaient l'amélioration du remplacement : les autorités civiles ne faisaient pas toujours leur devoir, des bourgmestres donnaient par complaisance des certificats de bonne conduite à des hommes qui ne les méritaient pas, pour les envoyer à l'armée. Mais il maintenait que les remplaçants étaient moins bien traités au régiment que les miliciens et il donnait pour preuve de son assertion ce passage d'une publication militaire : « Il faut se méprendre complètement » sur les sentiments qui font battre les » cœurs militaires, pour croire que les

« remplaçants seront jamais accueillis et » traités comme le sont les volontaires » et les miliciens ». Il blâmait enfin l'espèce de grève de ministres de la guerre qu'organisait la *Belgique militaire*, et il nourrissait l'espoir que l'immense majorité des officiers comprendraient qu'il n'y a pas plus d'armée sans discipline que de Parlement sans indépendance.

S'il ne s'émouvait pas des attaques dont il était l'objet parce qu'il cherchait à prolonger l'existence d'un système de recrutement que désapprouvaient la plupart des hommes du métier, il ne s'émouvait pas davantage de celles que lui valaient ses théories pédagogiques, juridiques, sociales et économiques. C'est dans la défense de ces théories que s'exercera principalement son activité parlementaire jusqu'au jour où son parti reviendra au pouvoir.

D'abord, il continue la campagne entamée en 1868 contre les programmes des athénées et des collèges. Ce « doux » entêté », comme nous nous sommes permis de l'appeler lorsque nous avons jugé son conflit courtois avec le conseil de perfectionnement et avec Rogier (vol. IV de notre *Histoire de Rogier*), s'obstine à reprocher à l'enseignement moyen de s'attacher beaucoup trop aux choses mortes, aux choses qui ne vivent pas de la vie de notre temps, de faire vivre la jeunesse dans un passé qui ne reviendra plus et de lui laisser ignorer le présent. Il lui reproche, non sans exagération encore, de répudier l'étude des littératures modernes. Le 20 décembre 1871, dans la discussion du projet de loi sur les bourses de voyage, il présente un amendement aux termes duquel, à partir de l'année 1874, la moitié des bourses ne sera attribuée qu'aux jeunes gens qui justifieront connaître une langue moderne autre que le français, le hollandais ou le flamand. Le 12 février 1872, il insiste sur la nécessité de diminuer le temps porté au programme pour l'enseignement des langues anciennes, afin d'augmenter le temps destiné à l'enseignement des langues vivantes. Pour les langues et

l'histoire de l'antiquité, pour la connaissance de ses institutions et de ses lois, il ne faut pas que l'on néglige l'histoire et les institutions modernes. Sur ce point, nos législateurs firent longtemps la sourde oreille. Le cours d'histoire contemporaine n'a commencé à figurer qu'en 1880 dans les programmes des universités de l'Etat; il n'est devenu obligatoire que dix ans après. Il ne comporte d'ailleurs que des *notions* sur la période de 1789 à 1830 et il doit être donné en une trentaine de leçons au maximum. Pirmez, quant à l'enseignement du latin, croit toujours, en dépit des imprécations de certains philologues, qu'on l'enseigne mal : il demandait qu'on l'apprit de façon à ce que l'élève pût apprécier les grands écrivains de Rome, ce qu'ils étaient hors d'état de faire, assurait-il encore dans la session de 1875-1876.

Pendant la session précédente, son esprit d'initiative s'était donné libre carrière dans la question du droit pour les femmes d'exercer la médecine. On a paru croire, à ce propos, que Pirmez acceptait toutes les théories féministes d'aujourd'hui. Il n'en est rien. S'il défend les intérêts de la femme, s'il pense, par exemple, que la loi a créé à son préjudice des inégalités qu'il combattra de nouveau avec vivacité en 1881, il est fort hostile aux « bruyantes exagérations du droit des femmes qui sont » peu compatibles avec nos mœurs ». Ainsi, en quelque haute estime qu'il tînt les femmes des ouvriers et des petits bourgeois que, sur le terrain des affaires, il prétendait, non sans une pointe de paradoxe, être supérieures à leurs maris, il est hors de doute que jamais il n'eût proposé de leur conférer le droit électoral. Les instruire, tel est son but principal. Il s'acharne en quelque sorte à réclamer de bonnes écoles normales où se formeront les institutrices de la femme dans d'excellentes conditions, avec des programmes et des livres bien faits (décembre 1877; janvier et mai 1878).

Il poursuivait avec une pareille ténacité sa campagne de réforme dans l'ordre

judiciaire. Comme en 1863, il blâmait fort les abus de la détention préventive. Il en signala de vraiment criants, en décembre 1873, dans une affaire de détournements. Il s'agissait de sommes se chiffrant par millions. Il ne lui paraissait pas qu'il fallût bien longtemps pour constater ces détournements. C'était, dans de pareilles affaires, un abus que de vouloir rechercher le dernier chiffre d'une volumineuse comptabilité. Il suffisait, pour que l'instruction fût faite d'une manière convenable, que l'on eût constaté une somme de détournements assez considérables, sans que, pour justifier l'application la plus sévère de la peine, on fit descendre les experts dans les plus minutieux détails des opérations énormes d'une grande société qui avait duré plusieurs années. Le ministre de la justice se dégageait trop de la responsabilité des instructions et de la surveillance des actes des parquets. Quand Pirmez préconisait des réformes dans la procédure et dans le code, il se heurtait à des résistances qui eussent découragé de moins vaillants que lui. Ainsi, en 1874, il demande l'établissement d'une patente pour les avocats; il propose, pour désencombrer les cours d'appel, qu'elles ne siègent plus au nombre de cinq juges, mais de trois.

Dans le domaine du travail, ses théories étaient les plus libérales. On le vit au premier rang de ceux qui réclamaient le droit de coalition pour les ouvriers comme pour les patrons. Il était prêt à établir l'égalité partout où il pouvait le faire, en élevant le niveau inférieur, mais jamais en abaissant le niveau supérieur : en quoi il se différenciait, disait-il le 19 janvier 1872, des socialistes dont l'égalité consiste à abaisser ceux qui sont dans une bonne situation au niveau de ceux qui sont dans une mauvaise. Estimant que mendier est un droit, il est hostile, en 1875, au projet de loi sur le domicile de secours, qui lui semble ne pouvoir qu'aggraver la situation du pauvre. Il refuse son approbation au système qui répand la charité régulièrement et annuellement : on éloigne ainsi du travail, on détruit les

avantages de l'économie et le sentiment de la prévoyance. C'est une des raisons pour lesquelles Pirmez reste l'adversaire irréductible des institutions de main-morte. Il serait temps, disait-il le 2 mars 1877, de mettre un terme aux acceptations irréflechies de volontés déraisonnables — il en citait des exemples — qui, par ignorance des lois économiques, imposaient à la postérité des institutions nuisibles. Il préconisait la charité privée, qu'il plaçait bien au-dessus de la charité officielle. Pirmez travaille à faire diminuer de plus en plus les fondations de toute espèce. Point de secours permanents, excitation permanente à la paresse. Et préférablement à la charité officielle, la charité privée, « qui consiste à se priver soi-même et à donner aux pauvres une partie de » ce qu'on a, sans ostentation ni éclat, « bien entendu, de la manière commandée par l'Évangile, qui veut que la » main gauche ignore ce que donne la » main droite ». — C'était sa manière à lui —. Il est sévère pour ceux qui pratiquent la charité uniquement pour perpétuer leur mémoire, pour se faire ériger des statues, ou faire inscrire leur nom sur l'airain ou sur le marbre. Le mélange de plaisir et de charité ne trouve pas plus grâce devant lui que le mélange d'orgueil et de charité. Les concerts et les fêtes donnés au bénéfice des pauvres lui déplaisent : on rend un très mauvais service aux pauvres quand on provoque une dépense voluptuaire de dix ou vingt francs pour leur en donner un. Il n'admettait pas, en 1875, que les pouvoirs publics interdisent au pauvre le droit de mendier. Il n'admet pas davantage, en 1878, que la loi défende aux majeurs (femmes et enfants) de travailler où et quand il leur plaît. Il eût été certainement fort heureux de voir la femme « éloignée des travaux » violents, écartée des réunions où elle « peut perdre une partie de sa pudeur » et être entraînée à des fautes qui, chez « elle, sont des taches pour la vie » ; mais, puisque les hommes envahissent une foule de travaux qui devraient lui

être dévolus, il trouve bon qu'elle puisse gagner son pain en travaillant dans la mine (20 février 1878). Toute atteinte à la liberté du travail lui est odieuse. Sans doute, il lui arrivera de faire plier la rigidité de ses principes économiques devant les intérêts, bien ou mal entendus, de la classe ouvrière. Ainsi, il continue à consentir à ce qu'on introduise dans la loi sur le travail des mineurs l'interdiction de travailler plus de six jours par semaine. Si l'*institution du dimanche* lui paraît sage, c'est qu'une très grande partie de la population est attachée au jour de repos fixé par ce qu'il ne veut appeler qu'une tradition séculaire, parce que l'autre partie y est indifférente et qu'il est de bonne sociabilité que ceux qui sont indifférents se rallient à ceux qui ont une préférence légitime. Toutefois, il s'oppose à ce que l'on empêche l'ouvrier de travailler le dimanche.

Aux élections de juin 1876, Pirmez obtint, sans grande difficulté, un nouveau mandat parlementaire, sous les auspices de l'Association libérale de Charleroi et quoiqu'il fût en désaccord avec elle sur la revision de la loi de 1842. Le parti libéral s'était bercé de l'espoir que ces élections lui rendraient le pouvoir. Les esprits les plus calmes, les journaux les moins enclins à l'illusion escomptaient la victoire remportée aux élections provinciales, notamment dans des arrondissements douteux comme Anvers et Ypres. Le parti clérical ne cachait pas ses appréhensions. Un de ses organes importants supputait les chances d'une dissolution qui paraissait inévitable. Le cabinet fut sauvé par Anvers qui était la clef de la situation. Dure déception pour le libéralisme ! A Anvers, l'amertume dégénéra en exaspération. Il y fut commis des excès plus graves encore que ceux qu'avaient provoqués, en 1872, les conciliabules du comte de Chambord et des royalistes français préparant le retour d'Henri V. On saccagea les maisons de deux représentants qui devaient aux votes des électeurs ruraux leur maintien au Parlement. Pirmez, qui, récemment encore, s'était

joint à la droite réclamant une enquête sur des violences commises envers des manifestants catholiques de Malines, donna une nouvelle preuve de cette honnêteté politique, de cette modération d'esprit à laquelle il dut d'être choisi plusieurs fois pour conciliateur dans des querelles graves entre parlementaires. Il stigmatisa les auteurs des scènes profondément regrettables dont Anvers avait été le théâtre le 13 juin 1876 : il faisait remonter l'origine et la responsabilité de pareilles violences aux rédacteurs des affiches et des pamphlets qui donnaient à leurs adversaires des dénominations insultantes. Il se montra hostile à telle disposition du nouveau code électoral, qui donnait une consécration officielle aux partis. La représentation des minorités lui paraissait plus que jamais indispensable pour combattre les mauvais effets de cette disposition et enlever leur âpreté aux luttes politiques : il le proclamera bientôt.

Le 16 janvier 1877, devant les réclamations réitérées des libéraux de Bruges et d'Anvers, attribuant leur défaite de 1876 à de nombreux faits de fraude et de pression, Malou donnait une apparence de satisfaction à Bara qui, au nom de la Fédération libérale, avait réclamé une loi destinée à assurer la liberté de l'électeur et à garantir la sincérité de son vote : 1^o par l'établissement de l'isoloir électoral, et 2^o par un ordre de vote permettant aux électeurs de se soustraire à la surveillance des personnes dont ils dépendaient. Nous disons : apparence de satisfaction. C'est ainsi, en effet, que Pirmez et les autres chefs du libéralisme apprécièrent le projet de Malou, qui non seulement ne répondait pas le moins du monde aux vœux des amis de l'indépendance de l'électeur, mais encore supprimait, par voie rétroactive, vingt mille électeurs dans les villes qui faisaient la principale force de l'armée libérale. C'était, dit Mr Goblet (*Cinquante ans de liberté*, p. 154), un piège trop visible pour ne point paraître un défi. L'opinion libérale y répondit par une série de manifestations d'autant plus puissantes qu'elles orga-

nisaient leurs revendications sur le terrain légal, grâce à l'influence d'hommes aussi modérés que Pirmez. Le cabinet n'avait d'autre alternative que de se lancer dans les hasards d'une résistance à tout prix ou de se reconnaître vaincu et de céder de bonne grâce. Il choisit le dernier parti, ce dont tout patriote, dirons-nous avec M^r Goblet, doit lui savoir gré, et accorda les concessions qu'on réclamait.

Pirmez n'attendait pas, à la vérité, de la loi sur le secret du vote les effets pacificateurs qu'il essaiera bientôt de demander à un autre système de votation : il n'était pas même éloigné de la trouver humiliante pour le corps électoral. Mais en attendant l'heure de la représentation des minorités, il aurait voulu que le clergé, si mêlé à la vie politique, donnât l'exemple de la modération dans les élections. Son discours du 7 juillet 1877 est à relire. A M^r Van Wambeke, qui lui demandait d'engager les journalistes de son parti à cesser d'attaquer toujours la religion et les dogmes, il répondait : « Ne voyez-vous pas que « le plus grand excitant pour faire attaquer la religion, c'est d'en faire un « instrument de pression électorale?... « On a tort d'exciter aujourd'hui le « clergé à se lancer à corps perdu dans « les élections... ». Il rappelait que, trente ans auparavant, Dechamps, se demandant si l'intérêt de l'influence morale du clergé, de son influence sociale, n'exigeait pas qu'il s'abstînt d'user de ses droits constitutionnels de citoyen, exprimait l'opinion « qu'il ne « devrait pas prendre une part active « aux luttes électorales ». Quant à lui, s'il trouvait parfaitement légitime que le prêtre engageât ses parents et ses amis à voter dans un sens déterminé, il lui déniait le droit de profiter, pour atteindre un résultat politique, des avantages que la loi lui accordait dans un but religieux.

L'occasion de développer sa pensée sur la nécessité de remplacer le régime majoritaire par le système de la représentation des minorités lui fut fournie par le projet de loi portant augmentation

du nombre des membres des Chambres législatives (2 avril 1878). Faisant sienne cette fois une thèse qu'il n'admettait pas en 1864 — il était de ceux qui ne se font pas scrupule de revenir sur leurs opinions quand l'étude et l'expérience en ont établi la fausseté — Pirmez démontrait que le véritable principe d'une représentation, c'est que le corps représentant soit l'image du corps représenté; que le système qui attribue le droit souverain à la majorité est inique quand il y a deux personnes à choisir, plus inique lorsqu'il y en a davantage et que l'iniquité augmente à mesure que la liste est plus longue; qu'un système qui donnait à un seul électeur le droit de nommer quinze représentants, quand un autre n'en pouvait nommer qu'un ou deux, constituait un danger en même temps qu'une inégalité; qu'un déplacement de quelques voix, dans les grands arrondissements, produisait un changement complet, non seulement dans la représentation de ces arrondissements, mais encore dans la politique du pays; que d'énormes minorités n'avaient aucun représentant et que l'on marchait à cette situation périlleuse où les Flandres auraient exclusivement des députés catholiques et le pays wallon des députés libéraux; que la représentation des minorités, seul remède à cette situation, était un acheminement vers le but, *la représentation proportionnelle*. Pirmez tendait à croire, comme Potvin en 1864 (Congrès des sciences sociales d'Amsterdam), que toute idée même doit être représentée en proportion du nombre de ses adhérents. Il résultait, pour le surplus, des chiffres des élections les plus récentes que la majorité parlementaire pouvait être livrée à la minorité du corps électoral. En 1864, en 1866, en 1868 (cf. la *Revue de Belgique* de 1870), le régime majoritaire avait empêché le parti libéral d'obtenir la part de sièges à laquelle il avait droit. Le renouvellement partiel de juin 1870 l'ayant mis en minorité, bien qu'il conservât la majorité dans le corps électoral, la dissolution des Chambres s'était imposée au ministère catholique. Or, quel avait

été le résultat de cette dissolution? Soixante-douze sièges catholiques pour 35,501 suffrages; cinquante-deux sièges libéraux pour 42,058 suffrages!..... D'autres résultats, au détriment du parti catholique cette fois, vérifiaient ce que disait Pirmez des injustices du régime majoritaire. Son discours ne fit cependant pas d'effet : à gauche comme à droite, l'indifférence, plutôt que l'hostilité, accueillit son argumentation pourtant si pénétrante. On ne semblait pas alors prendre au sérieux une proposition « qui venait, suivant l'expression « d'un député catholique, se heurter « à des situations acquises » : c'est tout au plus si l'on voulait bien promettre de l'encommissionner quelque jour.

Les libéraux revenus au pouvoir en juin 1878, un portefeuille fut-il offert à Pirmez? On a prétendu qu'il n'a pas été et qu'il ne pouvait plus être question de lui comme membre du gouvernement. Nous pouvons cependant affirmer de source certaine que Frère Orban, appelé par Léopold II à constituer un cabinet, fit faire des ouvertures à Pirmez. Pirmez ne connaissait certainement pas la nostalgie du pouvoir; mais peut-être, par dévouement à la chose publique, il eût accepté le ministère des finances si, au cours des pourparlers engagés avec ses anciens collègues Frère et Bara, par l'intermédiaire de M^r Jamar, il ne s'était pas aperçu que, sur la question de l'enseignement, ils avaient un programme plus radical qu'il ne l'eût désiré. Peut-être même faut-il voir dans cette divergence de vues la cause principale de son refus d'accepter, à la session de 1878-1879, la présidence de la Chambre, qui fut donnée à M^r Guillery.

Cette divergence s'accrut quand la Chambre fut appelée à discuter le projet de revision de la loi sur l'instruction primaire. Pour Pirmez, la loi de 1842 avait fondé un régime acceptable et qui avait produit, après tout, de bons résultats. Il n'en niait pas les vices, tout en trouvant qu'on les exagérât; mais il était persuadé que la revision tournerait au préjudice du libéralisme et de l'instruction publique (séances de la

Chambre des 1^{er} et 16 mai et du 4 juin 1879). Toute la gauche vota la loi nouvelle : Pirmez s'abstint.

On pourrait dire que c'est alors que s'est terminée la carrière *politique* proprement dite du député Pirmez. Assurément, jusqu'à la fin de sa vie, il suivit le drapeau du parti sous les auspices duquel il était entré et avait été maintenu au Parlement. Il lui arriva sans doute d'être, comme en 1879, en désaccord avec lui. Ainsi, il s'abstint au vote de la loi dite *des capacitaires* (1883), parce que la capacité scolaire n'était pas, à ses yeux, une garantie suffisante. Il fut en dissentiment aussi avec la majorité libérale dans les derniers jours du ministère (7 mai 1884). Il combattit une proposition d'enquête parlementaire sur la fortune des congrégations religieuses et des fabriques d'église, due à l'initiative de MM. Goblet d'Alviella, Janson, Callier, Jottrand, Lippens et Robert, et à laquelle le ministère se montrait sympathique. Il reprocha aux auteurs de la proposition de vouloir prendre des mesures de guerre contre leurs adversaires et de faire en quelque sorte litière du principe de l'inviolabilité du domicile. Quatre membres de la gauche ayant voté comme lui et toute la droite contre la prise en considération de la proposition Goblet et consorts, elle fut rejetée par 60 voix contre 58. Maints esprits étroits crurent alors que Pirmez rompait décidément avec son parti. Il n'est pas d'avances que la presse catholique ne lui ait faites, avec d'autant plus d'espoir de les voir accepter que, un mois auparavant (9 avril 1884), il s'était abstenu, pour des raisons qu'auraient pu donner des cléricaux, de voter avec toute la gauche l'ordre du jour Guillery, approuvant entièrement la conduite de la commission d'enquête scolaire. Il nous souvient qu'après la chute du ministère, que les dépenses scolaires et les impôts renversèrent au mois de juin, le bruit courut que Malou, chef du nouveau cabinet clérical, lui avait offert un portefeuille. Il n'en était rien. Malou ne fit pas cet outrage à Pirmez; il s'honora, au con-

traire, en le nommant ministre d'Etat.

Pas plus sous le ministère Malou-Beernaert que sous le ministère Frère-Bara, Pirmez ne se sentit brûlé par « la » tunique de Nessus » dont il a été parlé au début de cette notice. Qu'on relise, par exemple, la discussion du projet de loi de 1884 sur l'enseignement primaire : nul orateur de la gauche n'a plus vivement que lui critiqué les tristes procédés auxquels avaient recouru les adversaires de la loi de 1879 pendant la « guerre scolaire ». « On a employé les » influences religieuses de la manière la » plus condamnable », disait-il le 13 août 1884. « On a usé des sacrements comme » de moyens de contrainte ! ». Il ne dépendit pas du reste de Pirmez que la question scolaire ne reçût une solution pacifique, sans qu'il y eût abdication ni du côté libéral, ni du côté catholique. Il ne devait pas être suspect, puisqu'en 1879 (il le rappela), effrayé de l'exacerbation des partis, il s'était « séparé de » ses amis avec qui, pendant vingt ans, « il n'avait eu aucun dissentiment politique ». Il avait prévu tout ce qui était arrivé. Le parti libéral ne pouvait se féliciter de la loi de 1879, puisque le nombre des élèves fréquentant les écoles officielles était tombé de 600,000 à 300,000. Le parti catholique ne pouvait, d'autre part, se réjouir de son opposition, puisqu'il avait dû s'imposer de lourds sacrifices d'argent et qu'il avait soulevé contre lui une foule de haines qui avaient amené la désertion des églises. La loi proposée entraînait dans une voie absolument nouvelle. Sans rien retenir des anciennes législations, elle créait une division entre les écoles, écoles libres et écoles publiques, de sorte que la lutte se perpétuait entre elles ; par l'adoption, elle substituait aux écoles communales où se trouvent les plus sûres garanties, les écoles privées qui sont fondées et dirigées généralement par des personnes voulant faire œuvre religieuse ; la lutte scolaire, par l'appât des subsides, deviendrait plus vive et l'on se disputerait les enfants avec plus d'ardeur que jamais. Le discours de Pirmez et les amendements

qu'il présenta étaient inspirés par son désir de conserver le régime des lois de 1842 et de 1879, en faisant avec les ressources publiques des écoles publiques, mais en maintenant, absolue et sans entrave, la liberté d'enseignement : les conseils communaux étaient autorisés à prendre soit la formule de 1842, soit celle de 1879. Pas de réaction à outrance : voilà le conseil qu'il donnait aux catholiques. Ils ne l'écoulerent pas, parce que, dit Nyssens (*E. Pirmez*, p. 153), il prêchait aux vainqueurs l'abdication dans la victoire, les exposait pour l'avenir à tous les retours offensifs de l'adversaire, et que la situation des esprits et des partis rendait impossible toute solution dans ce sens.

Il semble que Pirmez se soit dès lors, de propos délibéré, abstenu de prendre part à des débats politiques dont l'âpreté ne fit que s'accroître depuis le jour (29 août 1884) où fut prononcé, par A. Nothomb, le mot fameux : « Nous » sommes les maîtres ». C'est, encore une fois, avec l'espoir d'atténuer dans la mesure du possible cette âpreté des débats, en même temps que pour assurer une loyale représentation des partis au Parlement, qu'il apporta à la cause de la représentation proportionnelle son concours le plus dévoué. M^r Goblet, faisant l'histoire de l'Association fondée, dès 1881, pour l'adoption de ce principe, montre que les élections, qui ramenèrent le parti catholique au gouvernement en 1884, sont précisément l'exemple le plus frappant des iniquités du système majoritaire. Dans les arrondissements où il y avait eu lutte, avec 27,930 voix, les catholiques avaient obtenu 50 sièges ; avec 22,117 les libéraux n'en avaient obtenu que 2 ! On avait vu (dissolution du Sénat) le même arrondissement, à quelques jours de distance, charger ses sénateurs de détruire l'œuvre de ses représentants. Et cette situation s'était produite grâce à une différence de cinq à six cents voix, sur 20,000 électeurs environ, dans un arrondissement où les forces des deux partis s'équilibraient

à peu près (Revue : *La représentation proportionnelle*, n° du 15 juillet 1884). Autant d'arguments pour Pirmez qui, après avoir signé le manifeste lancé en 1881 en faveur d'une réforme électorale inaugurant une représentation vraiment nationale, avait, dans la *Revue de Belgique* du 15 janvier 1883 (p. 5 à 35), exposé l'état théorique et politique du problème, étudié les systèmes principaux qui avaient été produits et déterminé ensuite ceux qui méritaient de fixer le choix du législateur (l'article fut reproduit en brochure). Les élections de 1886 lui fournirent un nouvel argument : 17,046 électeurs avaient obtenu dix-sept sièges ; 17,997, vingt-huit. Pirmez, investi d'un nouveau mandat en juin 1886 par les *libéraux* (il n'eut que 88 voix de plus que la majorité absolue : il s'en fallut de peu que ce *juste* connût l'ostracisme), Pirmez déposa en 1887, avec quatre de ses collègues, de Smet, Carlier, de Moerman et Loslever, un projet, « substituant à la règle unique de l'omnipotence de la majorité et de l'écrasement des minorités dans chaque circonscription électorale, le principe équitable, juste, de la proportionnalité, qui seul assure la représentation vraie » (*Doc. parl.*, 1887-1888, n° 69). Ce projet paraissait avoir pour effet — le chef du cabinet d'alors, M^r Beernaert, en convint — de consolider le régime parlementaire, d'assurer dans toutes les administrations un contrôle indispensable et d'apaiser les passions politiques, sinon de supprimer les fraudes électorales. Le 24 janvier 1883, Pirmez le défendit vigoureusement contre M^r Woeste qui, sans s'opposer à la prise en considération, estimait l'application du principe de la R. P. « impuissante à assurer la représentation exacte de toutes les nuances du corps électoral au Parlement », et n'entendait l'admettre en aucun cas pour les élections communales. Un an après, pendant que ce projet dormait dans les cartons de la section centrale, la Chambre étant appelée à discuter la réorganisation des conseils de prud'hommes, Pirmez, avec ses cosignataires de 1887, essaya, sans

succès, d'introduire dans ces conseils le vote cumulatif et d'emporter ainsi, par une voie détournée, l'adhésion de la Chambre au principe de la R. P. (*Ann. parl.* de 1888-1889, p. 418-423). Quand il fut frappé, vers la fin de 1889, par le mal qui devait l'emporter, il mettait la dernière main à une étude sur la R. P. dans les conseils d'administration des sociétés par actions, qui parut en 1892 dans la *Revue pratique des sociétés civiles et commerciales*. Il ne lui fut pas donné de voir le triomphe, aujourd'hui incontesté, d'une réforme qu'il a proclamée un jour « la conquête nouvelle des sciences politiques ». Il avait la conviction que le scrutin de liste était irrémédiablement condamné : l'avenir devait lui donner raison.

Ayant aussi la conviction (il avait fini par l'acquérir après les dévastations du bassin de Charleroi en 1886) que le service personnel est indispensable, il travaillera vaillamment à faire partager son opinion par le Parlement. Il ne s'inquiète pas des attaques de ceux qui lui reprochent d'avoir changé d'opinion : le bien public étant le seul mobile qui a pu le décider à ce changement, il ne doit pas en rougir : « Rien n'est plus louable que de changer d'opinion quand, les circonstances s'étant modifiées, il appert qu'un ancien sentiment n'y est plus conforme » (8 février et 13 juillet 1887). Et puis — déjà il l'avait prouvé (20 décembre 1885) — la droite n'avait-elle pas elle-même modifié son attitude dans la question militaire ? N'avait-elle pas, sans raison sérieuse et pour des considérations électorales, refusé jadis de voter le budget de la guerre?... « La loi de milice que nous vous annonçons en 1870 maintenait les immunités ecclésiastiques pour tout le clergé séculier. Elle supprimait l'exemption pour tout le clergé régulier ; et savez-vous à combien de personnes la suppression s'appliquait par an ? A trois personnes. Ces trois religieux avaient le droit de se faire remplacer : c'était une charge qui pouvait se monter à 5,000 francs, mettez 10,000 francs si vous voulez. Et

« parce qu'on laissait à cet égard une partie du clergé dans le droit commun, vous avez voté contre le budget de la guerre ! » C'était une grande faute pour un parti, qui s'intitulait le parti conservateur par excellence, que de méconnaître les désirs de la classe ouvrière sur la question du service personnel, alors qu'il s'appêtait à voter les droits sur le bétail, en attendant sans doute les droits sur le pain (cf. *Ann. parl.*, session de 1886-1887, p. 478-479). Pirmez insista surtout sur ce point dans la séance du 13 juillet 1887, lors de la discussion de la loi du recrutement. La Chambre repoussa, le 14, le principe du service personnel. Un mois après, sur la grande place de Bruges, où l'on inaugurerait le monument élevé à la mémoire de Breydel et De Coninck, le Roi prononçait un discours mémorable qui est certainement une désapprobation indirecte de ce vote de la Chambre. En 1889 (*Ann. parl.*, p. 1248-1249, 1292-1294), nouveaux efforts de Pirmez lorsqu'on discuta le projet de loi modifiant le cadre organique de l'armée en vue de l'augmentation complète de la réserve. Cette année-là, comme les deux années précédentes, il semble qu'on puisse résumer son argumentation par ces mots d'une brochure fameuse de Banning : « Le service personnel s'impose : c'est la justice et c'est aussi la sagesse ».

Dans les dernières années de sa vie, c'est son œuvre de juriste et d'économiste qui nous frappe tout particulièrement. Vice-président (1884) de la commission de revision du code civil, les questions les plus spéciales du droit ne le préoccupent pas moins que les questions générales. A preuve son livre, très apprécié dans le monde des juriconsultes, sur *les Areines et le cens d'areine dans l'ancienne jurisprudence liégeoise*, où il soutient — et la cour de cassation lui donna raison en 1885 — que l'arnier n'a pas la propriété de la mine, qu'il n'a que la propriété et la jouissance de l'areine dans le fonds d'autrui, le cens n'étant plus dû lorsque l'areine a cessé de bénéficier à la mine. A preuve ses discours

sur le concordat préventif à la faillite (*Ann. parl.* de 1886-1887, p. 1388), sur l'incessibilité et l'inviolabilité des salaires des ouvriers (*ibid.*, p. 1437), sur la revision du code de procédure pénale (*ibid.*, p. 129, 132, 198, 199, 203), sur la condamnation conditionnelle et la suppression du minimum légal des peines (*Ann. parl.* de 1887-1888, p. 1259, 1273-1275), sur l'emploi des langues en matière répressive (*Ann. parl.* de 1888-1889, p. 263), sur la loi hypothécaire (*ibid.*, p. 1097-1099). A preuve encore, sa collaboration, en 1888, aux travaux du *Congrès international de droit commercial* de Bruxelles, collaboration qui ne fut pas moins féconde, pas moins utile que celle qu'il avait apportée en 1885 au Congrès d'Anvers. Nyssens a dit (p. 306 de sa biographie) que le droit naturel, l'idée morale et la justice apparaissent toujours comme les guides et les raisons maîtresses de ses solutions et de ses jugements, mais que « les juristes de l'école » le trouvaient trop hardi et même trop aventureux dans certaines thèses. Nous renvoyons sur ce point nos lecteurs tout à la fois au travail de Pirmez sur *la Responsabilité* (projet de revision des articles 1382 à 1386 du code civil, Bruxelles, 1888; 75 p.) et au rapport que M^r le professeur Van Biervliet, de l'université de Louvain, a présenté à la commission du code civil sur ces articles.

Avec les « économistes de l'école » Pirmez ne s'entendait pas toujours non plus : il a eu des audaces dont s'effraya fort le protectionnisme qui était, qu'on nous passe le mot, sa bête noire et à qui il porta de rudes coups. « Vous poussez le libre-échange jusqu'au paroxysme », lui disait M^r Graux, un jour qu'il préconisait un système que Nyssens résume en ces mots : libre-échange même sans échange... « Votre système n'est pas de *traiter* avec les puissances : vous voulez tout simplement les *convertir*. Vous n'êtes pas un négociateur : vous vous faites apôtre !... ». Cet apostolat tentait en effet Pirmez, si l'on en juge par une

ébauche, retrouvée dans ses papiers, d'un *catéchisme économique* destiné à faire pénétrer ses doctrines chez les masses des travailleurs. Sur ce terrain du libre-échange — sur ce terrain seul d'ailleurs — Pirmez était intransigeant. Dans son ardeur à combattre les hérésies économiques, il lançait même des coups de bouloir qui étonnaient, venant d'un homme dont la nature était foncièrement bonne et les procédés courtois. Mais il se hâtait, disons-le bien vite, de « réparer ». Un jour, l'un de ses collègues dont il discutait très vivement le rapport sur les droits d'entrée du bétail, l'interrompit ainsi : « Ne faites pas la caricature de mon rapport pour me combattre ! » Pirmez riposta : « Ah ! vous êtes incarcaturable ! » Le mot était vif. Aux *Annales parlementaires* Pirmez corrigea : « Ce que j'y relève est « incarcaturable ». C'est lors de cette discussion qu'il défendit longuement la cause de la liberté commerciale, dans une forme plus châtiée que d'ordinaire (sa phrase avait souvent moins d'élégance que de netteté, plus de force que de pureté).

La question des sucres était de celles qu'il avait le plus soigneusement étudiées. Elle lui fournit l'occasion de montrer sa science et sa verve humoristique tout à la fois. Le 15 décembre 1886, il déplorait la loi fiscale qui nous faisait payer neuf millions de francs à une nation étrangère sans aucun profit pour nous. Il démontrait, avec une clarté lumineuse, que jamais l'intervention de l'Etat n'avait produit des conséquences plus absurdes que dans le régime de l'industrie sucrière. Il était surtout hostile à la proposition de quelques députés tendant à décréter que si le produit de l'impôt dépassait le minimum de six millions de francs, on attribuerait le surplus aux fabricants de sucre (*Ann. parl.*, 22 février 1889).

La nature de Pirmez faisait de lui un ennemi né de ces opinions reçues que l'on rencontre souvent dans le domaine de l'économie politique. Elles ne le firent jamais reculer. Il lui arriva de se tromper, assurément. Ainsi il ne

vit pas se confirmer ses prévisions dans la question du bimétallisme (cf. sur la baisse de l'or son discours du 19 décembre 1885). Les faits démentirent cruellement, en 1886, dans la région même qu'il connaissait le mieux, cette affirmation : « nulle plainte du côté « du travail », que nous trouvons dans son livre de 1884 : *La crise. Examen de la situation économique de la Belgique*, où il s'efforce d'établir que si les hautes situations sont affaiblies et plus difficiles à maintenir, les classes inférieures sont à tous égards relevées; que tout ce qui constitue les principales dépenses ouvrières a baissé de prix; que si la richesse nationale continue à s'accroître, sa répartition est meilleure; que la part de la terre et du capital est moindre, et la part du travail plus forte. Quelques adversaires de Pirmez ont voulu triompher de la réponse sanglante que les grévistes et les incendiaires du bassin de Charleroi ont faite à sa *Crise d'abondance*, comme on disait alors (cf. le discours qu'il prononça, le 23 mars 1884, à la Société d'économie politique, les journaux du temps et la *Revue générale* de 1890). Mais, comme lui-même l'a fait remarquer le 9 avril 1886, dans une de ses lettres à la *Meuse*, à Charleroi presque aucun ouvrier verrier ne désirait le chômage des usines, aucun mouvement ne se produisit chez les ouvriers de la métallurgie, et parmi les houilleurs mêmes il n'y avait alors aucune exigence de relèvement de salaire. Quant au déchaînement de colère sur l'usine Baudoux, il est probable qu'il eut sa cause dans des circonstances toutes particulières. Lorsque le chômage cessa au bout de quatre ou cinq jours dans un grand nombre d'usines, nulle part on ne signala qu'une augmentation de salaires en eût été la condition. Il faut dire aussi que les adversaires de Pirmez ne lui ont pas tenu suffisamment compte du but qu'il poursuivait en publiant ce livre : *La crise*, qui complétait ou expliquait son discours du 23 mars 1884. Nyssens a fidèlement interprété sa pensée quand il a dit : « Pirmez ne craignait pas la crise des choses, mais

« il s'effrayait de la crise des idées ;
 « l'étoile de la liberté, en 1884, pâlisait
 « dans le ciel économique, comme elle
 « avait pâli dans le firmament de la poli-
 « tique : il fallait ranimer les croyants et
 « ramener les égarés. Voici la conclusion
 « de la Crise : Vive la liberté ! »

Libéral et non-interventionniste dans les questions sociales comme dans le domaine pur de l'économie politique, la doctrine immuable de Pirmez sera que la liberté guérit les maux qu'elle engendre et que, dans l'intérêt même du travailleur, il faut combattre l'interventionnisme sous toutes ses formes. Investi de la présidence de la *Commission du travail*, il ne dévia pas de cette doctrine, quoique les ministres catholiques qui l'avaient appelé à ces fonctions, aux applaudissements d'ailleurs du parti libéral, eussent désiré (cf. Woeste : *Revue générale* de 1890, p. 451) qu'il cherchât des solutions « en dehors du « jeu des forces économiques » et paraissent avoir été déçus de ne pas le voir employer « toutes les ressources de son « esprit actif et ingénieux » pour accomplir sa mission. Dans la solution des problèmes « sociaux » comme des autres problèmes, Pirmez se préoccupait avant tout de la liberté. Il ne croyait pas à l'État civilisateur, encore moins à l'État directeur d'usines et surveillant suprême du travail. Il n'acceptait pas « l'État disant quand et « comment on peut travailler » (*Ann. parl.*, 1888-1889). Voilà l'explication de son refus de voter la loi sur la réglementation du travail où abondent les entraves à la liberté. Dans les séances du 1^{er} et du 2 août 1889 — ce sont presque ses *ultima verba* au Parlement — il s'oppose énergiquement à la réglementation du travail des femmes. Il admet parfaitement que l'État ait le droit d'intervention quand il s'agit d'enfants mineurs, à la condition toutefois qu'il ne dépasse pas la limite que lui trace l'autorité paternelle et s'il est bien prouvé que, cette autorité paternelle faisant défaut, il y a danger pour la vie, la santé, le développement du mineur.

C'étaient les sympathies universelles que lui méritaient la dignité de sa vie et son expérience des affaires qui l'avaient désigné, en 1887, au choix du gouvernement pour la direction de la *Commission du travail*. Les mêmes sympathies lui avaient valu aussi, en 1885, l'honneur de représenter la Belgique aux conférences monétaires internationales et aux conférences de l'Union latine. Il y fit preuve d'une science qui n'eut d'égale que son habileté, d'un dévouement qu'aucune difficulté ne lassa, d'une finesse que les diplomates de profession auraient enviée (cf. Nyssens, p. 258-259).

Si cette finesse, cette science, ce dévouement ne furent pas mis au service de la grande œuvre de la civilisation de l'Afrique centrale et de la colonisation du Congo dès le premier jour, c'est qu'on ne pensa pas à lui. Il ne fut pas appelé à participer aux travaux de la conférence géographique de Bruxelles de septembre 1876. Il ne fut pas, le 6 novembre de la même année, nommé membre du comité national belge de l'*Association internationale pour réprimer le commerce des esclaves et explorer l'Afrique*, comité où cependant était toute marquée la place d'un économiste aussi éminent, d'un esprit aussi ouvert aux grandes choses, d'un cœur aussi généreux. Mais il n'en fut pas moins de ceux qui préparèrent avec le plus d'habileté la solution de ce que le tant regretté Banning a appelé (p. 17 de son livre de 1878 sur *l'Afrique et la Conférence géographique de Bruxelles*) « l'un des plus « grands problèmes que la science et la « philanthropie aient agités dans ces « derniers temps ». Chargé par l'*Association internationale du Congo* de négocier avec le gouvernement français une convention relative, entre autres points, à des territoires situés sur la rive méridionale du Stanley-Pool, Pirmez eut l'honneur de mener à bonne fin, à force de ténacité et d'habileté, des négociations aussi longues que difficiles de 1884 à 1885. Le succès de ces négociations, qui furent closes le 5 février 1885, hâta la conclusion du grand acte par lequel

la conférence de Berlin reconnut, en 1886, l'existence de l'Etat du Congo. L'an d'après, à la demande du Roi, il fit encore œuvre de diplomate, avec un succès moindre (le succès ne dépendit pas de lui) mais avec une égale finesse et une égale science juridique : il s'agissait précisément de l'interprétation de la convention conclue en février 1885 avec la France. De 1886 à 1889, le souverain du Congo recourut très fréquemment à ses lumières. Il n'est pas une mesure d'ordre administratif, politique ou financier sur laquelle il ne l'ait consulté; le secrétaire général de l'Etat, Mr van Eetvelde, l'a dit sur sa tombe. En effet, la main de Pirmez se retrouve dans maints écrits organisant les services publics du Congo. Léopold II, qui lui avait demandé de rédiger un avant-projet de Constitution pour le nouvel Etat, l'appela en 1889 à la présidence du Conseil supérieur. A ce titre, dans les derniers jours de sa vie, alors que la maladie ne lui permettait plus que de courtes apparitions à la Chambre et à la Banque nationale (dont il était directeur), Pirmez représenta l'Etat indépendant du Congo à la *Conférence internationale antiesclavagiste de Bruxelles*. C'est cette conférence qui reçut la première, le 3 mars 1890, la nouvelle de sa mort survenue la veille : le président, délégué du gouvernement allemand, comte d'Alvensleben, fut ainsi le premier qui pût rendre hommage au jugement fin et pénétrant, à la science et à la courtoisie de l'homme dont il appréciait les mérites en ces termes : « Si Mr Pirmez est tombé avant d'être arrivé au terme de la carrière qu'il poursuivait avec nous, il a fait assez pour mériter la gratitude de tous les amis de l'humanité ».

Travaillant avec un véritable acharnement — on peut même dire que cet acharnement l'a fait mourir avant son temps — Pirmez ne quittait ses études de juriste et d'économiste que pour s'occuper de musique et d'astronomie. Jusqu'à la mort, il resta fidèle à ces deux passions de sa jeunesse, sans qu'il fût toutefois indifférent au culte des

lettres, de la peinture et de l'architecture. « ... Wagner l'enthousiasmait, et il lui faisait une grande part dans les soirées de musique de chambre dont il resta toute sa vie un pratiquant fervent » (Nyssens, p. 369).

On a vu, au début de cette notice, que Pirmez tenait de son père le goût de l'astronomie. Il était toujours au courant des travaux et des découvertes : « Son esprit ingénieux et inventif était toujours avide de contrôler les conclusions des savants ou de rechercher des explications nouvelles aux grands phénomènes qui se manifestent dans le monde des arts » (Nyssens, p. 333). Il avait publié, en 1881, sur l'*Unité des forces de gravitation et d'inertie*, un livre d'une originalité remarquable et d'un grand intérêt, dont ceux mêmes qui en ont combattu ou mis en doute les conclusions, MM. Mansion et Rousseau et le R. P. Van Tricht, disaient qu'il atteste une grande hauteur de vues, une vaste érudition et une dialectique serrée. Quel que soit le sort réservé par l'avenir à sa hardie tentative de synthèse, les divers critiques sont d'accord pour reconnaître que son style scientifique a des qualités rares d'élégance, de charme et de grandeur. Le gouvernement eut la main heureuse en confiant à Pirmez la présidence de la commission de l'Observatoire de Bruxelles. Il en dirigea les travaux avec une autorité et un talent incontestables. Se déclarant avec une charmante bonhomie « un profane » dans les questions scientifiques dont ils s'excusait en quelque sorte de s'occuper « en amateur », il savait, selon l'expression de Mr Rousseau (*Discours prononcé au nom de l'Observatoire sur la tombe de Pirmez*), « avec une rare habileté et une surprenante facilité de compréhension, en aborder l'étude et en discuter en connaissance de cause les points les plus délicats ».

Mr Rousseau a dit aussi que le talent de Pirmez n'avait d'égal que « son extrême bienveillance ». Tous ceux qui l'ont eu pour chef au ministère, à la Banque nationale, ou à l'Observatoire, se sont plu à lui rendre cet hommage. D'une bonhomie charmante, d'un

caractère enjoué et gai de *bon éfant*, *sins inbdras*, comme on dit au pays hennuyer, d'une simplicité de manières qui attirait et retenait, d'une générosité aussi discrète que large, d'une tolérance du meilleur aloi en matière religieuse, — catholique convaincu et pratiquant, il compta peut-être ses meilleurs amis dans le camp des incrédules ou des non-catholiques, — Pirmez avait conquis non seulement dans le pays de Charleroi, mais dans toute la Belgique et à l'étranger, les plus vives sympathies. Sa compétence indiscutable en affaires industrielles et commerciales et sa haute science juridique, son rare bon sens et son incorruptible droiture étaient si universellement appréciés qu'il ne se passait guère d'année où l'on ne vint lui offrir l'une ou l'autre place d'administrateur de société.

Pirmez avait l'élocution facile, une grande netteté dans l'exposition et autant d'habileté que de force dans l'argumentation. Il possédait, au même degré qu'un autre parlementaire wallon, Bara, le don de la riposte qui lui assura souvent, à lui aussi, la supériorité sur des contradicteurs à la parole plus châtiée, plus élégante. Il n'avait ni l'organe, ni le geste, ni l'allure passionnée du tribun : c'était un causeur plutôt qu'un orateur ; mais quel causeur fin, pénétrant, convaincu ! Un de nos confrères, M^r Charles Tardieu, que sa profession de journaliste mit à même de le bien juger, a caractérisé sa manière dans ces termes heureux : « Pirmez avait, par l'inattendu de l'argument et la spontanéité des trouvailles d'expression, l'art d'intéresser même le profane aux questions ardues que sa compétence abordait en se jouant... Son esprit était savoureux... Les aperçus ingénieux, les saillies plaisantes et toujours suggestives lui venaient d'inspiration avec une abondance déconcertante et l'orateur artiste les casait sans effort et toujours à leur place dans des harangues composées avec goût bien qu'enlevées de verve... La déclamation était aussi étrangère à son éloquence que la méchanceté. Il avait de la malice sans malignité...

« Sa parole était parfois cinglante, jamais amère, toujours habile à mettre les rieurs de son côté, sans faire saigner l'adversaire... ». Nous ne sachions pas qu'aucun de ceux, en effet, dont Pirmez a le plus vivement critiqué les actes ou combattu les doctrines, lui ait jamais refusé ses sympathies ou gardé rancune. Tous les catholiques de la Chambre s'associèrent aux paroles émues qu'un de leurs chefs, M^r Nothomb, prononça le 4 mars, à la nouvelle de la mort de ce libéral qui était resté inébranlable dans sa foi politique comme dans sa foi religieuse. Tous virent disparaître avec douleur « cette intelligence ouverte à toutes les idées larges et généreuses, ce novateur, cet initiateur qui était une des illustrations et peut-être une des *espérances* du pays ».

Les espérances dont parlait M^r Nothomb, les amis de Pirmez les avaient perdues dès le jour où il fut atteint (septembre 1889) du mal qui devait l'emporter cinq mois plus tard, dans sa cinquante-neuvième année. La science était impuissante à le guérir. Le journal qui annonça le premier sa mort, dans la soirée du 2 mars, disait : « Pirmez a échappé à la douleur de se survivre. Sa perte, si cruelle pour la Belgique, sera vivement ressentie même à l'étranger, car les facultés et les talents du défunt avaient trop d'ampleur pour se restreindre à des tâches purement locales et les circonstances lui ont permis de se développer avec autorité au dehors ». Le 5 mars, M^r de Lantsheere, président de la Chambre des représentants, où, pendant trente-deux ans, Pirmez avait mis au service, moins encore de son parti que de la patrie belge, une activité étonnante, un dévouement jamais lassé, une science toujours puissante et ingénieuse, M^r de Lantsheere, dans un langage digne du Parlement et digne de l'illustre défunt, lui adressa ce dernier adieu : « Pirmez a servi le pays ! De là cet universel hommage où se confondent tous les partis. Il a servi le pays noblement, sans ostentation, par amour du devoir. Il l'a servi dans toutes les sphères. Politique, législation,

« finances, arts, littérature, sciences, il
 « a tout absorbé. Son infatigable activité
 « suffisait à toutes les tâches, son esprit
 « fertile était supérieur à toutes les
 « difficultés... Il semblait qu'en toutes
 « choses il n'eût qu'un souci : la re-
 « cherche de la vérité, l'intérêt perma-
 « nent de la patrie... Il ne cherchait pas
 « à s'imposer. Tous allaient au-devant
 « de lui et il montrait en toutes choses
 « un zèle si intelligent que je ne sais
 « quel ascendant naturel le portait par-
 « tout au premier rang ».

Ernest Discailles.

E. Pirmez, *La question des coalitions et la question de l'usure* (Bruxelles, 1860). — E. Pirmez, *Discours prononcés sur le programme de l'enseignement moyen* (Bruxelles, 1869). — E. Pirmez, *Des arènes et du cens d'arène dans l'ancienne jurisprudence liégeoise* (Liège, 1880). — E. Pirmez, *De l'unité des forces de gravitation et d'inertie* (Bruxelles, 1881). — E. Pirmez, *La représentation vraie* (extrait de la *Revue de Belgique*; Bruxelles, 1883). — E. Pirmez, *La crise. Examen de la situation économique de la Belgique* (Bruxelles, 1884). — E. Pirmez, *De la responsabilité. Projet de revision des articles 1382 à 1386 du code civil* (Bruxelles, 1888). — *Annales et Documents parlementaires de 1858 à 1890*. — Alb. Nyssens, *Eudore Pirmez* (Bruxelles, 1893). — Ern. Discailles, *Charles Rogier*, t. IV (Bruxelles, 1893). — C^{te} Goblet d'Alviella, *La vie politique, dans Cinquante ans de liberté* (Bruxelles, 1892). — C^{te} Goblet d'Alviella, *La représentation proportionnelle en Belgique* (Bruxelles et Paris, 1900). — *Rapport triennal sur l'enseignement moyen en Belgique, 1867-1868-1869*. — *Revue générale de 1890*. — *Revue pratique des sociétés civiles et commerciales de 1885, 1891 et 1892*. — *Revue de l'instruction publique en Belgique, 1869*. — *Journaux du temps*.

PIRMEZ (*Fernand*), écrivain, né à Châtelineau, le 16 juillet 1844, et mort à Liège, le 27 septembre 1872. Frère d'Octave Pirmez et associé à sa vie et à sa pensée, comme l'atteste un livre de celui-ci, *Remo*, sorte de biographie littéraire, où la poésie se mêle à la réalité et où il convient surtout de puiser les éléments de cette notice, car bien des pages n'y sont que la reproduction, parfois littéraire, des opinions et des impressions de Fernand Pirmez. Celui-ci n'a, en dehors de ces extraits, d'ailleurs très caractéristiques, publié qu'un journal, *Le Pays wallon*, dont la collection est devenue introuvable. Il y défendit, avec une grande énergie, les idées de démocratie sociale et d'émancipation populaire. Ce fut un enthousiaste, qui essaya d'accorder

sa vie avec ses convictions, notamment en participant à un mouvement insurrectionnel en Grèce. Plus tard, rentré en Belgique, et fixé d'abord dans la vallée d'Acoz, non loin du château qu'habitait son frère Octave, puis à Liège, où il mourut tragiquement, il garda jusqu'au bout la belle et vaillante fougue d'un idéaliste, qui jamais ne se résigna à composer avec les petitesse et les conventions forcées de l'existence moyenne.

Entre Fernand et Octave Pirmez, il y avait, outre les dissemblances physiques, une opposition de caractère aussi bien que de doctrine. Elle est soulignée à vingt endroits de *Remo* : « Pendant « que je demandais à la contemplation « de la nature et à l'observation tran- « quille des caractères un apaisement « à mes émotions, il cherchait sa paix « dans la fatigue que procure une « activité incessante » (p. 127). Ainsi s'exprime Octave, qui fut toujours un moraliste contemplatif. Son frère avait peine à comprendre ces « silencieux « dialogues avec la nature » d'où sont sortis de beaux livres de philosophie : « Que sont toutes les montagnes et « toutes les forêts », s'écriait-il, « près « de l'idée qu'avec ces montagnes, ces « forêts, ces pierres, on peut donner du « pain à des affamés et abriter de pauvres « gens » (p. 141). Et il montrait à Octave les foules ouvrières du pays noir, courbées sous un dur labeur et privées par là, à tout jamais, des plaisirs intellectuels qu'ils goûtaient l'un et l'autre, en égoïstes. « Et si je me sens », disait-il, « du talent, de l'énergie, ne les utili- « serai-je pas pour combattre les abus « de cette société indifférente, où l'in- « justice est régnante? » (p. 153). A quoi Octave de répliquer qu'il était libre de son temps et de sa fortune, mais qu'il valait peut-être mieux « cor- « riger qu'innover ». Ainsi Fernand Pirmez fut conduit vers la science, à laquelle il demanda moins encore des satisfactions personnelles que des solutions libératrices pour autrui. Son frère nous dit avoir en vain essayé de le détourner « d'une étude téméraire, qui « devait dépouiller son existence de

« tous ses charmes », et il s'accuse, dans *Remo*, de l'avoir fait de façon malencontreuse, d'avoir été « pour lui un ami maladroit, plus occupé de le reprendre que d'assurer sa marche » (p. 227 ; voir p. 256), peut-être de l'avoir paralysé, « d'autant plus », confesse-t-il, « qu'il avait confiance en ma médiation ». Mais il est permis de croire qu'il y a là quelque exagération, née de scrupules posthumes ; l'affection qui liait ces deux hommes diversement supérieurs ne fut jamais troublée dans son fond, et le désaccord qui les sépara ne résida jamais que dans leurs cerveaux : « Nous avons », écrivait Fernand à Octave, « deux façons différentes d'entendre l'idéal. Le tien est artistique et d'outre-monde, il provoque en ton sein des aspirations faites de subtiles essences qui se vaporisent en Dieu ; le mien est terrestre, car je vois briller la vérité éternelle dans cette poussière errante qui est la pauvre humanité... J'aime donc cette humanité palpitante sous mes yeux ; je la veux vêtir, alimenter, fortifier par la liberté publique, qui seule donne la prospérité et les saines pensées » (p. 267).

Fernand réservait toutefois les pensées d'au delà, et tout ce qu'on peut induire des trop brefs fragments qui nous restent de lui, c'est qu'il inclinait vers une philosophie évolutionniste plutôt que spiritualiste : « La création », écrit-il, « dans son glorieux essor, ne peut aller qu'à une destinée meilleure. Qu'importe pour elle la mort des individus, qu'importent des étincelles sitôt éclipées, si le foyer demeure?... C'est donc quand je cesse de sentir ma personnalité, c'est, en un mot, quand je ne suis plus que je suis vraiment satisfait » (p. 182). Et à son frère, qui lui reprochait ce qu'il appelait son positivisme, il disait : « Ignorees-tu quel sacrifice ce fut pour moi de me détourner de la poésie et des arts pour m'adonner au travail opiniâtre de l'analyse ? Mes manuscrits, si tu daignes les parcourir, te le raconteront.... Si j'obtiens la vérité philosophique, j'aurai la vérité sociale.

« Découverte, elle permettra d'accroître la fortune et la sécurité publiques ». Il est à peine utile d'ajouter que les théories politico-sociales de Fernand Pirmez s'accordaient parfaitement avec de telles vues ; sa foi dans le progrès n'allait pas sans un certain mépris des hommes et des institutions du passé. Il n'eut pour le christianisme aucune des admirations d'Octave ; il voyait moins en lui un viatique qu'un agent de faiblesse et même de servitude. Nietzsche avant l'heure, il a exprimé, dans de très belles pages sur la Grèce, pages écrites dans ce divin pays, la supériorité totale de l'antique et le mépris de la révolution morale qui nous donna le moyen âge : « ... Fallait-il tant de siècles pour qu'on découvre, sous la forme antique, la beauté de l'idéalisme chrétien ? Jamais dans l'œuvre du philosophe d'Egine on ne remarque les aigreurs de la civilisation gothique.... Quand la renaissance hellénique aura repassé une seconde fois sur la vieille Europe comme une rosée bienfaisante, peut-être alors, oubliant les Goths et les Arabes, verrons-nous fuir, avec les ténèbres d'un autre âge, toutes ces frayeurs qui forgent les chaînes du despotisme. Il importe de le répéter sans cesse : l'art grec est le plus beau ; la politique démocratique, la seule grande et humaine » (p. 118). Et ailleurs, après avoir rappelé que, dans son adolescence, il avait « senti la vieille poésie chrétienne fermenter » dans son sein, il s'écriait dans un bel élan, digne de Chateaubriand ou, si l'on aime mieux, du grand Michelet : « Il me semblait que j'étais un voyageur gravissant une montagne. Quand je me retournais, j'apercevais la vaste mer de larmes qui ont versées tant de malheureux qui ne sont plus. J'écoutais les plaintes des générations disparues ; j'assistais à leurs angoisses ; j'évoquais leurs espérances en me mêlant à leurs douleurs. Je me transportais à ce moyen âge, dont le souvenir historique me fait horreur... » (p. 187). Et, tout en reconnaissant qu'il y eut alors de « saintes âmes perdues au fond

« de leur silencieux asile », il voulait détourner d'elles un regard qui allait « à cette multitude comprimée et dolente, errant à demi-nue et affamée par les landes désertes, dans un morne ennui et une terreur née de l'ignorance ». Il était ramené ainsi, d'invincible façon, à ses théories politico-sociales, ce qui nous permet de constater dans cet esprit remarquable une association d'idées et de sentiments qui est déjà moins nettement formulée chez les penseurs du XVIII^e siècle, et surtout chez le plus original de tous, Jean-Jacques Rousseau, qui apprit à aimer le régime démocratique en lisant les biographies de Plutarque. Fernand Pirmez avait eu, outre le privilège d'une éducation raffinée, la joie refusée au philosophe genevois de passer de longs jours sur la terre bénie où l'humanité, depuis deux mille ans, n'a cessé d'aller prendre le pain de fructification, destiné à la régénérer. Il fut, sans qu'il s'en doutât, le douloureux précurseur de cette génération d'intellectuels, dont le rêve philanthropique ressemble beaucoup aux desseins généreux des hommes de 1789, mais s'en distingue par un meilleur outillage de science et, peut-être aussi, par une culture plus haute et plus sincèrement historique. C'est à ce titre qu'une place devait lui être concédée dans un recueil où figurent tous ceux qui, par leur esprit ou leur activité, ont honoré la patrie.

M. Wilmotte.

Octave Pirmez, *Remo*. De Fernand Pirmez, *Bancel* et *Gustave Flourens*, deux notices biographiques, en plaquettes (1872).

PIRMEZ (*Jean*), homme politique, né le 13 octobre 1795, à Châtelaineau (lieu dit : La Franche Chambre), y décédé le 11 septembre 1864. Fils de Fr.-Edouard-Jos. Pirmez, ancien élève du collège des Oratoriens de Thuin, maire de cette commune, et de Rosalie Wyart (1),

(1) « Mad. Rosalie Wyart », dit Albert Nyssens, dans sa belle biographie d'Eudore Pirmez (Bruxelles, gr. in-8°, de 394 p.), « femme remarquable par son intelligence, son activité et son énergie, sut, tandis qu'elle donnait à ses huit jeunes enfants une éducation brillante, faire prospérer grandement les affaires commerciales de la famille qu'elle dirigea pendant plus de trente ans... »

il était l'aîné d'une famille de huit enfants, dont une fille. C'est à son aïeul paternel, Edouard Pirmez, époux de Marie-Josèphe Lorent (nièce de M^r Lorent-Mellerio, d'Anvers), qu'on doit faire remonter l'élévation des membres de cette famille. C'est à son intelligence commerciale et à son labeur qu'ils doivent la haute situation de fortune dont n'ont cessé de jouir ses descendants.

Jean Pirmez n'avait guère qu'onze ans lorsque, par suite de la mort du chef de la famille (7 mars 1806), enlevé à l'âge de trente-neuf ans, sa mère resta veuve avec ses huit enfants en bas âge. Elle avait trente-six ans; la situation était grave; mais c'était une femme de caractère et d'intelligence. A la suite des bouleversements politiques et des guerres de la fin du XVIII^e siècle et du commencement du XIX^e, les établissements d'instruction manquaient totalement dans la contrée. M^{me} Edouard Pirmez fit donc faire à son fils des études privées, et l'envoya ensuite suivre les humanités au collège de Namur, puis les cours de droit à Louvain. Jean Pirmez avait à peine vingt-trois ans lorsqu'en 1818 il fut nommé maire de Châtelaineau, fonctions qu'il exerça jusqu'en 1825. En cette année 1818, les électeurs l'avaient encore désigné pour aller siéger aux États provinciaux et ils le réélurent en 1820, 1826 et 1829.

Survinrent les luttes de 1830. Jean Pirmez joua, dans sa région, un rôle marquant. Dès le 24 septembre, avec ses frères cadets Victor et Benjamin, ils réunissent des volontaires parmi les citoyens de Châtelet et de Châtelaineau et se mettent à la tête du mouvement révolutionnaire. On n'avait pas de cocarde politique; le temps pressait; M^{me} veuve Jean-Bernard Lyon, dont le beau-frère, l'avocat Jérôme-Adrien Lyon, avait été, en 1790, à la tête des patriotes liégeois, en possédait une caisse; elles étaient aux couleurs liégeoises! Qu'importe! les frères Pirmez les demandent instamment; la bonne patriote les leur donne et l'on voit les premiers révolutionnaires de 1830, au pays de Châtelet,

marcher avec des cocardes aux couleurs liégeoises à la boutonnière, une révolution suivant l'autre à quarante ans de distance ! Ces hommes sont armés de vieux fusils, de fourches, de piques, de tout ce qu'ils ont pu trouver pouvant servir d'arme. Les frères Pirmez, pleins d'enthousiasme, les conduisent, tambour battant, à Marcinelle ; c'est là, dit-on, que doivent passer les Hollandais venant de Philippeville, où ils étaient casernés, pour secourir la garnison de Charleroi.

Son frère Victor, bien qu'ayant fait partie de la garde d'honneur du roi Guillaume Ier des Pays-Bas, bien que récemment marié, — il avait épousé le 1er juin, à Gosselies, Melle Amélie-Ferdinande-Catherine-Joséphine Drion, — organisa, sous l'énergique impulsion de Jean Pirmez, un corps franc, avec le patriotique concours de Leclercq et Léon Wilmar, grand industriel métallurgiste de Châtelineau.

Député au Congrès national, Jean Pirmez y siégea pendant toute la session et prit part aux principaux votes qui devaient consolider l'indépendance de la patrie. Son frère Sylvain lui avait été adjoint comme suppléant. Aux élections générales de 1831, il reçut une nouvelle marque de l'estime des électeurs de l'arrondissement de Charleroi, qui le désignèrent pour la Chambre des représentants, et ce mandat, renouvelé en 1835, le fut constamment jusqu'en 1856, époque où, par suite de son âge, — il avait alors soixante et un ans, — et pour favoriser l'accession à la vie politique de son neveu Eudore Pirmez (voir plus haut), il renonça à la carrière parlementaire, après avoir su, pendant plus d'un quart de siècle, avec un tact et une intelligence remarquables, concilier les intérêts généraux de la Belgique et les intérêts locaux si graves, si multiples, de l'arrondissement de Charleroi, l'un des centres industriels et agricoles les plus considérables du pays.

Il appartenait à l'opinion libérale modérée.

Nommé chevalier de l'Ordre de Léopold le 13 mai 1843, Jean Pirmez fut promu au grade d'officier, au moment

de sa retraite, le 19 juillet 1856. Dès lors et jusqu'à sa mort, il vécut retiré dans sa maison patrimoniale où était mort son frère Auguste, célibataire comme lui, et où mourut longtemps après, sa sœur, Melle Hyacinthe Pirmez, femme d'un grand esprit philosophique, d'une éducation soignée, d'une bienfaisance inlassable, qu'entourait l'estime de toute la population.

Jean Pirmez était le véritable type des anciens parlementaires : sérieux, droit, rigide, sévère pour lui-même, tolérant pour les autres, scrupuleux à l'excès, ne s'inspirant que des idées les plus élevées et ne connaissant jamais les préoccupations personnelles. « Dès » le début de sa carrière politique », dit Albert Nyssens dans sa biographie d'Eudore Pirmez, « il s'efforça de » propager les idées économiques. Il » défendit toujours et des premiers, dans » notre Parlement, les principes de la » non-intervention de l'État et de la » liberté commerciale. Les questions » monétaires lui étaient familières; il » les traitait avec une compétence et » une autorité que nous retrouverons, » quelques années plus tard, chez son » neveu Eudore, qui devait continuer si » brillamment, à la Chambre des députés, les traditions de sa famille ».

Jean Pirmez s'est chargé de préciser lui-même sa situation parlementaire si personnelle, dans une lettre qu'il écrivait, le 26 février 1847, au comité de l'Association libérale de Charleroi : « Les » électeurs connaissent assez mes opinions, par ma vie publique de près de » trente années, pour que je sois dispensé » de répondre aux questions de principe » sur lesquelles votre lettre veut que je » m'explique... Il me serait impossible » de me soumettre à rien qui eût l'apparence d'un mandat impératif, soit » direct, soit indirect. Mais j'accepterai » indistinctement tous les suffrages » électoraux auxquels il ne serait attaché » aucune condition et qui me laisseraient » ainsi toute mon indépendance parlementaire que j'ai par-dessus tout » à cœur de conserver ». Tel fut aussi l'idéal politique de son neveu Eudore,

à l'éducation duquel il prit une part considérable et dont il fut vraiment le père et le parrain dans sa carrière politique.

Le livre d'or de la Croix de fer porte cette mention : « Il contribua, par son « patriotisme persévérant, à affranchir « le pays de la domination étrangère « et à constituer l'indépendance nationale ».

Clément Lyon.

Etat civil et archives communales de Châtelineau. — Louis Hymans, *Histoire parlementaire* (1830-1856). — *Le livre d'or de l'Ordre de Léopold*. — *L'Education populaire* (n° du 14 juillet 1892). — Archives de famille de feu Henri Pirmez-Moncheur, de Gougny.

PIRMEZ (*Léonard*), homme politique, astronome, né à Châtelineau, le 11 floréal an vi (30 avril 1798), mort à Châtelet, le 23 juillet 1866. Dès qu'il fut en âge d'école, sa vaillante mère l'envoya au collège de Namur pour y suivre les cours d'humanités; en 1816, — il avait alors dix-huit ans, — il y remporta le premier prix de rhétorique. Détail curieux, ce prix était représenté par un aigle impérial en argent. « Il faut croire », fait malicieusement observer Albert Nyssens, dans sa biographie d'Eudore Pirmez, « qu'il y en avait au collège namurois un stock » que l'économe cherchait à écouler, « sans souci du nouveau régime ». D'une longueur d'environ trente centimètres, il portait au revers, sur une surface polie, un anneau pour l'attacher sans doute à une chaînette et une inscription dédicatoire en caractères lapidaires.

Ses humanités terminées, Léonard Pirmez, après avoir séjourné pendant quelque temps en Hollande pour se perfectionner dans la langue de ce pays, alors indispensable à qui voulait se livrer aux affaires publiques, suivit les cours de droit à la faculté de Louvain. Qu'était-ce que cette faculté de droit à cette époque? L'ouvrage de Nyssens va nous le dire, d'après une biographie manuscrite de son père, que l'on doit à Eudore Pirmez : « Il ne restait alors que les débris de l'ancienne université de Louvain. Un vieux professeur, nommé Libart, donnait à quelques élèves des

« leçons de philosophie en latin. Léonard « Pirmez passa d'abord deux ans chez « lui, puis devint étudiant à l'université « reconstituée. Il en sortit docteur en « droit. La thèse de Léonard Pirmez : « *De marito tori violati vindice*, fut la « première sur le droit pénal; l'idée lui « en avait été donnée par le professeur « de droit criminel Birnbaum, un jeune « savant allemand venu en Belgique. « Elle fut couronnée et appréciée par « ses contemporains ». On peut en lire un compte rendu très élogieux dans le *Neues Archiv des Criminalrechts* (1824, t. VI, p. 344).

La thèse de Léonard Pirmez a été imprimée à Louvain, chez Vanlinthout et Vandenzande, la même année (in-8° de 78 p.) Il se fit inscrire au tableau de l'ordre des avocats du tribunal de première instance de Charleroi, mais il n'exerça guère, ses goûts naturels ne le portant pas à persévérer dans cette carrière. Il s'était alors fixé à Marcinelle, après avoir épousé, à Châtelet, une femme très distinguée, Melle Joséphine Wilmet; c'est à Marcinelle que son fils, le ministre d'Etat Eudore Pirmez, vit le jour, le 14 septembre 1830.

Fils et petit-fils de bourgmestres de Châtelineau, il avait vu ses frères aînés participer successivement aux affaires publiques. L'élection du 22 août 1848 appela au conseil Léonard Pirmez. Deux ans après, les 15, 16 et 17 août 1850, une inondation sans précédent dans nos annales porte la désolation dans la vallée de la Sambre et notamment à Châtelineau; les dégâts furent considérables; il se multiplia pour en atténuer les pertes. Le 23 décembre 1851, il fut installé en qualité de bourgmestre. Le 25 septembre 1854, il fait adopter le plan des constructions d'une nouvelle église, en remplacement de l'ancienne, trop vieille et trop exigüe, qui fut démolie. En 1855, il résigne ses fonctions magistrales, mais il reste conseiller jusqu'à sa mort. Ajoutons que c'est à son initiative qu'on doit la réorganisation d'une institution communale séculaire des plus intéressantes et dont

on trouve quelques types dans le comté de Namur et la principauté de Liège : les *masuirs*, et il en fit adopter les nouveaux statuts en séance du conseil communal du 25 juillet 1853.

Les services qu'il était appelé à rendre à la chose publique ne le distraient pas de ses études de prédilection. En 1854 — il avait alors trente-six ans — Léonard Pirmez fit imprimer, à Châtelet, un in-8° signé L. P...z, et intitulé : *Essai sur la queue des comètes*, qui attira sur lui l'attention des savants. Sur les instances de quelques-uns de ceux-ci, il en publia une seconde édition, à Bruxelles, en 1860, chez Hayez, en un in-8° de 89 pages, avec deux planches.

En 1860, l'abbé A. Lecomte, docteur en sciences de l'université de Louvain, professeur de mathématiques au petit séminaire de Bonne-Espérance, publia une brochure dans laquelle il étudiait spécialement les idées émises par Léonard Pirmez. Il y rendit hommage à la sagacité de notre astronome amateur : « A mon sens », dit-il, « l'*Essai sur la queue des comètes* (2° édition, 1860), de M. Léonard Pirmez, dénoue seul, d'une manière satisfaisante, les difficultés de ce problème délicat. Le zèle avec lequel ce savant a poursuivi son œuvre, mérite vraiment d'être signalé ».

L'ouvrage de Léonard Pirmez est divisé en deux livres, plus un appendice; dans le premier, — qui est le principal, — il examine les questions suivantes: opposition de la queue cométaire au soleil, sa division en deux branches, son accroissement en périhélie, la divergence des rayons lumineux, adhérence et cohérence, inflexibilité, vitesse et néanmoins inflexibilité, translucidité, objection au sujet de la diminution des queues, erreurs étonnantes, objection tirée de l'absence de phases, anomalies. Le second livre traite uniquement de la cause de la visibilité. Deux chapitres sont réservés à l'appendice, qui comprend : 1° l'examen critique de l'aurore boréale; et 2° la lumière zodiacale.

Léonard Pirmez s'adonnait aussi vo-

lontiers à la poésie; mais ses œuvres présentent un caractère d'intimité tel qu'elles doivent rester dans les archives familiales.

Les circonstances de sa mort sont particulièrement tristes; son frère Victor, qui habitait le faubourg de Châtelet dans la belle habitation qu'il s'était fait construire et où vécurent ses enfants, étant dangereusement malade, il se rendit chez lui pour le consoler; il fut si vivement impressionné à sa vue que, rentrant chez lui à huit heures du matin, il fut frappé d'apoplexie et mourut peu après. C'était le 23 juillet 1866; il avait soixante-huit ans. Le lendemain, son frère Victor le rejoignait dans la tombe.

Mme Léonard Pirmez mourut à Châtelaineau le 29 janvier 1886, laissant les six enfants suivants : 1° Eudore Pirmez-Lambert, docteur en droit, député de Charleroi, ancien ministre de l'intérieur, ministre d'État, gouverneur de la Banque Nationale; 2° Mme Adèle Pirmez, veuve de Louis Misonne, avocat à Gilly; 3° Mme Céline Pirmez, épouse d'Albert Bouvelle, ancien capitaine de cavalerie, à Châtelet; 4° Mme Flore Pirmez, veuve du baron Théodore de Crawhez, au château de Bois-Lombut (Gosselies); 5° et 6° Mlles Julie et Rosalie Pirmez, qui demeurent dans la maison paternelle de Châtelaineau.

Clément Lyon.

Etat civil de Châtelet et de Châtelaineau. — Archives de Châtelaineau et de la famille de Léonard Pirmez. — Journal *L'Education populaire* (n° du 14 juillet 1892). — *Statuts de masuirs* de Châtelaineau (Châtelet, J.-J. Lambillon, 1853; in-12). — *Bibliogr. nat.* (1830-1880), litt. P. — *Etude sur une nouvelle théorie de la formation des queues cométaires*, par l'abbé A. Lecomte (Bruxelles, Aug. Decq, 1860; in-8°, 34 pages).

PIRMEZ (Octave), écrivain, né à Châtelet, le 19 avril 1832, mort à Acoz, le 30 avril 1883, d'un père, gentilhomme campagnard, dont l'unique plaisir était la chasse, et d'une mère, chrétienne et lettrée, qui exerça sur l'éducation de ses fils une influence considérable. Il avait deux frères, dont l'un, M^r Emile Pirmez, fut le père de M^r Maurice Pirmez, et dont l'autre, Fernand, mourut, comme lui, célibataire, à l'âge de vingt-huit ans

et, comme lui, consacra sa vie à l'étude et à la méditation (voir plus haut).

Octave Pirmez éprouva, dès l'enfance, un goût intense pour la solitude et les plaisirs de la vie agreste. Il nous rapporte qu'il passait tout son temps « à errer » dans un vaste jardin d'où la vue « s'étendait, au loin, vers le village de « Pont-de-Loup ». Et il ajoute : « Vaga- » bonder par les prés, le long des eaux » courantes, tout observer, jusqu'au » balancement insensible des herbes, » me causait un charme indicible. Mais » les instincts meurtriers, naturels à » l'enfant libre, se mêlaient parfois à ma » curiosité... Plus tard, ces instincts se » développèrent en une passion pour la » chasse que je ne pus jamais maîtriser ». Il accompagnait son père dans ses pérégrinations à travers bois, et, déjà curieux des choses de la nature, il notait dans son « cahier d'histoire naturelle les » ruses des lièvres, des renards et des » belettes » ; il y faisait « des illustra- » tions, et toutes les marges étaient » ornées de vignettes » ; il y notait le passage des oiseaux de tenderie, les époques de l'an où les chanteurs ailés des bois viennent en dissiper la mélancolie : « C'est en ces heures-là, je crois, » que je m'enamourai de la nature au » point de vouloir un jour exprimer ses » attrait par ma plume. Que m'impor- » tait alors la vie des hommes illustres » de Plutarque ? La biographie et les » faits et gestes de Clareau, Ramette, » Rustaud, Blandier étaient pour moi » d'un bien autre intérêt ». Ainsi s'expliquent les pages descriptives qui, dans sa correspondance, et particulièrement dans les *Lettres à José*, se mêlent aux effusions tendres et aux réflexions graves ; ainsi s'expliquent aussi, dans ses recueils de pensées, les nombreuses comparaisons et métaphores empruntées à la nature, aux plantes, aux arbres, aux animaux.

L'éducation d'Octave ne ressembla guère à celle des jeunes gens de sa classe et de son âge. Elle fut libre et spontanée, à l'exception d'une année d'études qu'il fit au collège Saint-Michel, à Bruxelles, et dont il semble avoir

conservé un souvenir plutôt amer :
 « C'était mon chagrin de ne plus voir
 « s'étendre devant mes pas un vaste
 « espace pour m'y livrer à mes courses
 « folles, comme je l'avais fait si souvent
 « dans un véritable délire de liberté, et
 « me sentant comme des ailes aux
 « pieds Je ne fus pas un brillant
 « élève. Mon imagination était trop
 « ardente, mon esprit d'observation trop
 « éveillé, ma préoccupation des carac-
 « tères trop constante pour que je pusse
 « réciter de longues pages de mémoire.
 « La musique me fut une consolation.
 « J'avais obtenu d'y consacrer une heure
 « par jour, et plusieurs fois la semaine
 « je recevais des leçons de professeurs
 « du conservatoire ».

Dans un *Regard sur ma vie*, Pirmez nous apprend qu'il devint, de la sorte, dès l'âge de douze ans, un petit virtuose, dont la précocité étonnait un auditoire d'amis : « Plus tard, je ne voulus plus » d'auditoire, et je m'enivrais seul de » mon ramage. Je me sentais transfiguré » par la vibration de mes cordes, qui » traduisaient avec violence une émotion » intime — l'âme chante avant de pou- » voir s'exprimer — et mes émotions » étaient partagées par celui dont j'étais » l'élève, âme ardente et bien née pour » la musique, le seul art dans lequel on » puisse faire vivement ressentir toute » sa tendresse et son humanité ».

Ses parents consentirent à le retirer du collège et à le confier à un précepteur, « ancien professeur de poésie dans un » séminaire », qui fut pour lui « plutôt » un ami qu'un maître ». Il devint bon latiniste ; en revanche, il n'eut jamais qu'une connaissance superficielle et très incomplète des langues et des littératures modernes ; on ne peut même excepter tout à fait la littérature française, où ses lectures se restreignirent à certaines catégories d'œuvres qui lui plaisaient, parce qu'elles étaient en conformité, soit avec ses convictions religieuses, soit avec son tour d'esprit. De ce nombre sont les *Essais* de Montaigne, les *Pensées* de Pascal pour lesquels il eut une prédilection particulière, certains écrits de Bossuet et des apologistes chrétiens, et

parmi les modernes, Chateaubriand, Lamartine et Victor Hugo, qu'il aime et dans l'intimité de qui il vécut longtemps. Il confesse aussi avoir, dans sa jeunesse, connu les poésies de Heine et de Baudelaire, mais il en vint à les détester, comme, en général, toutes les œuvres dont le pessimisme ou l'ironie lui paraissaient malfaisants. Son antipathie pour Béranger, qu'il apparie toujours au latin Horace, procédait de motifs analogues. Il n'avait guère lu les grands romanciers du XIX^e siècle, et il s'en consolait aisément. Son exclusivisme n'épargne ni Corneille, ni Racine, ni Molière; de même les grands classiques du XVIII^e siècle doivent l'avoir laissé indifférent, et, lui qui a tant d'obligations à J.-J. Rousseau et qui offre tant d'affinités de nature avec l'auteur d'*Émile*, le nomme au plus une ou deux fois dans ses écrits. Des retranchements si considérables, et qui étaient volontaires, ne pouvaient pas ne pas influencer sur le cercle de pensées où se mut Octave Pirmez; il en advint, comme de nécessité, qu'il fut un contemplatif, tourné vers le divin, vers la nature et d'une sensibilité directe et toujours éveillée; qu'il n'eut guère d'attraction vers l'artificiel dans les arts, et vers les créations fines, gracieuses, ornées et complexes, dont le talent est la source unique.

On a vu le futur auteur des *Heures de philosophie* recevant, dans son village natal, une éducation tendrement familiale. Quand il atteignit l'âge d'homme, il alla s'inscrire à l'université de Bruxelles, où il abrégea le plus qu'il put un séjour que la grande ville lui rendait difficilement supportable. Il y connut de Coster, l'auteur de la légende d'*Uylenspiegel*; il s'y lia aussi avec un jeune Luxembourgeois, qui écrivit un petit livre intitulé *Marc Bruno* et qui mourut avant le terme; il connut d'autres jeunes gens « dont l'enjoûment et la distraction « l'avaient séduit », mais dont la vanité et les goûts superficiels devaient bientôt lui déplaire. Il subit deux examens, et puis il renonça aux études universitaires, pour entreprendre une série de voyages en Allemagne et en Italie, qui lui ont

inspiré les plus belles pages de ses *Jours de solitude* et dont on trouve des réminiscences émues dans les *Lettres à José*. En 1860, il se fixait « dans la romantique vallée d'Acoz, dont le paysage « recueilli », dit-il, « s'accorde si bien « avec mes goûts, et qui fut pour ma « pensée une source continue d'inspiration ». C'est là qu'il écrivit trois livres: *Feuillées*, *Jours de solitude* et *Heures de philosophie*; c'est de là qu'il adressa à M^r José de Coppin de fréquentes et interminables lettres, dont le recueil forme un volume de près de cinq cents pages; c'est là, enfin, qu'il consacra, sous le titre romantique de *Remo*, une sorte de memorandum biographique à son frère Fernand, dont la haute et vive intelligence, autant que l'affection, fut pour Octave comme un phare éclatant, sans lequel sa nonchalante mélancolie ne se serait peut-être jamais résolue à une activité littéraire quelconque, en tout cas, aux ennuis et aux périls de la publicité.

Dans *Remo*, il nous est conté comment ce frère, si richement doué et si affectueux, revit page par page les manuscrits de son aîné, décidant celui-ci à émonder, à ajouter, à corriger, à chercher de ci de là une expression plus parfaite et plus lucide de sa pensée. Sous le titre de *Pensées et maximes*, un premier recueil fut donc publié, qui, plus tard, devint les *Feuillées*, et qui remonte à l'époque où l'auteur avait de vingt à vingt-quatre ans. Ces pensées et maximes « furent « extraites d'un volumineux manuscrit, « fruit de mes jours d'observation et de « recueillement où je puisai plus tard « une partie des *Heures de philosophie*. « Ce dernier livre ne doit former, avec « les *Feuillées*, qu'une même œuvre ». Ainsi s'exprime Octave Pirmez dans l'avertissement qu'il a mis en tête de son premier ouvrage. En fait, à y regarder de près, on observe que les *Feuillées* sont surtout l'esquisse d'un traité de morale et de psychologie, tandis que les vues métaphysiques et esthétiques prédominent dans les *Heures de philosophie*. C'est donc tout un système de philosophie qui a été conçu par l'écrivain belge,

et c'est peut-être le seul système original qui, dans une forme noblement littéraire, ait été édifié chez nous. Est-ce l'indifférence de son auteur pour toute réclame de presse, ou bien est-ce l'indifférence du public d'il y a trente ans pour tout effort de haute intellectualité, qui explique le peu de vogue dont jouirent les œuvres d'Octave Pirmez? C'est ce qu'on ne peut décider. Ses lettres nous attestent toutefois qu'il se heurta à la défiance des éditeurs français et à la malveillance des critiques nationaux, dont les uns ne prirent pas la peine de le lire avec attention, et dont les autres trouvèrent surannée ou antipathique une doctrine qui cadrerait, en effet, très mal avec les idées dominantes de 1870 à 1884. Le libéralisme était encore, à cette date, l'opinion affichée de la grande majorité des gens qu'on disait lettrés. Or, le génie de Pirmez, religieux, retranché avec une ferveur austère dans la contemplation de la nature, ennemi des nouveautés philosophiques et politiques, ne pouvait s'accorder avec les préoccupations de ces gens; il ne dissimulait même pas son éloignement pour les industriels, qui constituaient la classe dirigeante dans le pays où il vivait; ajoutez à cela sa sensibilité endolorie, son désir de fraternité et un certain dédain de caste qui l'éloignait de toute fortune tôt édifiée et de toute intelligence mal dégrossie, lorsqu'elle n'était pas au service d'une activité populaire. De là les déceptions auxquelles il se heurta; de là les hésitations d'une pensée, trop complètement retranchée dans son isolement, et qui, dans la conversation même, au dire de ceux qui l'ont approché, se trahissaient par de l'inattention, des sautes imprévues de sujets et des déviations déconcertantes; de là enfin des découragements qui, après la publication des trois livres précités, et quand la mort de son frère Fernand l'eut privé d'un grand réconfort moral, l'empêchèrent de se remettre à la tâche et de nous donner des œuvres plus mûres, et, si l'on peut dire, définitives. L'amitié d'Adolphe Siret le décida plus tard à livrer au public son *Remo*,

dont un tirage privé avait apporté l'heureuse révélation à quelques privilégiés; ce fut sa dernière production. Sa correspondance ne fut, naturellement, publiée qu'après sa mort. Il laissait, en outre, de nombreuses pages manuscrites, dont de brefs extraits ont été donnés par A. Siret et dont il faut regretter que la plupart n'aient point vu le jour.

Le nom de Pirmez ne sortit de son obscurité qu'aux environs de 1880. Quelques lettres, signées de grands noms parisiens, avaient été jusque-là l'unique récompense et l'unique encouragement de son vaste et persévérant labeur; Sainte-Beuve avait eu des expressions bienveillantes, mais n'avait donné aucune publicité à son jugement; Saint-René Taillandier avait annoncé, dans la *Revue des deux mondes*, une étude que la mort l'empêcha d'écrire. La *Jeune Belgique* parut alors, groupant de très jeunes hommes de lettres, dont certains étaient doués d'un talent, robuste ou mièvre. Ces novateurs avaient au moins une sorte d'expérience; ils savaient combien le Belge est antilittéraire, et que les rares places à prendre dans le monde des lettres étaient, chez nous, toutes occupées par des écrivains qui, pour la plupart, retardaient de cinquante ans. Bien résolu à triompher de l'indifférence publique et à conquérir une notoriété, si mal justifiée chez d'autres à leur sens, ils mêlèrent beaucoup de critique à leur productivité et se montrèrent impitoyables pour les hommes de la génération précédente. Ils ne firent d'exception, soit à dessein, soit parce que l'évidence guidait leur jugement, que pour deux ou trois talents méconnus. Parmi leurs précurseurs, ils saluèrent Octave Pirmez. Celui-ci fut touché de leurs hommages; mais il ne sut dissimuler tout ce qui le séparait de certaines outrances: « Je voudrais », écrit-il à A. Siret, « pouvoir applaudir aux œuvres de jeunes écrivains qui, publiquement, ont témoigné de la sympathie pour mes écrits, mais je leur rendrais un mauvais service. Il ne suffit pas d'être un virtuose, ou de mêler de belles couleurs sur sa palette,

« il faut être humain, disons-le mot, « chrétien ! » Et encore : « Ce que je « hais le plus, c'est la banalité; or, ces « jeunes écrivains en sont loin. Leur « grand tort est dans le choix de leurs « sujets. Il ne suffit pas d'avoir un talent « plastique; il faut, si l'on en est « doué, choisir des sujets qui en soient « dignes ». Néanmoins, son admiration allait à certaines pages de M^r Camille Lemonnier; aux premiers opuscles, sobres et vigoureux, de M^r Edmond Picard. Il connut M^r James Vandrunen, correspondit avec M^r Van Arenbergh et ne fut pas sans exercer une appréciable influence sur le talent d'écrivains, tels que MM. Henry Maubel et Fernand Séverin. Seuls, les réalistes, qui n'étaient que cela, encourageaient ses sévérités, et Emile Zola lui-même n'échappait pas à une condamnation, enveloppant tous les peintres de la matière brutale. L'effarouchement d'un idéaliste devant certaines brutalités suffirait à rendre compte d'une telle méprise, si d'autres appréciations d'Octave Pirmez ne démontraient à surabondance qu'il était de parti-pris en art, et qu'avec une grande loyauté, d'ailleurs, il manquait de sens critique; on a peut-être eu tort de publier certaines lettres, adressées à des écrivains insignifiants, auxquels il croyait pouvoir prodiguer les éloges qu'il refusait à des maîtres, car c'est mal servir la mémoire d'un penseur que de nous le montrer si totalement assujéti à des préférences philosophiques.

Quoi qu'il en soit, l'admiration littéraire qu'Octave Pirmez voue à Obermann, le sentiment de fraternité intellectuelle qui l'unit à Maurice de Guérin, à Amiel et aux grands catholiques du XIX^e siècle, tout cela nous aide à le comprendre et à le caractériser. Il semble toutefois que, dans ses dernières années, il se soit de plus en plus détaché des choses mondaines, que la foi l'ait possédé, dominé et dirigé de plus en plus; c'est ce qu'attestent ses dernières lettres, où s'expriment avec force la résignation et la piété du croyant.

Au début de 1882, des membres de l'Académie, appartenant à l'opinion

catholique, défendirent sa candidature au sein de la classe des lettres. Bien qu'il se crût très honoré d'une telle initiative, Octave Pirmez ne fit aucune démarche, et il apprit, sans trop de surprise, que la majorité de la compagnie s'était prononcée contre lui, dans la séance du mois de mai de la même année. Toutefois, il obtint dix suffrages : « Je ne m'attendais guère à avoir ces « voix », écrit-il, « et je les considère « comme un succès. MM. les professeurs « ont bien d'autres mérites, une autre « science que moi. M'élisant, leur cha- « grin eût été grand. Ils n'ont pas « d'autres pensées pour s'en distraire. « Moi, je n'avais que l'inspiration. Or, « elle reçoit sa récompense ». On ne peut méconnaître qu'il se mêlait quelque amertume à un renoncement ainsi formulé : quand on saura en quelle piètre estime l'auteur des *Feuillées* tenait la science, on saisira plus nettement encore le sens exact et la portée de son jugement.

Octave Pirmez mourut dans la nuit du 1^{er} mai 1883, c'est-à-dire un an plus tard, des suites d'une affection contractée en août 1881. Il fut l'imprudente victime de sa passion pour la musique. Un soir d'été, il s'était attardé dans le bois de Monplaisir, pour y jouer du violon, tout seul, devant la nature en liesse; la fraîcheur de la nuit l'y surprit, et un frisson l'avertit, trop tard, du mal auquel il s'exposait; il vécut encore dix-huit mois, mais sans jamais plus recouvrer cette paix du corps, qui n'est pas moins nécessaire que la paix de l'esprit. Ses funérailles, simples et émouvantes, attirèrent à Acoz la foule de ses proches et de ses amis, mais aussi la foule bien plus grande des pauvres gens, envers lesquels s'était exercée son inlassable charité. Ce désenchanté des hommes et des livres fut, en effet, un apôtre chrétien, dans le sens de la meilleure fraternité que comporte, en ses origines, un qualificatif dont on a tant mésusé.

Il convient maintenant de revenir aux ouvrages d'Octave Pirmez et de les caractériser brièvement.

Le premier en date fut, on l'a dit, ses *Pensées et maximes*, dont le sujet est l'homme, considéré en lui-même et dans ses rapports avec ses semblables. L'influence de Montaigne, de Pascal et de J.-J. Rousseau y est manifeste; celle de Pascal prédomine. L'auteur la reconnaît implicitement, car il ne perd aucune occasion de proclamer la beauté supérieure des *Pensées* du grand moraliste; il lui consacre la plus longue de ses *Feuilles* (p. 217-218), louant chez lui « cette passion ardente dans un esprit » calculateur et cette marche audacieuse, sans cesse interrompue par des « obstacles spirituels ». Seul des trois modèles illustres qu'on peut assigner à sa méditation, Pascal était profondément chrétien; il l'était d'un cœur agité, torturé par de multiples angoisses, non des lèvres, et par l'habitude maîtresse, comme Montaigne, non à la façon indépendante de Rousseau. C'est en s'inspirant de Pascal qu'Octave Pirmez, dans le groupement de ses pensées, reste étranger à toute systématisation, du moins en apparence, et il serait, toutes proportions gardées, aussi injuste de lui reprocher la forme littéraire qu'il a adoptée qu'il serait sot de regretter que Pascal ne nous ait pas légué un traité apologétique, au lieu de ses immortels fragments.

Pirmez est allé chercher dans ces fragments le fondement de toute sa philosophie. Pour lui, comme pour le grand janséniste, il consiste dans l'antithèse du cœur et de la raison : « La » divination, l'éternelle philosophie », écrit-il le 28 août 1872, « est dans la » poésie, témoin Job, Isaïe, Jérémie; » dans la *Vox animi*, dans une pondération parfaite de la réflexion et de la » passion, du chiffre et de la flamme. » De là la clairvoyance et la sublimité » de Pascal. *Toutes les philosophies de- » vraient s'appuyer sur cette pierre angu- » laire*, exprimée par ces lignes que je » lui emprunte : « Nous connaissons la » vérité non seulement par la raison, » mais par le cœur. C'est de cette der- » nière sorte que nous connaissons les » premiers principes, et c'est en vain

« que le raisonnement, qui n'y a point de » part, essaye de le combattre ». (*Vie et correspondance* d'O. P., p. 63.) Nombreux sont les passages de ses œuvres où l'opposition, formulée par Pascal, est reproduite et commentée. C'est elle qui conduit Pirmez, comme elle avait fait de son illustre devancier, à une défiance exagérée vis-à-vis du savoir humain. Pard'autres voies, on le sait, Montaigne et J.-J. Rousseau avaient été amenés à des attitudes analogues. Ici, c'est la haine d'une « raison superbe et domina- » trice », c'est la peur des « hommes de » logique » qui détermine le penseur à une exécration, dans laquelle il enveloppe jusqu'aux novateurs, partisans d'une égalité brutale, et qui « tendent » à nous ramener à l'animalité ». (*Feuilles*, p. 123.) C'est dire que toute la philosophie morale et sociale du rêveur d'Acoz repose sur cette forte conviction.

Mais là où la raison est impuissante, là où la « fausse science » se nourrit de vain orgueil, l'amour aura des vertus fécondantes; il projettera des clartés supérieures. C'est encore Pascal qui l'a dit : « L'on a ôté mal à propos le nom » de raison à l'amour, et on les a oppo- » sés sans un bon fondement, car l'amour » et la raison n'est qu'une même chose », et, par raison, il entend, comme plus tard Pirmez, le contraire du raisonnement, en lutte avec le sentiment instinctif chez l'homme. Ce sentiment est défini et exalté en maints passages des *Feuilles*; mais si notre philosophe veut qu'il ait la primauté chez l'homme, comme J.-J. Rousseau, c'est à la condition que la raison l'accompagne et le surveille; car sans elle, il « est une beauté éplo- » rée », et sans lui, elle « est une » beauté froide » (p. 327); ainsi doit se résoudre le dualisme qui trouble les tréfonds de l'âme humaine (voir p. 167, 191, 206, 302, 325 et 326), sans qu'on puisse méconnaître toutefois que les prédilections de Pirmez se rangent du côté sentimental, en bon élève et admirateur qu'il est de la nature, c'est-à-dire du monde de l'instinct : « La raison, » faculté moyenne, chemine d'un pas » assuré; mais le sentiment, faculté

« presque divine, voltige et plane dans l'immensité sur les ailes de l'amour » (*Heures de philosophie*, p. 365.) La nature consolera Pirmez des atteintes brutales de l'homme, comme Dieu le consola des philosophies. Ainsi, il échappera et au pyrrhonisme, dont Pascal a dit, sans qu'on sache au juste pourquoi, qu'il était « vrai », et au pessimisme, qui est une autre forme de la même négation. Pourtant, s'il n'est point pessimiste, l'auteur des *Feuillées* est un mélancolique qui, à la façon d'Obermann, promène sa résignation, souvent endeuillée, à travers les beaux sites d'une nature moins grandiose que celle de la Suisse romande, mais aussi captivante pour la sensibilité d'un fils. Les animaux et les plantes le consolent de l'humanité. Il leur doit des plaisirs constants et des consolations efficaces ; il leur doit aussi les dons de poésie qui ennoblissent son existence et sa pensée à la fois. La plupart des images qu'il emploie, pour concrétiser cette pensée, sont empruntées à l'ordre de la nature physique. A son sens, le but du philosophe est de « faire paraître des pensées abstraites sous une forme imagée, en enveloppant les analyses du voile de la poésie ». Mais cette nature inspiratrice est aussi un mentor, dont les conseils doivent être écoutés : « Pour avoir l'intuition des grands mystères, nous devons rapprocher notre âme de la nature » (*Feuillées*, p. 90), déclaration dont il convient de rapprocher cette autre, peut-être plus précise : « C'est dans la contemplation de la nature et dans l'étude de son propre cœur qu'il faut chercher ses réflexions et ses pensées » (p. 292). Et si l'on veut se convaincre que Pirmez, en disciple de J.-J. Rousseau qu'il est, presque au même degré que de Pascal, marque des préférences formelles pour l'instinct, opposé aux pédagogies artificielles, qu'on se reporte aux *Heures de philosophie*, où se lisent des maximes comme celles-ci : « L'homme s'élève et se complète par l'observation de la nature. Dès qu'il s'en détourne, l'orgueil le saisit... L'homme, aux jours de son enfance, doit vivre passif,

abandonné aux impressions naturelles... Ce n'est pas étudié que veut être l'univers, c'est admiré... Qu'est l'enseignement des livres près de celui de la nature?... », maximes qui corroborent celles où s'exprime, en cent lieux, la défiance invincible de Pirmez pour toute activité livresque, pour la science hiérarchisée et, plus généralement encore, pour l'orgueil de celui qui sait ou qui est arrivé, par la raison pratique, à la domination terrestre.

Car cet amant de la nature est un juge impitoyable des travers et des anomalies sociales (voir *Heures de philosophie*, p. 130, 131, 141, 144, 151, 154, etc.); sa prédilection le porte vers le commerce des simples, et si, comme La Bruyère, il avait à opter, comme lui, et pour les mêmes raisons, tirées de l'observation humaine, il voudrait être « peuple » et il répudierait la classe où le sort l'a fait naître : « C'est un malheur que les hommes qui ont l'énergie, le courage patient et des bras pour le travail n'aient point l'intelligence, et que les esprits cultivés soient le plus souvent privés de sentiments libéraux... » ; et quand il toise des gens dont la fortune a prospéré plus que leur cœur ne s'est élargi, il n'a pas assez d'expressions dédaigneuses, tandis qu'il s'agenouille devant la beauté morale des humbles : « Il n'est de véritable fraternité qu'entre les infortunés. Plus on gravit l'échelle sociale, plus on voit s'accroître l'égoïsme, chacun se sentant indépendant d'autrui ». Mais la fraternité n'est qu'un vain mot, si elle n'est pas auréolée d'un rayon d'en haut. Les *Heures de philosophie* aboutissent donc, comme les fragments que nous a laissés Pascal, à un hymne exalté d'amour contemplatif.

Voilà l'essentiel des *Heures de philosophie* et des *Feuillées*. Les *Jours de solitude* sont, pour la plus grande partie, des pages détachées du carnet d'un voyageur qui, par un contraste involontaire de sa nature, cherchait l'intériorité dans le tumulte des cités cosmopolites d'Allemagne et d'Italie.

Les descriptions de tableaux y

alternent avec les peintures naturelles et les effusions religieuses. Pirmez ne dissimule nullement que ses préférences vont au passé, et, dans ce passé, aux primitifs de l'art. Les ruines antiques le sollicitent aussi, et il les contemple avec un recueillement mêlé de tristesse. Mais ce qu'il leur demande surtout, comme aux musées où il passe de longues heures de douce absorption, ce sont des thèmes d'austères réflexions. Il est, avant tout, peintre d'idées; il veut « recueillir... » des pensées générales. Les belles formes qu'il a perçues « se sont mêlées à son âme ». Ce sont des « images de « beauté » qu'il emporte dans la solitude et qui défendent l'accès de son âme aux impressions superficielles et aux sentiments vulgaires. Mais il n'y a pas que les chefs-d'œuvre et les monuments du passé; il y a l'homme, matière inépuisable d'observation psychologique. Bien des pages, dans les *Jours de solitude*, sont consacrées à cette observation. Parfois, elle nous reporte aux siècles abolis; l'auteur réveille les grands morts de l'histoire et il semble être sur le point de les faire dialoguer, comme un nouveau Fénelon; mais sa mélancolie le détourne vite de ces dramatisations d'une pensée essentiellement contemplative, et qui, à Rome comme sous des climats plus rudes, voit l'homme plutôt que les hommes. Et quand nous disons l'homme, nous entendons la portion immatérielle de son être, cette âme à laquelle sa foi était attachée, mais plus encore son espérance. Nul, plus que Pirmez, ne fut, en effet, hanté par le désir de l'immortalité, par le besoin intense, et quasi maladif, de se survivre. L'écrivain, chez lui, n'échappe pas à cette obsession, sans laquelle il est possible qu'il n'eût jamais, indifférent à la gloriole et désenchanté comme il était, pris la plume, si lourde pour ses doigts de rêveur.

C'est l'espérance de l'au delà qui lui a donné surtout la force d'écrire *Remo*, son dernier ouvrage. Il voulut y commémorer, après un long silence dont on a dit les causes, la mémoire d'un frère qui fut pour lui un inspirateur, un

conseiller et le plus tendre des amis; mais, pour que le moraliste ne perdît pas ses droits, il rêva de dissimuler une grande leçon sous un récit autobiographique, qui eût tout l'attrait d'un roman vrai : « Peut-être », écrit-il le 17 janvier 1881 à M^r Van Arenbergh, « peut-être dans dix ou vingt ans remarquera-t-on que *Remo* représente le type de « *l'Enfant du siècle*, qu'il pourrait encore « paraître après de Musset, Obermann, « Werther, René, qui ont chanté d'autres « douleurs » et, précisant sa pensée ailleurs : « J'aime beaucoup *Remo* parce « qu'on peut y pêcher au hasard des « phrases, ces phrases seront des pensées, « on pourrait aussi y trouver un petit « volume de maximes.... René mono- « manie de fierté et de dédain. Werther « monomanie du fruit défendu. Ober- « mann monomanie d'amour. En des- « cendant bien des échelons, Rémo « monomanie de science ». (*Vie et correspondance d'O. P.*, p. 168.) Comme on l'a vu dans la notice consacrée à Fernand Pirmez, celui-ci fut, en effet, une victime volontaire de la curiosité scientifique. L'arbre de la connaissance l'attira seul dans l'Éden spirituel, où se promenait sa jeune originalité; et si des raisons plus profondes, tirées de sa nature même, n'avaient de très bonne heure développé chez Octave le sentiment d'éloignement quasi douloureux qu'il manifeste à tant de reprises pour la « fausse science », le spectacle d'un frère, immolant toutes les joies humaines à la vaine poursuite de la vérité absolue et y laissant son repos, et jusqu'à la vie, aurait suffi à le prémunir contre la stérilité des philosophies, dont le dernier mot n'est pas un acte de foi.

À l'apparition de *Remo*, la plupart des critiques et les amis de l'auteur proclamaient que c'était là son chef-d'œuvre, et la correspondance d'Octave Pirmez nous révèle que son sentiment était discrètement d'accord avec ces appréciations. A une distance de vingt années, il est permis de juger autrement, croyons-nous, et, tout en confessant l'intérêt de psychologie supérieur de cette biographie, où le rêve et la réalité

se marient ingénieusement, de remettre à leur plan les trois autres livres, dont la langue plus uniformément pure, le tissu plus dense, l'intérêt plus gradué et la variété plus savante resteront les titres excellents à une prééminence, que *Remo* ne pourrait sérieusement leur disputer.

On a dit que la correspondance de Pirmez avait été, au moins en partie, publiée après sa mort par M^r José de Coppin et Ad. Siret; il n'y a plus à y revenir, si ce n'est pour regretter qu'un choix de lettres à José, de pensées et de pages extraites des *Jours de solitude* n'ait pas encore été fait avec assez de discernement et d'équité pour qu'Octave Pirmez trouve, enfin, des lecteurs en dehors des cénacles où l'on prie et des chapelles où l'on écrit.

M. Wilmotte.

Les œuvres de Pirmez ont été mentionnées dans le cours de cette notice. Il n'y a à rappeler ici que les trois volumes d'intérêt biographique : *Remo*, souvenir d'un frère (Paris, Jouaust, 1881); *Lettres à José* (Paris, Perrin, 1884), et *Vie et correspondance d'Octave Pirmez*, par Adolphe Siret (Louvain, Peeters, 1888). On peut y joindre *Victor Hugo*, une plaquette (1862), et *Esquisses psychologiques* (Frédéric Van de Kerckhove), plaquette 5 p., extraite du *Journal des beaux-arts*, 43 mars 1875. Parmi les études critiques sur l'écrivain, il convient de mentionner celles de Al. Le Roy dans *la Meuse* du 13 février 1878, et de M^r Albert Giraud dans *la Jeune Belgique* de juin 1882, surtout la jolie plaquette de MM. Henry Maubel et James Vandrunen, intitulée : *Octave Pirmez*, impressions, souvenirs (Bruxelles, 1897).

PIRMEZ (Sylvain), magistrat, homme politique, né à Châtelaineau, le 8 février 1802, mort à Marchienne, le 17 avril 1876. Après d'excellentes humanités commencées au collège de Namur, achevées au petit séminaire de Floreffe, il alla suivre les cours de droit à la faculté de Louvain, d'où il sortit, en 1822, à l'âge de vingt ans, avec le diplôme de docteur, après avoir soutenu, le 7 août, sa thèse intitulée : *De effectu soluti dominii in pignus*. Il se fit aussitôt inscrire au tableau de l'ordre des avocats du barreau de Charleroi. Après avoir pratiqué pendant quelques années, il entra dans la magistrature. Nommé juge suppléant au tribunal de première instance de l'arrondissement de Charleroi, par arrêté royal du 4 octobre 1832, il fut

appelé, le 1^{er} novembre 1836, à la présidence, en remplacement de Guillaume Levieux-de Thibault. Il donna sa démission au mois de mai 1856, après vingt années d'exercice. Il se retira avec le titre de président honoraire. A cette occasion, il reçut la rosette d'officier de l'Ordre de Léopold; il avait été nommé chevalier de l'Ordre le 2 février 1846.

Sa carrière politique se précise dès les journées de septembre 1830; il avait vingt-huit ans; magistrat, il s'oppose énergiquement aux tentatives de pillage. En vertu d'un ordre du Gouvernement provisoire, en date du 8 octobre 1830, envoyé le 12 aux autorités de Marchienne par le gouvernement de la province de Hainaut, les notables, c'est-à-dire ceux qui payaient 10 florins au moins annuellement de contributions directes, patentes comprises, furent convoqués à se réunir pour procéder aux élections du président de l'assemblée d'abord, du bourgmestre ensuite. Quarante-neuf membres prirent part au vote. L'avocat Jean-Baptiste Pouillon fut élu président par quarante voix, Sylvain Pirmez scrutateur, avec Joseph de Cartier, Théodule Jennar et Alph. Cossée. Cette assemblée, ainsi constituée, élit ensuite Sylvain Pirmez bourgmestre, et Jos. de Cartier premier assesseur, tous deux par trente-deux voix. Les électeurs ratifièrent ce choix des notables le 21 octobre 1830; Sylvain Pirmez remplaça Dominique Monnon, qui occupait la première magistrature communale depuis le 30 août 1825. Pirmez remplit cette charge publique pendant six ans, jusqu'en 1836, date où il fut appelé à la présidence du tribunal de première instance de Charleroi.

On a vu, dans la biographie de son frère aîné Jean, qu'en 1831, lors des élections qui eurent lieu à Charleroi pour choisir les membres du Congrès national, Sylvain Pirmez, alors bourgmestre de Marchienne, avait été désigné pour une suppléance; il devait fournir une longue carrière politique, puisqu'elle ne prit fin que quelques années avant sa mort. Elu, en 1836, conseiller

provincial par le canton de Fontaine-l'Évêque, à l'époque de l'organisation de ce collège, ses collègues eurent plusieurs fois l'occasion de rendre hommage à ses mérites, notamment en l'élevant à la vice-présidence de leur assemblée. Il cessa d'y siéger à partir du 8 juin 1847, époque où les électeurs de l'arrondissement de Charleroi lui confièrent le mandat de sénateur. Mais, en 1848, la loi sur les incompatibilités parlementaires l'obligea de résigner son mandat, dont il ne fut de nouveau investi que lorsqu'il eut pris sa retraite de la présidence du tribunal (1856). « L'ébranlement de sa santé, amené par l'excès « de zèle et de travail », dit un de ses biographes, « semblait, à cette époque, « avoir épuisé ses forces; mais il est des « natures invincibles; Sylvain Pirmez, « qui croyait être pour toujours rendu « à cette vie familiale qu'il mettait « au-dessus de tous les biens, ne tarda « pas à en être arraché par le vote « civique qui lui attribua le nouveau « siège créé au Sénat par la loi de 1859.

« On vit alors l'énergie morale de « Sylvain Pirmez surmonter et vaincre « l'épuisement apparent des forces physiques, et, pendant quinze ans, il fut « toujours sur la brèche, luttant, avec « désintéressement et chaleur, et emportant l'estime même de ses adversaires, qui ne furent jamais pour lui « des ennemis. « Il avait », disait-on, « acquis le droit de tout dire, parce « que l'on connaissait la sincérité et la « droiture de son âme, exempte d'arrière-pensées et d'intentions blessantes « pour les personnes ».

En politique, il pensait, comme Rivarol, que ceux qui soulèvent des questions politiques devraient considérer combien elles se dénaturent en chemin.

Lorsque, le 24 juillet 1870, — il venait d'être réélu, — S. M. le roi Léopold II lui accorda la cravate de commandeur de notre Ordre national, en récompense de ses grands et constants services, on ne pouvait guère prévoir que ce fût son dernier mandat qu'il allait remplir. Survinrent, dans l'arron-

dissement de Charleroi, si peuplé grâce à ses grandes et multiples industries, les élections législatives de juin 1874; les libéraux, les catholiques luttèrent en listes complètes, tant pour la Chambre que pour le Sénat. La bataille fut des plus vives. Les rédactions des trois journaux carolorégiens se défiaient mutuellement avec violence : *le Progrès* représentait le parti libéral; *l'Union*, le parti catholique; *le Journal* avait une attitude personnelle et une liste fantaisiste. L'opinion conservatrice, qui avait toujours défendu Sylvain Pirmez, fut, dans la tourmente, impuissante à assurer la réélection du vénérable parlementaire, et celui-ci ne put jamais se guérir de cette blessure. Singulière situation! En même temps que l'oncle succombait au Sénat avec les catholiques, son neveu, Eudore Pirmez, libéral modéré, entra à la Chambre à la tête de la liste libérale. A la suite de son échec, Pirmez, — il avait alors soixante-douze ans, — se retira dans une retraite absolue dont il ne sortit plus et où la mort le surprit deux ans après.

A raison de son rôle politique, Sylvain Pirmez publia de nombreux articles de polémique dans la presse carolorégienne. On se fera une idée de son travail parlementaire en consultant *l'Histoire analytique* que Louis Hymans a consacrée aux discussions législatives, notamment au sujet des questions de transports et de tarifs douaniers, qui forment le fond de la vie industrielle de notre région. Un épisode de sa vie de luttes mérite d'être ici rapporté.

En 1859 surgit, au conseil communal de Marchienne, une discussion passionnée qui eut sa répercussion aiguë dans la presse régionale : il s'agissait de la destruction de la chapelle de Notre-Dame de Miséricorde, à Marchienne, chapelle bâtie en 1628 par les religieuses Sépulchrines, détruite lors de la révolution de 1789, rebâtie, en 1838, à l'aide d'une souscription faite parmi les habitants, démolie de nouveau en 1854 par quelques voisins dont elle gênait la vue. De là la discussion, dans laquelle intervint, d'une part, Sylvain Pirmez, d'autre

part, le bourgmestre, Alph. Cossée, et les échevins De Glines et Jos. Clautriau, qui avaient décidé la nouvelle démolition.

C'est pour éclairer l'opinion publique qu'il publia, à cette occasion, chez Alphonse De Ghistelle, éditeur du journal *L'Union*, rue de la Montagne, à Charleroi, en 1860, une brochure in-8° de 44 pages, avec deux plans cadastraux, sous le titre : *Destruction de la chapelle de N.-D. de Miséricorde, à Marchienne-au-Pont*, et signée *in fine* : S. Pirmez, brochure dans laquelle il résume le débat par ses rétroactes administratifs et judiciaires.

Clément Lyon.

État civil des communes de Châtelineau et de Marchienne. — Pierre-Ant. Masset, *Histoire de la commune de Marchienne-au-Pont* (Malines, 1893). — Louis Hymans, *Histoire analytique des discussions parlementaires. — Le Livre d'or de l'Ordre de Léopold*, t. I, p. 363. — Desmanez, *Histoire de la ville de Fontaine-l'Évêque. — Almanach royal*. — Jules Smeysters, *Histoire des institutions judiciaires de l'arrondissement de Charleroi* (1897). Conférence faite au Jeune Barreau le 18 novembre 1897. — *L'Éducation populaire*, no du 14 juillet 1892.

* **PIRO** (*Henricus DE*), HENRI VON DEM BIRBAUM, HENRICUS BRUNONIS, ou HENRICUS DE COLONIA, jurisconsulte, né à Cologne vers la fin du xive siècle, mort dans cette ville, le 19 février 1473. Il appartenait à une modeste famille dont un des membres, son oncle, d'après Paquot, portant le même nom que lui, aurait été prévôt de Saint-Cunibert de Cologne de 1407 à 1413, procureur et promoteur du concile de Constance jusqu'au 28 juillet 1417, et enfin écclâtre et chanoine de Saint-Paul à Liège. Henri de Piro devait avoir une destinée fort semblable. Il étudia à l'université de Cologne, où il prit le titre de docteur *utriusque juris*. Il y professa le droit civil, mais fut appelé bientôt à Louvain, où Jean IV venait de fonder une université. Ce fut en novembre 1428 qu'il fut admis à la faculté de droit où il succéda à Daniel van Blochem dans la chaire du Digeste. Il occupa très vite une situation en vue, composa les statuts de l'université et en fut recteur en 1429. En 1432, il renonça à l'enseignement

et, le 18 juillet de cette année, il quitta Louvain. Il fut quelque temps chanoine de Saint-Paul à Liège, ainsi qu'official de l'église métropolitaine de Cologne. C'est à ce moment de sa vie (1434) qu'Henri de Piro entra dans les ordres religieux et prononça ses vœux à la Chartreuse de Cologne. Il fut peu après nommé prieur de la Chartreuse de Zeelhem, puis occupa successivement les mêmes fonctions à Liège, à Wesel, où il assista, en 1448, à la mort d'Adolphe de Clèves, fondateur de cette chartreuse, à Rutil, en Lorraine, et enfin à Trèves. Vers la fin de sa vie, il se retira à Cologne, où il mourut le 19 février 1473.

Henri de Piro a beaucoup écrit. Signalons d'abord son grand ouvrage de droit, intitulé : *Commentarii in libros IV Institutionum juris civilis*, imprimé vers la fin du xve siècle. Cet ouvrage fut rédigé à Louvain et pour les étudiants de cette ville. Son second traité de droit fut imprimé en 1514, à Oppenheim ; il porte le titre de *Quæstiones III de emptione redituum*. Tous ses autres ouvrages sont restés manuscrits et traitent principalement de sujets religieux. Citons ses *Sermones de tempore et de sanctis*; une *Defensio pro immaculato conceptu Beate Mariæ*, un livre dédié *ad novitios*, ses *Consilia in diversis casibus*, une *Responsio ad quæstiones Prioris Cartusie Basilienensis*, un traité *De esu et abstinence carniarum*; des *Excerpta e Malogranato cum nonnullis adjunctis*, et, enfin, des *Statuta ordinis cartusianorum in ordinem alphabeticum redacta cum explicatione dubiorum*.

Henri de Piro jouit auprès de ses contemporains d'une grande réputation due autant à ses vertus qu'à sa science.

Georges Bigwood.

Paquot, *Mémoires*, t. IX, p. 59-63. — Foppens, *Bibl. belgica*, p. 460. — Valère André, ms. 22172⁴ de la Bibliothèque royale. — Th. Petreus, *Bibl. cartus.*, p. 137 (éd. de 1609). — Arn. Bostius, *Opus de præcipuis aliquot cartusiensis familie fratribus* (1609), p. 53. — Molanus, t. I, p. 470 et 530. — Le Couteux, *Annales ordinis cartusiensis*, t. VII, p. 402-403. — O. Thimister, *Nécrologe du clergé du diocèse de Liège*.

PIRON (*Charles-François-Pierre-Arnould*), mieux connu comme **PIRON**

VAN DERTON, homme politique, né à Bruxelles, le 9 janvier 1822, mort dans la même ville, le 25 juillet 1884. Conseiller provincial du Brabant, membre de la Députation permanente et sénateur pour Bruxelles, il assumait, en ces diverses qualités, un rôle considérable comme promoteur du mouvement destiné à doter la Belgique d'un enseignement des arts industriels, totalement négligé jusqu'alors. S'inspirant des idées émises par le comte de Laborde, de l'Institut, dans son célèbre rapport sur les beaux-arts à l'exposition universelle de Londres, en 1851, Piron fut le premier à faire remarquer la déchéance, au point de vue de la forme, de nos produits ressortissant aux branches diverses de l'industrie dans ses rapports avec les beaux-arts. Il rappelait, avec une véritable éloquence, la splendeur de ces manifestations dans le passé et l'occasion qu'y trouvèrent nos artisans d'art de se révéler hommes de génie. Bien que dictées par un patriotisme de bon aloi, ces vues ne manquèrent pas de soulever mainte critique. Tout au moins furent-elles accueillies avec peu de faveur, pour dire le moins, dans les milieux où l'on s'était fort désintéressé du genre de progrès rêvé par le chaleureux propagandiste. Dans la séance du conseil provincial du 4 juillet 1861, répondant aux critiques de ses adversaires avec mesure et éloquence, Piron fit ressortir cette anomalie, cette monstruosité, plutôt, de l'appel fait à des praticiens étrangers pour tout le travail ornemental de la Colonne du Congrès et de la Banque nationale. Les vues de l'orateur trouvèrent enfin de l'écho. Dans sa séance du 18, le conseil provincial se rallia au vœu de voir organiser par l'Etat, conjointement avec l'enseignement de l'art proprement dit, un enseignement spécial de l'art dit industriel. L'Etat ne resta point indifférent; il nomma une commission, envoya des délégués en Allemagne, en France, étudier l'organisation des écoles techniques existant dans ces pays et que, du reste, Piron avait signalées à son examen. Sans attendre le résultat de l'enquête, et s'éclairant des lumières de

quelques spécialistes de marque, Piron, faisant appel au concours d'artistes éprouvés dans les diverses branches de l'art industriel, n'hésita point à organiser et à subsidier, aussi, une « École normale des arts du dessin », établie à Saint-Josse-ten-Noode et, plus tard, un second établissement similaire à Ixelles. Faisant venir de l'étranger les moulages de quelques-uns des plus beaux types de l'art décoratif monumental, choisit parmi ceux réunis au palais de Sydenham et ailleurs, il pourvut ses écoles de modèles excellents. Molenbeek ne tarda pas à suivre l'exemple donné par Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek et Ixelles. Ces divers établissements d'instruction devinrent, par la suite, une pépinière d'habiles sculpteurs ornementalistes, dont l'industrie du bâtiment tira le meilleur parti. C'est, en dernière analyse, à Piron van Derton qu'est dû, dans une mesure sérieuse, le progrès de nos créations dans le domaine de la céramique d'art, de la bijouterie, de l'orfèvrerie, du meuble et de la ferronnerie, comme aussi de la peinture décorative.

Membre du jury de l'Exposition universelle de Paris, en 1867, il fit paraître, en cette qualité, un volumineux rapport sur l'application du dessin et de la photographie aux arts usuels, faisant suite, en quelque sorte, à sa brochure sur *l'Enseignement de l'art industriel* (Brux., Lesigne, s. d.).

Dans les divers domaines où se dépensait son activité : Conseil de perfectionnement de l'enseignement des arts du dessin ; Commission permanente des sociétés de secours mutuels ; du Musée royal de l'industrie, où il contribua à former une splendide bibliothèque de livres d'art industriel ; de la Commission du Conservatoire royal de musique ; de l'École professionnelle des jeunes filles, il marqua par une conception élevée des devoirs inhérents aux mandats dont il était investi, et laissa le souvenir d'un patriote et d'un homme de bien. Il eut, du reste, la joie de voir prospérer les institutions nées de son initiative et d'assister à la création de plusieurs institutions similaires tant à

Bruxelles qu'en province. Piron était officier de l'Ordre de Léopold et décoré de la médaille industrielle et agricole de première classe.

Henri Hymans.

PIRON (*Constant - Fidèle - Amand*), biographe, littérateur, né à Termonde, le 25 octobre 1803, mort à Vilvorde, le 10 avril 1866. Son père, Henri-Joseph, né à Deurne, le 10 juillet 1781, fut percepteur des postes et colonel de la garde civique à Saint-Nicolas, où il mourut le 26 décembre 1855. C'est dans cette ville que C.-F.-A. Piron fit ses études primaires; il y remplit, dans sa jeunesse, les fonctions de secrétaire de la Société d'horticulture et d'arboriculture. Après avoir habité pendant quelques années Gand, il se fixa à Vilvorde, où il fut commissaire de police. C'était un homme honnête et un travailleur; il fit notamment preuve d'un grand dévouement lors de l'épidémie de choléra de 1849 et reçut, à cette occasion, une médaille d'argent. Aimant sa langue maternelle, il prit une certaine part au mouvement flamand, qu'il défendit dans divers journaux, auxquels il fournit aussi des romans sous le pseudonyme de Krantz, ainsi qu'un certain nombre de notices biographiques.

Dès 1820, Piron avait conçu le projet de rédiger un dictionnaire biographique belge, mais ses occupations ne lui laissaient pas de loisirs suffisants pour en mener à bonne fin la préparation. Ce fut vers 1856 qu'il se mit vraiment à l'œuvre, compilant les travaux de ses devanciers et s'adressant directement à ses contemporains. L'ouvrage parut à partir de 1858, comme feuilleton, dans le journal malinois : *Mechelsch Berigt*, et fut publié en volume en 1860; il fut suivi, en 1862, d'un supplément considérable. Il n'est pas sans se ressentir à la fois de la rapidité de sa composition et de l'insuffisance des études de l'auteur, qui n'avait qu'une connaissance très imparfaite du latin, et auquel la bonne volonté ne pouvait tenir lieu de préparation scientifique. Il serait injuste toutefois de ne pas

rendre hommage au labeur considérable et aux sacrifices de tous genres que Piron s'est imposés pour produire une compilation qui a rendu et rend encore des services, à condition d'en contrôler soigneusement les données. On peut surtout y trouver des indications utiles, et que l'on chercherait vainement ailleurs, sur des personnages de la première moitié du XIX^e siècle, dont la notice est basée sur des renseignements fournis par les intéressés eux-mêmes ou par leur famille. Piron n'obtint pas, avec son dictionnaire, le succès qu'il avait rêvé, et c'est d'une plume désabusée qu'il écrivit ces mots sur son exemplaire, annoté en vue d'une nouvelle édition, et que possède actuellement la commission de la *Biographie nationale* : « Gy, » die eens dit werk bezit, denk aen een' » schryver die gansch zyn leven tot nut » zynen landgenooten besteedde, en arm » en verlaten stierf. Schrijft nooit, en » leer uwe kinderen een stiel, ten zij gij » door de fortuin grootelyks begunstigd » zyt. Vaertwel. Dees is myn laetste » zucht. Piron, biogr. » (Vous, qui posséderez un jour cet ouvrage, donnez une pensée à un écrivain qui consacra toute sa vie à l'utilité de ses compatriotes, et mourut pauvre et abandonné. N'écrivez jamais, et apprenez à vos enfants un métier, à moins que vous ne soyez grandement favorisé par la fortune. Adieu. Ceci est mon dernier soupir. Piron, biographe). Il avait reçu cependant, à la fin de sa vie, quelques encouragements du ministre de l'intérieur A. Vanden Peereboom.

Voici la liste complète des œuvres de Piron; les nos 2, 6, 8, 9 et 10 ne sont pas mentionnés par la *Bibliographie nationale* : 1. *De gevaren der wereld in de jonge jaren*. Saint-Nicolas, 1844. Traduction de Lamennais. — 2. *Het kleyn gryt Brusselaerken*. Bruxelles, 1846. Roman paru en feuilleton. — 3. *Handboek voor veld- en boswachters*. Bruxelles, 1846; 2^e édit., Termonde, F.-J. Du Caju (1847); in-8°. — 4. *Manuel de la police ou guide des bourgmestres, échevins, commissaires de police, etc.* Bruxelles, C.-J.-A. Greuse, 1849; in-8°. — 5. *Algemeene*

levensbeschrijving der mannen en vrouwen van België. Malines, J.-F. Olbrechts, 1860; in-8°, 478 p. à 2 col. Id., supplément. *Ibid.*, 1862; in-8°, 167 p. à 2 col. — 6. *Manuel des gardes champêtres et des gardes forestiers*. Nouvelle édition. Bruxelles, J.-A. Slingeneyer, 1861; in-8°. Traduction du n° 3. — 7. *Levenschets van Adam Gheerys ... uit het fransch vertaald*. Malines, Dierickx-Beke fils, 1865; in-12. Traduit du français de Piot. — 8. *Een engel in het huisgezin*. Roman paru à Gand, en feuilleton, sous le pseudonyme de Krantz. — 9. *De groene rok*. Gand. Roman-feuilleton. — 10. *Blondyn van Haver, houtsnyder*. Vilvorde, s. d.; in-8°. Extrait d'*Oud en nieuw*, t. I, p. 207-208.

La bibliothèque de Termonde possède un portrait lithographié de Piron. Les livres qu'il avait rassemblés furent vendus à Gand, le 20 octobre 1874; le catalogue, imprimé chez F. Hage, comprend 35 pages.

Paul Bergmans.

De Eendracht, 29 avril 1866, p. 86-87, notice de Fr. de Potter, reproduite dans le *Nederduitsch letterkundig jaerboekje* de 1867, p. 147-149. — J.-G. Frederiks et F.-J. Vanden Branden, *Biographisch woordenboek der Noord- en Zuidnederlandsche letterkunde*, 2^e édition (Amsterdam, s. d.), p. 612. — *Bibliographie nationale*, t. III, p. 148-149. — Renseignements communiqués par M^r A. Blomme, président du Cercle archéologique de Termonde.

PIRON (*François-Philippe-Joseph*), major du génie et écrivain militaire, né à Namur, le 30 octobre 1822, mort à Anvers, le 8 avril 1874. Modeste ouvrier forgeron et taillandier au village de Maillen, son père avait transporté son industrie à Namur, où il ouvrit un atelier et une petite boutique de taillanderie. François Piron, son second fils, y débuta comme apprenti forgeron, dans les moments de loisir que lui laissait la fréquentation de l'école primaire, puis de l'athénée de Namur. A 17 ans, déjà ouvrier habile, il fut admis, d'après le général Cochetoux, dans l'atelier métallurgique, fondé à Arras par M^r Hallet, et s'y perfectionna dans la pratique des arts mécaniques et du dessin des machines. Une assez belle carrière s'ouvrait devant le

jeune homme lorsqu'il fut appelé au service par la conscription. Loin de se décourager par cette entrave apportée à son apprentissage (il était trop peu fortuné pour songer à se faire remplacer), il eut aussitôt la vision d'une carrière plus brillante. Le courageux milicien accourut en Belgique avec l'intention de s'engager comme volontaire au régiment du génie, où il espérait trouver un meilleur emploi des connaissances qu'il avait déjà acquises. Il fut incorporé avec la classe de 1842. Bientôt promu sous-officier et moniteur à l'école régimentaire, ses chefs le désignèrent pour faire partie d'une section de l'école destinée à former des *gardes du génie*. Son professeur, le lieutenant Blondiau, très satisfait de l'intelligence de son élève, lui donna le conseil de ne pas s'arrêter à cette fonction subalterne et de passer l'examen de sous-lieutenant, lui offrant généreusement son concours pour l'y préparer. En effet, Piron fut promu officier le 30 août 1847.

A cette époque, le régiment du génie était encore en plein état de formation et le gouvernement lui avait donné la mission d'approprier aux progrès modernes l'ancien matériel des travaux pratiques qu'il avait hérité du régiment hollandais, en y employant les meilleurs ouvriers de métier incorporés par la conscription. Un atelier régimentaire fut créé et, à peine officier, Piron fut désigné pour le diriger en raison de l'expérience qu'il possédait. Ils s'appliqua à ses nouvelles fonctions avec tout le zèle qu'il apportait au travail, améliorant d'anciens outils de forme surannée, ou en inventant de nouveaux. Nous l'avons vu souvent revenant de la parade et, voyant un de ses ouvriers travailler d'une manière maladroite, déposer tout à coup son épée, ses épaulettes, sa tunique, saisir un marteau et forger quelques pièces nouvelles, au grand ébahissement de ses subordonnés que son adresse pratique émerveillait. On peut dire que le sous-lieutenant Piron fut le véritable créateur de la *compagnie d'ouvriers du génie*, dont l'organisation indépendante remonte à 1868.

Mais, quoique choyé et loué par ses chefs pour des services que nul autre officier n'aurait pu rendre, le lieutenant Piron était trop intelligent pour ne pas comprendre l'état d'infériorité dans lequel son instruction d'ingénieur, forcément incomplète, le mettait vis-à-vis de camarades plus heureux qui avaient été formés à l'école militaire. Il pouvait craindre de ne jamais atteindre le grade d'officier supérieur. Encore une fois, il résolut de surmonter cet obstacle par un travail acharné et sans relâche. Toutes les questions de détail de son arme furent l'objet de ses études et de ses efforts, dont il produisit le résultat dans de petites brochures qui, sans avoir un grand mérite, portaient cependant le cachet d'un talent inventif, original, dans l'utilisation des connaissances pratiques de l'emploi du fer et du bois. Ces brochures que, faute de ressources pécuniaires suffisantes, il imprimait et gravait de sa main, étaient ensuite gracieusement adressées à ses camarades.

Promu capitaine de 3^e classe le 8 mai 1861 et capitaine de 2^e classe le 19 juin 1862, Piron fut adjoint au commandant du génie d'Anvers, chargé de la direction générale des travaux de reconstruction de cette place. Dès lors, ses publications prennent un caractère plus original; elles traitent toutes en général de questions spéciales que, par ses fonctions mêmes, il est appelé à résoudre, prenant parfois part à la polémique ardente engagée au sujet de ces travaux. Piron y trouva de nouvelles occasions d'appliquer son talent de mécanicien expert.

Sa conduite méritoire, son zèle au travail furent récompensés, le 1^{er} février 1866, par le grade de capitaine en premier et, le 17 août 1869, par la croix de chevalier de l'Ordre de Léopold.

En 1867, le régiment du génie, disloqué pendant toute la durée des travaux d'Anvers, fut reconstitué. Piron, dont presque toute la carrière s'était accomplie au régiment, fut naturellement appelé à y commander une compagnie. Le capitaine en premier Piron conçut

alors l'espoir d'atteindre le grade d'officier supérieur, ambition de toute sa vie. Ses publications de cette époque s'appliquent tout spécialement aux travaux du régiment. Le 25 mars 1874, il était promu major. Sa joie fut courte; le 8 avril, il mourait des suites d'une chute de cheval.

Nous n'essayerons pas d'analyser l'œuvre si variée de Piron, et nous nous bornerons à reproduire la liste de ses ouvrages :

1. *Nouveau système de pont tournant à bascule* (Lith. du rég. du génie, 1849).
- 2. *Résolution théorique et pratique de la question des freins pour voitures de chemin de fer*. Bruxelles, impr. Briard, 1856.
- 3. *Etude sur un nouveau système de canon de place côte*. Bruxelles, impr. Briard, 1857.
- 4. Suite du même ouvrage (1857).
- 5. *Essai sur la fortification éclectique et de défense*. Bruxelles, impr. Bruylant-Christophe, 1859.
- 6. *Etudes sur les batteries casematées et une nouvelle bouche à feu*. Namur, impr. Colin, 1860.
- 7. *Etudes historiques et critiques sur les sièges modernes*. Namur, impr. Colin, 1862.
- 8. *Traité de l'emploi du fer dans la fortification, les défenses accessoires et les mines*. Bruxelles, Ed. Muquardt, 1862.
- 9. *Etudes sur les canonnières cuirassées, leur puissance, leur rôle et les moyens de les combattre*. Id., 1862.
- 10. *Les systèmes de fortifications discutés et comparés*. Id., 1863.
- 11. *Les escarpes en terre et les revêtements de maçonnerie*. Id., 1863.
- 12. *Lettres sur le camp retranché d'Anvers, le Bas-Escaut et la défense nationale*. Réponse à Mangonéau par Ravelin. Id., 1863.
- 13. *Projet de pont glissant pour communications militaires*. Id., 1863.
- 14. *Mémoire sur un pont roulant simplifié pour les communications militaires*. Id., 1863.
- 15. *Projet de pont mobile militaire pour les sorties à grande section des grandes places fortes*. Id., 1863.
- 16. *Pont tombant à crochets pour communications militaires*. Id., 1863.
- 17. *Projet de pont roulant avec rampes articulées*. Id., 1864.
- 18. *Projet de coupoles tournantes, de batteries cuirassées,*

locomobiles et de dispositifs d'artillerie pour les tours en fer. Id., 1863. — 19. *Essais de fortifications improvisées*, suite à la fortification éclectique. Paris, Ed. Tanero, 1864. — 20. *Projet d'hôpital militaire.* Bruxelles, Muquardt, 1865. — 21. *Essai sur la défense par les eaux et la construction des barrages.* Id., 1866. — 22. *Nouvelle théorie des mines.* Id., 1868. — 23. *Compte rendu des expériences faites sur les rayons de rupture et les trajectoires moléculaires des mines* en 1869. Autogr. du rég. du génie, 1870. — 24. *Note sur la formation des entonnoirs et les trajectoires moléculaires.* Id. — 25. *Compte rendu des expériences faites sur un fourneau de mines pratiqué au moyen d'un puits foré à l'aide d'une tarière hélicoïdale.* Id., 1870. — 26. *Réfutation à une note du major du génie Bralion* (auteur d'un traité intitulé : *Mines et canons*), relative à la nouvelle théorie des mines. Anvers, autogr. Van den Kerkhoven, 1869. — 27. *Réfutation de la réplique du major Bralion, relative à la nouvelle théorie des mines.* Id., 1869. — 28. *Réfutation du rapport de la commission chargée d'examiner le manuel technique des mines.* Anvers, autogr. Huybrechts, 1870. — 29. *Les fougasses instantanées ou mines de projection simplifiées.* Bruxelles, Muquardt, 1870. — 30. *Le bombardement et les fortifications modernes.* Id., 1872.

Lieutenant-général Wanwermans.

Ouvres de l'auteur. — *Belgique militaire*, 1874, t. I. — Souvenirs personnels.

PIRONON (Romain-Théodore), homme de lettres, né à Ypres, le 4 avril 1814, et mort dans cette ville, le 30 juillet 1862. Après avoir servi dans la cavalerie belge, Pironon quitta l'armée et alla résider à Paris, où il fut assez répandu dans le monde artiste et lettré de l'époque. Quelques années après, nous le trouvons à Bayonne, ville où il enseigna les langues modernes, la littérature et la musique, notamment la flûte et l'harmonium. Rentré vers 1845 dans sa ville natale, Pironon fut nommé lieutenant commandant de l'artillerie de

la garde civique d'Ypres, puis greffier du tribunal de commerce. Ce fut à cette époque de son existence que Pironon s'adonna, non sans un certain succès, à la littérature et écrivit quelques nouvelles et romans en prose et en vers.

En voici la liste : 1. *Dona Violeta.* Bruxelles, C. Hen, 1844; in-18. — 2. *Laure.* Bruxelles, C. Hen, 1844; in-18. — 3. *Le denier de la veuve* (Revue de Liège, 1845, t. III). — 4. *Le livre d'heures.* Bruxelles, Meline, Cans et Cie, 1846; in-18. — 5. *La roche percée* (Revue de Liège, 1846, t. I^{er}). — 6. *Les protectrices* (Revue de Liège, 1846, t. II). — 7. *Les soirées de Cambo*, nouvelles. Liège, F. Oudart, 1848; in-8°. — 8. *Baudouin IX*, poème. Ypres, Lambin fils, 1856; in-12.

Pironon a, en outre, laissé en manuscrit quelques romans, deux drames en vers et quelques poésies détachées.

Alphonse Diegerick.

Bibliographie nationale, t. III. — *Revue de Liège*, 1845 à 1848. — Renseignements manuscrits fournis par M^r R. de Beaucourt de Noortvelde.

PIROTTE (Alexandre-Antoine-Valentin), littérateur, né à Liège, le 12 août 1811, décédé dans la même ville, le 24 mai 1858. Ses humanités terminées, il entra, en 1830, dans les bureaux de l'administration communale de Liège, y franchit les divers degrés de la hiérarchie et parvint au grade de chef de bureau. Placé dans des conditions modestes, il s'éleva par ses qualités personnelles et par des productions littéraires qui lui valurent de sérieux éloges. Dès ses débuts dans la vie administrative, il consacra tous ses loisirs à la composition de romans et de comédies qui, sous une apparence parfois légère, révèlent toujours de nobles et généreuses inspirations.

Il se fit connaître par une nouvelle intitulée : *Un carbonaro*, qu'il publia dans la *Revue belge* (t. XIII, 1839). L'année suivante, il donna, sous le titre de : *Un début* (Liège, Leduc, 1840), une série de quatre récits, à savoir : *Un carbonaro*, déjà cité; *La prise d'York*, épisode de la conquête de l'Angleterre

par les Normands, écrit sous l'inspiration d'Augustin Thierry; *Léonie* et *Une réconciliation*. « Dans ce recueil », écrivait Ph. Lesbroussart (*Revue belge*, t. XV, 1840), « rien n'est de mauvais goût, rien ne décèle la moindre tendance à la manière et à l'affectation; c'est beaucoup et il y a même là-dedans, par le temps qui court, quelque chose de distingué ».

Comme on le voit, les premiers pas de Pirotte dans la carrière des lettres furent heureux. Encouragé par ce succès, il fit représenter, le 5 mars 1841, sur la scène du Théâtre royal de Liège, *Laurence* ou *Une séduction*, drame en trois actes, qui fut bien accueilli. La même année, il publiait dans la *Revue belge* (t. XVIII, 1841), *La suite d'un bal*, roman auquel il donnait pour épigraphe la phrase suivante de J.-J. Rousseau : « Me direz-vous qu'un duel témoigne qu'on a du cœur, et que cela suffit pour effacer la honte et le reproche de tous les autres vices?... ». En même temps qu'il travaillait à ces œuvres d'imagination, notre écrivain s'exerçait à la critique, de 1839 à 1849, il a collaboré à l'*Annuaire dramatique* de Félix Delhasse. Le tome XIX de la *Revue belge* contient un nouveau drame de Pirotte, *Amour et patrie*, en trois actes et quatre tableaux. Sa verve avait grandi et cependant elle n'était pas épuisée. *Brusthem*, ou *Liégeois et Bourguignons* (Liège, Denoël, 1851) est un roman dont l'auteur a emprunté le canevas à l'histoire émouvante du vieux pays de Liège, qu'il aime par-dessus tout. *Lydie de Ravel* (Liège, Desoer, 1855) est encore un roman historique, dans lequel l'écrivain met en scène Notger et Immon, dont il fait pour Liège le génie du bien et celui du mal. *Deux récits* (Liège, Desoer, 1858), tel est le titre du dernier volume de Pirotte. En présentant cet ouvrage au public, le *Journal de Liège* constatait les progrès de style et d'invention d'un littérateur, qui, jeune encore, promettait pour l'avenir des lettres liégeoises et belges une gloire de plus, modeste, il est vrai, mais non moins digne d'estime. Quelques

jours après, Pirotte mourait d'une maladie de langueur, laissant, disait le même critique, un bagage littéraire assez sérieux pour faire honneur à un écrivain qui n'avait eu que de rares moments de loisir à donner à ses goûts poétiques.

A. PETERS.

Ulysse Capitaine, *Nécrologe liégeois pour 1838*. — De Theux de Montjardin, *Bibliographie liégeoise*. — *Revue belge*, t. XV.

PIROTTE (Gaspard-Joseph-Lambert), publiciste, né à Liège, le 28 novembre 1779, décédé, dans la même ville, le 14 janvier 1847. Élevé dans le commerce, il y resta de longues années par respect pour le désir de ses parents, quoique cette profession ne fût pas d'accord avec la nature de son esprit qui le portait particulièrement vers la littérature et les sciences morales. Aussi tous ses loisirs étaient-ils consacrés à l'étude et, lorsque fut fondée l'université de Liège, on le vit, bien qu'arrivé à l'âge mûr, suivre les cours de droit et s'adonner avec succès à une science qu'il goûtait surtout parce qu'elle présente l'application des lois de la morale et des principes de la philosophie. En 1820, il publia, sans nom d'auteur : *Essai d'une dissertation sur les lois naturelles et sur les droits qui en dérivent* (Liège, Bassompierre). Ce traité, fort succinct et inspiré par une étude de Benjamin Constant (*Réflexions sur les Constitutions*), ne fut tiré qu'à un petit nombre d'exemplaires. Aristide Cralle, qui prononça l'oraison funèbre de Pirotte, dit que ce dernier a fait encore imprimer d'autres opuscules sous le voile de l'anonyme.

A. PETERS.

De Theux de Montjardin, *Bibliographie liégeoise*. — Oettinger, *Bibliographie biographique universelle*. — Discours prononcé sur la tombe de Gaspard Pirotte par un de ses amis.

PIROTTE (Olivier), peintre, né à Liège en 1699, mort dans cette ville le 14 septembre 1764. Il est probablement originaire du village de Wandre, où existent encore plusieurs familles de ce nom. Dans le registre aux mariages de cette commune, on trouve, sous la date du 23 octobre 1689, le mariage d'Olivier Pirotte avec Marie Airkin, de Liège.

C'est probablement l'oncle du peintre, qui fut aussi le parrain de celui-ci. Les parents d'Olivier Pirotte le destinaient à l'état ecclésiastique, mais ne pouvant vaincre le goût de l'enfant pour le dessin, ils le placèrent, en 1716, à l'atelier de Renier de Rendeux. Le jeune Olivier y fit des progrès rapides, et, après quelques années d'apprentissage, en 1721, il pria ses parents de le laisser partir pour Rome. Il obtint leur consentement; arrivé dans la ville éternelle, il fréquenta, pendant les premières années de son séjour, l'école de Benedetto Luti. A la mort de ce maître, survenue en 1724, tous ses élèves, et Pirotte avec eux, se mirent sous la discipline de Pierre Bianchi. Le jeune Liégeois se distingua par son assiduité au travail et les soins qu'il donnait à l'étude du dessin. Il ne fit cependant pas long séjour à l'atelier de Bianchi, étant obligé de revenir à Liège, en 1725, pour les affaires de sa famille; il partit ensuite pour Paris où il reçut les conseils de Lemoinne et de Noël-Nicolas Coypel. Enfin, après cette nouvelle absence de deux ans, il vint se fixer définitivement à Liège.

La plus ancienne peinture de Pirotte que nous connaissions se trouve à l'église de Wandre. Elle est datée de l'année 1721, et a pour sujet *La présentation de l'enfant Jésus au temple*. C'est une peinture médiocre. Dans un registre conservé à l'église, tenu par le curé Pirotte Buidin, on trouve sur ce tableau la note suivante : « Le 6 décembre [1721] notre « neveu Olivier Pirotte a mis la peinture dudit autel (l'autel de la Sainte-Vierge), pour laquelle on lui a donné « 6 écus pour ses couleurs, et le reste « gratis ». La même église possède, servant de retable à l'autel majeur, une toile plus importante de Pirotte. Elle représente le *Martyre de saint Étienne* et porte la date de 1750. Elle appartient, par conséquent, à la période de maturité de l'artiste. Du vivant de Pirotte, ses peintures étaient très appréciées dans la principauté de Liège. Il existait bon nombre de ses tableaux dans la plupart des églises de la capitale, mais qui, presque tous, ont disparu.

A la fin du XVIII^e siècle, on voyait encore, à l'église collégiale de Saint-Paul (aujourd'hui cathédrale), deux grands tableaux représentant le *Martyre de saint Pierre* et celui de *saint Paul*. Pour l'église de Saint-Denis, Pirotte avait peint douze médaillons représentant les apôtres; ils étaient placés sur les piliers de la nef. Il avait exécuté un travail de même nature pour l'église Saint-Michel, aujourd'hui démolie. A l'église du couvent des Cordeliers (Frères Mineurs), le chœur était orné de quatre grandes toiles de ce peintre, datées des années de 1750, 1751 et 1752. A l'église Saint-Jean-Baptiste, également démolie aujourd'hui, se trouvait le premier tableau de Pirotte peint après son retour de Rome, et une peinture dont le sujet était *La Sainte Famille*. Aux Sépulchrines on voyait deux toiles du peintre : *La Nativité* et *L'Assomption de la Vierge*. Pour l'église Saint-Gangulphe, Pirotte avait peint un *Crucifiement*, grand tableau qui figurait comme retable d'autel.

Cette liste est incomplète. Si presque toutes ces peintures sont perdues et si les églises qui les contenaient ont été généralement démolies, on n'est pas sans informations sur la plupart des compositions traitées par l'artiste. Un assez grand nombre de ses dessins ont été conservés par les soins du chanoine Hamal, et une partie de sa collection se trouve aujourd'hui à l'Académie des Beaux-Arts de Liège. Parmi les dessins les plus intéressants, il convient de citer une composition à la sanguine, premier jet du tableau de la *Décollation de saint Paul*, qui se trouvait à l'église Saint-Paul. Une allégorie représentant un enfant soustrait au démon et enlevé au ciel par son ange gardien, composition d'un tableau exécuté pour l'église Saint-Denis; le dessin à la sanguine du *Crucifiement*, peint pour l'église Saint-Gangulphe. Un croquis à la plume, avec cette note de la main de Hamal : « Allégorie pour une académie que le cardinal « de Bavière voulait établir à Liège ». *Pirotte fecit*, 1750. Il existe encore une toile importante de Pirotte à l'église de

Florée (province de Namur) : c'est une *Assomption* que l'artiste avait peinte pour l'église abbatiale de Grand-Pré, aujourd'hui démolie.

Pirotte était assez bon dessinateur, mais le coloris de ses tableaux est trop rembruni et les seconds plans sont négligés; son style se ressent d'ailleurs notablement de l'époque de décadence où il vivait et de l'influence des peintres italiens qui l'ont formé. Il était estimé comme homme privé par la douceur de son caractère, son esprit cultivé et sa modestie; il n'était pas seulement peintre, mais il s'est encore adonné à la musique, et à l'occasion il était poète.

J. Helbig.

Registre conservé à l'église de Wandre. — J. Helbig, *Histoire de la peinture au pays de Liège* (Liège, de Thier, 1873), p. 290 et 291. — Deux manuscrits restés inédits du chanoine Hamal : *Mémoire pour servir à l'histoire des artistes de la province de Liège*, et *Notice sur les objets d'art avec les noms des auteurs qui se trouvaient dans les églises de Liège en 1786*. — Les notes, que le collectionneur aimait à écrire au verso des dessins, renferment aussi des renseignements intéressants sur Pirotte. Hamal est, en réalité, le seul auteur liégeois qui ait donné des détails biographiques sur cet artiste. Voir aussi *Catalogue de dessins d'artistes liégeois*, par J.-S. Renier (Verviers, 1874).

* **PIROUËL** (*Frédéric*), poète et prosateur latin, né en Lorraine, décédé à Maubeuge, le 26 décembre 1650. Il devint prêtre de la congrégation de l'Oratoire et fut envoyé en Belgique vers 1632. En 1637, il était professeur de rhétorique au collège de Malines. Ce fut en cette qualité qu'il publia, sous le titre de *Palæstra scholæ publicæ Mechliniensis*, un recueil contenant ses œuvres et celles de plusieurs de ses collègues (Anvers, Henri Aertssens, 1639; in-8°, 420 p.). Cet ouvrage renferme les pièces suivantes de Pirouël : 1. *De laudibus Divi Rumoldi Dublinensium archiepiscopi Mechliniensium patroni oratio*. Œuvre purement littéraire, sans valeur historique. — 2. *Divus Canutus martyr*. Tragédie en cinq actes, en vers, consacrée à l'histoire de Canut IV, roi de Danemark, assassiné en l'église de Saint-Alban à Odensée. — 3. *Divus Alexander cognomento carbonarius*. Tragédie en cinq actes, en vers, racontant

la vie et la mort de Saint-Alexandre, évêque de Jérusalem. Ces deux pièces sont surtout remarquables au point de vue de la forme. Elles furent, ainsi que les suivantes, représentées par les élèves du collège à la distribution des prix. — 4. Quinze pastorales ou *Pastorum colloquia in quibus prudentiæ, de temeritate : virtutis, de vitio : fortitudinis, de recordia : triumphus exhibetur*. — 5. Discours latin en prose sur la victoire de Nordlingen en 1634 et éloge de Ferdinand d'Autriche.

C'est par erreur que Paquot attribue à Pirouël une tragédie, *Elko*, qui figure dans le même recueil : celle-ci est du père Jean-François van der Laen.

De Malines, Pirouël fut appelé à Louvain où il enseigna également la rhétorique au collège de Gand, après l'admission des Oratoriens, en 1642; puis, il devint successivement préfet des maisons de Malines et de Louvain. Le 20 juin 1650, il fut promu à Mons à la dignité de vicaire du général de l'Oratoire et peu après à celle de prévôt. Il mourut quelques mois plus tard.

Alphonse Roersch.

Paquot, *Mémoires*, éd. in-fol., t. II, p. 120. — F. Vander Haeghen, *Bibliotheca belgica*, v. *Palæstra*... — Reusens, *Analectes*, t. XXII (1891), p. 39; t. XXIII (1892), p. 136.

PIROULLE (*François*), théologien et poète, né à Limbourg, décédé à Liège en 1663. MM. Daris et Reusens impriment qu'il mourut en 1651 : la chose est impossible, car en 1659 encore Pirouille dédiait un de ses ouvrages au cardinal de Hesse, et en 1663 (février) il faisait imprimer sa *Dissertatio... de... Eucharistia*. Du reste, ces savants ne sont pas d'accord sur les événements marquants de son existence et les sources auxquelles ils ont puisé leurs renseignements sont contradictoires. Pirouille fit ses études à Louvain, à la pédagogie du Porc; il fut second à la promotion générale de 1607, et obtint ensuite la première place. Il fut proclamé aussi licencié en théologie. En 1613, il fut nommé professeur au collège du Lys. Il y resta jusqu'au 12 août 1621, date à laquelle il partit pour Bruges, où il

avait été investi, le 4 mai 1620, d'une prébende de chanoine en l'église Saint-Donatien. Le 11 janvier 1634, il prononça en la cathédrale, en présence du clergé et du magistrat, une éloquente oraison funèbre de l'infante Isabelle. Ce discours vit le jour à Bruges, chez Nicolas Breyghel, sous le titre d'*Oratio funebris in obitum augustæ et felicis memoriæ Isabellæ Claræ Eugenix* (in-4°, 22 p.). En même temps, il publiait chez le même imprimeur quelques vers de circonstance sur la mort de la princesse : *Echo et oratio lugubris in obitum augustæ et felicis*, etc. Deux sermons en prose, prononcés à Louvain, en 1619 et en 1620, terminent ce recueil de 34 pages in-4°. L'un est consacré à l'annonciation de la Sainte-Vierge, l'autre célèbre saint Jean l'Évangéliste, patron du collège du Lys. En 1634, Pirouille partit pour Liège où il fut nommé, en 1637, suivant Reusens, chanoine et chantre de la collégiale Saint-Paul. Il y fut également investi, en 1645, d'après nos calculs, des fonctions de professeur et président du séminaire. Il y enseigna la théologie et exerça ces fonctions au moins seize ans. Le 13 août 1663, il fut remplacé en qualité de chantre par Jacques Hodeige. Il publia successivement : 1. *Tri-Hymnum de sacrosancta trinitate eiusque specialiter in venerabili Eucharistia reali præsentia contra inanes Calvinii umbras et figuras*. Liège, B. Bronckart, 1659; in-4°, 181 p. Ce volume, qui est dédié au cardinal Frédéric de Hesse, renferme un magnifique portrait du prince, dû au burin de Michel Natalis. « C'est », dit Abry, « un prodige de la main ». Ce livre est un recueil de vers sur le mystère de la Sainte-Trinité, l'eucharistie, et une réfutation rimée des doctrines de Calvin et de Luther. — 2. *Dissertatio hymnodica de venerabili eucharistia*. Liège, C. Mathoion, 1661; in-4°, 404 p. Dédié à Hubert Suetendael, abbé de Saint-Trond. — 3. *Dissertatio Hymnodica Quadripartita*, dédiée à Guillaume Natalis, abbé de Saint-Laurent; Liège, 1663, veuve B. Bronckart; in-4°, 509 p.; ouvrage tout différent du précédent. — 4. *Hymnodica dissertatio de*

missa deque universis ad eam pertinentibus. Liège, *ibid.*, 1662; in-4°, 254 p. Recueil de quarante-trois odes, véritable traité didactique en vers.

Tous les ouvrages de Pirouille sont rarissimes. On trouvera plus de détails sur leur contenu dans la *Bibliotheca Belgica*, publiée par M^r F. Vander Haeghen.

Alphonse Roersch.

X. de Theux, *Bibl. liég.*, p. 223, 231, 234. — Daris, *Notices sur les églises du diocèse de Liège*, t. IV, 2^e partie, p. 180-181. — Reusens, *Documents relatifs à l'histoire de l'université de Louvain*, dans *Analectes*, 1836, p. 376. — Renseignements fournis par Mgr Monchamp et MM. A. Delmer et Dr Alexandre, à Liège.

PIRQUET (*Pierre-Martin*), dit DE MARDAGA, baron de Cesenatico, homme de guerre, né à Liège, le 1^{er} février 1781, mort à Steinhäus (Autriche), le 21 novembre 1861. Il était fils de Jean-Martin-Auguste et de Marie-Agnès de Bléret, qui n'eurent pas moins de douze enfants. Par décret du prince-évêque, François-Antoine de Méan, son père, qui avait été d'abord au service de la France, fut nommé capitaine de la compagnie des gardes du corps du souverain. Dans un diplôme du 12 février 1788, signé du héraut d'armes et généalogiste Pierre-Martin de Villers de Pité, les Pirquet sont qualifiés de vieille famille de patriciens liégeois, laquelle avait obtenu reconnaissance et confirmation de noblesse de l'empereur Charles VII, en date du 14 mars 1742.

Le jeune Pierre-Martin Pirquet eut de bonne heure la vocation des armes. Lorsque Dumouriez bloqua Maestricht (1792), il fut, à peine âgé de douze ans, incorporé parmi les jeunes gens qui devaient renforcer les troupes de Cobourg. Il aurait voulu dès lors s'engager; mais ce n'est que lorsqu'il eut dix-huit ans accomplis que son père lui obtint une place de cadet dans le régiment de Beaulieu (15 décembre 1799), où l'on parlait le wallon. Pirquet se distingua aux affaires d'Enzen, Mös kirch et Biberach et fut nommé enseigne le 1^{er} août 1800. Ce fut en cette qualité qu'il commanda une compagnie, le 3 décembre de la même année, à la

bataille de Hohenlinden. Il passa les années de paix, 1801-1804, en Galicie. Il devient premier lieutenant en 1805. Il fait preuve d'intrépidité et de sang-froid en diverses rencontres, passant à travers les lignes ennemies pour se joindre, avec le corps de Jellachich, qui n'avait pas accepté la capitulation d'Ulm, au corps du prince de Rohan en marche sur l'Italie. Mais les 20,000 hommes du maréchal Gouvion-Saint-Cyr arrêtaient Rohan, qui n'en avait que 3,000, et Pirquet fut fait prisonnier.

Au début de la campagne de 1809, Pirquet et son frère Auguste, qui avait, lui aussi, pris du service en Autriche, avaient pu rentrer au pays natal. Leur colonel, qui ne comptait plus les revoir, n'était pas disposé à les proposer pour un avancement; mais les deux Pirquet réparurent sous les drapeaux et reçurent les félicitations du général divisionnaire pour leur fidélité et leur dévouement. Pierre-Martin, devenu premier lieutenant, prit part à la campagne de Bavière. Il reçut deux balles à la bataille d'Ebelsberg et fut laissé pour mort sur le terrain. Mais, le lendemain, il fut trouvé par l'ennemi et soigné à Linz. Toutefois, les dispositions qu'il avait prises amenèrent la retraite de la garnison de deux mille hommes du château d'Ems. Il reçut à cette occasion la croix de chevalier de l'Ordre de Marie-Thérèse. Ses blessures ne laissant pas entrevoir de guérison, il fut pensionné comme capitaine-lieutenant (21 juin 1811).

Lorsque la guerre recommença avec la France (1813), sa santé paraissant suffisamment rétablie, il demanda à être remis en activité de service et obtint une compagnie au 8^e chasseurs. Chargé par le colonel de reconnaître l'ennemi dans les environs de Borolach, sur la Drave, il opéra si habilement qu'il coupa la retraite à un colonel ennemi et le força de se rendre. Il fut blessé dans cet engagement de plusieurs coups de baïonnette. Puis il dispersa six cents hommes près de Pontafel, détruisit une grande quantité de vivres et de munitions, fit sauter plusieurs ponts et rallia

la division Marschall. Nouveaux engagements dans la montagne où Pirquet fait preuve de sa valeur accoutumée. Le 24 octobre, il contient l'ennemi, supérieur en nombre, assez longtemps pour permettre aux renforts de le dégager. Quelques jours après, il est blessé d'un coup de feu à la main et d'un autre à l'épaule. Il ne s'en distingue pas moins à Vérone et à Caldiero; est, en récompense, promu au grade de major (15 décembre 1813), et attaché au quartier-général du feld-maréchal Bellegarde. Deux mois après, il reçoit une nouvelle blessure à Bollegio; son cheval est tué sous lui. Après la paix de Paris (1814), Pirquet fut adjoint au corps des chasseurs tyroliens nouvellement créé. Murat déclare la guerre à l'Autriche et Pirquet demande de pouvoir tenter une surprise contre son avant-garde. Il passe le Pô, longe l'Adriatique et tombe sur l'ennemi à Ravenne. Il seconde habilement le général Neipperg, attire l'ennemi dans une embuscade, près de Cesenatico, et contribue à sa déroute.

Peu après, il reçut l'ordre de marcher sur la France, à travers le Piémont, avec le corps du général Bubna. Ses faits d'armes durant cette campagne lui valurent l'Ordre de Léopold et d'autres distinctions honorifiques. Profitant d'un congé de six mois, il se rendit en Belgique, fut présenté au roi et à la reine des Pays-Bas, revit un grand nombre d'anciennes connaissances à Liège, et constata que la cour d'Autriche avait conservé à Bruxelles de vieilles sympathies. A la paix de 1815, il quitta le régiment des chasseurs tyroliens et, placé à la tête de huit compagnies de chasseurs, il eut à se rendre en Istrie pour y purger le littoral des brigands qui l'infestaient depuis des années. Tâche malaisée, les malandrins étant plus ou moins protégés par la population. Pirquet les pourchassa de si belle façon qu'ils finirent par se livrer eux-mêmes à la justice.

En 1818, il reçut le titre de baron avec le prédicat « de Cesenatico ».

Il devint colonel en 1821 et chargé,

en cette qualité, de mettre un terme aux incursions des brigands bosniaques qui inquiétaient incessamment l'administration illyrienne. Au bout de quatre ans d'énergiques efforts, il eut raison du brigandage. Malgré les fatigues qu'il y endura et les onze blessures qu'il avait à son actif, il prit part à la campagne de Naples, fut promu au grade de général-major en 1831 et passa dix ans en Italie. Une ophtalmie le força à renoncer provisoirement au service actif. Il fut nommé feld-maréchal-lieutenant honoraire en 1838 et commandant de la forteresse de Legnano. Souffrant de nouveau des yeux, il demanda une autre destination et fut nommé lieutenant de la garde impériale des Arcières, où le rang de feld-maréchal-lieutenant effectif lui était assuré.

En 1843, l'empereur le nomma second propriétaire du régiment des chasseurs du Tyrol, qui portait le nom du monarque et, en souvenir du cinquantième anniversaire de son entrée au service, S. M. lui conféra la dignité de conseiller intime. Deux ans après, il eut l'honneur d'accompagner en Belgique S. A. I. et R. l'archiduchesse Marie-Henriette, fiancée du duc de Brabant. Il reçut à cette occasion le grand cordon de l'Ordre de Léopold, et sa ville natale, où il s'arrêta quelques jours, le reçut avec tous les témoignages d'une particulière considération.

D'autres faveurs devaient lui échoir encore dans sa patrie adoptive. En 1856, il fut promu capitaine-lieutenant de la garde des Arcières. L'année suivante, il devint feld-zeugmeister. L'état délabré de sa santé l'avait empêché de prendre part aux campagnes de 1848 et 1849. Il s'éteignit, à sa maison de campagne de Steinhaus, près de Wels, à l'âge de 81 ans, le 21 novembre 1861.

La *Gazette militaire* de Vienne dit qu'il était « le modèle du guerrier dans la plus complète acception de l'expression. Il unissait à toutes les qualités du soldat celles d'un homme généreux, plein d'abnégation, juste, humain, soucieux du sort de ses hommes comme de lui-même... ».

Il avait épousé, en 1825, Jeanne, baronne de Mayern, fille d'un conseiller aulique, qui lui donna plusieurs enfants. L'aîné de ses fils, Antoine, capitaine au régiment des chasseurs, tomba à Rivoli en 1843, ayant déjà, par sa bravoure, mérité la croix de chevalier de l'Ordre de Marie-Thérèse. Un autre fils, Pierre-Zénon, ancien premier lieutenant au 1^{er} cuirassiers, ancien secrétaire de légation et député au Parlement, bien connu à Vienne, se propose de publier en entier, ou par extraits, les *Souvenirs* délaissés par son père et écrits en français.

Baron Emile de Borchgrave.

Militär Zeitung de Vienne, 27 nov. 1861. — *Notice sur P.-M. Pirquet, etc.* (Liège, Carmanne). — *Souvenirs* (inédits) de P.-M. Pirquet. — Peter, Freiherr von Pirquet, *Reisen von Wien nach Paris, etc.* (Vienne, 1900). — *Moniteur belge*, 1862, p. 721, 5737.

PIRSON (*Eugène-André*), gouverneur de la Banque nationale de Belgique, né à Dinant, le 21 mars 1817, mort à Bruxelles, le 28 décembre 1881. S'engagea à vingt-six ans, en qualité de maréchal des logis volontaire au régiment des guides; promu sous-lieutenant en 1835 et désigné pour le régiment des cuirassiers, il quitta l'armée deux ans après pour entrer dans l'administration comme agent du caissier général de l'Etat (Société générale), à Audenarde. Il y fut élu successivement conseiller communal (1844) et échevin (1845). Pirson quitta ensuite Audenarde pour se rendre à Tournai (1846), toujours en qualité d'agent du caissier général. Dans cette ville, également, il fut appelé à diverses fonctions publiques, comme conseiller communal (1852), membre de la commission administrative de la Caisse d'épargne (1856), membre (1849), vice-président (1852) de la chambre de commerce. Aux élections de 1857, le parti libéral l'envoya siéger à la Chambre des représentants, où il joua un rôle très effacé, comme rapporteur de la commission pour le crédit spécial des fêtes de juillet 1856 (vingt-cinquième anniversaire de l'inauguration du règne de Léopold I^{er}) et de la section centrale pour le traité avec le Chili (1858). Il cessa de

faire partie de la Chambre en 1861 et fut appelé, deux ans après, à Bruxelles, pour y remplir les fonctions de directeur de la Banque nationale (29 septembre 1864), dont il fut nommé vice-gouverneur le 29 mars 1870 et enfin gouverneur le 9 juin 1877, en remplacement de G. Prévinaire. La ville de Bruxelles l'avait choisi comme administrateur du Crédit communal (1869). Nommé chevalier de l'Ordre de Léopold en 1861, il fut promu officier en 1876 et commandeur en 1881, quelques mois avant sa mort. Son successeur à la tête de la Banque nationale fut A. Jamar.

E. Closson.

Biographie des membres des Chambres législatives, 1857-1858, p. 87-88 (avec portrait).

PIRSON (*François-Gérard*), homme politique, né à Sart-Custine (ancien duché de Bouillon), le 24 octobre 1765, décédé à Dinant, le 1^{er} mai 1850. Pirson, ayant terminé ses humanités au collège de Sedan, alla passer quelques années à Dunkerque pour y apprendre le commerce, puis il se rendit à Paris où, pendant six semaines, il eut constamment sous les yeux le spectacle de luttes parlementaires, d'agitations de la rue, de mouvements populaires, préludes d'une révolution qui allait changer la face de la France, même d'une partie de l'Europe. Ce spectacle fit sur l'âme de Pirson une impression profonde et lui communiqua une fièvre d'agitation qui, à son retour chez lui, se traduisit par un acte hardi. Il rédigea une adresse à ses concitoyens pour les engager à profiter du moment favorable pour demander au duc la réforme de quelques abus. Décrété de prise de corps par la cour souveraine de Bouillon à cause de cette adresse, Pirson, au lieu de fuir pour échapper à la peine dont il est menacé, se rend à Bouillon, se montre partout dans la ville et personne ne l'arrête. Les griefs reprochés au pouvoir continuant à exister, malgré la requête rédigée dans le sens de l'adresse par l'assemblée des mayeurs, Pirson prend sur lui de convoquer un congrès composé des députés appartenant à toutes

les communes du duché. Ce congrès se réunit à Paliseul, le 7 mars 1790. La noblesse et le clergé demandent à y être représentés par ordre. Combattu avec chaleur par Pirson, cette demande est rejetée et à partir de ce moment la fusion des classes et l'égalité devant la loi furent consacrées dans le duché. Cette assemblée fut reconnue et constituée légalement par décret du duc, le 3 avril 1790, et, le 19 suivant, le siège en fut transporté à Bouillon, où elle fut définitivement installée. Dans sa réunion du 26 mai, l'assemblée générale décréta l'abolition de la féodalité dans le duché; la division du pays en cantons et en municipalités; la création de tribunaux et d'une cour souveraine dénommée cour d'appel; la suppression des dîmes; la mise des biens de cure et des églises à la disposition des administrations locales, à charge par celles-ci de payer aux curés et aux vicaires les traitements fixés par la loi et tous les autres frais du culte. Dans l'affreuse disette qui marqua l'année 1790, Pirson fit distribuer aux Bouillonnais les grains qu'il avait fait venir du dehors. Député par eux à l'Assemblée nationale, il se rendit à Paris pour y soutenir les droits méconnus de ses concitoyens, au sujet des privilèges dont ils jouissaient sur le marché de Sedan. C'est à ce propos qu'il eut deux conférences avec Mirabeau et Merlin de Douai; le 11 août 1790, l'Assemblée constituante rendit un décret en faveur des habitants de Bouillon, décret sanctionné par Louis XVI, à qui Pirson fut présenté. De Paris, Pirson fut appelé chez le duc de Bouillon, à sa résidence de Navarre, près d'Evreux, où il séjourna trois mois. N'ayant pour héritier en ligne directe qu'un fils impotent, le duc traita avec Pirson de la transmission de la souveraineté de Bouillon à un des parents éloignés du duc, le prince Philippe d'Auvergne, capitaine au service de S. M. britannique (4 août 1791). Un an après, comme l'indépendance du duché était menacée par suite de la guerre entre la France et les puissances alliées, le duc souverain confia à Pirson ses pleins pouvoirs pour

protéger sa seigneurie. Muni de ces pouvoirs, Pirson se rend immédiatement à Paris, se présente à la barre de la Convention nationale et en obtient la confirmation du décret de l'Assemblée constituante du 11 août 1790. Arrive 1793; la Convention lance ses proconsuls dans tous les départements de la France pour y proclamer la république, dans celui des Ardennes en particulier. Ils organisent à Sedan un Comité révolutionnaire et se disposent à annexer le duché de Bouillon à la France. Pirson part, court à Paris, va parlementer avec une douzaine de révolutionnaires réunis chez Hentz, leur représente qu'en ce moment, étant éloigné de toute armée française, pressé par les troupes autrichiennes, le duché ne pourrait, sans se compromettre inutilement, consentir à sa réunion à la France. Cette première démarche effectuée, Pirson se présente tour à tour chez Carnot, Collot d'Herbois, Billaud-Varennes, Saint-Just, Couthon, enfin chez Robespierre, qui lui déclara, au nom de ses collègues, que quant à *présent* il ne serait pas donné de suite, en ce qui concerne Bouillon, aux opérations du comité révolutionnaire de Sedan. Rentré à Bouillon, Pirson parvint à dissoudre le comité révolutionnaire qui s'y était formé, lorsque tout à coup un détachement de l'armée française pénétra dans la ville et y enleva sept ou huit habitants, parmi lesquels se trouvaient le gouverneur et le procureur général de la cour d'appel, MM. de Jobard et Victor de Stassart. Personne n'osait aller les réclamer auprès des chefs, que l'on connaissait comme des hommes cruels : c'étaient Charbonnier, général, et Massieu, représentant du peuple en mission. Pirson va les trouver et, après une discussion des plus animées, il revient avec les prisonniers, parmi lesquels se trouvaient deux des signataires de l'arrêt de prise de corps lancé contre lui, en 1789, à propos de l'adresse prémentionnée. N'ayant pas réussi dans son second voyage à Paris, Pirson tourne ses regards vers Christine, gouvernante des Pays-Bas, afin d'établir des relations

profitables au duché. A la suite d'autres négociations, il obtint verbalement des conditions avantageuses, sous sa responsabilité personnelle. Il accepta ces conditions par dévouement pour ses concitoyens, malgré les dangers auxquels il s'exposait, au cas où cet arrangement viendrait à être connu de la France. Le 24 mai 1794 fut, pour Bouillon, une année de désolation. La ville, tombée aux mains des Autrichiens, fut livrée, par le général de Beaulieu, au pillage. Les femmes furent outragées; vingt-six personnes, parmi lesquelles le gouverneur de la ville, quelques prêtres et des religieuses, furent massacrées. Dans ces circonstances malheureuses, ce fut encore Pirson qui préserva la ville de calamités plus grandes. C'est à lui qu'on dut de conserver au moins l'organisation de l'administration. Le 16 juin, l'assemblée, dans une réunion extraordinaire, décréta une nouvelle organisation judiciaire, dont il avait jeté les bases et qu'il avait soumise d'abord à l'approbation de l'assemblée. Enfin lorsque, le 26 juillet, à la chute de Robespierre, les terroristes furent poursuivis par toute la France, un jury national fut institué, un procès solennel fut commencé. Pirson intercédait auprès des représentants français en mission, en faveur des inculpés qu'il sauva. Une amnistie entière fut le fruit de ses démarches et remit la bonne harmonie parmi les Bouillonnais. Les relations amicales se rétablirent entre Bouillon et Sedan. Le 4 brumaire an iv (26 octobre 1795), la Convention ayant décrété la réunion du duché de Bouillon à la France, Pirson fut nommé commissaire du Directoire exécutif, pour y organiser les cantons d'Orchimont et de Gedinne, dans le département de Sambre-et-Meuse. En mars 1796, il fut appelé à faire partie de l'administration centrale du département. Nommé président de cette administration, il fixa les bases de la répartition des contributions foncières et personnelles de la manière la plus équitable pour chacun des quatre pays composant le département : le Luxembourg, le pays de Liège, celui de Namur et le duché de Bouillon. Le Directoire

renversé, apparut la Constitution de l'an VIII. Pirson fut successivement membre du conseil de la sous-préfecture de Saint-Hubert, ensuite membre du conseil général du département (28 août 1808). Depuis 1802, époque de son mariage, Pirson habita Dinant jusqu'à sa mort. Retiré de la vie politique, il éprouva de grandes répugnances à y rentrer; mais lorsqu'il accepta, en 1819, les fonctions de membre de la seconde Chambre des États généraux, ce ne fut, dit son biographe, « que dans l'intention » de défendre les intérêts des provinces » belges gravement compromis par le » système hollandais... Il prit une part » très active à tous les débats parlementaires, lors des discussions du premier » budget décennal, de la loi sur le » divorce, de l'impôt sur le sel, de la » protection à accorder à la forgerie » indigène, etc. Mais ce fut surtout » à l'occasion de l'impôt-mouture et du » système des finances, introduit en » 1820 et 1821, qu'il se fit remarquer » par une rare énergie pour les com- » battre. Ses discours, imprimés dans » les journaux du temps, font foi de » l'ardeur et de la sincérité de ses opinions.

« Rentré de nouveau dans le sein de » sa famille, Pirson se tint à l'écart des » affaires publiques. En 1830, à Dinant, » il se mit à la tête du mouvement pour » lui imprimer une impulsion salutaire » et éviter des désordres graves. Nommé » commissaire de district, puis membre » du Congrès national, ensuite membre » de la Chambre des représentants, il » fut ce qu'il avait toujours été : un des » plus chauds défenseurs de toutes les » libertés. Par la suite, il donna sa » démission de commissaire d'arrondissement; plus tard, il fut nommé » bourgmestre de Dinant, poste qu'il » occupa jusqu'en 1848. Pendant l'année » 1843, il sentit que la vieillesse lui » conseillait le repos; il se retira de » l'arène politique, en priant ses commettants de le remplacer à la Chambre » des représentants. Ceux-ci, voulant » lui donner un témoignage public de » reconnaissance, choisirent un de ses

« fils pour successeur, Victor Pirson, en » dernier lieu gouverneur de la province » de Namur ».

F.-D. Doyen.

Papiers de famille. — *Annales de la Société archéologique de Namur*, t. II, p. 225-248.

PIRSON (*Victor*), fils d'Eugène-André, né à Dinant, le 28 avril 1809, mort à Bruxelles le 13 décembre 1867, parcourut une active carrière dans l'armée, la diplomatie, la politique et l'administration. Elève à l'école des cadets de Delft (1825), puis à celle de Bréda (1828), sous-lieutenant au 2^e bataillon d'artillerie de campagne (5 janvier 1830), après la Révolution il passa au service de la Belgique avec le grade de lieutenant dans la même arme (29 septembre 1830), et prit part, en cette qualité, aux diverses campagnes contre la Hollande. Il conquist successivement les grades de capitaine commandant (4 avril 1832), de major (4 juin 1842), lieutenant-colonel (5 juin 1845), fut nommé à l'état-major et à la sous-inspection de la manufacture d'armes de guerre (21 juillet 1845) et démissionné, sur sa demande, avec le grade de colonel (1^{er} septembre 1848); il avait appartenu successivement aux 3^e (1^{er} avril 1836), 4^e (1^{er} juillet 1842), 3^e (24 février 1843) et 2^e (17 janvier 1848) régiments d'artillerie de campagne. Dans l'entretemps, il avait été détaché au corps diplomatique en qualité d'attaché à la légation de Constantinople (5 juin 1840), puis de secrétaire honoraire de légation à New-York (7 octobre 1841), où il fut chargé d'une mission spéciale au Texas (12 novembre 1841), après laquelle il reçut le titre de secrétaire de 1^{re} classe honoraire (30 août 1842). En 1843, son père, François-Gérard Pirson (voir ci-dessus), doyen d'âge de la Chambre des représentants, ayant résigné son mandat, Victor fut élu à sa place. Réélu en 1845, il cessa en 1848 d'être rééligible par suite de la promulgation de la loi sur les incompatibilités. Il venait également d'abandonner l'armée pour occuper les fonctions de gouverneur de la province de Namur (1^{er} septembre 1848), qu'il aban-

donna trois ans plus tard (18 août 1851) pour celles de directeur de la Banque de Belgique (décembre 1851 à novembre 1863). V. Pirson était chevalier de l'Ordre de Léopold (1834) et titulaire de divers ordres étrangers. A la Chambre, il représentait l'opinion libérale modérée. Le comte de Baillet lui succéda comme gouverneur de la province de Namur et Fortamps comme directeur de la Banque de Belgique.

E. Closson.

Veldekens, *Livre d'or de l'Ordre de Léopold*, t. I, p. 364. — *Moniteur belge*, 1867, p. 6824. — Archives du département de la guerre. — Banque nationale de Belgique, manifestation du 3 avril 1881, en l'honneur d'Eugène-André Pirson (à l'occasion de sa promotion au grade de commandeur de l'Ordre de Léopold). — Assemblée générale des actionnaires de la Banque nationale, février 1882; rapport du gouverneur.

* **PISANI DE LA GAUDE** (*Charles-François-Joseph*), XVII^e évêque de Namur, issu d'une famille noble de Venise, né le 14 mars 1743, à Aix en Provence. Licencié en droit et conseiller au Parlement, il quitta le monde pour l'Eglise et reçut les saints ordres de la main de son oncle maternel, Mgr de Reboul, évêque de Saint-Paul-aux-Trois-Châteaux. Il avait alors trente-trois ans. Le 8 février 1784, il fut promu à l'évêché de Vence, qu'il gouverna avec sagesse et fruit jusqu'en 1798. Sur son refus de prêter le serment à la Constitution civile du clergé, il se vit déposer de son siège épiscopal et incarcéré pour incivisme et révolte contre les lois; mais il réussit à s'échapper de la prison et se dirigea droit sur Rome. Quand les républicains français pénétrèrent dans les États pontificaux, il se réfugia à Venise, où il fut le conclave de l'un des cardinaux qui élurent le pape Pie VII (1800). Après la conclusion du concordat entre le pape et le premier consul Bonaparte (1801), l'évêque de Vence revint à Rome et s'empressa de résigner son siège épiscopal, sacrifice que le nouveau pape récompensa en le nommant évêque assistant au trône pontifical. Quelque temps après, il alla à Paris pour réclamer les débris de son riche patrimoine, confisqué et mis sous séquestre. Le ministre Portalis, étonné et charmé de

recevoir son ancien collègue au Parlement d'Aix, lui fit rendre ses biens et le présenta au premier consul, qui lui dit d'un ton militaire : *Vous êtes encore en état de servir; je vous fais évêque de Namur*. Mis en possession de son siège épiscopal, le 15 août 1804, il s'empressa de pourvoir à l'ornementation de son église cathédrale, qui se trouvait dans un dénûment absolu et d'y rétablir les autels, qu'on était parvenu à soustraire à la cupidité révolutionnaire. Le séminaire, transformé en hôpital pendant la tourmente révolutionnaire, était aussi, surtout la chapelle, dans un état de délabrement pitoyable; Mgr Pisani le restaura, le repeupla et consacra tous ses soins à l'éducation des jeunes lévites. A son arrivée à Namur, il trouva le diocèse dans un état de trouble et de division, à l'occasion du concordat. Le vicaire général Stevens qui, pendant plusieurs années, avait administré le diocèse, acceptait, il est vrai, le concordat, mais il blâmait certains évêques comme trop dociles aux vues du gouvernement. Des ecclésiastiques, disciples de Stevens, d'où leur nom de *Stevenistes*, prétendaient que le concordat avait été extorqué au saint-père; que, par conséquent, les nouveaux évêques étaient illégitimes. Sous le prédécesseur de Mgr Pisani, le préfet du département de Sambre-et-Meuse, Perès, exigeait des curés du diocèse le serment d'adhésion au concordat, y compris les articles organiques, réprouvés par le pape. Plusieurs s'y refusaient; de là un nouveau sujet de trouble et de division dans le clergé. Par son autorité comme par sa sagesse, le nouveau prélat parvint à tarir la source de ces divisions. Aussi Napoléon fit-il remettre à l'évêque un anneau pastoral d'une valeur de plus de 30,000 fr. Ce don était accompagné de ce billet :
 « Monsieur l'évêque de Namur, je vous
 « envoie l'anneau épiscopal que je désire
 « que vous portiez. Voyez dans la pré-
 « sente un témoignage de ma satisfac-
 « tion pour la paix et l'union rétablies
 « dans votre diocèse. Ecrit au palais
 « des Tuileries, le 8 pluviôse an XIII. »
 En même temps, l'empereur lui con-

ferait le titre de baron de l'Empire et la croix de la Légion d'honneur, qu'il venait de créer dans le but de donner plus d'éclat à la dignité impériale. Mgr Pisani n'accepta les insignes de la Légion d'honneur que forcément, et ne prêta le serment, obligatoire pour les légionnaires, de dévouement à la défense des lois de la république, que moyennant restrictions. Les faveurs impériales n'altérèrent en rien la fermeté orthodoxe de l'évêque. Il en donna des preuves éclatantes au prétendu concile national de 1811, convoqué par Napoléon, alors que le pape était son prisonnier à Savone. En convoquant ce concile, l'empereur avait pour but exclusif d'amener l'assemblée à décréter que, puisque le pape refusait d'instituer les nouveaux évêques de l'Empire, on pouvait les instituer sans son intervention. L'évêque de Namur, plus d'une fois, y prit la parole pour défendre, contre les gallicans et les napoléoniens, les droits de l'Église et de son chef visible. Il alla même jusqu'à proposer aux prélats assemblés d'aller se jeter aux genoux de Bonaparte pour implorer la liberté de Pie VII.

Après la chute de l'Empire, de nouvelles difficultés surgirent sous le royaume des Pays-Bas, à cause de la publication de la *Loi fondamentale*. Cette Constitution attribuait au roi, chef de la monarchie représentative qu'elle instituait, le pouvoir de résoudre toutes les questions administratives, et notamment la *direction absolue* de l'enseignement. Elle proclamait la liberté de toutes les opinions, le droit pour les hommes de professer n'importe quel culte, doctrines que l'Église catholique a toujours répudiées. C'est ainsi que les évêques belges, dans leur *Jugement doctrinal* du mois d'août 1815, s'en expliquèrent, déclarant que l'adhésion à cette loi par *serment pur et simple*, tel que le gouvernement l'exigeait, était illicite. L'évêque de Namur avait eu une part principale, avec l'évêque de Gand, à la rédaction du *Jugement doctrinal*. Pour en donner connaissance, il écrivit sa *Lettre pastorale* du 15 août 1815, sur les principes

de la foi catholique, relatifs à la liberté des opinions religieuses et des divers cultes religieux, suivie d'un long extrait du *Recueil des ouvrages de Papin en faveur de la religion* (in-4°, 16 p.). Le prélat venait d'envoyer cette lettre à l'imprimerie; on était occupé à en faire le tirage, lorsque soudain, en vertu d'un ordre du ministre de la justice, comte de Thiennes, le directeur de la police, accompagné de deux gendarmes, pénétra dans l'imprimerie et y saisit la lettre pastorale et tous les papiers y relatifs. Le jour même, Mgr Pisani écrivit au roi pour se plaindre de cette mesure de rigueur, prise au mépris des promesses solennelles faites par Guillaume lors de la prise de possession de ses États. Quatre jours après, il livra à la publicité une seconde lettre pastorale dans laquelle il rappelle ce qui s'était passé au sujet de la première. Le roi, instruit de l'effervescence que sa loi excitait au sein des populations catholiques, parut se rapprocher de l'épiscopat, qu'il traita avec plus d'égards. Mandé à la cour, l'évêque de Namur y fut reçu avec la plus grande distinction. Il eut même avec le roi et les ministres des relations qui prirent un caractère d'intimité. Il fut agrégé au corps de la noblesse du pays et créé commandeur de l'Ordre du Lion de Belgique. Un décret du 22 mai 1816 lui conféra, pour lui et son séminaire, la jouissance du parc de Margagne, qu'il fit restaurer et embellir. Il est visible que toutes ces gracieusetés royales tendaient à gagner le prélat en faveur des mesures que le roi méditait contre la liberté d'enseignement. Par son arrêté du 25 septembre 1816, le roi des Pays-Bas demandait aux évêques qu'ils voulussent bien ordonner le chant d'un *Te Deum*, à l'occasion d'une victoire signalée, remportée sur les Algériens par les escadres de l'Angleterre et de la Hollande, et pour qu'il fût fait des prières pour l'heureuse délivrance de la princesse d'Orange, épouse du prince héréditaire. Mgr Pisani profita de cette circonstance pour instruire en détail ses diocésains sur l'obligation de prier pour tous les hommes vivants, notam-

ment pour les souverains et leur famille, quelque religion qu'ils professent. Quoique son mandement, chef-d'œuvre d'érudition, ne contint que l'exposé de la vraie doctrine, il fut l'objet de murmures dans tout le clergé, et d'attaques acrimonieuses dans les deux écrits suivants : *Lettre à Mgr de Namur*; — *Entretien d'un curé avec une dame, sa paroissienne, au sujet du mandement de l'évêque de Namur du 7 octobre 1816*. Néanmoins, l'évêque fut approuvé par le pape Pie VII, comme le prouve l'*Extrait d'une réponse de S. E. le cardinal Gonsalvi, ministre secrétaire d'Etat de S. S. le pape Pie VII, en date du 6 février 1817, adressée à Mgr l'évêque de Namur* (Namur, F.-J. Lafontaine; in-8°, 4 p.). La *Loi fondamentale* donnait au roi, avons-nous dit, le droit absolu sur l'enseignement. C'est en vertu de ce droit que, le 25 novembre 1816, parut un règlement relatif à l'instruction publique dans les universités et les collèges des provinces méridionales. Ce règlement renfermait toutes les mesures qui furent mises plus tard en vigueur par les arrêtés de 1822 et surtout par ceux de 1825. D'après l'article 11, les séminaires épiscopaux étaient transformés en écoles d'enseignement supérieur de la théologie, en attendant l'érection de cette faculté dans les universités. Cette disposition faisait craindre la suppression de ces séminaires et le rétablissement, à Louvain ou ailleurs, d'un nouveau séminaire général, ce qui eut lieu en effet dans cette ville, sous le nom de *Collège philosophique*. D'après le même règlement, les professeurs de théologie, comme ceux de droit canonique, devaient être choisis parmi les laïcs. Bref, l'enseignement de la science sacrée elle-même devait être et fut, en réalité, soumis à la direction du ministre de l'instruction publique. Les évêques des Pays-Bas, en tête desquels figuraient Maurice de Broglie, évêque de Gand, et Pisani de la Gaude, évêque de Namur, protestèrent par leurs *Représentations respectueuses, du 22 mars 1817, à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, touchant l'érection des nouvelles universités dans les provinces méridionales du royaume*

(in-8°, 30 p.). Ces représentations ne produisirent sur l'esprit du monarque d'autre effet qu'un ressentiment très vif contre les deux principaux signataires de ces représentations. L'évêque de Gand fut traduit devant la cour d'assises pour avoir, deux ans auparavant, attaqué le serment *pur et simple* à la *Loi fondamentale*; pour avoir, sans autorisation, correspondu avec la cour de Rome sur la licéité des prières publiques pour la famille royale protestante, et pour avoir publié la réponse favorable donnée à cette question. Il fut, de ces chefs, condamné par contumace à la déportation. Quant à l'évêque de Namur, comme il avait accès auprès du souverain, il crut de son devoir de le détourner de son projet d'instituer le collège philosophique de Louvain. Il obtint pour toute réponse l'ordre de ne plus paraître à la cour. Se voyant très avancé en âge — il avait alors quatre-vingts ans — l'évêque pensa à se décharger du fardeau de l'épiscopat. Un fait inattendu le fit renoncer à ce dessein. Mgr Jauffret, évêque de Metz, venait de mourir. Le Saint Siège profita de cette circonstance pour détacher du diocèse de Metz le grand-duché de Luxembourg, ainsi que les cantons de Philippeville et de Couvin, et les unira au diocèse de Namur. Cette union fut effectuée par un décret de la S. Congrégation consistoriale du 30 juillet 1823 et en vertu d'une bulle de Pie VII, en date du 30 août suivant. Ce n'était là certes rien moins qu'un allègement de la charge épiscopale. Aussi le vénérable vieillard en fut-il alarmé. Néanmoins, prenant courage, il écrivit la lettre pastorale qu'à la date du 20 septembre il adressa à ses nouveaux diocésains. Il se rendit ensuite à Luxembourg, où il fut accueilli de la population par les plus éclatants témoignages de joie. Sa carrière touchait à sa fin. Le 23 février 1826, il fut frappé, pendant la nuit, d'une atteinte d'apoplexie, dont il mourut, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Mgr Pisani de la Gaude fut un prélat de haute distinction, d'une grande vertu, d'une science ecclésiastique profonde.

Son élévation à l'évêché de Namur fut pour le diocèse un véritable bienfait. Il rétablit le séminaire épiscopal et fit de l'abbaye de Floreffe son petit séminaire. Il pourvut à l'instruction des enfants de sa ville épiscopale, en y appelant des Frères des Écoles chrétiennes et en fondant la maison-mère des Sœurs de Notre-Dame. Il fit une circonscription nouvelle des paroisses, qu'il pourvut d'un clergé formé par ses soins, entièrement renouvelé et parfaitement discipliné. Il instruisit ses diocésains par des mandements de saine doctrine, exposée dans un langage simple et élégant. Ces mandements forment deux volumes, l'un in-8°, l'autre in-4°, auxquels il faut joindre les ouvrages suivants que l'ancien évêque de Vence publia lors de son voyage à Rome : *Lettre pastorale de Mgr l'Évêque de Vence sur l'obéissance au Souverain Pontife*. Rome, 1792; in-8°, 266 p. — *Instruction morale et polémique de Mgr Pisani de la Gaude, évêque de Vence, sur le serment civique décrété par l'Assemblée nationale, le 3 septembre 1792*. Rome, 1794; in-8°, iv-297 p. Ces deux ouvrages, traduits en italien, ont été publiés avec le texte français en regard.

F.-D. Doyen.

Pisani de la Gaude, *Mandements*, et autres écrits du prélat. — Aigret, *Histoire de l'église et du chapitre de Saint-Aubain à Namur*. — Oraison funèbre de l'évêque, par le chanoine J. Collard, et celle, inédite, par l'archiprêtre Buydens. — Doyen, *Bibliographie namuroise*.

* **PISANI** (Octave), astronome, cartographe et sociologue, né à Naples vers 1575. Cet écrivain a séjourné en Belgique la plus grande partie de sa vie. Il y a publié : *Astrologia seu motus et loca siderum* (Anvers, 1613); deux mappemondes (Anvers, 1613; 1637); *Le leggi per le quali si fa vera e presta giustizia* (Anvers, 1616). Une traduction latine de ce dernier ouvrage, due au célèbre François-Mercure van Helmont, a paru à Sulzbach en 1666. Pisani était en relations épistolaires avec Galilée et Kepler; on peut lire ses lettres dans les éditions de la correspondance de ces savants. Il a été un des tout premiers en Belgique à se servir du télescope,

inventé en Hollande. A en juger par la lecture de ses ouvrages et de ses lettres, Pisani était un esprit curieux, mais gâté par une imagination désordonnée.

Georges Monchamp.

Favar (Antonio). *Amici e corrispondenti di Galileo Galilei. II Ottavio Pisani* (Venise, 1896). — Georges Monchamp, *Galilée et la Belgique* (Bruxelles, 1892).

PISCINARIUS (Jean). Voir WIER Jean).

PISSON (Jean-Baptiste), architecte, fils de Jean et de Jeanne-Brigitte-Jacqueline Vereecken, né à Gand, le 21 mars 1763, et décédé en cette ville, le 9 décembre 1818. Issu d'une famille peu aisée, il commença sa carrière comme charpentier-menuisier, après avoir été inscrit au nombre des apprentis dans le registre corporatif. Ayant eu la chance de rencontrer un protecteur en la personne du chevalier Dons de Lovendeghem, il put suivre les cours de l'école de dessin fondée à Gand en 1751 et que Marie-Thérèse venait d'ériger en Académie royale. Il en sortit en 1786 avec le grand prix d'architecture. En 1793, il prit part à des entreprises de constructions, commandées par le gouvernement anglais dont les troupes occupaient la Flandre. Ces travaux, largement payés, furent l'origine de sa fortune, ainsi que l'assure Norbert Cornelissen. Mais nous savons qu'avant cette date Pisson avait fait les plans de diverses maisons importantes, notamment de l'hôtel de messire E. van Hoo-brouck de Moreghem, situé Marché-au-Lin, à Gand, et dont la façade Louis XVI est de fort belle allure (1791). Il bâtit ensuite, pour le baron de Meulenaere, la maison à péristyle de quatre colonnes composites, rue Basse-des-Champs (1791-1792). Parmi les nombreux édifices en style empire qu'on lui doit, nous mentionnerons spécialement l'hôtel de M^r Gaspard de Draeck (ensuite au baron Van Loo), à la place d'Armes (1808), et la maison Emm. Papeleu, en face du palais de justice, au bord de la Lys (1810). On remarque encore de lui, dans les environs de Gand, plusieurs maisons

de campagne, où il appliqua, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, les principes décoratifs si caractéristiques de l'époque de Napoléon. Ajoutons que, dans les aménagements qu'il fit au château féodal d'Oydonck pour le baron de Nevele, il maintint relativement bien, chose rare alors, le caractère ancien des bâtiments (1). Pisson était devenu rapidement le principal architecte du département, et fréquemment les pouvoirs publics eurent recours à ses talents. Grâce à l'intervention de Ch. Van Hulthem et du Dr Bernard Coppens, membres du jury départemental de l'instruction publique, il fut chargé, dès 1797, de dresser les plans de l'orangerie monumentale et des autres installations du beau Jardin botanique créé dans les dépendances de l'abbaye de Baudeloo, supprimée en 1796. En 1801, il étudia l'appropriation de l'église de la même abbaye en bibliothèque publique; en 1803, la transformation du couvent de Ter Haeghen en atelier de bienfaisance, et, avant 1808, l'installation des services de la Légion d'honneur dans les bâtiments de l'abbaye de Saint-Pierre. C'est lui qui donna le dessin de la colonne gigantesque surmontée de la statue de Bellone, qui devait remplacer, au Marché-du-Vendredi, l'arbre de la liberté (1800-1801). Une autre de ses œuvres gantoises est la porte de Courtrai ou de France, qui se composait de deux pavillons reliés par des grilles que soutenaient des faisceaux de lances surmontés de l'aigle impériale (1808). Ayant acquis les connaissances nécessaires à l'ingénieur, il construisit des ponts, des quais, s'occupa du pavage et de l'entretien des routes départementales et dirigea d'importants travaux hydrauliques dans les polders de la Zélande.

La postérité toutefois oublia vite les mérites de Pisson, pour ne voir en lui que le vandale qui avait si horriblement mutilé, pour le transformer à la mode

du jour, le vénérable Hôtel de ville, œuvre superbe de Waghmakere et Keldermans, et ce à l'occasion de deux visites faites à Gand par Napoléon, d'abord comme premier consul, le 25 messidor an XI (24 juillet 1803), et ensuite comme empereur, le 17 mai 1810. Ce point étant capital dans la vie de Pisson, il importe de préciser. C'est le 22 vendémiaire an XI (19 octobre 1802) que le citoyen Jean-Baptiste Pisson fut nommé « architecte expert » des travaux de la mairie », et le premier travail important dont il eut à s'occuper fut la transformation intérieure de l'Hôtel de ville. Le 15 frimaire (6 décembre) de la même année paraissait le cahier des charges de la construction d'un immense escalier d'honneur, « en pierre de taille et supporté par dix « arcades », le tout « dans l'enceinte « de la ci-devant chapelle » dont une des parois devait faire place à un « portique ». Le haut de la cage « sera « couronné par huit colonnes égyptiennes », surmontées d'« un entablement dans la hauteur duquel on ménagera un berceau en mosaïque ou « compartiment, et lequel sera construit « en bois et plâtre ». Divers autres cahiers voient le jour pendant les mois suivants jusqu'au 26 germinal an XI (16 avril 1803), et sans retard on transforme successivement de fond en comble les principales salles. Les cheminées monumentales sont rasées; on « coupe « des portes », on creuse des niches; des fenêtres sont « changées et maçonnées pour leur donner la forme et la « proportion des règles de l'art ». La salle du trône reçoit « une galerie soutenue par trente et une cariatides ou « gaines antiques »; une « colonnade » est peinte sur les murailles. Le beau plafond en chêne de la grande salle de justice est « contregité sur toute « sa surface », et « les angles interrompus en courbes » sont « tous plafonnés « et décorés avec corniches, cadres, « caissons et moulures », etc. Bien qu'exécuté par ordre du conseil municipal, ce bouleversement doit être considéré comme l'œuvre personnelle de

(1) Bien entendu pour tout ce qui concernait l'extérieur des constructions. Quant à l'intérieur, le comte t'Kint de Roodenbeke, propriétaire actuel du château, fait observer que l'œuvre de Pisson avait sacrifié d'une manière déplorable au goût de l'époque.

Pisson, qui avait tracé tous les plans, signé tous les cahiers, dirigé les travaux, et dont, au surplus, l'influence était grande. Les « embellissements » furent continués dans le même ordre d'idées à partir de 1810; mais, à ce moment, c'est l'architecte P. de Broe qui préside aux travaux de la ville. Pisson, prétextant de nombreuses affaires personnelles, avait, par lettre du 12 juin 1809, renoncé à ses fonctions à la mairie. C'est donc à tort qu'on lui attribue généralement la construction du grand perron placé (jusqu'en 1870) à l'est, devant deux fenêtres gothiques transformées en portes de style empire. Mais il n'en est pas moins vrai qu'il faut voir là encore le développement logique des plans conçus par l'architecte de 1802.

Après la réunion de la Belgique à la Hollande, Pisson fut nommé membre de l'Institut royal des Pays-Bas, et appelé à siéger dans la commission chargée de préparer les plans du palais destiné au souverain à Bruxelles. Citons encore de lui un projet d'obélisque pour remémorer la bataille de Waterloo; le dessin d'un autre monument commémoratif à élever au village de Soestdyck, dont le château venait d'être donné au prince d'Orange; un rapport sur l'état de la Lys au bois à Gand, dans lequel il conseille de ne pas combler ce cours d'eau (25 novembre 1816); une réponse à un concours sur l'amélioration des bâtiments ruraux, institué par la Société royale d'agriculture et de botanique de Gand, et qui lui valut la médaille d'or (1817); un mémoire sur le type des locaux d'écoles primaires (1818); une notice sur l'histoire de l'architecture (publiée après sa mort, en 1819), dans laquelle il parle assez dédaigneusement de nos monuments gothiques du XIII^e et du XIV^e siècle. Il figure parmi les collaborateurs aux *Annales belgiques des sciences, arts et littérature*, recueil fondé en 1817.

Ami du faste et fort peu modeste, Pisson avait pris des dispositions testamentaires au sujet de son tombeau, pour lequel il ordonnait de « sacrifier une » somme de 11,000 florins courant «.

Le mausolée, en marbre, exécuté par le sculpteur Calloigne, de Bruges, fut érigé, en 1826, dans l'église de Maria-kerke lez-Gand, où il se trouve encore. Il existe aussi de lui un buste par Godecharle. Pisson avait épousé Jeanne-Françoise van Melle, qui mourut le 25 juin 1818 et dont il n'eut pas d'enfants.

Victor vander Haeghen.

Archives de Gand. — Etat civil. — Collection gantoise à la bibliothèque de l'université, spécialement les recueils de P. Goetghebuer. — N. Cornelissen, *Notice biogr. et nécrol. sur J.-B. Pisson* (Gand, 1819). — *Verlag... kon. Nederlandsch Instituut*, 13 décembre 1820. — *Messenger des sciences et des arts*, 1825 et 1846, p. 507. — Suppl. à l'édit. de 1829 de Van Vaerenwyck, Gand. — A. Schayes, *Hist. de l'archit. en Belgique*, t. II. — P.-C. Vander Meersch, *Cartes et plans, Flandre orientale*, Gand, 1850. — J. Steyaert, *Volledige beschryving van Gent*, 1857. — C. Piron, *Algem. levensbesch.*, 1860. — C. Gyselincx, *Guide de Gand*, 1860. — F. Vander Haeghen, *Bibl. gantoise*, t. IV et V. — A. Wagener, *Het Stadhuis van Gent* (1871). — W. Rogghé, *Promenades hist. et topogr.* (Gand, 1883). — A. Wagener et P. Fredericq, *Gand (Belg. illustrée*, 2^e édit.). — F. de Potter, *Gent*. — De Potter et Broeckaert, *Gemeenten van Oost-Vlaand.* — H. van Duyse, *L'hôtel de ville de Gand* (1888). — Id., *Gand monumental et pittor.* — P. Claeys, *Pages d'hist. locale*. — Id., *Mémorial de Gand* (1902). — Dans un art.: *L'album de l'architecte Pisson* (*Bull. soc. d'hist. et d'arch. Gand*, 1903), MM^{rs} Saintenoy et Paul Bergmans ont fait valoir son talent comme dessinateur.

PITAU (PITTAUW) (*Jacques*), graveur, fils de Tobie, de Londres, marchand de soie, et de Suzanne Vander Cruys, né à Anvers en 1623, mort dans la même ville en 1673. Franc-maître de la gilde de Saint-Luc en 1654, sans indication d'apprentissage, il se forma sans doute aux enseignements de Corneille Galle, le jeune, dont le nom apparaît, en qualité d'éditeur, sur plusieurs de ses planches. Bien que très éclipsé par son cadet, Nicolas, qui suit, Jacques Pitau fut un artiste des plus estimables. Ses estampes, fort nombreuses, sont à la fois d'un excellent effet, d'un procédé libre et pittoresque. Nous connaissons de lui de grandes figures d'apôtres, à mi-corps, grandement traitées, des sujets de dévotion, d'après Abraham van Diepenbeke; aussi quelques portraits, publiés par J. Meyssens, dont celui de Don Juan d'Autriche, fils naturel de Philippe IV. Représentant quelque peu attardé de l'école rubénienne, Jacques Pitau mérite

mieux que l'oubli, où l'ont laissé la plupart des auteurs. Moins entreprenant que son frère, il ne quitta point Anvers et cessa de bonne heure de produire, s'étant fixé près de son frère puîné Jean-Baptiste, curé du Béguinage.

Henri Hymans.

P.-J. Mariette, *Abecedario*, publié par Ph. de Chennevières et Anatole de Montaiglon, t. IV (Paris, 1887-1888). — P. Génard, *Les grandes familles artistiques d'Anvers* (*Revue d'histoire et d'archéologie*, t. I, 1889, p. 203 et suiv.).

PITAU (PITTAUW), (Nicolas), frère du précédent, graveur, né à Anvers en 1632, mort à Paris en 1671. Dernier des sept enfants issus du mariage de Tobie Pittauw et de Suzanne Vander Cruys, il eut pour parrain Nicolas Lauwers (voir ce nom), graveur de mérite, dont le fils Conrad, né également en 1632, embrassa la carrière paternelle. On peut voir dans cette circonstance la cause déterminante de l'entrée en apprentissage, chez Nicolas Lauwers, (non chez Corneille Galle le jeune, comme l'avance Mariette), de son filleul. Ce fut au cours de l'année 1644. L'enfant, par malheur, donnait de pauvres gages d'aptitude. Déjà ses parents songeaient à le mettre dans le commerce des vins, quand, stimulé par cette menace, on le vit subitement, pris d'une singulière ardeur, progresser à pas de géant. Son avenir néanmoins était précaire. La gravure anversoise qui, sous Rubens, avait brillé d'un si vif éclat, ne procurait plus à ses adeptes les mieux intentionnés que de peu fréquentes occasions de faire éclater leur talent. Les pièces que nous connaissons de Nicolas Pitau, à ce moment de sa carrière, images religieuses, pour la plupart, le montrent avant tout préoccupé, comme Nicolas Lauwers lui-même, de la régularité de la taille, mise en honneur par Claude Mellan. Aucune de ses pièces n'est datée, aucune non plus ne porte un nom de dessinateur. On les reconnaît à l'adresse de Corneille Galle, qui faisait, comme dit Mariette, un gros commerce d'estampes. Elles montrent, en leur auteur, un dessinateur correct, un praticien entendu. Bien dirigé, il

semblait être à même de fournir des travaux d'un ordre infiniment supérieur. Remarquons aussi que le jeune Pitau donne à ses figures des proportions inusitées. La Vierge et l'enfant Jésus, qu'il grava d'après Albert Dürer, sont de grandeur naturelle; les têtes isolées de la Madone et de Jésus adolescent sont à peine moins développées. De telles planches préludaient fort congrûment au rôle distingué que l'avenir réservait au jeune Anversoise.

L'état prospère de la gravure en France contrastait avec son abandon en Belgique. Le nombre était considérable des jeunes Flamands qui, chaque jour, prenaient le chemin de Paris. Ceux de leur nation y avaient, à Saint-Hippolyte — plus tard ce fut à Saint-Germain-des-Prés — une confrérie à laquelle étaient affiliés aussi les Allemands et les Suisses. Avec nombre d'artistes, nous y voyons figurer des éditeurs achalandés. A l'exemple de Pierre van Schuppen et de quantité d'autres, Nicolas Pitau s'en fut tenter fortune sur les bords de la Seine. La date de son départ se fixe assez précisément à l'année 1656, car dès l'année suivante on trouve sa signature au bas d'une vaste et remarquable estampe, d'après Philippe de Champagne, *saint Bruno et ses compagnons prosternés devant le Christ trônant dans sa gloire*. Il y avait là bien mieux qu'une promesse. Dirigé sans doute par Philippe de Champagne, lequel, dit Mariette, « d'une humeur bienfaisante, » devenait l'amy et le conseil de tous « les Flamands qui venoient s'établir » à Paris, Pitau avait, peut-on dire, créé sa pièce de maîtrise. Sa position était faite. Commissionné par les éditeurs de Paris les plus en évidence : Herman Weyen, tenant boutique « A la » Ville de Cologne ; Théodore van Merlen, à l'enseigne « A la Ville d'Anvers », l'un et l'autre rue Saint-Jacques, où demeurerait aussi le jeune Pitau, celui-ci compta bientôt parmi les plus fameux graveurs de la France. Sa réputation arriva à balancer même celle de Robert Nanteuil. Mariette n'est pas éloigné de le comparer avec avantage à

ce dernier, oubliant, dit avec raison un biographe de Nanteuil, que celui-ci est avant tout dessinateur, ou plutôt peintre, que le burin n'est dans ses mains qu'un instrument destiné à transporter dans le champ durable de la gravure les effets obtenus par le crayon. Pitau, graveur exclusif, est parfois remarquable par la puissance de l'effet et la perfection, un peu froide, du procédé. Quelques-uns de ses portraits sont des morceaux accomplis, particulièrement ceux datant de 1662 : Denis Sanguin, Nicolas Colbert, le premier président Bignon, Gaspard de Fieubert et d'autres, d'après Claude Lefèvre et Philippe de Champagne. Visiblement préoccupé de Nanteuil, d'ailleurs, Pitau cherche à lutter avec son illustre maître sur son propre terrain. S'il réussit parfois à l'éclipser, c'est par l'excellence de la méthode plutôt que par l'originalité vraie. La chose est à ce point exacte que, dans les louanges qu'il donne à Pitau, Mariette laisse rarement de dire que telle de ses œuvres ne le cède point à tout ce que Nanteuil a fait de plus beau. « Nanteuil », dit Mariette, « se croyait le seul qui sçut graver des portraits de grandeur naturelle, et parce qu'il en avait introduit l'usage en France, il sollicitait de la cour, sous ce prétexte, un privilège pour en avoir seul le droit; mais Pitau ayant trouvé l'occasion de graver, en 1668, le portrait du grand chancelier Séguier, d'après N. de Platte-Montagne, lui fit abandonner ce projet... Pitau y prit d'autant plus de soin qu'il le faisoit en concurrence et qu'il estoit bien aise de faire connoître à Nanteuil que, si d'autres que luy n'avoient point encore entrepris de pareils portraits, c'étoit moins faute d'en être capables que le manque d'occasion ». Pitau n'était pas moins de force à briller presque sans concurrence où il s'abandonnait à sa nature. C'est le cas dans sa grande estampe de l'*Annonciation*, d'après Philippe de Champagne, non seulement son œuvre capitale, mais un chef-d'œuvre de la gravure, brillant par une complète excel-

lence de la forme, une superbe entente de l'effet et une rare maîtrise du burin. Le cuivre de ce superbe ensemble est déposé à la chalcographie du Louvre.

Quand Gérard Edelinck (voir ce nom) arriva à Paris, ce fut de Pitau qu'il reçut le complément d'éducation qui devait, au bout de peu d'années, faire de lui le premier des représentants de la gravure en France. Lui-même reconnaissait devoir beaucoup aux enseignements de Pitau, que, par erreur, dans ses *Merveilles de la gravure*, M^r Duplessis représente comme ayant eu pour guide son disciple. La fécondité de Pitau est remarquable, alors surtout qu'on tient compte de l'importance et du fini de ses estampes. Leur nombre approche de la centaine, chiffre considérable, car il mourut à peine âgé de trente-neuf ans, le mercredi des Cendres 1671.

Très recherché, il retraça, d'après divers artistes, les traits de nombreux personnages de haute situation, outre qu'il sauva de l'oubli le nom de plus d'un peintre dont la valeur n'eût point suffi à conquérir l'immortalité.

A la veille de sa mort, vaincu par la maladie, il gravait, d'après Claude Lefèvre, un grand portrait de Louis XIV, auquel Gérard Edelinck mit la dernière main. D'autres portraits du monarque, de la reine et du dauphin, d'après Baubrun, avaient précédé. Plusieurs des planches qu'il laissait inachevées furent terminées par Pierre van Schuppen.

Le Brun, grand admirateur du talent de Pitau, fit, selon Mariette, de vives instances pour l'attacher à son service, lui offrant un logement aux Gobelins; ses efforts restèrent infructueux. Au cours de l'année 1664, Pitau fit un séjour à Anvers, et, sous cette date, grava le portrait de l'évêque Ambroise Capello, travail de portée secondaire. Fiancé à Madeleine de Vadder, il se maria à Notre-Dame, à Anvers, le 7 février 1665, emmenant à Paris sa jeune épouse.

Nicolas Pitau laissa un fils, Nicolas comme son père, né à Paris en 1670, mort dans la même ville en 1724. Ce second Nicolas mania à son tour le burin,

mais ne fut point l'élève de son père, mort peu de mois après sa naissance.

Formé par Gérard Edelinck, il promettait, dit Mariette, d'être son meilleur élève. « Il coupait bien le cuivre; la « couleur de son burin était agréable; « l'on ne peut juger par quelques-uns « des ouvrages qu'il a faits dans sa « jeunesse, surtout par le portrait de « M. de Bourdaloue, qu'il grava en « 1704 d'après Largillière, qui est ce « qu'il a fait de mieux. Mais l'amour « du plaisir de la table, auquel il se « livra tout à fait, luy donna peu à peu « de l'indifférence et du dégoût pour le « travail, et non seulement l'empêcha « de faire de plus grands progrès, mais « luy fit insensiblement oublier ce qu'il « avait pu acquérir de connaissances, « de façon qu'il devint, sur la fin de sa « vie, un assez médiocre graveur ». Ainsi s'exprime Mariette. Il ne faut pas confondre les œuvres de ce second Nicolas Pitau avec celles de son père, erreur assez fréquente.

Le portrait de Bourdaloue, par exemple, bien que daté de 1704, est repris par Le Blanc comme étant de Pitau l'ainé. C'est, du reste, un morceau de valeur, comme le sont aussi plusieurs autres estampes du même artiste.

Henri Hymans.

Mêmes sources que pour le précédent article. — Charles Le Blanc, *Manuel de l'amateur d'estampes*, t. III.

PITHOIS (*Paul-A.*), mathématicien, décédé à Tournai, le 17 mai 1714. Il avait tenu pendant plusieurs années, dans la citadelle de Tournai, une académie « pour l'instruction de Messieurs « les gentilshommes de la Compagnie de « Tournai, dans les exercices qui con- « viennent à leur naissance ». Il s'occupait spécialement de l'enseignement des mathématiques, comme le montre le titre qu'il prenait de *professeur royal de mathématiques*. Après sa mort, sa veuve adressa une requête au magistrat de Tournai, à l'effet d'être défrayée du loyer de sa maison; à l'appui de sa demande, elle fait valoir qu'elle est obligée, pour continuer les leçons de feu son mari, de

faire venir de Paris un professeur de mathématiques.

On connaît de P.-A. Pithois les ouvrages suivants : 1. *Elémens de géométrie divisés en deux parties, Qui contiennent d'une manière fort courte et fort aisée, ce que l'on doit savoir pour parvenir à la connaissance des Mathématiques*. Tournai, Jacques Coulon, 1685; in-12. 2^e édit. en 1687. — 2. *Idée générale de ce qu'un ingénieur doit savoir pour être employé sur les fortifications et pour en corriger les défauts*. Tournai, Jacques Coulon, 1687; in-12. — 3. *Lettre dont l'extrait est inséré dans le Journal des Savans de Paris, du 27 février 1690*. Tournai, Jacques Coulon, 1690; in-12. Dans cette lettre, Pithois établit la supériorité du système de fortification de Vauban.

C. Bergmans.

Demaizières, *Bibl. tournaisienne* (Tournai 1882).

PITTAUW. Voir PITAÜ.

PITTEURS (*Jean DE*). Voir JEAN DE SAINT-AMAND.

* **PIZA** (*Pedro-Francisco DE*), homme de guerre, né à Majorque (Espagne), à la fin du XVII^e siècle, mort à Lierre, le 2 avril 1774. Après avoir débuté dans l'infanterie et y être parvenu au grade d'enseigne, Piza passa, jeune encore, dans l'état-major des places (état-major national), ayant été patenté, le 23 avril 1726, en qualité d'adjudant du fort d'Austruweel, près d'Anvers. Le 5 août 1727, il était promu à l'un des quatre emplois de capitaine-pilier entretenu au château de cette ville. Ayant obtenu un congé d'un an pour aller servir à l'armée d'opération en Italie, il fit la campagne de 1735 en ce pays, ce qui lui valut d'être nommé, peu de temps après, lieutenant-colonel, tout en étant maintenu dans son emploi de capitaine-pilier et sans augmentation de solde.

Au début de la guerre de la succession d'Autriche, le lieutenant-colonel de Piza fut chargé du commandement provisoire de la citadelle d'Anvers, fonctions qu'il exerça d'abord en sous-ordre du lieute-

nant-général baron de Molek, nommé le 4 septembre 1745 commandant supérieur du château et des forts en dépendant par le feld-maréchal comte de Königsegg, commandant en chef. Piza défendit la citadelle, assiégée par les troupes françaises commandées par le lieutenant-général comte de Clermont (21-31 mai 1746). Il obtint les honneurs de la guerre et la libre sortie pour la garnison et lui-même (1^{er} juin 1746).

Devenu colonel, il reprit, à la rentrée des Autrichiens aux Pays-Bas (décembre 1748), son emploi de commandant de la citadelle d'Anvers, qu'il conserva lorsqu'il fut promu général-major, au commencement de l'année 1753.

La guerre ayant éclaté à nouveau entre l'impératrice et le roi de Prusse à l'automne de 1756, le gouvernement général des Pays-Bas, tout en préparant l'acheminement vers l'Allemagne du gros des troupes stationnées dans nos provinces, s'occupa d'assurer le mieux possible la sécurité de celles-ci, gardées par quelques faibles bataillons de garnison seulement et des compagnies franches. Piza, appelé à Bruxelles le 16 octobre, se voyait confier le gouvernement de la place d'Ostende, celui de Nieuport et de toute la côte; une longue instruction, en date du 19, le mettait au fait des détails de la mission militaire et politique qu'il avait à remplir. Pendant son séjour sur la côte, il devait être temporairement remplacé au château d'Anvers.

Arrivé à Ostende le 22 octobre, Piza s'occupait aussitôt d'assurer la prompte exécution des travaux de réparation déjà entamés aux ouvrages de cette place et de celle de Nieuport; d'organiser le service de surveillance dans les eaux autrichiennes et surtout de concerter avec le marquis de Barail, maréchal de camp, commandant à Dunkerque, pour le roi de France, un corps de dix-huit bataillons et huit escadrons; les moyens d'entretenir ensemble une correspondance étroite, de permettre une coopération efficace au cas où les Anglais feraient quelque tentative de débarquement sur le littoral et de traduire

ainsi en fait l'alliance existant entre leurs souverains. L'initiative de cette ouverture appartenait entière à Piza : Cobenzl ne fit pas difficulté de l'approuver, tout en lui faisant observer que la forme de cette correspondance devait faire la matière de négociations entre les deux cours. Elle eut pour effet d'assurer promptement, grâce à l'entente qui s'établit à bref délai entre Barail et Piza, la sécurité de la côte, que ce dernier se trouvait impuissant à protéger avec les faibles moyens (moins de trois mille hommes) laissés à sa disposition.

Le 7 août suivant, l'impératrice, « sur le rapport avantageux qui lui a été fait de la sage conduite tenue en « dernier lieu vis-à-vis des Français par « le général-major Piza à Ostende », nommait celui-ci gouverneur militaire de la ville et port d'Emden, ainsi que de la principauté d'Oost-Frise, récemment conquis au profit de Marie-Thérèse par l'armée auxiliaire française. Il alla l'occuper dans les premiers jours de septembre 1757 avec un petit détachement formé de deux bataillons, appartenant respectivement aux régiments de Charles de Lorraine et de Platz, de cinquante artilleurs, avec quatre pièces et quatorze voitures. Les combinaisons malheureuses du comte de Clermont, commandant l'armée française du Bas-Rhin, ayant entraîné l'évacuation de l'Oost-Frise au début du printemps de 1758, Piza fut contraint d'abandonner Emden et de tenter, à travers les troupes alliées, une retraite, qu'il réussit à effectuer avec un complet succès et qui lui fit grand honneur, sauvant à la fois ses troupes et son matériel. Le grade de lieutenant-général vint récompenser sa belle conduite.

Dès le 13 mai 1758, il reprenait son commandement de la côte, emploi plus politique peut-être que militaire depuis que des garnisons françaises gardaient Ostende et Nieuport. Il rentra au château d'Anvers à la fin du mois d'août.

Pendant les années militaires 1758 et 1759, il fut occupé à assurer le recrutement des régiments nationaux, tâche éminemment difficile à remplir

à raison de la grande consommation d'hommes pendant les campagnes de 1757 et 1758.

En septembre 1760, le siège de Wesel par les Hanovriens ayant fait concevoir des inquiétudes sur la sécurité de la frontière brabançonne au gouvernement de Bruxelles, celui-ci dirigea quelques troupes vers la Campine et mit à leur tête Piza, qui se transporta à Lierre le 9 octobre. La levée du siège de Wesel ayant calmé toutes les appréhensions, les troupes regagnèrent l'intérieur, tandis que Piza allait reprendre à Bruges, le 7 décembre, le commandement de la côte, où l'on redoutait un prochain débarquement de forces anglaises.

Dans les derniers jours de juin 1761, les Hanovriens, qui avaient franchi le Rhin, menaçaient de nouveau la sécurité des Pays-Bas autrichiens; Piza, encore une fois, fut employé à organiser la surveillance de la frontière orientale du Brabant, qu'il eut à protéger surtout contre les partis de déserteurs prussiens et les corps francs (notamment celui de Donceel, formé de Liégeois au service du Hanovre), pendant les campagnes de 1761 et de 1762.

Le 3 novembre 1762, les préliminaires de paix étaient signés à Fontainebleau entre la France et l'Angleterre : ils stipulaient que la première de ces puissances évacuerait et remettrait à l'Autriche les provinces et places conquises sur le roi de Prusse, notamment les pays de Clèves et de Gueldre. Une dépêche de Vienne prescrivit au gouvernement général des Pays-Bas de prendre les mesures nécessaires pour effectuer la prise de possession de ces provinces. L'opération était malaisée en elle-même : il fallait l'exécuter en présence de l'armée prussienne; et les moyens de la tenter étaient précaires : les troupes aux Pays-Bas ne consistaient qu'en quelques bataillons de dépôt et compagnies franches. Il fallait pour la diriger un officier général d'une habileté et d'un tact éprouvés : Charles de Lorraine fit choix du lieutenant-général Piza (dépêche du 20 décembre 1762), le nommant « com-
mandant de Wesel et des troupes

« destinées pour la garnison de cette place et pour le soutien et défense du pays de Clèves ». Il avait ordre de se rendre à Wesel dans le délai le plus court, et d'y attendre les quatre bataillons nationaux qui devaient l'y rejoindre, tandis que le gouvernement de Bruxelles négociait le passage au service impérial d'une partie des corps francs que la France réformait de son service en Hanovre, de façon à lui constituer presque immédiatement une force militaire respectable. Piza arriva le 25 à Wesel, s'occupa aussitôt de préparer l'exécution de sa mission; mais le défaut de moyens militaires obligea le cabinet de Vienne à négocier dans le but d'arriver à ajourner la prise de possession, jusqu'au moment où il serait en mesure d'y faire procéder. Dans l'entretemps, la signature de la paix rendit inutiles les préparatifs du gouvernement général des Pays-Bas.

Piza fut alors (1^{er} mars 1763) chargé d'aviser aux moyens à prendre pour la réforme immédiate des corps francs que ce gouvernement avait, à grands frais, pris à son service deux mois plus tôt : il mena promptement et bien l'opération de ce licenciement et de celui des compagnies franches des Pays-Bas (avril-mai 1763); puis il alla reprendre son poste à la citadelle d'Anvers.

L'emploi de gouverneur d'Anvers était occupé depuis de longues années par le feld-maréchal prince de Salm, que l'âge accablait d'infirmités : son état ayant empiré sensiblement en août 1769, la vacance prochaine de sa charge était à prévoir. Piza, qui la desservait en fait depuis longtemps, et auquel elle apparaissait comme une récompense légitime de ses bons services, crut le moment opportun pour poser ouvertement sa candidature à la succession éventuelle du prince de Salm. Mais l'impératrice en avait secrètement disposé en faveur du lieutenant-général de Hunkett, et Cobenzl, en informant Piza, ne put que l'assurer de toute la bonne volonté de Charles de Lorraine pour lui procurer une compensation, qu'il l'autorisait à solliciter. Piza demanda alors sa

retraite avec son traitement d'activité, une pension de 2,000 florins d'Allemagne, soit 6,000 florins d'Allemagne en tout, et le gouvernement, tout honorifique, de Lierre.

A l'appui de cette requête, Charles de Lorraine envoya à Marie-Thérèse, le 15 septembre 1769, une relation où il faisait le plus vif éloge des qualités de Piza; après avoir rappelé ses principaux services, il terminait ainsi : « J'ajouterai que, s'il a servi avec zèle et intelligence, il a agi de l'autre côté avec générosité et désintéressement, au point d'avoir été généralement estimé par les généraux français comme par les troupes de Sa Majesté et d'avoir même consommé une grande partie du bien que ses enfants avaient à espérer du côté de leur mère. Telle est la justice que je crois devoir rendre à Piza ».

Nommé gouverneur de Lierre par patente du 24 mars 1770, il décéda en cette ville, le 2 avril 1774, laissant quatre filles et deux fils, qui tous deux suivirent la carrière militaire : l'aîné, dont la notice suit, devint général-major; le cadet, contraint de quitter prématurément le service par suite de ses blessures, fut promu major du château d'Anvers le 6 septembre 1770, ensuite de la retraite de son père, et décéda dans cet emploi en janvier 1789.

E. Jordens.

Archives du royaume à Bruxelles : Contadorie des finances (état-major du fort d'Austruweel; id. du château d'Anvers : pliegues, patentes, ordres); Conseil des finances (cartons : états-majors des places, Brabant); Secrétairerie d'Etat et de guerre (registre aux patentes militaires, 1717-1735; — portefeuille aux patentes de l'état-major des places, 1746-1787; — portefeuilles : château d'Anvers et forts, 1744-1781; — portefeuilles : marche-roules; portefeuilles : mélanges militaires; — volumes : correspondances de Cobenzl avec Piza, 1736-1763). — Chancellerie des Pays-Bas à Vienne (*sub* D. 66-O et P; D-78-O; D-81-F; D.-96-E; D-97-L). — Journaux du temps; — d'Espagne, *Relation de la campagne... de l'an 1746* (La Haye, Van Os, 1764). — Anonyme, *Lettres du maréchal de Saxe* (Paris, 1794, t. I). — Heeren, *Mémoires sur les campagnes des Pays-Bas en 1743-1746* (Göttingue, 1803, in-8°).

PIZA (*Pierre-François*), homme de guerre, né à Anvers, où il fut baptisé en l'église de la citadelle le 13 février 1727,

mort à Essegg (Allemagne), le 18 octobre 1792. Il était fils de Pedro-Francisco de Piza, alors enseigne et adjudant du fort d'Austruweel (voir la notice précédente) et de Marie-Louise Verrycke.

Entré au service en 1744, dans les rangs du 14^e régiment d'infanterie autrichienne (1), stationné de ce temps aux Pays-Bas, Piza fit avec ce corps toutes les campagnes de la guerre de la succession d'Autriche et y parcourut toute l'échelle des grades inférieurs : capitaine le 1^{er} mai 1755, il passa au 28^e d'infanterie, alors régiment de Wied, qu'il ne quitta que pour être mis à la retraite.

Major le 1^{er} décembre 1757, il fut fait prisonnier de guerre à Breslau avec les bataillons de campagne de son corps. Échangé avec celui-ci sous condition de ne plus servir temporairement contre le roi de Prusse, il fut renvoyé aux Pays-Bas, sur la proposition du chancelier de cour et d'État, prince de Kaunitz, pour y être employé à la mission éminemment ingrate et difficile de la levée du contingent de huit mille recrues demandées à nos provinces pour l'année militaire 1758 : elles devaient recompléter nos glorieux régiments nationaux, si éprouvés dans la campagne de 1757 en Allemagne. Après avoir mené à bien sa tâche, Piza prit le commandement d'un des bataillons de garnison de Wied-infanterie, affecté à la surveillance de la côte belge menacée par les Anglais. Il repassa ensuite en Allemagne, où sa belle conduite, notamment à la prise des lignes de la Weistritz, les 27 et 29 septembre 1762 (affaire au cours de laquelle il fut grièvement blessé), lui mérita la croix de l'Ordre de Marie-Thérèse. Lieutenant-colonel, le 9 juillet 1768, il fut promu colonel commandant le 28^e régiment le 27 juin 1773.

Admis à la pension de retraite, avec le grade de général-major, le 8 avril 1783, il fut nommé, le 19 mai suivant, commandant de la place d'Essegg. Il

(1) Les lacunes existant dans les archives du 14^e d'infanterie pour la période antérieure à 1754 ne permettent pas de préciser les dates de ses promotions aux grades subalternes.

décéda en cette ville, le 18 octobre 1792.

Pierre-François de Pizá avait obtenu concession du titre de baron par lettres patentes du 9 février 1772.

E. Jordens.

Archives de la guerre à Vienne, Hofkriegsrath. — Archives du royaume à Bruxelles : chancellerie des Pays-Bas à Vienne, dossier D-66-F ; Secrétairerie d'Etat et de guerre : portefeuilles : mélanges militaires. — Hirtenfeld, *Der Militär Maria-Theresien Order*, etc. Wien, 1837, t. I, p. 193.

PLACENTIUS (Jean), historien et poète latin, né à Saint-Trond vers 1500, mort à Maestricht, vers 1550. Lui-même nous a conservé dans ses œuvres les quelques renseignements que nous possédons sur sa vie. Il commença ses études à Liège, chez les frères de Saint-Jérôme, qui venaient d'ouvrir leur collège. Ses premiers biographes affirment qu'il se rendit ensuite à Bois-le-Duc, dans la maison du même ordre. Quoi qu'il en soit, il entra de très bonne heure chez les Dominicains de Maestricht, qui envoyèrent bientôt leur nouveau confrère à Louvain pour y achever ses études de théologie. Placentius avait alors dix-neuf ans. Dix ans après, en septembre 1529, c'est de Louvain qu'il date la lettre dédicatoire de son premier ouvrage important : le *Catalogus omnium antistitum Tungarorum, Trajectensium ac Leodiorum*. Legoût des recherches historiques lui était venu pendant ses études théologiques. Il avait visité de nombreuses bibliothèques, compulsé des chroniques variées. Hélas ! il lui manquait la qualité maîtresse de l'historien, l'esprit critique. Toutes les sources avaient pour lui la même valeur, et son œuvre qui, dans sa pensée, devait contribuer à la gloire de sa patrie, n'est qu'un résumé sans mérite où se coudoient toutes les légendes. A peine peut-on s'en servir pour le règne de Jean de Hornes, et encore faut-il y apporter beaucoup de prudence. Le *Catalogus*, œuvre en prose lourde, est divisé en trois parties commençant respectivement aux pontificats de saint Materne, de saint Servais et de saint Hubert ; il contient, outre l'histoire des évêques, trois lettres adressées par l'auteur aux

chapitres de Tongres, de Maestricht et de Liège. L'ouvrage s'arrête au règne d'Erard de La Marck ; il est suivi du panégyrique en vers de ce prince et des épitaphes de quelques dames liégeoises. Le 12 octobre 1534, Placentius, cédant aux instances de Jacques Arrhusius, envoyait d'Anvers, à Nicolas Olaf, secrétaire de Marie de Hongrie, le *Lucianus Aulicus* ; le lendemain, il adressait de la même ville, à Michel de Horion, panetier d'Erard de La Marck, le *Clericus Eques* ; enfin, le 6 décembre de la même année paraissait, à Anvers, la *Susanna*. Ce sont trois comédies, dont deux en vers et une en prose, le *Clericus Eques* ; elles n'ont ni plus ni moins de valeur que beaucoup d'autres pièces du même genre, mais ce ne sont pas elles qui ont rendu célèbre le nom de Placentius. La gloire, si toutefois c'en est une, lui est venue à la suite d'un tour de force littéraire, le *Pugna porcorum*, poème en deux cent quarante-huit vers hexamètres, dont tous les mots commencent par un P et où sont racontées les luttes héroïques des grands et des petits porcs, luttes qui se terminent par l'éclatante victoire des seconds. Nous avons peine à comprendre aujourd'hui qu'un homme de talent ait usé son esprit à de pareils exercices, mais ils étaient dans le goût de l'époque et attiraient le succès. Dédié à Erard de La Marck, le *Pugna porcorum* parut pour la première fois en 1530 et fut réimprimé un très grand nombre de fois pendant les xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles. Il passe pour un modèle de ce genre de composition bizarre et peu recommandable, où l'art de vaincre la difficulté mécanique tient lieu d'idée et de style. Certains auteurs ont prétendu trouver dans le *Pugna porcorum* des allusions aux événements politiques du temps, mais rien ne justifie cette assertion.

On ne sait quand Placentius rentra à Maestricht ; il y mourut vers 1550. Outre les ouvrages ci-dessus mentionnés il laissait, en manuscrit, une chronique rimée depuis les temps apostoliques jusqu'à 1408. Lipsen, doyen de Saint-Servais à Maestricht, en possédait un

exemplaire au milieu du XVII^e siècle, et Maximilien-Henri de Bavière en fit prendre copie; cet ouvrage est aujourd'hui perdu. On attribue encore à Placentius des vers sur les reliques conservées à Maestricht, et trois poèmes où il aurait chanté la gloire de Tongres, de Maestricht et de Liège. Mais ces trois poèmes semblent, comme l'ont pensé Paquot et Capitaine, n'être autre chose que le *De antiquitate urbis Tungarorum*, le *De antiquitate civitatis Trajectæ ad Mosam* et le *De amplitudine civitatis Leodiæ*, placés à la suite du *Catalogus* dans l'édition de Vorsterman. Placentius ne les aurait donc pas composés, mais simplement édités. Les quelques mots consacrés à ce sujet par de Jonghe justifient cette opinion; c'est en les interprétant erronément que d'autres auteurs ont attribué des œuvres analogues à Placentius lui-même.

A. Delescluse.

Catalogus omnium antistitum Tungarorum Trajectensium ac Leodiorum (Anvers, Vorsterman, 1529). — *Lucianus Aulicus* (Anvers, Coens, 1535). — *Clericus Eques* (ibidem). — Capitaine, *Notice sur Placentius* (*Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. II, 1854).

PLACKER (*Chrétien DE*), chansonnier flamand du XVII^e siècle, né à Poperinghe, le 19 juin 1613, et mort à Anvers, le 20 janvier 1691. A l'âge de vingt-six ans, il fut admis au noviciat des Jésuites, à Malines, le 27 octobre 1639. Il commença par enseigner les humanités, puis il fut longtemps missionnaire en Hollande. Dans les dernières années de sa vie, il revint dans son pays natal où il mourut.

En 1667, il fit paraître à Anvers, chez Herman Aeltz, un recueil de chansons flamandes, intitulé : *Evangelische Leeuwerck ofte* [1] *Historie Liedekens op de Evangelien der Sondagen*. [2] *Evangelische Levens der Heylighen*. [3] *Passie onses Heeren Jesu Christi*. [4] *Ende Evangelische Deughden*, gemaakt door C. D. P.; in-8°, 419 p., titre gravé par Adam van Sylvelt (Leyde, bibliothèque de la *Maatschappij van letterkunde*). En 1682, notre auteur donna une seconde édition de son recueil, mais il y ajouta une cinquième partie;

de plus, la notation musicale fut jointe à chaque chanson. La nouvelle édition est divisée en deux tomes. Le tome I contient les trois premières parties; le tome II, les deux dernières. L'ordre des parties n'est, du reste, plus le même que dans la première édition.

Voici la description de cette nouvelle édition : Tome I^{er} : *Evangelische Leeuwerck ofte* [1] *Historie Liedekens op de Evangelien der Sondagen*. [2] *Evangelien van Elcken dagh in de Vasten*. [3] *Passie onses Heeren J. C. naer de vier Evangelisten* [4]. *Levens der Heiligen ende* [5] *Evangelische deugden*, gemaakt door C. D. P. Den tweeden druck verbeteret, vermeerderd ende met musijk noten verrijckt. Anvers 1682; in-8°, 287 p., titre gravé, le même que dans la première édition. — Tome II : *Evangelische Leeuwerck*, vervattende het 4^e en 5^e deel, gemaakt door C. B. P.; 312 p. et 24 p. non numérotées de *table* (Gand, bibl. univ.; Leyde, bibl. de la *Maatschappij van letterkunde*). Sur un grand nombre d'exemplaires, la date de 1682 a été changée à la main en 1673 (Bruxelles, Bibl. roy.; cf. Fétis, *Catalogue*, n° 7285).

Les mélodies des chansons de De Placker sont toutes étudiées dans le grand ouvrage de Mr Florimond van Duyse, *Het Vaderlandsch Lied*, en cours de publication.

Léonard Willems.

Sommervogel, *Bibl. de la Compagnie de Jésus*. — Fl. van Duyse, *Het eenstemmig lied*.

PLAETSEN (*Jean-Gilles VANDER*), peintre, né à Gand, le 22 novembre 1808, mort dans cette ville, le 3 mars 1857. Il peignit l'histoire, le genre et le portrait. Les archives de l'Académie royale de Gand montrent qu'il y fit de bonnes études et remporta, en 1830, la médaille d'or dans la classe supérieure (modèle vivant). Après avoir passé quelques années dans l'atelier de Maes-Canini, il devint un des meilleurs peintres de cette époque. En 1843, la ville de Gand le nomma professeur à l'Académie royale des Beaux-Arts, et il occupa cette place avec une réelle distinction jusqu'à sa mort. Ses principaux tableaux sont : *Une noce occasionnant*

une fausse alerte dans l'armée du duc d'Albe; Louis XI auprès de Saint-François de Paule et une Sainte Famille, à l'église de Saint-Michel, à Gand.

Vander Plaetsen rendit des services au musée de Gand, en restaurant, avec un talent et un soin minutieux, quelques-uns de ses tableaux. Parmi ses restaurations les plus importantes et les mieux réussies, il faut citer *l'Ange et Tobie*, de De Craeyer, exposé dans la salle des peintres gantois.

L. Maeterlinck.

Etat civil de Gand. — Archives de l'Académie royale de Gand. — A. Siret, *Dictionnaire des peintres*. — *Inventaires des églises de Gand*, dressé par MM. Herman van Duyse et L. Maeterlinck (1882). — *Moniteur*, 8 mars 1837. — *Journaux de l'époque* (août 1844). — Vander Maelen, *Dictionnaire des hommes de lettres*, etc.

PLAETSEN (*Julien - Bernard VAN-DEB*), peintre d'histoire et de portraits, fils du précédent, né à Gand, le 24 février 1837, décédé à Uccle, près Bruxelles, le 30 juillet 1877. Il fut élève de son père et suivit avec succès les cours de l'Académie royale de dessin, à Gand et à Bruxelles, jusqu'en 1857. A sa mort, en 1857, il fut désigné pour le remplacer en qualité de professeur à la même Académie. Il abandonna bientôt sa ville natale pour aller se fixer à Bruxelles, où il s'adonna avec succès à la peinture monumentale.

Son travail le plus important fut la restauration, ou plutôt la réfection presque complète, des peintures de la chapelle dite des Comtes de Flandre, dans l'église de Notre-Dame, à Courtrai. On avait trouvé, sous le badigeon de cette église, les restes mutilés et à moitié effacés d'une série de portraits de nos gouvernants, depuis les temps les plus reculés jusqu'à François II (1797). La commission royale des monuments en proposa la restauration vers 1863.

Les premiers de nos comtes, depuis les Forestiers, avaient presque complètement disparu; la série bourguignonne présentait des corps sans tête ou sans bras et toutes ces peintures portaient des traces nombreuses de retouches faites à diverses époques. A partir des archiducs Albert et Isabelle seulement, les

figures devenaient complètes. D'après l'avis de la commission royale des monuments, Vander Plaetsen fit des cartons où il reproduisit consciencieusement les restes épars qui purent être retrouvés, et compléta ces fragments en s'inspirant des monuments funéraires et de l'œuvre d'Antoine Lucca, que l'Académie royale de Bruxelles venait d'acquérir. Les musées des armures à Paris et à Bruxelles, ainsi que les *Sceaux des comtes de Flandre*, publiés par Olivier de Vrée, furent également consultés. Les *Annales de la Société d'émulation pour l'étude de l'histoire et des antiquités de la Flandre*, année 1875, donnent une description complète de cette œuvre et prodiguent des éloges à l'artiste qui en a assumé la responsabilité. Aujourd'hui que l'étude de l'archéologie a fait de grands progrès, certaines réserves s'imposent dans l'appréciation des peintures de Vander Plaetsen, qui avait déjà auparavant exécuté une série de saints et de saintes entourant le chœur de l'église du Sablon, à Bruxelles.

Comme composition picturale, son œuvre principale est un épisode du Jugement dernier : *Le triomphe du Christ*, peinture murale importante, exécutée dans l'église de Notre-Dame, à Courtrai. Cette vaste composition présente des qualités comme peinture et comme style. On en trouvera, dans les *Annales de la Société d'émulation pour l'étude de l'histoire et des antiquités de la Flandre*, une description complète et une appréciation très élogieuse.

L. Maeterlinck.

Etats civils de Gand et d'Uccle. — Archives de l'Académie royale de dessin à Gand. — *Annales de la Société d'émulation de Bruges*, 1875, p. 234, 258-263.

PLAINES (*Gérard DE*), magistrat et négociateur, mort à Rome après 1524. Chevalier, seigneur de la Roche, baron de Magny-sur-Thil (Côte-d'Or), seigneur de Courcelles et de Gorenans, etc., il était fils de Thomas de Plaines (voir ce nom) et de Jeanne de Gros. Il est probable qu'il naquit à Gand, lorsque son père y était conseiller au Conseil de Flandre (1465) et où il avait encore son

hôtel en 1500. On possède peu de renseignements sur la première période de sa vie. En 1501, maître ordinaire des requêtes du prince, il signe, pour Philippe le Beau et sa sœur, avec plusieurs autres prélats, dignitaires et seigneurs, le traité de mariage de Marguerite d'Autriche avec le duc de Savoie. En 1504, il devient conseiller au grand Conseil de Malines, avec dispense d'y résider. En 1507, après des discussions qui durèrent jusqu'au 10 novembre, il fit partie de la députation chargée d'aller offrir à Maximilien la tutelle de ses petits-enfants et la régence des Pays-Bas. Jean le Sauvage (qui avait succédé à son père Thomas de Plaines en 1507) étant venu à mourir, Gérard devient vice-président du grand Conseil.

Hautement considéré de Marguerite, il signe la Ligue de Malines (5 avril 1513), dirigée contre la France, avec Jean de Berghes et Laurent de Gorrevod, pour les Pays-Bas, et les ambassadeurs de Henri VIII. Il assiste, comme témoin, en présence de Marguerite d'Autriche, au mariage célébré à Bruxelles (4 novembre 1514), de Jacques, comte de Hornes, avec Claudine de Savoie, sa deuxième femme, fille naturelle légitimée de Philippe de Savoie.

Marguerite ayant, par ordre de Maximilien, convoqué les États généraux à Bruxelles, Gérard de Plaines leur fit part, en séance solennelle, de l'intention de l'empereur de se croiser contre les infidèles et de montrer son petit-fils à ses sujets d'Autriche qu'il devait être appelé à gouverner (8 décembre 1514). Puis, après les avoir entretenus des négociations ouvertes précédemment au sujet du mariage d'Isabelle et de l'adhésion de leur souverain au traité de Londres, l'orateur demanda aux États une aide de cinq cent mille florins, une allocation destinée à l'entretien de cinq cents hommes d'armes et cinquante mille florins pour la dot d'Isabelle. Au lieu de statuer sur ces demandes, les États, adoptant une motion des députés du Brabant, demandèrent que le petit-fils de l'empereur fût reçu dans les Pays-Bas plutôt que dans d'autres pays et éman-

cipé. Maximilien se rendit à ce désir et Marguerite fut commise, avec plusieurs seigneurs et Gérard de Plaines, à l'effet d'émanciper son petit-fils.

Par lettres patentes du 3 novembre 1516, Charles-Quint institue un conseil privé dont fait partie Gérard de Plaines. Ce dernier est un des agents diplomatiques de l'empereur pendant la lutte pour la succession à l'empire. Il accompagne, en qualité de conseiller, le comte Henri de Nassau envoyé auprès de la Diète (8 mars 1519) pour la décider à élire Charles-Quint. Il rend compte au monarque de leurs démarches; ils ont exécuté son ordre d'empêcher le passage des postes par le Tyrol et de saisir les lettres du pape « pour dévoiler ensuite ses illicites « poursuites et prétentions » (lettre du 25 avril 1519).

Lorsque Charles-Quint réorganise le Conseil privé sous la présidence de Marguerite, Gérard de Plaines en devient membre ordinaire. Les traitements des membres de ce Conseil n'étaient pas les mêmes pour tous. Le mieux rétribué était Gérard qui, le cas échéant, occupait la vice-présidence; il recevait 600 livres par an.

Devenu président du Grand Conseil, il fut chargé, avec le président du Conseil de Hollande, des négociations avec l'évêque de Liège, en vue de mettre un terme aux usurpations en matière de juridiction temporelle de la part des juges spirituels et des officiers liégeois (1524). Suivant Goethals, Gérard de Plaines serait mort en ambassade à Rome où il avait été envoyé par Charles-Quint. Il aurait été enterré dans l'église de Sainte-Marie du Peuple.

Il avait épousé Anne de Ray, fille de Marc, baron de Ray, au comté de Bourgogne. Elle mourut et fut enterrée à Salins, laissant six enfants, parmi lesquels trois filles, qui prirent alliance avec des Gramont, des Unten-Limminghe et des Vander Dilt.

Baron Emile de Borchgrave.

Henne, *Hist. du règne de Charles-Quint en Belgique*, t. I, II, V, *passim*. — Gachard, *Assemblées nationales*. — *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 2^e série, t. VIII, p. 71.

* **PLAINES** (*Thomas DE*), magistrat, homme d'État, négociateur. Successivement président du Conseil de Flandre, chancelier de Bourgogne, président du grand Conseil. Décédé le 20 mars 1507. Issu d'une vieille famille bourguignonne, qui avait donné au duché des conseillers, des trésoriers, etc., Thomas était chevalier, seigneur de Maigny ou Magny-sur-Thil, de Courcelles, la Roche, Tar, Marlien, Berlaer, etc. Il était fils de Humbert, seigneur de Martry, et d'Isabelle de Bouffaulx, neveu de Gérard, président du parlement de Bourgogne, petit-fils de Jean et arrière-petit-fils de Pérénin de Plaines de Poligny, conseiller de Philippe le Hardi en 1394. Par acte donné à Lille, le 4 juin 1464, Philippe le Bon accorde à *notre bien aimé escuier Jehan de Pleine*, pour lui et pour *Thomas*, Claude, Louis et Charlotte de *Pleine*, ses frères et sœur, enfants de feu Humbert de *Pleine*, un délai de deux ans pour lui faire foi et hommage de certaines terres, rentes, revenus dans le duché de Bourgogne et dans le comté de Bourgogne, à eux échus par le trépas de *messire Girart de Pleine*, en son vivant « président de noz parlemens de » Bourgoingne ».

Thomas de Plaines succéda à Colins en qualité de président du Conseil de Flandre (avant 1473). Charles le Téméraire le nomma, en 1474, un des quatre conseillers de longue robe et maître des requêtes au grand Conseil que ce prince institua à Malines. Après la mort du duc, la duchesse Marie le maintint dans ses fonctions (1477). Peu après, il remplit pendant quelque temps la charge de second président au parlement de Dijon (15 décembre 1483).

En 1484, il fut rappelé aux Pays-Bas et nommé vice-chancelier du grand Conseil de Malines; il le présida, en l'absence du chancelier, Jean de Carondelet, auquel il succéda (1495). En 1493, il avait, en vertu de ses fonctions intérimaires, signé le traité de paix conclu avec la France, à Senlis. Comme chef du grand Conseil, il touchait un traitement de 1,200 francs d'or par an.

Lorsque Philippe le Beau part pour

l'Espagne (1502), il confère la lieutenance générale du pays au comte Engelbert de Nassau (voir ce nom), assisté d'un conseil de régence dont Thomas de Plaines est un des quatorze membres. L'archiduc choisit Malines pour résidence de ses enfants qu'il remet spécialement à la garde de la duchesse douairière de Bourgogne, de la dame de Ravenstein et de Thomas de Plaines. Celui-ci est, en outre, un des signataires des conventions matrimoniales entre l'archiduc et sa sœur Marguerite et le fiancé de celle-ci, Philippe II de Savoie.

Philippe le Beau fixe définitivement le siège du grand Conseil à Malines (1504), où il avait été installé par Charles le Téméraire, puis devenu ambulateur, tenant ses séances dans la résidence même du prince. Les membres du grand Conseil sont tenus de résider à Malines, à l'exception du chancelier Thomas de Plaines et de trois autres conseillers.

Au dix-septième chapitre de la Toison d'Or, tenu à Middelbourg (27 décembre 1505), Philippe annonce qu'il entreprend un nouveau voyage en Espagne. Il nomme le seigneur de Chièvres lieutenant-général de tous les pays d'en bas, et lui adjoint un conseil composé de Thomas de Plaines et de cinq autres membres.

Pendant le séjour de son fils en Espagne, Maximilien emploie Thomas de Plaines dans la négociation délicate d'un mariage entre Henri VII et sa fille Marguerite. Il écrit au roi d'Angleterre pour l'induire à demander la main de Marguerite, veuve, depuis 1504, du duc de Savoie, alliance que Philippe le Beau avait arrangée pendant son séjour en Angleterre. Marguerite laissa faire les démarches officielles, puis refusa. Cela résulte de la réponse d'Henri VII. Thomas de Plaines avait été chargé de s'entendre avec les ambassadeurs anglais pour amener le consentement de Marguerite. Il écrivit à Henri VII qu'il s'était trouvé chez la princesse avec ses envoyés et qu'ils n'avaient obtenu d'autre réponse, sinon « que pour le passé, elle » s'étoit trouve tant fortunée en mariage » qu'elle craignoit beaucoup a soi y

« remettre et qu'elle n'étoit en volonté
« de jamais plus avoir mari » (1^{er} octobre
1506).

Philippe le Beau décède le 7 octobre. Aussitôt le Conseil de régence adresse une lettre de condoléance « au roy nostre sire ». Thomas de Plaines signe en tête avec l'évêque d'Arras, C. de Croy, P. de Lannoy, H. de Wittem, seigneur de Beersel, etc.

Les Etats généraux se réunissent. Thomas prend la parole pour expliquer le dernier voyage de l'archiduc en Espagne, les dangers de la traversée, le séjour du prince en Angleterre et le brillant accueil qu'il y avait reçu. Il raconte son arrivée en Espagne où il avait été reconnu en qualité de roi et de seigneur du pays et vu chacun se soumettre à sa puissance jusqu'au jour où la mort l'avait frappé au milieu de ses prospérités. Puis, il demande aux Etats de pourvoir à la tutelle des enfants du feu roi et de mettre ordre à la situation. Sur sa proposition, on procède à l'ouverture du testament de Philippe. Thomas de Plaines est un des exécuteurs testamentaires du souverain défunt et reçoit de ce chef 1,000 livres.

Philippe n'avait réglé par son testament ni la tutelle de ses enfants, ni le gouvernement de ses Etats. Thomas de Plaines, en attendant qu'il soit statué sur ces graves objets, propose aux Etats généraux l'envoi d'ambassadeurs aux princes voisins — les rois d'Angleterre et de France, les évêques de Liège, de Cologne et d'Utrecht et le duc de Lorraine — afin de les maintenir en paix et en bonne amitié avec les Pays-Bas. Il leur soumet, en outre, un projet de trêve conclu, sauf ratification, avec le duc de Gueldre, par la médiation du roi d'Angleterre, et les engage à prendre des mesures pour la garde des frontières. Il termine en les priant instamment de rester *unis*.

Ce fut le dernier acte de sa carrière. Il mourut le 20 mars 1507 et fut inhumé dans le chœur de l'ancienne église des Carmes, à Malines. Son épitaphe, gravée sur une lame de cuivre, le qualifiait de « noble et puissant seigneur, chevalier,

« chancelier de l'empereur Maximilien,
« du roi d'Espagne Philippe et de
« Charles, prince d'Espagne... ».

Afin de laisser à sa fille une plus grande liberté de résolution vis-à-vis des mesures à prendre, Maximilien ne donna pas immédiatement de successeur à Thomas de Plaines.

Celui-ci avait épousé Jeanne de Gros, dame de Maigny, etc., dont il eut plusieurs enfants, parmi lesquels Isabelle, première femme de N. de Thiennes de Lombize, seigneur de Caestre et Rumbekke, souverain-bailli de Gand; et Gérard de Plaines (voir ce nom). Elle vivait encore en 1530. Elle acheta, en 1517, de sire Guillaume t' Serclaes, le domaine de Querbs. Elle tenait, du Brabant, en 1530, des fiefs à Jauche et à Walhain. Un descendant de Thomas de Plaines, N. de Plaines de Terbruggen, fut créé vicomte en 1818.

Baron Emile de Borchgrave.

Foppens, *Histoire du Conseil de Flandre* (dans *Héraut d'armes*, t. I, p. 216). — Vander Vynckt, *Hist. du Conseil de Flandre*, t. I, ms. — Henne, *Hist. du règne de Charles-Quint en Belgique*, t. I. — Herckenrode, *Nobil. des Pays-Bas*. — Mathieu, *Hist. du grand Conseil de Malines*.

PLAISANT (*Isidore*), procureur général à la cour de cassation, né à Bruxelles en 1796, mort dans la même ville, le 10 mai 1836. Après y avoir fait ses premières études, il alla les continuer, en Italie, à l'université de Bologne, profitant d'une des bourses que l'orfèvre bruxellois Jacobs y avait fondées en faveur de ses compatriotes, et les termina à l'*archigymnasio della Sapienza*, à Rome, où il fut aussi proviseur-régent de l'hospice Saint-Julien des Flamands. La distinction avec laquelle il obtint dans cette ville ses grades académiques le fit charger, par la légation des Pays-Bas dans cette capitale, d'une mission qu'il remplit avec zèle et sagacité; couronnée d'un heureux résultat, elle valut au jeune docteur une flatteuse récompense. Nous n'avons pu découvrir quelles furent cette mission et cette récompense. Defacqz, qui rapporte le fait dans le discours qu'il prononça lors des funérailles de son collègue, ne s'est pas expliqué à cet égard.

Plaisant ne se livrait pas exclusivement aux études de droit. La littérature et les arts avaient aussi des attrait pour lui. Tout jeune encore, pendant qu'il suivait les cours de l'université de Bologne, il écrivit un mémoire sur les hommes célèbres de la Belgique qui ont visité l'Italie, sur les monuments et les souvenirs qu'ils y ont laissés. Ce mémoire a été présenté, en 1816, à l'Académie royale des beaux-arts, sciences et lettres des Pays-Bas. Il a été, longtemps après, publié dans la *Revue d'histoire et d'archéologie* (t. IV, Bruxelles, 1864). On trouve, dans les quelques lignes qui précèdent la publication, les renseignements suivants : « Le journal des séances de l'Académie (*Nouveaux mémoires*, t. II, p. x) contient le rapport verbal fait par M. Van Hulthem, chargé de l'examen de ce travail. Ce mémoire, en général, est très intéressant, dit le rapporteur; il est le résultat de beaucoup de recherches et de connaissances; il annonce un goût décidé pour l'histoire littéraire et celle des arts et un sentiment de patriotisme qui honore son auteur. Tous les articles, cependant, ne sont pas traités avec le même soin; mais malgré quelques légères imperfections, l'auteur mérite d'être encouragé ».

De retour dans sa patrie, Plaisant se livra aux travaux du barreau avec une ardeur et un talent qui faisaient présager un brillant avenir; mais, atteint par les arrêtés du gouvernement concernant l'usage obligatoire de la langue néerlandaise dans les tribunaux, il ne put continuer l'exercice de sa profession et ouvrit dans l'école de commerce, qui fut établie au commencement de 1830, un cours qui établit sa réputation.

Les événements du mois d'août 1830, précurseurs de la révolution, donnèrent à la vie de Plaisant une nouvelle direction. Il se rangea avec ardeur autour des hommes dévoués qui se donnèrent pour mission de diriger le mouvement et de maintenir l'ordre. Dès le 27 août, répondant à l'invitation des bourgmestre et échevins de Bruxelles aux citoyens de

se faire inscrire sur les contrôles de la garde bourgeoise, il se mit à la disposition du commandant en chef de la garde, qui l'admit parmi ses aides de camp. Il fut l'un des signataires de l'adresse au roi, du 28 août, demandant la convocation des Etats généraux.

Par des arrêtés des 1^{er} et 4 octobre 1830, le gouvernement provisoire, appréciant le mérite de Plaisant, le chargea de l'administration de la sûreté publique qui fut créée à ce moment et destinée à remplacer l'ancienne police. C'était le département le plus essentiel de tous dans cette période difficile et il fallait pour le diriger un homme d'une capacité et d'un dévouement éprouvés. Il n'accepta ces fonctions que cédant aux sollicitations du gouvernement; c'était faire acte de dévouement et de patriotisme. Il répondit par sa fermeté aux espérances qu'on avait mises en lui et plus d'une fois la capitale lui fut redevable de sa tranquillité. Il resta à la tête de ce service jusqu'au 1^{er} avril 1831.

C'est dans la magistrature que Plaisant trouva sa voie; c'est dans les fonctions du ministère public qu'il révéla ses brillantes qualités; c'était là son véritable élément. Dès le 30 septembre 1830, le gouvernement provisoire l'appela au poste d'avocat général à la cour de justice de Bruxelles.

Lorsque la magistrature fut reconstituée à la suite de la loi d'organisation judiciaire du 4 août 1832, un arrêté royal du 4 octobre 1832 nomma les membres de la cour de cassation, et Plaisant y figura en qualité de premier avocat général. Gendebien était nommé procureur général, mais il n'accepta pas ces fonctions. La cour devait prêter serment, mais ne pouvait le faire qu'à la réquisition du procureur général, lequel devait préalablement prêter le sien entre les mains du roi. Plaisant ne pouvait remplacer ce magistrat dans cette réquisition, puisque, de son côté, il devait aussi, à la même réquisition, prêter d'abord serment entre les mains de la cour. Cette difficulté assez curieuse fut levée par un arrêté royal du 13 octobre 1832 qui porta : M^r Plaisant

prêtera serment entre les mains du roi et remplira les fonctions de procureur général. Il put ainsi requérir le serment des membres de la cour. Ce fut seulement deux ans plus tard, le 30 mai 1834, qu'il fut nommé procureur général d'une manière effective.

Bien que ses fonctions de chef du parquet de la cour et de la magistrature debout du pays, ainsi que les nombreux travaux juridiques auxquels il se livrait lui laissassent peu de loisir, il n'hésita pas à accepter, en 1834, la chaire de droit public à l'université libre de Bruxelles à l'époque de sa fondation; il l'occupa pendant deux ans, jusqu'à sa mort.

Ces nombreux travaux et surtout celui que l'on peut qualifier de *heroicum opus*, selon l'expression de Bacon, la *Pasinomie*, précipitèrent sa fin; il succomba prématurément, le 10 mai 1836, à l'âge de quarante ans, laissant à ses collègues et à tous ceux qui l'avaient connu les plus vifs regrets. Lors de l'installation de M^r Leclercq, son successeur, celui-ci et le premier président de la cour, le baron de Gerlache, se firent l'écho de ces regrets et rappellèrent ce que fut cette vie si courte et cependant si bien remplie. Le dernier a tracé de son collègue, en quelques lignes, un portrait fidèle. » Son immense érudition », dit-il, « la vivacité, la sûreté de son jugement et la facilité de son élocution étonnèrent plus d'une fois les magistrats, qui le regardèrent comme une conquête nouvelle et précieuse pour l'ordre judiciaire. Et en même temps, la douceur, l'aménité, l'obligeance naturelle de son caractère lui conquièrent leur attachement ». A ces deux discours se trouve joint, dans le *Bulletin des arrêts de la cour de cassation* (1835-1836), celui que Defacqz, alors avocat général, prononça sur la tombe du défunt.

Nous connaissons de Plaisant les publications suivantes : 1. *Catalogue ou description bibliographique raisonnée des livres de feu Pierre-Joseph Baudewyns*. Bruxelles, 1818; in-8°, 2 vol. — 2. *De l'étude du droit positif du royaume des*

Pays-Bas. Discours d'introduction aux conférences de droit, tenues au bureau de consultations gratuites de la cour supérieure de justice, à Bruxelles. Bruxelles, Wahlen, 1828; in-8°, 27 p. — 3. *École supérieure de commerce et d'industrie, établie à Bruxelles. Discours d'ouverture*. Bruxelles, 1830; in-8°. — 4. *Mémoire sur les hommes célèbres de la Belgique qui ont visité l'Italie* (cité ci-dessus). — 5. *Traité de l'expropriation pour cause d'utilité publique, par M. Ch. Delalleau. Nouvelle édition augmentée de la loi belge du 17 avril 1835, annotée par M. Plaisant*. Bruxelles, 1835; in-8°. — 6. *Constitution belge annotée*. Publiée en tête du tome II du *Dictionnaire de législation usuelle*, par M.-E. de Chabrol-Chaméane. Bruxelles, 1836; gr. in-8°. — 7. Enfin, son œuvre capitale, la *Pasinomie* ou *collection complète des lois, décrets, arrêtés et règlements généraux qui peuvent être invoqués en Belgique*. Cette publication a été continuée, après le décès de Plaisant, par Alphonse Delebecq et est dirigée aujourd'hui par M^r de Paepe, conseiller honoraire à la cour de cassation.

Plaisant prononça aussi devant cette cour, en séance solennelle, les discours suivants : *Des rapports des institutions judiciaires avec la forme des gouvernements* (15 octobre 1832). Bruxelles, Ode et Wodon, 1833; in-8°, 20 p.; — *De l'ordre des avocats près la cour de cassation* (26 novembre 1832). Bruxelles, Tarlier, 1832; in-8°, 15 p.; — *De l'application de la loi. Examen de quelques arrêtés rendus par la cour de cassation* (19 décembre 1833). S. l.; in-8°, 20 p.; — *Du rôle du ministère public dans l'organisation judiciaire* (7 juin 1834), à l'occasion de son installation comme procureur général. Bruxelles, Ode et Wodon, 1834; in-8°, 12 p.; — *Du duel d'après les dispositions du code pénal*. Bruxelles, Tarlier, 1835; in-8°, 35 p. Tous ces discours sont extraits du *Bulletin des arrêts de cassation*. Les deux premiers de ces discours ont été rappelés par M^r le procureur général Faider dans celui qu'il prononça devant la cour le 16 janvier 1884.

Mr de Gerlache dit (*Bulletin des arrêts de cassation*, 1835-1836, p. x) que Plaisant a laissé aussi un assez grand nombre d'ouvrages manuscrits qui attestent le mouvement de son esprit aux différentes époques de sa vie, entre autres : *Une promenade dans Rome ancienne*, composée sur les lieux mêmes ; des notes sur l'histoire littéraire des Pays-Bas ; un livre des institutions canoniques ; un cours de droit commercial ; le commencement d'un cours de droit public à l'université de Bruxelles ; l'éloge funèbre d'Odevaere, peintre de S. M. le roi des Pays-Bas, décédé à Bruxelles, le 11 février 1830. Ce dernier se trouve à la Bibliothèque royale. Nous ne savons ce que les autres sont devenus.

Jules De Le Court.

Bibliographie nationale, t. III. — *Bulletin des arrêts de la cour de cassation*, 1835-1836. — *Revue d'histoire et d'archéologie*, t. IV.

PLANCHON (*Jean-Baptiste-Luc*), médecin, né à Renaix, le 5 novembre 1734, mort à Tournai, le 6 novembre 1781. Son père Gabriel-Charles Planchon, qui exerçait la médecine en cette ville, alla peu de temps après habiter Leuze. L'incendie qui détruisit cette dernière localité, en 1742, ruina complètement le docteur Planchon, au point qu'il dut recourir aux libéralités d'un de ses amis pour donner à son fils une éducation convenable. Cet homme généreux, un chanoine, dont on ignore le nom, enseigna d'abord lui-même au jeune Planchon les premiers éléments du latin, puis il le fit admettre au collège des prêtres d'Ath, où son protégé poursuivit avec le plus grand succès ses études d'humanités. Cependant, son père, qui parvenait difficilement à gagner sa vie, ne voulait pas lui laisser étudier la médecine, estimant la profession de médecin trop peu lucrative. Sa mort, survenue peu après la sortie du collège de son fils, permit à ce dernier de suivre une carrière vers laquelle le portaient ses goûts. Jean Planchon partit pour l'université de Louvain et, le 14 mars 1753, il conquérirait le diplôme de licencié en médecine. Il retourna d'abord exercer son art à Leuze ; mais en 1760

il alla s'établir à Péruwelz, où il épousa une demoiselle Célestine Thiéry.

Dès cette époque, Planchon commença à acquérir une certaine réputation, car nous voyons, à l'occasion de l'accouchement de sa femme, survenu le 14 août 1764, accouchement suivi de complications très graves, accourir auprès de lui les principaux médecins de Tournai et de la région, parmi lesquels le docteur Du Monceau, pensionnaire de la ville. Du Monceau le prit en affection et l'engagea vivement à venir s'établir à Tournai. Planchon finit par suivre ce conseil ; il se fit agréer par le collège des médecins le 10 février 1767, et il alla se fixer à Tournai au mois de mai suivant. Le magistrat lui confia aussitôt le soin des malades pauvres des paroisses de Notre-Dame et de Saint-Jean.

Quelque absorbé qu'il fût par les exigences d'une clientèle de plus en plus étendue, Planchon avait pris l'habitude de rédiger l'histoire des cas les plus intéressants qu'il avait l'occasion de traiter. Il fit paraître ainsi, dans le *Journal de médecine, de chirurgie et de pharmacie*, de Paris, un grand nombre de notes qui témoignent de son goût pour l'observation. La maladie de sa femme, entre autres, fit l'objet d'un article qui parut dans ce recueil en 1766 ; les épidémies de suette de Picardie, ou fièvre miliaire, lui fournirent matière à un assez grand nombre de travaux originaux. De 1761 à 1781, nous relevons, dans le *Journal de médecine*, vingt-neuf observations, accompagnées de réflexions et de remarques prouvant l'étendue de ses connaissances pratiques. Planchon écrivit cependant aussi quelques ouvrages plus importants ; il prit notamment part à divers concours dans lesquels les travaux qu'il envoya en réponse furent primés. Je citerai, d'après Desmazières (*Bibliographie tournaisienne*) :

1. *Dissertation sur la fièvre miliaire ; ouvrage qui a obtenu l'accessit du prix de l'Académie des Sciences, Beaux-Arts et Belles-Lettres d'Amiens*, le 25 août 1770. Tournai, Adrien Serré, 1772 ; in-8°, 150 pages. Il existe des exemplaires avec

une indication différente de l'imprimeur, ou plutôt du libraire chez lequel ce livre se vendait. Cette dissertation a été analysée dans le *Journal de médecine*, etc., en avril 1780. Le même sujet, traité plus particulièrement au point de vue des femmes en couches, fut envoyé par son auteur à un concours de la Société de médecine de Paris, où il fut également récompensé d'un accessit. Enfin, Planchon fit l'hommage de son livre au magistrat de Tournai, qui lui octroya en retour « une somme de deux ou trois louis, pour reconnaître son attention ».

Cette même année 1770, Planchon envoya à un concours, à Dijon, un mémoire en réponse à la question suivante : « Déterminer dans quels tems des maladies et dans quelles circonstances on doit suivre la méthode rafraîchissante ou échauffante, et exposer les espèces et la nature, et la manière d'agir des remèdes à employer dans l'une et dans l'autre de ces méthodes ». Ce travail, auquel fut attribué un second accessit, ne paraît pas avoir été imprimé. — 2. *Dissertation sur la saignée*. Tournai (sans date ni nom d'imprimeur); in-12. — 3. *Dissertation analitique sur les eaux minérales de la fontaine du Saulchoir*. Tournai, Varlé, 1771; in-12. Reproduite dans le *Journal de médecine, de chirurgie et de pharmacie*, de Paris, en septembre et octobre 1780. En 1776, Planchon prit part à un concours ouvert par l'Académie de Dijon sur la question : « Quelles sont les maladies dans lesquelles la méthode expectante est préférable à l'agissante ». Il obtint le second prix et le titre de membre correspondant. A cette occasion, le 9 juin 1777, la Société de médecine de Paris lui octroya également le titre de membre correspondant. Ce mémoire fut imprimé sous le titre : 4. *Le Naturisme ou la Nature considérée dans les Maladies et leur Traitement conforme à la Doctrine et à la Pratique d'Hippocrate et de ses Sectateurs. Ouvrage qui a remporté le Prix de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Dijon, sur la Médecine agissante et expectante, le 18 août 1776*. Tournai, Varlé, 1778; in-8°, xvi pages de titre et préface,

270 pages de texte. Cet ouvrage fut analysé dans le *Journal de médecine* de Paris en 1778, et en 1794 (an II) une seconde édition en fut publiée à Paris chez Croullebois. Suivant la coutume, Planchon fit hommage de son livre au magistrat de Tournai, lequel lui vota une récompense de 50 florins, soit sous forme d'une pièce d'argenterie ornée des armes de la ville, soit sous forme d'un livre de même valeur. Planchon choisit la pièce d'argenterie. La publication de ce livre augmenta encore la réputation de notre médecin, et les Etats de Brabant furent instruits de ses succès. L'impératrice Marie-Thérèse chargea, en 1780, son premier médecin Storck de lui adresser une lettre de félicitations et de lui faire parvenir une médaille d'or à son effigie. Huit jours plus tard, Planchon reçut même une seconde médaille d'or à la double effigie de Marie-Thérèse et de Joseph II. Il fut, de plus, nommé médecin consultant du prince Charles de Lorraine. Il n'eut guère à exercer cette dernière charge, car le prince mourut à Tervueren le 4 juillet 1780. — 5. *Dissertation sur la fièvre miliaire des femmes en couches, et sur leur traitement. Ouvrage qui a obtenu l'accessit du prix proposé par la Faculté de médecine de Paris en 1778*. Paris, veuve Thiboust, et Tournai, R. Varlé; in-8°, 74 pages. — 6. Un *Essai analitique sur les eaux minérales de la fontaine de Saulchoir*, paru à Paris chez la veuve Thiboust et à Tournai chez R. Varlé, vint compléter en 1780 la brochure de 1771.

Planchon communiqua aussi à la Société royale de médecine de Paris de nombreuses observations et, entre autres, une suite de tableaux indiquant l'état des saisons et les maladies régnantes depuis 1776. De ces observations, les unes furent publiées dans le *Journal de médecine*, les autres restèrent inédites. Plusieurs dissertations manuscrites sur divers sujets furent également retrouvées après sa mort. On retrouva enfin chez lui des lettres de beaucoup de médecins célèbres de Paris et de Vienne. Enfin Planchon, comme beaucoup d'esprits

éclairés de son temps, sacrifia aux Muses : Broeckx mentionne une *Épître lue à l'assemblée du Collège des médecins de Tournai, à l'occasion du jour de Saint-Luc leur patron, le 18 octobre 1771*, par M. J.-B.-L. P., M. L. (Tournai, Ad. Serré), dont les vers sont plutôt médiocres.

Planchon mourut à Tournai des suites de la fièvre miliary, maladie qu'il avait tant étudiée lui-même, le 6 novembre 1781.

Dr Victor Jacques.

Messenger des sciences, 1863, p. 79. — Desmazières, *Bibliographie tournaisienne*. — Eloy, *Dict. de médecine*. — Delvenne. — Broeckx, *Dissertation sur les médecins-poètes belges*.

PLANCIUS (Pierre), de son nom de famille PLATEVOET, cartographe, cosmographe et théologien protestant, né à Dranoutre, châtellenie de Bailleul, en 1552, et mort à Amsterdam, le 25 mai 1622, âgé de soixante-dix ans; il épousa Jeanne Greubels, qui lui donna, à partir de 1580, une fille et sept fils. Élevé à Hondschote, où il fut envoyé très tôt à l'école, Plancius alla étudier la théologie, l'histoire et les langues dans la haute Allemagne et en Angleterre; on peut supposer qu'ils'initia alors aussi aux sciences exactes : mathématiques, astronomie et géographie, qui jouèrent un si grand rôle pendant les vingt-cinq dernières années de sa vie.

Si nous ignorons la jeunesse de Plancius, nous ne pouvons déterminer d'avantage comment il appartient à l'église réformée. En 1576, l'année de la Pacification de Gand, il devint prédicant et reçut mission d'aller prêcher l'évangile dans diverses communes de la West-Flandre; un an plus tard, il exerça son apostolat, qui était des plus désintéressés, dans le Brabant; sans s'épargner aucune peine, car ses prêches se firent la nuit beaucoup plus que le jour, il visita Malines, Louvain, Bruxelles, bâtit partout des temples et fit accepter, paraît-il, les nouvelles croyances à vingt-cinq mille hommes, non compris les femmes et les enfants. Plancius, menacé de mort, retourna en 1578 dans son pays natal, en qualité

de pasteur à Menin; mais ce fut pour courir de nouveaux dangers. Les Malcontents s'étant rués sur cette ville, il ne leur échappa qu'en traversant la Lys à la nage, et en abandonnant sa bibliothèque qui fut brûlée sur la place publique, à Ypres.

Après avoir assisté, à Dordrecht, en juin 1578, au synode des églises réformées hollandaises, allemandes et wallones, Plancius fut appelé à Bruxelles; il y devint président de la « classis » du Brabant et dirigea, pendant sept ans, la communauté protestante flamande, dont la situation, tout au moins financière, ne fut jamais très brillante. comme le montre une demande de secours, adressée par lui à ceux de Delft. Pendant son séjour à Bruxelles, notre pasteur doit avoir visité diverses villes; les comptes de Bruges notamment gardent trace de ses prédications, pour lesquelles il fut payé « 28 sch. gr. ».

Un nommé Van der Noot ayant tenté de l'assassiner en octobre 1583, Plancius conçut le projet de se rendre en Angleterre; mais après la prise de Bruxelles (10 mars 1585) par Alexandre Farnèse, qui porta le coup de grâce à la Réforme dans les provinces méridionales, il s'échappa déguisé en soldat et se réfugia en Hollande, où il fut nommé pasteur à Amsterdam. Il occupa ce poste très dur pendant trente-sept ans, consacrant son temps aux prêches, aux controverses, aux visites à domicile, aux réunions hebdomadaires du conseil de l'église, et déployant toujours, sans compter, son énergie, son zèle et sa science. Si son rôle fut assez marqué dans les discussions fort vives qui éclatèrent en Hollande, entre les diverses confessions religieuses, vers la fin du xvi^e et au commencement du xvii^e siècle, en revanche on peut lui reprocher son attitude discourtoise vis-à-vis de ses adversaires, qui ne lui ménagèrent point de légitimes représailles. C'est ainsi que, dans un sermon prêché, en 1603, le jour de l'Ascension, il attaqua les Ubiquistes et d'autres sectes avec une telle violence que ses idées furent disséquées et rétorquées, sans aucune mesure également,

par Ph. Nicolai, pasteur anticalviniste de l'église Sainte-Catherine, à Hombourg. Ce travail fit le plus grand mal aux Luthériens, auxquels toute prédication fut interdite par le magistrat d'Amsterdam. On reproche parfois à Plancius ce manque de tolérance. Mais il était imbu, comme ses coreligionnaires, de la théorie de Juste Lipse, qu'il ne fallait qu'une église dans l'État, et pour lui cette église était celle de Calvin, ou des Réformés, et non celle de Luther, ou des Remonstrants.

Dans une autre circonstance, en 1614, Plancius voulut le prendre de haut, avec P. Cunaeus; il l'accusa, sur de simples rumeurs provoquées par l'éloge funèbre de Bonaventure Vulcanius, professeur de langue grecque à l'université de Leyde, d'être un ennemi de Dieu et de l'église. Cunaeus, qui avait laissé dans l'ombre les opinions philosophiques très avancées de son collègue pour ne s'occuper que du savant, n'eut pas de peine à se justifier; il conseilla fort spirituellement, au fougueux pasteur d'Amsterdam, de ne plus se laisser emporter par la haine religieuse et les accusations d'athéisme contre ceux qui ne veulent point intervenir dans ses controverses, mais de veiller à ce que les chrétiens de passage à Amsterdam ne le puissent plus qualifier de prédicateur ridicule, montant en chaire sans être suffisamment préparé, et perdant de vue le sujet à traiter, pour invectiver les professeurs et les curateurs d'université ou pour discourir sur les Indes, l'Amérique et le monde étoilé.

Tout en commentant les saintes Écritures, qu'il plaçait à la base de toute théologie, Plancius s'efforça de maintenir et de fortifier la discipline ecclésiastique, et dut s'immiscer par là dans les questions toujours délicates de personnes. Sa première intervention remonte à l'année 1593. Il reçut mission de présenter au magistrat de Hoorn les doléances du synode de la Hollande septentrionale, réuni à Alkmaar, sur les idées prêchées par Corneille Wiggerts. Cette démarche eut pour conséquence la révocation de ce pasteur en 1598.

En 1603, le pasteur Arminius s'efforça d'obtenir une chaire à l'université de Leyde, où professait Gomarus, dont les opinions ne répondaient pas aux siennes. Plancius combattit en vain de toutes ses forces ce projet, qui constituait à ses yeux un danger pour l'enseignement et pour l'église. Arminius, à condition de sacrifier ses convictions personnelles, obtint la toge, malgré ses attaques contre Calvin et Bèze, et malgré ses idées fort peu orthodoxes sur la prédestination et sur la confession d'Augsbourg.

Quelques années plus tard, en 1608, la communauté réformée d'Alkmaar, sous l'impulsion de Plancius, avait décidé de fonder en un corps de doctrine les prescriptions du catéchisme d'Heidelberg et de la confession d'Augsbourg, et de faire acte d'adhésion à cette espèce de credo. Quatre pasteurs récalcitrants furent suspendus; mais leurs protestations furent agréées par les Etats généraux de Hollande. Il résulta de cette situation une lutte violente entre Arminius et Plancius. Les Arminiens demandèrent même la convocation d'un synode national, auquel serait proposée la revision en cinq articles du catéchisme et de la confession d'Augsbourg. Les partisans de Plancius combattirent avec la même vigueur cette proposition et la nomination de Conrad Vorstius, qui aspirait à recueillir à Leyde, pendant cette période particulièrement troublée, la succession d'Arminius, mort en 1609.

Professeur à Steinfort, Vorstius n'avait pas caché ses sympathies pour les doctrines sociniennes, et son récent *Tractatus de Deo* avait prouvé qu'il n'était pas un adepte de l'église réformée. Il n'en fallait pas davantage pour s'assurer le concours des Remonstrants; les Etats généraux eux-mêmes lui étaient favorables, parce qu'il leur paraissait tout désigné pour amener l'église sous la tutelle de l'autorité civile; ils demandèrent toutefois la lumière à six pasteurs protestants : Ruardus Aconius, Jean Bogardus, Lubertus Fraxinus, Festus Hommius, Pierre Plancius et Jean Becius (pasteur à Dordrecht). Ces deux derniers

s'adressèrent, au nom de leurs collègues, au doyen et aux professeurs de la faculté théologique de l'Académie palatine à Heidelberg. La longue réponse, plusieurs fois reproduite, qu'ils reçurent le 26 août 1610, et l'interrogatoire auquel ils soumirent Vorstius dans une conférence tenue à La Haye conformément au désir exprimé par les Etats généraux de Hollande, les amenèrent à considérer sa nomination comme désastreuse. Ils exposèrent la question dans un opuscule du 29 avril 1611. Rien n'y fit; Vorstius succéda à Arminius. Les protestations furent telles qu'il dut être déplacé et envoyé à Gouda. Pour donner satisfaction aux deux camps ennemis, aux Arminiens et aux Gomaristes, les curateurs de l'université de Leyde nommèrent en 1612, comme professeurs, un calviniste, *Polyander*, et un remonstrant, *Episcopius*.

Un des deux dangers qui menaçaient l'église réformée était ainsi écarté. Restait à sauvegarder la confession d'Augsbourg. Grâce à Plancius et à ses amis, l'église d'Amsterdam résolut de convoquer tous les ans un synode particulier, où les délégués des églises provinciales viendraient débattre les intérêts supérieurs des communautés protestantes. Cela se fit en 1615 et en 1616. Dès 1617, les Calvinistes rompirent définitivement avec les Remonstrants, qui s'étaient séparés de fait de leurs frères par leurs idées, leur enseignement, l'organisation de leurs temples, etc. Cette mesure d'ostracisme, qu'on mit au compte de Plancius, faillit lui coûter de dures représailles; mais il ne s'en inquiéta pas, parce qu'il voyait poindre des jours meilleurs. En 1618, en effet, le prince Maurice prit fait et cause pour l'église réformée. Elle fut bientôt débarrassée de ses plus puissants adversaires (J. Utenbogaert était en fuite et Oldenbarneveld emprisonné, en attendant d'être décapité), et elle put songer aux réformes dont le besoin était si urgent.

Délégué au synode national, tenu à Enkhuizen du 9 octobre au 5 novembre 1618, et au synode de la province de la Hollande méridionale, réuni à Delft du

8 octobre au 6 novembre de la même année, Plancius collabora aux travaux de cette dernière assemblée, sur l'avis du conseil de l'église d'Amsterdam. Il procéda à Hoorn, à Alkmaar et dans d'autres centres, à la révocation des pasteurs imbus des idées luthériennes et au règlement des affaires des églises évangéliques, si compromises par Arminius.

Si les diverses missions dont Plancius fut investi plaident en faveur de ses connaissances théologiques et font ressortir l'ascendant qu'il sut prendre sur ses coreligionnaires, sa valeur scientifique ne ressort pas moins de sa nomination, en 1594, par le synode de la Hollande septentrionale, et le 26 novembre 1618, par le synode national de Dordrecht, comme reviseur de la traduction de la Bible, projetée par Marnix de Sainte-Aldegonde, et de la traduction néerlandaise de l'Ancien Testament de la Bible dite des États. Ce dernier travail n'ayant été commencé qu'en 1628 et achevé d'être imprimé qu'en 1636, le rôle de Plancius a été nul dans cette publication.

On attribue souvent à Plancius une traduction flamande de la Bible, éditée à Amsterdam en 1590, et reproduite en 1592. Cette attribution est-elle bien exacte et ne provient-elle pas de ce qu'il est l'auteur des quatre cartes jointes à cet ouvrage? Ajoutons, pour préciser la part éventuelle de l'émigré flamand dans ce travail, que, d'après l'avis, non signé, au lecteur, et daté d'Amsterdam, 1^{er} mai 1590, l'Ancien Testament est traduit sur la version latine de Martin Luther, et que le Nouveau Testament n'est que la reproduction de l'édition flamande de 1559.

Pendant qu'il s'acquittait, avec trop de fanatisme peut-être, des multiples charges de son ministère, Plancius déployait la plus grande activité dans une autre sphère très importante, où il rendit des services signalés. On sait que les Portugais détenaient quasi le monopole des épices depuis la découverte, par Vasco de Gama, de la route la plus directe vers les Indes orientales

par le cap de Bonne-Espérance. C'était chez eux que s'approvisionnaient les Pays-Bas, devenus l'entrepôt et le marché des produits de l'Orient pour l'Europe centrale et septentrionale. Les relations entre les Provinces-Unies et l'Espagne ayant pris une mauvaise tournure, et Philippe II, devenu seul maître, en 1580, de toute la péninsule ibérique, ayant fermé les ports espagnols aux Hollandais, ceux-ci cherchèrent à se procurer les épices à leur lieu d'origine.

Mais de grandes difficultés se présentaient; il fallait tout d'abord apprendre à connaître la voie maritime suivie par les Portugais, donc posséder les portulans indispensables. Plancius se chargea de ce soin. En avril 1592, il remit à Corneille Claey, libraire à Amsterdam, vingt-cinq cartes marines, relatives à l'Afrique, à l'Asie et à l'Amérique, et qu'il tenait, Dieu sait par quel intermédiaire, du géographe espagnol Barthélemy de Lasso. Malgré l'octroi des États généraux, on ignore si ces cartes ont jamais été publiées; il en est de même d'ailleurs des documents cartographiques que les navires rapportèrent des Indes, à Plancius, en 1597; ils lui furent adressés par leur auteur, le Portugais Pedro de Tayda, qui avait visité divers pays de l'Orient et était très versé en astronomie et dans l'art nautique.

Il ne suffisait pas toutefois d'être en possession de portulans; il était de première nécessité de s'initier aux secrets de la navigation maritime vers les Indes, et aux pratiques commerciales de populations avec lesquelles on n'avait jamais été en contact. C'est sur ces entrefaites qu'un homme de grande initiative, le Hollandais Corneille de Houtman, qui avait navigué sur les nefes portugaises et avait vu trafiquer dans les îles de la Sonde, revint en 1592 à Amsterdam. Il engagea les marchands à ne plus envoyer d'armements en Portugal, mais à les diriger en droite ligne vers l'Orient. Après entente avec P. Plancius et les gros négociants hollandais, C. de Houtman se rendit à Lisbonne, avec mission secrète de recueillir tous renseignements

utiles; il revint, en 1594, porteur d'un plan détaillé d'exploration commerciale. Ce plan reçut l'approbation des marchands et de Plancius, qui partagea peut-être avec C. de Houtman le rôle d'instigateur, mais qui ne fut certainement la cheville ouvrière du premier voyage des Hollandais dans l'Insulinde.

Entouré de tous les éclaircissements voulus, notre compatriote s'occupait très activement de la formation des équipages, et surtout des pilotes; pendant plusieurs années, ils ne furent admis sur les navires de la flotte qu'après avoir été examinés par Plancius et avoir obtenu de lui un brevet de capacité. Grâce à ses conseils et aux notions d'astronomie et de mathématiques qu'il leur inculqua, ils surent lever, au cours de leurs voyages, la position exacte des étoiles de l'hémisphère sud, et les latitudes et longitudes des principaux centres visités. Il n'est pas douteux d'ailleurs que Plancius utilisa ces divers éléments soit dans son tableau des déclinaisons de l'aiguille aimantée, dont nous ne connaissons pas d'autre édition que celle de S. Stévin, et qui a mérité d'être reproduit dans les *Rara magnetica* de G. Hellmann, soit pour la construction des cartes et globes tant célestes que terrestres, qu'il publia de 1592 à 1615, soit enfin pour la rédaction des instructions nautiques très précises, qu'il confia aux navigateurs au moment où ceux-ci mirent le cap sur les Indes, et dont un spécimen au moins est arrivé jusqu'à nous.

Telle fut l'ardeur apportée par chacun à la grande œuvre, particulièrement patronnée par Plancius, que la *Compagnie de Verre* ne tarda pas à être constituée au capital de 590,000 florins. Elle se proposait de faire le commerce aux Indes, et put confier, dès l'année 1595, la direction d'une flottille de quatre bâtimens à C. de Houtman, qualifié de factorien principal, et à Pierre Dierckz-Keyser (1), d'Emden, un des meilleurs élèves de Plancius, qui eut la charge de pilote en chef.

(1) C'est le Pierre Théodori de quelques auteurs.

On appareilla de la rade de Texel le 2 avril 1595. Après des péripéties sans nombre, qui furent le fait du climat, des indigènes, des Portugais, et surtout d'un équipage où de mauvais éléments s'étaient glissés, les navires rentrèrent dans la mère-patrie, le 14 août 1597. Cette première expédition n'eut pas, en apparence, des résultats brillants; les bénéfices couvrirent à peine les frais, tandis qu'on eut à déplorer la perte de bon nombre d'existences humaines, la mort notamment du pilote en chef, décédé dans le détroit de la Sonde, le 13 septembre 1596. En revanche, grâce au concours éclairé de Plancius, la route des Indes était ouverte; on savait la manière de trafiquer d'autres peuples, et l'on avait fait une ample moisson de données scientifiques relatives à la géographie, à l'ethnographie, à la faune, à la flore, à l'astronomie et à l'art nautique. Tout cela provoqua en Hollande un vif mouvement de curiosité, et une nouvelle compagnie commerciale s'organisa sur-le-champ à Amsterdam. Sur les instances de Plancius, qui vit le danger de cet éparpillement d'efforts, et par suite de l'intervention des États généraux, les deux sociétés, l'ancienne et la nouvelle, fusionnèrent. Un second voyage aux Indes, très heureux cette fois, fut entrepris le 1^{er} mai 1596, et suivi de plusieurs autres. L'urgence de grouper toutes les bonnes volontés devint de plus en plus manifeste, et, par octroi du 20 mars 1602, fut fondée la *Compagnie des Indes orientales*, dont on sait l'histoire, et aux opérations de laquelle, semble-t-il, fut encore mêlé Plancius. Cela résulte d'une accusation, non fondée, de détournements de fonds, portée par S. Stévin contre le pasteur d'Amsterdam.

En même temps qu'ils s'efforçaient d'arriver au pays des épices, par le cap de Bonne-Espérance, les Hollandais, sans tenir compte des échecs éprouvés par les Anglais de 1553 à 1580, cherchèrent au nord de l'Asie une route vers le Cathay et les Indes; cette voie aurait été plus courte, de deux mille milles, d'après Van Meteren, que l'itinéraire

passant par le sud de l'Afrique, et aurait même supplanté celui-ci, étant moins onéreuse. Deux groupes d'hommes, les cosmographes et les négociants, patronnaient ce passage par le nord; ils étaient imbus de l'idée, professée déjà par G. Mercator, que les mers polaires septentrionales, prises annuellement par les glaces pendant fort peu de temps, par suite du mouvement intense des eaux, ne pouvaient pas opposer de grandes entraves à la navigation. Mais on n'était pas d'accord sur les moyens d'exécution, c'est-à-dire sur l'itinéraire à suivre. D'où plusieurs projets. Balthazar de Moucheron avait organisé, dès 1584, avec Octave Bruneel, des expéditions vers la mer Blanche; il émit l'avis, en 1593, que les parages de Waigats n'étaient pas difficiles, qu'ils ouvraient un chemin à la navigation jusqu'à la mer de Tartarie, et que les Russes avaient coutume de pratiquer le passage situé au sud de l'île de Waigats, bien que celui du nord fût plus profond. Ses idées reçurent l'approbation du d^e François Maelson, de Jean Hugo van Linschoten, de Christophe Roels, et rallièrent même les suffrages autorisés du prince Maurice. Les États de Hollande demandèrent toutefois à ceux de Zélande de discuter ce projet avant sa ratification par les États généraux. Il n'est pas impossible que cette démarche fut suggérée par Pierre Plancius; il était un chaud partisan des recherches projetées dans les mers polaires, mais il estimait qu'une route, bonne et sûre, vers la Chine, devait se trouver sous le pôle arctique, ou, pour être plus exact, au nord de la Nouvelle-Zemble; l'insularité de cette terre ne lui semblait pas établie, et elle pouvait dépendre d'un golfe, où les eaux s'engouffraient, au lieu de s'écouler vers la mer de Tartarie.

Une réunion fut donc tenue à La Haye, où B. de Moucheron eut le triomphe facile; il lui suffit de montrer que son projet n'était pas, comme celui de la partie adverse, basé sur des considérations historiques et scientifiques, mais sur des renseignements recueillis et des faits observés directement pendant dix ans.

On décida que le navire équipé par les États de Zélande et la ville d'Enkhuizen cinglerait sur Waigats; il fut admis toutefois, pour ménager Plancius, qui avait derrière lui le richissime Théodore van Os et les marchands les plus en renom, que ceux d'Amsterdam feraient voile vers le nord-est dans la direction de la Nouvelle-Zemble. Les navires quittèrent Texel le 5 juin 1594, et furent de retour en Hollande le 16 septembre suivant. Arrivée en vue de la Nouvelle-Zemble, la barque d'Amsterdam fit voile vers le Nord, où elle atteignit le 78° N., malgré la glace et les brouillards; les autres navires s'engagèrent dans le détroit de Waigats; par 71° 10' N., ils virent devant eux la mer libre de glaces, mais au lieu de marcher de l'avant, ils revinrent au pays, croyant avoir découvert le passage vers la Chine.

Une commission apprécia hautement les résultats obtenus, que ne goûtèrent pas cependant Gerrit de Veer et bon nombre de concitoyens et d'amis de Plancius. Une deuxième expédition fut organisée, à laquelle le projet de B. de Moucheron servit de base; mais de nouveau, par considération pour Plancius, il fut entendu qu'au retour les petites barques s'assureraient de la navigabilité de la mer au nord de la Nouvelle-Zemble. On n'appareilla que le 2 juillet 1595, donc à une époque beaucoup trop avancée de l'année; il fut impossible de pénétrer dans les eaux du détroit de Waigats, qui étaient prises par les glaces, et l'on revint en Hollande le 18 novembre. Sur les instances de Plancius, ceux d'Amsterdam se résignèrent à faire, en mai 1596, une dernière tentative, qui fut un vrai désastre, malgré la collaboration précieuse de Guillaume Barentz et de Jacques van Heemskerck; ils exécutèrent ponctuellement le plan des promoteurs de l'expédition, et, après un hivernage de dix mois à la Nouvelle-Zemble, ils rentrèrent décimés dans leur patrie; Barentz était mort le 10 juin 1597. Ce fut le coup de grâce porté aux voyages de pénétration par le Nord. Nous avons déjà vu d'ail-

leurs que l'attention des Hollandais était attirée vers des cieux plus cléments.

Une troisième œuvre à laquelle Plancius fut mêlé, mais qu'il ne mena pas à bonne fin, est un projet de navigation vers les Indes occidentales; il fut conçu par un Anversois, Guillaume Usselinckx, qui avait passé quelques années en Espagne. En 1607, Usselinckx arrêta, avec P. Plancius et plusieurs négociants, le plan d'une *Compagnie des Indes occidentales*; il ne s'agissait plus seulement de commerce, mais de la création d'un empire d'outremer, de colonies ouvertes aux émigrés, avec les Indiens, dont on disait les précieuses qualités, comme premiers éléments de population. En raison des pourparlers relatifs à la trêve de douze ans, les États généraux refusèrent l'octroi demandé, qui ne fut accordé qu'en 1621. La compagnie eut de la peine à former son capital, et commença de fonctionner en 1624 seulement, donc postérieurement à la mort de Plancius.

Il convient de signaler enfin un dernier service rendu par Plancius au commerce hollandais. Les Anglais avaient émis, en 1612, la prétention de pratiquer seuls la pêche de la baleine dans les eaux du Spitzberg. L'année suivante, Plancius rencontra les raisons sur lesquelles ils s'appuyaient, dans un traité fort court, mais qui semble avoir produit son effet. Une convention intervint, le 23 juin 1614, entre l'amiral hollandais Antoine Monier et l'amiral anglais Benjamin Joseph, en vertu de laquelle leurs nationaux respectifs pouvaient pratiquer la pêche dans un secteur déterminé des eaux du Spitzberg.

Nous venons de montrer l'élan imprimé par Plancius, et quelques-uns de ses concitoyens, au négoce néerlandais, et combien il fut toujours sur la brèche pour défendre les intérêts de l'église réformée. Il nous reste à signaler ses mérites comme cartographe.

D'après Quad (*Fasciculus geographicus*, Cologne, 1608), Plancius marchait brillamment sur les traces de G. Mercator; on peut affirmer qu'il fut, non un simple élève, mais un disciple de

marque du grand géographe flamand.

Le catalogue de cartes du British Museum attribue à P. Plancius, sous la date de 1580, une *Tabula hydrographica in qua Italia, Illyrium.....describuntur*. Il est probable que les initiales P. P., sous lesquelles l'auteur est désigné, cachent le nom de Plancius; mais nous avons peine à croire que la carte ait été faite en 1580. Absorbé par ses fonctions de ministre de l'église réformée à Bruxelles, Plancius ne doit guère avoir eu, à cette date, le loisir de s'occuper de cartographie; il semble d'ailleurs que c'est le séjour d'Amsterdam qui a décidé de sa carrière de géographe.

Une *Carte de France* a été publiée par notre pasteur à Amsterdam, sans qu'on sache, par suite de la disparition de tous les exemplaires de l'édition originale, chez quel libraire et à quelle date; mais ce n'est pas après 1593, car une reproduction a été faite en cette année.

Les premières cartes de Plancius sûrement datées figurent dans l'édition flamande de la Bible de 1590: ce sont quatre cartes historiques, gravées par Baptiste à Deutecom, et embrassant une partie de l'Asie, comprise entre 28° et 45° N., 35° et 88° long. E.

Une des maîtresses pièces de Plancius est, sans aucun doute, le planisphère *Nova et exacta terrarum orbis tabula geographica et hydrographica*, qui vit le jour avant le 4 septembre 1592, puisque Bonaventure Vulcanius le signale à Ortelius dans une lettre portant cette date, et peut-être même avant le 17 avril 1592, car les États généraux de Hollande accordèrent alors un subside de 300 florins. Le seul exemplaire connu de ce précieux document appartient à l'archevêque de Valence. D'après Blundeville, cette mappemonde semble plus complète que celle de Mercator; elle est construite sur la projection cylindrique de Marin de Tyr, et a pour premier méridien celui qui coupe l'archipel des Açores.

Il nous est impossible de déterminer si une mappemonde, de format in-folio double d'atlas, souvent reproduite, et

ayant pour titre: *Orbis terrarum typus de integro multis in locis emendatus, auctore Petro Plancio*, 1594, est une réduction de la pièce de 1592; mais sa parenté avec le planisphère de l'atlas de G. Mercator est incontestable. Dans deux cartons sont représentés, en projection polaire, les hémisphères célestes nord et sud. Nous avons vu une copie de cette carte, où le continent austral, les terres arctiques et l'Amérique du Nord ont été entièrement remaniés; on lit au bas de la feuille: *Hugonis Allardi excudit*.

Plancius a rectifié une mappemonde en deux hémisphères, pour laquelle Herman Alartsz et David Meyne obtinrent des États généraux, le 21 novembre 1607, un subside de 200 florins; faut-il confondre ce document avec une carte dont Plancius semble être l'auteur, mais où les hémisphères tangents sont limités (?) par la ligne équinoxiale? En 1594, un octroi fut accordé à P. Plancius pour la construction de cartes marines à latitudes croissantes (cette projection a été trouvée par G. Mercator en 1569), et ce fut d'après une carte de l'espèce que fut déterminée, en 1598, la marche d'un des navires de Van Neck. Ce n'est donc pas en 1630, sur des barques de Dunkerque, comme il a été répété maintes fois, d'après Montucla (*Histoire des mathématiques*, t. I, p. 613), que ces cartes furent employées pour la première fois.

Sans s'accorder de repos, le pasteur d'Amsterdam fit paraître, en 1595, une *Thalassographica Tabula totius Maris Mediterranei; necnon Oceani Atlantici...*; nous ne connaissons pas d'exemplaire original de cette publication. Il a paru une édition chez J. Hondius, dont la carte mesure 848mm × 413mm.

On doit encore à Plancius un globe terrestre, paru en 1614, et une sphère céleste, datée de 1615; ces instruments sont probablement construits en bois et plâtre, et ont une circonférence de 835mm; le seul exemplaire connu se trouve au musée astronomique annexé à l'observatoire du Collège romain. La position d'un bon nombre d'étoiles, de

l'hémisphère sud notamment, a été rectifiée d'après les observations de Tycho Brahé et des navigateurs hollandais, et d'après les calculs de Plancius, diverses constellations ont été ajoutées.

Le globe terrestre, construit d'après les cartes chorographiques et marines en usage chez les diverses nations, porte les lignes loxodromiques. Il diffère, par ses dimensions tout au moins, d'une sphère en cuivre rouge, non datée, ni signée, qu'on conserve au Musée du Steen, à Anvers, et qui n'a que 735^{mm} de circonférence. Elle reproduit la mappemonde de 1594 de P. Plancius, dans son tracé, dans ses légendes et dans sa nomenclature. Toutefois, contrairement à l'opinion que nous avons émise dans les *Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique* (1898), le globe du Steen ne peut pas être positivement attribué à Plancius; ce n'est peut-être qu'une copie de l'œuvre de ce dernier, ainsi que Mr L. Gallois le signale dans les *Annales de géographie* (*Bibliogr. ann.*, 15 septembre 1902, n° 38).

Il existe aussi (Paris, Bibl. nat., section des cartes, pf. 110, n° 295) douze fuseaux gravés et coloriés d'une sphère céleste d'assez petite dimension (H. 227^{mm}, L. 450^{mm}), dont le titre et la grande légende sont à peu près les mêmes que ceux du globe de Rome; Plancius déclare toutefois avoir placé les étoiles d'après la position qu'elles occupaient en 1644! Est-ce une reproduction d'un document inconnu, ou une réduction de la sphère céleste déjà citée?

Il résulte enfin de la lettre déjà mentionnée de Bonaventure Vulcanius, qu'une carte manuscrite d'une ile découverte par les Hollandais, et dont le nom lui échappait, se trouvait entre les mains de Plancius. Celui-ci se proposait de publier cette carte. A-t-elle paru? Est-elle restée à l'état manuscrit? On ne possède aucune indication à ce sujet.

Comme on le voit, l'existence de Pierre Plancius a été une vie de continuellabeur. Tout en prêchant l'Évangile pendant quarante-six ans, soit en secret, *onder 't cruys*, soit publiquement, il

s'occupa avec compétence de cartographie, et de l'organisation d'expéditions maritimes et commerciales vers les solitudes polaires et vers les Indes orientales et occidentales. Malheureusement il s'abandonna à des violences sectaires, voisines de la haine; on en perçoit les échos dans des élucubrations données sous forme de devoirs aux écoliers d'Amsterdam; les sarcasmes, très légitimes, qu'elles provoquèrent de la part de ses adversaires, se firent jour entre autres dans une gazette rimée, imprimée à Anvers, en 1619, chez A. Verhoeven; d'après la gravure satirique du titre, le diable, placé en chaire derrière le pasteur, l'inspire en lui appliquant à l'oreille un petit soufflet à main (1).

Toutes ces erreurs, tous ces travers de Plancius, si blâmables qu'ils soient, ne peuvent-ils pas s'expliquer? Les luttes âpres et presque fratricides durent exercer une action néfaste sur son cœur et son caractère. Traqué pendant des années en Flandre et en Brabant, et constamment aux prises en Hollande avec des adversaires, qu'il croyait résolu à saper les fondements de l'église réformée, il finit par perdre son sang-froid, et c'eût presque été miracle s'il n'avait connu les plus tristes exagérations de pensées, d'expressions et de sentiments.

La postérité a oublié les heures troubles et les mauvaises inspirations, pour ne se souvenir que des grands services rendus par notre compatriote à la science, à la marine et au commerce de sa patrie adoptive : la Hollande.

BIBLIOGRAPHIE. *A.* Ouvrages de théologie et de polémique. *Biblia : Dat is De gantsche Heylighc Schrift Grondelijck ende trouwelijck verduytschet...*

(1) Een cort verhael, hoe ende in wat maniere die Gommarissen van Hollant, Hemel en eerde willen innemen met eenen slach, Nae die Leere ende Proffessije van Plancius, soo sal Roomen en het gheheelc Roomsche Rijk vergaen en die Gommarissen sullen alleen blijven staen. En naer die Leere van Calvinius die nu in die Synode bevesticht wort soo is Godt die oorsaek van alle sonden die van den Duyvel ende die menschen ghedaen worden, soo dat Lucifer in den Hemel sal gaen soo hebben sy boven ende beneden. Gesteldt in Rijme, ende Ghemaect door een Liefhebber. T'Hantwerpen, By Abraham Verhoeven, op de Lombaerde Weste, inde gulde Sonne, 1619; in-8°, car. goth., 7 p.

T' Haerlem, Ghedruckt by Gillis Rooman ... Voor Laurens Jacobsz ... tot Amsterdam ... 1590; in-4°; — réédition 1592. — Sermon sur l'Ascension. Texte partiel et analyse dans : *Verantwoordinghe der Evangelischen Kercken in Hollant, tegens die Lasteringhe Petri Plancii ... ende syne Consorten. Daerin insonderheyt de Verborgenheyt des Hemels ende vande strydige Ubiquitet, Als oyck den onderscheyt tusschen de Ausburgische Confessie, ende der Calvinisten Religie grondelycken verkleert ende openbaer gemaect wordt. Gestelt door Ph. Nicolai ... Pastoor tot S. Catharina in Hamborch ... Hamborch, Pflips Van Gor, 1604; in-16°, 534 p.* — *Bedenckingen Over de Beroepinghe D. D. Conradi Vorstii, tot de Professie der H. Theologie in de Universiteyt tot Leyden. By eenighe Dienaren des Godlicken Woorts Opt begeeren, ende uyt last van de E. Mog. Heeren Staten van Hollandt, ende West-Frieslandt, voorghestelt ende hare E. Mog. overghelevert op den 29 Aprilis Anno 1611. S. l. Anno 1611; in-8°, 16 ff.* — *Staeltgen Vande voorschriften by Petrus Plancius de onnosele leucht inde Stadtscholen tot Amsterdam omtrent de kermisse inden jare 1614 gedichteert, om overgesteld te worden in de Latijnsche tale. Waer wt gespeurt can worden, de overeloyjende galle ende fijnen luijster vant zedich ende christelick gemoet des selvigen Petri Plancii. S. l. n. d.; 1 p. in-8°.* — Requête du 3 décembre 1581 et lettre du 15 décembre 1584, adressées au Conseil de l'église réformée à Delft. *Werken der Marnix-Vereeniging*, sér. III, 3^e part. (1877), p. 59-61 et 39-41. — *B. Travaux scientifiques et cartographiques. Table de latitudes, de longitudes et de déclinaisons de l'aiguille aimantée pour quarante-deux localités (?)*. Reproduction dans Simon Stévin : *De Havenvindiny*. Tot Leyden, ... By Chr. van Ravenghien, CIO. IO. IC; — *Λιμενευρετικη, sive portuum investigandorum ratio ...* Apud Chr. Raphelengium, ... CIO. IO. IC (trad. lat. de Hugo Grotius); — *The Haven finding Art*. London, 1599; in-4° (trad. angl. de E. Wright);

— *Wisconstige Gedachtenissen ...* Leyden, J. Bouwensz, 1605-1608; 2 vol. in-f° (t. I, 2^e partie, 5^e livre, p. 165-168); — *Hypomnemata Mathematica ... à Belgico in Latinum à Wil. Sn[ellio] conversa*. Lugduni Batavorum, ex officina J. Patii, 1605-1608; 2 vol. in-f° (t. I, 2^e partie, 5^e livre, p. 163-166); — *Les œuvres mathématiques de Simon Stévin ... augmenté par Albert Girard ...* Leyde ... Elsevier ... 1634; in-f°, p. 171-176; — Reproduction d'après l'*Havenvinding, Rara magnetica*, n° 10. Berlin, A. Asher, 1898. — *Refutatio rationum, quibus Angli dominationem piscationis ad insulam Spitsbergensem sive Novam Terram prætereundere et defendere conantur*, 3 p. dans : *Descriptio ac delineatio Geographica Detectionis Freti, sive Transitus ad Occasum suprâ terras Americanas, in Chinam atque Japonem ducturi. Recens investigati ab M. H. Hudssono Anglo*. Amsterdam, Ex Off. Hesselij Gerardi. Anno 1613; in-4° (la 2^e édition parut la même année); — trad. franç. de la *Refutatio* dans : *Histoire du pays nommé Spitsberghe ...* Escrit par H. G. A... Amsterdam, à l'enseigne de la Carte nautiq., MDCXIII, et dans une autre édition de MDCXIII, avec titre légèrement modifié et l'adresse : A Amsterdam, chez Hessel Gerard A., à l'enseigne de la Carte nautiq.; — trad. holl. de ce traité dans *Historisch Verhael*, de Nic. van Wassenae, t. VII, p. 93-94; — trad. all. et nouvelle traduction lat. dans de Bry, *Petits voyages*, t. XI, 1618, et t. XI, 1619 (l'éditeur, ignorant que le traité de Plancius avait été rédigé primitivement en latin, a fait faire une traduction latine défectueuse sur la traduction française citée ci-dessus). — *Van de Oost-Indische Zeevaart ende haren eigenschappen ende aenmerkingen*, dans : *De Jonge, De opkomst van het Nederlandsch gezag in Oost-Indie*, p. 184-194; — *Naerder verclaeringe van de Oost-Indische Zeevaart (?)*. *Ibid.*, p. 194-200. — *Zeevaertkonst*, 161 (?) ; in-8° (d'après Bierens de Haan. *Bibl. néerl., hist. scient.*, ... n° 3807. Rome 1883). — *Tabula hydrographica in qua Ita-*

lia, Illyrium ... describuntur, 1580 (?). — *Tabula geographica, in qua Paradisus, necnon regiones, urbes, oppida, et loca describuntur, quorum in Genesi sit mentio*; — *Tabula geographica in qua Israelitarum, ab Aegypto ad Kenahanaeam usque projectiones omnes et stationes describuntur*; — *Tabula geographica in qua regiones Cananae et locorum situs prout ea tempore Christi, et Apostolorum fuerunt de integro describuntur, ac suis limitibus distinguuntur*; — *Tabula geographica, in qua omnes regiones, urbes, oppida, et loca describuntur quorum mentio fit in Actis et Epistolis Apostolorum, et Apocalypsi*; de integro multis in locis emendata, ac regionum limitibus distincta. Ces quatre dernières cartes se trouvent dans la *Biblia*, édition flamande de 1590, de 1592 et probablement aussi dans la *Bible néerlandaise*, éditée chez « Krijn Vermeulen, de Jonghe, Cramer, » wonende op te lege zijdt van Schot-landt, bij Danswijck, 1598 ». — *Nova et exacta terrarum orbis tabula geographica et hydrographica*. Antverpiæ, apud Joannem-Baptistam Vrient, 1592. — *Orbis terrarum typus de integro multis in locis emendatus...* 1594; — reproduction, parfois avec le titre légèrement modifié et sans le nom de Plancius, a. sous la signature de Hugo Allard; b. dans l'*Itinéraire* de J. Hugo van Linschoten, édition de 1594, 1596, 1599, 1605, 1610, 1614, 1619, 1623, 1638, 1644 (?) et 1645; de nos jours, dans le bel atlas publié par les gouvernements français et brésiliens, pour trancher la question de la rivière Pinzon. — *Planisphère* publié vers 1607, chez Herman Alartsz et David Meyne. — *Mappemonde d'hémisphères tangents, limités (?) par la ligne équinoxiale*. — *Cartes marines à latitudes croissantes*. — *Geographica Galliae descriptio, de integro plurimis in locis emendata, ac regionum limitibus distincta...*; — reproduction en 1593, en 1614, dans le *Théâtre français*, de M. Bouguereau, Tours, 1594, et dans le *Theatrum orbis terrarum Abrahami Ortelii*. Éd. angl. de 1606 (?), éd. ital. de 1608 et de 1612, éd. lat. de 1612 et éd. espagn.

de 1612, avec la signature Theodorus Gallaeus excudebat Antuerpiæ. — *Thalassographica Tabula totius Maris Mediterranei; necnon Oceani Atlantici, Hispanici, Gallici et Britannici; in qua omnes Europæ, Asiæ et Africae ora maritimæ, quæ ad hæc maria sunt sitæ: Portus item, Sinus, Promontoria...* idque sine ulla mutilatione sunt redacta, 1595; — reproduction par Josse Hondius, et de nos jours dans le *Facsimile-Atlas* de Nordenskiöld, p. 39. — *Globus terrestris* de 1614; — copie ou réduction probable: sphère en cuivre du Musée du Steen d'Anvers; — *Globus cælestis* de 1615; — copie ou réduction: Douze fuseaux gravés et coloriés, dont un exemplaire, avons-nous dit, à la Bibliothèque nationale de Paris.

F. van Ortoy.

T. Blundeville, *His exercises containing eight treatises... in cosmographie, astronomie and geographie* (1^{re} éd., London, 1594; 7^e éd., London, 1636); 5^e traité: *A description of Plancius his universal mappe*. — S. Stevin, *De Havenwinding...*, 1599 et éditions ultérieures. — Baudaert, *Het tweede deel der Memorien*, 1625, p. 84-86. — Is. Le Long, *Boek-zaal der Nederditsche Bybels* (2^e éd., Hoorn, 1764). — G. Moll, *Verhandeling over eenige vroegere zeetochten der Nederlanders* (Amsterdam, 1825). — Van Kampen, *Gesch. der Nederlanders buiten Europa*. 1^{re} partie (Haarlem, 1831). — F.-V. Goethals, *Lectures relatives à l'hist. des scienc...* en Belgique, t. III (Bruxelles, 1838). — De Jonge, *De opkomst van het Nederl. gezag in Oost-Indie*, t. I^{er} (Amsterdam, Muller, 1862). — W. Bisschop, *De academische tijckreden*. Handel. en Mededeel. van de Maatsch. der Ned. Letterk. te Leiden, 1866. — Tiele, *Journ. des Navigateurs néerlandais* (Amsterdam, 1867). — L. Gilliodts-Van Severen, *La Flandre*, 1868-69, p. 456-463. — *De Navorscher*, 1871, pp. 445 et 514. — Van der Aa, *Biographisch Woordenboek* (Harlem, 1872), t. XV, pp. 348-350. — A. Goovaerts, *Abraham Verhoeven d'Anvers...* (Anvers, 1880, et éd. flam.). — J.-H. Hessels, *Epistulae Ortelianæ*, t. I^{er} (Cantabrigia, 1887), pp. 528 et 671. — Geesinck, *Calvinisten in Holland* (Rotterdam, 1887). — H.-C. Rogge, *De eerste nederl. handelsonderneming op Oost-Indie* (Leiden, 1895). — G. Hellmann, *Rara magnetica*, n^o 10 (Berlin, Asher, 1898). — M. Fiorini, *Sfere terrestri e celesti di autore italiano oppure fatte o conservate in Italia* (Roma, 1899). — De Stoppelaere, *Balthazar de Moucheron*, 1901. — Dr A. Zimmerman, *Die Kolonialpolitik der Nederlanden*. Berlin, 1903. — Renseignements obligeamment communiqués par M^r Moes, conservateur du Cabinet des Estampes à Amsterdam. — Pour les portraits de Plancius, voir F. Muller, *Catalogue of books ... on America*, part. III, p. 43.

PLANCKE (*Joseph VANDER*), trésorier de la ville de Bruges en 1686. C'est à tort que l'on cite son nom dans toutes

les listes d'auteurs dramatiques flamands (Willems, *Belgisch museum*, 1845, p. 312, etc.). Il suffit de lire attentivement la seule œuvre qu'on lui attribue pour constater que Vander Plancke n'en est pas l'auteur. Voici le titre de cet ouvrage : *Nieuwe jubele en alghemeyne byde vreught van de oudt-vermaerde koop-handel stadt Brugghe..... uitghegheven by myn heer Vander Plancke, thesaurier van der stadt Brugghe*. Bruges, veuve Al. Michiels. Sans date, mais de 1686. Un exemplaire à la bibliothèque de l'université de Gand. Ce recueil est évidemment de la même main que le *Voldichte nieuwe Reuse-spraecke uytghegheven bij d'heer François De Meulenaere, ghe-trauwen thesaurier van Brugge* (même éditeur, 1687). Or, l'une et l'autre œuvre contiennent des vers signés de la devise : *Bemint melkander*, qui est celle de Cornelis Kelderman, médecin et poète flamand. Ce sera sans doute ce dernier qui aura laissé imprimer ses vers aux frais des deux trésoriers brugeois. Les deux productions sont, du reste, franchement mauvaises.

Léonard Willems.

PLANCKEN (Corneille VANDER), violoniste et clarinettiste, né à Bruxelles, le 25 octobre 1772, mort dans cette ville, le 9 février 1849. Élève de Jean Pauwels et d'Eugène Godecharle, il acquit sur le violon une virtuosité qui lui valut les éloges et l'amitié de Viotti. Nommé en 1797 premier violon-solo du théâtre de la Monnaie, il occupa ces fonctions pendant une vingtaine d'années; vers 1820, le roi Guillaume le choisit comme premier violon de sa chapelle. Vander Plancken se produisit avec succès dans les concerts de cette époque, comme exécutant et comme chef d'orchestre; il dirigea notamment la Société du grand concert et la Société philharmonique. Il forma également un certain nombre d'élèves distingués, parmi lesquels on cite Meerts, qui devint son gendre, Robberechts, Snel, etc. Ses œuvres, comprenant plusieurs concertos pour violon et un concerto pour clarinette avec

accompagnement d'orchestre, sont restées manuscrites.

Paul Bergmans.

Fr.-J. Fétis, *Biographie universelle des musiciens*, 2^e éd., t. VIII (Paris, 1867), p. 304, et supplément, t. II (Paris, 1880), p. 602. — Ed. Grégoir, *Les artistes musiciens belges au XVIII^e et au XIX^e siècle* (Bruxelles, 1885), p. 430. — Ed. Grégoir, *Panthéon musical* (Bruxelles, 1876-1877), t. III, p. 403; t. VI, p. 494. — R. Eitner, *Biographisch-bibliographisches Quellen-Lexikon der Musiker*, t. VII (Leipzig, 1902), p. 467.

PLANCQUAERT (Jules), écrivain flamand, né à Worteghem (Flandre orientale), le 25 mai 1853, et mort à Flobecq, le 21 mars 1888. Il étudia le droit à l'université de Louvain où, dès son entrée, il devint un membre fort zélé de la société estudiantine *Met Tijd en Vlijt*. Comme tant d'autres, il y fit ses premières armes en littérature. Nous le trouvons mentionné dans les rapports de ce cercle comme auteur de lectures faites sur des sujets divers. Pendant l'année académique 1872-1873, il y lut un récit en prose : *Eene Hel-dendood. Verhaal uit den Patriottentijd* et une dissertation : *Over den waren geest der Vlaamsche Beweging*; en 1873-1874, il y présenta une poésie intitulée : *Het Zieke Kind*; en 1874-1875, une étude sociale : *Waar gaat de maatschappij naartoe?* Enfin de 1875 à 1876, il fut lui-même secrétaire du cercle et, à ce titre, rédigea le rapport de fin d'année. Son diplôme de docteur en droit porte la date du 24 août 1876. Il se fixa comme avocat à Audenarde et y devint, le 15 mars 1880, avoué près le tribunal de première instance. Le 1^{er} mars 1887, il fut nommé juge de paix à Flobecq où il ne tarda pas à occuper un siège de conseiller communal. Il ne put malheureusement jouir que durant une année d'un repos que sa santé réclamait, et il mourut avant d'avoir achevé son dernier ouvrage dont la première partie seule a paru. Sa mort prématurée brisa une carrière qui promettait d'être féconde pour la littérature et l'historiographie flamandes. Voici la liste de ses œuvres imprimées : 1. *Verslag over de werkzaamheden van het Taal- en Letterlievend studentengenootschap « Met Tijd en Vlijt » gedurende het afgeloopen schooljaar 1875-*

1876. (Dans l'annuaire de l'université de Louvain, même année.) — 2. *De Zonde gestraft. Een Verhaal*. Louvain, Auguste Peeters-Ruelens, 1878; in-16 de 109 p. — 3. *Legenden en Zinnebeelden uit het Dierendom*. Gand, S. Leliaert, A. Siffer et Cie, 1880; in-12 de 96 p. — 4. *De Franschen in Vlaanderen. Een historisch tafereel uit het jaar 1798*. Ibid., id. 1884, 2 vol. in-8° de 336 et 323 p. (Édition du *Davidfonds*, nos 37 et 38.) — 5. *De zegepraal der Vlaamsche gemeenten onder het beleid van Jakob van Artevelde*, 1^{re} partie. Audenarde, 1884.

Léon Goemans.

Frederiks en Vanden Branden, *Biographisch woordenboek*. — De Potter, *Vlaamsche bibliographie*. — *Annales de l'université catholique de Louvain* (années 1872-1876). — *Le livre d'or de l'université catholique*. Louvain, Peeters-Ruelens, 1885.

PLANTE (François), poète latin et flamand, fut baptisé à l'église Saint-Jacques, à Bruges, le 21 avril 1613. Il était fils de Martin et d'Anne Verhaghe, mariés à Bruges le 25 février 1601. Il avait deux sœurs plus âgées que lui, et un frère nommé Pierre, mort à Bruges le 20 avril 1657. François Plante quitta de bonne heure sa ville natale pour aller étudier à Oxford, où il conquist le grade de docteur en théologie. Il s'établit ensuite en Hollande, d'où, en 1636, il accompagna, en qualité de prédicateur de la cour, Jean-Maurice de Nassau-Siegen, nommé gouverneur du Brésil par la Compagnie des Indes occidentales. Il séjourna en Amérique pendant une dizaine d'années et, en 1647, nous le rencontrons, en qualité de pasteur protestant, à Strien lez-Dordrecht. De là il partit, en 1653, pour Zevenbergen en qualité d'adjoint d'Erasmus Paludanus. En 1657, il est appelé à remplacer Martin Lydius comme prédicateur à Bréda, où il devint ensuite professeur. Il y mourut, en 1690, à l'âge de soixante-dix-sept ans. Plante était marié et eut sans doute plusieurs enfants, car on cite son fils aîné Jean-Frédéric dans une brochure in-4° de 4 pages, publiée à Cologne (in de Oude Drukkerije) en 1681, et intitulée : *Roskam voor Fr. Plante en zyn oudste zoon Jan-Fred.*

Plante, vaandrig. On a conservé son portrait gravé par Suyderhoef.

L'ouvrage le plus important de Plante est intitulé : *Mauritiados libri XII, hoc est rerum ab illustrissimo heroe Joanne Mauritio, comite Nassaviæ, etc., in Occidentali India gestarum descriptio poetica*. Leyde, Jean Maire, 1647. C'est un magnifique in-folio, édité aux frais de Jean-Maurice de Nassau, contenant 196 pages, précédées : *a.* de 16 pages non paginées, comprenant une préface et une dédicace de l'auteur et diverses épiques adressées à celui-ci par Frédéric Spanhemius, Constanter (Huygens), Daniel Heinsius, Caspar Barlœus, Théod. Graswinckel, Marcus Zuerius Boxhornius, et une épigramme au lecteur composée par Plante; *b.* d'une première pagination de 12 pages, contenant : *Antonii Thysii I. C. Discursus Oratorius ad illustrissimum comitem I. Mauritium Nassavium, etc.* L'ouvrage est illustré de 23 gravures et cartes hors texte; les deux premières (les portraits de Maurice de Nassau et de l'auteur) manquent dans certains exemplaires. Le poète chante les exploits de Jean-Maurice de Nassau-Siegen, dit l'Américain, homme distingué par ses talents militaires, sa valeur, son caractère entreprenant et les services signalés qu'il rendit à sa patrie. Il s'acquit une grande renommée peut-être plus encore par son administration au Brésil que par ses hauts faits de guerre, que célèbre avant tout Plante. Au point de vue historique, le livre de Plante, tout en tenant compte de son caractère poétique et panégyrique, n'est pas sans valeur. Les *argumenta* qui précèdent chacun des douze chants et les nombreuses cartes géographiques intercalées dans l'ouvrage, contiennent incontestablement des renseignements précieux pour l'histoire de cette colonie perdue par la Hollande à cause de la parcimonie exagérée de la Compagnie des Indes occidentales. N'oublions pas, en effet, qu'il s'agit ici du récit d'un témoin oculaire, partial et enthousiaste pour son héros, nous l'accordons, mais très bien placé pour traiter son sujet. Quant à la valeur littéraire

de l'ouvrage, s'il a mérité les éloges de ceux qui lui ont consacré des épigrammes dans l'introduction, il a suscité chez d'autres de très vives critiques. Nicolas Heinsius dans ses *Saturnalia* (publiées en 1648, où Plante est désigné sous le nom de Franciscus Santra) et plus tard dans diverses lettres (publiées par Burmannus : *Sylloge epistolarum a viris illustribus...*, t. III, p. 208 et 806) cherche à le ridiculiser. Jac.-Henr. Hœufft de Dordrecht (*Parnassus latino-belgicus*, etc., p. 183) et Peerlkamp (*De Poëtis Neerland.*, p. 414) le traitent, en même temps que Cornelius Bojus, de « mediocris poëta » et d'adulateur de Huygens et de Cats. J.-G. de Crane (*Oratio de Mauritio Nassaviæ principe, cognomine Americano*, etc., p. 218 et 233) le considère comme un inepte imitateur de Virgile, et vraiment, lorsqu'on lit les deux premiers vers des *Mauritiados* :

*Bella ducemque cano, primis qui victor ab annis
Hesperias invasit opes, ferroque cruenta.*

on est tenté de croire que ce reproche n'est pas immérité. Il est vrai que de Crane s'empresse d'ajouter que, pour le reste, Plante était *vir bonus et doctus*. Hermans enfin (*Kritisch overzicht der boekwerken betreffende de geschiedenis der stad en Baronie van Breda*, paru dans les *Bydragen tot de Geschiedenis van Noord-Nederland*, t. I, p. 262 et 343) le juge tout aussi défavorablement.

La muse épique était-elle épuisée chez Plante après cet effort considérable, ou bien les jugements sévères sur son œuvre l'avaient-ils momentanément découragé, toujours est-il que, dans la vie retirée qu'il mena à son retour du Brésil, dans la petite bourgade de Striën, il se borna désormais à se consacrer tout entier à des ouvrages de piété.

Dès 1649 parut de lui, à Dordrecht, sous le titre de *Epigrammata sacra in Confessionem Fidei Religionis Reformatæ et Catechesin*, un opuscule contenant des quatrains sur divers articles de foi, et un catéchisme avec des questions et réponses, ces dernières en vers. Ce livre fut employé jadis dans les écoles latines en Hollande. Plus tard, il publia la *Therianthropologia*, édité avec des notes

de Cornelius Bojus, et *Bredæ venerabili admodum et speciosissimo synodo Zuyt-Hollandiæ Bredæ jam primum congregatæ salutem et benedictionem a primo salutis et benedictionis fonte Deo ter optimo maximo ex animo precatur senatus populusque Bredanus, anno Domini 1686, 9 Jul.* Breda, Corn. Seldenslagh, 1686; in-plano. Vers la fin de sa vie, les faits d'armes des princes hollandais semblent avoir réveillé la muse de sa jeunesse, et l'année même qui précéda sa mort, il fit paraître un recueil de poésies intitulées : *Regis Guilielmi III expeditiones Britannicæ*. Breda, 1689; in-fol. Cet ouvrage était divisé en trois parties, dont les deux premières seules ont paru. La mort aura empêché le poète d'achever son œuvre.

Plante cultiva aussi les lettres néerlandaises. Son nom figure parmi les poètes qui chantèrent la mort de Huygens (*Lijkgedichten op Huygens*, p. 5 et suiv.), et Muller (*Catalog. van Pamfletten*, III, n° 7368) cite un *factum* intitulé : *Verjaardagh van ... de Princesse douairière van Orange geriert den 28 Aug. 1675*. Amsterdam; in-plano, signé *Franc. Plante, SS. Th. Doct. et prof. Bredæ*.

Joseph Cuvelier.

Biographie des hommes remarquables de la Flandre occidentale, t. II, p. 97. — Vander Aa, *Biographisch woordenboek* et les ouvrages y renseignés (la plupart très fautivement). — Les ouvrages cités dans cette notice.

* **PLANTIN** (Christophe), imprimeur anversoïsois du xvi^e siècle. Il naquit près de Tours en Touraine, probablement au village de Saint-Avertin, où, de son vivant, habitaient encore de nombreux membres d'une famille de son nom. La date de sa naissance est incertaine. Sur la pierre sépulcrale qui lui fut érigée à la cathédrale d'Anvers par sa veuve et ses enfants, on lit qu'il mourut le 1^{er} juillet 1589 et vécut soixante-quinze ans; il serait donc né en 1514. Son portrait, gravé par Jean Wiericx, en 1588, atteste qu'en cette année il était âgé de soixante-quatorze ans et confirme ainsi la date inscrite sur l'épitaphe. Mais sur un exemplaire de ce même portrait,

un petit-fils de Plantin, François Raphelegien, annota que, malgré des témoignages aussi positifs, cette date, fournie par son grand-père au déclin de sa vie, était fautive. Lui-même pouvait affirmer, d'après des lettres écrites par le défunt dans un âge moins avancé, qu'à sa mort il avait à peine dépassé l'âge de soixante-dix ans (il est clair que François Raphelegien aurait dû écrire soixante-neuf ans) et qu'il était né au mois de mai 1520. Nous trouvons cette assertion confirmée par l'inscription d'une ancienne copie d'un portrait peint de Plantin, où il est dit qu'en 1584 il était âgé de soixante-quatre ans. Le célèbre imprimeur n'était pas lui-même bien sûr de la date de sa naissance, et dans divers documents officiels, son propre témoignage varie sur ce point. Dans des actes conservés aux archives de la ville d'Anvers, il atteste successivement qu'il est né en 1518, 1519, 1520 et 1525. La date la plus probable nous semble être celle donnée par son petit-fils, c'est-à-dire 1520.

Sur les premières années de sa vie, un de ses compagnons d'enfance, nommé Pierre Porret, a fourni des renseignements précieux. Dans une lettre adressée à Plantin lui-même, il lui rappelle que son père, fuyant la peste, vint se réfugier à Lyon. Là il entra au service de Claude Porret, obéancier de Saint-Just. Celui-ci le chargea d'accompagner son neveu, Pierre Puppier, qui alla étudier à Orléans d'abord, à Paris ensuite. Dans cette dernière ville, le jeune Christophe, qui avait suivi son père, fut abandonné par lui ; il se rendit à Caen où il apprit la typographie et épousa Jeanne Rivière. En 1549, il alla s'établir à Anvers, où l'art qu'il exerçait était alors très florissant. Il se fit recevoir bourgeois de cette ville le 21 mars 1550 ; la même année, il se fit inscrire comme imprimeur dans les registres de la corporation de Saint-Luc. Cependant il commença par exercer le métier de relieur, qu'il avait appris, en même temps que la typographie, à Caen, chez son patron, Robert Macé, deuxième de ce nom.

A Anvers, Plantin habita d'abord le

rempart des Lombards, dans le quartier où étaient établis les divers métiers du livre. Dans une note fournie, en 1604, à Gilles Schoondonck, qui réunissait des matériaux pour un ouvrage sur les choses remarquables de son siècle, Balthasar Moretus écrit que son grand-père s'établit près de la Bourse, qu'il y exerçait le métier de maroquinier et de relieur et était en grande faveur auprès des négociants qui achetaient ses coffrets et auprès des savants dont il reliait les livres. Un soir qu'il portait un écrin à Gabriel de Çayas, le secrétaire de Philippe II, qui voulait envoyer à la reine d'Espagne une pierre précieuse de grande valeur, il fut attaqué par des hommes masqués qui le blessèrent grièvement. Il guérit, mais ne fut plus en état d'exercer son ancien métier. Il ouvrit un atelier d'imprimeur dans la maison qu'il occupait rue des Douze-Mois, où nous le trouvons encore établi en 1555 et en 1556. En 1557, il quitta cette maison et alla habiter la *Licorne d'or* (den Gulden Eenhoorn), située dans la Kammerstraat, la rue des Peignes actuelle. Dès l'année 1561, il adopta l'enseigne du *Compas d'or*, qu'il substitua à celle de la *Licorne d'or*.

La première édition plantinienne parut en 1555 et porte le titre de *La Institutione di una fanciulla nata nobilmente. L'Institution d'une fille de noble maison* ; le texte italien est accompagné d'une traduction française. La publication se fit à frais communs avec Jean Bellère, et une partie des exemplaires portent l'adresse de ce dernier imprimeur. Dans la même année, Plantin fit paraître encore neuf autres ouvrages, dont six seulement nous sont connus par des exemplaires conservés. Certains livres de la première année portent la première marque de l'imprimerie plantinienne figurant un vigneron coupant un cep de vigne qui enlace un orme ; elle porte la devise : *Exerce imperia et ramos compesce fluentes*. En 1556, il adopta sa seconde marque, où est représentée une vigne entourant de ses branches un arbre, avec la devise : *Christus vera vitis* ; en cette année, il publia dix ouvrages. En 1557,

il changea encore une fois de marque et adopta celle du compas, que lui et ses descendants conservèrent pendant plus de trois siècles et que, dans ses différentes formes, il rendit célèbre dans le monde entier. Elle figure un compas dont l'une des pointes est posée sur une tablette et dont l'autre trace un cercle, avec la devise : *Labore et Constantia*. Le Travail est figuré par la pointe tournante, la Constance par la pointe immobile. L'écusson portant cet emblème est tenu par deux figures, un laboureur et une femme tenant une croix en main. Au XVIII^e siècle, ses descendants changèrent ces deux personnages symboliques en Hercule tenant la massue (le Travail) et une femme appuyant une main sur un socle (la Constance).

L'activité de l'officine plantinienne s'accrut considérablement au cours des quatre années suivantes; Plantin noua des relations avec des confrères de Paris et imprima pour certains d'entre eux, notamment pour Arnold Langelier et Martin Le Jeune, une partie de ses éditions. A partir de 1558, il publie des ouvrages illustrés de gravures sur bois; en 1559, il fait paraître en flamand, en français, en allemand, en italien et en espagnol l'un des plus beaux livres sortis de ses presses : *La Magnifique et Somptueuse Pompe Funebre, faite aux obseques et funerailles du tresgrand et tresvictorieux empereur Charles cinquieme, celebrées en la ville de Bruxelles le XXIX jour du mois de decembre MDLVIII par Philippes roy catholique d'Espagne son fils*, un in-folio illustré de planches gravées sur cuivre, publié aux frais du gouvernement. En peu d'années, Plantin acquit le premier rang parmi les imprimeurs anversoises. En 1561, les ouvrages imprimés par lui atteignent le nombre de trente; ils comprennent des livres scolaires, des livres liturgiques ou scientifiques et des classiques en format de poche. Plusieurs des éditions des premiers temps furent faites aux frais de ses confrères anversoises, ou bien de compte à demi avec eux ou avec des éditeurs de Cologne.

En 1562, une crise grave vint brus-

quement arrêter le développement de la jeune officine. Plantin fut accusé de pactiser avec les adhérents de la doctrine nouvelle et d'avoir imprimé un ouvrage hétérodoxe, intitulé : *Briefve instruction pour prier*, et d'autres opuscules suspects. Sous le coup de cette accusation, il crut prudent de quitter le pays. En janvier 1562, il se réfugia à Paris; ses biens et le matériel de son imprimerie furent vendus publiquement; trois de ses ouvriers furent arrêtés, deux autres s'enfuirent. Les accusations portées contre Plantin furent abandonnées faute de preuves; il sortit indemne du procès. Il rentra à Anvers au mois de septembre 1563 et immédiatement après il rouvrit son atelier.

Le 26 novembre 1563, il s'associa avec quatre notables anversoises qui lui fournirent les capitaux nécessaires pour reprendre ses travaux et leur donner une extension considérable. L'association prenait cours à partir du 1^{er} octobre de la même année; elle était conclue pour quatre années et ne fut pas renouvelée à l'expiration de ce terme. En 1563, Plantin racheta une minime partie de ses anciens outils et remplaça le reste par un matériel perfectionné. Les produits sortis de ses presses durant les années de l'association comptent parmi les publications les plus parfaites que lui-même ou tout autre typographe ait jamais fournies. De cette période datent peu d'ouvrages étendus; les classiques latins y tiennent le premier rang; les livres de dévotion et les traités scientifiques viennent en second ordre; une place considérable est occupée par les livres d'emblèmes, illustrés de nombreuses et admirables vignettes gravées sur bois; les plus anciens ouvrages de botanique, tout aussi abondamment illustrés, datent de cette époque.

Dès l'année 1566, Plantin avait formé le projet de publier une bible polyglotte; en 1568, il mit résolument la main à cet ouvrage, le plus important qu'il ait produit, le chef-d'œuvre de notre typographie nationale. Par l'intermédiaire du cardinal de Granvelle, qui fut et resta dès lors son puissant protecteur,

il s'était assuré l'intervention de Philippe II. Le roi lui accorda un subside de 12,000 florins à rembourser en exemplaires de la Bible, et lui envoya son propre chapelain, Arias Montanus, érudit en langues orientales, pour surveiller l'exécution et corriger les épreuves. Plantin s'adjoignit d'autres savants du plus grand mérite pour le seconder dans son entreprise : en premier lieu, François Raphelengien qui, plus tard, devint son gendre; les frères Guy et Nicolas Le Fèvre de la Boderie, André Masius, Joannes Harlemius (Jean Willems), d'autres encore. Les correcteurs ordinaires, dont Corneille Kiel était le principal, assistaient également Arias Montanus dans sa vaste tâche. Plantin se procura des caractères nécessaires chez les plus renommés graveurs, Robert Granjon, de Lyon, et Guillaume Le Bé, de Paris, qui lui fournirent les poinçons ou les matrices. Des ouvriers à son service firent les fontes des différents types. Corneille de Bomberghe, d'Anvers, fournit les caractères hébraïques de format plus petit ayant appartenu à son frère Daniel Bomberghe, de Venise. On commença la composition au mois de juillet 1568, le travail fut terminé le 31 mai 1572; une réimpression des trois volumes de l'*Apparatus Sacer*, entreprise le 2 août de la même année, fut terminée le 14 août 1573. La *Bible polyglotte* se compose de huit volumes. Les quatre premiers renferment l'Ancien Testament en hébreu avec la traduction latine de la Vulgate, la version grecque des Septante et la traduction latine de cette dernière, ainsi que la paraphrase chaldéenne avec une traduction latine. Le cinquième tome contient les Évangiles en grec, avec la traduction latine, et en syriaque, avec les transcriptions en caractères hébreux, et une traduction latine. Les trois derniers volumes forment l'*Apparatus Sacer*, qui se compose d'un volume contenant les textes primitifs avec la traduction latine interlinéaire, et de deux volumes renfermant divers dictionnaires, grammaires et traités scientifiques se rapportant au texte sacré.

L'approbation de l'œuvre par le pape n'alla pas sans quelque difficulté : Arias Montanus fut obligé de se rendre lui-même à Rome pour l'obtenir; le 23 août 1572, Grégoire XIII l'accorda sous forme de bref papal adressé à Philippe II. Cette haute intervention ne réduisit pas au silence les théologiens espagnols, qui soutenaient que, l'église catholique ne reconnaissant d'autre autorité que celle de la Vulgate, la publication et la traduction de tout autre texte des Écritures saintes étaient œuvre inutile et même dangereuse. Les polémiques se continuèrent jusqu'en 1580. Arias cependant réduisit ses adversaires au silence et sortit triomphant de la lutte.

De concert avec l'impression de la *Bible polyglotte*, Plantin mena une autre entreprise fort importante. Le Concile de Trente décréta le 4 décembre 1563, le jour même où il termina ses travaux, que le Souverain Pontife chargerait les pères qui avaient résolu la question du Catéchisme catholique d'examiner celle du Missel et du Bréviaire. En exécution de cette décision, Pie V fit paraître, le 9 juillet 1568, un bref apostolique réglant la rédaction du Bréviaire; l'ordonnance touchant le Missel parut le 14 juillet 1570. Le pape abolit les anciens bréviaires qui différaient presque de diocèse à diocèse; il n'excepta de cette décision que les éditions à l'usage de certaines églises ou couvents, pour autant qu'elles fussent approuvées dès l'origine de ces communautés ou usitées depuis plus de deux cents ans. Une décision pareille fut prise pour le Missel. Il s'ensuivit que presque toutes les églises du monde catholique durent renouveler leurs livres liturgiques. Le pape accorda le monopole de l'impression du Bréviaire à Paul Manuce, le célèbre imprimeur de Venise, qui s'était établi à Rome; l'imprimeur romain Barthélemi Faletti obtint celui du Missel. Plantin s'entendit avec ses deux confrères pour acheter le privilège d'imprimer les deux ouvrages pour les Pays-Bas espagnols; l'accord intervenu entre lui et Paul Manuce date du 11 août 1568; en 1570, il s'entendit avec les héritiers de Barthélemi

Faletti. Le cardinal Granvelle était activement intervenu en faveur de Plantin dans ces deux négociations. Notre imprimeur ne se contenta pas du privilège concernant les Pays-Bas : le 28 juillet 1570, il obtint du pape l'autorisation d'imprimer également le Missel pour la Hongrie et certaines parties de l'Allemagne. A la fin de la même année, Philippe II obtint l'autorisation de faire imprimer les livres liturgiques pour ses États. Le roi exploita lui-même ce privilège pour l'Espagne et chargea l'imprimeur anversois de lui fournir les exemplaires nécessaires. Plantin reçut en même temps du pape et du roi le monopole de l'impression des Missels, des Bréviaires, des Diurnaux et des Heures pour tous les États de Philippe II. L'utilisation de cette faveur le força à développer une activité fiévreuse durant les premières années.

En 1569, il fournit quatre éditions du Bréviaire in-8° et une in-16; en 1570, il fit une édition du même livre en deux volumes; en 1571, il acheva la seconde édition in-16; en 1572, une troisième édition du même format; en 1573, il fit paraître une édition in-folio; en 1575, une autre in-4°. En 1571, il imprima la première édition du Missel; en 1572, il en fit trois autres, toutes de format in-folio; en 1573, il publia deux éditions in-4° et une in-folio; en 1574, deux éditions in-folio et une in-4°. La majeure partie de ces impressions furent faites aux frais du roi Philippe II et expédiées en Espagne. Ce n'étaient pas seulement des Bréviaires et des Missels que Plantin fournit au roi, mais encore des Heures, des Hymnes, des Diurnaux et des Offices de saint Jérôme et de saint Jacques. Le nombre de livres fournis au roi au cours de 1569 à 1575 se monta à soixante-deux mille quatre cent soixante-douze, qui lui furent payés 97,318 florins 10 1/2 sous, soit environ 800,000 francs de notre monnaie. Les troubles survenus dans nos contrées en 1576 interrompirent pendant une dizaine d'années la domination du roi dans nos provinces et mirent un terme aux transactions entre Plantin et Philippe II. Mais le

monopole des livres liturgiques pour les pays espagnols resta acquis à l'office plantinienne jusqu'à la veille de la Révolution française, et constitua, durant trois siècles, la principale source de ses revenus.

Outre les Bréviaires, les Missels et les livres liturgiques secondaires, Plantin fit encore paraître à cette époque des livres de chœur très importants : le Psautier en 1571, l'Antiphonaire en 1572, tous deux de format grand in-folio en superbes caractères gothiques. Il prépara également deux éditions nouvelles de l'Antiphonaire, l'une de la forme commune et une autre de plus grand format, destinées toutes deux à l'Espagne, ainsi qu'une édition du *Graduale Romanum*. Mais les malheurs des temps l'empêchèrent de terminer ces divers travaux.

Une œuvre moindre en importance matérielle, mais très remarquable par sa valeur scientifique, occupa Plantin durant la même période. Il était venu à Anvers sans connaître un mot de flamand, la langue de ses ouvriers et de ses nouveaux concitoyens. Il sentit vivement les inconvénients de cette situation et s'appliqua de bonne heure à y remédier. Aussitôt après son arrivée dans notre pays, il nota les mots dont on se servait autour de lui et y ajouta les termes français correspondants. Il rédigea ainsi un vocabulaire à son usage personnel. Il s'aperçut que les listes de mots que Gabriel Meurier et d'autres avaient fait imprimer ne répondaient pas aux besoins de celui qui voulait apprendre sérieusement la langue; et comme il n'existait pas de dictionnaire complet, il résolut, lui, l'étranger nouveau venu, d'en créer un. Il s'adressa donc à plusieurs personnes compétentes et les chargea de faire chacune un dictionnaire flamand-français sur un plan différent : l'un traduisit les mots du dictionnaire latin-français en flamand; un autre fit le même travail pour le dictionnaire français-latin; un troisième recueillit les mots dans les vocabulaires flamands et allemands et les tourna en latin; un quatrième travailla à sa

guise. Puis il fit conférer les auteurs des différentes listes pour composer, à l'aide des matériaux apportés par chacun d'eux, un travail d'ensemble. En 1567, il en commença l'impression, mais le résultat acquis par les collaborateurs ne répondant pas à son attente, il arrêta l'ouvrage. Il le reprit en 1572 avec la ferme intention de le faire aboutir et, effectivement, il put faire paraître, en 1573, son *Thesaurus theutonicæ linguæ*, le premier dictionnaire de la langue néerlandaise. L'un de ceux qui avaient collaboré à ce travail était un des correcteurs de Plantin, Corneille Kiel ou van Kiel, qui s'est rendu si méritoire et si célèbre par ses publications postérieures. Il reprit pour son compte la réalisation de l'idée de Plantin et fit paraître, en 1574, son *Etymologicum teutonicæ linguæ*, dictionnaire flamand-latin qui, dans sa forme primitive, n'était qu'une sorte d'abrégé du *Thesaurus* de Plantin, mais qui se développa dans les éditions postérieures que l'auteur en publia et devint ce qu'il est resté jusqu'à nos jours : l'œuvre la plus importante pour la connaissance de la langue néerlandaise au xvi^e siècle, le premier monument scientifique consacré à l'étude de cet idiome.

Plantin n'avait pas achevé l'impression de la Bible polyglotte, ou de la Bible royale, comme il appelle ordinairement cette œuvre grandiose, qu'il prépara la publication d'œuvres théologiques considérables. Tout d'abord il songea à faire paraître une édition revue des pères de l'église. Il s'entendit avec plusieurs professeurs de l'université de Louvain pour conduire cette entreprise. Thomas Gozæus, et après sa mort, survenue avant le commencement de l'impression, Jean Molanus, en prirent la direction et se firent aider par plusieurs de leurs collègues et par d'autres théologiens. Les œuvres de saint Augustin vinrent en premier lieu; on en commença l'impression en 1575; elles furent terminées en 1577 et parurent en cinq volumes in-folio. La moitié de l'édition fut cédée à Armand Mylius, le représentant à Anvers des Birckmann, de

Cologne. Les œuvres de saint Jérôme suivirent; elles furent en grande partie imprimées par Servatius Sassenus, de Louvain, pour compte de Plantin, qui en prit un tiers, et d'Armand Mylius, qui se réserva les deux autres tiers. Plantin lui-même n'en exécuta qu'une petite partie. L'ouvrage parut en 1579, en neuf tomes in-folio, reliés en quatre ou en cinq volumes. Il prépara encore une édition des œuvres de Tertullien, mais il céda ses droits à Michel Sonnius, de Paris, qui l'imprima et lui en céda cinq cents exemplaires au prix coûtant. Plantin imprima lui-même une Bible française en 1578 et une Bible latine en 1583, toutes deux de format in-folio et d'exécution remarquable.

Durant la période de 1563 à 1583, la plus troublée que traversèrent nos provinces, Plantin ne fit pas seulement paraître les vastes ouvrages que nous venons de citer, il publia encore une longue série de livres scientifiques, tous très remarquables, et devenus tous célèbres : ce furent les travaux sur la botanique de Rembert Dodoens (Dodonaeus), de Charles de L'Escluse (Clusius) et de Mathieu de Lobel; puis la description des Pays-Bas, par Louis Guicciardini, dont Guillaume Silvius avait publié les éditions antérieures et que Plantin fit paraître en italien en 1581 et en français en 1582. Plusieurs ouvrages historiques de grande importance sortirent de ses presses : l'histoire de Gênes (*Senatus populique genuensis rerum domi forisque gestarum historiæ atque annales*) en 1579; l'histoire de la Perse (*Persicarum rerum historia*) en 1583, toutes deux par l'Italien Pierre Bizari, établi à Anvers; l'histoire d'Espagne (*Compendio historial de las chronicas y universal historia de todos los reynos d'España*), par Estevan de Garibay y Camalloy, parue en 1571 et imprimée pour Plantin par Jean Verwithagen et Thierry Vander Linden; *Les Chroniques et Annales de Flandre*, par Pierre d'Oudgherst, parues la même année. En 1579, il imprima pour la première fois l'atlas d'Ortelius, qu'avant lui Gilles Coppens avait publié, et dont Plantin et ses suc-

cesseurs donnèrent encore de nombreuses éditions latines, françaises, flamandes, italiennes et espagnoles. En 1578, il publia la *Synonymia geographica* et en 1584 l'*Itinerarium per nonnullas Galliae Belgicae partes* du même auteur. Son activité ne fut pas moindre pour les ouvrages de jurisprudence. En 1567, il avait fait paraître, en dix volumes in-8°, le *Corpus juris civilis* de Russardus et de Duarenus; en 1573, il s'associa avec Philippe Nutius et avec les héritiers de Jean Steelsius pour publier la collection du droit canon en trois volumes in-folio. Pour le premier volume, *Decretum Gratiani*, les associés avaient acquis une bonne partie des exemplaires de l'édition de Guillaume Desboys, parue en 1561; ils firent imprimer le deuxième, *Seatus Decretalium liber*, par Philippe Nutius; le troisième, *Decretales Gregorii*, par Jean Verwithagen. En 1575, Plantin imprima, en un énorme volume, le *Corpus civile* de Louis Le Caron ou Charondas. La même année parurent les *Pandectæ juris civilis*, en trois volumes in-folio; *Codicis Justiniani libri XII*, *Institutionum libri quatuor* et *Volumen legum parvum*, chacun en un volume in-folio. Ces six volumes furent publiés à frais communs par Plantin et par Philippe Nutius, et imprimés en partie par ce dernier, en partie par Jean Verwithagen.

Durant la même période, Plantin continua la publication des classiques latins et grecs et édita des ouvrages de littérature, de sciences et de dévotion en nombre si considérable que nous devons renoncer à toute tentative de les faire connaître plus en détail. Contentons-nous de mentionner seulement les œuvres des musiciens de son temps qu'il fit paraître : les *Chansons françaises* de Philippe de Mons, les *VIII Missæ* de Georges de la Hele, les *Cantiones sacræ* d'André Pevernage, les *Cantiones tum sacræ tum profanæ* de Jacques de Bruck, une messe de Philippe de Mons, quatre messes d'Alard du Gaucquier, les *Chansons françoises*, les *Madrigaux italiens* du même, les *Cantiones musicæ* de Séverin Cornet et quatre messes de Jacques de

Kerle. Les chansons furent éditées en format in-4°; les messes furent imprimées sur le très grand et très beau papier que Plantin avait acheté pour l'Antiphonaire d'Espagne et avec les caractères superbes qu'il avait fait faire pour la même publication, mais qu'il n'avait pu utiliser.

En 1576, Plantin établit son atelier dans une grande maison de la rue Haute, près de la porte Saint-Jean, qu'il venait de louer. Après le sac de la ville, en novembre de la même année, il ne conserva que la moitié de cette maison, celle qui, par une porte au fond du jardin, donnait sur le Marché-du-Vendredi. En 1579, il acheta cette partie et y fit exécuter différentes constructions. Lui-même et ses descendants conservèrent cependant, jusqu'en 1638, la maison de la Kammerstraat, où resta établie leur maison de vente.

En 1583, une crise nouvelle se produisit dans la carrière de Plantin. Ses vastes et nombreuses entreprises avaient toujours dépassé ses moyens financiers; les subsides que le roi lui avait fait espérer ne lui furent payés que partiellement et très irrégulièrement; les guerres surtout qui dévastaient nos contrées, et les troubles effroyables, dont elles furent le théâtre à cette époque, étaient venus entraver le commerce et avaient détourné les esprits des travaux pacifiques de l'étude. L'industrie du livre devait en souffrir en premier lieu, et c'est un des faits les plus étonnants dans la vie de notre imprimeur que dans des circonstances si désastreuses, il ait pu accomplir le travail gigantesque qu'il a fourni. Longtemps il lutta contre les difficultés; des protecteurs puissants, à la tête desquels se trouvait le cardinal Granvelle, lui avancèrent des fonds; il vendit une partie de ses propriétés et de son matériel et para ainsi aux besoins les plus pressants, mais il ne parvint pas à se libérer complètement. Sa situation était déjà fort compromise au mois de septembre 1576; la Furie espagnole, qui éclata le 4 novembre suivant, lui porta encore un rude coup; il fut rançonné neuf fois par les soldats espagnols.

Et cependant il ne perdit pas courage ; il réussit à satisfaire les plus impatients de ses créanciers et tint bon encore pendant plusieurs années ; mais enfin, se sentant impuissant à faire face à toutes les difficultés, il songea à quitter Anvers. A différentes reprises, il avait été invité à s'établir en pays étranger : le roi d'Espagne, le roi de France, le duc de Savoie l'avaient appelé dans leurs États ; il résista à leurs offres et se décida à s'établir à Leyde, où son ami, le professeur Juste Lipse, l'avait engagé à ouvrir une officine et où il fut nommé imprimeur de la jeune université. Il confia la direction de son atelier d'Anvers à ses gendres, François Raphelengien et Jean Moretus. Le 1^{er} mai 1583, il accepta ses nouvelles fonctions. Il emporta trois presses à Leyde, où il s'était établi depuis le mois de janvier de cette année ; il y fit paraître un grand nombre de livres, tandis que son officine d'Anvers continua, sur un pied plus modeste, il est vrai, ses travaux.

Au commencement du mois d'août 1585, il quitta la ville universitaire pour retourner à Anvers. La route directe était si peu sûre qu'il crut prudent de faire un grand détour par l'Allemagne. A Amsterdam, il s'embarqua pour Hambourg, et de là il gagna Francfort et se rendit par Cologne à Anvers, où il n'arriva qu'au mois de novembre. Il reprit sa place à la tête de son imprimerie ; mais dans les quelques années qu'il la dirigea encore, elle ne regagna plus son activité d'autrefois. Il mourut le 1^{er} juillet 1589 et fut enterré dans le pourtour de la cathédrale, où le monument sépulcral qui lui fut élevé par sa veuve, ses filles et ses gendres existe toujours.

De son mariage avec Jeanne Rivière, il avait eu six enfants, un fils qui mourut en bas âge et cinq filles, dont l'aînée, Marguerite, épousa François Raphelengien, le savant correcteur ; la seconde, Martine, devint la femme de Jean Moretus ou Moerentorf, le contremaître de Plantin ; la troisième, Madeleine, se maria avec Gilles Beys, que Plantin mit à la tête de la librairie qu'il avait fondée à Paris et qu'en 1577 il vendit à Michel

Sonnus ; la quatrième, Catherine, épousa en premières noces Jean Gassen, de Paris, et en secondes noces Hans Arents, *alias* Spierinck ; la cinquième, Henriette, épousa Pierre Moerentorf, frère de Jean. Par son testament, Plantin laissa son imprimerie d'Anvers, avec tout ce qu'elle contenait en matériel et livres, de même que la librairie de la Kammerstraat et le magasin à Francfort, à son gendre Jean Moretus. François Raphelengien hérita de l'imprimerie de Leyde à la tête de laquelle il se trouvait depuis 1585 ; les autres enfants reçurent leur part en argent ou en propriétés bâties. Jean Moretus, qui avait été considérablement favorisé par un prélegs, renonça à une bonne partie des avantages que ses beaux-parents lui avaient accordés. Dans les dernières années de sa vie, Plantin avait réussi à éteindre toutes ses dettes et la fortune qu'il laissa à ses héritiers était considérable ; elle représentait, en monnaie de notre temps, une somme de 1,200,000 francs, consistant pour les deux tiers en livres et pour le reste en matériel d'imprimerie et en immeubles. Parmi ces derniers, la première place appartenait à la vaste maison qu'occupait, au Marché-du-Vendredi, à Anvers, l'officine plantinienne. Jean Moretus en hérita avec tout ce qu'elle renfermait en matériel et en œuvres d'art. Elle passa à ses héritiers qui, pendant près de trois siècles, par respect pour la mémoire de leur illustre aïeul, la conservèrent intégralement et la transmirent de génération en génération. Certains d'entre eux, et spécialement Balthasar Moretus, le petit-fils du fondateur, l'enrichirent encore et en firent le monument, moitié palais, moitié atelier, qui existe toujours. Vendue en 1876 à la ville d'Anvers, la maison de Plantin, avec son admirable matériel typographique, ses trésors artistiques, sa riche bibliothèque, est devenue le Musée Plantin-Moretus, la seule maison industrielle que les siècles passés nous ont léguée, et qui méritait bien d'être conservée telle que son fondateur l'a établie et telle que ses descendants l'ont complétée.

Plantin était digne de la vénération que les Moretus lui ont témoignée et de notre admiration non moins vive. Les entreprises qu'il a menées à bonne fin sont énormes, les qualités dont il a fait preuve sont exceptionnelles, l'influence qu'il a exercée est multiple et bienfaisante. Nous avons rappelé à larges traits ses travaux, nous avons dit dans quelles circonstances néfastes il les accomplit, en un pays où il était arrivé inconnu à tous, par la seule force de son travail et de sa constance, comme il le proclama lui-même, et, ajoutons-le, grâce à sa haute intelligence. Il avait fait des études élémentaires et, dans ses jeunes années, il avait pris goût à la poésie; dans les premiers temps qu'il dirigeait son imprimerie, il composa quelques pièces de vers habilement tournées; il écrivait le latin et connaissait encore, outre sa langue maternelle, le flamand et l'espagnol. Il avait le goût des arts et s'attacha à orner ses livres d'admirables lettrines de toutes dimensions, de frontispices, de vignettes et de gravures sur bois ou sur cuivre du meilleur goût. Nul imprimeur de son époque n'illustra aussi richement ses publications. Ses nombreuses éditions des *Emblèmes* de Sambucus, d'Adrien Junius, d'Alciat, ses fables de Faërne, ses récits de voyages, ses abondantes publications de botanique, avec leurs milliers de figures de plantes, les superbes illustrations de ses *Missels* et *Bréviaires* et tant d'autres livres ornés de gravures sur bois témoignent de son goût artistique. Il ne fut pas moins prodigue de gravures sur cuivre pour l'ornementation de ses livres. La *Magnifique et Sumptueuse Pompe Funèbre de Charles-Quint*, les *Icones veterum aliquot ac recentium medicorum philosophorum* que de Sambucus, l'*Entrée du duc d'Alençon*, les *Humanæ salutis Monumenta*, la Bible latine de 1583, les cartes géographiques, les plans de villes, les portraits des souverains répandus dans ses éditions sont là pour l'attester. Il dirigeait toute une pléiade d'artistes, faisant dessiner ses frontispices par Godtfroid Ballain, de Paris, par Crispin Van den Broeck, par Luc d'Heere, par

Martin De Vos, par Pierre Huys et par Pierre Vander Borch; il les fit graver, par ce dernier, par Arnold Nicolai, Antoine van Leest, Gérard Janssen de Kampen, Corneille Muller, Guillaume van Parys, les frères Wierix, Abraham Debruyn, Jean Sadeler, Pierre Van der Heyden, par d'autres encore.

Plus grande et plus efficace fut son influence sur le mouvement scientifique de son époque. Nous avons rappelé ce qu'il fit pour la lexicographie néerlandaise; lors de l'impression de la Bible royale, sa maison fut le lieu de réunion et de travail des orientalistes les plus célèbres de l'Europe. Pendant de longues années, elle fut le centre d'où sortirent les ouvrages les plus remarquables sur la botanique, la jurisprudence, la géographie, l'histoire; ses collaborateurs habituels et ses correcteurs furent des savants distingués; ils s'appelaient Corneille Kiel, Théodore Poelman, Victor Giselinus, Jacques Grévin, et portaient des noms moins généralement connus; son ami intime était Juste Lipse, dont il imprimait les livres et qui possédait sa chambre dans l'officine.

Ses relations s'étendaient par toute l'Europe. Il fréquenta régulièrement les foires de Francfort où s'y fit représenter par son gendre Jean Moretus; il avait un dépôt dans cette ville et fonda une succursale à Paris d'abord, à Leyde ensuite. Il avait un agent en Espagne; il était en rapports suivis avec les principaux libraires de tous les pays. L'importance de son établissement dépassa beaucoup celle des plus fameuses imprimeries de son siècle: en 1575, au temps de sa plus grande activité, 75 ouvriers sont occupés dans son officine et le nombre total de ceux qu'il emploie se monte à 160. Des imprimeurs d'Anvers et de Louvain travaillaient pour lui; il tirait la plupart de ses papiers de France; il achetait ses poinçons et ses matrices en France et à Gand. A partir de 1563, une fonderie de caractères est établie dans son officine. Il fit dessiner et graver sur bois, par les meilleurs artistes du pays, les nombreuses séries de ses admirables alphabets historiés.

Une des faces les plus curieuses de la vie de Plantin est fournie par ses évolutions religieuses et par ses relations avec l'église catholique et les sectes de son époque. Pendant son séjour à Caen, il fut probablement en relations avec les Réformés dont son patron, Robert Macé, faisait partie. Nous avons vu qu'en 1562 il fut soupçonné d'hétérodoxie; en 1567, son nom figure sur la liste des Calvinistes dressée par l'agent espagnol Francisco Pays. Mais ce qui, de son vivant, a toujours été ignoré par les autorités ecclésiastiques et temporelles avec lesquelles il était en relations, c'est qu'il s'était affilié, dans le cours des premières années de son séjour à Anvers, à l'une des sectes anabaptistes qui pullulaient alors dans nos contrées. Cette secte s'appelait la Famille de la Charité (*Het Huis van Liefde*) et avait pour fondateur et chef Henri Niclaes, qui était né à Munster, vint s'établir à Amsterdam et visita fréquemment Anvers pour propager ses idées. Le chef de la nouvelle église publia clandestinement de nombreux ouvrages, qu'il fit imprimer d'abord à Emden. Plus tard, Plantin travailla pour lui et de ses presses sortit *Den Spiegel der Gherechtigheit*, qui formait, pour ainsi dire, le livre sacré de la secte.

Dans la suite, une scission se produisit dans la Famille de la Charité et une partie des adhérents d'Henri Niclaes quitta le père de la secte pour former une chapelle dissidente dirigée par Henri Janssens, qui se faisait appeler Barrefelt, du nom de son village natal et signait ses livres du nom hébreu de Hiël. Barrefelt appelait ses adhérents de *Lief-hebbers der Waerheyt*, *deur den wtroloedt van den Gheest des eenwoesighen Levens* (Les Amis de la Vérité par l'effluence de l'Esprit de la Vie identifiée). Plantin suivit Barrefelt; il devint et resta jusqu'à la fin de sa vie un de ses fidèles et imprima ses principaux ouvrages : *Het Boeck der Ghetuygenissen vanden Verborghen Acker-Schat* et les *Sendt-brieven*, et fut pendant de longues années en correspondance avec lui. Les lettres de Barrefelt à Plantin se sont

conservées; elles ont été retrouvées par nous dans le tiroir secret d'un ancien meuble de la maison de Plantin.

Henri Niclaes et Barrefelt étaient des illuminés; le premier s'était improvisé élu du Seigneur pour fonder une nouvelle église dont il se proclama le chef suprême. Le second était un homme simple, ruminant dans son esprit exalté des idées confuses de perfection morale et de bonheur universel. Pour tous les deux, le culte extérieur n'avait aucune valeur; c'était un vain symbole que l'on pouvait adopter ou rejeter sans aucun inconvénient et sans renier ses convictions intimes. Le fond de la doctrine était la charité universelle par l'anéantissement de tout égoïsme, par l'abnégation la plus complète, par le dévouement absolu à ses semblables. Tous deux reconnaissaient la communication directe de l'homme avec la divinité, qui dictait à l'individu les points de sa croyance et les préceptes de sa vie. Barrefelt surtout appuyait sur ce point de la doctrine et proclamait l'identification avec le Christ comme l'état de perfection que l'homme devait atteindre. Ni l'un ni l'autre ne sont parvenus à formuler leur doctrine en formes claires et en termes intelligibles; leurs livres forment la phraséologie la plus nébuleuse et les exposés les plus incohérents que l'on puisse s'imaginer.

On peut se demander comment un esprit aussi lucide que l'était Plantin, un homme ayant à lutter contre les difficultés de la vie réelle et les ayant surmontées par son grand sens pratique, pouvait prêter l'oreille aux divagations des sectaires dont il embrassa la doctrine et imprima les livres. Il faut bien, pour se l'expliquer, admettre que cet homme si positif était doublé d'un rêveur mystique, aspirant à une perfection imaginaire. A plus forte raison peut-on s'étonner qu'il ait pu concilier sa conduite de catholique fervent avec son adhésion aux chapelles hétérodoxes. Il était le favori des sommités de l'église romaine : le cardinal de Granvelle, les abbés, les évêques belges; Philippe II l'avait protégé et soutenu dans ses travaux; le pape lui avait accordé des

privilèges précieux et les censeurs ecclésiastiques ne tarissaient pas en éloges de ses mérites et vertus. Non seulement il avait publié les livres liturgiques et les Bibles, mais encore les Index des livres prohibés. Bien plus : Philippe II l'avait honoré du titre de prototypographe et de surintendant sur le fait de l'imprimerie. En cette qualité, il était tenu d'examiner, au point de vue de leur habileté technique et de la pureté de la foi, ses confrères qui sollicitaient la maîtrise. Plantin accepta ce poste de confiance et l'exerça pendant plusieurs années. Et ce gardien de la pure orthodoxie, cet homme de confiance des inquisiteurs était l'ami intime de deux hérésiaques, leur adhérent dévoué, l'imprimeur de leurs livres, le propagateur de leurs idées ! Cependant, pour juger Plantin et son état d'âme, il faut tenir compte que les sectes anabaptistes auxquelles il était affilié se désintéressaient des dogmes, qu'elles exhortaient leurs disciples à rester dans leurs églises respectives. Elles ne se souciaient point du culte extérieur et voulaient former une famille de gens paisibles, s'aimant les uns les autres, se sacrifiant pour le prochain, renonçant aux biens matériels et à leur personnalité pour s'unir avec le Christ et vivre en lui ; leur doctrine était plus sociale que religieuse. Il faut croire que Plantin l'envisageait comme telle et qu'il fut un de ces dissidents que, de son temps, on appelait « libertins » et qui cherchaient la perfection morale en dehors des églises établies.

Bien des fois et à diverses époques de sa vie, son orthodoxie fut suspectée ; il eut à se défendre en 1568 et en 1585, mais en ces années, comme en 1562, il parvint à dépister les soupçons éveillés. Il vécut et mourut en odeur de parfaite orthodoxie.

Max Rooses.

Archives du Musée Plantin-Moretus. — Max Rooses, *Christophe Plantin-Moretus, imprimeur anversois*. — Id., *La correspondance de Christophe Plantin*. 2 vol. parus. — Id., *Les Rimes de Plantin*. — C. Ruelens et A. de Backer, *Annales plantiniennes*.

PLAUL (Pierre). Voir **PLAYOUL**.

* **PLAS** (*Pierre VANDE*), peintre, né dans les provinces septentrionales des Pays-Bas, mort à Bruxelles entre 1647 et 1661. L'artiste est renseigné par Corn. de Bie en termes élogieux. Il aurait, selon cet auteur, donné des preuves multiples de son mérite à Bruxelles et dans d'autres villes. Né en Hollande, assure le même historien, il finit ses jours à Bruxelles. C'est au musée de la capitale que se trouve l'unique échantillon de son pinceau connu jusqu'à ce jour. Dans une toile assez vaste, autour de la Vierge et de l'enfant Jésus, sont groupés, au nombre de dix, les doyens ou les syndics d'une corporation de métier, figures de grandeur naturelle. La signature *P. v. Plas* et la date, 1647, figurent au bas de ce morceau d'incontestable valeur picturale. Le catalogue officiel ajoute qu'une seconde production du même peintre est renseignée par les inventaires. Elle représentait, comme la précédente, un tableau de confrérie, mais est demeurée introuvable. Le tableau de la Vierge justifie les éloges de de Bie. Les portraits des doyens donnent une idée fort avantageuse du talent de leur auteur. Les têtes sont vivantes, bien construites, pleines de caractère et, en outre, d'individualité remarquable. Il y a moins de bien à dire de la figure de la Vierge.

D'après le catalogue, encore, Vande Plas serait né à Bruxelles vers 1595 ; il y aurait été admis à la gilde des peintres en 1610, comme élève de Ferdinand de Berdt et ensuite comme maître, en 1619. « Par ces indications certaines », ajoute Mr Ed. Fétis, « nous sommes fixés sur le lieu et l'époque de naissance de Vande Plas ainsi que sur l'orthographe de son nom. Nous voyons qu'il n'y a aucun rapport entre Vanden Plas de Bruxelles et les Vander Plas ou Plass de Hollande ». Cette dernière assertion est entièrement conforme à la vérité. Le livre des peintres de Bruxelles renseigne, en effet, François Vanden Plas, fils de Josse, alors que de Bie, en mesure d'être bien renseigné, nous parle de *Pierre Vande Plas*, et que la toile même du Musée de Bruxelles porte, nous

l'avons dit, la signature P. V. Plas.

Nous ajoutons que ni Mensaert, dans le *Peintre amateur et curieux*, ni J.-B. Descamps, dans le *Voyage pittoresque*, où sont relevées toutes les œuvres d'art existant à Bruxelles au milieu du XVIII^e siècle, ne signalent la moindre peinture de Plas. Il nous faut donc, jusqu'à preuve contraire, envisager l'artiste comme né en Hollande. A Harlem, dit Balkema. Ceci encore est pure hypothèse, attendu que M. Vander Willigen, dans ses *Artistes de Harlem*, livre excellent et consciencieux, ne renseigne pas un seul maître du nom. D. van Plaes, le peintre hollandais, né en 1647 et mort en 1704, était de l'école d'Amsterdam.

Henri Hymans.

PLASSCHAERT (*Jean-Baptiste-Joseph-Ghislain*), homme politique et publiciste, né à Bruxelles, le 21 mai 1769 (et non 1760, ni 1761), mort à Louvain, le 19 mai 1821. Fils d'un conseiller au Conseil souverain du Brabant, il fit de brillantes études au collège royal de Bruxelles, entra, tout jeune encore, au Conseil en qualité d'auditeur, et fit partie, en 1792-1793, de la junte administrative chargée d'organiser les provinces momentanément abandonnées par les Français. Ceux-ci revenus dans les Pays-Bas, Plasschaert démissionna et resta quelque temps éloigné de la vie publique, occupant ses loisirs à des travaux littéraires. En 1801, nommé conseiller de préfecture par les soins de Doucet de Pontécoulant, il apporta tant de zèle dans l'accomplissement de ses fonctions que c'est à lui que le préfet de la Dyle, pendant une absence prolongée, confia la direction des affaires. En 1806, il fut désigné pour faire partie de la garde d'honneur organisée à ce moment, et à ce titre, il séjourna pendant quelque temps en Hollande. Revenu à Bruxelles, il fut nommé député au Corps législatif, et peu après, maire de de Louvain, fonctions qu'il conserva jusqu'à l'entrée en Belgique des troupes alliées et qui faillirent lui coûter la vie. Des hussards prussiens, poussant une

pointe audacieuse jusque Louvain, avaient fait irruption en ville et s'étaient saisis de la personne du maire; la lie de la population s'était jointe à eux et l'on s'apprêtait à faire un mauvais parti à Plasschaert, quand celui-ci fit à tout hasard un signe maçonnique à l'officier commandant le détachement; l'officier l'aperçut, se porta à son secours et le dégagea. (Ce curieux épisode fait l'objet d'une gravure dans les *Annales maçonniques des Pays-Bas*; voir ci-dessous.) Rentré une seconde fois dans la vie privée, Plasschaert n'en continua pas moins à s'intéresser activement aux affaires publiques, et à défendre ses idées par des pamphlets, des chansons et des poésies. On connaît de lui, notamment, deux écrits qui firent quelque bruit : *Esquisse historique sur les langues, considérées dans leurs rapports avec la civilisation et la liberté des peuples*, par un Belge (Brux., Demat, 1817; in-8°) et *Essai sur la noblesse, les titres et la féodalité* (Ibid., 1818; in-8°).

La première de ces publications, combattant l'imposition du néerlandais comme langue officielle en Belgique, démontrait l'importance et les droits historiques de la langue française dans nos provinces et l'impossibilité d'imposer à tous un idiome inconnu à une grande partie de la nation; la seconde s'élevait contre la restauration, réclamée à ce moment par des pamphlets anonymes, de certains privilèges de la noblesse abolis par la Révolution; l'auteur y fait l'historique de la noblesse et de la féodalité, montre que les grands cataclysmes sociaux sont dus moins aux inégalités sociales inévitables qu'à l'injustice des prérogatives seigneuriales. Les deux opuscules, malgré leur tournure emphatique et l'abondance des citations classiques dans le goût de l'époque, sont d'un style alerte et dénotent un bon sens peu commun, relevé d'une pointe d'humour. Plasschaert rédigea, en outre, une longue *Pétition de plusieurs propriétaires du Brabant méridional, arrondissement de Louvain, aux Etats généraux*, protestant contre un projet de loi qui étendrait le

droit de chasse aux propriétés privées. Enfin, tous les indices permettent de lui attribuer la paternité d'un autre écrit anonyme, une étude assez développée sur le droit de chasse, intitulée : *Examen impartial de plusieurs questions de droit public, qui ont été ou qui doivent être agitées dans la deuxième Chambre des Etats généraux du Royaume-Uni des Pays-Bas* (Bruxelles, Démat, 1818 ; in-8°). La laborieuse retraite de Plasschaert n'était cependant pas définitive. En 1818, il est nommé membre de la deuxième Chambre des Etats généraux où il prend place dans l'opposition constitutionnelle, se signalant par son esprit libéral, sagement progressiste et démocratique. Il combattit avec succès les mutations arbitraires modifiant les circonscriptions administratives du royaume, la peine de mort édictée contre les falsificateurs des passeports, vota la revision du code pénal militaire et la suppression de la traite, tout en demandant, dans ce dernier cas, des mesures transitoires qui lui paraissaient imposées par les multiples intérêts liés à cette pratique séculaire. Il démissionna, pour cause de santé, quelques mois avant sa mort. Assez fortuné, très lettré et épris de l'antique, il s'était fait aménager, à Wespelaer, une campagne qu'il avait peuplée de souvenirs classiques, de bustes des poètes et des philosophes de l'antiquité, avec une île qu'il appelait *l'Élysée*, etc. (1). La poésie et la littérature y occupaient tous ses loisirs. Il produisit un grand nombre de poésies et de chansons, dont quelques-unes seulement furent publiées, notamment un apologue intitulé : *Le vieux baron et le jeune chevalier*, paraphrasant ses idées sur l'évolution nécessaire de la noblesse, formulées dans la brochure citée plus haut. Par de nombreux traits, Plasschaert s'affirme comme un des pre-

miers précurseurs de la révolution belge de 1830.

L'Empire l'avait fait chevalier de la Légion d'honneur.

E. Closson.

Van Hulst, *Vies de quelques Belges* (Liège, 1841), p. 143-199. — *Biographie générale des Belges*, p. 166. — *Galerie historique des contemporains* (Bruxelles, 1819), t. VII, p. 438. — A.-J. Vander Aa, *Biographisch woordenboek der Nederlanden*, t. XV, p. 357. — Hoefer, *Nouvelle biographie générale*, t. XL, col. 415. — *Dictionnaire universel et classique d'histoire et de géographie* (Bruxelles, 1854), t. III, p. 846. — Oeltinger, *Bibliographie biographique*, t. II, col. 1445. — *Algemeene konst- en letter-bode*, 1821, t. I, p. 387. — Picard et Larcier, *Bibliographie générale*, p. 613. — *Annales chronologiques, littéraires et historiques de la Maçonnerie aux Pays-Bas*, t. II, p. 8-9. — Stuart, *Jaarboeken van het koninkrijk der Nederlanden*, année 1821. — *Promenade au parc de Wespelaer*, par A. G. B. S..... (Schayes) (Louvain, s. d.).

PLATEA DE SENZEILLE (Jean DE)

ou DE LA RUE, historien, né à Liège, dans la première moitié du xve siècle, mort dans la même ville, en 1490. Après avoir perdu sa femme, Barbe de Fanchon, de Huy, il entra dans les ordres, obtint une prébende à Saint-Jean-l'Évangéliste, puis le décanat, et devint finalement, en 1484 ou 1485, secrétaire de l'évêque Jean de Hornes. C'était, dit Louis Abry, un homme d'intrigue et très versé dans les affaires de Liège. Il mit un grand zèle à rechercher les documents historiques et juridiques qui avaient échappé au grand incendie de 1468 ; au xviii^e siècle, on possédait encore les copies qu'il en avait conservées. Une collection manuscrite de ces documents, portant en tête une note de sa main attestant qu'il en était l'auteur ou du moins qu'il l'avait formée, faisait partie de la bibliothèque du baron de Crassier. On en est parti, semble-t-il, pour lui attribuer la rédaction du *Pawillart*, recueil des décisions du tribunal des échevins de l'ancienne principauté épiscopale, qui s'arrête à l'année 1357 et y avait force de loi, avant la publication du *Recueil des édits* de Louvrex ; mais, comme le disent Raikem et Polain, dans l'édition qu'ils nous ont donnée de cet ancien code coutumier, tout porte à croire que la rédaction du *Pawillart* est due aux clercs-secrétaires des éche-

(1) C'est la propriété connue depuis sous le nom de « parc de Wespelaer ». De Plasschaert, elle passe par alliance à la famille de Marnef, puis à Mr Willems, sénateur, enfin au vicomte de Spoelbergh. L'ancien château a été remplacé par une construction moderne ; les bustes, œuvres de Godecharle, ont été cédés au gouvernement et se trouvent actuellement au Musée royal de peinture et de sculpture à Bruxelles.

vins de Liège et qu'elle a été commencée à la fin du XIII^e siècle.

Une phrase amphibologique du *Recueil héraldique* de Loyens a également induit en erreur, au sujet de Platea, l'auteur des *Mémoires pour servir à l'histoire littéraire des Pays-Bas*. Paquot attribue au gendre les travaux du beau-père. Le gendre dont il s'agit est Onufride de Cellier, de Celliers ou de Celles, surnommé *Cockroule*, du nom de sa mère, Marie Cockroule, fille de Gérard, dit de *Sporon*. Onufride fut échevin de Liège et deux fois bourgmestre, en 1523 et en 1528; il mourut en 1539 et fut enterré à Notre-Dame aux Fonts; l'inscription de son tombeau le qualifiait de *vaillant homme*.

Fred. Alvin.

Loyens, *Recueil héraldique*, p. 247. — Paquot, *Mémoires pour servir à l'histoire littéraire des Pays-Bas*, in-fol., t. II, et in-8°, t. X. — L. Abry, *Les hommes illustres de la nation liégeoise*, éd. H. Helbig et S. Bormans (Liège, 1867; in-8°), p. 27. — Becdelievre, *Biographie liégeoise*. — Delvenne, *Biographie du royaume des Pays-Bas*. — Piron, *Levensbeschryvingen*.

PLATEA (*Jean DE*), écrivain ecclésiastique. Voir STRAETEN (*Jean VANDER*).

PLATEANUS (*Pierre*), pédagogue, né dans le pays de Liège à la fin du xve siècle, décédé à Aschersleben, le 27 janvier 1551. Ses parents étaient pauvres. Il commença ses études à Liège, chez les Hiéronymites (sans doute sous Macropedius), fit peut-être une courte apparition à Louvain, au collège des Trois-Langues, et partit pour l'Allemagne en 1524. Il se convertit probablement au protestantisme à cette époque et ne rentra plus jamais dans son pays. Il fréquenta pendant un an les cours de l'université de Wittenberg, puis fut nommé, sur la recommandation de Melanchthon, directeur de l'école de Joachimsthal (Erzgebirge). Ce fut en cette ville qu'il se lia d'une amitié très étroite avec le célèbre Georges Agricola, le père de la minéralogie. Ce savant avait préparé de longue main un traité *De re metallica*, qu'il ne pouvait se décider à publier, par modestie. Plateanus prit sur lui de le faire paraître à l'insu de

son auteur et l'ouvrage eut le plus grand succès (*G. Agricola Bernannus*, etc., 1528). On y voit (p. 109) que l'éditeur avait connu à Liège les houillères : *Carbones λιθώδεις qui in agro Leodiensi fodiuntur satis graves*. En 1528, Plateanus épousa Madeleine Lochmann, dont il eut quatre fils et une fille : le premier-né, Théodore (1530-1608), fut un homme très distingué qui devint conseiller à Wittenberg. En automne 1531, Plateanus partit pour Marbourg où il s'adonna à l'étude de la médecine qui l'avait toujours vivement attiré. Il s'attacha surtout, semble-t-il, à la partie philosophique de cette science; car, ayant pris, en 1533, le grade de maître ès arts, il fut nommé peu après professeur de rhétorique et d'éthique à l'université de Marbourg. Toutefois, il n'y resta pas longtemps et rentra en Saxe pour s'y fixer définitivement. Le 5 mai 1535, il prit la direction du collège de Zwickau, poste important dans lequel il avait été précédé par une réputation de pédagogue consommé. On le vit bien durant les onze années de son activité au gymnase de Zwickau. Il porta l'établissement à un haut degré de prospérité : le nombre des élèves qui le fréquentèrent fut de cinq cents en 1538 et de huit cents en 1544. Les locaux s'étant trouvés trop restreints, le magistrat mit à la disposition du recteur, en 1542, l'ancienne abbaye cistercienne de Grünhain.

Plateanus fut un éducateur hors ligne et les mesures qu'il prit pour perfectionner les méthodes d'enseignement lui assurèrent à jamais une place distinguée dans l'histoire de la pédagogie allemande. Ses règlements scolaires, conservés à la bibliothèque de Zwickau, sont largement inspirés de l'esprit qui régnait dans les écoles des frères de la vie commune. Les classes, au nombre de huit, étaient divisées en décarchies, à la tête desquelles se trouvait un jeune décarche, secondé par deux pentarches. Ce fut Plateanus qui mit à la mode l'usage des examens publics semestriels, qui ont été, depuis, si en honneur dans les établissements d'instruction en Allemagne (*Prüfungen*). Il consacra tout son temps à la

direction de son collège et écrivit peu. On n'a de lui qu'une grammaire latine élémentaire en deux livres, dont le premier parut à Leipzig en 1544 et le second en 1543 : *Libri II introductionis grammaticæ latinæ*.

Plateanus jouissait de la considération générale et des faveurs de l'édilité, quand l'issue de la guerre de Schmalkalde le força de résigner ses fonctions. Il abandonna son rectorat le 29 septembre 1546 et quitta Zwickau peu après la prise de la ville par le duc Maurice de Saxe, le 6 novembre 1546. En août 1547, il fut nommé pasteur et surintendant à Aschersleben. Ce fut dans cette localité qu'il mourut, le 27 janvier 1551.

Alphonse Roersch.

Ern.-Em. Fabian, *M. Petrus Plateanus*, programme du gymnase de Zwickau, 1878 (Zwickau, R. Zückler; 33 p. in-4°. Notice renfermant les règlements scolaires de Plateanus). — O. Kaemmel, dans l'*Allg. Deutsche Biographie*, t. XXVI, p. 241-243.

PLATEAU (*Antoine*), peintre de fleurs et d'ornements, né à Tournai le 19 janvier 1759, mort dans cette ville le 19 avril 1815. Son père, maître repousseur, ou fabricant de pièces d'argenterie au repoussé, dirigea l'éducation de ses enfants vers les métiers d'art, dans lesquels plusieurs d'entre eux se distinguèrent : tels furent notamment Denis et Nicolas, tous deux graveurs de mérite, et Jean-Baptiste, qui fut dessinateur à la célèbre manufacture de tapis de Tournai, et à qui l'on doit la composition du tapis qui recouvrait les marches du trône de Napoléon I^{er} à la cérémonie du sacre. Il peignait aussi à l'aquarelle et contribua pour une bonne part à la reproduction des tableaux du Vatican, dont les copies ont été publiées par J.-C. de Meulemeester, de Bruges. Antoine Plateau fut envoyé par son père, en 1779, à l'Académie de peinture d'Anvers, où il obtint certaines distinctions, puis à Paris, où il suivit les cours de Gérard van Spaendonck, peintre hollandais, attaché au Museum d'histoire naturelle (jardin des plantes) et qui excellait dans la peinture des fruits et des fleurs. Plateau fut un de ses meilleurs élèves, et comme son maître, il

sut rendre les fleurs avec une légèreté de touche et une transparence remarquables. Après son retour en Belgique, il épousa successivement A.-J. Belin (1792) et M.-C. Thirion (1801). Cette dernière lui donna quatre enfants parmi lesquels Ferdinand Plateau, qui se rendit célèbre par ses travaux sur la physique (voir l'article suivant).

Les œuvres d'Antoine Plateau consistent généralement en peintures décoratives, dont les plus célèbres ornaient le château du baron Walkiers à Laeken et le château de Marche-les-Dames, au prince d'Arenberg. On lui doit aussi des peintures, à l'ancien hôtel du marquis d'Ennetières (aujourd'hui M^r Duquesne) à Tournai, et dans des hôtels de plusieurs villes de notre pays. Ce sont des plafonds décorés de guirlandes de fleurs et d'oiseaux, des dessus de portes, des médaillons appliqués sur portes et panneaux, des branches de feuillages et de fleurs, appliquées parfois directement sur le marbre blanc des cheminées et des socles.

Plateau a laissé peu de tableaux de chevalet, et encore ceux-ci sont-ils conservés dans sa famille. Il entreprit, en 1813, un voyage d'étude au cours duquel il visita quelques grandes villes de l'est de la France, notamment Strasbourg et Lyon, puis les bords du Rhin, et en particulier, Cologne. Il mourut peu de temps après son retour (19 avril 1815), dans toute la maturité de son talent.

E.-J. Soil.

Balkema, *Biographie des peintres flamands*. — Archives de Tournai, fonds Desmazières. — Siret, *Dictionnaire historique des peintres*.

PLATEAU (*Joseph-Antoine-Ferdinand*), physicien, mathématicien et professeur, né à Bruxelles, le 14 octobre 1801, et décédé à Gand, le 15 septembre 1883. Dès ses premières années, il montra un penchant marqué pour les expériences de physique et pour le dessin. A l'âge de seize ans, il commença ses études moyennes à l'athénée de Bruxelles, et bien qu'il eût sauté plusieurs classes, son zèle et son intelligence le firent remarquer et ses progrès furent

rapides; son ardeur au travail appela sur lui l'attention de Quetelet qui devinant en Plateau une nature d'élite lui voua une inaltérable amitié. En 1822, Plateau était inscrit à l'université de Liège comme étudiant en philosophie et lettres; dès l'année suivante, il subit avec succès l'examen de la candidature en lettres et il entra dans la faculté de droit.

Un jour qu'il avait assisté, par hasard comme simple curieux, à une séance du cours de chimie, il sentit s'éveiller en lui un goût irrésistible pour les sciences d'observation, et il prit courageusement la résolution de faire marcher de front l'étude du droit avec celle des sciences. La persévérance qu'il mit dans ses études favorites fut telle que, trois mois après avoir obtenu le diplôme de candidat en droit, il conquit également celui de candidat en sciences physiques et mathématiques (26 octobre 1824).

Pressé par les besoins impérieux de la vie (il était devenu orphelin dès l'âge de quatorze ans), il accepta une place de professeur pour les mathématiques élémentaires à l'athénée de Liège; mais il continua à mener de front ses leçons officielles et ses études universitaires. Enfin, en 1829, il obtint le diplôme de docteur en sciences physiques et mathématiques.

Plateau avait présenté, comme thèse inaugurale, une dissertation sur *Quelques propriétés des impressions produites par la lumière sur l'organe de la vue*. Ce travail remarquable fit pressentir ce que la science pouvait attendre du jeune savant; il attira surtout l'attention des physiciens par la clarté de l'exposition, la rigueur du raisonnement et l'originalité des expériences; ces dernières établissaient nettement plusieurs propositions importantes: 1^o une impression quelconque exige un temps appréciable pour sa formation complète, de même que pour son entière disparition; 2^o lorsqu'une impression s'efface, la marche de son décroissement est d'autant moins rapide que l'impression est plus près de sa fin; 3^o la durée totale des impressions, depuis l'instant où elles ont acquis toute

leur force jusqu'à celui où elles ne sont plus qu'à peine sensibles, est à peu près égale à un tiers de seconde. Plateau expliquait ainsi une foule d'illusions; par exemple, pourquoi la chute de la pluie ou de la neige offre-t-elle l'aspect d'une série de droites parallèles et non de corps arrondis ou anguleux qui tombent? Pourquoi les roues des voitures qui se meuvent rapidement semblent-elles avoir perdu leurs rayons, tandis que les objets placés de l'autre côté se voient comme à travers une gaze légère? Pourquoi une corde vibrante offre-t-elle la forme d'un fuseau aplati? D'où vient la longue trainée lumineuse que laissent derrière eux les météores ignés? etc. Enfin, à propos d'une illusion d'optique expliquée en 1825 par Roget, Plateau décrivait une série de faits curieux et nouveaux qu'il rattachait tous à la persistance des impressions sur la rétine. Le mémoire se terminait par une étude intéressante sur l'action mutuelle de deux impressions lumineuses.

La même année, un accident malheureux vint compromettre l'avenir du jeune physicien; ayant fait l'expérience de regarder le soleil pendant plus de vingt-cinq secondes, il resta aveuglé plusieurs jours et pendant quelque temps ses yeux furent irrités et injectés; enfin sa vue revint partiellement.

En 1830, l'intérêt de sa santé mit Plateau dans la nécessité de se démettre de ses fonctions à l'athénée de Liège, et il retourna à Bruxelles où, peu de temps après, se sentant suffisamment rétabli, il accepta une place de professeur à l'institut Gaggia, qui était alors un des plus importants établissements d'instruction de la Belgique. Il profita de ses loisirs pour continuer ses expériences d'optique. En 1835, Quetelet engagea Plateau à solliciter la chaire de physique expérimentale devenue vacante à l'université de Gand; sa demande fut accueillie favorablement par le gouvernement et il fut officiellement chargé de l'enseignement de la physique; neuf ans après, il était nommé professeur ordinaire.

En 1841, donc à l'âge de quarante

ans, il avait ressenti les premières atteintes d'une inflammation sérieuse de la choroïde; en 1843, elle eut pour conséquence fatale une cécité complète résultant de la passion irrésistible qui portait Plateau vers les recherches sur les sensations visuelles. Cette cruelle infirmité ne clôtura cependant pas sa carrière scientifique; grâce au dévouement de plusieurs collaborateurs, il put continuer jusqu'à la fin de sa vie des recherches qui le conduisirent à de nouvelles et nombreuses découvertes importantes dans le domaine de la physique. Il avait été l'initiateur dans une branche de la physiologie optique; devenu aveugle, il créa tout un domaine de la physique expérimentale; travailleur précoce, passionné et infatigable, il ne cessa jamais, pendant sa longue existence, de s'appliquer à l'étude des phénomènes de la nature. En 1883, l'année même de sa mort, son gendre et dévoué collaborateur, M^r G. Vander Mensbrughe, présenta encore à l'Académie de Belgique (*Bull.*, 3^e série, t. VI, p. 484) deux œuvres posthumes: l'une intitulée *Sur l'observation des mouvements très rapides, spécialement lorsqu'ils sont périodiques*; l'autre consacrée à *Quelques expériences sur les lames liquides minces* (*ibid.*, p. 704). Le caractère saillant de Plateau était l'ingéniosité avec laquelle il savait concevoir et disposer les procédés expérimentaux, les multiplier, les varier à l'infini, et cela en se servant des moyens les plus ordinaires et les plus simples, à la portée de tout le monde.

Passons maintenant en revue les principaux travaux de l'illustre savant.

Plateau venait à peine de subir l'examen de la candidature en sciences que la *Correspondance mathématique et physique* de Quetelet publiait de lui, en 1828 (t. IV, p. 52), un article *Sur les sensations produites dans l'œil par les différentes couleurs*; il démontrait que, pour la plupart des couleurs, il existe une teinte intermédiaire entre le pâle et le foncé qui produit, dans un mélange, le maximum d'influence. La même année paraissait, dans cette publication (t. IV, p. 393), un mémoire *Sur les apparences*

que présentent deux lignes qui tournent autour d'un point avec un mouvement angulaire uniforme; il obtenait ainsi un moyen ingénieux et tout à fait nouveau d'offrir à l'œil le spectacle des courbes les plus variées; sa méthode fit connaître une génération nouvelle de la focale, courbe qui est le spectre résultant du mouvement de deux lignes droites brillantes et tournant avec des vitesses de même sens, mais l'une double de l'autre. Plateau, qui avait le génie de la représentation exacte des phénomènes, fit construire un appareil à l'aide duquel il pouvait produire aisément les images fixes des lignes résultantes, et, d'après ses propres expressions, « se » réjouir de voir les courbes se dessiner « dans l'air ».

En 1830 (t. VI, p. 121), il développe davantage la théorie précédente: il explique le moyen de faire changer le spectre résultant par degrés insensibles, et de faire assister au passage d'une courbe à une autre qui n'offre souvent avec la première aucune ressemblance; mais son génie inventif va plus loin encore: il se donne la forme de l'image fixe et celle de l'une des lignes mobiles, puis il détermine la nature de l'autre ligne par une construction géométrique très simple. Ces expériences eurent pour conséquence un nouveau genre d'illusions optiques; en partant d'une expérience de Faraday, consistant à obtenir une image parfaitement immobile d'un disque en mouvement, il développe le système du physicien anglais, ce qui l'amène à l'invention d'un instrument nommé *phénakistoscope*; mais Plateau donna à un constructeur de Londres des indications pour la confection d'un appareil plus parfait qui s'est vendu longtemps sous le nom de *fantascope*. Plus tard, on imagina des instruments du même genre, servant d'amusement, et fondés absolument sur le même principe. Cette année encore (t. VI, p. 70), Plateau prouve la mesure de sa puissance d'investigation en analyse, par une note concernant l'action qu'exerce, sur une aiguille aimantée, un barreau aimanté tournant dans un plan et paral-

lèlement au-dessous de l'aiguille. Suivant une croyance populaire, le tombeau de Mahomet serait suspendu en l'air par l'action de forts aimants; Plateau se demanda si, en principe du moins, la chose était impossible, et si l'on ne pourrait soutenir en l'air une aiguille aimantée sans aucun point d'appui et à l'état d'équilibre stable, par l'action de barreaux aimantés convenablement disposés. En 1864, il reprenait la question (*Mémoires de l'Académie*, t. XXXIV) et il prouva, par un calcul rigoureux et très simple, l'impossibilité absolue d'obtenir l'équilibre stable dont il s'agit. A peine en possession de ces résultats de la théorie, l'habile mathématicien fit place au physicien ingénieux; il décrivit plusieurs positions d'équilibre stable au moyen de l'emploi d'une résistance appropriée, positions qu'il réalisa par une expérience qui servit à vérifier ses formules.

En 1833, Plateau présenta à l'Académie de Belgique la première partie et l'année suivante (t. VIII) la seconde partie du mémoire, devenu célèbre, qui développait sa thèse inaugurale pour le doctorat dont nous avons parlé précédemment; ce grand travail embrassait l'étude générale de la persistance des impressions sur la rétine, des couleurs accidentelles, de l'irradiation, des effets de la juxtaposition des couleurs et des ombres colorées. La première partie comprenait les apparences qui succèdent à la contemplation des objets, et la seconde partie celles qui accompagnent cette contemplation même.

A propos des couleurs accidentelles, Plateau en étudia les lois en détail et il arriva à des conséquences importantes: 1^o les images qui succèdent à la contemplation d'un objet coloré présentent ordinairement des disparitions et des réapparitions alternatives; on peut même voir reparaitre une ou plusieurs fois l'impression primitive; 2^o les images accidentelles se produisent absolument de la même manière quand, après la contemplation prolongée de l'objet coloré, on ferme les yeux en ayant soin de les couvrir complètement d'un mouchoir sur

lequel on applique les mains; 3^o l'image accidentelle paraît plus ou moins grande selon la distance à la surface sur laquelle on la projette; 4^o les couleurs accidentelles se combinent entre elles comme les couleurs réelles, c'est-à-dire que du rouge et du bleu donnent du vert, etc.; 5^o les couleurs accidentelles se combinent avec les couleurs réelles, comme ces dernières entre elles. Quant à l'irradiation, c'est-à-dire le phénomène en vertu duquel un objet lumineux environné d'un espace obscur paraît plus ou moins amplifié et sur l'existence de laquelle il régnait une forte divergence d'opinions parmi les astronomes, il démontra, par des expériences décisives, que 1^o l'irradiation se manifeste à toute distance de l'objet qui la produit; 2^o la largeur absolue qu'on attribue à l'irradiation est, toutes choses égales d'ailleurs, proportionnelle à la distance qui existe ou paraît exister entre l'objet et nous; 3^o l'irradiation augmente avec la durée de la contemplation de l'objet; 4^o l'irradiation moyenne, développée par un même éclat, est très différente d'un individu à l'autre; 5^o l'irradiation croît avec l'éclat de l'objet; 6^o lorsque le champ qui environne l'objet n'est pas complètement noir, l'irradiation développée le long du contour de cet objet est diminuée, et cela d'autant plus que l'éclat du champ est plus près d'être égal à celui de l'objet, de sorte que si cette égalité a lieu, l'irradiation s'évanouit; 7^o deux irradiations en regard et suffisamment rapprochées éprouvent l'une et l'autre une diminution qui est d'autant plus considérable que les bords des espaces lumineux d'où émanent les deux irradiations sont plus voisins, etc. L'auteur attachait une grande importance à cette dernière proposition qui lui permettait d'expliquer beaucoup de phénomènes curieux.

C'est l'année suivante, en 1834, que Plateau fut élu correspondant de l'Académie royale de Belgique; deux ans après, il devint membre titulaire.

Plateau, avec une ardeur qui n'était jamais assouvie, ne cessa pas d'envoyer à l'Académie un grand nombre de

notes sur les sujets les plus divers.

En 1836, il mit sous les yeux des membres de la classe des sciences un exemplaire d'un instrument de son invention qui était publié sous le nom d'*anorthoscope*; c'était un nouveau genre d'anamorphoses dont il avait donné l'idée, pour la première fois, dès l'année 1829, dans sa dissertation universitaire. Cet instrument se composait essentiellement : 1° d'une série de disques transparents, sur lesquels étaient représentées des figures difformes; 2° d'un disque de carton noir percé de plusieurs fentes; 3° d'un instrument formé d'une grande poulie à double gorge qui donnait le mouvement à deux petites poulies de diamètres différents et placées sur un axe commun. Lorsqu'on mettait l'appareil en mouvement avec une grande vitesse, les disques transparents semblaient perdre leur mouvement et les figures difformes se changeaient en dessins parfaitement réguliers (*Bull. de l'Acad. roy. de Belg.*, 1^{re} série, t. III, p. 7). Rappelons ici que le peintre Madou collabora aux expériences de Plateau en dessinant les figures de plus d'un de ses instruments d'optique.

En 1843, Plateau communiqua à l'Académie une note intéressante concernant les lois de la réflexion de la lumière : un seul rayon lumineux tombant obliquement sur une lame courbe polie qui tourne vers lui sa concavité, après s'être réfléchi une première fois, peut rencontrer de nouveau la courbe et se réfléchir une deuxième, une troisième fois, etc., en formant ainsi une ligne brisée s'appuyant par tous ses sommets sur la courbe réfléchissante; or, pour une courbe donnée, les éléments de cette ligne brisée sont d'autant plus petits et d'autant plus multipliés que l'angle d'incidence du premier rayon est plus considérable; enfin, si cet angle est droit, c'est-à-dire si le premier rayon incident est tangent intérieurement à la courbe, les éléments de la ligne brisée lumineuse deviennent infiniment petits et infiniment nombreux. Plateau démontrait ainsi qu'on peut faire marcher la lumière en ligne courbe, et même l'obli-

ger à décrire une courbe donnée (*Ibid.*, t. IX, 2^e partie, p. 10, et t. X, 1^{re} partie, p. 97).

Ce fut aussi en 1843 que l'ingénieur physicien entretint les membres de l'Académie de quelques expériences d'optique qu'il avait imaginées pour l'usage des cours de physique, et qui étaient relatives à la recomposition des rayons colorés du spectre solaire; ensuite, sur un appareil pour vérifier certaines propriétés du centre de gravité; cet appareil consistait en un système solide présentant une pointe par laquelle on pouvait le poser sur un plan horizontal, et muni d'une série de petites masses qui, mobiles à l'aide de vis de rappel, permettaient de déplacer le centre de gravité dans tous les sens; on pouvait amener celui-ci au sommet même de la pointe, et alors l'appareil se tenait en équilibre dans toutes les positions qu'on lui donnait. Si l'on amenait le centre de gravité au-dessous de la pointe, on faisait naître une position d'équilibre stable, à laquelle l'appareil revenait toujours. Enfin, si l'on amenait le centre de gravité au-dessus de la pointe, il n'y avait plus qu'un équilibre instable, et l'appareil trébuchait dans tous les sens (*Ibid.*, p. 319).

En 1840, Plateau, dont la curiosité était toujours en éveil, fit une observation fortuite qui lui donna l'idée d'une expérience devenue célèbre : son préparateur avait versé un peu d'huile grasse dans un verre contenant un mélange d'eau et d'alcool; le professeur vit avec surprise les petites masses d'huile affecter la forme sphérique; ses réflexions l'amènèrent à la conception d'un système d'expériences dont il déduisit des conséquences très remarquables.

En 1843, il présenta à l'Académie son premier *Mémoire sur les phénomènes que présente une masse liquide libre et soustraite à l'action de la pesanteur*; ensuite, de 1849 à 1868, il envoya successivement encore dix séries de mémoires concernant cette théorie; les deux premières séries furent traduites en anglais et insérées dans les *Scientific Memoirs* de Taylor; la troisième série parut dans le

Philosophical Magazine en 1857; enfin, les six premières séries furent reproduites, avec une introduction de M. Henry, dans l'*Annual Report of the Board of Regents of the Smithsonian Institution* de Washington. On peut juger ainsi de la notoriété que le travail de Plateau acquit immédiatement dans le monde des savants; en voici d'ailleurs un court résumé.

Pour soustraire une masse liquide d'un grand volume à l'action de la pesanteur, Plateau, guidé par un raisonnement très simple que lui inspira son ingéniosité, fit à dessein ce que son préparateur avait fait par hasard : il introduisit une huile grasse dans un mélange d'eau et d'alcool en proportions convenables; d'une part, sous un même volume, le poids de l'huile est intermédiaire entre celui de l'eau et de l'alcool; d'autre part, la liqueur alcoolique ne se mêle pas à l'huile; de là cette conséquence immédiate que si les proportions d'eau et d'alcool sont convenablement choisies, le volume de l'huile introduite pèsera précisément autant que le liquide alcoolique déplacé et sera libre d'obéir à ses attractions propres ainsi qu'aux autres forces mises en jeu. Voilà comment, disait Plateau, on obtient le singulier spectacle d'une masse considérable de liquide suspendue à l'état de liberté et affectant la forme d'une sphère parfaite. Cette expérience devint une source féconde de recherches, non seulement pour Plateau lui-même, mais pour de nombreux chercheurs, dans le domaine de l'observation ou de la théorie. Voici d'ailleurs quelques expériences immédiates que fit Plateau. Grâce à une disposition très simple qu'il imagine, il imprime à la sphère d'huile un léger mouvement de rotation, et la masse s'aplatit dans le voisinage de l'axe et se renfle à l'équateur, telle la terre à l'époque primitive où elle était fluide et tournait sur elle-même s'est aplatie aux pôles et renflée à l'équateur. Ensuite, il communique une vitesse de rotation graduellement croissante; bientôt la masse se creuse autour de l'axe de rotation, s'étend toujours dans le sens hori-

zontal et se transforme enfin en un large anneau présentant ainsi l'image de la formation de l'anneau de la planète Saturne; il augmente encore la vitesse, et il se forme rapidement un anneau relié à la masse centrale par une mince pellicule; puis, la rotation cessant brusquement, la pellicule se rompt, l'anneau reste isolé et la masse centrale affecte la forme sphérique; la représentation de la planète Saturne et de son anneau était ainsi complètement réalisée. Enfin, après une légère modification de l'appareil, il imprime de nouveau un mouvement de rotation à la masse, et, au lieu d'arrêter ce mouvement quand l'anneau est bien développé, il continue à tourner la manivelle; bientôt la pellicule centrale se rompt, de nouvelles masses d'huile sont chassées vers l'anneau qui perd sa régularité, puis se subdivise en plusieurs masses isolées qui tournent autour de l'axe en même temps qu'elles tournent sur elles-mêmes; c'est l'image de la formation des planètes, d'après l'hypothèse de Laplace, par la rupture des anneaux cosmiques dus à la condensation de l'atmosphère solaire.

Malgré les nombreuses et frappantes analogies entre les phénomènes présentés, d'un côté par de petites masses d'huile et de l'autre par les grandes masses planétaires, il y a une différence essentielle, dans les deux cas, entre les forces qui sont en jeu, comme l'a fait remarquer Plateau lui-même.

Après avoir obtenu ces brillants résultats, l'ingénieux expérimentateur interroge l'expérience à un autre point de vue : lorsque, dit-il, un liquide s'élève dans un tube par l'effet des forces capillaires, son ascension est limitée par le poids de la colonne soulevée; mais si l'on peut soustraire le liquide à l'action de la pesanteur, il devra par conséquent s'élever jusqu'au haut du tube, quels que soient le diamètre et la longueur de celui-ci, abstraction faite toutefois des petites résistances dues au frottement et à la viscosité du liquide. Cette déduction fut pleinement confirmée par l'expérience.

Nous ne pouvons mieux montrer

l'importance de ces phénomènes qu'en reproduisant les paroles flatteuses prononcées à l'Institut de France, en 1849, par son secrétaire perpétuel François Arago en déposant, sur le bureau de l'assemblée, un exemplaire de la deuxième série des recherches de Plateau sur les figures d'équilibre d'une masse liquide sans pesanteur : « Je n'apprendrai sans doute rien aux membres de l'Académie en disant que l'auteur du mémoire est un physicien très ingénieux, auquel on est redevable de curieuses découvertes d'optique et particulièrement de belles recherches sur l'irradiation ; mais peut-être ignorent-ils qu'à la suite de travaux incessants, M. Plateau a été atteint, depuis plusieurs années, d'une cécité complète. Le gouvernement belge a rendu un service essentiel aux sciences et s'est honoré en conservant au malheureux physicien la totalité des appointements dont il jouissait comme professeur à l'université de Gand. M. Plateau, de son côté, aidé de quelques amis dévoués qui lui prêtent leurs yeux et exécutent ses expériences sous sa direction immédiate, a continué ses intéressantes investigations. Le mémoire actuel en est la preuve. On y trouvera des résultats frappants par leur nouveauté, leur singularité et par la théorie complète de la constitution des veines liquides lancées par des orifices circulaires que l'auteur en a déduite ».

A ce beau témoignage, nous en ajoutons un autre non moins éclatant, celui de l'illustre physicien et chimiste anglais Faraday ; dans une de ses lettres, en parlant des travaux de Plateau, il disait : « Je les prends en quelque sorte pour guide, et je me félicite de voir chez ce dernier les traits de l'esprit briller d'une glorieuse lumière à travers l'obscurité dans laquelle il est plongé corporellement ».

En 1854, Plateau remporta, pour ses deux mémoires sur la question dont nous venons de nous occuper, le prix quinquennal des sciences physiques et mathématiques pour la période 1849-1853 ; le rapport du jury motivait sa

décision comme suit : « En résumé, on voit que M. le professeur Plateau a ouvert un champ nouveau à la science en inventant un procédé très simple et très pratique pour soustraire les liquides à l'action de la pesanteur ; en second lieu, qu'il a démontré, avec plus de rigueur qu'on ne l'a fait jusqu'ici, l'exactitude de la théorie des pressions de Laplace ; enfin, qu'il a prouvé, le premier, que cette théorie avait une importance qu'on n'avait pas soupçonnée, ou, en d'autres termes, que les attractions mutuelles des molécules pondérables jouent un rôle immense dans les phénomènes auxquels on les croyait complètement étrangères. Les travaux de M. Plateau ont donc fait faire un grand pas à la science, et, par le retentissement qu'ils ont eu à l'étranger, ils ont agrandi la réputation scientifique de notre pays ».

En 1869, le prix quinquennal fut décerné pour la seconde fois à l'ingénieux savant.

Mais bientôt un nouveau champ d'exploration se présente devant le chercheur infatigable ; partant du principe que toute figure d'équilibre en relief a sa correspondante identique en creux, il arrive à conclure qu'abstraction faite de la faible action de la pesanteur, une lame liquide mince réalisée dans l'air doit affecter identiquement la même figure que celle d'une masse liquide pleine sans pesanteur. Pour étudier ces figures laminaires, Plateau invente un liquide spécial qu'il appelle *liquide glycérique* ; une grosse bulle soufflée au moyen de ce mélange persiste pendant plusieurs heures et Plateau peut se livrer à de hautes abstractions ; il détermine la pression exercée par l'air renfermé dans une sphère laminaire, puis il trouve que l'épaisseur d'une lame de liquide glycérique est égale à cent treize millièmes de millimètre, d'où il déduit que le rayon d'activité sensible de l'attraction moléculaire est inférieur à ce chiffre. A propos des figures d'équilibre qui ne sont pas de révolution, il énonçait un principe général qui permet de réaliser, à l'état

laminaire, toute surface à courbure moyenne nulle dont on connaît, soit l'équation en coordonnées finies, soit la génération géométrique; il obtint successivement l'hélicoïde gauche à plan directeur, les quatre autres hélicoïdes à courbure moyenne constante de Lamarle, plusieurs surfaces à aire minimum trouvées par Scherk et Catalan; ensuite il montra, par de nombreux exemples, que ses procédés étaient d'une merveilleuse efficacité pour vérifier un grand nombre de résultats dus à l'analyse.

Plateau s'occupa beaucoup d'étudier les systèmes laminaires, c'est-à-dire les combinaisons des lames entre elles; mais avant de décrire ses expériences, il rappelle que la couche superficielle des liquides possède la propriété singulière de se trouver dans un état continu de tension, et, par suite, qu'elle fait constamment un effort pour se contracter; ce principe n'a été démontré d'une manière certaine qu'en 1865 et il a servi, depuis lors, de point de départ pour des recherches intéressantes. Guidé par la coexistence de la tension superficielle et de la pression normale, Plateau put étudier les charmants systèmes laminaires qu'on obtient en plongeant, dans le liquide glycérique, des charpentes en fil de fer dessinant les arêtes d'un polyèdre régulier quelconque. Par exemple, si l'on retire au bout de quelques secondes une telle charpente du tétraèdre régulier, on obtient un assemblage de six lames partant respectivement des six arêtes du tétraèdre et aboutissant toutes à un même point qui n'est autre que le centre de gravité de la figure; les lames sont planes et, par conséquent, leurs intersections sont des lignes droites. D'ailleurs, Plateau découvrit les lois qui régissent la disposition des lames d'un système laminaire quelconque, et dont voici les principales : 1° de chaque arête de la charpente solide part une lame; 2° à une même arête liquide n'aboutissent jamais que trois lames, et celles-ci font entre elles des angles égaux à 120° ; 3° les arêtes liquides qui aboutissent à un même point dans l'intérieur

d'un système quelconque sont toujours au nombre de quatre, et forment entre elles des angles égaux à $109^\circ 28'$. Ces lois ont été rattachées plus tard, par le savant mathématicien Ernest Lamarle, à un seul et même principe : dans tout système laminaire en équilibre stable la somme des aires des lames est un minimum (*Mém. de l'Acad. roy. de Belg.*, t. XXXV).

Plateau a aussi exposé la théorie de la génération des lames liquides, les différents moyens de les produire et les particularités qu'elles présentent; enfin, il chercha les causes d'où dépendent leur naissance et leur durée.

L'habile physicien, qui fit tant de découvertes intéressantes, était aussi un savant mathématicien, comme il en donna la preuve par la démonstration analytique de ses expériences et par une longue série de travaux sur des sujets divers.

En 1827, il résolvait, dans la *Correspondance physique et mathématique*, le problème suivant de géométrie : Construire un triangle équilatéral qui ait ses sommets sur trois circonférences données.

En 1830, ayant reçu la mission de faire l'analyse chimique des eaux minérales de la ville de Spa, il rédigea un rapport très important qui parut, plus tard, dans les *Mémoires de la classe des sciences de l'Académie royale de Belgique* (t. XVII).

En 1836, son attention fut attirée par une lame d'eau s'écoulant à travers une fente pratiquée dans une porte d'écluse; à cette occasion, il se demanda quelle serait la figure de la nappeliquide qui s'écoulerait par une fente étroite, rectiligne et verticale, partant du fond d'un réservoir et s'élevant jusqu'au niveau du liquide. Il soumit le problème au calcul, en faisant abstraction de certaines conditions, et il fut conduit à ce résultat curieux que la portion formant la limite extérieure de la nappe, produite par l'ensemble de tous les filets liquides partis d'une fente infiniment étroite, est une ligne droite inclinée à 45° sur la verticale.

En 1853 paraît, dans le journal *Le Cosmos* (2^e année, 3^e vol., p. 191), un article sur une production curieuse d'anneaux colorés : se fondant sur la propriété que possède l'alcool de s'étaler sur l'huile d'olive, Plateau imagine un appareil fort simple qui permet de faire affluer à la surface de l'huile une quantité d'alcool venant s'étendre sur le premier liquide et y former un magnifique système d'anneaux colorés ; cette expérience a contribué à propager dans le monde savant le principe si fécond de la tension superficielle des liquides.

En 1863, il envoie une note sur une récréation mathématique qui est publiée par les *Bulletins de l'Académie royale de Belgique* (t. XVI, p. 62) : il se donne un nombre impair quelconque, mais non terminé par un 5, et démontre qu'on peut toujours trouver un autre nombre entier, tel que le produit de celui-ci et du nombre donné soit formé uniquement de la répétition d'un même chiffre assigné d'avance ; il revint sur ce théorème en 1874 en y ajoutant d'autres principes.

En 1872, il s'occupe de la mesure des sensations physiques, et de la loi qui lie l'intensité de ces sensations à l'intensité de la cause excitante. Dans les tomes XVI, XXVIII et XLIII des *Bulletins*, il signale aux géomètres des exemples bizarres de discontinuité en analyse et il démontre l'existence d'une espèce nouvelle de points singuliers qu'il appelait *points de dédoublement*. En 1879, il communique une note intitulée : *Un petit paradoxe* (2^e série, t. XLVII, p. 346), par laquelle il suggère un moyen, théoriquement possible, de rendre uniforme et permanent le mouvement de rotation d'une toupie, en surmontant, à l'aide d'une force naturelle et supposée constante, la résistance qui tend à ralentir le mouvement ; puis, en 1882, une autre note intitulée : *Une petite illusion* (3^e série, t. III, p. 24), dans laquelle il décrit une expérience très élégante où l'on s'attendrait à voir se manifester un mouvement continu dans un certain sens, tandis qu'en réalité le mouvement s'opère dans le sens opposé et finit bientôt par s'arrêter.

Parmi les innombrables mémoires qui ont paru dans les recueils scientifiques, nous citerons en particulier sa *Bibliographie analytique des principaux phénomènes subjectifs de la vision depuis les temps anciens jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, suivie d'une bibliographie simple pour la partie écoulée du XIX^e siècle*, publiée de 1877 à 1882 (*Mém. de l'Acad. roy. de Belg.*, t. XLII, XLIII et XLV).

L'ouvrage se compose de six sections : la première est relative à la persistance des impressions sur la rétine ; la deuxième comprend les images qui se montrent après une contemplation prolongée ; la troisième se rapporte aux phénomènes qui se manifestent après qu'on a regardé des objets d'un grand éclat ; la quatrième est consacrée à l'irradiation ; la cinquième a pour objet les teintes subjectives qui apparaissent pendant la contemplation même des objets ou les phénomènes ordinaires de contraste ; enfin, la sixième concerne les ombres colorées ; il y a, de plus, un supplément à l'ouvrage entier. Ce fut un véritable travail de bénédictin dans lequel Plateau reproduisit et analysa les travaux sur la matière dus aux savants de tous les temps et de tous les pays, avec l'indication des œuvres publiées depuis 1803 et qui traitaient spécialement les théories annoncées dans chaque partie ; c'est ainsi qu'il passe en revue les ouvrages de : Perse, Aristote, Lucrèce, Ptolémée, Boèce, Avicenne, Alhazen, Porta, Boyle, le père Fabri, Bacon, le père Milliet, Zahn, Mariotte, Bullon, Marcotte, Newton, Jubin, Segner, Boerhaave, Melvill, Dufieu, Porterfield, Musschenbroeck, Scopoli, d'Arcy, Franklin, Godart, l'abbé Dicquemare, Kratzenstein, Darwin, Wells, Voigt, Lüdicke, Th. Young, etc.

Dans les *Bulletins de l'Académie*, on peut lire : une note sur un principe de photométrie (1835, t. II, p. 52) ; une note sur un nouveau moyen de déterminer la vitesse et les particularités d'un mouvement périodique très rapide, tel que celui d'une corde sonore ou vibrante, etc. (1836, *ibid.*, p. 364) ; une note sur une conséquence curieuse des lois de la réflexion de la lumière (1842, t. IX,

p. 10, et 1843, t. X, p. 97); un travail sur les théories de la constitution des veines liquides lancées par des orifices circulaires (1856, t. XXIII, p. 757); la communication d'une expérience relative à la vapeur vésiculaire (1871, t. XXXII, p. 251).

Dans les revues scientifiques étrangères parurent : une lettre sur une illusion d'optique (*Ann. de chimie et de phys. de Paris*, 1831, t. XLVIII, p. 281); sur le passage de Lucrèce, où l'on a cru voir une description du Fantascopie (*Biblioth. univ. de Genève*, 1852, 4^e série, t. XX); sur la théorie des couleurs composées (*Ann. de Poggendorff*, 1853, t. LXXXVIII, p. 172).

Plateau publia séparément trois ouvrages importants et qui sont trop peu connus :

1^o Une *Dissertation sur quelques propriétés des impressions produites par la lumière sur l'organe de la vue* (Liège, 1829, in-4^o);

2^o La première partie d'un ouvrage de l'*Encyclopédie populaire* éditée par Jamar, consacré à la physique et rédigé en collaboration avec Quetelet (Brux., 1851-1855; in-24). Cette première partie comprend les propriétés générales des corps, la mécanique des solides, des liquides et des gaz, la pression de l'air, les phénomènes capillaires, ainsi que l'acoustique. Comme il le disait lui-même, l'auteur avait pour but dans cet ouvrage de populariser l'étude de la physique; il s'appuie dans ses théories soit sur des faits que le lecteur connaît ou qu'il peut observer aisément lui-même, soit sur des expériences faciles qui sont à la portée de tout le monde. Chacun des neuf chapitres dont se compose l'ouvrage est terminé par un résumé des questions principales sur lesquelles le physicien veut attirer l'attention du lecteur;

3^o *Statique expérimentale et théorique des liquides soumis aux seules forces moléculaires* (Paris, Gauthier-Villars, 1873; 2 vol. in-8^o). Cet ouvrage, d'une importance capitale, est formé essentiellement du contenu des séries que Plateau avait publiées dans les *Mémoires de l'Académie*

royale de Belgique sous le titre : *Recherches expérimentales et théoriques sur les figures d'équilibre d'une masse liquide sans pesanteur*. Dans son livre, il suivit un ordre un peu plus méthodique et il y introduisit plusieurs additions dignes d'intérêt, telles que la théorie de l'explosion des bulles laminaires; enfin, il complète la liste des notes et des mémoires ayant trait aux sujets traités dans l'ouvrage et publiés de 1870 jusqu'à la fin de 1873.

Nous croyons devoir rappeler aussi les trente-cinq rapports, tous très intéressants, dont il fut successivement chargé par l'Académie (t. X à XLV) sur des notes et des mémoires envoyés par des savants belges : de Melsens, *Sur la persistance des impressions de la rétine*; de Duprez, *Sur la statistique des coups de foudre qui ont frappés paratonnerres*; de Bède, *Sur des recherches sur la capillarité, sur l'équilibre d'une bulle d'air et sur celui d'une goutte d'eau entre deux plans*; de Montigny, *Sur la titesse du bruit du tonnerre, sur la scintillation des étoiles et sur le pouvoir dispersif de l'air*; de Rousseau, *Sur les appareils servant à faciliter l'étude de la théorie des ondes lumineuses*; de Valerius, *Sur la distance focale des miroirs sphériques, sur la constitution intérieure des corps et sur un analyseur acoustique*; de Vander Mensbrugge, *Sur la théorie des courbes d'intersection de deux lignes droites tournant autour de deux points fixes, sur les forces moléculaires des liquides, sur la tension des lames liquides, sur la tension superficielle des liquides, sur la viscosité superficielle des lames de solution de saponine, sur un fait observé au contact de deux liquides, sur l'influence de l'électricité statique relativement à la tension d'un liquide, sur la théorie capillaire de Gauss, sur la surface de contact d'un solide et d'un liquide, sur le problème des liquides superposés dans un tube capillaire et sur l'énergie potentielle des surfaces liquides*; de Lamarle, *Sur la stabilité des systèmes liquides en lames minces*; de Delbœuf, *Sur certaines illusions d'optique, sur la détermination rationnelle des nombres de la gamme chromatique et sur des recherches*

relatives à la mesure des sensations physiques, etc.

Le chercheur infatigable, d'une intelligence si élevée et si originale, une des gloires scientifiques les plus pures de la Belgique et, en particulier, de l'université de Gand, fut aussi populaire dans les pays étrangers, comme le prouve la liste assez longue des nombreuses sociétés savantes au sein desquelles Plateau fut admis : dès l'année 1841, il était nommé membre de la Société philomatique de Paris et membre honoraire de la Société de physique et d'histoire naturelle de Genève; ensuite, il devint successivement membre honoraire et puis correspondant de la Société des sciences naturelles du canton de Vaud, de l'Institution royale de Londres, de la Société batave de physique de Rotterdam, de la Société de physique de Francfort-sur-Mein, de la Société des sciences naturelles de Cherbourg, de la Société des amis des sciences naturelles de Berlin, de la Société de physique de Londres, de la Société libre d'émulation de Liège et de la Société française de physique de Paris; enfin, il eut l'insigne honneur d'être correspondant de l'Institut de France, membre de l'Académie des sciences de Berlin et de l'Académie des sciences d'Amsterdam, membre étranger de la Société des sciences de Göttingue et de la Société royale de Londres.

Dès 1841, Plateau avait été nommé chevalier de l'Ordre de Léopold; en 1859, il fut promu au grade d'officier, et, en 1872, à celui de commandeur de cet ordre. La ville de Gand, voulant honorer la mémoire du savant physicien qui, pendant le demi-siècle qu'il habita la ville, fit tant de brillantes découvertes, a donné à la rue longeant la façade principale de l'Institut des sciences le nom de rue Joseph Plateau; la ville de Bruxelles, également, a tenu à donner son nom à une de ses rues.

Ch. Bergmans.

Bulletins de l'Académie royale, 3^e série, t. VI (discours prononcé aux funérailles, par F. Duprez, H. Valérius et J. Liagre). — *Bibliographie nationale*, t. III. — *Annuaire de l'Académie royale de Belgique*, 1883, p. 389 (notice de M^r G. Vander Mensbrughe). — *Annales d'oculistique*, octobre 1883 (notice de J.-P. Nuel). —

Biographie universelle de Didot. — *Revue de Belgique*, 1883, t. XLV, p. 199 (notice de Wangermée). — *Revue des questions scientifiques*, 1884 (trois études sur les travaux scientifiques de Plateau, par le professeur Delsaulx).

PLATEAU (Louis) ou PLATEL, jésuite, né à Esplechin (arrondissement de Tournai), le 25 février 1718, décédé après 1761. Il entra au noviciat de la Compagnie le 28 septembre 1737, et fut successivement professeur dans les collèges de Lille, Liège, Aire et Douai. On a de lui : 1. *Crispe*, tragédie dédiée à S. A. R. le cardinal duc d'York, abbé d'Anchin. Douai, J.-F. Willerval, 1754; in-4°. Cette pièce fut représentée par les élèves du collège d'Anchin, à l'occasion de la distribution des prix, le 23 août 1754. — 2. Une pastorale en vers latins, intitulée : *Daphnis*, et signée L. P. S. J. Ce poème fut inséré dans : *Poésies diverses présentées à Mgr de Bonnevoise, évêque d'Arras, par le collège de Douai*, le 23 juillet 1754. Douai, J.-F. Willerval, 1754; in-f°.

Alphonse Roersch.

Sommervogel, *Bibl. de la Compagnie de Jésus*, t. III, col. 457 et t. VI, col. 883.

PLATEL (François). Voir PRATEL (Antoine-François DE).

PLATEL (Jacques), ou JACOBUS PLATELIUS, écrivain ecclésiastique, né à Bersée sur la Scarpe, entre Douai et Lille (ancienne Flandre), en 1608, mort à Douai, le 7 janvier 1681. Entré à l'âge de vingt ans (le 4 octobre 1628) dans la Compagnie de Jésus, il y prononça les quatre vœux, puis fut chargé, par ses supérieurs, de faire d'abord le cours de philosophie, ensuite celui de théologie scolastique à l'université de Douai. Il professa pendant dix-neuf ans et fut recteur de cette université de 1670 à 1673.

Il nous a laissé quelques ouvrages qui témoignent d'un savoir étendu et ont joui d'une certaine faveur. En voici les titres : 1. *Universa philosophia Eminentissimo Principi Petro Aloysio Carafæ S. R. E. Cardinali dicata. Quam sub bene ominata ejus purpura, Præsidi R. P. Jacobo Platel e Societate Jesu Philosophiæ*

Professore propugnabit Joannes Antonius van Papenbroeck. Antwerp. In Aula Collegii Cœnobii Marchianensis Duaci Die XXI. Aug. M.DC.XLVIII. Hora VIII. mat. Douai, Joannes Serrurier, 1648; in-fo, 26 p. — 2. *Conclusiones Theologicæ de Deo Uno, et Trino, Angelis, Gratia, Justificatione et Merito. Præsides R. P. Jacobo Platel, e Societate Jesu, Sacræ Theologiæ Professore. Defendit R. D. Henricus de Cerf, Iprensis. In collegio Aquicinctino, Die XXIX. Mensis Octobris sub med. 9 mat.* Douai, J. Patté, 1659; in-4o, 10 p. — 3. *Synopsis cursus theologici Patris Jacobi Platel e Societate Jesu, S. Theol. Professoris Potentissimo per utrumque orbem Monarchæ Philippo IV, Catholico justo pacifico dicata.* Douai, 1661; in-fo. Il y eut un grand nombre d'éditions, tant en France qu'en Allemagne, de cet ouvrage qui fut réimprimé pour la dernière fois à Bruges et à Lille, en 1884-1886. — 4. *Auctoritas contra prædeterminationem physicam pro scientia media; cum brevi historia complectente Ortum, pugnas et palmas ejusdem scientiæ mediæ.* Douai, 1669; in-12. — 5. *Inspectio interior hominis, menstrua et hebdomadaria.* Douai, 1670; in-16. Le même ouvrage a paru, la même année, en français, sous le titre de : *La revue de l'homme intérieur qui peut se procurer chaque mois et chaque semaine.* On en connaît cinq éditions. — 6. *Auctoritas contra physicam prædeterminationem, novis ex ipso sacro ordine fratrum prædicatorum petitis suffragiis stabilita.* Douai, 1673; in-12. — 7. *Defensio cultus B. V. ex puris Canisii verbis contra hæreticos.* Lille, 1675.

Le P. Platel a également laissé en manuscrit : 1. *Commentarius in metaphysicam Aristotelis anno 1646, die 23 Aprilis. Finis metaphysicæ impositus a R. P. Jacobo Platel Societatis Jesu; Die 7a Augusti anno 1646; in-4o, 73 ff.* (Bibliothèque de Douai, n° 665). — 2. *Commentarius in Universam Aristotelis Logicam sub R. Patre Jacobo Platel e Soc. Jesu eundemque excipiebat Petrus de Bray ex Haubourdin. Anno 1649; in-4o de 192 p.* (Conservé dans

la bibliothèque des Jésuites à Louvain).

Fréd. Alvin.

Paquot, *Mémoires pour servir à l'histoire littéraire des XVII provinces des Pays-Bas*, t. X. — *Nouvelle biographie générale*, publ. par Firmin Didot. — *Sommervogel, Bibl. de la Compagnie de Jésus*, t. VI. — *Bull. du bibliophile belge*, t. VIII.

PLATEL (Louis). Voir PLATEAU.

***PLATEL** (Nicolas-Joseph), violoncelliste, compositeur pour son instrument, né à Versailles en 1777, mort à Bruxelles, le 25 avril 1835. De bonne heure, Platel montra le goût le plus vif pour le violoncelle. Louis Duport lui donna les premières leçons sur cet instrument; dans la suite, ses études furent dirigées par Lamare. En 1796, il entra à l'orchestre du théâtre Feydeau, et se rendit en 1797 à Lyon, pour ne revenir à Paris qu'en 1801, où il brilla au premier rang. D'humeur insouciant, dit Fétis, il ne put se plier aux convenances sociales, ni se résoudre à faire les démarches en vue de se procurer les places auxquelles lui donnait droit son talent. En 1805, il entreprit une tournée artistique; mais arrivé à Quimper (Bretagne), ville où il ne devait s'arrêter que durant deux jours, il y demeura pendant deux années. Il se rendit ensuite à Brest, à Nantes, puis en Belgique, dans l'intention de visiter la Hollande et l'Allemagne. Il donna des concerts à Gand et s'y fixa durant plusieurs années, puis alla, en 1813, s'établir à Anvers, où il fut attaché au théâtre, en qualité de premier violoncelle. En 1824, il remplit le même emploi à Bruxelles, où il fut également attaché à l'Ecole de musique.

Par sa lettre du 4 décembre 1826, le ministre de l'intérieur, approuvant les explications données par la commission nommée en vue de la réorganisation de cette école, exprimait la crainte que le caractère de Platel, proposé pour la classe de violoncelle, ne portât préjudice à l'enseignement. « Nous ne pouvons pas nier, Monseigneur », lui répondit la commission par sa lettre du 9 décembre — les termes de ces lettres sont rapportés

par Ed. Mailly — « que M. Platel n'est pas l'homme du monde le plus agréable, mais son talent est tellement supérieur à celui de tous les violoncellistes, qui se trouvent à Bruxelles, qu'il n'est pas possible d'offrir la place à un autre, sans commettre une injustice réelle envers lui. Au reste, nous pouvons assurer à Votre Excellence que nous prendrons toutes les précautions à cet égard, et nous serons les premiers à provoquer la démission de M. Platel si, contre notre attente, il ne remplissait pas exactement les devoirs qui lui sont imposés. D'ailleurs, Votre Excellence pourrait ne le nommer que provisoirement, si elle le jugeait préférable; alors, à la moindre infraction, il pourrait être remplacé ». Ce langage, sans doute empreint d'une entière franchise, mais non dépourvu de rudesse, nous montre que la commission n'était pas sans partager les appréhensions du ministre. Mais ces fâcheuses prévisions ne se réalisèrent point, car lorsqu'en 1831 l'Ecole de musique, réorganisée, devint le Conservatoire de musique, Platel y conserva ses fonctions de professeur. Et il fut un professeur excellent, car il produisit Adrien-François Servais, Alexandre Batta, François Demunck, d'autres encore, et concourut ainsi à fonder l'école belge de violoncelle. Au surplus, Fétis, sous la direction duquel il fut placé, et qui mieux que tout autre fut à même de l'apprécier, rend hommage à son caractère. « Véritable artiste d'autrefois », dit l'auteur de la *Biographie universelle des musiciens*, « il était étranger à tout esprit d'intrigue, d'égoïsme et de charlatanisme. Son désintéressement allait jusqu'à la prodigalité; son ignorance des affaires était celle d'un enfant, et, jamais, il ne se mit en peine du lendemain ».

Voici, telle qu'elle nous est fournie par Fétis, la liste des œuvres publiées par Platel : 1. Premier concerto pour violoncelle et orchestre; Paris, Gaveaux. Deuxième, troisième et quatrième concertos; Paris, Pleyel. — 2. Cinquième concerto, intitulé : *Le quart d'heure*; Bruxelles, Weissenbruch. — 3. Sonates

pour violoncelle avec accompagnement de basse, œuvres 2, 3 et 4; Paris, Gaveaux. — 4. Huit airs variés pour violoncelle; Paris, Naderman. — 5. Caprices ou préludes pour violoncelle; Bruxelles, Weissenbruch. — 6. Trois trios pour violon, alto et basse; Bruxelles, Weissenbruch. — 7. Six duos pour violon et violoncelle; Paris, Naderman. — 8. Six romances avec accompagnement de piano; Paris, Naderman.

Florimond van Duyse.

Fétis, *Biographie universelle des musiciens*, t. VII (1875), p. 74. — Ed. Mailly, *Les origines du Conservatoire de musique de Bruxelles* (1879), p. 35.

PLATE MONTAGNE. Voir PLATTENBERG.

PLATENSIS (Pierre). Voir DELARUE.

PLATTENBERG (Mathieu VAN), peintre et graveur, connu surtout comme Plate Montagne, Montaigne et même « van Platten », né à Anvers, le 15 août 1606, mort à Paris en 1660. Bien qu'ayant signé diverses estampes du prénom de Mathieu, l'artiste, selon M^r Robert-Dumesnil, se serait appelé Michel. L'erreur est ici manifeste, attendu que plusieurs actes authentiques, relevés par A. Jal, et reproduits dans son *Dictionnaire critique*, portent indistinctement Mathieu. Mariette, en mesure d'être bien renseigné, à ce qu'il semble, le fait de bonne heure arriver à Paris, après avoir été à Anvers l'élève d'André van Ertvelt (voir ce nom), excellent peintre de marines, genre où s'est distingué aussi Plattenberg. D'autres biographes lui donnent pour maître Fouquières (voir ce nom). Les deux artistes furent, effectivement, très liés; mais, étant du même âge, on doit les envisager plutôt comme compagnons d'études. Plattenberg n'est pas inscrit au registre de la Corporation anversoise de Saint-Luc; il n'y a donc point d'information officielle sur son apprentissage. On peut lire dans nombre d'ouvrages qu'il fit en Italie un long séjour, particulièrement à Florence, où il fut l'ami et quelque peu l'élève de Jean Asselyn. De fait,

plusieurs eaux-fortes du maître semblent inspirées de la nature méridionale ; c'est, en outre, dans les galeries italiennes que se rencontrent presque exclusivement les toiles de « van Platten ». Ceci n'empêche que nous ne croyons pas à un séjour prolongé du peintre par delà les Alpes. L'abbé Lanzi lui-même (*Histoire de la peinture en Italie*) n'hésite pas à écrire : « Je trouve encore un Niccolo de Plate Montagne, vanté par le Félibien comme peintre de marines, et qui mourut vers 1665 ou environ. Dans d'autres temps, j'ai avancé que celui-ci pouvait être le même qui s'était signalé en Italie par un si grand nombre de peintures ; je dois aujourd'hui rétracter cette opinion ». Une chose demeure certaine, c'est que, dans une lettre à Saint-Gelais, mentionnée par A. Jal, Nicolas Vleughels, gendre de van Plattenberg, rapporte que son beau-père, en arrivant à Paris, fit d'abord des dessins pour les brodeurs et n'abandonna ce travail que quand la mode en eut fait délaisser l'usage. Mariette nous apprend, d'autre part, que ce fut à Juste van Egmont (voir ce nom), l'excellent portraitiste flamand, fixé à Paris, que « Plate Montagne » dut de se produire comme peintre. Il le fit d'ailleurs avec grand succès, fut de l'Académie, à sa fondation, en 1648, et « Peintre du Roy, pour les mers ». C'est sous ce titre que nous le trouvons inscrit, en 1650, comme marguillier de la Nation flamande, établie à Saint-Hippolyte. En 1659, il obtint de Louis XIV des lettres de naturalité ; il mourut le 19 septembre de l'année suivante.

Plate Montagne avait épousé Catherine Morin, sœur — A. Jal dit nièce, mais, croyons-nous, à tort, — du célèbre graveur. Liés d'une étroite amitié, les beaux-frères vécurent ensemble, se livrant tour à tour à la peinture et à la gravure. Plusieurs des paysages de Morin offrent une grande analogie avec ceux de Plate Montagne. Ce fut Morin, aussi, qui édita les eaux-fortes de son beau-frère. Van Plattenberg, ou plus justement de Plate Montagne (il n'est

connu dans les arts que sous ce dernier nom), eut de son mariage avec Catherine Morin deux filles, dont Catherine, la cadette, fut l'épouse de Nicolas Vleughels, à son tour peintre du Roi, et un fils NICOLAS DE PLATE MONTAIGNE, né à Paris le 19 novembre 1631, y décédé le 25 décembre 1706. Il fut l'élève de Philippe de Champagne (voir ce nom), se distingua comme portraitiste et, de même que son père, fut membre de l'Académie. Des œuvres de Mathieu de Plate Montagne aucune ne figure dans les musées de France. Pour le juger comme peintre, il faut aller en Italie ou en Allemagne, où, du reste, ses toiles ne se rencontrent pas fréquemment. Celles que nous connaissons, tant au Musée d'Augsbourg qu'aux Offices, à Florence et au Studi, à Naples, représentent des mers agitées, où se traduit l'influence de van Eltvelt. Le coloris est en général très sombre, ce qui peut être l'effet du temps. Les eaux-fortes du maître, décrites par M^r Robert Dumesnil, sont au nombre de trente, en y comprenant une pièce restée inconnue à l'iconographe français et décrite au Supplément, tome XI, de son précieux ouvrage. Jugé par ces productions, leur auteur mérite d'occuper une place fort distinguée parmi les représentants du genre. Ses motifs sont choisis avec goût, rendus avec finesse et dextérité. Séb. Barras a reproduit, en manière noire, deux tempêtes d'après des tableaux de notre artiste, ayant fait partie de la célèbre collection Boyer d'Aguilles, publiée en gravure par Jacques Coelemans (voir ce nom). Le texte attribue ces peintures à Renaud Montagne, dit « de Venise ». Ce Rinaldo de la Montagna aurait été hollandais, et serait mort à Padoue, selon Malvasia, qui le représente comme ayant été le collaborateur du Guide, à Bologne. La Galerie des Offices, à Florence, possède le portrait de Mathieu van Plattenberg, peint par lui-même. L'artiste y figure sous le nom de « van Platten ».

Henri Hymans.

P.-J. Mariette, *Abecedario*, publié par A. de Montaiglon et de Chennevières, dans les *Archives de l'art français*. — Lanzi, *Histoire de la pein-*

ture en Italie, trad. Dieudé (Paris, 1824), t. II, p. 248. — A. Jal, *Dictionnaire critique de biographie et d'histoire*. — Robert-Dumesnil, *le Peintre-graveur français*, t. V, p. 407; t. XI, p. 207. — Verachter et Ter Bruggen, *Histoire de la gravure d'Anvers* (Anvers, 1874-1875), p. 153.

PLAYOUL (*Pierre*) ou **PLAOUL**, théologien, né au diocèse de Liège, en 1353, décédé le 11 avril 1415. L'origine liégeoise de ce personnage a été contestée, mais est absolument certaine de par les documents contemporains. Quoique de condition modeste, il se rendit à l'université de Paris, comme faisaient beaucoup de Liégeois avant le grand schisme d'occident. Il y fut inscrit en 1371 dans la nation picarde, et y prit le grade de maître ès arts et de bachelier en théologie. Quand Jean Blanchart fut nommé chancelier de l'église de Paris par l'antipape Clément VII (15 juillet 1381), il choisit Pierre Playoul pour vice-chancelier. En 1385, ils furent tous deux accusés par l'université d'avoir réclamé indûment de l'argent et des présents de toutes sortes aux jeunes gens qui avaient des examens à subir : rien de plus curieux à lire que les pièces du procès.

Playoul demeura cependant attaché à l'université. En 1388, on le voit intervenir en son nom dans le procès intenté par elle au dominicain Jean de Montson, qui avait attaqué avec virulence le sentiment de ceux qui soutenaient que la Vierge Marie n'avait pas contracté la faute originelle. A cette époque, il est qualifié de « commensal » du cardinal d'Embrun, et ne possède d'autre bénéfice qu'un canonicat de l'église Saint-Omer, dans la ville de ce nom. En 1393, il prend la licence en théologie. En 1394, il est qualifié de « sacræ facultatis » theologiæ doctor ».

A partir de 1396, il joue un rôle actif dans l'affaire du schisme et est le grand représentant de l'université pour promouvoir « la voie de cession », puis la « soustraction d'obédience ». A cette fin, il se rend en Autriche, en Hongrie et en Bohême avec les envoyés de l'université. Au second concile de Paris (1396) et au troisième (1398), il est un des orateurs les plus véhéments ; puis,

en 1399, il est député à Liège pour gagner à la soustraction ses compatriotes qui obéissaient au pape légitime ; les bourgeois se laissèrent convaincre par l'éloquence de Pierre Playoul, qui les harangua d'une fenêtre du palais. En septembre 1399 arrivèrent, à Liège, de nombreux députés et, parmi eux, le fameux Simon de Cramaud, patriarche d'Alexandrie, qui entraînent le clergé primaire et secondaire. En 1405, Playoul est à Rome, à la cour du pape Innocent VII, à la tête d'une ambassade de l'université. En mai 1406, il harangue en latin le Parlement, toujours en vue de promouvoir le refus d'obédience.

Si l'on veut connaître la physionomie intellectuelle et morale du théologien liégeois, et en même temps saisir, dans sa réalité concrète, la douloureuse situation faite à l'église catholique par le schisme d'occident, il faut lire, dans la *Nouvelle histoire du concile de Constance*, de Bourgeois du Chastenet, « la proposition de M^e Pierre Plaoul, solennel » maistre en théologie, pour l'université « de Paris ». Cette proposition fut formulée dans l'assemblée du clergé de décembre 1406, les 15 et 16 de ce mois. Ses développements prennent, dans Bourgeois, vingt-deux pages à deux colonnes (177-199). Playoul, qui parle en français, prétend que les deux pontifes « contendants », s'ils s'obstinent, sont coupables de schisme ; il ajoute que les deux obédiences, si elles s'obstinent dans leur adhésion effective, sont coupables de coopération au schisme. C'est dans ce discours que Playoul, mentionnant la soustraction d'obédience des Liégeois faite à l'exemple des Français, ajoute, pour en montrer l'importance, « qu'au pays de Liège » il y a bien 26,000 bénéfices ». En 1407, Playoul fait partie de l'ambassade envoyée à l'antipape Benoît XIII. A partir de 1408 jusqu'en 1410, nous le retrouvons en Italie où il prend part au concile de Pise ; le 29 mai 1409, il y prononce un discours où il déclare que, pour « l'université de Paris, les » deux pontifes (le pape Grégoire XII

« et l'antipape Benoît XIII) sont schismatiques, obstinés, vrais hérétiques » au sens strict et propre du mot ». L'antipape Alexandre V, élu par le concile pour les remplacer, nomma Pierre Playoul évêque de Senlis. Alexandre V étant mort, Pierre Playoul écrivit à ce sujet une lettre à l'université de Paris (Chronique de Jean Brandon, édit. Kervyn, *Chroniques relatives à l'histoire de Belgique*, 1870, t. I, p. 135 et suiv.). Jean XXIII, successeur d'Alexandre, le députa avec deux autres prélats vers l'université de Paris; le 23 novembre 1410, Playoul est à Paris et débat des questions de finances devant l'université. Le 13 février 1412, il prend part à l'assemblée du clergé; le 4 août de la même année, il fait partie de la députation envoyée à Auxerre pour traiter de la paix du royaume à la demande du roi de France. Il semble que l'université lui ait offert alors les fonctions de conservateur de ses privilèges. Le 11 avril 1415, Pierre Playoul termina sa vie agitée et fut enterré à Saint-Marceau, près de Pierre Lombard. On conserve à la Bibliothèque nationale son commentaire manuscrit sur le livre des sentences de Pierre Lombard.

Georges Monchamp.

Noël Valois, *La France et le Grand schisme d'occident* (Paris, 1904; in-8°, 3 vol.). — Renseignements neufs dans Denifle et Châtelain, *Charitulum universitatis Parisiensis*.

* **PLECHELM** (*Saint*), apôtre de la Gueldre. Nos renseignements au sujet de saint Plechelm se réduisent à ce qui est raconté dans sa Vie et dans celles de ses compagnons d'apostolat, saint Wiron et saint Odger, publiées primitivement dans la collection des Bollandistes. Nous ne connaissons ni les auteurs de ces Vies, ni le lieu et le temps où elles ont été écrites, ni les sources des informations qui y sont contenues. Ce qu'on peut conjecturer de plus probable, c'est qu'elles ont été composées plusieurs siècles après l'époque où vécurent les saints personnages, dans le monastère de Mont-Odile, près Ruremonde, d'après les traditions conservées dans ce monastère.

A nous en tenir à ces traditions, Plechelm était originaire du pays des Scots, c'est-à-dire soit de l'Irlande, soit de la partie méridionale de l'Ecosse actuelle. Après avoir passé sa jeunesse dans l'étude des lettres et dans la pratique des vertus chrétiennes, il fut ordonné prêtre; puis, après la mort de l'évêque du lieu où il résidait, choisi pour lui succéder. Un autre saint prêtre de la même contrée, Wiron, fut élu évêque vers le même temps. Ils se résolurent l'un et l'autre à se rendre à Rome demander la consécration épiscopale au souverain pontife. Celui-ci les reçut avec bonté, les sacra évêques dans la basilique de Saint-Pierre et les combla de témoignages d'estime et d'affection. Rentrés dans leur pays, ils furent bientôt pris de cette fièvre d'apostolat qui poussa tant de leurs compatriotes sur le continent européen dans le cours du VII^e et du VIII^e siècle. Ils partirent donc, toujours de compagnie, emmenant avec eux le diacre Odger, et se présentèrent au roi Pépin. On suppose que le biographe a voulu désigner sous ce nom le maire du palais Pépin de Herstal, père de Charles Martel : ce Pépin est dénommé plus justement dans la Vie de saint Wiron, *dux Francorum*. Pépin accueillit les missionnaires avec empressement et les encouragea beaucoup à entreprendre l'évangélisation des tribus encore païennes soumises aux Francs d'Austrasie. Leur activité apostolique s'exerça presque uniquement dans la Gueldre et dans les pays voisins, qui formèrent plus tard les duchés de Clèves et de Juliers.

Lorsque l'âge et l'épuisement de ses forces obligèrent Plechelm à renoncer à ses courses apostoliques, Pépin lui fit don d'un fonds de terre dans l'endroit appelé alors Mont-Pierre et qui porta plus tard, — peut-être même auparavant, — le nom d'Odilienberg ou autre semblable (comp. Willemsen, t. c., p. 416-48). Le saint évêque y bâtit une sorte de monastère, où le duc des Francs venait chaque année en temps de carême, nu-pieds et en habit de pénitent, faire sa confession à l'homme

de Dieu et conférer avec lui des affaires publiques. Il est à remarquer que des détails absolument identiques sont donnés par le biographe de saint Wiron, mais rapportés à son héros.

C'est dans cette retraite que Plecthelm mourut le 15 juillet, on ne sait en quelle année.

Nous n'avons rien dit de la prétendue identité entre notre saint Plecthelm et le Pehthelme, premier évêque de *Candida Casa* en Northumbrie, mentionné par Bède, ni de la participation de saint Wiron et de saint Plecthelm à un concile d'Utrecht qui aurait été convoqué par saint Willibrord. Ces fausses hypothèses ont été longuement réfutées par Bolandus dans ses introductions aux Vies des deux saints.

Ch. De Smedt.

Vita s. Plecthelmi, publiée dans les *Acta Sanctorum*, avec introduction et notes de Jean Bolandus, t. IV de Juillet, p. 50-60; puis réimprimée, avec la même introduction, mais abrégée en plusieurs endroits, par J. Chesquière, *Acta Sanctorum Belgii*, t. VI, p. 497-218, et plus récemment, suivant l'édition primitive, et avec quelques notes additionnelles, par Mr Willemsen, dans les *Publications de la Société historique et archéologique dans le duché de Limbourg*, t. XXII (1885), p. 481-522. — *Vita s. Wironis*, publiée de même successivement dans les *Acta Sanctorum*, t. II de Mai, p. 309-316; dans les *Acta Sanctorum Belgii*, t. V, p. 343-363; et par Mr Willemsen, t. c., p. 443-480. — *Vita s. Odgeri*, publiée dans les *Acta Sanctorum*, t. III de Septembre, p. 612-616; dans les *Acta Sanctorum Belgii*, t. VI, p. 213-225; par Mr Willemsen, t. c., p. 523-533. — A. Wolters, *De heiligen Wiro, Plecthelmus en Odgerus in het kapittel van Sint Odilien-Berg* (Roermond, 1861; in-8°, viii-182 p.). — J. O'Hanlon, *Lives of the Irish Saints*, vol. VIII, p. 239-244.

PLECTRUDE, femme de Pépin II ou de Herstal, qui l'épousa entre 670 et 675. Elle appartenait à une famille puissante de l'Austrasie. Son père, Hugobert, portait le même nom qu'un sénéchal de Clovis III mentionné en 693 et qu'un comte du palais de Childbert III en 697, et il est possible qu'il faille l'identifier avec l'un de ces deux personnages. L'historiographie de la fin du VII^e siècle est si laconique qu'on ne doit pas s'attendre à y trouver beaucoup de renseignements sur Plectrude. On pourrait croire, d'après l'épithète de *prudentissima* que lui donne le *Liber Historie Francorum* (*Gesta Francorum*) qu'elle se distinguait par son intelli-

gence, si l'on ne savait que le style barbare des écrivains de l'époque ne permet pas d'attribuer aux adjectifs, qu'ils distribuent au hasard, une signification bien précise. Il semble cependant que Plectrude ait exercé sur son mari une réelle influence. Nous savons du moins que c'est grâce à elle que Pépin consentit, après un premier refus, à donner à l'apôtre des Bructères, saint Suidbert, une île du Rhin, située entre Duisbourg et Dusseldorf, pour y construire un monastère.

Quelques années après son mariage, Plectrude subit l'humiliation de se voir préférer une concubine, Alpaïde, femme de haute naissance et d'une grande beauté, qui, en 688, donna à Pépin un fils qui devait s'illustrer plus tard sous le nom de Charles Martel. Plectrude semble même avoir été répudiée pendant un certain temps, car les sources contemporaines mentionnent Alpaïde comme la « seconde épouse » de Pépin. Quoi qu'il en soit, elle devait être réconciliée avec son mari en 702, date à laquelle ils firent ensemble une donation à l'église de Saint-Vannes dans le diocèse de Verdun.

De l'union de Plectrude et de Pépin naquirent deux fils qui ne survécurent ni l'un ni l'autre à leur père. Le premier, Drogon, mourut duc de Champagne en 708; le second, Grimoald, qui avait reçu les fonctions de maire du palais en Neustrie, fut assassiné en 714 dans l'oratoire de Saint-Lambert à Liège. C'est peu de temps après ce meurtre, le 16 décembre 714, que Pépin descendit lui-même dans la tombe. Il avait désigné pour succéder à la mairie du palais en Neustrie le fils illégitime de Grimoald, le jeune Théodoald, un enfant de six ans. On peut supposer que Plectrude, hostile au bâtard de son mari, ne fut pas étrangère à cette décision.

Soit qu'elle en ait été chargée par Pépin, soit qu'elle ait agi de son propre mouvement, Plectrude prit la régence de son petit-fils. Son premier soin fut de s'emparer de Charles (Martel) qui, alors âgé de vingt-cinq ans, jouissait d'une

grande influence auprès de l'aristocratie austrasienne, et dans lequel elle craignait un adversaire de son pouvoir.

Mais, sous le gouvernement d'une femme, l'anarchie, qui depuis longtemps déjà travaillait le royaume franc et que Pépin n'avait pu réprimer qu'avec peine, se déclina de nouveau. La plupart des grands de Neustrie manifestèrent tout de suite leur mécontentement de voir la mairie du palais attribuée, comme un bien de famille héréditaire dans la maison austrasienne de Pépin, à un enfant en bas âge. La cruauté dont Plectrude fit preuve à l'égard des opposants provoqua bientôt une révolte presque générale. Les partisans de Théodoald furent vaincus en 711 dans la forêt de Cuise, près de Compiègne, et parvinrent à grand-peine à ramener en Austrasie leur jeune maire du palais. A sa place, les Neustriens élurent leur compatriote Raganfred.

La défaite de Cuise eut tout de suite pour Plectrude et Théodoald les conséquences les plus désastreuses. L'Austrasie se vit bientôt entourée d'ennemis. Les Saxons l'envahirent par le Nord; l'ambitieux évêque d'Auxerre, Savaricus, rassembla des troupes pour l'attaquer par le Sud, en même temps que Raganfred se préparait lui-même à la guerre et s'alliait au duc des Frisons, Ratbod. Pour compliquer encore la situation de la régente, Charles Martel s'enfuyait de sa prison au mois d'août 715 et voyait se grouper autour de lui un nombre considérable de partisans. Plectrude, réfugiée dans Cologne, fut bientôt presque complètement abandonnée. Charles se mit à la tête des Austrasiens et marcha contre Ratbod. Vaincu, il se retira dans les Ardennes pendant que l'armée neustrienne arrivait devant Cologne, que Plectrude ne défendit pas. Elle se réconcilia avec Raganfred et avec le roi Chilpéric II, qui reprirent la route de Neustrie (716) après avoir reçu d'elle d'immenses richesses. Cette conduite de Plectrude équivalait à la renonciation de Théodoald à la dignité de maire du palais. Il disparaît si complètement de l'histoire

après cette date, que des écrivains postérieurs ont cru qu'il était mort peu après 715. En réalité, il continua de mener pendant plusieurs années une existence obscure. Il vivait encore en 722.

L'histoire des dernières années de Plectrude ne nous est guère mieux connue. Les foudroyants succès militaires de Charles sur les Neustriens, qui commencent immédiatement après les événements que l'on vient de raconter, le rendirent bientôt tout-puissant dans le royaume franc. Dès 717, il s'empara de Cologne et se faisait livrer par Plectrude les trésors de son père. Depuis lors, on n'entend plus parler de celle-ci. On ne sait ni où elle passa le reste de son existence, ni quand elle mourut. Le bruit de son mariage avec Raganfred, qui eut cours plus tard en Austrasie, est absolument controuvé. On doit supposer qu'elle finit par se réconcilier avec Charles Martel, puisque c'est à la cour de celui-ci que son pupille Théodoald, qu'elle n'avait sans doute pas abandonné, acheva ses jours.

Comme tous les membres de la famille carolingienne, Plectrude favorisa de tout son pouvoir la prospérité des monastères. Elle fit des donations à Saint-Vannes, aux Saints-Apôtres de Metz, à Echternach, à Susteren, à Russon. Des traditions postérieures lui attribuent la fondation de l'abbaye d'Andage ou Saint-Hubert en Ardenne.

H. Pirenne.

Chronique dite de Frédégaire et *Liber Historiae Francorum*, dans *Mon. Germ. Hist. Script. rerum Merovingicarum*, t. II. — Th. Breysig, *Jahrbücher des Fränkischen Reiches* (Leipzig, 1869), 714-741.

PLEKE (*François*), curé de Laeken depuis novembre 1703 jusqu'à sa mort, arrivée au commencement d'avril 1749. Il est cité par Frederiks et Vanden Branden comme auteur d'un opuscule intitulé : *Oorsprongh van de Kercke van Laken* (Bruxelles, s. d.; in-12°). Mais c'est là une erreur. L'ouvrage est de Quentin Hennin (cf. *Biographie nationale*, t. IX, col. 84-85), prédécesseur de Pleke à la cure de Laeken. Toutefois,

comme l'œuvre de Hennin a été écrite et a paru d'abord en français, en 1694, nous considérons comme probable que Pleke en fut le traducteur.

Léonard Willems,

J.-G. Frederiks et F.-J. Vanden Branden, *Biographisch woordenboek der noord- en zuidnederlandsche letterkunde*, p. 643 (vo Pleeck).

❖ **PLEMP** (*Vopiscus-Fortunatus*), plus connu sous le nom latinisé de Plempius, professeur de médecine à l'université de Louvain, né à Amsterdam, le 23 décembre 1601, décédé à Louvain, le 12 décembre 1671. Il fit ses humanités à Gand, son cours biennal de philosophie à Louvain, à la pédagogie du Faucon, où il eut comme professeur le célèbre Libert Froidmont. Il fut, en 1620, promu maître ès arts, le cinquième sur deux cent vingt-quatre concurrents. Après avoir suivi des cours de médecine à l'université de Leyde, il se rendit à l'université de Padoue, où il eut pour maître le Bruxellois Adrien Vanden Spieghel, puis à l'université de Bologne, où il conquist le doctorat après un brillant examen (1623). De retour à Amsterdam, il continua ses études tout en pratiquant son art (1623-1633). C'est durant son séjour dans sa patrie qu'il publia, en langue néerlandaise, un traité *Des muscles*, et, en langue latine, son *Ophthalmographia sive de oculi fabrica, actione et usu, præter communem medicorum et philosophorum opinionem* (1632), ouvrage des plus intéressants, où il se montre au courant des derniers progrès de la science et qu'il réédita ensuite à Louvain, en 1648 et en 1659, avec des additions importantes. En 1633, il traduisit en néerlandais et enrichit de notes l'anatomie de Cabriolius. Sa notoriété amena l'archiduchesse Isabelle à lui proposer une chaire à Louvain. Plempl l'accepta et inaugura ses cours le 3 octobre 1633. L'année suivante, il échangea la chaire des Institutions contre celle de professeur primaire de médecine pratique, qu'il garda jusqu'à sa mort. En 1638, il publia son grand ouvrage : *Fundamenta seu institutiones medicinæ*, réédité en 1644, en 1653 et en 1664. Il y montre une science con-

sommée pour l'époque, et une connaissance peu commune de la littérature scientifique contemporaine. Plempl manie le latin avec aisance et élégance, et ne dédaigne pas d'émailler ses exposés de réflexions enjouées qui en rendent la lecture agréable. Ce livre fut attaqué par Schenkius, professeur à Iéna, par un professeur de physique de Leyde, et surtout par Jacques Primirose, médecin français de naissance, mais résident en Angleterre. Primirose dit dans le titre de son ouvrage que les *Fundamenta* contiennent quatre cents erreurs. Plempl dédaigna de se défendre lui-même, mais il fut vengé par Daniel Vermostius, médecin d'Aerschot, et par deux de ses compatriotes et élèves, François Plempl, son neveu, et Gérard Blasius. Outre ces deux principaux travaux, Plempl publia encore des *Animadversiones in veram praxim curandæ tertianæ propositam a Doctore Petro Darba, Ferdinandi Cardinalis ac Belgii gubernatoris archiatri* (1642); un opuscule contre la valeur curative du quinquina : *Antimus Coningius Peruviani pulveris defensor repulsus a Melippo* (anagramme de Plemplio) *Protymo* (1655); une traduction latine des canons médicaux arabes d'Avicenne (1658); un traité latin des maladies des cheveux et des ongles (1662); un ouvrage très curieux et très savant d'hygiène intitulé : *De togatorum valetudine tuenda commentatio* (1670). On trouvera dans l'*Annuaire de l'université de Louvain* pour 1863, p. 312-318, une notice anonyme sur les manuscrits inédits de Plempl (traités de médecine, discours de circonstance), conservés à la bibliothèque universitaire.

Mais ce qui rend Plempl particulièrement intéressant pour l'histoire littéraire de notre pays, c'est qu'il a été chez nous, jusqu'à la fin de ses jours, le protagoniste du parti anticartésien. Notre médecin avait fait à Amsterdam, avant son départ pour Louvain en 1633, la connaissance personnelle de René Descartes. Quand celui-ci publia son premier ouvrage, en 1637 (*Discours de la méthode et Essais*), il en envoya des exemplaires à Plempl pour lui et ses amis. Ce fut l'origine de

toute une correspondance dont on peut lire les pièces dans la nouvelle édition des œuvres de Descartes en cours de publication. Plemp attaqua Descartes sur la circulation du sang et la théorie des pulsations du cœur, que le philosophe français attribuait à la dilatation du sang sous l'action d'un ferment. Dès 1638, les *Fundamenta* mentionnent cette polémique. Dans la seconde édition, Plemp rétracta nettement ses critiques contre la grande découverte de Harvey, mais maintint, à bon droit, celles qu'il avait formulées contre la théorie cartésienne des pulsations du cœur. En 1653, il provoque à l'université une levée de boucliers contre le cartésianisme qui avait envahi la faculté des arts et surtout celle de médecine : *Doctorum aliquot virorum in Academia Lovaniensi judicia de philosophia cartesiana* (1654). En 1659, il répond brillamment aux remarques cartésiennes de son collègue Gérard van Gustershoven sur son *Ophthalmographie* (appendice de la 3^e édition de cet ouvrage). En 1664, la préface de la 4^e édition des *Fundamenta* n'est qu'un long exposé des mesures prises par l'internonce de Bruxelles, Jérôme de Vecchi, et l'université contre les erreurs cartésiennes, avec une réfutation soignée de l'hypothèse des bêtes-machines, où, par un excès contraire, il semble transformer les animaux en êtres raisonnables. Nous avons retracé en détail toutes ces luttes dans notre *Histoire du cartésianisme en Belgique*, à laquelle nous renvoyons le lecteur.

Quand, en janvier 1672, Gui Patin, médecin lui-même, apprit la mort de Plemp, il écrivit à un de ses amis : « Je viens d'apprendre par des lettres de Bruxelles que M. Plempius, professeur en médecine, est mort le 12 de ce décembre dernier. Adieu la bonne doctrine en ce pays-là! Descartes et les chimistes ignorants tâchent de tout gâter » (*Lettres choisies*, Paris, 1692, vol. II, p. 582). Plemp fut enterré à Louvain, dans l'église des Augustins. Son épitaphe disait qu'il avait été *vir toto orbe celeberrimus*. Et, en vérité, son talent de savant et d'écrivain, ses mul-

tiples polémiques où tantôt il attaquait et tantôt il se défendait, avaient fait de lui un des savants les plus en vue dans notre pays au XVII^e siècle.

Georges Monchamp.

Sur Plemp, outre les ouvrages cités plus haut, voir dans l'*Annuaire de l'université de Louvain pour 1845*, la notice que lui a consacrée M^r le professeur Haan (p. 209-232).

PLENEVAUX (les), famille liégeoise qui donna un grand nombre de juriconsultes et de magistrats à la cité. Parmi les plus importants nous citerons dans l'ordre des dates :

PLENEVAUX (Nicolas), fils de Jean P. et de Marguerite Masset, fut bourgmestre de Liège en 1626, 1638, 1643, 1652 et 1657. Il avait épousé Marie de Randaxhe et mourut en 1663.

PLENEVAUX (Nicolas), docteur en droit, ancien chanoine de Saint-Pierre, fut bourgmestre en 1676 et en 1681. Il eut chaque fois comme collègue Charles d'Ans. Sa seconde magistrature fut très agitée. Liège était en révolte contre Maximilien de Bavière. Les deux bourgmestres, que leur modération avait rendus suspects, furent destitués par les métiers le 6 juillet 1682 et remplacés jusqu'au jour des élections municipales (25 juillet) par Ernest Plenevaux et François de Looz, les deux bourgmestres de l'année précédente. Charles d'Ans et Nicolas Plenevaux furent même proscrits de la cité.

PLENEVAUX (Ernest) fut bourgmestre en 1680 et en 1682 avec François de Looz. La seconde fois, comme nous l'avons dit dans l'article précédent, il ne resta que trois semaines en fonction. Une émeute populaire avait renversé Nicolas Plenevaux, son parent, et Charles d'Ans; comme bourgmestres sortants, Ernest Plenevaux et François de Looz durent reprendre la direction de la cité et achever le mandat des magistrats proscrits.

PLENEVAUX (Jean-Barthélemi), dit *Plenevaux le Jeune*, avocat, fut nommé, en 1677, lieutenant des vieux arbalétriers et bourgmestre; en 1678, il fut

envoyé à Nimègue par la cité avec le syndic Augustin Hanus pour faire reconnaître la neutralité et les privilèges des Liégeois; mais Maximilien de Bavière vit dans cette démarche une atteinte à ses droits de souverain et il obtint du congrès que les deux députés ne fussent pas reçus. Jean Barthélemy fut encore bourgmestre en 1698, en 1703 et en 1708. Il est l'auteur du *Liégeois plaignif en l'an 1677*, qu'on trouvera à l'université de Liège dans la collection laissée par Ulysse Capitaine.

H. Lonchay.

Il nous a été impossible de déterminer la filiation ou la parenté des différents personnages cités dans les articles précédents. La généalogie manuscrite des Plenevaux qu'on trouvera aux archives de l'Etat à Liège dans les *Papiers du héraut d'armes Lefort* ne concorde pas avec le *Recueil héraldique des bourgmestres de la noble cité de Liège*. Pour l'histoire des événements auxquels les Plenevaux furent mêlés, nous renvoyons à Daris, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège pendant le XVIII^e siècle* (Liège, 1877; 2 vol.), et à Michel Huisman, *Essai sur le règne du prince-évêque de Liège Maximilien-Henri de Bavière* (Liège, 1899; in-8°). On trouvera l'indication de quelques brochures du temps relatives à des membres de cette vieille famille liégeoise dans De Theux, *Bibliographie liégeoise*, 2^e éd. (Bruges, 1885).

PLÉON, PILÉON ou PLÉRÉON, 18^e ou 19^e évêque de Tournai, mentionné aussi comme 34^e évêque de Noyon, vivait au VIII^e siècle. Il est cité dans deux actes de 798 et 799, et figure dans divers catalogues des évêques de Tournai. On ne possède aucun détail sur son épiscopat.

E.-J. Soil.

Warichez, *Origines de l'église de Tournai*. — *Gallia christiana*, t. IX.

PLÉTAIN (*Armand-Hubert-Ghislain*), philanthrope, né à Soignies, le 16 pluviôse an x, que l'on a, erronément traduit par 5 février 1800, au lieu de 5 février 1802, et décédé à Mons, le 18 février 1854. Son père, Pierre-Joseph, avait été commissaire du pouvoir exécutif à Soignies sous la République française et devint ensuite maire. Il envoya son fils suivre les classes d'humanités au collège de sa ville natale, puis les cours de droit à l'université de Louvain. A vingt-cinq ans, Armand Plétain fut nommé notaire à

Soignies et peu d'années après il fut appelé à remplir les mêmes fonctions à Mons; il y apporta une grande délicatesse et une rare honnêteté, et, tandis que tant de notaires se sont enrichis au détriment de leurs clients, lui mourut pauvre. En 1836, le conseil communal de Mons nomma Plétain membre de la commission des hospices civils; en 1840, il devint receveur général de cette administration. Les questions de bienfaisance et du paupérisme attirèrent spécialement l'esprit et le cœur de cet administrateur. La Société des sciences, des arts et des lettres du Hainaut ayant mis au concours l'examen des moyens pratiques les plus efficaces pour extirper le paupérisme dans la province, la médaille d'or fut décernée en 1843 à Armand Plétain pour un mémoire sur le *Paupérisme* qui fut inséré dans le tome IV des *Mémoires* de la société. On reconnut que son travail « est profondément empreint d'un sentiment moral et religieux et que l'auteur, judicieux philanthrope, en pré-sentant les moyens de guérir le corps social de la plaie du paupérisme, n'a jamais perdu de vue l'amélioration de l'homme, ni la nécessité de le rappeler sans cesse à sa dignité, pour le retirer du vice et de la dégradation, pour le rendre à la pratique de ses devoirs et à la vertu ». Quelques années plus tard, Plétain traita en quelques pages *De la bienfaisance publique*, note qui fut publiée dans le tome X des *Mémoires* de la même société. Ces écrits ne sont pas l'œuvre d'un théoricien abstrait; Armand Plétain avait pris à cœur, dans la gestion de l'importante dotation des hospices montois, de s'efforcer d'y introduire des améliorations utiles et pratiques à l'avantage des pauvres. Non content de ses fonctions officielles, il apporta un concours intelligent et dévoué à des institutions charitables créées à Mons par l'initiative locale. Il fut le fondateur de la Société philanthropique, président de la Commission pour le patronage des prisonniers libérés, de la Commission des maisons d'aliénés, secrétaire

de la Caisse pour l'achat des provisions d'hiver, secrétaire de la Caisse de prévoyance. Depuis 1848, il était conseiller communal. Outre ses publications sur le paupérisme, Pletain a laissé un travail : *Opusculé sur les diverses formes de gouvernement*. Mons, 1845 ; in-8°.

Ernest Matthieu.

Mémoires et publications de la Société des sciences, des arts et des lettres du Hainaut, 2^e série, t. II (notice par A. Le Tellier). — *Revue de Liège*, t. III, p. 329. — C. Rousselle, *Biographie montoise du XIX^e siècle*.

PLETAIN (Jean-Baptiste), médecin, né à Soignies (non à Mons), vécut à la fin du XVIII^e siècle. Il est l'auteur d'un opusculé intitulé : *De doloris theoria*, imprimé à Louvain en 1787 (in-4° de 4 pages), et réimprimé en 1796 (in-8° de 5 pages). Cette note de Broeckx, reproduite par d'autres biographes, a empêché le nom de J.-B. Pletain de tomber dans un oubli complet. En cherchant à en contrôler les assertions, nous avons pu relever au registre d'immatriculation de l'université de Louvain la mention, au 14 octobre 1786, de *J.-B. Pletain, Sonesiensis*. Sa publication, faite l'année suivante, doit être une simple thèse universitaire. L'état civil de Soignies renseigne, au 15 juin 1766, la naissance de J.-B. Pletain, fils de Pierre-Joseph et de Célestine-Josèphe Borremans, tous deux originaires de Horrues, mais ce Jean-Baptiste est décédé en cette ville le 23 août 1774. L'auteur du *De doloris theoria* serait-il né à Horrues ? Un J.-B. Pletain mourut célibataire, à Mons, le 30 juin 1790 ; peut-être ce médecin s'était-il fixé à Mons ; l'acte de décès, il est vrai, ne renseigne pas la profession de ce Pletain. Piron donne erronément à notre personnage le nom de Philippe.

Ernest Matthieu.

Broeckx, *Documents pour servir à l'histoire de la bibliographie médicale belge*, p. 46. — A. Matthieu, *Biographie montoise*. — Piron, *Algemeene levensbeschryving der mannen en vrouwen van België*. — Etat civil de Soignies. — Bibliothèque royale à Bruxelles, n° 13702. — Renseignements fournis par M^r A. Demeuldre, président du Cercle d'archéologie de Soignies.

PLETENBERG (Mathieu VAN). Voir PLATTENBERG.

PLETINCKX (Charles-Joseph-Pierre), lieutenant général, commandant supérieur de la garde civique de Bruxelles, né à Bruxelles le 20 février 1797, mort à Middelkerke le 15 août 1877. Il constitue un vrai type de soldat et d'homme d'action, de ceux dont l'intervention fait réussir ou échouer, à leur gré, l'action désordonnée d'un mouvement populaire. A ce titre, il convient d'insister surtout sur le rôle important joué par Pletinckx au début des événements de 1830, notamment comme inspirateur et premier organisateur de la garde nationale et en général comme initiateur de nombreuses mesures propres à assurer les succès des premiers jours. On l'accusa, il est vrai, d'exagération patriotique, imputation contre laquelle il crut même devoir se défendre dans son *Appel à l'opinion* (Bruxelles, 1831, 37 p. in-8°) ; et à considérer son activité bouillonnante, comment on l'éloigne dans telles circonstances, ou on le relègue dans des commandements d'importance secondaire, il semble que ce reproche ne dut pas être sans fondement. Son *Mémoire* sur sa participation à la révolution de 1830, où nous puiserons, reflète le même sentiment. Mais cette exaltation un peu théâtrale, qu'on retrouve dans les écrits du temps comme dans les accents de l'hymne de Camphout, fut une des caractéristiques de ce moment de notre histoire, dont Pletinckx ne reste pas moins une des figures marquantes.

Neveu et filleul du baron Evers, général de division dans les armées de l'Empire, Pletinckx s'éprit de bonne heure du métier des armes, entra comme cadet au 8^e régiment de hussards néerlandais (10 mars — et non 22 octobre — 1814), devint maréchal des logis (5 février 1815) et assista à la bataille de Waterloo, où il conquist l'ordre militaire de Guillaume en sauvant une pièce de canon. Il fit ensuite la campagne de France et passa, avec le grade de sous-lieutenant, dans la division de cuirassiers n° 9, à Utrecht (19 février 1819). Déçu par la lenteur de son avancement et regrettant son

ancien uniforme, il se fit admettre au 7^e régiment de hussards, désigné pour Batavia. Pletinckx demeura aux Indes jusqu'en 1824, revint en Europe, miné par l'inaction et le climat, et entra au 6^e hussards (17 février 1824). Découragé définitivement par le mauvais vouloir du gouvernement de La Haye envers les militaires d'origine belge, il démissionna trois ans plus tard (10 avril 1827) et se maria bientôt après.

Ici se place sa participation à la révolution belge. Après avoir, dès le début, le soir de la représentation de *la Muette* (25 août), évité une effusion de sang en persuadant à un officier de grenadiers de se retirer avec ses hommes, il se rendit, avec Ducpétiaux et d'autres, à l'Hôtel de ville, pour proposer au gouverneur Vanderfosse la formation d'une garde bourgeoise sous le commandement du duc d'Arenberg, du baron d'Hooghvorst ou de l'industriel Basse. Lui-même accepta le commandement en second; mais d'Hooghvorst et d'Arenberg étant absents et Basse se dérochant, Pletinckx assumait seul les lourdes responsabilités du commandement. La ville était en complète effervescence. Aidé de son ami Fleury-Duray, Pletinckx équipa un premier peloton de gardes au moyen d'armes prélevées à la caserne des Annonciades et concourut à empêcher l'envahissement de l'Hôtel de ville par les bandes venues pour enlever les armes prétendument cachées dans les combles. Toujours avec Fleury-Duray, il se rend ensuite, muni d'une lettre de Vanderfosse, au palais du prince Frédéric, obtient des généraux hollandais, sous sa responsabilité, l'évacuation de l'édifice occupé par les troupes et se fait concéder des armes pour quatre cents bourgeois. Mais il ne put profiter de ce dernier avantage : en revenant à l'Hôtel de ville, il ne trouva plus que quelques-uns des gardes qu'il y avait laissés, dirigea ce petit nombre d'hommes sur les endroits les plus agités de la ville. Puis il fit appel à tous les bons citoyens pour renforcer la garde et prescrivit l'arrestation de tout individu armé ne faisant partie d'aucune section. Le baron d'Hooghvorst, enfin arrivé le

28 août, le maintint dans son commandement, avec le grade de lieutenant-colonel. Pletinckx fit ensuite une tournée en province pour y soulever la population, acheter de la poudre, etc. Le 19 septembre, l'armée hollandaise étant annoncée, la majorité de la garde bourgeoise résolut de temporiser; Pletinckx, prévoyant un mouvement populaire, démissionna aussitôt : le même soir, en effet, le peuple envahissait l'Hôtel de ville et expulsait les membres du conseil. Le 20 septembre, Pletinckx, de garde au palais, obtint la dispersion d'une bande de quinze cents hommes venus pour désarmer la garde. Le 21, la garde bourgeoise fut réorganisée, Vandermeeren nommé commandant en chef et Pletinckx commandant en second; tous deux conduisirent la reconnaissance dirigée ce même jour vers Dieghem, premier contact avec l'ennemi. Vandermeeren s'étant ensuite retiré, Pletinckx commanda seul les deux jours qui suivirent. Depuis la dispersion de l'état-major, les rangs de la garde bourgeoise s'étaient fortement éclaircis : Pletinckx recrute à Uccle une garde pour la porte de Namur et lance des appels aux volontaires. Il fait expulser de l'Hôtel de ville quelques habitants qui préconisaient la capitulation, désigne les endroits à barricader, installe un poste d'observation au haut des tours de Sainte-Gudule, réquisitionne des caisses d'armes expédiées de Liège à Paris par Bruxelles, organise des quêtes pour les achats de poudre. Il se signale particulièrement en faisant enlever, aux approches des Hollandais, les canons déposés à la caserne des Annonciades, et qui servirent utilement les patriotes. A Nivelles, il recrute deux cents hommes qui coopérèrent à l'attaque du Parc. Le 24, Van Halen ayant accepté le commandement en chef des patriotes, Pletinckx devint son chef d'état-major. On sait que l'attaque du Parc (25 septembre) s'opéra sur trois colonnes : celle de droite commandée par Grégoire, celle du centre par Van Halen, celle de gauche, vers la rue de Louvain, par Pletinckx. La position de ce dernier était assez difficile.

Les Hollandais occupaient le boulevard et les rues vers Schaerbeek, le palais des États généraux et les hôtels voisins. Tandis que Pletinckx s'occupait à les déloger de ces immeubles, il fut attaqué simultanément par les rues de Louvain et Notre-Dame-aux-Neiges. A un moment donné, les Hollandais envoyèrent un parlementaire, que Pletinckx adressa aux membres du gouvernement. Chargé lui-même de transmettre une lettre du parlementaire à ses chefs, Pletinckx se rendit à la barricade à l'extrémité de la rue de Louvain. Soudain appréhendé et désarmé, on l'enferma dans une prison, pour le mener ensuite à Schaerbeek et le diriger, le lendemain, sur la maison d'Anvers, où il retrouva Ducpétiaux et Evrard, non moins illégalement arrêtés peu auparavant. Quelques jours plus tard, le prince d'Orange, passant à Anvers pour remplacer le prince Frédéric dans son commandement, consentit à les échanger tous trois contre des officiers prisonniers dans Bruxelles (5 octobre). Ici se place un curieux incident, sur lequel nous n'avons d'autre témoignage que celui de Pletinckx lui-même. Le prince connaissait le neveu du général Evers, qui l'avait escorté hors de Bruxelles, après la vaine tentative conciliatrice du 5 septembre. Pletinckx mis en liberté, le prince le fit mener au palais de la place de Meir, où il eut avec lui une entrevue. Le prince, en pleurant, lui aurait demandé son opinion sur les événements en cours et l'aurait interrogé sur l'effet de sa proclamation au peuple belge; sur quoi le patriote bruxellois, après avoir respectueusement critiqué le ton ambigu de ce document, n'aurait pas craint d'engager Guillaume, fort aimé chez nous, à se détacher du roi de Hollande et à faire cause commune avec les révolutionnaires, pour devenir le roi des Belges; projet évidemment réalisable, mais que le prince repoussa avec indignation. Il aurait déclaré plus tard, au sujet de cette entrevue, que « s'il » avait suivi les conseils de Pletinckx, il « serait roi des Belges ». Quoi qu'il en soit, la détention du patriote l'empêcha, au regret de Rogier, d'être élu membre

du gouvernement provisoire et du comité organisateur du ministère de la guerre. Nommé colonel de cavalerie (18 octobre 1830) et désigné pour le 1^{er} lanciers, formé de soldats belges précédemment au service de la Hollande (4 novembre), il partit pour Anvers avec son régiment, sous les ordres du général-major de Marneffe. Dans cette ville, il eut à réprimer divers actes d'indiscipline attribués à des menées orangistes, fit même traduire en conseil de guerre dix-sept officiers, qui furent d'ailleurs acquittés — d'où pour lui une situation assez délicate. Lors de la campagne de 1831, il prit part avec son régiment à l'affaire de Boutersen (11 août) et couvrit ensuite la retraite des troupes belges sur Louvain. Durant cette retraite, de Marneffe l'empêcha d'exécuter un mouvement qui devait, selon lui, déterminer la capture de tout le 10^e régiment de lanciers hollandais. Malade de chagrin et de dépit à la pensée du brillant fait d'armes que de Marneffe lui avait fait manquer, il sollicita un congé, puis démissionna pour entrer dans le cadre de réserve. Le roi aurait eu l'intention de l'appeler aux fonctions d'aide de camp, mais certaines influences l'en auraient détourné et Pletinckx fut nommé commandant de place de 2^e classe à Namur (26 décembre 1831). Ce n'était là qu'une « position d'attente », mais elle se prolongea jusqu'au 9 avril 1841, date à laquelle Pletinckx fut appelé au commandement de la province de Luxembourg. Pendant un intérim à Namur, il eut à réprimer une rébellion à main armée de la compagnie disciplinaire de Dinant (décembre 1832). Nommé ensuite dans la Flandre occidentale et devenu général-major (21 juillet 1845), il put arrêter, sans effusion de sang, les troubles provoqués à Bruges par la cherté des vivres (février 1847). En 1857, de Brouckere engagea Pletinckx à demander sa mise à la retraite, lui promettant de le faire nommer commandant supérieur de la garde civique de Bruxelles en remplacement du général Petithan, décedé; ce qui fut fait (8 novembre 1857). Pendant la guerre de 1870, Pletinckx,

malgré ses soixante-treize ans, se rendit à Sedan comme vice-président de la Société de la Croix-Rouge de Belgique et y rendit des services qui lui valurent la croix de la Légion d'honneur et l'Ordre du Mérite de Bavière. Il était grand officier de l'Ordre de Léopold (16 octobre 1870), décoré de la Croix de fer, de la médaille commémorative, de l'Ordre du Christ, de la Couronne de Prusse, etc. C'est sur son initiative que fut signé l'arrêté autorisant les officiers pensionnés à recourir aux médecins et aux pharmaciens militaires (20 décembre 1846).

Pletinckx avait eu deux frères, tous deux morts à la guerre : Pierre, volontaire au 23^e chasseurs français, tué par les Cosaques sous les murs de Hambourg, et Napoléon, volontaire dans l'artillerie néerlandaise, décédé à Samarang à la suite de blessures.

E. Closson.

Notice biographique sur le lieutenant-général Pletinckx, par un garde civique de Bruxelles [Rastoul de Mongeot] (Bruxelles, E. Guyot, 1873). — Pletinckx, *Mémoire sur sa participation à la Révolution de 1830* (ms. aux Archives de la ville de Bruxelles). — *Appel à l'opinion* (Bruxelles, 1831; in-8°, 37 p.). — *Moniteur belge*, 1877, p. 2604-2602. — Vigneron, *la Belgique militaire*, t. I, p. 302-313 (portrait). — De Wargny, *Esquisses historiques de la Révolution de Belgique en 1830* (Bruxelles, Tarlier, 1830). — Th. Juste, *la Révolution belge de 1830*, t. II. — Van Halen, *les Quatre Journées de Bruxelles*, p. 8, 21, 32. — *Bibliographie nationale*, t. III, p. 158. — *Annuaire de l'armée belge*, 1878, p. 364, 365. — Portraits : Madou, *Costumes militaires du royaume des Pays-Bas* (Pletinckx dans l'uniforme du 7^e hussards); Schubert, lithographie, 1864; Duwez, peinture à l'huile.

PLON (*Jacques-Joseph*), arpenteur, né à Mous, le 2 décembre 1683, et y décédé, le 26 mai 1755. On lui doit de nombreux plans, dessinés avec soin, relatifs à des délimitations de propriété et à des partages. Le titre d'arpenteur du roi et la ville de Mons lui avait été accordé. Plon présenta, avec dessins et plans à l'appui, une série de mémoires en vue de la construction des routes de Mons à Bruxelles et de Mons à diverses autres villes; la plupart de ces projets furent approuvés par les Etats de Hainaut qui en poursuivirent la réalisation. Cet arpenteur formula, en outre, un projet de canal de Boussu à Antoing.

Le gouvernement le chargea, en 1732, d'étudier les moyens d'évacuer les eaux des Charbonnages du Couchant de Mons. Dès le mois d'avril, Plon soumettait un projet de conduit combiné avec tout un système d'aménagement des eaux pouvant servir à l'alimentation d'un canal du Borinage vers Ath et les Flandres. Dans un mémoire bien étudié, il réclamait le creusement d'une grande galerie d'exhaure à partir de Pommerœul à laquelle devaient se rattacher des conduits secondaires traversant le Borinage en diagonale. D'après son devis, une somme de 51,455 florins devait suffire pour l'établissement du conduit principal. La réalisation de ce projet aurait rendu à l'industrie et au commerce des services considérables et permis la construction d'un canal vers Ath. Mais le chiffre de la dépense fit reculer le gouvernement des Pays-Bas et les Etats de Hainaut.

Ernest Mathieu.

Eugène Plon, *Notre livre intime de famille* (Paris, 1893; in-8°). — L. Devillers, *Inventaire des cartes et plans manuscrits et gravés qui sont conservés au dépôt provincial des archives de l'Etat à Mons*, ainsi que le supplément à cet Inventaire.

PLON, famille d'imprimeurs.

PLON (*Pierre-Jean-Joseph*), imprimeur et graveur, né à Mons le 29 décembre 1716, décédé à Nivelles le 17 novembre 1785, était le sixième enfant de l'arpenteur Jacques-Joseph (voir ci-dessus) et de Marie-Elisabeth Berger; il est le premier de cette famille qui posséda un établissement typographique; ses descendants ont fondé et fait prospérer à Paris, dans le cours du xix^e siècle, une maison d'imprimerie de premier ordre. Pierre avait fait son apprentissage chez Mathieu Wilmet à Mons et chez Henry à Lille. Il fut imprimeur-libraire de 1742 à 1746 à Ath, puis de cette dernière date à 1778 à Mons. Des revers de fortune à la suite d'une grave maladie l'obligèrent à abandonner sa profession pour se retirer à Nivelles près de son fils. Pierre Plon gravait lui-même sur bois les dessins et les fleurons qui ornaient ses publica-

tions. On a relevé une liste de quarante-deux impressions sorties de ses presses, dont une seule faite à Ath.

PLON (*Emmanuel-Henri-Joseph*), typographe et graveur, fils de Pierre-Jean-Joseph, naquit à Ath, le 14 novembre 1742 et mourut à Nivelles, le 9 septembre 1832. Apprenti chez son père, il se décida, après son mariage avec Marie-Thérèse-Augustine Raingo, à fonder, en 1774, le premier établissement typographique à Nivelles. Outre de petits livres classiques, on a relevé dix-huit publications sorties de ses presses. Comme son père, Emmanuel Plon pratiqua la gravure sur bois et grava aussi sur cuivre en taille douce et en relief; on lui doit aussi la composition d'encadrements, de fleurons et de séries de lettres pour affiches. Une épidémie de fièvre putride, qui désola Nivelles en 1804 et atteignit la famille de ce typographe, rendit sa situation critique. Il se fit alors instituteur, tout en continuant sa profession d'imprimeur.

PLON (*Charles-Philippe-Joseph*), typographe, fils d'Emmanuel, naquit à Nivelles le 28 décembre 1774 et mourut à Paris le 26 octobre 1843. Après avoir fait son apprentissage chez son père, puis à Mons de 1792 à 1796 chez Bocquet, il partit en 1798 à Paris où il devint prote d'imprimerie et premier directeur à l'importante imprimerie Didot, puis chez Paul Dupont. Après la seconde rentrée des Bourbons, Plon reçut, comme garde national, la décoration du Lys. En janvier 1827, il entra à la Banque de France comme prote de l'imprimerie des billets. De son mariage avec Marguerite-Mélanie-Julie Camus il eut Henri-Philippe Plon, né à Paris en 1809, le célèbre imprimeur de l'empereur Napoléon III.

PLON (*Henri-Ghislain-Joseph*), typographe, né à Nivelles le 28 octobre 1777, mort à Paris le 23 mars 1866, était frère de Charles. Parti pour Paris, il réussit à se faire admettre en septembre 1800 à l'imprimerie de la Banque de France. C'est lui qui imagina

ce que l'on a appelé l'impression identique des billets, c'est-à-dire cette impression de la même image au recto et au verso, si justement répétée qu'en regardant le billet au jour ou à la lumière l'image directe et l'image renversée se superposent rigoureusement.

Ernest Mathieu.

H. Rousselle, *Bibliographie montoise*. — *Bulletin du Bibliophile belge*, t. III. — Eugène Plon, *Notre livre intime de famille* (Paris, 1893).

PLOUICH (*Vaast DE*) ou plutôt DU PLOUICH, mathématicien et cartographe de la châtellenie de Bailleul, né vers la fin du XVII^e ou au commencement du XVIII^e siècle, et décédé à une date et dans une localité inconnues. Maître Vaast Du Plouich, ainsi que l'appelle le chanoine Sanderus, était de la Flandre, car il se qualifie de *Geometra Flander*, sur la carte de la seigneurie de Steenvoorde. Les habitants de Neuve-Eglise, qui faisait partie jadis de la châtellenie de Bailleul, l'ont quelquefois revendiqué pour un des leurs; mais il semble établi par une requête, adressée au Conseil privé par notre géomètre, et découverte aux archives du royaume à Bruxelles par Mr Hosdey, que Du Plouich était originaire de Westoutre. Il habitait en tout cas cette commune lorsque Sanderus lui confia, le 24 décembre 1637, la mission de dessiner sur place, avec le consentement des autorités locales, les plans ou vues des villes, et les cartes géographiques des territoires et châtellenies de la Flandre. Il résulte, au surplus, du document d'archives visé plus haut que Du Plouich était marié et avait charge de famille, et qu'il fut appréhendé pour espionnage au moment où il dessinait le panorama de la ville de Nieuport, que Sanderus lui avait signalé de façon particulière. Constatation intéressante, car elle montre que Du Plouich, fidèle à ses arrangements avec l'érudite chanoine d'Ypres, ne se bornait pas au rôle de dessinateur ou de compilateur, mais qu'il allait lever sur le terrain les cartes des pays et les plans des villes, abbayes, châteaux féodaux, etc., qu'on lui demandait; pour parfaire son œuvre, il s'imposait même divers voyages,

d'après ce que dit Sanderus dans une requête au magistrat d'Audenarde, du 22 mars 1642. Les données topographiques recueillies par Du Plouich méritent donc toute notre confiance. Il y a de l'intérêt à signaler une lettre de Sanderus, adressée, le 22 octobre 1642, au Dr D'Hondt, de Gand; elle nous apprend que Du Plouich réclamait 6 florins pour le dessin de chacun des plans de Winezele (*praetorium*), et d'Eename (*clooster*), qui avaient été égarés. D'autre part, les comptes de la ville d'Audenarde de 1640 renseignent un paiement de 42 livres parisis ou 21 florins à Vaast Du Plouich pour le levé et le plan de la commune; il semble que cette somme ne fut pas suffisamment rémunératrice, car Sanderus demanda au magistrat de la porter à 10 livres de gros; mais on ne trouve point trace de cette majoration de subside.

Nous ne connaissons guère l'œuvre de Du Plouich que par les planches qui figurent dans la *Flandria illustrata* de Sanderus. Ces planches, signées de son nom (*V. du Plouich Auctore; ... delineavit; ... Invenit et Fecit; ... Fecit; ... fec; ... G., Geom., Geomet., ou Geometra*), mais où celui-ci ne figure parfois qu'au bas des dédicaces, sont respectivement au nombre de *sept* et de *cinquante* et une dans les tomes I et II de la 1^{re} édition de la *Flandria illustrata*. Elles donnent des plans et vues de localités, d'édifices, de châteaux féodaux, de prévôtés, d'abbayes, et les cartes des châtellenies d'Ypres, de Bailleul, de Bourbourg, du métier de Cassel, du pays de Lalleu et de la seigneurie de Steenvoorde. Aucune des planches attribuées avec certitude à Du Plouich ne porte la signature ou la marque d'un graveur. Bien que l'on trouve sur des pièces l'inscription *V. du Plouich Fecit*, on peut affirmer que le collaborateur de Sanderus ne maniait pas le burin. Tout a été gravé à Amsterdam chez les Hondius, on ne sait par quels artistes. Deux exceptions peuvent cependant être citées : une planche est signée *Geraerd Coeck sculp. (sic)*, une autre (t. I, p. 390) *J. Milheu : fec.* Cette dernière signature

répond sans doute au monogramme I. M. F. figurant sur un bon nombre de pièces, et n'est que l'abréviation de celle qui se voit sur le plan de Liège du *Theatrum Urbium Belgicæ* .., de J. Blaeu : *Julius Milheuser fecit*.

Ne peut-on pas attribuer à Du Plouich d'autres planches de la *Flandria illustrata*? Nous osons le faire pour le plan de Dunkerque, dont il a signé deux vues panoramiques, mais il nous paraît d'autant plus téméraire d'aller au delà que d'autres géomètres, Louis de Sasques, Louis Du Tielt, Jacques de La Fontaine, ont enrichi de leurs œuvres le travail de Sanderus et qu'un bon nombre de planches, ainsi qu'il résulte du contrat passé, en 1634, entre l'évêque d'Ypres et H. Hondius, ont été fournies par ce dernier. D'après nous, la réserve est également de mise pour les plans manuscrits qui devaient faire partie du tome III de la *Flandria illustrata*, actuellement conservé à la Bibliothèque royale à Bruxelles. Ces plans, disent Galesloot et d'autres auteurs, sont faits par V. Du Plouich. Mais ils n'administrent aucune preuve à l'appui d'une affirmation aussi catégorique. Sans doute, le plan et la vue d'Armentières, que Du Plouich a signés, et qui devaient prendre place dans le tome consacré à la Flandre française, se sont égarés dans le *Theatrum Urbium Belgicæ Regiæ* (1644) de J. Blaeu; mais ce seul fait autorise-t-il l'attribution de tous les plans et dessins du tome III de la *Flandria illustrata* au géomètre flamand? Ne savons-nous pas, au contraire, par une lettre de Sanderus au Dr D'Hondt, du 21 mai 1644, que plusieurs artistes furent sollicités de prêter leur concours à l'achèvement de ce tome III, et que le retard que subit son élaboration provint en partie de ce que *boni delineatores plurimum petunt, mali vero mihi non placent*?

L'œuvre de V. Du Plouich a été plusieurs fois soit partiellement, soit totalement reproduite : Trente planches, y compris Armentières, dans le *Theatrum Urbium Belgicæ Regiæ... et Fœderatæ*, tome I, et dans le *Tonneel Der Steden*

Van 's Konings Nederlanden en... Van De Vereenigde Nederlanden, tome I, achevés tous les deux par J. Blaeu, le 27 septembre 1649. Trois cartes (châtelainie d'Ypres, métier de Cassel et pays de Lalleu) dans *Geographiæ Blavianaë volumen quartum...* Amstelaedami.... J. Blaeu MDCLXII, et dans *Grooten Atlas oft Wereltbeschrijving...*, derde stuck... Amsterdam J. Blaeu, 1664. Toutes les planches, sauf deux, dans les 2^e et 3^e éditions latines et dans l'édition flamande de la *Flandria illustrata*. Ces planches ont parfois subi de légères modifications et ne portent généralement plus la signature de Vaast Du Plouich.

F. van Ortroy.

Sanderus, *Fland. ill.*, les trois éd. lat. (1641-1644; 1732 et 1735), et l'éd. flam. (1735). — J. Blaeu, *Theatrum Urbium Belgicae* [1649] et *Toonneel der steden van ... Nederlanden* [1649]. — Idem, *Geographiæ Blavianaë*, t. IV (1662) et *Grooten Atlas*, derde stuck, 1664. — *Mess. des sciences hist.*, 1838, p. 144-153. — Schayes, dans le *Bibl. belge*, t. I (1845), p. 286-288. — J. de Saint-Genois, *Antoine Sanderus* (Gand, 1861). — L. Galesloot, dans les *Annales de la Soc. d'Emulation de Bruges*, t. XXIII (1871) à XXV. — F. Vander Haeghen, etc., *Bibl. belgica*, 1^{re} sér., S. 197 (1-32). — *Audenaerdsche Mengelingen*, t. IV, p. 225-230. — Fr. de Potter, *Oprakelingen* (Gent, 1891), p. 26.

PLOUVIER (*Pierre-Joseph*). Nous ne possédons au sujet de ce musicien d'autres renseignements que ceux que nous fournit l'auteur de la *Biographie universelle des musiciens*. D'après Fétis, Plouvier, né à Gand dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, s'établit à Paris, en qualité de professeur de guitare, vers 1804, puis se fixa à Bruxelles et s'y fit marchand et éditeur de musique. Il est mort dans cette ville, dit Fétis, vers 1826. Les registres de l'état civil de Bruxelles, compulsés de 1804 à 1840, n'ont pu faire découvrir l'acte de décès de Plouvier. Celui-ci a publié : *Sérénade pour deux flûtes et basson*, liv. 1, 2, 3 et 4, une méthode de guitare et quelques autres compositions principalement écrites pour ce dernier instrument.

Florimond van Duyse

PLOUY (*Philippe DE ou DU*), écrivain ecclésiastique, né à Dixmude « vers 1580 » ou 1590 « au témoignage de Paquot,

mort à Bruxelles, le 23 mars 1653. Il est plus connu sous le nom de Cyprien de Sainte-Marie, qu'il reçut à son entrée dans l'ordre des Carmes déchaussés. Il remplit les fonctions de lecteur en philosophie et en théologie, ainsi que celles de maître des novices pour les jeunes religieux de son institut. A diverses reprises, on lui confia la charge de prieur dans les maisons de l'ordre, notamment au couvent de Saint-Joseph à Louvain, qui était un séminaire pour les Carmes déchaussés que l'on destinait à évangéliser la Hollande et la Grande-Bretagne; le couvent de Saint-Albert dans la même ville, où, selon Paquot, le P. Cyprien enseigna, n'était pas une maison d'études, mais un noviciat. Le P. Du Plouy fut appelé à Rome, en qualité de *socius* du provincial de Flandre, lors d'un chapitre général de l'ordre tenu dans la ville des Papes. Plus tard, il fut choisi comme confesseur par le prince Charles de Lorraine, duc d'Aumale, qui mourut à Bruxelles en 1631. Le P. Cyprien décéda au couvent de cette ville, le 23 mars 1653, comme en témoigne le nécrologe de la maison. C'est donc à tort que la *Collectio scriptorum* du P. Barthélemy de Saint-Ange donne la date de 1655.

Voici la liste des œuvres littéraires de Philippe Du Plouy : 1. *Thesaurus Carmelitarum sive confraternitatis ssimi scapularis excellentiæ, in duas partes distincta*. Cologne, Bernard Gualteri, 1625; in-4^o; souvent réimprimé depuis, notamment à Munich et à Augsburg. Une traduction allemande, due à la plume d'un religieux de l'ordre, parut à Cologne en 1628. Cet ouvrage fut aussi traduit en français, mais cette version n'a pas été donnée au public; le manuscrit en existait chez Vincent Cavyssy, imprimeur à Lyon, et est mentionné par Bernard de Montfaucon dans sa *Bibliotheca Bibliothecarum*, manuscrits, tome II, p. 1280, 1^{re} col. — 2. *Josephus Theresia, hoc est modus colendi S. Joseph juxta doctrinam et exemplum S. Theresiæ*. Wurzburg, E. Zinet, 1630; in-12^o. Ce volume renferme une vie abrégée de saint Joseph. — 3. *Tractatus de exercitiis*

spiritualibus, continens quadraginta materias diversas rerum spiritualium quæ exhortationes vocari possunt, refertas dictis ac sententiis sanctorum patrum. Manuscrit qui, des mains de la Mère Elisabeth de Jésus-Christ, prieure des Carmélites d'Ypres, avait passé en celles du Père Lucien de Sainte-Marie, carme déchaussé d'Amiens, mort à Charenton en 1661.

D'après le nécrologe du couvent de Bruxelles, le nom du P. Cyprien de Sainte-Marie est encore cité avec éloge dans plusieurs ouvrages publiés par d'autres religieux de l'ordre, notamment par le P. Thomas d'Aquin de Saint-Joseph dans sa dissertation théologique : *de Patriarchatu Eliæ*; par le P. Grégoire de Nazianze de Saint-Basile, dans son traité : *de Adoptione virginali*, p. 654; par le P. Philippe de la Sainte-Trinité dans le *Compendium Historiæ Carmelitanae*; par le P. Daniel de la Vierge Marie dans le *Speculum Carmelitanum*, tome II, p. 1128, n° 3962. La *Bibliotheca Carmelitana* (tome I, LXXII, col. 355), complète cette liste par les noms du P. Louis de Sainte-Thérèse, dans les *Annales Carmelitarum Excalceatorum Gallicæ*, l. II, c. LIX, p. 719; du P. Irénée de Saint-Jacques dans le *Tractatus theologicus de singulari Immaculatæ Virginis protectione*, sect. III, cap. I, p. 243, et de Louis Jacob dans sa *Bibliotheca Carmelitana*, ms., p. 65.

Ce répertoire indique encore comme ayant fait mention du P. Du Plouy les écrivains suivants : Théophile Renaudin (*de Scapulari Partheno Carmelitico*, 1^{re} partie, p. 130, et 2^e partie, p. 200); Pierre de Alva (*Militia Immaculatæ Conceptionis*); Hippolyte Marraeus (*Bibliotheca Mariana*). On peut y ajouter le *Liber foundationum*, du P. Cyrille de Saint-Augustin, manuscrit conservé au couvent de Bruges. Nous n'avons pas eu l'occasion d'examiner ces divers ouvrages.

B^{ss} Jean Bethune.

Foppens, *Bibliotheca belgica*, t. I, p. 223. — Paquot, *Mémoires*, t. XIV, p. 242. — P. Cosme de Villiers, *Bibliotheca carmelitana*. — P. Martial de Saint Jean-Baptiste, *Bibliotheca carmeli-*

tana, t. I, LXXII, col. 335. — P. Barthélemy de Saint Ange, *Collectio scriptorum ordinis Carmelitarum Discalceatorum* (Savone, 1884), t. I, p. 145. — Nécrologe du couvent de Bruxelles et autres renseignements communiqués par le P. Thomas-Michel du T.-S. Sacrement.

PLUCHART (Charles), écrivain ecclésiastique, né en Hainaut et mort à Valenciennes, le 20 novembre 1653. Il entra dans l'ordre des Dominicains, au couvent de Valenciennes, devint maître en théologie et fut quatre fois investi de la charge de prieur de cette maison. En mai 1631, il fut élu provincial de la Germanie inférieure. Il composa et fit imprimer : *Officium festi compassionis B. Virginis titulo, Recollectionis dolorum Deiparæ semper Virginis*, qui fut ajouté à la suite du *Directorium* de l'ordre, en 1633; in-16. Néanmoins, cet office ne fut pas adopté, parce que l'auteur n'avait pas observé les règles de la prosodie dans les hymnes et que certaine leçon renfermait des passages d'une orthodoxie hasardée.

Ernest Mathieu.

Quétif et Echard, *Scriptores ordinis prædicatorum recensiti* (Paris, 1721), t. II, p. 373. — Paquot, *Mémoires*, in-fol., t. II, p. 27.

PLUCKX (Jean-Antoine-Augustin), peintre miniaturiste, né à Courtrai, le 8 mai 1786, mort à Amsterdam, en 1837. Son père, Guillaume-Antoine Pluckx, était natif de Malines et avait épousé à Courtrai, en 1783, Françoise Steur. Dès l'âge de quatre ans, il fut amené par ses parents à Amsterdam, où il fit d'abord l'apprentissage du métier d'horloger, mais son goût le porta bientôt à s'occuper du dessin; il fut son propre maître en ce genre; plus tard, il s'appliqua à la peinture en miniature, sous la direction de H. de Haan. Il produisit grand nombre de portraits en miniature, dont quelques-uns furent reproduits par la lithographie : tels sont ceux de F.-A. Rozenveld, du pasteur G.-H. Lagers, de J.-C.-J. van Speyk, etc. Lui-même lithographia le portrait du curé Dadelbeek, d'Utrecht. Il copia aussi au crayon, et non sans talent, des tableaux de divers grands maîtres : nous citerons notamment une des *Madones à*

l'Enfant de Van Dyck, qui fut ensuite gravée d'après son dessin.

B^{is}. Joseph Béthune.

Nagler, *Neues allgemeines Künstler-Lexicon.* — Balkema, *Biographie des peintres flamands et hollandais.* — Siret, *Dict. des peintres.* — Piron, *Alg. levensbeschrijving der mannen en vrouwen van België.* — De Potter, *Geschiedenis der stad Kortrijk*, t. IV, p. 340; etc.

PLUM (*Corneille*), orfèvre et graveur de monnaies, cité dans les documents de la fin du xve et de la première moitié du xvie siècle. On ignore les lieux et dates de sa naissance et de sa mort, mais on sait qu'il était établi à Namur, lorsque Philippe le Beau l'appela, le 29 octobre 1497, à occuper l'emploi de *tailleur des coins* de la Monnaie de cette ville, auparavant confié à Jean van Nymegen. Sa commission lui ayant été renouvelée par Charles-Quint, le 8 mars 1527 (n. st.), il travailla dans l'atelier monétaire namurois jusqu'en 1528, époque de sa fermeture, et grava les coins des espèces suivantes qui portent la marque de cet atelier : *toison d'or* et *florin philippus d'or*, *toison*, *double patard*, *patard* et *courte de deux mites de Flandre*, d'argent et d'alliage de Philippe le Beau; *florin philippus d'or*, *patard*, *semi-patard*, *semi-gros* ou *quart de patard*, *courte de deux mites*, d'argent et d'alliage, *maille* dite de Namur, de cuivre, de la minorité de Charles-Quint; *florin carolus d'or*, *réal*, *semi-réal*, *patard*, *courte de deux mites*, d'argent et d'alliage, et *maille* de Namur de Charles-Quint empereur.

Fréd. Aivin.

Pinchart, *Recherches sur la vie et les travaux des graveurs de médailles, de sceaux et de monnaies des Pays-Bas.* — R. Chalon, *Recherches sur les monnaies des comtes de Namur.*

PLUMIER (*Edmond*), peintre, né à Liège, en 1694, mort le 27 décembre 1733. On possède peu de renseignements biographiques sur cet artiste qui, cependant, a été très productif, et que l'on doit regarder comme un des meilleurs peintres du xviii^e siècle dans la province de Liège. Au début de sa carrière, la été élève d'Englebert Fisen; après avoir été initié par ce maître aux éléments de son art, il voulut se rendre à Paris où il fréquenta avec succès l'atelier

de Nicolas Largillière, qui eut la plus grande influence sur le développement de son talent. Toutefois, en quittant le peintre français, justement célèbre alors, Plumier ne crut pouvoir se dispenser d'un voyage en Italie et d'un séjour à Rome qui, depuis longtemps, passaient pour le complément nécessaire de l'apprentissage d'un artiste. A Rome, il reçut les conseils du peintre Nicolas Manucci. Lorsque le jeune peintre revint dans sa ville natale, maître des procédés techniques de son art, il débuta par des portraits qu'il traitait avec beaucoup d'habileté, et dans la manière de son maître Largillière. Une des premières toiles de Plumier fut le portrait du prince-évêque régnant alors, Georges-Louis de Berghes, et celui-ci ayant eu du succès, il en fit un grand nombre d'autres pour les familles patriciennes de la principauté et les notables de la cité de Liège, notamment pour la famille d'Oultremont. Actuellement, il se trouve encore, au château de Warfusée, trois portraits d'hommes et sept portraits de dames de cette famille. Parmi les meilleurs, il faut citer celui de Jeanne-Olympe d'Oultremont, chanoinesse de Maubeuge, et le portrait de Jean-Baptiste, seigneur d'Oultremont et de Laminne, grand bailli de Moha. Dans le même château, on a conservé une assez grande toile de Plumier, représentant le *Palais de Proserpine*.

Malgré ses succès dans ce genre, Plumier ne se laissa pas absorber par sa noble clientèle. Il peignit plusieurs compositions historiques pour les églises de la principauté et l'Hôtel de ville de Liège, dont on venait d'achever la construction lorsque l'artiste revint d'Italie (1).

Avant la Révolution, époque où toutes les églises de Liège ont été dépouillées

(1) Nous trouvons à cet égard dans les comptes communaux du temps les notes suivantes : Années 1719 à 1720, au sieur Plumier, peintre, pour une peinture de la Chambre du Conseil, 300 florins; années 1721 à 1722, pour un tableau posé sur la cheminée de la chambre d'en haut de l'hôtel de ville, 750 florins; années 1724 à 1725, pour le portrait de S. A. C., 320 florins; années 1725 à 1726 pour les figures que Plumier ajoute aux paysages de Jupin, 800 florins.

des œuvres d'art qu'elles possédaient et après laquelle la plupart des abbayes, couvents et édifices du culte ont été désaffectés et souvent démolis, on y voyait un grand nombre de peintures de Plumier, presque toutes perdues aujourd'hui. Voici quelques-uns de ses travaux dont on a conservé le souvenir. Il avait exécuté, pour l'église abbatiale de Saint-Laurent, le tableau de l'autel majeur, représentant l'*Adoration des Mages*, et quatre tableaux placés dans le sanctuaire. Deux de ces toiles étaient consacrées à des épisodes de la *Vie de saint Benoît*; le troisième représentait le *Martyre du pape saint Sixte*, et le quatrième celui de *saint Laurent*. Pour l'église de Saint-Jacques, Plumier avait peint un *Saint Benoît enlevé au ciel*. Cette toile passait pour le chef-d'œuvre de l'artiste; en 1794, elle fut emportée pour être placée au Muséum de Paris, d'où elle n'a pas été renvoyée. Une *Descente de la croix*, grande toile qui figurait à l'autel majeur de l'église de Saint-Remacle-au-Pont, après avoir subi le même sort, fut restituée en 1815; elle revint à Liège dans un assez triste état. L'œuvre la plus considérable qui soit restée à la place pour laquelle l'artiste l'avait peinte est une vaste composition représentant le *Martyre de sainte Catherine*, et qui se trouve au principal autel de l'église qui porte le vocable de cette sainte. Ce tableau, dont d'une dame notable de la ville, devait partager le sort des deux précédents. Il avait été enlevé par le peintre De-france, le trop fidèle exécuteur des ordres des commissaires de la République française, pour être expédié à Paris; mais à la suite des démarches instantes faites par les paroissiens de Sainte-Catherine, on laissa le tableau à Liège; il fut remis à l'autel où il se trouvait; il y est encore.

Cette toile donne assez bien la mesure du talent de l'artiste; elle est d'une couleur vigoureuse et chaude dans les lumières, transparente dans les ombres, qualités qui seraient plus sensibles encore si la peinture n'avait assez notablement souffert. La composition est pleine d'entrain et de mouvement, trop tapa-

geuse cependant et comprise dans le goût décoratif des peintres vénitiens. La tête de la sainte est jolie, mais d'une expression trop mondaine.

D'autres églises de Liège possédaient des toiles de Plumier : à l'église de Sainte-Ursule se trouvait, à l'autel majeur, un *Crucifiement* avec sainte Madeleine; à l'église Saint-Thomas, un *Purgatoire*; à la collégiale de Sainte-Croix, une *Résurrection*; à Saint-Barthélemy, une *Sainte Cène*. Nous avons signalé l'existence d'une *Descente de la croix* à l'autel majeur de l'église de Saint-Remacle : c'est une œuvre de la jeunesse du peintre. Elle est signée et datée : *Plumier invt et p. 1718*.

Comme la plupart des artistes de son époque, Plumier a fait des peintures pour la décoration des maisons des patriciens ou des notables de la ville de Liège : des tapisseries, des panneaux de cheminées ou des dessus de portes. Malgré l'influence funeste des changements du goût pour ces sortes de travaux, il s'est encore conservé quelques-unes de ces peintures. Au-dessus d'une cheminée de la maison, rue Féronstrée, qui appartenait dans l'origine au bourgmestre de Grady, se trouve une toile allégorique en mémoire de l'élection de ce bourgmestre, élu en 1725, avec Walthère de Liverloo. La peinture porte cette date ainsi que la signature de l'artiste. A l'église abbatiale de Boneffe, les retables des trois autels étaient peints par Plumier. A l'église de Warnant, le tableau de l'autel majeur, représentant le *Crucifiement*, est également du pinceau de Plumier. Au château de Colenster se trouvait, du même peintre, le portrait en buste du grand prévôt, comte de Horion, et dans la salle du chapitre, au petit séminaire de Saint-Roch, on conserve le portrait du P. Klonkart, prieur de Bernardfagne, signé de Plumier et daté de l'an 1722.

Dans la collection de dessins conservée à l'Académie de Liège, il s'en trouve un grand nombre de la main de Plumier; ils dénotent l'habileté de son crayon et la facilité de son imagination. La plupart de ces dessins sont des compositions et

des études pour ses tableaux. Enfin, M^r Brahy-Prost, amateur à Liège, possède le portrait du bourgmestre Duchâteau, président du tribunal des Vingt-Deux.

Plumier a eu un fils peintre, Jacques-Théodore, dont on ne connaît pas un seul tableau, mais dont il s'est conservé quelques dessins que possède l'Académie de Liège. Jacques-Théodore Plumier est mort le 4 mars 1766; il a été enterré à l'église de Saint-Remacle-au-Mont, aujourd'hui démolie.

J. Helbig.

Mémoire pour servir à l'histoire des artistes de la province de Liège, par H. Hamal, ms. — *Notice sur les objets d'art*, avec les noms des artistes qui se trouvaient dans les églises de la ville de Liège, travail manuscrit, du même auteur. — *Histoire de la peinture au pays de Liège*, par Jules Helbig (Liège, De Thier, 1873) et 2^e édition (Liège, 1903). — *Les Délices du pays de Liège* (Liège, Evrard Kints, 1740). — *Catalogue des dessins d'artistes liégeois*, par J.-S. Renier (Verviers, A. Remacle, 1874). — *Extraits des comptes communaux de la ville de Liège*, publiés par S. Bormans. — *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. VII. — *Notice historique de la maison d'Oultremont*, par Poplimont (Paris, 1866). — Baron de Villenfagne, *Discours sur les artistes liégeois*: Mélanges (1788). — Archives provinciales à Liège.

PLUMIER (*Pierre-Denis*), sculpteur, baptisé dans l'église Notre-Dame, à Anvers, le 4 mars 1688, mort à Londres, en 1721. Il fut admis, en 1698-1699, dans la gilde de Saint-Luc d'Anvers, en qualité d'apprenti, chez Louis Willemssens, dont il fut le meilleur élève. Il alla se perfectionner ensuite à Paris chez les maîtres les plus en renom, et remporta le premier prix à l'Académie royale de peinture et de sculpture. Il revint bientôt dans sa ville natale où il se signala par deux groupes plus grands que nature, représentant *l'Enlèvement de Proserpine par Pluton* et *l'Enlèvement des Sabines*, que lui avait commandés le marquis de Mérode-Westerloo. Ces œuvres, d'une très grande élégance de formes, furent placées dans le parc du château d'Enghien, près de Hal, appartenant à la famille d'Arenberg. Plumier, assuré de la protection de cette puissante famille, abandonna Anvers pour venir se fixer à Bruxelles, où une de ses premières productions fut le buste qu'il exécuta en 1714 du con-

seiller du conseil souverain de Bruxelles Wynants.

Au moment de son arrivée à Bruxelles, en 1713, le magistrat de la ville se proposait d'orner de deux fontaines la façade intérieure de la partie de l'Hôtel de ville reconstruite en 1719 sur les plans de l'architecte Van Nerven. L'architecte Jean-André Agneessens avait dessiné, comme sujets de ces fontaines, des statues couchées de fleuves. Plumier, bien qu'il ne fût ni bourgeois de la ville ni franc-maître, se présenta pour exécuter ces sujets décoratifs. Le Bruxellois Jean De Kinder, sculpteur alors en renom et qui avait un habile praticien pour aide, profita de ces circonstances pour débouter Plumier; il n'y réussit qu'imparfaitement. Afin de terminer le différend, chacun des sculpteurs reçut la commande d'une statue, et, pour que pareil fait ne se renouvelât plus, le magistrat expédia gratuitement des lettres de bourgeoisie à Plumier; en conséquence, celui-ci fut inscrit, comme maître, le 30 avril, dans le métier des Quatre Couronnés. L'œuvre, terminée l'année suivante avec l'aide de son élève Laurent Delvaux, figure à droite, en entrant par la Grand'Place, dans la cour de l'Hôtel de ville. Elle est bien supérieure à celle de De Kinder. Elle satisfait assez le magistrat pour que celui-ci confiât aussi à Plumier les quatre enfants et les ornements en bronze de ces fontaines, d'après le dessin d'un artiste nommé Robert. Il reçut 800 florins pour ce travail.

Dans l'église Notre-Dame de la Chapelle se voit, de Plumier, une belle chaire de vérité, qui lui avait été commandée pour l'ancienne église des Carmes, où elle figura jusqu'au commencement de ce siècle; Laurent Delvaux, élève de Plumier, en dit beaucoup de bien dans ses notes manuscrites. Elle a, comme sujet principal, le prophète Elie caché dans le creux d'un rocher, entre deux palmiers, se dérochant à la fureur de Jezabel; un ange lui apporte à manger. Dans la même église Notre-Dame, son monument de Philippe Spinola, chevalier de la Toison d'or, décédé en 1670, a pour

sujet le Temps, tenant d'une main un médaillon sur lequel est le portrait de l'illustre défunt; à gauche se trouve la figure de la Mort; la veuve de Spinola est à genoux à droite; derrière le Temps subsiste une pyramide couronnée par une figure en demi-relief; une Renommée est accolée à la pyramide. On avait placé à l'entrée du chœur de l'église des Saints Michel et Gudule, deux statues de Plumier représentant la Foi et l'Espérance, provenant de l'abbaye de Grimberghen; elles furent enlevées en 1819. L'église de l'ancienne abbaye de Dilighem, de l'ordre des Prémontrés, à Jette, près de Bruxelles, a possédé, de notre artiste, les bustes des quatre pères de l'église, à la boiserie du chœur.

Si l'on s'en rapporte à Baert, « Plumier passa en Angleterre en 1721, et mourut la même année à Londres, âgé de trente-trois ans; on l'inhuma au cimetière de Westminster ». D'après Edm. Fievet, lorsque L. Delvaux, qui avait fait son apprentissage à Bruxelles chez Plumier, alla travailler à Londres, il y appela Plumier, avec qui il s'associa pendant neuf années pour l'exécution de monuments funéraires dans Westminster.

Pierre-Denis Plumier laissa un fils, élève de Delvaux, qui abandonna la sculpture pour la finance.

Edmond Marchal.

Edm. Marchal, *La sculpture et les chefs-d'œuvre de l'orfèvrerie belges* (Bruxelles, 1893). — Edm. Fievet, *Notice sur Delvaux* (Bruxelles, 1880). — Baert, etc.

PLUMION (1) (*Liévin*), fils de Pierre, tailleur de pierres et sculpteur à Gand, né vers le milieu du ^{xv}^e siècle (2) et mort en 1617. Sa première œuvre connue est le tabernacle qu'il fut chargé d'exécuter pour le chœur de l'église Saint-Nicolas à Gand. D'après le contrat passé devant les échevins le 28 octobre 1595, cet édicule de forme hexa-

gone, de quarante pieds de haut, en pierre blanche de Valenciennes et en pierre bleue de Tournai, devait être subdivisé en trois étages supportés par des colonnes et des pilastres, et surmonté d'un pélican; comme ornements, des « histoires », des statues, des vases, des pyramides, des frises ajourées. Le prix convenu était de 1,068 florins. Le 14 février 1597, la fabrique voulant compléter le monument commanda au même artiste, pour la somme de 17 livres 10 escalins de gros, six portes en métal dans le genre de celles du tabernacle de l'église Saint-Jacques à Gand, lesquelles sont en cuivre. En 1598, Plumion, qui s'intitule *steenhauder ende figuersnider*, réclama comme supplément de prix une somme de 25 livres, en faisant valoir, notamment, qu'il avait fourni un tabernacle plus élevé de trois pieds et plus orné que ne le comportait le projet (un extrait de compte, 1597, nous apprend qu'il avait gravé dans les six portes la passion de Jésus-Christ). La fabrique transigea en payant 6 livres le 1^{er} février 1598. La polychromie et tous les rehauts d'or avaient été faits par Lucas Horenbault, fils de François, moyennant la somme de 45 livres 18 escalins de gros, et ce conformément à un arrangement conclu le 13 février 1597. Ce tabernacle fut vendu à un maçon, en 1670, du consentement des notables de la paroisse, lorsqu'on exhaussa le dallage de l'église.

C'est, selon toute apparence, le même Liévin Plumion qui sculpta le pélican d'un tabernacle d'autel pour l'église de Saint-Bavon, dont il est question dans un compte de 1585-1586, et qui livra pour cette église, en 1592-1593, une « tête » destinée à contenir des reliques de saint Jean, tête qui fut peinte et dorée par François Horenbault, et ornée d'appliques en argent par l'orfèvre Adrien van Hulthem.

Liévin Plumion, fils de Pierre, est surtout connu par la part prépondérante qu'il prit, spécialement de 1614 à 1617, à l'édification de l'aile de l'Hôtel de ville dite maison scabinale

(1) Nom d'origine wallonne, orthographié à Gand : Plumioen, Plumyoen, Plemioen; on trouve aussi : Plumillon, Pluvillon, etc.

(2) Sa signature, qui aide d'ailleurs à le distinguer de ses homonymes, se rencontre pour la première fois sur les rôles de la garde bourgeoise en 1579.

des Parchons, en style Renaissance. Il fit, notamment, un grand nombre de patrons des détails des façades : chapiteaux, pilastres, entablements, moulures de frises, culs-de-lampe, lucarnes, cheminées, etc. Dans les dernières années de sa vie, il avait pris comme aides ses deux fils Hans (ou Jean) et Pierre.

Ce dernier, lui ayant succédé comme *steenhauder* de la ville, prêta serment en cette qualité le 9 mars 1618. Le dit Pierre Plumion, fils de Liévin, continua à l'Hôtel de ville la besogne de son père; il livra des cheminées, fournit le dessin de la balustrade en fer de l'escalier (1619) qui existe dans l'ancienne trésorerie, fit la maquette du grand perron de l'entrée principale (1620), tel que l'a représenté Sanderus dans la *Flandria illustrata*, et s'occupa des arrangements intérieurs jusqu'en 1624. Il participa encore à divers autres travaux relatifs à la mise en œuvre de la pierre bleue ou de la pierre blanche, tant pour la ville que pour des églises ou des particuliers, et mourut le 15 septembre 1652.

D'autres tailleurs de pierres, de la même famille, sont cités à la même époque dans des comptes concernant soit des bâtiments communaux, soit des églises, des chapelles et des couvents. Dans la lignée parallèle à la première se distingua particulièrement Liévin Plumion, fils de Liévin, qui fut occupé aux préparatifs de la joyeuse entrée des archiducs Albert et Isabelle, 1599-1600, et dont l'écriture, ainsi que la signature, se rencontre également très souvent dans les dossiers des travaux effectués au susdit Hôtel de ville. Tous ces maîtres ouvriers sont inscrits à la fois dans la corporation des maçons et tailleurs de pierres et dans celle des peintres et sculpteurs, tantôt comme simples affiliés, tantôt comme jurés ou comme *preufmeesters*, pendant le dernier quart du *xvi^e* siècle et la première moitié du *xviii^e*.

Victor vander Haeghen.

Archives de la ville de Gand : travaux, corporations, inaugurations, actes des échevins, etc. — Archives des églises : Saint-Nicolas, Saint-Bavon, Béguinage de Notre-Dame, etc. — F. Van-

der Haeghen, *Bibliographie gantoise*. — E. de Busscher, *Rech. peintres et sculpteurs*, t. II. — Kervyn de Volkaersbeke, *Eglises de Gand*. — F. de Potter, *Gent*, t. III.

PLUMYOEN (*Josse-Joseph*), né à Ypres, le 2 février 1692, et mort dans la même ville, le 10 janvier 1757, était fils du greffier Pierre-Augustin Plumyoen et de Marie-Christine Looten. Nous n'avons que deux biographies de ce savant historien et littérateur : celle de Goethals, qui est très précise et semble mériter toute confiance, mais dont l'auteur n'indique pas ses sources, et celle de F. Vande Putte, qui est beaucoup moins détaillée que la précédente. Nous profiterons largement du travail de Goethals, en le complétant à l'occasion. Disons donc avec lui qu'après avoir commencé son instruction dans sa ville natale, Plumyoen acheva à Douai ses études latines et fit ensuite un cours de philosophie chez les jésuites. Au concours de 1708, il conquit la deuxième place. Après avoir étudié la théologie au collège d'Anchin, il obtint, le 20 mars 1713, à l'université de Douai, le grade de licencié en théologie; plus tard, le 19 février 1718, l'université de Louvain le proclama licencié de la faculté de droit. Après son entrée dans les ordres, ses vertus et ses connaissances le désignèrent tout naturellement aux faveurs de ses supérieurs ecclésiastiques et il parcourut à Ypres une longue et honorable carrière, entièrement vouée à l'étude; on n'a, paraît-il, à signaler, dans sa vie, aucun épisode, ni même aucun voyage. Protégé par l'évêque De Smet et, ensuite, par l'évêque Delvaux, il obtint, le 27 mai 1721, un canonicat à Furnes, qu'il résigna le 5 octobre 1726 pour un autre à la cathédrale d'Ypres. Il devint successivement pénitencier (15 novembre 1732), censeur des livres, examinateur, juge synodal et proviseur du séminaire épiscopal. Enfin, le 20 octobre 1736, il parvint à la dignité de doyen de la cathédrale. Entièrement absorbé par ses fonctions et ses études, il mena une vie paisible jusqu'au jour où une attaque d'apoplexie vint mettre brusquement un

terme à ses travaux. Il fut inhumé dans le caveau de sa famille en l'église des Récollets; à l'entrée latérale du chœur de Saint-Martin, l'évêque Delvaux fit graver une inscription funéraire qu'il avait composée en l'honneur de son doyen et qui est reproduite par Goethals (p. 299) et par Vande Putte (p. 99).

Dans les premiers temps de sa carrière, Plumyoen se livra à la poésie, comme, au rapport de Goethals, son père l'avait fait avant lui. De ces œuvres, on ne connaît qu'un fragment de poème (1378 vers), portant le titre suivant : *Poème Héroïque à l'honneur du prince Eugène de Savoie au sujet de ses victoires remportées sur les Turcs pendant la première campagne de la guerre de l'an 1716. Précédé de la Trêve rompue par le sultan Achemet III^{me} et des premiers avantages de sa part sur la République de Venise*. Cette œuvre n'a jamais été publiée; le manuscrit appartient actuellement à Mr Edm. Liégeois, bibliothécaire et conservateur du Musée d'Ypres, à l'obligeance duquel nous devons plus d'un utile renseignement. Voici comment débute ce poème :

Romps, Muse, romps enfin ton indigne silence,
Et chante le vainqueur du tiran de Byzance,
Qui sous la pesanteur de son bras redouté,
Fit tomber à ses pieds l'ottoman indompté.

C'est à l'âge de quarante-deux ans, en 1735, que Plumyoen publia son principal ouvrage, les *Dissertationes* (n° 2). Ce travail considérable reçut un accueil flatteur à l'étranger. La *Bibliothèque raisonnée* en rendit compte (t. XVI, p. 463-468), ainsi que les *Mémoires de Trévoux* (août 1741, p. 1349-1380), et les *Acta eruditorum*, supplément pour 1749, p. 266-274; un passage de ce dernier compte rendu mérite d'être reproduit ici : *Veritati vim inferremus nisi ingenue fateremur multum judicii, plurimum ingenii summamque industriam laudem in hisce dissertationibus selectis utramque complere paginam*. L'une de ces dissertations, celle de la *Pâque du Christ*, fut traduite en français et publiée dans le tome II, p. 81 et suiv., de la *Bible en latin et en français, avec des préfaces, des dissertations et des notes*

littérales, critiques et historiques. Paris, 1748. Aux objections qu'on lui adressait, Plumyoen fit une réponse en français, qui est restée inédite (*Manuscrits*, n° 13, 1749, 47 p.). Beaucoup plus tard encore, le *Grand commentaire de la Bible*, en vingt-cinq volumes, dont le dernier a paru en 1824, utilisa les travaux de notre compatriote, soit pour le réfuter, soit pour admettre des conclusions (*Sainte Bible en latin et en français avec des notes, des préfaces et des dissertations, tirées du Commentaire de dom Calmet, de l'abbé de Vence, et des auteurs les plus célèbres*. Paris, Méquignon; voir t. VIII, p. 419, 424 et 447; t. XVI, p. 133 et suiv.; t. XIX, p. 126, 137 et suiv. et 514. Aux pages 533 et suivantes, la traduction de la première partie de la *Dissertation sur la dernière Pâque*).

En 1745, Plumyoen donna son autre grand ouvrage, l'*Histoire des anciens empires de l'Asie* (n° 6). Également bien accueilli, ce travail fit l'objet d'un compte rendu du *Journal des sçavans*, édition d'Amsterdam, tome CXLI, p. 67-80; cf. tome CXL, p. 277 et d'un autre, dans les *Mémoires de Trévoux*, d'avril 1748, p. 677-705. Comme le dit Goethals, Plumyoen utilisa pour ce travail les *Dissertationes*, qu'il résuma ici pour la plupart.

Pour apprécier avec justice le mérite de Plumyoen, on ne doit pas oublier que les progrès de toutes les sciences ont déplacé bien des points de vue et enlevé beaucoup de leur utilité ou de leur intérêt aux travaux de nos prédécesseurs. Il faut louer, sans réserve, notre compatriote de son érudition, de son persévérant labeur et du courage qu'il a eu de se vouer à des études qui, de son temps, n'étaient guère cultivées ni appréciées ou favorisées dans nos provinces. Mais on peut lui reprocher parfois son goût excessif pour les conjectures, car il ne les fondait trop souvent que sur sa seule imagination. Ses principes critiques ne sont pas non plus toujours des plus solides, témoin un passage de sa préface de l'*Histoire des empires*. Parlant d'Hérodote et de Cté-

sias, il dit qu'il les suit quand ils peuvent s'accorder entre eux; lorsqu'il ne parvient pas à les concilier, il s'attache à celui dont le récit lui paraît le plus conforme à la Bible ou, du moins, le plus vraisemblable. *Le plus souvent cependant, ajoute-t-il, pour ne pas donner tout à l'un et rien à l'autre, j'ai tâché de les contenter tous en prenant quelque chose de chacun d'eux.*

C'est, semble-t-il, par suite du même défaut de sens critique qu'il a adopté parfois la méthode narrative du Père Berruyer et qu'il l'a même dépassé en extravagance. Et cela est d'autant plus étonnant que, si même il n'attachait aucune importance à la condamnation de Berruyer par l'évêque de Montpellier (M. de Colbert) et par quelques évêques appelants comme lui, ou, encore, à la censure de Rome publiée en 1734, le simple bon sens aurait dû l'avertir que, comme son modèle, il rendait la Bible ridicule.

Voici la liste des travaux de Plumyoen : 1^o *Examen du différend de saint Cyprien avec le pape saint Etienne, au sujet de la rébaptisation des hérétiques : où l'on montre la fausseté de la comparaison prétendue, entre la cause de ce saint et celle des appelants de la bulle " Unigenitus "*. Ypres, 1720; in-4^o. D'autres attribuent cet écrit anonyme à Jean-François Foppens. Voir Goethals, p. 299. — 2^o *Dissertationes selectæ in Scripturam sacram auctore Judoco Josepho Plumyoen*... Ipris, apud Petrum Jacobum de Rave.... 1735; in-8^o de 12, 728 et 8 pages. Voir Goethals, p. 299-300 et Diegerick, *Essai de bibliographie yproise*, p. 211. Contient les dissertations suivantes : *De Tempore quo Judithæ Historiæ contigit.* — *De situ Bethuliæ.* — *De Assuero Estheris.* — *De Babylo-niorum, Assyriorum, Medorum regibus.* — *De septuaginta annis servitutis Babyloniciæ.* — *De septuaginta Hebdomadibus Danielis.* — *Dissertatio Tripartita de Anno Christi* (naissance; baptême; mort). — *De supremo Christi Paschate.* — *Dissertatio in quatuor Daniëlis Monarchias.* — 3^o *Réflexions adressées à Mons. Joly de Fleury, avocat général au Parlement*

de Paris, sur son plaidoyer, du 22 avril 1739, pour la suppression d'un écrit intitulé : Lettre de plusieurs évêques sur l'obligation de priver du sacrifice de la messe les appelants. Ypres, 1739; in-4^o (Goethals, p. 300). — 4^o *Oratio funebris habita in exequiis solemnibus Caroli VI, Romanorum imperatoris*.... Ipris, apud Petrum Jacobum de Rave... 1741; in-4^o de 12 pages. Résumé par Ad. Delvigne dans le *Bibliophile belge*, 1876, t. XI, p. 226 (Goethals, p. 300; Diegerick, p. 217-218). — 5^o *Explication de la Prophétie de Jacob. Gen., cap. 49, v. 10.* Dans *Mémoires de Trévoux*, septembre 1741, p. 1653-1679; cfr. p. 1727 (Manuscripts, n^o 11). — 6^o *Histoire des anciens empires de l'Asie jusqu'à la mort de Cyrus, précédée de l'histoire du monde depuis la création jusqu'à la dispersion des peuples, servant d'introduction.* Par Plumyoen... Ypres, Pierre-Jacques de Rave... 1745...; in-8^o de 18 et 426 p. (Goethals, p. 300; Diegerick, p. 226).

Outre ces ouvrages imprimés, Plumyoen a laissé quatorze manuscrits, dont un seul a été publié (n^o 5) et dont Goethals donne, aux pages 300-302, une énumération qui ne coïncide pas tout à fait, au moins pour les titres et le nombre des travaux, avec celle que l'auteur lui-même a fournie aux rédacteurs des *Mémoires de Trévoux* (septembre 1741, p. 1722-1724). Mais comme Goethals a connu la liste de Plumyoen et que la sienne, très précise, semble avoir été dressée sur pièces, il faut admettre que c'est à bon escient qu'il l'a modifiée. Tous ces manuscrits, sauf celui du poème sur Eugène de Savoie, sont malheureusement perdus : du moins ne se trouvent-ils ni aux archives d'Ypres, ni à la bibliothèque de cette ville, ni dans le musée de Mr A. Mergelynck. Treize de ces manuscrits traitent des questions analogues à celles des nos 2 et 6.

Victor Chauvin.

Goethals, *Histoire*, t. III, p. 293-302. — Carton, de Mersseman et Vande Putte, *Biographie des hommes remarquables de la Flandre occidentale*, t. II, p. 98-99. — Al. Vandenpeereboom, *Ypriana*, t. VI, p. 414, 416, 421 et 438.

PLUTENBERG. Voir PLATTENBERG.

PLUYS (*Jean-François*), peintre sur verre, né à Malines, le 6 septembre 1810, y décédé, le 28 juin 1873. Simple vitrier, il avait été amené par les exigences du métier à fabriquer des mosaïques de verres colorés agencés avec un goût parfait, lorsqu'un jour on lui présenta, pour être restauré, un vitrail ancien. Pluys se rendit compte de l'insuffisance de ses moyens pour restituer, au spécimen de l'art oublié, des éléments qui ne pouvaient détonner sur l'ensemble. Il se livra à la recherche de procédés chimiques qui devaient lui permettre de reconstituer les magnifiques émaux translucides qui feront éternellement l'attrait des anciens vitraux. Son concitoyen Stoffels, le modeste pharmacien qui sut deviner Van Beneden, stimula le zèle de Pluys et ne lui ménagea ni les ressources de sa vaste expérience, ni ses plus pressants encouragements. Pluys vit enfin le succès couronner ses longs efforts. Les émaux précieux étaient retrouvés et bientôt, dans la manifestation de son art, il put unir le procédé qui avait fait la réputation des anciens verriers, à l'emploi du verre coloré dans la masse et produire ainsi des œuvres qui soutiennent avantageusement la comparaison avec ce que les siècles passés nous ont légué de plus parfait en ce genre. Un arrêté royal du 25 novembre 1839 accorda à l'artiste malinois un brevet d'invention et en janvier 1841, le gouvernement, par mesure exceptionnelle, le dispensa de verser au Trésor le prix de son brevet. Cette même année, le jury de l'Exposition de Bruxelles lui octroya, ainsi qu'à MM. Capronnier, Laroche et Desfossés, la médaille d'argent. A cette occasion la ville de Malines vota au travailleur infatigable une médaille d'honneur. Les procédés utilisés par J.-Fr. Pluys ont été appréciés par le comte O'Kelly dans une notice sur la peinture sur verre publiée en 1859, et dans l'*Histoire de la peinture sur verre*, avec des sins de Capronnier, publiée en 1860 par Levy, professeur d'archéologie. Cependant, désireux d'assurer à son œuvre non seulement la perfection de la tech-

nique et de la fabrication, mais aussi la correction et l'harmonie du dessin et de la composition, Pluys s'attacha comme collaborateur le peintre anversois Edouard Dujardin. La nomenclature des nombreux vitraux qui sortirent de son atelier (il en exécuta plus de huit cents) serait trop longue; il suffira de citer ceux qui peuvent être considérés comme les plus importants, classés par ordre de dates. Ce sont : à l'église de Hofstade, six vitraux entièrement émaillés; à la chapelle du Saint-Sang à Bruges, neuf vitraux d'après les anciens dessins retrouvés dans la bibliothèque de la chapelle; à Tourcoing, un vitrail représentant le mariage de la Sainte Vierge; à l'église Saint-Sulpice à Diest, la restauration de tous les anciens vitraux et la confection de quatre nouveaux représentant l'histoire de saint Jean Berchmans; à Boussu-en-Fagnes, tous les vitraux de l'église; au Finistère à Bruxelles, quatre vitraux au chœur, dont nous citons l'*Adoration des mages* et l'*Adoration des bergers*; à Thourout, les vitraux du chœur et de l'église; à Saint-Gommaire à Lierre, la restauration du grand vitrail du transept septentrional, témoignage de reconnaissance d'Elisabeth de Culembourg à son premier mari Jean de Luxembourg; à l'église Saint-Rombaut à Malines, le grand vitrail du transept septentrional représentant la *Proclamation du dogme de l'immaculée conception*, le vitrail du Rosaire, entièrement émaillé, spécimen unique dans son genre, et cinq vitraux au chœur; des vitraux à l'église de Bouchout, à Rhodes - Sainte-Agathe; la restauration des anciens vitraux à 'sHeeren-Elderen; les vitraux du chœur de l'église de Saint-Trond, avec l'histoire de saint Trudon; les petits vitraux entièrement émaillés de la chapelle de l'Ancien Béguinage à Gand; les vitraux du chœur de l'église d'Herck-la-Ville, et tant d'autres dans des chapelles publiques ou particulières.

Dans les dernières années de sa vie Jean-François Pluys remit la direction de son vaste établissement à son fils Léopold qui continua les traditions

artistiques que lui légua son père.

Pluys ne fut pas seulement peintre verrier, il fut aussi dessinateur et archéologue, et nous pouvons ajouter à son œuvre déjà si considérable les projets qu'il fit des stalles du chœur de l'église Saint-Rombaut à Malines, exécutées d'après ses dessins; d'autres, pour des autels, des jubés, etc., et enfin celui pour la reconstitution des Halles de sa ville natale.

H. Conineux.

Souvenirs de famille. — *De Belgische illustratie*, 1873-1874, n° 17 (Van Melckebeke). — Exposition nationale de 1880. *Peinture sur verre*. Etablissement L. Pluys, rue de Beffer, 33. Notice (Malines, imp. J. Rijckmans-Van Deuren). — *L'Industrie Belge* (périodique), la *Peinture sur verre*, n° 25, 1881.

POCHET (Jacques), poète, né à Mons, baptisé en l'église de Saint-Nicolas en Bertaimont, le 16 juillet 1608, était fils de Philippe et de Marguerite N... Les seuls détails qu'on connaisse sur sa vie sont qu'il resta célibataire et fut lié d'amitié avec Servais Gillet (voir ce nom); il vivait encore en 1661. Son œuvre poétique est l'unique souvenir qui conserve son nom; la rareté en constitue surtout le mérite. Elle comprend un volume intitulé : *Apollinis spiritualis Oraculum de Lumine Dei luminosum, de melle cæli mellifluum, gratis plenum odoribus condimentum, et morum flos hic, nectar qui sensibus halat, sive re l e v a t i o p i e t a t i s, præfulgidis mentis ornamentis plena, et gloriosis Crucis mysteriis passim decora et adornata. Oblatio votiva curiosius cujusve statûs Philomusis pro præpostera sequentium annorum in sæcula sæculorum strenua D. Jacobi Pochet liber unicus, tres alios, calamo quidem, sed nudum typis exaratos, præcedens*. Bruxelles, J. Mommaert, 1651 : pet. in-8°, 367 p. de texte, plus 16 p. de liminaires non cotées et 2 feuillets non cotés *in fine*. Outre des pièces préliminaires consacrées pour la plupart à la louange de Léopold, archiduc d'Autriche, l'*Apollinis spiritualis Oraculum* comprend : *Epigrammata singularia* (p. 1-86); *Præcepta salutaria* (87-266) et *Oraculum spirituale* (p. 267

à la fin), formant un total de 1404 poésies numérotées. « La plupart de ces « pièces », écrit Lecouvret, « roulent « sur la mort du Sauveur. Le plus « souvent, l'auteur emprunte la forme « de la croix. Il choisit deux mots « dont l'un doit en former la branche « horizontale et dont l'autre offre, à « son milieu ou dans sa première partie, la lettre médiale du premier. « Ce second mot forme la branche « verticale. Puis il compose une ou « plusieurs petites pièces, où se trouvent reproduites les idées exprimées « par ces deux mots.... D'autres fois, « ce sont des doubles et des triples « croix, des anagrammes, des acrostiches triples et quadruples, des « étoiles, des échos, des autels ou des « cœurs renfermant des devises, des « chronogrammes, etc., etc.... Ce que « nous trouvons encore en plus grand « nombre dans ce livre, ce sont des vers « que l'auteur appelle lui-même bidistiques : ce qui consiste à faire servir « une partie d'un vers à former un « nouveau sens en changeant des mots « ou des parties de mots au premier... « Un des caractères les plus saillants de « cet écrivain, c'est son penchant à « épuiser les sujets qu'il traite. Il « retourne les idées de toutes les façons « possibles avant de les abandonner... « La valeur de la poésie de Pochet est « bien maigre. De temps à autre, cependant, on y rencontre des morceaux « passables, mais c'est alors que l'auteur « oublie et l'acrostiche et l'anagramme « et autres casse-tête de même calibre ». On rencontre dans son œuvre plusieurs plagiats. Concluons par cette appréciation du savant critique des poètes latins du Hainaut : « La forme employée par « Pochet est presque constamment la « forme élégiaque. Rarement il a employé l'hexamètre seul, et plus rarement encore les formes iambiques et « lyriques. Le style est en général assez « clair, bien que parfois un peu tourmenté ».

Quelques pièces de ce poète sont imprimées dans le *Galenus Moralis ac Mysticus* de Servais Gillet, liminaires et

p. 235-7 et 276-7 de l'édition de Louvain, 1661.

Ernest Matthieu.

G. de Boussu, *Histoire de Mons*, p. 431. — A. Mathieu, *Biographie montoise*. — Chalon, dans *Bulletin du bibliophile belge*, t. I, p. 261. — Lecouvet, *Hannonia poetica ou les poètes latins du Hainaut*.

POCQUET (*Antoine*), hérésiarque du xvi^e siècle, né à Enghien vers 1500, décédé à Pau vers 1560, était docteur en droit. On prétend que l'horreur que lui inspirèrent les pèlerinages et les processions de Notre-Dame de Hal, auxquels, à cause de la proximité de cette dernière ville, il assistait malgré lui, firent de lui le plus radical des réformateurs. Dès que sa doctrine fut réduite en système, il s'attacha un certain Quentin ou Quintin, tailleur d'habits, originaire de Picardie, qu'il chargea de la répandre dans le monde. La carrière de ce singulier prédicateur ne fut pas longue; livré aux inquisiteurs, il fut brûlé vif à Tournai en 1580. Pocquet ou Pocque, comme écrivent le plus souvent ses contemporains, fut pris à son tour, mais grâce à l'intervention de Marguerite d'Angoulême, reine de Navarre, et, comme telle, dame d'Enghien, il se tira d'affaire avec une sentence de bannissement. Il faut croire que Calvin a chargé ces deux hommes outre mesure dans son traité de 1544 « contre la « secte fanatique et furieuse des libertins qui se disent spirituels », ou bien il faut admettre que Marguerite d'Angoulême, qui d'abord s'était montrée si généreuse envers Calvin, Lefèvre d'Étaples et Gérard Roussel, changea de système et se servit de Pocquet, devenu son aumônier, pour combattre à Genève la réforme juridique qui emprisonna Bolsec et brûla Servet. Ce point mériterait d'être étudié et résolu une bonne fois. Il y a bien d'autres obscurités encore dans la vie de Pocquet : c'est ainsi qu'on ne s'explique pas qu'ayant été chassé de la Suisse, il se soit réfugié auprès de Martin Bucer, le réformateur de l'Alsace, et demeura deux ans sous son toit. Un ami de Martin Bucer ne pouvait tre un malhonnête homme, répudiant la fois l'existence de Dieu et l'immor-

talité de l'âme, cela au moins est certain. Nous savons seulement qu'ayant quitté Strasbourg, Pocquet regagna Pau où il reprit ses fonctions d'aumônier, et les y exerça sans interruption de 1540 à 1549. Après la mort de la reine Marguerite, sa fille Jeanne d'Albret lui continua ses bonnes grâces, et jusqu'en 1559 elle paya sa pension dans une maison bourgeoise de Pau, parce que, disent les comptes de la maison, « il « était pauvre et accablé d'infirmités ». Cette dernière date est sans doute celle de son décès.

Ch. Rahlenbeek.

W. Verlinde, *Een klaar betooch van den opronck der Lutherie*, enz. (Bruges, 1567; in-12), p. 172-173. — J. Bonnet, *Lettres de Jean Calvin* (Paris, 1834), t. I, p. 112, 114. — Comte de la Ferrière-Percy, *Marguerite d'Angoulême* (Paris, 1862), p. 178. — *Revue d'Aquitaine*, 1846, p. 46. — Dumées, *Annales belgiques* (Douai, 1761), p. 80-81. — Arch. gén. de Belgique, farde de Vienne, n° 47. — Arch. des Basses-Pyrénées, cart. B, 144. — *Messenger des sciences historiq.*, 1868, p. 500.

* **PODESTA** (*Georges*), publiciste, né à Vincentia (Italie) et décédé à Anvers, le 30 octobre 1866, à l'âge de cinquante-cinq ans. Il fut nommé professeur de langue italienne à l'Institut supérieur de commerce d'Anvers, lors de la création de celui-ci en 1853. Il y resta attaché jusqu'à sa mort, et fut l'un de ceux qui parvinrent à créer un mouvement en faveur de l'étude des langues étrangères, si délaissée jusqu'alors. Il est l'auteur de quelques opusculs estimables sur des contrées pittoresques de notre pays : 1. *Les bords de la Semoy en Ardennes*. Bruxelles, G. Stapleaux, 1850; in-18. — 2. *Essai sur la Campine anversoise*. Anvers, L.-J. de Cort, 1853; in-8°. — 3. *Le petit Brabant*. Anvers, Van Merlen et fils, 1854; in-18. Il a collaboré aussi à la *Revue trimestrielle*.

L. Tierenteyn.

Bibliographie nationale, t. III, p. 438. — *Almanach royal*.

POEDERLÉ (*Eugène-Joseph-Charles-Gilain-Hubert d'OLMEN*, baron **DE**), botaniste et agronome, né à Bruxelles, le 20 septembre 1742, mort à Saintes, le 18 août 1813. Nous ne possédons aucun détail précis sur sa première jeu-

nesse; Van Hulthem, qui l'avait bien connu, nous apprend, dans son *Discours sur l'état ancien et moderne de l'agriculture et de la botanique dans les Pays-Bas*, que de Poederlé, dès son jeune âge, avait manifesté un goût très vif pour tout ce qui touchait aux choses de l'agriculture, qu'il s'amusait aux travaux du jardinage, qu'il se plaisait à consulter les gens de la campagne et les forestiers sur la culture des plantes et des arbres. Peu à peu, ses connaissances devinrent étendues; il se mit à étudier les ouvrages écrits par les principaux auteurs sur l'agronomie et la sylviculture. Sa passion devint tellement marquée pour l'étude des plantes et surtout des arbres que sa famille le laissa suivre ses goûts. Ce sont surtout les arbres qui attirèrent le plus vivement son attention. Pendant bien des années il se mit à étudier avec le plus grand soin les arbres des propriétés de sa famille et ceux des parcs et des forêts les plus remarquables du pays. Le résultat de ses recherches fut consigné dans un recueil d'observations qui devint l'origine d'un traité dont il va être question. Mais, avant de livrer celui-ci à l'impression, de Poederlé sentit le besoin d'aller étudier en France et en Angleterre ce que ces contrées pouvaient lui offrir d'utile pour compléter et enrichir le travail qu'il avait en vue. Il désirait surtout aller consulter les savants de ces pays qui avaient écrit sur les arbres et dont il avait lu les ouvrages. En 1769, il se mit en route pour la France. Il parcourut le Languedoc, le Dauphiné, la Bretagne, la Bourgogne, le Lyonnais, recueillant partout des documents intéressants et se mettant en relation avec de nombreux savants faisant autorité en fait de dendrologie, parmi lesquels on peut citer Duhamel, Du Monceau et Daubenton. Il fit, en outre, la connaissance de plusieurs botanistes célèbres. Par ces relations, le jeune de Poederlé obtint non seulement des renseignements scientifiques précieux, mais il put encore obtenir des essences nouvelles à introduire dans son domaine de Saintes et qu'il propagea plus tard sur divers

points de notre pays. En 1771, il fit, en compagnie du duc d'Arenberg, un voyage en Angleterre, pour y visiter les parcs et les jardins les plus remarquables. Comme en France, de Poederlé eut l'occasion d'apprendre beaucoup et de se mettre en rapport avec des botanistes et des amateurs d'arbres dont il obtint des nouveautés pour ses cultures de Saintes. Ces deux voyages lui furent donc extrêmement favorables, en lui permettant d'enrichir son futur traité sur les arbres et en lui donnant confiance dans le succès de celui-ci.

En 1772 paraissait, à Bruxelles, chez l'imprimeur-libraire V.-L. de Boubiers, sous forme d'un volume in-18 de 404 pages, l'ouvrage intitulé : *Manuel de l'arboriste et du forestier belgiques, par M. de Poederlé l'aîné. Ouvrage extrait des meilleurs auteurs anciens et modernes, et soutenu d'observations recueillies dans différents voyages, et d'essais faits dans sa patrie*. L'examen de ce livre démontre que son auteur avait une connaissance approfondie des questions générales qui touchent à la sylviculture et une connaissance non moins parfaite de toutes les espèces d'arbres ou d'arbrisseaux qu'il traite dans une série de descriptions. Quoique vieilli, quoique manquant un peu de cet ordre systématique qu'on est habitué à rencontrer dans les traités modernes, ce Manuel reste un recueil précieux à consulter pour l'histoire des arbres à cette époque, surtout au point de vue de notre pays; il doit faire considérer son auteur comme le fondateur de la dendrologie en Belgique. Après la publication du *Manuel* en 1772, de Poederlé ne cesse de s'occuper de son sujet favori. On le voit, en 1779, publier un important supplément à son livre, renfermant un très grand nombre d'additions. Quelques années après paraissait une deuxième édition du *Manuel*. Enfin, en 1792, notre auteur publia une troisième édition, qui marque un progrès réel sur les éditions précédentes. Elle fut éditée, à Bruxelles, en deux volumes in-8°.

Outre le *Manuel de l'arboriste*, qui constitue son œuvre principale, de

Poederlé fit paraître dans divers recueils périodiques quelques notices dont nous citerons les suivantes : *Mémoire sur différentes manières de cultiver les terres dans quelques parties de la Flandre, du Brabant et du Hainaut* (dans les *Mém. d'agric. de la Société royale de Paris*, 1788); *Observations sur l'élitage adopté dans plusieurs cantons de quelques-unes des provinces belgiques* (*ibid.*, 1789); *Observations sur l'effet qu'a produit le froid rigoureux de 1788 à 1789, sur les végétaux en général et spécialement sur les arbres indigènes et exotiques* (*ibid.*, 1791).

Le baron de Poederlé mena l'existence paisible d'un gentilhomme campagnard, adonné presque exclusivement à l'étude de la sylviculture et de l'agronomie. Il se maria, en 1773, avec la baronne Hypolite De Vicq de Cumptich, dont il eut deux enfants, un fils et une fille. Pendant la tourmente révolutionnaire, il émigra, puis il se retira dans sa terre de Saintes, où il mourut en 1813. Le gouvernement français l'avait nommé maire de son village.

Fr. Grépin.

A la mémoire d'Eugène d'Olmen, baron de Poederlé, vicomte de Saint-Albert, par Ch. Morren (*Journal d'agriculture pratique*, t. III, p. xxvii).

POEL (*Augustin-Eugène VANDEN*), poète flamand, né à Wacken (West-Flandre), le 1^{er} avril 1758, y décédé le 25 janvier 1835. Fils de Henri et de Agathe van Quickenborne, il étudia à Louvain et s'établit comme médecin, chirurgien et accoucheur, d'abord à Waereghem, puis dans son village natal. « Lorsque, au commencement du » XIX^e siècle, la littérature néerlandaise » sommeillait encore », dit un de ses biographes, « Vanden Poel fut un des » rares lettrés qui saisirent la lyre, » afin de réveiller chez leurs compatriotes l'amour de l'art et de la » patrie. S'abritant sous la devise : » *Suum cuique pulchrum*, il prit part aux » concours de poésie et réussit à y » cueillir maints lauriers ». Ses principaux poèmes sont : *'S Menschdoms Val en Verlossing*, envoyé au concours de

1806, institué par la chambre de rhétorique Sainte-Catherine de Wacken; *De jongste dag des Oordeels*, qui obtint le second prix à Alost en 1809; *De Belgen*, qui obtint le troisième prix dans la même ville, et son poème *Abrahams Offer*, envoyé au concours de Deynze en 1811. Il composa encore un certain nombre de pièces de circonstance dont peu ont vu le jour. Il semble avoir renoncé de bonne heure à la poésie, faute d'encouragement.

Baron Émile de Borchgrave.

Belgisch Museum, 1843, p. 96 et suiv. — Frederiks en Vanden Branden, *Biographisch woordenboek der noord- en zuidnederlandsche letterkunde*. — Piron, *Algemeene levensbeschrijving* (supplément).

POELAERT (*Denis-Victor*), sculpteur, né à Bruxelles, le 28 septembre 1820, y décédé, le 29 septembre 1859. Victor Poelaert était aussi heureusement doué pour la sculpture que son frère Joseph, dont nous parlerons plus loin, le fut pour l'architecture. Il suivit les cours de l'Académie royale des beaux-arts de Bruxelles; il entra ensuite, comme praticien, chez Guillaume Geefs.

D'une nature passive et concentrée, il ne visa guère à la renommée, bien qu'il fût doué d'un certain talent qui faisait présager chez lui un artiste de mérite. Son idéal était le romantisme le plus pur : le romantisme à la manière de David d'Angers, mais avec moins d'exubérance et de virtuosité dans le modelé. Il n'a guère produit pendant sa courte existence : il est mort à l'âge de trente-neuf ans. On ne lui connaît pas d'œuvres qui auraient figuré dans une exposition triennale. On admire son beau groupe du *Printemps*, qui surmonte l'une des aubettes du Parc, vis-à-vis du palais du roi, à Bruxelles, et qui a, comme pendant, le groupe de l'*Été*, de son ami et condisciple Gilles Mélot; ainsi que les cariatides surmontant la porte latérale sud du Théâtre royal de la Monnaie, dont son frère Joseph donna le plan et dessina les motifs décoratifs.

Edmond Marchal.

POELAERT (*Joseph*), l'un des plus éminents et des plus féconds architectes produits par la Belgique depuis sa constitution en royaume, né à Bruxelles, le 21 mars 1817, et mort dans la même ville, le 3 novembre 1879. Il était le fils aîné de Jean-Philippe Poelaert et de Marie-Josèphe Stas, natifs également de Bruxelles et domiciliés rue de Laeken, anciennement 4^e section, n° 816. Jean-Philippe Poelaert avait été élève de l'Académie de Bruxelles : il fut un des meilleurs constructeurs de son temps.

Joseph Poelaert, comme son frère cadet Victor, suivit aussi les cours de l'Académie royale des beaux-arts de Bruxelles. Il alla continuer ses études à Paris, selon les uns chez le célèbre Visconti, le continuateur du Louvre, selon d'autres chez Huyot, l'un des continuateurs, avec Goust et Blouet, de l'Arc de triomphe de l'Étoile achevé en 1836, sur les plans de Chalgrin. L'architecte Charles Neute, qui, sous les initiales C. N., a consacré à Poelaert un article nécrologique, dans le n° 1 de la sixième année (1880) de *l'Émulation*, publication mensuelle de la Société centrale d'architecture de Belgique, assure que c'est chez Huet qu'il alla se perfectionner à Paris. Erreur. Il n'a pas existé à Paris d'architecte de ce nom, lequel a été porté seulement par les peintres Jean-Baptiste, élève de Leprince (1745-1811), et Paul, élève de Guérin et de Gros (1804-1869). Dès son éducation artistique terminée, Joseph Poelaert visita les principales villes de France. Rentré à Bruxelles, il fit un voyage en Allemagne avec son frère Victor et leur ami commun l'Anversois Gilles-Hyacinthe Mélot, également sculpteur, aussi élève de G. Geefs (1817-1885) et dont la notice figurera au supplément. Poelaert entra comme dessinateur à l'Hôtel de ville de Bruxelles. Le milieu dans lequel il obtint alors d'être placé fut des plus propices pour sa carrière, comme nous allons le voir.

En vue de perpétuer la mémoire de son premier bourgmestre, Nicolas-Jean Rouppe, mort le 3 août 1838, la ville

de Bruxelles créa, le 17 septembre 1840, une place publique à laquelle elle donna son nom, à l'extrémité sud de la rue du Midi. Une souscription nationale procura les fonds nécessaires pour y élever, en 1846, une fontaine en bronze dont les plans furent mis au concours; celui de Poelaert, attaché déjà à l'Hôtel de ville comme dessinateur, obtint les préférences du jury. Lorsque l'édicule fut placé, l'avenue majestueuse qui s'ouvre actuellement derrière la fontaine n'existait pas; aujourd'hui, la première œuvre architecturale de Poelaert projette librement sa silhouette élégante, malgré ses proportions un peu grêles et minuscules qui paraissaient énormes pour l'époque, dans les deux grandes artères dont elle forme le point d'intersection. Elle se compose d'un fût, dont la partie supérieure est ornée de quatre lions ailés et griffés, et de deux vasques; la vasque supérieure est ornée de douze muffles de lion crachant. Sur la face antérieure se trouve l'inscription : *A J. Rouppe, bourgmestre de Bruxelles de 1830 à 1838*; sur la face postérieure le millésime 1848. Nous avons vainement cherché les « dauphins de bronze à la croupe luisante » qui s'enroulaient au pied, ainsi que les armes de la ville et le médaillon représentant Rouppe, d'après ce qu'assurent MM. H. et P. Hymans dans *Bruxelles moderne (Bruxelles à travers les âges, t. III, p. 127)*, Rouppe n'existe plus que de nom sur cette fontaine, consacrée à sa mémoire, et les dauphins ont disparu.

Poelaert avait surmonté sa fontaine d'une couronne civique; ce motif fut bientôt remplacé par une statue allégorique commandée à Fraikin, premier monument de place publique de celui-ci; elle représente la ville de Bruxelles, tenant de la main droite une couronne de lauriers; la tête est surmontée d'un édicule figurant l'église des Saints Michel et Gudule.

Le talent de Poelaert allait bientôt prendre un puissant et glorieux essor et sa renommée allait s'établir par une œuvre d'un caractère tout nouveau en Belgique. C'est à Charles Rogier que

revient l'honneur de l'initiative de la Colonne du Congrès et de la Constitution, l'un des monuments les plus élégants de la ville de Bruxelles; l'idée lui en fut inspirée par le désir de rendre un témoignage public de reconnaissance aux auteurs de la Constitution, laquelle venait déjà d'assurer au pays vingt années de paix, de tranquillité et de progrès.

L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 24 septembre 1849 était ainsi conçu : « Un monument sera érigé à Bruxelles, » sur la place des Panoramas » (on appelait ainsi les bas-fonds de la rue Royale entre l'ancienne rue des Épingles et le Treurenberg), « en commémoration du » Congrès national ». Un arrêté royal en date du 15 octobre 1849 ouvrit, à cet effet, un concours, et un arrêté ministériel du 6 février 1850, pris sur les conclusions du jury, décerna le prix en partage à Joseph Poelaert et à P.-J.-A. Dens, père, architecte anversois. Les deux lauréats furent invités à faire subir à leurs projets les modifications indiquées par le jury et à établir, en conséquence, leur devis. Le 10 septembre suivant, un nouvel arrêté approuvait, sur l'avis conforme du jury, le projet rectifié par Poelaert : Dens s'était retiré. La pose de la première pierre eut lieu solennellement le 25 septembre 1850, et l'inauguration se fit, dans les mêmes conditions, le 26 septembre 1859. Le monument a quarante-six mètres de hauteur, trois de plus que la colonne Trajane à Rome, et deux mètres cinquante centimètres de plus que la colonne Vendôme à Paris, imitation de la colonne Trajane. La dépense ne s'éleva qu'à 800,000 francs, soldée par des subsides du gouvernement, auxquels s'adjoignit une souscription publique, tandis que celle de la colonne Vendôme fut de 2 millions et celle de la colonne de Juillet de 1,250,000 francs; la colonne de Juillet surpasse d'un mètre la colonne du Congrès. La colonne du Congrès et de la Constitution se profile admirablement dans le magique panorama qui lui sert de cadre aérien : la vue de la ville et des communes envi-

ronnantes, depuis Laeken jusqu'à Anderlecht et Forest; les deux corps de bâtiment qui enserrent la place même de droite et de gauche, et dont Poelaert donna le plan des façades, comme il donna le dessin des balustrades circulaires entourant la colonne, harmonisent cet ensemble qui s'appelle actuellement la place du Congrès, ensemble qui est devenu féerique depuis la création de la rue du Congrès, dans l'ancien quartier Notre-Dame-aux-Neiges. Au faite de la colonne se trouve la statue en bronze de Léopold I^{er}, œuvre de Guillaume Geefs; la base du fût est entourée de neuf figures de femme, symbolisant les neuf provinces, au-dessus desquelles sont les armoiries respectives de celles-ci, et audessous leurs noms; le Génie de la Belgique préside ce cercle symbolique. Cet admirable haut-relief est une des plus belles œuvres d'Eugène Simonis. Le piédestal est cantonné par les statues en bronze des quatre libertés assurées à la Belgique par sa Constitution : la liberté des cultes, également de Simonis, ainsi que les deux lions, aussi en bronze; à la base, du côté de la rue Royale, la liberté d'association, par Fraikin, et les libertés de l'enseignement et de la presse, par Joseph Geefs. Aux quatre faces du dé du piédestal ouvragé par des guirlandes de feuillages et de fleurs, œuvre de l'ornemaniste Houtstont, des tables de marbre renferment les noms des deux cent trente-sept membres du Congrès national, les principaux articles de la Constitution relatifs à l'organisation du pays et les dates des grands événements accomplis de 1830 à 1850. Les candélabres sont de Joseph Jaquet.

La colonne du Congrès est, sans contredit, l'une des plus remarquables de l'Europe. Elle surpasse, autant par sa conception, son originalité et son symbolisme, ainsi que par la richesse des éléments dont elle se compose, que par l'élégance et la pureté de ses formes, les colonnes Vendôme et de Juillet dont se glorifie Paris.

C'est la colonne du Congrès qui a valu à Poelaert sa nomination d'architecte de la ville de Bruxelles. Par une

marque publique de reconnaissance, Charles de Brouckere, alors bourgmestre, assurait ainsi à la commune le concours du grand talent de notre concitoyen.

Le violent orage qui éclata sur Bruxelles, le 15 août 1850, suscita une inondation de tout le bas de la ville et causa d'immenses dégâts. Les soubassements de l'ancienne église Sainte-Catherine furent endommagés au point qu'on songea immédiatement à la reconstruction de tout l'édifice. On choisit, en conséquence, le bassin avoisinant de Sainte-Catherine, qui fut comblé à cet effet. La ville confia à Poelaert les plans et l'exécution. L'architecte s'inspira de l'église Saint-Eustache, à Paris, commencée en 1532 sur les plans de Ch. David. Comme pour cet édifice, l'ordonnance générale de la nouvelle église Sainte-Catherine est du gothique de la fin du xve siècle, mais toute l'ornementation, tant intérieure qu'extérieure, est en style de la Renaissance. Poelaert éprouva de grandes difficultés à établir les fondations sur un sol qui avait été immergé pendant plusieurs siècles. Toutefois, les assises doivent en être solides, car aucun arrachement ni aucun écrasement ne se sont encore produits. L'édifice est resté inachevé par suite d'insuffisance de fonds.

L'église Sainte-Catherine est d'une conception originale; elle a son caractère artistique, son architecte était un réel maître dans l'ornementation. Toutefois, cet essai, le seul existant en Belgique, à ce que nous sachions, d'associer dans un temple religieux deux styles qui sont l'antithèse l'un de l'autre, produit un étrange effet : le caractère mystique et aérien du gothique, cette suprême élévation de la pensée vers la Divinité, disparaît dans l'ornementation gréco-romaine, ou disons le mot : païenne. C'est comme si l'on habillait le Christ avec la pompe romane ou byzantine.

Poelaert professait le plus grand éclectisme en architecture. En voici la preuve.

Si les vingt années de paix et de prospérité dont la Belgique avait déjà joui de 1830 à 1850, grâce à la sagesse de ses constituants et de la royauté, furent le motif déterminant de l'érection de la Colonne du Congrès, la mort de la première reine des Belges, Louise-Marie d'Orléans, à Ostende, le 11 octobre 1850, suscita la construction de l'église de Laeken, laquelle devait devenir le lieu de sépulture de la famille royale.

En mourant, la reine avait exprimé le désir d'être inhumée à Laeken, sa résidence favorite. Le roi résolut d'y ériger une église qui remplacerait la vieille chapelle du moyen âge. D'accord avec la commune, un arrêté, du 14 octobre 1850, décidait que ce temple servirait en même temps d'église paroissiale. Le roi y consacra 100,000 fr., somme à laquelle vint s'adjoindre une souscription publique qui produisit plus de 400,000 francs. Un concours fut ouvert, par arrêté ministériel du même jour, entre les artistes belges pour les plans d'une église pouvant contenir 2,000 personnes et à laquelle serait annexée une chapelle funéraire destinée au monument que l'on se proposait d'y consacrer à la reine, et, éventuellement, comme sépulture de tous les membres de la famille royale.

Quarante-neuf projets furent soumis. Lors du jugement qui eut lieu le 24 juin 1852, les trois projets de Poelaert, qui avait concouru sous le pseudonyme de M. P. Dubois, architecte à Ixelles, et inscrits sous le n° 41, furent choisis; ils portaient cette belle et noble devise qui était de circonstance : *Toute autre place qu'un trône eût été indigne d'elle* : Bossuet. Ce résultat fut soumis à la sanction de Sa Majesté. Bien que le jury eût manifesté, dans sa séance du jugement, le 2 juin 1853, sa préférence pour le projet roman, sauf corrections, le roi fit choix d'un des deux projets gothiques qui lui semblait répondre le mieux à son sentiment personnel et aux sentiments de haute piété de la reine. La première pierre fut posée le 27 mai 1854.

Seul jusqu'alors, l'architecte Dumont avait construit en 1842, en style gothique, l'église Saint-Boniface, à Ixelles. On ne connaissait dans les écoles que le gréco-romain. Le style qui avait fait la gloire de nos anciennes provinces au moyen âge était complètement dédaigné; on le considérait comme un style barbare.

Il y avait donc une certaine témérité de la part de Poelaert à suivre Dumont pour la rénovation de ce style. Aussi, il n'est pas inutile de rappeler ici l'avis émis, au sujet des plans de Poelaert, dans le rapport du jury à M^r le ministre de l'intérieur : « Le jury a été heureux », disait-il, « de rencontrer dans leur auteur une étude approfondie et une intelligence remarquable de l'architecture au moyen âge, et l'artiste, qui, dans la composition de ces projets, a fait preuve d'une imagination si brillante, est certainement capable de rectifier et de compléter les parties de son œuvre qui laissent à désirer... On ne saurait nier, Monsieur le Ministre, que ce concours d'architecture n'ait été le plus riche en productions remarquables de tous ceux qui ont été ouverts jusqu'ici, et, quand il n'eût pas, sous le rapport de la destination spéciale, répondu entièrement aux vus du gouvernement, il n'en aurait pas moins pour résultat important d'avoir constaté un progrès frappant dans l'étude de l'architecture du moyen âge, si peu connue encore naguère de la plupart de nos architectes. Aussi, après les projets sur lesquels s'est fixé plus particulièrement le choix du jury, en est-il un assez grand nombre qui, s'ils n'ont pas paru satisfaire au même degré aux conditions du programme, n'en offrent pas moins, dans leur ensemble, soit dans quelques-unes de leurs parties, des qualités très estimables ». Ce rapport avait été rédigé par le savant archéologue Schayes qui s'était acquis déjà une grande renommée par son Mémoire, couronné par l'Académie royale de Bruxelles, en 1840, sur l'*Epoque à*

laquelle l'architecture ogivale a fait son apparition en Belgique.

L'architecture ogivale bâtie venait donc de trouver ses plus brillants rénovateurs en Joseph Poelaert et en Joseph Dumont.

L'église de Laeken a été l'objet de sévérités de plume qui se justifient d'autant moins qu'elles s'attaquent à la massivité de l'édifice, laquelle est voulue et que l'on traita même de gaucherie ! et à l'ornementation... qui est restée à l'état rudimentaire. A peine, de-ci et de-là un motif a-t-il été ébauché ! La massivité fut imposée par la raison que, de cette manière, on espérait obvier à la nature du sol sableux, lequel, sous une certaine pression, arrive à l'état de la pierre ou de la roche. Le contraire malheureusement survint, et des déchirements dans la pierre si friable qui fut employée firent surseoir à l'ornementation. C'est pour ces faits que l'on considère cet édifice comme un des moins bons de Poelaert et que l'on a avancé qu'il visait à la grâce sans y atteindre et à la préciosité ornementale. Quant à celle-ci, il faudrait que l'église fût achevée pour en parler. La tour a été dessinée dans le même style que celle de la cathédrale de Reims; comme celle-ci, elle constitue un ensemble de minces colonnes, flanqué, à droite et à gauche, de deux petits clochers.

En ce qui nous concerne, nous nous en référons au rapport de Schayes, qui avait toute la compétence voulue pour parler d'art gothique, l'objet de prédilection de ses études, ainsi qu'à l'avis de ses collègues du jury du concours, entre autres les architectes Bourla, De Craene, Demanet, Roelandt, Schuster, lesquels avaient assez d'autorité, de science et de caractère pour motiver leur avis. D'autre part, on a avancé que l'achèvement, c'est-à-dire le ravalement et la décoration, aurait compromis l'édifice; c'est le contraire qui serait arrivé, en allégeant la masse de son surcroît de matière brute, on aurait augmenté la stabilité de l'ensemble.

L'admirable entente de la décoration dont Poelaert avait fait preuve dans l'appropriation de l'Hôtel de ville de

Bruxelles, en avril 1853, lors des fêtes de la majorité du duc de Brabant, depuis le roi Léopold II, — et notamment la luxueuse salle de bal qu'il éleva dans la cour au niveau de la salle gothique, ainsi que l'agencement en un ensemble de galerie de l'intérieur de l'édifice, — le désigna tout naturellement lorsque la ville décida la reconstruction, dans son ancien emplacement, du Théâtre royal de la Monnaie, construit par l'architecte Damesme, en 1817, et qu'un incendie détruisit, de fond en comble, le 21 janvier 1855. Les travaux, achevés en une année, coûtèrent 1,284,229 fr. 58 c.

Poelaert a fait de cet édifice l'un des théâtres les plus beaux, les plus luxueux et les plus confortables de l'Europe. Il est aussi bien agencé pour le public que pour ses multiples services. L'architecte déploya, dans la reconstruction, toutes les ressources de son imagination si vive, si pure et si éclairée par l'étude. Il tira le meilleur parti possible des anciennes dispositions de l'édifice de Damesme qui avait été inauguré en 1819. La salle, le foyer, le grand vestibule, les escaliers sont des merveilles de décoration. C'est à Poelaert que l'on doit les deux portes des façades latérales dont les cariatides furent sculptées : celles du sud par son frère Victor et celles du nord par leur ami commun Gilles Mélot.

Cinq années après (1859), la ville lui confiait la restauration de l'aile des bâtiments de l'université donnant rue des Sols qui avait été construite, en 1769, par l'architecte Dewez, lorsque l'édifice, au temps du régime autrichien, renfermait le conseil des domaines et finances, institué par Charles-Quint, en 1531, et rétabli par Charles VI le 28 janvier 1733, dans cet ancien palais du cardinal Granvelle. Le travail confié à Poelaert avait pour but d'élargir les auditoires et de rendre plus aptes à leur destination les installations scientifiques, laboratoires, etc. Depuis, cette aile a été démolie et refaite par l'architecte Ernest Heinderickx, un ancien élève de Viollet le Duc.

Nous voici arrivé à l'œuvre capitale de Poelaert : le Palais de Justice qui éternisera son nom.

Depuis 1816, année où fut organisé l'ancien royaume des Pays-Bas, les cours et tribunaux de Bruxelles avaient été installés dans l'ancien couvent des Jésuites, entre les rues d'Or, de la Paille et de Ruysbroeck, qui avait été approprié à cet effet. Dès 1840, la question fut soulevée de trouver pour la Justice un local plus digne d'elle, d'autant plus que les bâtiments tombaient en ruine.

Vingt ans après seulement, le ministre Tesch reprit la question. Il fit déterminer, par un arrêté royal du 27 mars 1860, l'emplacement de l'édifice et ouvrit, en même temps, un concours international pour les plans. Ce concours, auquel vingt-huit architectes prirent part, ne donna pas de résultats satisfaisants. Vu l'urgence, le gouvernement s'adressa à Poelaert. Celui-ci, dès le mois d'avril 1862, donna un avant-projet de plan, dont l'exécution embrassait 20,000 mètres carrés qui, plus tard, furent portés à 26,000. Ce projet fut adopté à l'unanimité, le 19 mai suivant, par une commission officielle et immédiatement approuvé par le même ministre Tesch.

La première pierre fut posée le 31 octobre 1866; l'inauguration de l'édifice même eut lieu le 15 octobre 1883, à peu près quatre années après la mort de Poelaert. Le gouvernement était parvenu à négocier avec la famille de Mérode l'acquisition de l'immense jardin de leur hôtel, rue aux Laines, pour y asseoir tout le palais, et il prolongea, en même temps, jusqu'à celui-ci la rue de la Régence, tandis qu'il élargissait la rue des Quatre-Bras jusqu'au boulevard du Régent. Le Palais est situé au milieu d'un plateau élevé dominant toute la ville. A l'encontre du Parthénon d'Athènes, cette merveille de l'Acropole, qui symbolisait la puissance unie à la force, le Palais de Justice symbolise la justice guidée par la loi et tempérée par la clémence royale. Chacune de ses façades a un caractère particulier et est en rapport avec les différences de ni-

veau du terrain. L'ordonnance générale est du gréco-romain dans lequel Poelaert a introduit des motifs égyptien, babylonien et indien. L'agencement des colonnes et, en général, tous les motifs décoratifs, sont d'une si prodigieuse variété et d'une si grande habileté de composition qu'ils déroutent l'imagination.

Le portique central, de 17^m,50 d'ouverture et de 39 mètres de hauteur, se distingue par sa hardiesse de conception. Les deux lions ailés en pierre qui y figurent, ainsi que les lions semblables des autres façades sont de Félix Bouré. Le buste de Minerve, de 3^m,50, qui le surmonte, est de Ducaju. A la base des deux escaliers aboutissant derrière la colonnade, figurent les statues en marbre, de proportions colossales, de Cicéron et d'Ulpian par le même Félix Bouré et de Démosthènes et de Lycurgue, par Armand Cattier.

Le Palais de Justice a coûté 43 millions 769,000 francs sans sa monumentale porte en bronze exécutée tout récemment par l'architecte Van Mansfeld, à la suite d'un concours auquel neuf concurrents avaient pris part; le coût s'éleva à 70,000 francs en moyenne. Cette porte de 10^m,35 $\times$ 4^m,35 de dimensions et dont la partie mobile a 7^m,60 $\times$ 4^m arrive comme proportions directement après celle du Panthéon à Rome, dont les dimensions sont de 12^m,50 $\times$ 6^m, et dont la partie mobile a 7^m,60 $\times$ 4^m,30. Les portes du Panthéon, de l'église de la Madeleine et du Palais de Justice de Paris lui sont donc inférieures, tout comme celle du baptistère de Florence, ainsi que celle de l'église de Santa Maria dei Fiori qui fait face à ce baptistère et dont les vantaux ou battants viennent d'être placés. Dans ses trois étages sont vingt-sept grandes salles d'audience, de bibliothèques ou de réunions, deux cent quarante-cinq chambres, cellules, etc., pour les divers services, et huit cours intérieures forment, à elles seules, un ensemble de plus de 6,000 mètres carrés. La salle des Pas-Perdus comporte une superficie de 3,600 mètres carrés.

Quatre immenses piliers de pierre, appuyés sur des pyramides de maçonnerie dont la base s'étend sur une surface de 100 mètres carrés et qui s'enfoncent à 15 mètres dans le sol, soutiennent la coupole dont le faite est à 97^m,50 au-dessus des dalles de la salle précitée.

Pour corriger la différence de niveau du côté de la rue des Minimes, un escalier monumental, à double rampe avec vaste palier, de cent soixante et onze marches chacune, et qui descend de la salle des Pas-Perdus, se profile en projection horizontale de la base de l'édifice, sur une longueur de 80 mètres environ.

Les statues en bronze de la Force, de la Justice, de la Loi et de la Clémence royale qui cantonnent le tambour du dôme sont de Vinçotte, Dutrieux, Desenfans et Alph. de Tombay. Deux griffons, également en bronze, les ailes éployées, veillent à la base de chacune de ces quatre colossales figures.

Cette œuvre grandiose, qui suscita au célèbre architecte Charles Garnier, l'auteur de l'Académie nationale de musique de Paris, ce cri d'admiration : « C'est le seul monument que l'on a construit en Europe depuis le commencement du siècle » ! a passionné bien des artistes; il a suscité des polémiques des plus vives, autant au sujet de ses dispositions intérieures que pour ses motifs de décoration. Néanmoins, comme on se plaira toujours à le proclamer, ce palais restera une grande œuvre puissante, originale, ayant son caractère propre; majestueux et imposant comme la Justice qu'il symbolise; il force l'admiration.

L'ingénieur en chef Wellens qui en a surveillé la construction et l'achèvement avec le concours de l'ingénieur Marcq, également des ponts et chaussées, a pu dire avec raison : « Comme toute œuvre humaine, le Palais de Justice aura ses admirateurs et ses critiques » (il écrivait cela en 1881, deux années avant que les travaux fussent terminés). « Néanmoins, nous ne croyons pas nous tromper en disant que, par son aspect architec-

■ tural, élégant et majestueux, cet édifice est aujourd'hui rangé par l'opinion publique au nombre des plus remarquables de l'Europe ■.

Poelaert s'était aussi occupé d'un plan d'ensemble pour les abords mêmes du palais. Malheureusement, cette conception des plus artistiques, qui devait servir de cadre à son œuvre magistrale, a déjà été profondément dénaturée.

Poelaert avait aussi dessiné un plan d'ensemble pour l'embellissement et l'assainissement du sud de la ville, surtout les côtés attenants au Palais de Justice. Ce projet comportait un certain nombre de bâtiments d'utilité publique qui auraient donné un véritable caractère artistique à cette partie de la capitale. Il fut bien secondé dans ce travail par M^r Ad. Engels, architecte principal des bâtiments civils, aujourd'hui préposé comme conservateur du palais même et qui, pendant nombre d'années, a été un des meilleurs collaborateurs de Poelaert pour ce monument en ce qui concerne la construction.

Parmi la pléiade d'architectes qui ont été attachés au bureau de Poelaert, il y a lieu de citer aussi, tout particulièrement, M^r Benoît, également architecte principal des bâtiments civils, le plus excellent aide de M^r Wellens pour la construction et pour l'achèvement du Palais de Justice. C'est au même architecte Benoît qu'a été confiée la construction de l'hôtel de l'administration de la marine, à l'intersection des rues Ducale et de la Presse; il en a dessiné les plans en s'inspirant des superbes édifices style Louis XVI dont l'architecte Guimard a enrichi, à la fin du XVIII^e siècle, la rue de la Loi et où sont installés les ministères et les corps législatifs.

On cite encore avantageusement de Poelaert les écoles de la ville, rue de Schaerbeek et au boulevard du Midi; la caserne des pompiers, rue Blaes; les châteaux de M^r Faignart à Saint-Vaast, et de M^r Boch à La Louvière; les grands hôtels à cariatides de M^r Goffin, avenue de la Toison d'Or, à Bruxelles; les deux édicules de l'entrée du Parc vis-à-vis du Palais du roi et qui sont surmontés de

groupes sculptés par son frère Victor et leur inséparable ami Gilles Mélot.

Joseph Poelaert avait été nommé chevalier de l'Ordre de Léopold le 3 avril 1856; il fut promu officier le 2 octobre 1859.

Edmond Marchal.

Renseignements particuliers personnels et renseignements fournis par l'architecte G. Bordiau, l'un des anciens disciples de Poelaert. — *Nouveau Palais de Justice de Bruxelles*, architecte J. Poelaert. Notice descriptive avec atlas comprenant 15 plans et détails du monument, par F. Wellens (Bruxelles, 1881; in-8^o et in-plano). — Pose solennelle de la première pierre de l'église à ériger à Laeken à la mémoire de S. M. la reine Louise-Marie, 27 mai 1854 (Bruxelles, 1854; in-4^o). — *Concours pour l'érection d'une église à Laeken en commémoration de S. M. la reine*. *Moniteur belge* du 29 septembre 1852. — 1830-1850. 20^e anniversaire de l'indépendance nationale. Inauguration du monument dédié au Congrès national et à la Constitution (Bruxelles, 1850; in-8^o). — *Bruxelles à travers les âges*, 3^e volume, *Bruxelles moderne*, par H. et P. Hyman (Bruxelles; in-4^o). — *Notices sur Guillaume et Joseph Geefs, Simonis et Fraikin*, par le chev. Marchal, *Annuaire de l'Académie*. — *L'Emulation*, publication mensuelle de la Société centrale d'architecture de Belgique, 4^e année, nos 1, 2, 3 et 5; 6^e année, no 1. — *Moniteur belge*. — L. Solvay, *le Palais de Justice* (de Bruxelles), articles dans la *Gazette*, XIII^e année, nos 277, 279, 281, 282, 4, 7 et 9 octobre 1883.

POELARIUS (*Philippe*), philosophe, né à Bruges, décédé en 1620, docteur en droit canonique et civil de l'université de Louvain, fut élu doyen de la collégiale Saint-Sauveur, à Harlebeke, en 1599. C'est de son temps que commencèrent les pourparlers en vue du transfert du chapitre de Harlebeke à la métropole de Malines. Les chanoines n'étaient pas opposés à cette translation, à condition que six des douze prébendes fussent réservées à des personnages des Flandres gradués en théologie ou en droit. Le projet échoua à cause de l'opposition des États des Flandres. Philippe Poelarius a laissé un traité manuscrit en trois livres où il s'occupe des nombres et de la philosophie de Pythagore Il l'avait intitulé : *Ætiologiæ sive characterismi de modo philosophandi veterum*. Foppens dit que cet ouvrage est conservé à la bibliothèque universitaire de Louvain, mais il ne s'y trouve plus aujourd'hui.

Georges Mouchamp.

Sanderus, *Flandria illustrata*, t. III, p. 28. — Miræus, *Diplomata*, t. III, p. 259, 268. — Foppens, *Bibliotheca belgica*, t. II, p. 4041.

POELE (*Florimond VANDE*), architecte, dessinateur et peintre verrier, né à Gand, le 8 février 1832, mort dans la même ville, le 12 février 1875. Il était fils d'un notaire qui jouissait en Flandre d'une haute réputation d'honorabilité; sa mère était hollandaise. L'éducation de Florimond, l'aîné de leurs fils, fut confiée à l'abbé Durieu, directeur du collège Saint-Louis, à Bruges, où l'enfant se distingua bientôt par une excellente mémoire, un goût prononcé pour la lecture et pour le dessin. L'abbé Durieu appela l'attention du baron Béthune, son ancien ami, sur les aptitudes précoces et les goûts si prononcés du jeune collégien. Il le pria de guider celui-ci dans ses essais, qui semblaient annoncer une sorte de vocation, et de surveiller les leçons de dessin qu'il recevait à l'établissement. Les relations amicales, commencées ainsi à Bruges, devaient se développer bientôt lorsque Florimond Vande Poele, ses études à Saint-Louis terminées, revint en 1853 à Gand, où le baron Béthune s'est établi quelques années plus tard après avoir fondé un atelier de peinture sur verre. C'est là que Florimond allait continuer ses études d'art et d'archéologie; il passait ses meilleures heures auprès de son ami; son talent se développait; il s'éprit de plus en plus du style ogival, dans lequel il voyait à la fois l'expression du caractère national et des sentiments religieux dont lui-même était animé. Les rapports du maître et de l'élève prirent insensiblement le caractère d'une amicale collaboration. Après s'être essayé à des compositions d'architecture, Vande Poele aborda la peinture sur verre où bientôt il devait exceller. D'autre part, les lectures du jeune artiste étaient dirigées vers l'archéologie et l'art médiéval qui, par les publications paraissant alors, et les périodiques comme les *Annales archéologiques* de Didron et la *Revue de l'Art chrétien*, entretenaient dans cette génération une sorte de ferveur et parfois un véritable enthousiasme. Florimond Vande Poele voulut bientôt étendre ses connaissances et compléter ses études dans la

pratique de l'art par des voyages qu'il entreprit, le crayon à la main, en Angleterre, en France et en Italie. C'est de ce dernier pays qu'il rapporta les impressions les moins favorables, tant il était épris des traditions de l'Art du Nord en général et tout particulièrement de l'Art flamand.

Vande Poele avait acquis, pour les créations les plus délicates de la peinture sur verre et la composition du mobilier, particulièrement du mobilier ecclésiastique, une véritable virtuosité. Il déployait une habileté remarquable dans la peinture des médaillons en camaïeu : des rondelles de vitraux dans le style du *xv^e* siècle, qui décorent encore quelques sanctuaires, corridors et salles des couvents dans les Flandres. Ses dessins pour la menuiserie, la ferronnerie et la dinanderie étaient également remarquables et dénotent, en même temps que l'imagination la plus ingénieuse, une véritable intelligence des procédés appliqués aux matériaux divers à mettre en œuvre. Son crayon, à cet égard, était d'une merveilleuse souplesse. Malheureusement, le mal auquel il devait succomber prématurément venait souvent l'entraver dans le travail. Il souffrait de redoutables atteintes de la goutte, contre lesquelles il luttait avec une rare énergie. Tant que ses doigts, paralysés parfois par la maladie, pouvaient tenir un crayon, il parvenait encore à tracer des dessins d'une élégance et d'une finesse qui émerveillaient les témoins de ce combat entre la maladie et la volonté de l'artiste. Obligé de s'aliter pendant de longues journées, il avait imaginé un appareil en bois qui, soutenant l'avant-bras, lui permettait de poursuivre, sans quitter le lit, le travail qu'il aimait passionnément. C'est dans ces conditions qu'il exécuta, notamment pour le château de Lophem, près de Bruges, appartenant au baron Van Caloen, une série de médaillons sur verre représentant la suite des comtes et des comtesses de Flandre et quelques-uns des épisodes de la vie du Christ. Cette collaboration avec son maître Béthune fut plus active et plus

indépendante lorsqu'il présida à la construction du couvent de religieuses à Vyve-Cappelle, près de Bruges, bâti en style ogival et fondé par la famille Verhulst-Vande Poele. Indépendamment de ce travail, Vande Poele s'associa encore, par une collaboration vaillante, à l'aménagement et à la décoration intérieure de l'église, du presbytère et des écoles de Vyve-Cappelle, qui est, comme on sait, un groupe de constructions formant une véritable évocation de l'art flamand du xve siècle.

Dans le domaine de l'art décoratif, — de l'art appliqué comme on dit aujourd'hui, — il ne serait pas difficile de citer un grand nombre de travaux dus au crayon souple et inventif de l'artiste. Les belles stalles sculptées en bois de chêne de l'église paroissiale de Waterloo, près de Malines, les boiseries de la bibliothèque de M^r Arthur Verhaegen, membre de la Chambre des représentants, l'élégant et somptueux mobilier d'un salon et d'une chambre à coucher au château de feu le comte de Limminghe à Gesves, deux couronnes de lumière pédiculées, forgées en fer, à l'église Notre-Dame à Bruges, de nombreux dessins pour la broderie, enfin un grand nombre de compositions reproduites par la gravure et destinées à l'imagerie religieuse populaire, témoignent de la fécondité de l'artiste et de la variété des genres qu'il savait s'assimiler.

Artiste dans la vie privée comme dans son labeur, Florimond Vande Poele s'était, vers la fin de sa vie, fait construire, sur ses propres dessins, aux bords pittoresques de l'Escaut, le charmant castel de Schelderode, qu'il avait décoré et meublé selon ses goûts et inspiré par son génie personnel. Celui qui était reçu dans cette retraite par le châtelain pouvait, comme dans un rêve, se croire transporté dans un manoir flamand du xv^e siècle. C'était à la fois la demeure de son choix et de sa création, un asile pour ses collections, ses études, les souvenirs de ses voyages et, avant tout, une véritable œuvre d'art témoignant des multiples applications des talents du maître qui l'habitait.

Florimond Vande Poele fut un véritable artiste, d'un incontestable talent, aimant le travail jusqu'à la passion et doué d'une grande facilité; sa riche nature lui eût permis d'atteindre de bonne heure à une grande réputation. Mais, loin de courtiser la publicité, il s'est toujours tenu à l'écart de tout ce qui pouvait la provoquer. Comme la plupart de ces artistes du moyen âge dont il admirait les travaux, il n'a jamais voulu signer aucun des siens. Par sa simplicité et une modestie qui, chez lui, n'étaient que l'expression de l'humilité chrétienne, il a caché sa vie, qui était exemplaire, et dérobé ses remarquables travaux à tout éloge public avec autant de soin que d'autres mettent à l'obtenir. Il convient d'ailleurs d'ajouter qu'une assez grande fortune le rendait absolument indépendant des avantages matériels qu'il pouvait tirer de ses travaux.

J. Helbig.

Rond den Heerd (Bruges), 1875, p. 396. — *Messenger des sciences historiques*, 1875, p. 510. — *Le Bien public* (Gand), 23 février 1875. — *Bulletin de la Gilde de Saint-Thomas et de Saint-Luc*, t. III, p. 52 et s.

POELE (*Jean VANDE*). Voir LACU (*Jean DE*).

POELE (*Pierre*), peintre. Voir BEEWELDE (*Pierre VAN*).

POELE (*Placide VANDEN*), écrivain religieux de l'ordre de Saint-Benoît, né vers 1649, et mort à Gand, le 17 octobre 1714. A l'âge de vingt et un ans, il entra en religion. Nous le trouvons comme *sieckenmeester* (chef de l'infirmerie), en 1682, à l'abbaye de Saint-Pierre du mont Blandin. En 1685, il fit paraître quelques feuillets de vers latins en l'honneur de l'abbé Verschuieren, de la même abbaye (un exemplaire à la bibliothèque de l'université de Gand). En 1687, il publia un discours latin de saint Benoît. En 1692, nous voyons Vanden Poele cité pour la première fois comme *prieur* de son abbaye. Il occupa cette fonction jusqu'en 1706; à cette date, on lui désigna un coadjuteur. En 1692, Laurent Vander Lepe dédia

à notre prier *Des Werelds Ydelheyt*. On lui fit à la même date la dédicace de vers latins publiés chez Saetreuver. En 1695, Vanden Poele fit imprimer, également chez Saetreuver, quelques vers (probablement flamands) en l'honneur de *Juffrouw Wauglaik* : cet opuscule est perdu. On retrouvera les titres complets des diverses œuvres de notre auteur dans la *Bibliographie gantoise* de Mr F. Vander Haeghen.

Léonard Willems.

F. Vander Haeghen, *Bibliographie gantoise*, t. II, p. 321 et 324; t. VI, p. 132, 125, 123. — Archives de l'Etat, à Gand.

POELE (*Robert VANDE*), ou **VANDEN POEL**, ou **DE LACT**, jurisconsulte, né à Gand, mort à Louvain le 26 juin 1483. Il fit probablement ses études juridiques à la faculté de Louvain et y conquit le diplôme de docteur ès droits. Le 20 juin 1463, le magistrat de Louvain lui confia la chaire de droit canon avec le titre de professeur ordinaire : *Adsignatis eidem stipendii loco quadringentis francis, ea conditione, quod simul advocatus et consiliarius esset opidi, quodque teneretur repetere publice et exhibere solemne epulum, ac diebus legilibus ad duas horas docere*.... Il fut investi des fonctions rectorales à trois reprises différentes : en août 1463, en février 1471 et en février 1476. En 1464, il assista en qualité de recteur aux États du Brabant, en présence de Charles-le-Téméraire, qui lui accorda l'honneur de porter le premier la parole. En outre, Vande Poele reçut successivement les titres de chanoine et pénitencier de la cathédrale de Senlis, chanoine de Lierre, doyen de Sainte-Marie à Utrecht (1476), chanoine de Saint-Donat à Bruges (26 juin 1477-1482).

Comme professeur, il laissa le souvenir d'un homme éminent. Ses *Illustrationes institutionum juris*, qui sortirent des presses de Thierry Martens, sont malheureusement perdues (Bibliothèque royale de Bruxelles : bibl. Bourgogne, n° 13971, cit. par Van Iseghem, biographie, p. 258, n° 95).

Par disposition testamentaire de juin 1483, Robert Vande Poele légua aux

facultés de droit la maison qu'il occupait in *Nova Platea*, à Louvain, pour qu'elle fût mise à la disposition d'étudiants « pauvres et honnêtes » de ces facultés. Ce fut l'origine du célèbre collège Saint-Ives, appelé aussi collège des juristes ou des bacheliers. En outre, le fondateur dota généreusement l'institution naissante : les bourses qu'il créa à cette époque sont aujourd'hui administrées par la commission provinciale du Brabant. On trouvera dans Reusens (*Analectes*, t. XVII, 1881, p. 326-345) de nombreux détails sur l'histoire du collège Saint-Ives.

Robert Vande Poele fut inhumé en l'église des chanoines Augustins de Saint-Martin. Son compatriote gantois, Louis Brunius, lui consacra une épitaphe rapportée dans Sweertius.

Alphonse Roersch.

Sanderus, *de Gandavensibus*, p. 147. — Sweertius, *Athenae belgicae*, p. 659. — Valère André, *Fasti*, p. 155, 165, 295, 296. — Foppens, *Bibliotheca*, p. 1076. — Reusens, *Analectes*, t. XVII, p. 327, et t. XXVII, p. 305. — Edw. van Even, *Brabantsch Museum*, p. 107.

POELMAN (*Charles-Amand-Constant*), médecin et professeur à l'université de Gand, né dans cette ville, le 20 mars 1815, décédé à Uccle le 17 juillet 1874. Il commença ses humanités au collège Sainte-Barbe et les termina brillamment à l'Athénée. A l'université de Gand, il prit les grades de docteur en médecine et de docteur en accouchements; il se distingua dans ses études et obtint, à l'examen final, la plus grande distinction. Ses succès attirèrent sur lui l'attention de ses maîtres : le 12 avril 1842, il fut nommé préparateur d'anatomie comparée, avec un traitement de six cents francs. Soutenu par les conseils et les encouragements de Guislain, il forma le projet de doter, à lui seul, l'université de Gand d'un cabinet d'anatomie comparée. Il n'y trouva qu'un certain nombre de squelettes; il se mit immédiatement à l'œuvre et en vint jusqu'à faire près de deux mille préparations, dans les conditions les plus désavantageuses. Son laboratoire était une espèce de grenier mal éclairé et mal ventilé; l'été surtout et

pendant la dissection des grands animaux, il se remplissait d'exhalaisons méphitiques. Poelman ne disposait que d'un maigre subside. Il s'était marié de bonne heure, le 17 avril 1843; il sacrifia en grande partie à sa lourde tâche les ressources que la clientèle aurait fournies au nouveau ménage.

Son zèle et son activité furent cependant reconnus. Dans leurs discours rectoraux, les professeurs Van Coetsem et Minne-Barth firent un éloge mérité du jeune préparateur. Sa position ne tarde pas à s'améliorer: il reçoit, en 1845, le titre d'agrégé à la faculté de médecine; en 1846, il débute dans la carrière de l'enseignement par des répétitions d'anatomie comparée; plus tard, en 1848, il devient répétiteur de physiologie et d'hygiène. Au mois de septembre de la même année, il est chargé provisoirement de l'enseignement de l'anatomie comparée et de l'hygiène et, l'année suivante, on lui confie de plus, dans les mêmes conditions, les cours d'anatomie générale, d'organo-génésie et d'ostéologie humaine; il est déchargé du cours d'hygiène. Un arrêté royal du 4 octobre 1850 le nomme professeur extraordinaire en lui conservant ses attributions; le 11 août 1851, il est déchargé du cours d'ostéologie humaine et appelé à l'enseignement de l'anatomie pathologique; le 15 mars 1858, il est promu au rang de professeur ordinaire. Il passe à la chaire de physiologie, en remplacement de Guislain, le 29 août 1860, et abandonne les cours d'anatomie générale et d'anatomie pathologique. Ses leçons, consciencieusement préparées, se distinguaient surtout par la clarté, l'ordre et la méthode; des tableaux schématiques, la démonstration de nombreuses pièces empruntées aux collections qu'il avait créées ou enrichies, aidaient puissamment à la compréhension des faits. Le cabinet d'anatomie comparée était devenu important; il comprenait de belles préparations, dont quelques-unes avaient exigé un long et pénible travail: celles, par exemple, de la grande tortue franche, et d'un *Python bivittatus* de cinq mètres

de longueur. Un même esprit animait le professeur dans son enseignement multiple: il avait rangé les pièces du cabinet d'anatomie humaine et en avait dressé l'inventaire; il avait augmenté la collection d'anatomie pathologique d'un grand nombre d'objets se rapportant surtout à la tératologie; il disposait d'une petite série de préparations histologiques. Mais c'était le cours d'anatomie comparée, la partie des vertébrés surtout, qu'il donnait avec le plus de plaisir et d'autorité; le régime des cours à certificat, qui devait annihiler l'effort principal de sa vie, lui causa une impression des plus pénibles. Les offres les plus avantageuses ne purent le détacher de son musée ni de cet enseignement.

Poelman avait quarante-cinq ans; il avait pris de bonne heure la direction scientifique qui convenait le mieux à ses goûts et à ses aptitudes: il s'était occupé presque exclusivement du côté morphologique de la biologie. La maladie venait d'éloigner Guislain de la chaire de physiologie, une des plus importantes de la faculté. L'administration fit un appel à Poelman. Il avait le droit, après tant de services, de refuser ce périlleux honneur; il ne consulta que son dévouement aux intérêts de l'université. Il dut se mettre à la hauteur du progrès de la science physiologique et des connaissances qui lui servent de base; il créa un laboratoire, rassembla des instruments, fit des expériences sur les animaux, inaugura à Gand, en un mot, l'enseignement de la physiologie expérimentale.

Ses publications concernent surtout l'anatomie comparée. Mettant à profit les ressources qu'il cherchait avec ardeur dans les jardins zoologiques et les ménageries, il a exploré avec succès quelques parties de cet immense domaine. Les faits nouveaux qu'il a bien observés et décrits resteront dans la science; ce sont d'excellents matériaux qui garderont toujours leur valeur, quel que soit le plan de l'édifice où ils seront utilisés. Il convient de citer avant tout ici ses recherches sur une communication entre l'artère pulmonaire et l'aorte descendante chez le singe hur-

leur et le veau marin, sur l'appareil digestif du *Python bivittatus*, où il signale une disposition remarquable des conduits excréteurs du foie et du pancréas, sur les organes génitaux femelles du *Macropus Bennetti*, dont le canal vaginal médian est en communication avec le vestibule génito-urinaire, sur le tapir indien et sur quelques parasites. On doit aussi mentionner, parmi ses travaux d'un autre ordre, des études intéressantes de tératologie et un mémoire important sur la structure et les fonctions de la rate, où il émet quelques vues neuves et défend l'opinion de Guislain, qui considérait cet organe comme un diverticule pour le sang artériel et surtout pour le sang de la veine porte. Ailleurs encore, il subissait l'influence de ce maître éminent : Poelman était vitaliste, mais d'un vitalisme « qui n'exclut pas le progrès et tire son profit de toutes les découvertes ».

L'enseignement et la production scientifique compris de cette manière ne suffisaient pas à son activité. Il n'avait pas renoncé à la pratique médicale; il se chargea d'un service de médecine à l'hôpital civil; il remplit la place de médecin légiste; il fut, pendant cinq années, secrétaire de la Société de médecine de Gand. Lorsqu'il résigna ces fonctions, la Société, reconnaissante de ses services, lui offrit un vase en argent. Plus tard, à la mort de Guislain, il fut nommé commissaire-directeur; il donna sa démission en 1867. Quand l'Association médicale de prévoyance de Gand se constitua, Poelman, qui comprenait largement la solidarité professionnelle, obtint pour la présidence l'unanimité des voix. Indépendamment de la Société gantoise de médecine, plusieurs corps savants honorèrent ses mérites. A l'Académie royale de Belgique, il fut élu correspondant le 16 décembre 1851; titulaire, le 16 décembre 1857. Dans l'Académie royale de médecine, sa nomination de correspondant date du 1er mai 1858; celle de titulaire, du 24 octobre 1868. La Société de médecine pratique de la province d'Anvers,

établie à Willebroeck, la Société de médecine de Boom, la Société médicale de Neuchâtel, la nouvelle Académie des sciences d'Orléans le comptèrent parmi leurs membres correspondants. Un arrêté royal du 26 octobre 1860 le nomma chevalier de l'Ordre de Léopold.

La somme de travail qu'il dut accumuler est tout à fait extraordinaire; malheureusement, elle finit par épuiser ses forces. Cette contention incessante, la préparation du cours de physiologie surtout, accepté dans des circonstances difficiles, et, d'autre part, de tristes préoccupations, minèrent lentement une solide intelligence. En 1870, il s'avoua vaincu et fut forcé de suspendre ses leçons. La maladie suivit sa marche fatale; il y succomba à l'âge de cinquante-neuf ans.

Richard Boddaert.

Félix Plateau, *Notice sur Charles Poelman* (*Annuaire de l'Académie royale de Belgique*, XLIIe année, 1875). — Burggraeye, discours prononcé sur la tombe de Poelman (*Bulletin de l'Académie royale de médecine de Belgique*, année 1874, 3e série, t. VIII). — Soupard, R. Boddaert et Ingels, discours prononcés aux funérailles de Poelman (*Bulletin de la Société de médecine de Gand*, vol. XLI, 1874). — R. Boddaert, *Eloge de Charles Poelman* (*Bulletin de l'Académie royale de médecine de Belgique*, séance du 28 avril 1900).

POELMAN (Jean), écrivain ecclésiastique, né à Gand en 1677, et y décédé en 1736. Il reçut dans sa ville natale l'habit des Frères-Prêcheurs, le 27 novembre 1696, des mains du prieur Ambroise Mestdagh et fit profession, le 27 novembre 1697, entre les mains du prieur Hyacinthe de Baets. Ayant suivi les cours de théologie à Louvain, il y conquist, dans son ordre, le grade de docteur, et, à l'université, celui de licencié en théologie. Après avoir enseigné durant plusieurs années les sciences sacrées, il devint régent primaire des études au couvent de Louvain et fut définitif au chapitre général. De 1706 à 1722, il se vit confier, à Rome, les fonctions importantes de bibliothécaire de la Casanate. Durant son séjour à Rome, il travailla à une édition nouvelle de la *Somme morale* de saint Antonin, archevêque de Florence, et composa une

Défense de la doctrine de saint Thomas d'Aquin et de ses disciples contre leurs calomnieux. Revenu dans sa ville natale, il fut élu prieur du couvent de Gand. C'est là qu'il mourut, le 30 juillet 1736, âgé de cinquante-neuf ans. Il ne faut pas le confondre avec son homonyme Jean Poelman, natif de Tubize, chanoine théologal et pénitencier de la métropole de Cambrai, qui publia à Anvers, chez Guillaume Verdussen, en 1686, un excellent *Breviarium theologicum*, contenant les définitions et explications des termes théologiques.

P. Vincent-M. van Caloen,

Quétif et Echard, *Scriptores Ordinis Prædicatorum* (Paris, 1721), t. II, p. 803. — *Registre et chronique du couvent de Gand*, ms. conservé dans les archives du couvent des Frères-Prêcheurs, à Gand.

POELMAN (*Pierre-François*), peintre, né à Gand, le 7 février 1801, mort dans la même ville le 26 août 1826. Élève du peintre H. Vander Vin, il débuta, à l'âge de seize ans, par un tableau de fruits, d'après une peinture de Guil. van Aelst, appartenant à son maître. Ses œuvres personnelles furent des portraits de petite dimension, des intérieurs et surtout des vues de ville, genre auquel il dut les principaux succès de sa brève carrière. Les collections gantoises conservent de lui d'intéressantes peintures où se traduit la physionomie de la cité flamande avant les transformations survenues au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle. L'exemple de J.-F. de Noter (voir ce nom) ne fut, sans doute, pas étranger à la direction donnée à ses études par le jeune Poelman. En 1820, il exposait une *Vue de l'église Saint-Michel et de ses environs*, à laquelle succéda une *Vue de l'église Saint-Nicolas et du Marché-aux-Grains*. Plus tard, encore, vint la *Place Sainte-Pharaïlde*, dernière création de l'artiste. On voit de lui, au musée d'Amsterdam, une *Vue de l'Hôtel de ville d'Audenarde*, avec des Cosaques sur la place. Ce tableau est daté de 1824. De la même année datent une vue des « ruines » de la *Chapelle du Saint-Sang*, à Bruges, ainsi qu'une *Vue d'ensemble du quai Saint-*

Michel avec le Pont-aux-Herbes, à Gand. Ces tableaux furent exposés en 1824. Poelman travailla aussi à Mons. On vit de lui, au Salon de Gand, en 1823, une *Vue de la rue de Nimy*, œuvre qui devint la propriété d'un collectionneur gantois notable, Mr Van Huffel. C.-F. Piron, qui fut l'ami de Poelman, assure que le jeune artiste fut exploité par un spéculateur dont il espérait épouser la fille. Ce projet ayant manqué, le pauvre garçon en mourut de chagrin. Après sa mort, les créations de son pinceau se vendirent un bon prix.

Henri Hymans.

Piron, *Algemeene levensbeschryving der mannen en vrouwen van België*. — Immerzeel, *De levens en werken der hollandsche en vlaamsche kunstschilders*, etc.

* **POELMAN** (*Théodore*) ou PULMANUS, latiniste, né en 1512 à Kranenburg, village de l'ancien duché de Clèves, situé dans l'arrondissement actuel de Dusseldorf. Sur son portrait, gravé par Philippe Galle en 1572, nous voyons qu'à cette date il était âgé de soixante ans. Il perdit son père de bonne heure; sa mère lui fit fréquenter une école latine. Au sortir de cette école, il apprit le métier de foulon, à Kranenburg, chez son oncle, qui lui acheta la maîtrise à Anvers. Il était âgé de vingt ans environ lorsqu'il se rendit dans cette ville. Le 15 janvier 1532, il s'y trouvait et gagnait son pain en travaillant durement. Il habita d'abord chez un certain Henri Coman, foulon, près du couvent des Falcons. En 1551, il changea de demeure et s'établit pour son propre compte au rempart des Tailleurs-de-Pierre. Il épousa Élisabeth Hermans, dont il eut cinq enfants : trois filles et deux garçons. Ces derniers apprirent le métier de leur père, mais Jean, l'aîné, y renonça et entra au service de l'architypographe Christophe Plantin. Théodore Poelman resta établi sa vie durant à Anvers et, tout en continuant jusqu'à un âge avancé son dur métier manuel, il conserva le goût des études et s'appliqua avec ardeur et succès à la philologie latine. Il publia nombre d'auteurs classiques et chré-

tiens dont il revit et annota les textes.

La plus ancienne de ces éditions est celle des poètes chrétiens : Arator, Sedulius, Juvencus et Venantius Fortunatus, qui parut à Bâle. Paquot la cite sous le titre : *Aratoris Historia Apostolorum, ex B. Luca expressa, et carmine epico expressa, restituta a Theod. Pulmanno*. Avec Sedulius, Juvencus et quatre hymnes de Venance Fortunat. Basil. Joan Oporinus, 155.; in-12. — *It.* Colon, 1573; in-8°. Dans son édition de Sedulius (Vienne, 1885, p. XXV), Johannes Huemer fait paraître cette édition à Bâle en 1528, date évidemment inexacte, et à Marbourg en 1537 sous le titre de : *Juveni Hispani evangelicæ historiæ libri IIII. Cælii Sedulii mirabilium divinatorum sive paschalis carminis libri IIII una cum hymnis aliquot. Aratoris in acta apostolica libri duo. Venantii Honorii Fortunati hymni duo per G. Cassandrum integritati suæ restituti. Omnia per Theodorum Poelmannum Craneburgensem recognita*. Nous n'avons pas été à même de contrôler ces affirmations contradictoires.

A partir de 1558, Poelman édita ses livres chez Plantin. Il ne se mit pas comme correcteur au service du célèbre imprimeur, ainsi qu'on l'a dit et répété, et celui-ci ne le chargeait pas de telle ou telle besogne spéciale : il travailla, indépendamment de toute commande et de tout engagement, par amour de la science, sans attendre aucun profit de ses études. Le premier livre qu'il fit paraître est un Virgile daté de 1558. Nous n'en avons pas rencontré d'exemplaire, mais les *Annales plantiniennes*, de Ruelens et De Backer, mentionnent une édition de cette année; les registres de l'imprimerie plantinienne prouvent que le livre signalé par ces auteurs parut en effet, et la recommandation insérée dans les liminaires de l'édition de 1564, par laquelle Cornelius Scribanus Grapheus fait l'éloge du travail de Poelman, est datée du 14 août 1557.

En 1564, Poelman publia chez Plantin la seconde édition de son Virgile : *Pub. Virgilii Maronis opera Theodori Pulmanni Craneburgensis studio correctæ, et brevissi-*

mis annotationibus illustrata. Antverpiæ. Ex officina Christ. Plantini, MDLXIII; in-16. Le livre fut imprimé du 30 octobre 1563 au 1^{er} janvier 1564; il était dédié à Gaspar Schetz, baron de Wese-mael, premier trésorier du roi Philippe II à Anvers. Les annotations promises sur le titre se réduisent à des arguments en tête de chaque églogue, de chaque livre des *Géorgiques*, de l'*Énéide* et de la plupart des petits poèmes de Virgile que renferme le volume. Entre les *Géorgiques* et l'*Énéide* sont insérées cinq pages et demie d'annotations par Jacobus Cru-cius, de Bologne, et deux pages et demie de corrections proposées par Matthæus Bonfinis Asculanus; à la fin se trouve un *Rerum ac verborum index*.

En 1580, Plantin donna, en format in-8°, une troisième édition du Virgile fournie par Poelman. C'est la réimpression du Virgile annoté par Paul Manuce et imprimé par Plantin en 1566, augmenté de liminaires et de l'index de l'édition de Poelman. En 1589, Plantin publia encore une fois, en une édition in-24, le texte seul de Virgile fourni par Poelman.

En 1560, Poelman fit paraître chez Plantin les comédies de Térence : *Pub. Terentius Afer. Theodo. Pulmanni Craneburgensis studio accuratissime castigatus et adnotationibus variis, asterico designatus illustratus. Cum indice verborum veterum, et raro usitatorum apud eundem*; in-16. Dans son avis au lecteur, Poelman dit que les changements apportés par lui au texte ont été puisés dans de très anciens manuscrits. L'édition est enrichie de notes marginales et d'un index. Une nouvelle édition, que Poelman fit imprimer en 1565, chez Plantin, est enrichie des annotations d'Antoine Muretus et de François-Fabrice Marcoduranus. Les notes de Poelman se sont considérablement étendues. L'auteur s'est servi de cinq manuscrits appartenant à diverses personnes, de deux manuscrits et d'un troisième incomplet qui lui appartenaient. En 1574 paraît une édition sans ces annotations. En 1580, l'édition de 1565 est réimprimée chez Plantin en format in-8°.

En 1560, il publia également : *Pontii Paulini Burdigalensis Poemata. Prosperi Tironis Aquitanici Epigrammaton lib. I. De Providentia Dei lib. I. De Ingratis lib. I et S. Hilarii in Genesim ad Leonem papam Carmen*. Antverpiæ. Ex officina Christophori Plantini, 1560; in-16. A la suite des matières renseignées sur le titre, le volume renferme encore *Venantii Honorii Hymni III et Elogia I*. Poelman dédia le recueil à Petrus Megus, préfet du collège des Falcons, à Anvers. Il déclare dans sa dédicace que Bonaventure Vulcanus avait commencé la revision du texte de Paulinus sur des manuscrits anciens et que lui-même a terminé le travail lorsque le jeune savant qui l'avait entrepris se vit forcé de quitter le pays pour se rendre en Espagne. Il y avait ajouté, dit-il encore, les vers de Prosperus Tiro qu'il avait corrigés sur d'anciens manuscrits que lui avait prêtés Cornelius Gualterus.

Paquot mentionne comme éditée par Poelman une partie des œuvres de Pontius Paulinus, à Cologne, en 1560, sous le titre de : *D. Pontii Meropii Paulini, Nolani Episcopi, Carmen de Joanne Baptista et Epistolæ tres ad Ausonium*. En 1560, Maternus Cholinus, de Cologne, imprima effectivement les œuvres de saint Paulin sous le titre : *Divi Paulini Episcopi Nolani quotquot extant opera omnia*; mais le volume renferme les œuvres complètes du saint poète; il fut publié par Henricus Gravius et ne porte nulle trace du travail de Poelman. L'édition fragmentaire, donnée par Poelman en 1560 à Cologne, si tant est qu'elle existe, nous est restée inconnue.

Le quatrième ouvrage publié par Poelman, chez Plantin, est un Boèce qui porte le titre : *Anicii Manlii Torquati Severini Boethii de Consolatione philosophiæ. Lib. V*. Antverpiæ. Ex officina Christophori Plantini, 1562; in-16. Il est dédié à son ami de jeunesse Gérard Falckenburgh, de Nymègue. La dédicace est datée du 8 octobre 1561. Elle porte l'adresse : *Ex mea Fullonica*, que Poelman avait l'habitude d'inscrire sur ses lettres. Il fait suivre le texte d'une dissertation sur la métrique de Boèce et

d'une traduction des passages grecs qui se rencontrent dans le latin de l'auteur, revus et annotés par Poelman. Plantin réédita l'ouvrage en 1581.

En 1564, Plantin imprima trois auteurs latins annotés par Poelman. Le premier est un Horace : *Quinctus Horatius Flaccus. Theodori Pulmanni Craneburgensis summo studio, curaque emendatus. Aldi Manutii de Metris Horationis*. Antverpiæ. Ex officina Christ. Plantini, 1564; in-16. Dans la dédicace adressée à J. Flemingus, Poelman écrit qu'il s'est servi pour cette édition d'un manuscrit lui appartenant et des corrections proposées par Muretus et Lambinus. Cette dédicace est datée du 29 décembre 1563, mais Plantin ne commença à imprimer l'ouvrage que le 1^{er} janvier 1564; il le termina le 8 février suivant. Il tira cette édition, comme le Virgile de 1564, à douze cent cinquante exemplaires; de chacun des deux ouvrages, il céda cinquante exemplaires à Arnold Birekman. Une courte notice biographique, tirée par Poelman d'un ancien manuscrit, précède le texte; ses notes et variantes, ainsi que la dissertation sur la métrique d'Horace, par Alde Manuce, le suivent. Une seconde édition de cet Horace parut chez Plantin en 1566. Elle est enrichie des annotations d'Antoine Muretus, d'Alde Manuce, de Jean Hartungus et de Denis Lambinus, mais celles de Poelman en ont disparu. Une troisième édition parut chez le même éditeur en 1577. Les annotations de Poelman reparaissent; de 13 pages qu'elles comportaient en 1564, elles se sont étendues à 207 pages. Les scholies et explications des autres savants sont maintenues. Une quatrième édition vit le jour en 1582, une cinquième en 1587. Les notes de Poelman furent reproduites dans l'édition d'Horace, parue en 1581 chez Brylinger, à Bâle.

Le second des auteurs publiés en 1564 est un Lucain : *M. Annæus Lucanus Theodori Pulmanni Craneburgensis opera emendatus; ab eodemque variæ lectiones ex fide quinque librorum manuscriptorum adjectæ*. Antverpiæ. Ex officina Christ. Plantini, MDLXIII; in-16. Le livre

est dédié à Nicolas Rockox, bourgmestre d'Anvers et oncle de son homonyme, le futur bourgmestre, ami de Rubens. Les variantes, tirées de cinq manuscrits, suivent le texte; un index *Rerum et Verborum*, fait par le correcteur Mathieu Ghisbrechts, termine le volume. Plantin commença à l'imprimer le 23 janvier et le termina le 26 février 1564. Des douze cent cinquante exemplaires auxquels le Lucanus fut tiré, trois cents furent cédés à Arnold Birckman. En 1576, Plantin fit paraître une seconde édition du Lucain de Poelman, augmenté de *Lucani Poematicon*, faussement attribué, dit le titre, à Ovide, mais rendu à son véritable auteur par Hadrianus Junius. Jean Moretus réédita le volume en 1592. Dans l'édition de Lucain, publiée par Hugo Grotius chez Raphelengien, à Leyde, en 1614, les travaux de Poelman ont été utilisés.

Le dernier des ouvrages de notre auteur, imprimés par Plantin en 1564, est : *Aurelius Prudentius Clemens Theodori Pulmanni Cranenburgii et Victoris Gisellini opera, ex fide decem librorum manuscriptorum, emendatus et in eum ejusdem Victoris Gisellini Commentarius*. Antverpiæ. Ex officina Christ. Plantini, MDLXIV; in-8°. Poelman dédia le volume à son ami François Balsanus, de Bruges. Le privilège est daté du 17 mars 1563 (style du Brabant), le texte du livre fut imprimé du 11 juin au 5 août 1564. L'impression des commentaires, très étendus, de Victor Giselinus, auxquels vinrent se joindre un commentaire d'Erasme et quelques travaux d'autres auteurs, ne fut terminée que le 27 octobre 1564.

En 1565, Plantin donna la première édition des *Satires* de Juvénal et de Perse fournie par Poelman. L'ouvrage fut imprimé du 3 février au 4 mars. Il porte le titre : *D. Junii Juvenalis Satyrarum libri V. A. Persii Flacci Satyrarum liber I. Theod. Pulmanni in eosdem annotationes*; in-8°. Le livre est dédié à Jean Flemingus, à qui Poelman avait déjà fait hommage de son Horace. Dans la dédicace, datée du 10 janvier 1565, il déclare qu'il s'est servi, pour la correc-

tion du texte de Juvénal, de trois manuscrits : le premier lui appartenant; le second en possession de Jacques Migrodius; le troisième faisant partie de la bibliothèque des chanoines de Sainte-Catherine, à Nimègue. Hadrianus Junius l'aida dans son travail. Pour les *Satires* de Perse, il se servit de trois manuscrits qui lui appartenaient. Le texte est accompagné de notes marginales; les annotations de Poelman occupent dix pages à la fin du volume. La seconde édition plantinienne parut en 1566; in-16. Les annotations de Poelman se sont accrues jusqu'à former quarante et une pages. Sous cette forme amplifiée, elles ont passé dans les éditions de Juvénal de Claude Morel. Paris, 1602 et 1613. L'ouvrage fut encore réédité par Plantin en 1585, in-16, avec les mêmes notes, et en 1587.

En 1568, Plantin publia de Poelman : *D. Magni Ausonii Burdigalensis opera a Theod. Pulmanno Craneburgio in meliorem ordinem restituta, correctæ et scholiis illustrata*. Le livre fut imprimé du 16 juillet au 15 novembre 1567. Il est dédié à Thomas Redigerus de Wratisslaw. Dans la dédicace, Poelman fournit des renseignements sur ses études et ses travaux. Son père lui fut enlevé de bonne heure; sa mère le fit étudier; mais le sort l'obligea de s'adonner à un travail manuel. Jusque dans sa vieillesse, il continua à aimer l'étude, qui lui fit oublier son dur labeur. Plantin l'a engagé à éditer les œuvres d'Ausone; il s'est servi pour accomplir cette tâche d'anciens manuscrits et y a été aidé par des hommes très érudits. Outre le texte des œuvres d'Ausone, le livre renferme une pièce de vers de la poétesse Sulpicia, une épigramme de Citerius Sidonius et une autre de l'empereur Adrien. Poelman y a ajouté le texte grec des épigrammes imitées par Ausone, une vie de cet auteur par Petrus Crinitus, une autre par Lilius Gregorius Gyraldus et un index.

En 1568, il publia chez Jean Belle-rus : *Illustrium poetarum flores per Octavianum Mirandulam collecti, et in locos communes digesti : nunc vero ab innumeris mendis repurgati a Theod. Pulmanno Cra-*

neburgio. Le livre est dédié à Jean Poelman, le fils aîné de Théodore. En 1588, Jean Bellerus en donna une seconde édition.

En 1571, Plantin fit paraître : *Cl. Claudianus Theod. Pulmanni Craneburgii Diligentia, et fide summa, e vetustis codicibus restitutus*; in-16. L'ouvrage est dédié à Corneille Pruenen. Poelman l'a pourvu de notes marginales; il est suivi des annotations de Martin-Antoine Del-Rio. Dans le même volume se trouve *Aviani Asopicarum fabularum liber, a Theod. Pulmanno Craneburgio ex membranis in lucem editus*, daté de 1572. Pour son édition de Claudien, Poelman s'est servi de cinq manuscrits; pour celle d'Avianus de trois. Il a fourni la première édition complète de ce dernier auteur. L'imprimerie plantinienne réédita le volume en 1585, en 1602 et en 1607.

En 1574 parut chez Plantin : *C. Suetonii Tranquilli XII Cæsares, Theod. Pulmanni Craneburgii opera et studio emendati. In eosdem Annotationes, atque lectionis varietates ex doctissimorum hominum scriptis, et ex vetustis, vulgatisque libris ab eodem collectæ. Eiusdem C. Suetonii Tranquilli, de illustribus Grammaticis, et claris Rhetoribus lib. II. Cum Achillis Statii Lusitani Commentatione. Joannis Baptistæ Egnatii, D. Erasmi Roterodami, et Henr. Loriti Glareani, in Suetonium Annotationes*; in-8°. Le livre est dédié à Frédéric Perrenot, seigneur de Champigny. L'auteur s'est servi dans son travail de deux manuscrits appartenant, l'un au collègue de Corsendonck, l'autre au médecin Alvarez Nonnius. Les annotations et l'index de Poelman occupent cinquante-sept pages. Ils sont reproduits au tome II des *Historiæ Augustæ scriptores latini minores*, publiées par André Wechel, à Francfort, en 1588.

Pendant un quart de siècle environ, Poelman fut le collaborateur assidu de Plantin et le principal fournisseur des textes de classiques que le célèbre imprimeur fit paraître dans de charmantes éditions de poche, innovation dont le mérite doit lui être attribué. De loin

en loin, Plantin paya à Poelman quelques florins et lui fit cadeau de livres de peu de valeur. Quand, en 1566, il venait d'éditer son Horace, il lui donna un réal d'or ou 3 1/2 florins. En 1567, il lui fait remise d'une somme de 5 florins 14 3/4 sous et, en 1574, d'une autre somme de 5 florins 4 sous.

Dans les dernières années de sa vie, le modeste savant put quitter son atelier de foulon. En 1570, il fut nommé perceuteur des droits de sortie prélevés sur les vins par la ville d'Anvers, au traitement de 150 florins par an. Il mourut vers la fin de 1581. Dans une lettre écrite au mois de novembre de cette année, Plantin apprend à André Schottus que Jean, le fils aîné de Poelman, qui n'habitait pas Anvers à cette époque, était revenu à temps pour assister à l'agonie de son père. Sur la foi de Valère André, les auteurs affirment que Théodore Poelman alla mourir à Salamanque. Il y a confusion entre le père et son fils Jean. Ce dernier avait été au service de Plantin depuis 1567; il le quitta en 1579. En septembre 1581, il s'associa avec Martin de Varron pour faire le commerce des livres à Salamanque; en décembre 1581, il se rendit en cette ville. En 1586, il s'associa avec Jean Moretus pour vendre les livres publiés par l'officine plantinienne. En 1607, il habitait encore Salamanque, où probablement il mourut.

Les papiers personnels de Poelman et les manuscrits qu'il possédait devinrent après son décès la propriété de Plantin, et sont conservés au musée Plantin-Moretus. Ils se composent d'une correspondance peu étendue et d'une grande quantité de notes prises par le défunt en vue de ses éditions de classiques. Nous y rencontrons deux ouvrages annotés par lui et non publiés; le premier, *Joannis Sambuci de Imitatione a Cicerone petenda dialogi tres* (Antverpiæ, Libertus Malcotius, 1563), interfolié et pourvu de corrections peu nombreuses; le second, les *Épithètes de Ravius Textor* en deux exemplaires, l'un : *Joannis Ravisii Textoris Nivernensis Epithetorum Opus* (Bâle, Nicolaus

Brylengerus, 1588; in-4°) et l'autre : *Epithetorum Joannis Ravisii Textoris epitome, ex Hadr. Junii Medici recognitione* (Anvers, Plantin, 1564; in-16); les deux exemplaires portent d'abondantes corrections. D'après ce qu'il écrivit à un ami, le 1^{er} avril 1571, Poelman avait encore corrigé et préparé pour la presse : *De Virginitate*, et quatre autres traités d'Alcuin, mais il ne les publia jamais.

La partie la plus précieuse de son héritage furent les manuscrits d'auteurs latins qu'il possédait et qui également allèrent enrichir la bibliothèque plantinienne. Celle-ci renferme encore nombre de codex de cette provenance : trois textes de Sedulius et autant de Stace, un Boëce : *De Consolatione philosophiæ*, un Juvénus, un Lucain, un Valerius Maximus, divers poèmes d'Ovide, un Cicéron : *De Officiis*, d'autres encore. Les amis de Poelman savaient qu'ils lui faisaient plaisir en lui offrant des manuscrits anciens : sur trois de ceux que possède le musée Plantin-Moretus, Poelman annota qu'ils lui avaient été donnés par Plantin, par Victor Giselinus et par Jean Bellerus.

Pour les lettrés de cette époque, le latin était la langue vénérable entre toutes; l'histoire de Rome était la plus glorieuse et la civilisation romaine la plus parfaite que le monde eût connue; sa littérature était le trésor le plus précieux légué par les plus sages et les mieux doués à la postérité. Connaître cette langue d'une manière approfondie, étudier cette histoire, s'approprier cette littérature était pour l'homme bien élevé le premier des devoirs; rétablir le texte des auteurs dans leur pureté originale, l'œuvre la plus méritoire des savants. Durant deux siècles, toutes les préoccupations, toutes les ambitions d'une légion d'hommes d'étude se porteront de ce côté. Un des premiers chez nous, Poelman fut séduit par cette tâche de si haute importance au xvi^e et au xvii^e siècle; il eut d'innombrables successeurs parmi les hommes les plus distingués de ces contrées. Il était ardent au travail; sa passion pour l'étude des auteurs latins,

pour la correction de leurs textes rempli toute sa vie. Elle l'entraîna parfois trop loin. Quand le texte d'un codex lui paraissait corrompu, il lui arriva quelquefois de substituer à la leçon suspecte une conjecture qui lui semblait plus plausible. On lui reproche, en outre, de se montrer moins scrupuleux que la critique moderne dans l'annotation des variantes que lui offraient les manuscrits utilisés.

Max Rooses.

Archives du Musée Plantin-Moretus. — Ouvrages publiés par Poelman. — Paquot, *Mémoires pour servir à l'histoire littéraire des dix-sept provinces des Pays-Bas*, t. XVI, p. 339.

POETOU (Guillaume DE). Voir DE POETOU.

POINDRE (Jacques DE), peintre, né à Malines en 1527, mort, sans doute en Danemark, en 1570. Élève de son concitoyen et beau-frère Marc Willems, issu de l'école de Michel Coxcie, Poindre est renseigné par Van Mander comme bon portraitiste. Le même historien mentionne de lui, avec éloge, une *Crucifixion*, tableau d'autel où, suivant l'usage du temps, étaient introduits de nombreux portraits, sans doute ceux des membres de quelque confrérie malinoise. La ville natale du peintre ne possède plus, actuellement, aucun échantillon de son mérite. Chose non moins curieuse, les galeries danoises, car de Poindre travailla pendant plusieurs années en Danemark, n'ont, semble-t-il, gardé aucune œuvre de son pinceau. Van Mander assure qu'il voyagea aussi en Orient. Nous avons eu l'occasion de rencontrer, appartenant à un marchand parisien, une *Tête d'évêque* et un autre morceau du même genre, provenant tous deux de la collection du comte de la Béraudière. La première de ces toiles était signée *Jacobus Pfinder* et datée de 1563. La peinture offrait une analogie prononcée avec celle de Frans Floris. Le prélat y était représenté à mi-corps, coiffé de la mitre, tenant la crosse et levant la main droite pour bénir. L'autre morceau, très proche du précédent, représentait un homme d'église également.

C'étaient, croyons-nous, des têtes de fantaisie. Nous ignorons ce qu'elles sont devenues. Le peintre Guillaume de Vos, dont Van Dyck nous a laissé un magnifique portrait, gravé à l'eau-forte, fut, en 1559, l'élève de de Poindre.

Henri Hymans.

Van Mander, édit. Hymans, t. I, p. 260. — *Courrier de l'art*, Paris, 1883, p. 351. — Emm. Neels, *Histoire de la peinture et de la sculpture à Malines* (1876), t. I, p. 222.

POIRIER (*Étienne-Philippe*), docteur en médecine, professeur à l'université de Gand, né à Gand, le 19 septembre 1829, mort dans la même ville, le 7 août 1888. Il fit toutes ses études dans sa ville natale. Dès l'université, en 1853, il se distingua d'une façon remarquable au concours universitaire et il fut proclamé lauréat. L'année suivante, il obtint son diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements avec la plus grande distinction (17 mai 1854). Il s'était rendu à Paris pour y suivre les cliniques des principaux maîtres quand une épidémie de choléra le fit rappeler à Gand par le bureau de bienfaisance; une médaille en bronze constate les services qu'il rendit. Une thèse sur la pyoémie ou infection purulente, envisagée spécialement au point de vue de l'anatomie pathologique, lui valut le titre de docteur spécial en sciences médicales, le 14 décembre 1857. En 1864, Poirier, qui s'était déjà fait connaître par divers travaux publiés surtout dans les *Bulletins de la Société de médecine de Gand*, et notamment par des notes de critique historique sur la médecine, fut autorisé à ouvrir à l'université un cours libre d'histoire de la médecine. Ce cours obtint un grand succès et, le 28 septembre 1867, Poirier fut nommé professeur extraordinaire à l'université et chargé du cours de pathologie et de thérapeutique spéciale des maladies internes. En 1869, il prit possession du cours de médecine légale, qu'il abandonna en 1871 pour celui de pathologie générale. Enfin, en 1872, il succéda à Soupart dans la clinique des maladies syphilitiques et des affections cutanées. Le 23 octobre 1873, il fut promu à l'ordi-

nariat. Le 30 juillet 1874, il fut attaché comme chirurgien adjoint à l'hôpital de la Biloque, dont il devint chirurgien principal, le 2 juin 1880.

Comme l'a dit son collègue, M^r van Cauwenbergh, « Poirier gagnait à paraître au grand jour et révélait dans l'action des qualités maîtresses que ne faisaient point soupçonner son aimable bonhomie et son inaltérable modestie. Il était érudit et savant et possédait merveilleusement l'art difficile d'enseigner.... Il se donnait d'esprit et de cœur à ses élèves, se conciliant irrésistiblement leur estime et leur sympathie et usait de son ascendant pour les pousser au travail.... Il rendit d'incalculables services dans toutes les parties de l'enseignement auxquelles il consacra son activité. Dans ses cours théoriques, il se distinguait par l'élévation des idées et l'originalité de sa méthode; au lit des malades, il se révélait clinicien de premier ordre par la justesse du coup d'œil et la précision du diagnostic ».

Nous avons déjà rappelé les services rendus aux pauvres par Poirier lors de l'épidémie de choléra à Gand en 1854. Après l'épidémie de 1866, le gouvernement le récompensa en lui octroyant la médaille civique de première classe et les malheureux qu'il avait soignés lui témoignèrent leur reconnaissance en se cotisant pour lui offrir une médaille d'or. Le 24 mars 1881, Poirier fut nommé chevalier de l'Ordre de Léopold.

Parmi les travaux publiés par Poirier, nous trouvons :

A. Dans les *Annales* et *Bulletins de la Société de médecine de Gand* : 1. *Analyse de l'ouvrage intitulé : Lessen over de ziekte van zuigelingen en kinderen, door Ch. West*. 1855. Tiré à part de 19 p. in-8°, Gand, L. Hebbelynck, 1855. — 2. *Remarques sur l'emploi de la compression dans le traitement des anévrysmes*. 1855. Tiré à part de 19 p. in-8°, même imprimerie, 1855. — 3. *Notice sur la vie et les travaux du Dr Louis Fraeys*. 1855. Tiré à part de 5 p. in-8°, s. l. n. d. — 4. *De l'arthrite dite blennorrhagique. Recherches*

sur l'existence de cette affection. Leçon clinique recueillie par M. Léopold Buys. 1857. Paru en une brochure de 48 pages chez L. Hebbelynck, Gand, 1857. Il en existe une analyse en 6 pages in-8°, s. l. n. d. — 5. *Blessures multiples de la tête. Autoplastie de la paupière supérieure. Plaie pénétrante de l'articulation du coude. Arthrite traumatique. Guérison.* (Observations recueillies dans le service de M. Burggraeve.) 1857. Brochure de 7 p. in-8°, s. l. n. d. — 6. *De la pyémie ou infection purulente envisagée spécialement au point de vue de l'anatomie pathologique.* Gand, L. Hebbelynck, 1857; in-8° de 104 p. — 7. *Essai de philosophie médicale. L'animisme de Stahl et le vitalisme de Barthez.* Gand, impr. L. Hebbelynck, 1860; in-8° de 35 p. (Extrait du *Bull. de la Soc. méd.*, 1860). — 8. *Analyse de la brochure du Dr Postel: Étude philosophique, historique et critique sur le magnétisme des médecins spagiristes au XVI^e siècle.* In-8° de 19 p., s. l. n. d. (Extrait du *Bull. de la Soc. médicale*, 1861). — 9. *Œuvres médico-chirurgicales du Dr Burggraeve*, t. VI. Analyse. Gand, L. Hebbelynck; in-8° de 11 p. (Extrait du *Bull. de la Soc. méd.*, 1862). — 10. *Observations de médecine.* S. l. n. d.; in-8° de 4 p. (Extrait du *Bull. de la Soc. méd.*, 1864). — 11. *Note sur un cas de chromydruse ventrale.* S. l. n. d.; in-8° de 3 p. (Extrait du *Bull. de la Soc. méd.*, 1864). — 12. *Accouchement gémellaire remarquable au point de vue du diagnostic.* S. l. n. d.; in-8° de 3 p. (Extrait du *Bull. de la Soc. méd.*, 1868). — 13. *Le vaccin animal et le vaccin jennérien.* S. l. n. d.; in-8° de 19 p. (Extrait des *Ann. de la Soc. méd.*, 1870). — 14. *De l'utilité de l'histoire de la médecine, par le Dr Costa Alveranga, traduit du portugais par le Dr Van den Corput.* Analyse. S. l. n. d.; 4 p. in-4° (Extrait du *Bull. de la Soc. méd.*, 1870). — 15. *Luxation du pied en dehors. Fracture du péroné.* S. l. n. d.; 4 p. in-8° (Extrait du *Bull. de la Soc. méd.*, 1870).

B. Dans le *Bulletin de l'Académie royale de médecine de Belgique* : *De l'asthme dans ses rapports avec la diathèse dartreuse.* Bruxelles, H. Manceaux,

1865; in-8° de 35 p. Ce travail fut imprimé dans le *Bulletin de l'Académie*, par décision spéciale, avant la discussion du rapport. A cette discussion, qui prit cinq ou six séances, prirent part MM. Kuborn, Crocq, Segers, Lebeau et d'autres encore.

C. Dans le *Journal de médecine* publié par la Société des sciences médicales et naturelles de Bruxelles : *Observations de névralgies intermittentes.* S. l. n. d.; 9 p. in-8°.

Voici l'appréciation qu'a formulée sur ces travaux M^r Ch. van Bambeke :
 « Tout ce que Poirier a écrit et aussi
 « les nombreuses discussions auxquelles
 « il a pris part portent l'empreinte de
 « ses éminentes qualités. Partout et
 « toujours, nous rencontrons la clarté,
 « la netteté dans l'exposition, la justesse
 « du jugement, une saine critique,
 « parfois un peu mordante, il est vrai,
 « mais au fond toujours bienveillante,
 « une érudition de bon aloi ».

Dr Victor Jacques.

Notice nécrologique publiée par l'université de Gand, 1883. — *Bibliographie nationale*, t. III.

POIRSON (Victor), militaire, fils de François et de Louise de Wauthier, pianiste, né à Walcourt, le 28 février 1804, décédé à Bruxelles, le 3 avril 1884. Dès les premiers jours du mouvement de 1830, il arbora le drapeau national à Walcourt; arrêté pour cette démonstration, il ne dut sa mise en liberté qu'au succès de la cause dont il fut l'ardent défenseur. Entré dans les rangs de l'armée régulière, comme lieutenant au 7^e de ligne, le 5 novembre 1830, Poirson fut successivement promu : capitaine de 2^e classe, le 6 octobre 1831; capitaine de 1^{re} classe, le 24 novembre 1836; major au 8^e de ligne, le 26 juin 1846; lieutenant-colonel au 2^e chasseurs à pied, le 19 décembre 1855, et commandant de place de 2^e classe, à Gand, le 13 mai 1859. Pensionné le 21 juin 1862, Poirson, qui avait contribué aux campagnes de 1830, 1831, 1832, 1833 et 1839 contre la Hollande, avait obtenu la croix de fer, le 2 avril 1835; celle de chevalier

de l'Ordre de Léopold, le 9 avril 1852; il fut promu plus tard officier de l'Ordre, le 21 juillet 1863, et obtint le grade de colonel honoraire le 1^{er} mars 1881.

Général Frédéric Bernaert.

Etat de service de Poirson. — *Pasinomie*. — Veldekens, *le Livre d'or de l'Ordre de Léopold*. — *Moniteur belge*.

POIRTERS (*Adrien*), littérateur néerlandais du XVII^e siècle. Il naquit dans le village de Oisterwijk, près de Bois-le-Duc, au mois d'août 1605, s'il faut en croire l'*Album novitiorum* de la Société de Jésus; le 1^{er} novembre de la même année, si l'on se rapporte aux registres de l'église de son lieu natal où il est inscrit comme ayant été baptisé le 2 novembre 1605. Ses parents étaient d'humble condition. Il fit ses études latines à Bois-le-Duc, où il fréquenta le collège des Jésuites de 1618 à 1623. Il étudia la philosophie de 1623 à 1625 au collège de Marchiennes à Douai, où professaient les Jésuites.

Le 25 juillet 1625, il fut reçu dans leur ordre. Le 30 septembre de la même année, il entra au noviciat à Malines. En sortant de cet établissement, il enseigna les belles-lettres pendant six années, de 1628 à 1634 environ, dans les collèges de Malines et de Maastricht. Puis, il alla terminer ses études de théologie à Louvain et reçut la prêtrise en 1637. L'année suivante, il fit partie de la mission en mer, chargée de remplir les fonctions sacerdotales auprès des marins de la flotte royale. Il quitta bientôt ce poste pour s'adonner à des travaux littéraires incompatibles avec ses fonctions à bord des navires. Le 23 décembre 1641, il fit ses vœux; la même année, il fut nommé préfet des études au collège de Ruremonde et y remplit ces fonctions, conjointement avec celles de prédicateur et confesseur, pendant au moins cinq ans. De là, il fut envoyé dans le Brabant où, pendant nombre d'années, il prêcha à Louvain, à Anvers, à Lierre et à Malines. Dans cette dernière ville, il monta en chaire dans l'église métropolitaine, durant les douze dernières années de sa vie et jusqu'au dernier moment, « quoiqu'il eût atteint presque

« l'âge de soixante-dix ans, les fidèles » ne se fatiguèrent point de l'entendre » et prêtèrent une oreille aussi attentive » à ses paroles que s'ils les entendaient » pour la première fois ». Il mourut, à Malines, le 4 juillet 1674.

A partir de 1638, nous le trouvons occupé de travaux littéraires : il chanta, en cette année, la victoire que le cardinal-infant venait de remporter à Calloo sur les armées des Provinces confédérées, et consacra une autre pièce de vers aux faits et gestes du prince Thomas de Savoie et du comte Octave-Gonzague Piccolomini, qui venaient de forcer le maréchal de France de Châtillon de lever le siège de Saint-Omer. Ces poésies furent publiées sans nom d'auteur; il ne s'en est pas retrouvé un seul exemplaire, de sorte qu'on a pu soulever la question si elles furent rédigées en flamand ou en latin. Il nous paraît hors de doute que Poirters les écrivit en flamand, la seule langue qu'il employât dans ses nombreux écrits.

En 1640 sortit de l'imprimerie plantinienne, à Anvers, l'ouvrage *Afbeeldinghe van d'eerste eeuw der Societeyt Jesu voor ooghen ghestelt door de Duyts-Nederlandsche provincie der selver societeyt*; in-4°. C'était un abrégé de l'*Imago primi sæculi Societatis Jesu a provincia Flandro-Belgica ejusdem societatis representata*, qui parut la même année, en format in-folio, dans la même officine. Les deux rédactions comprenaient l'histoire de la Société de Jésus dans nos contrées pendant le premier siècle de son existence. Le texte primitif était entrecoupé de pièces de vers latins, d'éloges nécrologiques et d'emblèmes accompagnés d'explications en vers; la traduction donne un abrégé du récit historique et les vignettes des emblèmes avec des explications versifiées; ces dernières furent fournies par le père Poirters.

En 1645 parut son premier ouvrage original; il porte pour titre *Ydelheyt des werelts verciert met Zinnebeelden, Rijm-dichten en Zedeleeringen* (Weduwe en Erfgenamen van Jan Cnobbaert; in-8°); c'est une satire en prose, mêlée

de vers, de la vanité des jouissances mondaines comparées au bonheur éternel. En 1646 fut publié *Het Masker van de wereldt afghetrocken* (mêmes éditeurs; in-4°), remaniement du même ouvrage, amplifié au triple de son étendue primitive. Ce livre eut un succès extraordinaire. Dans une des éditions postérieures, Poirters lui-même s'en étonne et rapporte qu'en cinq ans son livre eut trois éditions dans sa forme primitive et trois autres dans sa forme plus étendue. Il en eut bien d'autres encore dans la suite; certains auteurs en portent le nombre à 25, d'autres à 34, à 40, à 60 et même à 65. Ce sont là des chiffres de fantaisie, et non moins fantaisistes sont les numéros d'ordre qui figurent sur les réimpressions. J'ai rencontré, pour ma part, une vingtaine d'éditions, dont cinq sont données comme 13^e édition datée de 1714; la suivante, à ma connaissance, porte le millésime de 1767 et la mention de 23^e édition. Suit celle de 1827 qui est intitulée : *Nieuwen Druck*; mais celle de 1843, fournie par J.-F. Willems, est qualifiée de 33^e édition. Une autre publiée, comme la précédente, chez Snoeck-Ducaju, à Gand, est nommée la 34^e. Quoi qu'il en soit, il est certain que le *Masker van de Werelt* est l'ouvrage le plus populaire qui ait été produit dans nos contrées au XVII^e siècle; il a conservé cette place éminente au XVIII^e et pendant une partie du XIX^e siècle.

En 1647 parut *Den Alderheylighsten Naem voor een Nieu-jaer-gift geschoncken aen de jonckheyt* (mêmes éditeurs); c'est une suite d'allocutions en forme de méditations sur les lettres IHS, adressées aux jeunes gens pour leur montrer les difficultés et les dangers propres à chaque carrière et pour préconiser le célibat au-dessus de tout autre état de la vie. Poirters avait l'habitude de faire paraître ses livres vers le nouvel an et les présente souvent au public sous le nom d'« étrennes ». En 1650, il publia une traduction de *Suffragien der Heyligen*. En 1655, *Het Pelgrimke van Kevelaer*, imprimé à Ruremonde et contenant des litanies, des hymnes, des chants et des pièces pour la pro-

cession de Kevelaer. En 1657, fut imprimée sa traduction de l'*Histoire de Notre-Dame de Halle*, par J. Maillard, sous le titre : *Den Pelgrim van Halle ofte Historie van Onze-Lieve-Vrouwe van Halle* (Brussel, Huybrecht-Antoon Velpius). La même année parut *Het Duyfken in de steen-rotse, dat is eene mede-lijdende ziel op de bittere passie Jesu Christi mediterende* (Antwerpen, Cornelis Woons). Comme le titre l'indique, le volume renferme nombre de méditations ou de sermons sur la passion du Christ. Elles sont entrecoupées d'histoires et d'emblèmes. C'est le livre de Poirters qui eut le plus de succès après *Het Masker van de Werelt*; selon son habitude, il en modifia le texte dans les diverses éditions qu'il en fit paraître. En 1658 il donna *Het Leven van de H. Rosalia patronesse teghen de peste* (même éditeur). La vie de la sainte est prise moins comme sujet du livre que comme prétexte à toutes sortes de moralisations en vers et en prose. En 1659, *Het Heylich Herte ver-eert aen alle godt-vruchtighe herten voor eenen nieu-jaer* (même éditeur); une série de méditations mystiques sur les relations de notre cœur avec celui du Christ. En 1662, *De Nieuwe af-beeldinghe van de vier uytersten* (même éditeur), traduit d'après le latin du père Guillaume Stanihurstius : *Veteris Hominis per expensa quatuor novissima metamorphosis, et novi Genesis*. En 1671, *Het Leven van den H. Franciscus de Borgia, derden generael van de Societeit Jesu* (Antwerpen, Michel Cnobbaert). En 1673, *Het Daeghelycks nieuwe jaer spiegelken van Philagie* (Antwerpen, Cornelis Woons), un ouvrage dans le genre de *Het Masker van de Wereldt*, mais s'occupant moins de choses terrestres. Le livre eut de nombreuses éditions. En 1696, vingt-deux ans après sa mort, parut *Het Heyligh Hof van den keyser Theodosius* (Ipere, Joannes-Baptista Moerman). Le livre est resté inachevé, la mort étant venue interrompre le travail. L'histoire du pieux empereur est prise comme un canevas sur lequel sont brodées des exhortations à la vie dévote.

On attribue encore à Poirters une

pièce en vers : *Jubile ofte geest-vrolycke dankbaerheyt over de vyftighjarighe godsdienstigheyt van de weledele ende deughtrijcke jouffrouw Anna van Elten in de Kercke van het professen-huys der Soc. Jesu*, 1663. — *Ghebede-boeckken oft korte ghetijden ter eeren van den H. Franciscus Xaverius*. — *Christi bloedighe passie verbeeldt in het onbloedigh Sacrificie der H. Misse*, un livre de prières publié sous son nom en 1675. — *Godcruchtige Palm-Sangh bestaende in twee en veertigh psalmen* (Antwerpen, Michel Cnobbaert, 1666).

Poirters eut soin de faire orner ses livres de frontispices et de vignettes gravés sur cuivre; la plupart de ces dernières sont dans le goût des Emblèmes, genre d'illustrations fort recherché de son temps. Bon nombre de ces planches sont gravées par Théod. Bouttats, quelques-unes par Pierre Clouwet, Jac. Neefs et Ant. Vander Does, d'après les dessins de Jean Thomas et de Jean Fruytiers.

Nous avons montré, par le succès sans pareil qu'eurent les livres de Poirters, qu'il fut l'écrivain le plus répandu de son temps; pendant plus d'un siècle, il resta l'auteur préféré des lecteurs de la Belgique flamande. Certaines de ses qualités expliquent et justifient cette faveur. Il prêche d'une manière agréable, dans une langue abondante et fleurie, les idées admises de son temps et patronnées par l'église toute puissante. Ses raisonnements n'ont rien d'aride; il les entremêle d'anecdotes et d'exemples; il sème de roses le chemin par lequel il veut conduire le lecteur au ciel.

C'est un mystique qui a renoncé aux joies mondaines et qui, pour entraîner les autres à sa suite, dépeint les vanités décevantes de la terre, comme quelqu'un qui les connaît bien et qui en est dégoûté. Il flagelle les jouissances et les jouisseurs avec un ricanement joyeux. Il a l'enthousiasme du renoncement, comme Thomas à Kempis en goûtait l'apaisement serein et communicatif. C'est évidemment la partie satirique de son œuvre qui a charmé les multiples générations de ses lecteurs; c'est le réalisme savoureux de ses peintures

destinées à détourner les âmes du matérialisme qui séduisit le gros public. Comme il s'exprime lui-même, la sauce qu'il verse sur ses plats et le sucre dont il les saupoudre les fait rechercher; le miel dont il frotte le bord du verre fait boire la coupe amère. Cette déclaration est conforme à la méthode adoptée par les Jésuites et à laquelle ils durent une bonne partie de leur succès.

Son vers est alerte, facile, bonhomme, jamais à court de mots ni de rimes, débordant d'images, scintillant d'un coloris qui plaît au peuple, plein de diminutifs qui tintent agréablement aux oreilles. Il a de la verve, de la bonne humeur, de la gaieté même dans ses persiflages des vanités, dans ses exhortations à la vie austère du dévot et au régime sans joie du cénobite.

La prose de Poirters est aussi abondante, aussi imagée que ses vers. Il s'efforce d'agrémenter ses livres mystiques comme ses critiques des travers et des vices par des anecdotes, des exemples, des comparaisons, des figures. Cependant, ses ouvrages de dévotion n'eurent jamais le succès de ses peintures satiriques du siècle; la plupart ne comptèrent qu'une seule édition. Il convient aussi d'annoter que ses qualités eurent leur revers. Par sa préoccupation constante de plaire au lecteur et de captiver son attention à chaque page, il prodigue les fleurs et abuse des images. Il lui arrive maintes fois de tomber dans la faconde creuse et de recourir à des ornements de style d'un goût douteux, à des recherches d'ingéniosité où le clinquant prend la place du véritable esprit. Nul doute que, comme prédicateur, il déploya le même esprit et sut captiver ses auditeurs par le coloris, par la bonhomie populaire de sa parole et par l'inépuisable richesse des anecdotes et des comparaisons dont il agrémentait ses sermons.

Max Rooses.

H.-J. Allard, *Pater Adrianus Poirters, S. J., een historisch letterkundige schets*. — Max Rooses, *Pater Poirters, zijn leven, zijne werken, zijn leer, zijn tijd en zijn orde* (*Het Nederlandsch Museum*, 1874, et *Nieuw Schetsenboek*). — C. Sommervogel, *Bibliothèque des écrivains de la Compagnie de Jésus*.

POISSONNIER (*Arnould*), tapissier hautelisseur, né dans la seconde moitié du xve siècle, décédé à Tournai en 1522, est un des plus importants fabricants des célèbres tapisseries de Tournai qui, à cette époque, jouissaient d'une vogue et d'une réputation considérables. En l'an 1510, on le voit vendre, à l'empereur Maximilien I^{er}, de magnifiques séries de hautelisses sortant de ses ateliers et, en particulier, l'*Histoire de Jules César*, en 7 ou 8 pièces; une *chambre d'histoire, de gens et de bestes sauvages*; une *autre chambre de toutes choses plaisantes, de chasse, volerie et autrement*. De 1513 à 1516, il livre au roi Henri VIII d'Angleterre et à plusieurs grands seigneurs anglais l'*Histoire de Judith et Holopherne*, qui comporte 6 ou 7 pièces; le *Voyage de Caluce*, et d'autres séries. Parmi les sujets traités dans ses ateliers, on rencontre encore une *Chambre de Calcou* en 9 pièces, l'*Histoire de Carabara ou des Égyptiens*, l'*Histoire de la caverne*, l'*Histoire des martyrs*, des *verdures* et autres tapisseries de tout genre.

Il vendait en France, en Angleterre, dans les Flandres et envoyait de nombreuses tentures à l'entrepôt d'Anvers, où se faisait un grand commerce de hautelisses. L'inventaire dressé à son décès mentionne un grand nombre de pièces en cours de fabrication dans ses ateliers. Arnould Poissonnier est le chef d'une longue lignée de tapissiers tournaisiens du xvi^e siècle : Jean Poissonnier le vieil († 1534); Hermès, cité en 1500 et 1519; Jean, cité en 1504, mort en 1539; Pierre, cité en 1525, et qui testa en 1544; Méaux, cité en 1528; Jacques Poissonnier le jeune, mort en 1540.

E.-J. Soil.

E.-J. Soil, *Les tapisseries de Tournai*.

POL DE LIMBOURG, miniaturiste, de son nom patronymique Manuel, peut-être Malouel, né dans le dernier quart du xiv^e siècle, probablement sur les bords de la Meuse. Conjointement avec un frère, Jean « Jeannequin » de Limbourg, Pol travailla à Paris, dès les premières années du xv^e siècle, pour

Philippe le Hardi, duc de Bourgogne. A la mort de ce prince il fut attaché à la maison de Jean de France, duc de Berry, et résida à Bourges, où travaillèrent, également, ses frères Jean, pré-nommé, et Hermann, lequel fut aussi orfèvre. Les œuvres de Limbourg ont été identifiées trop récemment pour permettre une détermination rigoureuse de la part revenant à chacun des frères, dans les précieux travaux où leur talent fut associé. En 1416, ils avaient exécuté, pour le duc de Berry, « de très riches » *Heures*, très richement historiées et « enluminées », évaluées à 500 livres, somme considérable, pour le temps. M^r Léopold Delisle a pu, avec sa sagacité ordinaire, rapporter cette mention à une admirable suite de miniatures achetées à Gênes par le duc d'Aumale et, avec le reste de sa précieuse donation, passées à l'État français. Le manuscrit en question se conserve au château de Chantilly. Ses exquis miniatures, à pleine page, représentent les scènes principales du Paradis Terrestre, la *Chute de l'homme*, la *Présentation au Temple*, la *Chute des Anges*, le *Couronnement de la Vierge*, les *Travaux des Mois*, etc. « L'art du « moyen âge n'a rien produit de plus « achevé », dit M^r Léopold Delisle, « que le tableau des faucheurs et des « faneuses, que celui des deux paysans, « dont l'un herse la terre et l'autre jette « la semence, que celui du sanglier « déchiré par des chiens, dans une clai- « rière de forêt. L'intérêt de ces pein- « tures est encore singulièrement relevé « par les représentations de châteaux « qui en forment les derniers plans et « qui, pris isolément, constituent des « documents topographiques et archéo- « logiques d'une valeur tout à fait excep- « tionnelle ». Un auteur plus récent, M^r Georges Hulin, dit, de son côté, que « certains tableaux sont à mettre « hors pair » et nomme, en première ligne, le *Couronnement de la sainte Vierge*, « qui devrait, depuis longtemps, « jouir d'une célébrité universelle, étant « digne de prendre place parmi les « plus belles œuvres d'art de tous les « temps ».

Un intérêt tout particulier s'attache aux représentations de châteaux, de palais : Vincennes, le Vieux Louvre, la Sainte Chapelle, Poitiers, etc., etc., introduites par les peintres dans les sujets des mois. Toutes ces vues ont été prises d'après nature et constituent, dès lors, une véritable source historique. M^r L. Delisle, à l'appui de ses justes éloges, reproduit quelques-unes des plus belles pages des *Heures* de Chantilly. Elles établissent un rapport intime de composition avec le célèbre Bréviaire Grimani, dont plusieurs miniatures ne sont que des copies textuelles des *Heures* susdites.

Pol de Limbourg et ses frères semblent avoir joui d'une haute situation à la cour de Jean de France. Le duc de Berry avait attribué à son peintre un vaste hôtel, situé non loin de Notre-Dame de l'Affichault, à Bourges. Les inventaires de la maison du duc établissent que les trois frères furent l'objet de ses largesses et qu'en retour ils faisaient à leur maître de fort riches présents, à titre d'étrennes. C'est ainsi qu'en 1414 une salière d'agate, montée en or, est offerte, de leur part, à Jean de France. Pol de Limbourg était marié. Sa femme appartenait à la meilleure bourgeoisie berchonne. Elle était veuve et remariée en 1433.

La bibliothèque nationale, à Paris, la bibliothèque Bodléienne, à Oxford, possèdent divers manuscrits attribués à Pol et à Jean de Limbourg.

Henri Hymans.

Alph. Wauters, *Recherches sur l'histoire de l'école flamande de peinture avant et pendant la première moitié du x^v siècle* (Bruxelles, 1883), p. 60 (*Bull. de l'Académie royale de Belgique*). — Léopold Delisle, *Les livres d'heures du duc de Berry* (Paris, 1884; *Gazette des beaux-arts*). — Waagen, *Art treasures*, t. III, p. 76. — Gauchery et de Champeaux, *Les travaux d'art exécutés pour Jean de France, duc de Berry, avec une étude biographique sur les artistes employés par ce prince* (Paris, 1894; in-4^o). — Georges Hulin, *Les très riches heures de Jean de France, duc de Berry, par Pol de Limbourg et ses frères* (Gand, 1903). — J. W. Bradley, *A dictionary of miniaturists*, etc. (Londres, 1888), t. II.

POLAIN (*Mathieu-Lambert*), historien, né à Liège, le 25 juin 1808, mort dans cette ville, le 4 avril 1872.

Il fut fils de ses œuvres. A treize ans il avait achevé ses humanités, et à quatorze il suivait à l'université les cours de la faculté de philosophie. Dès lors, il donne des témoignages de son application au travail : tout en continuant ses études, il répond à une question mise au concours par l'université de Gand (1826), écrit avec deux de ses condisciples un vaudeville, *Les eaux de Chaudfontaine* (1827), et collabore à divers journaux. A peine reçu docteur, il accepte de donner, à l'École spéciale de commerce, dirigée par M^r Charlier, des cours de littérature française et d'histoire politique moderne (1828-1849). Lorsque éclata la révolution de 1830, il se fit remarquer par son ardeur à embrasser la cause de notre indépendance, si bien que l'administration provisoire, qui s'était installée à l'Hôtel de ville, le choisit pour remplir les fonctions de secrétaire (septembre 1830 à mars 1831). C'est alors qu'il écrivit sa patriotique brochure : *De la souveraineté indivise des évêques de Liège et des Etats généraux sur la ville de Maestricht* (1831). Ce travail historico-juridique, fait sur pièces originales, attira l'attention du gouvernement belge. Le 15 février 1833, Polain fut nommé archiviste adjoint de la province. Il remplaça M^r Rossius dans les fonctions d'archiviste, le 16 janvier 1835. Pendant près d'un quart de siècle, il les remplit avec un zèle remarquable, classant et inventoriant sans relâche les richesses historiques amoncelées dans le dépôt confié à sa garde. Il eut le grand mérite pour l'époque de les mettre à la portée du public en dressant un *Tableau général des différentes collections que renferme le dépôt des archives de l'Etat, à Liège* (1847).

Pendant, ses occupations officielles ne suffisaient pas à son activité. En 1834, il fonda, avec quelques amis, l'*Association nationale pour l'encouragement et le développement de la littérature en Belgique*, dont il fut le premier président, et qui eut pour organe la *Revue belge* (1835-1843). « Ce fut », dit Alph. Le Roy, « la première école littéraire de la Belgique émanée, et ce fut peut-être la plus

« saine.... C'était une œuvre de civilisation et de patriotisme ». Ce qui est certain, c'est qu'elle contribua largement à développer en Belgique le goût des études historiques. C'est dans ce recueil que Polain fit paraître successivement, sous une forme pittoresque et vivante, les épisodes les plus dramatiques de l'histoire de Liège, réunis ensuite en un volume, sous ce titre : *Récits historiques sur l'ancien pays de Liège*. Ce livre devint immédiatement populaire. Le succès qu'il obtint engagea l'auteur à entreprendre une œuvre de plus longue haleine. En 1844 et en 1847 parurent les deux premiers volumes d'une *Histoire du pays de Liège*, écrite suivant la méthode descriptive d'Augustin Thierry et de P. de Barante, et dans laquelle, pour la première fois, il est tenu compte du rôle que le peuple avait joué dans nos annales. Elle s'arrête à l'année 1468 et devait comprendre un troisième volume. Polain ne l'écrivit jamais, soit parce qu'il n'en eut pas le temps, soit parce que le genre qu'il avait adopté n'était plus du goût du public.

Quoique inachevé, cet ouvrage ouvrit à Polain les portes de l'Académie; nommé correspondant le 10 janvier 1846, il devint membre effectif le 7 mai 1849. Il occupa dans ce corps savant une place distinguée, et lui fit plusieurs communications intéressantes, notamment au sujet du lieu de naissance de Pierre l'Ermite et de Charlemagne; c'est sous ses auspices qu'il publia les *Frayes Chroniques de messire Jehan le Bel, le maître de Froissart*.

Polain apporta une contribution importante aux publications de la *Commission royale pour la publication des anciennes lois et ordonnances de Belgique*, instituée en 1846, et dont il fit partie dès l'origine. Il en fut un des membres les plus actifs. Chargé de la partie relative à l'ancienne principauté de Liège, il fit paraître coup sur coup, de 1855 à 1867, quatre énormes volumes in-folio, consacrés aux ordonnances du pays de Liège, de la principauté de Stavelot et du duché de Bouillon; puis, dans le format in-4^o et en collaboration avec M^r le pro-

curer général Raikem, les deux premiers volumes des *Contumes de Liège*.

Tandis qu'à Liège il réussissait, comme président du comité de littérature et des beaux-arts, à tirer d'un long sommeil la Société d'émulation, il contribuait chez nos voisins du Midi à la publication des *Documents inédits sur l'histoire de France* et à d'autres recueils. Cette collaboration lui valut notamment le titre de correspondant étranger de l'Institut (Académie des inscriptions et belles-lettres).

Avec son incontestable mérite, Polain pouvait aspirer à une position plus brillante que celle qu'il occupait depuis vingt-cinq ans. Par arrêté du 10 octobre 1857, il fut nommé administrateur-inspecteur de l'université de Liège, à laquelle il était, depuis le 30 octobre 1845, attaché comme agrégé. A cette époque, n'existaient encore ni instituts ni laboratoires, avec les complications du matériel et du personnel que ces utiles créations ont entraînées. Les fonctions d'administrateur étaient donc beaucoup moins absorbantes qu'elles ne le sont aujourd'hui, mais elles n'en étaient pas moins délicates. Commissaire du gouvernement, il devait, tout en se montrant le défenseur des intérêts de l'université, faire respecter les droits du pouvoir central, sans froisser les prérogatives du corps professoral. « Par son caractère à la fois conciliant et ferme, il maintenait l'union et la paix, et, dans les circonstances difficiles, il tempérait les rigueurs d'une judicieuse autorité par une bienveillance de formes et de procédés qui lui assurait sur l'esprit de tous une haute et salutaire influence ».

Pour n'omettre aucun détail, il faut ajouter que Polain donna un cours de littérature française à l'institution des demoiselles Hubin (1852-1860), qu'il fit la critique littéraire dans le *Journal de Liège* (1851-1864), et qu'il fonda, avec son frère Alphonse, une librairie, d'abord installée rue Saint-Gangulphe, puis transférée au coin des rues de la Cathédrale et de l'Université (1836 à 1849).

La liste de ses publications se trouve

dans Quérard, *France littéraire*, t. XI, p. 473, dans la *Bibliographie nationale*, dans les *Notices biographiques et bibliographiques des académiciens belges*, édition de 1854, p. 152, dans le *Liber memorialis* et dans l'*Annuaire de l'Académie*, cités ci-dessous.

S. Bormans.

Notice par Mr de Decker dans l'*Annuaire de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique*, 1873, 39^e année, p. 189-226. — *Liber memorialis de l'université de Liège*, par A. Le Roy, col. 11-24. — *Mathieu Polain, sa vie et ses œuvres*, par Micha, 1872 (extrait de la *Revue de Belgique*). — *Notice biographique sur M.-L. Polain*, par Georges Demarteau (extrait de la *Revue de l'Instruction publique*, t. XV).

POLAIN (*Pierre-Alphonse*), littérateur, né à Liège, le 16 novembre 1813, décédé en la même ville, le 22 mars 1877. Il fut d'abord libraire; il entra ensuite dans les bureaux de l'administration provinciale, où il devint chef de division; à sa mort, il occupait depuis plus de vingt ans les fonctions de directeur du banc d'épreuves des armes à feu. Il rendit de réels services à l'industrie armurière. Ses *Recherches historiques sur l'épreuve des armes à feu au pays de Liège* (Liège, Renard, 1863) constituent un travail à la fois utile et intéressant. On y trouve, rassemblés et classés, les édits, les ordonnances, les coutumes, les règlements, les arrêtés concernant l'armurerie au pays de Liège. Cet ouvrage fut traduit en allemand et en anglais (Liege, 1864).

Toute sa vie, Polain s'intéressa aux questions d'art et de littérature. Il a laissé des nouvelles dont la plupart ont paru d'abord dans la *Revue belge*: *Bastien* (1837); *Les trois arbres du Thier-à-Liège* (1837); *Assauts d'Outremeuse* (1837); *La chanteuse* (1838), imitation libre de Hauff; *Une anecdote* (1838); *Une prédiction de Bohémienne* (1838); *L'inquisiteur* (1839); *Esquisses de mœurs* (1840). L'avant-dernier de ces volumes est un curieux épisode de la révolte des Rivageois et des Maraudeurs, soulevée par le fanatisme d'Erard de la Mark et de Jamolet, le président de son tribunal apostolique.

A. Pîtres.

Bibliographie nationale. — De Theux, *Bibliographie liégeoise*.

POLET (*Gérardine*), née à Embresin, le 24 janvier 1815, décédée à Liège, le 15 mars 1886. Elle vécut à Embresin jusqu'à l'âge de quarante ans, puis alla se fixer à Liège, où elles s'adonna pendant le reste de son existence à des œuvres de charité. La fondation du vestiaire de Saint-Jean, destinée à donner des vêtements aux pauvres, est due à son initiative. Frappée des maux qu'engendre le concubinage au point de vue moral et au point de vue matériel, elle s'efforça de porter remède à cette plaie sociale. Dans ce but, elle organisa l'œuvre des mariages ou des dames de Saint-François Régis, qui a pour tâche de régulariser légalement et religieusement les unions illicites. En dix années, Mlle Polet parvint à régulariser ainsi mille mariages dans la ville de Liège. Cette œuvre se développa et elle existe aujourd'hui dans presque toutes les villes de la Belgique. Franchissant les frontières, elle s'est étendue dans les pays voisins.

Alfred De Ridder.

G. Cartuyvels, Allocution prononcée en l'église Saint-Christophe aux funérailles de Gérardine Polet.

POLEYT (*Eustache*) (1), architecte gantois, né le 31 mai 1462, mort vers 1529. Issu d'une famille affiliée à la corporation des maçons, il fut admis à la franchise du métier en 1472, à peine âgé de dix ans, en même temps que son frère Josse, qui n'avait que huit ans. Nous le trouvons ensuite inscrit comme juré dans le registre des maçons de Gand, en 1508, 1514, 1518 et enfin en 1526, sous le décanat de Christophe Vanden Berghe, le maître qui allait bientôt s'illustrer par la construction de l'admirable maison des francs bateliers. Eustache Poleytt devait, lui aussi, avoir du talent, puisque c'est à lui que s'adressèrent les échevins pour étudier un projet de reconstruction de l'Hôtel de ville, en 1516-1517. Concurremment, Jean Stassins, qui était maître maçon en titre de la cité, travaillait, de son côté, à un plan, dont il fit même « un patron » en bois. La première pierre du nouvel

(1) Et non *Juste* ou *Justin*, comme on l'a imprimé parfois.

édifice fut posée le 10 mars 1516 (1517), sous la direction de Stassins. Toutefois, aucun projet n'avait été adopté définitivement. Nous savons que des délégués furent envoyés à ce propos successivement à Bruxelles, à Vilvorde et dans d'autres villes, pour conférer avec des architectes. La question fut, en outre, soumise à une commission de neuf personnes, dont faisait partie E. Poleyt, mais non pas J. Stassins, et qui porta en compte trois journées de vacations. Les échevins finirent par envoyer à Anvers Liévin van Male, tailleur de pierres, avec mission de s'aboucher dans cette ville avec quelques « maîtres en maçonnerie ». C'est à la suite de ces démarches que Dominique de Wagemaker, d'Anvers, et Rombout Keldermans, de Malines, vinrent à Gand. Après avoir passé vingt-trois jours à étudier un nouveau « concept », ceux-ci furent définitivement chargés, par contrat du 29 janvier 1517 (1518), d'élever le nouvel Hôtel de ville. De nombreux articles des comptes complètent les renseignements donnés par cet acte et ne laissent absolument aucun doute sur la paternité de l'œuvre. Plusieurs écrivains modernes se sont donc singulièrement trompés en considérant Poleyt comme l'auteur du magnifique Hôtel de ville gothique de Gand, exécuté en partie seulement, et dont les dessins originaux sont conservés. L'erreur remonte à Marc van Vaernewyck qui, dans son recueil publié en 1568, avait attribué ici un rôle prépondérant à E. Poleyt, ne voyant dans les maîtres brabançons que des architectes appelés simplement en consultation.

Il est certain néanmoins que le maître maçon gantois prêta son assistance à l'exécution du monument. Mais la comptabilité communale présentant une lacune, du 15 août 1523 au 15 août 1528, il n'est pas possible de se faire une idée exacte de sa participation, en tout cas secondaire. Vers la fin de sa carrière, Eustache Poleyt était inspecteur des travaux effectués « dans la » loge », c'est-à-dire surveillant pour la taille et la sculpture des pierres,

emploi qu'il dut céder en 1528-1529 à Jean Vlaminc. Cette même année, Poleyt, malade et pauvre, reçut de la ville, à titre d'aumône, une somme de 10 escalins de gros.

Victor vander Haeghen.

Comptes de la ville de Gand. — Registre scabinal de la *Keure*, 1517-1518, fol. 402 vo. — Arch. de la corp. des maçons. — Marc van Vaernewyck, *Den spiegel der ned. audtheyt* (1568). — *Messenger des sciences et des arts*, 1836, p. 433, art. d'Aug. Voisin. — A.-G.-B. Schayes, *Hist. de l'arch. en Belg.*, t. II. — A. Voisin, *Guide de Gand*, 4^e éd. (1846). — *Memorieboek der stad Ghent*, 1854, t. II. — P. Genard, *Bull. Comm. royales d'art et d'arch.*, 1870. — A. Wagener, *Jaerboek van het Willemsfonds*, 1871. — F. de Potter, *Gent van den oudsten tijd*, t. I. — H. van Duyse, *L'hôtel de ville de Gand* (1888).

POLIS (*Emmanuel-Joseph-Olivier*), militaire, fils d'Arnold-Joseph et de Jeanne Becko, né à Vivegnis (Liège), le 25 décembre 1789, mort à Bruges, le 13 février 1838. Il était capitaine au 7^e bataillon de ligne de l'armée des Pays-Bas, depuis le 30 novembre 1814, lorsqu'il reçut, le 18 juin 1815, la croix de chevalier de 4^e classe de l'Ordre de Guillaume, pour sa vaillante conduite à Waterloo. Il passa, du 30 décembre 1818 au 19 juillet 1823, aux troupes coloniales des Indes orientales, où il se fit aussi remarquer et reçut une blessure. Rentré des Indes, Polis, qui appartenait dès lors à la 6^e *afdeeling*, resta dans ce régiment jusqu'au moment de la révolution et, le 13 octobre 1830, nommé major par le général Goethals, fut désigné pour le 6^e de ligne. Promu lieutenant-colonel du 12^e le 11 septembre 1831, il devint commandant du 6^e régiment le 15 octobre de la même année et fut élevé au rang de colonel le 12 avril 1834; il resta dans cette situation jusqu'à son décès. Polis avait participé aux campagnes de 1830, 1831, 1832 et 1833 contre la Hollande. En soldat énergique, il fit preuve de dévouement et de bravoure dans les combats du mois d'août 1831. Déjà, dans la journée du 26 septembre 1830, Polis, alors en garnison à Bruges, refusa d'exécuter l'ordre qui lui avait été donné de tirer sur le peuple rassemblé. Il reçut, le 15 décembre 1833, la croix de chevalier de l'Ordre

de Léopold, et le 2 avril 1835, la Croix de fer.

Général Frédéric Bernaert.

La matricule des officiers. — *Le livre d'or de l'Ordre de Léopold*, par Veldekens.

POLIT (*Jean*) ou POLITUS (1), poète latin et français du ^{xvii} siècle, historiographe d'Ernest de Bavière. Il naquit à Liège vers 1554 (et non 1540), car il assure dans un sonnet *Sur le trépas de monseigneur de Groesbeck*, qu'il est du même âge que le prince Ernest de Bavière. Lui-même aussi nous apprend qu'il fit ses études à Louvain, et que le fameux Jean Wamesius fut son premier maître; mais en même temps qu'il étudie le droit, il date de cette ville une pièce de vers latins écrite en 1577. Revenu avec le titre de *artium et j. u. doctor*, il se voua à la jurisprudence, sans cesser toutefois de cultiver la muse. Un sonnet qu'il adresse, au nom de la cité, à Marguerite de Valois, venue à Liège le 27 juillet 1577, nous le montre s'essayant à la poésie française et préluant au rôle de courtisan qui devait remplir toute son existence. Plus tard il se maria, mais il ne jouit que sept mois du bonheur conjugal :

*En mihi connubii mensis vix septimus ibat,
Et thalamo ad tumulum me fera Parca rapit.
Si neque fidus amor, nec mortem averterit ætas,
Disce mori exemplo quisquis es ille meo.*

Ce passage est peut-être le seul dans lequel Polit ait fait au public la confidence de ses douleurs domestiques. A part cette plainte qui lui échappe :

..... Mes infortunés jours
Passent comme le vent,

nous ne saurions pas qu'il a été malheureux.

On le voit, en 1578, présentant à Gérard de Groesbeck une pièce de vers, pour le féliciter de son élévation au cardinalat. Trois ans plus tard, il célèbre successivement l'élection et l'inauguration d'Ernest de Bavière, comme évêque de Liège, et reçoit, vraisemblablement à l'une ou à l'autre de ces occasions, le titre d'historiographe. Depuis, poète officiel, il accompagne son maître dans

la guerre de Cologne, et rappelle chaque événement par une couple de vers, à la fois distique et chronogramme. C'était là, sans doute, sa manière d'écrire l'histoire.

En 1583, il se résout cependant à prendre au sérieux son rôle d'historiographe, et publie à Cologne une relation détaillée de l'inauguration du prince Ernest à Liège et dans quelques bonnes villes du pays. Très rare, comme tous les autres ouvrages de Polit, ce petit volume est intitulé : *Reverendissimi ac serenissimi principis Ernesti, utriusque Bavarie ducis in Leodiensium principem Xεροτόνια, illiusque in suam Civitatem ac reliquas Leodinae Patriæ Vrbes solennis Inauguratio*, etc., *A Ioanne Polito Leodio*. Colonie Agrippinae, apud Ioannem Gymnicum, sub Monocerote. MDLXXXIII. Petit in-8° (Bruxelles, bibl. royale). Nous avons dit autre part, peut-être avec un peu trop de sévérité, qu'il fallait un certain courage pour affronter le latin prétentieux de ce panégyriste à outrance, que sa manie d'habiller les hommes et les choses à la romaine rend parfois d'une interprétation difficile. Son style, bourré de superlatifs ridicules, ajoute encore à l'exagération de ses éloges. Tout Liégeois qu'il est, il ne se fait pas faute d'estropier les noms propres de sa nation. A plus forte raison, ceux des pays étrangers deviennent souvent méconnaissables sous sa plume, et ce n'est pas sans peine qu'on parvient à les rétablir.

Un écrit beaucoup plus important, au point de vue littéraire, est celui que Polit intitula : *Panegyrici ad christiani orbis principes, necnon et Vbiorum, ac Eburonvm avlæ primores, familiaresque conscripti. His præter varia epigrammata, accesserunt versus chronographici, ... A Ioanne Polito Leodio, Artium & I. V. Doctore, Serenissimi Bauariæ Ducis Ernesti Electoris Coloniensis, Eburonum, Monasteriensium, etc., Principis, Historico*. Colonie Agrippinae, apud Godefridum Kempensem. Anno M.D.LXXXVIII, in-4° (Gand, bibl. univ.). Ce recueil renferme un poème de six cents vers à peu près, sur l'histoire de Liège depuis César jusqu'au temps de l'auteur. Quantité d'autres pièces, adressées à différents

(1) On écrit aussi Polite, Poli, Le Poli, en jouant probablement sur le mot.

personnages, telles que panégyriques, épigrammes (dans le sens ancien), *chronographes*, etc., complètent le volume. On y trouve des idées nobles et grandes, que déparent malheureusement l'enflure et la flatterie, des pensées morales enchâssées gracieusement dans de courtes pièces. Le vers a un parfum d'antiquité qui rappelle surtout Ovide. C'est principalement l'amour de la patrie qui inspire au poète ses accents les plus élevés. Rien de plus touchant que son élégie *Ad Hyppolitum fratrem*, digne de l'auteur des *Tristes*, qu'il termine en exprimant le vœu que ses restes mortels reposent un jour dans le sol natal :

*Cum mihi chara parens teneros concesseris ortus,
Sint mea non alio membra sepulta solo.
Atque aliquis tumulum viderit cum forte viator,
Hac fructus dicat jure Politus humo,
Illius ut gratus patriam dilexit : amica
Sic patrio in tumulo mollior ossa cubent.*

Quelque noble que soit ce langage, les œuvres latines de Jean Polit ne constituent pas son titre principal au souvenir de la postérité. En effet, lorsque, dans la seconde moitié du xv^e siècle, les lettres françaises prirent leur essor au pays de Liège, notre poète en fut incontestablement le plus célèbre représentant. Qu'on ne s'attende pas à trouver dans ses vers la perfection relative que la langue avait acquise sous les successeurs de Ronsard; mais il ne francise pas, aussi souvent que ce dernier, des mots latins, et n'accumule pas ces métaphores outrées que l'on a tant reprochées aux poètes de la Pléiade. Son premier ouvrage français est un recueil intitulé : *Sonets et Epigrammes de Jean Le Poli I. C. Liegeois. Pvis, deux discours latins : l'un de la precellence du royaume de France, avec vne deploration de son miserable estat de iourd'hui. L'autre sur l'excellence de la cité du Liege, ensemble vne exhortation aus Princes Chrestiens, pour la guerre contre les Infideles*. A Liege, chez Christian Ouverx. M.D.XCII. Petit in-4^o (Gand, bibl. univ.). Le sonnet était alors le genre auquel tout auteur semblait prédestiné; nous ne nous en plaindrions pas s'il valait un long poème. Malheureusement ceux de Polit ne sont pas exempts des concetti ou des jeux de

mots qu'on rencontre aussi dans ses poésies latines. Quoiqu'il se prétende « du tout éloigné de la flatterie », la plupart de ces pièces renferment de vains compliments que rachète à peine la grâce, quand elle s'y trouve. Ce n'est que lorsqu'il rejette le langage du courtisan qu'il se montre véritablement poète. Ainsi, dans ce quatrain :

Quand amour doucement nous attire en servage,
Il a le miel en bouche, au cœur est le poison.
Ainsi la feinte voix imite la chanson,
Le fard cache le teint, le masque le visage.

En 1598 parut l'œuvre littéraire la plus sérieuse de Polit : *Prognosie (prognostic) de l'estat de Liege. Et Responce à vn escrit seditieux espars par l'Isle de Liege lors de la surprise du Chasteau de Huy*. A Liege, chez Christian Ouverx... M.D.XCVIII. Petit in-4^o (Gand, bibl. univ.). L'écrit séditionnel dont il est ici question et qui fut répandu dans le quartier de l'Isle, à Liège, n'a pas été retrouvé par les bibliographes. C'est un tout petit pamphlet, en prose, que M^r Jules Fréson a publié, nous ne savons d'après quelle source, dans son étude sur la *Prise du château de Huy* par les calvinistes hollandais, en 1595 (1). Jean Polit, dans le poème qu'il publia trois ans après, mais qui certainement avait couru en manuscrit, s'attache à combattre, une à une, toutes les idées subversives de son adversaire. Il le fait avec force, en invoquant le témoignage de l'histoire; son style reste constamment soutenu, et le patriotisme qui l'anime érige le poète en défenseur de l'autel et du trône.

Un bon nombre de vers, tant latins que français, de Jean Polit, se trouvent mentionnés dans la *Bibliographie liégeoise* de X. de Theux, comme figurant en tête de beaucoup de publications du temps. Après 1601, toute trace de lui disparaît. L'historien Chapeauville, qui l'avait en grande estime, a eu soin d'insérer dans le tome III de son recueil (1616) quelques vers latins de notre Polit, *Politus noster*, relatifs aux événements du temps, mais sans nous dire s'il était alors encore au nombre des

(1) *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. XXIII (1892), p. 88.

vivants. Ce qui est hors de doute, car on peut en croire le chanoine Vanden Berch, c'est qu'il mourut à Liège, noyé misérablement dans la Meuse, après avoir diné au prieuré des Ecoliers.

La grande érudition de Polit, sa réputation comme écrivain, sa position à la cour d'Ernest de Bavière l'avaient mis en relations avec des gentilshommes, des savants, des poètes, des artistes, en un mot avec tout ce qu'il y avait de célèbre dans son pays. A Bonn et à Cologne, il s'était lié avec nombre de personnages distingués. Il possédait à fond la connaissance de l'antiquité, et il nous a laissé, en italien, un sonnet qui n'est pas sans mérite. Si dans ses poésies françaises la forme n'est pas toujours heureuse, s'il use souvent d'inversions forcées, si l'on rencontre chez lui de nombreux hiatus, sa versification ne laisse pas de l'emporter sur celle de tous ses compatriotes. Ainsi, il mélange déjà régulièrement les rimes masculines et les rimes féminines; il a des peintures vigoureuses et des vers bien frappés. Tous ses contemporains le prônent à l'envi; c'est lui qui régent le parnasse liégeois; et en effet, si l'on s'en rapporte à un de ses admirateurs, sa langue et ses vers sont si *polits* que l'impitoyable mort ne le fera pas oublier.

Baron de Chestret de Hanefte.

De Villenfagne, *Mélanges pour servir à l'histoire civile, politique et littéraire du ci-devant pays de Liège*, p. 105. — H. Kuborn, *Jean Polit*, dans la *Revue trimestrielle*, t. XXII, p. 199. — H. Helbig, *Fleurs des vieux poètes liégeois, avec une introduction historique par N. Peetermans*, p. xxiv et 49. — X. de Theux, *Bibliographie liégeoise*, 2^e éd. — J. de Chestret, *La joyeuse entrée d'Ernest de Bavière à Liège*, dans le *Bulletin de l'Inst. arch. liégeois*, t. XXIV, p. 423. — Vanden Berch, ms. n° 987, p. 780, à l'université de Liège.

POLITES (*Joachim*), poète et musicien du *xvii*^e siècle, né à Ter-Goes, en Zélande, mort à Anvers, en 1569. Suivant toutes probabilités, il s'appelait en réalité Burgher ou Bourgeois. On suppose que les fatales inondations qui désolèrent sa patrie en 1530 le forcèrent à s'expatrier. Il se rendit à Louvain où il se lia avec le professeur Rutger Rescius qui lui procura des élèves, auxquels il enseigna le grec et

le latin. Bientôt il entra en relations avec Nicolas Clénard qui le protégea puissamment. Sur ses conseils, il se rendit à Paris. Dans cette ville, il abandonna l'étude des langues pour s'adonner à la médecine. Mais ses goûts inconstants le poussèrent à quitter la France. Il alla se fixer à Padoue et se mit à y étudier le droit. Peu après, vers 1533, il fut appelé à Bordeaux, en même temps que divers autres savants, dans le but d'y réorganiser l'enseignement universitaire. Après quelques années de séjour, il gagna les Pays-Bas et s'établit définitivement à Anvers. Activement soutenu par le cardinal Granvelle, il réussit à obtenir, en 1541, la charge de greffier de la ville, et conserva ces fonctions jusqu'en 1565.

Il contracta un riche mariage en épousant Marguerite Coppier, fille de Jacques Coppier, seigneur de Calslagen et de Marguerite van Roon, qui était née en 1516. Polites semble s'être laissé gagner par les idées nouvelles, car sur la liste des protestants, publiée en 1567, figure son nom parmi ceux des Martinistes. Ses goûts le portèrent surtout vers la poésie et, en 1548, il fit publier, sous le titre de *Poemata*, un volume in-12, contenant des poésies latines. On assure qu'il composa encore un ouvrage intitulé *De Republica libri quatuor*, mais qui ne fut jamais imprimé. On retrouve dans divers recueils des pièces de vers écrites par Polites. Ce sont ordinairement des morceaux dans lesquels le poète fait l'éloge des auteurs de ces ouvrages et chante le mérite de leurs œuvres. On connaît aussi cinq lettres qui lui furent adressées par Clénard pendant son séjour au Portugal et qui fournissent quelques particularités relatives à ses goûts et à ses occupations.

Joachim était également un musicien passionné et plusieurs artistes lui dédièrent des compositions musicales qui ont été conservées. Dans une de ses lettres, Janus Nicolai ou Secundus, de la Haye, le qualifie de *medicus et poeta*.

Joachim Polites avait acheté, le 23 décembre 1545, une importante

propriété située à Anvers dans la nouvelle rue de l'Eglise, tracée à travers les biens de l'ancien couvent des Augustins, près de l'église Saint-André. Sur ce terrain il construisit une vaste demeure, aménagée avec grand luxe. La description qu'en donnent les actes de l'époque énumère les nombreux salons et les chambres de tous genres, mais parlent surtout d'un grand escalier en pierre, embelli de sculptures, et d'une longue galerie qui ornait le jardin. Il possédait également une belle maison de campagne située à Beerschot, aux portes de la ville.

Par son testament, passé à Anvers le 10 octobre 1554, en l'étude du notaire Seger Shertoghen, Polites institua sa femme légataire universelle. Il mourut en 1569 sans avoir eu d'enfants. Sa veuve, Marguerite van Calslagen, qui lui survécut jusqu'en 1597, mourut à Breda après avoir été unie en secondes noces à Guillaume Martini, greffier de la ville d'Anvers. Elle avait, pendant l'époque si troublée de la fin du xvi^e siècle, joué un rôle historique important, se dévouant complètement à la cause des protestants et du prince d'Orange.

Fernand Donnet.

Félix Nève, *La renaissance des lettres et l'essor de l'érudition ancienne en Belgique*, p. 203. — Félix Nève, *Particularités sur Adrien Barlandus et sur d'autres humanistes qui ont enseigné à Louvain dans le cours du xvi^e siècle*. — Fernand Donnet, *La maison des dames d'honneur de Marie Stuart*. — Nicolas Glenardus, *Peregrinationum ac de rebus machometicis epistolæ elegantissimæ*. — J. Jaspars, *Encomium Angliæ ad sereniss. regem Henricum, ejus nominis octavum*. — H. Omont, *Gerard Morrice, imprimeur parisien*. — *Tragediæ Sophoclis quotquot extant carmine latino redditæ Georgio Rattallero in supremo apud Belgas regio senatu Mechliniæ consiliario et libellorum supplicum magistro interprete*. — Peeter Bor, *Historie der nederlandsche oorlogen*, I, livre VII. — *Antwerpsche archievenblad*, vol. V et VI. — Mertens et Torfs, *Geschiedenis van Antwerpen*, IV. — Foppens, *Bibliotheca belgica*, p. 558. — Paquot, *Mémoires pour servir à l'histoire littéraire des dix-sept provinces des Pays-Bas*, t. II, p. 48. — Peerlkamp, *Liber de vita doctrina et facultate nederlandorum qui carmina latina composuerunt*, p. 55. — Bibliothèque royale à Bruxelles, *Scriptores antverpienses*, ms. — Archives communales d'Anvers. Schepen brieven, n^o 1545, K et B, f^o 28; n^o 1550, K et G, II, f^o 15; n^o 1588, K et B, I, f^o 150.

POLLENTER (Jean), théologien, né à Anvers, le 14 janvier 1637, y décédé

le 22 mars 1695. Entré au noviciat de la Compagnie de Jésus le 22 juin 1655, il professa plusieurs années la théologie à Louvain. On a de lui : *Sexaginta quinque Propositiones nuper a Sanctissimo Domino nostro Innocentio XI proscriptæ a societatis Jesu Theologis diu ante SS. Domini Decretum consensu communissimo rejectæ*. Louvain, G. Denique, 1689; in-4^o. On trouvera dans la *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus* la liste des nombreuses thèses soutenues sous sa présidence.

Émile Van Arenbergh.

Goethals, *Lectures*, t. I, p. 247. — Sommer-vogel, *Bibl. de la Comp. de Jésus*, t. VI, p. 153.

POLLET (Charles-Antoine-Pierre), historien, né à Verviers, le 29 juin 1816, décédé inopinément à Laminne, le 23 février 1887. Il était fils de Winand-Pierre-Joseph Pollet et de Jeanne-Elisabeth Meunier. Après avoir fait ses humanités et sa philosophie au petit séminaire de Rolduc, avec le plus grand succès, il entra au séminaire de Liège et y fit de la même manière ses études théologiques. Il fut ordonné prêtre le 25 août 1844, après avoir été nommé professeur au petit séminaire de Saint-Roch au mois d'août de l'année précédente. Il fut alors nommé vicaire à la paroisse Saint-Denis, à Liège. Il fut pourvu de la cure de Laminne en 1854 et y passa le reste de ses jours. Ce fut un prêtre distingué sous tous les rapports. Il employa à étudier l'histoire de son diocèse les loisirs que lui laissait le ministère pastoral. Il publia le fruit de ses recherches en 1860, sous le titre : *Histoire ecclésiastique de l'ancien diocèse de Liège, depuis son origine jusqu'à la révolution de 1793*. Liège, Lardinois; 2 vol. in-12. C'est une bonne compilation, écrite consciencieusement d'après les sources imprimées. Une nouvelle édition, revue et continuée jusqu'à la révolution de 1830, parut à Liège en 1881 (chez Grandmont), aussi en 2 vol. in-12. On lui doit encore : 1. *Instructions et méditations tirées de l'histoire sainte*. Liège, Dessain, 1862; 2 vol. in-12. — 2. *Le monde avant le déluge. Récits des temps primitifs*. Liège, Dessain, 1864;

in-8°; ce volume fait partie de la *Bibliothèque de la jeunesse chrétienne*. — 3. *La Belgique sous la domination étrangère, depuis Joseph II jusqu'en 1830*. Bruxelles, Goemare, 1867; in-8°.

G. Dewalque.

Bibliographie nationale, t. III. — X. de Theux, *Bibliographie liégeoise*. — Renseignements particuliers, notamment de MM. J. Daris et J.-P. Renier.

POLLET (*Edmond-Joseph*), poète français, né à Hodimont, le 3 pluviôse de l'an XIII (23 janvier 1805), mort à Verviers, le 14 mars 1861. Fabricant, président du bureau de bienfaisance et du tribunal de commerce, conseiller communal, administrateur de la Société royale de philanthropie, il mérita la reconnaissance de ses concitoyens. Il a consacré ses loisirs à la littérature. Croyez-vous, disait-il, dans une *Réponse à quelques objections*,

Que, parce qu'on produit le brillant satin-laine
Ou cette œuvre artistique ayant nom nouveautés,
Il faille à cela seul borner ses facultés?

Ses premiers vers parurent dans le *Nouvelliste de Verviers*, le 30 juillet 1843; c'est une ode adressée au roi à propos de l'inauguration du chemin de fer de Liège à Verviers. Il retoucha plus tard cet essai; nous le retrouvons dans un volume signé E. P., de Verviers, et portant ce titre : *Harmonies du cœur ou deux épreuves de l'amour*. Paris et Liège, 1847. Les confidences que contient ce recueil paraissent fades depuis que tant de Lamartine à la suite ont cru nécessaire d'épancher en vers pompeux le trop plein de leur cœur.

A. Piters.

Bibliographie nationale. — Ul. Capitaine, *Nécrologe liégeois*.

POLLET (*François*), juriconsulte, né à Douai vers 1519-1520, mort en 1548. Il fit ses études de droit à Louvain et visita les universités d'Orléans et de Paris, où il conquist la licence. Après avoir pratiqué comme avocat au barreau de Paris, il s'établit dans sa ville natale, y épousa, le 14 juin 1546, Catherine Lallart et, l'année suivante, fut choisi pour occuper d'emblée la place de second

échevin (7 février 1547, v. st.). Il mourut en exercice en 1548 (entre le 6 octobre et le 16 novembre), laissant deux filles. Lors de son mariage, sa mère l'avait doté du fief de Plessier, situé à Lauwin lez-Douai.

François Pollet est l'auteur d'une histoire du forum romain, qui a eu plusieurs éditions et qui ne manque pas de mérite; toutefois, l'œuvre n'a été publiée qu'en 1573, après avoir été corrigée, retravaillée et augmentée par le gendre de Pollet, Philippe Broide (1539-1617), conseiller pensionnaire et professeur à l'université de Douai : *Francisci Polleti Duacensis historia fori romani restituta. illustrata et aucta corollariis et protermisiss, quibus series affecta conficitur per Philippum Broidaeum Ariensem, ejusdem generum, Duaci et Orchiarum proprefectum*. Douai, 1573; in-8°. — *Id.*, Douai, 1576; Lyon, 1588, et Francfort, 1686.

Michel Huisman.

J.-Fr. Foppens, *Bibliotheca belgica*, p. 304. — Renseignements tirés des archives communales de Douai.

POLLET (*Jacques*), juriconsulte, né à Lille, le 5 août 1645, mort en 1713. Il remplit l'office de conseiller au bailiage de Tournai. Lorsque le Conseil souverain de Flandre, installé à Tournai (8 juin 1668), eut obtenu la qualification de Parlement (1686), Pollet fut présenté comme conseiller (mai 1689) et reçu solennellement le 31 octobre de la même année; il mourut en exercice, en 1713, sans laisser de postérité mâle. Ses armoiries sont : *de sable, au pul d'argent, semé de fusées de l'un en l'autre*. Parmi les travaux juridiques de Pollet, il faut mentionner le recueil d'*Arrests du Parlement de Flandre sur diverses questions de droit, de coutume et de pratique*, imprimé à Lille en 1716, après la mort de l'auteur. Ce recueil, très estimé, précédé d'une préface intéressante, comprend trois parties : la première renferme une série de trente-huit arrêts rendus par le Parlement sur des questions générales controversées; la seconde est un commentaire interprétatif d'articles choisis dans les coutumes de la ville et du bail-

liage de Lille, de la ville de Douai, de Tournai, du Tournais, du Hainaut, de Valenciennes et de Cambrai. Dans la dernière partie sont rangés, par ordre alphabétique des matières, divers arrêts provoqués par des débats de procédure et de pratique judiciaire. Dans le même ordre d'idées, Pollet a laissé, sous forme de manuscrit (que possède la Bibliothèque royale de Bruxelles), un travail portant pour titre : *Annotation générale sur les matières de droicts*, et qui sera consulté utilement par les historiens de notre droit coutumier. Notre juriste fut, en outre, le principal rédacteur d'un *Essai de rédaction des coutumes du bailliage de Tournay et Tournesis* (Lille, 1711), écrit en collaboration, mais resté inachevé. L'exemplaire de la bibliothèque de Tournai renferme des notes manuscrites de Pollet.

Michel Huisman.

Renseignements tirés des Archives communales de Lille. — G. Pilot, *Histoire du Parlement des Flandres* (Douai, 1849).

POLLET (Jean), né à Courtrai, vers l'an 1500, mort en 1556. Il était, vraisemblablement, fils de Perceval Pollet et de ... Vande Poelle. Licencié en droits, il obtint, jeune encore, un canonicat à la collégiale Saint-Pierre de Lille, où il occupait la prébende résignée en sa faveur par son oncle Jean de Lacu (1). Il reçut aussi, dans la suite, le titre de conseiller du roi Philippe II. A l'assemblée du clergé de Flandre, tenu à Gand, le 28 avril 1544, pour décider de l'envoi de délégués au concile de Trente, il figurait non seulement au nom de son chapitre et de celui de Seclin, mais encore pour les abbés de Loos et de Phalempin; il y soutint et fit décider que

(1) C'est, faut-il croire, Jean de Lacu, en qualité d'oncle maternel, et probablement Jean Pollet, comme frère aîné et majeur, qui comparaissent dans l'acte de tutelle que voici : « Me Jan Pollet ende Me Jan Vande Poelle, als voochden van Wellekin, Raphael, Pierkin ende Copkin Pollet, filii Perchevael, bringhen over by » huerliede heede, op den xxvii^{en} dach van » sporkelē xvi^{en} xxxi, en goedt den weezen toe » ghecommen ende versterven byder doot ende » overlydenne van den vadere... » (Archives de Courtrai, *Weeze sieboek den Arendt*).

On verra, ci-dessous, que Pollet avait, en effet, un frère du nom de Raphaël.

les chapitres collégiaux n'étaient pas tenus de se faire représenter aux conciles œcuméniques et ne devaient donc point intervenir dans les frais de la députation.

Des lettres de Pollet conservées aux archives du département du Nord, fonds de la collégiale Saint-Pierre, montrent qu'il fut, plus d'une fois, chargé de missions de confiance par ses collègues; ainsi se rendit-il à la cour de Bruxelles, avec le scelleur de l'officialité de Tournai, pour y traiter une question de subsides; il réussit dans son ambassade au point de pouvoir écrire de la capitale, le 22 janvier 1552-1553 : « Ce nonobstant nous avons aussy fait et présenté » requeste en sievant la conclusion prise » à l'assemblée du clergé à Tournai, et » avons obtenu apostille telle que nous » entendons ... ».

En 1545, le 13 mai, l'inquisiteur général aux Pays-Bas désigna Pierre Titelman, doyen de la collégiale Saint-Hermès de Renaix, en qualité de sous-inquisiteur de la foi, pour « le pays et » comté de Flandre, villes et chastelle- » nies de Lille, Douay et Orchies et le » baillage de Tournay et Tournésis »; il lui adjoignit, comme assesseur, Jean Pollet, qui conserva cet office jusqu'à son décès. On le voit notamment chargé, en 1549, d'informer sur l'hérésie des curés de Mouveaux et de Mouscron; en 1552, il est à Courtrai, d'où il écrit aux chanoines de Lille : « Il serait bien mal » possible de satisfaire à vostre désir, » et de messieurs du clergé, sans fort » grand empeschement des affaires de » l'Inquisition, esquelz sommes icy plus » entouilliés que ne fuismes oncques » quelque part »; peu après, il met à profit le voyage à Bruxelles, dont nous venons de parler, et écrit à ce sujet : « Car veu que je suys tant prochain, » j'ay charge de mons. l'Inquisiteur en » Flandres de toucquier d'aulcunes » affaires de l'Inquisition avec les inqui- » siteurs généraulx »; les comptes communaux d'Audenarde pour 1553-1554 mentionnent son passage en cette ville; enfin, il signa le rapport fait au président du conseil d'Etat et réclamant, entre autres, pour pouvoir efficacement

combattre l'hérésie, la publication d'un catéchisme, une surveillance exercée sur les maîtres d'école et les théoriciens, la défense par les évêques à leurs curés de lire et de posséder des ouvrages hétérodoxes, etc.

Ajoutons que, dans l'éloge funèbre de Pollet, le poète Meyerus remarque qu'il se distingue de Titelman par plus d'indulgence.

Au dire du père Polanco, Pollet fit de grands efforts pour introduire les jésuites aux Pays-Bas. Il était, du reste, en relations d'amitié avec le fondateur de la Compagnie de Jésus. C'est ainsi que le chanoine de Lille ayant écrit à saint Ignace, en février 1556, pour demander l'aide de religieux plus nombreux, celui-ci, dans l'ignorance du décès récent de Pollet, lui répond le 10 juin : « Comme ils (nos pères) ont « déference pour votre sentiment, je ne « doute pas qu'ils ne soient très facile- « ment d'accord avec vous pour le choix « de ces contrées où ils devront annoncer « la parole de Dieu et travailler à la « sanctification des âmes ». Et, lorsqu'il apprend la mort du chanoine, Ignace écrit à son sujet au père Bernard Olivier : « Nous espérons qu'après avoir été pour « nous sur la terre un bon ami et pro- « tecteur, il le sera de même et plus « encore dans le ciel ».

Les divers biographes de Pollet louent non seulement sa science et sa profonde piété, mais encore et surtout sa grande charité. On en trouve la preuve dans la fondation qu'il fit peu de jours avant son décès, le 14 avril 1556. Il créa un exercice spécial de dévotion, à célébrer en la chapelle paroissiale de Saint-Pierre de Lille, chaque jeudi après *Salve*, en l'honneur du Saint-Sacrement; sept pauvres de la ville, un par paroisse, après avoir assisté à cette réunion pieuse, recevront « un pain de patart, « et sur chacun pain un patart ».

Jean Pollet, miné par le chagrin que lui causaient les progrès de l'hérésie, décéda, à un âge peu avancé, le 25 mai 1556 et fut inhumé dans la collégiale lilloise, sous une lame où se lisait : « Chy devant giet ... Me Jehan Pollet,

« en son vivant prebste, chanoine de
« cet église, licentié ez droits et con-
« seiller du Roy ... et trespassa le
« xxve jour de may l'an MDLVI ».

B^{ss} Joseph Bethune.

De Potter, *Gesch. der stad Kortrijk*, t. IV, p. 340. — Marchantius, *Flandria commentariorum lib. III descripta*, p. 49. — Ex Antonii Meieri *Threnodia illustrium aliquot virorum epicedia et tunuli*, p. 83-85. — Hautcœur, *Histoire de l'église collégiale et du chapitre de Saint-Pierre de Lille*, t. II, p. 324, 404-402; t. III, p. 516. Idem, *Documents liturgiques et nécrologiques de l'église collégiale de Saint-Pierre de Lille*, p. 349. — Miræus-Foppens, *Op. dipl.*, t. III, p. 460. — *Cartos de San Ignazio de Loyola*, t. VI, p. 321-324 et 345. — Bouix, *Lettres de saint Ignace de Loyola*, p. 306. — Polanco, *Chron. soc. Jesu*, t. VI, nos 1937-39. — Arch. générales du royaume, *Registre sur le fait de l'hérésie*, f^o 498 et f^o 536; *ibid.*, *Papiers d'Etat*, 1549; *ibid.*, *Fardes de Vienne*, n^o 47; arch. comm. d'Audenarde, etc.

POLLET (*Raphaël*), frère du précédé-
dent, est cité par Marchantius comme
un jurisconsulte savant; il était origi-
naire de Courtrai, où il naquit proba-
blement en 1509; il semble être décédé
à Comines, vers l'année 1563, et avoir
épousé Jacqueline Bosquel, fille de Jean
et de Jacquemine de Beaufermez.

B^{ss} Joseph Bethune.

De Potter, *Gesch. der stad Kortrijk*, t. IV, p. 340. — Marchantius, *Flandria commentariorum lib. III descripta*, p. 49. — Archives de la ville de Courtrai.

POLLINCHOVE (*Charles-Joseph DE*),
chevalier, né à Tournai, le 28 mai 1675,
mort à Douai, le 29 novembre 1756. Fils
de Jacques-Martin, il fut d'abord, comme
lui, membre du magistrat de Tournai,
et obtint en 1703 une charge de con-
seiller au Parlement de Tournai; il fut
promu président à mortier au dit Parle-
ment, le 19 mars 1705. Lorsque cette
cour de justice fut transférée à Douai
(1709), Charles-Joseph de Pollinchove
l'y suivit, ainsi que son père. À la retraite
de celui-ci (1^{er} juillet 1710), il fut
nommé premier président et garde des
sceaux à la chancellerie du Parlement
de Douai. Il mourut en cette ville le
29 novembre 1756, après avoir épousé
à Tournai, le 9 janvier 1730, Marie-
Madeleine du Chambge de la Saulderie.

On connaît de lui un très beau por-
trait gravé par Mellini, d'après le

tableau de Jean Aved, peintre du roi. Cette gravure est assez répandue.

E.-J. Soil.

Pinault, *Histoire du Parlement de Tournai*. — Hoverlant, *Essai chronologique sur l'histoire de Tournai*, t. XXVII. — C^{ie} P. du Chastel, *Notices généalogiques tournaisiennes*.

POLLINCHOVE (*Gaspard DE*), chevalier, fils du précédent, né à Douai le 25 juillet 1737, mort à Tournai le 21 février 1816. Reçu conseiller au Parlement de Flandre, à Douai, le 12 décembre 1757, il fut promu président à mortier le 4 janvier 1760; garde des sceaux de la chancellerie du dit Parlement le 12 juin 1778, et premier président le 18 février 1781. Gaspard de Pollinchove fut dépossédé de sa charge en exécution des décrets de l'assemblée nationale des 3 novembre 1789, 6-7 septembre 1790, prononçant la dissolution des Parlements. Il quitta Douai pour Tournai en 1791, et émigra à l'étranger, lorsqu'en 1794 les troupes de la République française envahirent la Belgique. Il revint à Tournai en 1801 et mourut en cette ville, berceau de sa famille, sans laisser de postérité, le 21 février 1816.

On possède de lui un beau portrait peint à l'huile, qui a figuré à l'Exposition d'art ancien de Tournai en 1898.

E.-J. Soil.

Mêmes sources que pour l'article précédent.

POLLINCHOVE (*Jacques-Martin DE*), chevalier, né à Tournai le 11 novembre 1627, décédé en cette ville le 17 octobre 1714. Descendant d'une famille de riches marchands qui firent partie, pendant plusieurs générations, de la magistrature communale tournaisienne, il s'adonna à l'étude du droit. Il fit d'abord partie, comme son père, du magistrat de Tournai, puis obtint une charge au Parlement de Flandre, que Louis XIV venait de créer à Tournai, aussitôt après la conquête de cette place en 1667, et qui arriva en peu de temps à une importance exceptionnelle par le nombre de ses membres, car il compta jusque six chambres, et par l'étendue de sa juridiction qui comprenait toutes les conquêtes du roi dans les

Pays-Bas. De Pollinchove fut d'abord substitut du procureur général (1671), puis procureur général (1688) et enfin premier président le 23 juin 1691.

Lorsque le Parlement fut transféré de Tournai à Douai, après le siège de 1709 qui enleva Tournai à la France, de Pollinchove le suivit dans cette dernière ville et continua à y remplir la même fonction. Il se démit de sa charge en 1710 et revint se fixer à Tournai où il termina ses jours le 17 octobre 1714. Il fut inhumé en l'église St-Brice, où l'on voit encore son monument funèbre, en marbre blanc et bois sculpté, au centre duquel figure son portrait, en médaillon.

E.-J. Soil.

Mêmes sources que pour Charles-Joseph de Pollinchove.

POLLIO (*Pierre-Louis*), maître de musique et compositeur, né à Dijon le 15 juin 1724, mort à Soignies le 7 décembre 1796; il fut naturalisé belge le 13 novembre 1778. Après avoir dirigé les chapelles à la collégiale de Péronne, à la chapelle royale de Dijon et à la cathédrale de Beauvais, il vint se fixer à Soignies dès 1775 et y fut pourvu d'un bénéfice ecclésiastique à la collégiale de Saint-Vincent; un canonicat en cette ville lui fut conféré le 5 novembre 1784. Les compositions musicales de Pollio sont nombreuses, comprenant plusieurs messes, des motets, des stabat, des magnificat et d'autres morceaux religieux; elles sont réunies en dix-huit volumes in-folio, avec tables, et conservées à la collégiale de Soignies, sous le titre : *Opera domini Pollio, insignis ecclesiæ Sancti-Vincentii Sonégiensis beneficiarii, olim totius rei musicalis in insigni collegia Sancti-Fursæi de Peronna, postea in sancta regia Capella Divionensi, deinde in celeberrima Sancti-Petri Bellovacensi ecclesia cathedrali præfecti*. 21 janvier 1776. Toutes ces compositions sont écrites dans le style musical en vogue dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

Ernest Matthieu.

A. Demeuldre, *Le chapitre de Saint-Vincent de Soignies*, p. 322. — Renseignements fournis par M^r C. Dujardin, curé-doyen de Soignies.

POLMAN (*Jean*), écrivain ecclésiastique, né à Tubize, mort à Cambrai, le 8 avril 1657; un incendie survenu à l'Hôtel de ville de Tubize ces dernières années a détruit les anciens registres paroissiaux et n'a pas permis de retrouver la date de sa naissance; quant à l'époque de son décès, elle résulte du compte de son exécuteur testamentaire conservé aux archives du Nord, à Lille. Polman embrassa la carrière ecclésiastique et fit ses études de théologie à l'université de Louvain; il prit le grade de docteur en cette science. Il fut reçu le 26 avril 1627 au chapitre métropolitain de Cambrai comme chanoine théologal. On lui doit plusieurs ouvrages : 1. *Le chancre ou couvre-sein féminin, ensemble le Voile ou couvre-chef féminin*. Douai, G. Patté, 1695; in-12, 181 p. Ce livre, écrit H. Duthillœul, « n'a de « piquant et curieux que le titre » ; écrit tout entier dans un style « que l'on « qualifierait de licencieux de nos jours, « il avait été approuvé par le prévôt de « Saint-Pierre et par le doyen de Saint-Amé ». Il est dédié à Louise de Lorraine, princesse de Ligne. — 2. *La Doctrine chrestienne*. Cambrai, 1646; in-12. — 3. *Breviarium theologicum continens definitiones, descriptiones et explicationes terminorum theologicorum*. Douai, J. Patté, 1650; in-12, 66 ff. non chiffrés, 488 p. et 48 pour l'index generalis. Ce manuel a été souvent réimprimé, notamment à Cambrai en 1655; à Louvain, veuve Bernard Maes, en 1662, d'après la 5^e édition; à Lyon, en 1682; à Malines, en 1729. Jean Polman a fait plusieurs fondations scolaires qui subsistent encore; l'une est du 26 octobre 1638 pour l'étude des humanités en faveur des enfants pauvres de Tubize; l'autre, en 1646, comportait deux bourses de 100 florins chacune au collège du Pape, à Louvain; dix ans plus tard, quatre nouvelles y furent ajoutées; elles étaient destinées aux études de philosophie et de théologie en faveur de ses parents, des jeunes gens nés à Tubize ou à Montrœul-sur-Haine, enfin des élèves du collège d'Ath. Ce chanoine reçut, selon son

désir, la sépulture dans la cathédrale de Cambrai.

Ernest Matthieu.

Foppens, *Bibliotheca belgica*, t. II, p. 712. — Le Glay, *Recherches sur l'église métropolitaine de Cambrai*, p. 143. — Duthillœul, *Bibliographie douaisienne*. — *Bulletin du bibliophile belge*, t. VIII, p. 28; t. IX, p. 379. — Houdoy, *Histoire artistique de la cathédrale de Cambrai*, p. 307. — *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, t. XVIII, p. 112.

* **POLYANDER** (*Jean*), poète, écrivain, né à Metz, le 28 mars 1568, et mort à Leyde, le 4 février 1646. Descendant d'une famille patricienne de Gand, les Vanden Kerckhoven, il était issu du mariage de Jean Polyander et de Christine van Houten, originaire de la Flandre. Ses parents, contraints de quitter la Lorraine, l'emmenèrent avec eux, alors qu'il n'était encore âgé que d'un an, à Franckenthal, dans le Palatinat. Deux ans après, il passa aux Pays-Bas, où son père avait été appelé par les Calvinistes pour remplir les fonctions de ministre à Embden. En 1582, il s'en fut s'initier à la philosophie et à l'hébreu à Brême, poursuivit ensuite ses études religieuses à Heidelberg et à Genève. En cette dernière ville, il reçut les leçons de Bèze et d'Antoine de La Faye, et se lia particulièrement avec le célèbre Antoine Sadeel ou Chandieu. En 1591, après avoir prêché quelque temps à Leyde, il fut nommé ministre de l'Eglise wallonne à Dordrecht. Polyander exerça ces fonctions pendant vingt ans; en même temps il y enseigna, pendant trois ans et demi, la logique et la morale. On lui confia ensuite la chaire de théologie à l'université de Leyde, où il fut huit fois honoré de la dignité rectorale. Il fut inhumé en l'église Saint-Pierre de cette ville, où son fils, Jean Polyander, seigneur de Heinvliet, lui fit élever un superbe tombeau. Il fut réputé pour l'un des plus savants théologiens de son temps; sa science est célébrée dans les poésies de A. Sanderus, de H. Grotius, d'Ant. de La Faye, etc. Il prit part en 1618 et en 1619 au synode de Dordrecht, et fut l'un des membres chargés d'en dresser les canons et de revoir la version flamande de

l'Ancien Testament, ordonnée par cette assemblée.

Ses amis recueillirent et publièrent à Genève et à Heidelberg, en 1587, ses poésies latines, dont plusieurs ont été reproduites dans les *Poemata* de Daniel Heinsius. Voici la liste de ses autres œuvres : 1. *Accord des passages de la Sainte Ecriture qui semblent de prime abord estre contraires les uns aux autres*, etc. Dordrecht, 1599; in-12; en latin, *ibid.*; in-8°. — 2. *De locis definitionis, proprii et accidentum Dordr.* (sic). 1600; in-4°. — 3. *Theses logicæ et ethicæ*. 1602. — 4. *Les Actes mémorables des Grecs, recueillis en bas allemand par André Demètre et traduits en françois*. Dordrecht, 1602; in-8°. — 5. *Dispute contre l'invocation des Saints*. 1607. Traduit en néerlandais : *Wederlegginge eenes briefs gheschreven bij sekeren Doctoor des Ordens van S. Augustyn binnen Luyck : mitsg. de redenen, ontleent van R. Bellarmijn, dienende tot bevestighe van de aenroepinghe der Heylighen*. Leyde, 1608; in-8°. — 6. *Responsio ad interpolata Anastasii Cocheletii, Doctoris Sorbonistæ, ac monachi Camelitæ Sophismata*. 1610. Le P. Cochelet répliqua à Polyander par son *Cæmeterium Calrini Inferni*, etc. — 7. *Dispute contre l'adoration des reliques*. 1611. Traduit en néerlandais : *Disputatie tegen d'aenroepinghe der reliquien der afghestorvene Heylighen*. Dordrecht, 1611; in-8°. — 8. *Duæ orationes de S. Theologiæ nobis in verbo Dei revelatæ præstantia et certitudine*. Leyde, L. Elzevier, 1614; in-4°. — 9. *Thomæ Cartwrightii commentarii succincti et dilucidi in Proverbia Salomonis, cum præfatione Joh. Polyandri*. Leyde, G. Brewster, 1617; in-4°; *ibid.*, J. Ravenstein, 1665; in-4°. — 10. *Duæ orationes*. I. *De Christo Immanuele summa cum veneratione exosculando*. II. *De cautione adhibenda ad controversias ecclesiasticas recte dijudicandas ac dirimendas*. Leyde, Elzevier, 1618; in-4°. — 11. Collaboration au recueil intitulé : *Synopsis purioris Theologiæ disputationibus quinquaginta duabus comprehensa*, etc. Leyde, Elzevier, 1625; in-8°; réimprimé en 1632, 1642, 1652 et 1658. — 12. *Syn-*

tagma exercitationum theologicarum. Leyde, Isaac Elzevier, 1621; in-8°. — 13. *Spiegel der ware bekeeringe des sondaers tot Godt, ofte aenmerkinge over het boek des Profeta Jona*. Leyde, 1626; in-4°. — 14. *Over den sesden Psalm*; Amsterdam, 1628; in-4°. — 15. *Miscellanæ tractationes theologicæ*. Leyde, Bonav. et Abrah. Elzevier, 1629; in-8°. — 16. *Meditationes sacræ in Psalmum VI*. Leyde, 1630; in-12. — 17. *Oratio de differentia inter consolationes ethnicas ac christianas amicis plaga mortifera afflictis inculcandas*. Leyde, Bonav. et Abrah. Elzevier, 1636; in-4°. — 18. *Sermons theologiques*. J. Maire, 1643; in-12. — 19. *Concertatio antisociana, disputationibus XLVIII, in Academia Leydensi ab ipso publice agitata*. Amsterdam, 1640; in-8°. — 20. *Lijk-Oratie over het afsterven van Festus Hommius, seer getrouwen Herder der Kercke van Leyden, Ghedaen in de Academie in het audit. der H. Theol. tot Leyden, den 10den Julij 1642*. Leyde, 1642. — 21. *Oratio funebris in obitum... D. Ludovici de Dieu, pastoris Leydensis ecclesiæ belgicæ*. Leyde, Bonav. et Abrah. Elzevier, 1643; in-4°. — 22. *De essentiali Jesu Christi existentia, ac gloria divina quam cum Deo patre suo habuit ab æterno, concertatio, decem disputationibus contra Joannem Crellium comprehensa*. Leyde, J. Maire, 1643; in-12. — 23. *Judicium et consilium de comæ et vestium usu et abusu*. Leyde, Elzevier, 1644; in-8°. — 24. *Oratio in obitum A. Walæi*. — 25. *Over Ephesen I en II, of grond onzer zaligheid*. — 26. *Anker der gelovigen*. — 27. *Vereeniging van veel passagies der Heiligen Schrifture*.

Émile Van Arenbergh.

Fr. Spanheim, *Oratio funebris J. Polyandri a Kerckhoven* (Leyde, 1646; in-fol.). — Paquot, *Mém. littér.*, t. V, p. 331. — Foppens, *Bibl. belg.*, t. II, p. 712. — Meursius, *Athen. Bat.*, p. 242. — Alph. Willems, *les Elzevier, passim*. — Vander Aa, *Biographisch woordenb.*, t. XV, p. 389. — Le portrait de Polyander se trouve dans l'*Ill. Academia Lugd.-batava* (1613).

POMERANUS (Pierre), pédagogue du xvi^e siècle. Dans ses œuvres, il s'appelle *Casletensis*, né à Cassel (Flandre?). On n'a signalé aucune trace de lui dans les

Pays-Bas; il doit avoir quitté son pays natal pour se fixer en Italie. En 1542 parut de lui, à Milan, un opusculé de vingt-quatre pages, intitulé : *Petri Pomerani Casletensis De Studiis Sapientiae Liber ad F. Ferdinandum Avalum, illustrissimum Piscariae Dominum* (Mediolani apud Andream Calvum, MDXLII). — Valère André (1623) cite un second ouvrage du même auteur, paru également en 1542 à Milan : *De ratione instituendi pueros*. Nous ne sommes pas parvenu à le retrouver. Le premier se trouve à l'Ambrosienne à Milan.

Léonard Willems.

Valère André (1623). *Bibliotheca belgica*, recopié littéralement par Sweertius, Foppens, etc.

POMERIO (Henri DE ou A), VANDEN BOGAERDE ou BOGAERTS, écrivain ecclésiastique, né à Louvain vers 1382, mort à Sept-Fontaines, le 10 juin 1469. Il obtint le grade de maître ès arts dans l'université de sa ville natale probablement *honoris causa*. Dans sa jeunesse, il ouvrit à Bruxelles une école élémentaire pour les séculiers, puis la transporta à Louvain, où il fut nommé secrétaire du magistrat. Vers l'âge de trente ans, il se retira dans le monastère de Groenendael, de l'ordre des chanoines réguliers de Saint-Augustin. En 1421, il fut élu prieur du monastère de Sept-Fontaines, appartenant au même ordre, en remplacement d'Alard de Gueldre. Il gouverna cette maison pendant dix ans. Il séjourna aussi un certain temps dans le monastère de Rouge-Cloître, situé dans la forêt de Soignes comme ceux de Groenendael et de Sept-Fontaines. En 1431, il fut nommé prieur à Groenendael; mais, peu après, il fut envoyé chez les religieuses de Sainte-Barbe, à Tirlemont, qu'il dirigea pendant treize ans. Durant son séjour dans ce monastère, il fit construire une nouvelle église. Il résida ensuite pendant quelque temps comme simple religieux à Rouge-Cloître et à Sept-Fontaines. A l'âge de soixante-douze ans, en 1454, il fut de nouveau élu prieur à Sept-Fontaines; mais il ne garda qu'une année cette dignité.

On doit à Henricus a Pomerio plu-

sieurs petits ouvrages, dont quelques-uns sont précieux, par les gravures sur bois qu'ils contiennent, et qui sont au nombre des plus anciennes qui existent en Belgique. Le catalogue le plus complet de ses œuvres nous a été conservé dans un document du xve siècle, intitulé : *Gazophylacium Sognianum, sive historia sacra nemoris Sognia*, écrit par le chanoine Van der Hecken.

Ces ouvrages sont : *Explanatio figuralis super Pater noster descriptio* (*Exercitium super Pater noster*). — *Figuralis expositio super eodem*. — *Expositio figurarum eorumdem*. — *Considerationes IX super eodem*. — *Recapitulatio predictorum per distinctionem*. — *Exercitium caelestis conversationis*. — *Scutum veritatis*. — *Speculum caritatis*. — *Explanatio salutationis angelicae*. — *Spiritualis donatus super Pater noster*. — *Brevis recapitulatio praedictorum*. — *Spirituale Pomerium, cum figuris*. — *Promptuarium spiritualium meditationem*. — *De tribus sertis roseis utrique Johanni convenientibus*. — *De modo dictandi*. — *De modo rithmatizandi*. — *Vita sanctae Katherine*. — *Horae in laudem ejusdem sanctissimae martyris*. — *Questiones ad D. Egidium Carlerium Decanum*. — *Dialogus inter animam et hominem de Passione Domini*. — *De fine Christianae van Frankenberghe abbatissae Nyvellensis*. — *De vera pace ad D. Egidium de Berlare canonicum*. — *Tabula super excerptis F.-Jo. Geylens fratris hujus domus*. — *Opusculum tripartitum de originibus monasterii Viridis vallis* (comprenant les *Origines*, *Vita B. Joannis Rustbrockii* et *Vita fratris Joannis de Leuwis*). — *Planctus super obitu fratris Joannis de Speculo*. — Ces deux derniers ouvrages ont été publiés par Piron dans les *Analecta Bollandiana* IV (1885).

Le plus important des ouvrages de H. a Pomerio est le *Spirituale Pomerium*, sur lequel L. Alvin publia un article important dans les *Bulletins de l'Académie royale de Belgique* en 1864. Alvin reproduisit plus tard, en partie, le *Spirituale Pomerium* dans les *Documents typographiques et iconographiques de la Bibliothèque royale de Bruxelles*,

n° 1. L'Introduction et les notes qui accompagnent cet ouvrage sont très importantes pour la biographie de H. a Pomerio. Le *Spirituale Pomerium* est un manuscrit de la Bibliothèque royale comprenant douze chapitres au commencement desquels « un espace a « été réservé pour recevoir la gravure « en taille d'épargne à laquelle le texte « sert d'explication ». Ce sont douze méditations, une pour chaque heure du jour. Ainsi, dit l'auteur, on peut à chaque heure cueillir un fruit de mon verger. C'est un ouvrage tout à fait mystique et assez peu orthodoxe.

A. van Renterghem.

Message des sciences historiques, 2^e série, t. XXXIV (1866), p. 284. — Goethals, *Lectures*. t. II, p. 60. — *Bulletin de l'Acad. royale de Belgique*, 1864, p. 679. — *Documents typogr. et icon. de la Bibl. royale de Bruxelles*, n° 4. — *Analecta Bollandiana*, t. IV (1885), p. 257.

* **POMPE** (*Gautier*), sculpteur, né le 22 novembre 1703 à Lit, dans le Brabant septentrional, non loin de Bois-le-Duc, mort à Anvers, le 6 février 1777. Fils d'Engelbert Pompe et d'Anne Walteri, on ne sait pas exactement à quelle époque il vint se fixer à Anvers, ni sous la direction de quel maître il apprit son art. Quoi qu'il en soit, il se présenta comme membre de la gilde Saint-Luc dès l'âge de vingt cinq ans, et c'est pendant l'exercice 1728 à 1729 qu'il y fut reçu comme franc-maître. Dans le registre de réception, il est qualifié *de meester in 't belthouden*. Plus tard, il accepta à son tour des élèves. Les listes d'entrée de la même corporation mentionnent les noms des jeunes artistes qui se présentèrent à la gilde et qui faisaient partie de son atelier. Ce sont notamment, en 1751, Jacques Tobie; en 1764, Pierre Hinisdael et Pierre Eyckmans; en 1765, Antoine de Smet; en 1766, François Coveliens; en 1770, Jean-François Huybreghts et François Sofflé, et en 1772, Jean-Joseph Feyen. Ses deux fils apprirent aussi la sculpture sous sa direction, et on les vit bientôt s'associer à ses travaux les plus importants.

Gautier Pompe avait épousé en 1736,

en l'église Sainte-Walburge, à Anvers, Christine Baumans, fille de Wirick Baumans. Il mourut, le 6 février 1777, dans sa maison située rue au Fromage. Après sa mort, sa femme alla habiter une propriété de la courte rue de l'Hôpital; elle y décéda, le 9 février 1799, ayant eu onze enfants.

L'œuvre de Pompe est considérable. Sans avoir été doué d'un talent transcendant, il a toutefois fait preuve d'une réelle habileté et d'indéniables qualités artistiques dans ses productions dont la plupart sont consacrées à des sujets religieux. Nombreux sont les statues de saints et surtout les crucifix exécutés par son infatigable ciseau. Chez ses descendants, dans de nombreuses familles anversoises, dans les musées, dans les sacristies de plus d'une église, on conserve des œuvres de ce genre, exécutées surtout en bois de buis. Mais Pompe se consacra encore à des travaux plus importants. Il exécuta en 1731, pour l'église du couvent des Brigittines, à Hoboken, un tabernacle surmonté d'un pélican symbolique et un groupe représentant l'apparition de Notre-Seigneur à sainte Brigitte. Ces œuvres d'art ornent actuellement l'église de Linth (Anvers). L'église de son village natal, Lit, possède également plusieurs de ses œuvres, notamment deux statues de la Vierge et de saint Joseph, placées aux côtés du maître autel (1737), deux autres statues consacrées aux mêmes sujets (1761), plus une troisième de saint Lambert. Il est aussi l'auteur du maître autel de l'église de Turnhout. Ce travail date de 1740. Il représente le Sauveur remettant à saint Pierre les clefs de l'Eglise. Ce groupe principal est complété par des bas-reliefs, par des statues ornant les pilastres et par une importante scène sculptée servant de couronnement. En 1751, il livra à l'église d'Oostmalle (Anvers) une statue de saint Antoine. La même église en possède une seconde de saint Jean Népomucène, exécutée par l'ompe, qui primitivement avait été placée, en 1760, à Anvers, au Canal au-Fromage. L'autel de l'église de Merxem, consacré à saint

Sébastien, est également son œuvre (1766). Une statue de saint Roch, qui avait été faite en 1759 pour surmonter la porte d'entrée de l'hospice Saint-Julien à Anvers, se trouve maintenant en l'église Saint-Jacques. D'autres églises d'Anvers possèdent encore des œuvres sculptées par Pompe : nous citerons un Christ à Saint-Antoine, deux anges à Saint-Laurent, un reliquaire à Saint-Augustin, un trône à la cathédrale. Puis aux environs d'Anvers : l'autel Saint-Pierre à Aerschot, un tableau de fondations à Mortsel, un saint Sébastien avec deux archers à Beveren, une Sainte Famille dans la chapelle de Notre-Dame-aux-Neiges à Contich. Il fit aussi un Christ, pour l'église de Leende (Brabant septentrional), et une Mater dolorosa, ainsi que diverses autres statues pour une église voisine.

Il serait impossible d'énumérer les si nombreux groupes ou statues que Gautier Pompe exécuta en bois, en terre cuite, en pierre ou en ivoire, représentant des sujets mythologiques, des scènes de guerre, ou des objets de piété et qui appartiennent à des particuliers. Quant aux diverses statues qui ornent l'hôtel de ville de Middelbourg et l'église de la Leeuwenstraat à Rotterdam, elles furent sculptées par Pompe avec l'aide de son fils Engelbert.

Il y a lieu de remarquer que Pompe et ses fils prirent plus d'une fois part, pendant les hivers rigoureux, à ces concours qui eurent tant de succès à Anvers et pour lesquels ils modelèrent des statues de neige, principalement en 1772.

Fernand Donnet.

P. Visschers, *Walther Pompe en zyne twee zonen Pauwel en Englebert, beeldhouwers der XVIII eeuw.* — J. Immerzeel, *De levens en werken der hollandsche en vlaamsche kunstschilders, beeldhouwers, graveurs en bouwmeesters.* — Chev. Edm. Marchal, *La sculpture et les chefs-d'œuvre de l'orfèvrerie belges.* — Rombouts et Van Lierus, *De Lijgeren der Sint-Lucas gilde.* — *De vlaamsche school.* Années 1838 et 1878. — J.-B. Vander Straelen, *Jaerboek der gilde van Sint-Lucas.*

POMPE (*Jean-Baptiste-Engelbert*), sculpteur, né à Anvers, le 18 décembre 1743 et baptisé le même jour en l'église

Sainte-Walburge, mort à Anvers, le 1^{er} novembre 1810. Fils de Gautier Pompe et de Christine Baumans, il fit son éducation artistique à l'Académie des beaux-arts d'Anvers, où l'on relève son nom sur les listes d'élèves qui obtinrent des prix depuis 1768 jusqu'en 1776. Il travailla ensuite sous la direction de son père et il coopéra à l'exécution de plusieurs travaux, notamment des statues de l'hôtel de ville de Middelbourg et de l'église de la Leeuwenstraat à Rotterdam. Il travailla également, avec son père et son frère Paul-Martin, à l'édification des statues de neige pendant l'hiver de 1772. Il se maria en l'église Notre-Dame, à Anvers, le 25 juillet 1780, avec Jeanne-Catherine Somers, native de Borsbeek. De cette union naquirent six enfants, dont la descendance subsiste encore.

Les œuvres dues au ciseau de Pompe sont nombreuses et se rapportent à tous les genres. Il s'appliqua surtout aux sujets religieux ou mythologiques qu'il exécuta en bois, en ivoire, en terre cuite ou en marbre. Un assez bon nombre de ces sculptures ont été conservées jusqu'aujourd'hui, surtout chez des particuliers. L'église Saint-Antoine, à Anvers, possède encore de lui un Christ en ivoire. L'évêque d'Anvers, Mgr de Nélis, le protégea fortement ; il exécuta plusieurs œuvres pour ce prélat, notamment un buste en marbre. Jean-Baptiste Pompe dessinait également, et il existe encore de lui, dans plusieurs livres d'or de confréries, des pages exécutées à la plume.

Fernand Donnet.

Mêmes sources que pour l'article précédent.

POMPE (*Paul-Martin*), sculpteur, né à Anvers, le 24 avril 1742, y décédé le 4 mai 1822. Quatrième enfant de Gautier Pompe et de Christine Baumans, il exerça diverses professions en apparence peu compatibles. C'est ainsi que dans des actes officiels il est qualifié d'apprêteur de soie et bientôt de cabaretier. Ces occupations si peu artistiques ne l'empêchèrent pas d'étudier la sculpture sous la direction de son

père et d'acquérir même certaine notoriété. Il épousa en premières noces, en l'église Saint-Georges, à Anvers, Marie-Catherine Bosschaert, qui mourut le 23 octobre 1801, délaissant quatre enfants. L'artiste se remaria en 1805 avec Anne Hantendirck, qui lui donna encore quatre enfants. Il aida plus d'une fois son père dans l'exécution de l'un ou l'autre de ses travaux et exécuta également plusieurs statues religieuses. C'est lui qui fut chargé, en 1814, lors du rétablissement des croix et statues religieuses dans les rues d'Anvers, de restaurer celles qui avaient été détériorées pendant la période d'occupation française. D'accord avec son père et son frère Englebert, il prit part au concours qui eut lieu pendant l'hiver de l'année 1772 pour l'érection de statues de neige dans les rues et places publiques d'Anvers.

Fernand Donnet.

Mêmes sources que pour Gautier Pompe.

POMREUX DU SART (*Eustache DE*), poète latin, né et baptisé à Sart-la-Bruyère (Hainaut), le 23 mars 1604, mort à l'abbaye de Parc près de Louvain, le 27 avril 1665. Peerlkamp lui donne le nom d'Omreux du Sart et le dit de Mons, mais Paquot l'appelle de Pomreux du Sart, et c'est en effet le nom que portent ses œuvres. Le registre des naissances de l'année 1604 n'existe plus à Sart-la-Bruyère, mais la date du baptême d'Eustache de Pomreux du Sart a été donnée par l'abbé de Parc à Paquot. De Pomreux prit l'habit de l'ordre de Prémontré à l'abbaye de Parc, le 24 décembre 1626. Il y prononça ses vœux le lendemain de l'Épiphanie 1629, et fut ordonné prêtre le 21 décembre 1630. Quelque temps après, il reçut le grade de bachelier en théologie à l'université de Louvain. En mars 1636, il passa au château de Tervueren avec le titre de chapelain royal. Mais il quitta bientôt ces fonctions, ayant été nommé, le 27 novembre de la même année, à la cure de Wackerseel, à deux lieues de Louvain. Il gouverna cette paroisse plus de vingt-huit

ans, et se retira à l'abbaye de Parc où une fièvre l'enleva dans sa soixante-deuxième année.

Eustache de Pomreux du Sart a publié un grand nombre de pièces de circonstance. Il n'y a que deux de ses ouvrages qui dépassent quarante pages. L'un contient des méditations sur la mort. L'autre est un poème qui célèbre les vertus du bienheureux Godefroid, comte de Cappenberg, lequel abandonna le monde avec sa femme et son frère pour entrer dans l'ordre de Prémontré. De Pomreux y a donné la preuve d'un talent médiocre. « Ce religieux », dit Paquot, « avait une grande facilité à faire des vers latins, et il y employa une partie considérable de son temps. Il étoit naturellement enjoué, et se voyant enrôlé dans un ordre qui n'est pas spécialement consacré à la mortification, il ne crut pas que ses vœux lui interdisent les conversations agréables et les divertissements honnêtes ». Il en résulta des plaintes de la part de confrères mal disposés envers lui, et ces plaintes furent enregistrées par le secrétaire de l'abbaye de Parc.

Voici le relevé des publications d'Eustache de Pomreux du Sart : 1. *Pastor bonus, sive boni curati dotes, aliquot elegiis, ac brevibus rhythmis gallicis et flandricis, summam adumbrata, argumentis e Pagina sacra sumptis; in annua congregatione pastorum cœnobii Parcensis, quorum breve, coronidis loco, ponitur encomium*. Louvain, 1633; in-4°, 16 p. — 2. *Mausolæum parentale piis Manibus R. D. Johannis Drusii, S. theologiæ licentiati, abbatis Parcensis, ordinis præmonstratensis, vicarii reverendissimi generalis, ac visitatoris per Brabantiam et Frisiam, viri æterna memoria dignissimi, erectum stylo F. Eustachii de Pomreux du Sart*. Louvain, Bernardin Maes, 1635; in-12, 16 p. — 3. *Declamatio gratulatoria reverendo admodum Domino D. Joanni Masio, Iovaniensi, S. theologiæ licentiato, canonico ecclesiæ Parcensis, ordinis præmonstratensis, cum ejusdem monasterii abbas meritissimus inauguraretur*. Louvain, Corn. Cœnes-

tenius, 1635; in-12, 6 p. Poème en vers de différentes mesures. — 4. *Histoire de S. Hubert, prince d'Aquitaine, dernier évêque de Maestricht et de Tongres, premier évêque, fondateur et prince de Liège. Avec quelques-uns de ses miracles*, etc. (Louvain, Bernardin Maes, 1640; in-12, 21 p. — 5. *Θαναθόσχεψις sive varia consideratio de morte, elegiis explicata, argumentis e sacra Pagina desumptis*. Louvain, Everard de Witte, 1641; in-12, 67 p. — 6. *Σταυροεκκλησιαστικής sive septem verba Christi in Cruce prolata*. Louvain, Bernardin Maes, 1642; in-12, VIII-36 p. — 7 et 8. *Amplissimis atque admodum reverendis DD. ac PP. abbatibus, nec non venerandis dominis præpositis, prioribus, ac pastoribus, canonicis præmonstratensis provincie Brabantie, in Parco capitulariter congregatis, Etologicon*. Louvain, Bernardin Maes, 1656; in-12. C'est une pièce de quatre-vingt-quatorze vers hexamètres. A la suite : *Eisdem Propempticon*, en seize distiques. — 9. *Godefridiados, sive de vita B. Godefridi ex comite Cappenbergensi, trium ordinis præmonstratensis cænobiorum fundatoris, ac ejusdem in Cappenberg canonici, libri sex*.

Addita S. Norberti catastrophe. Louvain, Georg. Lipsius, 1662; petit in-12, 144 p. — 10. *Admodum reverendo et amplissimo Domino D. ac Patri Joanni Masio, canonicorum Parcensium ordinis præmonstr., abbati dignissimo, cum eandem ecclesiam ambitu pulcherrimo adornasset*. (In-folio.) Pièce de trente-six hexamètres, qui est insérée dans le *Summaria chronologia insignis ecclesie Parcensis* de Libert de Paep (Louvain, P. Sassenus, 1662), p. 440-449, avec quarante-deux distiques retraçant la vie de saint Norbert. Ces distiques, qui se voyaient sur les vitres de l'abbaye de Parc, sont signés : *Panxit F. Eustachius de Pomreux du Sart can. et sac. supradictæ eccl., pastor in Wackerseel*. On y rencontre les mêmes défauts que dans les autres œuvres de l'auteur : manque de goût, profusion de tautologies, de mauvaises antithèses et de jeux de mots.

Léopold Devillers.

Paquot, *Mémoires pour servir à l'hist. littér. des Pays-Bas*, t. III, p. 285. — Peerlkamp, *Liber de vita, doctrina et facultate Nederlandorum qui carmina latina composuerunt* (Harlem, 1833), p. 409. — Lecouvet, *Hannonia poetica*, p. 463.



TABLE ALPHABÉTIQUE DES NOTICES

CONTENUES

DANS LE DIX-SEPTIÈME VOLUME

DE LA

BIOGRAPHIE NATIONALE.

A

A COLLE MEDIO (Petrus). Voir *Pierre de Colmieux*.
AERT IN DEN MEYNAERT. Voir *Phalèse* (Arnould).
ALSACE (Philippe d'). Voir *Philippe*.
AMALFI (duc d'). Voir *Piccolomini* (Octave), duc d'Amalfi.
ANJOU (duc d'). Voir *Philippe V d'Espagne*, duc d'Anjou.
A POMERIO (Henri). Voir *Pomerio* (Henri de).
ARAGON (Octave Piccolomini d'). Voir *Piccolomini* (Octave).
ASPELT (Pierre d'). Voir *Pierre d'Aspelt*.
ASPERE (Pierre d'). Voir *Pierre d'Aspere*.
ASPEREN (Philippe de Boulaere, seigneur d'). Voir *Philippe de Boulaere*.
AUDENARDE (Pierre d'). Voir *Pierre d'Audenarde*.
AUTRICHE (Philippe d'). Voir *Philippe d'Autriche*.
AXEL (Philippe d'). Voir *Philippe d'Axel*.

B

BELLEM (M^{me} de). Voir *Pinaut* (Jeanne).
BIRBAUM (Henri von dem). Voir *Piro* (Henricus de).
BOGAERDE (Henri Vanden) ou BOGAERTS. Voir *Pomerio* (Henri de).

BOONE (Pierre). Voir *Pietrobono*.
BOULAERE (Philippe de). Voir *Philippe de Boulaere*.
BOURGOGNE (Philippe de). Voir *Philippe de Bourgogne*.
BRABANT (Philippe, duc de). Voir *Philippe de Saint-Pol*, duc de Brabant.
BRUNONIS (Henricus). Voir *Piro* (Henricus de).
BRUGES (Pierre de). Voir *Pierre de Bruges*.

C

CAMPSON (Pierre). Voir *Philicinus* (Pierre).
CANTECROIX (Thomas Perrenot, comte de). Voir *Perrenot* (Thomas).
CASAQUY (Ferdinand-Joseph Poncin de). Voir *Poncin* (Ferdinand-Joseph).
CESSENATICO (le baron de). Voir *Pirquet* (Pierre-Martin).
CHAMPAGNEY (Frédéric Perrenot, seigneur de). Voir *Perrenot* (Frédéric).
CHANTONAY (Thomas Perrenot, seigneur de). Voir *Perrenot* (Thomas).
COLMIEUX (Pierre de). Voir *Pierre de Colmieux*.
COLONIA (Henricus de). Voir *Piro* (Henricus de).

D

DES DUNES (Pierre). Voir *Pierre des Dunes*.
DIEU (Pierre de la Mère de). Voir *Pierre de la Mère de Dieu*.

DOCTEUR NOTABLE (Pierre de Lille, dit le).

Voir *Pierre de Lille*.

DOUAI (Pierre ou Perrot de). Voir *Pierre de Douai*.

DU PLOUICH (Vaast). Voir *Plouich* (Vaast de).

DU PLOUY (Philippe). Voir *Plouy* (Philippe de).

DU SART (Eustache de Pomreux). Voir *Pomreux du Sart* (Eustache de).

E

ESPAGNE (Philippe d'). Voir *Philippe II*, roi d'Espagne.

F

FLANDRE (Philippe de). Voir *Philippe de Flandre*.

FLANDRE (Philippine de). Voir *Philippine de Flandre*.

FOREST (Pierre de). Voir *Pierre de Forest*.

G

GAMANT (Hippolyte Petipas, seigneur de). Voir *Petipas* (Hippolyte).

GAND (Philippe de). Voir *Philippe Mus* de Gand.

GAND (Pierre de). Voir *Pierre de Gand*.

GANTE (Pedro de). Voir *Pierre de Gand*.

GEMBLOUX (Pierquin de). Voir *Pierquin* (Claude-Charles).

H

HAINAUT (Philippine de). Voir *Philippine de Hainaut*.

HARVENGT (Philippe de). Voir *Philippe de Harvengt*.

HENRI A POMERIO. Voir *Pomerio* (Henri de ou a).

HENRI VON DEM BIRBAUM. Voir *Piro* (Henricus de).

HENRICUS BRUNONIS. Voir *Piro* (Henricus de).

HENRICUS DE COLONIA. Voir *Piro* (Henricus de).

HENRICUS DE PIRO. Voir *Piro* (Henricus de).

HERENTHALS (Pierre de). Voir *Pierre de Herenthals*.

I

IERSSEL (Pierre van). Voir *Pierre van Iersel*.

L

LACU (Robert de). Voir *Poele* (Robert vande).

LA GAUDE (Pisani de). Voir *Pisani de la Gaude*.

LA RUE (Jean de). Voir *Pléte de Senzeille* (Jean de).

L'AUMONE (Philippe, abbé de). Voir *Philippe*.

LE PEINTRE (Pierre). Voir *Pierre le Peintre*.

L'ERMITE (Pierre). Voir *Pierre l'Ermite*.

LEVIS-MIREPOIX (Pierre de). Voir *Pierre de Lévis-Mirepoix*.

LILLE (Pierre de). Voir *Pierre de Lille*.

LIMBOURG (Pol de). Voir *Pol de Limbourg*.

LORETTE (comte de). Voir *Philippe de Flandre*, comte de Lorette.

LUXEMBOURG (Philippine de). Voir *Philippine de Luxembourg*.

M

MALDEGHEM (Philippe de). Voir *Philippe de Maldeghem*.

MALINES (Pierre de). Voir *Pierre de Malines*.

MALLEUS (Petrus). Voir *Pien* (Ignace).

MAILOUEL (Pol). Voir *Pol de Limbourg*.

MANUEL (Pol). Voir *Pol de Limbourg*.

MARDAU (Pierre-Martin Pirquet, dit de). Voir *Pirquet* (Pierre-Martin).

MÈRE DE DIEU (Pierre de la). Voir *Pierre de la Mère de Dieu*.

MIREPOIX (Pierre de Lévis-). Voir *Pierre de Lévis-Mirepoix*.

MONTAGNE (Mathieu). Voir *Plattenberg*.

MURA (Pierre de). Voir *Pierre de Gand*.

MUS (Philippe). Voir *Philippe Mus*.

MUSCHE (Philippe). Voir *Philippe Mus* ou *Musche*.

MUSIUS (Philippe). Voir *Philippe Mus* (Musius).

N

NAMUR (Philippe de). Voir *Philippe de Namur*.

O

OLMEN (Eugène-Joseph-Charles-Gilain-Hubert d'), baron de Poederlé. Voir *Poederlé*.

OLMEN (Pierre van). Voir *Pierre de Wervicq*.

OMMA (Gilles). Voir *Periander*.

OMREUX DU SART (Eustache). Voir *Pomreux du Sart*.

P

PAEP THOEN ou THUENIS. Voir *Phaliesen* (Antoine vander).

PEDRO DE GANTE. Voir *Pierre de Gand*.
 PEHORNE (Hans). Voir *Perhoner*.
 PEIT (Jacques ou Coppin). Voir *Peyt* (Jacques ou Coppin).
 PERCLAES (Nicolas). — T. XVII, col. 4.
 PERDAENS (Corneille). — T. XVII, col. 4-2.
 PERDU (Benoît) ou Benedictus Perducus. — T. XVII, col. 2-3.
 PERDU (Corneille) ou PERDUCIUS. — T. XVII, col. 3-4.
 PERDUCIUS (Benedictus). Voir *Perdu* (Benoît).
 PERDUCIUS (Corneille). Voir *Perdu*.
 PERDUYN (Ghislain). — T. XVII, col. 4-6.
 PEREMANS (Catherine), PERREMANS ou PEY-REMAN. — T. XVII, col. 6.
 PERES (Gilles-Emmanuel). — T. XVII, col. 6-11.
 PEREZ (Antoine). — T. XVII, col. 11-12.
 PEREZ (Henri) ou PERIS. — T. XVII, col. 12-13.
 PEREZ (Marc). — T. XVII, col. 13-15.
 PERGAMEY (François). — T. XVII, col. 13-16.
 PERHONER (Ferdinand). — T. XVII, col. 16.
 PERI (François). — T. XVII, col. 16-17.
 PERIANDER (Gilles). — T. XVII, col. 17-19.
 PERER (Frédéric). — T. XVII, col. 19-20.
 PÉRIER (Jean). — T. XVII, col. 20-21.
 PERIL (Robert). — T. XVII, col. 21-23.
 PÉRIN (Camille-Firmin-Antoine). — T. XVII, col. 23-26.
 PÉRIEN (Charles-Henri). — T. XVII, col. 26-27.
 PERI (Jean-François). — T. XVII, col. 27-28.
 PERIS (Henri). Voir *Perez* (Henri).
 PERLAU (Joseph). — T. XVII, col. 29.
 PERNEEL (Jean). — T. XVII, col. 29-31.
 PERPETE (Saint) ou PERPETUUS. — T. XVII, col. 32-33.
 PERPETUUS (Saint). Voir *Perpète* (Saint).
 PÉRE (Chrétien Vanden). — T. XVII, col. 33-34.
 PÉRE (Gautier ou Wauter Vande). — T. XVII, col. 34-35.
 PÉRE (Jean Vanden), graveur de médailles. — T. XVII, col. 35-39.
 PÉRE (Jean Vanden), peintre. — T. XVII, col. 39-40.
 PÉRE (Jean Vande), écrivain ecclésiastique. — T. XVII, col. 40.
 PÉRE (Michel Vanden). — T. XVII, col. 40-41.
 PÉRE (Nicolas Vanden). — T. XVII, col. 41.
 PÉRE (Pierre Vanden). — T. XVII, col. 41-43.
 PÉREAU (Antoine - Charles - François - Théodore). — T. XVII, col. 43-46.
 PÉREMANS (Catherine). Voir *Peremans* (Catherine).
 PÉRENOT (Frédéric), seigneur de Champagny, baron de Renaix. — T. XVII, col. 46-58.

PERRENOT (Thomas), comte de Cantecroix, seigneur de Chantonay. — T. XVII, col. 59-63.
 PERRET (Clément). — T. XVII, col. 63-65.
 PERRET (Etienne). — T. XVII, col. 65-68.
 PERRET (Pierre). — T. XVII, col. 68-72.
 PÉROT DE DOUAI. Voir *Pierre de Douai*.
 PÉROT (Henri-Edouard). — T. XVII, col. 72-75.
 PERSIN (Paul). — T. XVII, col. 75-77.
 PERSIN (Theresa). — T. XVII, col. 77.
 PERSYN (Jean). — T. XVII, col. 77-79.
 PERSYN (Robert). — T. XVII, col. 79-80.
 PERUET (Simon-Joseph) ou PERUEZ. — T. XVII, col. 80-81.
 PÉRUEZ (Simon-Joseph). Voir *Peruet* (Simon-Joseph).
 PÉRYE (Jean). — T. XVII, col. 81-83.
 PESCHER (François). — T. XVII, col. 83-84.
 PESEER (Denis). — T. XVII, col. 86.
 PESEER (François). — T. XVII, col. 85.
 PESSER (Pierre). — T. XVII, col. 84-86.
 PÉSTIAUX (Victorien-Joachim). — T. XVII, col. 86-90.
 PESTINIEN (Jean de) ou de PRESTINIEN. — T. XVII, col. 91.
 PÉTEGHEM (Gilles-François van). — T. XVII, col. 92-95.
 PÉTEGHEM (Lambert-Benoît van). — T. XVII, col. 92-95.
 PÉTEGHEM (Lambert-Corneille van). — T. XVII, col. 95.
 PÉTEGHEM (Maximilien van). — T. XVII, col. 94.
 PÉTEGHEM (Pierre van). — T. XVII, col. 91-92.
 PÉTEGHEM (Pierre-Charles van). — T. XVII, col. 93-94.
 PÉTEGHEM (Pierre-François van). — T. XVII, col. 95.
 PETERINCK (François-Joseph). — T. XVII, col. 94-98.
 PÉTERS-VAUST (Gilles-Pascal Napoléon). — T. XVII, col. 98-99.
 PETERS (Jean-Jacques). — T. XVII, col. 99-100.
 PETERSHEIM (Henri de) ou de PIETERSHEIM. — T. XVII, col. 100-101.
 PETIPAS (Hippolyte), seigneur de Gamant. — T. XVII, col. 101.
 PETIT (Antoine). — T. XVII, col. 120.
 PETIT (Charles-Jean-Baptiste-Désiré). — T. XVII, col. 101-102.
 PETIT (Jean-François). — T. XVII, col. 102.
 PETIT (Jean-Théodore). — T. XVII, col. 102-103.
 PETIT (Jean-Vincent). — T. XVII, col. 106.
 PETIT (Louis), philanthrope. — T. XVII, col. 106-107.

- PETIT (Louis), sculpteur. — T. XVII, col. 121.
 PETIT (Louis-Alphonse-Joseph). — T. XVII, col. 107-109.
 PETIT (Louis-Joseph). — T. XVII, col. 109-112.
 PETIT (Louis-Marie-Joseph). — T. XVII, col. 112-114.
 PETIT (Luc). — T. XVII, col. 121-122.
 PETIT (Marie-Caroline-Sylvie) plus tard PETY de Thozée. — T. XVII, col. 114-116.
 PETIT (Philippe). — T. XVII, col. 116-117.
 PETIT (Pierre). — T. XVII, col. 118.
 PETIT (Sébastien) ou PETYT. — T. XVII, col. 118-120.
 PETIT (Théodore-Augustin-Joseph). — T. XVII, col. 105.
 PETITHAN (François). — T. XVII, col. 122-125.
 PETRI (Jean). — T. XVII, col. 125.
 PETRI (Judocus). Voir *Pierre* (Josse).
 PETRI (Pietro de). — T. XVII, col. 126.
 PETRODENSIS (Daniel). — T. XVII, col. 126-127.
 PETRUS A COLLE MEDIO. Voir *Pierre de Colmieux*.
 PETRUS MALLEUS. Voir *Pien* (Ignace).
 PETRUS PICTOR. Voir *Pierre le Peintre*.
 PETRY (Pierre-Antoine-Joseph). — T. XVII, col. 127-131.
 PETY DE THOZÉE (Marie-Caroline-Sylvie). Voir *Petit* (Marie-Caroline-Sylvie).
 PETYT (Edmond-Bernard). — T. XVII, col. 131.
 PETYT (Jacques). — T. XVII, col. 131-132.
 PETYT (Sébastien). Voir *Petit* (Sébastien).
 PEUPLUS (Ambroise). — T. XVII, col. 133.
 PEURETTE (Pierre-Joseph). — T. XVII, col. 133-135.
 PEVERNAGE (André), compositeur de musique. — T. XVII, col. 136-143.
 PEVERNAGE (André), écrivain ecclésiastique. — T. XVII, col. 143-144.
 PEYP (Corneylle), PYP ou PYPE. — T. XVII, col. 145.
 PEYREMAN (Catherine). Voir *Peremans* (Catherine).
 PEYS (Adrien). — T. XVII, col. 143-147.
 PEYT (Jacques ou Coppin) ou PEIT. — T. XVII, col. 147-148.
 PFEFFER (Simon-Frédéric-Xavier). — T. XVII, col. 148-149.
 PFEIFFER (François-Joseph). — T. XVII, col. 149-150.
 PFORTZHEIM (Philippe-Charles de). — T. XVII, col. 150-151.
 PFUNDER (Jacobus). Voir *Poindre* (Jacques de).
 PHALÈSE (Arnould) ou Vander PHALISEN surnommé AERT in den Meynaert. — T. XVII, col. 151-152.
 PHALÈSE (Hubert) ou PHALESIUS. — T. XVII, col. 152-154.
 PHALÈSE (Pierre), Vander PHALIEZEN, Vander PHALISEN ou Vander PHALYZEN, en latin PHALISIUS. — T. XVII, col. 154-157.
 PHALESIUS (Hubert). Voir *Phalèse* (Hubert).
 PHALIESEN (Antoine Vander). — T. XVII, col. 157-158.
 PHALIEZEN (Pierre Vander). Voir *Phalèse* (Pierre).
 PHALISEN (Arnould Vander). Voir *Phalèse* (Arnould).
 PHALISEN (Pierre Vander). Voir *Phalèse* (Pierre).
 PHALISIUS (Pierre). Voir *Phalèse* (Pierre).
 PHALYZEN (Pierre Vander). Voir *Phalèse* (Pierre).
 PHARAÏLDE (Sainte). — T. XVII, col. 158-159.
 PHILENUS (Henri). — T. XVII, col. 159-160.
 PHILICINUS (Pierre) ou CAMPSON. — T. XVII, col. 160-161.
 PHILIPKIN (Emile). — T. XVII, col. 161.
 PHILIPPART (Aimé). — T. XVII, col. 161-163.
 PHILIPPE D'ALSACE, comte de Flandre. — T. XVII, col. 163-176.
 PHILIPPE, ABBE DE L'AUMONE, archidiacre de Liège. — T. XVII, col. 176-178.
 PHILIPPE d'Autriche, dit le Beau. — T. XVII, col. 178-200.
 PHILIPPE D'AXEL. — T. XVII, col. 200.
 PHILIPPE DE BOULAERE, seigneur d'Asperen. — T. XVII, col. 200-201.
 PHILIPPE DE BOURGOGNE, dit le Hardi. — T. XVII, col. 201-220.
 PHILIPPE DE BOURGOGNE, dit le Bon ou l'Assuré. — T. XVII, col. 220-230.
 PHILIPPE DE BOURGOGNE, évêque d'Utrecht. — T. XVII, col. 230-254.
 PHILIPPE DE BRABANT. Voir *Philippe de Saint Pol*, duc de Brabant.
 PHILIPPE II, roi d'Espagne. — T. XVII, col. 254-290.
 PHILIPPE III D'ESPAGNE. — T. XVII, col. 291-296.
 PHILIPPE IV D'ESPAGNE, souverain des Pays-Bas. — T. XVII, col. 296-300.
 PHILIPPE V D'ESPAGNE, duc d'Anjou. — T. XVII, col. 300-307.
 PHILIPPE DE FLANDRE, comte de Thiette et de Lorette. — T. XVII, col. 308-310.
 PHILIPPE DE GAND. Voir *Philippe Mus de Gand*.
 PHILIPPE DE HARVENGT. — T. XVII, col. 310-313.
 PHILIPPE DE LIÈGE, archidiacre. Voir *Philippe Pol*, abbé de l'Aumône.

- PHILIPPE DE MALDEGHEM, homme de guerre. — T. XVII, col. 314.
- PHILIPPE DE MALDEGHEM, homme de guerre et diplomate. — T. XVII, col. 314-315.
- PHILIPPE MUS ou MUSCHE (Musius) de Gand. — T. XVII, col. 313-316.
- PHILIPPE 1^{er}, DE NAMUR, dit le Noble. — T. XVII, col. 316-319.
- PHILIPPE II DE NAMUR, dit à la Lèvre. — T. XVII, col. 319-320.
- PHILIPPE III DE NAMUR. — T. XVII, col. 320-321.
- PHILIPPE DE SAINT-POL, duc de Brabant. — T. XVII, col. 321-324.
- PHILIPPE, comte de Vianden. — T. XVII, col. 324-325.
- PHILIPPE, comte de Vianden. — T. XVII, col. 326.
- PHILIPPE L'ASSEURÉ. Voir *Philippe de Bourgogne*, dit le Bon ou l'Assuré.
- PHILIPPE LE BEAU. Voir *Philippe d'Autriche*.
- PHILIPPE LE BON. Voir *Philippe de Bourgogne*, dit le Bon.
- PHILIPPE LE HARDI. Voir *Philippe de Bourgogne*, dit le Hardi.
- PHILIPPE A LA LÈVRE. Voir *Philippe II de Namur*, dit à la Lèvre.
- PHILIPPE LE NOBLE. Voir *Philippe 1^{er} de Namur*, dit le Noble.
- PHILIPPE (Jean). — T. XVII, col. 326-327.
- PHILIPPE (Jean-Baptiste Stercq, en religion le père). — T. XVII, col. 327-331.
- PHILIPPE (Paul). — T. XVII, col. 331.
- PHILIPPE (Robert). — T. XVII, col. 331-333.
- PHILIPPI (François). — T. XVII, col. 334-335.
- PHILIPPI (Guillaume). — T. XVII, col. 335-338.
- PHILIPPI (Henri). — T. XVII, col. 338-345.
- PHILIPPI (Pierre). Voir *Philips* (Pierre).
- PHILIPPINE DE FLANDRE. — T. XVII, col. 346-348.
- PHILIPPINE DE HAINAUT. — T. XVII, col. 348-351.
- PHILIPPINE DE LUXEMBOURG. — T. XVII, col. 351-353.
- PHILIPPRON (Charles-Henri). — T. XVII, col. 353-357.
- PHILIPS (Pierre) ou PHILIPPI. — T. XVII, col. 358-363.
- PHILIPS (Charles-Victor-Joseph). — T. XVII, col. 363-367.
- PHILIPS (Thomas). — T. XVII, col. 368.
- PIAT (Saint), PIATUS ou PIATON. — T. XVII, col. 368-369.
- PIAZZA (Jules). — T. XVII, col. 369-470.
- PICARD (Abraham-Adolphe). — T. XVII, col. 370-373.
- PICARD (François-David). — T. XVII, col. 373-376.
- PICARD (Jean-Baptiste). — T. XVII, col. 376-377.
- PICAVET (J.-J.). — T. XVII, col. 377.
- PICCOLOMINI (Octave), d'Aragon, duc d'Amalfi. — T. XVII, col. 378-381.
- PICKARD (Jean). — T. XVII, col. 384-386.
- PICQ (Géry). — T. XVII, col. 386-389.
- PICQUE (Charles). — T. XVII, col. 389-390.
- PICQUERI (François). — T. XVII, col. 390-391.
- PICQUET (Charles-Adolphe). — T. XVII, col. 391-392.
- PICQUET (Ubalde-Joseph). — T. XVII, col. 392-395.
- PICTOR (Petrus). Voir *Pierre le Peintre*.
- PIEDT (Bandouin Vander). Voir *Piet* (Bandouin Vander).
- PIEDT (Liévin Vander). Voir *Piet* (Liévin Vander).
- PIELTAIN (Dieudonné-Pascal). — T. XVII, col. 395-394.
- PIÉMONT (Jean-François). — T. XVII, col. 394.
- PIEN (Ignace) ou PETRUS MALLEUS. — T. XVII, col. 395-396.
- PIEN (Jean) ou PINIUS. — T. XVII, col. 396-397.
- PIENS (Félix-Martin). — T. XVII, col. 397-399.
- PIÈRA (Grégoire). — T. XVII, col. 399-400.
- PIERAERTS (Constantin-F.-J.). — T. XVII, col. 406-402.
- PIERARD (Aristide-Edmond). — T. XVII, col. 402-403.
- PIERARD ou PIERROT. — T. XVII, col. 405-406.
- PIERART (Adolphe). — T. XVII, col. 406-407.
- PIERCOT (Guillaume-Ferdinand-Joseph). — T. XVII, col. 408-416.
- PIERETS (Pierre-André-Joseph). — T. XVII, col. 416-417.
- PIERON (Gustave-Louis-Marie). — T. XVII, col. 417-418.
- PIERQUIN (Claude-Charles), dit Pierquin de Gembloux. — T. XVII, col. 418-421.
- PIERRE D'ASPELT. — T. XVII, col. 421-428.
- PIERRE D'ASPERE. — T. XVII, col. 428.
- PIERRE D'AUDENARDE. — T. XVII, col. 428-429.
- PIERRE DE BRUGES. — T. XVII, col. 430.
- PIERRE DE COLMIEUX ou PETRUS A COLLE MEDIO. — T. XVII, col. 430-431.
- PIERRE DE DOUAI ou PERRROT DE DOUAI. — T. XVII, col. 431-432.

- PIERRE DES DUNES. — T. XVII, col. 433-435.
 PIERRE L'ERMITE. — T. XVII, col. 433-442.
 PIERRE DE FOREST. — T. XVII, col. 442.
 PIERRE DE GAND, trouvère. — T. XVII, col. 442-445.
 PIERRE DE GAND ou PEDRO DE GANTE, missionnaire. — T. XVII, col. 445.
 PIERRE DE GAND ou DE MURA (le Fr.). — T. XVII, col. 445-457.
 PIERRE DE HERENTHALS. — T. XVII, col. 458-460.
 PIERRE VAN IERSELE. — T. XVII, col. 461.
 PIERRE DE LEVIS MIREPOIX. — T. XVII, col. 461-464.
 PIERRE DE LILLE, dit le Docteur notable. — T. XVII, col. 464-465.
 PIERRE DE MALINES. — T. XVII, col. 465-466.
 PIERRE DE LA MÈRE DE DIEU. — T. XVII, col. 466.
 PIERRE DE MURA. Voir *Pierre de Gand*.
 PIERRE VAN OLMEN. Voir *Pierre de Wervicq*.
 PIERRE LE PEINTRE ou PETRUS PICTOR. — T. XVII, col. 466-470.
 PIERRE DE SAINT-TROND. — T. XVII, col. 470-471.
 PIERRE DE WERVICQ ou PIERRE VAN OLMEN. — T. XVII, col. 474-472.
 PIERRE (Augustin-Joseph). — T. XVII, col. 472-475.
 PIERRE (Josse) ou plutôt PIETERS, en latin Judocus PETRI. — T. XVII, col. 473-474.
 PIERRET (Jean-François). — T. XVII, col. 474-476.
 PIERROT. Voir *Picard*.
 PIERS DE RAVESCHOOT (Philippe-Joseph). — T. XVII, col. 476-477.
 PIERSENE (Jérémie) en latin PIERSENÆUS. — T. XVII, col. 477-485.
 PIESPORIUS (Théodore). — T. XVII, col. 485-484.
 PIET Baudouin vander) ou VANDER PIEDT. — T. XVII, col. 484-485.
 PIET (Liévin Vander) ou PIEDT. — T. XVII, col. 485-485.
 PIETERS (Charles-Joseph). — T. XVII, col. 486-488.
 PIETERS (François). — T. XVII, col. 488-489.
 PIETERS (Jacques). — T. XVII, col. 489.
 PIETERS (Jean). — T. XVII, col. 489-490.
 PIETERS (Jean-Pierre). — T. XVII, col. 490-491.
 PIETERS (Josse), imprimeur. Voir *Pierre (Josse)*.
 PIETERS (Josse), vice-amiral. — T. XVII, col. 492-495.
 PIETERS (Pierre). — T. XVII, col. 493-495.
 PIETERSHEIM (Henri de). Voir *Petersheim* (Henri de).
 PIETERSZ (Adrien). — T. XVII, col. 495-496.
 PIETERSZ (Jean-Baptiste). — T. XVII, col. 496-497.
 PIÉTIN (François). — T. XVII, col. 497-499.
 PIETKIN (Lambert). — T. XVII, col. 499-500.
 PIETROBONO ou PIERRE BOONE. — T. XVII, col. 500-501.
 PIGHIUS (Etienne-Winand), ou WYNANTS. — T. XVII, col. 501-509.
 PIGNEWART (Jean). — T. XVII, col. 509-511.
 PIJART (Pierre). — T. XVII, col. 511-512.
 PILAVAIN (Jacques). — T. XVII, col. 512-514.
 PILEON. Voir *Pléon*.
 PILEUS (Louis). — T. XVII, col. 514-515.
 PILLAERT (Mathieu) ou PILLART. — T. XVII, col. 515-516.
 PILSEN (François). — T. XVII, col. 516-517.
 PINAROL (Jean). — T. XVII, col. 518.
 PINAUT (Jeanne) ou M^{me} DE BELLEM. — T. XVII, col. 518-520.
 PINCHARE (Pierre). — T. XVII, col. 520-522.
 PINCHART (Alexandre-Joseph). — T. XVII, col. 522-531.
 PINET (Nicolas). — T. XVII, col. 531-532.
 PINGRET (Arnould-Joseph). — T. XVII, col. 532-533.
 PINIUS (Jean). Voir *Pien*.
 PINNEL (Adam). — T. XVII, col. 533.
 PINNOY (Joseph). — T. XVII, col. 533-534.
 PINSAR (Jacques-Joseph). — T. XVII, col. 534-535.
 PINTAFLOR (Pierre). — T. XVII, col. 535-548.
 PINTOMY. — T. XVII, col. 548.
 PIOCH (Auguste-Bienaimé-Désiré). — T. XVII, col. 549.
 PIPELARE (Mathieu), PIPE ou DE PYPE. — T. XVII, col. 549-551.
 PIQUOT (Roland). — T. XVII, col. 554.
 PIRARD, évêque de Liège. — T. XVII, col. 555.
 PIRE (Joseph-François-Antoine). — T. XVII, col. 555-556.
 PIRE (Louis - Alexandre - Henri - Joseph). — T. XVII, col. 556-558.
 PIRE (Jacques). — T. XVII, col. 558-559.
 PIRET (Jean-Joseph). — T. XVII, col. 559-565.
 PIRLOT (Charles-Louis-Joseph). — T. XVII, col. 565-564.
 PIRMEZ (Coraly-Thérèse). — T. XVII, col. 564-565.
 PIRMEZ (Édouard). — T. XVII, col. 565-566.
 PIRMEZ (Eudore). — T. XVII, col. 566-611.
 PIRMEZ (Fernand). — T. XVII, col. 611-615.

- PIRMEZ (Jean). — T. XVII, col. 615-619.
 PIRMEZ (Léonard). — T. XVII, col. 619-622.
 PIRM+Z (Octave). — T. XVII, col. 622-637.
 PIRM+Z (Sylvain). — T. XVII, col. 637-641.
 PIRO (Henricus de) HENRI VON DEM BIRBAUM, HENRICUS BRUNONIS ou HENRICUS DE COLONIA. — T. XVI, col. 641.
 PIRON (Charles-François-Pierre-Arnould) ou PIRON VAN DERTON. — T. XVII, col. 642-643.
 PIRON (Constant-Fidèle-Amand). — T. XVI, col. 645-647.
 PIRON (François-Philippe-Joseph). — T. XVII, col. 647-651.
 PIRONON (Romain-Théodore). — T. XVII, col. 651-652.
 PIROTTE (Alexandre-Antoine-Valentin). — T. XVII, col. 652-654.
 PIROTTE (Gaspard-Joseph-Lambert). — T. XVII, col. 654.
 PIROTTE (Olivier). — T. XVII, col. 654-657.
 PIROUËL (Frédéric). — T. XVII, col. 657-658.
 PIROULLE (François). — T. XVII, col. 658-660.
 PIRQUET (Pierre-Martin), dit de Mardaga, baron de Cesenatico. — T. XVII, col. 660-664.
 PIRSON (Eugène-André). — T. XVII, col. 664-665.
 PIRSON (François-Gérard). — T. XVII, col. 665-670.
 PIRSON (Victor). — T. XVII, col. 670-671.
 PISANI DE LA GAUDE (Charles-François-Joseph). — T. XVII, col. 671-677.
 PISANI (Octave). — T. XVII, col. 677-678.
 PISSON (Jean-Baptiste). — T. XVII, col. 678-682.
 PITAU (Jacques) ou PITTAUW. — T. XVII, col. 682-683.
 PITAU (Nicolas) ou PITTAUW. — T. XVII, col. 683-687.
 PITHOIS (Paul-A.). — T. XVII, col. 687-688.
 PITTAUW (Jacques). Voir *Pitau*.
 PITTAUW (Nicolas). Voir *Pitau*.
 PIZA (Pedro-Francisco de). — T. XVII, col. 688-693.
 PIZA (Pierre-François). — T. XVII, col. 693-695.
 PLACENTIVS (Jean). — T. XVII, col. 695-697.
 PLACKER (Chrétien de). — T. XVII, col. 697-698.
 PLAETSEN (Jean-Gilles Vander). — T. XVII, col. 698-699.
 PLAETSEN (Jules-Bernard Vander). — T. XVII, col. 699-700.
 PLAINES (Gérard de). — T. XVII, col. 700-702.
 PLAINES (Thomas de). — T. XVII, col. 703-706.
 PLAISANT (Isidore). — T. XVII, col. 706-711.
 PLANCHON (Jean-Baptiste-Luc). — T. XVII, col. 711-715.
 PLANGIVS (Pierre), ou PLATEVOET. — T. XVII, col. 715-754.
 PLANCHE (Joseph Vander). — T. XVII, col. 754-755.
 PLANCHEN (Cornille Vander). — T. XVII, col. 755-756.
 PLANCQUAERT (Jules). — T. XVII, col. 756-757.
 PLANTE (François). — T. XVII, col. 757-740.
 PLANIN (Christophe). — T. XVII, col. 740-739.
 PLAOL (Pierre). Voir *Playoul*.
 PLAS (Pierre Vander). — T. XVII, col. 760-761.
 PLASSCHAERT (Jean-Baptiste-Joseph-Ghislain). — T. XVII, col. 761-764.
 PLATEAU DE SENZELLE (Jean de) ou DE LA RUE. — T. XVII, col. 764-765.
 PLATEANUS (Pierre). — T. XVII, col. 765-767.
 PLATEAU (Antoine). — T. XVII, col. 767-768.
 PLATEAU (Joseph-Antoine-Ferdinand). — T. XVII, col. 768-787.
 PLATEAU (Louis) ou PLATEL. — T. XVII, col. 788.
 PLATEL (Jacques) ou PLATELIUS. — T. XVII, col. 788-790.
 PLATEL (Louis). Voir *Plateau* (Louis).
 PLATEL (Nicolas-Joseph). — T. XVII, col. 790-792.
 PLATELIUS (Jacobus). Voir *Platel* (Jacques).
 PLATE MONTAGNE (Mathieu). Voir *Plattenberg*.
 PLATEVOET (Pierre). Voir *Plangius* (Pierre).
 PLATTEN (Mathieu van). Voir *Plattenberg*.
 PLATTENBERG (Mathieu van), PLATE MONTAGNE, MONFAIGNE, ou VAN PLATTEN. — T. XVI, col. 792-794.
 PLAYOUL (Pierre) ou PLAOL. — T. XVII, col. 795-797.
 PLECHEM (Saint). — T. XVII, col. 797-799.
 PLECTRUDE. — T. XVII, col. 799-802.
 PLEKE (François). — T. XVII, col. 802-803.
 PLUMIOEN (Lievin). Voir *Plumion*.
 PLEMP (Vopiscus-Fortunatus), connu sous le nom de Plempius. — T. XVII, col. 803-806.
 PLEMPIUS (Vopiscus-Fortunatus). Voir *Plemp*.
 PLENEVAUX (Ernest). — T. XVII, col. 806.
 PLENEVAUX (Jean Barthélemy), dit Plenevaux le Jeune. — T. XVII, col. 806-807.
 PLENEVAUX (Nicolas), bourgmestre de Liège. — T. XVII, col. 806.
 PLENEVAUX (Nicolas), docteur en droit. — T. XVII, col. 806.
 PLEON, PILEON ou PLERÉON. — T. XVII, col. 807.

- PLÉRÉON. Voir *Pléon*.
- PLETAIN (Armand-Hubert-Ghislain). — T. XVII, col. 807-809.
- PLETAIN (Jean-Baptiste). — T. XVII, col. 809.
- PLETINCKX (Charles-Joseph-Pierre). — T. XVII, col. 818-815.
- PLON (Charles-Philippe-Joseph). — T. XVII, col. 817.
- PLON (Emmanuel-Henri-Joseph). — T. XVII, col. 817.
- PLON (Henri-Ghislain-Joseph). — T. XVII, col. 817-818.
- PLON (Jacques-Joseph). — T. XVII, col. 815-816.
- PLON (Pierre-Jean-Joseph). — T. XVII, col. 816-817.
- PLOUICH (Vaast de), ou plutôt DU PLOUICH. — T. XVII, col. 818-821.
- PLOUVIER (Pierre-Joseph). — T. XVII, col. 821.
- PLOUY (Philippe de ou du). — T. XVII, col. 821-823.
- PLUCHAT (Charles). — T. XVII, col. 824.
- PLUCKX (Jean-Antoine-Augustin). — T. XVII, col. 824-825.
- PLUM (Corneille). — T. XVII, col. 825.
- PLUMIER (Edmond). — T. XVII, col. 825-829.
- PLUMIER (Pierre-Denis). — T. XVII, col. 829-831.
- PLUMILLON (Liévin). Voir *Plumion*.
- PLUMIOEN (Liévin). Voir *Plumion*.
- PLUMION (Liévin), PLUMIOEN, PLUMYOEN, PLEMIOEN, PLUMILLON, PLUVILLON, etc. — T. XVII, col. 831-834.
- PLUMYOEN (Josse-Joseph). — T. XVII, col. 834-838.
- PLUMYOEN (Liévin). Voir *Plumion*.
- PLUVILLON (Liévin). Voir *Plumion*.
- PLUYS (Jean-François). — T. XVII, col. 839-841.
- POCHET (Jacques). — T. XVII, col. 841-843.
- POCQUET (Antoine). — T. XVII, col. 843-844.
- PODESTA (Georges). — T. XVII, col. 844.
- POEDERLE (Eugène - Joseph - Charles - Gilain-Hubert d'Olmen, baron de). — T. XVII, col. 844-847.
- POEL (Augustin-Eugène Vanden). — T. XVII, col. 847-848.
- POEL (Robert Vanden). Voir *Poele* (Robert Vande).
- POELAERT (Denis-Victor). — T. XVII, col. 848.
- POELAERT (Joseph). — T. XVII, col. 849-862.
- POELARIUS (Philippe). — T. XVII, col. 862.
- POELE (Florimond Vande). — T. XVII, col. 863-866.
- POELE (Placide Vanden). — T. XVII, col. 866-867.
- POELE (Robert Vande), VANDEN POEL ou DE LACU. — T. XVII, col. 867-868.
- POELMAN (Charles - Amand - Constant). — T. XVII, col. 868-872.
- POELMAN (Jean). — T. XVII, col. 872-875.
- POELMAN (Pierre-François). — T. XVII, col. 875-874.
- POELMAN (Théodore) ou PULMANNUS. — T. XVII, col. 874-884.
- POINDRE (Jacques de) ou JACOBUS PFUNDER. — T. XVII, col. 884-885.
- POIRIER (Etienne-Philippe). — T. XVII, col. 885-888.
- POIRSON (Victor). — T. XVII, col. 888-889.
- POIRTERS (Adrien). — T. XVII, col. 889-894.
- POISSONNIER (Arnould). — T. XVII, col. 895.
- POL DE LIMBOURG, MANUEL ou MALOUEL. — T. XVII, col. 895-897.
- POLAIN (Mathieu-Lambert). — T. XVII, col. 897-901.
- POLAIN (Pierre-Alphonse). — T. XVII, col. 901.
- POLET (Gérardine). — T. XVII, col. 902.
- POLLYT (Eustache) — T. XVII, col. 902-904.
- POLIS (Emmanuel-Joseph-Olivier). — T. XVII, col. 904-905.
- POLIT (Jean) ou POLITUS. — T. XVII, col. 905-909.
- POLITES (Joachim). — T. XVII, col. 909-911.
- POLITUS (Jean). Voir *Polit*.
- POLLENTIER (Jean). — T. XVII, col. 909-912.
- POLLET (Charles-Antoine-Pierre). — T. XVII, col. 912-915.
- POLLET (Edmond-Joseph). — T. XVII, col. 915.
- POLLET (François). — T. XVII, col. 915-914.
- POLLET (Jacques). — T. XVII, col. 914-915.
- POLLET (Jean). — T. XVII, col. 914-918.
- POLLET (Raphaël). — T. XVII, col. 918.
- POLLINCHOVE (Charles-Joseph de). — T. XVII, col. 918-919.
- POLLINCHOVE (Gaspard de). — T. XVII, col. 919.
- POLLINCHOVE (Jacques-Martin de). — T. XVII, col. 919-920.
- POLLIO (Pierre-Louis). — T. XVII, col. 920.
- POLMAN (Jean). — T. XVII, col. 921-922.
- POLYANDER (Jean). — T. XVII, col. 922-924.
- POMERANUS (Pierre). — T. XVII, col. 924-925.
- POMERIO (Henri de ou a), VANDEN BOGAERDE ou BOGAERTS. — T. XVII, col. 925-927.
- POMPE (Gautier). — T. XVII, col. 927-929.
- POMPE (Jean-Baptiste-Engelbert). — T. XVII, col. 929-930.
- POMPE (Paul-Martin). — T. XVII, col. 930-931.
- POMREUX DU SART (Eustache de). — T. XVII, col. 931-934.
- PRESTINIEN (Jean de). Voir *Pestinien* (Jean de).

PULMANNUS (Théodore). Voir *Poelman*.
 PYP (Corneille). Voir PEYP (Corneille).
 PYPE (Corneille). Voir PEYP (Corneille).
 PYPE (Mathieu de). Voir *Pipelare* (Mathieu).

R

RAVESCHOOT (Philippe-Joseph Piers de). Voir
Piers de Raveschoot.
 RENAIX (Frédéric Perrenot, baron de). Voir
Perrenot (Frédéric).
 ROBERT de Liège, graveur. Voir *Peril* (Robert).

S

SAINT-POL (Philippe de). Voir *Philippe de Saint-Pol*.
 SAINT-TROND (Pierre de). Voir *Pierre de Saint-Trond*.
 SENZEILLE (Jean de Platea de). Voir *Platea de Senzeille*.

STERCQ (Jean-Baptiste). Voir *Philippe* (Jean-Baptiste Stercq, en religion le père).

T

THIETTE (Comte de). Voir *Philippe de Flandre*, comte de Thiette.

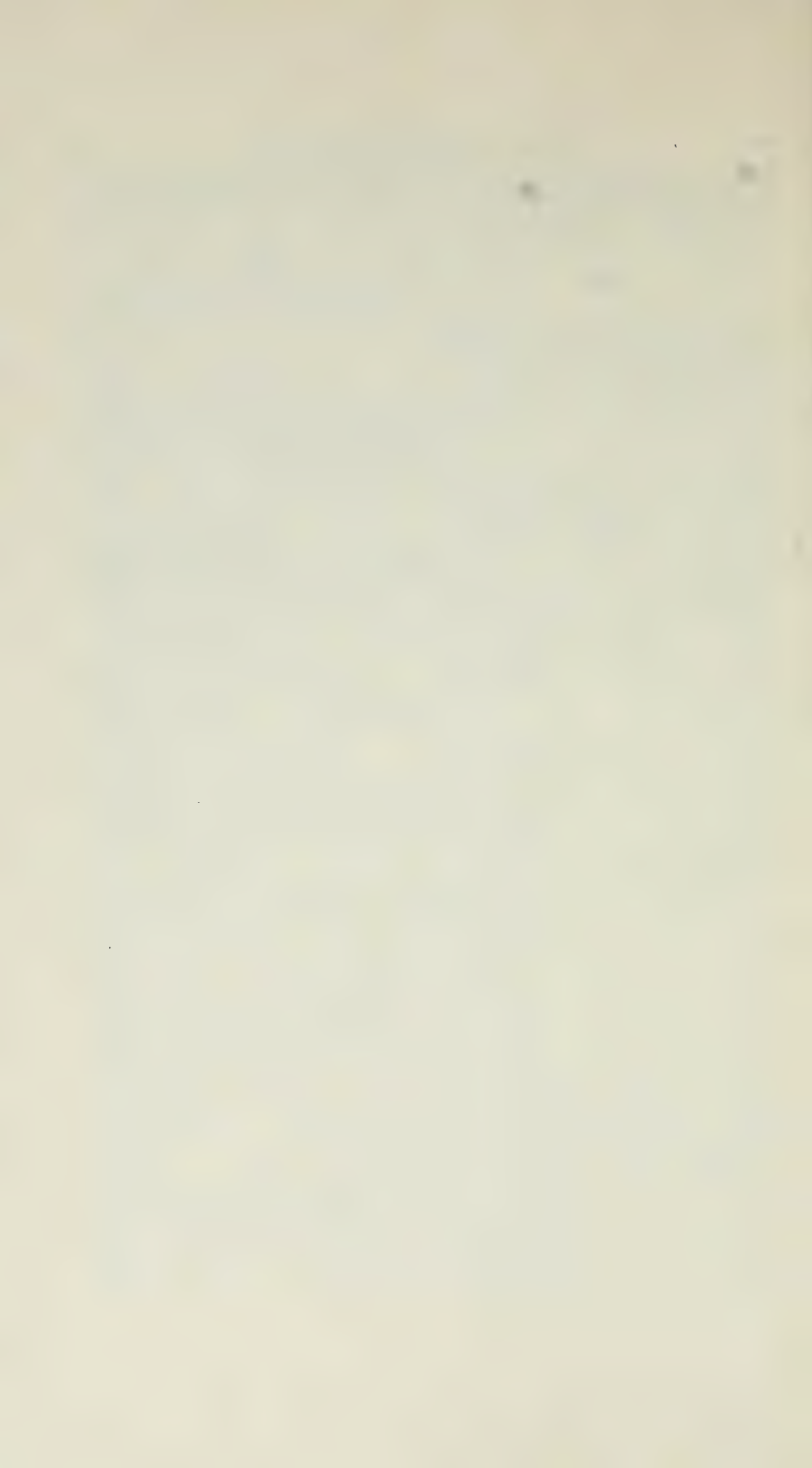
V

VIANDEN (Philippe, comte de). Voir *Philippe*, comte de Vianden.
 VOERMAN (Gilles), VOORMAN ou VOORTMAN. Voir *Periander*.

W

WERVICQ (Pierre de). Voir *Pierre de Wervicq*.
 WYNANTS (Etienne-Winand). Voir *Pighius* (Etienne-Wynand).





8872 4

189

Réseau de bibliothèques
Université d'Ottawa
Échéance

Library Network
University of Ottawa
Date Due

